UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXXV. — 1er SEPTEMBRE 1916.

AP
20
R5
pér 6
t 35

LES MARAIS DE SAINT-GOND[1]

Dans les premiers jours de juillet, je m'étais fixé à Villevenard, petit village de trois cents habitans à l'orée des marais de Saint-Gond. C'est un lieu qui n'est pas trop mélancolique : la guerre l'a très peu éprouvé ; quelques maisons y ont été décoiffées par les obus, mais c'étaient des obus français et qui leur faisaient le moins de mal possible. La grande dévastation est ailleurs, de l'autre côté du Petit-Morin, à Reuves, Oyes, Broussy, Bannes, etc., où pleuvaient les obus allemands. Ces cadavres de villages, en cercle autour des marais, font paraître, par contraste, Villevenard presque gai : l'église elle-même, fort belle et de style roman, comme la plupart des églises de la contrée, n'a presque pas souffert du bombardement et, à la mairie, après le départ des troupes allemandes, M. Roland, l'instituteur, qui est un grand remueur de terre, a retrouvé dans l'ordre où il les avait classées toutes les pièces de sa collection préhistorique et gallo-romaine, — moins les objets d'or qui se sont envolés.

J'ai passé de longues heures dans ce petit musée, dont pourraient s'enorgueillir des cités plus illustres. On y apprend l'histoire des marais mieux que dans les livres. Entre deux conférences sur les tranchets de carnisation ou les pendentifs en coquillages tronconiques de l'éocène, M. Roland me contait ses souvenirs personnels de l'invasion. Il avait tenu journal de tout ce qui s'était passé à Villevenard du 3 au 10 septembre 1914. Il m'indiqua, dans les villages voisins, d'autres sources d'information où je pourrais puiser, si j'en étais curieux. Je crois

(1) *Copyright by* Ch. Le Goffic, 1916.

même qu'il voulut bien me présenter à M. l'abbé Millard, le dernier ermite de Saint-Gond, qui est un ecclésiastique indulgent et un historien de grande autorité.

Je connaissais déjà l'histoire de Saint-Gond pour l'avoir lue dans un vieux livre du seigneur de Breuvery, où il est dit que le prieuré de Saint-Gond ou Gaond, à deux lieues de Sézanne, autrefois nommé Saint-Pierre-en-Oyes, était une bonne abbaye fondée par le saint environ l'an 660. Gond était neveu de Vaudregesile, maire du palais et parent du roi Dagobert, qui l'éleva dans une éminente piété dont lui-même faisait profession. Tous deux quittèrent la cour en l'année 654, sous le règne de Clovis II, et se retirèrent en un lieu nommé Fontenelle, d'où Gond, à la mort de son oncle et après avoir passé « en beaucoup d'endroits, » se porta dans un autre lieu appelé Oyes, « qui est en forme de vallée fort agréable, abondante en prairies et en fontaines, couverte de bois et de petites montagnes en cercle qui représentaient une vraie solitude. » Il bâtit en ce lieu une église qui fut dédiée à saint Pierre et de petites cellules pour lui et pour les religieux qui étaient avec lui.

Telle fut l'origine de l'abbaye, convertie plus tard en prieuré, qui a donné son nom aux marais. Avouerai-je que leur premier abord me causa un peu de déception? Ils sont beaucoup plus longs que larges, et on ne peut les embrasser dans tout leur développement que de la falaise de Saint-Prix ou des hauteurs du Mont-Août. Et, s'il n'est pas tout à fait exact, comme l'écrivait le seigneur de Breuvery, que la vallée où ils s'étendent soit « fort agréable, » il est bien vrai pourtant qu'elle n'a rien de trop sauvage. Je songeais malgré moi à certains marais de Bretagne, au Yunn notamment, d'un accent si profond. Quelle région! Là, pas de champs, pas d'arbres, pas de maisons, rien, la solitude toute nue, sauf vers Botmeur et son mince promontoire de verdure. La vie y semble encore à l'état d'ébauche. N'était le pic d'un carrier ou le mélancolique *aliké* que les petits pâtres de l'Arrhée se renvoient d'une montagne à l'autre en paissant leurs troupeaux sur les pentes, on se croirait sur une planète en formation. Et l'étrange sabbat que semblent mener autour du Yunn toutes ces croupes de montagnes pelées qui escaladent l'horizon et dont les schistes déchiquetés et grisâtres se hérissent au vent comme des crinières pétrifiées!...

Rien de pareil ici. Nous sommes aux confins de la Brie et

de la Champagne. Sous un ciel aux nuages puissamment modelés, une terre aux arêtes précises, des mouvemens de terrain bien dessinés, un réalisme partout inscrit aux directions du sol et des eaux. Les marais eux-mêmes, d'année en année, se résorbent. La culture riveraine a déjà fortement mordu sur eux. Et, par surcroît, des lignes droites de grands peupliers, sur les chaussées et le long du Petit-Morin, les coupent en diagonale, les fractionnent, les compartimentent et leur donnent je ne sais quoi de géométrique. Ce n'est plus là ce vague infini de joncs et de roseaux qui nous séduit tant depuis les romantiques. A certaines heures du soir seulement, ils se dilatent sous la brume et, malgré tout, même le jour ils gardent du mystère, — le mystère éternel des eaux mortes. Et de l'histoire enfin, à défaut de poésie, flotte autour d'eux. Trois grandes avalanches humaines sont venues expirer sur leurs berges. Ils ont vu les dernières convulsions d'Attila; ils se sont refermés sur le dernier hourrah des Marie-Louise, quand les débris de Pacthod, échappés à la « tempête de chevaux » qui les battait de toutes parts, plutôt que de se rendre s'engloutirent vivans dans leur tourbe; la Garde prussienne, disait-on, s'y était enlizée à son tour en septembre 1914. Il semble que les nuits y soient pleines de palpitations, toutes peuplées d'ombres tragiques. Mais, quand je montais sur la côte de Chenailles, au jour tombé, par les sentiers des vignes, je n'y percevais aucun frémissement. Les marais dormaient sous la lune, et la flûte d'un crapaud solitaire remplissait seule ces vastes étendues. La guerre s'atteste encore ici par des ruines, mais la nature les étouffe déjà sous son chant.

Ce sont pourtant ces ruines que j'ai interrogées les premières. J'avais apporté avec moi quelques livres (1), et notamment la *Bataille de la Marne*, de Gustave Babin, le meilleur et le plus sûr des guides : ils m'expliquaient les lieux, et les lieux, à leur tour, me commentaient les récits des historiens. Il leur arrivait aussi de les contredire. Les pages qu'on va lire ont été écrites sous leur dictée. Elles n'ont aucune prétention militaire; elles

(1) *La Guerre en Champagne*, publiée sous la direction de Mgr Tissier, évêque de Châlons, *Mondement* par Asker, *Au centre de la bataille de la Marne* par L. Néret, *La Guerre sur le front occidental* par Joseph Reinach, *De Liége à la Marne* par Pierre Dauzet, *Les Batailles de la Marne* par P. Fabreguettes, *Visions de Guerre* par Florian-Parmentier.

feront peut-être sourire les professionnels : c'est la bataille vue par un civil et d'un petit coin des marais d'où il essayait de se faire une idée de la manière dont les choses avaient pu se passer au centre de notre ligne. Plus que jamais, en l'absence presque complète de documens officiels, l'historien d'aujourd'hui doit savoir se contenter d'une vérité approximative.

I. — LES PRÉLIMINAIRES DE LA BATAILLE

Le 3 septembre 1914 au matin, les habitans des villages qui s'échelonnent autour des marais de Saint-Gond entendirent pour la première fois le roulement du canon dans la direction de Vervins. La bataille approchait. Déjà l'ennemi nous envoyait ses éclaireurs, des taubes légers qui semblaient glisser des collines, tournaient au-dessus des roseaux et prenaient de la hauteur pour rentrer dans leurs lignes (1). Un gros de cavalerie française passa vers dix heures, venant du camp de Châlons : c'était de la remonte qu'on évacuait vers Montereau ; le général Prot, avec les trois dépôts du 7e dragons, des 4e et 15e chasseurs, quittait Sézanne à la même heure. Nous n'avions donc pas l'intention d'établir notre ligne de résistance sur la Marne, et le « barrage » projeté par le généralissime était reporté plus au Sud, — vers l'Aube très probablement (2).

De fait, dans le courant de la journée, les habitans furent prévenus, « par voie du tambour, » d'avoir à déposer à la mairie « les armes en leur possession ; » aux facteurs-receveurs ordre fut enjoint « d'expédier le matériel mobile des postes et la comptabilité à Sézanne. » L'après-midi se passa sans incident ; mais, dans la nuit, les routes qui descendent vers les marais par Saint-Prix, Villevenard, Joches, Aulnizeux, Morains-le-Petit, s'emplirent d'un piétinement de troupeau. « A une heure du matin, écrit l'instituteur Roland, nous sommes réveillés par les aboiemens du chien et un coup de sonnette : deux femmes de gendarmes de la brigade d'Étoges, avec leurs jeunes enfans,

(1) Ils n'y rentraient pas tous. Près de Sillery-le-Beaumont, le matin du 3, un de ces taubes était abattu par nos troupes, l'un des hommes qui le montaient tué, l'autre fait prisonnier.

(2) « On reculera jusqu'à l'Aube, au besoin jusqu'à la Seine. Tout sera subordonné à la préparation du succès de l'offensive. » (Rapport sur l'ensemble des opérations. *Bulletin des Armées* du 3 au 5 décembre 1914.)

viennent nous demander l'hospitalité. » Peu après on frappe à d'autres portes, on appelle dans la nuit : non plus par groupes isolés, mais par « files de cinquante, de cent, » en caravanes cette fois, les émigrans font irruption. Hâves, l'œil creux, les jambes raides, ils s'abattent sans un mot dans les « abris de fortune, » que leur ouvre la compassion des habitans. Mais la peur est plus forte que la fatigue : à peine reposés, ils s'en vont, et d'autres les remplacent. C'est un torrent qui dévale vers les marais et qui s'enfle à chaque tournant de route de nouveaux affluens : des villages entiers déménagent; on se croirait revenu « au temps des grandes migrations barbares. » Sur la route d'Oyes, une jument râle, les reins cassés par le poids de la charrette, et, à genoux dans la poussière, sa petite conductrice lui passe les bras autour du cou; devant l'auberge des Renard, une mère berce à mi-voix son enfant mort et ne veut pas s'en séparer... La plupart de ces émigrans viennent de l'Argonne et des Ardennes. Quarante-huit heures durant ils s'écoulèrent par les routes. On les interrogeait : ils ne savaient rien, sinon que l'ennemi s'avançait à grandes marches et que l'horizon, derrière lui, flambait. Les roulemens de la canonnade, d'ailleurs, devenaient plus distincts. Mais le naturel rassis des populations champenoises les préservait de tout affolement. Elles ne cédaient pas à la contagion. Dans les villages, même dans les fermes isolées, les mobilisables de la prochaine levée gagnaient seuls aux champs; à Villevenard, l'abbé Rouyer ruminait de cacher ses jeunes paroissiennes dans les roseaux, « pour éviter le premier contact de l'ennemi, » quand un officier d'artillerie lui représenta que cet asile virgilien pourrait bien manquer de sécurité en cas de bombardement. Il les dirigea sur le couvent d'Andecy et voulut s'en retourner. On lui fit rebrousser chemin.

Des officiers d'étapes, le matin du 4, s'étaient présentés dans les mairies pour préparer les cantonnemens. Il fallait faire vite, car nos troupes étaient attendues dans l'après-midi. C'étaient les élémens de la 9e armée, formée avec le 9e corps (général Dubois), le 11e (général Eydoux), la 42e division d'infanterie (général Grossetti), la division marocaine (général Humbert), la 9e division de cavalerie et deux divisions de réserve, débarquées le jour même à Arcis (la 52e et la 60e divisions d'infanterie). Cette armée, de création récente (29 août), avait été placée sous les ordres du général Foch, qui venait de donner sa

mesure en Lorraine, à la tête du 20e corps. Elle ignorait tout des intentions du généralissime. Cependant, des bruits couraient, qui n'étaient point perdus pour les fines oreilles champenoises : « c'est le dernier jour qu'on recule (1); » on se prépare « pour une bataille qui paraît des plus importantes (2). » Les grandes décisions, si secrètes qu'on les tienne, ne peuvent jamais s'enfermer complètement en elles-mêmes : il y a toujours, autour d'elles, comme un halo qui les dénonce. Et peut-être aussi qu'en l'espèce la décision du généralissime s'accordait trop bien avec le vœu profond, l'ardente aspiration de ces hommes à qui, même vainqueurs, comme à Guise, à Lannois, à Fossé-Houart, à Bertoncourt, il demandait de se replier encore, de tenir pour négligeables les succès partiels, qui n'ont « qu'une valeur d'épisodes, » et de patienter jusqu'à l'heure du destin. On leur avait dit qu'ils opéraient une retraite stratégique par échelons et ils l'avaient cru d'abord; mais, à mesure que la retraite se prolongeait, le temps faisait son œuvre, le soupçon les mordait et, dans les derniers jours, leur âme était lourde de toute la terre qu'il leur avait fallu céder à l'ennemi. Comme des enfans rageurs, ils piétinaient leurs pains de munition, que les sœurs d'Andecy ramassaient derrière eux pour leurs poules; un officier d'Afrique, dans un débit, d'une voix rauque, réclamait de l'absinthe et, comme on refusait de le servir, empoignait d'autorité la bouteille : « Ah! tant pis, on tue le cafard comme on peut! » Et, à l'instituteur, un autre jetait : « C'est vous et vos prédications pacifistes qui êtes cause de tout : je vous déteste, je vous déteste! »

Aigrissement de la retraite, frénésies d'un patriotisme exaspéré jusqu'à l'injustice! Plus maîtres d'eux, les officiers supérieurs se taisaient. Le général Petit, qui logeait au presbytère de Villevenard et à qui l'abbé Rouyer demandait « s'il y avait danger, » répondait évasivement « qu'il ignorait tout, que l'armée française exécutait un plan connu du grand état-major (3). » Le maire, l'instituteur, n'étaient pas plus heureux près du colonel. Que devait faire la population? Partir, rester? On verrait le lendemain. Mais, à onze heures du soir, sans bruit, les troupes décampèrent. On reculait encore, et ce fut

(1) Journal de l'instituteur Roland.
(2) *La Guerre en Champagne :* Journal de la supérieure d'Andecy.
(3) *La Guerre en Champagne :* Récit de l'abbé Rouyer.

une déception pour les riverains, — comme si, en tout état de cause, nos troupes pouvaient engager la bataille avec ces marais à dos! Les contingens qui suivirent ne s'arrêtaient plus dans les villages. Infanterie, artillerie, cavalerie prenaient immédiatement la direction des marais. Des blessés racontaient qu'ils avaient repoussé une attaque de nuit aux Petites-Loges, près de Verzy (1); d'autres que l'artillerie allemande, en position vers Monthelon, les avait canonnés à Étoges. Verzy est au Nord de la Marne; Étoges n'est qu'à quelques kilomètres des marais. Un nouvel avion ennemi glissa des collines en vol plané, comme un épervier. Mais il avait été signalé : un avion français se détacha, échangea avec lui des coups de feu. Le rapace n'insista pas.

Il avait vu d'ailleurs ce qu'il voulait voir : nos troupes en retraite sur toute la ligne, la rive septentrionale des marais dégagée, les routes libres dans toutes les directions. On était au matin du 5 septembre. Le canon tonnait « du côté de Montmort, Etoges, Congy (2). » Nos arrière-gardes, parties de Voipreux dans la nuit (3), venaient seulement de s'engager dans les marais, et il y avait si peu de distance entre elles et les premières patrouilles ennemies que les habitans demeurés sur place se demandaient avec inquiétude si elles auraient le temps d'atteindre le Petit-Morin et de couper les ponts derrière elles. Mais on n'entendait aucun bruit d'explosion, sauf vers Croizard, où la passerelle en fer venait de sauter. L'angoisse grandissait. Est-ce que l'armée française, d'aventure, allait continuer son mouvement de retraite et abandonner aussi la rive méridionale des marais? Ces marais pourtant, dont il lui était si facile de se couvrir, tous sentaient que c'était la dernière barrière, providentiellement placée sur la route de l'invasion, — et nous agissions exactement comme s'il n'avait pas été dans nos intentions de l'utiliser; nous semblions avoir oublié la fonction historique de cette grande tranchée naturelle de plusieurs kilomètres!

(1) « Une attaque de nuit a été repoussée aux Petites-Loges, à trois heures et demie (4 septembre), par la 9e compagnie : 3 tués, 12 blessés et le lieutenant commandant de la compagnie. On a fait 4 prisonniers et rapporté une vingtaine de casques. » (Journal de X...)

(2) *La Guerre en Champagne :* Récit de M. l'abbé Rouyer.

(3) « Départ 2 h. 45 par Bergères-les-Vertus, Écury, Fère-Champenoise, pour Œuvy. » (Journal de X...)

Dès huit heures du matin, le 5, une partie de la gauche de von Bülow était entrée à Baye, qu'une lieue à peine sépare de la pointe occidentale des marais. Par la belle route en pente douce qui longe sous d'épais ombrages le « ru » de Toury, les uhlans descendaient vers Talus-Saint-Prix, patrouillaient le village, puis se glissaient vers le pont du Petit-Morin qu'ils franchissaient librement : la meilleure route des marais tombait sans coup férir aux mains de l'ennemi; la voie était ouverte vers Mondement. Il n'y avait qu'à poursuivre. Mais sans doute von Bülow, qui n'hésitait pas à pousser sa droite sur Esternay, voulut-il attendre que l'extrême gauche de sa IIe armée eût fait sa jonction à Vertus, au Nord-Est des marais, avec les régimens saxons de von Hausen, descendus de Châlons, et qui n'y arrivèrent que vers midi. On sait que le cantonnement, dans les troupes allemandes, est combiné par échelons, de manière qu'une partie de l'armée continue sa marche, pendant que l'autre se repose. Malgré tout, et bien que Vertus, point stratégique de première importance, possède un réseau de routes excellentes rayonnant dans toutes les directions, il était difficile à l'extrême gauche de von Bülow et aux Saxons de von Hausen d'atteindre les marais avant deux ou trois heures de l'après-midi. Ce retard nous permit de nous reprendre, et l'hésitation incompréhensible qui saisit l'armée allemande devant les marais, qu'elle avait atteints et qu'elle ne se décidait pas à franchir, acheva de nous sauver.

Un peu partout, de Saint-Prix aux abords de Morains, sur toute la berge septentrionale, les « tuniques grises » descendaient les pentes et se faufilaient entre les vignes; c'était « comme une invasion de mulots. » Terrée dans les caves, la population des villages attendait le choc qui ne pouvait plus tarder; en certains endroits, elle avait demandé un refuge aux chambres sépulcrales creusées dans la pierre tendre des côtes et qui ont été récemment mises à jour par le baron de Baye et M. Roland. Mais l'ennemi ne bougeait pas des lisières. On eût dit que l'énigme de ces grandes étendues marécageuses, le secret de ces eaux dormantes qui passent pour recéler le casque d'or d'Attila, le frappait d'une stupeur mystérieuse. Ou peut-être, avant de s'engager dans cette zone équivoque, voulait-il s'assurer l'appui de son artillerie lourde. Néanmoins, il tâtait le terrain par ses éclaireurs; en même temps qu'à Saint-Prix, une

patrouille allemande se lançait sur Vert-la-Gravelle et franchissait un bras d'eau dans la direction de Morains-le-Petit. Les deux branches de la tenaille commençaient à se resserrer.

Allaient-elles se refermer dès cet instant même sur les marais? En particulier, une offensive vigoureuse sur Mondement, dessinée avant midi, n'eût rencontré de notre part qu'une faible résistance. Et Mondement passe pour la clef stratégique des marais. C'est que l'ordre général de Joffre, magnifique improvisation de la nuit, n'était pas encore parvenu à l'état-major de la 9e armée, qui, se conformant aux ordres antérieurs, continuait son repli vers Œuvy, Gourgançon et Corroy, où Foch plaçait son poste de commandement (1). Franchet d'Espérey, déclinant lui aussi la bataille, se repliait, en conformité des mêmes ordres, derrière la ligne du Grand-Morin. La droite de von Bülow, qui descendait de Montmirail, avait ainsi emporté sans résistance, dans la matinée, Soigny, le Gault, Charleville; elle devait entrer le soir même à Esternay, où ses patrouilleurs, vers Champguyon, enlevaient treize des nôtres qui, quelques minutes auparavant, s'amusaient à abattre « des poires au bord du chemin (2). » De toute évidence, le front allemand, qui, dès midi, s'incurvait fortement de la forêt du Gault à Villeseneux, chercherait à se rectifier sur une ligne passant par Fère et Sézanne et enveloppant les marais.

Il pouvait être tentant, pour un chef comme Foch, d'essayer de profiter des hésitations allemandes et de s'opposer à cette rectification, s'il n'avait été d'une importance encore plus grande de conserver son strict alignement avec le front général de l'armée. Jusqu'au milieu de la journée, il peut croire que ce front glisse vers l'Aube, et il suit le mouvement sans s'occuper des marais, quand tout à coup, vers onze heures, lui parvient l'ordre général, dicté, la veille au soir, par Joffre, et qui dispose en ce qui le concerne : « La 9e armée couvrira la droite de la

(1) « Ce matin, de très bonne heure, nous avions quitté Vertus; nous devions aller jusqu'au Sud de Fère-Champenoise, à Corroy; mais, *vers midi*, arrive du grand quartier général l'ordre si impatiemment attendu, » etc. (Asker : *Mondement*, *Illustration* du 3 juillet 1915.) — « Temps frais et couvert jusqu'à *onze heures*, puis soleil et chaud. A Fère-Champenoise, contre-ordre : au lieu de prendre l'offensive demain, on va faire plastron au Mont-Toulon. » (Journal de X...)

(2) *La Guerre en Champagne.* Récit de l'abbé Thouvenot, curé d'Esternay.

5e armée, en tenant les débouchés Sud des marais de Saint-Gond et en portant une partie de ses forces sur le plateau au Nord de Sézanne. » Immédiatement la retraite est suspendue; nos troupes font tête. Il était temps.

L'ennemi, frappé de cette sorte de paralysie qui l'a tant de fois arrêté, au cours des opérations, devant des obstacles imaginaires, n'avait heureusement poussé que des avant-gardes vers les marais. Entre trois et quatre heures, brusquement, le canon français tonne sur Saint-Prix, puis, vers six heures, sur Coizard et, plus loin, vers Morains-le-Petit. De Villevenard, on entend « distinctement » la fusillade et le moulinet des mitrailleuses « au bas de Joches, du côté de l'étang de Chénevry (1). » L'ennemi riposte en bombardant Oyes, Reuves, Broussy, Bannes, que nous nous sommes hâtés de réoccuper; il jette des bombes incendiaires sur Pierre-Morains et Coligny, pour déloger nos troupes qu'il y croit encore installées. Sur la route de Morains-le-Petit, une compagnie du 135e de ligne se lance aux trousses de la patrouille allemande qui s'est glissée vers Aulnizeux, la bouscule et capture, au château même de Gravelle, « une pièce d'artillerie avancée; » les abords Nord et Est du village de Vert sont mis en état de défense par nos troupes. A l'autre extrémité des marais, la brigade Blondlat recevait l'ordre de reprendre Saint-Prix « et surtout de tenir Mondement (2). » Le second de ces ordres était encore facile à exécuter; le premier demanda un certain effort.

A Saint-Prix, les marais s'étranglent entre de hautes collines boisées; la route, de pente assez douce depuis Baye et bordée de grands peupliers, franchit le Petit-Morin et, par une série de lacets, s'élève vers le Signal du Poirier, entre le bois des Grandes-Garennes et le bois du Botrait. Rien n'eût été plus aisé, le matin, que de barrer ce passage. Avec un magnifique allant, mais au prix de pertes sérieuses, le colonel Cros, à la tête de ses tirailleurs, réussit, vers quatre heures, à reprendre le pont de Saint-Prix et l'église, isolée du village, et à rejeter l'ennemi de l'autre côté du Petit-Morin, sur le moulin Toury, où il se retranchait aussitôt. Léger avantage et de courte durée, l'ennemi étant revenu en force : la contre-attaque du colonel Cros n'en avait pas moins dégagé les abords de Monde-

(1) Journal de l'instituteur Roland.
(2) Asker, *op. cit.*

ment, où le général Humbert venait de s'installer avec son état-major ; nous gardions toutes les hauteurs voisines, la crête du Poirier, l'Homme-Blanc, Montalard, Montgivroux, le bois de Saint-Gond. Sur la route d'Oyes même, devant l'entrée de l'ancien prieuré, nous organisions une solide barricade, défendue par des tirailleurs et deux mitrailleuses; nos troupes prenaient position sur tout le front au Sud des marais; l'artillerie se postait entre Mondement et Broyes, sur Allemant et à contre-pente du Mont-Août... L'ennemi s'étonne de tant d'audace. Il ne peut croire à une volte-face générale des troupes françaises et que nous osions lui disputer « le fier privilège de l'initiative, » pour parler comme Bernhardi. Cette bataille qui s'engage à l'improviste lui apparaît encore comme une escarmouche d'arrière-garde, un peu plus violente que les autres seulement. En fin de compte et sauf à notre gauche, où, par suite du repli de Franchet d'Espérey, von Bülow débordait assez dangereusement notre flanc, nous couchâmes, l'ennemi et nous, le soir du 5, à peu près sur nos positions respectives. La nuit était claire, une nuit des premiers jours de septembre, étoilée et profonde. Vers onze heures du soir, la canonnade s'éteignit ; les marais s'enveloppèrent de silence, mais, à l'Ouest, le ciel rougeoyait : c'étaient Vert-la-Gravelle, Pierre-Morains et Coligny qui brûlaient.

II. — LA JOURNÉE DU 6

Quand l'aube se leva, le dimanche 6, tout encore était calme. On n'aurait pas dit que la guerre s'était abattue sur ce paysage mélancolique. De l'immense nappe de troupes qui avait recouvert les abords des marais, rien n'apparaissait à l'œil nu; des halbrans s'appelaient dans les roseaux, que commençait à toucher la rouille de l'automne. La paix était si grande que les habitans, terrés dans les chambres sépulcrales de la côte, croyant tout danger écarté, sortirent de leurs trous et descendirent vers le village. Il était six heures. « En attendant le café, écrit l'instituteur Roland, nous gravissons l'éminence située à l'Ouest de l'école pour jeter un coup d'œil sur la plaine. Pas de soldats, aucun bruit. » Calme trompeur : des balles sifflent à leurs oreilles; nos troglodytes n'ont que le temps de faire demi-tour et de regagner leurs terriers.

Il ne s'agit encore pourtant que d'une fusillade d'avant-poste. Mais, à huit heures, une voix puissante s'élève; de brefs éclairs rayent les hauteurs : le canon tonne. Nos troupes viennent de recevoir l'ordre fameux de Joffre, la proclamation immortelle, brève et nue comme une inscription antique, qui luit au fronton de la victoire de la Marne et que tous les Français connaissent par cœur :

« Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

Sur tout l'immense front qui court de l'Alsace au camp retranché de Paris, un frisson a passé à la lecture de cet ordre du jour. Enfin, les nuages dont s'enveloppait la stratégie dilatoire du généralissime sont dissipés : nos troupes peuvent lire dans la pensée profonde du chef; elles savent que, cette fois, si la victoire leur sourit, les clairons de la retraite ne viendront pas assombrir leur triomphe; elles savent aussi quel est l'enjeu formidable de la partie qui s'engage. C'est « le choc décisif... Depuis les plus grands chefs jusqu'au plus humble des soldats, il n'est aucun de nous qui n'en ait la certitude (1). » Cette conscience exacte de la situation, prise à la même heure et à tous les degrés de la hiérarchie par les soldats et les chefs, leur fait à tous la même âme : en même temps qu'elle les dispose aux sacrifices nécessaires, elle leur en découvre la noblesse et le sens; elle les baigne d'une lumière divine, comme à Marathon, à Bouvines et à Valmy. La victoire de la Marne, pleine d'inconnu, de mystère, du côté allemand, fut essentiellement chez nous la « victoire de la clarté. »

Au moment où l'ordre du jour de Joffre parvient à nos troupes, la situation respective des deux armées du centre se présente à peu près comme suit : le Xe corps actif de von Bülow est placé face Baye-Congy; la Garde, face Toulon-Ecury-le-Repos; les Ier et IIe corps saxons de von Hausen, face Normée; le XIIe corps de réserve, face Sommesous. Dans l'armée Foch,

(1) Asker. *op. cit.* — « C'est la grande bataille d'où dépend le sort du pays » (Journal de X...)

la 42e division et la division marocaine occupent les croupes de Saint-Prix, Soisy, le bois de Saint-Gond, la falaise de Mondement et le plateau de Villeneuve-lès-Charleville ; le 9e corps tient toute la lisière méridionale des marais, d'Oyes à Morains-le-Petit inclus, avec des avant-gardes à Vert-la-Gravelle, Aunilzeux, la Chapelle et au centre des marais, notamment devant l'ancien prieuré de Saint-Gond ; le 11e corps prend la liaison à Morains-le-Petit, pointe orientale des marais, et s'étend par Écury-le-Repos, Normée et Lenharrée, jusqu'à Sommesous, avec avant-gardes sur Coligny et Pierre-Morains; la 9e division de cavalerie est à Mailly, avec avant-garde vers Vatry ; les divisions de réserve du 11e corps (52e et 60e divisions) sont entre Sommesous et l'Aube.

Le simple examen de ces positions indique bien que la 9e armée, numériquement inférieure aux armées adverses, doit provisoirement se borner à un rôle de défensive active, suivant l'expression militaire. Plus qu'aucune autre, elle « fait barrage, » et elle fait barrage au centre, c'est-à-dire au point le plus sensible de notre ligne : Foch enfoncé, tout notre dispositif craque, et c'est particulièrement l'échec de l'offensive commandée sur notre gauche à la 5e armée, qui opère dans la direction générale de Montmirail, avec Franchet d'Espérey, et, sur notre droite, à la 4e armée (de Langle de Cary), qui, victorieuse sur la Meuse le 27 août, brûle de reprendre sa marche en avant et opère dans la direction de Vitry-le-François. Mais, entre Humboville, où s'appuie la gauche de cette 4e armée, et Sommesous, où s'appuie la droite de l'armée Foch, il y a un grand vide, un « hiatus, » que bouche mal la 9e division de cavalerie. Par grand'chance, à cet hiatus en correspond un autre de l'armée allemande, qui s'apercevra trop tard que nous n'avions là qu'un rideau d'escadrons.

Maître par Esternay et Charleville de l'extrémité occidentale du plateau de Sézanne, von Bülow devait inévitablement chercher à occuper la totalité de ce plateau, dont l'ourlet abrupt commande toute la vallée de l'Aube, une immense étendue de pays jusqu'à Troyes, qui, par temps clair, profile ses tours à l'horizon. La pression va donc s'exercer sur nous en flanc vers Villeneuve-lès-Charleville et Soisy, où la célèbre 42e division de Verdun et une fraction de l'armée de Franchet d'Espérey n'auront pas trop de leurs efforts réunis pour contenir le choc.

A l'Est, les troupes saxonnes de von Hausen, par les garennes de la Champagne pouilleuse, essayeront d'atteindre Fère et Sommesous. Au centre s'allongent les marais, la grande fosse verdâtre dont nous tenons fortement la lisière méridionale, appuyés sur les crêtes voisines. Mais que la double manœuvre de von Bülow et de von Hausen réussisse au Sud, et voilà nos troupes bloquées, prises dans cette résille vaseuse qui verra se renouveler le désastre des Marie-Louise. Et peut-être, pour l'ennemi, eût-ce été la vraie tactique à suivre ; c'était, en tout cas, la vieille manœuvre d'enveloppement chère aux stratèges d'outre-Rhin. Mais, pour qu'elle jouât à coup sûr, il eût fallu négliger de parti pris les marais et Mondement, nous tromper devant eux par une couverture et porter tout l'effort sur les deux ailes, qui se fussent rejointes à Sézanne ou à Pleurs.

L'ennemi en jugea différemment. Hypnotisé par Mondement et le feu que nous dirigions des hauteurs voisines sur ses troupes, il voulut emporter de vive force le château, qui est bien la clef stratégique des marais, mais des marais seulement. Cette tactique le condamnait à emporter aussi la rive méridionale. Il l'aurait pu le matin du 5, en doublant les étapes et alors que nous nous repliions sur Corroy. Cela devenait plus malaisé à partir du moment où nous faisions tête. Il y réussit partiellement néanmoins à la fin de la journée.

Les marais de Saint-Gond, qui s'étendent de l'Est à l'Ouest, non pas sur 15 lieues de long, comme l'écrivait, au XVIIe siècle, ce grand hâbleur de Bassompierre, mais sur 18 kilomètres de long et 4 ou 5 de large, sont coupés par un certain nombre de routes, dont quelques-unes, à vrai dire, ne sont que d'étroites chaussées. Les meilleures, les plus solides et les seules capables de porter de l'artillerie lourde, franchissent les marais à leurs extrémités (Saint-Prix, Morains-le-Petit) et au centre (de Joches à Broussy). Sans dédaigner par la suite les autres passages, l'ennemi commença par s'assurer la possession de ces trois routes essentielles. La plus grande partie de son artillerie lourde, d'ailleurs, demeurait en arrière, sur les crêtes : Toulon-la-Montagne, que nous allions essayer de lui enlever le jour même, Courjeonnet, les Hauts de Congy, la côte de Chenaille, le bois d'Andecy. Sur Morains-le-Petit, ce sont les corps saxons qui attaquent en réponse à notre offensive. Sur Mondement,

c'est un des corps de Bülow, et nulle part la lutte ne revêtit un caractère plus farouche et plus acharné.

Si nous avions dû nous replier le 5 au soir derrière le Petit-Morin et le pont de Saint-Prix, on se rappelle que nous tenions la crête immédiatement au-dessus, le Signal du Poirier et le bois de Saint-Gond, qui couvrent Mondement au Nord-Ouest. Oyes, Reuves, les trois Broussy, Bannes étaient encore à nous, tenus par le 9e corps qui progressait même sur leurs chaussées avec Moussy et la 17e division ; mais Mondement, vaste quadrilatère flanqué de tours en poivrière, qui regarde par une de ses faces les marais, est exposé directement au feu des pièces établies sur Courjeonnet, Chenaille et Congy.

Le château, bien que d'une ornementation assez pauvre, a grande apparence en raison de sa masse, surtout vers la route de Broyes, où donne la cour d'honneur, fermée par une grille en fer dont les piliers portent deux lions lampassés. Plusieurs fois restauré, il appartenait, en 1541, à une famille de Chasserat, qui le transmit par mariage aux de Geps, de qui il passa aux Lefèvre de Caumartin, puis à un Lestrange, capitaine de dragons et Provençal, qui s'en défit contre espèces sonnantes entre les mains d'un traitant de la région, Honoré Bérard, originaire de Cormontreuil, près Reims. Avec les bâtimens, Bérard avait acheté les titres et droits seigneuriaux, dont il était plus friand que du reste. Il faillit lui en cuire sous la Révolution. Dénoncé par Oudet, agent national du district, comme un « être absolument immoral, » coutumier « des propos inciviques, suspect, avare, plaideur, » qui laisse « périr ses comestibles et ses denrées, » qui cherche « à affamer le peuple, » qui « a loué sa maison Vaugirard, rue du Bonnet-Rouge, à Clermont-Tonnerre, président de l'infâme club monarchique, pour y tenir ses séances, » il est arrêté le 23 octobre 1794 à Sézanne et les scellés sont posés sur son château. Une perquisition postérieure y fait découvrir quelques gerbes de blé non battues, une pièce de vin entamée, des pommes de terre avariées, cinq boisseaux d'avoine, onze douzaines de chanvre femelle, du chènevis épars sur le plancher et, — chose plus grave, — » deux paquets de poudre à tirer, une demi-livre de balles de plomb et un fusil de chasse de trois pieds quatre pouces de long, la crosse garnie de velours, la vergette dorée (1). » Il n'en fallait pas davantage,

(1) Abbé A. Millard, *Histoire de Sézanne.*

paraît-il, en ces âges révolutionnaires, pour mettre un château en état de défense et mener son propriétaire à la lanterne. Mondement, dès lors, n'alimente plus la chronique : il s'endort jusqu'à la guerre.

Il n'a pas trop déchu dans l'intervalle; il n'a pas fait trop de concessions au « confort moderne, » bien qu'appartenant à un agent de change de Paris, M. Arthur Jacob, qui y passait ses villégiatures, et dont la veuve y habitait encore au 5 septembre avec un de ses fils, une institutrice et un assez nombreux domestique. Tout ce personnel s'éclipsa au premier bruit de l'invasion, à l'exception de l'institutrice. Très courageusement, M. Jacob fils, malgré la gravité de son état de santé, s'était imposé de rester à Mondement où il suppléait son frère, maire de la commune, mobilisé, et ce beau courage civique devait lui coûter cher. Un hôte inattendu se joignit aux Jacob dans la nuit du 5 au 6 septembre, l'abbé Robin, curé de Reuves. Le 4, des troupes françaises avaient cantonné à Reuves, mais elles n'avaient fait que passer. On les revit le 5, à trois heures du soir. L'ordre de tenir les débouchés Sud du marais venait d'arriver : une batterie se défila derrière le village et presque aussitôt entra en action. L'artillerie allemande riposta : il fallut chercher un refuge dans les caves. Mais, « vers deux heures du matin, » d'autres troupes françaises, « venues de Villevenard (1), traversèrent Reuves en jetant un cri d'alarme. » Ce qui restait de la population se dispersa; l'abbé Robin, pensant trouver un asile sûr à Mondement, s'y rendit en pleine nuit. Le château était déjà occupé : il lui fallut parlementer. On le laissa dormir dans la cour jusqu'au matin, où l'intervention de Mme Jacob lui ouvrit enfin l'accès des appartemens.

Ce fut une joie pour l'excellente dame que l'arrivée de ce nouvel hôte : elle l'accueillit comme un envoyé du ciel et voulut entendre la messe, que l'abbé célébra dans l'église voisine, à cinq heures. Il faisait à peine jour : les écharpes de la brume traînaient sur les coteaux. Une détonation sourde creva le brouillard, et des shrapnells tombèrent sur l'église. L'abbé et sa paroissienne rentrèrent vivement au château. La cour, les communs, qui offraient naguère « le spectacle d'une vaste caserne, » s'étaient vidés « en un clin d'œil : » les troupes

(1) Il faut lire plutôt « de la direction de Villevenard. »

avaient disparu sous bois. La canonnade n'en chômait pas d'un obus. Mais les projectiles allemands passaient au-dessus du château pour aller fouiller les couverts sous lesquels le 49e d'artillerie avait installé ses pièces, entre Broyes et Mondement. Notre feu faiblissait : il reprit son intensité dès que le colonel Barthal eut reçu, à dix heures et demie, les renforts qu'il réclamait. Rassurés par l'inaction de l'artillerie allemande sur Mondement, l'abbé Robin et son petit troupeau sortirent des caves où ils s'étaient réfugiés. Ils passèrent le reste de la journée fort tranquillement. « Le soir, écrit l'abbé, nous allons nous reposer sur nos lits, tout habillés. Les soldats reviennent dans la cour; ils délogent à la pointe du jour. »

Avant de s'attaquer au château et ne pouvant éteindre notre artillerie, l'ennemi, sans doute, avait voulu déblayer ses abords. Pour prendre Mondement, il fallait commencer par nous déloger de Reuves, d'Oyes, de Montalard, du Signal du Poirier et des autres crêtes boisées que nos hommes occupaient vers Saint-Prix. L'attaque allemande pouvait emprunter trois directions : celle de la berge méridionale des marais, par où elle nous prenait de face; la route en lacets de Saint-Prix, serpentant à travers le bois des Grandes-Garennes et le bois du Botrait, par où elle nous prenait de flanc; les routes de Soisy-aux-Bois et de la Villeneuve, par où elle nous prenait à revers.

Cette dernière menace semble la plus pressante, l'ennemi occupant déjà Soigny, Charleville et la forêt du Gault. A la fin de la journée du 6, cependant, toutes nos positions de la veille ou à peu près sont conservées sur notre gauche. Nous n'avons pu nous emparer de Toulon-la-Montagne : le 77e, lancé de Bannes à dix heures quarante-cinq, en soutien du 135e qui fléchissait, a dû s'arrêter à Coizard pour éviter d'être pris en écharpe. A Morains, le 32e, qui se bat depuis l'aube, en liaison avec un élément du 11e corps (le 65e), tient jusqu'à la nuit sous « un bombardement infernal (1); » son chef, le colonel Mézière, dont un vitrail de Fère-Champenoise commémore la fin héroïque, est décidé « à mourir plutôt que de reculer. » Vers huit heures du soir seulement, un gros d'ennemis, qui s'est approché par la voie ferrée avec des mitrailleuses, l'oblige à se replier légèrement vers les lisières du village, en même temps que la com-

(1) Abbé Néret, *Au centre de la bataille de la Marne.*

pagnie du 77e qui gardait Aulnay-aux-Planches. La perte de ces positions avancées n'entame pas notre ligne de résistance : après quelque flottement, le 9e corps, refoulé de la rive septentrionale des marais, s'est établi solidement à Reuves, Oyes, Bannes, où « 3 000 obus » de tous calibres, ne réussiront pas à ébranler la 33e brigade, accourue à la rescousse et retranchée dans le village, au Champ-de-Bataille et à la Petite-Ferme, face aux routes de Coizard et de Morains. « Tout se passe bien, » écrit à neuf heures et demie du soir Moussy, qui commande par intérim ce secteur et qui ne cache pas que certains incidens de la journée lui ont procuré d'assez rudes « émotions. » Si quelque désarroi, au début, s'est fait sentir dans ses élémens de liaison, le 11e corps, à notre droite même, n'a pas tardé, lui non plus, à se remettre d'aplomb. L'ennemi pourtant ne le ménage guère : Morains-le-Petit est en feu ; Écury-le-Repos, Normée, Lenharrée, Sommesous brûlent partiellement. La canonnade fait rage sur toute la ligne. Il en sera ainsi toute la nuit et le jour suivant. « Le 6 et le 7, écrit un officier du 347e (1), on est canonné à discrétion, et je crois que c'est pendant ces deux jours, qui m'ont paru des siècles, que j'ai eu le cœur le plus serré. On ne voyait rien, et, à chaque moment : bing! bing! bing! à droite, à gauche, en avant, en arrière, et les cris des blessés, des tués, les hurlemens des chefs pour se faire entendre. Quel enfer! »

Le même officier parle avec émotion des « vastes garennes » au milieu desquelles il bivouaquait. Nous sommes ici dans la Champagne pouilleuse. Sa misère agricole prolonge celle des marais. L'œil ne sait où se prendre dans ces grands espaces de terre pâle et friable comme une poussière d'ossemens. Aux parties les moins déshéritées, ce ne sont que bruyères, champs d'avoines, luzernes, sarrasins, une culture chétive coupée par des sapinières et des bouleaux nains. Mais partout la craie affleure ; les sapins eux-mêmes, les moins exigeans des arbres, y trouvent juste de quoi ne pas mourir et n'atteignent qu'une taille exiguë. On marche pendant des lieues sans rencontrer une ferme. La mélancolie de cette terre doit être grande en automne, quand le vent balaie sur la plaine les aiguilles rouillées des sapins et que passent dans le ciel les vols de grues, le

(1) Lettre du sous-lieutenant M... (*Courrier de Sézanne.*)

col tendu, « comme des clous, » vers le Sud. C'est presque la mélancolie de certaines régions bretonnes, comme l'immense lande de Lanvaux, à peine défrichée elle aussi, semée de maigres sapinières, mais une mélancolie plus sèche, sans brouillards et sans eaux vives. Et précisément les troupes qui se battent ici sont surtout des troupes de Vannes (116e) et de Lorient (62e). De quelle manière elles se sont comportées, ces milliers de tombes allemandes et françaises tout le long de la route de Lenharrée l'apprennent au passant, à qui elles font une tragique escorte des deux côtés du chemin. Lenharrée, le nom même sonne breton. Ici, un peu plus tard, d'autres unités des régimens de l'Ouest sont tombées, du 19e de Brest, du 248e de Guingamp, du 247e de Saint-Malo, mêlées à des élémens du 225e de Cherbourg. « Il faut culbuter ces gens-là ou se faire tuer, » avait dit Foch à « ses » Bretons, en leur montrant les « grenadiers de la vieille Prusse. » — « Bien, » répondirent-ils seulement (1). Il n'était pas jusqu'à la 9e division de cavalerie qui, dans le léger engagement qu'elle avait eu près de Coole avec des forces de cavalerie saxonne, appuyées d'artillerie et d'infanterie, n'eût attesté le mordant de ses escadrons.

Sur un point seulement de notre ligne, le soir du 6, nous avons marqué un recul appréciable : Broussy-le-Grand, le Mesnil-Broussy, Broussy-le-Petit, sont perdus. L'ennemi a pris pied sur la rive méridionale des marais; mais il n'y tient qu'une tête de chaussée et sa vague viendra battre inutilement les pentes du Mont-Août, grande articulation solitaire, pareille à une île, qui domine de ses 211 mètres de haut la vaste étendue marécageuse. Jusqu'à la fin de la bataille, le Mont-Août nous appartiendra, et le 9e corps y trouvera le plus solide des épaulemens. Foch, rédigeant dans la nuit même son ordre du 7, pouvait parler sans exagération des « résultats obtenus sur un ennemi fortement éprouvé et aventuré (2). »

(1) « Ses » Bretons! Le possessif est de l'abbé Néret. Il peut étonner quand on sait que Foch est Pyrénéen; il étonne moins ceux qui savent, en outre, que le général est entré par mariage dans une famille bretonne et qu'il a lui-même sa résidence favorite aux portes de Morlaix, en pleine région finistérienne.

(2) « Le Général Commandant compte que toutes les troupes de la 9e armée déploieront la plus grande activité et la plus forte énergie pour étendre et maintenir de façon indiscutable les résultats obtenus sur un ennemi fortement éprouvé et aventuré. » (Ordre du jour du 7.)

III. — LA JOURNÉE DU 7

Par le coin que l'ennemi vient d'enfoncer dans nos lignes, nous n'en avons pas moins perdu notre rectitude frontale. Si l'on jette un coup d'œil sur la carte, on s'aperçoit que Mondement, au matin du 7 septembre, est comme un grand promontoire battu de trois côtés, mais qui, par Reuves et Oyes, conserve encore une assise assez large vers les marais : à droite, l'ennemi le presse par Broussy; à gauche, par la côte de l'Homme-Blanc, Soisy-aux-Bois, dont nous ne tenons plus que les lisières, le bois de la Branle et le Cul-de-Sac jusqu'à Chapton. Entre Chapton et Charleville, nous occupons nous-mêmes, il est vrai, en saillant, Villeneuve-lès-Charleville et nous y sommes en liaison étroite avec l'armée de Franchet d'Espérey qui, prévenu du danger que l'infiltration de von Bülow fait courir à la 42e division, a donné l'ordre dans la nuit au 10e corps de s'engager à fond vers la droite pour dégager le terrain.

C'était un des élémens de la 42e division, le 151e d'infanterie (colonel Deville) qui, dans la soirée du dimanche, avait occupé Villeneuve. Il devait se porter avant le jour à la Pommerose, au Sud du Petit-Morin, dont il n'avait pas à défendre le passage : le colonel Deville partit à trois heures du matin, mais la Pommerose était déjà aux mains des Allemands, et nos troupes durent se replier sur Villeneuve-lès-Charleville, au Nord de laquelle une batterie du 61e d'artillerie (colonel Boichut) se postait à six heures, sous le couvert du bois Baudin, et ouvrait le feu sur Charleville. Les mortiers ennemis ripostaient de la direction du Thoult et l'obligeaient presque aussitôt à déménager; installée aux Culots, aux Caillottes et enfin aux Bout-de-la-Ville, elle appuyait de ce dernier point un mouvement énergique du 10e corps prononcé à midi et qui nous rendait maîtres, vers six heures, de la Rue-le-Comte et du Recoude, qui sont des « écarts » de Charleville. La forêt du Gault n'était pas encore complètement nettoyée : à sa corne du Clos-le-Roi, particulièrement, le 70e de Vitré faisait de lourdes pertes. Mais dans l'ensemble, le déblayage allait bon train et, sur le millier de prisonniers capturés dans la journée par Franchet d'Espérey, plus des deux tiers revenaient au 10e corps, qui avait « cueilli »

à lui seul, dans la forêt du Gault, un bataillon entier du Xe de réserve allemand (1).

Grâce à cette diversion, la pression se faisait moins violente à notre gauche, vers Soisy-aux-Bois, où la 42e division demeurait fortement engagée ; la division marocaine et le 9e corps ne faiblissaient pas davantage sur Mondement et le Sud des marais, où la lutte avait pris surtout le caractère d'un duel d'artillerie ; des deux lignes de hauteurs qui bordent les marais, les batteries adverses se canonnaient énergiquement. Nos avions, le matin, étaient allés reconnaître l'emplacement des batteries allemandes. Nous tirions des coteaux de Soisy, du Mont-Août, de Broyes, sur Broussy, Saint-Prix, Villevenard, Coizard, Aulnizeux ; les Allemands tiraient d'Andecy, de Chenaille, de Congy et de Courjeonnet sur Oyes, Reuves, Montalard et Mondement. Les obus se croisaient au-dessus des marais, mais l'artillerie lourde de l'ennemi avait une portée plus grande que la nôtre et il nous fallait répondre par la mobilité à ses feux écrasans. Partout, sur les collines, des fils téléphoniques, posés à ras du sol, reliaient ses observateurs aux batteries. M. Roland remarqua aussi, la nuit, « au-dessus de l'emplacement de ces batteries, de petits globes lumineux, des signes certainement, de couleur rose, » mais qui n'étaient pas visibles sans doute pour nos observateurs. Si l'artillerie allemande manqua un moment de munitions à la Marne, il n'y paraissait pas encore, et ses coups, par rapport aux nôtres, étaient dans la proportion de cinq contre un ; les gros obus de 150 faisaient « un bruit de sirène tournoyante » qui arrachait des cris de délire aux assistans : « O Allemagne ! » glapissait un vieux major, les yeux au ciel, à chaque fois qu'un de ces monstres d'acier passait en mugissant.

Absorbées par une besogne moins lyrique, les réserves ennemies, dans les villages, procédaient à de minutieuses perquisitions domiciliaires. « Comme il y avait quatre jours que nous n'avions pas mangé, confesse un de leurs déserteurs (2), l'ordre avait été donné de piller tout ce qu'on trouverait. » Et tout y passa en effet, même l'argent des tiroirs. Après quoi, comme à Villevenard, où ils avaient forcé le tronc de la caisse des écoles, et par fidélité à leur vieux goût national de la scato-

(1) Gustave Babin, *op. cit.*
(2) L..., Lettre à l'abbé Millard.

logie, les goujats se soulageaient sur les tables, dans les meubles, au milieu des lits ; à la mairie de Fromentières, ils empruntaient pour le même usage le chapeau haut de forme de l'instituteur Siégel et en coiffaient « avec son contenu » le buste de la République. Amusettes de soldats ! Les chefs se réservaient les châteaux, tant anciens que modernes, couronne aristocratique des marais, qu'ils ne brûlaient pas tous, comme Mondement et Chappelaine, mais qu'ils dévalisaient sans exception, depuis l'aimable Congy, qui appartient à M. Patenôtre, jusqu'à Baye, aux tours mangées de mousse, qui virent naître Marion de Lorme et sombrer dans une opération de cambriolage attestée par les inscriptions de leurs portes l'honneur du duc de Brunswick, gendre de Guillaume II. Moins dangereuses, mais aussi pénibles que la guerre de mouvement, ces razzias donnaient chaud. Le gosier allemand, à la veille de la Marne, se sentait capable d'absorber toute la Champagne. Ce n'était pas seulement à table que les bouchons sautaient : au témoignage des riverains, les officiers allemands se faisaient suivre par des brouettes, des voitures d'enfans, pleines de bouteilles de champagne, qu'ils vidaient le long de la route. Impitoyables pour leurs caves, du moins se montraient-ils d'assez bonne composition pour les personnes des habitans. Il y eut des atrocités commises dans la Marne, comme en Lorraine et en Belgique, mais en moins grand nombre et qui furent presque toujours le fait de soldats isolés (1). Visiblement, la troupe avait ordre de ne pas trop bousculer cette population de vignerons, comme elle avait ordre de respecter les vignes elles-mêmes, en vue de la récolte prochaine, qui devait être « la récolte du kaiser. » Nulle incertitude d'ailleurs, aucune crainte chez les hommes sur l'issue de la lutte. Ils ne s'étonnaient même pas de la résistance opposée par les Français : c'étaient les derniers coups de boutoir de la bête sur ses fins. Demain, ce soir peut-être, sonnerait l'hallali. Et, tout de suite après, ce serait l'entrée dans Paris, la curée. Sur la côte de Chenaille, dont il gardait les grottes, un Allemand de trente-cinq ans environ, à « physionomie grave, presque timide, » tirait sa montre à boîtier de corne devant l'instituteur et, le doigt sur l'aiguille, demandait : « Midi ici — Paris là ? » — « Dans son imagination, dit

(1) Voyez le Rapport officiel sur ces atrocités.

M. Roland, Paris se trouve à 5 kilomètres derrière les marais et les Français défendent les approches de la capitale. »

Avant d'emporter Paris, il fallait commencer par emporter Mondement, le plateau de Sézanne, la ligne de l'Aube, et les choses n'allaient pas aussi vite que l'espérait la naïveté allemande. La 42e division et la division marocaine tenaient toujours ferme entre Villeneuve et Saint-Prix. De Mondement même, trois de nos batteries, installées à proximité du château, couvraient de leurs feux Talus et la route des marais. Les Allemands, jusqu'à neuf heures du matin, n'avaient pas répondu. Ils faisaient approcher leurs batteries lourdes. A neuf heures exactement, le premier obus de 105 tomba sur le château, fit sauter un pan de mur près d'une des tours d'angle. D'autres obus tombèrent aux deux ailes, puis sur la toiture qui vola en éclats. Le feu se ralentit un peu vers midi. Le général Humbert arrivait justement, tout frémissant encore de la bataille et l'appétit fouetté par une longue randonnée à travers nos lignes. « Il vient déjeuner, note le curé de Reuves. Il est vif, alerte, joyeux. » Et c'est une stupeur pour le bon ecclésiastique, qui préférerait un quignon de pain bis grignoté en paix à tous les festins du monde servis sous les obus, de l'entendre réclamer « nappes et serviettes » et vouloir faire les honneurs de sa table, dans la grande salle à manger, à toute la famille Jacob. Quelle « exigence » et en quel moment ! Mais cette gaieté sous le bombardement n'est pas en somme un mauvais signe ; le moral du chef fait bien préjuger du moral des hommes. « Il les tient dans sa main, dit l'abbé Robin ; au moindre signe, il est obéi ; » il a suffi qu'il leur dit : « Il faut qu'on résiste, il y va du salut de la France. »

Et tous ont compris. Cette crânerie du chef, ce dédain absolu du danger qui, sous une pluie de marmites, le fait se tenir, avec son officier d'état-major, « tantôt au pied d'une des tours, tantôt à côté de l'église, inspectant de ses jumelles la grande plaine qui s'étend à ses pieds (1), » sont le meilleur des toniques pour ses hommes. Mais ils vont attirer la foudre sur Mondement. L'ennemi a dû savoir que nous avions là notre poste de commandement : à peine le déjeuner expédié, le château, l'église, les champs, les routes, sont littéralement inondés

(1) Asker, *op. cit.*

de 105 et de 150. Le médecin principal Baur, qui regardait la bataille, adossé contre un gros orme, est tué net : l'obus, éclatant à sa hauteur, fauche en même temps l'arbre et l'homme. Un autre obus tombe sur l'escorte du général, tuant et blessant plusieurs cavaliers ; les routes deviennent impraticables aux autos. Humbert reste gai, plein de confiance. « Les Allemands, dit-il pittoresquement, sont embouteillés. Mondement forme bouchon. A tout prix, il faut qu'il tienne. » Et, pour qu'il tienne, Humbert « sacrifiera [s'il faut] jusqu'au dernier homme et à la dernière cartouche. » Ses soldats approuvent de la tête. La mort est légère aujourd'hui. L'abbé Robin, à cinq heures, avise un groupe de zouaves, noirs de poudre, les baïonnettes tordues, qui rentrent au château, et il leur demande naïvement s'ils ont « triomphé. » — « Nous avons repoussé les Allemands, répondent-ils, mais pas aussi loin qu'il aurait fallu. Demain, nous reprendrons l'offensive, ou ce soir. »

Ils ne disaient pas de quelles pertes ils avaient payé leur légère avance et qu'une seule « action spéciale, » au cours de cette journée du 7, nous avait coûté « les cinq sixièmes d'un effectif de 1 200 Marocains (1). » Mondement, sous la mitraille, devenait intenable, et le général Humbert, dans l'après-midi, avait dû transporter son poste de commandement au château voisin de Broyes, moins exposé et plus central. Broyes est une ancienne baronnie dont les seigneurs, fort puissans, possédaient au XIe siècle toute la paroisse de Sézanne, détachée de l'héritage de Saint-Martin de Tours. Elle est à moitié route d'Oyes et de Sézanne. C'est une assez belle construction, avec un grand porche et ces grands toits plongeans de tuiles rousses qui sont communs à tous les châteaux d'ici : de sa terrasse, la vue du général enveloppait la plaine de l'Aube jusqu'à Troyes. Ce n'était plus un épisode, mais la bataille tout entière qui se déployait devant lui, comme sur une grande carte en relief. « Le soir, à la nuit tombante, écrit l'officier d'état-major qui signe Asker (2), l'immense plaine apparaît dans un poudroiement fabuleux, enveloppée de teinte cuivrée, rougissante, où tout se mêle en une vision d'Apocalypse : derniers rayons d'un soleil d'été, tourbillon de toute cette poussière remuée par les

(1) *La Guerre en Champagne.* Mais ces chiffres, croyons-nous, ne doivent être acceptés que sous bénéfice d'inventaire.

(2) Asker, *op. cit.*

canons, les fantassins et les cavaliers, éclatemens innombrables des obus, flammes des grands incendies. Et comme l'on comprend, du haut de cette terrasse, à quel point il est indispensable, essentiel, que notre division tienne bon ! »

Elle tiendra. L'état-major de la division, en se retirant et pressé sans doute de soucis plus immédiats, avait oublié à Mondement les pauvres civils jetés par un caprice de la Providence au milieu de cette tornade de feu. Mais le château continuait à servir de caserne aux soldats, qui s'efforçaient, gentiment, de rassurer leurs hôtes. Quand la fusillade crépitait un peu trop près, ils leur expliquaient que c'étaient « nos lebels » qui tiraient. D'ailleurs, le bombardement s'était apaisé ; le gros de l'orage semblait passé. « Les Allemands doivent être repoussés, écrit l'abbé Robin le soir du 7. Du moins, nous le pensons. » Cet optimisme devait recevoir un rude coup dans la nuit, mais, en ce moment, il n'avait rien de déraisonnable. Si l'ennemi avait pris les Broussy, nous continuions d'occuper Reuves, Oyes, et nous étions toujours les maîtres de Bannes, d'où un détachement du 90e (commandant Jette), dans l'après-midi, tentait, par les marais, un coup de main sur Aulnizeux : le commandant Jette (1), le lieutenant de Vareilles-Sommières et une trentaine de leurs hommes étaient tués, le capitaine Rome blessé ; le reste se repliait sur Bannes, où l'ennemi ne le poursuivait pas.

A la vérité et dès l'origine, il semblait avoir voulu négliger ce passage, bien que, de Bannes à Fère-Champenoise, il n'y ait guère plus de 6 kilomètres en ligne directe, préférant, pour marcher sur Fère, emprunter la grande route qui passe à Morains et qui se rapproche insensiblement de la voie ferrée. Mais ses progrès sur cette partie du front n'étaient pas encore très sensibles.

Presque partout, devant la ferme attitude de nos troupes et malgré l'entrée en jeu de leur artillerie lourde, défilée vers Clamanges, les Allemands « avaient été obligés de suspendre leur marche en avant [sur Fère]... Nous étions restés les maîtres du champ de bataille (2). » Le vallon de la Pleure, le passage à niveau de Normée avaient été le théâtre, dès le 6, « d'une lutte épouvantable » qui se poursuivit, le 7, « dans les

(1) Après la retraite allemande, on le retrouva « la tête criblée de balles. »
(2) Lettre d'un aumônier militaire dans l'*Eclair* du 17 février 1915.

bois de pins avoisinans (1), » mais nous résistions sur la Somme champenoise, de Lenharrée à Sommesous. L'encaissement de cette petite rivière aux eaux blanches entre de hauts talus boisés en faisait une excellente ligne de défense. L'ennemi s'y butait sans rien obtenir. « De tous côtés il pleuvait des balles, lit-on, à la date du 7, sur le *Carnet de route* d'un officier allemand (2). Nous ne pouvions pas avancer plus loin : l'ennemi était trop fort pour nous. A notre gauche, le 20e corps est arrivé à temps pour nous permettre de souffler un peu. Un feu infernal d'obus. Nous avions une soif terrible : un verre de Pilsen aurait été le bienvenu. Un obus, tout à coup, tombe dans le bois, et tue six hommes de ma section ; un second tombe droit au milieu de nous ; impossible de résister plus longtemps, nous nous retirons. Nous essayons plusieurs fois d'atteindre le village de Lenharrée, mais l'artillerie de l'ennemi balayait tout le bois, de sorte qu'il nous était impossible de progresser. Et nous ne pouvions repérer les canons de l'ennemi. » La précision de notre tir étonnait l'officier, qui en donne cette raison étrange que les « gardes-corps » combattaient là « sur un terrain que l'ennemi connaissait comme la paume de sa main » et qui était « un de ses champs de tir habituels. » Il s'étonnait également de l' « immense réserve de munitions » que nous trouvions à lui opposer. A notre droite, la 9e division de cavalerie continuait à boucher vaille que vaille l' « hiatus » entre la 9e et la 4e armée et prenait le contact vers Sompuis avec le 17e corps (de Langle de Cary), « qui avait réussi à gagner du terrain sur le XIXe » allemand (3). La résistance qu'il rencontrait là, et particulièrement sur la Somme faisait réfléchir von Hausen qui demanda des renforts. Von Bülow, à notre gauche, sentant sa progression arrêtée entre Soisy-aux-Bois et Chapton, où nous le recevions sur nos baïonnettes, et, plus bas, vers la forêt du Gault et Charleville, faisait appel aussi à ses réserves. Elles arrivèrent dans la nuit. Une attaque générale fut combinée pour trois heures du matin. « Le temps est beau, un peu froid, note l'instituteur Roland. Dans la nuit, les incendies continuent à Oyes, Reuves, etc., à Villevenard même. » Torches tragiques,

(1) P. Fabreguettes : *les Batailles de la Marne.*

(2) Ce carnet, trouvé dans les tranchées de l'Aisne, a été publié par le *Daily Telegraph* du 19 octobre 1914. La traduction en est de l'abbé Néret.

(3) Gustave Babin, *op. cit.*

plantées autour des marais et brûlant pour une sinistre veillée des armes! Nous touchions à la phase critique de la bataille.

IV. — LA JOURNÉE DU 8

« La situation est excellente : j'ordonne à nouveau de reprendre vigoureusement l'offensive. »

C'est par cet ordre laconique du général Foch que s'ouvre la journée du 8 septembre. Mais il n'a pas encore été communiqué aux troupes qu'on apprend que notre aile droite est enfoncée : Lenharrée a été emportée dans la nuit, après un furieux combat et une défense particulièrement énergique de la tête de pont de la Somme, dont les eaux claires, au matin, avaient la couleur pourpre des couchans. C'étaient des élémens du 19e de Brest, du 116e de Vannes et de sa réserve du 316e qui tenaient ces têtes de pont. Ils y combattirent jusqu'à la mort. Mais nos troupes avaient été tournées du côté de la gare ; derrière elles, sur les pentes où il s'étage, le village brûlait. L'ennemi même, à peine le pont forcé, le village emporté, en était rejeté « avec de grosses pertes. » Il revenait à l'assaut et cette fois, malgré l'héroïque défense du capitaine de Saint-Bon (1) et des élémens du 225e de Cherbourg qu'il commandait, nous devions battre en retraite sur Connantray, mais en disputant le terrain pas à pas, en profitant des moindres accidens,

(1) Neveu du célèbre amiral de Saint-Bon, longtemps ministre de la Marine italienne, le capitaine Henri de Saint-Bon, qui occupait lui-même, avant la guerre, les fonctions d'aide de camp du vice-amiral préfet de Cherbourg, avait demandé à reprendre du service actif dès le début des hostilités. Reste seul officier à Lenharrée avec un sergent et deux compagnies décimées, il fut mortellement blessé à quatre heures du matin et défendit à ses hommes de lui porter secours : « N'approchez pas, leur disait-il, ne vous faites pas tuer pour me sauver. » Quand les Allemands entrèrent dans le village, ils le trouvèrent sur un peu de paille, dans une grange, où il recevait les soins d'un de ses gradés, le sergent Saffre, blessé comme lui et qui a survécu. Une intervention chirurgicale aurait pu le sauver ; l'ennemi ne la lui accorda pas. Mais plus tard, si nous en croyons l'abbé Néret, apprenant que c'était avec deux compagnies seulement que Lenharrée avait tenu tête si longtemps à des forces supérieures, le chef des Saxons fit défiler ses hommes devant le capitaine de Saint-Bon et les autres blessés, en disant : « Saluez, ce sont des braves. » — Quelque confusion subsiste cependant au sujet de la prise de Lenharrée, que l'abbé Néret place à la date du 9. Mais, à cette date, nos troupes étaient déjà repliées sur Gourgançon. D'autre part, le 225e appartenait à la 60e division de réserve (général Joppé), comme les 202e, 247e, 271e et 336e. Cette division fut enveloppée dans le repli, mais sans perdre une seule batterie de ses trois groupes d'artillerie (7e, 10e et 50e).

de terrain, assez nombreux dans cette partie vallonnée de la Champagne, et, parvenus sur le plateau, en utilisant le couvert des bois de sapins. Le même mouvement de recul se produisait sur toute la ligne du 11e corps et à l'aile droite du 9e, au Sud de Morains et d'Ecury-le-Repos, où l'attaque à revers de la Grosse et de la Petite-Ferme entraînait le brusque reflux de Moussy jusqu'au Puits-Perdu, comme à Lenharrée, à Vassimont, à Haussimont et à Sommesous, où tombait le lieutenant-colonel Guibert, et dont la gare, point de croisement des lignes de Châlons et de Vitry-le-François, subissait pendant deux heures les oscillations de la bataille : prise, perdue, reprise jusqu'à trois fois par nos troupes chargeant à la baïonnette dans la nuit, elle finissait par succomber.

La route était ouverte, le terrain déblayé vers Fère-Champenoise, bâtie dans une dépression et où la défense ne pouvait s'organiser que sur les hauts de la ville, directement visés par l'ennemi. Et telle était notre confiance cependant que l'aumônier militaire dont nous avons cité la lettre célébrait tranquillement l'office dans l'église paroissiale de Fère, « remplie de soldats et de gens du pays privés de messe depuis quelques semaines (1). » Au milieu de l'office, on entend « des coups secs frapper les murailles; » les vitraux « volent en éclats : » alerte! Instantanément l'église se vide; nos réserves du 93e prennent le pas de course. Les premiers fuyards avaient déjà jeté l'alarme en ville : ils racontaient que le régiment qui nous couvrait sur la gare avait été surpris en plein sommeil, égorgé jusqu'au dernier homme (2), que l'ennemi n'était plus qu'à 200 mètres de la station... On l'y arrêta quelque temps, — pas longtemps, car les batteries allemandes concentraient leurs feux sur la cote 141, et nos élémens fondaient dans ce brasier : le 93e perdait dans la tranchée de la gare son chef, le colonel Hétet; deux compagnies du 347e, en soutien sur la route de Bannes, flottaient désemparées, presque tous leurs officiers et leurs gradés tués, les deux tiers de leur effectif hors de combat, et rétrogradaient péniblement, en abandonnant leurs blessés, « sur la voie ferrée, à

(1) Erreur, le curé de Fère n'était parti que le samedi 8 septembre.

(2) Exagération évidente. Cependant on lit dans la *Guerre en Champagne* : « Dans ces batailles des marais de Saint-Gond, il y eut des pertes égales de part et d'autre, y compris la tuerie de Fère-Champenoise où un régiment français, surpris dans le sommeil, fut égorgé par l'ennemi, les fusils étant restés en faisceaux derrière les tranchées. » (Dr Voillereau.)

mi-chemin entre Fère et Connantre (1), » d'où un officier d'état-major, le capitaine François, les reportait en couverture à hauteur de Sainte-Sophie, pour permettre le ralliement de la brigade débandée. Fère était évacuée à neuf heures sans avoir eu trop à souffrir de la bataille : les artilleries adverses croisaient leurs feux au-dessus de la ville, qui ne recevait que des obus égarés (2); à dix heures et demie du matin, les troupes allemandes y entraient au son des fifres et prenaient possession de la mairie et des différens édifices publics où elles laissaient quelques hommes, tandis que leur gros continuait la poursuite vers Connantray, Corroy et Gourgançon. Le poste de commandement de la 9e armée, établi à Pleurs, reculait du même coup jusqu'à Plancy.

La violence déployée par les fractions de la Garde, du XVIIe actif et du XIIe de réserve qui nous attaquaient, ne démontait pas autrement l'imperturbable général Foch. « Bah ! disait-il la veille à son état-major, puisque l'ennemi s'évertue à nous enfoncer avec cette furie, c'est qu'ailleurs ses affaires vont mal et qu'il cherche une compensation. » Les graves événemens de la matinée ne le faisaient pas changer d'avis. « Situation excellente, » télégraphiait-il au grand quartier général dans l'après-midi, reprenant l'expression de l'ordre du jour qu'il avait adressé le matin même à ses troupes. M. Babin rapporte que Foch, à l'École de guerre, aimait à citer cette phrase de Joseph de Maistre : « Une bataille perdue est une bataille que l'on a cru perdre. » Foch n'avait pas perdu la bataille, puisqu'il croyait toujours qu'il pouvait la gagner et que, jusqu'à la fin de la journée, il harcelait l'ennemi par ses contre-offensives. Chacun de nos généraux d'armée contribua, par une vertu particulière, à la victoire de la Marne : la contribution personnelle de Foch, sa grande vertu fut sa ténacité. A une heure de l'après-midi, il lançait en formation massive sa 52e division de réserve sur Fère-Champenoise, et, à sept heures du soir, encore, il reprenait l'attaque des hauts de la gare, que notre artillerie battait énergiquement. Mais un cordon de mitrailleuses barrait la route de Bannes : nos troupes ne purent

(1) Lettre du sous-lieut. M... (*Courrier de Sézanne*).

(2) Quelques-uns seulement tombèrent autour de l'église, sur des maisons de la rue du Pont et du faubourg de Connantre, mais l'usine électrique fut seule sérieusement endommagée.

« passer » et elles se repliaient vers minuit sur Connantre, quand une estafette à cheval les arrêta sur la voie ferrée pour leur enjoindre de se reporter au Puits-Perdu et d'y reprendre l'offensive le lendemain (1). C'est ainsi qu'un vrai chef sait tenir ses troupes en haleine. Une autre contre-offensive, exécutée dans la direction de Connantray par la 60e division de réserve, était plus heureuse le même soir et parvenait à réoccuper les hauteurs au Nord d'Œuvy. D'autre part, la 9e division de cavalerie, toujours en liaison avec le 17e corps de la 4e armée, avait pu appuyer une attaque de celle-ci, déclenchée au cours de l'après-midi, dans la région de Sompuis. Et enfin, à notre gauche, Mondement, l'imprenable Mondement, continuait à résister.

Le repli du 11e corps sous des forces écrasantes n'en rendait pas moins éminemment précaire la situation du 9e, qui tenait le Sud des marais (ligne Oyes-Reuves-Mont-Août-Puits), et des divisions qui luttaient autour du château. L'unité de l'effort ennemi ne pouvait manquer de se manifester dans la même journée par une tentative vigoureuse pour nous chasser de ces deux positions.

Là encore, — preuve que von Bülow et von Hausen avaient concerté leurs mouvemens, — l'attaque se déclencha en pleine nuit, aux approches de trois heures. Les malheureux châtelains, qui s'étaient endormis pleins de confiance, furent réveillés par un fracas d'explosions qui ne laissait aucun doute sur les intentions de l'ennemi. C'était l'habituelle préparation d'artillerie qui précède les grandes vagues d'assaut. Peu après, par le bois des Grandes-Garennes et le bois de Saint-Gond, par la coulée de Montgivroux, l'ennemi s'infiltrait autour du château. Nos

(1) « Les Allemands occupaient la route depuis Fère, la gare de Fère et plus loin dans la direction de Bannes. Et c'est à cette route que vint se heurter notre attaque. Il nous fut impossible de passer. La situation était critique pour moi comme pour mes chefs, quand je me rappelai que la voie ferrée, à l'arrivée de la gare de Fère, était encaissée fortement. Je m'y élançai et c'est là que j'installai ma compagnie, et il n'y avait pas trois minutes que j'y étais quand notre artillerie bombarda la gare de Fère ; je n'en étais pas à 100 mètres, je me reculai même un peu pour éviter les coups trop courts et, à minuit, silencieusement, sous la direction de mon chef de bataillon qui m'avait rejoint, nous allions regagner Connantre, quand une estafette à cheval nous arrêta sur la voie ferrée que nous suivions pour nous donner l'ordre de nous reporter au Puits-Perdu, pour y recommencer l'attaque le lendemain. Mais les Allemands ne nous laissèrent pas le choix, et c'est eux qui nous attaquèrent, et furieusement, au point du jour. » (Lettre du sous-lieutenant M..., *Courrier de Sézanne.*)

positions craquaient les unes après les autres. « A trois heures du matin, dit le curé de Reuves, il fallut employer les mitrailleuses. » Leur feu refoula l'ennemi sous bois : il reprit alors son pilonnage... Mondement, par ses fenêtres vides où dansent des lueurs d'incendie, regarde tomber autour de lui les pans de sa splendeur : à chaque instant, une brèche s'ouvre dans ses murs; ce qui reste des toitures s'effondre ; la superbe limousine des châtelains est réduite en miettes ; un cheval, le dernier de l'écurie, leur dernière chance d'évasion, réduit en bouillie. Les malheureux s'étaient blottis dans une cave : la tour qui la surmontait s'écroule, et, de ses décombres, bouche en partie l'unique entrée de la cave ; un peu plus, ils étaient emmurés vivans. Affolés, ils quittent leur abri, qui leur semble moins sûr que le plein air et courent se réfugier sur le plateau, derrière un gros charme : un obus le fauche au-dessus de leur tête ; d'autres « piquent » en terre tout autour d'eux. « Impossible de rester dehors, écrit l'abbé Robin : nous rentrons au château ; une bombe perce la façade juste à l'endroit où nous sommes. Pour comble de malheur, nos provisions de bouche sont épuisées. Nous nous décidons à partir. Mais M. Eugène Jacob ne peut nous suivre. « Pour vous, dit-il, partez. Laissez-moi ! » Nous nous y refusons. On le portera, s'il le faut. Enfin, il se décide. On part. Nous faisons des étapes d'environ cinquante mètres... » De ce train, et battue par un feu d'enfer, jamais la petite caravane ne fût arrivée à destination, si elle n'avait rencontré une patrouille de gendarmes qui se rendaient à Sézanne : les braves Pandores acceptent, en passant par Broyes, de porter au général Humbert l'ardente supplication des fugitifs (1). Le général leur dépêcha un de ses officiers avec une auto : par les routes défoncées, dans la nuit, sous les obus, ce fut miracle si les pauvres gens purent arriver sans autre méchef à Broyes, où l'encombrement était tel qu'ils durent passer le reste de la nuit sur des chaises. Le lendemain, une voiture les emmenait à Sézanne et ils prenaient le train pour Montereau. Mais l'émotion avait été trop forte pour M. Eugène Jacob, atteint d'une grave maladie de cœur, et qui expirait en débarquant...

(1) Asker dit que c'est un paysan qui, dans la nuit, remit au général Humbert un billet des fugitifs. Nous avons préféré suivre le récit du curé de Reuves, qui nous a été communiqué par M. l'abbé Millard.

Pour parer aux dangers que courait Mondement, le général Dubois, la veille, avait consenti à se démunir d'un de ses meilleurs effectifs en faveur du général Humbert : détachant le 77e d'infanterie du 9e corps, ou plutôt, le faisant glisser légèrement vers la gauche, il l'avait envoyé en soutien des régimens de tirailleurs et de zouaves qui défendaient les abords du château vers la crête du Poirier. Jusqu'à midi, le 77e garda la liaison. A ce moment, un ordre de Foch le réclama d'urgence pour renforcer sa droite fléchissante : le régiment devait être immédiatement dirigé sur Linthes. Il partit. En pleine bataille, un vide aussi important dans nos lignes ne pouvait échapper à l'ennemi, qui jugea le moment favorable pour tenter, par Reuves et Oyes, un nouvel effort sur Mondement.

Depuis la veille, du Petit-Broussy, en se couvrant par de légères tranchées, en s'aidant des cheminemens naturels que lui offraient les lignes d'arbres et les roseaux, il gagnait vers ces deux villages. Par la route même de Villevenard à Oyes, que borde un mince affluent du Petit-Morin, le Boron, il se glissait à trois heures de l'après-midi (1) vers la barricade établie à la hauteur de l'ancien prieuré de Saint-Gond. Nos positions avaient été au préalable fortement bombardées : les marais n'étaient « qu'un brouillard de fumée ; » les obus, toute la matinée, avaient plu « sur Oyes, Reuves, Mondement (2). » Un peu avant trois heures, ils commencèrent à s'abattre sur Saint-Gond.

Baigné de douves encore visibles sous la profusion des plantes d'eau, le prieuré désaffecté de Saint-Gond, sis au milieu des marais, y forme une manière d'îlot solide qui couvre environ sept arpens. C'est l'ancienne mesure celtique, demeurée en usage dans le pays. De l'abbaye primitive, brûlée par les huguenots, rebâtie au XVIe siècle et convertie en prieuré, il ne reste presque rien; du prieuré lui-même il subsiste peu de chose, le tympan d'un portail, l'arc d'une jolie fenêtre Renaissance encastrée dans des débris de communs, un fragment de carrelage en briques vernissées de Chantemerle et deux ou trois peut-être des vieux arbres qui ombragent, au milieu de ces ruines, le toit rustique du dernier ermite de Saint-Gond,

(1) « Le lundi, nous avons combattu plus à droite. Enfin, le mardi matin, nous retournons à Villevenard, environ sept heures du matin... L'ordre arrive à trois heures de l'après-midi d'avancer. » (Lettre de L... à l'abbé Millard, 13 juin 1915.)

(2) Journal de l'instituteur Roland.

ses livres et le bruyant voisinage du peuple des grenouilles, lesquelles ont bien pris leur revanche depuis le jour où saint Gond, dont elles dérangeaient les élans spirituels, obtint du Seigneur qu'il ne leur donnerait la voix qu'à tour de rôle. On assurait encore au XVIIIe siècle qu'il ne s'entendait jamais plus d'une grenouille dans les marais (1). Mais sans doute que, quand le prieuré fut désaffecté, l'interdiction tomba, et l'abbé Millard est une âme trop pleine de mansuétude pour en demander le rétablissement. Partagé entre ses travaux d'érudition et ses travaux champêtres, coiffé, pour se livrer aux uns, d'un fez écarlate qu'il a rapporté d'un pèlerinage à Jérusalem, et, pour se livrer aux autres, d'un chapeau de jonc qui le fait ressembler à tous les faneurs du voisinage, une crise d'hydropisie l'avait obligé d'interrompre, peu avant la guerre, la rédaction d'une *Vie de saint Gond*, à laquelle il veut consacrer le dernier effort de sa plume : il était au lit et à sa dix-huitième ponction quand on annonça l'approche des Allemands. « Je vais donc revoir Attila, » dit-il. Mais sa gouvernante ne l'entendait pas ainsi. C'est une maîtresse femme, qui, hors les cas réservés, mène les affaires de son maître tambour battant. « Qu'avez-vous à sauver ici, monsieur le curé ? En fait de paroissiens, vous n'avez que des grenouilles. Elles se défendront bien toutes seules contre votre Attila. Allons, houp ! » Et, dans une brouette, elle chargea son maître et l'emmena à Oyes.

Il était temps : nos tirailleurs arrivaient. L'endroit, un coude de la route et les ruines des bâtimens voisins, semblaient favorables à une embuscade. Un officier jette un ordre : avec des pierres sèches, des troncs d'arbres, des fagots, des meubles, des charrettes renversées, toutes sortes de matériaux empruntés au prieuré et à la ferme voisine de la Lune, les tirailleurs, en quelques minutes, eurent construit une imposante barricade. Quelques fils de fer et une tranchée continue, comme en pratiquaient les Allemands, auraient mieux fait l'affaire. Mais nous restions fidèles aux vieux erremens, et, presque partout, nos hommes se battaient à découvert ou derrière de simples javelles et des troncs d'arbres. Telle quelle, avec ses deux petites « niches » (2) aux extrémités pour recevoir des mitrail-

(1) *Mémoires historiques de la province de Champagne*, par M. Baugier, seigneur de Breuvery, 1721.

(2) Expression de M. l'abbé Millard.

teuses, cette barricade rendit quelques services, et les tirailleurs qui s'y étaient retranchés firent d'assez bonne besogne, de l'aveu même d'un des ennemis chargés d'emporter la position, L.... qui, dès qu'il le put, se jeta dans la cave du prieuré. Malgré les volées de 75 qui balayaient « Chenaille, les Usages, Voisy, la côte de Saint-Prix, » les Allemands « descendaient, espacés, les pentes des vignes. » M. Roland, du fond de son hypogée, suivait à la jumelle tous leurs mouvemens : « Derrière les maisons du village, les hommes d'infanterie fourmillent... Des pièces viennent s'installer contre les enclos et les jardins. » Peu après, « on voit s'avancer [les hommes] vers le marais par le ruisseau du Boron. » La canicule avait tari le ruisseau, dont le lit, assez profond, offrait un bon défilement à l'ennemi. « Nous rampions comme des serpens et au feu de l'artillerie, écrivait quelque temps après L..., à M. l'abbé Millard. Nous voilà enfin arrivés à l'abbaye devant votre maison, où se trouvait une embuscade. Aussitôt, les Sénégalais nous tiraillent ; nous tombons comme des mouches. Les Allemands crient : « Baïonnette au canon ! » puis avancent rapidement. Quant à moi, je m'étais réfugié dans la cave du bout, tout à l'arrière de la maison. » Il y resta jusqu'à huit heures du soir. Dans l'intervalle, la barricade avait cédé ; Reuves était tombée aux mains de l'ennemi. Mais à Oyes, qui flambait, on se battait encore dans la nuit, aux lueurs des brasiers. Derniers sursauts d'une résistance à bout de souffle ! La brigade Blondlat, à droite, reculait sur Allemant ; les tirailleurs du colonel Cros et du colonel Celler, à gauche, étaient ramenés assez rudement vers Montalard, dont ne les séparait plus que la coulée du ruisseau. L'ennemi poussait dans la nuit son avance « à 1 500 mètres du village » et se retranchait dans les chaumes, où il attendait la pointe du jour pour reprendre son élan.

Il semble que tout soit dit. Mais Humbert, digne second de l'inébranlable Foch, veut qu'on tienne quand même, qu'on s'accroche à tous les plis du terrain ; il ne permet pas à son artillerie, prise sous des feux violens, de chercher des positions à l'arrière. Dubois, de son côté, avec le 77e, travaille à réparer la brèche ouverte dans sa ligne par la dislocation du 32e et du 66e d'infanterie, que le 11e corps a entraînés dans sa débâcle : l'héroïsme du sergent-major Guerre, ralliant dans un boqueteau 200 hommes, les formant en carré et disant : « Ce sera le carré

de Waterloo; nous resterons ici jusqu'au dernier, » permet de sauver le drapeau du 32e, dont toute la garde est tombée, à l'exception d'un sapeur. D'ailleurs, si nous ployons sur notre centre, l'armée Franchet d'Espérey, à notre gauche, va de l'avant presque sur toute la ligne : Maud'huy, avec le 18e corps, a forcé le passage du Petit-Morin et s'est emparé de Marchais-en-Brie; Hache, avec le 3e corps, déblaie la route de Montmirail où il entrera le 9, à onze heures du matin, et dirige ainsi une menace de flanc sur les corps ennemis qui continuent de marquer le pas dans la région de Charleville-Soigny-Corfélix. Cette menace est encore aggravée à la fin de la journée par les gains du 10e corps vers Boissy. Flux et reflux, c'est toute la bataille, et il n'y a pas lieu, malgré les apparences, de désespérer. Certains signes, d'ailleurs, révèlent chez l'ennemi un désarroi au moins égal au nôtre. « Une phrase d'un ordre pour cette journée du 8, trouvé sur un officier blessé, tend à montrer, dit M. Babin, que l'état-major ennemi n'a pas grande confiance dans la possibilité pour lui d'avancer ; elle prescrit que les trains régimentaires auront leur timon tourné vers le Nord. »

Est-ce déjà « l'effet de succion » ou de « ventouse » dont on a tant parlé, produit par l'attaque brusquée de Maunoury sur le flanc de von Klück, qui, pour parer à un enveloppement, s'est hâté de resserrer sa ligne imprudemment distendue? Quoi qu'il en soit, dès le 8, le grand quartier général allemand hésite de toute évidence, ne sait plus s'il doit poursuivre ou arrêter l'offensive. Une journée presque entière se passera encore pour lui en tergiversations et, au cours de cette journée du 9, il tentera un effort suprême — qui n'était peut-être, après tout, qu'une manœuvre de la dernière heure pour nous tromper sur ses intentions.

V. — LA JOURNÉE DU 9

Le jour se leva dans un ciel où rougeoyaient encore des incendies. Il avait plu la veille, mais légèrement. Le ciel restait couvert, mais il ne devait pleuvoir à nouveau que vers quatre heures de l'après-midi, un peu avant que sonnât la retraite allemande. Et il est vrai qu'il continua de pleuviner toute la nuit. Encore n'était-ce point là cette pluie diluvienne qui,

selon quelques historiens, aurait rempli brusquement les marais desséchés par la canicule.

Les marais de Saind-Gond, sans doute, ne sont plus ce qu'ils ont été; ce n'est plus le grand lac des temps quaternaires, l'immense émeraude enchâssée dans le cercle d'argent des collines champenoises et dont la vie profonde s'atteste encore aux restes de cités lacustres qu'on aperçoit sous ses eaux. Tels quels, et si réduits qu'on les imagine, il n'est pas de canicule capable d'assécher la partie des marais que n'a pas entamée la culture riveraine. Sous leur flore inextricable de roseaux, qui atteint en septembre 2^{m},50 de haut, ils tendent à toute époque de l'année le plus sournois et le plus impitoyable des pièges. En outre, ils bordent étroitement les chaussées sur une grande partie de leur parcours. La poussière, les fumées de la bataille les couvraient d'un voile opaque depuis la veille. Mais ces ténèbres diurnes, mortelles peut-être pour d'autres troupes, servaient au contraire les plans d'un ennemi sur qui pèsent encore les ombres de la Forêt Hercynienne et qui semble avoir fait alliance avec toutes les forces obscures de l'atmosphère. Tandis qu'au lever du jour, les tirailleurs du colonel Cros s'égaillaient dans les bois voisins pour tenter de dégager les abords de Mondement, toute une brigade allemande, qui avait pris position à notre insu au-dessus d'Oyes, sortait de ses lignes et se jetait sur le château. Impossible de tenir devant de telles forces. La 4e et la 6e batterie du 49e, en action depuis la veille sur l'esplanade (1), n'ont que le temps d'atteler : dans le mouvement, le colonel Barthal est tué par un obus. Mondement, livré à lui-même, tombe après un simulacre de résistance.

Aussitôt maître du château, qui lui assure enfin la clef des marais, l'ennemi l'organise supérieurement, perce des créneaux dans tous les murs, braque des mitrailleuses à tous les étages et jusque dans les greniers. En même temps, par Saint-Prix et la crête du Poirier, dégagés, ses batteries légères accourent. Dans les beaux salons du pavillon principal, ornés de délicieux panneaux Louis XV, un état-major s'est installé, dit-on, avec un grand personnage qu'on croit être le prince Eitel.

Mais le prince Eitel a été signalé en bien des endroits au

(1) P. Fabreguettes, *op. cit.*

cours de la bataille de la Marne : on a cru le reconnaître à Baye, au château de Mareuil-sur-Ay, à Chauffry (1). Cette ubiquité du personnage laisse planer un léger doute sur sa présence à Mondement. Et Humbert, d'ailleurs, a d'autres soucis pour l'instant que ces recherches d'identification. Il veut reprendre le château: il ne peut se résigner à le laisser aux mains de l'ennemi, — qui l'eût peut-être abandonné de lui-même quelques heures plus tard. Mais avec quoi le reprendre? Il a jeté au feu ses dernières réserves. Il demande à la 42e division de lui prêter ses chasseurs à pied et il les lance avec ce qui lui reste de troupes sur le château. La contre-attaque échoue. Eh bien, on la recommencera!

Mais c'était le moment où Foch, son aile droite disloquée, obligé de reculer jusqu'à Corroy, Gourgançon, Semoine et de là jusqu'à Salon, s'avisait, après accord avec Franchet d'Espérey, de tenter la plus audacieuse des manœuvres. En échec sur Mondement, vacillant à son centre (2) et n'ayant plus de valide qu'un bout de son aile gauche, il décide de faire pivoter ce moignon ou, pour employer un langage moins figuré, d'enlever la 42e division de sa gauche et de la jeter à sa droite sur le flanc de von Hausen. On a rapproché cette belle manœuvre de celle du prince de Saxe à Saint-Privat et l'on y a vu le mouvement décisif qui avait fixé le sort de la bataille : peut-être serait-il plus exact de dire qu'elle en précipita le dénouement, qui, dès six heures du soir, ne faisait plus de doute pour personne.

(1) Cependant l'instituteur Roland me dit que l'abbé Favret, professeur à l'école Saint-Étienne, de Châlons, a vu le couvercle d'une caisse traînée à Mondement et portant l'adresse du prince Eitel. « Je tiens la chose, me dit-il, du capitaine Bérard, qui la tenait de l'abbé Favret. » Il semble avéré, tout au moins, qu'un état-major s'installa à Mondement et que, pendant les courtes heures qui séparèrent la chute du château de sa reprise par nos troupes, cet état-major mit à mal un assez joli nombre de bouteilles. Un journaliste qui visitait Mondement quelques semaines après la bataille de la Marne, M. Magne, du *Petit Parisien*, n'y comptait pas moins de « 300 bouteilles de champagne vides » dans la seule cour d'honneur. Au témoignage d'un habitant de Sézanne, dont l'automobile fut réquisitionnée le soir même pour le transport des blessés, M. Quinet, « il y avait, dans toutes les pièces du château, des matelas couverts de sang, sur les tables des coupes pleines de champagne. On marchait partout sur des débris de bouteilles. » Enfin l'on vend à Sézanne et dans toute la région champenoise des cartes postales représentant le kiosque du château avec cette légende : « Kiosque où se trouvaient le kronprinz (?) et l'état-major allemand buvant le champagne quand arrivèrent les premiers obus de l'artillerie française. Après la fuite des Allemands, on retrouva les coupes à moitié pleines. »

(2) « Mont-Août-Sainte-Sophie, où l'on tient à peine, 90e... » (Journal de X... à la date du 9.)

Elle dégagea en outre la gauche de la 4e armée. Son unique inconvénient est qu'elle nous dégarnissait pendant quelques heures sur Mondement, où la division marocaine demeurait livrée à ses propres forces. Mais Foch, qui pense à tout, avait prévenu Humbert que, s'il lui enlevait les chasseurs, il lui rendait le 77e. Et, d'autre part, si nous en croyons l'officier d'état-major qui signe Asker, le repli de la 42e division nous valut « la meilleure des aubaines, » car, tandis que l'infanterie de la division exécutait ce mouvement de « roquage, » son artillerie devint disponible pendant deux heures et put, en passant par Broyes, concentrer son tir sur le château.

Formée en demi-cercle au Nord du village, elle ouvre sur Mondement, les bois et les pentes, « un feu infernal » et d'une extraordinaire précision. Il est vrai qu'il est dirigé par le colonel Boichut, celui qu'on appelle « le virtuose du 75, le maître du tonnerre. » Au dire des témoins, c'est « un des tirs les plus impressionnans » qu'on ait vus. Non seulement, par le barrage qu'il établit devant Mondement, il empêche l'ennemi de progresser, mais il donne le temps au 77e d'arriver à Broyes et, sans désemparer, sans même faire le café, d'entrer en ligne et de se déployer vers le château avec les zouaves et les tirailleurs (1). L'attaque, dirigée sur le côté Sud de Mondement, échoua comme la première, mais nos hommes avaient réussi à prendre pied dans les bois; une batterie du 49e, la 6e, capitaine Naud, s'était approchée jusqu'à 350 mètres. Le soir tombait. Un nouvel assaut fut décidé et des mesures prises pour aborder le quadrilatère par trois de ses côtés.

(1) Un autre effet du tir semble avoir été l'évacuation immédiate du château par son état-major. La croyance générale du pays, appuyée sur les différens récits publiés à l'époque et postérieurement, est que deux généraux allemands furent tués au cours du bombardement (le curé de Reuves dit seul : dans un corps à corps) et le prince Eitel blessé. Je n'ai pu savoir sur quoi s'appuyaient ces on-dit. Aucun cadavre de général allemand ne fut trouvé à Mondement après la prise du château. Mais il est vrai que les Allemands, quand ils ne pouvaient pas brûler leurs morts au cours de la bataille, les emportaient, liés par quatre, dans des camions automobiles ou même de simples chariots, vers les fours crématoires de la Belgique. Pendant toute la nuit du 9, au témoignage de l'instituteur Roland, « une longue suite de ces chariots descendit au pas vers les marais chercher très probablement les blessés. » Ils repassèrent à la même allure et M. Roland, qui est Lorrain, reconnaissait, à leur « cliquetis, » les chariots de ses compatriotes. Mais une auto « munie de deux puissans réflecteurs, » qui remontait à toute vitesse la route vers Congy, venant de Mondement, arrêta plus particulièrement son attention. A son avis, elle ne pouvait emporter qu' « un grand personnage, » peut-être ce prince Eitel qu'on disait blessé et qui aurait été dirigé sur l'arrière jusqu'à la nuit,

— Allons, mes gars, allons, mes braves, criait au 77e le colonel Lestoquoi. Un dernier coup de collier, et ça y est!

Pour les préparer à ce « coup de collier, » le commandant de Beaufort, qui menait la première vague d'assaut, avait fait sortir des rangs un prêtre-soldat et lui avait demandé « de donner une suprême absolution aux hommes qui voudraient la recevoir (1). » C'étaient des Vendéens, des gars de Cholet. Tous ployèrent le genou et se découvrirent. Et, derrière son commandant, le bataillon s'ébranla.

Il devait attaquer Mondement par la route de Broyes, sur laquelle s'ouvre la cour d'honneur, séparée de la route, qui s'encaisse fortement à la descente, par un terre-plein planté de tilleuls. Le commandant de Beaufort et le lieutenant de Segonzac-Montesquieu arrivent les premiers devant les grilles : Beaufort est tué net, Montesquieu grièvement blessé. Il y a un court moment d'hésitation chez les hommes, dissipé par l'entrée en scène, baïonnette au clair, du 3e zouaves, qui débouche à revers, par le parc, et du 2e tirailleurs, qui par la Bedaine et le sentier qui longe la ferme de Chardin, est arrivé en rampant sur le plateau, « à temps, dit une correspondance privée, pour recevoir le dernier soupir de Montesquieu, fait capitaine dans la cour même du château. » Les Allemands tiennent encore dans les tours d'angle et le pavillon principal. Marocains et zouaves, lâchant leurs fusils, défoncent les portes à coups de barres de fer arrachées des grilles et se ruent à l'intérieur. C'est le corps à corps, la tuerie et, finalement, le sauve-qui-peut général. Mais peut-être les pertes ennemies à Mondement furent-elles moins grandes qu'on ne l'a dit (2). Déjà le mouvement de conversion des armées von Bülow et von Hausen était commencé; l'ordre de retraite était parvenu aux diverses unités vers cinq heures du soir. Ce n'est qu'une forte arrière-garde du 164e hanovrien qui défendait à ce moment le château.

Quoi qu'il en soit, la prise de Mondement et de sa falaise couronnait magnifiquement, à sept heures du soir, les beaux succès obtenus à notre gauche par le général Lanthoine et le

(1) Néret, *op. cit.*

(2) « L'intendant du château a rapporté que des bataillons entiers furent anéantis. Dans le parc seulement, on compta environ 3 000 morts allemands, parmi lesquels deux généraux. » (P. Fabreguettes, *op. cit.*)

10e corps. Là aussi, dans toute la région Charleville-Corfelix-Le Thoult, le 10e corps, mis à la disposition du général Foch par Franchet d'Espérey pour « boucher le trou » qu'y avait ouvert le départ de la 42e division, ne progressait d'abord que lentement vers Bannay, qui lui était fixé comme objectif. Les Allemands continuaient de tenir sur toutes leurs positions : de Chapton au Clos-le-Roi, pointe orientale de la forêt du Gault, leur front décrivait autour de Villeneuve-lès-Charleville un arc de cercle que nous n'arrivions pas à briser; en outre, la chute de Mondement avait supprimé le saillant que nous poussions dans leurs lignes à l'Est de Chapton et leur assurait la libre communication des marais. Peut-être la situation du 10e corps eût-elle été assez hasardée, si Franchet d'Espérey, avisé de la résistance qu'il rencontrait, n'avait donné l'ordre à son 1er corps, maître du plateau de Vauchamp, de s'infléchir vers le Sud-Est en attaquant à fond sur Baye et Villevenard. Von Bülow, qui avait déjà perdu le matin Montmirail, se voyait menacé à revers par cette attaque et pensait déjà peut-être à se dérober. C'est à ce moment, vers une heure de l'après-midi, suivant une lettre du général Lanthoine à l'évêque de Châlons, que le brave curé de Villeneuve-lès-Charleville, M. l'abbé Laplège, qui, pendant toute la bataille, était demeuré auprès de ses paroissiens, « voyant une reconnaissance d'artillerie traverser le village, se porta au-devant du lieutenant-colonel et lui proposa de donner des renseignemens sur les positions ennemies. L'abbé Laplège conduisit le lieutenant-colonel à la lucarne d'un grenier et, du haut de cet observatoire, il lui situa, avec une précision absolue, les batteries ennemies et un nœud de communications important, point de passage obligé pour les troupes allemandes en retraite (1). » La plus dangereuse de ces batteries, — six pièces de 105, qui balayaient tout le plateau et arrêtaient la progression de nos troupes, — était défilée à gauche de la route de Fromentières, derrière la briqueterie du Thoult-Trossay : prise sous le

(1) Lettre du 29 février 1916. Le général Lanthoine ajoutait : « Le lieutenant-colonel d'artillerie, qui put mettre à profit ces renseignemens, terminait son compte rendu en disant qu'il lui semblait « de toute justice de signaler la conduite de ce brave curé qui, après tout, risquait d'être fusillé sans phrases, si un retour offensif avait remis les Allemands en possession de Villeneuve. » En somme, les renseignemens fournis par l'abbé ont été très utiles à notre artillerie, et j'estime que les remerciemens qu'il mérite indubitablement auront pour lui plus de prix s'ils lui sont transmis par l'intermédiaire de Votre Grandeur. »

feu de nos 75, écrasée avec ses servans, elle se tut : la route était libre pour nos troupes qui, d'un bond, enlevèrent Corfélix et se portèrent vers Talus.

L'ennemi avait chancelé sous le coup. Mais il continuait d'insister à notre aile droite, où von Hausen, en masses profondes, s'était avancé jusqu'à Gourgançon. Pointe heureuse, si l'armée de von Bülow avait pu suivre le mouvement et si lui-même s'était partout avancé d'un pas égal. Mais von Bülow, après son précaire succès de Mondement, ne bougeait plus, comme coincé dans sa conquête, et l'armée de Langle de Cary, qui avait reculé le 8 devant les divisions saxonnes, réagissait vigoureusement le 9 vers Sompuis, les Fenus et la Folie. La pointe que von Hausen enfonce dans nos lignes l'expose ainsi à de dangereux mouvemens latéraux : découvert du côté d'Humbouville, il prête le flanc sur sa droite à une attaque qui va se déclencher en foudre, s'il ne la prévient par un repli rapide.

Dans la soirée du 8, selon M. l'abbé Néret; dans l'après-midi du 9, selon un témoin oculaire, M. Bonnemain (1), Fère-Champenoise « était transformée en champ de foire : » les réserves allemandes, qui cantonnaient jusqu'alors dans les faubourgs de Connantre, s'étaient répandues en ville vers trois heures, et, pour s'entretenir la main, elles avaient pillé en route quelques maisons. Pillage méthodique et organisé d'ailleurs : on ne dévalisait que les logis sans maîtres et les boutiques sans marchands. Puis l'orgie, à son tour, « s'organisa. » Devant l'*Hôtel de Paris*, les soldats « avaient sorti le piano dans la rue; » en face de l'église, une musique s'était installée « sur des bancs et des caissons. » Le champagne ruisselait. Les officiers, sur le trottoir, à cheval sur des chaises ou renversés dans des fauteuils d'osier, la tunique lâche, le cigare aux lèvres, regardaient complaisamment la scène du haut de leurs monocles. Une impression de mascarade hottentote se dégageait de cette tourbe avinée, qui avait dévalisé une chapellerie voisine et s'était coiffée des couvre-chefs les plus hétéroclites : les hommes buvaient, bâfraient, dansaient, hurlaient des hymnes sauvages à la gloire de la patrie allemande. Quelle fête célébraient-ils à ventre déboutonné? Un blessé français passa sur

(1) Mais il est possible que l'orgie ait commencé le 8 et se soit poursuivie jusqu'au 9.

une civière : ils le huèrent. Les ceinturons défaits, les havre-sacs jetés en tas, les fusils épars contre les murs, témoignaient de l'absolue sécurité dans laquelle baignaient tous ces drôles. Brusquement, vers cinq heures, un officier monté accourt au galop, et, « d'une voix de stentor, » crie un ordre. C'est la retraite ! Les hommes, aussitôt, se harnachent, reprennent leurs fusils et reforment les rangs; aux habitans stupéfaits, les officiers demandent la direction de Sommesous, de Morains, d'Écury-le-Repos. Et tous s'en vont au pas accéléré, en bon ordre, mais sans fifres. A six heures du soir, il n'y avait plus un Allemand en ville, sauf quelques pochards qui ronflaient dans les caves. Le lendemain seulement, à dix heures du matin, les Français rentraient dans Fère, et, à cette heure-là, le gros de l'ennemi avait depuis longtemps repassé les marais.

VI. — L'AUBE DE LA VICTOIRE

Le bruit courut cependant que Moussy, le futur héros d'Ypres, avec une division du 9e corps, avait culbuté la Garde dans les marais de Saint-Gond, et des historiens se firent l'écho de ce bruit. A la rigueur, il n'y aurait rien eu là d'impossible. Nos 75 tenaient sous leur feu les sept routes des marais, si rectilignes, si géométriques, que, d'une rive à l'autre, on peut les prendre d'enfilade; sur presque tout le parcours de ces routes, les Allemands ne pouvaient s'écarter d'un mètre à droite ou à gauche, sous peine d'être happés par la tourbière, et, si notre artillerie avait été en action, ils n'auraient eu le choix, en effet, qu'entre l'extermination sur place ou l'enlizement. Pourquoi notre artillerie n'est-elle pas intervenue? Les munitions, comme on l'a supposé, lui manquèrent-elles au dernier moment? Nos services de renseignemens aériens, si actifs pendant la bataille, connurent-ils quelque défaillance vers sa fin?

La vérité est plus simple : ce qui s'était passé pour l'armée Maunoury se passa pour la 9e armée. On sait que la 6e armée, le matin du 10 septembre, au moment où elle allait reprendre l'offensive par son extrême gauche, ne trouva, dit M. Babin, « à peu près plus rien devant elle; » pendant la nuit, l'ennemi s'était écoulé sans bruit vers le Nord, à l'Est de l'Ourcq, en se couvrant par de solides arrière-gardes. Il en fut tout pareillement de l'armée von Bülow et d'une partie de l'armée

von Hausen. « Le soir du 9, écrit le sous-lieutenant M... (1), nous étions à Linthes, et je fus placé en grand'garde avec ma compagnie pour y protéger le débarquement de la 42e division, qui arrivait à la rescousse. Il n'était que temps. Le lendemain nous nous portions en avant et, à notre grande surprise, nous constations que les Allemands n'étaient plus là. C'était le 10 au matin. »

Devant Mondement même et Saint-Prix, les voies étaient dégagées. Jusqu'au matin du 10, elles avaient été remplies par des défilés de troupes dont la sourde cadence martelait le silence nocturne. Les habitans réfugiés dans les grottes ne savaient comment interpréter ces évolutions. « Les troupes passent, écrit M. Roland. Vont-elles ou reviennent-elles? On ne sait. Les bâtimens du château de Mondement flambent. Une maison brûle dans la direction de Broussy; des lueurs d'incendie partout, à Villeneuve, Royes, Reuves, etc. Le canon français lance encore quelques obus à intervalles plus espacés, puis tout retombe dans le silence de la nuit... Le lendemain, à cinq heures et demie, au jour, même silence. » Et, comme ce silence continue, nos troglodytes finissent par risquer un œil au dehors. Justement voici le petit vacher qui les ravitaille chaque matin. Ils l'interrogent avidement : l'enfant leur confirme qu'il n'y a plus de Boches « à l'horizon. » La bataille est finie. Sur quoi, ils quittent leur cachette et à la file indienne, par les vignes, descendent vers le village; mais, au tournant de la rue du Grand-Puits, ils tombent sur une « douzaine d'Allemands qui remontent en silence vers Congy » et dont le chef, qui « porte un tambour sur le dos et un brassard de la Croix-Rouge sur la manche, » demande en bon français à l'instituteur où se trouve le 164e régiment [d'infanterie allemande]. M. Roland répond que le 164e cantonnait au village. « Tout le régiment n'y était pas, » réplique l'officier qui, sans insister, continue son chemin. C'étaient les derniers traînards de l'armée ennemie, des grand'gardes sans doute et des infirmiers qu'on n'avait pu prévenir à temps de la retraite, tellement elle avait été précipitée.

Cinq minutes plus tard, un peloton de cuirassiers français pénétrait dans le village. La population acclamait ces premiers

(1) *Courrier de Sézanne.*

et rayonnans messagers de la victoire. Droits sur l'arçon, la crinière flottante, ils arrivaient, dans un poudroiement d'or, par la route d'Oyes. L'instituteur leur fit part de la rencontre précédente. « Si vous étiez arrivés cinq minutes plus tôt, leur dit-il, vous les cueilliez. — On les aura, » répondirent-ils, et ils piquèrent des deux. Mais, presque partout, l'ennemi avait une étape d'avance sur nous et ses arrière-gardes étaient fortement organisées. Aux deux extrémités des marais, à Morains-le-Petit, que le 68e et le 90e d'infanterie atteignaient vers cinq heures et demie, et à Saint-Prix, où la division marocaine s'engageait à la même heure, il ne tentait aucune résistance. A Saint-Prix seulement, il avait essayé de couper la route par une barricade de peupliers, « mais, au lieu de tomber au travers du chemin, dit l'abbé Néret, les grands arbres de France, comme consciens de leur rôle, s'écroulèrent de chaque côté de la rivière, » et nos troupes passèrent. Elles étaient moins heureuses à l'Est des marais, à Pierre-Morains et à Écury-le-Repos notamment, où un bataillon du 347e de ligne se heurtait à une forte arrière-garde saxonne qui lui démolissait trois officiers, dont son chef de bataillon, et 250 hommes : les élémens de la 52e division de réserve durent rétrograder sur Morains-le-Petit, et la poursuite, de ce côté, ne put reprendre qu'à la nuit.

Sur la Vaure et la Somme, en revanche, où opérait la magnifique 42e division, lancée en flanc sur la IIIe armée allemande et dont l'artillerie, dès huit heures du soir, la veille, foudroyait von Hausen dans Connantre, elle ne subissait aucun arrêt (1) et talonnait étroitement l'ennemi jusqu'à la Marne. Si méthodique, d'ailleurs, qu'eût été le repli des deux armées von Bülow et von Hausen, il n'avait pu s'opérer sans d'énormes sacrifices d'hommes et de matériel. Le temps lui manquant pour enlever ses blessés et ses morts de la journée, déjà rangés en longues files le long des routes, l'ennemi les avait tout simplement abandonnés. Sur la route d'Oyes à Villevenard, ils formaient ainsi une longue allée funèbre; devant le prieuré de Saint-Gond, un jeune Allemand était tombé au moment où il faisait

(1) Sauf à Sommesous, semble-t-il. « Sommesous, occupé par une troupe saxonne, lui avait été enlevé avec assez de facilité. Mais la Garde prussienne, dans un retour offensif, nous le reprenait. Nous y revenions à nouveau, etc. » (Fabreguettes, *op. cit.*) De toute façon, si cette action est postérieure à notre repli sur Gourgançon, elle ne saurait être située à la date du 8.

sa toilette et il avait encore sa petite glace de poche à côté de lui. Ces morts, ces blessés, des ambulances entières avec leur section sanitaire au complet, comme celle de Lenharrée, « pleine de soldats allemands, fantassins, artilleurs, garde impériale » (1), des batteries culbutées, des caissons abandonnés, des prolonges d'artillerie engagées dans des culées de pont, des monceaux d'obus qu'on n'avait pas eu le temps d'emporter et un extraordinaire entassement de fusils, de gibernes, de cartouches, de havresacs, d'objets de pansement, de paquets de correspondance, de boîtes de conserves, de quartiers de viande avariée, de bouteilles de champagne vides et même de pièces d'appareils cinématographiques, ce fut, avec les inévitables traînards que laisse derrière elle une armée en retraite, tout le butin de cette première journée. Il devait s'enrichir singulièrement par la suite. Et il est possible en outre qu'au cours de la retraite, les marais aient englouti quelques égarés, mais ils ont gardé leur secret jusqu'ici, et nulle part, que je sache, des faucheurs n'ont « entaillé de leurs lames des cadavres qui émergeaient à demi du limon. »

C'est que les Allemands connaissaient les marais mieux que nous : depuis des années, sous couleur d'y chasser les halbrans ou de placer des engrais chimiques dans les fermes, leurs espions les battaient en tous sens ; certains même, déguisés en bergers, en employés de fromagerie, en marchands de « coupes » ambulans, en pousseurs de petites voitures de Caïffa, vivaient dans l'intimité des habitans et, la guerre venue, le masque jeté, mirent une sorte de plaisir sadique à se faire reconnaître de leurs dupes.

Les marais de Saint-Gond, tombeau de la Garde prussienne, la formule était saisissante sans doute et faisait image pour la foule (2). Mais la réalité est cent fois plus belle que la légende.

(1) 450 hommes au total. Lettre d'un major français écrite de Connantray le 14 et citée par l'abbé Néret.

(2) Est-il besoin de dire que nulle part, ni dans les communiqués, ni dans le rapport, plus détaillé, sur l'ensemble des opérations du 2 août au 2 décembre 1914, il n'est fait la moindre allusion à l'enlizement de la Garde? Le probe historien qu'est M. Babin n'en souffle mot; les auteurs de la *Guerre en Champagne* n'en parlent que pour mémoire et comme d'une légende qui ne supporte pas l'examen. On aurait aimé trouver chez tous la même discrétion.

Ce qui s'est enlizé là, ce qui a sombré définitivement dans cette fosse verdâtre, c'est mieux que quelques bataillons d'élite, c'est le prestige de la force allemande et de sa prétendue invincibilité. Au bord du plateau où se cramponnaient nos troupes, dans la Marne, près d'Esternay, un riche et pur château du XVIIIe siècle porte le nom symbolique de Réveillon : est-ce ce nom, une terre chargée d'histoire, l'obscur pressentiment des revanches de l'avenir, ou tout cela peut-être en même temps qui inspira Detaille? Quoi qu'il en soit, le *Rêve*, la plus émouvante et la plus populaire de ses toiles, est né à Réveillon, pendant l'été de 1887. Regardez-la bien : des soldats qui dorment, les faisceaux formés, sur un grand plateau nu où des feux de bivouac achèvent de se consumer. C'est, de toute évidence, le plateau champenois. Mais ne semble-t-il pas qu'au dernier plan de l'horizon, à la lisière du plateau, commence une zone de brume mystérieusement teintée d'aurore? Et, sans trop de complaisance, n'est-il pas permis d'y reconnaître les brouillards héroïques de ces marais de Saint-Gond, au milieu desquels, vingt-sept ans plus tard, par la constance inébranlable de Foch aux prises avec les corps les plus fameux de toute l'Allemagne, la Victoire de la Marne devait secouer ses ailes et rouvrir le cycle fermé des grandes Gestes françaises?

CHARLES LE GOFFIC.

CHARLES PÉGUY

ET SES

PREMIERS « CAHIERS »

Ma première rencontre avec Charles Péguy m'a laissé un souvenir singulier. L'Affaire déroulait sa première phase. Les passions bouillonnaient. De l'entretien rapide et heurté autour d'une table de rédaction, je n'ai gardé dans la mémoire et dans l'oreille que l'accent agressif et colère de trois mots :

« Nous vous sommons, martelait Péguy, nous vous sommons... »

De quoi nous sommait-il, ce petit homme, tout jeune, l'air têtu, les yeux brillant derrière le lorgnon, orateur et conducteur d'une poignée d'étudians, une escouade à peine, descendus derrière lui de la Sorbonne à la rue Montmartre pour bousculer l'inertie de politiques selon eux trop prudens? Sans doute de nous engager plus à fond dans la bataille où peu à peu allait être entraînée la France entière?...

Quoi qu'il nous demandât, qu'il eût tort ou raison, sa conviction était si ardente, une si vibrante énergie le remuait, il sortait si évidemment du commun que vingt ans ont passé sans effacer l'impression première.

Elle s'est renouvelée aussi vive, aussi forte chaque fois que les circonstances m'ont remis en présence du normalien d'antan. Au fur et à mesure que j'ai davantage connu l'homme et mieux apprécié son œuvre, l'inspiration qui l'animait,

l'influence qu'elle était capable d'exercer, mon admiration pour l'œuvre a grandi avec ma sympathie pour l'homme.

J'apporte en hommage, sur la tombe de Charles Péguy, ce simple témoignage.

*
* *

« Je ne suis nullement l'intellectuel qui descend et condescend au peuple. Je suis peuple. » En ces termes d'une orgueilleuse modestie, Péguy situe exactement ses origines d'où lui vinrent, pour une large part, son originalité et sa force. Les vignerons et les bûcherons que sont ses ancêtres avaient marqué l'écrivain d'une empreinte indélébile. Paysan, il l'était jusqu'aux moelles. Il en avait la solidité et l'âpreté, la malice et la méfiance, voire l'allure.

Il s'en est fallu de peu, de bien peu, lui-même l'a conté quelque part avec une sorte de tremblement rétrospectif, qu'il manquât sa voie et ignorât à jamais les délices des humanités. De l'école primaire on l'avait aiguillé vers l'école professionnelle, quand un pédagogue de sens et de cœur, auquel Péguy garda une infinie reconnaissance, lui ouvrit les portes du lycée de sa ville natale.

Il quitta Orléans pour aller à Sainte-Barbe et de là à l'École normale. Il n'y passa point les trois années réglementaires. La première terminée, il demanda un congé. Péguy avait la hâte de l'action. Il possédait l'âme d'un chef, d'un entraîneur d'hommes. Ses camarades, ses amis, sentaient son autorité, l'acceptaient, la réclamaient.

Une anecdote exquise, qui se place dès sa première année d'École normale, éclaire à cru sa physionomie, révèle son tempérament, son besoin d'agir et comme, pour le satisfaire, il sait concilier ce qui eût semblé à d'autres inconciliable. Un de ses camarades l'a décidé à devenir comme lui membre d'une Conférence de Saint-Vincent de Paul. Il y est à peine entré qu'on le supplie d'en accepter la présidence. Grave difficulté. Péguy, qui n'a éprouvé aucun embarras à participer aux travaux d'une association catholique, n'est pas croyant, et il ne s'en cache pas. Or, à l'ouverture de chaque séance, le président doit réciter la prière à haute voix. Péguy de se récuser. Qu'à cela ne tienne : il entrera en séance après que le vice-président l'aura récitée à sa place.

Jusqu'au bout, Péguy sera l'homme de cette anecdote. Il écrira de la mystique chrétienne avec le respect, l'enthousiasme du catholique le plus docile. Mais il s'écarte des sacremens et il ne va pas à la messe. Il est républicain, socialiste dès la première heure. Mais personne n'a déployé plus de franchise et de vigueur à fustiger les défauts et les tares du parti socialiste et du régime républicain.

La règle de sa vie qui en fait la profonde unité, il la formule aux premières pages du premier des *Cahiers :* « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste : voilà ce que nous nous sommes proposé depuis plus de vingt mois, et non pas seulement pour les questions de doctrine et de méthode, mais aussi, mais surtout pour l'action. Nous y avons à peu près réussi. Faut-il que nous y renoncions? » Non certes, jamais il ne consentira à y renoncer. Qu'il se soit parfois trompé sur les hommes et sur les choses ; que la passion même avec laquelle il traitait des uns et des autres l'ait parfois induit en erreur, c'est une autre affaire. Toujours sur tout et sur tous, il a dit, à ses risques et périls, ce qu'il tenait pour la vérité.

A vingt-cinq ans, il a déjà édité deux livres où l'on le trouve tout entier tel que nous le connaîtrons tout le long de sa vie, si courte et si pleine. *Jeanne d'Arc*, sa première Jeanne d'Arc, si humaine, si attachante, si pitoyable : « Fini d'imprimer en décembre 1897. » *Marcel*, ou l'utopie socialiste ; entendez par là : une construction purement idéale, élevée, sans aucune préoccupation du réel, sur des bases empruntées aux purs théoriciens du socialisme : « Fini d'imprimer en juin 1898. »

Comme s'il eût prévu que son existence serait brève, il se presse. Son mariage à vingt-quatre ans lui apporte une petite fortune que, d'accord avec sa nouvelle famille, il place aussitôt, — il « engloutit » serait plus exact, — dans la fondation d'une librairie. Cette tentative malheureuse fut comme le prologue de la création des *Cahiers de la quinzaine*.

*
* *

5 janvier 1900. C'est la date du premier Cahier.

Les vibrations de l'Affaire n'ont pas fini de s'éteindre. On vient de vivre des mois, des années en bataille. On n'a pas

perdu l'habitude, pour ne pas dire le goût des invectives. « En ce temps-là nous finissions tous par avoir un langage brutal. » Et un peu plus tard, en mars 1900 encore : « On doit toujours dire brutalement. »

Ce qu'on doit dire brutalement, est-il besoin de le répéter, c'est la vérité. « Qui ne g..... pas la vérité, quand il sait la vérité, se fait le complice des menteurs et des faussaires. » Et l'antienne revient : « Nous demandons simplement qu'on dise la vérité ! »

Quelle stupeur, quelle indignation s'il s'aperçoit que les compagnons de la veille empruntent aux adversaires contre lesquels on avait de concert si ardemment combattu les procédés hier flétris ! « Nous avons passé vingt mois et plus à distinguer et à faire distinguer la vérité d'État de la vérité. » « Nous fûmes les chercheurs et les serviteurs de la vérité. Telle était en nous la force de la vérité que nous l'aurions proclamée envers et contre tous. Telle fut hors de nous la force de la vérité qu'elle nous donna la victoire... A présent que la vérité nous a sauvés, si nous la lâchons comme un bagage embarrassant, nous déjustifions notre conduite récente, nous démentons nos paroles récentes, nous démoralisons notre action récente. Nous prévariquons en arrière. Nous abusons de confiance. »

Une des formes, des manifestations de cet amour de la vérité, de ce respect de la vérité, c'est l'amour et le respect de son métier, de l'ouvrage consciencieux et bien fait. Personne mieux que Péguy ni plus profondément ne le sentit. Il a le dégoût, l'horreur du *sabotage* et des saboteurs. Il a la passion du labeur soutenu, attentif, appliqué. « Le génie exige la patience à travailler, docteur, et plus je vais, citoyen, moins je crois à l'efficacité des soudaines illuminations qui ne seraient pas accompagnées ou soutenues par un travail sérieux, moins je crois à l'efficacité des conversions extraordinaires, soudaines et merveilleuses, à l'efficacité des passions soudaines, — et plus je crois à l'efficacité du travail modeste, lent, moléculaire, définitif. » Plus tard un des graves reproches, justifié ou non, que Péguy adressera à la bourgeoisie, c'est d'avoir donné aux ouvriers l'exemple du travail lâché, décousu, saboté.

Cette tendresse grave, émue, que lui inspire le travailleur, le professionnel, qui aime son métier, qui le connaît, qui vit pour lui plus encore que par lui, on la sent vibrer dans la

description si colorée, si vivante, si vraie de ce « Triomphe de la République » dont, acteur et spectateur, il suivit le cortège. Avec quelle complaisance il énumère « les beaux noms de métier des ouvriers » dont les corporations ont promis leur concours. « Comme ces noms de métier sont beaux, comme ils ont un sens, une réalité, une solidité! »

Cette description si savoureuse du cortège populaire qui se déroula dans les avenues parisiennes en décembre 1899 se clôt, d'une façon assez rare chez Péguy, par quelques réserves. Certains refrains de la journée, « violens et laids, » lui trottent par la tête. La dissonance le heurte entre ces paroles de haine et la Révolution qu'il rêve « d'amour social et de solidarité. » Certains incidens de la journée l'attristent, mais, le bilan fait, il conclut à la vanité de ses « scrupules de détail. »

Des réserves de ce genre ne se rencontrent point fréquemment chez Péguy. Ce n'est pas sa manière de balancer le pour et le contre, d'hésiter, de faire un pas en avant, un pas en arrière, de marcher et de conclure autrement que tout d'une pièce. Au cours de l'Affaire, et ainsi fera-t-il en toute occasion, il a foncé droit devant lui, s'étant mis d'abord, dirait-on, des œillères pour n'être pas tenté de dévier et courbant à sa thèse faits, individus et argumens. Le but une fois fixé, il y marche, avec l'unique souci d'entraîner après lui son public en ne ménageant pas les coups à qui tenterait de lui barrer la route.

Aussi est-il un polémiste hors pair, la polémique n'ayant comme on sait que de lointains rapports avec l'esprit critique et le souci de la mesure. Pour lui, tout s'efface momentanément devant la démonstration à parfaire, l'adversaire à démonter. Elle est de Péguy, de Péguy partant en guerre contre « le mal de croire » qu'il dénonce chez Pascal, cette phrase qui, en tout lieu paradoxale, est, sous sa plume, extravagante : « Les treize ou quatorze siècles de christianisme introduit chez mes aïeux, les onze ou douze ans d'instruction et parfois d'éducation catholique sincèrement et fidèlement reçue ont passé sur moi sans laisser de traces. » Lorsqu'il émet cette assertion déconcertante, il est, comme toujours, d'une sincérité complète. Au moment qu'il la lance, il n'a devant les yeux que le but visé : tout le reste est aboli.

Déjà pourtant il a écrit sa *Jeanne d'Arc*, sa première sans doute, où il ne laissera pas toutefois de puiser bien des traits

pour son *Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Déjà il est le traditionaliste tourné d'instinct vers le passé pour y appuyer l'avenir. Il professe « une aversion sincère de la démagogie. » Il ne se borne pas à la détester, il lui dit son fait : avec quelle verve cinglante, quelle profondeur de mépris! Écoutez-le, faisant parler l'électeur :

« J'ai tort, j'ai tort, mais savez-vous, monsieur, que vous êtes un homme singulier. Vous êtes nouveau, vous. Vous êtes un homme qui a de l'audace. Vous m'enseignez des mots nouveaux. Un mot nouveau. Vous prétendez que j'ai tort. Savez-vous que vous êtes le premier qui ait osé me dire que j'ai tort? Quand je vais trouver les conseillers municipaux de mon pays, au moment des élections, ils ne me disent pas que j'ai tort; ils me disent toujours que j'ai raison, qu'ils sont de mon avis, qu'il faut que je vote pour eux. Jamais un conseiller d'arrondissement, ni un conseiller général, ni un député, ne m'a dit que j'avais tort. »

Savourez maintenant ce guide-âne du candidat :

« Il faut faire croire aux électeurs que leur compagnie est la plus agréable du monde, que leur entretien est la plus utile occupation, qu'il vaut mieux parler pour eux quinze que d'écrire pour dix-huit cents lecteurs, que tout mensonge devient vérité, pourvu qu'on leur plaise, et que toute servitude est bonne, à condition que l'on serve sous eux. »

Et la conclusion :

« Un exemple vous facilitera l'entendement. Quand les électeurs de la première circonscription d'Orléans sont convoqués pour élire un député, ils ne se demandent pas qui sera le meilleur député. Car le député d'Orléans n'est pas le délégué d'Orléans à la meilleure administration de la France *avec* les délégués des autres circonscriptions françaises. Mais, puisque nous vivons sous le régime universel de la concurrence et puisque la concurrence politique est la plus aiguë des concurrences, le député d'Orléans est exactement le délégué d'Orléans à soutenir les intérêts orléanais *contre* les délégués des autres circonscriptions, qui eux-mêmes en font autant. Le meilleur député d'Orléans sera donc celui qui défendra le mieux le vinaigre et les couvertures et le canal d'Orléans à Combleux. Ainsi se forme ce que le citoyen Daveillans nomme à volonté la volonté démocratique du pays républicain, ou la volonté républicaine du pays démocratique.

« Les députés socialistes que nous envoyons au Parlement bourgeois obéissent au même régime. Ceux qui sont du Midi, sont pour les vins, et ceux qui sont du Nord sont pour la betterave. Ceux qui représentent le Midi protègent vigoureusement les courses de taureaux. Mais ceux qui sont du Nord ont un faible pour les combats de coqs. Il faut bien plaire aux électeurs. Et si on ne leur plaisait pas, ils voteraient pour des candidats non socialistes. »

Ce robuste bon sens, ce sentiment si vif de l'intérêt national, cette révolte contre les hypocrisies de la farce électorale, ce souci constant de la vérité, ce dédain de plaire aux puissances : nous les retrouvons d'un bout à l'autre de son œuvre.

Il ne m'appartient pas de la juger du point de vue littéraire. Je m'en réfère là-dessus aux études si intelligentes et si pénétrantes qu'elle a déjà inspirées à ses amis, à ses pairs, à ses contemporains et à ses anciens. Le profane que je suis osera pourtant confesser le plaisir qu'il a pris au divertissement qu'il intitule : *La chanson du roi Dagobert.* Ce morceau n'est pas seulement de la drôlerie la plus savoureuse. La profession de foi, car c'en est une, que Charles Péguy met dans la bouche du roi Dagobert sur « les deux races d'hommes » est, ou je me trompe fort, une pièce capitale de sa philosophie.

Cet ancien normalien que d'un pseudonyme d'affectueuse gouaillerie ses soldats de la grande guerre, ceux qu'il conduira jusqu'au bord de la victoire de l'Ourcq, ont surnommé « le Pion, » cet universitaire a l'horreur du pion. Il dresse en face l'une de l'autre deux races d'hommes : les livresques et les autres, ceux qui tiennent des autorités pour des raisons, qui ont désappris, s'ils le surent jamais, à penser par eux-mêmes et ceux qui placent au-dessus de tout l'indépendance de leur pensée et la liberté de leur raison ; ceux qui connaissent les livres et qui ne connaissent qu'eux, pour lesquels les choses ne sont visibles qu'à travers les auteurs, — « Cette Voulzie qui existe vous embête, » — et ceux qui connaissent les réalités. Péguy a le dédain, j'oserai dire la nausée des pédans, parce qu'il en a trop vu et aussi parce que sa passion de la vérité et de la réalité s'exaspère jusqu'à la fureur contre l'artificiel, le plaqué et le faux-semblant.

*
* *

M'excusera-t-on d'avoir découpé, dans ces premiers Cahiers de Péguy, quelques-uns des passages les plus significatifs? J'ai cru que Péguy ne pouvait être mieux présenté que par lui-même, et c'est pourquoi je l'ai laissé parler. Sa physionomie ne sort-elle pas de ses confessions avec la netteté et le relief souhaitables?

Ce petit paysan, de pure souche française, vous le voyez se jeter avec avidité sur la culture classique : entendez-le narrer ses émotions devant la révélation du latin et son ravissement à la déclinaison de *rosa, rosæ*. Il absorbe par tous les pores les leçons de ses maîtres. Tout lui est profit et joie.

Cependant, sans qu'il en ait toujours pleine conscience, il participe à la vie du dehors. Né en 1875, il pousse avec la République. Sorti du peuple, boursier de l'Université de 1885 à 1894, comment échapperait-il à l'attraction des idées socialistes? Pas plus que bon nombre de ses condisciples, il n'a attendu d'avoir quitté les bancs du lycée pour entendre les voix qui appellent à l'action les jeunes intelligences et les esprits neufs.

Incapable de réserve ni de calculs égoïstes, Péguy se lancera tête baissée dans le tourbillon de l'Affaire. Son tempérament de lutteur, son caractère entier ne lui permettront pas, dans le feu du combat, de discerner les exagérations et les excès qui risquent de mener le parti où l'a jeté sa passion de vérité à des conclusions dangereuses pour l'intérêt public. Il lui faudra, pour reprendre son sang-froid, que la grâce, en donnant à sa soif de justice un premier apaisement, lui rende la liberté de regarder autour de lui. Le soir du « Triomphe de la République, » en descendant des faubourgs, mêlé à la foule, il remarquera qu'on rechante la vieille *Marseillaise*, récemment disqualifiée. D'autres choses plus importantes à la vie de notre pays que l'hymne de Rouget de Lisle avaient couru des risques dans la bagarre.

Péguy est trop imprégné jusque dans son tréfonds par ses origines, par son éducation classique, du sentiment de l'ordre et de la règle; il a trop le sens des nécessités nationales pour ne pas donner tout son effort à la défense, dans la République et par la République, d'institutions tutélaires. Le début de ce billet tracé de son écriture si caractéristique, simple, droite et

volontaire comme lui, en dit long dans son apparente sécheresse sur ses sentimens intérieurs :

Jeudi, 11 août 1904.

« Sous-lieutenant de réserve, pour vingt-huit jours, au camp de Bréau, sous Fontainebleau,

« Prêt à partir en manœuvre, je ne puis ni vous joindre ni vous écrire que cette carte-lettre ; je vous demande, pour les premiers mois de la rentrée, un cahier Waldeck-Rousseau.

« Votre

« CHARLES PÉGUY. »

Les Cahiers, c'est l'arme qu'il a forgée pour la défense de ses idées. Leur lecture même dévoile les difficultés toujours renaissantes au milieu desquelles il ne cesse de se mouvoir pour en maintenir la publication. Péguy entendait les affaires à peu près comme ces philanthropes qui, enflammés de l'esprit de charité, commencent par créer les œuvres, sauf à chercher ensuite au jour le jour les moyens de les faire subsister.

Peut-être ne lira-t-on pas sans intérêt ces deux lettres qui le prennent sur le vif dans sa lutte quotidienne pour l'existence des Cahiers.

Vendredi 9 juin 1905.

« Mon cher Millerand,

« Cinq abonnemens nouveaux hier jeudi ; deux abonnemens nouveaux ce matin ; je ne vous envoie pas ces nombres pour harceler votre attention ; je sais qu'elle n'a pas besoin d'être relancée ; mais j'éprouve un besoin de me tenir en communication avec vous dans la situation tragique où je me trouve, père nourricier d'une entreprise qui croît de toutes parts et non assuré de la pouvoir conduire de fin de mois en fin de mois jusqu'en octobre.

« Je suis respectueusement votre

« CHARLES PÉGUY. »

Lundi 17 juillet 1905.

« Mon cher Millerand,

« Je vous inscris donc pour l'action numéro 46 et votre ami pour l'action numéro 47 ; par ces nombres mêmes vous voyez

que mes recherches n'ont pas été infructueuses; depuis que nous avons dû nous arrêter à la forme de commandite par petites parts, j'ai réussi, poursuivant mes recherches parmi nos simples abonnés, à recueillir quarante-cinq inscriptions; je vous demanderai désormais de continuer à en rechercher comme je le fais, jusqu'à ce que nous soyons couverts, sous cette réserve que cette recherche ne vous coûte rien de votre temps, ni de votre travail; je m'en voudrais d'altérer le repos de vos vacances; il faut que nous soyons tous bons à marcher pour octobre; il est évident que l'année prochaine sera dure et importante;

« En plein mois de juillet, n'ayant rien publié depuis le commencement de juin, nous n'avons pas cessé de recevoir au moins un abonnement nouveau par jour, et j'inscrivais en moyenne une action par jour; tout permet d'espérer que la rentrée sera très bonne et que l'année nous consolidera définitivement;

« J'ai commencé d'écrire hier mon Cahier de rentrée; je l'intitule *Notre patrie*, afin qu'il soit une réponse directe et brutale au livre de Hervé; je pensais d'abord aller vous demander quelques renseignemens complémentaires sur les événemens récens; mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux que je n'eusse point envers vous la situation d'un journaliste et d'un *interviewer;* je fais donc mon métier avec les renseignemens qui sont pour ainsi dire de droit commun;

« Je suis respectueusement vôtre.

« Charles Péguy. »

« Bourgeois (1) me communique son courrier de ce matin, où quatre nouvelles inscriptions, ce qui nous met à cinquante et une actions inscrites à la date d'aujourd'hui. »

Ai-je besoin de dire que la combinaison mirifique dont Péguy note ici les premiers progrès eut le sort des combinaisons antérieures? Péguy continua jusqu'à la fin de se débattre, avec la même candeur et la même foi, au milieu d'embarras matériels qui chargeaient lourdement ses épaules.

Ce n'est point trahir le secret d'une intimité qui ne saurait être exposée au jour, c'est achever de faire connaître l'homme

(1) Administrateur des *Cahiers de la Quinzaine*.

simple et bon que fut ce grand lutteur, de dire que Péguy trouva dans la douceur et le calme de la vie familiale, la plus unie et la plus heureuse, la force indispensable pour supporter les amertumes et les déceptions de la vie publique.

Ce n'est pas par métaphore qu'il cultivait son jardin et c'est en jouant à la balle avec ses enfans, quand il n'avait pas pour partenaire le gros chien familier, qu'il se délassait de ses travaux.

La guerre l'arracha à ses foyers.

Un de ses camarades a raconté les étapes suivies du jour de la mobilisation au 5 septembre 1914 par le lieutenant Péguy et sa compagnie, la 19e du 276e régiment d'infanterie (1). Quelques lettres écrites aux siens et publiées à la suite de ce simple et impressionnant récit jalonnent la route. Péguy s'y montre au naturel : courageux, aimant, uniquement préoccupé du devoir à remplir.

Il tombe, face à l'ennemi, en entraînant sa section contre l'Allemagne, qu'avant de mourir il eut la joie suprême de voir reculer.

Il repose dans la grande plaine, sous une petite croix de bois où sont inscrits ces seuls mots : « Charles Péguy ; » sa tombe est pressée au milieu des tombes des officiers, sous-officiers et soldats tombés en même temps que lui.

Il repose comme il vécut : côte à côte avec ses camarades de combat qu'il excitait de ses exhortations et de son exemple.

*
* *

Il a disparu. Son œuvre demeure, plus vivante, plus puissante qu'elle ne fut jamais.

Les morts mènent les vivans. Nous avons besoin de nous le redire pour adoucir notre douleur et nos regrets. Péguy avait tant de projets en tête ! Que de pages en ses Cahiers portent l'indication, l'esquisse d'autres cahiers qu'il veut écrire plus tard ! Ils ne seront jamais écrits.

En l'arrachant aux luttes quotidiennes qui épuisent et amoindrissent même les plus nobles combattans, sa mort, cette mort si digne de sa vie, si harmonieuse et si belle, sacre Péguy et lui confère une autorité dont, par delà le tombeau, il servira encore ses idées et son pays.

(1) Victor Boudon : *Avec Charles Péguy*, de la Lorraine à la Marne, août-septembre 1914. Préface de M. Maurice Barrès, 1 vol. in-16 (Hachette).

L'heure n'a pas sonné où il sera permis sans imprudence, sans risquer d'affaiblir l'étroite union de tous nos combattans, de remuer les problèmes que demain aura pour tâche de résoudre. On ne se trompe pas cependant en pensant que le souci unanime, à cette heure-là, de tous les bons Français, sera, pour parler comme Péguy, « que la France se refasse et se refasse de toutes ses forces. » Tant de sang pur versé, tant de fécondes existences brisées ne l'auront pas été en vain. Si l'union s'est établie si rapide et si forte entre tous les Français, c'est que, sous des formes diverses, ils poursuivaient l'idéal dont des siècles de civilisation commune leur apprirent à rêver la conquête. Catholiques, révolutionnaires, ils étaient, pour reprendre une idée et une formule chères à Péguy, les dévots d'une mystique. Armés les uns contre les autres, l'agresseur barbare leur dessilla les yeux : ils se rapprochèrent pour combattre et repousser l'ennemi de leur idéal.

La victoire qu'ils devront à leur union pourrait-elle avoir pour premier résultat d'en faire à nouveau des ennemis? Ce serait pis qu'un non-sens; ce serait un sacrilège contre lequel crierait le sang de nos morts.

Écoutons-les.

Ils commandent le respect de toutes les croyances, le souci de toutes les misères, l'exaltation d'une France forte et grande par l'union de ses enfans réconciliés.

Quelle voix aurait plus de titres à être entendue et obéie que celle de Charles Péguy, de l'apôtre de la Cité socialiste, du poète de Jeanne d'Arc, de l'écrivain, du penseur tombé sur le champ de bataille, dans une juste guerre, pour le triomphe de l'Idéal français?

A. Millerand.

PRISONNIERS FRANÇAIS

EN SUISSE

Lorsque les rapatriés civils et les grands blessés traversaient la Suisse, ils nous disaient au passage la misère des camps, l'épuisement des prisonniers affamés, les maladies, les épidémies. Et, dès les premiers mois de la guerre, nous fûmes obsédés par la pensée de ces vies gaspillées sans aucun profit pour la patrie, de ces souffrances et de ces morts qui ne contribuaient pas à délivrer un seul pouce du sol envahi. Le sacrifice humain n'est-il pas assez lourd ? Il est le devoir immédiat, il est le prix affreux dont la liberté de la France et la paix à venir doivent être payées : sauvons du moins tout ce qui peut être sauvé ! C'est ainsi qu'est née dans beaucoup d'esprits l'idée d'interner en Suisse les prisonniers encore guérissables. Le Conseil fédéral entreprit des négociations auprès des belligérans (1). Elles aboutirent à la fin de 1915, grâce à l'intervention du Saint-Père. Et le 25 janvier 1916, le premier convoi des prisonniers malades arrivait à Leysin.

Lorsque, à la petite station d'Aigle, dans le crépuscule matinal, on vit pour la première fois les soldats français toucher le sol suisse, la foule eut un mouvement irrésistible. Elle les entoura, s'empara d'eux, et ce fut comme si elle les prenait dans ses bras. Elle les conduisit à l'hôtel, les attendit pendant qu'ils déjeunaient, les escorta jusqu'au tramway électrique. Et l'on entendait des femmes supplier les soldats d'accepter

(1) Déjà à la fin de 1914 le Conseil fédéral avait entamé les négociations. Le Saint-Père les reprit au printemps de 1915. Elles aboutirent à la fin de la même année.

encore ce paquet, ces fleurs, ces fruits. Eux, souriant et pleurant à la fois, montraient leurs mains pleines, leurs musettes gonflées.

— Oh! vous trouverez bien une petite place!

On apporta dans le train une corbeille remplie de rouleaux de chocolat et de paquets de cigarettes qu'ils avaient dû laisser sur les tables de l'hôtel. Déjà ils avaient demandé au major de Reynier, dirigeant la région de Leysin, s'ils auraient la permission d'envoyer une partie de leurs cadeaux aux camarades restés en Allemagne...

Pendant toute la traversée du bourg, les fleurs et les oranges n'ont cessé de pleuvoir par les portières. Le cri de : « Vive la France! » nous a suivis comme une seule grande voix ininterrompue.

Les soldats disaient :

— On garde tout ça dans son cœur...

Cependant, sur le ciel qui s'éclairait, les hautes cimes se profilaient aiguës et roses. Au milieu des champs de neige, le village de Leysin apparut. Dans ce paysage qui semblait en cristal bleu, on vit se détacher les chalets, le clocher, les hôtels.

Un soldat put seulement prononcer :

— Regardez!

Du haut en bas des façades voltigeaient les points vifs des drapeaux, les points blancs des mouchoirs. On entendait une fanfare encore lointaine.

— C'est l'hymne suisse, dit un soldat. Il faut saluer...

A cet instant, le soleil invisible et déjà haut dépassa l'arête d'un sommet. Les champs de neige d'un seul coup s'illuminèrent. Et la neige semblait ardente. Ce fut un brusque éblouissement, l'incomparable fête que le soleil dispense à la haute montagne, chaque matin d'hiver.

Dans le wagon, personne ne parlait plus. On n'entendait que des sanglots étouffés.

Les semaines suivantes, d'autres convois arrivèrent à Leysin, à Montana, à Montreux et dans l'Oberland. Puis ils cessèrent. Pendant les mois de mars et d'avril, une commission de médecins suisses parcourut l'Allemagne, afin d'examiner les prisonniers malades dont l'internement pouvait être proposé : tous les prisonniers avaient droit à cette visite. Et ceux dont le

cas médical se rattachait à l'une des vingt catégories (1) de maladies et d'infirmités prévues par l'arrangement international étaient dirigés sur Constance, où une dernière visite les attendait, effectuée par des médecins allemands, en la présence de médecins suisses.

L'arrêt définitif était alors prononcé : une partie des prisonniers retournaient dans leurs camps respectifs.

— On était terriblement tarabustés à Constance, racontent les soldats. On se faisait un souci de cette visite !...

Pendant le long voyage qu'ils venaient d'accomplir à travers l'Allemagne, deux jours, trois jours quelquefois, ils tremblèrent. Quelques-uns, ne se croyant pas assez malades, se désolaient. Et tous revoient continuellement le groupe douloureux des camarades qui repartaient après avoir touché à leur délivrance.

— Ça nous coupait la joie d'aller en Suisse...

— Ils avaient l'air bien malheureux ?

Le soldat eut ce mot :

— On apprend à cacher sa peine...

L'après-midi du jour où ils ont passé la visite, les soldats désignés sont amenés en gare de Constance et remis aux officiers suisses. Mais ils ne sont pas encore tranquillisés. Ce n'est qu'à la fin de cette longue journée, au moment où le convoi s'ébranle, qu'ils respirent. Ils regardent les soldats allemands rangés sur le quai. Quel silence !... Le train accélère sa marche. On est bien parti. Enfin !

Tout à coup ils entendent un grand cri. Ils n'en croient pas leurs oreilles. Ils se penchent aux portières. Ils n'en croient pas leurs yeux : des gens sont là, au bord de la voie, des hommes, des femmes, des enfans. Et ce sont eux qui ont crié : « Vive la France ! » Écoutez ! Ils crient plus fort : « Vive la France ! » Et ils agitent des drapeaux tricolores.

— Où donc sommes-nous ? Mais nous venons de quitter Constance ! Les Allemands deviennent-ils fous ?

Et l'ovation continue. Le nom de leur patrie monte à eux clamé par toutes ces voix. Des fleurs pleuvent dans le wagon.

(1) De ces vingt catégories sont exclues les maladies transmissibles, à l'exception de la tuberculose. Les tuberculeux sont réunis à Leysin et à Montana, dans des sanatoria, et soumis au traitement spécial que nécessite leur état. Plusieurs, aujourd'hui guéris, ont été envoyés dans d'autres stations.

Et voici la *Marseillaise* qui éclate... Un employé a ouvert la porte et leur a dit :

— Vous êtes en Suisse...

Ils ont compris. La sentinelle allemande est immobile, d'un côté de la route. Et là, en face d'elle, ces groupes qui les acclament... Alors ils se sont mis à pleurer.

— Je n'ai pas pleuré quand j'ai été blessé, quand j'ai été pris, quand j'ai été opéré, racontait l'un d'eux, mais à ce moment-là j'ai pleuré.

— Ce cri, dit un autre, ça vous retournait le cœur...

— Il y avait une vieille dame qui était venue aussi loin qu'elle pouvait, tout au bord de la frontière, tout près de la sentinelle allemande, pour nous montrer où commençait la Suisse et crier la première : « Vive la France ! »

Et tous nous refont le même récit, à peu près dans les mêmes termes.

Soir après soir, pendant ce mois de mai où les convois se sont succédé presque chaque jour, ces gens de la bourgade frontière de Kreuzlingen sont venus le long de la voie pour acclamer les Français à l'instant où ils entraient sur le sol suisse. Le train ne s'arrêtait pas. N'importe. Ils trouvaient moyen de le fleurir au passage. Ils envoyaient au vol la *Marseillaise*. Ils déployaient le drapeau rouge, blanc, bleu. Lors des convois du mois de janvier, la nuit étant tombée, à sept heures du soir, ils allumaient des feux de Bengale tout le long de la frontière. Les enfans agitaient des torches. Et les sentinelles allemandes à quelques pas assistaient à cet accueil.

Rien ne pouvait toucher davantage le cœur des soldats français. Ils gardent impérissable le souvenir de cette minute où ils ont vu ces mains tendues vers eux. Et ils ont dit avec ce sens de l'expression, si juste et si fin, dont même les plus rudes d'entre eux ont le privilège :

— La Suisse nous a reçus à bras ouverts...

Le voyage triomphal continue. A Winterthur, à Zurich, à Berne, on les acclame, on leur donne des fleurs, des cigarettes, de menus présens, des lettres contenant d'affectueux messages, signés de noms inconnus. A Berne ils descendent de wagon. Quelle impression étrange et douce, ce long cortège de leurs uniformes dans cette gare de Berne ! Les dames de la Croix-Rouge les escortent au buffet où une collation leur est offerte

par l'Ambassade de France. Il est une heure du matin. Le convoi va se disloquer. A trois heures, à cinq heures, les différens wagons portant sur un écriteau le nom du lieu de destination sont attelés à leurs trains respectifs. Les soldats, une dernière fois, serrent les mains tendues.

Aucun d'entre eux n'a envie de dormir :

— Ah! on n'avait pas le temps de dormir... Et puis on est trop heureux pour dormir...

Penchés aux portières, ils regardent le jour qui se lève... leur premier jour de liberté.

Les trains sont partis dans des directions multiples. Qu'importe? Qu'ils aillent en Oberland bernois, en Valais, dans les cantons de Neuchâtel ou de Vaud, à toutes les stations, en dépit de l'heure matinale, ils trouveront un accueil identique. Cette nuit-là, le cri de : « Vive la France! » retentit, avec des accens différens, d'un bout à l'autre de la terre suisse.

Ce matin, c'est dans le Valais que nous allons. Les soldats ont regardé le lac pâle et voilé de vapeurs blanches. Les gens venus aux stations leur disaient en montrant la rive opposée :

— Regardez, voici la France!

— Ah oui! répondit l'un d'eux, ça sent la France...

Un autre a dit :

— Pauvre France! je croyais bien que je ne te reverrais plus...

L'ample vallée du Rhône déploya ses prés tout en fleurs sous les vergers roses. Chacune des petites villes assises à l'entrée des vallées latérales nous jetait au passage ses acclamations, les notes de sa fanfare, les chants de ses écolières vêtues de blanc. Au milieu des prairies, tout à coup, on voyait s'agiter un drapeau tricolore. Des femmes, des vieillards courbés dans les vignes, brusquement redressés, nous envoyaient leur salut. Un soldat suisse prit la position du garde à vous. Les internés ne quittaient plus les portières. A tous les passans qui s'en allaient à leur humble travail, ils témoignaient leur gratitude.

A Sierre, où les soldats dirigés sur Montana descendirent, un cortège se forma immédiatement. En tête, la fanfare qui jouait la *Marseillaise*, puis les fillettes en blanc; les toutes petites venaient les premières, on avait ondulé leurs cheveux noués d'un ruban tricolore, et chacune tenait à la main un drapeau des Alliés. Le groupe des soldats français les suivait, encadré par la foule. Et les écoliers portaient leur musette.

On passa sous des arcs de verdure où des inscriptions naïves souhaitaient la bienvenue. Lorsque les soldats furent installés dans l'hôtel où leur déjeuner était servi, on laissa entrer le cortège des fillettes. Et plusieurs d'entre eux mirent leur mouchoir sur leur visage pour qu'on ne les vît pas pleurer.

Les réceptions dans les petits villages de montagne étaient les plus intimes et les plus touchantes. Toujours je me rappellerai celle de Morgins. Nous étions montés par la longue vallée savoyarde d'Abondance, si calme et si verte avec ses villages blancs épandus autour des vieilles églises, et si triste avec ses femmes en grand deuil. Nous franchîmes le col. Et bientôt nous avons aperçu les chalets de Morgins, tous enguirlandés de narcisses et de gentianes. Une foule se tenait devant un des hôtels. Et déjà nous distinguions les foulards rouges des Bas-Valaisannes et les pantalons garance... Il y avait des Français et des Belges. Les Valaisans faisaient la haie autour d'eux, leur adressaient timidement la parole, puis se taisaient, et les silencieux petits gars de la montagne les dévoraient des yeux.

Je voyais des larmes sur les joues ridées des vieilles femmes, tandis qu'elles contemplaient les uniformes fripés, marqués de traits de peinture ou de bandes d'étoffe jaunes, et les visages fatigués et maigris, tout ce groupe d'infirmes. Les hommes se détournaient brusquement, et je savais bien que leur silence était plein d'un respect et d'une tendresse qu'ils ne savaient exprimer. Lorsque arriva l'automobile fleuri qui amenait de Trois-Torrens le dernier contingent, tous refluèrent à sa rencontre. Tous les bras se tendaient; des mains saisissaient au passage les mains des internés. Eux, comme ils sentaient cette sympathie muette! Ils avaient les yeux pleins de larmes en regardant ces vieilles femmes rustiques, en jupes amples, aux bonnes figures ridées qui leur rappelaient un peu leurs mamans. L'un d'eux me dit :

— On n'ose pas croire...

Un grand garçon pâle, un Belge, raconta que sa mère et ses deux sœurs, à Liége, avaient été mitraillées « dans le tas » avec beaucoup d'autres. Un groupe silencieux buvait ses paroles.

— Êtes-vous sûr qu'elles sont mortes? demanda quelqu'un.

Il répondit :

— Ma femme les a vues... après.

Sa voix s'étrangla. Il se tut; l'intolérable image se dressait devant lui.

Un autre avait vu les cadavres de petits enfans dans les rues.

— Il faut y voir pour y croire, conclut-il.

Je regardais les Valaisans en chapeau de feutre, en veste de montagne, qui serraient les poings autour de nous. Ils se rappellent la nuit d'août où la générale a battu dans leurs vallées et où ils se sont levés tous ensemble, et comment ils sont descendus, le fusil à l'épaule et croyant déjà leur terre violée. Et ils se rapprochent de ces hommes qui n'ont plus de patrie à cette heure, et ils pensent : « Nous aurions pu être comme eux... »

Cependant, du balcon, le syndic adresse la parole aux internés.

« Messieurs les vaillans soldats français et belges... »

Après avoir cité les héroïques paroles du général de Castelnau, il leur rappelle que la frontière française est toute proche.

« Que cette terre soit pour vous la terre promise mais aussi la terre défendue (1)... »

Et il conclut :

« Vous allez vivre au milieu de notre modeste population. Nous allons vivre comme des frères, partageant les mêmes sentimens d'espérance et de confiance dans la victoire du bon droit. » Comme un seul homme, les soldats ont crié : « Vive la Suisse! » Et lorsque, après la *Marseillaise* et l'hymne belge, la fanfare entama notre hymne national, tous, du même mouvement spontané, ont pris la position du garde à vous...

Le colonel de Cocatrix, dirigeant la région du Bas-Valais, m'a raconté ceci. Ce matin-là, lorsque le convoi arrivait à Monthey, une petite fille belge, hospitalisée chez des gens du pays, ayant entendu dire qu'il y avait des Belges avec les Français, se mit à pleurer tout à coup. Et elle criait : « Mon papa est là! » On la conduisit auprès d'eux. Elle passa devant leur groupe. Mais elle ne vit pas son père. Et les Français et les Belges se détournaient en entendant ce cri d'enfant...

Le passage des convois à travers la Suisse alémanique m'a laissé une impression plus douce encore. Et je ne me suis jamais sentie aussi près de nos compatriotes de langue allemande que depuis ces heures-là.

Nous sommes à Interlaken. Et il faut changer de train pour

(1) Les nations belligérantes se sont engagées à rendre à la Suisse les internés qui s'évaderaient; ils seraient alors renvoyés à leurs camps respectifs.

gagner Wilderswyll. Une foule émue contemple le douloureux défilé, les boiteux, les amputés, appuyés sur leurs béquilles. Un adjudant a le pied coupé. Un boiteux se traîne si lentement qu'un Samaritain bernois l'a pris dans ses bras. On emporte sur un brancard le zouave qui a le fémur brisé, et le soldat qui a le pied dans du plâtre, et le garçon brun, si pâle, souffrant, dit-il de méningite, et qui a déjà l'air si lointain! Des femmes pleurent.

— Qu'est-ce que vous voulez, dit l'un des plus souffrans, c'est pour la France!

Quelques minutes après, nous apercevions la petite gare de campagne, et parmi la foule, les uniformes des soldats français arrivés quelques semaines auparavant. Ils avaient l'air acclimaté déjà : mieux portans et gais, ils souriaient parmi les groupes de paysans bernois. Tout le long de la voie s'alignaient les petites filles en tabliers bleus, des bouquets dans les mains. Leurs tresses blondes dégageaient leurs fraîches figures hâlées qui souriaient; derrière elles, juchés sur une barrière, les garçons, têtes nues, en blouses nettes, les dépassaient de tout leur buste. Quelle décoration que ces deux files d'enfans immobiles, dans ce bel ordre, et qui tournaient vers nous leurs visages! Au moment où le convoi s'arrêta, ils tendirent leurs fleurs, et nous avons senti tout leur cœur jeté à la rencontre des soldats français.

La foule escorta les internés à travers le village, portant les musettes et les capotes. Le capitaine Stucki, commandant la région du Haut-Oberland, les installa paternellement dans les hôtels, visita chaque chambre, inspecta les moindres détails relatifs à leur bien-être. Eux, lorsqu'on les conduisit dans les chambres ensoleillées, aux larges fenêtres ouvrant sur les vergers, et où il y avait de bons lits, et même des armoires à glace, s'arrêtaient sur le seuil, éblouis.

— Ah! on a bien perdu l'habitude de voir ça...

— Ah! on ne saura pas dormir dans de si bons lits!

Un adjudant, qui depuis dix-sept ans appartient à l'armée, durement blessé, nous dit, son honnête figure toute crispée d'émotion :

— J'ai honte qu'on nous reçoive si bien! Qu'est-ce que j'ai fait? Je devrais être sur le front...

Pour atteindre Adelboden, un village de l'Oberland, au fond d'une haute vallée, il faut trois heures de voiture. On répartit les soixante-sept Français et les cinquante et un Belges

sur onze breaks. En dépit de leurs mines fatiguées et de leurs corps souffrans, ils avaient l'air de se préparer à une partie de plaisir. Les Français surtout retrouvaient déjà leur gaîté et leurs plaisanteries. Il y avait deux petits Belges de dix-sept ans et demi, qui s'étaient engagés à seize ans et portaient crânement l'uniforme. On eût dit des enfans jouant au soldat, si l'on n'avait pas rencontré leur regard, ce regard sérieux qui se souvenait...

Les onze breaks se suivaient le long de la route montante. On les voyait disparaître aux tournans, reparaître, s'élever lentement. Les soldats regardaient les longs plis chatoyans des prairies, les bois courbés sur le torrent; la grandeur silencieuse de la haute montage les surprenait; ils sentaient autour d'eux son calme bienfaisant. Puis, apercevant les fleurs dont les breaks étaient jonchés, ils disaient :

— Hier matin, à Constance... Hier après-midi à Constance... Et ils se taisaient tout à coup, comme s'ils n'avaient pu croire qu'ils fussent déjà si loin de leur captivité.

Et tandis qu'ils remuaient les souvenirs affreux des mois écoulés, je ne pouvais m'empêcher de songer à la parole de Rousseau : « Ce fut là que je démêlai sensiblement dans la pureté de l'air où je me trouvais la véritable cause du changement de mon humeur et du retour de cette paix intérieure que j'avais perdue si longtemps!... Je doute qu'aucune agitation violente, aucune maladie de vapeurs pût tenir contre un pareil séjour prolongé, et je suis surpris que des bains de l'air salutaire et bienfaisant des montagnes ne soient pas un des grands remèdes de la médecine et de la morale. » Puissent-ils oublier ici leurs souffrances! Puissions-nous rendre à la France des hommes ayant retrouvé leur équilibre nerveux, redevenus forts et sains, prêts à prendre leur part de l'œuvre de reconstruction!

Le village d'Adelboden apparut avec la tour carrée de sa vieille église. Au moment où les breaks parvenaient sur la place où toute la population les attendait, les enfans groupés en avant se mirent à chanter. Et nous avons reconnu la douceur des paroles françaises. Les petits écoliers qui ne savent que l'allemand avaient appris un chant français pour souhaiter la bienvenue à nos hôtes dans la langue de leur patrie.

Lorsque les internés franchissaient par le Lötschberg la formidable barrière qui sépare l'Oberland du Valais alémanique, ils apercevaient, au moment où le train jaillit du dernier

tunnel, la haute vallée déployée, les courbes du Rhône et ils voyaient surgir la ville de Brigue avec ses quatre clochers à boule, silhouettés sur le dédale des montagnes. Brigue qui reçoit tous les convois destinés aux vallées de Conche et de Zermatt, quoique prévenue au dernier moment, ne manqua jamais d'envoyer sa fanfare jouer la *Marseillaise* à l'arrivée des convois. Quelques-uns s'en allaient demeurer à Viège. Celui-ci monta jusqu'à Zermatt. D'un bout à l'autre de la dure vallée, de Stalden jusqu'au pied des glaciers, tous les villages bruns, tassés autour de leur église blanche, semblaient en fête. Mais quelle fête sérieuse! Et quels regards les gens peu loquaces jetaient sur leurs hôtes, à l'aspect si douloureux : un convoi de réformés, de tout jeunes gens et des vieillards, Français et Belges, appartenant aux régions envahies, en vêtemens de civils et plus minables que les soldats.

Lorsque, au crépuscule, nous sommes redescendus, on entendait se répondre les *angelus* lointains. A cette heure où les forêts s'adoucissent et se fondent en ombres violettes, le vent apportait les sons des cloches et les mêlait. Et il me semblait distinguer les carillons qui montaient des bords du torrent et ceux que sonnaient les villages perchés sur les rampes abruptes. Et c'était comme les voix unanimes et graves de toute la vallée qui priait pour le repos des cœurs de ses nouveaux habitans.

Je regarde un petit carton, marqué du drapeau fédéral et portant imprimés les mots : « Soyez les bienvenus, soldats de France, » et signé : « Vos amis, les Suisses, » un petit carton qui fut distribué à Stanz à chaque interné français, témoignage irrécusable des vrais sentimens de notre peuple de la Suisse primitive. Il ne se laisse point égarer par certaines feuilles dont nous savons maintenant qu'elles furent inspirées par les Allemands. Certains courans germanophiles ne l'ont point entraîné. Il a balayé les durs souvenirs de 1798. Il a dit aux Français : «Vos amis, les Suisses. » Une vieille femme de la vallée d'Engelberg descendit de son chalet dans la montagne, fit plusieurs heures de chemin pour apporter aux Français le beurre qu'elle avait battu. Une autre offrait des poires séchées. Pauvre régal sans doute... Mais on donne ce qu'on a. Et le don de ces pauvres, qui se sont privés, me touche plus que tout ce que nous pouvons donner, nous autres qui sommes attachés

à la France par notre culture, notre pensée, notre art... Mais ces rudes montagnardes de l'Engelberg qui ne parlent qu'un patois allemand, que lui doivent-elles, et pourquoi l'aiment-elles? Sans doute, ne sauraient-elles pas l'expliquer. Et cependant, elles se sentent obscurément attirées vers la France par le sentiment le plus vivace de leur être simple : l'attachement à leur sol. Les soldats qui viennent vivre dans leur vallée ont souffert en défendant la patrie envahie. Alors elles cherchent, selon leur faible moyen, à leur témoigner leur amour.

Dans cet élan qui, à travers toute la Suisse, porta nos populations au-devant des prisonniers français, je saisis l'expression la plus profonde des sentimens d'un peuple qui a toujours pratiqué la liberté comme une religion. Ouvre-leur tes bras tout grands, ô mon pays, ouvre-leur tes vallées et tes forêts, choie-les sur ton sein maternel, accueille-les le sourire aux lèvres et les larmes aux yeux, car tu sais bien que leur cause est ta cause. Ceux qui versent leur sang pour défendre la patrie envahie, jamais ne t'ont laissé indifférent, toi qui t'es dressé tant de fois devant l'envahisseur, toi dont la volonté de vivre libre fut plus forte que la force : tu reçois comme tes enfans tous ceux qui souffrent pour la liberté!

*
* *

Ce qu'ils racontent...

Dans l'excitation du voyage et l'allégresse de l'arrivée, encouragés par la sympathie qu'ils lisent dans nos yeux, quelques-uns racontent avec une sorte de hâte fiévreuse, comme s'ils croyaient, à force d'évoquer les images de là-bas, en alléger l'obsession. Les choses qu'ils nous disent, nous les connaissons déjà... Nous avons lu ces journaux de rapatriés qui commencent à paraître. Nous avons lu maint récit des premières semaines de la guerre... Et cependant, à écouter ces paroles, en présence de l'homme qui vécut le drame, en face de ce visage souffrant, en recevant ce regard qui s'anime ou s'attriste et parfois semble comme halluciné, quel relief elles prennent, ces bribes de vie héroïque ou douloureuse, avec quelle violence ils les dressent devant nous, ces images!... Ce n'est pas leur voix seulement qui raconte, c'est tout leur être amaigri, c'est leur geste et leur allure, et c'est tout ce qu'ils ne disent pas qui nous fait tressaillir et qui devient sensible et vivant devant nous.

Récits de bataille. Beaucoup d'entre eux furent blessés dans les premières semaines de la guerre. Ils sont restés sous l'impression de ces heures terribles et magnifiques, et ils n'ont pas eu la consolation de la Marne. Il y eut ceux qui furent pris dans les combats de la Meuse et dont les troupes sacrifiées retardèrent les Allemands. Ils demeurèrent ensuite de longues semaines sans connaître la victoire.

Ils gardent l'image indélébile de l'invasion.

— Je vois toujours une femme dont les cheveux brûlaient... Elle tenait son petit dans ses bras. Elle reçut une balle dans la tête et tomba morte. L'enfant tomba sur elle...

Un garçon de Noyon, qui était employé de chemin de fer, a vu passer la cohue des réfugiés de la Belgique et du Nord de la France.

— Les routes étaient noires de monde. Il en venait, il en venait, sans arrêt, le jour, la nuit. Et si misérables, avec une masse d'enfans à qui l'on ne savait quoi donner à manger... Alors, nous qui avions aussi un petit, nous avons eu peur de nous sauver...

C'est ainsi qu'il fut pris, envoyé en Allemagne, où il demeura dix mois sans nouvelles. Quand, au bout de dix mois, il a vu la première carte de sa femme, il a pensé : « Ça me rend vivant! » Naturellement, il ne recevait pas de colis. On leur donnait une boule de pain pour trois jours. Mais quelquefois, « ils ne pouvaient pas retenir leur faim, » et ils mangeaient tout le pain le premier jour... A force de rester dans la boue et dans l'eau, ils avaient toujours les pieds glacés.

Ils racontent l'horreur des premiers jours, où, blessés, ils attendaient, dans quelque grange, entassés, sans pansemens, sans soins, sans eau, et dévorés par les mouches... Les camarades mouraient au milieu d'eux. L'odeur était intolérable...

Puis ce fut le transfert à travers l'Allemagne, dans des wagons de 4e classe, dans des wagons à bestiaux où les blessés étaient entassés sur très peu de paille.

— Plusieurs blessés ont eu des hémorragies. Ils voyaient couler leur sang et ils appelaient au secours... Et ils sont morts là sous nos yeux...

Et puis, c'est la vie des camps.

— Le premier hiver, dans l'infirmerie où j'étais, on avait mis des blessés et des tuberculeux. Trois mouraient par jour, en

moyenne. Une nuit, l'infirmier se leva, et il en trouva un mort dans son lit. Il alla au lit suivant, et l'homme aussi était mort. Et il en trouva encore un troisième... Après, quand ce ne fut plus l'hiver, cela alla mieux.

Des Belges et des Français appartenant aux terres envahies n'ont jamais reçu de colis. Un petit civil de vingt-trois ans n'a reçu son premier paquet qu'au mois de mars dernier. Heureusement, ils étaient quatre camarades du même pays, et celui qui avait donnait aux autres.

Jamais de colis!... Après tout l'effort unanime des familles et des Comités!... Peut-être les envois collectifs tels qu'on va les effectuer désormais atténueront-ils de pareilles injustices.

Ils décrivent la souffrance des Russes affamés qui ramassent avec les mains, dans la boue, la soupe renversée, qui vont chercher dans les ordures des débris affreux. Ils étaient si affaiblis qu'on les voyait tomber quand ils allaient à la corvée. Quelques-uns mouraient ainsi, sur place.

— Il y avait une masse de Russes qui mouraient. On les mettait, enveloppés d'une toile, dans un grand sillon, tous ensemble. Et puis on mettait de la terre dessus...

Leur misère était telle qu'ils vendaient pour rien leurs hardes. Un territorial nous montre sa vareuse beige taillée dans une capote de Russe qu'il a payée un mark, et de belles bottes presque neuves qui lui ont coûté deux marks. On leur achetait une montre pour un mark.

— Et une magnifique montre, en or, la plus belle que j'aie jamais vue, s'est vendue pour dix francs.

L'arrivée des Serbes reste gravée dans les mémoires. Les prisonniers serbes, après la retraite de l'automne 1915, furent amenés dans les camps à la fin de décembre, affamés, demi-nus, exténués, les pieds saignans. Les Français et les Belges leur donnèrent de la nourriture. Ils se jetèrent dessus. Bientôt on dut les mettre dans un camp d'isolement, car ils apportaient la variole. Au mois de mars, on les fit partir pour un autre camp et ils travaillèrent dans les marais. A la fin de mai, on les vit revenir dans le camp des isolés. Et on disait qu'ils avaient le typhus...

Et puis ce sont des récits d'évasions invraisemblables, dénotant une invention, une ténacité, une audace merveilleuses, et révélant quelles souffrances!...

— S'échapper...: mais on y pense... on y pense, on ne pense qu'à ça !

Un tout jeune garçon, au moment d'atteindre la frontière avec son camarade, se croyant déjà en Hollande, laissa échapper un mot de français. Une fillette l'entendit et cria : « Französe ! » en s'enfuyant vers sa mère. Après trente nuits de marche, après tant de souffrances et de dangers, il put à peine s'empêcher de pleurer lorsqu'il vit les soldats allemands qui lui barraient la route.

Un soldat parisien avait réussi à se sauver avec un sergent. Ils n'étaient plus qu'à vingt kilomètres de la frontière, lorsqu'ils durent passer une rivière. Lui ne savait pas nager. Alors ils prirent le pont. Des soldats allemands les mirent en joue. Ils risquèrent le tout pour le tout et coururent sur ce pont. Les Allemands tirèrent. Le sergent tomba mort. Lui fut ramené et mis en prison pour quatorze jours... Il ajoute :

— Les parens du sergent avaient un autre fils tué sur le front...

Nous ne transcrivons pas les récits les plus sensationnels. On comprendra pourquoi.

Ils énumèrent les punitions : les jours de cellule, les heures que l'on passe « au poteau, » attaché, les pieds dans la boue, dans la neige, les promenades forcées autour du camp, le dos chargé... les lettres supprimées, pendant trois semaines. Et puis les petites vexations, les deux gamelles de soupe immangeable, que l'on vous force à avaler... Et puis le camp « de représailles... »

— Même au camp de représailles, nous avions organisé des représentations, quand même on n'en avait pas envie... mais pour les faire aller...

Le 13 juillet, ils organisèrent une revue et défilèrent en chantant la *Marseillaise*, et promenant des drapeaux français qu'ils avaient confectionnés avec leurs ceintures rouges et bleues. Quelle affaire ! Les soldats allemands sortirent avec leurs baïonnettes, mais seulement pour les menacer, « car ils savaient bien que les Français ne voulaient que faire un peu de scandale... »

— Les Allemands n'étaient pas excités contre nous, comme ils sont excités contre les Anglais...

Ils citent de menus faits. Ils ont un sourire parfois. Et toujours nous sommes surpris de leur façon objective d'apprécier

les événemens. Les « intellectuels » seuls profèrent des injures. Les autres ne se départent pas de leur philosophie parfois sereine et parfois narquoise, où passe la résignation du pauvre diable, et leur irrésistible belle humeur française.

— On sait bien, n'est-ce pas, que, quand on est prisonnier, on ne peut pas être assis à la table d'honneur...

— Et puis, vous savez, tout ça ne nous a pas empêchés de leur jouer de bons tours tout de même...

Et le soldat français se consolait de ses misères, oubliait sa faim et ses ennuis en se régalant à la pensée du « bon tour » qu'il avait joué au gardien allemand.

Ils ont une manière d'expliquer les choses, mi-gouailleuse et mi-raisonnable :

— Le commandant de notre camp, du jour où il a su que son fils était prisonnier en France, il a tout à fait changé avec nous, on ne le reconnaissait plus...

Ils sont unanimes à dire qu'« on est moins malheureux dans les camps qu'au commencement. » L'organisation est meilleure. Et meilleure l'hygiène. On a installé partout des bains et des douches. Et le pullulement de la vermine qui les a fait tant souffrir, la première année, semble définitivement enrayé. Ces améliorations furent souvent dues à la présence et aux réclamations de visiteurs neutres, notamment des Américains et des Suisses. Que ne peut-on multiplier ces visites?...

En dépit des améliorations, plus les mois s'écoulent et plus la captivité devient lourde, plus intolérable devient l'éloignement des êtres chers. Je me rappelle la plainte nostalgique d'un de ces soldats :

— Là-bas nous n'entendions aucun grillon, aucun oiseau, rien... nous étions délaissés par tous, même par les oiseaux...

Plainte si mesurée! plus éloquente que toutes les récriminations...

Ce qu'ils racontent encore, ce sont de beaux traits de courage.

En avril 1915, un camp fut menacé du typhus exanthématique ; un Belge, qui autrefois résidait à Paris où il s'occupait de désinfection, interné dans ce camp, réussit à conjurer l'épidémie. Aidé d'un adjudant et d'un étudiant en médecine belge, il désinfectait les baraquemens au fur et à mesure, avec des moyens de fortune.

— Pendant un mois nous avons été inspecter les Russes

suspects, et nous les lavions chaque jour. Sur 300 Russes il y en avait 295 qui avaient de la vermine jusque dans les sourcils. Nous les avons soignés avec des onguens et nous visitions leur linge chaque fois... Ce Belge, il est resté là-bas... Ils ont voulu lui donner la croix de fer. Mais il l'a refusée...

Dans un autre camp, ce fut un médecin français qui réussit à arrêter l'épidémie déchaînée. Il y avait déjà deux mille morts quand il parvint, à force de courage, à s'en rendre maître. Plusieurs médecins français sont morts.

Enfin voici, textuellement rapportée, la déposition qu'un Français interné à Yverdon a adressée à un officier interné dans le même secteur (1). Après avoir raconté qu'étant parti de France avec l'aviateur Védrines, il fut fait prisonnier au fort de Blangy, près de Saint-Mihiel, il poursuit :

« Je tiendrais à vous annoncer que le caporal aviateur Gilbert, de Charleville, tout en remplissant une mission analogue à la mienne, resta environ pendant dix jours dans les pays occupés. De là il voulut regagner la France et la Hollande. Mais en franchissant la troisième barricade de fils barbelés qui entouraient la frontière hollandaise, le camarade Gilbert fut pris par les Allemands. Ensuite ramené à Laon, il fut condamné à mort par le Conseil de guerre de cette ville. A la suite de ce jugement, il fut exécuté le 5 septembre 1915. Il demanda sa grâce à l'Empereur, mais elle lui fut refusée. Comme j'ai été enfermé dans sa cellule, j'ai remarqué sur le mur une inscription faite de sa propre main, dont voici les termes précis : « Prévenir ma mère qui habite Brest (Finistère), que, ayant bien rempli mon devoir envers ma Patrie, je ne vais mourir qu'avec un seul regret, savoir si j'ai quelque chose à me faire pardonner d'elle. »

Et l'interné demandait qu'on voulût bien prévenir la mère de Gilbert et qu'on lui transmît le message.

Gilbert qui allait mourir, et qui sut envoyer à sa mère tout son amour dans cette parole sublime, encore un de ces héros obscurs qui font la France si grande !

*
* *

— Quand nous serons guéris, dans deux mois... dans trois mois, est-ce qu'il faudra retourner en Allemagne ?

(1) Document communiqué par le commandant L..., interné à Yverdon.

Telle est leur grande préoccupation en arrivant, la question anxieuse qu'ils posent. Oh! non, pauvres enfans, nous vous gardons jusqu'à la fin de la guerre... L'un d'eux m'a dit :

— Quand je serai guéri, dans trois ou quatre mois, je retournerais bien en Allemagne pour laisser la place aux autres... C'est la justice...

Et cependant ils ont coutume de s'écrier :

— Retourner là-bas... autant mourir!

Il s'agit donc de prévoir un internement qui peut être de longue durée. Et il s'agit d'adapter nos hôtes à notre vie.

Une fois passée l'excitation du premier jour, ils laissent apparaître une sorte d'accablement. Ils donnent l'impression d'hommes désaccoutumés de l'action, désemparés, dont l'énergie s'est usée et qui ont de la peine à reprendre une discipline normale. Et puis, peu à peu, les soins, la nourriture abondante et leur jeunesse aidant, et aussi « les bains de l'air salubre et bienfaisant, » ils reprennent une allure d'hommes libres, et ils retrouvent le goût de vivre. Pour faciliter l'observation de la discipline militaire à laquelle ils sont soumis, les internés français, belges et anglais sont répartis dans les hôtels (1) suivant leur nationalité. On a pris garde, autant que possible, de ne point séparer les camarades venus d'un même camp et qui demandaient à rester ensemble. Dans chaque hôtel ils sont commandés par un sous-officier interné, « le chef d'établissement. » Et tous les « établissemens » d'une localité sont sous les ordres d'un sous-officier, le plus élevé en grade, nommé chef de secteur, et responsable vis-à-vis de l'officier sanitaire suisse dirigeant. Dans chaque lieu d'internement, un rayon de plusieurs kilomètres est offert à leurs promenades. Au delà de ce rayon, une permission devient nécessaire.

Le médecin en chef de l'armée, le colonel Hauser, dirige tout le service de l'internement des prisonniers de guerre.

Les internés sont prévenus dès leur arrivée que des infractions trop graves à la discipline seraient suivies du renvoi en Allemagne. Le fait ne s'est point encore produit. On aurait de la peine à se résoudre à une aussi dure mesure. Les insoumis, — sur un nombre d'hommes aussi considérable (2), il faut bien

(1) Les États belligérans remboursent à la Suisse les frais de nourriture et de logement, calculés le plus bas possible dans les difficiles conditions actuelles.

(2) Les prisonniers français internés en Suisse sont aujourd'hui au nombre de 8 930; 884 arrivèrent dans la première série de convois; 8 066 dans la série de mai.

s'attendre à rencontrer quelques fortes têtes, — ont été transférés dans un pénitencier agricole. Ils sont rares. D'une façon générale, on peut dire que les internés, par leur tenue et leur politesse, font chez nous de la bonne « propagande française. »

— On aime beaucoup les Français ici, nous disait, à Thoune, un brave employé suisse aléman. Et d'abord, les Français, ils sont les plus polis...

Des traits de cette politesse, de cette délicatesse de sentimens, combien n'en pourrait-on pas citer !

Une école de jeunes filles en promenade descendait à Saint-Cergues et chantait en chœur. Au tournant de la route, elles aperçurent les soldats français et s'interrompirent de leur chant. D'une voix unanime elles crièrent : « Vive la France ! » Alors, eux, spontanément, tandis qu'elles défilaient, se sont alignés et se sont mis au port d'armes devant ces enfans.

Un interné très souffrant ne pouvait supporter aucune nourriture. Chaque jour, le médecin soucieux entrait dans sa chambre et recevait la même réponse. Le soldat, craignant qu'il ne fût froissé, lui dit vivement :

— Oh ! monsieur le major... ce n'est pas à cause de ce que vous me donnez ici... c'est à cause des cochonneries que j'ai mangées là-bas !

Ils sont très sensibles à l'atmosphère de sympathie et d'affection qu'ils sentent autour d'eux. Affection qui, dans certaines localités, confine à l'idolâtrie, et dont on est obligé parfois de préserver les internés. Il a fallu interdire les invitations chez les habitans qui offraient de trop copieuses libations, oubliant, dans l'effusion de leur enthousiasme, que nos hôtes sont des malades.

A Interlaken, et dans beaucoup d'autres villes, un groupe de dames se charge de faire blanchir le linge des soldats. Et elles viennent à tour de rôle, une fois par semaine, surveiller l'état des sous-vêtemens (1), raccommoder, recoudre, rendre de menus services maternels. Un peu partout, des comités de secours (2) se sont formés.

Mais c'est surtout dans les regards et les sourires des passans que nos hôtes lisent notre amitié, et dans l'admiration

(1) Le gouvernement français pourvoit les internés des vêtemens nécessaires peu de semaines après leur arrivée.

(2) Les internés jouissent de la franchise postale en Suisse pour leurs lettres, leurs mandats et les colis jusqu'à cinq kilogrammes.

muette que leur ont vouée nos enfans. Les petits enfans d'Interlaken réclament sans cesse « les Français » et se sauvent de la maison pour aller les rejoindre. Il n'est pas rare de rencontrer un brave troupier escorté de deux blonds petits gars aux joues rouges, qui tiennent fièrement sa main serrée dans leurs menottes. Leurs parens leur ont appris à dire : « Vive la France! » et ce sont les premiers mots de français qu'ils ont su prononcer. Combien j'aime ce timide hommage des silencieux petits gars de l'Oberland!

Des paysans de la Suisse primitive ont cherché un dictionnaire et laborieusement élaboré des phrases françaises. D'ailleurs, il est tant de moyens de se comprendre sans paroles! C'est un soir, à Thoune, dans le jardin d'un hôtel habité par des soldats français, un jardin où les aubépines se fanent, où les roses commencent à fleurir et qu'une balustrade sépare du quai étroit bordant l'Aar. Les internés viennent d'achever leur souper, et je les regarde flâner le long des allées bordées de myosotis, sous les arceaux de vigne de Canada. Les uns, sur le quai, se promènent. D'autres pêchent à la ligne. Les derniers rayons du couchant dorent le ciel. On respire l'odeur fraîche et vive de l'eau courante. Les moires vertes de l'Aar glissent rapides sous les arbres penchés. Il fait bon dans ce jardin sentimental si soigné, où les internés forment des groupes sourians. Un petit soldat est venu s'asseoir à côté de moi, un jardinier de l'Aube. Il est joyeux parce qu'il a trouvé un emploi. Aujourd'hui, il est allé au cimetière arranger la tombe de famille d'un capitaine suisse. Son ancien patron et ses quatre camarades apprentis jardiniers furent tués à l'ennemi. Sur six, il reste seul.

Cependant une phrase allemande prononcée par des passans arrive jusqu'à nous. Il les suit des yeux et dit doucement :

— Les gens d'ici, ils parlent allemand... ça ne les empêche pas d'avoir bon cœur...

A ce moment, trois soldats suisses, sur le quai, l'apercevant dans le jardin, le saluent. Il me dit :

— On est bons camarades... Quelquefois le soir, on se promène ensemble. On cause.

— Ah! vous en avez des choses à leur raconter!

Il sourit d'un air modeste.

— N'est-ce pas, ça intéresse toujours de causer de la guerre.

Il a été blessé et pris à la fin d'août 1914.

— Mais on a vu le plus terrible. Il n'y avait pas de tranchées alors... On faisait des murs avec les corps des camarades. On avait le cœur dur... Fallait ça!

Un autre troupier renchérit. Lui, il a vu le fils du général de C... mort au bord de la route, un beau garçon, fort...

Ils se taisent et regardent passer les promeneurs sur le quai.

— Moi, j'ai toujours été gai, dit le jardinier de l'Aube. La dernière lettre que j'ai écrite à ma mère, avant de me battre... je lui disais : « Ne te fais pas de mauvais sang. Tous ceux qui vont à la guerre ne sont pas tués... »

Cependant la lumière décline. Les gens de Thonne défilent lentement sur ce quai devenu leur promenade favorite : jeunes filles qui s'en vont deux à deux, et quelques-unes ont arboré une pochette tricolore; graves amoureux se tenant par le bras; groupes d'employés, familles laborieuses qui viennent prendre l'air, une fois la journée finie, le père donnant la main aux plus jeunes enfans. Et tous ont ralenti leur marche, en passant, ont regardé dans le jardin. Ils ont envoyé un sourire, un salut discret. Je voyais leur visage s'épanouir brusquement en apercevant au milieu des fleurs les soldats au repos, détendus, la mine contente; ce soir, comme tous les autres soirs, les gens de Thoune sont venus retrouver la vision de ce jardin où leurs hôtes sont heureux. Je sentais l'amitié de tous ces inconnus qui venait à nous, silencieusement, à travers les feuillages. Et il me semblait que ce jardin se remplissait de présences affectueuses et muettes.

Dès qu'ils ont échappé au cauchemar de leur captivité, le rêve des soldats est de faire venir ceux qu'ils aiment. Nous avons vu arriver du fond de la France des paysannes, émues, effrayées et radieuses à la fois. L'une d'elles, qui apportait à son fils un panier de fleurs de sa Provence, nous dit :

— Quand je suis montée, je ne pouvais rien voir, je me faisais trop de mauvais sang! Mais à présent, mes yeux ne sont pas assez grands pour regarder!...

Des mères amènent leurs enfans. Et l'on rencontre sur les routes des soldats rayonnans qui portent sur l'épaule, ou qui tiennent par la main, leur petit. Nos médecins qui soignent les internés trouvent dans ces visites un précieux adjuvant : un peu de bonheur... il n'est rien de tel pour améliorer la santé.

Un soir, dans le train qui nous emmenait de Zermatt, nous avons vu, devant la gare de Saint-Nicolas, un soldat qui attendait. La capote, le pantalon garance semblaient tout neufs. Il y avait, répandu sur toute sa personne, un air de fête.

— Tu attends quelqu'un ? lui demanda le capitaine français qui se trouvait avec nous.

Il dit, le visage illuminé :

— Ma femme...

Et tandis que le capitaine lui parlait, il s'efforçait bien de répondre, mais son regard s'en allait le long du ruban de rail, guetter le train. Il l'aperçut enfin. Et l'officier se tut.

Lentement le petit train électrique acheva sa montée. Et, à l'instant où il s'arrêtait, le nôtre se remit en marche. Mais nous avons vu la silhouette de la jeune femme qui se penchait sur la plate-forme et sauta la première, et le soldat qui courait à elle, et le brusque baiser, et leurs bras enlacés soudain et qui semblaient ne plus pouvoir se détacher... Aucun de nous ne dit une parole. Et le cadre des hautes montagnes vacilla une seconde devant nos yeux troublés.

Mais il y avait des internés qui supputaient tristement la dépense du voyage et du séjour et qui se taisaient, sachant qu'une telle joie leur était interdite. Dans un village de l'Oberland, un soldat pleurait et ne mangeait guère, et gardait son visage tiré, parce qu'il était trop pauvre pour faire venir sa femme et son petit. L'hôtesse, apitoyée, offrit pour eux l'hospitalité. Quelques habitans se cotisèrent. On trouva l'argent du voyage, et de quoi donner une petite somme en plus. Et le soldat radieux, transfiguré, attend son bonheur.

Désormais, la question d'argent ne sera plus un obstacle, et tous nos internés auront droit à cette joie si nécessaire, tous, hormis ceux dont les familles sont restées dans les départemens envahis. Il est déjà bien assez dur que ceux-ci soient privés... (1).

Les médecins dirigeans cherchent à occuper les internés dans la mesure de leurs forces revenues. Une bibliothèque circulante est déjà constituée. On prévoit, pour cet hiver, des conférences. Les étudians internés seront admis dans nos universités. Le médecin en chef de l'armée, le colonel Hauser,

(1) La colonie suisse de Paris vient de créer un fonds destiné à faciliter les visites des familles d'internés. Une œuvre connexe s'est fondée à Lausanne : l'œuvre du « Revoir. »

préconise la fondation de « foyers du soldat, » salles de réunions confortables et gaies, où les soldats habitant différens hôtels peuvent se rejoindre, trouvent de la lecture et des boissons non alcooliques à des prix minimes (1). On commence à employer les mieux portans qui le désirent aux travaux des champs et au jardinage. A Leysin, où l'expérience est la plus significative, parce qu'elle dure depuis plus longtemps, on a déjà installé quatre ateliers où les hommes travaillent deux heures par jour pour se distraire sans se fatiguer. L'atelier de menuiserie fabrique des jouets d'enfans sous la direction de ce lieutenant qui, en Allemagne, pour tromper sa faim de la maison, créa, avec son couteau et des boîtes de cigares, une merveilleuse maison de poupée. Les internés de Leysin ont même composé une revue qui eut un grand succès : ils envoyèrent les deux tiers de la recette aux prisonniers, et le reste fut destiné « à nos camarades suisses, belges et français. »

Les habitans de chaque hôtel forment une petite communauté où l'on partage les plaisirs et les peines. Les soldats adoptent les civils internés avec eux, souvent très malheureux, et prennent sur leur solde pour leur constituer un peu d'argent de poche. Un chef d'établissement, dans un hôtel de Spiez, a organisé pour venir en aide « à ses civils » une caisse mutuelle.

— Ceux qui reçoivent de l'argent peuvent bien donner deux sous par jour pour les camarades, me dit-il. Qu'est-ce que c'est? deux cigares de moins qu'on fume...

Ainsi la camaraderie a survécu à l'existence des tranchées et à l'existence des camps. L'entr'aide continue. Des liens nouveaux se sont formés. La générosité du troupier français reste un des traits de son caractère avec cette sentimentalité si jolie qu'il cache sous un sourire.

— Voyez, madame, ce bouquet, disait l'un d'eux en désignant un bouquet séché au-dessus de son lit, je l'ai reçu à mon arrivée... il rentrera en France avec moi...

Et je repense au mot d'un des leurs qui, voulant exprimer sa gratitude, a dit : « Les Français savent aimer. »

Nous ne les guérirons pas tous...

Un certain nombre d'hommes, diagnostiqués trop malades,

(1) Trois « foyers » sont déjà ouverts : à Leysin, à Montana, à Blonay. D'autres s'ouvriront bientôt.

ont été rapatriés comme « grands blessés » peu après leur arrivée en Suisse. Quelques-uns sont morts chez nous. Ils s'en sont allés avant d'avoir accompli la dernière étape. L'un d'eux mourut à Montreux. Et la municipalité offrit une concession perpétuelle dans son cimetière au petit soldat français qui aura désormais sa demeure parmi les nôtres à jamais.

A Leysin, par une matinée de juin, nous avons mené le deuil de deux soldats dont l'état s'était aggravé si subitement que les familles n'avaient pu arriver à temps... Dans la petite église catholique, au sommet du village, les deux cercueils, l'un à côté de l'autre, sont recouverts du drapeau tricolore. Et l'on apporte de longues palmes, des couronnes de pensées et de roses.

Cependant, des différens hôtels, des contingens de soldats sont montés : des Français, des Belges, des Anglais, et les Suisses de la clinique militaire. L'église se remplit entièrement.

La messe commençait lorsque la troupe suisse, venue de Saint-Maurice, entra silencieusement, le fusil au bras et vint se ranger contre les murailles, encadrant la nef.

Tout à coup, un cri déchira le silence. Et l'on vit entrer une vieille paysanne courbée que deux soldats conduisaient. Sans doute n'avait-elle pas voulu croire la dépêche alarmante. Et, tout à l'heure, en arrivant, elle a brutalement compris. Sa plainte déchirante amenait des larmes dans les yeux de tous ces hommes. Et les paroles du prêtre, les chants psalmodiés, la sonnette de l'élévation, les brefs commandemens militaires, les battemens des tambours voilés de crêpe nous parvenaient comme enveloppés de cette plainte affreuse que rien ne pouvait apaiser.

On emporta les cercueils. A l'instant où ils franchissaient le seuil de l'église, la fanfare militaire entonna la *Marseillaise*. Et ce fut comme si la patrie lointaine consacrait le sacrifice.

L'interminable cortège s'est formé derrière les deux corbillards couverts de fleurs. Il allait très lentement au pas rythmé d'une marche funèbre. Il suivit les longues courbes de la route, traversa le village, se déroula entre les prés tout en fleurs, et s'engagea dans la forêt. Lorsque le chemin descendait, on voyait cette houle des képis, tous ces uniformes différens, capotes bleu horizon, pantalons garance, tenue noire des prisonniers, vareuses khakis, ondulant sous les grands sapins immobiles, et l'on retrouvait le turban d'un Algérien, et les deux soldats indous, aux yeux nostalgiques et dont personne n'arrive à se

faire comprendre. Et ce cortège semblait un seul être, mesurant son pas d'un même mouvement, saisi par une pensée unique, et recueilli dans une seule tristesse.

Le lointain cimetière incliné vers la vallée du Rhône, et où cinq soldats français, déjà, reposent, se remplit de cette foule disciplinée et muette. Il y eut quelques viriles paroles, l'adieu adressé aux morts. Les soldats suisses ont tiré les salves réglementaires. Et pendant toute la cérémonie, la mère, sourde, inconsciente et désespérée, ne cessait de parler à son fils.

Des femmes en deuil s'abandonnaient à leurs pleurs. Le frère de l'autre mort sanglotait. Et à ces plaintes et à ces larmes, il me semblait entendre répondre, par milliers, d'autres cris maternels et d'autres sanglots. La douleur unanime du monde écrasa nos cœurs, emplit brusquement l'étendue. Et l'admirable paysage, soudain obscurci, ne nous apparut plus que comme le cadre insensible de tout le déchirement humain... Peu à peu les hautes cimes dressées en face de nous, la vallée où serpentait le fleuve, les forêts toutes proches, firent passer en nous l'image de la patrie. La patrie, à qui de telles souffrances sont offertes et pour qui ceux qui souffrent ne souffrent pas en vain.

Dormez donc auprès de nous votre dernier sommeil, petits soldats obscurs que nous n'avons pu sauver. Votre présence parmi nous est une chère présence. Nous vous avons vus souffrir et mourir. Et nous vous aimons davantage. Et nous les aimons davantage aussi ceux qui s'en retournent maintenant, et dont je vois les uniformes pressés sous les branches étendues de la forêt. Ils gardent dans leurs yeux l'image de cette femme courbée qui évoquait en eux la silhouette maternelle. A cet instant, la nostalgie de la patrie interdite obsède plus impérieusement leur cœur. Mais sans doute redisent-ils la parole de l'un d'eux : « C'est pour la France ! »

Et tandis que les cuivres jettent au vent les notes ardentes d'une marche triomphale, ils hâtent inconsciemment le pas ; une force nouvelle les redresse, et, par-dessus la haute barrière des montagnes, ils regardent, devant eux, l'avenir.

NOËLLE ROGER.

L'APPEL DU SOL

DERNIÈRE PARTIE (1)

VII. — LA BATAILLE CONTINUE

Les mitrailleuses allemandes ronflent comme un moteur; leurs projectiles volent en l'air en bourdonnant, ainsi qu'un essaim de pierres lancées par des frondes. Les feux de salve se succèdent : une décharge, puis une autre, puis une autre. Vaissette a l'impression d'une roue, la roue des loteries foraines, qui tournoie en flamboyant, dont chaque rayon vous aveugle. Cela dure l'espace d'une seconde. Derrière, un clairon joue encore. A présent, il sonne la charge. Brusquement, la note s'achève en un appel de cor déchirant : l'homme a eu son compte. On court encore; on voit l'éclair fulgurant qui jaillit du canon des fusils allemands. Ils sont là, à quelques mètres : on va les saisir. Il semble que la terre vacille et que la roue vous saisisse dans son tournoiement...

Le sous-lieutenant vient de s'aplatir à quelques pas de la tranchée. La souffrance de la chute le rappelle à lui.

— Pourtant, dit-il, je ne suis pas blessé.

Il n'est pas blessé, pourquoi donc est-il couché? Il est comme un naufragé qui se débat; il ne peut remuer les pieds : quelqu'un doit les tenir... C'est un réseau de fils de fer, courant au ras du sol, qui l'a jeté à terre.

Et tout le flot humain vient se briser contre l'invisible et fragile rempart. En haut aussi, il y a un réseau de fer :

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 août.

celui que tendent les balles qui se croisent. On distingue, au milieu des décharges, les commandemens des officiers prussiens. Des chasseurs arrivent au réseau. Ils culbutent. A côté de l'officier les corps s'amoncellent. Tous les hommes tombent, arrêtés par les fils tendus, arrêtés par les balles. Ils tournoient, puis jonchent le sol; on dirait les feuilles d'un arbre que saccage une bourrasque d'automne... Vaissette ne peut pas se relever. Il ne peut pas. Les feux au-dessus de lui développent un rideau de plomb : ce serait trop lourd, trop dur à crever... L'élan de la section est brisé.

De son côté, le lieutenant Lucien Fabre a suivi le mouvement de sa compagnie. Il s'agit que l'échelon avance en même temps que la vague, d'un front continu, se précipite sur la tranchée allemande. Tous les groupes, qui fourmillent par le glacis, se lèvent, se couchent, bondissent en un rythme émouvant. Le tourbillon de plomb n'arrête pas les tirailleurs qui se portent en avant. L'officier vit le drame de chaque bond avec le soldat qui le tente : il lui semble que sa décision et son enthousiasme le soutiendront. Il est là, s'offrant à l'avalanche, immobile souvent, le corps penché parfois en un effort physique, comme si, par sa poussée, il pouvait hâter l'élan de ses unités. Le geste de son bras les déploie, les éparpille, pousse dans la tempête ses soldats. Il a le sentiment d'être le semeur qui jette au vent son blé par les sillons.

Aucun groupe n'hésite ou ne faiblit. Tout à gauche, Vaissette a fait plus de progrès. A droite, au contraire, une section ralentit sa marche à la mort.

— Tu es là, Girard? demande Lucien.

— Ça va, ça va, mon lieutenant, répond placidement l'ordonnance.

Celui-là est de la race que rien n'émeut et chez qui le courage semblerait n'être plus méritoire, tant il est instinctif.

— Rampe jusqu'au sergent Batisti : ses hommes s'endorment entre leurs bonds. Dis-lui de les enlever et de n'avoir d'yeux que pour moi et pour l'ennemi. Dépêche-toi. Ne te fais pas tuer : il faut que l'ordre arrive.

Et Lucien surveille de nouveau tous ses chasseurs, qui avancent irrésistiblement. De mètre en mètre, ils se suivent, couvrant les champs et les labours. Leurs dos, qui se soulèvent et s'abaissent, paraissent le moutonnement des vagues de la mer.

C'est alors qu'éclate la fanfare.

Toutes les *Marseillaises* se répondent, s'enflent, s'atténuent, retentissent, se perdent dans le grondement des balles, le hurlement des obus qui passent, les explosions, les cris des hommes qui chargent. Fabre ne raisonne plus. L'ivresse l'a saisi, lui aussi. Il éprouve en lui l'émotion de toute la compagnie qui se précipite : un souffle sacré a passé sur elle. Il se sent l'âme de cette marée vivante. Il saute, il bondit, il clame :

— En avant!... En avant!... En avant!...

C'est lui qui a déchaîné la rafale d'hommes qui souffle par derrière...

— En avant!

Il se sent porté par des ailes. On marche sur du fer, tout le sol est criblé d'obus. Les explosifs s'enfoncent. Une gerbe de pierres jaillit. On se croirait entouré de ces geysers d'Islande qui naissent sous vos pas.

— En avant! hurle encore Fabre.

Et voici qu'il est précipité sur l'herbe... Lui aussi, les fils tendus entre les piquets l'emprisonnent. Des hommes sautent, le dépassent, font quelques pas, s'enchevêtrent, vacillent, puis restent étendus... Lui, il se relève, pour crier encore... En une seconde, tout l'aspect du paysage infernal a changé. On ne voit plus un homme. Toute la plaine semble déserte. Il y a un instant, c'était un fourmillement d'uniformes ondulant sous la pluie d'acier et de soleil; maintenant, c'est le vide et l'immobilité. Toutes les compagnies, tous les bataillons sont venus s'échouer contre le réseau.

Un grand sanglot monte à la gorge de Lucien, le secoue. Il clame sa douleur dans le crépitement des feux. Il voit, en un éclair, le champ vainement parsemé de morts, de ses morts. Tout à coup, il s'effondre comme une masse. Il murmure :

— Ce n'est rien... ce n'est rien...

C'est comme si on lui avait asséné un coup formidable. Il ne sait pas bien où. Il répète :

— Ce n'est rien... Ce n'est rien.

Girard est à côté de lui. D'où sort-il? C'est à n'y rien comprendre. Aussi, tout se brouille. Puis, on dirait que le soleil se cache. Girard dit :

— Je suis là, mon lieutenant... Je suis là.

Et comme il fait mine de se porter au secours de son officier, Lucien prévient son mouvement :

— Reste tranquille. Ce n'est rien. C'est au bras.

Un silence entre les deux hommes. La fusillade est moins nourrie. Les ordres rauques des officiers prussiens déchirent les oreilles. Fabre appelle :

— Girard...

— Mon lieutenant? répond l'ordonnance.

— Soulève-toi sur les poignets. Regarde la compagnie.

Doucement, lentement, Girard se soulève. Une balle siffle. Il s'aplatit à nouveau.

— On ne la voit plus... Ils sont tous couchés... combien sont morts?... Il y en a qui se replient vers le ravin.

Fabre est atterré.

Un silence encore. Puis, il appelle de nouveau :

— Girard...

— Mon lieutenant?

— Alors... la France est fichue!

Puis, il reste étendu, sans parole. Plus de douleur physique, plus d'angoisse morale. Il est sûr que la mort va venir, il l'attend. La fusillade a cessé, il n'y a que les obus qui ronflent en passant. Les cris d'agonie déchirent les oreilles : tout un peuple de soldats crie sa souffrance. Les deux vagues d'assaut, couchées dans la trame d'acier, exhalent leur plainte. Les compagnies parsèment le gazon, comme de sanglantes céréales fauchées. Toute la plaine gémit.

— Girard, dit Fabre, il nous faut partir d'ici. Ils n'auraient qu'à sortir de leur tranchée pour nous prendre.

Partir, ce n'est pas facile ; il faut ramper jusqu'au ravin : et les voilà qui se glissent par les sillons, se traînant sur le sol. Girard est d'une rare habileté; il ne prend pas le temps de souffler : il avance comme un reptile, tirant de mètre en mètre Lucien dont le bras saigne et que la fièvre étreint. Au bout de quelques minutes, on rencontre Servajac; il s'en retourne aussi vers la ligne de départ; il s'est attardé à panser les camarades, bondissant d'un corps à l'autre, donnant à boire, bandant la plaie, soupirant quand c'est un cadavre qu'il a retourné.

— Le lieutenant Vaissette a pu regagner notre ligne, dit Servajac. Il n'est pas touché.

— Si on traînait l'officier, dit Girard.

Et les deux hommes d'avancer avec leur fardeau qu'ils soutiennent d'un commun effort. Il n'y a plus qu'une centaine de mètres à franchir. A présent, on est loin de l'ennemi : celui-ci ne tire même plus sur les isolés qui s'échappent. Fabre et les deux hommes se lèvent et, en courant, atteignent le ruisseau encaissé. Lucien n'était pas arrivé que Vaissette se précipitait sur lui. Ils s'embrassèrent.

— C'est grave? demanda le sous-lieutenant en désignant le bras qui ensanglantait la vareuse.

— J'espère que non, fit Lucien.

— Moi, je n'ai rien, reprit Vaissette.

Il se sentait gêné de sortir indemne de la tourmente, il croyait avoir besoin de se justifier.

— Je suis pourtant, dit-il, resté jusqu'au bout en tête de la section. Le capitaine de Quéré lui non plus n'est pas touché. D'Aubres est tué.

De Quéré arrivait. Vaissette et l'ordonnance avaient déchiré la vareuse de Fabre et la chemise : les chairs apparaissaient bleuâtres, meurtries et sanglantes. Le capitaine ordonna au jeune homme de se rendre au poste de secours, l'y fit conduire par Girard.

— Nous irons vous voir plus tard. Ici, il nous faut organiser notre résistance.

Du reste, Lucien se laissait faire docilement; il voyait trouble; il n'avait plus qu'une impression vague de ce qu'on lui disait, de ce qui se passait autour de lui. Il partit lentement, soutenu par son ordonnance; ses hommes le suivaient des yeux, avaient envie de pleurer : Vaissette était bouleversé.

— A l'œuvre, Vaissette! dit de Quéré. L'heure n'est pas de songer aux blessés ou aux morts. Il faut vaincre.

Vaissette regarda le capitaine. Il se demanda si celui-ci n'était pas devenu fou.

— Vaincre? répéta-t-il seulement.

— Eh bien! vous n'allez pas vous imaginer que la bataille est finie, reprit de Quéré. Nous sommes encore vivans, ce me semble. Ce n'est pas un reproche à votre bravoure, c'est un simple rappel à notre devoir.

Mais Vaissette n'en croyait pas ses oreilles. Il demeurait stupide et ne savait que répondre. Eh quoi? La compagnie décimée, les plaintes des mourans qui arrivaient jusqu'à eux,

l'échec de l'attaque, les bataillons massacrés, la blessure de son ami, l'horreur de cette journée d'enfer, tout cela ne suffisait pas... Le capitaine poursuivit :

— Dépêchons-nous. Vous prenez le commandement de la quatrième compagnie. Nous avons une rude chance que les Prussiens n'aient pas tenté de contre-attaquer : ils nous balayaient! Reformez vos sections comme vous le pourrez. Le soleil est encore haut; il est à peine quatre heures du soir : peut-être donnerons-nous encore l'assaut. Je vais, moi aussi, refaire mes unités.

De Quéré s'éloigna tranquillement.

« Un nouvel assaut? » songeait Vaissette. Il rallia les chasseurs qui, un à un, rejoignaient ce qui restait de la compagnie. Le sergent Batisti réveillait les hommes hébétés; Pluchard, hors de lui, commentait toutes les phases de l'attaque, annonçait une offensive de l'ennemi : il restait en tout une quarantaine de soldats.

— Ne les laissez pas inoccupés, dit l'officier au sergent. Faites leur gratter la terre. Deux sentinelles suffisent : les autres creuseront une tranchée. C'est plus prudent et ce sera le seul moyen de les reprendre.

Il faisait une chaleur lourde; des nuages s'amoncelaient lentement; les artilleries continuaient à tonner. Avec leurs courtes pelles, leurs bêches, les hommes se mirent à l'ouvrage; ils secouaient ainsi leur abattement; ils renaissaient à la vie : ils sentaient qu'ils avaient faim!

— Ce n'est rien de mourir, dit Angielli; mais c'est dur de ne pas manger.

— Et les camarades qui y sont restés, est-ce qu'ils mangent? demanda le caporal Gros.

— C'est malheureux que tu sois si bête, fit Angielli. Je disais cela, histoire de blaguer. Et voilà que tu parles des morts. Laisse-les où ils sont et attends ton tour.

Un agent de liaison apporta un ordre du commandant : il fallait se cramponner au terrain, repousser coûte que coûte toute attaque; plus tard, on prendrait l'initiative d'un nouvel assaut.

« De Quéré avait raison, » pensa Vaissette.

Il alla retrouver le capitaine qui, lui aussi, aménageait ses positions. Il était allé voir le chef de bataillon.

— Eh bien! qu'est-ce que vous dites de tout cela? deman-

dait de Quéré. Je suis allé me plaindre! Nous ne donnerons l'assaut que quand nos obus nous précéderont pour démolir le réseau. Ce sera sans doute pour demain matin, à l'aube... Avez-vous du pain?

Vaissette n'en n'avait pas; mais il lui restait dans son sac une boîte de sardines; Quéré avait encore du chocolat. La nuit tombait. Ils dînèrent : du poisson huileux, des tablettes sucrées et pas de pain. Par moment, des blessés criaient.

— Dans cette obscurité, je ne suis pas tranquille, déclara le lieutenant : je vais rejoindre mes hommes.

— Passez une bonne nuit, lui souhaita le capitaine. Demain sera le grand jour. Je remercie Dieu de m'avoir conservé vivant pour le voir.

Vaissette n'était pas en humeur de bavarder. Ce qu'il sentait en lui, ce n'était pas l'espérance, mais une volonté de lutter jusqu'à la mort, une exaltation de sa conscience qui lui donnait la soif du sacrifice total.

Les chasseurs n'avaient pas fait grand travail; ils avaient remué peu de terre :

— Nous ne sommes pas, dit Vaissette, un peuple de terrassiers.

Il se représenta les camps romains, leurs fossés creusés chaque soir par les légionnaires. Et il compara dans son esprit les luttes qu'avait livrées sa compagnie à celles que livraient les cohortes.

A présent, une ombre impénétrable régnait. Les chasseurs étaient épuisés. Leurs yeux battus ou fiévreux disaient leur gloire et leur misère. Ils ne se parlaient pas. La tristesse de la nuit s'insinuait en eux. Vaissette voulut leur parler pour les distraire, pour leur faire sentir sa tendresse. Il était fier de commander aux débris mutilés de cette troupe qui était entrée en campagne sous les ordres du capitaine Nicolaï.

— Tu ne m'as pas l'air gai, dit-il à Angielli.

Le chasseur ne répondit que par un geste de lassitude.

Gros expliqua :

— Ce n'est pas qu'on soit découragé, mais on a faim.

Ils avaient faim : c'était une des causes de leur abattement. L'autre était l'impression de leur échec. Certes, ils n'oubliaient pas les vides qui s'étaient faits dans leurs rangs : Servajac n'avait plus la compagnie muette de Diribarne, Bégou

et Rousset et tant d'autres n'étaient plus au milieu d'eux. Mais cela, c'était le sort de la guerre. On était là pour mourir, pour voir mourir les autres. Tout à l'heure, on marcherait encore à l'ennemi; il y aurait un nouveau lot de victimes, une nouvelle hétacombe : contre cela non plus il n'y avait rien à dire. On irait au-devant du sacrifice sans protester, sans réfléchir, simplement. Tous ces hommes, maintenant abattus, supposez-leur les mêmes pertes parmi eux, devant eux la perspective des mêmes dangers, ils seraient joyeux et remplis d'allégresse, si les vivres avaient pu parvenir, si l'on avait pu pénétrer dans la tranchée allemande... Mais ils avaient cédé du terrain, mais ils avaient faim.

Une illumination intérieure éclaira Vaissette. Il commençait à comprendre les raisons de son dévouement, et celles aussi qui expliquaient l'abnégation de ses soldats. Tous, ils avaient perdu leur individualité : ils n'étaient plus qu'une cellule de la nation. Ils étaient une partie du sol, comme les hêtres de la forêt voisine et comme l'eau qui courait dans le vallon. La patrie entière, ses guérets et ses champs, ses forêts et ses villes, la patrie voulait vivre, et ses fils la défendaient. Ils obéissaient moins à l'appel de leur conscience, aux argumens de leur amour et de leur raison qu'à la voix de cette terre qui leur avait servi de berceau et leur servirait de sépulture. Ils étaient un peu de la France comme sa glèbe et comme ses moissons. Aux fleuves de couler indéfiniment comme l'histoire d'un peuple, aux arbres de développer à chaque printemps leur frondaison nouvelle, aux générations qui se suivent d'être les gardiennes sacrées de la Patrie...

Le vent s'était levé : il chassait les nuages, qui formaient dans le ciel une cavalcade magnifique. Leur passage voilait la lune, projetait des ombres mouvantes et mystérieuses sur le glacis. Les buissons s'animaient. Des ennemis s'avançaient dans les ténèbres; on distinguait leur ligne : des coups de feu partaient qui se perdaient dans le silence. Par momens, une rafale passait, secouait les arbres et sifflait dans les taillis : les feuilles qui tombaient annonçaient l'automne. Enveloppés dans leur pèlerine, immobiles et glacés, les chasseurs avaient l'air de spectres. L'épouvante de la nuit leur dilatait les yeux. La chose la plus horrible était les sanglots des blessés : quand on a entendu ces longs appels douloureux, ces plaintes enfan-

tines, ces gémissemens étouffés, et ces brusques cris d'agonie ou de souffrance, il semble qu'on ait pénétré jusqu'aux limites de l'angoisse et de la douleur.

Le capitaine de Quéré vint trouver Vaissette :

— Ils n'attaquent pas, dit-il. Tant mieux. C'est nous qui allons recommencer l'assaut. Voici les ordres que je viens de recevoir.

Il les commenta. C'était simple. Avant le lever du jour, l'artillerie arroserait les tranchées ennemies et leurs abords, repérés la veille au prix de tant de sang. En même temps, on avancerait, et l'on tâcherait de pénétrer dans Laumont.

— Dans quelques instans, annonça de Quéré, le restant du bataillon va venir nous renforcer. A nous deux, nous formerons une compagnie.

— Tout à l'heure, avoua Vaissette, j'ai eu pour ces hommes une telle pitié qu'il m'a semblé barbare de les précipiter de nouveau dans le brasier. Mais j'ai bien senti qu'il le faut, qu'ils sont ici pour cela, qu'ils sont les instrumens involontaires de la volonté nationale.

Il poursuivit :

— J'ai rêvé d'un monde où les frontières seraient abolies ; et j'espère encore que le soleil luira un jour sur des générations qui ne connaîtront plus les guerres. J'avais une religion, celle de l'humanité. Cette religion s'est fondue dans mon culte pour la Patrie. J'obéis à un instinct... Nos humbles soldats ne le savent pas : c'est ce qui fait d'eux des héros inconsciens. Nous autres, nous le savons : la puissance du sol s'est faite chair en nous.

— C'est vrai, murmura le capitaine. Nous ne faisons qu'obéir à une volonté toute-puissante qui se communique à nous. Elle naît des entrailles du sol où nous sommes enracinés et nous sommes ses instrumens.

— Mon capitaine, reprit gravement le sous-lieutenant, l'autre soir nous avons eu tort. Nous avons dit que nous n'aimions pas la France pour des raisons pareilles, mais que nous l'aimions pareillement. Nous nous sommes trompés. Vous ne sauriez m'empêcher de me battre pour toute la France, celle du passé, dont je ne renie aucune folie ni aucune faiblesse, et celle de l'avenir que nous préparons. Et ma fierté est que vous vous battiez pour la même France : si loin que nous soyons

l'un de l'autre et que nous demeurions, c'est pour un idéal identique, mon capitaine, que tout à l'heure votre sang et le mien abreuveront ce beau sol français.

Il dit. Et les deux officiers restèrent longuement plongés dans leur rêverie.

La pluie avait cessé de tomber. La nuit prenait cette obscurité plus profonde et l'air vibrait à ces souffles plus froids qui annoncent l'approche de l'aurore. On entendait des pas étouffés descendre du bois. C'étaient les autres compagnies du 36e qui venaient prendre leurs positions d'attaque. Vaissette fit serrer ses hommes vers ceux du capitaine de Quéré. La section de mitrailleuses vint s'installer auprès d'eux. Le chef de bataillon appela les officiers : on attaquerait dans une heure, aucune manœuvre à effectuer, chaque commandant de compagnie n'avait qu'à marcher droit sur l'objectif, la tranchée allemande.

Trois fusées jaillirent du village, montèrent vers le ciel, éclatèrent. On suivait des yeux leur sillage jaune, et leur lumière éclaira le paysage. L'ennemi voulait s'assurer que les pentes de la falaise étaient vides. Comme si elles eussent attendu ce signal, nos batteries entrèrent en action. Le labeur sanglant de la journée recommençait.

— La guerre, c'est se battre tout le temps, déclara Pluchard.

— Et alors? dit Angielli. On n'est pas ici pour s'amuser.

— C'est égal, affirma Pluchard, je ne croyais pas qu'on se battrait si souvent.

Et c'était bien l'impression de tous les hommes. Ils savaient depuis un mois que la guerre était une chose pénible et dure. Ils ne savaient pas encore qu'elle fût si fatigante et si longue. Ils ne se représentaient pas le temps qu'ils auraient à passer sous les armes, le fil des jours de servitude apportant chacun sa peine et son lot de dangers. Mais ils éprouvaient la fréquence des attaques, la répétition des assauts avec leurs périls. Ils n'avaient ni plainte, ni révolte; mais ils ressentaient une immense fatigue du corps et de l'esprit.

— Cette fois-ci, les artilleurs nous facilitent le travail, fit le caporal Gros.

En effet, régulièrement, de minute en minute, passait un vol d'obus qui éclataient là-bas sur les défenses ennemies. L'explosion illuminait le trou creusé, comme le cratère d'un volcan, d'où jaillissaient des pierres, de la terre, des matériaux fulgurans.

On n'eut pas le loisir de contempler longtemps ce spectacle : l'ordre d'avancer venait de parvenir. Le sous-lieutenant Vaissette s'élançait sur la pente, suivi des débris de sa compagnie. Mais on ne put franchir un large espace : des fusées avaient dénoncé la manœuvre, et les Allemands arrosaient tout le terrain de mitraille. De nouveau, il fallut se coucher dans le champ, procéder par bonds. Tragique rappel : les chasseurs refaisaient le chemin qu'ils avaient fait la veille, au cours de leur avance et au cours de leur retraite. On reconnaissait telle motte de terre, qui avait servi d'abri, tel trou d'obus où l'on s'était caché. On dépassait les mêmes betteraves et les mêmes sillons. Par momens on rencontrait un blessé qui râlait depuis le matin précédent ou le cadavre déchiqueté d'un camarade. On retrouva le corps de Rousset. Angielli dut enjamber un mort : c'était Bégou. Cependant les obus pleuvaient. Ils ébranlaient l'air. On se serait cru entouré de murs qui craquaient.

Vaissette et de Quéré avaient pris un parti : ils ne s'allongeaient plus. C'était le seul moyen de ne pas semer de traînards. Ils couraient tantôt en tête de la ligne des tirailleurs, tantôt derrière. Ils étaient de nouveau remplis de confiance : on retrouve tout son équilibre sous le feu. Une sonnerie de clairon dans le ravin venait de les avertir que la seconde vague d'assaut s'engageait à son tour sur le glacis. Ils sentaient derrière eux une masse sur laquelle s'appuyer pour ne pas fléchir. A mesure qu'on avançait, les hommes reprenaient plus d'assurance. Un énervement les secouait, le désir d'en finir, de venger l'échec de la veille, de se trouver en contact avec les casques à pointe et les manteaux gris. Ils frémissaient du désir de vaincre. La bravoure de Vaissette se communiquait à tous ses subordonnés.

A présent, on approchait du réseau. Au commandement de l'officier on se levait, on se couchait, on avançait sous la protection des rafales puissantes d'artillerie. Le sergent Batisti, avec une poignée d'hommes, avait parcouru d'un seul élan une centaine de mètres. Pluchard s'était abattu comme une masse, le ventre ouvert par un éclat d'obus ; mais le groupe de braves était arrivé aux abords des tranchées dans lesquelles tombaient nos projectiles : à la lueur des explosions et des fusées, on voyait leurs uniformes allongés côte à côte. Cette vue fit passer sur la compagnie un vent de frénésie. Angielli se précipitait à son tour, entraînant un autre groupe. Vaissette hurlait :

— En avant!... En avant!

Il agitait ses deux bras en des gestes désordonnés que rendaient fantastiques les lueurs du champ de bataille. A l'Orient, une traînée rouge faisait pressentir le lever du jour. Toute la compagnie, ébranlée par le mouvement, se précipitait comme une trombe, provoquant le déclenchement de tout l'échelon. On était arrivé près du réseau; mais on ne pouvait plus avancer : nos obus déferlaient encore. On restait étendu sur le sol remué comme par un tremblement de terre. Il y eut quelques minutes d'attente. L'obscurité blanchissait.

Vaissette haussa le buste et cria pour être entendu de ceux qui l'entouraient :

— Vous aller venger le lieutenant Fabre et le capitaine Nicolaï... Faites passer.

Les hommes répétèrent, comme s'il s'agissait d'un ordre.

— Je suis là! cria Girard.

C'était l'ordonnance de Lucien. On ne savait comment il se trouvait avec la compagnie, mais il était à son poste. On distinguait à présent les camarades les plus proches. Puis, il sembla que les ténèbres avaient disparu, qu'il ne restait plus que du brouillard. Le jour se levait.

— L'aurore, dit le capitaine de Quéré, voici l'aurore!

Il avait prononcé ces mots d'un ton de voix mystique.

Brusquement la canonnade cessa. Au fond du ravin, le commandant faisait sonner un air de chasse sur un cor. C'était le signal.

Vaissette se leva, pâle, ivre d'émotion. Les balles sifflèrent autour de lui. Les mitrailleuses allemandes entrèrent en action. Toute la compagnie était debout, galopait sur le sol fouaillé par les obus, piétinait le réseau défoncé. A droite, à gauche, les compagnies avaient surgi d'un seul mouvement. Toute la ligne, baïonnette basse, se précipitait. Derrière, la seconde vague volait par le glacis en hurlant.

La voix de Vaissette put dominer encore :

— Vive la France!

Et la quatrième compagnie fonça sur la tranchée allemande.

. . . . . .

Le soleil avait surgi tout à coup des brumes : un magnifique soleil rouge, comme il dut briller à Austerlitz, et à la

Moskowa. Le village de Laumont flambait. On marchait sur des cadavres. De la crête, le capitaine de Quéré suivait avec son télémètre les bataillons prussiens enfoncés qui traversaient en désordre la rivière, se retiraient vers le Nord. On n'entendait presque plus de bruit. Seule une batterie, qui venait de se mettre en position, apportait le trouble parmi les fuyards. Très haut, un avion français étincelait dans la lumière. Le capitaine avait la tête bandée, car il avait reçu une blessure légère. Il remit son télémètre dans l'étui, et se pencha vers Vaissette, qui était assis à côté de lui, sur le mur démoli d'un verger. Puis, levant les yeux vers le grand ciel de clarté :

— Mon Dieu, dit-il, je vous rends grâces.

Tout le corps secoué, Vaissette sanglotait éperdument.

VIII. — DANS LA TRANCHÉE

Le lieutenant Vaissette expliqua à ses hommes :

— Quand la nuit sera venue, nous sortirons de la tranchée. Il nous faut creuser un fossé à deux cents mètres en avant. Nous sommes trop loin de l'ennemi pour la grande offensive. La troisième compagnie prendra position devant nous, pour nous protéger contre une attaque éventuelle.

Vaissette était heureux. Il avait reçu le matin même une lettre de Lucien Fabre lui confirmant sa guérison définitive et son prochain retour du dépôt au front. Justement on reformait le bataillon en vue de l'attaque générale, annoncée pour le printemps. De Quéré venait de recevoir à sa compagnie un officier, le sous-lieutenant Richard. Serres, qui était revenu et avait commandé la quatrième pendant l'hiver, avait pris le commandement d'un bataillon. Vaissette était seul à la compagnie : on la donnerait, sans aucun doute, à Lucien. Ainsi ils achèveraient ensemble la campagne commencée en Lorraine.

— Il ne manquera que Nicolaï, dit-il. En revanche, nous aurons de Quéré.

Le soir tombait sur les immenses plaines de Flandre. C'était un soir magnifique et doux, la fin radieuse d'une journée de printemps. Le crépuscule s'attardait encore parmi les herbes aussi hautes que les réseaux de fils de fer ; leur vert tendre et coloré se parait de fleurs champêtres et surtout de coquelicots. On eût dit des taches de sang sur le tapis de gazon.

La nuit vint et sa tiédeur. C'était une détente du sol et des âmes. Une paix profonde et nostalgique se déroulait sur le paysage.

— Les blés doivent commencer à être hauts, dit Servajac.

Car il associait toujours les incidens du temps et de la saison aux travaux de la terre.

Les tirailleurs du capitaine de Quéré s'étaient dispersés dans le champ : la complicité de l'ombre les cachait. On n'entendait aucun bruit. Dans le ciel, où se conservait la lumière du jour, les astres ne brillaient pas encore; seule, l'étoile du berger semblait vivre et respirer : les chasseurs fixaient sur elle des regards de mélancolie. Ils étaient allongés parmi les plantes sauvages, qui avaient pris possession des champs abandonnés par l'homme, et parmi les betteraves montées, dont les tiges formaient des clochettes, avec un parfum de sucre et de miel. Vaissette fit avancer sa compagnie. On se mit à l'ouvrage. Un long fossé à creuser, qui sera la nouvelle tranchée. L'ennemi était à cent mètres; il ne tirait pas; ce silence même était impressionnant. Les hommes éprouvaient une angoisse plus grande peut-être à manier la pelle et la pioche, à accomplir en somme les rites coutumiers de leur labeur, à répéter les mouvemens familiers de leur vie, ici, au contact de l'ennemi, qu'à répondre, fusil en main, à une fusillade ou à arrêter une offensive.

Que faisaient les Allemands? Vaissette passait par des transes terribles. Il y avait bien, quelques mètres en avant, les tirailleurs de la troisième. Mais ils pouvaient être bousculés; et les Prussiens seraient sur lui avant qu'il ait eu le temps de souffler. Il essayait de percer la nuit : elle gardait tout son mystère, on n'y voyait pas à deux mètres devant soi. Par momens, il faisait quelques pas en avant jusqu'aux tirailleurs. Rien ne bougeait. Il aurait voulu aller jusqu'à la ligne allemande, pour se rendre compte : mais il eût été fusillé par les nôtres, en revenant. Puis il retournait auprès de ses hommes qui creusaient la terre. Les uns s'étaient hâtés, gardant leur vareuse, leur fusil sur l'épaule, de faire un trou afin d'être à l'abri. D'autres n'avaient pas avancé, car ils étaient restés couchés sur le sol. Il aurait fallu être partout en même temps; il fallait surtout avoir la patience d'attendre, de laisser s'écouler la nuit, tandis que se continuait le travail.

Vaissette prit un parti. Il se coucha sur le dos et regarda la nuit. Le ciel ne lui avait jamais paru revêtir une pareille sérénité.

— Combien de ces hommes, songea-t-il, creusent, sans le savoir, la tranchée qui leur servira de tombeau ! Ces terrassiers sont leurs propres fossoyeurs. Quel poète dira la beauté de leur geste ? Leur labeur n'est-il pas un symbole du pauvre travail de l'humanité ?

Il ajouta :

— L'humanité se suicide et construit sa tombe.

Cependant, les travailleurs avaient accompli leur besogne. Le fossé était assez vaste pour qu'on pût s'y abriter, et l'aurore s'annonçait. Le capitaine de Quéré fit rentrer ses chasseurs, cependant que Vaissette faisait poursuivre le terrassement. On fouillait la terre, on la rejetait pour former le parapet. Le boyau devenait assez profond pour qu'on fût défilé, tout en permettant un tir facile, assez large pour qu'on y circulât, tout en n'offrant pas aux obus ennemis un trop large champ d'éclatement.

Ce furent de dures journées pour Vaissette. Il était tout à fait isolé, coupé d'avec le bataillon, seul dans sa ligne avancée. On ne pouvait le ravitailler qu'à la nuit. Sans arrêt, ses chasseurs allongeaient l'excavation. Enfin, on put construire un boyau perpendiculaire qui la reliait aux autres tranchées. La nuit suivante fut consacrée à l'organisation du parapet et des abatis, puis, en avant, du réseau. Les sentinelles allemandes étaient à quelques mètres. Servajac, Angielli, le sergent Batisti et l'officier tapaient sur les piquets pour les ficher dans le sol. On les avait entourés, afin d'amortir les coups, de lambeaux de drap découpés dans les pèlerines et les vareuses des morts. Entre les piquets, on tendait le fil de fer. Et les chasseurs, que l'angoisse n'avait pas quittés durant ce travail, tels des marins trop exposés sur la proue aux fureurs des lames, sentaient l'assurance leur revenir à mesure que le réseau étendait sa trahison tutélaire.

La vie reprit alors son cours monotone. On améliora la nouvelle tranchée. Puis on en creusa une seconde, à quelques mètres en arrière, où chacun eut son coin, son abri, sa maison. On donna des noms aux boyaux, de plus en plus nombreux : il y eut le boyau de la Cannebière, en l'honneur d'Angielli ; le boyau d'Horace, baptisé par Vaissette ; le boyau Nicolaï, en souvenir du capitaine.

Le jour, on dormait. Les hommes jouaient aux cartes et fumaient longuement, sans mot dire. Ils fourbissaient leurs armes, ils écrivaient chez eux, ils sommeillaient. Les grandes distractions étaient un bombardement inoffensif ou le passage des avions. On suivait leurs évolutions en tâchant de reconnaître sous les ailes lumineuses la cocarde tricolore ou la croix noire : on faisait des paris quand les petits flocons de fumée légère, lancés par les canons, les encadraient. Vaissette établissait des rapports, des croquis, des situations, accumulait paperasses et notes pour le chef de bataillon et l'état-major.

La nuit ne manquait pas d'apporter avec elle ses terreurs : le jeune officier ne s'y habituait point, après plusieurs mois de campagne. La guerre était devenue pour lui une chose infiniment plus simple, et plus parfaitement dénuée de tout appareil philosophique que par le passé : elle consistait uniquement à tenir, à tenir coûte que coûte, à tenir contre tout bombardement, à tenir contre toute attaque, à tenir en s'incrustant au sol, à tenir jusqu'à la mort ce pauvre fossé confié à sa garde. C'était cela et ce n'était pas autre chose.

Dès la tombée du crépuscule, cette idée fixe s'installait en son cerveau et le dominait jusqu'aux lueurs de l'aurore. Il épiait les bruits de la nuit. C'étaient les bruissemens de l'herbe, de lointaines chansons, le va-et-vient des hommes de ravitaillement dans les boyaux, une brusque fusillade, une canonnade subite. Il n'osait pas dormir. Seul dans son poste, où l'eau pénétrait, il ne pouvait tenir en place. Il parcourait la tranchée, allait voir les veilleurs derrière les créneaux, s'avançait dans un poste d'écoute qui s'enfonçait vers la ligne allemande.

Puis la pluie se mit à ruisseler des jours durant sans se lasser. Ce fut un long, un intolérable ennui. L'eau transperçait les vêtemens, on vivait dans l'humidité qui imprégnait la peau, les muscles. On était découragé, tant on se sentait impuissant contre l'hostilité des élémens. La boue monta au-dessus des chevilles. Par endroits, elle vous enlizait jusqu'aux genoux. La terre suintait : elle avait des sueurs de sang jaunâtre. On creusa des trous d'écoulement, des puisards. Inutile : la pluie continuait et l'eau montait dans la tranchée, s'insinuant dans les abris, gagnant de boyau en boyau toutes les lignes. Elle coulait d'une parallèle d'attaque, qui paraissait une source et

bientôt un ruisseau, charriant des sacs, des poutres, des cadavres décomposés que l'eau déterrait. Le brouillard, à présent, prolongeait la nuit. Il semblait que revînt l'automne et que se continuât sans interruption l'obscurité avec ses émotions. La pluie fine et la brume noyaient toute clarté, on ne voyait pas au delà du réseau. En même temps, les artilleries devenaient plus actives. Les gros obus passaient continuellement dans l'air, sans vous laisser une minute de tranquillité. Les ravitaillemens se faisaient avec peine : on ne pouvait circuler dans les boyaux ; leur boue emprisonnait les pieds, collait aux semelles, étreignait les cuisiniers qui arrivaient couverts d'une cuirasse de terre, ruisselans, apportant des soupes immangeables. Les heures semblaient des années, et elles passaient pourtant. On grelottait. On était assis sur un marchepied de terre glaise, les pieds dans l'épais liquide du fossé. On s'abritait avec une couverture aussi mouillée que les vêtemens. Que faire ? Quelques pas pour se distraire, regarder le brouillard nocturne, et c'est tout.

Sous le ruissellement continu, les plus bavards se taisent. C'est, dans la tranchée, le silence des cimetières sous la pluie. Les hommes courbent la tête docilement sous le bombardement et sous l'averse, les pieds gelés, le dos rond. Pas de révolte, pas de murmures. On dirait qu'ils se sont faits à cette vie. Ils subissent sans s'étonner la chute torrentielle de l'eau comme le déroulement des événemens qui les dépassent. Ils n'ont plus de volonté, ils n'ont plus de désir. Ils se courbent sous le joug, comme une paire de bœufs domestiques. Ils ne réfléchissent pas, ils acceptent cette existence : soupirent-ils même après le changement ?

— Je vous dis que la patrie a fait ce miracle, affirme le capitaine de Quéré. Elle les a façonnés aux exigences de cette guerre.

Vaissette, au fond, est du même avis ; il approuve :

— Ils sont résignés, prêts à tout.

... Le vent avait soufflé si fort, cette nuit-là, qu'il avait balayé, comme des feuilles mortes dans une allée, les brumes et tous les nuages du ciel. Les étoiles resplendirent. Au matin, le soleil se leva. La veille, deux compagnies du 36e bataillon avaient donné l'assaut contre un ouvrage ennemi, démoli par nos pièces, et dont le saillant, armé de mitrailleuses, menaçait nos lignes.

Des morts étaient étendus entre les tranchées. Par-dessus le parapet, entre les créneaux, on les voyait couchés, et les rayons roses de l'aurore baignaient leurs uniformes sanglans. On ne tirait plus. Spectacle d'une tristesse infinie que celui de ces cadavres arrosés de lumière par les premiers feux du jour!

— Voilà, songea Vaissette, la triste végétation de cette plaine.

Et l'explosion subite de la chaleur et de la clarté printanière ne parvenaient pas à lui rendre le cœur plus léger.

Mais soudain il y eut un bruissement d'ailes, des cris enivrés d'oiseaux. C'étaient des alouettes qui se levaient de derrière les cadavres et s'élançaient vers l'azur limpide. Le champ mortuaire abritait encore des oiseaux. Le cimetière restait malgré tout une prairie. Et du regard, Vaissette suivait, pensif, le vol des alouettes dans la lumière...

IX. — AU CANTONNEMENT

La relève avait eu lieu un peu après deux heures du matin. La compagnie sortait des boyaux qui formaient un labyrinthe, une véritable cité souterraine dont les rues se croisaient, se ramifiaient à l'infini. Les chasseurs allaient aussi vite que le leur permettait la glaise qui retenait les pieds au sol : ils avaient hâte de quitter la tranchée maudite, une hâte telle que la peur s'emparait d'eux comme une réaction contre un mois de soumission héroïque, une peur irréfléchie, soudaine. Ils dormaient pourtant à moitié, l'esprit alourdi comme le corps. Ils allaient dans la nuit, que troublaient à peine le bruit de leurs pas dans l'eau, des jurons étouffés, les vibrations des objets d'équipement ou des baïonnettes se heurtant.

On déboucha sur une chaussée au moment où la nuit s'évanouissait : une large route que bordaient des troncs d'arbres abattus par les obus. Ces arbres décapités n'étaient plus que des poteaux de hauteur différente qui supportaient les innombrables fils télégraphiques reliant entre eux tous les états-majors. La triste chaussée était pavée. Les chasseurs faisaient claquer leurs souliers sur ce sol résistant, qui ne cédait pas sous les pieds : c'était pour eux une inexprimable sensation de sécurité. Mais leurs regards se perdaient à l'horizon tout plat, sans la moindre élévation, parmi ces éternels champs de betteraves

ou de blé. Ils s'étonnaient de ne pas rencontrer les cimes qui couronnent leurs paysages familiers. Cela les troublait, les rendait muets, leur donnait l'impression d'être des épaves perdues, ballottées sur une mer qu'ils ne connaissaient pas.

La colonne avançait pesamment. Angielli plaisantait les troupes qu'on croisait : des fantassins se rendant aux tranchées. Il apostrophait les artilleurs qui conduisaient leurs pièces, les conducteurs de voitures de ravitaillement. Le défilé se continuait sans fin. On rencontrait des uniformes de toutes les couleurs, de toutes les coupes : les races de cinq continens semblaient s'être donné rendez-vous sur la chaussée flamande. C'étaient des canonniers avec leurs batteries légères ou lourdes, des sections d'auto-canons, des dragons escortant des prisonniers lamentables, des tirailleurs marocains, des marins, un régiment d'Hindous. Des carabiniers et des lanciers belges aidés de nos territoriaux réparaient la route défoncée : le gland de leur bonnet de police s'agitant à chacun de leurs mouvemens, leur donnait, en dépit du cadre, un air de guerriers d'opéra-comique de 1830. Un long convoi d'ambulances ramenait des blessés à l'arrière.

Le bataillon traversa un village. Il y avait encore des civils : Vaissette contemplait avec ravissement ces êtres qui ne portaient point la tenue militaire. Des femmes regardaient passer les chasseurs, s'étonnant de leurs bérets.

— Ce sont des soldats des colonies, expliqua l'une.

— Ce sont des marins, rectifia l'autre. Ils ont retiré le pompon rouge, qui se voyait trop.

Les mulets du train de combat défilant placidement, l'oreille basse, les longs poils collés par la glaise, eurent un grand succès de curiosité. On s'arrêta pour quelques instans à la sortie du bourg. Vaissette entra dans un estaminet. On ne pouvait rien distinguer dans la pièce enfumée et noire. Il y avait là une trentaine de personnes qui avaient quitté leurs villages où tombaient nuit et jour les obus, et qui s'obstinaient à vivre dans le voisinage de leurs maisons démolies : toute une humanité inintelligente des événemens, affamée et misérable, et riant encore, et se lutinant, et buvant comme à une kermesse interminable. Dans l'écurie, une fillette, qui avait perdu ses parens, toussait, étendue sur de la paille mouillée, et sa toux colorait les pommettes fiévreuses et faisait monter à ses pauvres lèvres un filet de sang.

Le bataillon pénétra dans Langebush. Le cantonnement n'était point à l'abri de la grosse artillerie allemande : la petite cité dressait vaillamment vers le ciel son clocher démoli et ses pans de murs effondrés. Peu de maisons étaient restées debout : leurs toitures s'étaient abîmées, comme sous l'effort d'un cataclysme soudain et sous le travail des siècles. Il semblait qu'on traversât une ville morte, quelque Pompéi : pas un être vivant, rien que des décombres, des poutres brûlées et des pierres amoncelées.

La quatrième compagnie eut comme secteur de cantonnement deux fermes à l'entrée de Langebush. On s'organisa comme on put. Le bruit courait qu'on serait là pour huit jours, afin de se reposer, de mettre toutes choses au point dans le bataillon, et qu'on ne repartirait aux tranchées que pour donner l'assaut.

De Quéré vint chercher Vaissette. Les hommes s'étaient logés tant bien que mal dans les greniers et s'étaient jetés contre le sol recouvert d'une couche de paille, sombrant immédiatement dans le sommeil, comme des brutes. Le capitaine n'avait pas perdu son temps. Il avait découvert, à cent mètres de la route, en plein champ, une ferme toute blanche avec des volets verts. Le soleil faisait étinceler la façade, qui se cachait derrière des pommiers en fleurs. La fermière avait fait bien des façons pour recevoir chez elle ces hommes hirsutes et sales. Ses cuivres brillaient et toutes les pièces reluisaient de propreté : elle avait une petite servante qui frottait le parquet à mesure que se déplaçait le capitaine, pour enlever la poussière et la marque des pas; elle avait relégué dans une buanderie ses domestiques, hommes, femmes, enfans, pour ne pas salir son intérieur. Pour qu'elle consentît à loger les trois officiers, de Quéré, Richard et Vaissette, il fallut la promesse de stocks de café et de sucre, la bonne volonté visible des ordonnances qui juraient d'astiquer sans arrêt, le charme et les allures de grand seigneur du capitaine. Finalement, la matrone s'était laissé convaincre. Elle vivait avec ses valets et ses filles de ferme, dans la buanderie : sur le fourneau chauffait une immense bouilloire de café où, de temps en temps, on allait puiser un bol. Elle laissa la maison reluisante aux officiers. C'était un cantonnement idéal. On pourrait déjeuner et dîner à son aise dans la salle à manger où trônaient de vieux meubles flamands; on aurait chacun une chambre avec

un lit et des draps blancs pour se coucher. Quelle perspective et bien faite pour vous attendrir !

Les officiers se mirent à table. Ces quelques jours devaient être une détente. L'idée de la mort, pourtant, ne les quittait pas ; le tonnerre continu de l'artillerie la rendait toujours présente, ainsi que l'annonce de la prochaine attaque : le terrain, autour de la maison, où montaient en graines les betteraves, où s'épanouissait le chiendent, était labouré par les obus, éventré par les trous des projectiles, transformé en mares, tout imprégné de sang. L'engourdissement de ces heures de tranquillité ne pouvait empêcher de revivre les souffrances passées, de craindre l'effort prochain, vague encore, mais qu'on sentait redoutable : la menace était là qui vous oppressait, pesant sur tous les gestes et toutes les pensées...

— Mais vous êtes ici comme des seigneurs ! fit une voix. Et dire qu'à l'arrière on vous plaint !

C'était Lucien Fabre qui rejoignait sa compagnie. Il apportait avec lui une bouffée de printemps et de jeunesse, un peu de l'air du dehors. Son émotion était profonde et profonde celle de ses camarades. Tous parlaient en même temps. Lucien savait, par les lettres que lui avait adressées Vaissette, tout ce qui s'était passé au bataillon. Néanmoins, tout l'étonnait, lui semblait nouveau.

— Et que dit-on, là-bas ? lui demandait Vaissette.

Là-bas, c'était l'intérieur, par delà la zone des armées, dans cette région mystérieuse où l'on ne se battait pas. Lucien comprenait bien le sentiment de ces soldats : c'était celui des marins isolés du monde sur le navire. Tout se rapportait aux choses du bord. Et l'on ne parlait de la terre que comme d'une côte lointaine, dont vous séparaient les espaces de l'Océan et les longs mois de traversée.

— Vous arrivez au bon moment, dit le capitaine de Quéré. Nous allons enfin prendre une offensive décisive. Ce sera dur.

— Ce ne sera jamais plus dur que l'assaut de Laumont, affirma Lucien.

Ses camarades ne lui répondirent pas ; mais ils restaient soucieux. Le capitaine étendit le bras vers la ligne de défense. Il répéta :

— Ce sera dur.

— Sont-ils donc si bien organisés ? demanda Lucien.

— C'est à croire qu'ils ont le génie de la méthode, déclara de Quéré. Cet esprit d'ordre était l'apanage des nations latines. Nous le tenions des Romains, constructeurs de sociétés et de routes. Nous l'avons gardé jusqu'au triomphe de la Révolution, et nous savions en faire usage pour le bien de l'humanité. La Prusse a étudié à notre école, et elle a mis la puissance de l'organisation non pas au service de la beauté morale, mais au service de la force.

Le regard du capitaine, embrumé de rêve, s'illumina :

— La bataille sera terrible. Mais notre pays et son génie sont éternels. La grâce ne nous manquera pas. Nous vaincrons.

— La grâce ? interrogea Lucien.

Il voyait avec étonnement que Vaissette ne protestait pas.

— Nous avons beaucoup réfléchi sur cette guerre, dans les tranchées, répondit le capitaine, comme vous sans doute pendant votre convalescence. Et nous en sommes arrivés, Vaissette et moi, à la même conclusion. La voici. En apparence, le hasard est le maître de l'heure ; en réalité, c'est un miracle qui fait la longue soumission de nos hommes et leur élan à l'instant propice, et c'est un miracle qui décide de la victoire. Moi, je crois que ce miracle est une grâce de Dieu.

— Je ne crois pas, reprit Vaissette, à l'action divine dans l'histoire humaine ; mais je crois à un miracle des destins, à une grâce permanente que possède le sol. Ce qui nous semble miraculeux, comme ces victoires de Denain ou de Valmy, par lesquelles fut sauvée la France, je l'explique par la volonté du sol de rester français.

Il conclut :

— Qu'il provienne de nos montagnes et de nos fleuves, ou qu'il émane d'une puissance divine, le miracle est le même. Le capitaine de Quéré vient de le dire : « La grâce ne nous manquera pas. Nous vaincrons ! »

Ainsi s'échangeaient entre ces hommes de graves propos. Ainsi s'affirmait, malgré la différence de leurs systèmes leur compréhension identique de la patrie et de ses exigences, après de longs mois de lutte et à la veille d'accomplir le suprême sacrifice.

— J'ai hâte de retrouver mes chasseurs, déclara Lucien.

Vaissette l'amena aux deux fermes où logeait la compagnie. Il avait justement commandé une revue d'armes et d'équipe-

ment : ingrate, mais utile besogne. La propreté était difficile à obtenir : il n'est pas de brosse qui vienne à bout du limon des tranchées et de l'eau noirâtre qui croupit dans les cours des maisons flamandes. Il y a de l'eau partout, sauf dans les puits que vident dès le matin les petites pompes des paysans. Où étaient les uniformes brillans des premiers mois? Le fermier, excédé de loger toutes ces troupes, et ne comprenant pas encore pourquoi l'on se battait et pourquoi les obus tuaient son bétail et défonçaient son champ, avait démonté sa pompe et retiré la corde de son puits. Il se disputait avec Angielli, qui ne parlait de rien moins que de lui faire un mauvais coup. L'arrivée de Lucien rétablit le calme. Les anciens se pressèrent autour de lui. Ils n'étaient pas nombreux; la venue des renforts successifs, le départ des blessés, l'évacuation des malades, les morts, tout cela avait complètement transformé la compagnie : tout au plus comptait-elle une vingtaine des chasseurs du début. Mais son esprit subsistait, ses habitudes et sa tradition. Quelques hommes justement venaient du dépôt et avaient rejoint le cantonnement : des paysans du Dauphiné et des Pyrénées, qui n'étaient guère différens de Rousset ou de Diribarne, morts au champ d'honneur. Si bien que la présence des montagnards et celle d'Angielli, de Servajac, de Girard donnaient à Lucien l'impression qu'il n'avait pas quitté le bataillon.

— Nous savions bien que vous seriez là pour le grand coup, lui dit le caporal Gros.

Cette confiance ainsi exprimée lui fut chère. Mais il eut de la tristesse à constater que ses chasseurs étaient uniquement possédés par la pensée de cette attaque, que tout annonçait. Les uns s'étaient dispersés dans les cantonnemens. Ils se promenaient, désœuvrés, en traînant leurs souliers, pénétraient à l'estaminet, achetaient ce tabac belge léger qui brûlait dans les pipes avec une odeur de paille et de mélasse. Ils tâchaient d'entrer en conversation avec deux ou trois femmes, imposantes maritornes blondes, dont ils ne comprenaient point le langage : cela les faisait rire. Les autres, plus tranquilles, fourbissaient leurs armes, réparaient les vareuses, écrivaient chez eux. Ils avaient pris l'habitude de rédiger des lettres, et l'opération n'était plus laborieuse comme au début. Ils faisaient la lecture d'un journal qui les indignait; ils portaient sur les civils de l'arrière des appréciations sévères.

Vaissette et Lucien rentraient lentement vers la maison blanche qui se cachait sous les pommiers fleuris. Le soir descendait, d'une douceur infinie. Le lieutenant Richard les rencontra. Il revenait aussi de passer en revue sa compagnie. C'était un négociant de Toulon. Cet homme excellent avait les idées d'un bourgeois de Louis-Philippe, qui a lu Voltaire et qui est naturellement conservateur ; mais, en France, il sommeille toujours un peu de la grande âme de don Quichotte au plus intime fond de ces Sancho Pança. Il n'avait pas l'air bien guerrier avec sa vareuse comprimant un ventre arrondi, et on se le représentait bien mieux en pantoufles qu'en bottes : or, sa conduite depuis son arrivée au feu avait provoqué l'admiration du capitaine de Quéré lui-même. La conversation s'engagea.

— C'est notre foyer que nous venons défendre, affirmait le lieutenant Richard. Moi, par exemple, on pourrait croire qu'une victoire des Allemands ne troublerait nullement à Toulon l'ordre de mon ménage. Certes, elle ne diminuerait pas la tendresse de ma femme, et ne changerait rien à l'économie de ma maison ; en exposant ma vie, je risque au contraire de laisser détruire ce foyer ; et pourtant une voix intérieure me dit que je me bats pour le protéger.

— Vous avez raison, acquiesça Vaissette. La guerre est née pour la défense du foyer : le premier homme qui a roulé une pierre au seuil de sa caverne, pour en interdire l'entrée aux animaux féroces ou à ses semblables plus féroces encore, a créé la première forteresse et déclaré les premières hostilités.

Et Lucien Fabre disait dans le même sens :

— Nous veillons au salut de ce qui constitue réellement notre foyer : non seulement les êtres qui le composent, mais encore l'air qu'on y respire, la langue qu'on y parle, sa paix domestique, l'histoire des ancêtres défunts, le beau paysage qui l'environne et jusqu'au bon pain de France qu'on y mange et au vin clair qu'on y boit.

Et comme ils allaient se séparer, Vaissette eut ces derniers mots, où sa voix se faisait plus chaude, s'exaltait :

— Nous faisons partie d'une génération qui se sacrifie. Les époux passionnés sentent en eux une puissance plus violente que celle de leur amour. Les pères affrontent la mort en quittant leurs jeunes fils, pour le bien de leurs petits-neveux qu'ils ne connaîtront pas. Les vivans s'immolent pour ceux qui ne

sont même point encore une espérance de vie. Jamais l'humanité n'a été aussi grande et n'a gravi de tels sommets.

X. — L'ASSAUT

Quand le bataillon quitta Langebush, par la chaussée pavée, pour regagner les tranchées, les chasseurs ignoraient que l'heure fût arrivée. Le commandant avait appelé les officiers. Il les avait prévenus : « Nous attaquerons demain, à midi exactement. Objectif : les tranchées ennemies, à deux cents mètres des nôtres. Ne dites rien aux hommes avant le matin. » Mais les hommes pressentaient le drame. Et ils regardaient d'un air singulier les maisons du bourg sur lesquelles tombaient la nuit et le brouillard. Reverraient-ils encore des maisons? Leur marche était une marche à la mort.

L'étape était longue. Enfin, on obliqua dans un champ. Un sergent d'infanterie et deux hommes attendaient là, pour servir de guides à travers le réseau des tranchées jusqu'aux positions d'attaque. On pénétra dans le premier boyau; on avait brusquement la sensation de descendre dans sa tombe; on ne participait déjà plus aux choses de ce monde; on venait de franchir le seuil du néant.

— C'est là ! montra le sergent, au bout d'une demi-heure de marche.

Un à un, les hommes débouchaient dans le fossé boueux.

— Je vous remercie, dit Fabre.

Les fantassins qu'on relevait s'en allaient en silence. Les officiers se passaient les consignes; Vaissette reconnaissait le secteur : cent mètres de long. A côté, celui du capitaine de Quéré. Il plaçait lui-même les sentinelles et les guetteurs.

Les deux artilleries tonnaient; elles échangeaient leurs projectiles avec une régularité d'un rythme large : on eût dit qu'elles respiraient.

Fabre avait retrouvé de Quéré, Richard et Vaissette. Ils ne songeaient pas à dormir. Ils auraient bien voulu, mais comment sommeiller en ces heures terribles et lucides qui sont peut-être les heures suprêmes de votre existence? Les hommes aussi étaient tous éveillés. C'était la minute solennelle où l'on règle ses comptes avec sa conscience, où l'on se met en règle avec sa foi. Lucien Fabre déchira deux lettres pour qu'on ne

pût les lire après sa mort : la petite flamme de la bougie consuma les feuilles légères. Richard déclara en confidence à Vaissette : « C'est moins dur qu'on ne croit. » Il trompait toute défaillance par ces mots qui étaient d'une ironie pitoyable et résolue. Vaissette écrivait à sa mère la lettre qu'on retrouverait sur lui. Il disait avec certitude et sérénité : « Je meurs heureux de mourir pour la France. » De Quéré fumait silencieusement à la porte de l'abri. Il resta là avec Richard. Vaissette et Fabre retournèrent à leur petit poste de commandement. Le bombardement, de part et d'autre, s'amplifiait. Et ce fut de nouveau le tumulte des grands combats. Déjà l'on pouvait à peine s'entendre.

— S'ils se doutaient, cria Lucien dans l'oreille de Vaissette, que c'est si terrible !

« Ils, » c'étaient tous ceux qui n'avaient pas vu la guerre, qui s'en représentent à peine les souffrances, tous ceux à qui sont confiées les destinées des peuples, tous ceux pour qui ils allaient mourir...

Le jour parut.

Lucien avait appelé les chefs de sections : il leur donnait ses instructions pour l'attaque. Dès lors, il parcourut continuellement son boyau. On ne pouvait guère parler, mais il suffisait de sourire à l'un des chasseurs, de donner une cigarette à l'autre. Les hommes aussi mettaient leurs papiers en ordre. Servajac triait de vieilles lettres salies, silencieux à son habitude. Il cherchait quelque chose; il trouva : c'était sa photographie. Il la prit et, en un geste spontané, la donna à son officier. Angielli saisit timidement la main du lieutenant, à son passage, et la lui serra longuement.

On travaillait pour se distraire. Six heures du matin. C'était long. Vaissette, pour passer le temps, comptait avec un sergent les obus qui tombaient sur leur réseau de fils de fer. Des hommes amélioraient le marchepied, les gradins de départ, d'où l'on s'élancerait sur le glacis criblé d'éclatemens. De temps à autre, on était éclaboussé par la terre, par les cailloux que projetaient les explosions.

Dans le lointain, Langebush, atteint par les pièces à longue portée, brûlait. Avec ses jumelles, Vaissette voyait flamboyer la chapelle, l'hôtel de ville, les halles. Il se rappela la petite maison blanche, derrière les pommiers fleuris, où ils avaient

habité. Les obus français passaient, en rasant le parapet, déferlant vers les lignes allemandes. La poussière, là-bas, jaillissait comme remuée par des pelles géantes. Et toujours dans ces positions s'engouffraient de nouveaux engins.

Devant leur tranchée, à quelques mètres, une mine sauta. On entendit à peine la déflagration dans l'énorme vacarme de la lutte. Une fumée lourde, jaune et dorée montait lentement au ciel, plus dense que la fumée des éclatemens d'obus.

— A moi ! cria Vaissette.

Il se précipita vers l'entonnoir, escaladant la tranchée, faisant quelques pas sur le terrain découvert, descendant dans l'ouverture béante. Quelques hommes l'avaient suivi. Ils se portèrent à l'extrémité du cirque, plus près de l'ennemi. Des fantassins prussiens approchaient en rampant et sautant de trous d'obus en trous d'obus. La bataille s'engagea, presque un corps à corps. Vaissette et trois hommes lançaient des grenades sur les assaillans. Batisti, à ses côtés, tirait avec son fusil, et chaque coup était mortel. Derrière, on distinguait les feux de salve de Fabre, qui soutenait son sous-lieutenant et faisait hâtivement construire un boyau étroit et peu profond jusqu'au cirque.

La folie commençait à s'emparer de ces êtres.

— Dix heures... Encore deux heures avant l'assaut, pensa Lucien.

Les obus français rasaient de plus en plus notre ligne. Leur effet devait être effroyable. Il en tombait tant, à quelques mètres en avant, qu'ils explosaient non plus sur la terre, mais sur un tapis d'éclats de cuivre et d'acier. La mélinite projetait des gerbes énormes. La ligne allemande n'était plus qu'un long cratère de volcan. Le sol, en se soulevant à chaque explosion, semblait bouillonner.

Vaissette tenait toujours dans son entonnoir. Des balles y tombaient en ronflant comme des toupies, des pétards et des torpilles. L'éclatement de ces dernières déchirait l'air avec un bruit de soie si aigre qu'il dominait le tumulte formidable. Mais il y avait autour de l'officier de nombreux cadavres. Batisti et les chasseurs qui restaient avaient quitté leur vareuse, leur sac, leur fusil. Ils étaient en manches de chemise avec leurs musettes brunes bourrées de grenades : ils les lançaient sur les Prussiens couchés devant eux, qui s'obstinaient à ne pas reculer. Deux d'entre eux avaient pénétré dans le cirque :

on les voyait égorgés, le cou saignant, le ventre ouvert par une grenade.

Le boyau que Fabre faisait creuser sous la mitraille fut percé. On occupa l'entonnoir. Du reste, il n'était plus attaqué, faute de combattans.

Le capitaine de Quéré, qui commandait les deux compagnies, vint se rendre compte de la situation. Onze heures. Il fallait être prêt. Fabre avait les traits crispés et tendus. Quant à Vaissette, il était absolument noir, noir de poudre, de la tête aux pieds ; les raies de sueur creusaient des rides blanches sur son visage ; des plaques de sang avaient jailli sur sa vareuse et sur sa figure. Comme hébété, à la suite de l'effort physique fourni et à cause du bombardement, il parlait à Fabre et à de Quéré, criant à tue-tête pour qu'on l'entendît, mais sans reconnaître ses camarades.

Autour de l'entonnoir, Angielli courait en gesticulant, l'uniforme déchiré, éclaboussé de sang. Il enjambait les morts et les blessés, qui ne l'arrêtaient pas dans sa course interminable. Il riait d'un rire éperdu...

Le moment de l'attaque approchait. Chacun le sentait, en éprouvait l'horreur sacrée. L'oreille s'était si bien habituée au fracas des détonations qu'on pouvait s'entendre parler. Le capitaine de Quéré cria :

— Il est onze heures trente. J'ai l'heure du commandant. Réglez vos montres sur les miennes. A midi, sans ordre nouveau, le déclenchement.

Il était d'un calme souverain. Il étreignit les mains de Vaissette et de Fabre. Il souriait. Il leur dit :

— Mes amis, vive la France!

Il les quitta sur ces mots. Sa silhouette élancée se perdit dans le boyau.

Les chasseurs ne tenaient plus en place. Une agitation fébrile remplaçait leur acceptation stoïque, comme si un démon se fût emparé d'eux. Ils regardaient, par-dessus le parapet, le terrain d'attaque, où nos obus soulevaient encore des colonnes de terre et de fumée.

— Comme c'est petit, pensa Lucien, ce court espace à franchir!

— Qui de nous deux y arrivera le premier? lui cria Vaissette.

Ils parièrent une bouteille de champagne, comme s'il se fût agi d'un exercice de gymnastique.

Plus que vingt minutes...

Vingt minutes encore pour voir le soleil qui déchirait les nuages, pour se remuer, pour entendre la vie et les explosions. Les brancardiers étaient arrivés dans le boyau de communication. Les hommes avaient mis d'instinct leur baïonnette au canon ; ils étaient plus calmes : on sentait qu'un grand souffle avait passé sur eux tous...

Lucien serra la main de Vaissette. Ils osèrent se regarder : on n'échange pas deux fois dans une vie de pareils regards. Lucien quitta son ami pour se porter en tête de la première section. Les chasseurs étaient correctement alignés dans la tranchée.

— Qu'ils sont beaux ! murmura l'officier.

Rien que le gradin à monter, et l'on serait sur le glacis. La rage de notre artillerie tournait à la démence. L'air tremblait, l'atmosphère éclatait, les canons allemands mugissaient, des mitrailleuses envoyaient une nappe de balles qui rasaient le sol. Comment pourrait-on sortir ? Ce n'était plus un bourdonnement d'insectes, mais les sifflemens de milliers de reptiles.

Le lieutenant Fabre eut l'audace de monter sur le marchepied de départ. Tout son buste émergeait de la tranchée. Il fut saisi d'admiration. Livide d'émotion, il contemplait le capitaine de Quéré. Debout sur le glacis, immobile, appuyé sur sa canne, celui-ci faisait courir au cœur de ses hommes, par son exemple, un immense frisson.

Midi.

— Pour l'assaut ! cria Lucien... Faites passer... En avant !

. . . . . .

Vaissette ouvrit les yeux. Il était étendu sur le sol. Il vit le ciel : jamais le ciel ne lui avait paru si bleu.

— Comme c'est bleu, dit-il, le ciel !

Il voulut bouger. Il ne put pas. Il était cloué à la terre. Il n'entendait plus de bruit. La bataille s'était apaisée. Deux brancardiers passaient à côté de lui. Ils virent ses yeux qui vivaient.

— Ah ! mon lieutenant ! dit l'un, nous voilà...

Il ne pouvait pas répondre. Le chasseur poursuivit :

— Ne vous raidissez pas. Nous allons vous mettre sur le brancard.

Ils s'étaient penchés sur lui.

Vaissette put demander doucement :

— Nous avons pris la tranchée ?

— Toute leur ligne est crevée, répondit l'homme. On les poursuit.

Vaissette sourit. Il demanda encore :

— Et le lieutenant Fabre ?

L'ambulancier avoua, virilement :

— Il est tué.

— Ah ! fit Vaissette, en gardant son sourire.

Il acceptait tous les deuils. Il put interroger encore :

— Le capitaine...

Il dut s'arrêter. Le sang affluait brusquement de la poitrine enfoncée à la gorge. Il acheva :

— ... de Quéré ?

Le brancardier répéta :

— Il est tué.

— Ah ! dit encore doucement Vaissette.

Les hommes se baissaient afin de le soulever.

— Laissez-moi, dit-il, très bas...

Il répéta, dans son sourire :

— Tués...

Il ajouta :

— Moi aussi...

Son regard s'éteignait. Il eut un râle, un dernier frisson de tout le corps. Il put rouvrir les yeux. Il fit un grand effort : alors, il murmura, en les fermant à jamais :

— Mais la France continue...

ADRIEN BERTRAND.

CHEZ LES NEUTRES

ENQUÊTE EN HOLLANDE

Dans la nuit impérieuse qui, masquant les plus humbles feux, dérobe la basse Tamise au vol des Zeppelins, le *Prinz Hendrik* embarque comme à regret ses rares passagers. Ce survivant des courriers de Hollande est un paquebot suranné, aux aubes bruyantes de moulin, réarmé en hâte pour remplacer la *Princesse Juliana*, le *Mecklembourg*, tant d'autres troués par les mines allemandes (1). Et c'est, d'abord, un bureau de police.

Le commissaire néerlandais n'exige qu'une — réconfortante — signature : l'engagement de naviguer à vos risques et périls, sans garantie d'arrivée. Mais trois équipes de commissaires britanniques soumettent à une expertise civile et militaire tous les gens et toutes les choses du bord. Pendant des heures ils interrogent, ils identifient, ils perquisitionnent ; d'agiles détectives, tous élèves de Sherlock Holmes, palpent les portefeuilles, explorent les chapeaux, sondent les talons suspects de recéler quelque correspondance occulte.

Enfin les touristes de guerre, dont la plupart ont subi déjà huit jours d'enquête à Londres, sont relâchés par l'autorité anglaise : aussitôt l'autorité hollandaise s'en saisit pour leur signifier quelques agréables consignes. Dès la sortie du fleuve, en prévision des torpilles, évacuation des cabines, blocus de la salle à manger ; en prévision des mines, interdiction de circuler à l'avant. Après quoi il n'y a plus qu'à reconnaître les stocks

(1) Le 30 juillet, la *Königin Wilhelmina* saute et coule entre Gravesend et Flessingue.

d'appareils de sauvetage et à constater que la cargaison se réduit à des barriques vides pour prolonger « appréciablement » la flottabilité du bâtiment. Sous pavillon neutre le voyage au pays neutre peut être risqué.

Au jour, trois pilotes successifs guident le *Prinz Hendrik* sur les pistes changeantes que les croiseurs-patrouilleurs tracent à travers les filets métalliques et les champs de mines ; bord à bord, les flottilles montante et descendante se croisent sur le mystérieux chenal qui mène à la haute mer. Çà et là des épaves surgissent, hunes ou cheminées ; la vague charrie des planches, des futailles, d'innommables débris. Au large de la côte septentrionale une vive canonnade des torpilleurs de veille, bientôt appuyée par le feu des batteries de terre, encadre trois hydravions ennemis qui piquent, se cabrent, fuient à tire d'hélice.

De singulières machines flottantes apparaissent : vieux monitors embusqués au tournant des passes, canonnières alignées en chapelet derrière leur chalutier éclaireur, dragues géantes aux architectures d'usine qui pêchent la mine aux confins de cet invisible port où, dociles aux signaux du jour, se pressent nos ravitailleurs ; j'en compte une cinquantaine autour du bateau-feu qui rallie ce matin-là les chercheurs de pilotes.

Par un saisissant paradoxe, dans ce décor de méfiance et de guerre, les navires marchands arborent un grand pavois dont aucune fête nautique ne connut le bariolage. Les neutres ont ouvert ici un concours d'affiches. Les pavillons d'étamine ne suffisent plus : on hisse en tête de mât des rectangles de bois ou de tôle dont la brise ne trahira pas les couleurs ; sur le pont, d'énormes panneaux-réclames répètent sur champ diapré le nom, le port d'origine, la destination du bâtiment. Un américain sème toute sa coque d'étoiles blanches sur bleu violent. Prévoyance tragique : un grand cargo arbore en lettres d'un mètre cette inscription : « *Belgian relief. Rotterdam* : » c'est l'arche de secours, l'arche de vie dont la destruction serait un double crime qui là-bas, derrière la frontière des Pays-Bas, affamerait un peuple de rationnés.

Les derniers patrouilleurs anglais flairent le courrier, l'abandonnent. C'est maintenant la mer neutre, la mer libre, celle où ne domine que le droit des gens. Nous n'allons la quitter que pour entrer dans ces eaux territoriales hollandaises où la souveraineté des Pays-Bas est aussi inviolable qu'au cœur

du pays batave. Et voici que, borne pathétique, le *Mecklembourg* dresse sa misaine au-dessus des lames comme, au bord des routes, ces croix qui commémorent un assassinat...

Nous saluons et passons. Plus loin, tout près de la terre de Hollande, entre cinquante autres épaves, gît le cadavre du *Tubantia* dont s'achève l'autopsie révélatrice.

Ainsi, avant tout contact direct, les réactions de la guerre sur les Pays-Bas apparaissent déjà sous deux aspects essentiels : contrôle exercé sur les routes marines, contraintes imposées à la navigation par les Alliés; attentats contre le pavillon et la souveraineté des Pays-Bas, destruction de navires, meurtres dont leurs adversaires sont responsables. La Hollande n'est vraiment libre qu'au seuil d'une mer libre : elle subit ici, avec un dommage inégal, les multiples atteintes de l'agression des naufrageurs et des ripostes où celle-ci nous entraîne.

A terre, tout de suite, la double obsession se précise. Je débarque en pleine alerte, et, depuis six mois, l'alerte est ici périodique. A l'entrée du port de Flessingue, un brave petit mouilleur de mines est sous pression, surchargé d'engins, prêt à achever le barrage de l'Escaut; la gare, les ponts sont entourés de baïonnettes; des voitures d'ambulances attendent à quai; attelées de chiens enlevés aux idylliques chars des laiteries, des batteries de canons légers se hâtent; tout autour de la ville, des lignes de tranchées doublent les digues; l'inquiétude apparaît sur tous les visages.

Le sursaut de l'alarme a rendu ce peuple bavard. Les débardeurs, les employés du chemin de fer s'empressent de donner leurs nouvelles. Hier soir, une fois de plus, les mesures militaires ont été soudainement précipitées : le matériel roulant est concentré, les permissions sont suspendues, les cartouches distribuées. A La Haye, les deux Chambres siègent en séance secrète; le Gouvernement, sans autre explication, déclare la situation grave. A la vitrine d'un libraire d'Amsterdam un placard annonce le débarquement des Anglais en Zeeland... « Alors, conclut le conducteur du train, comme on parle d'un mouvement des Anglais, nous avons peur que les *Moffes* (c'est ici le sobriquet du Germain) n'entrent chez nous... » Cet aveu d'un simple, ce premier aveu recueilli dans la sincérité de l'émoi populaire restera la plus exacte définition de l'angoisse qui pèse sur la Hollande pacifique, également défiante des agres-

seurs et des sauveteurs dont elle suspecte les desseins, dont elle voit les forces si proches : si l'Angleterre gronde, on redoute les offres expansives de l'Allemagne ; quand l'Allemagne torpille, on s'inquiète, d'abord, d'une éventuelle sollicitude des Alliés.

Le Hollandais veut être seul ; ce peuple de généreuse hospitalité souhaite une politique peu sociable. Il cherche volontiers son idéal dans la boutade classique : « Ce n'est pas un lion que les Pays-Bas doivent afficher sur leur blason, c'est un hérisson... » La Hollande poursuit ainsi le maintien d'un isolement qu'au surplus elle se garde d'imaginer splendide entre les lourds embarras d'aujourd'hui et les troublantes hypothèses de demain : elle prétend se confiner dans sa neutralité. Mais les belligérans voisins, chacun suivant le plan qu'il médite, s'attachent à rendre cette neutralité inoffensive ou favorable à leur action. Les Pays-Bas, qui ne veulent pas aller à la guerre, voient chaque jour la guerre venir à eux.

***

Au seuil de cette enquête, une première évidence s'impose. A l'exception d'une demi-douzaine d'interventionnistes opérant à titre individuel et en ordre dispersé, la Hollande, gouvernement et peuple, affirme une volonté d'abstention poussée jusqu'aux extrêmes limites. Tout Hollandais qui parle franc avoue d'abord son souci d'éviter, par tous les moyens, l'entraînement à la bagarre d'Europe.

Le désir, le besoin d'écarter la guerre s'imposent au point qu'il a fallu forger un mot pour en manifester la vigueur : la Hollande n'est pas neutre, elle est *neutrale*, m'affirment les plus fins connaisseurs de notre langue ; sa politique est le *neutralisme* où, par un paradoxe nécessaire, elle s'attache à pratiquer tous les modes d'action qui peuvent la dispenser d'agir.

Avec une logique égale au souci de sa dignité, le gouvernement néerlandais cherche sa première garantie de paix dans un effort militaire très largement compris dès l'origine et inlassablement développé. Les Pays-Bas ont décrété leur mobilisation le 1er août 1914, avant la Belgique. Des remaniemens successifs de la loi militaire maintiennent environ 280 000 hommes sous les drapeaux ; depuis bientôt deux ans, cette armée de campagne décuple l'armée d'instruction naguère maintenue huit mois à peine dans ses casernes. Le Gouverne-

ment aurait souhaité, en appelant les hommes de dix-huit à quarante ans, atteindre au chiffre de 350 000 hommes, tout en réservant la levée des deux contingens de landsturm qui comptent 40 000 et 60 000 hommes.

L'entraînement de l'infanterie paraît excellent. Alertes et coquets dans leurs nouveaux uniformes réséda, portant avec désinvolture le sac tyrolien, les bandes molletières, tout le confort de la bataille moderne, les bataillons répètent obstinément leurs grandes manœuvres entre les canaux et les champs de fleurs; nuit et jour, je les voyais défiler en bel ordre à travers les cités marchandes qu'étonne toujours leur belliqueux appareil.

Le secret des mesures militaires est gardé avec une louable rigueur; mais on sait, on voit leur extension quotidienne : réquisition des automobiles, développement de l'aviation, stores baissés aux vitres des wagons, dès qu'on approche des ouvrages d'art. Les sursis d'appel, les permissions sont plus rares qu'aux armées en guerre. Les hommes manifestent parfois avec quelque vivacité leur lassitude de cette pesante campagne pacifique... Et chaque mois de mobilisation coûte au budget 35 millions de francs environ.

Cependant, quel que soit son effort, le gouvernement néerlandais ne peut attendre de ses forces militaires qu'une sûreté relative et provisoire. La rigueur de la mobilisation est inspirée, semble-t-il, par le souci de réfuter toute allégation d'inertie ou d'impuissance. « Nous ne voulons pas, me confie un membre de la majorité, qu'on nous dise : Vous êtes si menacés et si peu défendus, souffrez donc que nous venions à votre aide. Nous devons prouver toujours, à tout prix, que nous nous protégeons nous-mêmes. »

La mobilisation hollandaise est donc avant tout une sanction préventive de la neutralité. Si, au cas d'une intervention extérieure, cette démonstration devient insuffisante, le gouvernement est sincèrement résolu à la rendre effective dans toute la mesure de ses moyens : « La Hollande n'est pas la Grèce, » répètent volontiers ses porte-paroles. La guerre défensive, sans acceptation d'un concours étranger et sans égard à la nationalité de l'agresseur, apparaît donc comme la forme extrême du neutralisme.

Et c'est précisément cette forme que la Hollande ne veut pas

connaître. Ce pays mobilisé affirme très haut son horreur de la guerre. C'est le sentiment de tous les témoins du conflit qui n'en attendent pour leur pays aucun bénéfice. C'est aussi le résultat de quelques réflexions décevantes.

L'infanterie hollandaise défendrait utilement ses positions, mais l'artillerie manque de pièces, et surtout de munitions, que le gouvernement ne réussit pas à obtenir sur le marché des belligérans; le jeu des défenses aquatiques est faussé par la portée de l'artillerie lourde; le fameux quadrilatère d'eau, où la souveraineté hollandaise compta longtemps trouver un intangible réduit, n'offre plus qu'une garantie illusoire. Devant les alarmistes placards de mars, un sous-officier fait cette réflexion mélancolique : « Les Belges, quand ça n'allait plus, ont pu venir chez nous... Mais nous, si ça ne va pas, où irons-nous?... » Pour ne pas risquer un geste héroïque, mais vain, la Hollande ne peut riposter à une attaque que par une alliance, à une violation de la neutralité que par une rupture de la neutralité. Mal résignée à ces rudes évidences, elle cherche ailleurs que dans son armée la garantie de son abstention ; elle s'acharne à demeurer obstinément *neutrale* dans ses gestes et ses propos, sinon dans ses sentimens.

Cette préoccupation domine tous les aspects de la vie nationale. Comme je parle de ma visite à M. Loudon, ministre des Affaires étrangères : « Ah! oui, notre ministre de l'équilibre, » précise avec satisfaction un député... J'ai pu apprécier la justesse et aussi les exigences de ce mandat. « Que voulez-vous? me disait M. Loudon à notre première entrevue, je suis au bord d'un tourbillon : avant tout, je dois me garder du vertige. » La parfaite bonne grâce, la finesse de ce diplomate de carrière sont en effet mises à une rude et quotidienne épreuve: mais avec une inlassable virtuosité, de choc en choc, de remous en remous, M. Loudon dégage son équilibre.

— Comment, lui disais-je, peut-on concevoir une assimilation quelconque entre le torpillage et la visite, ou même la saisie d'un navire neutre?

— Ce sont, en effet, me répond en souriant le ministre, des faits si distincts, si différens, qu'en bonne logique il vaut mieux, je crois, nous abstenir de les comparer...

Les Pays-Bas ont l'horreur officielle de la comparaison : ils égalisent, ils compensent, ils opposent un contrepoids à toute

pesée. Quand on ouvre une tranchée au front occidental, on en entame une autre au front oriental; quand un bateau de pommes de terre part pour l'Angleterre, on évalue le nombre des wagons qui partiront pour la Prusse; quand les ministres alliés font une suggestion, le Gouvernement prépare deux réponses, dont la seconde est destinée à l'Allemagne qui, fatalement, réclamera sa contre-partie.

A la Cour, sous la réserve des initiatives charitables toujours généreusement accueillies, le protocole est, pour les étrangers, d'ignorer la guerre. Le représentant d'une république américaine me racontait les embarras de sa première audience.

— La Reine, suivant l'invariable usage, m'interroge sur mon voyage. Je remercie Sa Majesté : traversée excellente, un bref arrêt à Londres, où...

— Ah! l'Angleterre... interrompt la Reine, qui, toujours suivant l'usage, demande précipitamment quels ont été mes précédens postes.

— Honnêtement, je suis bien obligé de mentionner un récent séjour en Belgique, mais, devant le malaise qui grandit, je brise là ma carrière : jamais je n'oserais avouer mes missions en Russie et en Serbie... Heureusement, les jacinthes allaient fleurir; nous avons célébré la neutralité des jacinthes...

Est-ce bien neutral? Qu'est-ce qui est tout à fait neutral? ne cesse de se demander avec anxiété le parfait abstentionniste. Dans certains salons de La Haye, on reçoit les Alliés les lundi, mercredi et vendredi; le jeudi et le samedi sont réservés aux Austro-Allemands. Ces trois jours contre deux inquiétèrent : on les expliqua par la supériorité numérique et globale des missions alliées; mais l'intervention de la Bulgarie faillit faire renaître la question. Les publications illustrées exposées dans un salon d'hôtel, l'étalage d'un libraire, la publicité d'un journal sont le prétexte de réflexions soucieuses. L'art aussi doit être neutral; le vote de la subvention traditionnelle à l'Opéra français de La Haye fut un instant discuté. Quand Raemaekers est décoré par le gouvernement français, ses confrères projettent de fêter sa croix; quelques doctrinaires du neutralisme protestent : il faut renoncer à la manifestation.

Ces scrupules d'une minutie parfois puérile trouvent au reste dans la situation internationale des Pays-Bas de quoi se justifier largement.

Johan de Meester, l'un des plus fins critiques de l'esprit européen, me donne cette pittoresque définition :

— Nous sommes un très petit pays qui a de très grandes affaires : toutes nos difficultés viennent de cette disproportion. Dans la jungle des Puissances, nous nous démenons comme un pauvre écureuil qui balance sa grande queue pour rattraper la chute de son tout petit corps; la queue de la Hollande, c'est sa marine, son commerce, ses colonies. Nous cherchons notre aplomb en remuant tout cela autour de notre étroite vie continentale : il faut beaucoup de souplesse, et c'est bien fatigant...

Cette juste image trouve son commentaire réaliste et positif dans ces propos que me tient M. Kröller, armateur, financier, industriel, l'un des plus gros manieurs d'affaires cosmopolites de Hollande.

— Comment voulez-vous que je garde une opinion sur la guerre d'Europe? J'ai des comptoirs à Paris, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Alger, à Alexandrie, d'importantes affaires au Maroc et en Sibérie. Seulement, j'ai aussi des comptoirs à Dusseldorf, à Emden, à Constantinople, à Liége, à Anvers, des usines à Varsovie. Si vous voulez mes sentimens personnels, je vous dirai que j'achète des tableaux français et que je voudrais passer l'été à Fontainebleau... mais ça n'a rien à voir avec les affaires : les affaires sont où elles sont, et je suis bien obligé d'y être avec elles, — quand on consent à m'y laisser. Les affaires de la Hollande sont partout; donc, nous nous maintenons partout. Peut-être, d'ailleurs, sera-t-on content de nous trouver quand il faudra, par-dessus la guerre, revenir au grand jeu des échanges économiques. Nos intérêts ne sont pas spécialisés comme ceux des grandes Puissances; ils ne peuvent être dégagés avec la netteté qui vous est habituelle. Notre action est commerciale, notre défense doit être commerciale. Notre commerce est l'histoire de notre passé; je crois qu'il doit être aussi l'histoire de notre avenir.

En écoutant mon interlocuteur, un souvenir me frappe : les grands bourgeois que peignait Franz Hals posent volontiers autour des tables de conseil, devant leurs registres ouverts; les femmes elles-mêmes aiment qu'on les groupe en assemblée des régentes de quelque institut; les chiffres qu'on étale avec complaisance, la cassette qu'on sent bien lourde sont les accessoires essentiels de cet art intime et national.

La remarque réjouit fort M. Kröller.

— C'est vrai, dit-il, chez Franz Hals, déjà, nous faisons tout le temps nos comptes... Ah! c'était plus facile qu'aujourd'hui... Que voulez-vous? Nous n'avons pas d'ambitions territoriales. Au moment où tous les peuples d'Europe parlent de revendications ou de conquêtes, vous ne trouverez guère de Hollandais qui songent à réclamer Clèves ou Emden, qui furent à nous. Nos intérêts sont d'une autre nature. Et les mots mêmes ont pour nous une autre valeur... Ainsi la Meuse... *Sambre-et-Meuse*, c'est une bien belle marche... mais la Sambre et la Meuse, c'est pour nous des rivières où il faut tâcher de faire passer le plus de bateaux que nous pourrons... Et le Rhin... le Rhin, c'est une question de chalands et de tarifs... Les Allemands, les Français ont fait toute une littérature et beaucoup de musique sur ce pauvre Rhin... Et c'est nous, les Hollandais, qui sommes obligés de le pomper jusqu'à la mer, où il n'est même pas capable d'arriver tout seul...

Entre la thèse gouvernementale et les formules réalistes des hommes d'affaires s'interpose l'infinie série des raisonnemens où l'opinion use ses inquiétudes. L'attitude du Gouvernement est généralement approuvée; on lui reproche un peu de mystère, sans insister sur des éclaircissemens qu'on craint désagréables. Sans doute, le flegme des hommes d'affaires déçoit les esprits généreux qui voudraient autour de leur prudence un peu d'illusion; ceux-là mêmes s'avouent résignés. « Notre attitude est sans gloire, me dit l'un d'eux, elle est sans agrément et non pas sans risque. Tous les soirs, nous nous endormons avec l'impression qu'il faudra, le lendemain, être très fâchés contre quelqu'un, sans savoir au juste contre qui. Mais que faire, que vouloir? Nous n'avons rien à gagner, et beaucoup, peut-être tout, à perdre. L'abstention est une manière de devoir, de devoir envers nous-mêmes. »

Le respect de ce « devoir » est devenu un dogme populaire, qu'il paraît inutile, presque inconvenant de discuter. Par une curieuse auto-suggestion, les Hollandais se croient obligés de subir cette loi de l'abstention qu'ils ont délibérément adoptée; liés par leur propre volonté, ils en oublient l'initiative pour n'en retenir que la rigueur. Il semble, en vérité, qu'il existe dans quelque code mystérieux et souverain, un article condamnant les Pays-Bas à la neutralité quand même.

Cet abstentionnisme lètu va logiquement jusqu'à exclure une éventuelle entente avec d'autres neutres. « Qui dit neutralité dit nécessairement solitude, » me déclare le professeur Struycken, le juriste catholique dont la parole fait autorité. L'historien de la couronne, le professeur Colenbrander ajoute : « Notre situation géographique, qui nous interdit tout espoir de gain aux côtés d'un belligérant, nous condamne à connaître les premiers les pires risques aux côtés des neutres. Comment les Pays-Bas adhéreraient-ils à une ligue où les États-Unis, à peu près intangibles derrière leurs océans, représenteraient l'élément dominateur? Nous sommes, nous, l'avant-garde, les otages que toute ligue des neutres livrerait aux belligérans. Qu'il s'agisse de chocs militaires ou de heurts économiques, nous sommes, au front de bataille, des témoins de la guerre. Et nous sommes moins vulnérables dans un isolement qui nous laisse notre entière liberté de manœuvre. En fait comme en droit, nous devons demeurer à l'écart de la mêlée, chez nous, assurant notre intégrité par nos propres moyens. »

La théorie est nette ; elle a le défaut d'être impraticable. En face du conflit actuel, les paroles des neutres ne sont valables que si elles s'ajustent aux actes des belligérans.

— En somme, disais-je à M. Struycken, la vraie garantie de la neutralité que vous revendiquez serait l'impuissance totale à votre égard de tous les belligérans?

— Ce n'est pas une définition bien juridique, soupirait le professeur. Mais c'est un idéal... inespéré.

Inespéré, en effet. Les raisons qui poussent la Hollande à s'éloigner de la mêlée entraînent chacun des belligérans à prolonger chez elle quelque forme de leur action. Aux formules de neutralité répondent les faits d'intervention.

*
* *

Après l'hésitation des premiers mois de guerre, les Alliés reconnaissent la nécessité d'un blocus des empires centraux. Pour tendre à son effet maximum, ce blocus doit être direct et indirect : il faut couper les communications entre l'ennemi et les bases productrices de son ravitaillement; il faut encore lui interdire un ravitaillement oblique par rachat à un non-belligérant.

Les Pays-Bas avec leur flotte, leur forte organisation mer-

cantile, leurs colonies de cultures riches, enfin avec leur neutralité mitoyenne apparaissent d'incomparables intermédiaires à l'égard desquels les restrictions classiques de la contrebande de guerre deviennent vite caduques. L'Angleterre, mandataire des Alliés, procède à coups de décisions qui, de fin août à décembre 1914, resserrent toujours plus strictement les libertés maritimes et commerciales des Pays-Bas : une étape encore, et c'est la menace d'un blocus effectif. La Hollande, à qui l'importation de matières premières et de produits manufacturés est aussi nécessaire que l'exportation de ses produits agricoles, verra mourir son trafic; sa souveraineté, — donc sa neutralité, — subira une atteinte impossible à masquer.

C'est alors que les grands marchands de Hollande, comme au temps de Franz Hals, s'assemblent autour de leurs registres dans un vieil hôtel du Heerengracht à Amsterdam. Avec cette froide hardiesse qu'ils tiennent d'une loyauté égale à leur réalisme, ils proposent de se substituer au Gouvernement des Pays-Bas et à tout ce commerce national dont une intervention extérieure est contrainte de limiter le jeu. Avec une confiance égale à la bonne foi qu'ils sentent en face d'eux, les Alliés acceptent. Au regard des Puissances, il n'y a plus en Hollande qu'une seule raison sociale d'importation et d'exportation, le *Nederlandsche Overzee Trust* (trust néerlandais d'outre-mer) qui devient, à la mode abréviative de cette guerre, le *NOT*.

Le *NOT* achète, affrète, paie, vend et revend; le *NOT* traite avec les belligérans, sanctionne les infractions à ses propres contraintes : il a sa diplomatie comme il a sa police. C'est une incomparable maison de commerce politique et judiciaire qui accapare, expertise et répartit toutes les affaires. Le *NOT* a pris en charge, avec les intérêts, l'honneur de la Hollande.

J'ai suivi, guidé par son président, M. Van Aalst, toutes les phases du contrôle dont le *NOT* est responsable à notre égard; c'est une exploration redoutable et rassurante. A travers l'arsenal des fiches et contre-fiches qu'une armée d'enquêteurs (ils étaient 5 en décembre 1914, ils sont plus de 800 aujourd'hui) adapte aux consignes des Alliés, des salles d'expertises aux entrepôts-séquestres, du guichet des cautionnemens à celui des amendes, j'ai relevé la piste que suivent un acheteur et une cargaison. C'est bien en vérité une piste de guerre.

Donc Mijnheer van B..., notable importateur, souhaite faire venir des Antilles ou même de ses plantations de Java un stock de produits tropicaux. Mijnheer van B... prie le *NOT* de se substituer à sa personnalité, qu'ignorent les Alliés. Par contrat, il autorise le *NOT* à vérifier ses connaissemens, à expertiser ses livres et sa correspondance, à charger ses opérations d'une taxe de 1/8. Il verse un cautionnement qui, pour le caoutchouc, s'élève à huit fois la valeur de l'importation. Il admet les amendes que le *NOT* est maître de lui infliger sans intervention judiciaire, les frais éventuels d'un séquestre, d'une vente ou d'une réexpédition. Un conseil à deux degrés, sans être tenu de fournir aucune raison, se prononce sur la demande et, s'il l'accepte, se fait adresser en consignation les marchandises.

Pour chacun des produits réclamés par Mijnheer van B..., le *NOT* a négocié avec l'Angleterre le principe, puis les limites de l'importation licite; en cours de route il se prête à l'exercice du droit de visite, à l'envoi et à l'examen des cargaisons dans les ports britanniques, aux réductions de stocks, aux surtaxes exigées par des décisions modifiées au jour le jour.

Enfin les marchandises parviennent à Rotterdam. N'imaginez pas que Mijnheer van B... puisse en disposer à sa fantaisie. Le *NOT*, d'accord avec les Alliés, obtient du gouvernement néerlandais la prohibition absolue d'exporter certains articles : blé, coton, huiles. Pour épargner jusqu'à la tentation de fraude, ces produits restent consignés au *NOT*, qui seul dispose des stocks placés sous son séquestre. Tout le caoutchouc acheté par Mijnheer van B... reste ainsi bloqué par le *NOT* qui surveille la consommation livre par livre et objet par objet : chaque pneu d'automobile est numéroté, enregistré, délivré contre reçu et sous caution à l'acheteur responsable, qui est tenu de le représenter au contrôle après usage. A côté des registres de l'état civil des pneus, voici la carte de la graisse, où vont s'inscrire les huiles des plantations van B... dont le *NOT* assurera strictement la vente aux consommateurs immédiats. Mijnheer van B... recevra, dans ses propres magasins, les produits dont l'exportation n'est interdite que par son contrat avec le *NOT*. Mais la vérification inopinée des dépôts, la mobilisation de détectives spéciaux, enfin la garantie du cautionnement et la menace d'une interdiction de tout commerce, assurent l'obéissance aux lois du trust. Aux frontières, la répres-

sion est renforcée : sur une zone de huit à dix kilomètres l'entrepôt et le transit de tous stocks sont interdits, et l'armée concourt au service des douanes.

Tout ce lourd et minutieux mécanisme entre en jeu aussi bien pour l'envoi d'un abat-jour par colis postal (Berlin prétendait lancer la mode d'abat-jour en caoutchouc...) que pour l'expédition d'un cargo de coton. Certes Mijnheer van B... subit sans enthousiasme ces onéreux contrôles. Mais sa résignation est singulièrement allégée par l'élégance de ces libres accords consentis, appliqués par ses propres associés et qui laissent indemne la susceptibilité de son gouvernement : les opérations du *NOT* sont volontaires, sinon spontanées ; et elles restent hollandaises. En marge de cette guerre, c'est un incomparable crédit fait à la loyauté d'un peuple.

Et ce crédit est bien placé. Mon impression de témoin, — de témoin curieux, — est nette : la contrebande est aujourd'hui réduite en Hollande à des cas anecdotiques. Nos amis des Pays-Bas sont très sensibles à la persistance routinière des accusations formulées par l'opinion française : « Vous voyez ce que vous avez fait de notre commerce, et vous vous obstinez à nous prendre pour un peuple de fraudeurs ! » me disent-ils avec amertume. L'injustice date en effet. L'histoire de la contrebande hollandaise peut être très pittoresque ; mais elle appartient à cette histoire ancienne qui s'achève avec les premiers mois de 1915.

Comment d'ailleurs s'étonner qu'il y ait eu des fraudeurs à ce seuil de l'Allemagne ? J'ai suivi, derrière Nimègue, le capricieux détour d'une frontière dont le tracé tout artificiel coupe les eaux et les bois, sectionne les domaines et les villages, partage entre deux puissances des maisons et jusqu'à une salle à manger. J'entre dans une épicerie hollandaise d'où on sort en Prusse. Penché sur la barrière de son clos, où s'encastrent les bornes inviolables, le paysan fume en Hollande la pipe qu'il a bourrée en Allemagne.

Depuis des mois déjà toutes les voies de pénétration sont barrées par deux banquettes de terre, distantes d'une trentaine de mètres, à l'abri desquelles s'observent les factionnaires, casquette contre casque ; ainsi devint impossible cette ingénue contrebande par jet de paquets d'un territoire à l'autre que les premiers fraudeurs ajoutaient au commode usage des maisons

mitoyennes. Avant la guerre, la Hollande, pays de libre-échange n'imposant à ses portes qu'un droit maximum de 5 pour 100, ne demandait guère à ses douanes qu'un recueil de statistiques; faute de personnel, assez longtemps la mobilisation des fraudeurs marcha de pair avec la mobilisation de la douane.

Par-dessous les champs mixtes on siphonnait dans des canalisations souterraines alcool et benzine; les « mitoyens » marchaient incessamment de Hollande en Prusse, ayant à leurs pieds des semelles détachables de caoutchouc ou de cuivre. Quand la voie de terre devenait impraticable, les fraudeurs s'attachaient au truquage des chalands: des boulons de précision, faits de deux parties dévissables et invisiblement ajustables, permettaient de rouvrir à volonté les panneaux de charge sans violer les plombs de la douane; par un curieux hasard, une péniche rhénane perdait régulièrement son ancre à chacune de ses montées vers la Prusse, car l'ancre est de cuivre coulé et passée au coaltar. A Sas de Gand, la frontière coupe d'un angle droit les eaux du fleuve, ouvrant un port belge (provisoirement allemand) en face de la rive hollandaise où le poste douanier précède la dernière fabrique locale : une péniche passait à petite allure devant le poste, faisait mine d'accoster au quai de l'usine où les douaniers allaient l'attendre, puis, brusquement, se jetait dans les eaux interdites. Un barrage est maintenant établi: désormais à toute hésitation répondent des coups de fusil.

Et pourtant, la Hollande ravitaille l'Allemagne, mais par des moyens légitimes officiellement offerts à tous les belligérans.

Pendant plus d'une année de guerre le contrôle des Alliés a, par une incompréhensible erreur, négligé de s'appliquer à certaines importations essentielles : ainsi jusqu'à la fin de mars 1915, le coton, qui n'était pas même déclaré contrebande de guerre, passait aux Pays-Bas en stock considérable, était ouvertement, légalement réexpédié à l'Allemagne. En 1916 l'Angleterre autorisait le libre transit et la réexportation du tabac qui peut, aux armées, être considéré comme un produit de première nécessité. Notre intervention exige, aujourd'hui encore, une inlassable mise au point dont nous gardons l'initiative et la responsabilité. Cette intervention, toutefois, ne peut s'appliquer aux produits de son territoire (sol et eaux) que la Hollande reste souverainement libre de vendre et d'expédier par ses voies de terre où nous n'exerçons aucun contrôle. Tout ce que les

Pays-Bas produisent et récoltent dans leurs champs, leurs pâtures, leurs rivières et leurs mers alimente un marché libre ouvert au plus offrant. Seul, le gouvernement néerlandais a qualité pour y surveiller les opérations.

En fait, le plus offrant est évidemment l'Allemagne. L'Allemagne a faim. Les Pays-Bas sont pour elle, sinon la plus substantielle, du moins la plus immédiate base de ravitaillement; quelques tours de roue ou d'hélice amènent en Prusse les trains de fromages et les péniches de pommes de terre. L'Allemagne donc achète; elle achète si brutalement, si désespérément, que le gouvernement néerlandais est obligé d'opposer quelque résistance à cette épuisante boulimie de ses voisins.

— Entre notre mer prodigue et nos fécondes prairies, m'avoue un des organisateurs du *NOT*, nous n'étions plus capables de payer notre poisson et nous manquions de lait... Nous avons dû, nous les vendeurs et ravitailleurs, improviser une politique de restriction alimentaire. Quand l'achat tourne à l'accaparement, le gouvernement exige des vendeurs la mise à sa disposition d'un stock égal ou proportionnel au stock exporté, et qu'il taxe. Nous tâchons ainsi de sauver nos produits les plus nutritifs : nous ouvrons les frontières devant nos tomates, qui ne nous enlèvent que de l'eau; nous les fermons à l'occasion devant nos pommes de terre...

La méthode demeure très approximative. A la fin de mai, la rafle par les racoleurs prussiens de 25 à 30 000 têtes de bétail a provoqué une hausse excessive et soulevé de très vives protestations qui, à Rotterdam, en juin, tournèrent à l'émeute. Et l'Allemagne achète toujours par cinquantaines, par centaines de millions : elle achètera tant qu'on lui prendra son papier-monnaie et tant qu'elle trouvera quelque chose à payer.

Les Alliés ont l'impérieux devoir de lui disputer le libre marché hollandais. Nous ne pouvons compter ici que sur nos moyens d'action commerciale. Sans doute l'agriculture et l'élevage hollandais sont indirectement assujettis au contrôle des maîtres de la mer, qui règlent l'arrivée des engrais indispensables à une production fructueuse. Mais l'Allemagne est libre de doser l'exportation de son charbon, de ses machines, de ses produits manufacturés. Les pressions indirectes s'équilibrent. La concurrence reste ouverte.

Cette action commerciale ne peut être isolée de notre action

de guerre. Toute l'exportation comestible de la Hollande est répartie entre les belligérans et consommée par eux : en achetant, l'Allemagne bloquée, rationnée, réalise une opération défensive; les Alliés, libres de choisir leurs bases de ravitaillement, poursuivent une opération offensive. A la supposer pécuniairement onéreuse, elle nous laisse le bénéfice de la perte infligée à l'adversaire et chaque jour plus difficile à compenser. Je n'en retiens que cette preuve : désertant les gros salaires des usines prussiennes, une équipe d'ouvriers hollandais rentre à son village, près de Venloo. L'accueil manque de cordialité. « Pourquoi renoncer à ces bonnes payes? » crient les femmes. Les hommes répliquent : « On mange trop peu... » Devant le scepticisme général, honnêtement ils se font peser devant le bourgmestre : ils ont perdu de 6 à 10 kilos. Cette fois, le village approuve : ils n'iront plus maigrir en face.

Les Hollandais se résignent à « l'intervention d'accord » que les Alliés, coopérant avec le *NOT*, pratiquent sur leur marché extérieur; ils souhaitent notre activité commerciale sur leur marché intérieur, moins peut-être pour les bénéfices attendus que pour la contre-partie toujours désirée des affaires traitées avec l'Allemagne. Une seule forme d'intervention, d'ailleurs récente et limitée, soulève de vives protestations. La Hollande n'est pas encore arrivée à comprendre les restrictions signifiées en avril dernier par l'Angleterre : réquisition de 30 pour 100 du tonnage des navires charbonnant dans un port anglais, interdiction d'embarquer à bord des navires hollandais du charbon de soute de provenance allemande.

Le soir même de la signification de ces mesures, j'ai reçu les doléances d'un gros armateur; je les reproduis textuellement, parce qu'elles soulignent une fois de plus l'esprit avec lequel ces remueurs d'affaires poursuivent la défense de leurs intérêts.

« En somme, l'Angleterre, en réquisitionnant 30 pour 100 du fret de nos navires à qui elle vend son charbon, surtaxe le prix de ce charbon : c'est très cher, trop cher; c'est à discuter, comme tous les prix... Mais comment l'Angleterre peut-elle nous interdire par principe de consommer du charbon allemand? Pour imposer cette interdiction, il faut que l'Angleterre s'engage à nous vendre elle-même et tout de suite le charbon dont nous avons besoin. Car toute l'affaire est là : nous voulons

bien acheter à droite ou à gauche et nous discuterons nos conditions d'achat. Mais il faut que nous puissions acheter quelque part sans courir le risque d'être saisis ou torpillés comme contrebandiers de guerre. Pour nous, c'est une question de fourniture, avant d'être une question de fournisseurs... »

Traité sur ce ton, le malentendu doit s'éclaircir. Et nous pouvons le retenir sans embarras en face des aspects de « l'autre » intervention.

L'action des Alliés est publique, franche, nettement définie ; elle n'a jamais recherché en Hollande que l'indispensable sauvegarde de nos intérêts économiques. L'Allemagne poursuit aux Pays-Bas une intervention politique, tour à tour sournoise et brutale, dont chaque révélation dénonce une offense nouvelle à l'intégrité nationale.

Un incident suggestif, jusqu'ici très peu connu, a, dès le début d'août 1914, revélé la méthode germanique. Des prisonniers allemands, surpris en Belgique, gradés pour la plupart, sont porteurs de quelques florins, de cartes postales, de paquets de tabac hollandais ; sur le carnet de marche d'un feldwebel, une ou deux étapes sont indiquées « chez les bonnes gens de Hollande. » A l'entrée de certains villages belges, les Allemands d'ailleurs proposaient les Hollandais en exemple : « Faites donc comme ceux-là... Ceux-là nous laissent passer... Ils ne tirent pas, ce sont nos amis. » Or, une enquête rigoureuse m'a permis de constater l'invention délibérée de cette prétendue violation territoriale. Pas un soldat allemand n'a franchi la frontière étroitement gardée par l'armée hollandaise. Les florins, les cartes, le tabac, facilement obtenus par des civils aux villages de la frontière, ont été distribués aux figurans militaires de l'envahissement, à qui un itinéraire fictif a été dicté. Double perfidie par laquelle l'Allemagne cherchait à décourager la Belgique et à compromettre la Hollande aux regards des Alliés ; la première menace fut brisée par l'irréductible décision des Belges, la seconde tomba devant la fermeté lucide du gouvernement néerlandais. Mais l'infamie de cette première manœuvre promettait. « Je ne sais rien de plus insultant que cette machination, cette mise en scène de notre imaginaire trahison, » me disait un haut fonctionnaire de La Haye avec une indignation en vérité fort peu neutrale.

L'insulte ne fut pas réduite à ce cas exemplaire. A Rotter-

dam, où pourtant dominent les intérêts allemands, on raconte très haut qu'en août 1914 les premières mines furent mouillées en mer du Nord par des croiseurs d'Emden battant pavillon hollandais. Et les Pays-Bas gardent le privilège d'avoir connu la réédition à leur adresse d'une dépêche d'Ems.

J'ai fait allusion à ces alertes incessantes par lesquelles l'Allemagne s'efforce d'inquiéter les scrupules du neutralisme. Voici comment l'*Algemeen Handelsblad*, qui n'est pas suspect de germanophobie, expose un des plus vifs incidens provoqués par l'intrigue prussienne :

« Nous apprenons d'une source absolument sûre que l'information au sujet d'un ultimatum de l'Angleterre, affichée vendredi par un libraire d'Amsterdam, a été répandue par le consulat d'Allemagne à Amsterdam. Le baron von Humboldt-Dachroeden, consul général d'Allemagne à Amsterdam, aurait déclaré qu'il avait reçu la nouvelle de La Haye et qu'il avait des raisons de croire qu'elle était fondée. Le libraire en question l'aurait apprise du secrétaire de la chancellerie du consulat allemand. Le consul aurait raconté dans la suite à plusieurs personnes qu'il ne s'agissait que de la possibilité d'un ultimatum. »

L'aveu allemand est d'un cynisme assez inhabituel. Il faut dire que le libraire afficheur d'une imaginaire menace anglaise a été mis en demeure par un sous-officier flânant, devant sa vitrine, d'expliquer cet appel à la panique ; il a tout de suite dévoilé son informateur. D'autre part, dès le samedi, toute la Hollande sait et répète que le gouvernement, avant même d'avoir reçu le démenti catégorique du ministre d'Angleterre, a précipité les mesures militaires de la frontière d'Allemagne : c'est bien là, en effet, que l'intervention gronde. « On veut vous attaquer, vous êtes trop faibles pour vous défendre, nous accourons à votre secours, nous allons vous sauver, » diront ces singuliers diplomates qui opèrent toujours en avant-garde des colonnes d'envahissement. La manœuvre, cette fois encore, échoue piteusement, et son maladroit instigateur met une insolente franchise à le reconnaître : sans doute escompte-t-il une occasion meilleure.

L'Allemagne a jusqu'ici subi l'échec de ces « grands desseins » qui tendent à rallier par des moyens obliques les Pays-Bas au vasselage germanique. Mais une action apparaît en plein et durable succès : c'est l'offensive inlassablement pratiquée par

saisies, mines, canonnades et torpillages contre la flotte commerciale de la Hollande. Le bilan des succès germaniques en ce genre est difficile à établir : tant de chalutiers, de petits caboteurs sautent sur ces mines dérivantes dont j'ai contemplé tout un échantillonnage sur les plages de Flessingue à Nordwyk! Une liste publiée par les assureurs de Rotterdam indique, au 31 décembre 1915, la destruction de vingt-six navires hollandais jaugeant 56 155 tonnes ; les bâtimens saisis ne figurent pas sur cette liste. Au cours du premier semestre 1916, le total des navires détruits a certainement augmenté de 60 pour 100. Le cynisme croissant des naufrageurs justifie cette progression dont quelques exemples suffisent à souligner la menace. Le 15 avril 1915, le cargo hollandais *Katwijk* est torpillé à l'ancre, près du bateau-feu de Noord Hinder ; le 15 mai 1916, au large du même bateau-feu, le paquebot *Tubantia* est torpillé en cours de route. A la torpille les sous-marins allemands ajoutent le canon et chassent le Hollandais en Méditerranée comme en mer du Nord. Le 5 février 1916, à 80 milles au Sud de la côte crétoise, le *Bandoeng*, qui navigue pavoisé de trois pavillons nationaux et dont la coque est tout entière peinte aux couleurs néerlandaises, reçoit huit projectiles d'un sous-marin allemand. Le 7 avril, l'*Eemdijk*, allant de Baltimore à Rotterdam, est attaqué par un autre sous-marin allemand, malgré l'incontestable manifestation de sa nationalité. Torpillés encore le *Palembang*, le *Rijndijk*, le *Berkelstroom*, sur l'identité desquels aucune équivoque n'est admissible. Quant aux ravages causés par les mines, le bilan d'une seule journée permet de l'apprécier : le 26 avril 1916, le *Nordzee* veut porter secours au *Dubhe*, qui le précède et vient de toucher une mine. Avant que le *Nordzee* ait pu rejoindre le premier cargo en détresse, un second bâtiment hollandais, le *Maashaven*, a touché une mine et coule. Le *Nordzee* veut se porter vers cette dernière victime, qui paraît en pire condition : avant d'avoir commencé le sauvetage il saute à son tour sur une mine dont l'explosion tue trois hommes. Un bâtiment anglais recueille péniblement les survivans des trois bâtimens neutres frappés en quelques minutes... Nous ne pouvons que constater. C'est au gouvernement et à l'opinion des Pays-Bas qu'il appartient de fixer et d'imposer les sanctions nécessaires ; à suivre sur place les alternatives de la polémique ouverte entre La Haye et Berlin sur le

cas du *Tubantia*, j'ai compris l'amertume et l'angoisse des petits peuples chez qui les forces vives restent inégales à la volonté.

Le caractère de l'intervention allemande apparaît singulièrement aggravé par l'intensive, l'impertinente propagande que les agens du pangermanisme mènent aux Pays-Bas. Les Hollandais sont les premiers à reconnaître, et sans y voir une excuse, que cette propagande opérait bien avant la guerre.

— Le premier livre de géographie qu'on m'a mis entre les mains, me raconte Johan de Meester, est l'infâme manuel de ce Daniel, professeur à l'Université de Halle, qui fait figurer la Hollande ainsi que le Danemark, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse au rang des « appendices » de l'Allemagne... On a pris l'habitude, même à Halle sans doute, d'opérer les appendicites... mais le manuel Daniel a infligé près de deux cents éditions à sa clientèle de « l'Allemagne extensive » et tenté d'empoisonner toute notre génération...

Daniel a fait école. Le professeur van Hamel, a rappelé dans l'*Amsterdammer* les provocations annexionnistes réitérées par tous les théoriciens de la Grande Allemagne. C'est Friedrich Lizt déclarant : « La Hollande ne pourra reconquérir sa gloire ancienne que par une union plus étroite avec l'Allemagne; » c'est Treitschke réclamant « la reprise des bouches du roi des fleuves...; » c'est Fritz Bley qui affirme : « Une armée et une marine communes, un gouvernement colonial néerlandais, voilà ce que sera l'alliance hollando-allemande; » c'est Tannenberg annonçant en 1911 la guerre d'Europe, exigeant l'incorporation de la Hollande à la Confédération germanique qui accaparera par surcroît les colonies néerlandaises à l'exception de Java; c'est Daniel Frymann enfin qui, à la veille de l'agression, en 1913, daigne laisser aux Hollandais le choix entre l'annexion pure et simple et le ralliement au fédéralisme impérial.

La propagande de guerre n'avait pas beaucoup à ajouter aux prétentions de cette propagande de paix. Elle cherche du moins à en imposer l'obsession. « J'ai reçu, me dit un journaliste d'Amsterdam, jusqu'à 2 marks 50 d'imprimés allemands par jour. » Toutes les formes de réclame, d'indiscrétion, de violation de domicile sont mises en œuvre. La pharmacie centrale de Dresde offre à ses cliens, entre deux spécialités, « toutes les vraies nouvelles de la guerre. » L'*Oberkommandantur* de Varsovie installe à La Haye un bureau spécial de presse destiné

à renseigner les neutres sur les choses de Pologne... vues de Berlin et de Vienne. Un quotidien occasionnel de langue allemande, le *Limburger Tageblatt*, s'intitule « l'organe central du Limbourg Hollandais et du Limbourg Belge. » Par une distraction un peu vive, cet organe d'au moins une province neutre qualifie ingénument la France et l'Angleterre « nos ennemies; » l'équivoque, s'il y en eut jamais, s'éclaircit quand on découvre à Aix-la-Chapelle le véritable centre des deux Limbourg.

La presse hollandaise, sans distinction de partis, condamne les menées interventionnistes d'une revue au masque hollandais, *De Toekomst*, dont le professeur van Hamel a dénoncé, avec preuves photographiques à l'appui, le caractère germanique. Le grand éditeur de La Haye, M. Martin Nijhoff, signale dans le *Journal des Libraires* le faux commis par l'auteur berlinois de ces *Vérités historiques d'après les documens historiques français* qu'on essaya de répandre en pays neutres comme une publication de chez nous; et M. Martin Nijhoff déclare froidement que « cette œuvre de faussaire a été répandue en Hollande par le consulat allemand de Rotterdam. »

Car on ne peut, à La Haye, négliger ce fait que tous les porte-paroles de l'Allemagne en reviennent toujours à l'absorption des Pays-Bas par l'impérialisme voisin. Le geste parfois suit la parole. Dans les colonies néerlandaises, le dessein agressif est bien net. En avril 1916, le gouvernement de La Haye doit intervenir pour sanctionner les agissemens d'un certain Keil, ex-administrateur allemand du *Straits Soenda Syndicaat;* ce Keil appelle à l'insurrection les indigènes de Java, leur promet l'éviction prochaine des Hollandais, des armes, des munitions, et d'abord de l'argent pour rallier les Indes au patronage libérateur du Kaiser. La propagande de Keil est heureusement trop peu discrète : cette fois encore, l'indiscrétion germanique dépasse son but.

*
* *

Entre l'abstention où elle essaye de s'enfermer et l'intervention chaque jour plus positive des belligérans ses voisins, la Hollande voit s'accentuer le contre-coup de la guerre sur son existence nationale. Le jeu des forces économiques du pays est totalement faussé. La paralysie de la vie maritime est la tare la plus visible; elle bloque au long des canaux les files des cha-

lands, fige l'eau des bassins autour des rescapés et des permissionnaires du blocus.

« Notre port offre aujourd'hui sa propre caricature, me déclare mélancoliquement M. Zimmermann, bourgmestre de Rotterdam qui fut l'initiateur des grands travaux d'outillage inutilisés aujourd'hui. Notre trafic a diminué de 75 à 80 pour 100. Voici d'ailleurs les chiffres : du 1er janvier au 15 juillet 1916, il est entré à Rotterdam 1 621 navires jaugeant 1 713 636 tonnes; pendant la période correspondante de 1914, nous avons reçu 5 633 navires jaugeant 6 920 934 tonnes. Pour mesurer l'étendue de nos pertes il faut considérer que le port est une institution municipale : la ville tire de son exploitation ses ressources — et ses charges. Aujourd'hui, alors que nos recettes tombent à 25 ou même à 20 pour 100 du chiffre normal, nous devons veiller à l'entretien de 5 000 chômeurs qui nous imposent de 20 000 à 25 000 assistés. Certaines compagnies de navigation peuvent ou du moins ont pu augmenter leur dividende : comparez à ces bénéfices individuels les pertes et les obligations qui surchargent la masse. »

La situation est identique à Amsterdam : 1 689 navires et 1 736 429 tonnes en 1916 contre 6 132 navires et 7 364 496 tonnes en 1914; 7 000 à 8 000 chômeurs, 25 000 à 30 000 assistés.

Ce dommage est net, sensible à l'œil. Le ralentissement, souvent l'arrêt de la jeune industrie hollandaise sont aussi visibles : chaque semaine, les journaux annoncent la fermeture de quelques usines pour insuffisance de matières premières. Il est moins facile d'établir la balance des gains et des pertes enregistrés par l'agriculture et l'élevage. Un député rural venait précisément de m'apitoyer sur la fâcheuse condition de ses électeurs quand j'interroge un échevin socialiste d'Amsterdam sur la situation des ouvriers. « Les gros bénéfices des paysans nous aident, me déclare-t-il. Ainsi, sur nos 10 000 diamantaires, 5 000 ont repris le travail; les cultivateurs enrichis aiment mieux acheter des bijoux que souscrire aux emprunts. » Il faudrait s'entendre. La vérité est, je crois, qu'à une première année exceptionnelle, à une seconde année favorable, une troisième année de guerre ferait succéder l'ère des restitutions. Certains terriens subissent déjà les rigueurs du blocus; il faut assurer l'onéreuse exécution de contrats établis avant la guerre; chaque saison de guerre, quelques hectares de jacinthes et de

tulipes échangent leur parure contre de réconfortantes fleurs de pommes de terre.

Et la vie chère sévit, indifférente au « nouveau riche » et à l'indigent assisté, dure au « middelstand, » à la classe moyenne des petits bourgeois et des employés ; c'est maintenant une hausse de 50 à 60 pour 100, ce sera demain peut-être le rationnement. Le lundi de Pâques, nous avons inauguré à La Haye un pain noir, d'ailleurs conforme aux produits de même couleur que notre snobisme exigeait aux thés d'avant-guerre ; pour avoir droit au pain blanc, il faut un certificat de médecin.

Dans l'ensemble, le pays souffre. M. Colijn, ancien ministre de la Guerre et l'un des chefs les plus écoutés du parti conservateur, veut bien m'écrire à ce sujet :

« Dans un sens général, il se produit à mon avis une forte dépression économique. Il est incontestable que certaines personnes ont gagné des sommes considérables par l'exportation du surplus des produits dont la Hollande n'avait pas besoin elle-même ; les sociétés de navigation ont fait des bénéfices considérables, mais en face du nombre relativement restreint de ceux qui ont profité de la guerre se trouvent les masses qui en ont beaucoup souffert économiquement. Il n'y a pas plus, mais moins de prospérité : la preuve est que, depuis la guerre, non seulement il n'y a pas accroissement dans le revenu des impôts (accroissement toujours régulier dans les circonstances normales), mais que ce revenu a été au-dessous des moyennes d'avant-guerre.

« Les possesseurs de fonds étrangers, assez nombreux en Hollande, ont subi de grandes pertes par suite de la baisse des cours. S'il y a profit pour certaines industries, il y a donc aussi perte de capital. Un déplacement s'est produit : on est plutôt porté à voir les montagnes qui viennent de se former que les vallées qui viennent de se creuser... Il est difficile d'arrêter un bilan exact, mais, après la guerre, on apercevra toute la diminution du capital national.

« Nous avons dû contracter, pour assurer le maintien de notre neutralité, un emprunt de guerre s'élevant à 400 millions de florins, soit à un milliard et quart de francs ; chaque habitant verra ainsi ses charges nouvelles portées à deux cents francs environ ; nul État neutre n'assume de telles obligations. »

Le président de la Banque d'État néerlandaise, M. Vissering,

m'expose cette gêne singulière d'un peuple incapable de mettre en valeur ses bénéfices occasionnels.

« Un an et demi de neutralité et de paix a suffi à doubler notre dette, me dit-il. Ce n'est pas l'improvisation de quelques grosses fortunes qui compensera ce lourd sacrifice national. Notre activité financière devient de jour en jour plus difficile. Nous avons trop d'or, beaucoup trop d'or en caves : 530 millions de florins (1 200 millions de francs) que nous ne pouvons transporter ni échanger et dont il faut assurer la garde au seuil de la guerre... En revanche, notre portefeuille d'effets est retombé à son chiffre de 1866. Nous manquons d'instrumens de travail. Les banques aujourd'hui sont obligées de refuser l'ouverture de nouveaux comptes de dépôts. Le blocus des mers, l'engorgement des échanges sont une contrainte mal surmontable pour un petit pays de grand trafic et de grand transit qui doit ravitailler et faire travailler quarante-cinq millions de sujets coloniaux. »

La plainte est donc unanime : la Hollande passive ressent les réactions, souvent brutales, du conflit européen. Quels vont être les effets de ces réactions sur le sentiment national à l'égard des acteurs de la guerre?

*
* *

L'histoire un peu froide et guindée du neutralisme néerlandais s'illumine d'une page émouvante. Pour ouvrir son asile, pour réchauffer l'hospitalité qu'elle prodigue aux Belges, la Hollande a oublié toutes les subtilités de son abstentionnisme; en face de la détresse où la Belgique accepte la rançon de son honneur, il n'y a plus que des paroles et des gestes d'accueil.

J'ai retrouvé en Hollande les souvenirs de ces jours pathétiques où tout un peuple de rescapés déferla à la frontière : au lendemain de la prise d'Anvers, douze cent mille fugitifs dénués, dolens, passaient l'Escaut en pitoyables colonnes. Spontanément les soldats des Pays-Bas organisent et protègent cet effarant exode. Derrière eux, dans un élan unanime, la population attend, appelle les émigrés. Les quinze mille habitans de Berg-op-Zom abritent et nourrissent la première nuit trente mille réfugiés; paysans et bourgeois quittent leurs maisons envahies pour aller guider et secourir les pèlerins de l'exil.

L'exil dure depuis deux ans; l'hospitalité de la Hollande reste aussi franche et généreuse. Les uniformes belges se

mêlent aux uniformes hollandais ; on ne demande aux hôtes que leur parole pour leur épargner toute surveillance. A Ede, dans un large décor de bruyères et de bois, j'ai visité le campement familial où le gouvernement néerlandais hospitalise à gros frais quatre à cinq mille réfugiés civils : un budget qui s'élève à près de deux cent mille francs par mois assure l'entretien de toute une ville improvisée avec ses chapelles, ses écoles, ses deux théâtres, ses hôpitaux, ses ateliers.

Le libéralisme de l'hospitalité hollandaise est plus sensible encore à l'égard de cet état-major de réfugiés, — professeurs, artistes, écrivains, — qui reconstitue bravement à Amsterdam et à La Haye tout ce qui peut, à l'étranger, survivre d'une existence nationale : orateurs et journaux gardent toute liberté d'allures, et on sait avec quelle verve ardente les Belges mènent leurs polémiques. Les Hollandais en suivent le développement avec un flegme parfois un peu déconcerté, mais l'hospitalité reste pour ces neutres le premier devoir. Ni la Belgique ni ses Alliés ne l'oublieront.

D'autant que ce généreux sentiment ne s'arrête pas à la pratique du droit d'asile. L'initiative hollandaise a fait beaucoup pour atténuer les souffrances de la Belgique encore envahie. Récemment, elle s'est affirmée par un geste très noble. Le gouvernement néerlandais a protesté auprès du gouvernement de Berlin contre la déportation en Allemagne de MM. Frédéricq et Pirenne, professeurs à l'Université de Gand, contre qui aucune charge n'avait pu être relevée par les autorités germaniques elles-mêmes. Le *Nieuwe Courant*, approuvant la démarche du Gouvernement, l'a redoublée par l'envoi aux académies et universités allemandes d'une adresse signée par deux cents personnalités néerlandaises. « Que cette adresse, disait le *Nieuwe Courant*, soit efficace, et la Hollande neutre aura eu des accens vraiment nationaux. » C'est une bien jolie formule qui s'ajoute aux définitions de la neutralité.

Ce bienfaisant hommage rendu au sacrifice de la Belgique, héroïque champion du droit des faibles, est d'autant plus significatif qu'il n'implique pas entre les deux puissances gardiennes de l'Escaut une intimité ni même une communauté de sentimens. « Nous sommes cousins, c'est entendu, mais les affaires de famille ne sont pas les plus agréables à régler, » répètent volontiers sur le même ton les Hollandais et les Belges. Deux

questions sont intangibles, l'intégrité de l'asile hollandais, la nécessité d'une restauration totale de la Belgique : dès qu'on va plus loin, la discussion s'engage, inlassablement entretenue par la différence profonde des tempéramens. L'heure n'est pas venue d'en définir la portée. Belges et Hollandais trouveront, dans le souvenir de leurs émotions communes et la proximité de leurs intérêts, les raisons de toutes les ententes nécessaires.

Il est délicat de fixer l'exact sentiment des Hollandais à l'égard de l'Angleterre, hier et demain grande Puissance de concurrence maritime, aujourd'hui lourde puissance de contrôle. Les rivalités coloniales, les discussions mercantiles, le souvenir très vivace de la conquête du Transvaal ont mal préparé l'opinion. Par principe, le Hollandais est en défiance, souvent jusqu'à l'injustice. « Les Allemands ont torpillé le *Tubantia*, mais les Anglais ouvrent et retardent toutes mes lettres, » me disait un négociant de Rotterdam avec une indignation en vérité trop éclectique. Cependant les Pays-Bas apprécient en connaisseurs l'œuvre de colonisation britannique; une curieuse similitude d'esprit et de manières avec les gentlemen de la Cité, un attachement égal à l'individualisme corrigent l'amertume de doléances parfois troublantes. On ne peut d'ailleurs oublier à La Haye l'importance des intérêts nationaux qui supposent une entente durable des deux Puissances : c'est à l'Angleterre que les Indes Néerlandaises vendent leur récolte de sucre; c'est aussi de l'Angleterre, c'est de ses alliées d'Occident et d'Extrême-Orient que les Indes Néerlandaises attendent cette liberté du trafic qui est la condition même de leur existence. L'aigreur des récriminations s'adoucit donc à la réflexion; et elle trouve de bien spirituelles formules.

— Comment, disais-je à M. Byvanck, l'érudit conservateur de la Bibliothèque royale, n'êtes-vous point, vous si profondément épris de libéralisme, séduits par le libéralisme britannique?

— J'aime tant, répliquait malicieusement M. Byvanck, nous aimons tant les Anglais, que nous souffrons pour eux-mêmes quand nous les voyons abandonner, par exemple, à l'égard de notre commerce, quelque chose de leur libéralisme... Oui, nous souffrons, nous protestons pour l'idéal anglais...

D'une philosophie moins subtile, la lettre de M. Colijn est sur ce point encore significative :

« On doit, m'écrit-il, se soumettre à beaucoup de désagré-

mens, surtout de la part des Alliés qui exercent la surveillance de la contrebande d'une manière qui, à l'avis de la Hollande, n'est pas toujours justifiée. Mais, d'autre part, on comprend parfaitement le point de vue des Alliés et on se résigne sans trop se plaindre à ses inconvéniens... »

Dès que le gouvernement britannique fait entendre une parole rassurante, cette résignation un peu boudeuse s'éclaircit. Au lendemain de l'alerte de mars, M. Colijn publie cette importante déclaration : « Il importe de l'affirmer expressément avant tout : je ne suppose pas une minute que l'Angleterre ait l'intention de faire débarquer sur les côtes hollandaises ses nouvelles armées en formation. Nous avons l'assurance de l'Angleterre, exprimée par M. Asquith à la Chambre des Communes, qu'elle respectera notre neutralité : nous avons confiance en cette parole. »

Le témoignage de M. Colijn est d'autant plus significatif que le parti conservateur transfère volontiers aujourd'hui à l'ancien ministre de la Guerre l'autorité longtemps despotique du docteur Kuyper. Cet ex-président du Conseil paraît avoir, sans doute en prolongeant son séjour à Budapest, perdu le juste sentiment des réalités nationales. A la fin d'avril, la presse hongroise attribuait au docteur Kuyper ce manifeste : « Nous n'avons, comme État neutre, cessé d'être menacés par l'Angleterre et d'être limités par elle dans notre liberté d'agir. Aussi l'animosité envers l'Angleterre croît de jour en jour. Notre navigation est actuellement menacée par elle. C'est là déjà une raison pour que la Hollande ne songe point à se tourner contre l'Allemagne. Je tiens d'ailleurs cette dernière éventualité pour complètement exclue. » Authentique ou tronquée, la déclaration fut très mal accueillie. Dans le propre parti du docteur Kuyper, la critique antianglaise porta moins que la conclusion progermanique. « Le docteur Kuyper n'a qu'à se promener à Rotterdam pour entendre jurer contre l'Angleterre, me disait un député de l'ex-majorité; mais s'il veut entendre jurer par l'Allemagne, il faut qu'il écoute ses propres discours dans un phonographe *made in Germany*... » Car entre tant de criardes voix allemandes qui prétendent assourdir la Hollande, les voix hollandaises sympathiques ou seulement indulgentes à l'Allemagne sont si rares, si discrètes qu'on ne les distingue pas. Il ne s'agit plus ici des faits, mais des sentimens où ils entraînent. La force prussienne, l'organisation prussienne, demeurent incontestées. Mais nous

n'entendons, nous ne lisons pas un mot de confiance ou d'hommage à la Germanie. « Ceux qui pensent aux Alliés ne le disent pas toujours, ceux qui pensent aux *Moffes* ne le disent jamais, » répète-t-on volontiers.

Un écart persiste entre les manifestations officielles et les mouvemens d'opinion : on ne peut évidemment faire rédiger les communiqués sur l'affaire du *Tubantia* par les clients de cette boutique, populaire à Amsterdam, où l'on vend de simili-croix de fer qui portent en exergue les inscriptions *Pro Lusitania... Pro Louvain... Pro Kultur...* Mais les représentans qualifiés du neutralisme ont su toujours que la victoire prussienne marquerait l'heure de leur asservissement, qui sonne si claire dans tous les manifestes de la grande Allemagne : ils comprennent aujourd'hui que la défaite prussienne n'hésitera devant aucune diversion. « Entre les Allemands et nous il y a un *choc psychique*, me dit la doctoresse Charlotte van Manen qui vient de publier une rigoureuse analyse de l'impérialisme prussien. Avant même tout prétexte de différend, nous sommes en désaccord : nous n'allons pas au même idéal. » Un conservateur m'avait déjà dit : « Malgré tout, je supporte plus facilement les injustices à notre égard des peuples qui se battent pour la justice que les grâces des peuples qui veulent tuer le droit. »

En marge des opinions où s'attardent les scrupules de l'abstentionnisme, le crayon implacable des dessinateurs hollandais ne se lasse pas d'enrichir la galerie vengeresse des ridicules ou des forfaits de la Pangermanie. Raemaekers n'est que le premier, le plus au front de ces vigoureux interprètes du sentiment populaire. Derrière lui Van der Hem, Albert de Hahn, Jean Sluyters, tous les ardens artistes évadés de Dusseldorf et de Munich chargent avec une fougue spirituelle ou pathétique les ravageurs de la Belgique et les naufrageurs de la flotte nationale; l'un des meilleurs dessins d'Albert de Hahn évoque l'Université de Louvain, figurée par la Mort en toge académique, décernant à Guillaume II le diplôme de docteur *honoris causa* en droit international : à l'ombre du Palais de la Paix, la légende et l'image prennent un saisissant relief.

Quant au peuple, au peuple de la rue, des champs ou de la mer, son instinct demeure invariable : les *Moffes* sont à la fois pour lui un objet de crainte ou de risée; ils tiennent de l'épouvantail et du pantin. Le Hollandais, conscient de la pureté de

sa tradition nationale, affiné par son rôle séculaire d' « agent de liaison » entre les puissances et les mondes, ressent profondément la grossièreté, la balourdise, tout ce qu'il y a d'artificiel et d'inachevé dans la force germanique. Il redoute cette force dont il voit bien qu'aucun droit ne règle le caprice; il ne peut se contraindre à la respecter.

Un dimanche d'été, je suivais la route boisée qui, au flanc de la colline de Bergendal, derrière Nimègue, trace la frontière de la Prusse rhénane — plus exactement de l'ancien pays hollandais de Clèves; car là aussi la frontière prussienne consacre une annexion. Entre deux bornes, des sentes forestières se glissent d'un territoire à l'autre; des fils de fer barrent le passage. Derrière l'un d'eux surgit un lourd grenadier prussien qui, avec une familiarité truculente, commence d'interpeller les promeneurs et promeneuses nombreux sur la route hollandaise. Ses grâces restent sans réponse; le Germain gesticule et crie si fort qu'un groupe de paysannes esquisse un mouvement de recul.

« N'ayez donc pas peur, vous êtes chez vous, et il y a un fil de fer, » hurle insolemment le grenadier, ployant du poing la symbolique barrière. Les Hollandais s'éloignent.

— Tout de même, dit un homme, ce n'est qu'un fil de fer; c'est une bonne grille solide qu'il faudrait.

— Ça coûterait bien cher, observe un autre.

— Oui, répond le premier, mais, tu sais, contre les *Moffes*...

Je n'aurai pas l'inutile pudeur de taire ou diminuer les sympathies privilégiées que l'opinion hollandaise réserve à la France en guerre. Nous ne sommes pas à l'heure des fausses modesties. Dans l'intime solidarité qui lie les Alliés, nul avantage n'est individuel, et chacun ajoute à l'honneur commun les faveurs personnelles qu'il a su rallier. Et c'est avec une fierté reconnaissante que j'évoque l'inlassable, le vibrant hommage que le peuple des Pays-Bas rend à notre nation en armes. Sans doute, l'attraction de notre libéralisme, l'intime connaissance de notre esprit ont accoutumé les Hollandais à n'attendre de France que des formes aimables de la pensée et de l'art. Quand les hasards de l'histoire firent camper nos armées aux Pays-Bas, ce fut pour une camaraderie spontanée, tout de suite familiale. Jamais occupation n'a laissé moins d'amertume. Le président du parti socialiste, M. Vliegen, échevin d'Amsterdam, m'en donne cette preuve :

— En 1913, ces gens qui aiment bien à faire des comités et des manifestations avaient imaginé de célébrer le centenaire de la libération de 1813, qui vit partir les Français. Il y avait peu, très peu d'enthousiasme. Alors, pendant des semaines, le Comité a travaillé pour trouver de quoi justifier les joies de la libération ; on a fouillé les archives, on a fait des enquêtes sur tous les ennuis que les troupes françaises avaient bien pu causer à nos malheureuses populations... on n'a rien trouvé. Comme la fête était commandée, il a bien fallu célébrer quelque chose qu'on n'a pas précisé... Le parti socialiste avait décidé de ne pas participer à cette solennité approximative. Or, il faut vous dire que le parti socialiste s'abstient souvent... et, à chacune de ses abstentions, on crie toujours : » Ceux-là ne font rien comme les autres, ils ne manifestent pas avec la nation... » En 1913, on a dit : « Hé ! hé ! ils peuvent avoir bien du tact, ces socialistes... »

Dans les odorantes sapinières que traverse la route d'Utrecht à Arnhem se dresse une pyramide d'Austerlitz, élevée par les soldats de Marmont à la nouvelle de la victoire ; depuis le commencement de la guerre, chaque dimanche, les pèlerins y affluent, lisent les inscriptions, commentent les souvenirs. Il y a quelque part, dans un autre bois, une pyramide de Waterloo : les promeneurs passent, sans un mot.

Jamais une parole, un coup de plume ou de crayon n'ont seulement effleuré la France ; nos adversaires cherchent dans le silence la seule arme qui soit inoffensive pour eux-mêmes. Avec une certitude toute scientifique, la doctoresse Charlotte van Manen me déclare : « J'estime que, malgré l'Angleterre, il y a dans ce pays 92 pour 100 des nationaux qui pensent en faveur des Alliés : les 8 pour 100 qui pensent autrement sont de très vieilles personnes, généralement peu intelligentes... » Je n'ai pas eu l'indiscrétion de vérifier.

Pourtant, avons-nous été des amis suffisamment attentifs ? N'avons-nous pas trop docilement abandonné la Hollande à l'impérieuse propagande de nos adversaires ?

Et pourtant, les sympathies hollandaises se sont affirmées par maintes initiatives. L'hôpital néerlandais du Pré-Catelan, dont la création fut assurée par le dévouement du professeur Treub, voit à chaque nouvelle saison de souffrances ses donateurs renouveler leur généreux effort. A La Haye, à Amsterdam,

les interventions se multiplient en faveur de ses œuvres et de nos prisonniers et, ce printemps encore, les premières tulipes ont été offertes à nos blessés. Le professeur Salverda de Grave groupe en un comité « Hollande-France » les artistes, les savans et les écrivains les plus qualifiés pour raviver l'action de nos échanges intellectuels.

Nous pouvons, nous devons comprendre toute la sincérité qui vient à nous. Elle n'est jamais plus saisissante qu'à ces heures de véritable émotion populaire qui saluent les bonnes nouvelles de France : quand les bulletins des victoires de Champagne sont affichées à Amsterdam, la foule s'amasse, acclame; les passans répètent, font courir les glorieux détails; les conducteurs de tramways les annoncent à chaque voyageur. Dans la rue, ce jour-là, il n'y a plus de scrupule neutral. Il n'y en a guère non plus à ces cinémas, où, — en dépit de la projection impérative : « toute manifestation est interdite, » — chacun de nos films de guerre provoque de vigoureux applaudissemens, « Navarre très bon... Navarre très bon, » s'évertue à crier un de mes voisins quand parait l'image de notre aviateur; « très bon, très bon, » répètent tous les autres avec enthousiasme.

Il y a quelques mois, un de nos pilotes, que les hasards d'une panne ont fait interner aux Pays-Bas, annonce à La Haye une conférence sur la Bretagne pittoresque. Une ovation l'accueille, qu'il est difficile d'attribuer exclusivement aux sympathies armoricaines du public : la salle entière, suivant le mot d'un membre du Gouvernement, salue l'uniforme de son hôte... Salut plus émouvant encore quand les soldats, les paysans des frontières l'adressent à nos évadés d'Allemagne dont, avec une délicatesse qui n'a jamais fléchi, ils réconfortent les premiers pas en terre libre. Car c'est bien au sacrifice de nos hommes jonchant notre sol pour sauver le droit des peuples que, pardessus la convention des attitudes, va l'élan des Hollandais. J'ai constaté que nulle présentation ne vaut pour eux ces mots : « J'étais à la Marne, à Notre-Dame de Lorette. » Que diront-ils à ceux de Verdun?

Nous attendons, sans hâte et sans défiance. Nous ne réclamons de nos amis des Pays-Bas qu'un jugement informé et un libre témoignage : nous leur livrons nos actes, simplement et en silence.

MAURICE GANDOLPHE.

UNE CAMPAGNE COLONIALE

SUR LE CHEMIN DE BAGDAD

Depuis l'insuccès de Ctésiphon et le siège de Kut-el-Amara, la presse britannique s'est montrée sévère pour l'expédition de Mésopotamie. Elle a condamné le système des «petits paquets,» qui consiste à intervenir partout, fût-ce avec des effectifs insuffisans. Toute entreprise qui échoue est par là même vouée à la critique. La campagne du golfe Persique, purement coloniale au début, a cherché sans en avoir les moyens à devenir une guerre d'intérêt général. La marche sur Bagdad, conséquence de ce projet, est relativement récente, mais les opérations qui la précédèrent sont comparables aux autres conquêtes anglaises en Asie ou en Afrique. Ce point de vue les domine ; la preuve en est qu'elles ont longtemps dépendu du Secrétariat de l'Inde. Les troupes engagées font partie des contingens anglo-hindous et, jusqu'en janvier 1916, les officiers supérieurs appartenaient tous à l'état-major de Delhi. A travers la lutte générale, nos Alliés ne perdent pas de vue leurs affaires d'outre-mer : l'expédition dans le Darfour, celle commencée en Afrique orientale, en sont de nouveaux exemples.

Coloniale dans son origine, la campagne de l'Irak-Arabi l'est aussi dans ses moyens d'action. Le major général Townshend, remontant le Tigre vers Bagdad, n'opérait pas autrement que le regretté lord Kitchener sur le Nil. Toutefois, cette entreprise militaire emprunte à la lutte européenne ses derniers enseignemens : tranchées et fils barbelés couvrent le terrain. Ainsi se

mélangent et se complètent, sur ce théâtre lointain, les procédés de guerre anciens et modernes.

*
* *

Si, dans un conflit aussi vital, la Grande-Bretagne consentait à distraire des fronts principaux d'importans effectifs, il fallait que la Mésopotamie présentât un intérêt économique et stratégique incontestable. Caractériser en quelques mots l'aspect géographique d'un pays est chose malaisée; trop d'élémens divers s'y rencontrent. Cependant, dans chaque contrée, une note particulière frappe le voyageur. Du sable et des ruines, voilà ce qu'est, le plus souvent, la Mésopotamie. Nulle part on ne rencontre autant de villes mortes. Babylone, Séleucie, Ctésiphon, pour ne citer que les noms illustres, étalent sur un sol aride les restes prestigieux de civilisations détruites. Ce ne sont que vieux canaux à sec, tours écroulées, murs contre les inondations démolis, tombes recouvertes d'une herbe courte que broutent les chameaux. Pourtant, sur les bords de deux fleuves qui enserrent en un gigantesque 8 la Mésopotamie et l'Irak, se dressent parfois d'épaisses et vertes palmeraies. Partout où il y a de l'eau, le sol, fertilisé, permet aux habitans de fonder des villages. Sur l'Euphrate et le Tigre, de grandes villes, quelques-unes vieilles, d'autres de fondation plus récente, jalonnent les rives. Mais sur l'ensemble des deux plateaux vivent seulement quelques millions d'habitans.

Ainsi, rappelant une formule célèbre, nous pourrions dire : Qu'est la Mésopotamie? Peu de chose. — Qu'a-t-elle été? Beaucoup. — Et c'est précisément cette ancienne splendeur qui attire les Anglais. Autrefois, Chaldée, Assyrie, Babylonie, furent riches et prospères. D'innombrables canaux irriguaient le pays, donnant naissance à une telle végétation qu'on y situa longtemps le Paradis terrestre. Aujourd'hui même, les bateliers indigènes le placent encore à Korna, où le Tigre et l'Euphrate mêlent leurs eaux. Au temps de Nabuchodonosor, tout le trafic de l'Inde passait par l'Euphrate. De nos jours, l'incurie ottomane a réduit à néant cette grandeur passée. *Où le Turc a passé, l'herbe ne pousse plus*, et ce proverbe d'Orient n'est nulle part plus vrai qu'ici. Toutes les canalisations, même la principale, le Chatt-el-Hai qui réunit les deux fleuves, sont en voie d'asséchement. De la plupart, seul apparaît encore le lit vide, et

ces nombreuses tranchées constituent pour le voyageur d'incommodes obstacles. Elles donnèrent maintes fois à l'ennemi des points d'appui précieux. Le percement de l'isthme de Suez a diminué l'importance commerciale de la Mésopotamie. Mais à un progrès en succède un autre, et les lignes de navigation sont supplantées par les voies ferrées. Grâce au rail de Bagdad, la contrée va reprendre une valeur économique inestimable.

L'Allemagne, tard venue au partage de l'Afrique, voulait se créer un domaine colonial de possession ou d'influence. Après une longue lutte avec divers États européens, elle réussissait à dominer la Compagnie B. B. B., « Berlin-Byzance-Bagdad. » La Grande-Bretagne, soucieuse de conserver la maîtrise des voies d'accès aux Indes, avait triomphé dans le golfe Persique. Elle commandait cette annexe de l'océan Indien, en occupant quelques points d'une réelle utilité stratégique. Dans l'archipel des îles Kishm, Henjam et Larak, elle possède le port de Basidu, un poste de T. S. F. et deux stations à Tamb et Aba-Musa. En outre, protectrice du scheik de Mohammerah, elle entretenait aussi des relations étroites avec les sultans riverains du golfe. Dans l'île d'Abadan, enserrée par le Chatt-el-Arab, le Karoun et la mer, le gouvernement de Londres avait acheté à l' « Anglo-Persian Oil Company » ses établissemens pétrolifères, pour ravitailler les plus récentes unités de la marine britannique. Cette Compagnie, par l'importance des moyens mis en œuvre et son rôle indirect dans l'activité navale, était pour nos Alliés d'un prix énorme.

Cela permet de comprendre l'intérêt que, depuis longtemps, l'Angleterre portait au « Pays des Deux Fleuves. » Il est donc naturel qu'elle ait mis à profit la guerre pour anéantir sur ce point la puissance germanique, pourtant bien établie.

*
* *

Quand, en novembre 1914, la Turquie se déclara contre nous, le gouvernement de l'Inde avait déjà préparé le salut d'Abadan. La brigade Poona (1) (6e division), du général Delamain, se trouvait, depuis quelque temps, dans l'île Bahrein, possession anglaise. Le 6 novembre, elle s'embarquait vers le fond du golfe. Sur des eaux de pourpre, moirées de plaques

(1) 2e Dorsets, 20e Punjabs, 117e Mahrattes, 104e Wellesley's Rifles et deux batteries de montagne.

blanches, elle navigua sous la protection des canonnières *Odin*, *Espiègle* et *Sirdar*. A droite, elle laissait le littoral persan et ses îles escarpées ; à gauche, l'Arabie que bordent des bancs de sable encerclant des îlots plats qui émergent à peine des eaux. C'est, avant d'aborder dans l'Asie antérieure, l'image de ce que sont les frontières de l'Irak Arabi, puis de la Mésopotamie, montagneuses à l'Est, plates et désertiques vers l'Ouest.

Le 7 novembre 1914, l'expédition débarque à Fao, à l'embouchure du Chatt-el-Arab, produit de l'union du Tigre et de l'Euphrate. Ce point, faiblement défendu, est bientôt emporté ; mais, pour le salut d'Abadan, il fallait occuper Bassorah et le Delta tout entier. Cette opération nécessitait des effectifs plus considérables ; aussi, le général sir Arthur Barrett arrivait-il, le 13 novembre, avec le reste (1) de la 6e division.

Une manœuvre bien exécutée fait tomber Bassorah, le 22 novembre, et Korna, dix-sept jours après. Ces succès coûtèrent à peine 700 hommes aux Anglais, leur livrant dix canons et 1 500 prisonniers.

Bassorah, dont les échanges commerciaux dépassent 150 millions par an, est une ville importante. Elle n'est pas sur le Chatt-el-Arab même, mais au bord d'un canal, à trois kilomètres vers l'Est. Plus de 20 000 habitans peuplent ses maisons basses, que les eaux baignent au moment des marées. C'était, autrefois, le port le plus animé de l'Orient. Suivant la tradition, des centaines de mille hommes vivaient dans ses murs. De si grandes richesses, seuls lui restent aujourd'hui des amas de ruines. Derrière la ville apparaît un rideau de verdure dont les feuilles lancéolées n'ont rien des souples feuillages de nos climats. La palmeraie de Bassorah, demeurée célèbre, s'étend à perte de vue vers l'Arabie. Ses dattiers, aux fruits particulièrement savoureux, plongent leurs racines dans les eaux du fleuve, et des buissons de roses, à la belle saison, y parent le paysage d'un éclat tout oriental.

(1) *Brigade Ahmednagar* (général Dobbie) : 1er bataillon d'Oxford Light Infantry, 119e Moolan d'infanterie, 103e Mahrattes.

Brigade Belgaum (général Fry) : 112e Norfolks, 110e Mahrattes, 120e Rajputana d'infanterie, 7e Rajputs.

En outre, trois batteries d'artillerie légère, des pionniers, sapeurs et mineurs, et le 33e régiment de cavalerie.

*
* *

Entre janvier et avril 1915 peu d'événemens militaires. Ce calme masquait la concentration turque faite en vue d'une contre-attaque sur le delta. Les 11 et 12 avril, commence le bombardement de Korna. La canonnière *Odin* ne peut empêcher une mine flottante de faire sauter un pont. Les Turcs rassemblés pour l'attaque dans des chalands perdirent beaucoup de monde.

La véritable offensive, menée par 18000 hommes environ et 5 batteries, eut lieu contre Bassorah. Un bombardement préalable permit à l'adversaire de creuser des tranchées très près des Anglais. Ceux-ci, du Chatt-el-Arab au désert, formaient une ligne continue en passant par Zobeir et le fort Shaiba. Après une nuit de combat, les Turcs occupèrent quelques maisons fortifiées, dans la région de Sheikh Maruf. Une brillante attaque les en chassa et le lendemain, 5000 d'entre eux s'installèrent dans la palmeraie de Barjisiya, à 25 kilomètres au Sud-Est de Bassorah. Pendant la nuit du 13 au 14 avril, 10000 hommes vinrent les soutenir. Nos alliés décidèrent de les disperser. Dans une furieuse charge à la baïonnette, les troupes de Suliman Askeri furent rejetées vers Nakailat qu'elles évacuèrent le 17, pour arriver, le 23, à Khamsie (160 kilomètres de Bassorah), y abandonnant tout : mitrailleuses, automobiles et approvisionnemens. Devant le fort de Shaiba, 2500 des leurs sont mis hors de combat et 515 faits prisonniers. Au cours de la poursuite sur l'Euphrate, les canonnières anglaises coulèrent à l'ennemi 12 embarcations, et l'on put évaluer à 8500 hommes ses pertes totales.

*
* *

Cette campagne, dont le but primitif était la protection des installations pétrolifères d'Abadan, devait tout au moins se compléter par la sauvegarde des conduites qui amenaient l'huile de Chouster, en Perse, jusqu'au Chatt-el-Arab. Ne pouvant aller aussi loin, il fallut se contenter de l'occupation d'Ahwaz, aux deux tiers du chemin.

Une colonne d'une brigade, probablement celle d'Ahmednagar commandée par le général Dobbie, quitte Bassorah en février 1915. Elle suit le Karoun, important fleuve de Perse, dont la profondeur moyenne atteint 1 mètre sur 250 kilomètres

de parcours. Elle dépasse Mohammerah, grand port fluvial, dont le cheik est un protégé traditionnel de l'Angleterre, puis atteint Ahwaz.

Cette misérable bourgade, construite au milieu de ruines, est une position stratégique incomparable. Le Karoun y traverse une chaîne montagneuse dirigée vers le Sud-Est ; son cours se rétrécit, et une dizaine de barrages successifs, formés de rochers gréseux, dépassant cent mètres, le partagent en plusieurs rapides. Tenir Ahwaz, c'est avoir la main sur le Karoun à l'eau si fraîche que les requins du golfe Persique le remontent jusqu'à Chouster.

Pendant les mois de mars et d'avril, l'activité ottomane autour d'Ahwaz sera constante et après une longue accalmie, au milieu d'avril, une violente canonnade paraissait devoir préluder à une attaque, mais ce ne fut qu'une alerte.

*
* *

Une expédition fluviale demande nécessairement des communications sûres avec sa base. Or, à ce point de vue, une particularité géographique exposait la colonne du Tigre à de graves risques. En effet, à travers l'Irak-Arabi, un canal, d'ailleurs peu profond et mal entretenu, le Chatt-el-Hai, réunit Tigre et Euphrate. De Kut-el-Amara à Nasirieh, il traverse le désert. Sur ses rives, au milieu d'abondantes cultures, se dressent de petits villages, et les ruines d'antiques cités jalonnent son parcours. Ce canal était d'une valeur stratégique de premier ordre. Une action du général Townshend sur le Tigre devait être menacée par les Turcs descendant le Chatt-el-Hai et l'Euphrate, vers Korna. Cette voie d'accès contre son flanc gauche demeurant libre, la 6e division se trouvait sous le coup d'une attaque subite et imprévue qui, heureusement, pouvait être évitée. Il lui suffisait de tenir Nasirieh, à la jonction de l'Euphrate et du canal et, ainsi, de barrer ce dernier. Voilà pourquoi sir John Nixon résolut d'envoyer une colonne sur ce point. Confiée au général Gorringe, un vétéran des guerres africaines, l'opération se fit parallèlement à celle de Townshend.

Le 30 juin, les troupes quittent Korna. Pendant des journées entières, elles remontent l'Euphrate entre des rives marécageuses couvertes de cases, semées au milieu de palmiers et de

roseaux géans. Enfin, elle débouche dans le lac Hamar où l'Euphrate se partage en plusieurs rivières aux nombreuses îles ombragées de dattiers. Fantassins et marins, malgré une chaleur atroce, à travers des nuées de moustiques, atteignent enfin le bras principal du fleuve.

Après en avoir déblayé le chenal, miné par les Ottomans, l'expédition arrive, le 4 juillet, devant Souk el Cheyouk, le « marché des chefs. » Des retranchemens le protégeaient. Un régiment les emporte d'assaut, en prenant les quatre-vingt-cinq derniers défenseurs.

Le général Gorringe laissa dans Souk, qui est peuplée de 7 à 8 000 habitans, ses troupes prendre quelques jours de repos: A travers ses rues sales et étroites, les Arabes du Nedjed viennent se ravitailler. Cette agglomération perd aujourd'hui de son importance, mais, vers 1868, on y voyait des caravanes fortes de 14 000 chameaux (1).

Le 24 juillet, enfin, la colonne atteint Nasirieh. La ville, défendue par une brigade, fut bombardée au cours de la nuit; le lendemain, les adversaires sont aux prises, et l'action se termine par une victoire britannique complète. Les ouvrages turcs, à cheval sur le fleuve, furent enlevés, vers onze heures, avec l'aide des canonnières; et, dès l'aube, la place était occupée. Un butin considérable récompensait nos alliés. On enterra 520 cadavres, ce qui fait estimer les pertes ottomanes à 2 500 hommes. Quant aux Anglais, ils avaient 564 des leurs, dont 36 officiers, hors de combat. Dès lors, l'ennemi était en fuite dans le Chatt-el-Hai, vers Kut-el-Amara.

Par cette brillante manœuvre qui fait le plus grand honneur aux troupes britanniques, une attaque de flanc contre le major général Townshend devenait désormais impossible et, de ce côté, les Ottomans ne revinrent jamais à la charge.

Malgré l'échec complet des Turcs en avril, le général Nixon se rendait compte que l'adversaire pourrait renouveler ses efforts, et contre Bassorah, et contre Ahwaz, aussi longtemps qu'il disposerait du Tigre. Aussi, fut-il décidé qu'une colonne, composée de la 6e division, et conduite par le général Townshend, remonterait le fleuve pour attaquer Amara, la base ennemie la plus voisine.

(1) Cf. Sicard, *La navigation sur le Bas-Euphrate.*

*
* *

L'embarquement de dix mille hommes sur une rivière peu profonde réclamait des navires spéciaux, et ce fut une cause de retard dans la marche vers Amara. Cette flottille, d'après les déclarations de sir Mark Sykes et d'un correspondant du *Times*, comprenait les canonnières *Odin*, *Espiègle*, *Sirdar*, et des chaloupes blindées, munies de canons de 127 millimètres. En outre, plusieurs vapeurs jaugeant 4 à 500 tonnes assuraient le ravitaillement des troupes. Des mahailas, et des goufars, embarcations indigènes, les suivaient. Fermant le convoi, un extraordinaire navire-hôpital mû par une hélice aérienne.

La colonne prête, l'attaque eut lieu aussitôt. Pour donner le change à l'ennemi, elle commença dans la région d'Ahwas où l'ennemi avait installé un camp, près du fleuve Kerkha. Le général Gorringe l'en chassa, mais une tempête de sable bien malencontreuse lui interdit la poursuite de l'adversaire en déroute (20 mai 1915). Immédiatement, d'Amara partirent encore des renforts turco-arabes vers le Karoun.

Sur ces entrefaites, la 6e division se préparait et, le 31 mai, vers une heure et demie du matin, elle surprend l'adversaire sur des hauteurs, à 3 kilomètres au Nord de Korna. A midi, les canons ottomans étaient réduits au silence par la flottille britannique, et la position emportée. Le lendemain, nos alliés s'emparent des camps de Bahran et Ratta, et talonnent les Turcs en fuite sur le fleuve. Un transport ennemi, le *Bulbul*, est coulé et deux chalands transportant des canons avec 300 soldats sont pris (1).

Durant la nuit, la colonne progresse, entre des rives plates et marécageuses, où seules vivent d'innombrables loutres. Quelques campemens arabes, des bouquets de palmiers, le tombeau d'Esdra, puis, indéfiniment la monotonie du terrrain.

Le 3 juin, le major général Townshend, à bord de la *Comet*, pénétrait dans Amara, dont la garnison se rendit avec tout son matériel. En outre, quatre vapeurs et une canonnière furent capturés. Dans cette ville, grand entrepôt de riz, la 6e division prit un peu de repos, tandis que la flottille poursuivait les Turcs, leur coulant le *Marmarias* et le *Moscoul*. Soudain, des hommes,

(1) *Nelson's History of the War.*

au nombre d'environ 2000, se dirigèrent vers la cité pour se rendre et le reste des forces fut cerné dans les marais.

Le 25 septembre, l'expédition atteint Nakhailat, à quelques kilomètres de Kut et, aussitôt, aéroplanes et éclaireurs vont reconnaître les positions.

L'adversaire, sur les indications d'officiers allemands, avait merveilleusement utilisé les avantages du terrain. Sur la rive droite du Tigre, les tranchées s'étendaient assez loin pour qu'un mouvement tournant fût difficile. Sur la rive gauche, trois marais perpendiculaires au fleuve avaient une importance capitale. C'étaient le marais du « Fer à cheval, » le marais de Suwada, et le marais « Circulaire, » ne laissant entre eux que d'étroits passages fortifiés. Le sol tout à fait plat réunissait pour l'artillerie les meilleures conditions de visibilité; une attaque frontale de la 6e division ne pouvant se livrer que sur une ligne de deux ou trois kilomètres était d'avance vouée à un échec. Dix mille Turcs, renforcés d'Arabes, et une flottille défendaient l'accès de Kut-el-Amara.

Le 26 septembre, dans la journée, le commandement prend ses dispositifs d'attaque et fixe à chacun sa tâche. La brigade Belgaum, avec le général Fry, se retranchera devant le « Fer à cheval, » entre le Tigre et Suwada; la brigade Poona fera une feinte sur la rive droite, puis le général Delamain la mènera à l'assaut, au Nord de Suwada, tandis que la brigade Jelhum, du général Hoghton, dépassera le « Circulaire, » le plus septentrional des trois marais, et viendra tomber sur les derrières de Nour-Eddin pacha. Ainsi, la position sera enlevée. De plus, un pont de bateaux, jeté à Nakhailat, devait faciliter les opérations.

Ce plan va s'exécuter point par point. Fry, appuyé par une batterie de 127 millimètres et les canonnières, s'établit à trois mille mètres du centre turc, et le bombarde. Une reconnaissance du 7e lanciers du Bengale fait trente-six prisonniers, dont les déclarations prouvent mieux encore l'impossibilité d'un assaut mené de front.

Dans la soirée du 26, le général Delamain exécute une feinte sur la rive droite, y laisse quelques postes, et ramène durant la nuit ses troupes au Sud-Est de Suwada. Hoghton, au même instant, conduit ses hommes, sous la direction d'un officier du génie, vers l'extrême gauche ottomane. Le 28 septembre, à huit heures vingt, les deux brigades engagent la bataille. Avec

le 117e Mahrattes, qui y perd 45 pour 100 de son effectif, Delamain se jette à l'assaut et emporte la première ligne. Hoghton arrive alors et, sous un feu violent, sapeurs et « Dorsets » font leur jonction avec lui, rejetant l'ennemi derrière Suwada. A deux heures de l'après-midi, plusieurs canons et des centaines d'hommes avaient été capturés.

La fatigue de ses soldats n'empêcha pas Hoghton de poursuivre son avance vers le Sud-Ouest de Suwada. Le feu de l'artillerie l'oblige à un léger recul. Delamain reprend l'attaque de flanc et sa colonne avance, mais subitement découvre à quinze cents mètres, sur la gauche, cinq bataillons turcs, avec une batterie, dernières réserves, dont personne n'avait encore soupçonné la présence. Il était cinq heures et demie. Devant cette menace soudaine, bien qu'exténués par trente heures de combat, les deux brigades anglaises pivotent, et, sans brûler une cartouche, chargent à la baïonnette. Après une heure de lutte, l'ennemi fuyait vers sa flottille, abandonnant quatre pièces. La canonnière *Comet* leur fit subir des pertes sérieuses. Enfin, n'en pouvant plus, les Anglo-Hindous s'endormirent sur le champ de bataille.

Au cours de la nuit, l'adversaire évacue ses dernières positions, puis, harcelé par la cavalerie et le feu des navires, se replie vers Kut-el-Amara. Le Tigre avait été barré par des chaînes et des estacades. Il fallut les enlever sous la mitraille. Un avion bombarda les navires turcs, y semant encore plus de désordre. Le 29, la colonne Townshend occupait Kut-el-Amara, et 1 650 prisonniers, avec un abondant matériel, demeurèrent entre ses mains. Les pertes britanniques, malgré la chaleur et le manque d'eau, n'atteignaient pas 500 hommes.

Cette bataille peut être citée comme un exemple de méthode et de préparation. Si les effectifs de la 6e division l'emportaient sur ceux des Turcs, 12 à 15 000 hommes contre 10 000, — l'ennemi, lui, avait l'avantage d'une position naturellement puissante, et qu'il avait fortifiée pendant trois mois. Des officiers allemands, nous l'avons dit, avaient conseillé Nour-Eddin pacha et des tranchées profondes, étroites et sinueuses répondaient à toutes les exigences techniques. Des drapeaux indiquaient aux artilleurs les distances de tir, des mines avaient été posées et des navires préparés pour la retraite (1).

(1) *Nelson's History of the War.*

Afin de réduire cette solide organisation, le plan du major général Townshend avait été bien conçu. Ses brigadiers l'exécutèrent avec une précision mathématique, ce qui fait honneur aux aptitudes physiques de leurs troupes anglo-hindoues.

La victoire de Kut-el-Amara entraînait la domination complète du Chatt-el-Hai, et, désormais, toute attaque de la région de Bassorah était interdite à l'ennemi. En effet, celle-ci ne fut plus inquiétée et le général Nixon le prouva, en demandant des ouvriers pour y construire une voie ferrée. C'était là un beau résultat dont, hélas! on ne voulut point se contenter.

*
* *

Après sa défaite de Kut, l'armée ottomane se replie sur Ctésiphon, pendant que, le 5 octobre, les avant-gardes britanniques occupaient Azizié. En face de cette progression facile, le commandement crut l'heure venue de marcher sur Bagdad et en chargea la 6e division. Composée de trois brigades d'infanterie et de trois régimens de cavalerie, elle était, en outre, appuyée par une batterie de howitzers, de l'artillerie de campagne, et une flottille de canonnières (1). Au total, environ 15 000 hommes (2), force si manifestement insuffisante que son chef, avant de se lancer dans cette aventure, réclama des ordres écrits. Sa conscience en repos, il ne songea plus, dès lors, qu'à saisir la victoire.

Pendant six semaines, bien qu'il fût difficile de s'avancer sur une eau trop basse, troupes et approvisionnemens remontent de Kut vers Azizié.

En amont de Kut-el-Amara, la navigation sur le Tigre devient très difficile, car le fleuve est extrêmement sinueux et ses méandres doublent le parcours. Parfois, il est si large que ses eaux étalées n'ont plus aucune profondeur, des barques à fond plat peuvent alors seules le remonter. Les crues sont nécessaires pour permettre aux vapeurs de franchir ce trajet. Aussi,

(1) *Comet*, *Firefly*, *Shushan*, *Shaitan*, *Sumana*.

(2) L'effectif total d'une division anglaise comprend : 3 brigades d'infanterie, (chacune comprend quatre bataillons de 960 hommes et une section de mitrailleuses); — 1 brigade d'artillerie de campagne; — 1 batterie de howitzers; — 1 batterie lourde (4 pièces de 127 mm.); — 1 escadron de cavalerie (150 sabres); — 3 compagnies du genie et de signaleurs, formant en tout 18 073 hommes, 5 592 chevaux, 76 canons, 24 mitrailleuses.

les troupes firent-elles une grande partie de l'étape à pied et par moitié sur chaque rive. Approvisionnemens et hôpitaux empruntaient la voie fluviale. Les berges élevées dépassent le niveau du fleuve, même pendant ses crues normales. Des herbes rares, des broussailles sèches les couvrent sans pour cela fixer un sol sablonneux que le vent, dans ses tourmentes, soulève en colonnes épaisses.

Le 11 novembre, 4 bataillons et 1500 cavaliers quittent Azizié; le lendemain, toute l'expédition dépasse Kutunie et touche Zeur le même jour. Ce point aurait une importance particulière si, dans un tel pays, on pouvait combattre loin de l'eau : de là, en effet, part une belle route qui rejoint Bagdad à travers les sables et franchit un affluent du Tigre, la Dialah, sur un pont de bateaux.

Le 20 novembre, Laj était occupé; et le 21, les troupes arrivaient en vue de Ctésiphon.

*
* *

Ancienne capitale des Parthes sassanides, Ctésiphon, dès la plus haute antiquité, semble destinée à connaître la guerre. En 115, Trajan fait traîner sa flotte à bras d'hommes de l'Euphrate jusqu'au Tigre et s'en empare; en 198, Sévère, qu'avait insulté Vologèse IV, marche sur la Mésopotamie, construit une escadre avec les bois des forêts bordant l'Euphrate et conquiert la ville, d'où il emmène 100 000 captifs. Moins d'un siècle plus tard, Septimius Odenath, chef de Palmyre, en chasse les Parthes et devient, ensuite, ami de Rome. Cent ans après, 18 000 Romains, avec Procope, mettent une armée en fuite, sous les murs de la cité. En 637, Ctésiphon devient arabe.

De cette antique et prestigieuse capitale, seul demeure un souvenir illustre rendu vivant par un gigantesque arc de triomphe (1). Long de 91 mètres, haut de 35, encadrant une voûte de 26 mètres, il est construit en grandes briques, dont sont faites aussi tant d'autres ruines voisines. Mais les habitans ont diminué ces glorieux vestiges, emportant une partie des matériaux pour en édifier leurs maisons.

Nour-Eddin pacha y avait soigneusement préparé ses points d'appui, qui formaient deux lignes de tranchées étroites, sans

(1) D'après M. Dieulafoy.

parapet, et masquées de fils barbelés. Sur la rive droite, ils se développaient en une longueur de cinq kilomètres et disposés suivant deux lignes, séparées l'une de l'autre par huit mille mètres. Sur la rive gauche, les positions se prolongeaient de dix kilomètres, appuyées à de fortes redoutes et à la rivière Dialah. Entre les deux, se dressait l'arc de Ctésiphon. Plus loin, entre les berges, un étroit pont de bateaux.

Le commandant connaissait ces détails, depuis les explorations des aviateurs, dont quelques-uns durent, d'ailleurs, atterrir chez l'ennemi. L'armée turque comprenait au moins 13 000 hommes armés de 38 canons, et il importait de l'attaquer avant l'arrivée des renforts. Dans la nuit du 21 au 22 novembre, la 6e division s'avança de Laj à Ctésiphon. Dès l'aube, les canonnières postées à Bustan, distant de 3 000 mètres environ, et l'artillerie de campagne, bombardent l'adversaire. Le récit vivant qu'en fit un officier permet de reconstituer la physionomie de la bataille.

Les fantassins sont accueillis par un feu violent parti des tranchées turques. Le terrain plat n'offrait aucun abri; aussi la progression fut-elle coûteuse. Des corps à corps furieux, sur la rive gauche, livrèrent aux Anglais la première ligne. Dans l'après-midi, on passe à l'attaque des secondes positions et sur tout le front. Certains points furent conquis et 8 canons capturés qui, pendant la lutte, passèrent successivement de mains en mains. Finalement, en raison des pertes, il fallut les abandonner. La nuit trouva nos alliés revenus sur la première ligne. Treize cent cinquante hommes avaient été pris et la 45e division turque virtuellement détruite. Le 23, il fallut repousser des contre-attaques, évacuer blessés et captifs. L'ennemi paraissait très atteint. Autour de l'arc de Ctésiphon qu'épargnèrent les obus, se dressaient des monceaux de cadavres. A la tombée du jour, devant l'inutilité de ses efforts, l'adversaire se retira vers la Dialah. Cependant, la victoire de Townshend allait se transformer en un succès éphémère et même dangereux, puisqu'il portait en lui la cause de l'échec récent de Kut-el-Amara. Le lendemain, manquant d'eau, les avant-postes anglais devaient se rabattre vers le Tigre. D'après les aviateurs, Nour-Eddin semblait préparer sa retraite, quand, tout à coup, le 25, des renforts lui arrivent par colonnes. Sur 15 000 hommes, Townshend en avait perdu 4 000, aussi ne se crut-il point, avec

ses effectifs restans, capable de gagner la nouvelle bataille qui, déjà, s'annonçait. Il voulut donc l'éviter et débuta par un repli sur ses convois de ravitaillement à Laj (26 novembre) et, dans la nuit suivante, il atteignait Azizié. Le groupe des canonnières du capitaine Nunn eut les plus grandes difficultés à naviguer. Dans la soirée, le *Shaitan* s'échoue à 13 kilomètres en amont d'Azizié. Le jour suivant, le *Firefly* et le *Shushan* sauvèrent matériel et munitions sous le feu de l'ennemi, embusqué à quelques mètres sur les rives. La brigade montée du brigadier général Roberts fut envoyée pour les en chasser. Dans une charge vigoureuse, le 14e hussards et le 7e lanciers du Bengale sabrèrent 140 Turcs. Les deux canonnières purent alors se retirer. Le 30 novembre, la 6e division touchait Umm-el-Tubal. Quelques groupes ennemis menaçaient nos alliés d'enveloppement, car ils venaient d'intercepter la voie de Chubabat à Kut.

*
* *

A ce moment, se produisit le fait capital de toute la bataille. Le général Melliss, sur l'ordre de son chef, tente de s'ouvrir la route vers Kut. Il dispose pour cela de la 30e brigade d'infanterie, d'une batterie d'obusiers et du 16e régiment de cavalerie. Il venait de commencer la manœuvre, quand son chef le rappela.

Entre les deux ordres contraires de Townshend, le général Melliss avait fait 70 kilomètres environ, qu'il dut encore parcourir au retour pour rallier le gros des troupes. Heureusement, il revint à temps. Voici ce qui venait de se produire : à peine le commandant de l'expédition s'était-il séparé de Melliss qu'il était lui-même attaqué. La bataille se présentait dans des conditions rendant nécessaires tous les hommes disponibles. De là, le contre-ordre envoyé à Melliss. En effet, le 1er décembre, de grand matin, les forces turques sont lancées à l'assaut, et le choc se produit à Umm-el-Tubal. Les Anglais, par un judicieux emploi de leur artillerie, arrêtent l'ennemi qu'ils mitraillent à 2 500 mètres, lui infligeant de terribles pertes. Le *Firefly* et le *Comet* tirent en rafale. Une habile manœuvre tournante de la cavalerie leur permet de se replier par échelon de brigade. L'ennemi était nettement battu, — et, cependant, le succès demeura stérile. Le commandement s'en rendait compte; aussi, quoique vainqueur, précipita-t-il sa retraite.

Malgré tant de fatigues, les troupes ne lâchèrent pas un seul prisonnier. Sur ces entrefaites, la canonnière *Firefly* était mise hors de combat par un obus qui l'atteignait à la ligne de flottaison. Le *Comet* s'avance à son secours, et finalement les deux navires s'échouent. Alors, le *Sumana* prit les deux équipages à son bord et, avant d'abandonner les navires, rendit leurs canons inutilisables.

Dans la nuit du 1er au 2 décembre, les Anglais parcoururent cinquante kilomètres et atteignaient Saadi. Le lendemain, ils entraient dans Kut-el-Amara, leur ancien point de départ, et, après avoir perdu 10 000 hommes, les deux tiers de son effectif, la 6e division allait dès lors commencer à soutenir un siège mémorable.

***

Dès son arrivée à Kut, Townshend mit la place en état de défense. La « villa des Princes » est située dans un isthme en forme d'*U* que le Tigre baigne de trois côtés. Aux alentours, terrain absolument plat et marécageux transformé en lac par les pluies du printemps. L'importance de Kut, si grande, puisqu'elle est la clef du Chatt-el-Hai, allait se trouver accrue par l'investissement prochain de sa garnison.

Aussi longtemps qu'une colonne serait à Kut, les Turcs ne pourraient utiliser le Chatt-el-Hai pour attaquer Nasirieh.

Le 3 décembre, le commandant évacue vers Bassorah ses navires-hôpitaux et 1 350 prisonniers, ne laissant que le *Sumana*. La brigade de cavalerie (1) part, le 6 décembre, et rejoint Imam-Ali-Gharbi. Sur ces entrefaites, à trois kilomètres au Nord de Kut, la base de l'isthme est fortifiée; on multiplie tranchées et redoutes. Au Sud-Ouest, entre le Tigre et le Chatt-el-Hai, un poste détaché sur la rive droite protège un petit village. Enfin, à l'Est, le pont de bateaux est défendu par un détachement. Le 7 décembre, l'investissement est complet. Deux jours après, la garde du pont doit se replier; mais, dans la nuit, on réussit à le faire sauter. Le 12, une violente et inutile attaque coûte 1 000 hommes aux assiégeans. Puis, quelques heureuses sorties

(1) Une division de cavalerie anglaise comprend 4 brigades de 3 régimens chacune. Le régiment est formé de 3 escadrons de 150 sabres et une section de 2 mitrailleuses. Une batterie d'artillerie est affectée à chaque brigade. La division contient au total 9 269 hommes, 9 815 chevaux, 24 canons, 24 mitrailleuses.

furent accomplies. Le 24, les Turcs s'emparent d'une redoute, mais en sont rejetés et ils y abandonnent 200 cadavres. Leurs pertes totales dans cette affaire pouvaient se monter à 2000 hommes.

***

Dès l'investissement de Kut-el-Amara, le gouvernement de Londres se préoccupa d'envoyer rapidement une colonne au secours de la ville. La brigade de cavalerie, arrivée à Imam-Ali-Gharbi, le 7 décembre, devait en former le noyau. Ces effectifs, graduellement renforcés, constituent, aujourd'hui, le « corps d'armée du Tigre, » alors confié au major général Aylmer, de l'armée indienne.

Quand l'adversaire soupçonna cette concentration, il ne chercha plus à emporter Kut d'assaut. Laissant autour de la place des troupes peu considérables, il se transporta à Sheikh-Saad, non loin d'Imam-Ali-Gharbi, où, le 6 janvier, il rencontrait le général Younghusband.

Le lendemain matin, la venue de la colonne Aylmer permit de pousser l'attaque à fond sur les deux rives. A l'aile droite, toutes les positions adverses furent enlevées. Le 8, la brigade Kemball progresse à son tour, cueillant 700 prisonniers et une demi-batterie. Deux jours plus tard, les Turcs abandonnèrent également l'autre berge, ayant perdu au moins 5000 hommes. Le mauvais temps et la boue empêchèrent une poursuite menée à fond; aussi purent-ils se fortifier à seize kilomètres de là, sur le Wadi, affluent du Tigre. Encore repoussé, le 14 janvier, Nour-Eddin se retrancha à vingt kilomètres de Kut, entre les marais, d'où le général Townshend l'avait chassé quelques mois auparavant. La colonne Aylmer, ayant éprouvé des pertes sensibles, dut attendre des renforts avant de continuer l'offensive.

Le 8 février, suffisamment reposé, le « Tigris Corps » marche à l'assaut d'Es-Sinn. Rejeté avec des pertes sanglantes, il doit reculer devant l'inondation et regagne ses anciennes positions du Wadi.

***

Quelques précisions géographiques sont ici nécessaires. A Choubibat, centre des troupes britanniques, le fleuve, qui

coule vers le Nord-Est, fait un angle droit au Sud-Est. Entre ce coude et Kut-el-Amara, sur un parcours de douze lieues environ, l'armée ottomane possédait quatre lignes de défense successives. Sur chaque rive, un marais, dont à gauche celui de Suwekie, donnait à leurs deux ailes des points d'appui impossibles à tourner. Les trois positions d'Ounm-el-Henna reposaient sur cette configuration du pays. Le quatrième retranchement, à Es-Sinn, était le plus considérable. Au Nord du Tigre, il protégeait les deux flancs du marais de Suwada; au Sud, il s'étendait jusqu'au Chatt-el-Hai, en s'appuyant sur six redoutes et l'ouvrage Dujailar. Ce dernier était la clef de tout le système, et sa prise devait délivrer Kut-el-Amara, en rendant inutiles toutes les autres fortifications ennemies.

Le général Aylmer commit l'erreur d'attaquer de front. Après une préparation d'artillerie insuffisante, le 21 février, l'offensive commence. Les troupes anglo-indiennes, enfonçant dans la boue jusqu'aux chevilles, ne purent même pas aborder les tranchées. Sous le feu des canons qui leur tuèrent beaucoup de monde, nos Alliés s'installent à 1 300 mètres de l'adversaire. Les jours suivans se passent à bombarder les positions ottomanes et en reconnaissances aériennes.

Sur ces entrefaites, sir John Nixon, commandant en chef du corps expéditionnaire de Mésopotamie, est remplacé pour raison de santé par le général sir Percy Lake, chef d'état-major de l'Inde.

Enfin, le 6 mars, on adopte le seul parti possible. Trois colonnes anglaises quittent Orah dans la nuit, évitent les lignes ottomanes et longent le rebord Sud du marais, au Nord duquel se trouve l'adversaire. A cinq heures du matin, une marche forcée dans le désert les amène devant la redoute Dujailar. Déjà, ils voient au loin tirer les pièces de Kut-el-Amara! Les Turcs, surpris, sont en petit nombre... et, pourtant, l'attaque échoue! Pourquoi? La raison en est encore inconnue, mais quoi qu'il en soit, la garnison de Kut ainsi qu'on va le voir était dès lors, condamnée.

*
* *

A la suite de ces malheureuses circonstances, la colonne Aylmer change de chef. Le général Gorringe, le vainqueur d'Ahwaz et de Nasirieh, est appelé à tenter un dernier effort pour

sauver la division assiégée. Pendant le mois de mars, le Corps d'armée du Tigre se prépare, ne se livrant qu'à d'insignifiantes escarmouches. Pendant toute la nuit du 5 avril, l'artillerie anglaise, soutenue par les canonnières, lance ses projectiles sur Oumm-el-Henna. L'infanterie, dans ses sapes, à cent mètres de l'adversaire, met baïonnette au canon, et à cinq heures du matin, elle s'élance, enlève deux lignes de tranchées et ne s'arrête que pour permettre aux artilleurs d'allonger leur tir. Deux heures plus tard, la 13e division emporte les trois dernières tranchées profondes de deux mètres, et bien abritées.

L'après-midi, quelques aviateurs australiens reconnaissent les positions ottomanes, dont l'assaut est repris. Sur la rive droite, le général Keary, à la tête de la 3e division de Lahore, atteint les retranchemens, et, à vingt heures, la rive gauche est à son tour nettoyée. L'ennemi s'est retiré vers Sanna-i-Yat, dont l'état-major britannique prépare aussitôt la prise.

La tâche se révèle très ardue. De chaque côté du fleuve s'étendent trois kilomètres de retranchemens aboutissant à des marais. Ce front étroit va encore être raccourci par les inondations, rendant difficile l'emploi d'effectifs en masse.

Une première attaque, le 9 avril, échoue; trois jours après, pendant une effroyable tempête, de sérieux progrès sont accomplis. Traversant des marécages inondés, les Anglais avancent de trois à cinq kilomètres, menaçant ainsi de prendre à revers la rive gauche. Là, sous un feu meurtrier, les Turcs doivent évacuer quelques positions inondées. Mais, les 16, 17 et 18 avril, ils contre-attaquent en masses profondes pour regagner le terrain perdu. Trois divisions se font successivement massacrer par le feu des mitrailleuses. Dans la nuit du 17, ils perdent 3 000 hommes, abandonnant 1 500 cadavres sur le seul front d'une brigade. Ils croyaient les forces britanniques cernées par les inondations, et pensaient pouvoir les anéantir. Tous leurs efforts furent vains. Plusieurs officiers allemands qui les conduisaient furent tués. Dans la journée du 18, l'ennemi abandonne la partie. Ses ambulances, d'après les rapports d'aviateurs, regorgent de blessés.

Ayant ainsi infligé à l'adversaire un sanglant échec, le général Gorringe, après un bombardement de trois jours, reprend l'attaque avec une seule brigade, car le front, comme nous l'avons dit, était très restreint. Les trois lignes ottomanes sont

prises, mais ne peuvent être conservées à cause des contre-attaques répétées. Les renforts, soumis à un feu intense pendant la traversée des marécages, arrivent trop tard, et la perte de Kut-el-Amara devenait inéluctable.

*
* *

A s'en tenir aux confidences d'officiers qui appartinrent à la garnison assiégée, voici quelle fut l'existence des Anglais durant de longs mois.

Les privations de l'armée investie commencèrent le 15 février. Le lait manqua, blessés et malades furent nourris de maïs et d'eau de riz. Seuls les grands blessés recevaient leurs rations ordinaires.

J'emprunte à M. Ed. Candler les quelques détails suivants :

Le 27 avril, la ration de quatre onces de grains manqua.

Du 22 au 25, la garnison dut vivre sur les réserves de deux jours, d'abord distribuées en janvier.

Du 25 au 29, les seuls vivres étaient ceux qui furent jetés par les avions (1).

Les hommes, à la fin, se trouvaient si affaiblis que les régimens du front restèrent quinze jours sans être relevés, n'ayant plus même la force d'emporter leurs sacs.

La mortalité quotidienne, dans les derniers jours du siège, était en moyenne de 3 Anglais et de 21 Indiens.

Avant la capitulation, toutes les bêtes servant pour l'artillerie, la cavalerie et les transports avaient été mangées.

Les artilleurs, privés de leurs chevaux, constituèrent une nouvelle unité sous le nom d' « infanterie de Kut. »

Une des dernières mules conduites à l'abattoir avait fait trois campagnes sur la frontière de l'Inde et portait des rubans autour du cou. Par deux fois le boucher refusa de l'abattre, mais, finalement, elle dut l'être ainsi que les mules des mitrailleuses.

Les assiégés préféraient, en général, à la viande de cheval, celle de mule, dont la graisse était supérieure au point de vue culinaire et servait aussi pour l'éclairage. La provision d'huile lourde combustible, servant à la cuisine, dura pendant tout le siège, mais elle produisait une fumée âcre et épaisse. Les cui-

(1) Le siège de Kut-el-Amara est le seul exemple, connu au cours de cette guerre, d'un ravitaillement de troupes fait par voie aérienne.

siniers militaires étaient noirs comme des ramoneurs, à cause de la fumée des fourneaux alimentés de cette façon.

Le manque de tabac causait une grande privation; le tabac arabe fit défaut, dès les premiers jours d'avril; les assiégés fumèrent alors des feuilles de thé rôties ou des feuilles de tilleul. Au mois de janvier, le tabac anglais coûtait 48 roupies la demi-livre. Une boîte de cigarettes égyptiennes trouvées sur un officier mort atteignit aux enchères le prix de 100 roupies et une boîte de lait conservé 34 roupies.

Les détachemens assiégés eurent peu de rapports entre eux, par suite du tir indirect des mitrailleuses et des fusils qui, en plus des obus, fouillaient, nuit et jour, tout le périmètre de la place.

Les troupes ne quittaient leurs abris que pour d'indispensables opérations de défense et, vers la fin, alors que le feu était pourtant moins vif, officiers et soldats étaient trop faibles pour faire des promenades inutiles.

L'artillerie turque tira sans répit jusqu'au 22 mars; puis, ce jour-là, ayant lancé plusieurs milliers de gargousses, elle réserva ses munitions pour une canonnade quotidienne, entre quatre et six heures du soir, dirigée contre la ville et le fort, où le drapeau anglais et le poste d'observation offraient de bonnes cibles, ainsi que le quartier général adjacent.

Le 2 janvier, un premier aéroplane turc fit son apparition et, du 13 février au 22 mars, les bombes des aviateurs causèrent plus de dégâts que le bombardement de l'artillerie.

Le 18 mars, une bombe tombait sur l'hôpital, tuant six Anglais et en blessant vingt-six, dont quatorze grièvement.

Quatre bombes aériennes, lancées dans le voisinage du quartier général, tuaient de nombreuses femmes et enfans arabes, et coulaient une embarcation qui portait un canon de cinq pouces; par la suite, ces bombardemens aériens furent moins intenses.

Les relations de la garnison prisonnière avec les Turcs ont été très paisibles; les officiers turcs donnaient une poignée de cigarettes à chaque soldat anglais renvoyé de Kout au front anglais.

Les simples soldats des deux partis fraternisèrent et il ne semblait pas qu'il y eût lieu de craindre la tension pénible des rapports qui existe, ailleurs, entre Allemands et prisonniers

anglais. « Nos prisonniers turcs, disaient les officiers, se déclaraient, de leur côté, satisfaits de la façon dont nous les traitions. Nous avions pris 1 400 hommes à Ctésiphon, qui furent évacués avant l'investissement complet de Kut. »

La chute de Kut-el-Amara entraînait peu de conséquences réellement importantes pour les deux adversaires. Si l'armée britannique perdait quelques milliers d'héroïques soldats, des chefs appréciés et le contrôle absolu du Chatt-el-Hai, ces avantages réunis ne permirent cependant pas à l'armée turque de reprendre l'initiative des opérations. D'autres événemens, sur un théâtre voisin, allaient attirer vers eux les principaux effectifs de l'adversaire.

*
* *

LA DIVERSION ALLEMANDE EN PERSE

Mettant tout en cause avec méthode, les Impériaux n'ont rien omis qui pût contrarier leurs adversaires. Ils inaugurèrent une politique de dissensions qui tendait à créer sans cesse de nouveaux obstacles pour éparpiller les forces alliées. La révolte irlandaise, les raids des Senoussis, et même le déclenchement de la Turquie font partie de ce plan. Quand l'Allemagne reconnut la faiblesse des efforts turcs dans le Caucase, elle fomenta, en octobre 1915, une rébellion en Perse, où le pouvoir central est assez instable. Le Shah, d'ailleurs, à la vue des baïonnettes russes, se montra fervent germanophobe. Mais, comme le souverain était incapable de lutter contre l'insurrection, le grand-duc Nicolas envoya 24 000 hommes. Confiés au général Baratoff, ils débarquèrent à Enzeli, sur la Caspienne.

En peu de temps, Téhéran fut occupé. Après un sérieux combat à Rabatkerim, l'armée Baratoff se scindait en plusieurs colonnes. Une seule nous intéresse ici, et c'est la principale. Elle suivit la grande voie naturelle réunissant Bagdad à la Perse.

Sur cette route, Hamadan est enlevée en novembre ; et, de là, les troupes russes marchaient sur Assadabad et Kengover. A ce moment, l'Allemagne se rendit compte que les bandes persanes, livrées à elles-mêmes, n'étaient pas assez fortes pour vaincre les moscovites. Aussi, décida-t-elle de leur donner l'appui de contingens réguliers turcs. Pour les envoyer, il fal-

lait posséder Kermanchah qui commande la route de Bagdad. Dès le 13 décembre, la ville se révoltait contre le Shah. Des fonctionnaires belges étaient emprisonnés. Plusieurs centaines de cavaliers kurdes arrivent le 16 ; à la fin du mois, le prince de Reuss, ministre plénipotentiaire d'Allemagne, rejoint le gouvernement insurrectionnel.

L'importance que l'ennemi attachait à ces événemens est prouvée par un fait encore peu connu : le 2 janvier 1916, arrivait de Bagdad un haut fonctionnaire allemand accompagné d'un nombreux état-major. C'était le maréchal von der Goltz en personne. Le 5, ayant attentivement parcouru le pays et étudié ses moyens de défense, il repartait, laissant le colonel Buth diriger les opérations.

Von der Goltz voulut-il simplement entraver la marche du général Baratoff, ou bien pensait-il, comme on l'a dit, marcher sur l'Inde à travers la Perse et le Baloutchistan ? Personne ne le sait. Si le second projet fut le vrai, il aurait renouvelé le plan de Bonaparte, qui, vers 1800, voulut atteindre la puissance anglaise dans l'Inde, avec l'aide de Paul Ier, empereur de Russie. Avant la mort de ce dernier, Masséna devait passer par Orenbourg et Boukhara pour attaquer le Gange. Plus tard, l'occupation progressive de Tarente, Otrante et Brindisi, les intrigues dans le Montenegro faisaient partie de ce même plan.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée de troupes turques (1 500 soldats avec 2 batteries et 5 000 cavaliers du Louristan) suivit l'inspection de von der Goltz. Ceux-ci allèrent s'établir à Sakhne, contre la passe de Bid-Sorkh (le Sol rouge). Cette région boisée et fertile est, en quelque façon, la première porte de Kermanchah. Le 20 février, les Turco-Persans y étaient attaqués par la colonne du prince Belouslesky. Le combat, d'une violence extrême, dura trente heures. Les 10 000 rebelles, mis en fuite, laissèrent 500 cadavres sur le terrain. Nos alliés continuèrent la poursuite, pensant trouver une grande résistance à la falaise de Bisoutoun, seconde porte de Kermanchah. Mais ils la franchirent sans aucune peine, mettant en déroute quelques arrière-gardes de gendarmes. Dans l'immense vallée du Kara-Sou, bordée de quelques jardins, 6 000 cavaliers occupèrent Kermanchah.

Continuant sa marche, l'armée Baratoff, forte alors de 10 000 hommes, avec 20 pièces et des mitrailleuses, arriva

devant le défilé des portes du Zagros, ayant pris Kerind. Le 8 mai, ce col était forcé et la bourgade de Kasr-i-Chirin, cachée au milieu de ses dattiers, enlevée d'assaut. Depuis, les Russes sont en contact devant Kanikin avec des forces turques et ils viennent de leur infliger un sérieux échec. La liaison avec l'armée du général Percy Lake, sur le Tigre, est assurée par une sotnia de cosaques, qui, se lançant dans un raid hardi, a rejoint les lignes anglaises.

Depuis deux mois environ, une nouvelle colonne russe menace les Ottomans de ce côté. Commandée par le général Tchernobouzoff, et forte de 14000 hommes, elle occupe actuellement Rewandouza.

Le danger pour l'armée turque de Mésopotamie devenait dès lors considérable. Risquant d'être coupée de ses bases à Mossoul, d'être cernée par l'avance des Russes vers Bagdad, elle a contre-attaqué avec énergie et repris une partie du terrain perdu, Kerind, et Kermanchah. Aujourd'hui, le péril slave est moins pressant pour elle, mais les Anglais, malgré une chaleur torride de 54°, n'abandonnent pas la partie. Au contraire, ils consolident leur occupation en établissant des chemins de fer de campagne.

Du point de vue militaire, la campagne de Mésopotamie reste donc encore sans influence sur la marche générale des opérations.

CONCLUSION

Après avoir étudié les événemens militaires de l'Irak-Arabi, on demeure perplexe. Quelle conclusion peut-on tirer de cette campagne? Elle semble se partager en trois phases bien distinctes : l'occupation du pays de Bassorah, pour protéger les installations d'Abadan ; la marche sur Kut-el-Amara, afin de dégager Bassorah ; enfin, l'avance sur Bagdad dans un dessein tout à fait indéterminé.

Pendant la première période, les opérations ont été conduites avec vigueur par des effectifs proportionnés à leur tâche. Puis, quand il s'agit de rendre libre la région du Chatt-el-Arab, le général Townshend, à Kut-el-Amara, fit preuve d'un beau tempérament militaire. Son plan bien conçu fut brillamment exécuté par ses sous-ordres.

Ainsi donc, toutes les critiques s'adressent à la troisième partie de la campagne. Là, comme dans l'expédition des Dardanelles, l'état-major a mésestimé le Turc. On crut celui-ci en déroute, et que ce serait un jeu de prendre Bagdad. Cependant, le major général Townshend exposa que ses forces étaient trop faibles de moitié au moins pour réussir dans une telle entreprise. Malgré cela, des ordres confirmés, comme nous l'avons dit, lui enjoignirent de marcher en avant et il ne pensa plus alors qu'à l'accomplissement de sa tâche. Il fut victorieux à Ctésiphon, — mais à la manière de Pyrrhus, et un tiers de ses hommes était hors de combat. Quand, ensuite, il se jette dans Kut-el-Amara, il prouve encore un jugement exact de la situation. Il *devait* croire que des renforts lui arriveraient rapidement et, dès lors, conserver cette base stratégique importait avant tout. Cependant, il ne fut pas sauvé. Le chef de la colonne de secours ne prépara point à fond ses assauts et perdit ainsi trop de monde. En outre, il exécuta médiocrement le seul point acceptable de son plan et ainsi échoua irrémédiablement. La 6e division était perdue. On a vu avec quelle abnégation elle sut résister. La Grande-Bretagne, à bon droit, peut se montrer fière de pareils héros. Si leur perte est due à des fautes insignes, elle n'en demeure que plus regrettable.

*
* *

Et maintenant, supposez Bagdad conquise, quelle utilité présenterait cette victoire? Barrer la route de Perse? L'armée Baratoff le faisait déjà. Produire un effet moral? Cela n'est pas certain.

On s'est trop occupé de la répercussion des entreprises guerrières en Orient sur les indigènes des colonies alliées. Qu'elle n'en exerce aucune, serait trop dire. Assurément, notre échec des Dardanelles, les récits des blessés, n'ont point donné à la Tunisie, par exemple, l'impression que nous fussions partout victorieux, mais cela n'est pas allé beaucoup plus loin. De même, la chute de Kut, en partie défendue par des Hindous, n'a pas eu dans l'Inde le résultat qu'en escomptaient les Impériaux. Ainsi donc, la prise de Bagdad est d'une utilité discutable. Y fussent-elles parvenues, que les troupes anglaises s'y seraient trouvées en flèche, loin de leur base.

Ce genre d'expédition est un gouffre d'effectifs, car ne faut-il pas toujours aller de l'avant? Le climat, les maladies éprouvent le corps expéditionnaire et, faute de but précis à atteindre, une fois Bagdad conquis, il aurait fallu déloger l'adversaire des positions d'où il menaçait la ville, et ainsi de suite. L'occupation de Bassorah devait protéger Abadan, puis la prise de Korna assurer Bassorah, puis encore Kut, et Nasirieh défendrait Korna... Où donc eût-on pu s'arrêter utilement?

Les troupes anglaises en Mésopotamie représentent trois ou quatre divisions : deux sur le Tigre, et plusieurs brigades pour garder les territoires conquis. Chacune de ces divisions représente de sérieux effectifs. *Aujourd'hui*, la prise de Bagdad serait certainement plus précieuse. La tâche est facilitée par la présence de deux colonnes cosaques capables d'opérer une marche concentrique; la liaison russo-anglaise, ainsi établie, formerait, dès lors, entre la Mer-Noire et le golfe Persique, un front de bataille à peu près continu.

*
* *

Si, du point de vue militaire, l'expédition pouvait être mieux menée, elle présente toutefois, sous le double rapport, politique et économique, des résultats appréciables.

Les Anglais se sont assuré la maîtrise complète du golfe Persique. A Mascate, dans Koweit, à Bender-Bouchir, ils ont débarqué des troupes qui tiennent ces points importans et renforcent, avec une grande efficacité, les postes des îles Kishm Henjam et Larak. Au cours des trois années qui ont précédé la guerre, l'Allemagne avait poussé avec une extrême énergie le chemin de fer de Bagdad. Aussi, compléter sa domination du golfe Persique, c'est, en tout cas, pour la Grande-Bretagne, affaiblir l'instrument essentiel du renforcement de l'empire turc. La voie de l'impérialisme germanique vers la Perse et l'Inde est ainsi gravement touchée.

L'avenir de cette conquête coloniale apparaît féerique. Lord Hardinge, vice-roi des Indes, disait au Conseil législatif, réuni à Delhi, que la province de Bassorah l'avait frappé comme un pays d'immenses possibilités. Il ajoutait ne point concevoir un pays mieux fait pour l'immigration et que, dans l'avenir, un gouvernement stable transformerait cette contrée, lui rendant

sa splendeur perdue, la muant en un « jardin d'éden, fleurissant comme les roses. »

Jadis, « la Babylonie fut la rivale naturelle de l'Égypte, dans le commerce du monde. Aussi, les souverains de l'une ou de l'autre contrée ont-ils toujours tenté de conquérir le chemin rival pour en détruire, ou en utiliser la concurrence (1). » La Grande-Bretagne, à la fois maîtresse de l'Égypte, contrôlant le canal de Suez, et toute-puissante en Mésopotamie, dominant dans le golfe Persique, quel résultat gros de conséquences pour l'avenir!

Sans remonter aux premières tentatives faites pour rendre à ces terres leurs anciennes richesses, encore faut-il rappeler, tout au moins, comment l'Angleterre, depuis quatre-vingt-dix ans, poursuivit la réalisation d'une grande idée : rattacher l'Inde à la côte d'Asie Mineure, en passant par les voies que nous venons de suivre avec les vaillantes troupes britanniques, la vallée de l'Euphrate et le golfe Persique. Dès l'aurore du XIXe siècle, le marquis de Wellesley avait relié Bombay à Bassorah par un service maritime régulier. En 1829, un Anglais encore, le colonel Chesney descendait l'Euphrate sur un simple radeau et levait les plans du pays. En 1834, le gouvernement de Saint-James et la Compagnie des Indes tentèrent avec succès l'audacieuse entreprise de transporter, pièce par pièce, sur l'Euphrate deux bateaux à vapeur, à travers 230 kilomètres de désert. Chesney fut le promoteur de l'expédition qui, malgré ses heureuses conséquences, demeurait sans suite. Cela ne l'empêcha point de reprendre sa tâche en 1852, dans laquelle un nouvel échec fut dû au manque d'appui financier du gouvernement. Depuis, celui-ci a su changer ses méthodes et... le canal de Suez est à lui!

Mais les Anglais ne furent pas seuls à vouloir relever les ruines de ce passé merveilleux. Un ingénieur français, M. Aristide Dumont, en 1880, présentait aux corps savans de Paris un projet rattachant par le rail la Syrie aux rivages du golfe Persique. C'était diminuer de dix jours le voyage de Marseille à Bombay. Pour une dépense de 250 millions, on rendrait à ce pays sa prospérité, on en « ferait une Lombardie asiatique, aussi peuplée, aussi saine et plus opulente que la Lombardie

(1) Fr. Lenormant, *Histoire ancienne de l'Orient.*

italienne. » C'est là que les populations nécessiteuses trouveraient un admirable champ de travail.

En même temps que M. Dumont, M. Willcocks, ancien directeur des réservoirs du Nil, étudiait les possibilités économiques de la Mésopotamie et de l'Irak-Arabi. En tout, il y a là 1 100 000 hectares (500 000 le long de l'Euphrate et 600 000 entre Bagdad et l'ancienne Babylone) capables de produire annuellement au moins 100 millions, grâce à une première mise d'un demi-milliard.

Sorel a dit : « L'Angleterre est une île marchande : toute sa politique résulte de ce fait. » La campagne dont nous venons de parler en est une preuve nouvelle, et puisque ainsi, dans l'exécution d'un vaste dessein, chacun des Alliés est fidèle à l'union, sans renoncer à ses tendances propres, les Français doivent s'en souvenir. Il ne leur suffira plus d'être les grands remueurs d'idées en Europe. Par une adaptation aux nécessités économiques, puissent-ils, sans cesser d'être efficacement promoteurs d'idéal, ne pas oublier que l'après-guerre sera la concurrence décuplée et plus âpre que jamais !

CHARLES STIÉNON.

LES
FEMMES ET LA GUERRE

I. — EN FRANCE

Lorsque des cataclysmes plongent une nation dans le deuil, des vaillances et des vertus insoupçonnées se révèlent presque aussitôt. C'est ainsi qu'aux atrocités allemandes a correspondu en France et chez les Alliés, le plus superbe élan de dévouement. Une vague de charité a passé sur le monde, et ce sera, pour ne parler ici que des femmes, une merveilleuse histoire à écrire que celle des initiatives et des ingéniosités de leur bienfaisance durant la guerre.

Dans le premier élan, on peut dire que, d'un bout de la France à l'autre, toutes les femmes se découvrirent des aptitudes d'infirmières. Les bonnes volontés se révélèrent si nombreuses qu'on se vit dans la nécessité d'en décourager beaucoup, qui restèrent sans emploi. La sollicitude féminine se tourna alors du côté des non-combattans. Ne fallait-il pas aussi pourvoir à d'autres misères, songer aux pauvres gens exposés à mourir de faim, aider les mères et les enfans dans les cantines maternelles? L'assistance par le travail se développa. Il se fonda de nombreux ouvroirs. Dans les uns, les ouvrières étaient payées (1); les autres, ouvroirs privés, étaient fréquentés par des femmes du monde et soutenus par elles. C'est par centaines de mille qu'ont été confectionnés les vareuses, les che-

(1) A Paris seulement, on en compte 515.

mises, les caleçons, les gilets de flanelle, les chaussettes, les passe-montagnes, etc. Des sociétés se créèrent pour le Noël du Soldat, le Paquet du Soldat, la Vêture des Réfugiés, les Soupes populaires, etc., œuvres variées, multiples, d'une utilité incontestable, œuvres de guerre, passagères pour la plupart, mais qui démontrent à quel point notre patriotisme s'est exalté. Ce fut une magnifique floraison de dévouemens, une générosité large, débordante.

Personne n'ignore que la Croix-Rouge, née d'un vibrant appel du docteur Palasciano, de Naples, en 1861, et préparée par l'initiative de M. Dunant, est de fondation relativement récente. La plus ancienne de nos associations, la *Société de Secours aux Blessés militaires*, célébrait précisément le cinquantenaire de sa fondation en 1914. En 1879, le docteur Duchaussoy fondait l'*Association des Dames françaises*, qui demanda l'autorisation en 1881 et l'obtint en 1883. D'autre part, l'*Union des Femmes de France* était reconnue d'utilité publique en 1882. Ces trois sociétés françaises de secours aux blessés, tout en restant indépendantes les unes des autres, sont réunies par un Comité central, et cette union constitue la section française de la Croix-Rouge.

Les milliers de femmes dont la blouse blanche porte la croix rouge, avec la coiffe distinctive de l'une ou de l'autre des trois sociétés bien connues, forment une véritable petite armée. Cette armée féminine, comme l'autre, comprend des troupes actives et une réserve. Déjà avant la guerre, l'*active* était constituée par des femmes ayant conquis leurs diplômes et accomplissant un service permanent dans les hôpitaux ou les dispensaires. On distingue même parmi elles des troupes de couverture, compagnies d'élite appelées « équipes mobiles. » Organisées dès le temps de paix, elles se sont trouvées prêtes à partir au premier signal, leur matériel au complet et avec un personnel homogène. Ces équipes avaient déjà fait campagne au Maroc, lors des inondations en 1910, et à l'époque des tremblemens de terre en Sicile. La *réserve* compte des milliers d'infirmières qui, depuis l'époque de leurs examens, n'accomplissent que des stages relativement courts dans les dispensaires. Enfin, les *services auxiliaires* comprennent : 1° des dames ayant étudié l'administration et les règlemens militaires en tant qu'ils se rapportent au fonctionnement d'un hôpital ; 2° des personnes

possédant assez de notions d'hygiène pour apporter un utile concours aux infirmières.

Dans la soirée du 1er août, toutes les infirmières de l'*active* recevaient leur ordre de mobilisation. Les unes n'avaient qu'à se présenter sur place à leur comité, à leur hôpital; quant aux autres, enrôlées dans les équipes mobiles, elles trouvaient une feuille de route avec l'ordre de départ délivré par l'autorité militaire, et, dès le lendemain, elles se joignaient aux trains militaires conduisant nos troupes vers l'Est, et dans lesquels des compartimens étaient réservés aux infirmières en *tenue*, acclamées par tous comme des camarades nouveaux. N'allait-on pas faire campagne ensemble?

Pour juger de l'œuvre accomplie depuis le début de la guerre, rappelons qu'au mois de juillet 1914, la Société française de secours aux blessés militaires comptait 311 hôpitaux auxiliaires, 20000 lits environ. Actuellement, les comités sont au nombre de 492; elle compte 42000 membres, et le fonctionnement de ses 796 hôpitaux représente environ 70000 lits. A côté de ces hôpitaux, il convient de faire figurer 93 postes de secours établis dans le 6e et plus particulièrement le 20e corps, qui, une fois la guerre déclarée, se sont transformés, sous la pression des événemens, en autant de petites formations sanitaires. Au cours des combats, les ambulances divisionnaires ont trouvé là des lits préparés à l'avance, du linge de rechange, des sections de brancardiers, des soins souvent éclairés, toujours empressés et ingénieux, donnés par la population féminine de la frontière, formée dès le temps de paix à cette mission d'assistance et qui, la guerre venue, s'est levée avec un même élan de charité. On peut évaluer à 1500 les lits créés par ces 93 postes de secours, et à peu près à 12000 le nombre des soldats qui y ont été soignés. Sur le chiffre de 796, trois hôpitaux ont une affectation spéciale : l'« hôpital Élisabeth, » offert au roi des Belges à Calais; le « Mont des Oiseaux, » transformé en hôpital auxiliaire pour officiers blessés; l' « hôpital pour les Mutilés de la guerre, » — et il est question d'en ouvrir deux autres pour les tuberculeux et les contagieux.

Il faut tout un monde d'infirmières, d'auxiliaires, de médecins, d'aumôniers, d'administrateurs, de comptables, de brancardiers pour assurer le fonctionnement de ces nombreuses formations. Les infirmières diplômées de la Société de secours

aux blessés sont actuellement au nombre de 15 060 dont 3 000 réparties dans les hôpitaux militaires : l'hôpital du « Val-de-Grâce » à lui seul en compte 86. A ces diplômées viennent s'ajouter 11 480 infirmières auxiliaires utilisées dans les services accessoires : cuisine, buanderie, lingerie, stérilisation. Hélas! beaucoup d'entre elles ont déjà succombé, scellant par le sacrifice de leur vie leur mission de dévouement et de charité.

Tout aussi active est l' « Union des Femmes de France » qui, depuis la guerre, a pris un développement considérable. Dès le début des hostilités et même dès la période de tension, l' « Union des Femmes de France, » qui compte à l'heure actuelle 88 245 membres, put mettre en mouvement le mécanisme sanitaire dont elle avait, en temps de paix, construit et vérifié le mécanisme. Cinq jours après l'ordre de mobilisation générale, elle disposait de plus de 11 000 lits ; elle en compte aujourd'hui près de 29 000, répartis sur tous les points du territoire, dans 353 hôpitaux dont l'installation, bien que de fortune, n'en est pas moins parfaite et conforme à toutes les règles de la science et de l'hygiène. Elle avait en magasin le matériel nécessaire et dans ses caisses un trésor de guerre de 7 966 384 fr. 40 ; enfin, elle s'est procuré d'autre part, en exécution de marchés antérieurement passés, les médicamens et les pansemens dont elle ne pouvait avoir une assez ample provision. En un mot, elle s'est efforcée de justifier son titre de Société auxiliaire au service de santé. Elle y a réussi.

L' « Association des Dames françaises » porte surtout ses efforts sur l'organisation des hôpitaux auxiliaires, et elle est en ce moment admirablement à la hauteur de sa tâche.

Bien que la Croix-Rouge ne soit pas chargée des évacuations, lesquelles incombent au service de santé, la Société des Secours aux Blessés militaires dispose de soixante-huit voitures automobiles et de sept voitures à chevaux aménagées par ses soins pour le transport des blessés et réparties entre Amiens, Creil, Chantilly, Clermont-sur-Oise, Furnes, Paris, Reims et Villers-Cotterets. Tout récemment, ce service a été transformé et complété par des convois spéciaux composés de cinq voitures : une voiture de douches, une voiture de lavage et de séchage, une voiture de radiographie et enfin un camion de réparation qui, sur le front même, rendent d'inappréciables services. Grâce à la voiture de stérilisation, une salle d'opérations avec lumière

électrique peut être installée en quelques heures n'importe où, à proximité même du champ de bataille. L'Union des Femmes de France, elle aussi, a, dès le mois d'août 1914, procédé à l'aménagement de soixante ambulances-automobiles qu'elle a offertes aux armées et qui furent les premières voitures de ce genre envoyées sur le front. C'est elle également qui a installé le premier convoi de péniches-ambulances qui débuta en évacuant cent grands blessés de Bar-le-Duc à Dijon.

Mais l'action des Sociétés de la Croix-Rouge ne s'arrête pas aux hôpitaux ; il est encore des subdivisions que l'on ne peut passer sous silence : l'œuvre des *secours*, qui donne des subventions, des vêtemens, des appareils prothétiques aux blessés réformés ; l'œuvre des *ouvroirs ;* la recherche des disparus, les renseignemens aux familles, etc.

On peut diviser les œuvres nées de la guerre et pour la durée de la guerre en trois ou même quatre catégories : Œuvres pour combattans, œuvres pour non-combattans, œuvres pour réfugiés et œuvres répondant à des besoins divers. Beaucoup furent fondées par des femmes et l'on peut dire que, chaque fois que des hommes prirent cette initiative, qu'ils parlèrent, écrivirent et mirent l'œuvre sur pied, il se trouva toujours des femmes pour s'y consacrer.

Les œuvres pour combattans comprennent tous les établissemens hospitaliers, c'est-à-dire les hôpitaux français, les hôpitaux ou ambulances fondés et soutenus par des Alliés et les formations sanitaires données, créées ou soutenues par les neutres. Elles comprennent en outre les œuvres de tricot, d'envoi de vêtemens et de secours aux combattans, de paquets d'alimentation et de vêtemens aux prisonniers en Allemagne ; œuvres qui envoient des jeux, des livres, du tabac aux soldats dans les tranchées et aux ambulances ; secours et assistance aux combattans, aux blessés et aux malades, visite dans les hôpitaux par les diverses sociétés régionalistes ; cantines de gare ; œuvres de secours aux soldats qui, par suite de leurs blessures ou de leur santé, ne peuvent se livrer à aucun travail ; l'assistance aux mutilés pauvres à qui l'on fournit des appareils et des emplois appropriés à leurs infirmités ; l'assistance aux convalescens militaires qui a pour objet d'hospitaliser, dans les établissemens de convalescence installés sur tous les points du territoire français, les militaires pourvus d'un congé de

convalescence et ne pouvant aller passer ce congé chez eux.

Les œuvres de guerre pour non-combattans sont tout aussi nombreuses. Il y a d'abord les secours légaux dans les mairies, puis ceux qu'allouent certaines œuvres privées; toutes les œuvres infantiles et maternelles appliquées aux familles de mobilisés et les œuvres d'adoption d'orphelins, d'assistance aux veuves de la guerre; les restaurans à bon marché ou même gratuits, les œuvres de travail ou de placement.

Pour les réfugiés, on a établi, en plus des œuvres de secours et d'hospitalisation, des offices de renseignemens sur les familles réfugiées ou rapatriées, sur les disparus, et des permanences pour les originaires des départemens envahis.

Au lendemain de la déclaration de guerre, quelques femmes qui ne pouvaient se consacrer au soin des blessés songèrent au sort des ouvrières en chômage. La vie arrêtée, beaucoup d'ateliers fermés, qu'allaient devenir celles qui n'avaient aucun droit à l'allocation militaire? La chose la plus urgente parut être de leur assurer le vivre, et de toutes parts des œuvres se créèrent. Elles se subdivisent en ouvroirs de charité comprenant les ouvroirs-cantines et les ouvroirs salariés, puis les ateliers de chômage.

Les ouvroirs de charité groupèrent sans distinction domestiques sans place, ménagères privées d'un mari, ouvrières de toutes catégories et les modes de rétribution furent divers. Les ouvroirs-cantines se contentèrent d'assurer, les uns un seul repas, les autres un repas et le goûter, quelques-uns enfin deux repas. D'autres y ajoutèrent une légère somme d'argent et ceci, joint à la durée variable du travail imposé, fournit un nombre infini de combinaisons (1). Le travail consista d'abord en objets destinés aux soldats du front, aux blessés, en articles de bienfaisance. Les ateliers de chômage recueillirent de préférence les ouvrières spécialisées et, dès le début, ne craignirent pas d'accepter des travaux exigeant une certaine habileté professionnelle.

Dès la première heure, la rareté du travail fut pour les ouvroirs et ateliers de chômage la plus grosse des difficultés à résoudre. Où se procurer l'ouvrage nécessaire pour occuper

(1) L'enquête faite par le ministère du Travail permet de constater que, dans la majeure partie des cas, la rétribution en argent ne dépasse pas 0 fr. 75. Quelques ouvroirs donnent cependant de 1 franc à 1 fr. 50, un seul 2 francs. La plupart de ces ouvroirs salariés ne donnent pas de nourriture.

d'une façon suivie toutes les travailleuses en chômage? Seules, les industries de guerre pouvaient prospérer. C'est donc du côté de l'équipement militaire, de la lingerie surtout, que portèrent les efforts. Un prêt de 43000 francs du Secours national permit de faire les achats de tissus nécessaires à l'exécution de la première commande donnée par l'Intendance. Un atelier central fut créé pour la formation technique de monitrices destinées à prendre la direction d'ateliers de quartiers. Les divers services se développèrent au fur et à mesure de l'accroissement du nombre des ouvroirs adhérens. Dès le mois de novembre 1914, l'Union comptait 63 groupes comprenant plus de 1500 ouvrières.

Quel chiffre fantastique n'atteindrait-on pas s'il était possible d'évaluer tout le travail produit depuis deux ans par les doigts agiles des femmes de France! C'est par centaines de mille que se chiffrent les objets de tous genres confectionnés dans les ouvroirs payés ou privés, les salons dans lesquels on se réunit pour travailler à Paris et en province. On coud, on tricote dans le plus humble hameau, dans les quartiers les plus somptueux de la capitale tout comme dans les petites rues étroites et mal aérées : dans tous les milieux, dans chaque famille, même dans les écoles on travaille pour les blessés, les prisonniers ou les réfugiés.

*
* *

Bientôt apparut une nécessité pressante, celle de secourir par un travail rétribué les femmes privées de ressources, non seulement celles dont le mari et les fils étaient partis, mais les veuves, les isolées, les jeunes filles pour lesquelles l'arrêt des affaires, la fermeture des ateliers supprimaient tout moyen d'existence. La quête d'un sermon de charité à laquelle vinrent s'ajouter de généreuses oboles permit de réaliser ce projet chèrement caressé. Désormais tout l'effort se porta sur ce point : restreindre la dépense des étoffes utilisées par le travail de bonne volonté et réserver les ressources pour rétribuer, à bon escient, les femmes les plus méritantes ne recevant aucun secours immédiat par ailleurs (1).

(1) A Athis, en plus de l'ouvroir pour femmes, on a ouvert un ouvroir spécial réunissant tous les jeudis des enfans de quatre à quatorze ans. C'est ainsi que chaque semaine une cinquantaine de petits Français et de petites Françaises

Au 25 mars 1915, la Ligue patriotique des Françaises qui, au début de la guerre, avait ouvert des ouvroirs pour travailleuses bénévoles, a distribué à la Croix-Rouge 6 140 pièces de linge de corps et 10 760 articles de pansemens; aux ambulances particulières 2 500 pièces de linge de corps; 3 200 articles de pansemens; aux soldats 991 pièces de linge de corps, 1 285 paquets complets (linge de corps, savons, tabac, chocolat, conserves). A l'ouvroir du faubourg Saint-Martin, les salaires ont dépassé 5 000 francs; au boulevard Rochechouart, ils ont atteint une moyenne de 1 000 francs par semaine, à Levallois-Perret environ 10 000 francs, à Clamart on a distribué en cinq mois 1 480 francs.

La Ligue patriotique s'est affiliée à la Fédération des organismes du travail et, grâce à cette entente, elle a développé et étendu son œuvre d'assistance. Ce n'est plus seulement dans les ouvroirs qu'elle occupe les femmes et les jeunes filles, mais c'est à domicile qu'elle donne du travail à un grand nombre d'ouvrières. Au secrétariat central sont définitivement installés deux nouveaux ouvroirs distincts l'un de l'autre où les réfugiées de Lille et de Cambrai confectionnent du linge et des vêtemens pour assister les réfugiés du Nord lorsqu'ils auront à retourner dans leurs provinces dévastées. Par ses Comités provinciaux la Ligue fait visiter dans les hôpitaux les blessés parens ou amis des ligueuses; dans les bureaux elle a ouvert la section des recherches de disparus et des nouvelles aux familles. Ce travail est facilité par les présidens des comités de province qui, chaque quinzaine, envoient au siège de la Société la liste des blessés qui passent dans leurs hôpitaux. Des mesures ont été prises pour faire des envois aux prisonniers en Allemagne; des caisses de livres ont été envoyées aux enfans Alsaciens redevenus Français; les prêtres-soldats savent qu'en toutes circonstances ils peuvent recourir à la Ligue qui, à mesure que de nouveaux besoins se précisent, ajoute un nouveau chapitre à ses largesses.

La *Ligue des Femmes françaises* n'a pas été moins active, et son activité a embrassé un peu tous les champs d'action. Son

travaillent avec ardeur pour envoyer quelques objets utiles à leur papa ou aux grands frères. Les bambins de quatre à sept ans font des oreillers en papier frisé ou en laine effilochée; à huit ans, les fillettes ourlent des mouchoirs; à neuf ou dix ans elles font des cache-nez; les plus grandes, déjà habiles, font des passe-montagnes, des mitaines, des plastrons, des ceintures de flanelle.

premier souci fut d'assurer un service de visites fréquentes à nos soldats blessés et ceux des pays envahis furent l'objet de sa sollicitude particulière. Et comme les heures passées sur un lit d'hôpital paraissent souvent longues aux pauvres reclus, les visiteuses eurent la pensée délicate d'occuper leurs loisirs par un travail à la portée de ces malheureux. Le fil, le coton, le rafia furent transformés par eux en tapis, en corbeilles qui, exposés, trouvèrent aussitôt acheteur. Puis, commença l'envoi de nombreux paquets aux soldats sur le front, aux prisonniers en Allemagne, aux réfugiés du Pas-de-Calais, du Nord, de la Lorraine et des pays envahis.

Le *Conseil national des Femmes françaises*, groupement féministe par excellence, en corrélation avec les sociétés analogues, c'est-à-dire les conseils nationaux des autres pays, en temps normal, poursuit la revendication des droits de la femme, y compris le droit de suffrage. Les progrès du féminisme dans tous les domaines comme dans toutes les contrées y sont enregistrés et étudiés. A un moment donné, généralement une fois chaque année, les divers conseils nationaux féministes se réunissent en un Congrès international qui a ses assises à tour de rôle dans chaque pays. Il se tint à Paris en 1913. Dès la déclaration de guerre, le *Conseil national des Femmes françaises* adopta une attitude nettement française et patriotique, remettant au lendemain la revendication des droits féminins : « Qui donc aujourd'hui songerait à revendiquer les *droits*, quand le *devoir* parle si haut? » Belle parole qui fut mise en pratique.

Le Conseil national ne s'est pas exclusivement consacré aux œuvres de guerre. Il a pris l'initiative d'une organisation importante, celle de l'office de renseignemens pour les familles dispersées (1), qui est devenu un véritable rouage officiel capable de rendre de grands services (2), mais par ailleurs, il a plutôt envisagé le côté social des choses. Il a cherché à enrayer la désorganisation du travail et à faciliter le retour aux conditions normales. C'est lui qui, le premier, a signalé l'inconvénient qu'il y avait à développer les ouvroirs féminins fréquentés par

(1) Avenue de l'Opéra.

(2) L'office de renseignemens qui comprend près de 700 000 fiches a fourni des renseignemens à 34 885 demandes et a reçu de février à septembre 65 000 lettres. Trois cents collaborateurs sont inscrits, fournissant un travail quotidien de cent travailleurs.

les personnes de bonne volonté, étant donné le préjudice que ne manquerait pas d'apporter aux ouvrières la concurrence du travail non rétribué des femmes.

Le patriotisme uni à la charité chrétienne revêt les formes les plus diverses; mais il n'en est pas de plus séduisante que celle qu'a donnée à son œuvre un important groupe de jeunes filles qui s'intitulent « Noëlistes (1), » œuvre qu'elles ont fondée, su mettre sur pied et qu'elles soutiennent avec une inlassable persévérance. Se considérant comme les membres d'une grande famille, inspirées peut-être pas le nom qu'elles ont pris et en souvenir du divin Enfant « enveloppé de langes, » elles se réunirent dès le début de la guerre pour confectionner des layettes aux enfans nouveau-nés des soldats partis au front. Au mois de mars 1915, environ 2000 layettes avaient été distribuées soit par les groupemens, soit par des « Noëlistes » isolées, directement ou par l'intermédiaire du *Noël*.

Quelqu'un ayant dit assez inconsidérément :

— Après la guerre, alors que tant d'hommes auront disparu, que fera-t-on de l'excédent des femmes?

L'une de ces jeunes filles répondit :

— Nous ne serons pas trop de mères pour les orphelins.

Aussi, ayant vêtu les tout petits, elles pensèrent qu'il fallait les aider à vivre et prévoir en quelque sorte leur avenir. Avec une ardeur juvénile, elles adressèrent un pressant appel qui fut entendu; et c'est ainsi que naquit l'œuvre de l' « Adoption familiale des Orphelins de la Guerre » qui secourt les orphelins de la guerre non dans les orphelinats ou autres institutions, mais dans leur propre famille ou chez les proches parens et, à défaut de ceux-ci, dans une famille particulièrement recommandable dans leur pays. On s'adresse de préférence aux familles de plus de trois enfans.

Le Noël compte 250 comités de jeunes filles en France (quelques autres sont en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne, au Brésil et au Canada). La plupart de ces groupes acceptent d'avoir un ou plusieurs *adoptés* au nom du Comité. Les « Noëlistes » isolées sont adoptantes ou marraines, soit qu'elles offrent individuellement une pension annuelle de deux

(1) Le *Noël* est le nom d'une Revue pour la jeunesse dont elles sont les abonnées.

cents francs, soit que plusieurs personnes s'associent pour parfaire cette somme. Comme, parmi ces jeunes filles, il en est de peu fortunées, elles ont imaginé un moyen de souscription d'une ingéniosité touchante. Il consiste en un carnet mis à la disposition des présidentes de Comités ; carnet divisé en 2 000 fractions de la somme de 200 francs et contenant 20 feuillets de 100 carrés à 10 centimes (100 carrés × 10 centimes × 20 feuillets = 200 francs), Un comité compte, en général, de 15 à 20 adhérentes. Donc, si chaque jeune fille se charge d'un seul feuillet par an (soit 10 francs), la vie d'un orphelin est assurée.

Je ne sais si ce sont les « Noëlistes » qui, les premières, eurent l'idée d'une cotisation minime, ou si elles prirent cette idée d'œuvres déjà existantes, toujours est-il que ce système collectif a donné et donne encore d'excellens résultats. Adoptant cette même base, la *Mode Pratique* a demandé à ses abonnées et lectrices de prélever sur leurs dépenses la modeste contribution d'un sou par jour pour subventionner son œuvre de guerre.

Ces souscriptions volontaires, parvenues de toutes les parties de la France, de l'étranger, de quelques pays neutres ou de l'Amérique, ont permis de mettre sur pied toute une organisation « pour les combattans; » puis dans la suite, quand dons en espèces et en nature arrivèrent plus nombreux, une seconde œuvre du « vêtement pour les réfugiés. »

Au commencement de 1915, au cours d'une représentation de bienfaisance au Trocadéro, M. Carton de Wiart, ministre de la Justice en Belgique, décrivit la détresse des jeunes filles belges réfugiées en France et abandonnées à elles-mêmes et de celles qui étaient restées dans les villes occupées. Quelques-unes se trouvaient sans ressources et ignoraient le sort de leurs parens. Le désir de leur venir en aide donna naissance au « Sou de la Jeune Fille, » qui réunit les cotisations de la jeunesse associée sous le nom d'Union Nationale des Jeunes Filles de France, avec l'emblème de la Croix Rose, sous le patronage de la duchesse de Vendôme. Au 1er janvier, les étrennes de la Croix Rose aux jeunes filles belges restées dans les pays envahis ont été une somme de 5000 francs. La moitié fut remise à M. Carton de Wiart, l'autre moitié au cardinal Mercier, pour être distribuée dans cinq villes de Belgique.

La guerre a enseigné à chacun plus d'une leçon, et il a fallu appliquer en grand le principe de la division du travail. Tandis qu'au front, les soldats paraient l'attaque et défendaient la ligne infranchissable qui protège le sol et le foyer, les femmes s'organisaient en formations d'arrière et s'apprêtaient à accueillir comme ils doivent l'être ceux que le sort des armes a mis hors de combat. Pour tirer le mutilé de sa détresse, il n'est qu'un moyen, un seul, c'est de redonner au malheureux, avec le goût du travail, la raison de vivre, c'est-à-dire l'espoir de n'être plus inutile. Il en fut ainsi à Dinard, où une femme de bien, frappée des inconvéniens que présente le désœuvrement qui succède invariablement aux premiers jours de repos nécessaires aux soldats, ouvrit pour eux un refuge ou, plus simplement, devint locataire d'un atelier de menuiserie où les apprentis vinrent nombreux et trouvèrent un charme infini à ce travail qui n'était pas obligatoire. A la menuiserie fantaisiste, au découpage et montage de jouets s'adjoignit le modelage et plus de cinquante ouvriers passèrent par là.

Cette première tentative, toute réussie qu'elle fût, n'était en réalité qu'une indication, très importante, il est vrai. Elle prouvait que le travail était le meilleur et le seul moyen d'intéresser tous ces soldats convalescens, blessés et mutilés. On comprit qu'il fallait le leur présenter sous des formes diverses.

Les organisatrices de l'Œuvre des Blessés au travail s'y prirent d'une façon assez ingénieuse. A mesure que leur initiative se répandait, elles mettaient leur méthode à l'épreuve dans les différens hôpitaux où on les réclamait et y installaient des cours de travaux récréatifs : tricot, rafia, broderie, tapisserie, vannerie, passementerie, etc. A un moment donné, les professeurs devenant rares, il fallut fonder une école normale, et c'est là qu'avec une bonne volonté touchante les femmes du monde, qui avaient pris à cœur cette belle tâche, allèrent s'asseoir et s'improvisèrent écolières. Car, il ne s'agissait plus uniquement d'apprendre aux soldats à exécuter ces menus travaux que toute femme sait faire d'instinct et que certaines perfectionnent jusqu'à l'art véritable : les blessés, mis en goût, réclamaient une plus solide préparation ou plus justement, la prévoyance de leurs marraines, envisageant l'avenir par delà le présent, avait à cœur de mettre entre leurs mains non pas un jouet ou un simple

passe-temps, mais un outil qui pût leur être utile et les aider à acquérir un métier.

La vannerie, — tout indiquée aussi pour les aveugles qui s'en acquittent très bien, — est un métier qu'il est bon de pousser activement en France autant par philanthropie que par patriotisme. On ignore généralement qu'il était presque entièrement entre les mains des Allemands qui, dans une proportion de 80 pour 100, envoyaient à nos fleuristes les corbeilles légères dont il est fait une si grande consommation à Pâques et au Jour de l'An. La vannerie peut donc devenir un véritable métier, de même qu'elle peut ne constituer qu'un *salaire d'appoint* très appréciable. Elle convient fort bien au mutilé des jambes, inapte à certaines besognes et dont elle peut remplir les loisirs. Bien d'autres métiers sont d'ailleurs dans ce cas. Il suffit pour s'en rendre compte de se rappeler toutes ces petites industries que l'ancienne famille française exerçait jadis au foyer : le tissage en Bretagne et en Normandie, l'horlogerie en Franche-Comté, la sculpture sur bois en Auvergne et dans les Landes (1).

Dans un grand nombre d'hôpitaux ou de maisons de convalescence, telle aussi la Maison des Aveugles de la rue de Reuilly, s'ouvre dans les parloirs une exposition permanente plus ou moins complète des objets confectionnés par les blessés. Celle de la Maison-Blanche fut inaugurée le 14 juillet et mérite une mention spéciale en raison des innovations qu'y a apportées, de Nantes, M. l'abbé Violet, actuellement mobilisé, venu ici pour y continuer ses formations. Les ouvriers, tous des soldats mutilés, viennent au nombre de 125, de leur plein gré, s'exercer sous la direction des professeurs de bonne volonté. Des femmes du monde ne craignent pas de faire, une ou deux fois par semaine, le voyage de Paris à Neuilly-sur-Marne pour enseigner avec patience un art ou un métier qu'elles possèdent ou ont appris à cette intention.

Les mutilés d'un bras ont aussi voulu donner la mesure de ce qu'ils savent faire et les dames visiteuses ont dû s'ingénier pour leur découvrir une occupation. Ils excellent au macramé dont ils exécutent le point noué avec leur main et leurs dents; ils réussissent aussi de jolis travaux en pyrogravure et peinture

(1) La marquise de Chastellux-Duras fait tricoter des chaussettes et des chandails aux convalescens de l'ambulance dont elle a pris la direction.

combinées en décoration. La mie de pain coloriée leur plaît fort aussi et surtout le découpage du bois.

L'œuvre des « Blessés au Travail » s'étend tous les jours; elles reçoit sans cesse de nouvelles demandes de conseils et d'avis qui sont accordées et engendrent de nouvelles subdivisions, se spécialisant parfois. C'est ainsi qu'une École volante de Cours pour illettrés commence à fonctionner et qu'à la Fondation Musulmane de la Maison-Blanche de jeunes institutrices de bonne volonté enseignent le français à de très savans marabouts qui savent tout... excepté cela.

Des œuvres de « Blessés au Travail » fonctionnent à Caen, à Tours, à l'École officielle de préapprentissage de Bordeaux fondée à l'instar de celle de Lyon : Montpellier aura bientôt son centre rééducatif pour les mutilés (1). Une œuvre annexe, très intéressante, vient directement en aide aux mutilés en leur offrant l'apprentissage payé de l'industrie du tapis et il est bien curieux de voir des plombiers, des menuisiers, des cultivateurs se mettre très vite à des travaux dont ils n'avaient aucune idée auparavant.

L'institution des marraines est trop connue pour que nous insistions. Toutefois, les marraines couraient le risque d'ignorer, c'est-à-dire de négliger involontairement les soldats intéressans, alors que d'autres recevaient à profusion plus de paquets et de lettres que nécessaires. C'est alors que se fonda la « Famille du soldat » et d'autres, beaucoup d'autres œuvres qui procurent des marraines ou se chargent d'envoyer des paquets sur le front. Quelquefois ce sont aussi des ouvroirs comme celui de Mlle Jeanne Déroulède, la sœur du grand patriote, dans lequel sont confectionnés des objets aussitôt transmis au front avec beaucoup de douces et charmantes superfluités, soit par paquets individuels, soit par envois collectifs faits au capitaine ou au chef qui en adresse la demande pour ses soldats. Toutes les œuvres de ce genre ont à peu près le même fonctionnement, au moins dans leurs grandes lignes. Les œuvres plus que les particuliers sont à même de procéder à des vérifications permettant d'éviter les abus. Ne sont-elles pas aussi l'intermédiaire désigné entre l'isolé qui sollicite et

(1) Tout le monde connaît à Paris la si importante œuvre des « Invalides de la guerre » qui, elle aussi, met un métier dans la main de ses protégés. Plusieurs ateliers existent dans la capitale.

la bonne volonté qui offre? Généralement, elles se bornent à communiquer à toute personne qui en fait la demande le nom et l'adresse d'un soldat des régions envahies et chacun est libre de régler selon son goût la manière dont s'exercera son adoption; mais elles demandent à être informées quand, pour une raison ou une autre, on cesse de s'occuper du protégé recommandé par elles.

Quelques œuvres sont nées pour ainsi dire sous le canon. Cela est arrivé au Cirque de Paris où sans préparation, sans avertissement préalable, la nécessité ou plutôt la misère a suscité spontanément toute une pépinière de dévouemens splendides, insoupçonnés jusqu'alors. C'était au premier mois de la guerre. Depuis un certain temps, on souffrait d'un vague malaise produit par des nouvelles alarmantes venues on ne sait d'où, et l'incertitude dans laquelle on se trouvait relativement à leur authenticité entretenait un état d'énervement fort pénible quand enfin, dans la nuit du 28 août 1914, le voile se déchira brusquement et d'une façon terrible. Vers quatre heures du matin, le quartier de l'École-Militaire fut éveillé par une rumeur lointaine, une espèce de piétinement formidable, un grondement qui sans cesse se rapprochait, et l'on vit le spectacle le plus lamentable qui se puisse imaginer : dix mille réfugiés des environs de Lille, du Nord, de partout, vêtus les uns d'une simple chemise, d'autres absolument nus ou enveloppés de lambeaux de couvertures, sales et sans chaussures, les pieds ensanglantés, des vieillards tombant épuisés, des enfans les jambes enflées, les talons usés, mourant de faim, de soif, fuyant devant les hordes barbares, venaient chercher asile dans la capitale.

On ne les attendait pas, rien n'était donc prêt pour les recevoir, il fallut tout improviser et sur l'heure ; mais leurs souffrances morales et physiques étaient si grandes qu'ils considérèrent comme une oasis le Cirque de Paris dans lequel ils s'empilèrent aussitôt. Des âmes charitables frappèrent à cette heure matinale aux portes des maisons pour quérir des bonnes volontés et en un clin d'œil le quartier se trouva debout. On apporta de la paille, des couvertures, des vêtemens, de la nourriture et il se trouva aussitôt des infirmières improvisées, sans brevet, et qui n'avaient même jamais songé à suivre un cours de la Croix-Rouge, pour laver les corps las

couverts de poussière, panser les plaies encore sanguinolentes ou qui suppuraient, consoler les enfans en larmes, rassembler les membres d'une même famille dispersés par l'exode général. C'est dans ce moment critique que se révélèrent des aptitudes et des vocations auxquelles on ne se serait certes pas attendu en temps normal.

Plus de 20 322 familles ont été hospitalisées, sans parler des 10 000 premiers et en prenant une moyenne de quatre personnes par famille, on peut dire qu'une centaine de mille réfugiés au moins ont séjourné au Cirque de Paris. Grâce à la charité inépuisable de la paroisse et du quartier, des milliers de repas ont été servis, des vêtemens innombrables distribués, des secours considérables donnés. L'exode des réfugiés a cessé, Dieu merci, mais le service médical, le service du placement des ouvriers agricoles et industriels, des ouvrières, des domestiques ne s'est pas ralenti, pas davantage n'ont chômé les colonies de vacances, de convalescence, le service de secours aux vieillards. La pouponnière reçoit de nombreuses visites quotidiennes, mais l'ensemble a changé d'aspect : à une maison de souffrances s'est substituée une ruche active et sereine où l'on vient chercher du réconfort, un soutien moral, une aide matérielle. donnés avec une bonne grâce, une amabilité qui en doublent le prix.

Parallèlement au Cirque de Paris, on installait dans le cinéma Raspail près de deux mille femmes et enfans, mais c'était là un asile provisoire, car à deux pas se trouvaient les bâtimens de l'ancien séminaire de Saint-Sulpice qui déjà en 1910 avaient servi de refuges aux inondés. Un officier de paix du cinquième district (1) s'intéressa à ces malheureux, il sut communiquer son émotion à M. Barthou et ainsi fut fondé l'œuvre du Secours de guerre. Comme subsides initiaux, les gardiens de la paix des XIe et XIVe arrondissemens, stimulés par leur chef, fournirent 800 francs à raison de vingt sous par tête ; mais ils s'engageaient de plus à consacrer leurs heures de repos à la mise en état des locaux, chacun maniant l'outil dont il savait le mieux se servir. On a évalué leur travail à la somme rondelette de 100 000 francs.

Les réfugiés de Liége et de Namur n'étaient encore qu'un

(1) M. Peltier.

millier environ au mois d'août. A grand'peine on en logeait quelques centaines à la fois; mais bientôt la marche rapide des Allemands sur Paris refoulait les populations de la Champagne, de la Picardie, de l'Artois, de l'Ile-de-France, si proche; puis arrivèrent les fugitifs d'Anvers et d'Ypres, et en novembre, décembre et janvier, les gens de Reims et de Soissons, épouvantés par le bombardement ininterrompu. Au commencement de mars, plus de 15 000 réfugiés avaient déjà passé par Saint-Sulpice, e depuis le chiffre s'est élevé jusqu'à 22 000 avec une permanence d'hospitalisés entre 1 200 et 1 800 par jour.

A chaque étage, placés en plantons, des équipes de gardiens de la paix surveillent de nuit et de jour les occupans des huit cents chambres et des dortoirs. Dans les cours, les jardins débroussaillés et nettoyés, des centaines d'enfans s'ébattent au grand air sous la surveillance paternelle des mêmes agens qui accompagnent encore les enfans aux écoles libres ou laïques, selon le désir de leurs parens. Mais c'est dans la vaste cuisine qu'il faut les voir, munis de tabliers, taillant des quartiers de viande et préparant environ trois mille repas chaque jour. Sans eux, l'œuvre n'aurait jamais pu fonctionner; grâce à eux, elle est dotée d'une administration parfaite.

Les habitans du quartier, les gens des Halles apportèrent leur contribution. Peu à peu les salles se garnirent de meubles, et en janvier il y avait des lits pour tout le monde. Au vestiaire s'alignent des vêtemens de tous genres à côté des chaussures remises à neuf par les industrieux agens. Douze dames, sous la direction de Mme Paul Peltier, distribuent quotidiennement des habits à plus d'une centaine de cliens.

Le linge et les vêtemens déchirés sont raccommodés dans un ouvroir où travaillent des femmes réfugiées, ce qui leur permet de gagner quelque argent et de collaborer à l'œuvre commune. Une pouponnière hospitalise de soixante à quatre-vingts bébés confortablement installés, pauvres petits êtres nés dans les circonstances les plus tragiques. Pour les enfans de deux à six ans qui ne vont pas à l'école, on a aménagé une garderie. Enfin, un dortoir a été créé, et une table préparée dans le réfectoire pour les soldats éclopés ou convalescens des régions envahies qui, ayant une permission de quelques jours, ne peuvent rentrer dans leurs foyers.

Commencée avec un capital de huit cents francs, l'œuvre du

« Secours de guerre » en est venue à dépenser 30 000 francs par mois. Le Secours national, le Comité Franco-Belge, le préfet de Police, le Ministère de l'Intérieur, 3 000 adhérens et des dons ont contribué à le soutenir. Ses administrateurs s'arrangent toujours afin d'avoir en caisse de quoi couvrir les dépenses du mois suivant, de façon que, si l'œuvre ne pouvait plus subsister faute d'argent, ils soient assurés d'avoir le temps de placer ailleurs ceux qu'elle secourt. Ce n'est d'ailleurs qu'une mesure de prévoyance, car, par les services qu'il a rendus, le « Secours de guerre » a pris rang parmi les œuvres de premier ordre destinées à subsister aussi longtemps qu'il sera nécessaire.

II. — CHEZ NOS ALLIÉS

Le même élan, que nous venons de constater en France, s'est produit chez nos Alliés. Faute de pouvoir énumérer toutes les œuvres créées par les femmes en Angleterre, en Italie, en Russie, etc., nous nous bornerons à quelques indications qui permettront d'apprécier le magnifique mouvement d'ensemble. En tant que société étrangère, la Croix-Rouge britannique l'emporte sur toutes par ses nombreux hôpitaux sur notre territoire; mais elle conserve son autonomie, car, malgré la cordialité qui règne entre les deux nations, les soldats anglais tiennent à leurs habitudes. Bien que nos ambulances leur soient largement ouvertes, ils préfèrent leur organisation anglaise.

De l'avis unanime, la Croix-Rouge britannique réalise des merveilles sous le rapport de l'organisation très rapide des services et l'esprit d'ordre. La grande générosité des Anglais pour les œuvres philanthropiques, la facilité que d'immenses fortunes donnent à beaucoup d'entre eux de manifester cette générosité par des dons considérables, leur esprit pratique et méthodique leur ont permis d'obtenir des résultats merveilleux. Une grande dame anglaise, de ses propres deniers, a fait les frais d'un train sanitaire de 400 000 francs, créé à Nice une maison de convalescence. Les hôpitaux anglais, les œuvres anglaises diverses sont innombrables en France.

Parmi les récentes innovations, nous placerons les hôpitaux féminins dont tous les services indistinctement sont entre les mains de femmes originaires d'Écosse, mais sous l'entière responsabilité du Dr Elsie Ingles. La Croix-Rouge britannique

ayant décliné d'envoyer les femmes de cette association sur le front, l'Union nationale des sociétés féminines prêta ses vastes locaux pour l'établissement d'ambulances des « Femmes Écossaises. » Deux équipes ont été détachées de la maison mère et sont parties jadis pour la Serbie; l'une fut retenue temporairement à Malte pour y soigner les blessés anglais. Une troisième équipe a élu domicile en France et fait merveilles à Royaumont. Au début, les autorités médicales françaises mirent en doute la compétence de ces nouvelles recrues, mais les voyant à l'œuvre, elles revinrent de leur opinion première et reconnurent que ces femmes remplissent admirablement toutes les fonctions qu'elles ont assumées.

L'établissement a donc été porté au rang d'hôpital militaire français, le premier hôpital militaire du monde entièrement desservi par des femmes et placé, par les autorités militaires et le service de santé, exactement sur le même pied que les services sanitaires médicaux masculins. Les chirurgiennes entreprennent n'importe quel genre d'opérations, et un rapport officiel du général Février rend justice à leur habileté. Une nouvelle équipe, à la tête de laquelle se trouve Mrs Harley, la sœur de sir John French, qui a fait ses preuves à Royaumont, a été transférée à Troyes pour y rendre les mêmes services.

N'ayons garde de passer sous silence les... Suffragettes. Ces pauvres suffragettes qui ont tant fait parler d'elles, dont on a tant ri, ont trouvé un emploi à leur exubérance et, pour être juste, il faut reconnaître qu'elles ont forcé l'admiration de tous par leur courage, leur persévérance à vouloir participer à la guerre. Les seuls « droits » qu'elles réclament maintenant se concentrent en celui « de servir la patrie à cette heure suprême de son histoire. » Et celui-là, personne ne songe à le leur contester : aucun *tolle* ne s'est élevé quand, l'année dernière, les suffragettes se sont formées en une vaste procession, partie des quais de la Tamise pour se dérouler à travers Londres. Chacune des 125 sociétés qui la composaient, était précédée d'un magnifique étendard avec des inscriptions dans le genre de celles-ci :

« Les hommes doivent se battre, les femmes doivent travailler. »

« Nous sommes déterminées à sauver la Patrie. Afin de réduire le Kaiser, faisons des obus. »

« Demandons un service de guerre pour tous. »

Cette fois, s'il y eut des sourires, ce furent des sourires attendris, dissimulant mal l'émotion suscitée par la bravoure de ces vaillantes. Le cortège comptait plus de 40 000 femmes, et parmi celles-ci des femmes de la haute société marchaient côte à côte avec d'humbles travailleuses, des femmes de journée, des demoiselles de magasin, etc. Le ministre ne les fit pas attendre et, répondant à leur demande d'emploi au travail des munitions, M. George Lloyd y fit droit.

Depuis l'appel du chancelier, adressé quelques mois plus tôt aux femmes anglaises pour obtenir leur participation au service de guerre, pas un jour ne s'est écoulé sans amener de nouveaux concours et, au mois de mai 1915, quarante-quatre mille d'entre elles étaient inscrites pour obtenir du travail aux équipemens ou ailleurs. Les femmes de banquiers à Kensington, les femmes de marins à Islington passent des heures, que dis-je, des journées entières, à des réunions de « couture » où se fabriquent des vêtemens pour les soldats ou pour les réfugiés belges. Au mois d'avril 1915 quand, pour la première fois, les Allemands se servirent de gaz asphyxians, lord Kitchener demanda 500 000 tampons de ouate pour ses troupes, dont 30 000 à livrer tout de suite. En moins de vingt-quatre heures, ils furent prêts pour le transport du front : une association de femmes, à elle seule, en avait fabriqué trois mille.

Un important comité s'est formé à Londres, dans les locaux de la « Société des suffrages féminins, » et c'est de là que part un mouvement intense qui rayonne sur toute l'Angleterre et même au delà. Ce comité est composé d'une part égale d'anti-suffragettes et de suffragettes. Sous la dénomination assez vague de « Service des femmes, » plus de 1 400 d'entre elles se sont inscrites et ont aidé à la création de onze clubs ou cercles de guerre pour les femmes de soldats de terre et de mer; de neuf hôtels pour les réfugiés belges, de clubs ou cercles de jeunes filles et de sept ouvroirs. Ce « Service des femmes, » à lui seul, groupe des centaines de femmes qui ont confectionné des layettes pour les enfans des réfugiés belges. Son équipe d'aide-volontaires s'occupe dans les hôpitaux de la Grande-Bretagne à nettoyer, à faire la cuisine, à servir les repas, et à aider les infirmières.

La « Catholic Women League » envoyait, le 22 août, vingt

deux infirmières en Belgique ; le 29 août 1914, il en fut envoyé dix-sept à Paris ; le 15 septembre, quatre infirmières partaient pour Anvers où elles demeurèrent jusqu'après le bombardement. Dans la suite, d'autres se rendirent à l'hôpital américain de Paris, à Saint-Malo, à Dinant, à Boulogne, etc. Les membres de la « Ligue » parlant le flamand ou le français furent employées dans les bureaux en connexité avec les œuvres concernant les réfugiés, car de ce côté-là, il y eut aussi beaucoup à faire. Déjà, le 22 août, lady Lugard avait été avisée de l'afflux probable des réfugiés belges ; lorsque le Comité des Réfugiés commença à fonctionner, il trouva prêtes déjà cinq cents offres d'hospitalisation de source catholique et environ la moitié de sources diverses. La « Catholic Women League » fut la première à s'occuper des réfugiés et elle établit l'œuvre sur une grande échelle, œuvre qui devint nationale quand fut formé le Comité Aldwych.

Les réfugiés arrivèrent le 1er septembre et furent envoyés aux sections de Boscombe et Norwich qui, les premières, avaient fait des offres d'hospitalité. Wolverhampton, Brighton et Bath suivirent de près. A partir de ce jour, les bureaux furent assiégés par la foule incessante des Belges venant chercher assistance et des Anglais venant l'offrir. La « Catholic Women League » se trouva en face d'un labeur formidable. Les fonctions de certaines déléguées consistaient à interroger les arrivans ; d'autres, dans des salles où s'entassaient jusqu'au plafond des vêtemens de toute nature, avaient pour mission de s'occuper de leur habillement ; quelques-unes furent désignées pour se rendre à l'arrivée des trains, sous les auspices de la « National Vigilance Association. » Jusqu'à onze heures du soir les réfugiés arrivaient au bureau et il fallait leur trouver un gîte pour la nuit ainsi que la subsistance du lendemain. Après les premiers secours donnés, ils étaient envoyés sous escorte à leur lieu de destination, accompagnés de drapeaux belges déployés et acclamés par la foule massée au dehors. Vers la fin de novembre, la Ligue, à elle seule, en avait placé 6 100, un petit nombre sans doute, comparé à la totalité des pauvres émigrés. Entre temps, de nouvelles associations s'étaient formées qui s'occupèrent des autres et dès le début de la guerre une chaleureuse et généreuse émulation ne cessa de régner entre toutes les œuvres.

Non contentes de se prodiguer dans les hôpitaux et dans les œuvres, les femmes anglaises se sont faites policières, chefs de cantines militaires aux gares et dans les camps, machinistes, ouvrières dans les arsenaux, etc., etc. Une des conséquences non les moins curieuses de ce mouvement est l'aspect extrêmement pittoresque et presque exotique qu'ont pris les rues de Londres. Aux uniformes militaires venus de toutes les parties du monde s'ajoutent les costumes variés des escouades féminines. Le plus grand nombre des uniformes de ces dernières appartiennent aux infirmières, variant depuis le service d'infirmerie royal militaire de la reine Alexandra (Queen Alexandra's Royal military Nursing Service) et le service d'infirmerie de la Force Territoriale, infirmières qui soignent les malades dans les hôpitaux en temps de paix et de guerre jusqu'aux dernières recrues des « Détachemens de Secours volontaires (Voluntary Aid Detachments). » Il y a encore les membres du Corps d'Infirmières de premier secours (First Aid Nursing Corps), qui vont même travailler jusqu'aux tranchées et celles qui ont répondu à l'appel de la Serbie ; il y a les corps de volontaires qui font leur apprentissage pour une foule de travaux spéciaux ou pour être utiles dans des cas éventuels, etc.

Les infirmières du Service Royal de la reine Alexandra, — régulières et de réserve, — comme celles de la Force Territoriale sont vêtues de gris et rouge. Trois mille de celles-ci, admirablement formées et infirmières parfaites, ont été mobilisées dès la première semaine qui suivit la déclaration de guerre. L'uniforme de sortie est en lainage ou serge gris. Le manteau en forme de cape couvre aux trois quarts la jupe et comporte un col haut rabattu avec du rouge vif. La capote est de paille grise avec nœud de velours gris et brides en ruban. Un des traits caractéristiques de ce costume est une petite patte d'épaule grise avec une bordure. La patte, en fin drap rouge, se porte en tous temps, même avec la robe d'intérieur lavable, le tablier et le grand voile d'infirmière en lingerie. Deux bandes rouges au bras indiquent les *sœurs;* les *matrons* ont du lacet cousu sur leur robe. Toutes portent le *badge* (insigne) spécial de bronze ou d'argent désigné par la reine Alexandra et celles des Forces Territoriales ont un T. sur le coin du col ou de la patte.

Les Infirmières du Service Royal Naval de la Reine Alexandra

(Queen Alexandra's Royal nursing naval Service) se reconnaissent facilement à leurs longs manteaux ronds en drap bleu foncé avec un grand capuchon bordé de rouge. Leurs capotes plus grandes que la généralité des capotes d'infirmières sont en paille bleue avec garniture de velours bleu et brides en ruban bleu marine.

Bleu et rouge sont les couleurs du Service des Infirmières du Corps médical de l'armée canadienne. Le long vêtement de drap épais a une pèlerine qui descend jusqu'au coude et est bordé de satin rouge. Une agrafe avec un lion le serre au cou. La coiffure se compose d'un feutre mou bleu marine avec bord qui se relève ou se rabat à volonté. Par les fortes chaleurs, le feutre est remplacé par un panama de même forme.

Les infirmières « Saint-Clair Stobart's Unit, » en partant pour la Serbie, portent également un chapeau au lieu de capote. Celui-ci est en soie noire imperméable avec un bord piqué bordé de feutre qui se relève ou se rabat à volonté. Le costume est en gris; la jupe se boutonne devant et derrière par une fermeture invisible, de façon à pouvoir au besoin se fendre pour l'équitation; deux grandes poches dissimulées de chaque côté contiennent une foule d'objets utiles.

Les Infirmières de guerre du Japon portent de la serge bleu marine avec de petites capotes bleues en paille et velours.

Les membres de la brigade d'ambulance de Saint-Jean ont pour sortir un long manteau de serge noire avec une courte pèlerine bordée de galon noir. La petite capote de paille noire à ruché blanc et brides blanches est ornée d'un nœud de velours noir. Le *badge* noir et blanc de la brigade est fixé sur le vêtement du côté droit.

Beaucoup de membres de la Croix-Rouge anglaise portent un long manteau genre militaire avec épaulettes de serge bleue et un chapeau à large bord en feutre bleu foncé. Elles ont aussi un tailleur de serge bleue, le ruban blanc à croix rouge indiquant la société.

Une jupe très simple bleu foncé avec tunique militaire à quatre poches, ceinture en serge, boutons noirs et patte marquée W.P.S. font reconnaître les membres de la Police féminine (Women's Police Service). Les membres de ce corps portent des bottes noires et des leggins avec parfois un grand manteau, une casquette pour les officiers supérieurs et un chapeau

d'équitation forme melon pour les autres et les simples agens.

Les femmes revêtues de l'uniforme khaki que l'on voit circuler dans Londres appartiennent à différens corps. Une jupe courte de cette couleur, des bottines brunes, jaquette de service à quatre poches, cravate khaki et coiffure de même couleur bordée de vert font reconnaître l'uniforme général des First Aid Yeomanry, dont quelques-unes, de temps à autre, quittent Londres pour travailler dans les hôpitaux belges, leur travail les amenant parfois jusqu'aux tranchées.

La réserve des Volontaires féminines (Women's volunteer reserve) porte du khaki ou plutôt un uniforme gris brun composé d'une jupe qui peut facilement être adaptée à l'équitation avec boutons de cuir brun, blouse et cravate khaki, bottines brunes avec chapeau de feutre mou. L'insigne indiquant le rang se porte du côté gauche de la poitrine.

Ceinture de cuir noir, bottes Wellington, gants tannés de Biarritz avec tunique de service et jupe en tissu imperméable de teinte gris verdâtre, voilà l'uniforme du Corps territorial des Femmes préposées aux signaux (Women's signaller territorial Corps). Le chapeau de feutre mou se retourne en casque au besoin et l'insigne, drapeaux croisés et W. S. T. C., se trouve sur la poche de gauche.

Une jupe avec tunique courte à bords arrondis dans le genre de London Scottish distingue les forces auxiliaires (Women's auxiliary Forces). Le costume est de drap pelucheux bleu avec revers fauve et lacet doré; pattes et ceinture fauve avec lacet croisé. Toque à bord mou posé en couronne.

*
* *

On trouve représentées en Italie à peu près toutes les formes d'activité, et les œuvres féminines sont légion.

Un grand nombre d'entre elles : assistance hospitalière dans les hôpitaux et aux familles de soldats mutilés, se sont groupées sous la direction centrale du Comité romain. L'assistance hospitalière se compose d'élémens divers de la Croix-Rouge, en d'autres termes de l'Union provisoire des différentes écoles d'infirmières : Samaritaine, Croix-Rouge, Croix-Bleue, Croix de Rome, entre lesquelles se répartissent les blessés. L'assistance aux familles de soldats se subdivise en sept catégories : le service des Informations, celui des Subsides, section des

Asiles pour les enfans de mobilisés (de deux à six ans); des refuges, des écoles où les communes reçoivent pendant l'été filles et garçons auxquels des repas chauds sont distribués; section du Travail qui comprend les ouvroirs spéciaux et généraux; enfin, l'office d'information et de renseignemens. Une autre société s'occupe d'éviter que la guerre n'éprouve trop durement les familles au point de vue matériel. Elle s'applique encore à substituer aux hommes appelés sous les drapeaux des femmes reconnues aptes à les remplacer dans leur emploi, tout au moins jusqu'à leur retour. On compte aussi dans divers quartiers de Rome bon nombre de cuisines économiques, des sociétés de secours aux soldats s'occupant des blessés et des malades de passage dans les gares, maisons du soldat, etc.

Mais, en dehors du Comité romain, se sont formées des œuvres indépendantes qui, telles que le « Lyceum » de Rome, organisent des bibliothèques ambulantes pour les soldats et travaillent au trousseau de ceux-ci; le Comité pour l'assistance aux femmes en couches dont les maris sont sous les drapeaux; l'Association pour la femme (bureau de placement); asiles pour les enfans des mobilisés veufs; Comité de défense intérieure...

Mme Barrère, qui a bien voulu me donner ces renseignemens, passe volontairement sous silence l'activité et la sollicitude qu'elle-même déploie, elle me permettra de rendre hommage à sa modestie et à son inlassable dévouement.

*
* *

Dans tous les pays, la Croix-Rouge a exercé la prépondérance sur les autres œuvres de guerre, c'est-à-dire que c'est à elle que sont allées le plus grand nombre de femmes. Partout, cette Société très en faveur est soutenue et florissante, mais quoique reliant les différentes nations, elle n'est pas une société internationale, et son organisation autonome varie selon les pays.

En Russie, par exemple, elle tient à l'Assistance publique et fonctionne d'une façon permanente en temps de paix et en temps de guerre.

« ... Si, à l'heure qu'il est, la Croix-Rouge couvre le monde entier, nous en devons reconnaissance au noble exemple donné pendant la guerre de Crimée par la grande-duchesse Hélène Palowna..., » écrivait dans une de ses lettres le célèbre philanthrope Henri Dunant, créateur de la Croix-Rouge.

En effet, c'est sur l'initiative de cette grande-duchesse qu'on organisa en Europe la première communauté de Sœurs de Charité des zélatrices de la Croix, précédant de deux ans la signature de la convention de Genève. En 1867, fut fondée la société russe de la Croix-Rouge par M. Kariel, médecin de Leurs Majestés, et sous leur haut patronage.

A cette époque, elle avait surtout pour but les soins à donner aux blessés et aux malades en temps de guerre, ainsi que le disent ses statuts; mais un paragraphe de ceux-ci contient déjà en germe l'idée d'une activité plus large et assigne à la société le devoir de prêter son concours dans les sinistres publics en y consacrant les sommes recueillies à cet effet. Aussi développa-t-elle peu à peu l'étendue de ses services.

A l'instar des bateaux, on trouve dans ces wagons deux rangs de couchettes; celles de dessus sont occupées par les infirmiers. Les trains ordinaires d'évacuation sont de deux sortes : trains formés de wagons sibériens, c'est-à-dire de wagons qui ne communiquent pas entre eux, — ils nécessitent un personnel infirmier moindre, et la surveillance s'y exerce plus facilement, — puis des trains composés de wagons reliés par un couloir de circulation. Grâce à un ingénieux système de plates-formes, l'entrée est aménagée de telle sorte que la civière sur laquelle est posé le blessé peut être glissée dans le wagon sans qu'il y ait pour lui aucune secousse ni heurt. Depuis le début de la guerre, de nombreuses jeunes filles de seize à dix-sept ans assurent le service de ces convois.

Une innovation, très appréciée par les soldats, est celle des trains-bains qui viennent sur le front, c'est-à-dire à quelques kilomètres des secondes lignes, et apportent, chacun, par jour, les bains pour 1 500 hommes. Ils se composent d'une série de quinze wagons; le premier est aménagé dans le genre des cabines au bord de la mer : une palissade divise le wagon en compartimens, qui contiennent chacun un siège et au-dessus une planche pour les vêtemens. Ce n'est pas le bain tel que nous le comprenons en France, mais en réalité un bain de vapeur que l'on offre aux soldats.

Le premier wagon est chauffé à une température de 25 à 30 degrés, le second wagon à 40 degrés, la température des suivans monte graduellement jusqu'à 100 degrés et même 125 degrés. Il y a une salle de séchage et par un système spécial

perfectionné la promenade des vêtemens a suivi celle du soldat et il retrouve ceux-ci à la sortie avant de passer dans le wagon spécial où on le remet entre les mains du coiffeur et du parfumeur. Ces bains sont fort bien accueillis par les combattans russes, les nôtres préféreraient peut-être un bain dans l'eau claire.

On compte un train-bains par corps d'armée. Au point de vue de la rapidité de l'installation, la Croix-Rouge russe a accompli des progrès remarquables.

A Luow, plus connue sous le nom de Lemberg, ville de 230 000 habitans, avait été installé dans l'espace de quarante-huit heures un hôpital d'évacuation aussi perfectionné que possible. La gare lui donnait asile. Il se composait de deux grandes salles, dont l'une de dimensions particulièrement vastes, contenait les blessés que l'on venait de ramasser sur le front; l'autre, de taille un peu moins imposante, était destinée aux officiers.

En Pologne également, les femmes ont fait preuve de beaucoup d'activité et d'intelligence. Aussitôt la guerre déclarée, la marquise Wielopolska a été élue par les dames polonaises présidente du Comité pour réunir les fonds pour les blessés et les victimes de la guerre. Grâce à ces fonds, un hôpital improvisé a pu être installé dans les bâtimens de l'École des cadets à Varsovie, hôpital modèle qui contient 2000 lits, les parois, les tables, les chaises, les planches même toutes ripolinées en blanc. Chaque chambre a son lit de cuivre, des fleurs; la propreté y est méticuleuse, l'air, la lumière entrent à flot par de larges fenêtres. Le général Pau, lors de son voyage, l'a visité et les dames polonaises qui le dirigent et s'en occupent, au nombre d'une soixantaine, ont saisi avec empressement cette occasion de manifester leur sympathie pour la France.

Quantité d'hôpitaux privés ont été ouverts, tant à Varsovie qu'ailleurs par les dames polonaises. La comtesse Julie Branicka en a fondé un à ses frais pour les officiers dans son palais de Frascati; la princesse Georges Radziwill en a créé un dans son domaine de Miesnicz. Son Altesse impériale la grande-duchesse Wladimir, la belle-fille de la grande-duchesse Cyrille ont eu, toutes deux, le leur à Varsovie. La première notamment a donné de grands exemples de courage en venant jusque sur le front recueillir les blessés pour son train sanitaire.

De nombreux comités se sont formés dans chaque quartier pour la confection des masques protecteurs contre les gaz asphyxians. En dehors de la Croix-Rouge, ce sont les réfugiés polonais qui ont fait l'objet de l'activité féminine (1). On a ouvert pour eux un grand nombre d'asiles, de cuisines populaires.

Ces œuvres furent transportées en grande partie à Moscou, où l'on s'efforce de venir en aide aux nombreux réfugiés polonais (on en compte près de 100 000) venus là de préférence à toute autre ville en raison de l'hospitalité bien connue de la grande capitale moscovite.

Aux besoins immenses du moment, la Croix-Rouge russe a su répondre en améliorant encore ses moyens de transport, en accélérant leur rapidité, en apportant le dernier mot du perfectionnement dans les moindres agencemens, et ceux qui, comme le général Pau, lors de son voyage dans les Balkans, ont visité les diverses installations sanitaires russes, ont rapporté la conviction qu'il n'est pas possible de faire mieux.

Les trains sanitaires d'évacuation rendent d'inappréciables services. Quelques-uns, mais ceux-ci de haut luxe, ont été créés et subventionnés par la Tsarine, la grande-duchesse Wladimir, la grande-duchesse Anastasie, femme du grand-duc Nicolas. Ils portent les noms de leur marraine : il y a les trains Alexandrovna, etc.

Personne n'ignore avec quelle générosité les femmes russes se sont portées dans les ambulances. L'exemple leur en a été donné par la Tsarine elle-même, qui, secondée par les princesses, ses filles, soigne les grands blessés, qu'elle reçoit dans l'hôpital ouvert par ses soins à Tsaskoié-Sélo. Nos lecteurs n'ont pas oublié les pages émouvantes que Mme Marylie Markovitch a écrites à ce sujet dans la *Revue*.

A Kiew, les grandes-duchesses Anastasie, Militza, la princesse Marina, ont installé dans un couvent un hôpital pouvan contenir deux cents blessés. Ce sont tous de très grands blessés qu'elles soignent avec le concours des religieuses. Elles portent d'ailleurs le même costume que ces dernières : grande blouse

(1) Plusieurs dames polonaises ont été décorées. La princesse Woronicka, à la tête de la Croix-Rouge, la marquise Wielpolska et la comtesse Xavier Branicka ont toutes trois reçu la médaille de Saint-Georges; Mlle Branicka, fille de la comtesse Xavier, le cordon de Sainte-Anne.

blanche, voile khaki, d'où s'échappent deux longues tresses blondes; insigne de la Croix-Rouge en brassard.

*
* *

L'héroïsme des deux petits peuples Belge et Serbe n'a pas un instant cessé de provoquer, depuis le début de la guerre, l'unanime admiration du monde civilisé.

Dans ce malheureux peuple serbe, affaibli déjà par une guerre récente, les femmes se sont élevées à une hauteur d'héroïsme qui touche au sublime.. Voulait-on des ambulancières? On les trouva prêtes. Manquait-on de combattans ? Elles s'enrôlèrent dans les « comitadjis, » et c'est à une femme que revient l'honneur d'avoir planté le premier drapeau serbe sur la rive autrichienne. Elles gardèrent les voies, firent le coup de feu, se substituèrent aux chevaux pour traîner les munitions. La terre réclamait-elle des bras ? Elles se mirent résolument à la culture, firent les semailles, les récoltes, les moissons, remplissant leur devoir patriotique avec une magnifiqne sérénité.

La Serbie ne possédant pas de corps d'infirmières professionnelles, la « Kolo Srpski Sestara » (Sœurs serbes) avait, dès la guerre de 1912, ouvert des cours préparatoires élémentaires pour infirmières. Presque toutes les femmes les ayant suivis s'inscrivirent comme volontaires des hôpitaux, où elles aidèrent même aux opérations. Beaucoup d'entre elles tombèrent victimes de leur dévouement (1). Tous les concours ayant été acceptés indistinctement (avec ou sans brevet), cela permit d'attendre l'arrivée des trois cents médecins envoyés en Serbie par les nations alliées, France, Angleterre, Russie, auxquelles il faut ajouter les États-Unis, qui demandèrent à participer à cette œuvre de dévouement.

Pouvait-on oublier les orphelins de la guerre? La Société Sainte-Hélène s'en chargea. La Ligue des Femmes (2) créa un

(1) Je ne citerai que quelques noms des plus connus : Mme la générale Loukovitch, présidente des « Kolo Srpski Sestara, » femme remarquable par son esprit d'organisation d'œuvres patriotiques et humanitaires; Mlle Nadedja Petrovitch (peintre de grand talent, a exposé à Paris au Salon), qui, en 1903, avait pris une part très active à la formation des comitadjis (corps des insurgés contre les Turcs) et qui, pendant toutes les guerres de la Serbie, avec Mme Kasua Milétitch, avait suivi l'armée en qualité d'infirmière; Mme Paounovitch. Ces quatre dames sont mortes, en février, à Valjevo, où elles étaient allées soigner les typhiques; mais il y en a eu beaucoup d'autres encore, mortes au champ d'honneur.

(2) Mme Christines.

asile pour les enfans des soldats tombés pour la patrie; la Société « Kneginja Ljoubitza » ouvrit un « home » pour les invalides à Uskub, et les « Sœurs de la Miséricorde, » société temporaire de dames, prirent l'intendance d'ateliers de couture qui fournirent du linge pour l'armée.

A côté de leurs deux hôpitaux à Nisch et à Uskub, la Société « Kolo Srpski Sestara » avait ouvert des buffets le long de la ligne de chemins de fer, où blessés et malades de passage recevaient du thé et des rafraîchissemens.

Parmi les héroïnes de la guerre, quelle place ne faut-il pas faire à la vaillante reine de ce petit peuple belge, si loyal et si brave, l'admirable compagne du roi chevaleresque? Héroïne par son courage et sa fidélité à rester à côté du roi Albert, à partager les dangers avec lui, par les souffrances qu'elle a endurées et endure encore, la reine Élisabeth est de santé plutôt fragile, mais, en ce moment, elle n'a pas le loisir de se soigner, et l'hiver dernier, enveloppée d'une jaquette tricotée, coiffée d'une toque pareille, on la voyait affronter la pluie et le vent, aborder même les tranchées pour y porter ses soins et ses paroles d'encouragement.

La guerre une fois terminée, quand chacun fera son examen de conscience pour voir de quelle façon il a participé à l'œuvre de salut, la part des femmes sera belle. Par la force de caractère, par l'esprit de sacrifice, par le dévouement jusqu'à la mort dont elles ont fait preuve depuis deux ans, elles se sont montrées dignes de nos héroïques combattans. C'est le plus bel éloge qu'on puisse leur adresser, et elles le méritent chaque jour. Elles aussi elles sortiront grandies et fortifiées de la terrible épreuve.

LOUISE ZEYS.

REVUE LITTÉRAIRE

LES DÉBUTS DE VENISE DANS NOTRE LITTÉRATURE (1)

Au deuxième chapitre de son *Jean-Jacques Rousseau*, Jules Lemaître conte le séjour que Jean-Jacques fit à Venise, en qualité de secrétaire de M. de Montaigu, ambassadeur de France; et il note que Jean-Jacques « s'étend avec complaisance sur cette période de sa vie, » mais « ne dit pas un mot de la beauté de Venise, tant célébrée depuis un siècle par les écrivains, et avec des mots si pâmés ! » C'est, pour Lemaître, l'occasion de taquiner un peu les romantiques. Il appelle Rousseau leur aïeul et Chateaubriand leur père ; il attribue à l'influence de Rousseau le commencement de la déraison romantique. Et il admet qu'ensuite la déraison s'est développée avec entrain. Quant à Venise, par exemple, Rousseau lui semble beaucoup moins fou que ses petits-enfans... « Venise est une belle cité grande comme la moitié de Paris, assise sur la mer, tout environnée d'eau qui court la plupart des rues de la ville, et vont les petits galiots et bateaux parmi lesdites rues ; et il y a des ponts, tant grands que petits, tant de bois que de pierre, environ de douze à quinze cents. Et c'est la ville la plus peuplée qu'on puisse guère voir, car on n'y voit point de jardins ni de places vides. Et il y a les plus belles boutiques de toutes marchandises qu'on puisse guère trouver, et la plupart des métiers sont faiseurs de soie et de velours. Et il y a quantité de belles maisons qu'on appelle palais ; et chaque seigneur a sa barque pour aller

(1) Béatrix Ravà, *Venise dans la littérature française, depuis les origines jusqu'à la mort de Henri IV, avec un recueil de textes dont plusieurs rares et inédits.* (Champion éditeur.)

où il veut. » Cette description de Venise n'est pas de Rousseau. Lemaître la cite, avec plaisir, comme de Sébastien Mamerot, prêtre natif de Soissons, qui écrivait en 1454 les *Passages d'outre-mer faits par les Français*, livre publié en 1518. Or, il paraît que cette description de Venise n'est pas de Sébastien Mamerot, mais de l'auteur anonyme d'un *Voyage de la Sainte Cité :* en 1518, on l'a placée dans la deuxième édition des *Passages*, qui avaient d'abord été imprimés en 1492. Qu'importe? Mais enfin, Lemaître goûte évidemment l'honnête simplicité de l'anonyme ; il la préfère aux lyriques ardeurs des romantiques et de ses contemporains : je crois que les « belles maisons qu'on appelle palais » l'amusent assez bien. Et il est satisfait de constater que Rousseau « ne nous en dit même pas autant. »

Bref, l'aïeul des romantiques n'a pas inventé le thème vénitien. C'est, dit Lemaître, qu'il était, dans l'art de la description, un précurseur ou un primitif : il n'avait pas eu le temps « de raffiner et de renchérir. » Et puis, au milieu du XVIIIe siècle, Venise était une ville très vivante; ses palais, neufs ou nettoyés, ne menaçaient pas ruine : « elle n'avait donc pas alors ce charme de l'agonie et de la déliquescence, sur lequel nous avons appris à nous exciter. » Et puis, ce qui intéresse Rousseau, dans Venise, ce ne sont ni Saint-Marc, ni le pont des Soupirs, ni les canaux, ni les gondoles, mais le très honorable souvenir d'avoir été là quasiment secrétaire d'ambassade, un homme en vue et presque un diplomate.

Qui a inventé le thème vénitien? Je crois que ce fut Chateaubriand. Dans l'*Itinéraire*, il y a peu de chose. Le pèlerin de Jérusalem passe cinq jours à Venise ; il examine « les restes de sa grandeur passée; » on lui montre quelques tableaux de Tintoret, de Paul Véronèse, du Titien, du Bassan; il cherche, dans une église déserte, le tombeau du Titien et il a quelque peine à le trouver. Il s'embarque pour Trieste ; et alors : « A mesure que la barque s'éloignait, je voyais s'enfoncer sous l'horizon les lumières de Venise et je distinguais, comme des taches sur les flots, les différentes ombres des îles dont la plage est semée. Ces îles, au lieu d'être couvertes de forts et de bastions, sont occupées par des églises et des monastères. Les cloches des hospices et des lazarets se faisaient entendre et ne rappelaient que des idées de calme et de secours au milieu de l'empire des tempêtes et des dangers. Nous nous approchâmes assez d'une de ces retraites pour entrevoir des moines qui regardaient passer notre gondole ; ils avaient l'air de vieux nautoniers rentrés au port après de longues traversées. » L'*Itinéraire* est de 1811, de cinq années pos-

térieur au voyage. La première impression du voyageur, nous l'avons toute fraîche dans une lettre qu'il adressait de Trieste, le 30 juillet 1806, à son ami Bertin ; Bertin la publia, sans retard et en l'absence de Chateaubriand, dans le *Mercure :* « A Venise, on venait de publier une nouvelle traduction du *Génie du Christianisme...* » Ce n'est pas pour indisposer Chateaubriand ; et un si bon procédé, c'est, aux yeux d'un auteur, l'honneur d'une ville. Mais Chateaubriand déteste Venise. Elle lui « déplaît ; » et il l'appelle « une ville contre nature, » une ville « où on ne peut faire un pas sans être obligé de s'embarquer » ou de « tourner dans d'étroits passages plus semblables à des corridors qu'à des rues. » Il avoue que la place Saint-Marc « mérite sa renommée. » Au surplus, l'architecture de Venise lui paraît « trop capricieuse et trop variée. » Et les gondoles !... « Ces fameuses gondoles toutes noires ont l'air de bateaux qui portent des cercueils. J'ai pris la première que j'ai vue pour un mort qu'on portait en terre... » Une gondole qu'il a prise pour un mort? Quand Joubert lut cela dans le *Mercure*, il fut effaré : « Je meurs moi-même, écrivait-il à Mme de Vintimille, je meurs de peur que le *Publiciste* ne s'empare de cette phrase... » Le *Publiciste* fut clément, ou fut distrait. Et la phrase était imparfaite ; l'idée, ingénieuse. L'idée ne s'est pas perdue : nous l'avons revue depuis lors, plus d'une fois, chez plus d'un écrivain ; nous la reverrons. Toujours est-il qu'en 1806 Chateaubriand n'aime pas Venise, — et que c'est un scandale ou, du moins, une petite anomalie un peu choquante, — et qu'ainsi le père du romantisme manque à l'un de ses devoirs protocolaires. Il se repentit ; et, plus tard, il aima Venise, comme il le devait. En 1833, il retourne à Venise. Il y attend la Duchesse de Berry. Il n'est plus jeune, il est mieux informé. Désormais, il se plaît à Venise, et tant, si fort, si joliment qu' « au détriment de la monarchie légitime » il souhaite que la princesse ne vienne pas trop vite lui troubler cette solitude enchantée ; il « souhaite de mauvais chemins à l'auguste voyageuse » et prend de grand cœur son parti du retard d'un bon demi-mois qu'éprouverait la restauration du roi Henri V. Il a battu sa coulpe : il adore Venise. Et il prélude comme ceci aux charmantes ou admirables rêveries que ne cessera plus d'inspirer la reine de l'Adriatique : « Grâce à ses brises voluptueuses et à ses flots amènes, Venise garde un charme ; c'est surtout aux pays en décadence qu'un beau climat est nécessaire. Il y a assez de civilisation à Venise pour que l'existence y trouve ses délicatesses. La séduction du ciel empêche d'avoir besoin de plus de dignité humaine ; une vertu attractive s'exhale de ces vestiges de

grandeur, de ces traces des arts dont on est environné. Les débris d'une ancienne société qui produisit de telles choses, en vous donnant du dégoût pour une société nouvelle, ne vous laissent aucun désir d'avenir. Vous aimez à vous sentir mourir avec tout ce qui meurt autour de vous : vous n'avez d'autre soin que de parer les restes de votre vie à mesure qu'elle se dépouille. La nature, prompte à ramener de jeunes générations sur des ruines, comme à les tapisser de fleurs, conserve aux races les plus affaiblies l'usage des passions et l'enchantement des plaisirs... » C'est merveilleux et un peu morbide. Voilà certainement l'une des sources principales de la littérature vénitienne, qui a produit quelques chefs-d'œuvre et cent mille niaiseries. Venise est l'une des plus ravissantes manies de la littérature romantique et néo-romantique.

Venise a eu, dans notre littérature, des débuts modestes, mais anciens, comme il est facile de s'en informer, pour peu qu'on lise un gros volume, assez confus et broussailleux, riche de faits et d'anecdotes, *Venise dans la littérature française depuis les origines jusqu'à la mort de Henri IV*, par Mme Béatrix Ravà. Beaucoup d'érudition, très attentive et diligente, quelque désordre, moins de gaieté que n'en demande, à mon avis, l'érudition la meilleure. Ce qui complique le volume, c'est que l'auteur a traité ensemble deux sujets, — deux ou trois, — deux surtout : les débuts, comme je disais, du thème vénitien dans notre littérature ; et aussi les rapports des littératures française et italienne pendant le Moyen Age et la Renaissance. Et l'on s'embrouille ; mais on attrape, de-ci de-là, les élémens de ce qu'on cherche. Il y aura un tome second : l'auteur y montrera le thème vénitien qui, durant deux siècles encore, végète et qui s'épanouira glorieusement par les soins de Chateaubriand, puis de Musset, de Mme Sand et peut-être de Pagello. N'oublions pas ce Pagello, sans qui n'aurait pas eu toute sa furie langoureuse une histoire d'amour indispensable aux attraits de Venise.

Le plus ancien de nos écrivains qui ait parlé de Venise fut Geoffroy de Villehardouin. Il avait vu Venise dans une circonstance mémorable, y étant arrivé au mois de février 1201, parmi d'autres négociateurs qui préparaient la croisade. L'année suivante, vers l'automne, les Croisés partirent. Mais, au moment de partir, ces vaillans hommes et pieux n'avaient pas l'argent qu'il fallait pour payer à la République le loyer des navires et les vivres. Le doge Henri Dandolo voulut bien accorder un délai de payement, à la condition que les Croisés fissent un crochet par la ville de Zara, qu'ils reprendraient

aux Hongrois et rendraient à la République. Les Français reprirent Zara et la donnèrent à Venise. Ils réussirent aussi à prendre Constantinople, où Henri Dandolo eut un palais, « un des plus beaux du monde. » Villehardouin reçut les fiefs de Trajanople et de Macra ; en sus, le titre de maréchal de Roumanie. La croisade avait tourné en expédition militaire, et profitable, où divers Croisés ne gaspillèrent pas l'occasion de s'enrichir. Villehardouin garda de cette histoire une vive admiration pour le doge qui, avec un beau visage et un grand zèle à « vivre ou mourir auprès des pèlerins, » était un malin. Quant à Venise, Mme Béatrix Ravà nous prie de croire qu'il en a « senti la beauté : » il a dit que Saint-Marc était « la plus belle église qui fût ; » c'est tout ce qu'il a dit.

Au XIVe siècle et ensuite, beaucoup de pèlerins partirent de France et allèrent à Venise pour tenter de là le saint voyage de Jérusalem. Ainsi le seigneur d'Anglure, lequel fit à cheval, en six jours, le chemin jusqu'à Pavie, et visita Vérone « qui est une belle et grande cité, » Vicence, Padoue et Venise « très excellente, noble, grande et belle cité, toute assise en mer. » A Venise, il pria dans toutes les églises, devant toutes les reliques et fut très satisfait d'avoir vu la dent de Goliath. Il donna même un coup d'œil à l'Arsenal... Mais, quoi ! le seigneur d'Anglure est un homme qui ne cherche pas le divertissement. Et pareillement d'autres voyageurs, Nompar, seigneur de Caumont, Ghillebert de Lannoy, Bertrandon de la Broquière, sont des pèlerins qui pèlerinent : certes il ne faut pas s'attendre qu'ils badinent. Quand ils ont dit que Venise est une belle cité assise en mer, grande comme la moitié de Paris et où il y a plus de bateaux que de chevaux à Paris, voilà tout ; et ils ne font plus qu'énumérer les corps de saint Zacharie, de saint Grégoire le martyr et de saint Théodore, tous trois en un tombeau, à l'abbaye de Saint-Jacques ; le corps et les souliers de sainte Lucie dans l'église qui est dédiée à cette sainte ; un os de la cuisse de Monseigneur saint Christophe et le précieux corps de sainte Barbe tout entier et aussi de la peau de Monseigneur saint Berthemieu dans l'église des Croisettiers ; et, dans l'église de Monseigneur saint Marc, le corps de l'évangéliste et aussi le sang miraculeux qui, à Constantinople, coula d'un crucifix qu'avait blessé la dague d'un « ribaud désespéré. » L'un d'eux, sensible aux sons et aux couleurs, s'étend un peu sur les musiques des « trompettes, clairons et ménétriers, luths et tous instrumens et chantres, » sur la splendeur des grands étendards de soie dorée et figurée, la magnificence des costumes qu'ont revêtus, pour la cérémonie de

vêpres, le duc et les six-vingts conseillers de la ville, drap d'or, velours, soie écarlate et la fourrure qu'il nomme lestiche et que nous nommons petit-gris. Même, il a regardé les nobles dames, « trop plus richement habillées que les hommes » et brillantes de perles et pierreries. Lengherand, bailli général du Hainaut, conseiller ordinaire de Philippe le Beau et mayeur de la ville de Mons, qui accomplit son pèlerinage vers le déclin du xve siècle, regarda plus qu'un autre les nobles dames ; il les déclare « fort belles femmes et puissantes, » mais accoutrées « très fort dépourvuement, car on leur voit depuis le bout de la tête jusques au-dessous les mamelles. » Il ajoute : « Et plût à Dieu que les femmes de notre pays fussent ainsi habillées ! » Maintenant qu'il a séjourné à Venise, il ne se souvient de Gand et de Bruges qu'avec indulgence.

Les pèlerins sont occupés de leur dévotion ; semblablement, les diplomates songent d'abord à leur affaire. Et Philippe de Commynes est un homme qui ne se laisse pas distraire de sa volonté. Cependant Venise, où il remplit deux missions dans les années 1491 et 1495, le séduisit assez pour qu'en ce point de ses mémoires, son récit montre du plaisir et de la coquetterie ingénieuse. Le jour qu'il arrivait, vingt-cinq gentilshommes, vêtus d'écarlate, vinrent à sa rencontre au lieu dit de la Chafousine, qui est à cinq milles de Venise, et le firent entrer en l'une de leurs petites barques bien nettes et couvertes de beaux tapis velus. Par la rivière, ils le menèrent jusqu'à la mer et aux abords de Venise ; et alors Commynes fut « bien émerveillé de voir l'assiette de cette cité, et de voir tant de clochers et de monastères, et si grand maisonnement, et tout en l'eau, et le peuple n'avoir autre forme d'aller que en ces barques, dont je crois qu'il s'y en finerait trente mille, mais elles sont fort petites ; et est chose bien étrange de voir de si belles et si grandes églises fondées en la mer... » A l'église Saint-André, où les vingt-cinq gentilshommes les conduisirent, l'attendaient encore vingt-cinq gentilshommes et les ambassadeurs de Milan et de Ferrare. On le fit monter dans un bateau couvert de satin cramoisi et seoir entre les deux ambassadeurs. Ils suivirent le Grand Canal : « Les gallées y passent à travers ; et y ai vu navire de quatre cents tonneaux ou plus près des maisons ; et est la plus belle rue que je crois qui soit en tout le monde, et la mieux maisonnée, et va le long de la ville... » Enfin, Venise, « c'est la plus triomphante cité que j'aie jamais vue ; » et, disons tout : « celle qui plus fait honneur à ambassadeurs. » La Sérénissime avait su gagner promptement le cœur de Commynes ; mais il ne tarda guère à vérifier que les Vénitiens « ne se

faisaient que rire » des Français. Il était chargé de les tenir en bonne amitié avec le roi de France, tandis que le roi de France allait s'emparer de Florence, de Rome et de Naples. Cependant, la Seigneurie, tout en fêtant Commynes très bien, préparait la confédération de l'Italie contre les étrangers. Commynes s'efforçait d'empêcher cet arrangement : et le doge, un matin, lui annonça que toutes conventions étaient signées, de la nuit même. « J'avais le cœur serré, » écrit Commynes. Le soir, pour célébrer l'entente des Italiens, Venise fut illuminée : et Commynes se dissimula dans une gondole couverte qui le promena seul et invisible dans les clartés, les musiques et la gaieté nocturne de Venise.

Les guerres d'Italie multiplièrent les relations de la France et de la République, et rendirent ces relations, charmantes quelquefois, et quelquefois très mauvaises : l'opinion de nos écrivains, sur la reine de l'Adriatique, subit les péripéties des événemens. Venise a dès lors chez nous, et pendant tout le XVIe siècle, des partisans chaleureux et plusieurs ennemis.

Au commencement du siècle, en 1502, Anne de Foix, qui allait épouser Ladislas, demeura trois jours à Venise ; et Anne de Bretagne avait chargé l'un de ses hérauts d'armes, Pierre Choque, de lui rédiger le journal du voyage. La princesse française qui épousait le roi de Hongrie servait une politique d'hostilité contre les Turcs. Venise, reconnaissante, la reçut magnifiquement, donna ses fêtes les plus merveilleuses, prodigua ses fantaisies les plus extraordinaires. Le doge, avec toute la Seigneurie, accueillit Anne de Foix sur le *Bucentaure*, « qui est autant dire comme char ou bateau royal, car il ne sert que de porter le duc quand il va à soulas autour de la ville ou qu'il va au devant de quelque prince pour lui faire honneur. » Quel bateau ! L'on y voit deux lions d'or, grands comme s'ils étaient en vie. Et le doge est assis, coiffé du chapeau ducal et tenant de la main droite l'épée, de la main gauche une balance. Sur la poupe, il y a un oranger très haut et qui supporte « un monde d'or ; » à côté, un grand étendard de satin cramoisi avec une double peinture et de Saint-Marc l'évangéliste et des armes ducales. Et, sur le *Bucentaure*, tapissé de drap d'or, il y avait un château gaillard tout garni de dames en quatre rangées ; et chacune d'elles, rutilante de diamans, émeraudes, rubis, topazes et autres pierres. Cinq cents bateaux, à grand luxe, accompagnaient le *Bucentaure*. Et il y eut des jeux allégoriques. Sur une barque, trois dames figuraient la France, la Hongrie et la Seigneurie ; et survinrent trois faux Turcs : les trois dames les

déconfirent après une courte bataille. Et, sur une autre barque, trois dames habillées en Mores s'inclinaient et faisaient obéissance à une reine couronnée, habillée selon la mode française. Et tout cela est de la politique et politesse de diplomatie. Mais il y avait enfin une galéasse, où l'on voyait, sur un pilier vert de feuillage, un dieu d'amour, lequel disait en son dicté : « Soyez amoureux ! » A l'entour de ce dieu étaient assis ou étendus gracieusement de jeunes dames et maints « docteurs » lisant des livres ; l'un, sur une banderole avait écrit qu'« il n'était vie que d'amoureux » ou à quoi bon vivre ?

C'est la première mention d'amour, au sujet de Venise. Eh ! jusqu'à présent, nous n'avons eu que témoignage de pèlerins tout à leurs prières et de diplomates férus de diplomatie ou qui ne raçontent pas le détail des jours et des nuits. Voici encore un pèlerin, mais qui n'est pas confiné dans l'oraison, Jacques Le Saige, marchand drapier en la ville de Douai. Dévot, certes, car il voulut faire le voyage de Terre sainte ; et, quand il rentra chez lui, sa boutique eut pour enseigne les armes du patriarcat de Jérusalem et cette devise : « Loué soit Dieu ; j'en suis revenu. » Il est dévot et, à Venise, ne manque pas d'entendre chaque matin la messe et d'honorer les reliques précieuses ; mais il avoue aussi qu'il est bon « crocheteur de flacons et bouteilles. » Avec son camarade Jean du Bos, dès son arrivée, il entre à l'église de Saint-Marc, dit ses prières et bientôt s'avise de ne point jeûner. Il ne décrit pas avec moins de zèle que ses devanciers les reliques des saints et des martyrs, mais insiste bien davantage sur la question des repas. Il dut chicaner son hôte pour obtenir, moyennant douze gros, le dîner, le souper, le gîte. Lorsqu'il fut au point de s'embarquer, il traita comme suit avec Louis Dolfin l'armateur : il payerait quarante et cinq ducats pour le transport et telle nourriture, le matin une pleine tasse de malvoisie et deux ou trois morceaux de pain biscuit; au dîner, potage et deux sortes de chair bouillie, du fromage et du vin « autant qu'on peut boire ; » au souper, deux sortes de chair et le fromage ; environ deux heures après souper, pleine tasse de vin. Jacques Le Saige n'était pas maladroit à réunir le temporel avec le spirituel. A Venise tout l'amuse ; à chaque instant, il note qu'il n'avait « point vu de pareil » et qu'il « ne l'eût jamais pensé. » Il monte au Campanile et observe qu'on y monterait en cavalier : seulement, il n'est de chevaux à Venise. Dans les rues, il baguenaude et volontiers s'attarde aux échoppes où l'on fait « tout plein de soie, » où l'on affine le coton, où l'on fabrique la ferraille ; et il assure que c'est une « chose inestimable » d'être là. Il admire le Colleone, alors tout doré. Il a aussi

l'émoi d'un beau supplice, où le bourreau coupe des poings, une langue et puis crève des yeux ; et il se fâche de ce qu'un des condamnés, un prêtre et fort coupable, ait esquivé le châtiment. Jacques Le Saige est un badaud très curieux, un pèlerin très Renaissance. La nuit de l'Ascension, Jean du Bos et lui vont à Saint-Marc. Et la cérémonie est superbe. Mais Jean du Bos et Jacques Le Saige ont (sans reproche) des distractions : c'est que jamais ils n'avaient vu telle assemblée de si belles femmes, toutes les Vénitiennes de haute noblesse qui, d'habitude, ne se montrent pas au populaire et qui, pour la religieuse occasion, s'évadent hors de leurs palais. Elles font grand manège d'élégance et, à cause de la chaleur, agitent devant elles un « fatras de soie » : Jean du Bos et Jacques Le Saige n'avaient pas encore vu d'éventails. Et ces belles femmes ont de belles robes de damas; quelles robes et qui déjà les « déshabillent si bien » ! décolletées et qui laissent voir la poitrine : et, dit Jacques Le Saige à son lecteur, cette poitrine, « soyez sûr qu'elle était bien blanche » !... Autrefois, le vieux Lengherand, lui aussi, remarquait le décolletage des Vénitiennes: mais il l'indiquait d'un mot rapide : et il baissait les yeux. Jacques Le Saige est mieux attendri. Les Vénitiennes du vieux Lengherand, ce sont un peu les frivoles qui, dans les verrières du moyen âge, festoient l'Enfant prodigue, le couronnent de roses et, en dépit de tout, gardent un chaste maintien. Les Vénitiennes de Jacques Le Saige ont un attrait de volupté plus capiteuse et ressemblent aux femmes de Carpaccio, à ses courtisanes.

Laissons les pèlerins, même Renaissance. Cherchons les poètes : c'est à eux qu'il est raisonnable de se fier pour le renseignement d'amour et de galanterie. Claude de Pontoux, natif de Chalon-sur-Saône et fils d'un apothicaire, étudia la médecine premièrement à Dôle; et son père eut l'imprudence de l'envoyer à la célèbre université de Padoue. Beaucoup de jeunes Français étaient là, dans de pareilles conditions; et, comme on raconte que les étudians d'Aix-en-Provence connaissent le chemin de Marseille, les étudians de Padoue allaient à Venise. Le petit Pontoux mène, à Venise, tandis que son père le croit à Padoue, la vie la plus gaie, au point qu'il en devient poète et fin sonnettiste :

Vogue, garçon, ô vaillant barquerolle,
Étends tes bras, voûte-toi, tire bien,
Fais moi voler d'un vol pégasien
Par ce canal ta légère gondole.

Il m'est avis qu'au paradis je vole.
Passe au Realte, un canal Cyprien,
A Calespurge ; ici, garçon, retien
Ferme au tréguet : voici la Casidole.

Ha! c'est ici que je dois apaiser
Tous mes ennuis et où je dois baiser
A mon plaisir ma douce Philomide.

Mon cher espoir, le voulez-vous pas bien ?
Mon œil, mon cœur, mon tout, mon miel, mon bien,
Sus, entrons donc au paradis de Guide!

La douce Philomide ne lui est pas, quoi qu'il affirme, son tout. Il ne méprise pas ailleurs la gaie Luciane, non plus l'Esmeralde aux yeux verts et non plus Véronique, si gracieuse et qu'il se promet de « faire danser à la vénitienne; » non plus Émiliane et non plus l'Angela Bell'occhi, moins jeune, mais savante; non plus Diane, ou Mariette, ou celle qu'on nomme la Ragousée; non plus que d'autres et qu'il ne compte pas à moins de trente et quatre. Le petit Pontoux se donne du bon temps et, dans Venise, va de plaisir en plaisir. Il a l'âme légère comme la gondole qui le fait voler du Rialte à la Casidole. Son ami, l'aimable Sélincourt, l'accompagne de plaisir en plaisir. Mais un autre de ses amis, Claude Turrin, l'attristerait. Claude Turrin, qui, pour étudier le droit, vint à Padoue, autant dire à Venise, avait laissé en Bourgogne une amante, une « parfaite amie, » Christienne de Baissey, demoiselle de Saillant, qu'il ne pouvait ni ne voulait oublier : telle était sa mélancolie que, dans ses vers, poète par chagrin comme le fut Pontoux par son allégresse, il dénigra Venise, et les « faquins de cette république, » et la vie indulgente, et les courtisanes, même l'Angela et ses beaux yeux, et l'art de « folâtrer toute nuit dedans une gondole. » Une peine d'amour, mais prise à Venise, affligeait aussi Pierre Bricard, « d'aimable mine, » de vif esprit et qui avait « la taille haute et grâce en sa posture » : il fuyait toute rencontre et voire n'entrait plus à l'église où les amoureux « vont dire leurs désirs aux dames par leurs yeux. » Claude Turrin, qui ne se console d'être si loin de sa Bourgogne et à qui pèse le bel exil vénitien nous semble un second Joachim du Bellay. Celui-ci, pendant tout son séjour en Italie, regretta la France, « mère des arts, des armes et des lois, » regretta son village, son Loire gaulois, son petit Liré, la douceur angevine. Et Rome l'a ennuyé; il a détesté du Florentin « l'usurière avarice, » du Siennois « le sens mal arrêté, » du Génois « la rare

vérité, » du Vénitien « la trop caute malice. » Et, au sujet des Vénitiens, de leurs changes, profits et trafics, de leurs gondoles, de leurs femmes, de leurs festins et de leur « vivre solitaire, » il a écrit le sonnet bien connu : « Il fait bon voir... » Un terrible sonnet, que termine la caricature des épousailles de la mer « dont ils sont les maris et le Turc l'adultère. » Le tendre poète d'Olive a rude et vive la satire.

Avant lui, Marot s'est déplu à Venise. Il avait dû quitter la France pour le motif de religion. A Ferrare d'abord, Renée de France, fille de Louis XII, l'accueillit, et l'aida de son crédit, le combla de ses bienfaits. Mais le duc Hercule d'Este n'approuvait pas un hérétique, et l'approuvait si peu qu'un jour, dans les rues de Ferrare, le poète fut rossé par des garçons que le duc, s'il ne les avait pas chargés d'en faire tant, considéra comme innocens pour le moins. Marot quitta Ferrare, afin de n'être plus accosté par les protégés d'Hercule. Venise avait une renommée de tolérance. Il se réfugia donc à Venise et bientôt s'y trouva très malheureux. Il regrettait, comme Turrin et du Bellay, la France; il regrettait le passé, les amis, ses « maroteaux; » il regrettait une jeune fille, Anne d'Alençon peut-être. Et puis, en fin de compte, un chacun

> Trouve toujours ne sçay quelle douceur
> En son pays, qui ne lui veut permettre
> De le pouvoir en oubliance mettre.

Encore qu'une fois il se vante : « A Venise, j'ai fait prouesse ! » à Venise il eut perpétuellement nostalgie et rancœur. L' « étang salé vénitien » lui fut très fastidieux. Et il craignit qu'à longtemps vivre en compagnie étrangère, il ne perdît son style ou son talent : avis à tel ou telle qui, aimant ses rimes françaises, jugerait bon de lui rouvrir les portes de France. Il supplie la duchesse de Ferrare, qui peut le seconder. Renée de France, duchesse de Ferrare, ainsi que lui, est huguenote. Quand il écrit à cette princesse et très illustre dame, il ne manque pas de montrer comme le scandalise la vie païenne de Venise. Les Vénitiens, il l'avoue, sont habiles à tout ce qui doit « le corps et l'œil satisfaire; » mais ils ne songent pas qu'ils ont une âme au corps.

> Dont il s'ensuit qu'ils n'élèvent leurs yeux
> Plus haut ni loin que les terrestres lieux
> Et que jamais espoir ne les convie
> Au grand festin de l'éternelle vie...

Les cérémonies religieuses et l'apparat de la prière, à Saint-Marc,

indignent maître Clément : ces chants, ces pompes, ces mines et tout cela « qui est, mon Dieu, ce que tu abomines ! » Vénus, à Venise qui porte le nom de la déesse voluptueuse, est plus révérée qu'au temps des Grecs en l'île de Cythère. Et à Venise, il y a trop de Juifs, de Turcs, et Arabes, et Mores : eh ! quoi, trop sévère, Marot va-t-il reprocher à Venise la tolérance dont il profite? or, il profite de la tolérance qu'il dédaigne sous les espèces du scepticisme!... Il put enfin quitter Venise et retourner en France. Alors, les vers qu'il avait écrits près de l'étang salé vénitien, il les publia. Mais il les corrigea. Près de l'étang salé vénitien, naguère, il invoquait la duchesse de Ferrare et l'engageait à se souvenir

De cestuy là que retiras pour rien
Quand il fuyait la fureur serpentine
Des ennemis de la belle Christine...

Et, la belle Christine, c'est la religion du Christ selon maître Calvin. De retour à Paris, plus circonspect, il imprima :

Quand il fuyait la fureur et les ruses
Des ennemis d'Apollo et des muses.

Rabelais est peut-être allé à Venise ; et on le croirait un peu, quand il parle du peuple d'île des Macreons qui étaient charpentiers et tous artisans « tels que voyez en l'arsenal de Venise ». Brantôme est allé à Venise et il en a goûté la vie « courtisanes que, plaisante et heureuse ; » hélas ! les mémoires de Brantôme sont perdus. Montaigne est allé à Venise. Il aimait beaucoup les voyages et aurait voulu passer ses jours, dit-il, « le cul en selle. » Mais son journal de Venise, il ne l'a pas rédigé lui-même : un secrétaire nota quelques promenades, une visite à une belle courtisane, Veronica Franco, douce femme et bien lettrée. Montaigne ne fit que passer à Venise, parce qu'il eut « la colicque. » Et c'est dommage que l'on n'ait pas de lui un essai sur Venise ; car il avait la tête bien faite et il eût préservé d'imprudence ou de hâblerie, touchant Venise, maints écrivains qui vinrent après lui.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE BRUIT DE LA BATAILLE

LE SON DE LA CANONNADE

C'est un caractère curieux de cette guerre qu'on l'entend beaucoup plus qu'on ne la voit. Contrairement à ce qui a lieu dans la vie pacifique, les sensations auditives y sont bien plus nombreuses et intenses que les visuelles. Et c'est pourquoi, malgré les images des journaux illustrés, malgré les reportages et les récits, malgré même les films impressionnans qui défilent sur la toile blanche des cinémas, ceux qui n'auront pas en personne mis la main à la pâte n'auront qu'une idée incomplète, qu'une représentation imparfaite, qu'une image amputée de la guerre moderne, car il leur manquera, en dépit du coup de grosse caisse formidable et anodin dont s'accompagne au cinéma la gerbe des obus éclatans, la sensation qui domine tout et qui enveloppe tous les objets et tous les gestes dans son frisson tumultueux : le bruit impérieux de la bataille.

Dans les guerres anciennes, il n'en était pas ainsi. Les troupes luttant à ciel ouvert avec leurs beaux uniformes polychromes, leurs chevaux bondissans, leurs armes étincelantes offraient sans doute des impressions plus vives encore à l'œil qu'à l'oreille. Cela fut vrai surtout avant l'invention de l'artillerie, et il est trop évident que le cliquetis des épées antiques contre les boucliers ne devait pas s'entendre, en le doublant même des plus homériques cris de guerre, à une très grande distance. Jusqu'à la présente guerre, et en dépit du bruit des canons dont le rôle et l'emploi furent naguère assez limités, la bataille continua à être surtout pour l'observateur un beau spectacle. Ce fut le temps béni des peintres de batailles, des magnifiques

chevaux andalous caracolant, de leur petit galop trop court, dans les tableaux de Van der Meulen.

Tout cela n'est plus : aujourd'hui on *entend* la bataille beaucoup plus qu'on ne la voit. Et je ne parle pas seulement de ceux qui, loin en arrière, ne la connaissent que par un grondement derrière lequel il se passe quelque chose. Non, le chef même d'un secteur, celui-là même qui dirige et commande à quelques centaines de mètres de la mêlée, ne connaît guère celle-ci que par son oreille. Dans la demi-obscurité de son poste de commandement, penché sur ses cartes, il ne voit pas les canons et les fusils qui tirent, les hommes qui rampent dans les boyaux et avancent en se tapissant dans les trous d'obus; mais, en revanche, le vacarme des départs et des éclatemens, le tumulte formidable des mines qui sautent, le sifflement des balles et la crécelle terrible des mitrailleuses, tout cela jusqu'au fond de son réduit l'inonde d'un bain sonore. C'est par ces sons que son âme communie vraiment avec l'action; mieux encore, c'est le son qui lui permet de suivre et de diriger tout, grâce au téléphone qui, à chaque instant, rend compte, apporte des renseignemens et remporte des ordres.

Et c'est ainsi qu'un aveugle aurait sans doute une notion plus intense et plus vive de la bataille qu'un sourd. Il est au contraire bien probable que, dans le train-train ordinaire de la paix, l'aveugle est plus isolé des choses que le sourd, car il n'est guère de bruits ou de sons intéressans dans la vie ordinaire qui portent à plus de quelques dizaines, quelques centaines de mètres, tandis que par l'œil nous communiquons avec tout l'univers infini, et nous possédons sur notre rétine jusqu'aux lointaines étoiles qui palpitent tout au fond de la Voie lactée et dont la lumière à l'allure de 300 000 kilomètres à la seconde a besoin de plusieurs siècles pour nous parvenir.

A quoi tient que les phénomènes qui caractérisent la guerre moderne frappent notre oreille beaucoup plus que notre œil? A deux choses que je vais expliquer et qu'on peut résumer d'un mot : d'abord à ce qu'on sait cacher les objets à la vue, tandis qu'on n'a pas encore trouvé le moyen de défiler les bruits, ensuite à ce que les phénomènes explosifs, qui sont aussi essentiels et fréquens dans la guerre qu'ils sont rares dans la vie courante, sont les plus puissans des générateurs de son connus.

*
* *

Le son, la vibration qui impressionne notre oreille, est formé par des ondes assez analogues (quoique non tout à fait semblables) à

celles qu'on produit en jetant un caillou dans l'eau et aussi à celles qui constituent les rayons lumineux. Mais tandis que ceux-ci ont une très petite « longueur d'onde, » comme disent les physiciens, si bien que les ondes de la lumière n'ont que quelques dix-millièmes de millimètre de longueur, les ondes de son sont beaucoup plus longues et elles varient entre une dizaine de mètres de longueur pour les sons les plus bas qui soient sensibles à l'oreille, et environ un centimètre pour les sons les plus aigus (1). C'est-à-dire que les ondes des sons les plus aigus sont des millions de fois plus longues que les ondes lumineuses.

Il s'ensuit immédiatement que les ondes sonores seront capables de tourner des obstacles qui arrêteront les ondes lumineuses. C'est en effet une propriété bien connue des physiciens que les ondes sont capables de *se diffracter*, comme ils disent, c'est-à-dire de contourner les obstacles rencontrés d'autant plus facilement qu'elles sont plus longues. C'est un peu, si j'ose employer cette comparaison simpliste, comme les animaux qui franchiront, toutes choses égales d'ailleurs, d'autant plus facilement qu'ils seront eux-mêmes plus grands les obstacles rencontrés. Un caillou qui sera comme un mur sur le chemin de la fourmi sera franchi sans même qu'il s'en aperçoive par un cheval

Il s'ensuit que le son tournera autour d'obstacles des millions de fois plus grands que ceux qui arrêtent la lumière, et c'est pourquoi l'éventail permet à Célimène de cacher son visage sans empêcher qu'on l'entende. De là résulte aussi que la plupart des sons remplissent tout l'espace ambiant, pénétrant dans les endroits les plus clos, et tournent tous les obstacles dont le moindre suffit à arrêter la vision Ce phénomène est d'autant plus marqué que la plupart des substances opaques à la lumière, le bois, le métal, etc., se laissent traverser par le son.

Or j'ai expliqué déjà à plusieurs reprises à mes lecteurs que, à

(1) Lorsque nous parlons des sons les plus bas ou les plus aigus qui soient sensibles à l'oreille, cela ne veut pas dire qu'il n'en existe pas de plus bas et de plus aigus encore, mais qui sont hors des limites de notre sensibilité. Il faut distinguer le son sensation et le son phénomène physique objectif. En ce dernier sens, il y a des vibrations imperceptibles, identiques comme nature à celles que perçoit notre oreille et n'en différant que par leur longueur d'onde, de même qu'il y a de la lumière infra-rouge et ultra-violette qui n'impressionne pas notre rétine. A ce point de vue, on a produit des ondes sonores très courtes qui sont sensibles à certains instrumens de mesure, sinon à l'oreille, et qui ont une longueur d'à peine un millimètre, c'est-à-dire sont encore dix fois plus aigus que ceux qui sont à la limite des sons élevés perceptibles. Au contraire, à l'autre bout de l'échelle, on sait que le canon émet certaines ondes très longues et que nous n'entendons pas, parce qu'ils sont en deçà des sons graves sensibles.

cause surtout de la dissémination et de l'étendue de cette guerre dans le temps et dans l'espace, celle-ci est devenue une sorte de partie de cache-cache où le problème essentiel et primordial est de ne pas être repéré par l'adversaire, et de le découvrir au contraire. C'est pourquoi surtout on se cache dans des tranchées dont la protection matérielle est moins sûre que l'invisibilité qu'elle procure, c'est pourquoi on défile et on masque batteries, hommes et chevaux derrière des écrans quelconques. Mais si on peut ne pas être vu, il résulte des propriétés des ondes acoustiques que nous venons d'exposer, qu'il est impossible d'empêcher le bruit qu'on fait d'être entendu, car les obstacles qui arrêtent la vue n'arrêtent pas l'audition. Et c'est pourquoi on entend les coups des canons et des fusils qu'on ne voit pas. C'est pourquoi on entend éclater les obus et les mines dont on ne voit pas les éclatemens.

Le même phénomène qui rend sensible le son malgré les obstacles qui suffisent à arrêter la lumière, fait que la télégraphie sans fil est possible. Les ondes hertziennes employées dans celle-ci ont en effet une longueur d'onde encore bien plus considérable que le son (plusieurs kilomètres souvent) et c'est leur diffraction autour des plus gros obstacles du relief terrestre, de la courbure du globe elle-même, qui rend possible leur perception aux grandes distances.

Et c'est pourquoi tout le monde sur le champ de bataille, si abrité qu'il soit, si caché qu'il se trouve dans les postes souterrains, est enveloppé dans la symphonie épique que font dans l'air vibrant l'*allegro* joyeux et clair des pièces de campagne, le *largo* pathétique des canons lourds, auxquels dans le bruit de cymbales des mines et des torpilles, sous le vol bourdonnant des avions, vient se mêler le *scherzo* des tambourinantes mitrailleuses.

Tous ces instrumens martiaux, qui font frémir et vibrer mélodiquement l'âme sonore de la bataille, toutes les bouches à feu, sont, dans une certaine mesure, analogues aux instrumens de musique à vent. Le son y est produit, grâce à la déflagration des poudres et des explosifs, par un phénomène très analogue à celui qui fait vibrer les tuyaux d'orgue.

Mais le déplacement d'air produit par la déflagration des charges de poudre et l'éclatement des obus et des autres engins explosifs est infiniment plus intense que celui qui est réalisé dans les instrumens de musique les plus puissans. De là provient la grande intensité et partant la portée considérable, que nous allons examiner maintenant, du son du canon.

*
* *

La voix des orateurs, si remarquables soient-ils, ne porte guère qu'à quelques décamètres, à moins qu'elle ne soit amplifiée par la trompette de la Renommée qui est, comme on sait, une trompette métaphorique d'où sortent plutôt des papiers imprimés que des sons. Le sifflet des chemins de fer ou des sirènes ne dépasse guère quelques kilomètres. Qu'est cela à côté des portées atteintes par le son du canon? D'une intéressante enquête faite récemment par M. Bigourdan et communiquée par lui à l'Académie des Sciences, il résulte que le bruit des dernières canonnades a été entendu très nettement dans un rayon d'environ 250 kilomètres. On a bien entendu parfois, notamment au Japon, le bruit produit par certaines éruptions volcaniques jusqu'à des distances du même ordre de grandeur. Mais, en ce qui concerne les bruits produits artificiellement, il faut convenir qu'il n'en est point de comparables en intensité et que, de toutes les formes de langage imaginées par l'homme pour exprimer sa pensée... et l'imposer, la poudre est certes celle qui parle le plus haut.

Les résultats systématiquement recueillis par M. Bigourdan n'ont d'ailleurs rien de surprenant, si on considère les précédens, car déjà dans l'histoire on avait vu... ou plutôt entendu l'artillerie porter l'écho de la bataille jusqu'à de pareilles distances. En 1792, le canon de Mayence fut entendu à environ 245 kilomètres; en 1809, les coups de canon tirés à Heligoland le furent à 260 kilomètres. Certains historiens assurent même que des témoins dignes de foi entendirent en 1832 le canon du siège d'Anvers jusque dans la Saxe, à près de 600 kilomètres. Je n'irai point comme Renan jusqu'à mettre en doute la documentation de ces historiens et à les considérer comme de pauvres petits savans conjectureux. Mais on peut se méfier de la véracité des témoins invoqués par eux dans cette affaire; car ils appartenaient à un peuple qui a pris depuis d'étranges libertés avec la vérité... Ce sont même les seules libertés qu'il ait jamais su prendre. En 1870, en tout cas, les canons de siège allemands en batterie devant Belfort étaient entendus nettement jusqu'au Salève, à 175 kilomètres.

Dès le début de la guerre actuelle, on entendit fort bien le canon à des distances très grandes. Des observations communiquées à l'Académie des Sciences d'Amsterdam par le docteur van Everdingen, professeur à l'Université d'Utrecht, qui est un spécialiste de ces questions, il résulte en effet que le canon du siège d'Anvers, en

octobre 1914, fut perçu jusqu'à Groningue, à 270 kilomètres de là. Ce savant a même recueilli des observations faites le 28 octobre 1914, pendant un bombardement de la côte flamande par les gros canons de la flotte anglaise, et d'où résulte avec certitude que ce bombardement fut noté à 290 kilomètres de là.

Une chose en vérité pourrait étonner dans tout cela, c'est qu'on n'ait pas observé des portées sonores encore beaucoup plus considérables, et en se plaçant dans des circonstances favorables, peut-être entendrait-on parfois actuellement la canonnade à des distances encore bien supérieures à celles que nous venons d'indiquer. Il y a à cela deux raisons : les canons de Mayence étaient perçus à une distance presque égale à celles-ci ; or, il est évident que la déflagration de la poudre dans les grosses pièces modernes est beaucoup plus puissante qu'elle ne l'était naguère dans les canons de la Révolution ou de l'Empire. Or, c'est cette déflagration qui, en ébranlant l'air, produit le martial fracas célébré par la *Carmagnole*. Il est vrai pourtant que, d'après les recherches récentes des pyrotechniciens, le rayon dans lequel une substance explosive exerce un effet mécanique déterminé est proportionnel seulement à la racine carrée de la charge, c'est-à-dire que, pour une charge quadruple, ce rayon est seulement double. Si on admet pour l'intensité du son produit une loi analogue, — et c'est ici une hypothèse personnelle que j'émets, mais elle est fort vraisemblable, — il en faut conclure qu'on ne doit pas s'attendre à voir dépasser *beaucoup* actuellement les portées obtenues lors des guerres précédentes dans l'audition du canon. Dans tout ceci nous parlons surtout du coup de canon lui-même; mais toutes ces remarques s'appliquent également au bruit de l'éclatement des projectiles. Celui-ci d'ailleurs m'a toujours paru, personnellement et toutes choses égales d'ailleurs, bien moins intense que le bruit du coup de canon lui-même, du moins pour les grandes vitesses initiales.

*
* *

D'autres circonstances doivent, en revanche, faire varier énormément la portée ordinaire des sons, ce sont les conditions météorologiques qui la multiplient parfois d'étonnante façon. C'est ainsi que le célèbre physicien anglais Tyndall, au cours d'une série d'expériences systématiques dont il fut chargé naguère par l'Administration anglaise, constata que la portée maxima de certains signaux (coup de canon, sirène, etc.), émis d'un point de la côte, variait en mer, suivant les jours, entre 3 et 21 kilomètres. Les mêmes sons étaient donc certaines

fois perceptibles sept fois plus loin que d'autres ! Si l'intensité du son variait exactement comme le carré de la distance, il en faudrait déduire que l'état de l'atmosphère peut rendre un son donné près de cinquante fois (plus exactement quarante-neuf fois) plus puissant ou plus faible. En réalité, dès qu'il s'agit d'une distance un peu grande, l'atmosphère ne doit pas être considérée comme un milieu indéfini où la loi du carré s'applique, mais comme une lame assez mince où le son décroît seulement proportionnellement à la simple distance. En tout état de cause, les expériences de Tyndall démontrent que l'état de l'air peut faire varier l'intensité apparente d'un son dans un rapport qui est bien plus grand que celui de sept à un, c'est-à-dire qui est considérable.

D'où peuvent provenir ces variations que chacun de nous a maintes fois remarquées, ne fût-ce qu'en écoutant les coups plus ou moins sonores, suivant les jours, de quelque horloge prochaine ?

Avant tout, le vent paraît avoir dans tout cela un rôle prépondérant. C'est un fait généralement observé, au moins aux petites distances, qu'un vent contraire diminue l'intensité du son, tandis qu'un vent, venant de la même direction que celui-ci, paraît l'intensifier. Cela s'explique facilement. Le son se propage, comme on sait, dans l'air calme avec une vitesse de 331 mètres par seconde (environ 1 200 kilomètres à l'heure) à 0°. Le vent emporte le son lorsqu'il chemine dans le même sens et augmente sa vitesse, et cela d'une fraction qui peut être très notable, car les vents de dix ou vingt mètres à la seconde ne sont pas rares. Mais le vent généralement augmente avec la hauteur, parce que les couches les plus basses sont ralenties dans leur mouvement par leur frottement contre le sol, de même que le courant sur les bords d'un fleuve est moins rapide qu'au milieu. Il s'ensuit que, si j'ose ainsi dire, les *rayons sonores*, marchant dans le vent, et émis par exemple par un coup de canon, vont plus vite dans leur partie supérieure que près du sol. Et alors, de même qu'un attelage, tiré par deux chevaux de vitesses inégales, tourne dans le sens du moins rapide, de même le son est ramené vers le sol par le vent, lorsque celui-ci est de même sens. L'oreille reçoit ainsi plus d'ondes sonores qu'elle n'en recevrait sans cela. Avec un vent contraire, les ondes sont au contraire rejetées vers le ciel, envoyées en l'air dès leur départ, et il n'en parvient guère à l'oreille d'un observateur rapproché.

Il convient d'ailleurs de remarquer que la vitesse du vent s'ajoute exactement à celle du son ou s'en retranche, selon qu'elles sont de même sens ou de sens opposé. Ainsi le son qui se propagerait à

quinze degrés (qu'on est convenu de considérer comme étant la température normale de l'air) avec une vitesse d'environ 340 mètres à la seconde, se propagera à la même température à la vitesse de 350 mètres dans un vent de même sens de 10 mètres à la seconde, et n'aura plus au contraire que 330 mètres, si ce vent est contraire. Lorsque le vent a une direction non plus parallèle à celle du son, mais inclinée sur elle, c'est une composante seulement de la vitesse du vent qui agit.

La vitesse du son du canon (et parallèlement de tous les sons) varie d'ailleurs beaucoup d'un milieu à l'autre. Elle est quatre fois plus grande dans l'hydrogène que dans l'air. Dans l'eau également, le son se propage environ quatre fois plus vite que dans l'air. Dans le sol aussi il a une vitesse très supérieure à sa vitesse aérienne et d'ailleurs variable avec la nature des terrains. Ceci fait qu'en collant son oreille au sol lorsqu'on tire un coup de canon éloigné, on entend plus tôt le bruit du coup que si on l'écoute dans l'air.

La température de l'air, qui diminue, comme on sait, à mesure qu'on s'éloigne du sol, a des effets analogues à ceux du vent : la vitesse du son qui est, comme nous l'avons dit, de 331 mètres à zéro degré, augmente ou diminue d'environ 60 centimètres pour chaque degré de température en plus ou en moins. Un écart de température de dix degrés, dans l'atmosphère, correspondra donc normalement à un vent contraire de 6 mètres par seconde. Il s'ensuit que plus les couches d'air voisines du sol sont chaudes par rapport aux couches élevées, plus le son sera dispersé vers le haut, moins un observateur relativement rapproché l'entendra. Ceci nous permet de concevoir l'explication d'un certain nombre de faits assez souvent observés et dont on aperçoit très bien la cause, grâce à ce que nous venons de dire. D'abord, on sait depuis longtemps qu'on entend mieux le canon la nuit que le jour. On avait tenté d'expliquer ce fait, en disant que le silence de la nuit nous permet d'entendre des bruits qui sont noyés dans les mille bruits confus du jour. On a invoqué aussi une sorte de suppléance des sens qui ferait que notre ouïe est d'autant mieux développée que nous voyons moins. Ces explications sont faciles à réfuter. Mais les météorologistes savent que, la nuit, la différence de température existant entre le sol qui n'est plus chauffé par le soleil, et l'atmosphère, le « gradient, » pour parler le langage hermétique des spécialistes, est plus petit que le jour. Cela suffit à expliquer la portée nocturne plus grande des sons du canon. C'est sans doute pour le même motif que le canon s'entend mieux par temps couvert

que par un ciel ensoleillé, car, dans le premier cas, le « gradient » est, les observations thermométriques le prouvent, moindre que dans le premier.

Tout cela nous aide à comprendre, au moins en partie, pourquoi, ainsi que les physiciens l'ont constaté, l'air paraît d'autant plus transparent au son qu'il est plus homogène.

***

Les canonnades de la présente guerre ont permis d'obtenir des données intéressantes et nouvelles sur un phénomène qui avait déjà été observé antérieurement, mais beaucoup plus imparfaitement, et qu'on appelle les *zones de silence*.

A diverses reprises, lors notamment d'éruptions volcaniques au Japon ou de déflagrations accidentelles de grosses quantités d'explosifs (par exemple lors de l'explosion de 25 000 kilogrammes de dynamite du chemin de fer de la Yungfrau en 1908, et lors de l'explosion de poudre de Wiener-Neustadt en 1912), on avait constaté que l'explosion avait été entendue partout dans un certain rayon autour du centre sonore, puis également en un assez grand nombre de points situés beaucoup plus loin. Mais entre ces deux séries de stations d'audition s'étendait une large bande de territoire à peu près concentrique au centre d'explosion, large de plusieurs dizaines de kilomètres au moins, et dans laquelle on n'avait entendu le bruit que très faiblement ou pas du tout. On avait pu délimiter sur les cartes la forme, d'ailleurs assez irrégulière et variable d'un cas à l'autre, de ces zones de silence, et des savans, en particulier des japonais, avaient publié sur ces curieux phénomènes des recherches fort intéressantes.

Le docteur van Everdingen d'Utrecht a repris l'étude systématique de ce phénomène, notamment à l'occasion du bombardement d'Anvers par les Allemands, et les observations qu'il a réunies mettent à nouveau nettement en évidence l'existence d'une zone de silence au delà de laquelle on recommençait à entendre très nettement le canon et qui s'étend environ entre 100 et 150 kilomètres de distance autour d'Anvers. Au delà du 160e kilomètre, l'audition du canon (je devrais dire l' « audibilité, » s'il n'était pas admis qu'une expression mal nuancée vaut mieux qu'un néologisme) s'est trouvée nettement augmentée.

Ce phénomène bizarre est d'autant plus digne d'intérêt qu'il a sans doute joué un grand rôle dans l'histoire et que les stratèges de l'avenir auront avantage à le connaître, s'ils veulent éviter de funestes erreurs.

« Grouchy ?... C'était Blucher ! » — Qui sait si Grouchy, qui avait l'ordre de marcher au canon, ne s'est pas arrêté parce qu'il s'est trouvé soudain dans une de ces zones de silence? Les exemples analogues sont plus fréquens qu'on ne croit. Le capitaine Moch en a cité plusieurs dans la brochure pleine d'idées ingénieuses qu'il a consacrée jadis à *la Poudre sans fumée et la tactique*. C'est notamment la division Castagny qui, à Forbach, mise en mouvement au bruit de la canonnade, cessa de l'entendre après avoir marché quelque temps, crut l'engagement terminé et revint à son point de départ où elle l'entendit de nouveau, mais cette fois trop tard.

Quelle peut être la cause des zones de silence? Il est probable qu'elle doit être cherchée dans une incurvation des rayons sonores qui les dévie vers la haute atmosphère, puis les ramène en un point éloigné vers le sol, de même que le jet d'un arroseur retombe à une certaine distance sans mouiller les gens qui passent sous son arceau fluide. Mais à quoi peut être due une pareille incurvation des rayons sonores, qui est tout à fait analogue à la réfraction particulière des rayons lumineux qui produit le mirage?

Deux explications apparaissent tout d'abord, qui d'ailleurs ne s'excluent nullement. Nous avons vu qu'un vent contraire dévie le son vers l'atmosphère, parce que le vent est moins rapide en général près du sol qu'au-dessus ; mais si on admet, ce qui doit arriver au moins quelquefois, que cette augmentation de la vitesse du vent avec l'altitude a une limite, et cesse à un certain niveau, il est clair que l'effet sera de renvoyer plus loin vers le sol les rayons primitivement éloignés de lui. Le même résultat sera obtenu si, à une certaine altitude, le vent change de direction, ce qui arrive fréquemment comme le montrent les observations météorologiques faites notamment en ballon. La météorologie nous fournit ainsi une explication fort simple des zones de silence. Une inversion de température, avec la hauteur telle qu'on la constate souvent, aura la même conséquence. — Le caractère variable de ces facteurs météorologiques du phénomène explique que l'étendue et la forme des zones de silence observées dans les diverses circonstances que nous avons relatées, aient été elles-mêmes variables et irrégulières.

Ceci nous aide d'ailleurs à comprendre une série de faits en apparence paradoxaux : tandis qu'en général la perception du son du canon est meilleure par un vent de même sens, on a observé d'autre part un certain nombre de cas non douteux, et parfaitement établis où cette perception était, surtout aux grandes distances, nettement favorisée

par le vent contraire. C'est ainsi, pour ne pas citer d'exemples plus anciens, qu'il m'a été signalé de diverses parts que la canonnade de Verdun est entendue beaucoup plus nettement dans certaines régions de la Bourgogne par vent contraire du Sud-Ouest que par vent favorable du Nord ou du Nord-Est. — Il est fort vraisemblable qu'entre ces régions et le front se trouve par vent contraire une zone de silence et que, si le vent du Nord correspond à une audition très inférieure, c'est que ce vent ramène toutes les ondes sonores vers le sol bien avant qu'elles aient pu parvenir dans les régions en question.

Il sera d'ailleurs nécessaire de multiplier encore beaucoup les observations, les expériences, avant de pouvoir se faire sur ces choses une opinion nette et définitive. L'incertitude qui les caractérise encore fait précisément que les explications théoriques pullulent à ce sujet, comme dans les champs mal défrichés pullulent les mauvaises herbes. Parmi les théories proposées, il en est même qui invoquent des causes géologiques et assurent que la recrudescence d'intensité du son qu'on remarque au delà des zones silencieuses provient seulement de ce qu'on est à l'extrémité d'une couche géologique aboutissant d'autre part au siège de la canonnade, le long de laquelle le son se propage par le sol, et qui, sous la zone du silence, s'enfonce profondément sous terre. — *Se non e vero...*

Il est pourtant une théorie du phénomène qui mérite d'être indiquée ici : elle fait appel au changement de composition de l'atmosphère avec l'altitude. Il est en effet tout à fait certain, notamment par suite des prélèvemens faits par les ballons-sondes, que l'atmosphère supérieure est plus riche en gaz légers, notamment en hydrogène, que l'air des couches basses. Or, comme la vitesse du son est beaucoup plus grande dans l'hydrogène que dans l'oxygène et l'azote, la vitesse du son à grande hauteur doit augmenter assez pour qu'il soit incurvé et recourbé vers le sol où il se concentre à nouveau, comme le démontre la théorie. Celle-ci est ingénieuse vraiment. Elle laisse entrevoir le jour où, sachant déterminer le temps qui s'écoule entre le départ des coups de canon et leur audition à la limite des zones de silence, on connaîtra la longueur exacte de son trajet dans l'atmosphère d'où l'on déduira mille conséquences subtiles. — C'est ainsi que, par une répercussion singulière, le fracas meurtrier de l'artillerie touche aux plus délicats problèmes de la science pure et permettra peut-être d'améliorer nos notions sur la composition chimique des gaz qui, à quelque 130 kilomètres au-dessus du sol, entre-choquent leurs légères molécules.

A bien d'autres égards encore, le son du canon, le bruit de la bataille intéresse les physiciens ; grâce à lui, l'Acoustique, cette branche naguère un peu négligée de la philosophie naturelle, se trouve avoir repris un rang important. C'est qu'elle n'aborde pas seulement aujourd'hui des questions de pure science, mais aussi et surtout des problèmes de tactique scientifique où nous avons eu quelques résultats heureux dont je ne manquerai pas d'entretenir mes lecteurs quelque jour, quand on pourra le faire sans indiscrétion.

*
* *

En écrivant au début de cette chronique que la bataille moderne est plus un concert qu'un spectacle, qu'elle produit une musique plus intense que sa vision, n'ai-je point outrepassé légèrement les bornes de la scientifique prudence? Qu'est-ce qui nous autorise en effet à comparer entre elles l'intensité d'un son et celle d'une lumière? Rien assurément, car il s'agit là de sensations disparates et qui n'ont point de commune mesure. — Pourtant, il est une base qui, jusqu'à un certain point, doit nous permettre de comparer les intensités fugitives et fallacieuses de nos sensations, c'est ce que les physiologistes appellent un *seuil*. Le seuil d'une sensation, c'est l'intensité minima qu'elle doit avoir pour être perçue. Par exemple, la sensation produite par le son d'un violon à trois kilomètres a une intensité inférieure au seuil. Celui-ci sera atteint lorsque, me rapprochant du violon, je commencerai à l'entendre. Et alors, en disant que l'intensité sonore de la bataille est supérieure à son intensité visuelle, j'ai voulu dire ceci : presque toujours dans cette guerre le seuil des sensations auditives produites par chacun des divers engins et des divers phénomènes du combat est atteint bien avant le seuil des sensations visuelles correspondantes. Ainsi, pour en prendre un exemple que tout le monde a déjà remarqué, le bruit de l'hélice d'un avion en vol très haut dans le ciel est perçu bien avant que l'avion ne soit visible ou remarqué, et son intensité paraît d'une puissance hors de toute proportion avec l'importance de ce petit insecte glorieux perdu là-haut comme une poussière dans son bourdonnement énorme. Tout donne cette impression très particulière dans la bataille actuelle, et même hors de la bataille puisque, à 250 kilomètres, on en entend encore l'écho rugissant sans en soupçonner le moindre reflet.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'un après l'autre, de la mer du Nord au Dniester, et de Dixmude à Cavalla, tous les secteurs du front de bataille sont entrés en activité; peu à peu ils se mettent à agir l'un avec l'autre; et ainsi s'affirme, en même temps que leur unité, la netteté du dessein militaire qui, de la part des Alliés, consiste à exercer sur l'ennemi, partout à la fois ou en divers points tour à tour, une continuelle et croissante pression. Une « pression, » le mot et l'image sont d'une parfaite justesse. Ici et là, les Empires du Centre et leurs séides turc et bulgare sont saisis et tenus à la gorge ; tantôt c'est le pouce qui entre davantage, et tantôt c'est l'index; mais toujours, et de plus en plus fort, la main serre bien tout entière. En Picardie, sur les deux rives de la Somme, l'offensive anglo-française se poursuit et se déroule lentement. La lutte tourne, en quelque sorte, autour de Combles, dans la région au Sud-Ouest de Bapaume, au Nord-Ouest de Péronne, où s'élèvent, où s'élevaient plutôt, les villages, aux noms désormais fameux, de Martinpuich, Courcelette, Pozières, Ovillers, la Boisselle, Fricourt, Mametz, Curlu, Hem. Les derniers pas de l'armée britannique ont couvert une ligne de dix-huit kilomètres, de Thiepval à Guillemont, et les derniers pas de l'armée française, une ligne un peu plus courte, de Maurepas à Cléry. En profondeur, l'avance varie selon les difficultés du terrain et la puissance des organisations défensives Mais les effets d'une action ne se mesurent pas uniquement à la surface occupée. Derrière les résultats matériels, dès à présent acquis, apparaissent des possibilités et des promesses qui sont déjà, elles aussi, des résultats. Il ne faut pas l'oublier : l'armée anglaise de plusieurs millions d'hommes, — la grande armée de lord Kitchener, — est une armée toute neuve, qui avait à faire son apprentissage de la guerre. Elle l'a fait avec un entrain, un éclat, un bonheur, qui n'ont jamais été surpassés. Tels de ses coups d'essai ont été des coups de

maître. Si parfois elle a payé sa victoire très cher, nulle part elle n'a été vaincue. De jour en jour, son expérience s'étend. Tout en restant aussi « sportive, » elle devient plus « militaire : » l'« amateur » s'y change en « soldat. » Ses étapes s'allongent. Les deux armées en liaison, anglaise et française, mieux accouplées, mieux « mises » ensemble, mieux soudées ou articulées, s'alignent. Peut-être, à son départ, notre offensive sembla-t-elle marcher plus vite, au gré des impatiens, qui voyaient en esprit les Allemands enfoncés et battant en retraite des Flandres à la Champagne. Mais la lenteur du travail est, dans ce cas, une condition, ou tout au moins un gage de sa qualité. Il s'agit, non d'une expédition rapide, mais d'une libération définitive. Kilomètre par kilomètre, et même hectomètre par hectomètre, — la presse allemande dit « mètre par mètre, » sans se douter que cette ironie est un hommage, — nous arrachons à l'invasion notre sol bouleversé et les ruines de nos maisons ; mais, sur la Somme, grâce à l'ardeur française et grâce à la ténacité anglaise, il est à peu près sans exemple qu'un hameau, qu'une ferme, qu'un bois, qu'un champ, une fois repris, aient été pour longtemps reperdus. Ce n'est pas seulement notre front qui avance ; c'est la frontière toute proche qu'un provisoire odieux maintenait depuis deux ans, c'est cette frontière impie et sacrilège qui recule. Lentement donc, mais sûrement et définitivement. Pourtant cette lenteur nécessaire, cette lenteur salutaire a ses inconvéniens. Elle permet à l'ennemi d'amener des renforts, d'accumuler de l'artillerie et des munitions, de se retrancher et de s'enterrer à nouveau, de se traîner de trou en trou : elle se multiplie, en conséquence, par elle-même, et la durée des opérations augmente, pour ainsi dire, en proportion géométrique. Qu'y faire ? C'est la guerre d'usure qu'une immobilité forcée de deux années nous impose. Longue et dure, nous le savons. Les Allemands affectent des airs dédaigneux et, tenant ou feignant de tenir leurs désirs pour accomplis, répètent à l'envi que l'offensive sur la Somme est brisée ou contenue, qu'elle a pu un moment les menacer, mais que c'est fini, qu'elle se solde pour nous par un échec, et qu'il y a de ce fait, en France, une amère désillusion. Parmi les plus échauffés de ces faux prophètes se distinguent des critiques militaires, dont quelques-uns sont réputés, comme le major Moraht. Ils jugent par ce qu'ils connaissent de ce qu'ils ne connaissent point. Parce que, dominés que nous étions par une agression préméditée durant un demi-siècle, nous avons dû souvent copier les méthodes allemandes (il ne s'agit que des méthodes de combat : les autres, ni vivans, ni morts, nous

ne nous y courberons), ils en déduisent que nous ne saurions en inventer qui ne soient pas les leurs. Mais s'ils se trompaient, par aventure; si nous avions plus d'imagination qu'ils ne nous en prêtent ? Le major Moraht et ses confrères sont visiblement surpris et un peu désorientés. Ce n'est pas à nous de leur expliquer leur erreur, ou plus exactement ce n'est pas à eux que nous voudrions èxpliquer leur erreur. Mais, pour les neutres qui pourraient croire encore à quoi que ce soit d'écrit et d'imprimé en allemand, sans trahir aucun secret, en ne parlant que dans la mesure où il est permis de le faire, nous leur en donnons l'assurance : ce qui s'exécute sur la Somme est de point en point ce qui avait été annoncé, et ce qui avait été annoncé s'exécute de point en point. Jamais il n'a été dit que ce coup-ci serait le grand coup, ni cette secousse l'ébranlement final. Au contraire, nous en avons été avertis en toutes circonstances, ce n'est encore que la pression : la poussée ne viendra que plus tard, et la percée après la poussée. Qu'on nous pardonne cet amas de métaphores : nous ne manions pas encore « le perforateur, » mais, comme l'a dit M. Lloyd George, « le casse-noisettes. » La percée, donc, sera pour plus tard, quand nous battrons le plein de notre force : nous ne l'avons pas atteinte encore. Pour le moment, voici sincèrement, honnêtement, où nous pensons en être.

Sur notre front occidental, front de France, c'est comme un *match* de boxe qui continue, presque ininterrompu, de reprise en reprise, et qui en est à la vingt-cinquième reprise. Aucun des deux adversaires n'est à terre ; mais l'un d'eux tourne instinctivement la tête vers l'horloge, et l'on devine qu'il attend, qu'il appelle le coup de cloche. Verdun n'aura pas peu contribué à l'époumoner ; car, justement, dans la minute où il s'arrêtait haletant, il s'est senti « accroché » de l'autre côté. Tel est le sens général et profond des combats qui se livrent quotidiennement dans Fleury et autour de Thiaumont, puisqu'ils ne pourraient pas, par eux-mêmes, conduire à grand'chose, et que, par eux-mêmes, ces décombres ne vaudraient pas le sang dont ils sont arrosés. C'est pourquoi l'héroïque, la glorieuse, l'immortelle défense de Verdun (passé un certain degré de beauté, il faudrait tant d'épithètes qu'il n'y en a plus) acquiert une si haute importance, se charge d'une si pleine signification. Elle seule a rendu possible l'offensive franco-anglaise sur la Somme, avec toute la préparation de personnel et de matériel que cette offensive exigeait; possible aussi, — nos Alliés se sont plu à le reconnaître hier, au jour où elle entrait dans son septième mois, —

l'offensive russe par la décongestion du front oriental, en aspirant et retenant tout ce qui restait de réserves stratégiques à l'Allemagne.

Nul n'en est plus pénétré que nous-même : ce n'est pas, ce ne peut pas être ici le lieu de considérations spéciales et techniques, ou simplement de descriptions militaires pour lesquelles nous manquerions tout à fait de compétence. Cette chronique est bien une « histoire » de la quinzaine ; mais son titre ajoute qu'elle en est une histoire « politique. » Si nous en consacrons une partie aux opérations de guerre, c'est qu'évidemment « l'histoire » aujourd'hui est, d'abord, l'histoire de la guerre : disons plus : c'est qu'il ne saurait y avoir, aujourd'hui, de politique qui ne soit la politique de la guerre. La situation militaire, déterminée par quelques questions : — Où en sommes-nous ? — Quelle avance avons-nous réalisée, et quelle avance ont réalisée nos alliés ? — Quels signes d'épuisement ou de fatigue donnent nos adversaires ? — Quel point attire particulièrement et réclame l'attention ? — la situation ainsi définie, étant la base de l'histoire et de la politique, en ce temps de guerre semi-universelle, est dans ses traits principaux, dans ses directives qui se dégagent des faits, la base de nos chroniques de la quinzaine. Pour le surplus, pour le détail que nous n'apercevons pas et le jugement que nous nous interdisons de formuler, nos collaborateurs y pourvoiront.

A regarder les choses de loin et en leur ensemble, comme, ici, nous devons le faire, le front russe paraît présenter ce spectacle. Après le gigantesque effort qui a ramené les armées de Broussilow en Galicie et en Bukovine, et qui, en cet instant, est non pas suspendu ni détendu, mais ramassé pour un nouvel élan, — le temps de dénombrer les trophées, plus de 350 000 hommes et plus de 400 canons capturés, — il semble qu'on discerne surtout cinq foyers, cinq centres d'action. Ce sont, du Nord au Sud : premièrement, vers Vilna, les environs du lac Narotch, Smorgonié et Molodetchno ; noyau de la résistance allemande, puisque c'en est fini de la ruée sur Petrograd ou sur Moscou et que, pour l'Allemagne, en Russie comme ailleurs, il n'est plus question que de « résister, » ce qui accuse ou avoue le renversement complet et des plans et des rôles.

Ensuite, plus bas, vers Kruschin et Baranovitchi, à la bordure septentrionale des marais du Pripet, sur la voie ferrée de Brest-Litovsk à Minsk. Et puis, sur le Stokhod, au Nord-Ouest de Loutsk, au Sud-Ouest de Kovel ; autre noyau de résistance acharnée : jusque là, depuis Riga, depuis la Baltique, c'est le commandement suprême, le domaine, l'empire, *imperium*, d'Hindenburg, à qui les Russes

opposent Roussky, lequel vient de remplacer Kouropatkine : ne pouvant plus faire un dieu Thor du maréchal à la statue de bois, la *Mitteleuropa* se décide à en faire son dieu Terme. Au-dessous de Loutsk, lorsque est franchie la frontière de Galicie, on se trouve dans les limbes, dans le royaume vague et mouvant où l'archiduc Charles fait des gestes d'ombre, où Hindenburg n'exerce qu'un droit de regard et de conseil, où se débattent les Kœwess et les Bœhm-Ermolli. Quatrième et cinquième centres d'activité : la zone de Stryj et de Stanislau, à l'Ouest de Bouchatch ; la zone de Delatyn, de Kouty et des passes de Jablonica, dans les Beskides, à l'Ouest de Kolomea et de Czernovitz. Résumant la situation sur ce front de mille à douze cents kilomètres, si, pour flatter le goût tudesque, on figure par un colosse l'armée austro-allemande, il n'est pas excessif de dire qu'au Sud, dans ses parties autrichiennes, le colosse a les pieds coupés, et, sinon encore les reins, au moins les membres rompus.

D'autant plus que l'Isonzo n'est pas plus favorable aux Austro-Hongrois que le Stokhod, et que Cadorna ne leur est pas plus clément que Sakharow, Tchebatchew, Kaledine ou Letchitsky. L'offensive italienne sur le Carso est une riposte magistrale à l'offensive autrichienne sur le plateau des Sette Comuni, avec cette différence que l'attaque des archiducs s'est ressentie de ce qu'elle était au fond, une « manifestation, » tandis que le mouvement de Cadorna se révèle comme l'objectif même d'une guerre nationale aussi bien que comme un acte essentiel de la guerre européenne, et se déroule comme un projet mûri. Ainsi que l'offensive anglo-française et l'offensive russe, ainsi que l'offensive allemande contre Verdun et l'offensive autrichienne du Trentin d'autre part, ainsi que toutes les offensives prises par nous ou par nos adversaires depuis deux ans, l'offensive italienne partie en courant, décochée en flèche, s'est, après le premier bond, non point arrêtée, mais ralentie. Dès que Göritz, — nommons-la désormais de son nom italien, Gorizia, — a été enlevée, l'action s'est comme enfermée dans un vaste demi-cercle dessiné autour de la ville et qui, par derrière, l'enveloppe du Sud-Ouest au Nord-Ouest. Avant d'aller plus loin, le général Cadorna canonne les hauteurs qu'on appelle *les Trois Saints*, San Gabriele, San Daniele et San Marco, et une quatrième, le Monte Santo ; il tient déjà la cinquième, dont le saint est une sainte, Santa Caterina. Il lui faut avoir maîtrisé tout le cours de l'Isonzo, pour se lancer, sans péril, sur les routes qui s'offriront ensuite à son choix, celle de Trieste par le littoral, et celle de Laybach, par la vallée du Wippach, rebaptisé le

Vippaco. Mais la route de Laybach ne se termine pas à Laybach ; ne disons pas encore où elle peut conduire : tant d'obstacles ont été jetés en travers par la nature et par l'art ! Il suffit d'indiquer que l'Autriche a là-bas au flanc une pointe qui menace le cœur. Lorsque le jeune Bonaparte, en 1797, se fut débarrassé de Wurmser et d'Alvinczy, il courut jusqu'à Leoben. Sans doute il s'était au préalable débarrassé d'eux, et il est vrai que le général Cadorna doit garder un œil fixé sur la Brenta et sur l'Adige ; mais il n'a cessé, dans toute cette campagne, de donner des preuves égales de sa hardiesse et de sa prudence. On sent en lui la force intérieure que nourrit la volonté, entretenue toute une vie, de couronner les aspirations patriotiques de trois générations d'hommes d'État et de généraux.

A ne nous rien cacher, qu'on observe soit le front anglo-français, soit le front russe, soit le front italien, il n'est pas impossible que les Austro-Allemands, procédant, s'ils le peuvent, comme ils l'annoncent, à un regroupement de leurs armées, méditent quelque part quelque contre-offensive. Il est probable, et tenons pour certain, qu'ils en méditent une ou même plusieurs, à l'Ouest, à l'Est ou au Sud, ne fût-ce que pour démontrer au monde, et à l'Allemagne ou à l'Autriche-Hongrie d'abord, qu'ils n'ont pas perdu, que les Alliés ne leur ont pas enlevé l'initiative des opérations. L'hypothèse, quand nous l'avons faite, n'était pas téméraire : le bruit se répandait alors, quoiqu'il nous vînt par des canaux qui eussent dû nous être suspects, que Mackensen était arrivé sur la Somme. Il y a dans la stratégie allemande, à la fois perfide et naïve, plus de chinoiserie qu'on ne le croit. Eux aussi, les Allemands peignent sur les murailles, dans l'espoir de frapper l'ennemi de terreur, et de le paralyser, de le clouer sur place, des dragons aux gueules effroyables. Hindenburg et Mackensen, élevés d'un premier coup à la dignité de maréchal, l'ont été ainsi, d'un second, à celle de « dragon vert. » Encore qu'ils aient une existence réelle, et qu'ils soient vraiment des personnes vivantes, ce sont surtout des mythes. Ou, plutôt, Hindenburg est un mythe, et Mackensen est un fantôme. Mackensen, c'est « le Prussien volant, » avec ou sans musique de Wagner. Depuis deux ans, il n'a fait qu'apparaître et disparaître ; et, depuis son apparition dans les Balkans, il semblait s'être évanoui. Ce qui lui est particulier dans cette guerre est de passer pour être partout, mais de n'être jamais où on le signale. On nous le signalait en Picardie : c'était une raison de nous méfier. Le voici, nous dit-on, revenu en Macédoine, et, bien que ce ne soit pas très sûr, c'est beaucoup plus vraisemblable.

De toute façon, sous lui ou sous un autre, mais visiblement à la mode allemande, en fanfare, dans de grandes vues, avec un gros souci de l'effet, les Bulgares ont attaqué aux deux extrémités de l'arc qu'elle tend, sur une longueur de 250 kilomètres, notre armée de Salonique. Notre aile gauche, tenue par les Serbes, a été obligée de se replier un peu, entre Florina et Banica, à l'Ouest du lac Ostrovo, d'où elle continue de surveiller le chemin de fer dans la direction de Monastir. Mais, à l'Est du lac, les Serbes, plus ardens que jamais, occupent puissamment la région montagneuse qui sépare les deux bassins de la Tcherna et de la Moglenica. Aux plus récentes nouvelles, ils ont repris le contact et ils « progressent. » De même, sur notre aile droite. Les Bulgares n'ont pu résister au plaisir de détacher tout de suite une patrouille vers Cavalla, qu'ils brûlent de leurs convoitises, et pour la possession toute seule de laquelle ils auraient fait la guerre à la Grèce, s'ils avaient jugé que c'était la peine de faire la guerre à la Grèce du roi Constantin. (Heureusement, il y a des indices qu'une autre Gréce, moins indigne de ses légendes classiques, se réveille.)

Dès le lendemain du jour où, par un déclenchement précipité, et grâce à des complaisances qu'on eût pu croire abandonnées depuis que le juste ressentiment de l'Entente avait fait chasser le ministère « Skouloudogounaris, » les émissaires du pseudo-tsar Ferdinand s'étaient glissés dans les forts grecs vidés et livrés sans défense, nos troupes poussaient, sur la rive gauche de la Strouma, par Kavakli, Kalendra et Tovalova, une reconnaissance entre Serès et Barakli; s'y étant heurtées aux Bulgares, en nombre supérieur, descendus de Demirhissar, elles se sont retirées jusqu'au fleuve, dont elles gardent les têtes de pont, et d'où elles dispersent sous leur feu tous les rassemblemens de réguliers ou de comitadjis.

En revanche, au centre de la ligne, au sommet de l'arc, au point médian d'où peut être lancé le trait, d'où peut partir notre offensive, soit, plus à l'Orient par la vallée de la Strouma, soit, plus à l'Occident, par la vallée du Vardar, à cheval sur la voie ferrée qui relie ces deux vallées de Guevgueli à Vetrina par Karasouli et Kilindir, nous sommes établis sur les contreforts des monts Bélès, en trois assises, autour de Poroj et de Sugovo, autour du lac de Doiran, autour de Mayada et de Ljumnica, attendant l'heure qui va sonner à notre horloge, et peut-être à une autre horloge simultanément. Tout justement c'est parce qu'ils savent, aussi bien et mieux que nous, que cette heure est près de sonner, c'est pour cette raison que les Bul-

gares germanisés se sont hâtés de nous devancer. Leur offensive est moins une offensive militaire qu'une offensive politique. Ce n'est pas contre nous seuls, ni même contre nous les premiers, qu'elle est dirigée de Sofia, de Vienne ou de Berlin. Militairement, sur un tel front de 250 kilomètres, d'après ce qu'on sait de leurs forces, et du secours que leurs complices leur peuvent donner, ils sont incapables de la soutenir. Mais, politiquement, il pouvait être fâcheux, dans l'état de balance où se trouvaient encore certains États de la Péninsule, de laisser à nos adversaires même l'apparence de l'initiative, qui est un signe de confiance, si ce n'est un geste de défi. Pour eux en effet, pour eux tous, ce n'est plus, à des degrés différens, qu'une apparence. Mais l'apparence même, il faut la leur ôter quand on le peut, tout signe de force étant encore une force et toute apparence, en politique, pouvant engendrer des réalités. Quoi qu'il en soit, nous avons dit où nous en sommes, et nous disons, non moins sincèrement, non moins honnêtement, où ils en sont. Nous n'en sommes pas à la victoire, ils n'en sont pas à la débâcle ; mais nous avons mis le pied dans le chemin de l'une, et ils ont mis le pied dans le chemin de l'autre. Nous remontons la pente, et ils la descendent.

Aussi faisons-nous de petits pas, et feront-ils bientôt de grandes enjambées. Nous en sommes à l'heure où les peuples hésitans viennent à nous ou se rapprochent; ils en sont à l'heure où ceux qu'ils veulent détourner de nous ne reçoivent plus leurs ambassadeurs extraordinaires; et cette heure-là, depuis qu'il y a une histoire de l'humanité et tant que les hommes seront les hommes, sans rabaisser ni avilir les sentimens de personne, c'est celle que marque au cadran du Destin l'aiguille de la Fortune. L'heure qui va sonner va donc sonner pour nous. Où en sont les Empires du Centre? Ils en sont à appeler à leur aide, sur leur propre territoire, les Turcs qu'ils en ont repoussés par les armes pendant des siècles, et qui n'étaient jamais allés à Vienne qu'en ennemis ou en prisonniers. Ce n'est pas la première fois pourtant que la Prusse songe à les implorer, et l'on connaît l'apostrophe suppliante du grand Frédéric au Sultan (dans laquelle nous ferons, comme il convient, la part de la fiction et de la littérature) : « Réveillez-vous, Sublime Hautesse ! Généreux comme vous l'êtes, vous ne verrez pas avec indifférence un pauvre prince attaqué par toutes les puissances de l'Europe. Mes ennemis font courir le bruit que j'aime la guerre. Sublime Hautesse, ne le croyez pas, cela est faux, on m'a forcé à la guerre, et à brûler ; je me défends comme je puis, je succombe si vous ne venez pas à mon

secours. » Cette première fois, la Prusse s'en tira : elle avait le grand Frédéric. Mais, pour l'en tirer aujourd'hui, il faudrait d'autres gens que les Turcs, fort occupés à se sauver eux-mêmes, fort mal dans leurs affaires en Asie Mineure, rejetés sur Diarbekir, pressés sur le lac de Van, et qui devraient participer de l'ubiquité de Mackensen pour être dans le même moment partout où on les demande, dans les Carpathes avec les Autrichiens, à Doiran avec les Bulgares. L'Homme malade est tout étonné de se trouver tant d'amis. Mais cela aussi est un aveu : on ne devient pas l'ami intime de l'Homme malade, tant que l'on est soi-même très bien portant.

Et cela, tout cela, ne fait pas que les Russes n'aient de nouveau conquis la Bukovine, ne soient rentrés en Galicie, et ne frappent aux portes de la Transylvanie des coups qui retentissent à Budapest et jusqu'à Vienne. Ce n'est plus assez dire : ces coups, on les a entendus de Bucarest. Nous nous proposions de montrer, pour finir, les embarras de la Double Monarchie; embarras de toute sorte, militaires, politiques, économiques. On eût vu qu'elle souffre au moins autant que l'Allemagne, dont elle n'a ni la densité de matière, ni l'intensité de vie, ni la solidité, ni l'organisation, ni, par suite, la résistance. On eût vu s'élever entre l'Autriche et la Hongrie, pour les problèmes de l'alimentation, les mêmes difficultés qu'entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud ; et, de plus, renaître ou s'aigrir, à l'intérieur de chacune des deux parties, les conflits des races, des langues et des nationalités. On eût vu ce que vaut, ce qu'a valu même au cours de la guerre, la fidélité, que les officieux prennent soin de faire sonner si haut, de millions de Slaves qui, pour être de familles ou de branches différentes, n'en ont pas moins obstinément et tumultueusement conscience d'être des Slaves. Cet assemblage, dont on a dit qu'il n'est pas même une expression géographique, à peine une expression diplomatique, l'Autriche-Hongrie, est comme les vieilles maisons qui ne tiennent que si l'on n'y touche pas : les poutres supportent encore les planchers, mais les bouts engagés dans la muraille sont pourris, et, au moindre choc, elles fléchissent parce qu'elles sont trop courtes. Il faut regarder d'ores et déjà comme un très important symptôme les disputes qui s'éveillent et qui transpercent au dehors entre le gouvernement et l'opposition, dans ce royaume de Hongrie qui possède un sens de l'État que l'empire d'Autriche n'a jamais eu et qui est l'épine dorsale de la monarchie des Habsbourg. Mais plus nous nous rapprocherons de la paix, plus nous retrouverons des occasions de revenir sur ce sujet que la constitution ethnique de l'Autriche-Hongrie main-

tiendra ou ramènera à l'ordre du jour, en tant qu'il y aura lieu d'en tenir compte dans les conditions mêmes de la paix. Ce qui s'empare brusquement de l'attention, l'emporte, la tient en suspens, ce qui commande l'intérêt immédiat et poignant, comme une occasion qui ne reviendra plus, c'est l'attitude de la Roumanie.

On sait que, dès le mois de septembre 1914, malgré le pacte secret qui, depuis trente ans, la liait à l'Autriche, et à la suite du Conseil de la Couronne qui dégagea la signature du roi Carol, la Roumanie avait proclamé sa neutralité armée, bienveillante à l'égard de la Quadruple-Entente. Et, dès le mois de janvier 1915, des manifestations non équivoques montraient que, si bienveillante que fût cette neutralité, un fort parti au moins, la grande majorité de la nation ne s'en contentait pas. En mai, au lendemain de l'entrée en guerre de l'Italie, que peut-être on n'attendait pas seule, les conversations redoublaient, la Roumanie affirmait ses revendications. Aux dépens de l'Autriche-Hongrie, elle réclamait la Transylvanie accaparée jadis par les Hongrois, la Bukovine prise par les Autrichiens en 1774, et la partie, peuplée de Roumains, du banat de Temesvar; de la Russie, la Roumanie espérait la Bessarabie. Cependant, les semaines d'août 1915, ces semaines fatidiques d'août où, sa moisson achevée, la Roumanie est libre de marcher, passèrent sans qu'elle bougeât. Alors les Russes avaient été refoulés ; l'armée roumaine n'avait plus d'aile gauche; les munitions n'arrivaient pas. L'hiver venu, les Empires du Centre, après avoir prodigué les caresses publiques et les cadeaux privés, multiplièrent les avertissemens, qui, dans le printemps de 1916 et dans l'été, se changèrent en menaces. Au lieu de ce que la Roumanie revendiquait comme sien, l'Allemagne offrait la Bukovine qui est à l'Autriche, et la Bessarabie qui est à la Russie : cette ville est à vous, vous n'avez qu'à la prendre! Bukovine et Bessarabie, c'était la thèse, avaient fait autrefois partie des Principautés danubiennes. Quant à tout le reste, à la Transylvanie et au Banat, jamais ils n'avaient constitué politiquement des États de formation roumaine par lesquels la Roumanie contemporaine pût avoir une prétention légitime de se les rattacher. Puisque les Roumains invoquaient l'autorité de leur historien Yorga, on allait leur servir de l'histoire. Mais, au demeurant, qu'est-ce qu'un droit historique qui ne peut s'appuyer que sur le passé, le plus faible des fondemens et le plus vain, chose morte?

Que l'histoire, du moins pour les autres, ne crée pas de droits, que tout au plus elle serve à expliquer les œuvres de la force, ce n'est pas seulement la thèse allemande, c'est aussi la thèse autrichienne et

surtout la thèse hongroise. Nous relisions hier des notes, vieilles de vingt ans, où nous avons sur le vif consigné des conversations que nous eûmes, dans un temps où le sort de la Monarchie avait été présenté comme incertain, avec les personnages les plus considérables, parmi lesquels trois de ceux qui s'agitent le plus à Budapest en cet instant même : le comte Étienne Tisza, le comte Jules Andrassy, le comte Albert Apponyi. M. Étienne Tisza nous disait, comme son père, Koloman Tisza, nous l'avait dit, : « De droit historique, on ne saurait arguer, et qu'est-ce qu'un droit historique qui n'est pas, par la force, un droit vivant? » Le comte Jules Andrassy, renfermé, taciturne, dont un de ses amis nous traçait ainsi le portrait en deux mots : « C'est un homme de qui il faut extraire les paroles une à une sans que ce soient toujours les meilleures choses ni les plus substantielles qui sortent les premières, » se bornait presque à approuver de la tête. Mais le comte Albert Apponyi, qui parle bien, parla longuement. Et il conclut : « Pour les Roumains de Transylvanie, qui font un si grand bruit, je ne vois pas quels droits historiques ils réclameraient. La Transylvanie n'a jamais été un État roumain. Depuis la Diète de Klansenbourg qui a voté la réunion à la Hongrie, il n'y a même plus, à dire proprement, de Transylvanie. Il n'y a en Hongrie qu'une nation, la nation hongroise; et si l'on vient m'objecter je ne sais quel droit de corporations, de collectivités, de nationalités au cœur de l'État hongrois, je n'écoute plus. » M. de Kallay, alors ministre impérial et royal des Finances, haut commissaire pour la Bosnie-Herzégovine, — Hongrois de naissance, Kallay de Nagy Kallo, — et le baron Banffy, alors président du Conseil hongrois, avaient été encore plus tranchans : « Le mouvement roumain en Transylvanie? Des bavardages d'étudians, d'avocats et de professeurs ! » s'écriait l'un. Et l'autre renchérissait : « Vous dites : Les Roumains de Transylvanie? Pardon ! Il n'y a pas de Roumains de Transylvanie. Ou, s'il y en a, ils ne sont pas groupés, mais disséminés, mêlés à des Saxons, à des Sekkles, à des Arméniens. Quel droit auraient-ils que toutes les populations non magyares n'auraient pas? » Point de titre : le baron Banffy le savait peut-être, lui qui était issu d'une ancienne famille de Transylvanie! Mais Banffy, Kallay, Andrassy, Apponyi ou les deux Tisza, en chœur, jamais on n'a dit plus nettement, ni plus définitivement : « Jamais ! » à une nationalité qui aspire à être une nation.

Ces propos ne sont pas des propos de circonstance : ils n'ont pas été, en 1896, tenus pour 1916. Leur unanimité en fait comme un corps de doctrine dont l'Autriche-Hongrie, et l'Allemagne qui la soutient, de

leur bonne volonté, de leur plein gré, ne démordront point. Si les Empires du Centre disent maintenant ou font dire autre chose à la Roumanie, dont ils veulent écarter ou détourner l'intervention, qu'elle n'oublie pas et qu'elle prenne garde. Nous, nous ne pouvons lui dire, à elle, que ce que nous avons dit à d'autres : « Nous n'avons rien à vous offrir, parce que nous n'avons rien à vous demander. Dans les événemens prodigieux qui remuent et vont transformer le monde, chacun marque sa place, joue son jeu et taille sa part. Ceux qui ne veulent rien, qui ne redoutent rien et qui ne désirent rien, peuvent s'endormir dans la neutralité. S'ils ne craignent pas d'être dupes ou victimes de cette neutralité même, quels que soient le vainqueur et le vaincu, s'ils s'imaginent notamment que l'Allemagne, victorieuse ou vaincue, leur pardonnera même leur neutralité, ils ont raison de ne pas faire la guerre, car la guerre coûte cher, use de l'or et du sang, et dérange les petites combinaisons où l'on trouvait ses petites aises. Mais il ne faudra pas venir, lorsque les lauriers seront coupés. C'est le moment, pour tout peuple qui se sent de la sève, non seulement de mériter son avenir, mais de le gagner. »

Et ce qui nous excuse d'adresser ce discours à la Roumanie, c'est précisément qu'elle n'a pas besoin qu'on le lui adresse. Voilà revenues, en 1916, les semaines de la grande résolution. La moisson est rentrée; les armées russes sont à la frontière: et, derrière elles, les munitions affluent. La Roumanie ne fera point, par mauvais calcul ou mauvais conseil, le grand refus. Son choix est fixé, et nous dirions que nous ne tarderons pas à le connaître, si nous n'osions bien dire que nous le connaissons déjà.

CHARLES BENOIST.

P. S. — La force des choses est partout la plus forte. L'inévitable s'accomplit. On annonce officiellement, ce matin 28 août, que l'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne, et, ce soir, que la Roumanie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie. Ce sont là des faits gros de conséquences; qui ne surprendront ni nos ennemis ni nous; sur la portée desquels ni nous, ni l'ennemi, ni les neutres, personne ne se méprendra, et que nous allons voir se développer, dès demain, jusqu'à ce qu'en sorte, hâtée et rapprochée par eux, une solution aussi inévitable qu'ils l'étaient eux-mêmes. CH. B.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

UNE HEURE SOLENNELLE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

LA VICTOIRE DE LA MARNE

Du 5 au 10 septembre, le sort de la France et probablement de la civilisation occidentale s'est joué dans les plaines de la Marne. Sur un champ de bataille de près de 80 lieues, barrant, de Paris à Verdun, la route à la plus formidable invasion qui eût jamais menacé la France, la nation sous les armes a arrêté cette invasion, et si, en cette semaine mémorable, elle ne l'a pas complètement brisée, elle l'a en quelque sorte figée. En ces jours, l'armée française, grossie de quelques corps anglais, a sauvé non seulement un pays de la ruine, mais l'Europe du joug redoutable suspendu sur elle. Entre Seine et Aisne, entre les côtes de Meuse et la banlieue de Paris, plus de deux millions d'hommes s'affrontèrent, représentant non point seulement des nations séculairement ennemies, mais deux idées, et l'on peut écrire deux mondes. Ce n'est point, comme à Iéna ou Sedan, deux armées qui en viennent aux mains pour vider une querelle dont telles ou telles provinces paieront les frais. Une question se pose pour la France et peut-être pour l'Allemagne, le 4 septembre 1914, au soir : *Être ou ne pas être.* Mais, par surcroît, la chute de la France livrerait l'Europe et sa victoire la libérera. La bataille de la Marne marque une des heures les plus solennelles que la France ait connues, un des cinq ou six *momens* où elle a paru, — au bord de l'abîme, — jouer une partie suprême — et l'a gagnée.

Il est beaucoup trop tôt, je crois, pour prétendre écrire une

histoire de la bataille de la Marne, telle que serait un récit de la bataille de Marengo ou de la bataille de Wagram. Il est heureux cependant que certains s'appliquent à en rechercher dès maintenant les élémens et à en assembler les traits qui naturellement échappent même à la plupart des acteurs du drame, confinés en leur coin du champ de bataille. Un éminent historien, notre maître, en fait depuis deux ans l'objet de sa patiente enquête et de sa consciencieuse étude : il saura avant peu reconstituer, dans ses détails comme dans ses grandes lignes, l'énorme tournoi dont nous venons de célébrer le second anniversaire (1).

Tel n'est pas du tout l'objet de cet article. Sans doute y retracerai-je les traits essentiels de la bataille — tels qu'ils apparaissent nettement aujourd'hui et jusqu'à nouvel ordre — ne fût-ce que pour y faire admirer une belle œuvre française, ordonnée, claire, raisonnable, en un mot classique, comme une tragédie de Corneille ou un parc de Le Nôtre. Il faut bien que ce récit soit fait ici, pour asseoir les considérations dont je le ferai suivre. Mais je me propose moins de faire ou même d'esquisser un essai d'histoire stratégique, que de montrer quelle place est désormais assurée à la victoire de la Marne dans la suite de l'histoire de France.

Il y a dans l'histoire du monde, — qu'on me pardonne, pour situer un grand événement historique, de paraître un peu solennel, — des batailles qui, sans être nécessairement les plus savantes, sont cependant les plus illustres : ce sont ce que j'appelle les *batailles d'arrêt*. Devant une invasion formidable qui semble devoir la submerger et la bouleverser, une nation se lève. Si, par surcroît, derrière elle, toute une civilisation dix fois séculaire est menacée, c'est en champion d'un monde que cette nation se dresse. Que le flot passe, l'histoire du monde serait en effet changée. La question s'est posée six ou sept fois depuis trois mille ans. Marathon, par exemple, où Miltiade d'Athènes brisa, en 490 avant notre ère, l'invasion en apparence irrésistible de l'Asie médique et sauva le monde hellénique; Aix et Verceil où, en l'an 102 et en l'an 101 avant le Christ, Caïus Marius, proconsul de Rome, en écrasant Teutons et Cimbres devant qui tout cédait, préserva, pour quatre siècles, la

(1) M. Gabriel Hanotaux, dans sa grande *Histoire de la Guerre de 1914*, aborde en ce moment la *Bataille des Frontières*.

civilisation gréco-latine de l'invasion barbare; les Champs Catalauniques où, sous Aétius, les forces coalisées de la Gaule rompirent, en 451, pour toujours Attila et ses Huns, Poitiers où, en 732, Charles Martel, duc des Francs, arrêta pour toujours le flot islamique que, du fond de l'Arabie à la vallée de la Loire, rien n'avait pu contenir; Vienne où, en 1683, Jean Sobieski mit un terme à la marche du Turc qui, depuis trois siècles, roulant des plateaux de l'Asie, menaçait d'envahir, après l'Orient, l'Occident chrétien, sont les grandes batailles d'arrêt de l'Histoire. Un jour renverse des siècles. Une civilisation, qui ne veut pas être submergée, trouve l'épée d'un Miltiade, d'un Marius, d'un Aétius, d'un Charles d'Héristal, d'un Jean Sobieski pour la sauver de la barbarie — se présentant sous des aspects divers. Un jour, où sera mieux connue encore la barbarie nouvelle à laquelle, grâce à nos efforts, l'Europe a échappé, la bataille de la Marne sera célébrée, j'en suis convaincu, à l'égal de ces grandes journées.

Plus spécialement la France y verra une de ces victoires par où elle a, — quand tout semblait sinon perdu, du moins compromis, — reconquis, par la vertu mystérieuse de son incroyable vitalité, avec son prestige un instant abattu, le droit à une longue vie de fortune et de gloire. Ces batailles dont je rappellerai, en terminant, les grands effets, Tolbiac, Poitiers, Bouvines, Orléans, Denain, Valmy, je pourrai, — lorsque nous aurons, en quelques pages, caractérisé les circonstances où fut livrée la bataille de la Marne, retracé les phases de l'énorme opération de septembre 1914 et dit les conséquences qui découlèrent de la victoire, — les rapprocher de celle-ci, l'inscrivant ainsi, je l'espère, avec l'assentiment du lecteur, parmi les journées qui sauvèrent la France d'un mortel péril.

LA RUÉE ENNEMIE

Le 5 septembre 1914, au matin, les chefs des armées françaises, arrêtées dans leur retraite, recevaient du généralissime Joffre le message suivant : « L'heure est venue d'avancer coûte que coûte et de se faire tuer sur place plutôt que de reculer. » Une note de provenance officielle, parue peu après les événemens, ajoute ce commentaire : « Le dispositif recherché par l'instruction du 25 août était réalisé. »

C'est donc au 25 août qu'il faut remonter pour trouver la pensée qui a présidé à la manœuvre de la Marne et abouti au succès.

« La manœuvre offensive projetée n'ayant pu être exécutée, avait écrit, le 25 août, le généralissime, les opérations ultérieures seront réglées de manière à reconstituer à notre gauche, par la jonction des 4e et 5e armées, de l'armée anglaise et de forces nouvelles prélevées sur la région de l'Est, *une masse capable de reprendre l'offensive*, pendant que les autres armées contiendront, le temps nécessaire, les efforts ennemis. »

A quelle situation répondait cet ordre? C'est ce qu'il faut rappeler en quelques mots.

Le 3 août, l'Allemagne nous avait déclaré la guerre, hâtant ainsi la rupture qu'elle avait rendue fatale, parce qu'elle croyait avoir enfin trouvé l'occasion de nous attaquer et accumulé toutes les chances de nous écraser promptement. Mais comme, suivant le mot déjà célèbre du ministre Jagow à sir Ed. Goschen, agir avec rapidité était « le maître atout de l'Allemagne » et que, suivant un autre mot, du chancelier de Bethmann-Hollweg, « la France pouvait attendre, » mais que « les Allemands ne le pouvaient pas, » nos redoutables ennemis, à la supériorité du nombre avaient voulu ajouter celle de la surprise, — même au prix d'une véritable trahison vis-à-vis du droit des gens et même du droit tout court. C'est ainsi qu'avait été violé et envahi le territoire neutre de la Belgique, route traditionnelle parce que plus commode, des grandes invasions germaniques vers le bassin parisien. Raccourcissant le chemin qui la mènerait de notre frontière à Paris, l'Allemagne évitait par surplus les places fortes de notre frontière de l'Est, qu'elle saurait bien, à son sens, prendre à revers, — si la défaite des armées françaises et l'occupation de Paris ne suffisaient pas à terminer la guerre en quelques semaines.

La violation de la neutralité belge par l'Allemagne avait forcé le haut commandement de modifier à la dernière heure ses dispositions. Celui-ci, au lieu de faire exclusivement face à l'Est avec la totalité de l'armée, avait été conduit à faire glisser vers le Nord une partie importante de ses forces. Sans renoncer à l'offensive projetée au delà des Vosges et sur la Sarre, il avait fallu essayer de déjouer le coup de Jarnac qui menaçait notre frontière Nord-Est et courir à la rencontre de

l'envahisseur avant qu'il eût franchi cette frontière. Mais aux énormes colonnes allemandes qui, après avoir refoulé les forces belges sur Anvers, roulaient vers la France, on n'avait pu ainsi opposer qu'une partie de notre armée que grossissait le corps expéditionnaire anglais. La bataille engagée dans ces conditions en Belgique était donc inégale : elle devenait tout à fait malheureuse lorsque, le 25 août, le généralissime Joffre la rompit résolument. La manœuvre initiale entreprise n'offrait plus assez de chances de succès. Il devenait nécessaire de monter une nouvelle manœuvre, même au prix de l'abandon d'une partie du territoire national.

Il fallait que les armées qui venaient d'être engagées en Belgique se repliassent avant toute irréparable défaite, se reformassent en retraitant et, tout en ne se laissant accrocher ni entamer, tout en contenant au contraire et au besoin endommageant l'ennemi qui les poursuivrait, allassent se ranger en bataille sur le terrain et au moment jugés propices par notre État-major. Pendant ce temps, des corps empruntés aux armées de l'Est viendraient rapidement constituer ces « forces nouvelles » dont parlait le généralissime. En « arrêtant par des contre-attaques, courtes ou violentes, dont l'artillerie serait l'élément principal, la marche de l'ennemi ou tout au moins en la retardant » (ordre général du 25), les forces qui se repliaient donneraient à celles qui se constituaient le temps de s'intercaler, suivant un plan arrêté, entre les armées en retraite. La ligne ainsi reformée et suffisamment soudée, on se retournerait délibérément pour livrer la nouvelle bataille.

Jamais opération ne fut plus clairement conçue et ordonnée, plus mathématiquement exécutée. Et à l'heure même où les armées qui avaient combattu en Belgique se repliaient vers le bassin parisien, les « forces nouvelles » se constituaient et se plaçaient derrière elles : la 6e armée dans la région d'Amiens sous les ordres du général Maunoury, et, sous les ordres du général Foch, la 9e armée, destinées, l'une à prolonger sur notre gauche l'armée anglaise, l'autre à s'intercaler au centre entre les 5e et 4e armées.

Il eût été singulier que l'ennemi n'essayât pas de troubler l'opération. Ses armées suivaient les nôtres, contenues, parfois refoulées par d'heureuses résistances. Mais la plus considérable de toutes, la Ire armée sous le commandement du général von

Klück, moins éprouvée que les autres par les premières semaines de combat et obéissant d'ailleurs à un chef énergique, précipitait sa marche : devant elle l'armée anglaise devait, à notre gauche, accélérer sa retraite à ce point que la nouvelle 6e armée avait à peine terminé, le 28 août, ses débarquemens, qu'elle-même était forcée de rétrograder pour couvrir Paris nettement menacé. Ce fut donc grande sagesse de ne pas engager, dès le 28, ainsi qu'on y avait d'abord songé, une nouvelle bataille sur la ligne de la Somme : le dispositif rêvé n'était nullement réalisé. Le 29, après une entrevue entre le maréchal French, commandant l'armée anglaise et le généralissime, la ligne qui peu à peu se constituait et tous les jours se raffermissait, continuait son repli.

L'heure avait paru d'autant moins propice que si la Russie, notre alliée, commençait à inquiéter l'Allemagne, l'effet de cette inquiétude allait seulement dans la première semaine de septembre se traduire par le prélèvement de quelques divisions sur le front occidental — si bien que, notre front se fortifiant, l'Allemagne affaiblissait légèrement le sien.

C'est que l'État-major allemand nous croyait maintenant perdus.

A dire vrai, il nous avait crus perdus de l'heure où le gouvernement allemand avait résolu notre perte.

Pour quiconque a vu les documens avec lesquels se peut écrire l'histoire des campagnes de 1792 et de 1806, il y a quelque chose de piquant à retrouver chez l'Allemand de 1914, exprimée en des termes identiques, la même formidable présomption que 122 et 108 ans auparavant. Les historiens de Valmy et d'Iéna ont pu écrire que ç'avait été pour les soldats de Frédéric-Guillaume III, de Frédéric-Guillaume IV, une cause de faiblesse que cette trop formelle assurance. Les historiens de 1914 signaleront, chez les petits-fils des vaincus de Valmy et d'Iéna, cette même faiblesse : l'excès délirant de la confiance. Mais si la confiance que les soldats de 1792 et de 1806 mettaient dans l'« invincibilité » de la Prusse était inexcusable illusion, l'orgueilleuse attente des soldats de Guillaume II paraîtra plus justifiée.

Depuis quarante-trois ans, les vainqueurs de Sadowa et de Sedan avaient, à forger l'arme la plus redoutable que nation eût tournée contre ses ennemis, employé toutes les heures et toutes leurs facultés. Tout ce que la science et la richesse

peuvent mettre au service de la guerre, ils l'avaient : les plus gros mortiers comme les gaz les plus délétères; pour la guerre de l'air, les « incomparables » zeppelins; pour la guerre des eaux, cuirassés et sous-marins; toutes les armes, les connues et les inconnues, les légitimes et les prohibées, et les plus perfectionnées et les plus nombreuses. Ils avaient un trésor de guerre discrètement accumulé. Ils avaient aussi le secret de la stratégie et de la tactique, car en l'une et l'autre sciences le plus petit capitaine allemand se croyait maître plus que le meilleur de nos généraux. Et, par-dessus tout, ils comptaient, ils pouvaient compter sur la discipline de fer de leur armée et le patriotisme presque farouche d'une nation guerrière.

Est-il étonnant qu'ayant pour cela infiniment plus de raisons que les aïeux de 1792 et 1806, ces gens regardassent avec dédain cette armée française qu'ils tenaient pour démunie, mal entraînée aux nouvelles formes de guerre, et participant d'ailleurs à la mentalité qu'ils attribuaient à la nation adverse, comme elle légère, inconsistante, incapable, sinon d'effort, du moins de constance, pourrie d'anarchie et d'avance livrée par l'indiscipline?

Je ne sais si, comme leurs pères, ils parlaient d'une « armée de savetiers, » mais de même que ceux-ci se donnaient, au mois d'août 1792, rendez-vous au Palais-Royal, alors siège des plaisirs parisiens, pour la mi-septembre, eux aussi se voyaient avant quinze jours à Montmartre. Un officier, passant dans un village meusien, criait à quelqu'un qui me l'a répété : « Demain Paris! Demain Moulin-Rouge! » C'est que l'armée anglaise n'était pas la seule qu'ils tinssent pour « méprisable. »

D'avoir vu céder, après le premier contact, le soldat français, avait fortifié leur créance en notre faiblesse. Sans doute les soldats français, pensaient-ils, avaient bravement livré bataille, mais naturellement ils avaient dû reculer devant l' « incomparable » armée germanique; les Français fuyaient devant l'irrésistible force allemande, en désordre certainement, apeurés, terrifiés; on les acculerait quelque part et les achèverait. Alors, on entrerait à Paris bien plus vite qu'en 1870, en quelques jours, « pour l'anniversaire de Sedan, » avait-on dit en haut lieu.

Ce fut entre nous et l'État-major allemand le grand malentendu. Nous procédions à une manœuvre réfléchie, ils nous

croyaient enveloppés dans une fuite éperdue ; car ils nous tenaient pour incapables de nous replier stratégiquement, parce que le repli méthodique est le fait de gens disciplinés et « scientifiques, » c'est-à-dire des seuls Allemands. Le Français, en reculant, avouait sa défaite ; celle-ci était assurée, presque consommée.

Jamais, s'ils n'eussent été pénétrés de cette idée, les Allemands ne se fussent si témérairement avancés. Il arrivera un jour où, reconnaissant la réalité de leur défaite, un von der Goltz racontera la Marne comme un von der Goltz a dû raconter Iéna. Il devra convenir que la principale erreur de ses compatriotes fut d'avoir cru la partie gagnée quand elle était à peine engagée.

*
* *

Quoi qu'il en soit, ils avançaient rapidement et sur un front énorme. C'était une ruée : l'invasion des Barbares au IVe siècle, celle des Alliés en 1814, n'avaient rien été auprès de cette formidable inondation d'hommes et de canons. La masse lancée contre nous était à peu près de 1 500 000 hommes, dont beaucoup plus d'un million dévalaient sur Paris par toutes les voies, avec ses 4 000 canons de campagne, ses 450 batteries de canons lourds, ses 700 mortiers monstrueux.

Par la trouée de l'Oise, les deux armées Klück et Bülow (Ire et IIe) précipitaient à elles seules 520 000 guerriers germains sur l'Ile-de-France : la première descendant sur la rive droite de l'Aisne semblait marcher sur Paris; la seconde, un instant accrochée à Guise, reprenait vers Laon en direction d'Épernay sa marche torrentielle. Les témoins disent que les Allemands passaient « comme un rouleau. » Hausen qui, avec la IIIe armée (120 000 hommes), avait pénétré en France par la rive droite de la Meuse, marchait de Rethel sur Châlons; le duc de Wurtemberg (IVe armée), dont le général de Langle de Cary contenait difficilement les 200 000 soldats, avançait de Sedan dans la direction de Vitry, tandis que la Ve armée, sous les ordres du Kronprinz impérial lui-même, forte elle aussi de 200 000 hommes, après avoir contourné Verdun par le Nord, passé la Meuse et en partie franchi l'Argonne, descendait vers les vallées de l'Ornain et de la Basse-Saulx.

Presque tous forçaient les marches, imbus de l'idée qu'avant toutes choses il fallait « faire vite, » « écraser la France » en quelques jours, avant que la Russie fût réellement à craindre et

que l'Anglais eût pris goût à la guerre. Aussi les hommes, — les carnets de route en témoignent, — devaient-ils, sous l'écrasant soleil de la dernière semaine d'août, fournir des étapes de 35 à 40 kilomètres et arrivaient, en partie exténués, dans les premiers jours de septembre, dans la région entre Aisne et Marne, entre Argonne et Ornain.

Ils se délassaient, en remplissant de deuil et de déshonneur les lieux qu'ils traversaient, pillant, brûlant, violant, fusillant, les plus humains se contentant de vider les caves et les garde-manger, emportant dans leurs sacs le plus invraisemblable butin, répandant sur les routes le trop-plein de leurs rapines et, en Champagne particulièrement, se livrant éperdument à ce soulas bachique dont l'espérance avait bercé toute leur enfance. Derrière ou au milieu de ce torrent d'hommes roulaient les gros canons, — orgueil et espérance de cette horde moderne, — écrasant sous leurs lourdes roues viandes gâchées, objets brisés, bouteilles vides. Ainsi les virent passer les habitans de nos départemens du Nord-Est, vrais rouages d'une formidable machine de broiement, raides et automatiques dans le rang, déchaînés aux étapes, se voulant déjà payer de leurs peines sur la bête — qui était la France — et criant : *Nach Paris!* avec une sorte de délire de convoitise. Car ils croyaient tous, comme l'officier de tout à l'heure, courir « au Moulin-Rouge, » alors qu'ils devaient rencontrer — mais étrangement grandi — le Moulin de Valmy.

*
* *

Notre armée, cependant, continuait à se replier. Au début, ce n'avait pas été sans difficulté : les populations affolées des départemens du Nord se mêlant, dans leur exode lamentable, aux troupes, les gênaient. Et l'on sentait le poids de l'échec grave qu'on venait d'essuyer. Puis, tout s'était régularisé. On allait devant soi sans entrain, certes; on était triste d'abandonner à l'invasion tant de sol français; on était las de cette marche forcée sous le soleil torride; mais, au témoignage de tous, la discipline se maintenait et, si l'on entendait quelques soupirs, on n'entendait aucun murmure. « Je n'avais plus de peau sous les pieds, me disait plus tard un soldat, mais je n'avais mal qu'au cœur à l'idée que l'on s'en allait. »

Ceux qu'on autorisait parfois à combattre accueillaient, me

dit un officier, « comme une fête » ces reprises partielles et locales d'offensive. On arrêtait l'Allemand, on le refoulait, puis, débarrassé de lui pour quarante-huit heures, on gagnait du terrain vers le but que, suivant, dans le mystère de son cabinet, avec une constante attention, les incidens du repli, le généralissime lui avait, dans son esprit, assigné. Ainsi, les troupes de Maunoury ayant atteint les environs immédiats de Paris et s'adossant à la grande ville, les autres, dans les premiers jours de septembre, franchissaient l'Aisne, franchissaient la Marne dont les ponts étaient méthodiquement détruits derrière eux, tandis que, combattant parfois, Langle de Cary et Sarrail reculaient lentement vers le Barrois. « La splendide retraite, » devait écrire sir John French.

Le 30 août, Klück s'était trouvé en face de Paris : à Chantilly, il n'en était plus qu'à neuf lieues. La grande ville dont Galliéni, en termes concis passés à l'histoire, avait encore affermi le cœur, mais que le gouvernement allait quitter, attendait dans un calme, dont toute nervosité n'était pas exclue, l'armée des Barbares, — comme aux jours lointains où Geneviève de Nanterre apaisait les esprits des gens de Lutèce menacés par les Huns d'Attila.

Mais, dès le 3, il parut bien que Klück, infléchissant sa marche vers Meaux et Coulommiers, laissait de côté, — provisoirement, — Paris. On a dit qu'il appliquait en cela la doctrine de Moltke : « Battre et rejeter les Français au delà de la Marne, de l'Yonne, de la Loire, — et alors seulement marcher sur Paris. » Était-il besoin de cet ordre d'outre-tombe? Klück fût-il entré sans combat dans Paris, — et Maunoury lui en barrait la route, — que c'eût été grande aventure. C'eût été une magnifique force perdue au moment où il allait être démontré que, toutes ses forces étant réunies, l'armée allemande ne pouvait résister à une offensive française. Qu'eût valu devant nos troupes, d'autant plus facilement victorieuses, l'armée Klück empêtrée dans sa conquête et probablement ivre de tout autre chose encore que d'orgueil?

Quoi qu'il en soit, Klück se dirigeait sur la Marne avec l'idée très nette qu'il allait se jeter sur notre gauche, — armée anglaise et Espérey, — et, l'enveloppant, tourner toute l'armée française. C'était une manœuvre très indiquée et qui s'imposait à ce stratège, — s'il n'avait eu Maunoury sur son flanc droit.

Mais, chose curieuse, presque inexplicable, l'Allemand qui se faisait gloire d'être renseigné sur tout, paraît avoir ignoré l'existence d'une armée française sur sa droite, — ou, s'il la connut, du même coup il en méconnut certainement la force et il continua à foncer droit au Sud, tandis que, le laissant s'enferrer, Maunoury déployait son armée, du Nord au Sud, face à l'Est.

La faute était d'autant plus grave que Klück allait se heurter, — ainsi que les autres généraux allemands, — non plus à une armée en retraite, mais à une armée qui venait, sur l'ordre de son chef, de faire face, résolue à l'attaque.

L'ORDRE D'ARRÊT

Le 1er septembre, Joffre, installé, avec le grand quartier général, à Bar-sur-Aube, avait assigné au mouvement de repli sa limite extrême qui devait être la Seine, l'Aube et la région du Nord de Bar-le-Duc. « On n'atteindrait cette ligne que si on y était contraint. On attaquerait, avant de l'atteindre, dès qu'on pourrait réaliser le dispositif permettant la coopération de la totalité des forces. » Et dans ses instructions aux commandans d'armée, le généralissime, à la même date, indiquait très clairement à ses lieutenans dans quelles conditions se devait achever le mouvement de *pivotage* autour de notre droite. Le pivot était Verdun assuré par Sarrail qui, adossé au camp retranché, opère le minimum de repli : à sa gauche Langle de Cary, puis Foch entré dans la ligne, puis d'Espérey, puis French exécutent le mouvement de conversion avec d'autant plus d'amplitude qu'ils s'approchent de l'aile marchante. Cependant entre les commandans d'armée les liaisons se resserrent et se multiplient.

Tout se passe avec le plus grand sang-froid, la plus grande méthode, du début à la fin de la manœuvre. Je n'en donnerai que deux preuves entre vingt. Le 27, le général de Langle de Cary, qui tenait tête à l'ennemi avec un singulier bonheur, avait demandé s'il ne lui était pas permis de rester sur ses positions. « Je ne vois pas d'inconvénient, lui avait répondu sagement le généralissime, à ce que vous restiez demain 28, afin d'affirmer vos succès *et de montrer que la retraite est purement stratégique*, mais, le 29, tout le monde doit être en retraite. » A l'autre extrémité de cette retraite, la preuve du

même sang-froid nous est donnée, cette fois par un des lieutenans de Joffre et, chose à remarquer, l'un des plus bouillans : avisé par le généralissime que les circonstances lui paraissent avantageuses pour livrer bataille le 5 et d'ailleurs consulté par lui à ce sujet, le général d'Espérey répond qu'il estime que la bataille ne pourra avoir lieu que le 6. Tout cela donne une impression très nette de calme clairvoyance. C'est dans cet esprit que, le 4, les commandans des grandes unités ont été avertis que le mouvement de repli sur la Seine ne continuerait pendant la journée du 5 « qu'en vue d'exécuter la manœuvre qui doit aboutir à la reprise de l'offensive par la masse de nos armées. » Ainsi chacun d'eux peut prendre ses mesures. Le dispositif rêvé est atteint ; les armées sont soudées, assises sur des positions favorables, en face des armées allemandes qui, dans l'ivresse d'un triomphe qu'elles tiennent pour certain, ont franchi la Marne, certaines de tout bousculer.

C'est alors que le généralissime adresse à ses lieutenans le célèbre message : « L'heure est venue de tenir coûte que coûte et de se faire tuer plutôt que de reculer, » — tandis que va se répandre dans l'armée le fameux ordre : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière ; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

Aucune défaillance ne se produira. Chacun comprend qu'une heure solennelle, — peut-être décisive, — a sonné. On s'en rend compte aussi de l'autre côté, puisqu'un des ordres adressés aux troupes allemandes, dès le commencement de la bataille, se terminera par ces mots : « J'attends de chaque officier et soldat, malgré les combats durs et héroïques de ces derniers jours, qu'il accomplisse son devoir entièrement jusqu'à son dernier souffle. *Tout dépend du résultat de la journée de demain.* »

***

C'est sur une terre bien foncièrement française que se va livrer cette bataille où se joue le sort de la France : Ile-de-France, Valois, Brie, Champagne, Barrois.

C'est en effet, de l'Ouest à l'Est, tout d'abord la riante Ile-de-France où se livrera la bataille de l'Ourcq; la Marne jusqu'au confluent de l'Ourcq aux eaux abondantes, l'Ourcq de Lizy à la Ferté-Milon, les lisières Sud des forêts de Villers-Cotterets et de Chantilly circonscrivent ce premier champ de bataille, dominé en partie par ce plateau du Multien où Klück établira un instant ses batteries lourdes : terre encadrée de forêts, coupée de parcs encore verdoyans après ce chaud mois d'août; Meaux en forme la limite vers l'Est. A l'Est de l'Ourcq, commence la Brie, d'abord opulente, ensuite plus pauvre, vaste plateau triangulaire à peu près circonscrit par les vallées de la Marne, du Petit-Morin et de la Seine; c'est la région de Coulommiers, la Ferté-sous-Jouarre, Montmirail, Saint-Prix. C'était autrefois une vaste forêt; le sol reste boisé; il est coupé d'éminences, d'où ce préfixe de *mont* si fréquent : car si Coulommiers est dans un fond, le vaste plateau qui domine la ville au Sud envoie des promontoires, qui ont toujours passé pour d'excellentes positions stratégiques. Du temps où les seigneurs y bâtissaient des *fertés* à celui où Napoléon mettait toute son énergie à les enlever, on s'est toujours disputé ces éminences. De ces hauteurs et du plateau, Montmirail, Vauchamps, Champaubert, Saint-Prix, Mondement dominent la dépression, longue de quatre lieues, des marais de Saint-Gond, au Nord desquels s'étend la forêt d'Épernay : terre historique déjà rougie du sang français et plus encore de celui des Allemands, quand l'Empereur courant de la Seine à la Marne remportait, sur les ennemis en marche vers Paris, ces mémorables victoires que, cent ans après, vont si glorieusement commémorer les soldats d'Espérey et de Foch.

A l'Est s'étend, sur les deux rives de la Marne, la crayeuse Champagne, plus blanche que jamais sous l'impitoyable soleil de cette fin d'été : sous la poussière qui aveugle, les bois de pins et de sapins qui seuls rompent la monotonie de la plaine paraissent gris; c'est sous cette poussière que la droite de Foch et l'armée de Langle de Cary se battront. A Vitry qui sera le centre d'une si vive action, la Saulx, grossie depuis peu de l'Ornain, se jette dans la Marne. Saulx et Ornain dessinent des vallées plus verdoyantes, encore que ternies par la poussière blanche et qu'égayaient de rians villages ou bourgs, — demain champs de ruines et de mort; — de Blesmes à Revigny, ces vallées amènent au Barrois : celui-ci s'étend de Ligny à Saint-Mihiel :

sur le plateau barrois qui sépare l'Ornain de l'Aire, Sarrail a assis le gros de son armée.

C'est la Marne qui sert de lien à toutes ces contrées : depuis Ligny où Sarrail a son quartier général jusqu'à cette région de l'Oureq où Maunoury va livrer bataille, coulent les eaux que la Marne recueille pour les amener à la Seine au seuil même de Paris : vallée de la Marne, française entre toutes, puisqu'elle lie à Paris les terres de nos Marches de l'Est, région qui va de la capitale à Reims où se faisait sacrer le Roi, à cette barrière d'Argonne où la Convention voyait « les Thermopyles de la France », à ces plateaux où Napoléon disputa trois mois la France à la curée de l'Europe. C'est là que Joffre a amené ses armées : c'est là qu'il entend qu'elles combattent. Au contact de cette terre, le Français retrouvera des forces surhumaines : tel ce géant de la Fable, Antée, devenant invincible chaque fois qu'il touchait la Terre sa mère. Et de fait, il me semble voir, le 5 septembre, un géant soudain retourné et solidement assis, offrant un front têtu à l'attaque, les coudes fermement appuyés sur les camps de Paris et de Verdun.

*
* *

C'est bien en effet entre les deux villes que se développe l'énorme front redressé le 5. La 6e armée Maunoury (1), maintenant déployée du Nord au Sud entre Dammartin-en-Goële et la rive droite de la Marne, constitue notre extrême gauche, avec le 7e corps d'armée, les 45e, 55e et 56e divisions de réserve et trois divisions de cavalerie. Elle fait coude avec l'armée anglaise qui, forte de trois corps, sous les ordres du maréchal French, occupe la région au Sud-Ouest de Coulommiers, entre Hautefeuille et Vaudoy, en liaison sur sa droite avec la 5e armée qui, sous le commandement du général Franchet d'Espérey, réunit, de la région Nord de Provins jusque vers Sézanne, les 18e, 3e, 1er et 10e corps d'armée, le groupe des 51e, 53e et 69e divisions de réserve et un corps de cavalerie. Les trois armées forment la gauche de notre armée.

Le général Foch, à la tête de la 9e armée, en constitue le

(1) Suivant l'exemple de M. Babin, dans sa consciencieuse étude, parue dans l'*Illustration* du 11 septembre 1915, je désignerai par des chiffres arabes nos unités et par des chiffres romains les unités allemandes, ce qui écarte pour le lecteur tout danger de confusion.

CARTE POUR LA BATAILLE DE LA MARNE

centre avec les 9e et 11e corps d'armée, la 42e division, la division du Maroc, les 52e et 60e divisions de réserve et la 9e division de cavalerie. Son front court de Sézanne au camp de Mailly.

Ce front Est, avec un hiatus mal masqué par une division de cavalerie, se continue par la 4e armée, aux ordres du général de Langle de Cary : celui-ci fait front avec les 17e et 12e corps d'armée, le corps colonial, le 2e corps d'armée, au Sud de l'Ornain, de Sompuis à Sermaize.

A sa droite, l'armée Sarrail, la 3e, fait derrière Revigny coude avec elle : car c'est du Sud-Ouest au Nord-Est, de Revigny à Souilly, que, le 5 au soir, font front le 4e corps d'armée (qui sera, dès le 7, enlevé à l'armée Sarrail pour grossir celle de Maunoury), les 5e et 6e corps d'armée (celui-ci diminué de la 42e division, prêtée à la 9e armée) et le groupe des divisions de réserve du général Paul Durand.

Ces six armées offrent, de la forêt de Chantilly à la forêt de Souilly, un front qu'on peut qualifier d'harmonieux : car, tandis que la ligne French-Espérey-Foch-Cary court de l'Ouest à l'Est, légèrement incurvée à son centre, les deux ailes, de gauche et de droite, forment avec ce centre deux angles obtus d'ouverture à peu près égale; et tandis que Maunoury s'adosse à Paris, Sarrail s'adosse à Verdun. A la vérité, Sarrail n'est pas couvert que par Verdun. A la droite de la grande armée qui fait front de l'Ourcq à la Meuse, le général de Castelnau, cramponné au *Couronné* de Nancy avec sa 2e armée et le général Dubail solidement établi sur les Vosges avec sa 1re armée, permettent, en tenant en échec les armées allemandes de l'Est, à leurs frères d'armes de la Champagne et du Barrois de faire front à la ruée venue du Nord. Par là les deux armées de Lorraine contribueront, dans les vallées de la Moselle et de la Meurthe, pour une très large part, à la victoire remportée dans celle de la Marne (1).

Dans l'énorme demi-cercle, que, de la gauche de Maunoury à la droite de Sarrail, dessinent les armées françaises, l'armée allemande vient se jeter, sans souci de l'aventure où elle court si notre front tient bon.

L'armée Klück, on se le rappelle, en tient la droite avec les IIe, IIIe, IVe, IXe corps d'armée, le IVe corps de réserve et le

(1) Les combats admirables alors livrés devant Nancy par le général de Castelnau feront ici l'objet d'une étude spéciale. Ils jouent un rôle capital dans l'ensemble des opérations d'août-septembre 1914.

corps de cavalerie Marwitz : Klück a franchi la Marne et occupe, le 5, le front Montherand-Esternay — n'ayant laissé sur la rive droite que le IVe corps de réserve du général von Schwerin — suffisant, à son sens, pour garder son flanc droit. Le commandant de la Ire armée marche droit sur les armées French et Espérey, semblant négliger Maunoury : il s'engage ainsi entre les deux branches d'un compas qui se pourrait bien refermer sur lui, s'il n'en brise la charnière ou n'en tord une des branches.

A gauche de Klück, c'est, à la tête de la IIe armée, Bülow qui vient d'établir son quartier général à Montmirail. Faisant face à la droite d'Espérey et à la gauche de Foch, il occupe le front de l'Ouest, de Montmirail à Ecury-le-Repos, avec les XIIe et Xe corps d'armée, le Xe corps de réserve et surtout la Garde : car si l'armée Klück a Klück — éminent stratège, — l'armée Bülow a la Garde — prestige encore inentamé.

Hausen, avec la IIIe armée en grande partie saxonne, se présente sur le front Normée (Sud-Est des Marais de Saint-Gond), — Huiron (Ouest de Vitry-le-François) avec les XIIe et XIXe corps d'armée et le XIIe corps de réserve. Il a en face de lui le gros de l'armée Foch.

Le duc Albrecht de Wurtemberg, dont l'armée est adossée à Châlons, est légèrement en oblique par rapport à Hausen, puisque son front court de Vitry à Sainte-Menehould, avec le VIIIe corps d'armée et les VIIIe, XVIIIe corps de réserve.

Enfin, voici, à l'extrême gauche de la ligne allemande, le Kronprinz impérial : son armée a, dans ces journées, une mission d'importance : faire sauter le pivot français, ou tout au moins le paralyser entre Bar et Verdun. Descendue de la Meuse vers l'Ornain sur les deux versans de l'Argonne, elle a atteint le 5, par son VIe corps d'armée, Passavant et Charmontois, par son XIIIe corps d'armée Triaucourt, par son XIVe corps d'armée Froidos, son VIe corps restant dans la région de Montfaucon, et le Ve corps de réserve dans la région de Consenvoye; ces deux corps restent liés aux premiers par la vallée de l'Aire. Et le Kronprinz s'avance et continuera à s'avancer vers l'Ornain, puisque, s'il n'atteint point Bar-le-Duc, il occupera Revigny au *défaut* des armées Langle de Cary et Sarrail. Ainsi, toute la grande armée allemande est engagée entre les deux bras que nous lui ouvrons. Le 5, au soir, elle ne soupçonne pas le danger

effroyable qu'elle court : Klück l'apercevra, à la vérité, dès le 6, et essaiera de pallier la faute, mais le Kronprinz sera le dernier à se résigner à la reconnaître, ce qui contribuera à rendre sa retraite si précipitée, parce que particulièrement périlleuse.

*
* *

La faute est, d'ailleurs, surtout commise par Klück, fruit tout à la fois d'une évidente erreur et d'une extrême audace. Joffre s'en est immédiatement aperçu. C'est sur notre gauche qu'à son sens doit s'engager la bataille. Klück espère envelopper French et Espérey: c'est Maunoury, méconnu par lui, qui enveloppera Klück avec le concours de French et Espérey.

Dès le 4, la mission des armées de gauche est ainsi définie.

« 1° Il convient de profiter *de la situation aventurée de la Ire armée allemande* pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême gauche. Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 pour partir à l'attaque le 6.

« 2° Le dispositif à réaliser pour le 5 au soir sera :

« *a*) Toutes les forces disponibles de la 6e armée, au Nord-Est de Meaux, prêtes à franchir l'Ourcq entre Lizy-sur-Ourcq et May en Multien, en direction générale de Château-Thierry.

« *b*) L'armée anglaise, établie sur le front Changis-Coulommiers, face à l'Est, prête à attaquer en direction générale de Montmirail.

« *c*) La 5e armée, resserrant légèrement sur la gauche, s'établira sur le front général Courtacon-Esternay-Sézanne, prête à attaquer en direction générale Sud-Nord, le 2e corps de cavalerie assurant la liaison entre l'armée anglaise et la 5e armée.

« *d*) La 9e armée couvrira la droite de la 5e armée en entourant les débouchés Sud des marais de Saint-Gond, et en portant une partie de ses forces sur le plateau au Nord de Sézanne.

« 3°) L'offensive sera prise par ces différentes armées, le 6 septembre, dès le matin. »

Quant aux 4e et 3e armées, elles sont, le 6, prévenues de la grande attaque qui se produit à leur gauche. En conséquence, pour la seconder et en profiter, « la 4e armée, arrêtant son mouvement vers le Sud, fera tête à l'ennemi en liant son mouvement à celui de la 3e armée qui, débouchant au Nord de Revigny, prend l'offensive en se portant vers l'Ouest... »

C'est le plan de la bataille, net, clair, satisfaisant comme

celui d'une de nos tragédies classiques. Il sera réalisé, en dépit des *trois violentes tentatives de l'ennemi pour le rompre*, principaux actes de ce grand drame : violent retour de Klück, enfin averti, contre l'armée de Maunoury, violente contre-offensive des armées Bülow et Hausen pour enfoncer Foch et percer notre centre, violente poussée des deux princes allemands sur la vallée de la Saulx-Ornain pour disloquer notre droite, le tout aboutissant à la retraite précipitée de l'ennemi qui, sur tous les points, après des succès balancés, aura perdu la partie.

LA BATAILLE

Les premières journées seront surtout les journées de Maunoury.

En effet, à peine celui-ci s'est-il ébranlé, menaçant d'enveloppement et d'écrasement les 40 000 hommes du corps de Schwerin, que le général prussien, alarmé, appelle à l'aide. Klück alors apprend que toute une armée de constitution récente menace son flanc droit, au moment même où il engage contre French et Espérey les quatre cinquièmes de son armée. Avec une décision qui consacre sa réputation de stratège, il n'hésite pas à renverser son plan pour briser l'étreinte qui se prépare. Il va se retourner avec le gros de ses forces contre Maunoury quitte, après l'avoir écrasé, à revenir au Sud vers French et Espérey.

Tout va donc dépendre de la résistance de Maunoury. S'il tient bon, French et Espérey peuvent, en refoulant les troupes laissées devant eux, menacer à leur tour Klück sur son flanc, non plus le droit, mais le gauche. Et menacé en effet, le troisième jour, il faudra bien que Klück s'avoue vaincu et batte en retraite, de peur d'être broyé entre Maunoury, French et Espérey.

Ce sera la bataille de l'Ourcq. En la perdant et en battant prudemment en retraite, Klück, découvrant le flanc de Bülow, ébranlera tout le front allemand, que ne pourront raffermir les furieuses attaques de l'ennemi contre Foch. C'est dans ce sens qu'on a pu dire que la bataille de l'Ourcq fut l'acte décisif de la victoire de la Marne.

Le premier choc entre Maunoury et le corps Schwerin s'était produit, dès le 5, à Monthyon. Cependant, les cavaliers maro-

cains, se jetant sur Penchard, y semaient la mort, les zouaves enlevaient Marcilly et Chambry, les chasseurs Barcy, bombardé sévèrement par notre artillerie.

Le 6, notre progression continuait : le IVe corps de réserve tout entier était refoulé vers l'Est et en mauvaise posture, lorsque lui arrivèrent du Sud les premiers renforts. Klück vient de s'apercevoir de la faute commise. Faute de renseignemens précis, il a couru une grosse aventure. Il a rappelé immédiatement à lui les IIe et IVe corps, dégarnissant ainsi le front devant les Anglais et Espérey pour courir au danger pressant, et il établit sa grosse artillerie entre Vareddes et May-en-Multien.

Mais le combat ne se rétablit point immédiatement pour les Allemands et, en fin d'après-midi, le IVe corps de réserve, très endommagé, est en pleine retraite vers les bois de Meaux. Maunoury, qui, le 7, a vu amener de Paris la 6e division, pense l'utiliser pour accentuer la progression et commence son mouvement d'enveloppement : le IVe corps de réserve fléchit encore. C'est alors que le gros de l'armée Klück, qui a repassé la Marne, intervient : le général Vauthier (7e corps) est attaqué très vivement à Étavigny par le IIe corps et rejeté d'Acy-en-Multien après un combat acharné. Le combat est partout d'une rare âpreté. L'artillerie allemande a beau, de Trocy, canonner nos positions ; nos hommes prennent et, les ayant perdues, reprennent celles-ci : la ferme de Nogeon, où nous nous emparons d'un drapeau, est ainsi prise et reprise trois fois.

Klück semble cependant avoir conjuré le danger : il entend prendre l'offensive le 8, rappelant ses forces hasardées au Sud. Mais nos troupes n'entendent nullement céder plus de terrain, et la journée du 8 est d'une rare violence. Nous avançons jusqu'à midi ; mais la 45e division, qui attaque dans la direction de Vareddes, est arrêtée par les tirs de barrage et le 7e corps rejeté de Betz et Thury-en-Valois. Maunoury fait alors donner trois régimens de la 61e division de réserve, tandis que le 8e corps d'armée pousse sur Trilport et Changis. Klück ne cesse de recevoir les renforts qu'il appelle et appelle sans cesse. Maunoury, à la vérité, en reçoit aussi et d'importance : tout le 4e corps d'armée (général Boëlle), enlevé à l'armée Sarrail et rapidement porté à l'autre extrémité du champ de bataille. L'action sur l'Ourcq devient grande bataille : Klück l'entend bien ainsi et, ayant mesuré à quel adversaire il a affaire, il semble même renoncer à

toute action au delà de la Marne, car il donne l'ordre de faire sauter les ponts du fleuve (1) : ainsi sera-t-il gardé sur son flanc gauche. Presque toute son armée est maintenant contre Maunoury.

Celui-ci tiendra-t-il avec des troupes qui, par une chaleur écrasante, combattent depuis trois jours ?

C'est alors que Galliéni, prévenu par le commandant de la 6e armée de sa situation, lui envoie, le 9, de sa propre initiative, le plus précieux renfort : la 62e division vient de débarquer à Paris ; il entend qu'elle soit, dès les premières heures, jetée dans la bataille ; les *auto-taxis* de Paris sont en quelques heures arrêtés, mobilisés, chargés de troupes, — ces véhicules si modernes vont ainsi avoir leur petite part au « miracle, » — et portent vers l'Ourcq les soldats qu'égaie ce geste du gouverneur. Troupes fraîches dont l'intervention en toutes circonstances serait précieuse. Et, à cette même heure, Klück a reçu du Sud des renseignemens peu rassurans que lui envoie le général de Marwitz, laissé devant les Anglais.

***

Ceux-ci avaient été fort sérieusement attaqués, le 6, au matin, par le IIe corps sur la ligne Vaudoy-Hautefeuille, tandis que le IVe corps les pressait sur leur gauche. Le maréchal French s'apprêtait à réagir, lorsqu'il eut la surprise de voir soudain se ralentir et cesser ces attaques. C'est le moment où, averti du danger qui le menace au Nord, Klück rappelle la plus grosse partie de ses forces. Les Anglais ne savaient ce qu'il en fallait penser. Classiquement, Klück masquait, par le tapage croissant de son artillerie et un grand déploiement de cavalerie, le brusque retrait de ses 80 000 hommes. Les Anglais hésitaient à marcher vers le Nord : ils laissèrent le IVe corps repasser le Petit-Morin et ne se décidèrent que vers le soir à pousser leurs avant-gardes sur la ligne Villiers-sur-Morin-Choisy. L'infanterie de French s'enhardissait : elle réoccupa, « au pas gymnastique, » les hauteurs d'où, le matin même, l'artillerie ennemie la bombardait. La cavalerie de Marwitz continuant à masquer le retrait des corps allemands, ceux-ci purent encore repasser la Marne, le 7. Les Anglais cependant dépassaient Coulommiers et, le 8, instruits par les aviateurs

(1) L'ordre ne put être exécuté qu'en partie.

que la droite de Klück a repassé la Marne et obstrue les routes, canonnent les ponts du fleuve, notamment à la Ferté-Milon, tandis que l'infanterie des trois corps accélère sa marche. Des régimens anglais parviennent maintenant à accrocher l'ennemi, notamment entre Saint-Cyr et La Trétoire, où l'engagement est assez vif. Dans la soirée du 8, le maréchal force le passage du Petit-Morin et talonne la IIe division de cavalerie qui, comptant s'arrêter, est, sous la menace anglaise, obligée de continuer sa retraite. Les Anglais, encouragés, marchent maintenant un peu plus vite : ils franchissent la Marne entre Luzancy et Nogent-l'Artaud ; là où les Allemands ont rompu les ponts, les pontonniers anglais en rétablissent ; c'est ainsi qu'à Vareddes, avec une ténacité toute britannique, ils ne parviennent qu'après dix-sept tentatives sous le feu ennemi à établir un pont de bateaux : le passage d'une partie de l'armée anglaise est ainsi retardé. Néanmoins, Marwitz ne peut se dissimuler que le danger grandit sur le flanc gauche de Klück : un détachement anglais, lancé sur deux escadrons allemands, les a, suivant les termes du maréchal, « traversés avec autant de facilité qu'un canif dans de la toile d'emballage. » Le recul de la cavalerie allemande s'accentue. Et déjà Espérey, à la droite de French, marchant plus vivement que celui-ci, augmente pour Klück le danger d'enveloppement.

*
* *

Le général d'Espérey a, dès l'aube du 6, commencé son mouvement offensif dans la direction générale Montmirail. Il pense, — avec raison, — se heurter à des forces imposantes ; mais il est soutenu à sa gauche par le corps de cavalerie Conneau, à sa droite par les élémens de gauche de la 9e armée. Importantes sont, en effet, dans les premières heures du 6, les forces allemandes qui semblent devoir s'opposer à la marche en avant de la 5e armée : c'est l'aile gauche de Klück, deux corps d'armée et deux corps de cavalerie, qui, en ce moment, ont encore l'intention de lui passer sur le corps. La lutte est donc, toute cette journée du 6, très ardue, d'autant que, de Montmirail, l'ennemi domine notre ligne ; le Xe corps descend de cette position éminente par Le Gault, — région boisée, — espérant s'enfoncer en coin entre les 5e et 9e armées, tandis que notre 1er corps est, à la gauche d'Espérey, arrêté tout l'après-midi

devant Châtillon-sur-Morin par la résistance acharnée de l'ennemi ; mais, par une manœuvre remarquable, une division de ce corps parvient à tourner, par les bois de la Noue, l'ennemi à la droite duquel il débouche, prenant de flanc les défenses établies devant Esternay. Le village tombe entre nos mains, tandis que, dans Le Gault, la progression allemande est arrêtée.

Le général se préparait, le 7, au matin, à de nouvelles luttes, lorsque l'aviation lui signala le mouvement de repli des troupes ennemies. Non seulement les corps de Klück gagnaient au Nord-Est leur nouveau champ de bataille, mais la droite de Bülow, contrainte, à moins d'être découverte, de suivre le mouvement, esquissait, elle aussi, un recul. Espérey, toutefois, était loin de trouver le vide devant lui ; d'importantes forces de cavalerie, appuyées par des élémens d'infanterie et surtout par une artillerie fort active, essayaient de s'opposer à la marche en avant de la 5e armée.

Sans se laisser intimider, Espérey jette en avant ses troupes, dans la direction de Montmirail. Mais au moment où l'action se déclenchait, le commandant de la 5e armée était avisé qu'à sa droite, la gauche de la 9e armée était très vivement attaquée. C'était l'essai de percement de notre centre, sur lequel nous reviendrons tout à l'heure. Espérey fait immédiatement appuyer à droite son 10e corps pour prêter aide au voisin et, malgré une vive résistance, ce corps, soutenu par le 1er, gagne du terrain et, en fin de journée, atteint Charleville et La Rue-Lecomte.

Les 3e et 18e corps, cependant, ont pu s'avancer sur les derrières des Allemands et les reconduire jusqu'en vue de Montmirail où des troupes du IIe corps ont tenté de s'accrocher, tandis que l'artillerie allemande a déchaîné un véritable *Trommelfeuer*. C'est au 3e corps qu'est réservée la gloire d'occuper, le 8, la célèbre position. La mêlée est violente : elle se prolonge huit heures et c'est sur 7 000 cadavres allemands que le général Hache occupe Montmirail et ses environs. Le 1er corps a, de son côté, escaladé le plateau de Vauchamps où flambe le village, non moins illustre que l'autre.

Maître de Montmirail, la veille encore quartier général de Bülow, Espérey domine la situation : il pousse sa gauche, le corps Maudhuy (18e), vers le plateau de Brie et les bois de Condé, vers la Marne que le général de Maudhuy atteint à

Château-Thierry, tandis que le 3e la passe à Montigny-le-Condé, le 1er accélérant sa marche à travers le plateau de Vauchamps et le 10e restant à la disposition du général Foch.

*
* *

Ainsi French poussant les Allemands et Espérey les bousculant, les deux armées atteignaient, dépassaient la Marne. Klück était menacé maintenant directement sur son flanc, tandis que Maunoury, fortifié par de nouvelles troupes, continuait à lui tenir tête. On comprend que le commandant de la Ire armée allemande ait, ce 9 septembre, tenté un effort enragé pour venir à bout de son adversaire. Le sort de la bataille tient peut-être à ce moment.

Klück essaie tout à la fois de déborder Maunoury au Nord par Nanteuil, de l'enfoncer au Sud par Étrepilly.

De Betz, le IVe corps se jette sur Nanteuil : il se heurte à notre 4e corps, arrivé la veille sur le champ de bataille : choc violent, lutte opiniâtre, sanglante. Mais, en dépit de la vaillance des soldats du général Boëlle, les Allemands occupent Nanteuil en flammes; notre gauche est très menacée. Instant tragique : partout ailleurs, l'effort allemand est brisé, car, quoique canonné à merci, Étrepilly tient bon; mais Klück n'a-t-il pas trouvé à Nanteuil le *défaut* où enfoncer la dague et allons-nous *in extremis* être tournés? Maunoury envoie à Boëlle l'ordre de ne plus faire un pas en arrière, mais, au contraire, de marcher en avant et « de *se faire au besoin tuer sur place* » : celui-ci n'a pas attendu cet ordre pour reformer son corps et faire face; il se porte en avant, résolu à se faire hacher. Et il se trouve en face du vide. Klück battait en retraite.

C'est que les avis de Marwitz étaient devenus pressans : « Il ne pouvait plus résister aux attaques combinées des Anglo-Français; » French et Espérey pouvaient avant quelques heures le rejeter sur Klück, pour qui la situation devenait si dangereuse que de longues hésitations ne lui étaient plus permises.

« Le cœur lourd, » dit une relation allemande, il lança l'ordre de retraite générale vers le Nord. Il avait, avec des milliers de ses soldats, perdu la partie et c'était pour éviter un désastre effroyable — imminent — que le plus habile stratège

de l'armée allemande battait en retraite, vaincu, vers le Nord. De toute part, tristement, les colonnes allemandes s'écoulaient, quelques-unes en assez mauvais arroi : tout à l'heure, elles ne sentaient pas la fatigue : celle-ci devient cruelle à ces hommes qui, la veille encore, pensaient tout emporter, et battent en retraite, après de sanglantes pertes. Ce n'est plus le *Nach Paris!* mais un silence fait de stupéfaction. On n'a pu ramasser ses blessés ni enterrer ses morts, car il faut céder le terrain. Blessés et morts jonchent le sol : pour ne citer qu'un épisode, le régiment de Magdebourg s'est fait presque entièrement anéantir dans l'effort désespéré tenté près d'Acy-en-Multien où, à la tête de la 5e division, le général Mangin, énergique « Africain, » a rejeté les Allemands en déroute.

Maunoury achève de nettoyer le champ de bataille : il porte de sa droite à sa gauche les forces nécessaires pour expulser de Nanteuil les élémens allemands qui s'y cramponnent. Et déjà le général français est sur les talons de l'ennemi en retraite; il remonte l'Ourcq sur ses deux rives, tandis que les Allemands gagnent la forêt de Villers-Cotterets d'où les jours suivans on les poussera dans la direction de Soissons.

Dès le 10, Maunoury pouvait adresser à ses troupes l'ordre du jour devenu célèbre : « Camarades, le général en chef vous a demandé, au nom de la Patrie, de faire plus que votre devoir. Vous avez répondu au delà même de ce qui paraissait possible... Si j'ai fait quelque bien, j'ai été récompensé par le plus grand honneur qui m'ait été donné dans ma longue carrière, celui de commander des hommes tels que vous... »

C'était, en effet, la 6e armée qui, après avoir forcé le général von Klück à abandonner brusquement son offensive contre les Anglais et la 5e armée et ayant par là attiré sur elle la plus grosse masse d'une des plus fortes armées allemandes, avait, quatre jours, opposé à la plus formidable poussée un front imperturbable, et, aidé par la marche menaçante des armées de la Marne, finalement forcé l' « incomparable » armée et son éminent chef à une retraite précipitée, — seul moyen qui leur fût laissé d'éviter la ruine.

*
* *

Un tel événement ne pouvait qu'avoir sur le sort de l'énorme bataille une considérable répercussion. Mais elle ne

put être efficace pour les armées du centre et de la droite que très tard ; ce n'est qu'à la suite de violens combats où les Allemands avaient échoué dans leurs tentatives d'enfoncement qu'ils s'allaient décider à la retraite. Si l'effet de « ventouse » produit par la manœuvre de Klück contre Maunoury avait été très sensible sur le front anglais, un peu moins sur celui de la 5e armée, il ne pouvait qu'être plus faible, et en tout cas tardif, sur celui de Foch et, tandis que les troupes d'Espérey talonnaient déjà l'ennemi en retraite, la 9e armée subissait, au contraire, la plus violente poussée.

Le 6, au matin, le général commandant la 9e armée avait à Pleurs son poste de commandement : de sa gauche à sa droite, la 42e division et la division du Maroc tenaient la ligne Villeneuve-lès-Charleville-Mondement-Saint-Prix, le 9e corps la région de la Fère-Champenoise avec ses avant-gardes au Nord des Marais de Saint-Gond et le 11e corps la région Semoine-Sommesous, la 9e division de cavalerie étant en réserve dans le camp de Mailly. Les ordres étaient d'« appuyer » la droite de la 5e armée qui, le 5, semblait devoir subir, le lendemain, un choc plus violent que la 9e. La 42e division, et la division du Maroc devaient donc attaquer dans la direction de Vauchamps, tandis que le 9e corps se contenterait d'abord de s'établir solidement sur la ligne des Marais, d'où il se tiendrait prêt à déboucher sur Champaubert ; le 11e corps s'installerait, ce pendant, sur la ligne Morains-le-Petit-Lenharrée.

Mais dès le 6, la 9e armée put s'apercevoir qu'elle allait avoir affaire à très forte partie ; les deux divisions de gauche organisant défensivement la crête qu'elles occupaient, le 9e corps ne put, contre des attaques très vives, maintenir ses avant-gardes au Nord des marais et le 11e, après une lutte d'une journée, dut, dans la soirée, évacuer ses positions. Le Xe corps allemand s'était emparé de Saint-Prix à notre gauche, la Garde avait chassé les Français du Nord des marais où elle se fortifiait, et le XIIe corps faisait mine de profiter, sur la droite de Foch, de l'évacuation des villages bombardés.

Le 7, l'attaque allemande s'accentua, particulièrement sur notre gauche où la 42e division et la division du Maroc eurent grand'peine à maintenir leurs positions. Le général Foch restait cependant fort calme. Il répétait, dit-on : « Puisqu'on s'évertue à nous enfoncer avec cette fureur, c'est que leurs affaires vont

mal ailleurs, et qu'ils cherchent une compensation. » La conclusion ne pouvait être que de tenir d'autant plus énergiquement.

Mais, le 8, la poussée allemande se fait plus violente encore. Si la 42e division parvient, avec l'appui de la droite d'Espérey, à reprendre Saint-Prix, le 9e corps ne peut que se maintenir et le 11e cède aux âpres attaques de la Garde et doit se replier. Le général Foch est contraint de reporter son poste de commandement de Pleurs à Plancy, plus au Sud.

La situation était, le 9, au matin, très critique. L'ennemi visait manifestement à s'emparer des hauteurs qui séparent, avec les marais, la vallée du Petit-Morin de la plaine d'Aube : un recul général de notre ligne sur l'Aube était gros de conséquences, forçant probablement à rétrograder d'Espérey déjà en marche vers le Nord et découvrant Langle de Cary qui, nous le verrons, se défend laborieusement dans la vallée de la Saulx et Ornain. C'est ce qui donne tant d'âpreté à la lutte autour de Saint-Prix, qui sera, pendant les quatre premiers jours de bataille, pris et repris cinq fois, comme autour de ce tragique château de Mondement dont un témoin, placé près du général Humbert, commandant la division du Maroc, nous a fait l'émouvante chronique, perdu, repris, reperdu, repris encore. En vain, le 10e corps, de la 5e armée, appuie-t-il, dans la matinée du 9, la résistance de la 9e armée ; celle-ci a affaire à la Garde prussienne qui entend soutenir sa réputation; voici la Garde jetée sur Fère-Champenoise; sous sa ruée, notre ligne fléchit encore; Fère-Champenoise est perdue. Le général Foch n'en est pas un seul instant abattu. Fère est perdue; Fère sera reprise : « La situation est excellente, » écrit-il, le 9, dans un ordre célèbre. Excellente ! Quelle foi il y a dans cet optimisme quand même ! Et il ajoute : « J'ordonne de nouveau de reprendre l'offensive. »

Au fait, cet optimisme n'est pas de simple parade. De son œil vif, le commandant de la 9e armée vient d'apercevoir dans la ligne allemande une fissure. Bülow a reculé : dans ce mouvement, ainsi qu'il arrive dans les replis improvisés, un hiatus s'est produit entre Hausen et lui : Foch médite de pousser à son tour un *coin* dans le *défaut*.

Avant tout, il faut reprendre notre ligne. La 42e division est jetée sur Fère-Champenoise qui est reconquise. Et voici que

Mondement, devenu le centre d'une mêlée acharnée, est assailli. Le général Humbert s'y est entêté. Le vieux château troué par nos obus après ceux de l'ennemi, les deux partis semblent en faire un instant le centre de la bataille entière : « Allons, mes gars, allons, mes braves, crie le colonel Lestoquoi aux soldats qui pour la troisième fois attaquent; allons, un dernier coup de collier, et ça y est! » Et ça y était! Le général Humbert reprenait, sous la vieille tour ronde maintenant en ruines, son poste d'observation, 3000 cadavres allemands jonchant les allées du parc.

« Un dernier coup de collier et ça y est! » : le général Foch eût pu adresser à toute son armée le cri cordial du colonel Lestoquoi. On a reconquis la crête qui domine les marais. l'ennemi cède ; la plaine nous est rouverte, on s'y précipite.

Les Marais ne sont point ce que la légende — car il y a déjà une légende de la Marne — a entendu en faire. Nul ne s'y enlizera parce que, en ces mois, nul ne s'y pourrait réellement enlizer. Ce n'est, après ce chaud été et malgré une petite pluie, très courte, qu'une sorte de cuvette où dans la terre grise fendillée, craquelée, poussent les ajoncs et les roseaux. Mais cette cuvette, où la Garde prussienne est forcée de se battre, est exposée à nos coups et si la Garde prussienne ne s'y embourbe point ainsi que nous le contaient des publicistes romantiques, elle s'y fait canonner : 8000 de ses guerriers y restèrent sous les coups de notre artillerie amenée en hâte sur les collines que la veille les Allemands occupaient. Foch poussait contre ces débris ses divisions victorieuses.

Le soir du 10, il était maître des marais et, grâce à l'énergie avec laquelle il avait transformé sa défensive laborieuse en victorieuse offensive, les troupes débouchaient au Nord et, d'un seul bond, gagnaient la ligne Vertus-Vatry ; le général venait loger à Fère-Champenoise où, quelques heures avant, la Garde prussienne était installée, se gorgeant, se gobergeant, buvant à la destruction assurée de l'armée française : « Que vos troupes mangent le pain que l'ennemi a fait faire, écrivait Napoléon à Murat; ce pain sera plus savoureux pour vos braves que ne le serait de la brioche. » Ce n'est pas seulement le pain cuit par l'ennemi que trouvaient les troupes courant en avant, mais des milliers de bouteilles dont la vue les faisait sourire, éclairant certaines défaillances de l'ennemi. De fait, on cueillit ce jour-là

des grappes de soldats ivres de la Garde et corps voisins victimes du *Champagne*.

Cependant, le 19e corps, détaché de l'armée d'Espérey pour appuyer la résistance de Foch, avait repris, dès le 9 au soir, sa marche victorieuse : on le voyait à Vauchamps, Baye, Champaubert, et c'est à bon droit que le général d'Espérey pouvait féliciter ses troupes en un ordre enflammé, où il évoquait « les champs mémorables, » où nos ancêtres avaient battu les soldats de Blücher et où les soldats de la Troisième République venaient de faire reculer « les troupes les plus redoutables de la vieille Prusse. » De Fère-Champenoise, en face des marais où s'étaient abîmés, aux cris de « Vive l'Empereur ! » les vaillans petits *Marie-Louise* de Pachtod, le général Foch eût pu faire sien cet ordre où éclatait le plus légitime orgueil. Des collines où Marmont n'avait pu tenir, il venait, lui, de voir sombrer la Garde impériale prussienne et couler par tous les pores, en cette fuite de soudards ivres, l'honneur, avec le sang, de l'Allemagne.

*
* *

Autant que le concours de la 5e armée, à sa gauche, celui de la 4e, à droite, avait aidé le général Foch à faire front à une situation un instant si difficile.

Pendant que Maunoury, sur l'Ourcq, faisait ventouse, que les armées French et Espérey, menaçant Klück d'encerclement, contribuaient à sa déroute, que la droite d'Espérey concourait avec la vaillance de la 9e armée à faire échouer la formidable tentative de percement faite à notre centre, les deux armées de droite remplissaient leur mission : protéger le pivot en rejetant l'ennemi du triangle dont les sommets étaient Verdun, Bar et Vitry.

Les soldats de Langle de Cary et de Sarrail sont d'autant plus préparés — moralement — à gagner une bataille qu'ils s'y sont, en cours de retraite, entraînés par de fréquens succès. Mais, conséquence de cette victorieuse retraite, ils sont singulièrement fatigués. Un général disait : « Nous avons gagné la partie avec des hommes hallucinés de fatigue. » Pour ne citer qu'un cas, le 12e corps, avec lequel le général Roques a remporté, depuis quinze jours, maints succès, n'a plus guère que 6 bataillons en état de participer au début de l'action.

Le 5, la 4e armée a atteint la ligne Humbeauville-Maurupt.

Son quartier général est à Brienne. Celui de Sarrail est à Ligny-en-Barrois : son aile gauche est vis-à-vis et au Sud de Revigny; sur le plateau entre Ornain et Aire, son centre couvre Bar, sa droite sur le plateau entre Aire et Meuse couvre Verdun. Les deux armées forment potence (l'angle étant derrière Revigny), menaçant sur leur front et leur flanc gauche les deux armées allemandes descendues d'Ardenne et d'Argonne.

Mais les princes allemands, duc de Wurtemberg et Kronprinz, n'entendent nullement être menacés, mais menacer. S'ils percent entre Vitry et Bar, c'est Saint-Dizier en péril et l'armée française tournée sur sa droite, c'est surtout Verdun, pivot de notre mouvement, paralysé, isolé, peut-être emporté. Aussi, dès le 6, le 2e corps, droite de la 4e armée, qui fait charnière entre les deux armées, est-il attaqué à Sermaize avec une particulière violence : cependant, il tient bon ainsi que le reste de la ligne. Mais, le 7, la poussée allemande se fait encore plus rude; c'est toujours à la droite de la 4e armée que se produit, on sait pourquoi, le grand effort allemand et la charnière semble craquer : Sermaize est pris et Pargny-sur-Saulx aussitôt attaqué. Le 2e corps qui recule fait alors appel à l'armée voisine : Sarrail aussitôt dirige une des brigades du 15e corps que menace sur son flanc l'ennemi en progrès, tandis que le gros du corps est porté sur Contrisson et que le 5e corps agit en avant de Laimont.

C'est vers la gauche maintenant de la 4e armée, qu'un nouveau fléchissement semble à craindre : les Saxons du XIXe corps font reculer notre 17e corps. Mais le 21e, arrivant des Vosges, commence ses débarquemens à l'arrière de Langle de Cary, — renfort assuré pour le lendemain.

N'importe : le soir du 8, la situation est, là aussi, critique. Mais c'est la « tenace 4e armée » et certes personne, ce soir-là, ne s'avoue vaincu. Au contraire entend-on bien reprendre, le lendemain, le terrain perdu. Tous les courages se bandent et, de fait, le 17e corps, qu'appuie maintenant une division du 21e, tient bon, le 9 : la ligne saxonne attaquée se défend avec acharnement à Sompuis, mais finalement flotte et fléchit : notre artillerie disperse les chasseurs saxons en grand désordre et, tandis que le centre de la 4e armée maintient simplement ses positions, le 2e corps, à droite, reprend l'offensive, pousse vers Andernay et Sermaize, toujours appuyé par les deux corps de

Sarrail qui, eux, pèsent sur le front allemand dans la direction Contrisson-Mognéville.

La situation semble rétablie. A cette heure, la bataille qui se termine à notre avantage sur les bords de l'Ourcq et de la basse Marne et se poursuit avec âpreté, mais victorieusement, sur le front Foch, bat cependant son plein sur les rives de la Saulx et de l'Ornain. Mais déjà Langle de Cary bénéficie du mouvement de recul de la droite allemande. Vitry, fortifié par les Saxons, doit être par eux abandonné : les soldats de Langle de Cary les talonnent ; c'est harcelé que l'ennemi repasse la Marne et, Vitry tombé entre nos mains, déjà les 21e et 17e corps marchent vers le Nord-Est et menacent d'enveloppement le duc de Wurtemberg. Il faut que l'ennemi, près d'être tourné, évacue la région, entraînant dans son mouvement, de Revigny à Triaucourt, les troupes voisines.

En se retirant, désireux de se montrer fidèle à ses exploits des dernières semaines, il met le feu aux villages et bourgs qu'il abandonne. Une récente enquête m'a permis de rassembler des témoignages peu récusables du crime : j'ai manié les pastilles incendiaires recueillies, vu les linges imbibés de pétrole jetés dans les maisons et ces ruines carbonisées fort différentes de celles que font les obus. Ah ! tristes ruines de Sermaize, Saint-Lumier, Maurupt, Contrisson, Revigny, quel cri s'élève à toutes les heures de vos décombres contre la culture germanique ! Mais il fallait venger l'honneur de deux princes allemands vaincus. « Nous avions sous les yeux, me dit un artilleur, du haut des collines du Sud, un rideau de flammes : dans la nuit du 9 au 10, nous voyions flamber 17 villages. »

C'est que, le 10, le Kronprinz impérial était, lui aussi, contraint de tourner le dos aux grands rêves. Sarrail avait ébranlé son armée et l'allait reconduire jusqu'au Nord de Verdun.

*
* *

Avec quelle confiance cependant le prince avait attaqué ! Fonçant dans la région de Revigny avec le dessein de saisir les ponts de l'Ornain jusqu'à Bar, il comptait entrer en quelques heures dans la vieille cité ducale. Le 6, un officier disait, m'a-t-on rapporté, à un habitant de Vaubecourt : « Demain nous brûlerons la ville de Poincaré. » Effectivement le XVIe corps devait occuper, sinon, brûler Bar tandis que, la victoire de

l'Ornain n'étant pas douteuse, le IVe corps de cavalerie serait jeté vers le Sud, Saint-Dizier, Langres, la Bourgogne.

La poussée fut assez forte, le 6, pour que notre 5e corps fût refoulé de Laheycourt sur Laimont, et Revigny est tombé entre les mains du VIe corps allemand qui peut ainsi canonner son flanc gauche. Nos troupes reçoivent l'ordre de se maintenir, en dépit de tout, entre Laimont et Laheycourt. La journée du 7 se passe en alternatives de succès et de revers médiocres sur la longue ligne Revigny-Montfaucon où les deux armées sont aux prises, car si on se bat sur l'Ornain et l'Aire, la 72e division détachée de l'armée de Verdun par le général Coutanceau, gouverneur de la place, menace dans la vallée de la Couzance, au Nord, les communications du Kronprinz.

Mais une bien autre menace est suspendue sur le flanc de Sarrail : et c'est la dernière péripétie de l'énorme bataille. Des forces allemandes sont signalées en Woëvre qui semblent destinées à une action sur Saint-Mihiel. Grave incident, car si les Allemands parviennent à percer jusqu'à Saint-Mihiel et surtout à y passer la Meuse, Verdun sera coupé de la 3e armée et, celle-ci étant tournée, ce serait de nouveau le pivot menacé. Cette menace ne détourne pas le commandant de la 3e armée de sa tâche essentielle : dès le matin du 8, ses troupes sont en mouvement, repoussant les corps allemands de la vallée de l'Ornain sur Vassincourt, Villers-aux-Vents, Triaucourt, tandis que l'artillerie du 6e corps écrase dans la région de l'Aire celle du XVIe corps. Mais la menace se précise du côté des Hauts-de-Meuse : l'Allemand se glisse vers Saint-Mihiel; à treize heures, il a commencé à bombarder le fort de Troyon. Le général Sarrail donne alors l'ordre de faire sauter les ponts à Saint-Mihiel.

Sans paralyser l'action de la 3e armée, cette attaque excentrique la rendait moins aisée. Elle se contente, le 9, de repousser de toutes parts les attaques allemandes. Mais la situation s'aggrave sur ses derrières : Génicourt est bombardé après Troyon, et Troyon semble se taire. Le général Coutanceau télégraphie au commandant du fort : « Situation générale de nos armées excellente. Il importe que la chute du fort de Troyon n'ouvre pas une voie de pénétration aux Allemands. *Tenez indéfiniment.* » Mais des colonnes allemandes s'avancent toujours vers Saint-Mihiel. L'armée Sarrail tient cependant ferme

toute la journée du 10 où il y a, de Revigny à Vaubecourt, bataille continue, meurtrière pour l'ennemi qui y laisse 7000 hommes. La situation reste néanmoins inquiétante : une défaillance du côté de Saint-Mihiel peut tout compromettre, à l'heure où, de l'Ourcq à l'Ornain, tout prend bonne tournure.

La défaillance ne se produit pas : Troyon bombardé, à moitié écroulé, repousse les assauts; l'ennemi ne peut franchir la Meuse. Soudain, le 11, les canons allemands se taisent. « Calme impressionnant, » dit un officier. C'est que le Kronprinz est averti que, vaincues sur l'Ourcq, repoussées sur la Marne, les armées allemandes battent en retraite. Et lui-même vacille. Sarrail pousse vivement son offensive : le 5e corps reprend Laimont et Villotte, tandis qu'à sa gauche le 15e corps de la 4e armée avance au delà du canal de la Marne au Rhin. A notre droite, le 6e corps et les divisions de réserve essaient de prendre part à ce mouvement en avant, malgré le feu des obusiers allemands protégeant la retraite du prince. A la fin de la journée, le 15e corps a occupé Rancourt et Revigny, progressé jusqu'à Brabant-le-Roi, enlevant au XVIe corps en retraite canons et mitrailleuses; le VIe oppose encore, au Sud de Souilly, une assez vive résistance à notre 6e corps. Les Allemands essaient une dernière tentative offensive sur Troyon : le fort résiste. C'est fini... Battu sur toute la ligne, l'ennemi n'a pu retourner sa suprême carte à Saint-Mihiel. Notre pivot a tenu et tout est sauf. L'Allemand d'ailleurs s'avoue partout vaincu; car partout sa retraite s'accentue, s'accélère, tournant, en certaines régions, à la fuite, aveu formel d'une formelle défaite.

LES RÉSULTATS IMMÉDIATS

Quelqu'un qui, dans les journées des 10, 11, 12 et 13 septembre, eût pu embrasser du regard l'énorme champ où vient de se livrer la plus considérable bataille de l'Histoire, verrait, des bois de Souilly au Sud de Verdun, à la forêt de Compiègne au Nord de Paris, l'armée française s'avancer comme une énorme faux emmanchée sur Verdun. De la droite à la gauche, notre ligne est en mouvement sur les derrières de l'ennemi en retraite : Maunoury est déjà sur la région de Compiègne et de Soissons; l'armée French a jeté ses divisions dans la direction de Neuilly-Saint-Front et la Fère en-Tardenois qu'elle occupe

dès le 10 au soir; l'armée Espérey refoule de la Brie sur la Marne les arrière-gardes allemandes, franchit la Marne, franchit l'Aisne et, par son 18e corps, se jette sur le plateau de Craonne; le 13 à midi, le général d'Espérey fait, à la tête d'une partie du 1er corps, une entrée solennelle dans Reims reconquis. Et déjà Foch est rentré à Châlons, après avoir bousculé les dernières résistances, et ses troupes remplissent le camp de Châlons, tandis que la 4e armée, ayant balayé les défenses de Vitry, a passé la Marne à son tour sur les ponts que, dans sa fuite, l'ennemi n'a pas eu le temps de faire sauter et marche sur Sainte-Menehould. Avant trois jours, usé par Sarrail à Laimont, Revigny, La Vaulx-Marie, Vaubecourt, le Kronprinz en pleine retraite paraîtra pris de panique : après la ligne Villers-aux-Vents-Rembercourt, après la ligne Dammartin-sur-Yère-Triaucourt, il abandonnera la si précieuse ligne Clermont-Sainte-Menehould où passe la voie de fer de Châlons à Verdun, et lâchant ainsi la bonne moitié de l'Argonne et les points les plus utiles, ne s'arrêtera, après un recul de 10 à 12 lieues, que sur la ligne Varennes-Montfaucon, au Nord de Verdun. Car dans cette débâcle sombraient tous les grands projets : Verdun après Paris. Avec quelle mélancolie l'héritier du trône impérial dut repasser sur le champ de bataille de Valmy! L'Histoire a ses recommencemens, et Gœthe lui-même s'y fût passionné.

Partout les soldats français se pouvaient convaincre de la réalité de leur victoire, rencontrant par monceaux les cadavres allemands, les piles d'obus non tirés, çà et là les canons abandonnés, des milliers de fusils brisés. Ce qui les a tous frappés, c'était, à travers l'immense champ de bataille, ces innombrables bouteilles vides, représentant tous nos crus, mais particulièrement ceux de Champagne, témoins du grand soulas par où, dans l'assurance de la victoire, des hauts états-majors aux modestes *feldgrauen*, on avait préludé à la bataille : parfois d'ailleurs nos hommes découvraient dans les caves des groupes paralysés moins encore par la terreur que par l'ivresse. Nos hommes traversaient aussi, la mort dans l'âme, les villages détruits, quelques-uns par les obus, beaucoup par la basse vengeance du vaincu : ils pouvaient retrouver parfois les cadavres encore chauds des civils immobiles quand ils n'arrivaient pas assez tôt pour délivrer, comme à Coulommiers, les otages près d'être exécutés.

Sur toute la ligne, ils marchaient excités certes par l'orgueil de la victoire, mais fatigués « jusqu'à l'hallucination » par les effroyables semaines que la plupart, depuis l'ordre de retraite, avaient vécues, dormant à peine, mangeant à peine, se battant en reculant, se battant en se maintenant, se battant en avançant et ayant forcé le destin par le plus extraordinaire effort d'endurance et de vaillance que, sur un aussi vaste champ, une armée ait fourni.

Ainsi se terminait la bataille de la Marne, insigne victoire de l'armée française.

*
* *

Plus, depuis deux ans, la force allemande est apparue énorme par son poids, puissante par ses multiples moyens, redoutable parfois dans l'offensive et surtout tenace dans la défensive, plus la victoire de la Marne a grandi dans l'admiration étonnée du monde.

J'ai dit en quelques mots quelle était cette force à la veille de la Marne : par la masse de ses effectifs et l'implacabilité de sa marche, l'armée allemande semblait une de ces forces déchaînées de la nature que rien ne peut arrêter ; mais, par surcroît, cette ruée était dirigée, et par là cent fois plus redoutable. Elle semblait porter toutes les conditions de la victoire. Cependant elle se heurta, du 5 au 10 septembre, contre quelque chose qui lui était évidemment supérieur, puisqu'elle ne put vaincre l'obstacle et dut reculer.

Ce fut d'abord la froide résolution d'un grand chef secondé par un état-major qui, avec moins d'ostentation que l'autre, avait cependant, lui aussi, travaillé. Napoléon a écrit : « *La première qualité d'un général en chef est d'avoir la tête froide.* » La qualité éminente du généralissime français était d'avoir « la tête froide. » En une heure critique, qui fut le 24 août 1914, il avait su d'un œil clair envisager la situation que créait l'échec et la loi qu'il imposait. Puis, de ce cœur ferme qui généralement suit une tête froide, il accepta toutes les conséquences de cette situation, — même la plus dure, qui était l'abandon momentané aux barbares de toute une partie du sol de France. Il rompit la bataille des frontières, au moment où l'échec pouvait devenir un désastre, et de sa propre volonté la transféra en arrière : car la bataille de la Marne

n'est pas autre chose que celle de Belgique reprise en de meilleures conditions; la retraite fut conçue et exécutée de telle façon que les deux batailles restent liées : le général Joffre alla tout simplement chercher entre Seine et Aisne le résultat qu'il n'avait pas obtenu entre Sambre et Meuse. « Belle opération intellectuelle, » a pu écrire M. G. Hanotaux de ce « redressement stratégique » qu'on pourrait appeler un transfert de bataille.

Trop avisé pour s'emprisonner lui-même en son plan, le général n'avait point, le 25 août, arrêté d'une façon précise à la Seine la limite de la retraite : il pensa certainement livrer bataille sur la Somme, sur l'Aisne; peut-être l'eût-il livrée plus loin, sur la Seine, et non sur la Marne. Mais à quoi il était résolu, c'était à ne la livrer que lorsque seraient réalisées toutes les conditions nécessaires à la victoire parce que, conscient qu'il jouait le sort de son pays, il avait décidé de ne pas être vaincu. Pour que, à tous les instans, il pût être prêt à saisir l'occasion, il ne perdit pas une minute de vue ses bataillons sur un front immense, qui allait un instant de l'Artois à l'Alsace. Les uns reculèrent méthodiquement, rompant tout en ferraillant et maintenant l'adversaire, les autres furent enlevés à telle armée, transportés à telle autre où ils arrivèrent à l'heure dite.

J'ai vu les ordres. Leur recueil établira que, pas un instant, le haut commandement français ne cessa de jouer serré, les yeux dans les yeux de l'adversaire. J'ai cité quelques-uns de ces ordres, qui montrent que ce qui se fit s'était trouvé prévu; et si ce qui était prévu put se faire, c'est que, du 25 août au 10 septembre, l'armée resta dans une main qui, même dans les pires momens, ne trembla pas, parce que la tête restait « froide. »

La bataille fut d'abord gagnée par elle. Elle le fut ensuite par l'esprit d'initiative des lieutenans. J'ai souvent admiré comment, en 1806, contrairement à la légende, Napoléon avait su d'Iéna, puis de Berlin, au lendemain d'une grande bataille, diriger ses maréchaux, lancés à la poursuite, sans jamais les gêner : Lannes, Murat, Soult, Bernadotte, Ney, reçurent ses directions, mais ces directions ne furent jamais étroites; transformant la défaite subie par l'armée prussienne à Iéna et à Auerstædt en une immense victoire remportée des monts saxons à la Baltique, ils agirent suivant les ressources de leur génie militaire dans un large cercle tracé par l'Empereur. Ainsi Joffre laissa-t-il agir

Galliéni, Maunoury, French, Espérey, Foch, Langle de Cary, Sarrail, Castelnau et Dubail.

Je n'aurai pas l'impertinence de leur décerner des prix. Ce que chacun a fait, le lecteur l'a vu : comment Maunoury, après avoir porté le premier coup, et par là attiré sur lui le gros des forces de Klück, sut les y maintenir, — détraquant le plan allemand et déconcertant toutes les prévisions; comment French, après avoir tenu bon le premier jour, sut exploiter, peut-être un peu lentement, l'heureux effet du prodigieux effort de Maunoury pendant trois jours de combat; comment Franchet d'Espérey, faisant passer dans ses troupes l'ardeur de sa nature, les jeta sur Montmirail où l'appelait l'ombre de l'Empereur et, menaçant l'armée allemande déjà ébranlée, en précipita la retraite; comment Foch, sur les mêmes champs célèbres, opposa à un effort violent de l'ennemi un front ferme que nul incident ne troubla et ce sang-froid souriant qui tout à la fois rassure et réchauffe ; comment Langle de Cary et Sarrail, maintenant à bras tendus les princes allemands de Vitry à Verdun, couvrirent sans défaillances et sauvèrent la pierre angulaire sur laquelle reposait la bataille.

Ce qui fut très beau, c'est que, agissant chacun pour le mieux dans son secteur de bataille, tous s'aidèrent : je cite le fait, parce que, hélas ! il ne fut pas toujours celui des plus grands soldats dans le passé. « Les commandans d'armée, avait télégraphié Joffre le 1er septembre, devront constamment se communiquer leurs intentions et leurs mouvemens. » Ils firent beaucoup mieux : ces soldats pratiquèrent avec une rare intelligence la solidarité, parce que, unis déjà par la doctrine, ils communièrent, par surcroît, dans l'amour désintéressé de leur pays. Ainsi se remportent les victoires.

Pour les juger en masse, je me rallierai à l'opinion du bon soldat étranger qui les vit combattre : « Vos généraux, s'écriait sir John French, ah ! ce sont de sacrés soldats ! — *damned good soldiers !* » Ce jugement sommaire contient cependant tout.

Et puis, sur ces « sacrés soldats » il y avait d'autres « sacrés soldats, »

> ... les petits, les obscurs, les sans grades,
> Nous qui marchions fourbus, blessés, crottés, malades,

comme a dit le poète des soldats de la grande époque. Napo-

léon « gagnait les batailles avec les jambes de ses soldats. » Que dire de la bataille qui se livra de la Belgique à la Champagne? Le maréchal anglais écrivait : « Depuis le dimanche 23 août, c'est-à-dire depuis Mons jusqu'à la Seine et depuis la Seine jusqu'à l'Aisne, l'armée que je commande a été sans cesse engagée sans un seul jour de halte ou de repos... » Il en était ainsi des cinq sixièmes de l'armée de Joffre. Les petits-fils des soldats de la Grande Armée gagnèrent, eux aussi, « avec leurs jambes, » la bataille, par des marches que les grognards eux-mêmes ne connurent pas. « Les souliers collaient aux pieds à cause du sang, me disait un homme, nous n'avions plus de peau sous la plante des pieds. » Sous un soleil torride, par les routes brûlantes, dans une poussière assoiffante, ils marchèrent. En réalité, les cœurs faisaient marcher les jambes; c'est que, suivant l'heureuse expression de Pierre Lasserre, « les corps avaient battu en retraite, mais non pas les cœurs. » Certes, ils montraient, pendant la retraite, des fronts sombres et une face lasse : c'est que le Français n'aime point reculer, même « stratégiquement. » On ne leur demandait pas d'être joyeux : ils savaient que de leur effort surhumain dépendait le salut ou la ruine de la patrie. Seulement, lorsque recrus de fatigue, le front noir de poudre, les yeux aveuglés par la craie de Champagne, les pieds en sang, suant, râlant, « crevés, » me disait l'un d'eux, ils connurent l'ordre de Joffre qui leur promettait l'offensive, les visages, de Paris à Verdun, s'illuminèrent de joie : — l'offensive, vraie joie du Français, au bout de laquelle chacun voit une belle charge à la baïonnette et les obus balayant la plaine! Ils se battirent les muscles déjà brisés, et jamais armée ne montra plus de muscle parce que le cœur y était, plein de foi et d'espérance.

Que Klück ait eu tort d'ignorer Maunoury ou de le méconnaître, cela est certain, et qu'on relève, un jour, à l'actif de tel ou tel général allemand, telle ou telle faute par quoi la bataille, déjà compromise, fut perdue, cela est possible. Mais il faut croire que l'Allemagne, puisqu'elle ne tint pas rigueur à ses généraux, s'est elle-même rendu compte que leurs soldats et eux avaient eu tout simplement affaire à plus forts qu'eux, chefs avisés et soldats valeureux. Je sais bien que l'Allemagne — et je ne m'arrêterai pas au plaisir facile de reproduire ici les savoureux communiqués par quoi elle essaya de couvrir une

éclatante défaite — essaya quelque temps de nier puérilement ou audacieusement la réalité même d'une bataille. Mais, si on l'en eût cru, c'eût été pour elle pire honte. Car l' « incomparable armée, » — partie en guerre avec quels projets étalés et quels cris de jactance ! — eût alors tout entière reculé devant un froncement de sourcils du général français. Les Allemands reculèrent, à la vérité, à temps pour éviter un plus grand désastre, un désastre sans précédent dans l'Histoire, puisqu'un million d'Allemands y fussent restés. Mais, après avoir perdu plus d'hommes qu'ils ne nous en prirent à Sedan, ils ne peuvent avoir, aux yeux des plus indulgens, qu'un mérite : celui d'avoir été des *vaincus prudens* devant des vainqueurs fatigués.

Il est difficile d'écrire un chiffre de pertes : on a dit 135000 à 150000 hommes. Je ne prendrai pas le chiffre à mon compte : historien, j'attends l'aveu qui ne se produira que longtemps après la guerre finie. Mais d'un tableau malheureusement fragmentaire que j'ai sous les yeux, dressé, non point d'après les dires des prisonniers portés à exagérer, mais d'après les carnets de notes et papiers saisis, on voit que tel régiment (le 15e) a perdu 1 786 hommes, que tel autre, 3e de la Garde, a été si éprouvé qu'une de ses compagnies est (d'après le carnet du feldwebel Docht) réduite à 70 hommes et une autre (d'après le carnet du sous-officier Brehm) réduite à 80, que le capitaine de la 1re compagnie du 1er grenadiers ne rassembla que 85 hommes, et cent autres chiffres aussi édifians. Arriverait-on au chiffre de 150 000, le dépasserait-on ? C'est, dans tous les cas, une armée déjà saignée à blanc que les généraux de Guillaume II ramenèrent sur l'Aisne et une armée beaucoup plus démoralisée — les témoignages commencent à se produire — qu'on ne l'avait d'abord cru.

Et il fallait qu'elle le fût pour qu'à tant de présomption presque féroce, succédât cette hâte fébrile de se mettre à l'abri, en laissant là tous les grands desseins. Ils avaient marché en criant : « *Nach Paris!* » et tenu Verdun pour « pris » — à ce point que les prisonniers que je vis interroger en octobre, devant Verdun même, nous soutenaient que la ville était à eux. Ils avaient préparé des cartes postales datées de Verdun comme de Paris. Et tandis que beaucoup eussent crié piteusement, comme ce soldat que vit passer un témoin : « Plus Paris ! » ils lâchaient Verdun comme Paris. Était-ce là la suite d'une demi-défaite, —

à plus forte raison d'un simple « repli » de tout temps voulu et arrêté ? Ils lâchaient plus. Reculant de 60, 70, 80 kilomètres en trois jours, ils abandonnaient les deux tiers de leur gage. Le 5 septembre au soir, l'Allemand occupe en totalité ou par lambeaux la valeur de dix à onze de nos départemens, où déjà ils s'installaient en maîtres ; le 13 septembre au soir, ils occupent à peine le tiers de ce territoire. Quelle armée a, sans avoir éprouvé le poids d'une lourde défaite, évacué si précipitamment les deux tiers de ce qu'elle a conquis ? Et qu'importe au surplus qu'ils nient? Les résultats étaient là : huit départemens français libérés du joug allemand.

LES CONSÉQUENCES HISTORIQUES

Mais ces résultats immédiats, si beaux soient-ils, combien ils paraissent secondaires, auprès des conséquences historiques de la Marne !

« *Agir avec rapidité, voilà le maître atout de l'Allemagne,* » avait dit M. de Jagow à sir Ed. Goschen. Jamais il ne faut perdre de vue cette parole que tout au surplus confirme. Devant la coalition qui la menaçait, mais que dans son orgueil elle ne redoutait point, l'ayant provoquée, l'Allemagne n'avait en effet qu'une ressource : la rapidité. Pour que la victoire fût certaine, il fallait qu'elle fût prompte. La Russie ne serait pas prête à résister avant deux mois : il fallait porter la quasi totalité des forces germaniques sur la France et l'écraser dans ces deux mois. La surprise qui résulterait du passage des troupes allemandes par la Belgique permettrait la réalisation du dessein. Il était si patent, que, cette fois, l'Allemagne n'a pas osé nier qu'il eût été le sien : on comptait être à Paris, et probablement maître de la France entre Somme et Loire, pour la fin de septembre. Il est fort clair que le rêve se réalisait si l'armée française avait été, entre le 5 et le 10, écrasée ou même disloquée, sur sa ligne de bataille. Sans doute aurait-il encore fallu prendre de revers les armées Castelnau et Dubail, lutter quelques mois encore peut-être contre les restes de la grande armée française plus ou moins reformée en arrière. Mais si la barrière constituée le 5 septembre, de l'Ourcq à l'Ornain, avait cédé, l'invasion passait, dont la puissance eût été décuplée par l'ivresse de la victoire. Alors l'Allemagne eût pu, — même

si la France se refusait à accepter sa loi, — reporter contre la Russie le gros de ses forces et la contraindre à la paix. Et la campagne eût été terminée en quelques mois, à la plus grande gloire de la plus grande Allemagne.

Mais du 7 au 10 septembre, les Allemands, au lieu de vaincre, furent vaincus; au lieu de passer, ils durent reculer. Bien plus, cette défaite, qui les stupéfiait, sembla soudain non seulement renverser leurs plans, mais briser leur confiance. Ces magnifiques opérations que le haut état-major se promettait comme un gigantesque *Kriegspiel*, il y renonça. Il inaugura la guerre de forteresse; mais on dira un jour comment et pourquoi, l'instituant, les Allemands nous servirent plus qu'ils ne se servirent. Plus qu'eux, ce magnifique effort de la Marne accompli, nous avions besoin de voir s'élever entre eux et nous ce mur derrière lequel nous pûmes nous préparer à de nouvelles luttes. Sans doute pouvions-nous déplorer, — et amèrement, — que ce mur se fût élevé sur notre territoire. Mais le fait n'en restait pas moins là. La défaite des Allemands sur la Marne avait en quelque sorte figé l'invasion.

Deux ans ont passé : l'Allemagne a pu, çà et là, obtenir des succès, remporter des victoires; et cependant jamais on ne revit un Allemand au delà de la ligne où, le lendemain de la Marne, ils étaient rejetés. Ces deux années de guerre même sont la justification de notre première victoire : si aucun des belligérans ne les avait prévues et d'avance admises, les Allemands les prévoyaient, les agréaient moins que personne. Ils ont mis une belle ténacité à essayer de se faire une situation favorable avec les morceaux de leur rêve. Mais le rêve avait bien été brisé dans les journées de septembre 1914.

Ainsi le sort de la grande guerre a été, en ces jours de la Marne, renversé, et avec le sort de la guerre, celui du monde.

Quel sort lui préparait la victoire de l'Allemagne? Je ne pense point instituer ici une polémique. Je m'en tiens aux aveux de l'ennemi, à ses déclarations d'avant la guerre, à ses déclarations depuis la guerre. Le peuple allemand ne comptait point seulement, sur le monde latin comme sur le monde slave, satisfaire ses haines et ses convoitises. Nous n'étions plus à la veille d'un de ces conflits d'où une nation sort augmentée et une autre diminuée. Nous étions en face d'une tentative, faite avec d'immenses chances de succès, pour établir sur l'Europe

et bientôt dans le monde non seulement l'hégémonie politique et économique d'un peuple, mais le règne d'une Race et — plus encore — d'une Culture. S'il fallait entendre l'Allemagne, ses savans comme ses ministres, ses professeurs, ses généraux, ses princes, ses prêtres, cette Culture était d'une si rare perfection que chacun se devait plier sous sa loi. L'épée des soudards devait faciliter aux cuistres le maniement de la férule. Et, vaincue, l'Europe devait accepter ce qui est pire que la tyrannie d'un homme, celle d'un pédant appuyé sur un gendarme.

L'événement en effet a montré ce qu'était cette fameuse Culture : beaucoup d'entre nous qui l'avaient vue de près — particulièrement en Alsace-Lorraine où elle se heurtait à la civilisation celto-latine — savaient quelle barbarie grossière se cachait sous ce couvert : de même que sous des dehors chrétiens et parfois prétistes, l'esprit du Walhalla était resté vivant, générateur d'atroce brutalité, de même l'esprit prussien avait partout réveillé la barbarie des antiques Germains. La science ni la religion n'avaient amené ces âmes à la justice, pas plus qu'à la bonté. Et lorsque, dès les premières semaines de guerre, on vit se renouveler — servis simplement par la science — les exploits des Huns d'Attila et des Vandales de Genséric, les victimes sanglantes, se levant des ruines pour protester, trouvèrent en face d'elles les savans, artistes, écrivains, professeurs et prêtres de la Culture pour leur imposer silence. L'épouvantable doctrine des destructions nécessaires fut professée dans les chaires d'Allemagne, — celles des universités, parfois celles des temples, — Et ainsi se sont démasqués, avant qu'ils aient pu nous imposer leur loi, les maîtres qui comptaient nous « civiliser. »

Le monde entier a ainsi appris à quel péril il avait échappé : sous couleur de Culture, l'oppression des civilisations les plus charmantes sous le lourd rouleau du germanisme, la personnalité humaine écrasée par la plus despotique des tyrannies, une tyrannie intellectuelle et spirituelle servie par la militaire. Je ne sais si les Barbares qui, au IVe siècle de notre ère, vinrent bouleverser la société gréco-latine étendue à tout l'Occident, si les tribus sarrasines et turques qui, au VIIe siècle, menacèrent l'Occident et au XVe siècle couvrirent l'Orient, ont apporté aux vaincus un pire joug. Si l'on admet que la bataille de la Marne a brisé l'invasion germanique et mis, au moins en Occident, une borne à la puissance qui, depuis cinquante ans,

se développait aux grands dépens de tous, il faut convenir que cette bataille d'arrêt doit être célébrée à l'égal de toutes celles dont, au début de cette étude, nous évoquions le souvenir. Il est intéressant de penser que les mêmes champs de Champagne auront vu deux fois l'Humanité briser la Barbarie. Car c'est sur les Champs Catalauniques, où jadis le premier Attila avait trouvé sa perte, que sont venues se faire déconfire — contre leur attente et celle de l'univers — les hordes d'un nouvel Attila.

***

Il nous suffirait, pour célébrer ces journées à l'égal des plus grandes, qu'elles aient marqué le réveil de la France.

Au moment où se livrait la bataille, je me trouvais enfermé dans le camp de Verdun quasi investi. Du fort, devenu depuis célèbre, de Douaumont, merveilleux observatoire d'où la vue porte de Monfaucon à Hattonchâtel, j'avais vu à notre gauche s'écouler de Spincourt à Consenvoye, de Consenvoye vers les pentes d'Argonne, une partie de l'armée Sarrail. Puis, frémissans tout à la fois d'angoisse et d'espoir, nous avions passé des journées à prêter l'oreille au canon qui, s'éloignant, nous apprenait seul que la retraite continuait. Et puis, nos côtes de Meuse étant tout de même bien loin des champs de la Marne, un grand silence pesa sur nous jusqu'à l'heure où Troyon et Génicourt furent bombardés et où le cercle parut se refermer sur nous.

Ce qui domine mes souvenirs, c'est la conscience d'avoir gardé, dans notre fortune, une foi sans réserves et sans défaillances. Je serais aujourd'hui tenté de m'en étonner, encore que l'événement l'ait pleinement justifiée. Elle n'était pas la foi du charbonnier et aucun mysticisme ne la soutenait. Elle se nourrissait au contraire de l'histoire du passé et on peut même dire qu'elle en jaillissait. Évoquant les souvenirs de tant de précédens, de ces réveils français qui avaient déconcerté nos ennemis et fait crier au miracle les gens mal avertis, je me tenais pour assuré que le Français, resté au fond le même, allait derechef étonner le monde par un de ces prodigieux rétablissemens dont, depuis plus de dix siècles, il est, si j'ose dire, coutumier. Lorsque, le 13 septembre, dans l'obscure casemate où nous travaillions, sevrés de toutes nouvelles depuis sept jours, mais pleinement confians en nos destinées, nous entendîmes les téléphonistes, nos voisins, répéter, d'une voix quasi extasiée, les mots

qui, tombés de la Tour Eiffel, apprenaient au monde la grande victoire, nous fûmes certes joyeux, à nous embrasser tous, mais plus d'un dit : « Parbleu! cela devait bien arriver. » Derrière de remarquables chefs le peuple français avait fait — si l'on veut — un miracle, mais, on peut dire, son miracle ordinaire, celui qui commença à Tolbiac sous les enseignes de Clovis, se continua à Bouvines sous l'oriflamme de Philippe-Auguste, à Orléans sous la bannière de Jeanne, à Denain sous le drapeau fleurdelisé, à Valmy sous les couleurs de la Nation et se renouvelait à la Marne.

Nous avons vu les causes immédiates de l'événement, mais il est des causes, si j'ose dire, séculaires de cette défaite, et celles-là, nous n'avons besoin des documens d'aucun des deux états-majors pour les discerner. Elles résident dans la vertu française, la foi française, la force française. L'Allemand aveuglé par l'Histoire qu'il fabrique à son usage, et pris ainsi à son propre mensonge, a été en grande partie vaincu pour nous avoir méconnus. Jamais la France n'est si près d'être très grande qu'à l'heure où elle paraît très bas. Il faut que nos ennemis se résignent aujourd'hui à le constater. Mais rien n'était plus facile que de le faire avant septembre 1914. Il suffisait d'ouvrir à cinq ou six pages nos Histoires de France.

A la veille de Bouvines, où, pour la première fois, la France, en train de se reconstituer, affronte un Empereur allemand fort de la trahison de certains féodaux et de l'alliance anglaise, tout semblait compromis. La Nation se cherchait. C'est devant l'invasion que, soudain, les élémens de cette Nation se trouvèrent et se soudèrent, puisqu'on vit pour la première fois les milices des communes se joindre aux gens d'armes du roi et aux chevaliers bannerets — tandis que les moines eux-mêmes prenaient le heaume et la masse contre l'Allemand. La France entière se groupe : Philippe en a conçu une extrême confiance. « Enfans de la Gaule! » crie-t-il à ces soldats venus de tous les points du royaume, et pris d'une pieuse émotion il étend les mains et bénit les soldats. Ceux-ci braveraient un monde. Cependant l'empereur Othon dit à ses troupes : « Philippe est vaincu d'avance. » Le roi pris, on partagerait le royaume, et la France aurait vécu. Lui aussi, l'Empereur croit en fuite le roi qui le veut attirer sur le plateau de Bouvines; en vain, Renaud de Boulogne dit : « *C'est une erreur de les croire en fuite, il y*

aurait imprudence à les combattre en pays découvert ; vous les trouverez prêts et bien rangés en bataille... » C'est peut-être ce qui a été dit à Klück par un conseiller éclairé. Et quand, à marches forcées « comme des chasseurs courant après le gibier, » — « comme s'ils courussent pour proie rescorre, » les Allemands rejoignent les Français, Othon s'arrête, étonné. « Que me disait-on que le roi était en fuite? qu'il n'oserait soutenir notre passage? Voici que j'aperçois son armée rangée dans un ordre parfait, toute disposée à en venir aux mains. » Et le soir du 17 juillet 1214, dans ces champs de Picardie, l'armée impériale étant déconfite, on venait jeter aux pieds de Philippe, proclamé Auguste, l'aigle d'or arraché du char de combat — colossal — de l'Empereur en fuite. Et de celui-ci le Capétien riant disait ce que nos soldats eussent pu ricaner le soir de la Marne : « Nous ne verrons plus sa figure d'aujourd'hui. »

Avons-nous jamais été plus bas cependant qu'en 1429, quand le roi d'Angleterre, installé à Paris, tout était, en France, discordes, troubles, querelles civiles, défaites militaires, que le roi Valois pourchassé n'était plus que le « roi de Bourges? » Mais si quelques grands s'égorgent et trahissent, il reste, des châteaux aux chaumières, un peuple de France. C'est des entrailles de ce peuple que jaillit Jeanne : le 8 mai, devant Orléans devenu le bastion de la France, la jeune fille lorraine livre bataille et arrête l'étranger. Le roi restauré et sacré, l'armée restituée en sa foi, la Nation rappelée à l'union, le territoire sera en quelques années libéré. Pourquoi, même après la mort de Jeanne, l'œuvre s'est-elle continuée, sinon parce que cette enfant avait incarné dans une heure terrible le génie de la Nation qui ne voulait pas mourir?

Et si, ne nous arrêtant point à tant d'autres réveils, nous fixons la carte de nos Marches de l'Est, j'y vois s'inscrire, après Tolbiac et Bouvines, Denain et Valmy.

Denain ! La fin malheureuse d'un grand règne, les conquêtes faites des Flandres à l'Alsace menacées, la France éreintée et qui semble incapable d'un grand effort. Les Impériaux menacent Paris, car Landrecies va être enlevée, « seule place, écrit-on, qui reste pour couvrir les provinces et la capitale de la France ! » Le vieux roi a appelé le maréchal de Villars, lui a confié sa dernière armée. On lui a conseillé de quitter sa capitale, d'aller à Blois : « Monsieur le Maréchal, si un malheur arrive,

écrivez-moi : je ramasserai dans Paris ce que je pourrai trouver d'hommes ; j'irai à Péronne ou à Saint-Quentin *périr avec vous ou sauver l'État.* » Quand un roi de France parle ainsi, c'est que l'État est bien bas — mais qu'en même temps la vertu de la race reste bien haut. Le prince Eugène, commandant les forces germaniques, a pris le Quesnoy, restant relié au camp de Denain par des lignes que les Allemands appellent déjà « *le Chemin de Paris,* » toujours cette belle outrecuidance, déconfite le 24 juillet 1712, par la courte bataille de Denain qui conjure le sort et rappelle la victoire sous nos drapeaux.

Et n'est-ce point plus grand miracle encore, que Valmy? Une nation en anarchie qui vient de détruire l'ordre ancien et n'a pu établir l'ordre nouveau, une armée qui a honteusement fui au printemps de 1792 devant des Autrichiens, l'Europe conjurée contre nous, une armée prussienne qui a pris Longwy, pris Verdun, forcé l'Argonne, pénétré en Champagne, qui menace Paris où le gouvernement délibère de fuir. Danton envoie à Dumouriez — dans un style de forcené Jacobin — les mêmes instructions que Louis XIV à Villars. Il faut sauver l'État : l'État sera sauvé. Car il suffit que l'« armée de savetiers » dont ricanaient les officiers prussiens et autrichiens, présentât à « l'armée du grand Frédéric » un front résolu, pour que le Prussien abandonnât l'Argonne après la Champagne, Verdun après l'Argonne, Longwy après Verdun — en attendant l'heure proche où nos soldats allaient cantonner à Bruxelles, à Liége, à Mayence et à Francfort.

Miracle! a-t-on dit à chacune de ces victoires inattendues. Miracle, soit : c'est beaucoup que l'esprit souffle, mais il faut qu'il trouve de grandes vertus à ranimer. Ces grandes vertus n'étaient point éteintes. Elles ne l'étaient point à la veille de Bouvines, point à la veille d'Orléans, point à la veille de Denain, point à la veille de Valmy.

Elles ne l'étaient point à la veille de la Marne, et par là tout s'éclaire. Nous paraissions bien bas; l'étranger nous tenait pour perdus : la France avait oublié ses vertus guerrières; peuple frivole, « corrompu, pourri, » renchérissaient nos ennemis, peuple affaibli par ses querelles, démoralisé par le plaisir, mal préparé à une grande guerre, livré d'avance par l'indiscipline et à qui l'on pouvait, comme les hommes de l'empereur Othon le faisaient la veille de Bouvines, préparer « cordes et courroies. »

Car en face de ce peuple aveuli marchait l' « incomparable » armée allemande forte de ses vertus autant que de ses armes. Et tout fortifie dans son erreur l'étranger — et avant tout l'Allemand. Celui-ci s'engage avec une confiance déjà triomphante, la figure allumée par la convoitise près de se satisfaire, par la haine déjà satisfaite, puisque de toute part le Français battu recule. Alors le généralissime lève le bras : le signal est donné de la bataille : « Se faire tuer plutôt que de reculer ! » Un frisson sacré court de la banlieue de Paris aux cols des Vosges. Le 6, on attaque. Le 13, l'armée allemande, repoussée après deux combats, a abandonné les deux tiers du territoire, et sa défaite définitive n'est plus qu'affaire de temps.

Tolbiac, Poitiers, Bouvines, Orléans, Denain, Valmy, champs de la Marne, partout le même miracle s'est produit. Mais un miracle qui tous les deux siècles sauve le pays, qu'est-il, sinon la vertu de la race ? La vertu de la race, elle fut, à l'heure où tout allait périr, la force principale de nos armées : elle apparut dans les chefs au clair regard, et dans les soldats remis debout par l'ordre de combat : elle domina les combinaisons et fortifia les bras. Ainsi avait-elle agi à tous les âges. Elle fut la cause capitale de la grande déconfiture allemande aux plaines de la Marne, comme de toutes les défaites subies à tous les âges par les ennemis du pays. Mais parce que cette vertu française, comme à ces heures critiques, apparut soudain magnifiée par l'extrême péril et, après l'épreuve, auréolée de gloire, la bataille de la Marne restera, quels que soient nos succès présens et futurs, une des heures les plus solennelles de l'histoire de France — peut-être la plus solennelle, puisque, avec la nation, elle a sans doute du plus dur joug sauvé l'Humanité.

LOUIS MADELIN.

TU N'ES PLUS RIEN

PREMIÈRE PARTIE

Elle sortit de son évanouissement comme d'un rêve, et d'un cauchemar. On se félicite d'abord que ce soit fini; le sentiment d'une certaine sécurité vous cause un relatif bien-être, et alors on se laisse, par la mémoire, plonger presque complaisamment dans l'imaginaire terreur. Dormait-elle? Ou bien était-ce le simple ressouvenir qui déroulait devant ses yeux des images déjà datées de quelques années, auxquelles elle n'avait jamais songé, et qui soudain s'offraient avec des contours nets et une couleur exaspérante? Elle entendait des chuchotemens, comme un murmure de voix dans la pièce voisine de sa chambre, et, cependant, à ceci qui lui semblait inusité et en désaccord avec l'heure, — quelle heure? l'heure qu'on sent, non pas l'heure qu'on sait, — elle n'accordait aucune importance. Une compression s'exerçait sur sa pensée et l'obligeait à se reporter vers des jours anciens. Un pas, feutré, sur le tapis, une main même qui lui toucha le poignet, un doigt qui lui interrogea le pouls juste le temps que met le médecin à ausculter un fiévreux, ne la troublèrent pas plus que le chant rauque de la marchande des quatre saisons dans la rue. Elle ne dit pas : « Mais, je suis malade!... On s'inquiète de moi!... Et je suis alitée, en plein jour, moi jeune et si saine, et qui n'ai jamais été malade!... » Non, tout cela était secondaire; une obsession la possédait; elle se remémorait, avec une espèce de voracité, une certaine saison écoulée, des points du temps presque lointains, des circonstances périmées, mais précises.

Quelle force invincible reportait toute sa puissance de songerie au mois de septembre d'une des précédentes années, l'avant-dernière, lui semblait-il? Elle revoyait, malgré elle, les vacances interrompues par les manœuvres d'automne en Touraine, la veille du départ de Jean, la dernière belle journée passée dans leur pavillon champêtre de la Celle-Saint-Cloud, avec la vue sur le jardin en pente et la trouée dans les feuillages, dévoilant les coteaux vaporeux... Quels soupirs! quels regrets! quelles discussions avec les plus chers amis convoqués pour cet après-midi d'adieu! Pourquoi Jean était-il officier de réserve? A quoi rimait, tous les deux ans, cette période d'exercices d'un garçon qui n'avait de militaire ni la tradition, ni l'éducation, ni la foi?

Le vieux père avait tenu à ce que Jean fût officier, lui qui, d'ailleurs, n'avait pas bougé de sa petite ville en 70, mais qui gardait de son temps des idées indéracinables. Quant à Jean, cela lui était indifférent. Il était dans les affaires, bien lancé pour gagner beaucoup d'argent, pour pouvoir offrir à sa jeune femme le luxe considéré, dans leur milieu, non comme un superflu mais comme l'indispensable : il ne concevait pas qu'un autre souci pût préoccuper sérieusement un esprit. Sans entrer dans les mille et une considérations de quelques-uns de ses amis, plus cultivés, qui raisonnaient, lui, il trouvait que l'uniforme de sous-lieutenant d'infanterie lui allait bien, et que, lorsqu'il l'endossait, c'était une occasion pour lui de se dégourdir les jambes; les fatigues physiques un peu violentes, il reconnaissait qu'elles ne lui faisaient pas de mal; il eût jugé volontiers les grandes manœuvres un jeu suranné; il en souriait même; il se plaisait à se remémorer les bévues commises par tel ou tel général; mais qu'est-ce donc qui l'empêchait toujours de plaisanter la chose elle-même? Être officier de réserve, c'était peut-être une des innombrables bizarreries de la vie sociale, mais c'était ce qu'on appelle une convenance; dans un certain monde cela se faisait. D'ailleurs il laissait là-dessus dire et pérorer ses amis, esprits forts; il ne leur opposait pas un argument; il souriait; et il demeurait sous-lieutenant de réserve, accomplissant, quand il était convoqué, sa période d'instruction.

Sa jeune femme l'avait accompagné, cette fois-là, jusqu'à Tours, pour être quelques heures de plus avec lui et pour avoir plus tôt ses dépêches les jours suivans. Que le temps lui parais-

sait long, toute seule à l'hôtel de l'Univers, dans une jolie chambre pourtant! Elle s'amusait à piquer la curiosité des Tourangeaux sur les boulevards ou trottoirs de la rue Nationale, avec son petit trotteur de la dernière coupe, son canotier bien assis sur ses beaux cheveux blonds, très Parisienne en vacances, et le charme incontestable qu'elle avait en toutes ses façons. Dans la salle de restaurant, à l'hôtel, qui, de tous ces messieurs, n'intriguait-elle pas? Elle s'amusait à voir ceux qui étaient en famille inventer des prétextes pour changer de place, à leur petite table, ceux-ci afin de lui faire vis-à-vis, ceux-là afin que leur grand fils ne le fît pas. Et on la reluquait! Puis arrivait un télégramme du sous-lieutenant : « Sois demain, chérie, à Port-de-Piles; » ou bien : « Ligueil, tel jour, pour déjeuner; » ou bien : « A Loches, hôtel de France, après la dislocation. » Et elle courait à ces rendez-vous, en auto de louage ou par le train. Et c'étaient parfois de longues attentes dans les auberges ou au bord des routes poussiéreuses.

Des conversations d'hôtel lui revenaient à la mémoire, car les plus minces détails semblaient s'accumuler comme pour la refouler vers ces heures d'autrefois, par elle peut-être méconnues. Tout le monde parlait des manœuvres. On disputaillait sur les noms des commandans de corps, sur les communes occupées. La présence du Président de la République fixait l'attention de chacun sur les opérations. Il y avait des bonshommes qui ne consentaient pas à s'entretenir d'autre chose que de 70; quelques-uns, plus jeunes, rappelaient l'état de l'armée reconstituée à l'époque de la mort de Gambetta, par exemple, ou lors de l'affaire Schnæbelé, et puis après, sans oser rien dire, leur regard se perdait dans le vague et leurs traits s'affaissaient, comme il arrive lorsque le médecin, qu'on croit infaillible, vous conseille le renoncement à la vie. Alors, un politicien de l'endroit, rubicond, l'œil injecté, à la fin du repas, bousculait tout à coup ces souvenirs, ces regrets et ces semblans d'émotion belliqueuse. La guerre, selon lui, était un fléau des anciens âges... La France, nation de progrès, consentait encore, pour ménager les transitions nécessaires, à en faire le simulacre, mais c'était une puérilité protocolaire, une dernière courbette au passé, une lâcheté aussi vis-à-vis des réactionnaires... La guerre était destructrice, les sociétés modernes ne s'appliquaient qu'à la production; croire à la guerre, c'était donc

prendre l'humanité à rebrousse-poil. D'ailleurs, pour tout esprit tant soit peu averti, les moyens scientifiques de destruction étaient tels que la lutte fratricide était rendue évidemment impossible, im-pos-si-ble. Il fallait être benêt pour ne pas s'apercevoir qu'en un clin d'œil tout serait pulvérisé. Les manœuvres!... Ah! on le faisait bien rire avec les manœuvres, même « bénies » par le Président de la République : — pourquoi pas assisté par l'archevêque, pendant qu'on y était? — les manœuvres, telles qu'elles étaient, ne ressemblaient pas plus à la guerre telle qu'elle pourrait être, qu'un jouet de bazar à un mortier allemand! La guerre, si elle éclatait, ne durerait seulement pas le temps de vos manœuvres; le premier des deux qui serait en avance d'une demi-journée réduirait l'autre à merci. — « Eh! dites donc, interrompait quelqu'un, il ne serait alors peut-être pas mauvais de maintenir ou d'obtenir cette avance? » — « Impossible et inutile! Comptez votre population, considérez vos aspirations, pensez aussi aux finances!... Les finances : pas un pays de grand armement qui puisse soutenir la guerre six semaines, ni d'ailleurs qui puisse soutenir la préparation à la guerre encore pendant trois ans... Consultez les milieux financiers, qui mènent le monde, entendez-vous, qui mènent le monde, les Empereurs, les Rois comme les peuples, ne nous le dissimulons pas. La guerre est impossible, im-pos-si-ble. Nous assistons, avec vos manœuvres, aux derniers gestes d'un âge suranné, ni plus ni moins. Tournez vos yeux vers l'avenir, messieurs, et toute cette horde chamarrée et tonitruante vous apparaîtra comme grotesque. » — « Mais l'Allemagne? Le parti militaire?... Les pangermanistes? » — « L'Allemagne est un peuple pacifique, industriel et commerçant, qui se sert de ses canons comme moyen de réclame... Ce que nous n'avons pas suffisamment, le savez-vous? C'est le sens des affaires... des af-fai-res, parfaitement. Et ce sens, l'Allemand le possède au suprême degré. Il sait la vignette qui porte sur le public mondial, à la quatrième page des journaux, voire à la première, et cette vignette c'est le canon. Il l'emploie!... Le parti militaire? Une goutte d'eau dans une baignoire. Les pangermanistes? Des hommes-affiches à la solde de l'industrie nationale... D'abord l'Empereur, comme l'affirme quiconque l'a vu de près, est un secret ami de la France... et j'ajouterai : le plus républicain de nous tous... Croyez-moi, messieurs, allez à vos

affaires!... L'humanité est en marche, on ne saurait trop le redire, vers un avenir de liberté, d'égalité, de fraternité... Ah! il faut tenir compte de la concurrence économique : c'est la loi de la vie!... » — « Mais, précisément!... »

Une réminiscence, accentuée sans doute par l'état de fièvre, apportait à la jeune femme, avec une précision d'une minutie extraordinaire, jusqu'à la moindre de ces paroles entendues à sa petite table solitaire. Il est vrai qu'elle s'était amusée à les répéter au sous-lieutenant, son mari; et elle se souvenait exactement à quel moment : quand il pataugeait en se savonnant dans son bain, au retour des manœuvres. Il en avait même ri de tout son cœur, car, lorsque Jean revenait des manœuvres, il était un autre homme que lorsqu'il s'y rendait. Quelques jours seulement de présence au corps, au milieu de ses camarades militaires, ou le transformaient, ou, plus exactement, le restituaient à son état normal, en tout cas le faisaient triompher de la paresse qu'il avait d'ordinaire à donner la réplique à ses amis les beaux parleurs de Paris. Il était alors tout muni, tout gonflé d'argumens; il eût voulu tenir entre ses doigts le cou du politiquard; il lui en eût servi sur l'utilité, sur la nécessité de la force armée! Et il écrasait son éponge en caoutchouc en croyant faire rendre tripes et boyaux à l'imbécile.

Odette n'attachait, elle, aucune importance à toutes ces idées; que ce fussent les unes ou les autres, pour elle, c'était comme un jeu, une sorte de bridge entre hommes, la plupart du temps fort ennuyeux pour les femmes, quelquefois pittoresque, surtout en province, quand on regrette son mari absent, à la petite table d'hôtel, quand on le voit s'agiter dans l'eau savonneuse en croyant tordre le cou à quelque conseiller municipal.

D'une façon générale, elle abhorrait les sujets réputés sérieux, peut-être même, à l'ordinaire, en détournait-elle un peu son mari.

Ce jour-là, au sortir de la baignoire, il s'était tellement échauffé en parlant de l'armée, qu'il lui avait inspiré pour la première fois une sorte de peur. Elle l'avait enserré dans ses bras, pendant qu'il s'enveloppait dans son peignoir de bain, en lui disant :

— Tais-toi, Jean!... Oh! songes-tu, si jamais tu étais tué à la guerre!... quelle catastrophe!... Non, mais ce serait fou!... J'aime mieux imaginer le déluge!...

Et, parce qu'il avait ri, elle avait aussitôt pensé à autre chose.

Sans vouloir d'ailleurs jamais approfondir beaucoup cet ordre de questions et malgré la chaleur du discours de Jean dans la baignoire, elle conservait une grande crédulité optimiste, non pas quant à la guerre qui, d'une façon générale, ne l'intéressait pas, mais quant à son Jean, qui, seul, l'intéressait et qu'elle ne croyait pas, en sa qualité d'officier « de réserve, » tenu de participer à la guerre. C'était une idée innocente, puérile, mais qu'elle s'était fichée dans la cervelle pour sa plus grande commodité, et que, pour rien au monde, elle n'eût voulu considérer ou vérifier, de peur que le résultat ne fût défavorable. C'est la même paresse d'esprit voluptueuse qui la retenait, par exemple, de se demander le sens de ces mots entendus de la bouche de son mari : « Me voilà affecté désormais aux troupes de couverture... Nous n'irons plus en Touraine... »

Eh bien! on n'irait plus en Touraine, on irait ailleurs.

Et sa rêverie de demi-somnolence la reportait au commencement des vacances de 1914. Il faisait si beau! Jean avait eu la veine d'obtenir congé à sa maison, dès le 15 juillet; on était parti pour Surville; on avait loué sur la mer une chambre charmante à l'hôtel de Normandie; le monde affluait; le Casino était déjà bondé; le jeu ronflait; le petit théâtre en toile de Jouy exhibait des vedettes parisiennes; une rangée d'autos empestait la terrasse où l'on allait boire l'après-midi, aux sons de l'orchestre des tziganes, en se faisant rôtir au soleil; d'élégans jeunes gens arboraient des costumes khaki, avec des chapeaux à grands bords. On commençait, le soir, dans le hall, à danser le tango.

La grande agitation des villes d'eaux, faite d'une quantité d'actions nulles, ou d'une ennuyeuse traînasserie de bars en bars, de casinos en casinos, de goûters en goûters, commençait.

— Ah! çà, viendras-tu? voyons, Jean! Es-tu assez assommant avec ta lecture des dépêches! On dirait que tu attends quelque chose... Qu'est-ce que ça te fiche, cette affaire Caillaux?...

Chaque soir, en pénétrant dans le grand hall du Casino par la galerie donnant sur la mer, pour aller au théâtre, ou au music-hall, ou simplement s'asseoir, en prenant son café ou sa camomille, on voyait une agglomération de messieurs en smoking devant le cadre, à droite de la porte, qui contenait les dépêches de Paris et les dernières clôtures de la Bourse. Odette s'entendait encore prononçant les paroles de reproche adressées à son mari qui revenait toujours de là avec une figure singu-

lière : « comme on sort de chez la chiromancienne ou la somnambule, » disait Odette.

— Eh bien! Caillaux? demandait-elle.

Jean citait quelques-unes des dépositions sensationnelles affichées. Il ajouta un soir :

— Il y a un ultimatum à la Serbie...

— Et après?...

On n'en reparla plus. Mais Jean se leva deux fois pour aviser des personnes qu'il connaissait. Il discutait un moment dans le couloir, puis revenait auprès de sa femme. Pendant une semaine le même manège, tantôt plus fébrile, tantôt moins agité, se renouvela. Il fallut entrer dans des explications. Alors Odette elle-même s'agita; elle accompagnait son mari aux dépêches; même elle y courait seule, dans le jour. Mais le nombre des lecteurs des dépêches augmentait; il fallait parfois attendre cinq minutes; et les silences ou les quelques mots échappés du groupe compact l'impressionnaient... Elle courait relire les mêmes dépêches sur la plage, au kiosque du *Figaro*. Des menaces de guerre... de guerre européenne... La guerre?... Non, ça, ce n'était pas possible... C'est une idée qui n'entrait que très difficilement et très lentement dans les cerveaux. Les dépêches se succédaient, deux fois par jour, tantôt rassurantes, tantôt pessimistes; mais lorsqu'elles étaient pessimistes, elles l'étaient d'une façon croissante.

Odette finit par demander à son mari :

— Mais enfin, s'il y avait la guerre, est-ce que ça t'atteindrait, toi, personnellement?

— Attends un peu, ma chérie; la guerre n'est pas déclarée...

— Mais enfin, mais enfin, si elle l'était?...

— Eh bien, si elle l'était; je suis officier de réserve.

— Mais, la réserve, c'est pour quand il n'y a plus d'active?...

Il l'avait embrassée en riant. D'ailleurs un des plus grands banquiers de Paris venait de déclarer près de lui que « tout était arrangé. »

Mais le lendemain le bruit courait au Casino que les nouvelles étaient si mauvaises qu'on ne les avait pas affichées. Jean alla aux renseignemens. Le bruit était exact. Alors, il dit à sa femme :

— Il faut prendre ses précautions. Je vais partir pour Paris ce soir. Je mettrai ordre à mes affaires, je verrai quelques personnes bien informées et je tâcherai d'être de retour demain soir...

Elle réentendait toutes les paroles; elle revoyait les moindres gestes, et cette nuit qu'elle avait passée seule, sans dormir, et la chauve-souris qui était entrée dans sa chambre et l'avait épouvantée, et les figures, le lendemain, au restaurant, au Casino, à la plage, partout, et les départs : l'hôtel presque vide dès le soir où elle attendait son mari, où il ne revint pas!...

Il n'était pas revenu parce qu'il avait trouvé à Paris un ordre de rejoindre immédiatement « pour accomplir une période d'instruction. » Il lui avait télégraphié : « Ne bouge pas : tout ira bien, t'écrirai. » Une période d'instruction, si soudainement décidée, qu'est-ce que c'était que cela? Était-ce la guerre? Elle interrogea autour d'elle. Les uns étaient effrayés de ce qu'elle annonçait; les autres disaient : « Une période d'instruction, rien de plus ordinaire. » « En somme, faisait un autre, on mobilise déjà. » Un monsieur lui dit :

—Mais non, madame, la mobilisation ne peut être que générale. Il peut se faire que certains officiers soient appelés individuellement, mais c'est par mesure de prudence, étant donné que la situation, évidemment, est tendue...

— Mais pourquoi lui appelé et pas d'autres?... Il n'est qu'officier de réserve!

— Cela vient du lieu de son dépôt, sans doute. Connaissez-vous le lieu de son dépôt?

— Je sais qu'il appartenait autrefois au 9e corps, mais je crois qu'il est passé à Nancy...

— Troupes de couverture, ah! ah!

— C'est cela précisément, monsieur; il a été affecté aux troupes de couverture...

— Ha! très bien. Ho! bien.

Elle trouva une autre femme dans son cas ou à peu près. Mais le mari de celle-ci, appelé aussi individuellement, était capitaine de l'active, lui, et en garnison à Pont-à-Mousson...

« Celui-là, se dit Odette, son compte est bon. »

Et la comparaison lui étant un peu avantageuse, son moral en fut remonté. Jean n'était que sous-lieutenant, n'appartenait qu'à la réserve... Elle fut attristée par la compassion que lui inspirait l'autre femme, d'un tout autre caractère qu'elle, cependant, fortement préparée à la guerre et prête à sacrifier tout : « Je regrette, disait celle-ci, que mes garçons ne soient pas grands; cela ferait des défenseurs de plus au pays... »

Odette était aussi mal adaptée que possible à un pareil langage. Tout la surprenait. Elle ne comprenait rien.

Une dame arriva de Paris; c'était la femme d'un député. Elle dit à tout le monde :

— Je peux bien vous le confier ; — c'est une confidence : — la mobilisation sera affichée demain.

Il faisait un temps extraordinairement beau. Les enfans s'amusaient sur la plage, comme d'ordinaire; quelques-uns commençaient déjà à jouer au soldat, sans perdre une once de leur gaieté. La mer, sous un ciel absolument pur, était d'un calme absolu. On voyait Le Havre étendu au soleil comme un grand lévrier haletant de chaleur, et de beaux bateaux de transport, au loin, et de petites voiles innocentes. Jamais la terre n'avait paru tant désirer la paix et le bonheur de vivre. On avait beau être alarmé, on ne croyait pas au malheur, au malheur qui dépasse tous les malheurs.

Le lendemain, samedi 1er août, hébétée par les conversations entendues, mais sans renseignemens particuliers, Odette allait jeter à la poste une lettre adressée à son mari, à Paris, puisqu'elle ne savait où le prendre. C'était vers quatre heures. Elle vit devant la mairie un rassemblement qui se formait, et le tambour de ville qui arrivait de la place. Ce tambour était un grand garçon pâle, la peau comme desséchée sur les pommettes; il avait un sérieux qu'un tambour n'a pas pour annoncer qu'il a été perdu une petite chienne gris-fer à poils longs. La foule l'entoura avec une sorte d'avidité frénétique. Il fit son roulement, prit dans sa poche un papier qu'il déplia et lut à haute voix, sans que sa figure parcheminée exprimât rien : « La mobilisation générale est déclarée. Le premier jour de la mobilisation est pour le dimanche 2 août. Aucun homme ne devra partir avant d'avoir consulté l'affiche qui sera apposée incessamment. » Un ban. La foule, composée principalement d'hommes jeunes, d'un seul mouvement, poussa le cri de : « Vive la France! » Un seul jeune homme cria : « Vive la guerre! » Et le tambour blême s'éloigna pour recommencer son avertissement, vers un autre carrefour.

Cela avait l'air d'une chose toute simple, tout unie, presque ordinaire, au croisement de ces rues de petite ville; et c'était un cri d'alarme effroyable qui retentissait à tous les points du globe terrestre. Un seul cri, noble, sévère; pas de gestes, pas

de paroles; et tous ces hommes, qui levaient leur chapeau pour prononcer le mot « France, » mot sacré, venaient de faire le sacrifice de leur vie.

Presque aussitôt, toutes les cloches se mirent à sonner le tocsin, comme si la ville brûlait. Cependant rien ne brûlait; tout paraissait tranquille; et tout de même, à cet instant, l'Europe entière s'embrasait, et le cataclysme, que l'imagination avait peine à concevoir allait atteindre des proportions que l'histoire des hommes n'a jamais enregistrées.

Odette connut une émotion entièrement nouvelle : elle suffoqua et pleura. Elle ne voyait pas la boîte aux lettres, au travers de ses larmes. Et tout autour d'elle, aux portes, dans les rues, à l'hôtel, sur la plage, les femmes pleuraient.

Odette monta chez elle. Elle dit à sa femme de chambre :

— Et vous, Julienne?

— Moi, le mien rejoint le deuxième jour... Je voulais demander à Madame de prendre le train pour Paris ce soir, — demain il n'y aura plus de place pour les civils, — comme ça, je pourrais encore l'embrasser.

— Allez, Julienne!

Elle s'assit à la fenêtre donnant sur le parterre, les tennis désertés, la mer. Elle était seule; elle n'avait rien à faire qu'à songer, à attendre. Tout était calme; il semblait qu'il n'y eût plus personne nulle part. La fumée de trois grands transatlantiques, en rade du Havre, montait tout droit dans l'air immobile. Quelques nuages de beau temps, à l'horizon, moutonnaient et rosissaient. Deux barques de pêche, toutes voiles dehors, flânaient comme sur un lac. En temps ordinaire, on aurait dit : « Quel beau coucher de soleil nous allons avoir! »

Odette pensa : « Les hommes qui sont dans ces barques, à l'heure actuelle, ne savent pas!... » Et aussitôt joua dans sa cervelle une sorte de déclic. Un petit soubresaut, et l'on était transporté en un temps pareil à celui qui régnait encore sur les barques où l'on « ne savait pas, » où il n'y avait rien d'extraordinaire, où la vie, souriante, chantait. Clac! et tout était changé, mais changé comme rien n'a changé jamais; on ne croyait plus habiter la même planète, on n'avait aucune idée de ce qu'on allait voir, de ce qui allait se passer. Elle essaya d'imaginer, mais elle était tellement peu accoutumée à penser en ce ton qu'elle n'imagina rien..., rien. Et ce néant, plus que

tout le reste, l'épouvanta. Elle demeura là, assise, jusqu'à l'heure du dîner, en face d'une espèce de gouffre béant, au fond insondable, où elle sentait la présence de millions de spectres invisibles dont le grouillement incertain produisait une impression d'horreur, d'attrait, de vertige. Un seul intermède à sa rêverie : une voix d'homme entendue sur le balcon contigu à celui de sa chambre, et qui dit tout à coup :

— Il est bien absurde de penser que la nature puisse se mêler à nos événemens ; mais, par curiosité, regardez-moi ce ciel de couchant...

Cela s'adressait à quelqu'un placé à l'intérieur, qui s'approcha sans doute de la fenêtre ; et l'on entendit une exclamation de femme, un cri désolé, étranglé dans la gorge.

Odette regardait, elle aussi. Elle n'était pas superstitieuse, ni surtout inclinée vers les interprétations attristantes. Elle avait toujours été heureuse ; sa vie n'avait été, pour ainsi dire, qu'une fête. Étant seule dans sa chambre, elle ne dit rien, mais toute sa chair se hérissa. Il se peut que de pareils phénomènes se produisent parfois et que nous ne leur accordions aucune attention ; mais ce jour-là, à trois personnes occupant des chambres d'hôtel voisines, à d'autres aussi d'ailleurs, qui en parlèrent le soir au dîner, le coucher du soleil apparut tout à fait insolite et propre à donner raison à toutes les vieilles croyances de bonnes femmes touchant les relations de la terre avec la voûte céleste. Tout l'horizon, au-dessus de la mer tranquille, n'était qu'un brasier, une fournaise ardente sur laquelle s'étiraient quelques longs nuages d'un rouge livide. Quelques minutes après, l'immense feu atténua sa violence, s'éteignit presque, comme un incendie violent à qui l'aliment commence à faire défaut. Puis le disque du soleil laissa voir son contour ; et il était littéralement pareil à une énorme ampoule de sang, à une ampoule tellement gorgée que, par quelque fissure, le liquide, s'échappant, répandait à droite et à gauche un marais, un lac, une mer de sang lourd et épais. Et l'ampoule elle-même fut noyée dans ce déluge sanglant, de plus en plus sombre et visqueux. Non, en vérité, aucune complaisance de l'imagination : une réalité qui devançait l'imagination la plus surexcitée. Jamais ciel d'encre, ciel de cyclone ne fut d'aspect aussi lugubre que ce couchant d'une magnifique journée d'été.

Cette horrible apothéose joua à l'âme d'Odette le rôle d'un

décor qui s'abaisse sur un acte nouveau. Dès le lever du rideau, on est fixé : c'est le tragique qui commence.

Alors, sa mémoire lui faisait parcourir d'un bond les trois premiers mois de la guerre. On passe dans l'atmosphère brûlante; c'est dur; mais on y est passé : on s'y fait. L'Alsace : une bouffée d'espérance; la Belgique : admiration et douleur; les Alliances : pronostics certains sur le « résultat final; » l'invasion : le désespoir étroitement mêlé à l'espoir de miracle; la Marne, à quoi l'on n'ose pas croire; l'ennemi — et quel ennemi! — refoulé et accroché; la chute d'Anvers..., les batailles de l'Aisne...

Odette recevait des nouvelles assez fréquentes de Jean. Il supportait très bien les fatigues, et tout son moral était modifié; elle trouvait son mari ce qu'il était au retour des manœuvres et avec on ne savait quoi en plus. Il se montrait enthousiaste, heureux. Odette alla même jusqu'à penser : « Comme il se passe aisément de moi!... » Elle était revenue à Paris afin d'avoir de ses nouvelles plus promptement. Mais il ne semblait pas, lui, conserver aucune notion du temps. Il avait tant de choses à faire! Cité à l'ordre de l'armée, il annonçait cela laconiquement; mais au ton général de la lettre, on sentait que, pour la première fois, c'était un homme qui avait conscience de vivre.

Et déjà Odette s'accoutumait à l'état de guerre; déjà son anxiété touchant le sort de son mari s'atténuait; déjà elle prenait confiance; il était passé à travers tant et de si graves dangers! Elle croyait un peu à une immunité possible. Pourquoi pas? Combien d'hommes ont traversé les champs de bataille durant toute une longue vie et sont morts dans leur lit, environnés de leur famille!

Un matin, une de ses amies, Simone de Prans, sonnait à une heure inusitée, et, bien qu'on lui dît que Madame n'était pas réveillée encore, demandait « à voir Madame. »

Odette entendait distinctement, de son lit, sa femme de chambre répondre à Mme de Prans : « Mais, Madame n'est seulement pas réveillée! » et Mme de Prans insistant d'une façon insolite, elle avait crié elle-même de son lit : « Entre donc, Simone, entre donc!... » Pas le moindre soupçon alarmant de cette visite matinale; mais dès l'entrée de Simone, elle remarquait que son sourire était inusité.

— Oh! je me trouble pour un rien, tu sais; figure-toi que

Pierrot vient d'arriver du front, en mission ; il m'apprend que ton mari est blessé...

— Blessé ?... Gravement ?... Où ça ?...

— Près de Roye... Oh ! pas très gravement, sans doute. Ne te tourmente pas !...

— Blessé où ? blessé où ? Je ne te demande pas si c'est près de Roye. Est-ce à la cuisse ? à la tête ? au poumon ?... En quel état est-il ?...

— Je ne sais pas... Je n'ai pas eu tant de détails... Mais j'ai voulu t'avertir tout de suite et ne te rien cacher...

— Comment ! ne me rien cacher ?... Pourquoi me cacher que mon mari est blessé ?... Il est impossible que Pierrot t'ait dit que Jean était blessé sans te parler de sa blessure ?... Est-ce qu'il l'a vu ?...

— Oui... C'est-à-dire... Tu sais, dans ces affaires-là, quand ça chauffe... on voit un camarade par terre ; quelqu'un vous dit : « Le lieutenant Jacquelin a une balle dans la cuisse ; » on est obligé d'aller en avant...

— Comment ! il l'a vu par terre sans plus se tourmenter ?

— Mais, je te dis, ma pauvre enfant : on est obligé d'aller en avant, on a ses hommes à commander, on est dans le feu de la bataille...

— Enfin, quoi alors ? une balle dans la cuisse, c'est ce qu'on lui a dit ? Il n'en sait pas plus long ?... A-t-il été ramassé, le malheureux ?... ou piétiné, écrasé par les chevaux ?...

— Il n'y a pas de chevaux, Odette.

— Ah ! est-ce que je sais, moi ? Tu vois bien que tu es renseignée sur tout... mieux que moi... Tu me caches quelque chose, je le sens.

— Je te cache quoi, Odette ?

— Mon mari a la jambe coupée, je le parie ; tu ne veux pas me le dire !...

— Ah ! oh ! mon Dieu !...

— Tu vois !... Et tu pleures, à présent. Il a la cuisse emportée par un boulet !... Il marchera sur un pilon, comme un invalide !... Ah ! mon pauvre Jean, si beau ! et qui avait une si fière tournure !... Mais pourquoi pleures-tu tant que cela ? Je ne pleure pas, moi ; regarde ! J'apprends une chose atroce, un malheur effroyable... Tu sais que j'adore mon mari ; eh bien ! tu es témoin que je tiens...

— Odette, ma petite Odette, tu me fais trop mal. Tu ne t'imagines pas ce que tu me fais... Écoute, tu es courageuse; ton mari n'a pas la cuisse emportée...

— Alors, il a quoi ?... il a quoi ?... Il est en danger ?... Qui est-ce qui le soigne ?... On va me le rapporter ici ?

— Non.

— Ah ! c'est pire que tout.

— Pas pire que tout, Odette.

— Il est mort !... Ha !...

Odette n'entendit pas le « oui » que prononçait son amie Simone. Elle perdit aussitôt connaissance et ne reprit conscience qu'après avoir parcouru dans le demi-sommeil qui suivit sa syncope tous les épisodes ayant trait à la préparation de la guerre et qui aboutissaient à ce trait final, intolérable pour une femme uniquement amoureuse.

Et elle sortit de cette espèce de léthargie qui la maintenait depuis lors somnolente et continuant à penser, presque lourdement assoupie, mais sans perdre la notion que des gens chuchotaient dans la pièce voisine en surveillant son sommeil. Elle se réveilla, eut soudain la certitude que l'instant présent et celui où Simone de Prans avait pénétré dans sa chambre n'étaient pas séparés par plusieurs heures. Elle poussa alors un grand cri désespéré, et les gens, de la pièce voisine, accoururent.

Il y avait là son médecin, en uniforme de major. Si on l'avait rencontré, c'était bien miracle; il se trouvait juste, par hasard, chez lui, au téléphone, au moment de l'appel de Julienne. Comme il ne pouvait rester, il donnait ses instructions à Simone de Prans, à Germaine Le Gault, à Rose Misson, ces deux dernières prévenues par Simone, habillées et accourues en toute hâte. On sonnait fréquemment à la porte d'entrée. Le malheur d'Odette se répandait dans Paris comme un incendie sous le vent. On n'était pas accoutumé encore aux grandes tueries d'hommes; la mort surprenait; ceux qu'elle frappait semblaient désignés du doigt par une puissance ténébreuse. Il y avait eu, certes, de nombreuses victimes déjà; en Alsace, pendant la retraite, et à la Marne; mais parmi le groupe des familiers d'Odette, le hasard faisait que le lieutenant Jacquelin fût le premier tombé.

Odette, reprenant ses sens, se trouva devant ses amis et amies dans la situation d'une exceptionnelle victime, et à la

douleur immense et profonde qu'elle éprouvait s'ajouta l'émoi d'être marquée par le sort fatal.

Cependant ces femmes, en l'enveloppant de compassion, avaient dans les yeux, dans la voix, autre chose que ce qu'inspire d'ordinaire le deuil. Comme on essaie d'émettre quelques paroles consolatrices, toutes, sans exception, parlaient de la fierté, de l'honneur qui rejaillissaient sur Odette. Odette ne comprenait pas encore ces mots-là; elle les recevait comme faisant partie d'une phraséologie de condoléances adoptée en temps de guerre; et elle pensait, au milieu de son chagrin, que ces femmes qui jamais n'avaient songé à l'honneur des armes, pour qui la Patrie était un mot vide, qu'on évitait de prononcer de peur de paraître emphatique, ou qui glissait sur les lèvres accompagné d'un léger sourire, avaient bien rapidement appris la convention d'un langage nouveau.

Elle ne voyait, quant à elle, qu'une chose, c'est que Jean n'existait plus. Son Jean, son amour, plus que sa vie! Elle le revoyait avec une effrayante netteté, et elle avait simultanément la certitude qu'il n'était plus qu'un fantôme de son imagination, que jamais plus ses bras de chair n'enserreraient son corps à elle; que sa bouche ne baiserait plus jamais sa bouche... Les larmes inondaient son visage. Les paroles des amies ne faisaient qu'exaspérer son désespoir; et il arrivait de nouvelles amies sans cesse. Odette eut une crise de nerfs. Le docteur était parti; les deux plus raisonnables des personnes présentes prirent sur elles de faire évacuer la chambre et condamner la porte. On téléphona au concierge; Simone de Prans et Rose Misson restèrent près d'Odette; encore la première dut-elle s'en aller rapidement retrouver son mari, en mission pour vingt-quatre heures, qui, du ministère de la Guerre, devait revenir chez lui déjeuner. Rose Misson était une petite femme douce, dont le mari, de quelque quinze ans plus âgé qu'elle, et libre de toute obligation militaire, s'était engagé dès le début de la campagne comme chauffeur, en fournissant gratuitement à l'État sa soixante chevaux.

La plupart des femmes de l'entourage d'Odette étaient sans principes, nullement préparées à la guerre, à son total sacrifice; on pourrait dire qu'elles étaient toutes naturelles, si l'on n'était jamais que le produit inconsciemment façonné par son milieu, par l'air qu'on respire. Rose n'allait donc pas, pour

consoler son amie, lui tenir un langage héroïque, philosophique ou religieux, mais lui infuser, doucement et comme malgré soi, son sentiment qui pouvait se traduire ainsi, en quelques mots : « Ma chère, ta douleur est immense, ta vie de femme est brisée; mais *tout le monde* trouve que ton sort est beau; tu vas grandir au milieu de nous toutes; dès aujourd'hui, la vénération universelle t'environne; ton nom est prononcé avec un respect pieux; tu changes d'aspect à nos yeux; ta présence introduit même chez nous un sens que nous ne nous connaissions pas; la mémoire de ton mari, son nom glorieux, toi, c'est comme quelque chose d'auguste qui pénètre dans une société où cette qualité-là était totalement ignorée. »

— Comme tu me regardes! dit Odette à Rose dans le courant de l'après-midi.

Rose sourit simplement et se leva :

— Tu sommeillais, dit-elle, ne veux-tu pas que j'ouvre les persiennes? Il fait une chaleur étouffante...

— Quelle heure est-il donc?...

— Cinq heures.

Pour la première fois depuis le commencement de la guerre, Odette ne demanda pas qu'on allât lui chercher le journal du soir. La lecture du communiqué, les nouvelles! comme cela lui était indifférent! Quant à elle, elle n'avait plus rien à apprendre. Son mari était mort; pour elle, la guerre était finie. La guerre, ç'avait été l'anxiété de son sort à lui. Lui disparu, qu'importait le reste? Et le néant, monstre qui l'avait saisie à la gorge, le matin, lui apparut plus glacial et terrifiant encore. Rien! plus rien! La guerre avait été un malheur inouï, mais alors on s'était intéressé à la guerre comme à un drame d'un intérêt sans précédent. Le drame pouvait se jouer désormais; elle n'y assisterait plus; elle n'y était venue que pour un acteur qui, ayant joué son rôle, était parti.

Odette dormait, et rêvait en parlant tout haut. Une espèce de délire : elle insistait pour accompagner son mari en lui disant : « *Si j'avais su*, je ne t'aurais pas quitté d'une semelle... » Il lui répondait sans doute : « Mais tu ne vois pas que le commandant vient d'être atteint à la tête?... » Elle répétait : « La tête du commandant? Oh! s'ils te touchaient, toi, que je sois là! que je sois là!... Qui est-ce qui te soignera ta pauvre tête? » Et elle se réveillait en sursaut :

— Il est mort, Rose!... Ah! Rose, toi, tu as de la chance!...

— Mais mon mari a plus de quarante-neuf ans, Odette, soupira la pauvre Rose.

— Ah! j'aurais préféré que le mien en eût soixante!

Simone de Prans revint dans l'après-midi. Elle dit que les cartes affluaient chez le concierge qui avait toutes les peines du monde à empêcher qu'on montât.

Odette demanda pourquoi Pierrot, le mari de Simone, qui avait apporté la nouvelle et qui avait vu, lui, n'était pas monté.

— Mais, ma chère petite, il t'aurait fait du mal. Sache seulement qu'il l'a vu et qu'il témoigne de son héroïsme. Ton mari, Odette, est tombé en héros, il a eu la plus belle mort!...

— Il n'y a pas de belle mort, Simone.

— Si.

— Tu en parles à ton aise!..,

— Naturellement, j'aime mieux voir mon Pierre vivant que mort de la plus belle mort. Mais toutes les femmes ne pensent pas comme moi.

— Celles qui n'aiment pas leur mari...

— Non, Odette. Tu ne te rends pas compte que tout est changé.

— Jusqu'au fond du cœur?...

— Jusqu'au fond du cœur. Beaucoup d'entre nous passeront pour inhumaines et cruelles, mais toutes les choses apparaissent d'un autre point de vue.

— On a beau tirer le canon, l'amour reste l'amour.

— Pierrot, qui n'est pas un esprit dans le genre de Bossuet, comme tu sais, m'a dit lui-même : « Ma chère, il y a un grand vent qui passe, et la surface de la terre est toute bouleversée... »

— Il n'est si grand vent qu'il renverse l'amour... Dis-moi; Pierre l'a vu, lui. Eh bien?

— Tu veux tout savoir?... Il s'agissait de déboucher du village de R... Le lieutenant Jacquelin était à la tête de sa compagnie, abrité par des pans de murs, prêt à bondir. L'ordre est venu de sortir. Il a crié : « Tout le monde dehors! en avant, mes amis!... » Toute la compagnie est sortie et a été fauchée, sauf sept hommes. Pierrot, lui, venait immédiatement après, en seconde ligne... C'est comme cela qu'il l'a vu.

— Mais, mon chéri était-il seulement blessé ou bien mort?

— En plein front.

— Ah!...

Et Odette s'évanouit de nouveau. Les deux femmes coururent. Le reste de la journée ne fut qu'une lamentation, un gémissement inarticulé et continu. Et les jours suivans ne valurent pas mieux. Le médecin craignit d'abord une méningite, ensuite des tentatives de suicide... Ce médecin, d'ordinaire dépourvu de principes, avait-il été touché, comme tant d'autres, par le « grand vent? » Il disait à la fidèle Rose Misson :

— Que les gens sont faibles quand ils ne sont gouvernés que par les sentimens naturels!

Cependant Rose, toute naturelle, demeurait d'un dévouement complet vis-à-vis d'Odette. Et peu de cas exigent plus d'abnégation que la détresse morale. Il est plus aisé de soigner un blessé grave qu'une femme éperdue de douleur et à qui il n'y a rien à faire, rien à dire. Les deux premiers jours du chagrin d'Odette furent insignifians par rapport aux suivans. Sa prostration était complète; Odette ne se faisait entendre que pour gémir; elle avait des sommeils inquiétans, des insomnies indéfinies, des cauchemars lorsqu'elle dormait, des hallucinations quand elle était réveillée, des crises de nerfs, puis de grands épanchemens dans un débordement de larmes.

Simone de Prans, dont le mari était reparti, venait seconder ou relayer la pauvre Rose qui commençait à s'épuiser. Des amies d'Odette, la plupart avaient couru aux hôpitaux pour y demander une place d'infirmière. Il en vint à qui l'on n'osait pas refuser l'entrée près de la malade, à cause du costume qu'elles portaient. Elles furent d'abord redoutables pour Odette, parce qu'elles racontaient des horreurs. Le personnel des ambulances se complaisait encore à l'emploi des termes techniques, nouveaux, et que l'on s'efforçait de retenir comme font les jeunes élèves en classe, et à la description détaillée, imagée, des plaies, des opérations, des convulsions tétaniques.

Odette murmurait : « Tous vos malheureux, ils vivent, après tout; lui, il est mort. » Que répondre à cela? La citation à l'ordre de l'armée, la gloire? Odette ne comprenait rien encore à ces mots. Elle remarquait bien qu'on avait pour elle une sorte d'égards inaccoutumés, touchant presque à la vénération. Elle recevait des monceaux de lettres d'une éloquence qui l'effarait sans l'émouvoir. Elle en jugeait tous les termes trop forts, et elle n'osait pas dire qu'ils portaient à faux; ils avaient

trait à la France, à l'honneur; c'est à peine s'ils faisaient allusion à la douleur atroce qu'elle éprouvait, elle.

Elle commença à se lever, à aller et à venir dans son appartement. Ce fut pis encore. Tout endroit, tout objet lui rappelait son Jean. Il s'asseyait sur cette chaise, il aimait à toucher ce bibelot. Sa photographie, dans le salon, lui arracha un cri. Là il était dans un costume de tennis, si gracieux, si svelte, si beau; là, en veston d'intérieur : ce veston de velours qu'elle avait tant de fois entouré de ses bras; là il s'était fait photographier en officier, au retour des manœuvres... Elle fronçait le sourcil; elle en voulait à cette tenue qui l'avait conduit à la mort. Elle parcourait les pièces, cherchant à aspirer la trace d'un parfum qu'il y aurait laissé. Elle s'affaissait sur le divan, où il y avait jadis place pour lui... Et elle tressautait quand l'ombre de Julienne formait une tache environnée d'un halo derrière le rideau fixe de la porte vitrée... Jadis, quand il entrait, une grande tache ainsi s'épaississait derrière la soie jaune, et, tout à coup, sa haute taille surmontait le rideau, et son bon sourire apparaissait à travers la vitre... Elle attendait aussi le bruit d'une clé dans la serrure de la porte d'entrée. Personne n'entrait plus par là au moyen d'une clé...

Comme elle ouvrait, dans un tiroir, la boîte des « Upmann » qu'il aimait fumer, et tandis qu'elle allait, au parfum des cigares, se griser d'une nostalgie martyrisante, on sonna. C'était un télégraphiste apportant un « petit bleu. » Elle le déchira machinalement, toute nouvelle lui étant indifférente. Il était de Mlle de Blauve, une enfant de douze ans qui annonçait que son père, le commandant de Blauve, était mort au champ d'honneur, le 30 septembre, aux environs d'A...; sa mère était infirmière à Reims, sous les obus; les enfans restaient seuls à la maison avec une gouvernante.

Pour la première fois depuis son malheur, Odette pensa à autrui.

Elle ferma la boite de cigares et songea à cet hôtel de l'avenue d'Iéna, qu'elle connaissait bien; à ces trois fillettes, désormais orphelines, et dont l'aînée s'acquittait avec sang-froid de ses devoirs de politesse. Mme de Blauve était dans Reims bombardé, M. de Blauve était tué, comme Jean.

« Il faut y aller, » dit-elle.

Elle se fit habiller. Sa robe de deuil lui avait été apportée

l'avant-veille, elle ne l'avait seulement pas essayée ; c'était la première fois de sa vie qu'elle s'habillait sans coquetterie. Elle prit une voiture et arriva avenue d'Iéna. Elle croyait trouver la consternation dans une famille écrasée par le sort, et, durant le trajet, elle se faisait une réflexion qui l'étonnait : c'était que, pour la première fois encore, aller voir des gens désolés ne lui déplaisait pas complètement; dans son for intérieur, cela lui faisait moins de mal de voir les petites de Blauve endeuillées, malheureuses, que ses amies consolatrices, prodigues de belles et de bonnes paroles, mais non pas éprouvées personnellement. Ce n'est pas la vue du bonheur qui nous console de nos peines, mais bien la rencontre d'une douleur égale à la nôtre.

Les petites de Blauve n'étaient pas encore en noir.

L'aînée pleura quand Odette l'embrassa en pleurant, elle, à chaudes larmes, — car Odette pensait à son malheur, que celui de la famille de Blauve lui rappelait trop crûment, — mais la fillette n'était pas du tout prostrée, et, comme ses deux sœurs, elle avait même quelque chose de brillant dans le regard.

— Qu'est-ce qu'il y a donc? mes chères enfans, demanda Odette.

Alors, les deux plus jeunes dirent que leur frère venait d'arriver de Jersey, qu'il était là-haut en train de se laver, qu'il avait reçu de sa mère l'autorisation de quitter son collège et de venir s'engager.

— S'engager! dit Odette; mais quel âge a-t-il donc, le pauvre petit?

— Il n'est pas loin de ses dix-sept ans, fit l'aînée; papa est mort, il faut le remplacer...

— Et qu'est-ce qu'il dit de cela, le grand frère?

— Oh! il est heureux, très heureux! Il avait demandé à s'engager dès la déclaration de guerre, mais papa ne voulait pas; il disait : « Tu partiras avec ta classe, quand le temps sera venu, ça ne tardera pas... »

On vit descendre le grand frère. C'était un joli garçon, délicat, étonnamment ressemblant au portrait de sa mère, jeune, qui trônait au-dessus du grand canapé. Il passa comme une bombe et dit :

— Je file au bureau de recrutement...

Odette savait M. de Blauve adoré de tous les siens. A la gouvernante, une vieille personne de confiance, elle demanda :

— Et sait-on comment cela est arrivé?

— Par un obus qui a tué dix-sept hommes autour de lui.

Cela était dit devant les enfans, sans crainte.

Aucune des petites ne sourcilla, tandis qu'Odette frémissait dans toute sa chair. Elle demanda des nouvelles de la maman.

— Maman écrit que les marmites, c'est une véritable pluie; qu'elle en a le tympan cassé. C'est ce bruit continuel qui la gêne le plus dans son travail. « On saute, par momens, comme à la corde, » dit-elle... Elle a aussi des Boches dans son service, vous savez...

Et ce fut tout. Odette regarda le portrait du mort, en face de celui de l'infirmière de la Croix-Rouge, qui sautait, en ce moment, à Reims, au bruit des marmites, et venait d'envoyer son tout jeune fils au feu, pour rejeter au moins un de Blauve dans la fournaise où venait d'être consumé le père. M. de Blauve ne s'était pas fait peindre en costume militaire; il ne montrait que son visage d'honnête homme doux et bon. Ce devait être tout tranquillement, sans prononcer un seul grand mot, qu'il avait préparé toute sa famille à l'éventualité de la guerre, et, jusqu'au dernier de ses enfans, chacun était aussi prêt à mourir qu'à aller à la promenade ou à la messe.

Odette sortit, décontenancée. On ne lui avait même pas parlé de son Jean, mort, lui aussi, héroïquement, de son Jean bien-aimé. Mais qu'avait-on dit de l'autre héros, le commandant de Blauve, pour la mort de qui elle était venue? Les hommes disparaissaient; ils étaient remplacés; il restait d'eux un souvenir qu'on appelait désormais « l'honneur » et qui ne comportait pas d'attendrissement. C'était bien ce que certaines de ses amies lui avaient dit. Elles semblaient savoir cela par avance; Odette, non. Elle songeait, en rentrant chez elle, à ce coucher de soleil sanglant sur la mer, qu'elle avait contemplé à Surville le 1er août, et durant lequel elle avait eu l'impression qu'elle entrait dans un monde nouveau.

Dans son antichambre, elle trouva trois lettres : l'une d'une amie de province, retardataire, qui venait seulement d'apprendre la mort du lieutenant Jacquelin, et puisait le motif de consolation dans « l'honneur dont elle la voyait toute parée. » Les autres étaient d'inconnues lui annonçant que deux cousines à elle, habitant l'une Versailles, l'autre Bourg-la-Reine, venaient de perdre leur mari à l'ennemi.

Odette tomba sur un divan, sa malheureuse cervelle toute confuse : des tués, des tués! il y en avait donc partout? Et elle éprouvait une sorte de sombre rancœur contre tous ces sorts funestes qui venaient, avec un acharnement impitoyable, troubler sa douleur, son incomparable douleur intime. Elle revoyait ces trois hommes dont la perte lui était apprise aujourd'hui même, en une seule demi-journée : le commandant de Blauve, un homme magnifique, un homme sans tache, « un type de Plutarque, » ainsi qu'on l'appelait, en ajoutant invariablement que « des caractères comme cela, on n'en faisait plus; » Jacques Graveur, celui de Versailles, un bon camarade de Jean, un qui, lui, « ne s'en faisait pas » et ne passait pas pour très sérieux : il avait, paraissait-il, sauvé toute sa compagnie par son sang-froid et en se sacrifiant lui-même; Louis Marcellin, celui de Bourg-la-Reine, avait rapporté sur ses épaules son capitaine blessé, sur deux cents mètres de terrain mitraillé, jusqu'à quatre pas de sa tranchée, où une balle lui avait fracassé les reins; mais l'officier était sauvé... Il était, dans la vie, un gros garçon qui jouait aux courses et buvait des coktails dans les bars !... Des figures si diverses, unies tout à coup dans une même action à laquelle les uns étaient préparés de tout temps, les autres pas du tout! Oh! l'étrange, l'incompréhensible chose !

Elle dut écrire des lettres de condoléances, elle qui en avait tant reçu. Elle écrivait aux autres en pensant surtout à son Jean ; elle éprouvait une sorte d'enivrement à parler de douleur ; elle s'étendait trop ; il serait apparent pour les femmes auxquelles elle s'adressait qu'elle ne pensait qu'à elle-même. Mais chacune d'elles en eût fait autant, et lui pardonnerait.

Pendant toute une journée le souvenir de Jean se dégagea de la hantise des trois autres morts. Elle consulta une carte du Touring-Club dont ils se servaient tous les deux autrefois dans leurs randonnées en automobile. L'endroit où Jean était tombé n'était pas éloigné d'une route qu'ils avaient parcourue souvent. « J'ai peut-être vu, de mes yeux, à travers mes lunettes, l'endroit même où son corps repose... » Et des rêveries désespérées et sans fin. Comment n'avait-elle pas prévu la possibilité de l'événement, de la guerre, tout au moins? On en avait pourtant parlé devant elle, lors des alertes d'Agadir, de Casablanca, même de Tanger, alors qu'elle était encore jeune

fille! Il y avait donc des choses possibles, qui arriveraient peut-être demain, dont on lui avait parlé aujourd'hui et auxquelles son intelligence était hermétiquement fermée? La guerre, la guerre! il y avait des vieux qui en parlaient, parce qu'ils l'avaient vue. Et les jeunes les trouvaient « raseurs. » Les jeunes n'y croyaient pas. Elle essayait de s'excuser, puis elle se trouvait coupable. Pourquoi aussi jugeait-on stupides les gens qui parlaient des choses sérieuses, et pourquoi était-on porté à estimer celui qui se moquait de tout?... Puis, tout à coup, elle pensait au « linge de Monsieur, » à la « garde-robe de Monsieur, » à tous ces objets qui avaient été à *lui* et qui ne serviraient plus jamais, jamais... Vivrait-elle en les laissant à leur place ou les supprimerait-elle? ou en emplirait-elle toute une armoire de reliques?... Et puis encore : « Est-ce que je vais conserver un appartement comme celui-ci, pour moi toute seule?... » Elle n'avait plus de famille, qu'une vieille tante, paralysée, à Beaugency. Jean était orphelin de père et de mère; elle n'avait pas d'enfans... Ah! si elle avait eu un enfant!...

Quand on demeurait quelques jours sans apprendre de morts, toutes les femmes se rassuraient et espéraient. Quand un homme de leur connaissance avait été tué, toutes voyaient leur mari, leur père, leur frère, leur cousin, leur fils dans le même état; tous les hommes étaient pleurés d'avance à propos d'un seul d'entre eux qui succombait. Si l'on disait à ces femmes : « Mais il en tombe des milliers, des milliers par jour! » elles écarquillaient les yeux, incomplètement terrorisées, car elles n'étaient pas rompues encore à la terrible réalité. Il faut beaucoup de temps pour que certaines idées pénètrent dans les esprits. L'idée que la guerre n'allait pas être finie en quelques semaines, celui qui la soutenait passait pour un mauvais patriote ou mauvais plaisant.

Le lendemain, nouvelle catastrophe : Pierre de Prans, autrement dit Pierrot, celui qui avait apporté la nouvelle de la mort de Jean, était évacué sur le Val-de-Grâce dans un état désespéré. Encore, sans son ordonnance, un brave garçon, blessé lui aussi, était-il mort. Pierrot avait la poitrine trouée, un poumon découvert, un bras cassé. Sous un bombardement infernal, son ordonnance, avec un éclat d'obus dans la hanche, l'avait pansé en arrachant les pansemens de tous les morts qui les entouraient et en bourrant son énorme plaie, puis tous les deux

étaient restés six heures, la tête dans un caniveau puant, sous des branchages. A la nuit, parce qu'ils agitaient les pieds en entendant parler français, des brancardiers les avaient tirés de là, et les deux hommes vivaient. Mais les circonstances de la blessure produisirent un pire effet que la mort, d'autant plus que quelqu'un eut la légèreté de dire à Odette : « Mieux valait recevoir une balle en plein front, proprement, au moment où l'on ne s'y attend pas, que subir un si long et si cruel supplice... »

— Mieux vaut être vivant que mort, dit Odette. Pierrot, si grièvement blessé soit-il et quoi qu'il ait souffert, reste encore à sa femme : il aura toutes les distinctions honorifiques et ne repartira pas, tandis que le mien...

Mais les sanglots étouffèrent sa voix.

— On n'a pas voulu te froisser, ma petite chérie... Il est toujours absurde d'établir des comparaisons. Ton mari et Pierrot sont sublimes!...

Et on ne manqua pas d'ajouter en regardant la pauvre Rose Misson :

— Heureux ceux qui respirent encore au grand air par le temps qui court!...

Rose Misson ne s'émut pas. Avant la guerre, que de quolibets n'avait elle pas essuyés, parce qu'elle avait épousé un homme beaucoup plus âgé qu'elle! La plupart se moquaient, d'autres la plaignaient : « Un homme pas jeune, brrr!... » Aujourd'hui ç'aurait pu être sa revanche, mais elle n'y pensait pas. Et, en son âme et conscience elle était satisfaite d'avoir elle-même conseillé à son mari de ne pas rester inactif pendant la guerre, comme il en avait le droit, et de se mettre, lui et son automobile, au service de l'armée.

Odette, presque seule, n'était pas jalouse de Rose Misson, parce que, pour elle, toute femme qui n'avait pas eu la chance d'être celle de Jean ignorait le bonheur.

Aussi, malgré la détresse de ces réunions où l'on pleurait sans cesse quelque nouveau deuil et un deuil survenu dans de toujours plus affreuses circonstances, Odette voulait que tous ces malheurs ne fussent rien au prix de son malheur. Et elle les détestait, non comme des pertes d'une tristesse inouïe et terrifiante, non comme faisant partie d'une épreuve nationale sans précédent, mais comme des événemens intrus venant s'interposer entre elle et sa propre douleur. Elle ne se tenait

plus, et voulait être seule avec sa douleur : elle voulait désormais ignorer le reste. Une idée la posséda pendant plusieurs jours. Elle voulait voir l'endroit où Jean avait été enterré; oh! si elle avait pu voir aussi celui où il avait reçu la mort!... Elle mit en branle trois ou quatre personnes influentes de ses connaissances, fut suspendue sans cesse au téléphone. Ce qu'elle demandait était de toute impossibilité. On lui laissa entendre, du ministère, qu'il lui serait plus aisé d'aller à Berlin, en passant par la Suisse et en se procurant des papiers, que de parvenir jusqu'à la tombe de son mari, si proche. Alors il lui sembla qu'on lui eût pris son mari plus encore que par la mort, par une manière inédite et dont la cruauté était invraisemblable.

Elle connaissait un prêtre, libre, qui ne fuyait pas le monde et savait parler aux femmes en demeurant dans leur ton ordinaire. Rose Misson l'avait dépêché à Odette. Il lui dit :

— Je vais vous dire, mon enfant, la chose la plus dure et que vous trouverez la plus déplacée; mais justement à cause de cela vous la retiendrez; quant à sa justesse, vous la reconnaîtrez plus tard. C'est que vous ne resterez pas dans l'état où vous êtes... Ah! je m'y attendais, vous voilà prête à bondir : vous ne voulez pas regretter moins votre mari. Je ne dis pas que votre chagrin sera diminué; un attachement comme le vôtre laisse des traces indéfinies; mais je dis que vous serez pénétrée par la grandeur de certaines choses qui transposeront la nature de votre douleur...

— Oui, vous voulez dire que je serai fière! Mais, monsieur l'abbé, je ne suis pas une âme héroïque, moi. Je puis vous l'avouer au risque de vous scandaliser : je suis une amoureuse, rien qu'une amoureuse!...

— Bon! bon! très bien! je ne vous blâme pas, je ne me scandalise pas. Je vous dis, mon enfant : soyez ce que vous êtes; mais je vous annonce comme certain que vous serez autre que ce que vous êtes...

— C'est le bon Dieu qui va faire un miracle en ma faveur?... Où est-il le bon Dieu par ces temps de calamités et d'abominations qu'il ne devrait en vérité pas permettre?

— Dieu est au milieu de ces calamités et de ces horreurs, puisqu'il les fait servir à tirer des âmes quelque chose de meilleur que ce qu'elles semblaient contenir...

— Oh! monsieur l'abbé, vous êtes un saint homme; mais je

vous répète que moi, je suis une amoureuse : vous ne savez pas !...

L'abbé sourit mélancoliquement. Il n'y avait encore rien à tenter sur l'âme de Mme Jacquelin ; elle n'était pas mûre.

Odette devint nerveuse, impressionnable, au point de ne pouvoir supporter ni un visage ni une nouvelle. Elle condamna sa porte : à peine Rose ou Simone étaient-elles admises ; elle interdit à sa femme de chambre de lui parler de la guerre, de lui acheter même les journaux : elle ne voulait plus rien savoir de ce qui se passait ; les illustrés, surtout, avec leurs ruines, toujours leurs pareilles ruines, étaient insupportables ; et qu'importait ce qui pouvait arriver ? On ne lui rendrait pas son mari, même avec la victoire, n'est-ce pas ? Alors ?...

Puis, Paris lui devint odieux parce qu'elle ne pouvait pas s'y mettre suffisamment à l'abri. Puisqu'il lui était interdit d'aller s'aplatir, comme un chien fidèle, sur la tombe de Jean, elle résolut d'aller pleurer Jean dans la solitude, de se retirer en un endroit où elle pût ne penser qu'à Jean, vivre avec sa seule mémoire, s'étourdir de sa propre douleur, mais être au moins tout entière à cette douleur qu'aucune puissance au monde n'avait le droit de lui arracher.

Elle pensa à retourner à Surville, où Jean l'avait quittée, où elle avait vécu les dernières semaines avec lui durant ces jours chéris de la fin d'un monde. Se retrouver là, aujourd'hui, dans les circonstances présentes, serait atroce : tant mieux ! Il n'y avait qu'un genre d'atrocités redouté par elle, c'était celui qui consistait à la séparer de l'union intime et unique avec la mémoire de Jean. Souffrir, souffrir jusqu'au martyre, mais du martyre que lui causait la perte de Jean, c'était ce qu'elle pouvait rechercher de meilleur.

René Boylesve.

(La dernière partie au prochain numéro.)

VERS L'UNITÉ LATINE

Avant toutes choses, il y a une vérité, dont il importe que nous soyons bien convaincus et qui sera comme sous-entendue d'un bout à l'autre de cette étude : c'est la faillite décisive, — mise dans une lumière éclatante et tragique par l'actuelle guerre européenne, — du pacifisme et de l'humanitarisme révolutionnaire, considéré comme idéal universel.

Si excédés d'horreurs que nous soyons, si désireux d'imposer à nos adversaires une paix victorieuse, qui ait des chances d'être provisoirement définitive, ce n'est pas un fait de médiocre conséquence pour les nations en conflit que d'avoir repris goût à la violence, de s'être accoutumées de nouveau au mépris de la vie humaine. Croit-on que ce dur apprentissage s'oubliera si facilement? Le pire, c'est d'avoir révélé non seulement que la grande guerre est toujours possible, mais qu'elle peut se prolonger, s'éterniser même, sans amener les perturbations profondes, les désastres économiques et financiers dont on nous avait menacés, et, malgré les incommodités les plus gênantes, les épreuves et les angoisses les plus douloureuses, que, finalement, on s'habitue à tout. Les « guerre de Trente Ans, » les « guerre de Cent Ans, » dont on nous apprit l'histoire au collège et que nous croyions entrées dans l'archéologie, nous apparaissent comme des éventualités ultra-modernes.

Une autre constatation qui ressort des faits, c'est que les intentions les plus pacifiques ne mettent pas un pays à l'abri de l'agression. En vain préconise-t-on l'arbitrage international, — on ne sait quel Conseil amphictyonique chargé de faire la police de l'Europe ; — en vain allègue-t-on l'exemple des sociétés civiles qui, depuis des siècles et dans le monde entier, ont accepté

l'arbitrage des tribunaux, pour régler leurs différends intérieurs : on oublie que les arrêts de ces tribunaux seraient lettre morte sans l'appui du gendarme, sans l'organisation permanente d'une force publique, devant laquelle l'individu se sent écrasé d'avance, si bien que la rébellion est impossible. De même, nos amphictyons, pour se faire écouter, auraient besoin d'armées formidables, devant lesquelles toute résistance deviendrait inutile : ce qui équivaut au maintien d'une paix armée assez semblable à celle que nous avons connue. Mais un délinquant n'est rien devant la justice, qui a, derrière elle, la collectivité tout entière : il est un contre tous. Une nation déloyale n'a jamais en face d'elle que trois ou quatre adversaires capables d'engager la lutte. Quelle tentation de risquer la partie, si cher qu'elle puisse coûter ! Dès que l'herbe a poussé sur les tombes, que les souffrances et que les deuils sont oubliés, un État prépotent n'hésite jamais à courir de nouveau l'aventure de la guerre. Il en a toujours été ainsi, et on n'aperçoit point de raisons, — maintenant moins que jamais, — pour qu'il n'en soit pas toujours ainsi.

Quant à l'idéal humanitaire, ce qui lui manque le plus, c'est ce à quoi il prétend le plus : le caractère d'évidence catégorique et universelle. Nous avons beau être sûrs de notre droit, nos ennemis n'en essaient pas moins de troubler la conscience des neutres, en invoquant les mêmes principes que nous, en se flattant de combattre, eux aussi, pour l'humanité et la civilisation. Parmi toutes ces clameurs contradictoires, et tant d'intérêts en conflit, quand la plupart se refusent à examiner de quel côté est le bien ou le mal, on est forcé de reconnaître que la seule splendeur du Juste ne suffit pas à dissiper les équivoques de la sophistique et les hésitations des consciences. Au contraire, neutres et belligérans, nous savons tous, avec une évidence immédiate et irrésistible, que, si nous prenons les armes, c'est pour défendre notre sol et nos vies, pour rester fidèles à l'honneur, ou au prince. Là-dessus, pas de disputes possibles. Chacun sait de quoi il s'agit. Les mots dont on se sert sont compris de tous et sont les mêmes pour tous, tandis que les conceptions abstraites de l'humanitarisme, les neuf dixièmes de la planète ou les ignorent, ou en font bon marché. Les droits de l'homme, c'est fort bien. Mais, même en admettant qu'ils soient identiques pour chacun, il faudrait encore que

tous ceux à qui on les propose fussent des hommes, c'est-à-dire des individus consciens de leur dignité, ou aspirant à le devenir. Or, une énorme masse inerte d'humanité inférieure nous environne. Si nous sommes les civilisés, reconnaissons du moins que notre civilisation n'est qu'un petit îlot perdu dans un océan de barbarie.

Une des illusions de la philosophie du dernier siècle, ç'a été de croire que notre idéal politique et social avait conquis, ou était en train de conquérir l'univers. Elle a confondu le progrès matériel avec la civilisation proprement dite, qui est d'abord chose d'âme et d'intelligence. Oui sans doute, si tout se ramène à la diffusion mondiale de notre outillage industriel, de nos munitions et de nos armes de guerre, cette civilisation-là, — la nôtre, — est en passe d'envahir les deux hémisphères. Mais il s'agit de bien autre chose : il s'agit de la catholicité de nos idées occidentales. Encore, de notre Occident, n'a-t-on voulu considérer qu'un petit coin. Même des esprits très pénétrans et très avertis ont résolument ignoré le reste du monde, hypnotisés qu'ils étaient par la France, l'Allemagne et l'Angleterre, conçues comme les trois nations conductrices de la civilisation. Ils ont cru que tous les peuples allaient se modeler sur le type politique et social élaboré par ces trois nations-maîtresses, à supposer d'ailleurs que leur idéal de culture fût identique : ce qui n'était vrai que très superficiellement. Ainsi, elles seules étaient intéressantes ; les autres, pâles copies des premières, avaient tout juste l'importance d'un reflet. Évidemment, il fallait bien tenir compte de l'Amérique et de la Russie, mais c'étaient, disait-on, des peuples dans le devenir et qui, s'ils aspiraient à l'honneur d'être des civilisés, ne pouvaient évoluer que dans notre sens. Le reste n'était même pas nommé. Cela n'entrait point dans les calculs de nos philosophes. Pourtant il y a, par le monde, un certain nombre d'antiques races belliqueuses, qui ont joué de grands rôles historiques : les Arabes, les Tartares, les Nippons. Leur avenir ne valait-il pas la peine d'être pris en considération ? On n'y voulait point songer, ou, si l'on y songeait, c'était pour affirmer qu'eux aussi devaient emboîter le pas à notre évolution, sous peine de ne pas exister. On ne se demandait point si ces anciens peuples, réveillés de leur sommeil par notre indiscrète pénétration, initiés par nous à notre progrès matériel, munis de nos armes

et de nos sciences, n'allaient pas se dresser contre nous avec un idéal très différent du nôtre, sinon hostile au nôtre.

Cet état d'esprit a créé chez les dirigeans de notre démocratie un véritable impérialisme humanitaire et révolutionnaire. Au point de vue strictement national et pratique, une telle foi serait excellente si, comme celle du Germain, elle était armée de pied en cap, bien résolue à s'imposer par tous les moyens, fût-ce par la force. Mais elle est pacifique, et elle s'imagine que son idéal se réalisera tout seul, par l'unique vertu de sa beauté, de sa vérité et de sa bonté.

C'est là une erreur de nation généreuse, qui, sachant le fort et le faible de la gloire militaire, renonçant aux conquêtes et n'ayant rien à désirer désormais que toujours plus de bien-être, de paix et de prospérité intérieures, conçoit le beau rêve de faire le bonheur de l'humanité. Elle le rêve à sa guise, en supposant que le reste du monde est au même degré qu'elle sur l'échelle de la civilisation, ou qu'il a les mêmes besoins, les mêmes aspirations et les mêmes loisirs. Or, la plupart des peuples qui nous entourent ont à accomplir des tâches que nous ne connaissons plus, à franchir des étapes que nous avons dépassées depuis longtemps. Ne parlons pas de l'immense barbarie stagnante, qui occupe les trois quarts de la planète, ni même des pays coloniaux où tout est à créer, où non seulement l'espace, mais le sol est à conquérir, à rendre habitable pour les nouveaux venus, où l'air même doit être rendu respirable pour les hommes et les bêtes, où les règles du travail, celles des codes et des morales ne peuvent être ce qu'elles sont dans les pays ameublis et organisés de longue date. Et cependant nous sommes bien obligés de tenir compte de ces candidats à la civilisation : ils sont là qui attendent à notre porte, qui réclament leur place au soleil, et qui nous somment d'engager avec eux la conversation. Le cercle gourmé des vieilles nations européennes est rompu. Le tapis vert du Congrès de Vienne, autour duquel s'assirent ces respectables personnes, est aussi démodé que la Chambre bleue de Mme de Rambouillet. Le salon de l'incomparable Arthénice est débordé par la ruée cosmopolite. A leur tour, les jeunes races veulent entrer dans le « rond » élargi des Puissances, d'autant plus que notre commerce va les relancer jusque chez elles et que notre pénétration les oblige à nous imiter pour se défendre contre nous.

Mais, dans cette Europe même dont nous sommes, beaucoup de peuples ont à faire respecter leurs droits à la vie, à organiser leurs nationalités, à chercher leur pâture d'aujourd'hui, et à créer l'outillage qui assurera leur existence demain. Ils ont à s'occuper de tout cela, avant de songer au bonheur de l'humanité. Ils ont à conquérir ce qu'ils n'ont pas encore, alors que nous ne pensons qu'à jouir tranquillement d'une aisance acquise depuis des siècles. C'est pourquoi notre République radicale-socialiste et l'Angleterre des travailleurs et des lords, des usines et des majorats, apparaissent aux yeux de beaucoup de nos voisins comme des *pays conservateurs*, où l'énergie productrice ou civilisatrice ne tend plus qu'à se maintenir. On nous dit bien que c'est une période transitoire; que, le jour où les autres seront parvenus au même point que nous, les mêmes questions sociales se poseront pour eux. En tout cas, ce jour-là, si jamais il arrive, est encore lointain. Ils n'y pensent point pour le moment. En Russie, des millions de paysans vivent presque à l'état patriarcal; en Allemagne même, en Lithuanie, en Silésie, en Poméranie, ils acceptent un régime encore tout féodal, et ils ne semblent point concevoir qu'ils aient intérêt à changer. Ailleurs, le brigandage et l'anarchie, un état aussi voisin que possible de l'état de nature, paraissent satisfaire toutes les aspirations des peuples.

Sans doute, à la suite de certaines révolutions politiques, on a pu croire que des nations attardées allaient nous rejoindre d'un bond et se convertir à nos principes de culture. C'est ce qui trompa nos politiciens, lors de la révolution jeune-turque. Les rebelles triomphans se paraient de nos idées révolutionnaires, nous empruntaient notre rhétorique et jusqu'à notre vocabulaire. Mais ce n'était qu'une défroque d'emprunt. Sous les mêmes mots que nous, ils concevaient des choses très différentes, pour ne pas dire contraires. Tandis que, pour nous, les vocables de liberté, d'égalité, de fraternité, n'expriment que l'intérêt général du genre humain, les autres peuples leur donnent un sens très particulier; ils les font fléchir de telle sorte qu'ils n'expriment plus que des intérêts de race, de nation, de caste ou de religion. Ils symbolisent des idéaux contradictoires, qu'on peut bien équilibrer, mais qu'on ne peut pas réduire à l'unité. On n'a vu jusqu'ici qu'une seule Internationale imposer à des adeptes, recrutés dans toutes les parties du

monde, un *credo* bien défini, reconnu et accepté par tous : c'est le catholicisme. A Yeddo comme à Rome, une âme, en tant que sauvée par Jésus-Christ, a exactement la même valeur qu'une autre, une messe a exactement la même signification. Non seulement les mots sacramentels de la liturgie sont pareils, mais les expressions de justice, de droit, de liberté sont entendues par tous dans un sens scrupuleusement identique et délimitées par une théologie si précise qu'aucune discussion n'est possible. Seulement cette doctrine est fondée sur le sacrifice, l'humilité et le renoncement; elle plane au-dessus des intérêts antagonistes des nations, et enfin son royaume n'est pas de ce monde.

*
* *

Dans le monde des intérêts matériels, une pareille Internationale semble à tout jamais impossible. Espérer même la constitution d'États-Unis d'Europe, dans un avenir plus ou moins rapproché, semble aussi une bonne utopie. La guerre actuelle a divisé notre continent en deux camps hostiles, entre lesquels on ne voit pas comment pourrait se faire une réconciliation. Les neutres eux-mêmes manifestent des antipathies et des sympathies contradictoires. Nul doute qu'ils ne soient entraînés, à brève échéance, dans le double jeu de nos amitiés et de nos inimitiés. Les choses étant ainsi, tout ce qu'on peut espérer, c'est que, sous la pression des circonstances, la poussée des forces antagonistes, certains peuples, qui ont des affinités de race, des intérêts ou des ennemis communs, cherchent à se rejoindre et à s'unir pour leur défense. Dès maintenant, on entrevoit, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, l'ébauche de vastes groupemens simplificateurs qui se partageront la planète. Amis ou ennemis, la Russie, le Japon et l'Amérique paraissent bien devoir former un de ces groupes pour l'Orient et l'Extrême-Orient. Le reste se diviserait entre les deux groupes de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale.

Il est trop certain que l'Allemagne, après avoir accompli son unité intérieure, travaille de plus en plus à obtenir son unité ethnique, en formant le bloc des Empires centraux et en y rattachant les peuples de langue et d'origine germaniques. Sans doute, le pangermanisme n'a pas réussi à exécuter son dévorant programme. Et on peut dès maintenant affirmer que

cette guerre en aura terriblement compromis la réalisation. Mais ce serait chimère de croire que, malgré les pires revers et les résistances les plus acharnées, il abandonnera sa tâche. Il est à prévoir d'ailleurs que la défaite la plus complète ne fera qu'exaspérer les instincts combatifs du pangermanisme, et cela avec la complicité de l'Allemagne entière. Celle-ci sait trop les avantages matériels et l'immense prestige que lui a valus l'Empire, pour renoncer à son impérialisme et ne point tâcher de le pousser jusqu'à ses extrêmes conséquences.

Dans ces conditions, en face d'un bloc central toujours menaçant, ou tendant invinciblement à se refaire, l'équilibre des forces doit amener, au lendemain de la paix, la constitution d'un bloc occidental, composé des Alliés d'aujourd'hui et accru éventuellement de l'Espagne. Mais l'Espagne n'a manifesté, jusqu'ici, aucun désir de se joindre à nous? Il convient d'attendre, pour engager avec elle la conversation, que le souvenir de ses vieux ressentimens et de ses vieilles défiances à notre égard se soit dissipé et peut-être aussi que la victoire donne à notre amitié tout le prix qu'elle doit avoir. Quoi qu'il en soit, des esprits optimistes se laissent aller à la pensée de plus en plus obsédante d'une fédération permanente, où entreraient, dès aujourd'hui, l'Angleterre, la Belgique, la France, l'Italie et le Portugal, en escomptant toujours l'alliance russe comme un appoint indispensable. En tout cas, quelle que soit la situation de la Russie après la guerre, et, sur bien des points, si différens des nôtres que soient ses intérêts, il est d'une importance capitale, pour tous les Alliés, qu'elle se dérobe plus jalousement que jamais à la pénétration et à l'emprise germaniques. D'autres, plus timorés et prévoyant des difficultés sans nombre, voudraient que, tout en sauvegardant le plus possible de nos alliances, on restreignît le problème, et que, pour l'instant, on se bornât à la fédération France-Italie.

Au premier aspect, il semble que rien ne soit plus facile et que la chose doive aller de soi. Même avec l'Espagne, l'idée d'une union n'est pas nouvelle. Voilà si longtemps qu'on parle des trois nations-sœurs et de la fraternité latine... (Peut-être oublie-t-on un peu trop la petite sœur portugaise !) Mais ce latinisme avait surtout un caractère littéraire, et si... l'on y regarde d'un peu près, on s'apercevra qu'il était, en réalité, bien timide. Il fut moins latin que méditerranéen. En somme, ce

que Mistral réclame, c'est la décentralisation administrative et l'union linguistique des pays de langue d'oc. Les Catalanistes de Barcelone n'ont jamais songé sérieusement à fusionner avec la France, encore moins avec l'Italie. C'est tout au plus s'ils ne demandent pas à se séparer de l'Espagne : ils n'ont pensé qu'à la Catalogne, — celle d'en deçà et celle d'au delà des Pyrénées. De même d'Annunzio, lorsque, avant la guerre, il célébrait le Pays latin et la Mer latine. Ces termes vagues ne semblent pas désigner autre chose, pour lui, que l'Italie proprement dite et les terres italiennes non rachetées. Le *mare nostro*, c'était l'Adriatique, ou la mer Tyrrhénienne, ou les deux ensemble, mais revendiquées moins pour la latinité tout entière que pour la seule Italie. Depuis la guerre européenne, sous la menace de plus en plus pressante du Germain, cet état d'esprit paresseux s'est profondément modifié; la race a secoué sa somnolence, et le latinisme tend à prendre une conscience plus précise et plus positive de lui-même.

Il y a mieux : la question de l'unité franco-italienne est, en ce moment, à l'ordre du jour. Chez nous, elle ne cesse de gagner du terrain. Chez nos voisins, la grande masse de la population lui est favorable. Si l'on en parle à un paysan ou à un ouvrier, surtout de ceux qui ont travaillé et vécu en France, ils se frappent la tête comme des gens qui n'ont pas songé à une chose très simple et très naturelle. Pour eux, pas l'ombre d'un doute! Il faut nous unir pour être forts. Nos affaires à tous s'en trouveront bien, et chacun sera content! Ils aiment la France, ils lui sont reconnaissans de l'hospitalité qu'ils y ont reçue. « Pourquoi faire tant de cérémonies? Puisque cela nous arrange des deux côtés, qu'on se donne la main et qu'on soit amis, à la vie et à la mort!... » Peut-être nos paysans et nos ouvriers, plus casaniers, moins habitués à quitter la terre natale, plus méfians de l'étranger, manifesteraient-ils des dispositions moins chaleureuses. Il reste vrai cependant que ce sentiment de fraternité populaire, supérieur à toutes les intrigues et à toutes les finasseries diplomatiques, est quelque chose de très fort. C'est la base la plus solide pour une entente future.

Si, d'autre part, on essaie de pressentir les hommes politiques italiens, on obtient généralement les réponses les plus approbatives et les plus empressées. Les sceptiques eux-mêmes sont trop courtois et aussi trop avisés pour nous opposer une

fin de non-recevoir absolue, ou une négation tranchante : « Quel beau rêve! disent-ils. En comptant l'Espagne et l'Italie, nous serions 120 millions de Latins, qui contre-balanceraient les 120 millions de Germains du bloc central! » Certains, qui se rangent parmi les partisans les plus résolus de l'Alliance, parlent déjà d'unifier nos colonies, ce qui aurait l'avantage de supprimer entre nous une foule de questions irritantes, et ce qui serait un premier pas vers l'unification complète et définitive. D'autres sourient de cette promptitude, qui ne doute de rien, et tout en admettant le projet en principe, ils énumèrent les très nombreuses et très grandes difficultés auxquelles il se heurtera. Ces difficultés, un simple littérateur ne saurait se flatter de les résoudre, ni même d'en prendre une idée suffisamment exacte. Il doit laisser la parole aux économistes, aux politiciens et aux diplomates. Ceux-ci ne dissimulent point les obstacles de l'entreprise.

On sait que l'Allemagne a commencé par un *Zollverein* l'œuvre de son unification intérieure. Or, une pareille union douanière est-elle possible entre la France et l'Italie? Un des plus éminens économistes italiens, M. Maggiorino Ferraris, déclare franchement qu'il ne le pense point : « L'union douanière, dit-il, et la suppression des droits de frontière, — du moins sous le régime économique actuel, — est plus qu'une idée prématurée, c'est une utopie, les conditions de la production et du travail étant par trop différentes dans les divers États de l'Entente. Chaque pays doit conserver son autonomie douanière dans ce que M. Gabriel Hanotaux a très heureusement défini « la fédération des autonomies économiques. » Par conséquent, pour nous, les deux points essentiels, dans l'ordre d'idées que nous préconisons, sont les suivans : 1° autonomie douanière et économique de chaque pays allié; 2° fédération des autonomies douanières et économiques en une seule *Entente économique entre les nations alliées* (1)... »

M. Paul Leroy-Beaulieu est, en somme, d'un avis identique. Lui aussi, il estime que, — du moins pour l'instant, — une union douanière franco-italienne est une utopie. Et cependant il rappelle que, dès 1876, dans un de ses livres de début, il fut le premier à envisager la nécessité de cette union comme

(1) Cf. *Nuova Antologia*, 16 avrile 1916 : *L'Italia a la Conferenza economica di Parigi.*

l'unique moyen de nous défendre contre l'invasion du commerce et de l'industrie germaniques. Nous ne pouvons que nous incliner devant ces hautes autorités. En tout cas, même sans vouloir rien préjuger sur le fond du débat, il faut s'attendre, dans les deux pays, à des résistances acharnées de la part des protectionnistes contre ce projet d'union douanière. Chacun aura peur de conclure un marché de dupe. Et, s'il devient évident, de la plus irrésistible évidence, que l'intérêt national exige le sacrifice des intérêts particuliers, on peut prévoir encore que mille préoccupations égoïstes entreront en jeu et qu'une foule de gens remueront terre et ciel pour entraver le projet.

Pourtant, l'Allemagne est en train d'imposer le *Zollverein*, non seulement à l'Autriche-Hongrie, mais aussi, dit-on, à ses autres alliés, les Bulgares et les Turcs. Or, l'union douanière n'est jamais que la préface de l'unification politique. Si le gouvernement de Berlin réussit à la faire accepter de ses alliés, même si l'on suppose l'évacuation des territoires actuellement envahis par ses armées et le maintien du *statu quo ante bellum*, le rêve pangermaniste sera tout près de devenir une réalité. La *Mittel-Europa* sera constituée. Nous verrons se dresser contre nous, réunies en un faisceau formidable, les énergies économiques, financières, diplomatiques et militaires de deux cent millions d'hommes. Après la défaite de l'Allemagne, la disjonction des Empires centraux, la désagrégation enfin de leurs alliances, le pangermanisme ne désarmera pas pour cela. Clandestinement, il continuera son œuvre de propagande, de fusion ethnique et de groupement d'intérêts ; et, si nous ne sommes pas sur nos gardes, nous courons le risque de nous trouver un beau jour en face d'une Moyenne-Europe plus unie qu'aujourd'hui par les humiliations où les persécutions subies en commun. En réalité, quand on examine froidement la situation, on arrive à cette conclusion très probable, que la guerre actuelle aura divisé l'Europe en deux moitiés, et que, si incontestable que soit notre triomphe, nous ne pouvons pas nous flatter d'imposer complètement notre volonté à l'autre moitié. Après une période plus ou moins longue de paix apparente et de préparation silencieuse, la seconde phase de la grande guerre commencera. Il faut nous préparer pour ce moment-là. Écartons, si l'on veut, cette éventualité importune : nous

sentons, nos alliés et nous, qu'un danger plus ou moins obscur nous menacera toujours du côté de l'Allemagne, et que, même si nous parvenons à le conjurer, nous devons toujours être en mesure de repousser un retour agressif de notre adversaire. Contre ce péril, l'union s'impose, avec la coordination de nos forces. Nous avons le sentiment confus, mais impérieux et pressant, qu'il y a là, pour nous, un souci de tous les instans, et que devant le Germain, si débilité qu'on voudra, mais resté actif, prolifique, belliqueux, dédaigneux de la foi jurée, il n'est de repos assuré pour personne. Et ainsi la nécessité de l'union se présente, en tout état de cause, comme inéluctable.

Eh bien, le sentiment de cette nécessité, il faut que nous, littérateurs, sans attendre les calculs et les combinaisons des spécialistes, nous nous efforcions de le faire passer dans les idées et dans les faits. Toutes les grandes idées, tous les grands mouvemens historiques ont commencé par être des sentimens vagues, mais puissans. Par tous les moyens en notre pouvoir, fortifions la puissance de cet instinct d'union, qui sommeille encore dans la conscience populaire, réchauffons-le, exaltons-le, de façon à le rendre victorieux des manœuvres de l'intérêt vulgaire, comme des objections des politiciens à courte vue. Pendant ce temps-là, nos juristes, nos économistes, nos diplomates, nos techniciens industriels et militaires étudieront avec minutie, avec lenteur, avec sagesse tous les aspects pratiques du problème. Ce qui est urgent, c'est que le principe de l'union permanente soit accepté par tous les alliés d'aujourd'hui, c'est qu'il soit mis au-dessus de toute discussion. Nous n'avons pas à nous inquiéter de savoir comment la chose se fera. Nous savons qu'elle doit se faire, et nous n'avons qu'une chose à dire et à répéter sans cesse : *il faut que cela soit.*

Mais, précisément pour que cela soit, il importe que l'idée sorte de la littérature et du domaine des considérations purement spéculatives. Écrivains de toute sorte, essayistes, romanciers psychologues ou descripteurs de foules, conférenciers, orateurs ou poètes lyriques, nous ne pouvons que montrer la voie, populariser l'idée de l'Alliance. Il appartient aux pouvoirs publics de s'en emparer et d'en assurer la réalisation d'une façon méthodique et persévérante. La pénétration fédérative doit avoir ses organes officiels, acceptés et reconnus, dans tous

les pays de l'Alliance. En Angleterre, comme en Belgique, en France, en Italie, en Espagne et chez tous les peuples amis ou alliés de l'Union, des agens de liaison internationale seraient ainsi entretenus et accrédités par les gouvernemens. Mais, pour que nos efforts ne courent pas le risque de s'éparpiller ou de s'annuler réciproquement, il importerait d'élaborer en commun un programme unique, qui se limiterait prudemment à la défense des intérêts communs, qui bannirait toute arrière-pensée de propagande politique ou religieuse, qui, enfin, éliminerait résolument toutes les controverses irritantes, toutes les questions qui divisent. Ces agens de liaison seraient de véritables missionnaires laïques, avec un mandat temporaire ou illimité, suivant le but ou les circonstances, à condition toutefois que ces missions soient confiées à des hommes sérieux, qui connaissent bien les pays où ils vont. Si tel emploi requiert un calculateur, que ce ne soit pas un danseur, ou simplement un camarade qui l'obtienne!

En ce qui nous concerne, nous Français, il importerait surtout de réorganiser nos consulats, d'en augmenter le personnel, débordé par des fonctions auxquelles il ne peut pas suffire, et qui finit par s'ensevelir dans la paperasserie, dans de fastidieuses besognes de statistique, d'une exactitude toujours problématique et d'ailleurs combien inefficientes! Que le Français qui passe trouve, auprès de nos agens, un concours toujours empressé et effectif; qu'ils s'efforcent de l'aider dans la mesure où lui-même est utile à son pays; qu'ils sortent davantage, qu'ils se mêlent aux indigènes, pour les flatter dans leur amour-propre, pour leur rendre service et pour les attirer dans notre clientèle! Enfin, à côté de nos ambassadeurs, à Londres, à Rome, à Madrid, à Pétrograd, partout où il y aurait avantage à le faire, ne pourrait-on placer des personnages sans caractère ni obligations officielles, dont l'unique tâche serait de représenter, de plaire et de rapprocher? Des hommes du monde pourraient y réussir aussi bien que des savans, des écrivains, des artistes, pourvu qu'ils sortent du petit cercle diplomatique et mondain que l'ambassadeur ne peut guère franchir, qu'ils pénètrent dans les couches profondes de la nation, qu'ils sachent voir, observer, prendre langue avec quiconque est une « valeur » intellectuelle ou sociale du pays.

Assurément, cela ne peut pas s'improviser du jour au len-

demain. L'exécution méthodique de ce programme de pénétration mutuelle suppose un changement profond dans les directions de nos gouvernemens, pour ne pas dire qu'il exige un renouvellement complet de leurs cadres. Il suppose que, décidément, les questions nationales auront pris, chez nous, le pas sur toutes les autres, et que nous aurons enfin une politique extérieure cohérente et suivie. Il n'est que temps : sur les ruines de la vieille Internationale prolétarienne, qui s'effondre dans le reniement de ses propres principes, une autre vient de surgir, à qui l'avenir semble promis, — l'Internationale des nations, la fédération des États qui ont mêmes intérêts et mêmes idéaux. L'âge nouveau qui commence réclame des hommes nouveaux. Une nation ne peut plus vivre en vase clos. Qu'elle le veuille ou non, elle est en relations avec le monde entier. La lutte de classes disparaît dans la lutte des nations, ou plutôt des groupemens de nations. Et ainsi la *Weltpolitik* apparaît désormais comme la tâche essentielle des gouvernemens : l'unique supériorité des Allemands est de s'en être aperçus les premiers.

*
* *

L'instinct de conservation nous suggérera, je l'espère, les réformes de conduite indispensables à ce renouvellement. En attendant l'Unité latine et la constitution définitive du Bloc occidental, la fédération France-Italie se présente immédiatement comme la réalisation la plus accessible. Pour qu'elle soit possible, il faut d'abord y croire et la vouloir. Il faut que ce soit une foi. Le pangermanisme, dans son fond, est une volonté mystique. Le premier article de cette foi dans les destinées de notre race, c'est de nous persuader, les uns et les autres, que l'intérêt français et l'intérêt italien ne peuvent plus être antagonistes. Il dépend beaucoup de nos gouvernans d'exaucer ce vœu intime des deux nations.

En dépit de toutes les différences de caractère et de toutes les divergences d'intérêt, la fusion progressive des deux peuples doit être notre idéal. Or, cette fusion, nous en avons, sous les yeux, un exemple vivant. Ce qui paraît un rêve de poète ou de patriote a déjà commencé à se réaliser. En moins d'un demi-siècle, l'Algérie a vu naître et grandir un peuple néo-latin originaire de tous les pays de la Méditerranée occidentale,

mélange de Français, d'Italiens, d'Espagnols et de Maltais. Sans doute, il est clair que chaque famille de ces colons conserve encore et conservera longtemps ses traits ethniques particuliers. Mais ces différences s'annihilent pratiquement dans la conscience qu'ils ont tous d'être les fils d'un même pays et les soldats de la même cause. Aujourd'hui, après un siècle bientôt de domination latine, les indigènes à leur tour, du moins dans leurs élémens les plus éclairés, subissent l'attraction de ce groupement nouveau : la communauté du sol et un lien aussi fort que la communauté d'origine. D'ailleurs, l'ascendance sémitique des Maures et des Bédouins de l'Afrique du Nord, comme des Juifs eux-mêmes, est extrêmement contestable. Il y a là un fait capital, riche d'enseignemens, gros de conséquences, que je signale, depuis vingt ans, à mes compatriotes. Du *Sang des races* à *Saint Augustin*, je n'ai guère fait qu'illustrer, développer, présenter sous toutes ses faces l'idée de l'union des peuples latins, comme unique moyen de les revivifier et de leur rendre la place prépondérante qu'ils ont tenue dans le monde.

Or, en Algérie, cette fusion s'est opérée en présence et en quelque sorte sous la pression d'un péril commun. Aujourd'hui, Italiens et Français, Latins d'Occident, nous avons tous un ennemi commun, qui est le Germain. Ce qui s'est réalisé en petit dans notre Afrique, ne peut-il se réaliser en grand dans nos pays d'origine ?

Je me hâte de reconnaître que les conditions sont bien différentes. En Afrique, nous sommes des étrangers réunis sous la domination effective d'une puissance étrangère. Une nation hégémonique, la France, a dû imposer à des élémens hétérogènes une unité au moins administrative et politique. Que cette nécessité de subir l'hégémonie française ait été le plus grand adjuvant de la fusion latine en Algérie, cela est trop évident. L'Allemagne aussi s'est fondue sous la poussée, pour ne pas dire sous la menace de la Prusse prépotente. — Pour nous, Européens d'Occident, il est sûr d'ores et déjà qu'au lendemain de la victoire sur le Teuton, il n'y aura pas de nation hégémonique. Chacune aura besoin de sa voisine. Tout au plus y aura-t-il entre nous des différences de prestige. Assurément, c'est là un inconvénient pour l'union, comme pour le simple maintien de l'Alliance actuelle, mais ce peut être aussi un avantage. L'obligation, pour l'Alliance future, d'être librement

consentie par ses contractans, dans la claire évidence de l'intérêt commun, doit en être la plus ferme garantie : il n'y a d'amitié solide qu'entre égaux, disait le Stagyrite. Ce serait une belle chose, et digne du génie latin, de réaliser par la seule raison ce qui fut ailleurs l'œuvre de la force. Mais, en admettant les pires malentendus et les plus regrettables aveuglemens, le sentiment de l'ennemi nous tiendra lieu de sagesse. Il faut l'espérer, si nous voulons garder, les uns et les autres, toute notre vigueur nationale et, par la cohésion indéfectible de l'Alliance, sauver l'indépendance des peuples latins.

Cependant, même du point de vue national, ce projet d'union, puis d'unification progressive, soulève des objections que je suis loin de méconnaître. Les nationalistes italiens partent de ce principe qu'une nation est un organisme créé par des conditions géographiques et historiques très spéciales et que, par conséquent, essayer d'y introduire des élémens nouveaux, en dehors de ces conditions géographiques et historiques, c'est risquer de le détruire. Et ainsi ils n'admettent d'alliance que temporaire, que dictée par des circonstances qui répondent à ce qu'ils appellent « les nécessités dynamiques » de leur pays. Évidemment, l'argument a sa valeur, une très réelle valeur. Mais n'est-on pas dupe, ici, d'une métaphore ? Je voudrais bien savoir ce que pensent les biologistes de cette assimilation d'un organisme national à un organisme physique. Une nation ne peut-elle être conçue comme une création spirituelle, comme une œuvre de pensée et de volonté, aussi bien que comme une résultante de la géographie et de l'histoire ? Combien de provinces sont restées juxtaposées, jusqu'au moment où l'initiative d'un homme ou d'une élite, une chance favorable, exploitée avec intelligence, a permis de les réunir ! Évidemment, il faut tenir grand compte des affinités de race et des barrières naturelles. Cependant, sous la République romaine, le Rubicon formait, au Nord, la limite de l'Italie. On convenait que le Piémont et la Lombardie actuels étaient des pays gaulois. Aujourd'hui, avec la rapidité sans cesse accrue de nos communications, il n'y a plus de montagnes infranchissables. Si un intérêt vital le commande à des races de même souche, habituées à penser et à sentir en commun, il ne saurait être plus difficile pour elles de reculer les frontières d'un État que celles d'une province. Bien entendu, cette unification ne

peut être que lente et progressive, pour être durable. Pendant quatre cents ans, après une longue période de tâtonnemens et de résistances le monde méditerranéen a accepté la Paix romaine, qui n'était qu'une lutte perpétuelle contre la Barbarie. Pourquoi, aujourd'hui, le monde occidental, pour continuer cette lutte, se refuserait-il à accepter la Paix latine?

On insiste, en outre, au point de vue national, sur les dangers qui pourraient en résulter. Une immigration abondante et continue n'amènerait-elle pas des troubles profonds dans la vie intérieure de chaque pays allié? Sa physionomie originale n'en serait-elle pas altérée?... Déjà nos syndicalistes ont envisagé une partie du problème, sans en être autrement effrayés. Ils conçoivent très bien la possibilité de régler cette immigration, selon les besoins du travail, et de la réglementer après accord réciproque. Cela ne regarde sans doute que les travailleurs manuels. Mais, d'une façon générale, il siérait peut-être d'établir pour les Italiens et pour les Français vivant les uns chez les autres un traitement particulier et d'ailleurs privilégié. En cela encore, la vieille Rome peut nous servir de modèle. Elle n'accordait pas les mêmes droits à tous ses sujets. Ne pourrait-on adopter de concert une sorte de *jus latinum*, d'abord au bénéfice des Français et des Italiens immigrés, puis extensible à tous les Latins et à tous les étrangers qui entreraient dans l'Alliance? Ce statut comprendrait la reconnaissance d'une partie des droits civiques. Un tel système, entre autres avantages, aurait déjà celui de simplifier certaines questions d'ordre extérieur, par exemple celle des colonies et des zones d'influence Sans cessions territoriales de notre part, sans froissemens d'amour-propre pour nos voisins, chacun des deux alliés se trouverait comme chez lui dans les colonies de l'autre. Il n'aurait pas à abdiquer sa nationalité pour jouir de tous les droits nécessaires à sa liberté personnelle comme à ses intérêts. L'octroi définitif du droit de cité complet ne s'acquerrait qu'après une ou deux générations et sur des preuves de civisme incontestables. Et ainsi, une grande colonie comme l'Algérie serait soustraite aux dangers de la naturalisation automatique. On n'y reverrait plus, comme au temps des troubles antijuifs, des hordes de naturalisés, à peine débarqués de leur Calabre, ou de leur Andalousie, fausser l'expression du suffrage national, et même remettre en question notre souveraineté.

*
* *

Encore une fois, je n'ai pas la prétention d'aplanir ni seulement de prévoir toutes les difficultés de la tâche. Mais on ne saurait nier que les avantages de l'union seraient considérables pour les deux peuples. Il en est de politiques, d'économiques, de financiers. Les profanes, conscients de leur incompétence, doivent être forcément très réservés en ces matières. Cependant, il y a des résultats palpables, qui tombent sous les yeux de tout le monde.

Si nous admettons entre Italiens et Français la possibilité d'une alliance loyale et permanente, sans arrière-pensée d'aucune sorte; si, d'accord avec l'Angleterre et la Russie, qui ne peuvent pas séparer leur action de la nôtre, nous reconnaissons à l'Italie une zone d'influence bien définie, — il est évident que celle-ci acquerra une liberté de mouvement, une facilité et une puissance d'expansion qu'elle n'eut jamais sous le régime de la Triplice. Son développement commercial et industriel se tourne principalement vers l'Asie Mineure et la Méditerranée orientale. Depuis des siècles, l'Italie a des relations nombreuses et constantes avec ces parages. Les nationaux y sont abondamment représentés, depuis Constantinople jusqu'aux cataractes du Nil. Ce sont ses terrassiers et ses entrepreneurs, qui, en majeure partie, ont construit la ligne du Hedjaz. Sa langue est au moins autant parlée que la nôtre dans tout l'Orient. A Alexandrie, elle rivalise avec le grec, pourtant si répandu. Dans tous les centres importans, elle a des colonies, des missions et des écoles, dont quelques-unes, comme celle de Smyrne, somptueusement installées. Jusqu'ici, elle y a rencontré l'Allemagne et l'Autriche pour lui barrer la route. Récemment, M. Barzilai, dans un discours prononcé à Naples, révélait au public le fait suggestif que voici, dont toute la presse italienne s'est emparée : « Lorsque l'Italie, d'accord avec l'Angleterre, obtint en Asie Mineure, à Adalia, une concession de chemin de fer, les spectres de ses alliés l'y suivirent, chacun d'eux selon sa méthode : l'Autriche, qui n'y avait jamais pensé, réclama une zone voisine de celle où devait passer le chemin de fer italien, et l'Allemagne, — la chose est restée ignorée, mais elle est typique, — l'Allemagne s'empressa d'y envoyer des agens de la *Deutsche Bank*, qui, sous prétexte d'y vendre des machines

agricoles, cherchaient à accaparer eux-mêmes les terrains compris dans le tracé de la ligne... » En Afrique, nos voisins ont, dans leurs anciens alliés, des adversaires non moins acharnés qu'en Orient. Quand ils se décidèrent à leur expédition en Tripolitaine, il leur fut relativement facile de s'entendre avec la France et l'Angleterre. Au contraire, les bons amis allemands et autrichiens reprochèrent à l'Italie ce qu'ils appelaient ses « tours de valse » et la traitèrent brutalement de « cocotte du trottoir (1). » Tout en soutenant la résistance des Turcs, ils lui firent une opposition hypocrite qui rendit particulièrement ardue la conclusion de la paix. Partout, l'Italie se heurte à la prétention des Empires centraux d'exercer sur elle une surveillance et de conduire ses affaires dans le sens de leurs propres ambitions.

Avec nous, c'est une coopération amicale qui s'offre, mais à condition, bien entendu, que l'union soit sincère et sans restriction, que l'intérêt italien, le nôtre et celui de nos Alliés s'efforcent loyalement de s'harmoniser. Il importe surtout que l'union soit durable, et, si l'on ose dire, définitive, afin qu'on n'ait pas à regretter demain ce qu'on aura fait aujourd'hui. Et il importe encore que nos diplomaties respectives renoncent décidément aux petits jeux de bascule, qui consistent à favoriser celui-ci aux dépens de celui-là, à paralyser l'un par l'autre, à susciter des embarras à l'un de nous, avec l'espoir d'en profiter. Quiconque n'est pas avec nous est contre nous, et nous ne devons connaître d'autres amis que nos Alliés et d'autres ennemis que ceux de l'Alliance.

Ainsi l'Italie, par sa politique extérieure, tirera un bénéfice capital de l'union. L'essentiel, pour elle comme pour nous, ce sera d'avoir assuré, par cette fédération défensive, notre indépendance nationale, notre vie même, et notre liberté d'action. N'obtiendrions-nous que cela, ce serait déjà un résultat admirable. Au point de vue économique et financier, nul doute que les nouvelles amitiés de nos voisins ne leur vaillent de copieuses compensations à la rupture des anciennes. Assurément, les autorités compétentes, interrogées à ce sujet, avouent bien qu'il sera difficile, même avec la plus haute abnégation patriotique,

(1) Si je rappelle ces expressions désobligeantes, c'est qu'elles sont relevées quotidiennement par la presse italienne, qui en fait un grief de plus contre nos ennemis.

de changer du jour au lendemain les chemins habituels du trafic. Mais, sans y renoncer complètement, grâce à des tarifs douaniers plus favorables, à des communications plus rapides (auxquelles on songe déjà), les Italiens trouveront chez nous, en Angleterre et en Russie, des débouchés nouveaux et considérables pour leur négoce et pour les productions de leur sol. D'autre part, l'Allemagne, avant la guerre, n'avait engagé, chez eux, que très peu de capitaux, et cela dans un intérêt purement allemand de pénétration économique et politique. Par l'organisation de ses banques, elle avait réussi à drainer la majeure partie de l'épargne italienne, et, grâce à une mainmise graduelle sur tous les organes de la vie nationale, elle entrevoyait le moment très proche où elle aurait réduit l'Italie à la même vassalité déguisée que la Turquie (1). Sous le régime éventuel de l'Alliance, nos capitaux, nationalisés comme les capitaux allemands, trouveront chez elle un excellent emploi. Elle en a besoin, pour développer son industrie, mettre ses colonies en valeur. Des esprits chagrins nous disent que ce sont là de vains mirages, qu'au lendemain de la guerre nous serons tous ruinés. Mais, dans la débâcle commune, Français et Anglais, nous risquons encore d'être les moins pauvres.

Au point de vue intellectuel, nous aiderons les Italiens à défendre le patrimoine commun de notre culture et l'existence même des langues latines. Comme instrumens de la pensée, l'italien et le français sont des outils perfectionnés. Ils doivent l'emporter sur l'allemand, lourd et empêtré dans des circuits synthétiques, véritable fardeau pour l'intelligence, chaos verbal où la lumière n'est pas encore séparée des ténèbres. Enfin, nous avons à rétablir nos « humanités » dans leur antique maîtrise, à maintenir une tradition d'art, une discipline intellectuelle et morale plusieurs fois millénaire, à rénover le culte de nos antiquités, en les étudiant non plus seulement du dehors, selon la méthode des philologues teutons, qui en négligent l'esprit, mais aussi du dedans, comme partie intégrante de nos âmes nationales. Appliquons-nous à faire revivre en nous les ancêtres, pour vivre nous-mêmes d'une vie plus intense.

(1) Giovanni Preziosi : *La Germania alla conquista dell' Italia*, passim.

*
* *

De notre côté, les bénéfices de l'union ne seraient pas moins considérables que du côté italien.

Quand le travail aura repris dans tout notre pays, quand les industries qui chôment, en ce moment, rouvriront leurs usines, nous aurons à remplacer des milliers de travailleurs disparus. Pour combler ces vides, il sera naturel et très légitime de demander, en échange de nos capitaux, une contribution plus large de la main-d'œuvre italienne. Inévitablement, il faudra nous préoccuper d'augmenter, chez nous, l'immigration de nos voisins, et tâcher de détourner vers nos fabriques, nos chantiers, nos mines et nos champs ces véritables armées de manœuvres que l'Italie déversait annuellement sur l'Allemagne. D'une façon générale, il conviendrait de favoriser l'immigration latine, aussi bien celle des Espagnols que celle des Italiens. Nous y gagnerions d'abord d'introduire chez nous des collaborateurs moins suspects, des candidats à la naturalisation plus proches parens de nos mœurs et de notre esprit, plus capables de se fondre dans la masse nationale. Au lieu de tous ces Allemands, qui, avant la guerre, tenaient, chez nous, une foule d'emplois, qui envahissaient nos villages, nos fermes, nos maisons isolées, que ne faisons-nous appel à nos frères ou à nos cousins d'Espagne ou d'Italie? Ils peuvent s'acclimater aussi bien dans le Centre et dans le Nord que dans le Midi. Déjà, dans le bassin de Briey, il y avait de très denses colonies italiennes. A Jœuf, comme à Tunis, ces travailleurs s'étaient groupés dans des quartiers spéciaux, qu'on appelait « la Petite Italie. »

Je sais bien que, en deçà des Alpes, l'opinion devient de plus en plus hostile à l'émigration. Elle y voit un appauvrissement pour la mère patrie et comme un aveu d'infériorité. Néanmoins, pour le moment, c'est une nécessité, dont il lui est difficile de s'affranchir. Et, somme toute, ne vaut-il pas mieux, pour des Italiens, venir s'employer dans un pays voisin et ami, que de s'en aller au Brésil remplacer les nègres dans les plantations de café? On comprend parfaitement que le gouvernement italien s'applique à diminuer peu à peu cette déperdition des forces vives du pays. Il peut arriver sans doute à la supprimer complètement. Mais, le jour où les Italiens ne viendront plus chez nous, nous espérons fermement que le

relèvement de notre natalité nous permettra de nous passer d'eux. D'ailleurs, les conditions du travail seront certainement différentes de ce qu'elles étaient avant la guerre. On se préoccupe, dès maintenant, d'élaborer, pour les travailleurs de la nation alliée, un statut nouveau, qui les mettra sur le pied d'égalité avec les nôtres. De plus, si ce projet de « droit latin, » dont il était question tout à l'heure, réussissait à prendre forme, ils ne seraient plus, en France, des étrangers, mais des Français du second degré.

Cette immigration, intensive au début, en tout cas méthodique, pourra être très profitable pour les deux pays, si elle est bien comprise et bien réglée. Même livrée à peu près au hasard, elle a donné, en Algérie, de fort bons résultats, que, pour ma part, je n'ai cessé de vanter. On m'a reproché de l'avoir louée en Afrique, et, dans mon roman l'*Invasion*, de l'avoir critiquée à Marseille et sur le littoral de Provence. Rien de plus compréhensible cependant, si l'on songe que, jusqu'à ces derniers temps, l'Italie fut l'alliée officielle de nos ennemis. Cette alliance lointaine était beaucoup moins dangereuse pour nous, dans cette Algérie où tous les Européens, quels qu'ils soient, forment un bloc de résistance contre l'indigène, que dans une ville ou dans une province française, où le danger de l'agression est plus proche, où l'étranger garde intactes toutes ses attaches nationales. Ensuite, je n'ai fait une peinture un peu sévère que des déchets de l'immigration, des mauvais sujets italiens, qui achevaient de se gâter chez nous au contact de nos pires élémens révolutionnaires. Il faudrait que la Métropole continuât à encadrer même les bons sujets qu'elle nous envoie ; que, grâce à des émissaires spéciaux, elle se préoccupât d'entretenir leur éducation civique, morale, ou religieuse. Les catholiques n'ont pas attendu les événemens actuels pour s'en aviser. Il y a longtemps déjà, Mgr Bonomelli, évêque de Crémone, avait fondé une ligue pour l'assistance matérielle et morale des ouvriers italiens à l'étranger. Il suffirait d'élargir cette ligue pour lui permettre de fonctionner au mieux de notre intérêt, comme de celui de nos hôtes.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le peuple italien est resté très prolifique. Une nation qui a beaucoup d'enfans peut se rire de tous les revers et de toutes les décadences politiques : elle est certaine de ressusciter un jour. Mais il y a plus : ouvriers

ou paysans, nos voisins sont des gens très sains, à peu près indemnes d'alcoolisme. Ne voilà-t-il pas des élémens de premier ordre, pour combler les vides d'une population déjà appauvrie et de plus en plus décimée par la guerre? Des croisemens seraient excellens pour les uns comme pour les autres. J'en reviens à mon exemple de l'Algérie. Quiconque a traversé ce pays, et l'a su voir, est étonné des ressources d'activité qu'y déploient des immigrans débarqués, la veille, des provinces les plus somnolentes de la France, de l'Espagne ou de l'Italie. Par la fusion de tous ces Latins, la race s'est refaite. Avant la guerre, on a beaucoup parlé, chez nous, de renaissance provinciale. Il serait très utile et très urgent, en effet, de rendre la vie à toutes les terres qui meurent, à toutes les petites villes qui agonisent. Mais pour avoir des provinciaux, il faudrait d'abord avoir des hommes. Et c'est pourquoi la première tâche à signaler et à exalter, — l'œuvre vitale, — est plus que jamais la réfection de la race.

Sans doute, certains ont lancé, vers le même temps, l'appel au Barbare, mais en esthètes qui se complaisaient secrètement à des spectacles de décadence. Ils ne faisaient que paraphraser les vers trop fameux de Verlaine, et, eux aussi, ils rimaient des acrostiches indolens,

En regardant passer les grands Barbares blancs.

Ceux qui prenaient au sérieux ces déclamations s'exagéraient d'ailleurs le rôle régénérateur des barbaries. Ils se laissaient abuser par les prédictions pessimistes de Renan, quand il écrivait : « Si la lèpre de l'égoïsme et de l'anarchie faisait périr nos États occidentaux, la barbarie retrouverait sa fonction, qui est de relever la virilité dans les civilisations corrompues, d'opérer un retour vivifiant de l'instinct, quand la réflexion a supprimé la subordination, de montrer que se faire tuer volontiers par fidélité pour un chef (chose que le démocrate tient pour basse et insensée) est ce qui rend fort et fait posséder la terre. » Par une exagération analogue, Fustel de Coulanges ne voulait voir, dans les Germains des invasions, que des hordes de pillards, de paillards et d'ivrognes, qui à leurs vices grossiers ajoutèrent bientôt les dépravations plus savantes des vaincus et finirent par se détruire eux-mêmes dans la débauche et dans la paresse. La vérité est entre ces deux excès. Il est

certain que la barbarie renferme des puissances de fécondité incalculable. Mais elle reste stérile, tant qu'une pensée et une discipline organisatrices ne mettent point ces puissances en valeur. Seules les nations qui ont su garder intactes leurs vertus originelles et qui ont su choisir dans l'apport de la civilisation ce qu'il y a de meilleur, pour s'armer et se rendre redoutables, seules ces nations-là peuvent agir sur les autres.

*
* *

Ces avantages matériels et moraux, il sera nécessaire de les acheter par des sacrifices, des efforts proportionnés à la tâche parallèle qui nous attend, Italiens et Français. Il ne suffira pas que nous disions : « Nous sommes les Latins! Nous sommes la Beauté, la Liberté, la Justice, la Civilisation! » pour que le monde se précipite à notre école, ou se range dans notre clientèle. Cette clientèle, si nous voulons la conquérir, il faudra que nous lui offrions à notre tour ce que l'Allemagne s'entendait si bien à lui donner. Ne nous le dissimulons pas : l'Allemagne était mieux adaptée que nous à certaines conditions du monde moderne. Cela ne nous empêchera pas de rester fidèles à nos traditions commerciales, politiques, artistiques et intellectuelles, qui, seules, peuvent nous assurer une supériorité incontestée sur le Germain. Espérons même que nous réussirons à donner au latinisme, sous toutes ses formes, une vitalité nouvelle et vraiment exemplaire.

Nous n'avons que faire de la rudesse et de la brutalité germaniques : un idéal plus viril nous suffira, avec un retour et un rebondissement de l'instinct d'aventure, d'audace, d'initiative et d'entreprise, mais sans rien de cette blessante et irritante manie de conquête et d'asservissement, qui est le caractère distinctif de l'Allemagne moderne. La prudence anglaise, si experte à protéger et même à étendre son bien, sans se donner jamais les allures de la violence scandaleuse, pourra, en cela, nous servir de modèle. Tout en intensifiant notre production, comme les Allemands, — et il le faudra bien, — tout en lui cherchant partout de nouveaux débouchés, nous essaierons de restaurer dans le monde et de garder pour nous-mêmes le sens de la mesure et de la qualité. Nous dédaignerons le colossal, mais nous voudrons faire grand : de grands peuples se le doivent à eux-mêmes. Et parce que rien ne répugne plus

au génie latin que l'hypocrisie politique et religieuse de nos ennemis, nous tâcherons du moins de nous procurer entre nous et de procurer aux autres plus de vraie tolérance et plus de vraie liberté. Ce ne serait pas la peine de détrôner l'impérialisme de la Culture germanique, pour le remplacer par un autre qui serait une égale menace pour les peuples, en les inquiétant dans leurs traditions et dans leurs croyances. Si nous consentons à orienter notre effort en ce sens, — et l'on peut tout ce que l'on veut : la guerre actuelle le démontre une fois de plus, — il en résultera tout un renouvellement pour les pays latins.

Pour nous, Français, on peut en prévoir les conséquences, qui s'étendront logiquement et qui se propageront dans tous les domaines de la vie nationale. Avec cette reprise de l'action, — non plus motif de rhétorique, mais action vraiment agissante, — ce sera la fin de la maladie qui, depuis un demi-siècle bientôt, affectait chez nous l'esprit public : ce dilettantisme inconscient qui sévissait sur nous tous indistinctement, et qui était tellement cultivé et entretenu par notre éducation, qu'il nous était devenu comme une seconde nature. Le monde cessera de n'être à nos yeux qu'un spectacle, une illusion à transposer dans l'art, pour nous dicter avant tout des raisons d'agir. La littérature elle-même en sera rajeunie. A travers tous les agrémens qu'on voudra, elle visera à la pratique, comme à sa fin suprême. En cela, nous serons vraiment des classiques, et non plus des pasticheurs du classicisme ; nous continuerons la tradition de nos ancêtres du XVIIe siècle, qui demandaient à un livre non seulement d'être fait de main d'ouvrier, mais de laisser au lecteur un bénéfice d'âme et d'esprit, c'est-à-dire, en somme, d'être un stimulant de l'action. On ne pense normalement que pour agir. Le mystique lui-même ne cherche dans la contemplation que les motifs d'un amour plus grand, d'une charité plus grande, à l'égard de Dieu et d'autrui, et la règle de tout un travail obstiné et douloureux de réforme intérieure. Et ainsi, l'action ne sera plus « la sœur du Rêve, » comme se plaisaient à le chanter les poètes du dernier siècle : elle sera la fille, — l'enfant naturel et légitime, — du Rêve. Notre natalité elle-même s'en relèvera, par la seule raison qu'on n'aura plus peur de l'avenir et qu'un travail plus intense et plus intelligent assurera une vie plus large. Ce relèvement ne peut être que le fruit de la victoire et du renouveau, de la libération triom-

phante de l'activité française. Il viendra d'un entraînement général, de ce besoin d'action, de cette joie unanime de produire et de créer, qui, au lendemain de la paix victorieuse, entraînera la nation entière.

Enfin, cette victoire même, à laquelle nous devrons tous ces changemens, il faudra nous en souvenir toujours. Nous devrons garder la mémoire toujours présente de l'agression, qui a failli nous rayer du nombre des peuples libres. Nous devrons penser sans cesse à tout ce qui nous a manqué, afin que cela surabonde. La préparation, la vigilance, le qui-vive perpétuel, tels seront les devoirs des générations qui viennent. Ce sera peut-être un peu sévère au début, mais on s'accoutume à tout, et l'on ne choisit pas son siècle, pas plus qu'on ne choisit sa race ou sa famille. Ce n'est point notre faute si nous sommes venus au monde à un tournant tragique de l'histoire, si nous ne faisons qu'entrer dans une longue période de transformation, qui va changer la face de la planète. Espérer que notre vie va reprendre demain l'ornière abandonnée, l'allure paisible de ses vieilles habitudes, est une illusion enfantine. Que la pensée contraire ne nous quitte jamais! La supériorité momentanée de nos ennemis sur nous fut d'avoir un programme précis et positif, développé avec une volonté lucide et persévérante. Or, à ce programme si net, nous ne pouvons pas nous borner à opposer des mots immenses et vagues, des déclamations surannées. Il nous faut un programme bien défini, à nous comme à nos Alliés. Et nous ne parviendrons à le réaliser, les uns et les autres, que par la sécurité de nos frontières, l'association de nos richesses et de nos efforts, l'union permanente et progressive de nos forces militaires, économiques, financières, intellectuelles, — par l'Alliance latine d'abord, par le Bloc occidental ensuite. Encore une fois, ce n'est pas là une affaire de sentiment. Nous n'avons pas le temps de nous interroger, de nous demander si nous serons dupes, oui ou non, si nos caractères concordent, si cela répond à notre idéal. C'est, pour nous tous, une question de vie ou de mort. Il faut donc que cela soit.

LOUIS BERTRAND.

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON

FRANÇOIS DE XAVIER

V [1]

DU JAPON AU SEUIL DE LA CHINE

XI. — KAGOSHIMA

François arrivait au Japon avec une curiosité qu'il n'avait pas encore aussi vivement ressentie et avec les plus douces préventions.. La province de Satsuma, dont Kagoshima était la capitale, n'avait pas encore le renom glorieux qu'elle allait bientôt acquérir. Mais l'ambition de ses princes, les Shimadzu, grandissait. Ils guettaient le moment de s'annexer les provinces voisines : et leurs samuraï passaient déjà pour les plus fiers de l'archipel. Le Kagoshima d'alors ne différait pas sensiblement du Kagoshima d'aujourd'hui. Moins les édifices de briques, c'était, au pied d'une colline, la même agglomération de bicoques et de maisonnettes en bois. En face, dans le golfe profond, s'élève l'île de Sakura dont le volcan aux fréquentes éruptions rappela sans doute à François ceux des Moluques. Paysage lumineux et ville pauvre. Nulle part au Japon la vie n'était plus sobre et le luxe plus réduit que dans cette cité la plus méridionale de l'Empire. La civilisation japonaise s'offrit

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 15 mars, 1er mai et 15 juillet.

donc tout d'abord à l'apôtre par son côté le plus rude et par ses vertus les plus abruptes. Mais telle est la politesse de cette nation qu'il fut moins frappé de sa rudesse que de sa douceur.

On pense bien qu'il ne s'est pas amusé à nous décrire les petites bizarreries des coutumes japonaises. Ce n'est point sa manière. Il s'étonna seulement de la pauvreté des maisons et de la frugalité des habitans; et il remercia Dieu de les avoir menés, lui et ses compagnons, dans un pays où, voulussent-ils donner au corps des superfluités, la terre même se refuserait à leur en fournir. Mais il ne voyait autour de lui que santés florissantes et longues vieillesses; et il en conclut que, si rien ne suffit à contenter la nature, l'exemple des Japonais nous prouve qu'elle se satisfait de peu.

Il était descendu chez Yagirô que les Portugais nommaient maintenant Paul de Sainte-Foi. On voudrait savoir comment ce Yagirô, qui s'était enfui après avoir commis un meurtre, rentrait si délibérément dans sa ville. Toujours est-il que nul ne le tracassa. Sa mère, sa femme, sa fille, plusieurs membres de sa maison et plusieurs de ses amis se firent chrétiens. Ses voyages, les curieux étrangers qu'il avait amenés, sa connaissance du portugais, sa science nouvelle, le revêtaient aux yeux de son entourage, comme aux siens, d'une importance qui devait se traduire dans ses manières par un redoublement de gravité. Le bruit de ses aventures lui valut une audience du Daïmio, dont le chateau fort avec ses épaisses murailles de grès et ses tours de pagode s'élevait à quelque distance de la ville. Shimadzu connaissait déjà un peu les *Nambanjin* ou Barbares du Sud, comme on nommait les Portugais. Il désira savoir quels étaient leur genre de vie et leurs ressources. Yagirô raconta ce qu'il avait vu à Goa; et on peut être certain qu'il ne les déprécia pas. Il avait sollicité du prince l'honneur pour l'apôtre d'être reçu par lui. Admirons ici la dignité japonaise et la leçon qu'un daïmio donnait, sans le savoir, à ces Européens qui se jettent si facilement au cou des étrangers. Il s'écoula plus d'un mois avant que François fût admis en sa présence. Ce ne fut que le jour de la Saint-Michel qu'il franchit la porte étroite de la forteresse et qu'il fut conduit, par un dédale de ponts et de galeries couvertes, à travers une cité mystérieuse, devant le prince agenouillé sur une estrade dans sa robe traînante à fleurs d'or et d'argent, et entouré de ses

principaux hommes d'armes. Mais François ne paraît pas avoir remarqué cette froide magnificence et ces visages impassibles qui le dévisagèrent. On croirait à le lire qu'il eut un entretien avec un vice-roi des Indes. L'audience fut brève et insignifiante. François l'avait prié de lui faciliter son voyage jusqu'à Kioto (le Myako d'alors) où il était impatient d'approcher le Roi des soixante-six royaumes du Japon; et Shimadzu le lui avait promis, comme les Japonais promettent ce qu'ils ne tiendront pas : avec beaucoup de bonne grâce et force prétextes de retardement. La mousson empêchait la traversée; et les guerres civiles, le passage par les provinces. Le prince ne voulait pas hasarder la vie de son hôte. L'hiver lui serait doux à Kagoshima; et, dès le printemps, on lui procurerait un bateau qui le porterait à la ville impériale. En réalité, Shimadzu ne se souciait point de voir partir cet homme dont Yagirô lui avait vanté le crédit sur l'esprit des Portugais et dont la présence à Kagoshima y attirerait sans doute les navires du Portugal. Il désirait accroître le commerce de son port; et, parmi les marchandises étrangères, il prisait fort les armes à feu.

En attendant, et comme si on se fût donné le mot, on entretenait François dans ses illusions sur le roi du Japon. On le lui représentait comme un ami du roi de la Chine. Il disposait à son gré du sceau royal de son bon frère chinois. Un sauf-conduit de lui vous ouvrait toutes les portes du Céleste-Empire. Et François, qui espérait de Dieu l'amitié du roi de Kioto, se voyait déjà muni de ce talisman et au cœur de la Chine. Il n'est pas au Japon depuis trois mois, et voici son imagination en route pour Pékin! Et l'on exaltait devant lui la grandeur et la beauté de Kioto. C'était une ville de quatre-vingt-dix mille maisons. Elle possédait une Université et de grands collèges. Dans ses environs, quatre autres Universités comptaient chacune plus de trois mille cinq cents étudians; et au Nord, il y en avait une cinquième qui les passait toutes. Il nous les nomme; mais les noms qu'il leur prête ne sont que des traductions imparfaites des sons japonais, et il nous est d'autant plus difficile de les identifier que ces Universités n'étaient que des bonzeries. Tout cela paraissait si beau à François qu'il n'osait pas trop y croire; et il y croyait encore trop.

Mais pourquoi des gens, qui tenaient à le garder, lui faisaient-ils miroiter tant de merveilles à trois cents lieues de

leur ville? Pourquoi Shimadzu ne l'avertissait-il pas que le Roi des soixante-six royaumes était aussi insaisissable qu'un rayon de ce soleil dont il descendait? Vous avez là un des traits du caractère des Japonais. Dût leur intérêt immédiat en souffrir, ils ne révéleront jamais rien à l'étranger qui soit de nature à amoindrir son respect ou son admiration. Ils pourront dire du mal d'eux-mêmes par courtoisie et de leurs voisins par conviction; mais, dès qu'il s'agit de l'honneur national, s'ils ne l'induisent pas volontairement en erreur, ils se garderont bien de le détromper. Yagirò, qui savait le portugais, aurait peut-être été plus franc. L'usage d'une langue étrangère, du moins aujourd'hui, en les affranchissant de toutes les subtiles contraintes de leur idiome, donne souvent plus de liberté à leur parole. Il semble que leur sincérité leur fasse moins peur quand elle rend un son qui n'est pas japonais, et qu'on puisse avouer les misères ou les infériorités de sa patrie, sans la trahir, dans des mots inconnus d'elle. Mais Yagirò n'avait probablement aucune idée des rapports du Shogun et de l'Empereur; et comme il ne connaissait d'autre Université que celle de Sainte-Foi, il ne mentait point en certifiant à François qu'il en existait de plus considérables dans la grande île du Nippon. Ainsi, entre les cloisons de la petite maison japonaise, accroupi sur des nattes, où ses jambes de quadragénaire se fussent ankylosées s'il ne les avait pas depuis longtemps rompues aux longs agenouillemens, l'apôtre se nourrissait de rêves encore moins substantiels que les herbages et les maigres fruits qu'on lui servait avec mille révérences et prosternations.

L'hiver vint, un hiver très doux, mais d'une nouveauté piquante pour un homme habitué à la chaleur de l'Inde et des Moluques. Il faisait traduire par Yagirò un catéchisme et un exposé de la foi des chrétiens qu'il apprenait de mémoire, pendant que Cosme de Torrès et Juan Fernandez s'appliquaient à l'étude du japonais. Il recevait de nombreuses visites. Les gens du quartier se succédaient autour de son brasero. Chaque visiteur en avait au moins pour cinq minutes de salutations. Puis c'étaient de longs silences; puis des questions sur son voyage, son pays, ses vêtemens, ses impressions. Il attendait patiemment le moment d'entamer un des sujets qui formaient le fond de ses entretiens : la Création du monde, la Venue du Messie, les Commandemens de Dieu, le Jugement Dernier. On

l'écoutait, c'est-à-dire qu'on le regardait en écoutant Yagirò. On hochait la tête; on prenait un air recueilli. Mais que l'expression méditative des visages et que les bras pensivement croisés dans leurs amples manches étaient souvent trompeurs! S'il y en avait bien quelques-uns qui mordaient à l'appât de la nouveauté et dont la raison droite et pure ressentait, à l'entendre, une satisfaction imprévue, la plupart ne songeaient qu'à observer le bonze occidental. D'autres étaient uniquement préoccupés de contenter la petite curiosité qui les avait amenés, et, par exemple, dans les pays d'où venaient ces hommes singuliers, mangeait-on du riz et buvait-on du saké?

François ne restait pas confiné dans sa maison japonaise : il allait chez les Bonzes. La province de Satsuma est une de celles où le bouddhisme a le moins façonné les âmes, et bien que les bonzes y fussent encore trop nombreux, elle n'eut point à souffrir, comme les provinces centrales, de leurs agitations belliqueuses. Les Shimadzu entretenaient une assez grande bonzerie de la secte de Zen. Cette secte, qui est toujours en honneur parmi les hautes classes japonaises, pratique la méditation et y dresse ses adeptes non seulement par la tension de l'esprit, mais aussi par des attitudes pénibles imposées au corps. On dit à François que l'éternel sujet où ils attachaient leur pensée était « qu'il n'y a rien; » et il s'imagina que ces bonzes méditaient ainsi pour étouffer les remords de leur conscience. La vie qu'ils menaient ou qu'on les accusait de mener aurait peut-être justifié des remords. Mais, sur ce point, il convient d'être plus prudent et plus juste que la plupart des biographes de l'apôtre. Accordons-leur d'abord ce que François ne leur déniait point : « L'estime où on les tient, écrivait-il, me paraît venir de leur grande abstinence. Ils ne mangent ni viande ni poisson, rien que des herbes, des fruits et du riz, cela une fois par jour, et d'une façon très réglée; et on ne leur donne pas de vin. Comme ils sont fort nombreux, leurs maisons sont pauvrement rentées. Cette continuelle abstinence et le fait qu'ils n'ont aucun commerce avec les femmes sous peine de perdre la vie, m'expliquent la vénération qu'ils inspirent. » Ce qu'il dit de leur sobriété, de leur pauvreté et du châtiment qui eût puni cette sorte de dévergondage était exact dans une province frugale, peu aumônière, et qui méprisait la femme. Mais le vice que l'on rencontre surtout dans les sociétés guerrières, et partout où

l'amour pour une femme, fût-il légitime, semble entacher l'honneur de l'homme, avait envahi les bonzeries ; et François s'étonnait du peu d'horreur que les hommes et les femmes en concevaient. C'est le seul qu'il reproche aux bonzes; et il aurait pu le reprocher également aux samuraï. Seulement, chez les bonzes, il avait un plus brillant cortège : la cupidité, compagne obligée de la luxure; et l'hypocrisie, car, si l'opinion publique en riait, les plus habiles tâchaient cependant de le dissimuler et continuaient d'enseigner le mépris des biens terrestres et des appétits charnels. Mais la corruption n'était pas aussi universelle que l'affirment les premiers missionnaires. Sauf dans les monastères guerriers, où François ne pénétra point, le désintéressement, la chasteté, la sagesse, une bonté qui n'était point la charité chrétienne, mais qui compatissait à la misère, n'avaient rien d'exceptionnel sous la robe du moine et de l'ascète bouddhiste. Enfin, les bonzes n'avaient point l'arrogance des Brahmes. Ils étaient d'humeur à bien accueillir ces hôtes venus de si loin pour parler des choses divines et surtout venus des pays du Bouddha. Mais François ignorait que la religion japonaise avait son origine dans l'Inde. « Tous, disait-il, laïques et bonzes, se plaisent à traiter avec nous. »

Ils en rabattirent. Ses manières durent leur causer d'abord une surprise qui ne fut pas toujours en sa faveur. Dans des notes du Frère Juan Fernandez, on lit qu'il allait, sans y être invité, aux monastères des Bonzes, les conviant à lui poser des questions ou leur en posant lui-même. « Il entrait et sortait comme il l'eût fait chez lui. » Que les Japonais en usent indiscrètement avec les étrangers, on s'en est souvent plaint. Ils seraient capables de les réveiller la nuit pour les interroger. Mais ils ne leur concèdent point les mêmes privilèges. En tout cas, leur indiscrétion s'accompagne d'un protocole qui la légitime à leurs yeux : salutations multipliées, litanies d'excuses, aveux d'une faiblesse d'esprit dont ils espèrent qu'on voudra bien leur tenir compte, très humble désir d'entendre tomber d'une bouche si honorable des paroles infiniment précieuses. François ne pouvait avoir recours à ces formules conventionnelles, mais indispensables, et sa liberté d'allures, que Fernandez admirait, nuisait à sa propagande. Dans l'oisiveté de leur existence, ses visites ne leur furent qu'un divertissement jusqu'au jour où des allusions à leurs vices les avertirent du danger.

Cependant le charme qui émanait de François et son ardente sincérité impressionnèrent quelques-uns d'entre eux. C'est ce qu'il y a de beau dans son histoire : toutes ses fautes qui proviennent de l'inexpérience sont comme les trous du manteau sous lequel des yeux exercés devinent le grand seigneur. Le rayonnement de son âme absorbe, pour ceux qui ont l'instinct de la beauté morale, les ridicules dont l'ombre amuse la plèbe. Le supérieur du monastère, que subventionnaient les Shimadzu, aimait à le recevoir. François le nomme Ninjit. Nous ne savons rien de lui, sinon qu'il était âgé, très doux, affable, incliné aux œuvres pies, « humble pour un Japonais. » Ce devait être un de ces gentilshommes retirés de bonne heure dans une bonzerie et que leur renoncement aux honneurs du monde poussait aux dignités sacerdotales. Malgré des difficultés presque insurmontables, les deux hommes parvinrent à entrevoir leur pensée, et Ninjit mieux encore que François, attendu que le Christianisme s'adresse plus que le Bouddhisme à la raison naturelle. Un bouddhiste qui se fait chrétien simplifie sa vie intérieure; le chrétien ne passe au bouddhisme que porté sur des nuées métaphysiques. « Croyez-vous à l'âme immortelle? » lui demandait François. Pour un bouddhiste qui n'a pas notre notion nette et tranchée de la personnalité humaine, la question ainsi présentée était insoluble. Mais, comme la nature, si bouddhiste que l'on soit, nous conseille d'attacher une certaine importance à notre moi, Ninjit finissait par deviner ce que François voulait dire, alors que François ne s'expliquait point les incertitudes de Ninjit. Ils étaient à mille lieues l'un de l'autre ; mais la voix de l'un, d'accord avec l'instinct le plus radical de notre être, en éveillait la résonance chez son interlocuteur; la voix de l'autre se perdait loin de la terre dans une immensité vide. De la doctrine bouddhique, François ne soupçonna que le fond de tristesse. « Quel temps vous semble préférable, lui demandait-il, de la jeunesse ou de la vieillesse? » — « La jeunesse, répondait Ninjit, parce que le corps est dispos et qu'on peut faire tout ce qu'on désire. » — « Mais, reprenait François, quand les navigateurs s'éloignent d'un port pour aller à un autre, quel moment leur est meilleur : est-ce quand ils sont en pleine mer, exposés aux tempêtes, ou près de cet autre port? » — « Je vous entends, répondit Ninjit; mais cela ne me concerne point : je ne sais vers quel port je navigue. A

qui le sait et à qui le port est ouvert, s'en approcher est le meilleur : moi, j'ignore où et comment j'aborderai. » François lui nommait et lui décrivait le port ; et les yeux si calmement désespérés du vieillard essayaient de se fixer sur ces lumières qui lui apparaissaient le long du sombre rivage. « Je voudrais mourir baptisé, disait-il plus tard à Louis d'Almeida; mais la place que j'occupe, ma dignité, la vénération que l'on a pour moi, m'en empêchent. »

En dépit de ces témoignages d'intérêt, et malgré la liberté de prêcher dont François jouissait, la réalité ne répondait guère à ses espérances. Où étaient ces populations qui, en six mois, devaient se faire chrétiennes? Il restera un an à Kagoshima et ne convertira pas plus de cent personnes. Et pourtant il ne se plaint pas; il est heureux; il est gai. Ses lettres en Europe, à Goa, à Malaca, nous le montrent rajeuni, plus allègre que jamais, en pleine possession de sa fine bonne humeur. Mais c'est son opinion sur les Japonais qui en fait le grand intérêt. L'ancien gentilhomme basque est ravi de leur sens de l'honneur : « Ce sont gens qui ne supportent pas une injure ni une parole de mépris. » Les nobles servent leur prince non par crainte, mais parce que l'honneur les y oblige. L'honneur a plus de prix pour eux que la richesse. « J'ai vu chez eux une chose qu'on ne rencontre nulle part chez les Chrétiens : les gentilshommes, si riches qu'ils soient, honorent tout autant le gentilhomme pauvre que s'il était aussi riche qu'eux. » Songez aux souvenirs d'enfance de François, aux insolences et aux affronts qu'avaient essuyés ses parens appauvris! Le jeu qui exerçait des ravages en Europe était sévèrement défendu dans les hautes classes, où l'on estimait qu'il ne différait guère du vol; et le vol était puni de mort. « De tous les peuples que j'ai vus en ma vie, chrétiens ou infidèles, je n'en ai pas connu qui fût aussi irréprochable dans cette matière. » Et, si le gentilhomme admirait ces belles vertus chevaleresques, l'homme d'Université ne goûtait pas moins le développement vraiment extraordinaire de l'instruction dans la société japonaise : « Une grande partie du peuple sait lire et écrire. » Sur ce point encore les Japonais l'emportaient sur les Occidentaux, et peut-être aussi par leur désir d'apprendre et leur plaisir d'entendre des choses conformes à la raison. « Quand le raisonnement leur a démontré que ce qu'ils font est mal fait, ils approu-

vent la sentence que la raison porte contre eux. » François s'illusionne un peu. Mais enfin, — et ceci est très remarquable, — s'il embellit les Japonais, ce n'est point qu'ils se convertissent. Là où l'on raisonne, il ne désespère jamais de faire triompher le Christianisme; et là où il voit le bien, il le proclame. Son sentiment, qu'il modifiera dans la suite quand il connaîtra un autre Japon que celui de Kagoshima, n'en est pas moins assez juste; et il est encore aujourd'hui, où la morale du désintéressement a fait au Japon une série de faillites retentissantes, celui de la plupart des missionnaires. La moralité japonaise n'est pas, en général, inférieure à la moralité européenne. Au XVIe siècle, elle lui était souvent supérieure. De la part d'un humaniste ou d'un philosophe comme Montaigne, l'aveu de cette supériorité n'aurait point de quoi nous surprendre. Mais nous sommes en face d'un homme convaincu que tout ce qui n'appartient pas à l'empire du Christ appartient à celui du démon. Et cet homme n'hésite pas à reconnaître que l'honneur et la probité n'ont jamais jeté un éclat plus pur que dans cette société païenne. Un professeur de morale eût repris le bateau.

Son séjour à Kagoshima n'allait pas s'achever aussi favorablement. En novembre, il avait appris qu'un navire portugais mouillait à Hirado, dans l'île du même nom, au Nord de Nagasaki. Le port de Hirado, considéré comme un des meilleurs mouillages, fut un des plus fréquentés pendant les cent ans que durèrent les relations entre le Japon et l'Europe. La présence de ce navire lui offrait une occasion d'envoyer de ses nouvelles à Goa et à Rome. Il ne pouvait plus compter sur son pirate chinois. Le pauvre diable venait de trépasser. Son idole lui avait bien dit qu'il ne reverrait pas Malaca. François, qui souffrait des fièvres, décida de porter lui-même son courrier à Hirado. Pourquoi ne le confiait-il pas à Cosme ou à Fernandez? Comme les hommes d'action, chez qui le pressentiment de la mort se traduit par un redoublement d'activité, il s'exagère ses obligations. Accompagné d'un interprète, il fit les cent lieues qui le séparaient de Hirado, moitié par terre, moitié par mer. Shimadzu apprit que les Portugais, heureux de revoir François, avaient pavoisé leur bateau, ce qui le confirma dans ce que lui avait dit Yagirô de son autorité sur les barbares du Sud. Mais il apprit aussi que le daïmio de Hirado, Matsura, son ennemi, s'était montré fort aimable envers l'apôtre et lui avait facilité

l'acquisition d'un terrain où bâtir une chapelle. Shimadzu ne dit rien ; et sa protection continua de s'étendre, en apparence, sur la petite mission chrétienne où François avait repris sa place. Mais, au mois d'août suivant, un autre bateau portugais fut signalé à Hirado ; et Shimadzu se crut berné, puisque, malgré sa bienveillance à l'égard des prêtres étrangers, leurs compatriotes allaient négocier ailleurs.

Entre temps, les Bonzes s'étaient agités. Les missionnaires commençaient à pouvoir prêcher en public. Leurs accusations se faisaient chaque jour plus précises et, sans doute, plus virulentes. Les Bonzes, si une secte indépendante, sortie du Bouddhisme, avait entrepris de ruiner leur crédit, n'auraient peut-être pas attendu aussi longtemps pour lui déclarer la guerre. Au réquisitoire dressé par François contre leur immoralité, ils ripostèrent par des accusations de sorcellerie et même de cannibalisme. On jeta à la porte des étrangers des linges ensanglantés ; et l'on ameuta le bas peuple qui crut que ces ogres se repaissaient la nuit de chair humaine. Un geste de Shimadzu eût fait taire ces criailleries. Il ne laissa les choses aller que jusqu'où il le voulait bien. Elles n'allèrent pas très loin ; mais elles lui fournirent un prétexte pour interdire une propagande qu'il eût favorisée si les bateaux portugais avaient débarqué leur poivre sur le quai de Kagoshima, et qu'il favorisa plus tard. Il défendit à ses sujets la doctrine étrangère sous peine de mort. Du reste, il n'exigea aucune rétractation de ceux qui étaient déjà chrétiens ; il ne les persécuta pas, et il ne parla point d'expulser les missionnaires. L'été était revenu ; on touchait à l'automne. François s'éternisait sans profit dans cet endroit perdu. Il demanda son congé au prince qui s'empressa de lui trouver une jonque. « Au bout d'un an, écrit-il simplement, voyant que le seigneur de ce pays n'était pas content des progrès que faisait la loi de Dieu, nous nous sommes en allés. » En réalité, la loi de Dieu avait fait très peu de progrès.

François choisit comme interprètes deux Japonais convertis, dont l'un Bernard le suivra jusqu'à Goa et finira ses jours en Europe. Yagirô demeurait chargé des intérêts spirituels de la petite chrétienté. La période glorieuse de sa vie était passée. François emportait tout son prestige. Il avait été un instant aux regards de ses concitoyens un homme rare : il ne fut plus qu'un déclassé. On ignore comment il tomba dans le métier de pirate ;

mais on sait qu'il y mourut. Les âmes, qui s'étaient groupées autour de l'apôtre et qui avaient vu dans ses yeux un nouveau ciel s'ouvrir, ne retrouvèrent plus jamais leurs émotions et leur espérance. Le même brouillard, qui dissout au fond de notre mémoire la figure des êtres les plus aimés, recouvrit peu à peu les vérités qu'elles avaient aperçues. Les unes retournèrent à leurs anciennes pratiques, comme on revient à sa besogne familière au sortir d'un long rêve. Les autres travaillèrent silencieusement sur les notions chrétiennes ou plutôt les enveloppèrent d'un tissu de songes où, dix ans plus tard, des missionnaires de passage en distinguèrent encore les traits pâlis.

Avant de quitter la province de Satsuma, François et ses compagnons s'arrêtèrent, à six ou sept lieues de Kagoshima, dans le château fort d'un des vassaux et parens de Shimadzu, Niiro Isé-no-Kami. Ce seigneur, le type même de l'honneur et du stoïcisme japonais, leur offrit l'hospitalité sur le conseil d'un de ses samuraï qui s'était fait baptiser. C'était peut-être la première fois que François était admis dans l'intimité cérémonieuse d'un homme de ce rang. Tout devait le ravir : l'austérité de la vie, la politesse silencieuse des domestiques, les douces manières des hommes d'armes, ces repas où la façon de servir vaut mieux que ce qu'on sert et dont les soins exquis envers l'hôte relèvent la frugalité, la modestie de l'épouse qui n'est que la première servante de son mari et de ses invités, le respect des enfans qui savent de naissance ce qu'ils doivent faire et qu'on ne remarque qu'à leur souci plus élégant de passer inaperçus. Niiro désira entendre des lèvres de François l'exposé de sa doctrine. La pureté de la morale chrétienne contenta si pleinement sa raison qu'il engagea sur-le-champ sa femme et son fils aîné à recevoir le baptême. Il l'aurait reçu lui-même si son loyalisme ne lui avait commandé de ne point déplaire à son suzerain. François laissa à ces chrétiens des prières écrites de sa main, qu'ils enfermèrent précieusement dans des sachets de soie, et, pour la santé de leur corps, une discipline. Dix ans après, Louis d'Almeida les retrouva toujours fidèles, protégés par leur solitude contre toute défaillance. La dame, ses fils, — car, depuis, Niiro avait fait baptiser ses deux autres enfans, — plusieurs samuraï s'enquirent de tout ce qui était arrivé au Père. Ils lui montrèrent leurs sachets, qui avaient guéri, disaient-ils, bien des malades, et la

discipline dont ils se donnaient, une fois la semaine, trois coups, pas plus, crainte de l'user.

Encouragés par cet heureux début, les voyageurs gagnèrent le port de Kyodomari, et, de là, dans leur jonque, Hirado. Les Portugais les accueillirent avec de grandes démonstrations. Matsura, qui séchait d'envie sur son île en songeant à ses puissans voisins, se réjouit lorsqu'il vit revenir le bonze vénéré des marchands portugais. Il n'avait au fond que du mépris pour la religion nouvelle; mais il l'abominait encore moins qu'il ne chérissait les ballots de marchandises. Il se confondit en protestations d'amitié. « Le seigneur de ce pays, écrit François, nous reçut avec beaucoup d'affection et de bonne grâce; et, en peu de jours, il se fit là une centaine de chrétiens, grâce aux prédications de Fernandez, qui déjà parlait assez bien, et au livre qu'il leur lisait traduit en langue japonaise. » Ainsi en moins d'un mois ils avaient opéré autant de conversions qu'en un an à Kagoshima. Il suffisait que le prince sourît à leurs efforts pour que les âmes s'ouvrissent. Que serait-ce, grand Dieu! quand le Roi du Japon serait devenu leur ami? François laissa Cosme de Torres sur cette île et, accompagné de Fernandez et de Bernard, il se mit en route pour Kioto. Il allait pénétrer dans un autre Japon.

XII. — YAMAGUCHI

La décomposition de la féodalité batailleuse faisait de la grande île du Nippon un marécage dangereux, avec des îlots de luxe et de plaisirs. La piraterie écumait les côtes, le brigandage dévastait les routes. La vie humaine était à très bas prix. La tête d'un voyageur dépendait du caprice d'un homme d'armes rencontré sur un chemin, dans une auberge, au coin d'une rue. François et Fernandez avaient logé dans deux besaces tout leur bagage : un surplis, trois ou quatre chemises, une vieille couverture qu'ils partageaient. On les mena d'abord, cachés au fond d'une barque, au port de Hakata, une des villes les plus marchandes de la côte septentrionale du Kiushu. François se rendit à un monastère assez fameux, mais réputé pour sa sodomie. Le supérieur l'y accueillit aimablement, convaincu qu'il recevait un compatriote de Çakia Muni. Il ordonna même qu'on préparât aux étrangers une collation de fruits. Mais François éleva la voix très haut et reprocha amèrement aux

bonzes leur vice et toutes les tromperies dont ils abusaient le peuple. Les bonzes ne durent pas entendre très clairement le discours indigné de l'apôtre : les uns se mirent à rire, les autres demeurèrent ébahis. Sans autre compliment, les deux missionnaires leur tournèrent le dos. Ce fut toute la collation. Si cette scène est vraie, elle dément les conseils de douceur que François n'a jamais cessé de donner à ceux qui traitaient avec les Japonais. Ses réprimandes se seraient comprises dans un couvent occidental aussi dévergondé que cette bonzerie japonaise. Mais ici, n'étant précédées d'aucun enseignement, elles ne pouvaient produire qu'un effet de stupéfaction ou d'irritation. Il les eût payées de sa vie, sans profit pour sa cause, qu'on ne saurait en accuser que son imprudence. Du reste, — l'observation est de Fernandez lui-même, — François semblait éprouver à certains momens comme un sombre plaisir à défier la mort. A quoi bon? Elle cheminait déjà dans son ombre.

Ils continuèrent leur route à pied jusqu'au détroit de Simonoseki. Cinq ou six jours de marche, mais bien durs. On était en novembre, et, cette année-là, l'automne avait toute la rudesse de l'hiver. La neige avait aveuglé le sourire du paysage. Collines, vallées, tout était recouvert. « Rien, dit Fernandez, rien autour de nous ne pouvait nous donner la moindre distraction. » Et sans se douter que ses simples lignes sont le plus beau portrait que nous ayons de François, très supérieur à tous ceux des peintres, il nous décrit l'attitude de l'apôtre en oraison, poursuivant sa route à travers ce paysage mort et froid : « Il ne levait pas les yeux, ne regardait ni à droite ni à gauche ; il tenait ses bras et ses mains immobiles ; ses pieds seuls se mouvaient, et bien paisiblement. Certes, il montrait, par cette modestie et par cette révérence de sa démarche, qu'il allait en présence de Dieu Notre Seigneur. » Ah! si l'on ne pensait qu'à la beauté pathétique de ce cheminement sur la neige au bout du monde, il ne nous viendrait jamais à l'idée de regretter qu'il n'eût pas pris une chaise à porteurs! Mais chaque pas qu'il fait lui retranche une heure de vie.

Ils traversèrent le détroit et abordèrent au pied de la montagne où s'étendait la longue rue de boutiques et d'échoppes qui composait toute la ville de Simonoseki. Il ne leur restait plus que dix-huit ou vingt lieues à faire avant d'arriver à Yamaguchi, leur première grande étape. Yamaguchi était alors,

après Kioto, la ville la plus opulente du Japon; et son daïmio, Ouchi Yoshitaka, semblait un des plus puissans seigneurs. Qui la voit aujourd'hui entourée de ses collines, où s'étageaient jadis les temples et les bonzeries, croit voir un Kioto plus petit dépouillé de ses parures. Mais elle a conservé son air noble. La population y aime le plaisir; et le sang court plus légèrement dans ses veines que dans celles des Satsuma. Lorsque les missionnaires y pénétrèrent, la société la plus brillante du Japon s'y était réfugiée. Les courtisans issus de famille impériale, les Kugé, avec leurs grands sourcils et leur légère couche de fard, y avaient mis à la mode les divertissemens de la cour, car ils avaient déserté Kioto et leur Empereur désargenté. Les bonzes étalaient une somptuosité seigneuriale. Le commerce de la Chine et de la Corée faisait affluer l'or. François fut surpris du luxe des vêtemens et de la beauté des armes.

Les deux Européens, harassés, entrèrent dans des rues étroites, où se pressait une foule compacte, mais peu bruyante, qui s'écartait respectueusement devant les hommes d'armes et qui, aux cris des estafiers d'un grand seigneur, s'agenouillait et se prosternait. A leur vue, les gens s'arrêtaient, puis les suivaient; les enfans s'attachaient à leurs pas, leur montaient sur les talons, marchaient de biais ou à reculons pour les regarder sous le nez, de sorte que nos voyageurs avaient l'air d'entraîner avec eux toute la rue. Ils atteignirent l'auberge, dont les fenêtres, les balcons, le vestibule se remplirent instantanément de figures stupéfaites ou riantes. Plusieurs aubergistes refusèrent de loger ces mendians.

François avait une recommandation pour un des principaux seigneurs de la cour, et Fernandez nous dit qu'aussitôt installé il le pria de lui obtenir une audience du Roi, « afin qu'ayant été bien informé de la loi qu'on venait prêcher il en autorisât l'observation dans son royaume. » Yoshitaka était un homme intelligent, assez efféminé bien qu'il eût peu de goût pour les femmes, indifférent aux croyances religieuses et détaché des soucis du pouvoir. Le gentilhomme, qui lui présenta la requête des missionnaires, lui dit qu'ils venaient du même pays que les dieux du Japon. Cette raison le décida à les recevoir. Il le fit sans apparat, dans une pièce ouverte comme un décor de théâtre, qui donnait sur une galerie et sur un jardin. Il n'avait près de lui qu'un bonze. Mais des deux côtés

du jardin, dans des salles également ouvertes et, en face, du haut des balcons, de nombreux courtisans, en larges vêtemens de soie diaprée et coiffés de hauts bonnets noirs, assistaient à l'entretien. Le prince les questionna d'abord sur leur voyage; puis il exprima le désir de savoir quelle était leur doctrine. « Lisez! » dit François à Fernandez. Et le Frère lut le récit de la Création et les Commandemens de Dieu. Il espérait que, pour la première fois, on n'irait pas plus avant; car il arrivait au passage où François flétrissait les erreurs des Japonais et notamment leurs abominations sodomiques ; et nul n'ignorait que Yoshitaka y était fort enclin. Mais François ne lui fit pas signe de s'arrêter, et le Frère sentit sa tête moins solide sur ses épaules. Yoshitaka entendit donc que ceux qui commettent de pareilles aberrations sont plus sales que des porcs et au-dessous des chiens et des autres animaux. Il ne broncha point; et les sabres du palais restèrent bien tranquilles dans leurs fourreaux. Il était trop Japonais pour céder à un mouvement de colère; mais, comme il ne témoigna par la suite aucun ressentiment, nous pensons qu'il ne crut pas ces nouveaux venus au courant de ses habitudes ou que ses tristes expériences lui permirent d'apprécier encore mieux l'excellence de leur morale. Cependant leur introducteur comprit qu'il était temps de lever la séance. La lecture avait duré une heure. François et Fernandez se prosternèrent et se retirèrent à reculons devant le prince impassible et muet. Dehors, Fernandez éprouva un grand soulagement.

Le lendemain, François, considérant que le silence du prince équivalait à une approbation, commença ses prédications publiques. Il se plantait au croisement des chemins ou aux endroits les plus populeux. Fernandez tirait son livre et lisait ce qu'il avait lu au daïmio, pendant que François en prière suppliait Dieu de bénir ses paroles et ses auditeurs. Les passans se rassemblaient. La plupart éclataient de rire et hachaient la lecture de lazzi incompréhensibles pour les pauvres étrangers dont la figure, le nez droit et long, les yeux qui ne se relevaient point vers les tempes, et les gestes de chauves-souris leur produisaient un effet irrésistiblement comique. D'autres s'éloignaient irrités qu'on pût ainsi vilipender les dieux du Japon. Le mot *Deos* qui revenait à chaque instant sur leurs lèvres, tant ils étaient soucieux d'éviter

toute équivoque bouddhique, prêtait malheureusement au calembour. *Deos, deous*, devenait *Dai uso* qui signifie *grand mensonge*. Les enfans couraient après eux et criaient : « Grand mensonge! grand mensonge! » Quand ils parlaient d'aimer Dieu, comme le verbe aimer n'a en japonais qu'un sens charnel, on devine les fusées de brocards. Les samuraï ne se mêlaient point au peuple. Mais ils envoyaient chercher les deux amuseurs, histoire de tuer le temps. Leurs misérables hardes leur inspiraient parfois de la compassion. Avoir fait de si longs voyages et être si mal en point! Fallait-il qu'ils fussent bas dans leur pays! Ils les contemplaient comme deux épaves qu'on ne sait comment utiliser. Les plus fiers se moquaient d'eux. François avait supporté bien des humiliations; mais de la part de ces gentilshommes qu'il sentait ses pairs, les insultes lui furent intolérables. Il regimba. Son visage s'empourprait. « Répondez-leur sur le même ton qu'ils me parlent; ils me traitent comme un inférieur méprisable : traitez-les ainsi; » disait-il à Fernandez. Et Fernandez tremblait : « Chaque fois que j'obéissais au Père, avouait-il, je m'attendais à recevoir le coup de sabre qui me détacherait la tête. » Mais il n'était pas assez familier avec les nuances de la langue japonaise pour employer les mêmes formes injurieuses que leurs insulteurs; et l'eût-il fait qu'ils les auraient mises sur le compte de son ignorance. Cependant les regards de François et son attitude les gênaient un peu. Ainsi son ancienne hidalguia se ranima et jeta quelques éclairs dans cette atmosphère féodale.

Il n'arrivait à rien. Il avait déjà passé deux mois à Yamaguchi absolument stériles. Il partit pour Kioto. Tout aurait dû le détourner de cette aventure. Si l'on savait dans quel état se trouvait Kioto, c'était bien à Yamaguchi où l'anarchie de la capitale et le dénuement des souverains avaient exilé une foule de seigneurs et d'hommes d'armes. Mais ses légers accès de fierté nobiliaire avaient réveillé son esprit romanesque; et il se lança dans un voyage près duquel ses marches les plus dures dans l'Inde ou aux Moluques n'avaient été que des promenades d'agrément.

Toujours accompagné de Fernandez et de Bernard, qui portait suspendue à sa ceinture leur provision de riz grillé, il choisit la route de terre la plus longue, afin de visiter les villes et d'y semer l'Évangile. Il sema sur la glace. On était

au cœur de l'hiver. Le délicieux Japon eut pour ses premiers hôtes d'Europe des cruautés de pays arctique et de désert. Ils ignoraient les chemins, se perdaient à travers ces jolies contrées montagneuses qui n'étaient plus que marécages, fondrières, pentes glissantes et torrens débordés. Heureux quand ils pouvaient se joindre à une petite caravane. Mais on se moquait d'eux : « Puisque vous venez du temple des cieux, pourquoi ne leur dites-vous pas, à ceux de là-haut, de jeter un peu moins de neige ? » Les auberges les repoussaient, non par fanatisme religieux, mais parce qu'ils étaient étrangers et pauvres. Et plus François montait vers Kioto, plus il se rapprochait de la zone des guerres civiles. Qu'il y soit parvenu et qu'il en soit revenu, nul miracle dans sa vie ne me paraît plus évident. Ses jambes enflèrent ; le soir, ses pieds saignaient des blessures qu'il s'était faites sans en avoir eu conscience. Quand il le pouvait, il achetait des fruits secs et les distribuait avec sa bénédiction aux enfans qui pourtant le harcelaient d'injures et lui lançaient des pierres. Nous ignorons les villes par où ils passèrent et même le nom du havre où, épuisés, ils s'embarquèrent dans une jonque qui les déposerait au port de Sakai, à vingt lieues environ de Kioto. Jour et nuit, ils restèrent assis sur le pont au milieu de jeunes marchands dont leur présence excita les propos graveleux. L'un d'eux entreprit François : il lui parlait comme à un niais, ou comme à une brute. François leva sur le goujat ses yeux tristes : « Pourquoi me parlez-vous ainsi ? lui dit-il. Sachez que je vous aime beaucoup et que je voudrais bien vous enseigner le chemin du salut. » Le jeune homme ricana. A une des nombreuses escales, un homme pieux, ayant ouï dire qu'ils venaient de la patrie du Bouddha, compatit à leur infortune et leur remit une lettre pour un de ses amis marié à Sakai.

Cette ville de la province d'Izumi était avec Osaka un des grands entrepôts de la Mer Intérieure. François abordait au Japon central. Il avait devant lui l'île d'Awaji, la première des îles de l'archipel née, dit la légende, du mariage d'Izanagi et d'Izanami, et l'une des plus charmantes ; à sa droite, les côtes de Kobé et l'embouchure de la rivière qui baigne l'énorme et confuse cité d'Osaka ; derrière lui, dans les terres, l'ancienne capitale de Nara, terre sacrée. La pluie tombait sans relâche. La ville, que dominait une pagode à trois étages, avait, comme

toutes les villes japonaises sous l'averse, l'aspect piteux d'une immense basse-cour, dans un terrain défoncé, avec, çà et là, des toits bizarres de volières. On les reçut en parias. Ils eurent beaucoup de mal à trouver le logis du destinataire de leur lettre, qui, heureusement, se montra honnête homme et les hospitalisa, mais avec le désir de les expédier au plus vite. Il connaissait justement les domestiques d'un seigneur qui se rendait à Kioto, et il obtint par eux que les étrangers fussent admis dans sa suite. Le seigneur voyageait en palanquin et ses principaux gentilshommes à cheval. Derrière eux, les domestiques marchaient d'un pas accéléré et prenaient souvent le pas gymnastique. François, Fernandez et Bernard les imitèrent. Jamais l'apôtre n'avait été plus gai. Il jouait avec un fruit, le lançait et le rattrapait comme autrefois sa pelote basque. Ce fut en courant ainsi parmi les valets, derrière la litière d'un seigneur japonais, que le Père maître François de Xavier, nonce apostolique, les joues arrosées de larmes joyeuses, fit son entrée dans la ville impériale.

Ce qu'était la ville impériale? Un Yamaguchi trois et quatre fois plus vaste, mais dévasté. D'interminables ruelles où s'écoulait la foule; des terrains noirs que semblait avoir défriché l'incendie; des quartiers de débauche entre des quartiers en ruines; des palais mis au pillage, et, sur les collines boisées, dans des monastères retranchés comme des forteresses, l'éternelle sonnerie des cloches entrecoupée par des bruits d'armes. Trois mille bonzes campaient sur le mont Hieizan. Les insurrections politiques se compliquaient de guerres religieuses. François put voir les derniers tisons du grand temple de Hongwanji, que la secte de Nichiren venait de brûler avec toutes les maisons du voisinage.

Son hôte de Sakai ou un des samuraï de la troupe l'avait adressé à un ami. Cet ami n'eut rien de plus pressé que de les envoyer tous trois chez son gendre, qui habitait une campagne aussi éloignée de Kioto que le port de Sakai. Un jeune domestique les y conduisit, et ce furent encore des lieues et des lieues et des injures et des coups de pierre. Pourquoi François accepta-t-il? Que lui avait-on fait espérer ou craindre? Le gendre ne retint pas longtemps ces étrangers indésirables, et ils revinrent à Kioto, butés à l'idée de voir le Roi. Mais quel Roi? Le Shogun Yoshiteru avait dû fuir, et son palais était en

cendres. Il y avait bien un autre palais qui n'était pas le spectacle le moins extraordinaire de cette capitale : une grande masure au toit lourd, entourée de petites masures, dans un vaste enclos dont les murs de terre étaient recouverts d'auvens de bois. Là vivait, au milieu d'un peuple de serviteurs et de chambellans affamés, le descendant de la déesse Soleil, un pauvre être qu'on portait d'une pièce à l'autre comme un paralytique, car ses pieds célestes n'avaient pas le droit de toucher le sol, et qui serait mort d'inanition si de fidèles daïmio ne lui avaient alloué quelques secours. L'histoire l'appelle Go Nara. Faute d'argent, on n'avait pas plus célébré son avènement qu'il ne pouvait compter qu'on célébrerait ses funérailles. Il essayait d'en gagner en vendant des titres de noblesse; mais, dans ces temps d'émeutes et de révolutions, les affaires n'allaient pas. Ses Kugé le quittaient l'un après l'autre avec des figures de carême. Les dames de la cour, aux longs cheveux et aux longues robes de brocart, se glissaient derrière les brèches des murs, et hélaient le marchand de patates, seule friandise que l'état de leur bourse leur permît de s'offrir. François et Fernandez erraient autour de cette enceinte, où les voleurs entraient comme chez eux. Mais, quand ils demandaient humblement la faveur d'y pénétrer, on leur répondait : « Quels présens apportez-vous ? » Ou, le plus souvent, on les toisait et on détournait la tête. Ils recommencèrent alors leurs lectures dans les carrefours. Ils n'obtinrent même pas un succès de curiosité.

Jamais encore l'apôtre n'avait subi un pareil échec, et, pourquoi ne pas le dire, une pareille leçon. Le Japon ne le prenait pas en traître. Il avait eu le temps de l'étudier. A Hirado, à Kagoshima, on le fête ou on le supporte, parce qu'on le croit un personnage. Au contraire, à Yamaguchi, où l'on ne se soucie ni des Portugais ni de leurs cargaisons, la populace l'insulte et les nobles le méprisent. Et c'est dans ces conditions qu'il entreprend d'aller voir l'Empereur. Il s'imagine que la pratique des plus rudes vertus, l'humilité, la pauvreté, les souffrances volontaires, l'acceptation des outrages, suffiront à gagner des âmes. Mais elles n'auraient eu de sens que pour des âmes chrétiennes. Il oublie qu'il ne lui est guère plus permis de s'abandonner à sa passion de la pauvreté et de l'humilité qu'à un ambassadeur de vivre comme un simple particulier et de fuir les réceptions. Il ne songe qu'à édifier, quand il devrait

songer d'abord à imposer aux païens le respect extérieur de la religion dont il est le messager royal. Pourquoi n'a-t-il pas même usé des lettres où le gouverneur de l'Inde l'accréditait et offrait au roi du Japon l'amitié du roi de Portugal? Pourquoi les a-t-il laissées à Hirado avec les présens qu'il était chargé de déposer aux pieds de Sa Majesté japonaise? « Il n'avait pas jugé à propos d'employer ces moyens humains, » répond un de ses contemporains. On appellera cette témérité de la confiance en Dieu, et Dieu seul peut savoir ce qui s'y mêle de subtile et imperceptible confiance en soi. Que François remporte la victoire, il en fera remonter tout l'honneur à Dieu. Il ne répudie les secours qui lui viennent des hommes qu'afin d'augmenter son tribut de gratitude et de s'humilier davantage en se mesurant à son triomphe. Mais n'est-ce pas attacher trop d'importance à ces secours que de craindre qu'ils amoindrissent la gloire de l'action providentielle? Dieu n'a besoin ni des présens ni des lettres d'un gouverneur pour se manifester. Seulement, à moins de spéculer sur une série de miracles qui bouleverseraient les institutions et la nature d'un peuple, l'homme en a besoin pour se mettre en mesure de prouver qu'il agit conformément aux desseins de Dieu. S'il les repousse, il s'exagère ses propres forces et il méconnaît ses adversaires. François avait commis ces deux erreurs.

Onze jours s'étaient à peine passés qu'il renonça à se faire entendre de cette ville sourde. Les voyageurs prirent une jonque qui descendait le Kamogawa jusqu'à Sakai, et de là ils s'embarquèrent à destination de Hirado. Le retour fut encore très pénible, parce qu'ils couchaient sur le pont, mais plus rapide et moins dangereux. L'apôtre rentra à Hirado, dans un tout autre état d'esprit qu'il en était parti. Un des interlocuteurs du *Dialogue* d'Auger exprime d'une manière pittoresque le revirement qui s'était opéré en lui, lorsqu'il eut bien constaté que son humilité discréditait sa doctrine : « Il se mit à changer de note. Qui se fait brebis, le loup le mange. Saint Paul est parfois monté sur ses grands chevaux et a mis la peur au cœur de ses ennemis en leur jetant sur leur visage, tout à travers, comme une barrière, ses privilèges et le rang de sa noblesse. » Ce qu'il avait vu de Kioto l'avait persuadé que le roi du Japon n'avait pas le quart de la puissance du roi de Yamaguchi. C'était ce dernier dont il fallait conquérir les bonnes

grâces. Il prit les présens apportés de Malaca : une horloge à roues, un instrument de musique à clavier, une riche arquebuse, des flacons de cristal, des miroirs, des lunettes, une pièce de brocart. Il revêtit un bel accoutrement de soie. Et, au mois de mars 1551, il reparaissait à Yamaguchi avec ses lettres de créance, « dans l'équipage d'un grave et sage ambassadeur. »

Ce fut un coup de théâtre; et François ne se doutait pas lui-même à quel point les Japonais y seraient sensibles. S'il était né d'une inspiration de son génie romanesque et dramatique, quelle connaissance intime du Japon il témoignerait chez l'apôtre! La surprise de cette rentrée d'un mendiant en grand dignitaire donnait à sa parole plus de poids qu'une année de prêches et dix ans d'austérités. Yoshitaka fut ravi des présens. Les Japonais n'avaient jamais vu ni entendu d'horloge; et les lunettes leur rendaient leurs yeux de vingt ans. Le prince désira contempler François dans ses habits sacerdotaux. « C'est un dieu vivant! » s'écria-t-il; et aussitôt il lui fit porter, en guise de remerciement, une somme considérable d'or et d'argent. Mais François la refusa. « Je ne viens pas en ambassade pour m'enrichir, dit-il, mais pour travailler au salut de Son Altesse et de ses sujets. » Ce désintéressement frappa encore plus le prince que l'horlogerie occidentale; et il lui donna comme logement un monastère abandonné, devant les bureaux du palais, près de la porte du Nord, presque à la sortie de la ville, là où s'étendent aujourd'hui les casernes.

Du matin au soir, la maison ne désemplissait pas. Des nobles, des marchands, des bonzes et mêmes des bonzesses, des étudians l'interrogeaient sans pitié. Les questions des gens de Kagoshima n'étaient rien, comparées à ces assauts. Dans ce milieu remarquable à tant d'égards, il fut surpris par l'intelligence pénétrante de ses interlocuteurs et par la subtilité de leurs argumentations. Que de fois, à la tombée de la nuit, brisé de fatigue, il dut se rappeler les paroles de saint Paul au sujet d'Israël : « J'ai tendu mes mains tout le jour vers un peuple rebelle et contredisant! » Il n'y avait pas à espérer encore de conversion en masse. Les âmes arrivaient une à une, lentement. Mais elles arrivaient. Et elles étaient excellentes. Et derrière chacune d'elles on en percevait d'autres. Ce succès incontestable a souvent étonné les historiens du Japon. Peut-être n'ont-ils pas étudié d'assez près les lettres de François.

Sous le bouddhisme, au plus profond de l'esprit japonais, les missionnaires se heurtaient au culte des ancêtres, au culte shintoïste, dont l'origine semble remonter à l'origine même du Japon et qui établissait impérieusement la domination des morts sur les vivans. Comment, s'est-on demandé, cet instinct religieux national ne réagit-il pas en face du danger, et d'où vient sa longue inertie? Mais le culte shintoïste s'était presque dissous dans le Bouddhisme, à ce point que François n'en parle même pas. Il a ignoré cette religion primitive ou il n'y a vu qu'une secte insignifiante. Quant au culte des morts, il l'avait rencontré partout. Chez les Japonais, il lui sembla qu'il se revêtait d'une piété plus touchante. Loin du Japon, il se rappellera tristement la tristesse que ressentaient ses chrétiens de Yamaguchi en songeant à leurs ancêtres; et il nous dira de quels argumens il se servait pour adoucir leur peine. D'ailleurs, il ne faut pas exagérer la puissance sentimentale de ce culte qui ne se soutient que par le système des adoptions à outrance. Il est plus fort sur les imaginations que dans les cœurs, et il l'est plus encore dans les conventions sociales. S'il facilitait la tâche des gouvernans en leur préparant des sujets dociles, la tyrannie s'en faisait cruellement sentir à la personne humaine. Or, le Japon, à cette période de son histoire, était emporté par un accès furieux d'individualisme. La seconde partie du XVIe siècle sera remplie d'insurrections de samuraï contre leurs daïmio, de paysans contre leurs seigneurs. Les liens d'obéissance matérielle rompus, pourquoi l'homme eût-il respecté davantage les liens mystiques? Les Tokugawa, qui rétabliront l'ordre, ne manqueront pas de resserrer plus étroitement que jamais l'asservissement de l'homme à ses ancêtres. La religion chrétienne n'encourageait pas l'esprit de révolte; mais elle ne contrariait point le désir d'indépendance; et le shintoïsme affaibli ne lui opposait que des ombres.

Au sujet du Bouddhisme, les lettres de François sont encore plus instructives : « Les Japonais, dit l'apôtre, ignorent la rondeur de la terre; ils ne savent rien de l'astronomie, rien des causes des nombreux phénomènes. Interrogés par eux sur la pluie, la foudre, les comètes, nos réponses les charmaient; et ils nous tenaient pour de grands savans, ce qui nous a bien servi à leur faire mieux agréer notre enseignement religieux. » Il est incontestable que le Christianisme ne

se fût point acclimaté au Japon si les daïmio et les samuraï ne l'avaient protégé et adopté; et il est non moins incontestable qu'en dehors des intérêts commerciaux qui lui ont procuré la tolérance de quelques princes, mais qui ne les ont point amenés au baptême, la plupart des hommes instruits et des bonzes, dont il a conquis l'âme, y ont été poussés par leur intelligence et leur avidité de savoir. C'est désolant pour le Bouddhisme; mais nous n'y pouvons rien. Il avait donné aux Japonais une sensualité très fine, de beaux songes somptueux et mélancoliques, un sens délicat des nuances et du mystère, des vertus souvent admirables de renoncement et d'ascétisme : il ne leur avait point développé l'esprit. Ces héritiers d'une civilisation, qui comptait au moins neuf siècles, ne connaissaient guère plus l'univers que s'ils avaient vécu dans un palais de fées. Ils se nourrissaient d'extravagances solitaires et trompaient par de vaines arguties le besoin de leur intelligence. Le premier service que leur rendit le Christianisme fut de les tirer d'un monde enchanté et de les conduire au seuil de la science. Mais ils en rendaient un très grand aussi à François. « Il faut des missionnaires instruits, écrira-t-il à Ignace, des hommes rompus aux joutes universitaires. » Il comprend enfin que le missionnaire doit unir aux vertus de l'apôtre une instruction supérieure, et qu'il ne serait point mauvais que l'évangélisateur apportât avec lui un traité de physique, que l'homme de Dieu fût un peu astronome. C'est au Japon que, pour la première fois, en sa personne, la Compagnie de Jésus concevra la nouvelle forme de l'apostolat dont elle demeure l'incomparable maîtresse.

Le Christianisme pouvait ainsi s'emparer d'une très vaste région de l'activité intellectuelle que le Bouddhisme avait laissée en friche. Ce n'était pas sa seule chance de s'imposer aux Japonais. Tel que François le présentait, plus moral que théologique, il satisfaisait pleinement les instincts de générosité et de probité qu'une éducation confucéenne et féodale avait fortifiés chez la petite noblesse japonaise. L'invasion du Japon par la doctrine bouddhique ne prouve que la nullité de sa religion primitive; car rien dans son génie ne le prédisposait à adopter les spéculations de la métaphysique hindoue. Elles se sont rapetissées en pénétrant dans les maisons japonaises; mais, même réduites, elles restent encore étrangères aux préoccupations d'un peuple foncièrement guerrier. Quel étrange spec-

tacle que celui de cette nation qui, pour demeurer ce qu'elle est et pour se montrer capable d'un des renouveaux les plus étonnans de l'histoire, a dû, pendant des siècles, réagir contre une religion devenue nationale, dont l'influence énervait sa classe soi-disant dirigeante et plongeait dans la torpeur sa classe populaire! Empereurs, Shoguns, grands daïmio, tout ce qui paraît gouverner s'alanguit très vite. Les têtes sur qui repose le soin de l'Empire se penchent, non sous le poids des responsabilités, mais sous l'action des stupéfians bouddhiques. Le peuple, lui, se soumet paisiblement à des milliers de superstitions que le Bouddhisme lui a forgées et qui, à considérer sa moralité, ne lui sont point funestes, mais qui frappent son intelligence de stérilité. L'entre-deux est occupé par une noblesse ou une bourgeoisie armée dont le code moral est avant tout confucéen, qui ne prend dans le bouddhisme que de quoi orner sa vie simple et donner à son austérité des raffinemens artistiques et qui maintient obstinément, en face d'une religion où l'univers et les âmes se résolvent en une vapeur d'illusions, son énergie intacte, sa passion de la gloire, son amour des réalités, et, comme la soie brillante dont elle double ses vêtemens sombres, sous des dehors assourdis le culte éclatant de son moi. Le Christianisme s'opposait moins à la nature japonaise que le Bouddhisme.

François en eut conscience, et, pour la première fois aussi, il sentit la nécessité d'étudier la religion des gens qu'il venait convertir. Ses moyens d'investigation étaient d'une insuffisance lamentable. Il lui était impossible de déchiffrer les livres chinois, et personne ne pouvait les lui traduire. Il était réduit aux explications laborieuses d'hommes qui noient souvent l'essentiel dans les détails et les digressions. Il n'entrevit même pas l'idée fondamentale du Bouddhisme. N'importe! Il indiquait le chemin à suivre. D'abord il rechercha longuement si les Japonais avaient eu connaissance de Jésus-Christ. A Kagoshima, il avait remarqué une croix blanche dans les armes des Shimadzu. Elle n'y figurait que l'anneau d'un mors; mais elle resta pour lui toujours mystérieuse. Hormis cet emblème, il se persuada que la nation japonaise n'avait jamais entendu parler du Sauveur; et, ce qui est un mérite, il ne se laissa pas circonvenir par des analogies superficielles, comme celle de la Trinité bouddhique dont les bonzes de la secte de Shingon, une des plus abstruses, essayèrent de l'éblouir. Puis il voulut savoir quels étaient les fondateurs de cette religion.

On lui raconta l'histoire de Çakia Muni et d'Amida qu'il prit pour deux personnages distincts. Il paraît qu'ils étaient nés huit mille fois. Les bras lui en tombèrent. Il ne se fût jamais attendu à de telles billevesées de la part du diable : « Que ceux qui liront ma lettre nous obtiennent, je les en prie, de Jésus Notre-Seigneur victoire contre les deux démons Xaca et Amida : j'attends cela de leur zèle pour l'amour de Dieu. » Cette question réglée, il s'enquit du nombre des sectes. Elles étaient neuf, dont les premiers chefs, qui procédaient d'Amida et de Xaca, avaient tous passé deux ou trois mille ans à faire pénitence dans des lieux déserts. Sauf une qui niait l'immortalité de l'âme, les autres enseignaient qu'il y avait un lieu de récompense pour les bons et de châtiment pour les mauvais : seulement elles ne disaient rien de la création du monde.

François n'eut ainsi que des lueurs sur le bouddhisme populaire, qui lui produisit l'effet d'un chaos de ténèbres diaboliques. Mais ce qu'il vit très bien, ce fut l'exploitation de la crédulité d'un peuple par un clergé de charlatans. Si la morale qu'ils prêchaient était pure, les supercheries, dont ils s'étaient fait une méthode et des revenus, la viciaient en eux. Ils enseignaient une sincérité dont ils s'étaient affranchis. Ils ne trompaient pas les hommes en leur recommandant d'être chastes, de ne point voler, de ne point tuer, de ne point s'enivrer, de ne pas commettre d'adultère; mais ils les trompaient en leur faisant croire que ces vertus leur étaient ordonnées par des dieux qui n'existaient pas et dont ils se servaient au gré de leur ambition et de leur cupidité. A côté de quelques mystiques bouddhistes pénétrés du sentiment de notre commune misère, et dont les vertus réelles donnaient une sorte de réalité à leurs divinités symboliques, à côté d'humbles moines fermés à toute métaphysique et sincèrement convaincus, l'élite intellectuelle des monastères se mouvait dans la fraude et vivait de la fraude. Ils étaient les premières victimes de l'immoralité sociale d'une doctrine qui anéantit la conscience individuelle.

Bien que nous ne puissions les juger avec nos principes chrétiens, nous comprenons l'indignation de François. Sa religion, à lui, n'avait rien d'ésotérique. Les mystères en étaient aussi bien des mystères pour les enfans que pour les nonces du Pape et le Pape lui-même. Les ignorans s'arrêtaient au bord; les théologiens s'y enfonçaient; mais ils n'avaient sur

les ignorans que l'avantage de savoir jusqu'à quel point la raison en était confondue. Et, en dehors de ces ténèbres sacrées, tout était clair, harmonieux, d'un enchaînement logique, d'une portée universelle. L'Église catholique ouvrait son sanctuaire à deux battans. Un enfant pouvait comprendre ses évangiles. Sa parole, comme le pain et le riz, convenait à tous. Sa morale se répandait de ses dogmes aussi naturellement que la fraîcheur se répand des eaux vives. L'apôtre dénonça donc sans trêve les impostures des Bonzes. Ce fut la guerre. On dit qu'ils essayèrent de soudoyer des assassins. Mais les Chrétiens, dont le nombre augmentait, faisaient bonne garde autour du Père.

Cette petite chrétienté fut vraiment « les délices de son âme. » Il connut par ses catéchumènes tout ce que le Japon réserve de prévenances et d'affectueuse délicatesse à l'hôte qu'il honore et qui a gagné son cœur. L'aube du Christianisme sur la terre japonaise nous reporte aux plus belles heures de la première Église. A des milliers de lieues d'Antioche et de Rome, et après seize cents ans, voici les mêmes conciliabules. Gentilshommes, étudians, boutiquiers, domestiques, — il n'y a pas d'esclaves, — écoutent la même voix qui sort de la nuit des temps. Mais quel décor! Une pièce nue; des nattes fines; des cloisons de papier; une petite table haute comme un tabouret, et, près d'un crucifix, un vase charmant d'où s'élance une branche fleurie. Ils sont tous agenouillés et assis sur leurs talons, même quand ils ne prient pas. De beaux sabres étincellent dans un bruissement de soie. Une politesse, qui a son origine dans la vieille idée bouddhique du renoncement à la personnalité, une politesse où l'homme s'efface comme l'artiste derrière son œuvre, accueille la venue du Sauveur. Francois parle : il a encore beaucoup de peine à s'exprimer. Mais on le comprend ; on n'est point impatient; on se sent réchauffé par sa présence.

Et cependant il n'appartient déjà plus tout entier à cette délicieuse chrétienté. De ce petit cercle aux lueurs d'aurore, il songe aux vastes peuples assis dans l'ombre de la mort. Souvent, très souvent, les Japonais lui ont objecté que, si le christianisme était vrai, les Chinois l'auraient su et le leur auraient transmis. Ils n'imaginaient pas qu'il pût exister au monde une vérité que les Chinois eussent ignorée. Ils leur devaient tout, leur écriture, leurs arts, leur philosophie, leurs pagodes, et ils n'en

rougissaient pas plus que nous de tant devoir aux Anciens. François se demandait s'il n'eût pas été plus sage de se rendre d'abord en Chine, car, une fois la Chine chrétienne, le Japon l'aurait suivie. Et, selon son habitude, avec tout ce qu'on lui en disait il se faisait un mirage. Dix-huit mois plus tôt, il écrivait : « Les Japonais sont le meilleur des peuples découverts jusqu'à présent parmi les Infidèles, et il me semble qu'il ne s'en trouvera pas d'autre qui l'emporte sur eux. » Il a changé de sentiment : l'intelligence des Chinois lui paraît plus étendue et plus vive ; et ils ont le bonheur d'être gouvernés par un souverain dont ils respectent le pouvoir absolu... En deux ans d'efforts incessans, dans une nation qui l'a extraordinairement séduit, et où il a extraordinairement souffert, il n'a pas converti plus d'un millier de païens; ses cheveux en ont blanchi; et il se propose d'aller convertir des millions de Chinois aussi simplement que s'il s'agissait d'une bourgade de Paravers.

Il avait appelé à Yamaguchi Cosme de Torrès et méditait sur cette nouvelle aventure, quand il apprit qu'un bateau portugais venait d'entrer au port de Higi, près de Funai, capitale du Bungo. Il dépêcha immédiatement un Japonais qui lui rapporta des lettres d'Europe, des lettres de Goa et une lettre du Daïmio de Funai. Les premières l'informèrent qu'Ignace avait achevé de rédiger les *Constitutions* de la Compagnie ; et que, les Indes ayant été constituées en Province, il l'en avait nommé le Provincial. Désormais, il nommera lui-même les Supérieurs de Goa, décidera de l'admission ou du renvoi des membres de la Compagnie et, pendant ses longs voyages, déléguera ses pleins pouvoirs à celui des Pères qu'il aura choisi. Sa situation ainsi régularisée allait lui permettre de trancher les difficultés créées à Goa par Antonio Gomez. Et, précisément, les lettres de Goa l'avertissaient qu'elles avaient empiré. Enfin, la lettre du daïmio l'invitait à séjourner dans sa ville.

François hâta son départ. Il recommanda à Dieu et à leurs deux bons gardiens, Juan Fernandez et Cosme de Torrès, sa petite chrétienté en pleurs. Il ne voulut point qu'on lui fît cortège, et sortit de Yamaguchi accompagné seulement de deux samuraï qui s'étaient appauvris pour le suivre jusqu'aux Indes. Il s'éloignait à pied comme il était venu et portait sur son dos bien empaquetés, si le paquet avait été fait par des mains japonaises, son calice et ses ornemens sacerdotaux. Mais ses jambes

s'étaient engourdies, et les deux jours de marche jusqu'à la mer lui furent très douloureux. Il débarqua près de Hiji et entra à Funai avec une escorte de Portugais en habits de fête, dont les barques pavoisées, les étendards, la musique et les salves d'artillerie impressionnèrent les Japonais.

Le daïmio de Funai, Yoshishigé le plus puissant prince du Kiushu, lui témoigna une bienveillance d'autant plus remarquable qu'elle ne recouvrait aucun intérêt commercial. Il ne lui déplaisait point assurément que les Portugais vinssent trafiquer chez lui. Mais c'était surtout sa curiosité des questions religieuses qui l'attirait vers le missionnaire. Ce trait de son caractère concorde avec le récit que Mendez Pinto, dans ses *Voyages aventureux*, nous a donné du séjour de François à Funai. Pinto était là. Il était vraiment là. On sait que Pinto s'est attribué la gloire d'avoir découvert le Japon et que ce n'est pas la seule menterie dont on l'ait convaincu. Son livre peut être rangé au nombre des plus jolies œuvres romanesques et romantiques du XVIe siècle. Mais le terrible Méridional n'a pas tout inventé. Son récit est émaillé de détails précis et justes. Et personne ne nous a mieux dépeint le genre de controverses que François eut à soutenir. Le prince lui avait accordé la liberté de prêcher à travers la ville. D'où grande colère des Bonzes, qui allaient répétant que cet étranger n'était qu'un gueux, un pouilleux si misérable que ses poux ne voulaient plus le mordre, un chien puant, un mangeur de punaises, et pis encore, car, la nuit, il déterrait les cadavres pour les dévorer. Ces gentillesses, dont pouvait s'émouvoir le bas peuple, n'indisposaient point les nobles ni l'entourage du prince. Ils appelèrent alors à la rescousse le supérieur d'un monastère voisin, une des plus fortes têtes du Bouddhisme, et demandèrent qu'une grande disputation eût lieu en présence de Son Altesse. Yoshishigé aimait ces joutes oratoires; mais il connaissait le Bonze, et la sympathie qu'il ressentait pour François le fit hésiter. L'insistance de François triompha de ses hésitations. Et voici, selon Pinto, comment les choses se passèrent. Le Bonze, après les complimens obligatoires, se tourna tout à coup vers l'apôtre et lui dit : « Me reconnaissez-vous? » — « Non, » répondit François. — « Comment pouvez-vous dire que vous ne me reconnaissez pas? s'écria le Bonze en riant. Nous avons acheté une centaine de fois des marchandises ensemble. » — « Vous vous trompez,

reprit François, je n'ai jamais fait de commerce. » Mais le Bonze, d'une mine altière, repartit : « Il y a quinze cents ans, tu me vendis cent pièces de soie, où je gagnai une forte somme. » — « Comment, dit François, avez-vous pu m'acheter de la soie il y a quinze cents ans, puisque le Japon n'est peuplé que depuis six cents ans? » — « Tu vas comprendre pourquoi ; je connais mieux les choses passées que tu ne connais les présentes. Sache que le monde n'a pas eu de commencement et que les hommes qui y sont nés ne peuvent avoir de fin... » Puis il lui expliqua l'éternelle transmigration des âmes et que les bonnes mémoires, comme la sienne, se rappellent leurs vies antérieures.

Cette attaque brusquée est tout à fait dans la manière des Japonais. C'est bien ainsi que procèdent les graves plaisantins en robe de soie des comédies et des farces, et, très souvent, les bonzes populaires. Ils ont gardé le goût des jeunes sociétés pour les sphinx et pour les énigmes dont le mot assure à qui le devine la royauté. Le Bonze spéculait sur le trouble de François et pensait mettre les rieurs de son côté. Il les y eût mis dans un autre milieu, sur une place publique. Pinto est certainement exact. Et il a encore retenu deux ou trois questions que je crois authentiques pour en avoir entendu d'analogues, et qui nous montrent avec quelle aisance l'argumentation japonaise passe de la finesse à la puérilité. Le même homme, qui aborde le problème angoissant du mal dans le monde, demande, un instant après, pourquoi les Portugais donnent à la divinité des noms sales, c'est-à-dire des noms dont le son évoque en japonais des idées grossières. Qu'on ne s'y trompe pas, les auditeurs attachent souvent la même importance à l'une et l'autre de ces deux questions. Et elles fatiguent diversement, mais également, celui qui est sur la sellette, car l'une l'impatiente et le décourage de répondre à l'autre, et l'autre lui paraît quelquefois si profonde qu'il craint de ne pas avoir bien compris celle qui lui paraissait absurde. Un jour, François se tourna vers le capitaine portugais et murmura : « Ce n'est pas le bonze qui a trouvé tout seul cette objection : le Diable la lui a soufflée. » L'Européen ne savait jamais s'il avait en face de lui un enfant ou un homme, une intelligence à peine éclose ou le plus délié des sophistes. De pareilles controverses surmènent la patience et accablent l'esprit.

Yoshishigé n'oublia jamais les deux mois que François

demeura près de lui. D'ailleurs, ce souvenir restait lié à celui d'un événement assez considérable pour sa maison. François n'était pas depuis une huitaine de jours à Funai qu'une révolution éclata à Yamaguchi. Un des vassaux de Yoshitaka leva des troupes, envahit la ville et en commença le pillage et l'incendie. Le prince, trahi par ses soldats, s'enfuit et, sur le point d'être rejoint, fit tuer son fils et s'ouvrit le ventre. François, qui nous raconte la chose, n'ajoute aucune réflexion. Chose curieuse, ce genre de suicide, le harakiri, ne semble pas l'avoir plus frappé au Japon qu'il n'y a remarqué le culte shintoïste. Il ne pouvait cependant ignorer que les enfans eux-mêmes en apprenaient le cérémonial, et il devait ranger au nombre des plus grands crimes de l'idolâtrie l'ostentation de ces morts volontaires. A-t-il jugé inopportun d'ébranler l'imagination de ceux qui le liraient par cette fausse grandeur? A-t-il craint de décourager un peu le dévouement jusqu'au martyre des confesseurs qu'il appelait au Japon ? Dans un pays où les gens se donnent si aisément la mort, elle perd sa valeur de témoignage. Dès qu'ils apprirent le suicide du daïmio vaincu, les vainqueurs députèrent à Yoshishigé des ambassadeurs qui le prièrent d'accepter pour son frère le daïmiate de Yamaguchi. En moins d'un mois, Yoshitaka avait été renversé; ses vassaux s'étaient mis d'accord sur son successeur; on avait tout négocié, et déjà le frère de Yoshishigé avait pris possession du daïmiate. Les deux frères s'engagèrent à protéger la religion chrétienne, l'un au Bungo, l'autre à Yamaguchi; et cette assurance loyalement donnée fut la dernière joie de François dans ce Japon qui lui avait été si doux et si dur. Il en partit vers la mi-novembre 1551. Il n'y avait point accompli ce qu'il avait rêvé. Encore une fois, la réalité l'avait déçu. Cependant il laissait derrière lui une œuvre qui, à elle seule, eût empêché son nom de périr.

XIII. — LE CRÉPUSCULE ET LA MORT

Il a repris la mer et retourne vers Goa. Après une tempête, où la chaloupe rompit ses câbles et, emportée avec quelques hommes de l'équipage, revint miraculeusement au navire, on aborda, dans les premiers jours de décembre, à San Choan. C'était une île presque déserte, à deux lieues environ du conti-

nent, à vingt-cinq lieues au Sud de Macao. Les Portugais, chassés de la Chine, et dont plusieurs pourrissaient encore dans les geôles de Canton, y donnaient rendez-vous aux contrebandiers chinois. Ils vivaient la plupart du temps sur leurs vaisseaux, de peur d'être surpris par les mandarins. Quand ils descendaient à terre, ils se construisaient des cabanes de paille qu'ils brûlaient au départ. L'île était dure, triste, sauvage, aussi inhospitalière que toutes les îles montagneuses de cette côte, qui sont comme les ouvrages avancés de la malveillance chinoise. Le vaisseau de François s'y arrêtait. Par bonheur il y rencontra un ami, le marchand Diogo Pereira, qui regagnait Malaca. Aucun pressentiment ne l'avertit qu'avant la fin de l'année suivante il ferait plus intime connaissance avec cette terre qui se refermerait sur lui.

Le *Santa Croce* appareilla. François ne rêvait plus que de la Chine et confia ses projets à Pereira. Ces vieux routiers des mers étaient aussi indulgens à leurs rêves que les apôtres. L'idée d'une ambassade chargée de présens à l'empereur de Chine, qui accorderait aux apôtres la liberté d'enseigner leur doctrine et aux marchands de commercer dans tout l'empire, ne souleva aucune objection chez Pereira; et, comme François craignait que le Vice-Roi ne jugeât l'expédition trop onéreuse, il promit d'en prendre les frais à sa charge et d'accepter d'être l'ambassadeur. Vous les entendriez le soir, sur le tillac du navire; et vous croiriez écouter deux adolescens romanesques qui se flattent de pénétrer dans la caverne du Dragon et de conquérir le monde avec son trésor. Pourtant l'un est un homme d'affaires, l'autre un savant ouvrier apostolique; et ils ont à eux deux vingt ou trente ans de dures expériences dans l'Extrême-Orient. Mais l'un se voit déjà à la tête d'une ambassade et ramenant des ballots de soie; l'autre contemple déjà sur toutes les faces païennes de ce nouvel univers la première lueur de l'éternelle vérité. Le plus optimiste fut bientôt l'homme pratique, le marchand. Pour François, à mesure qu'il déroulait son vaste projet, la réussite lui en paraissait plus hasardeuse. « Vous verrez, disait-il à Pereira, que le Diable empêchera tout. » Pereira finissait par se fâcher. Et François lui répétait : « Vous verrez! vous verrez! » C'était la première fois qu'il doutait d'une de ses entreprises.

Quand il parvint à Malaca, la ville sortait d'un siège où elle

avait failli succomber. Les sultans malais avaient essayé de prendre leur revanche. François n'en fut point étonné, car il avait eu la vision de ces maux, et il ne fut pas plus surpris qu'un navire en partance pour Cochin eût été retardé jusqu'à son arrivée, car il l'avait prédit à ses compagnons du *Santa Croce*. Malaca en deuil le reçut avec allégresse. On remercia Dieu en grande procession. Le Père Perez continuait son apostolat dans cette ville sans beaucoup de succès ; mais il y avait gagné l'estime de tous. La joie de le revoir que ressentit François fut probablement gâtée par la présence de deux missionnaires qu'il avait envoyés aux Moluques et que le Père de Beira en avait congédiés. Après les païens qui avaient trompé son espoir, il retrouvait des chrétiens qui avaient trahi sa confiance.

Ce fut pire dans l'Inde, où il arriva en janvier 1552. Là commença pour lui l'épreuve la plus blessante de toute sa vie d'apôtre. Une première fois, en allant au Japon, le Diable lui était apparu sous l'enveloppe d'une idole chinoise. J'exagérerais à peine si je disais que Satan lui apparut une seconde fois, mais pour ne plus le lâcher, dans les actes, la personne et le souvenir d'Antonio Gomez. Le bruit de sa mort avait déjà couru une ou deux fois, et Gomez s'était posé et avait agi comme si François n'eût jamais dû revenir du Japon. A Cochin, il avait suscité et exaspéré contre la Compagnie de Jésus les autres Ordres et le clergé séculier. A Goa, il s'était compromis dans l'affaire du roi de Tanor, qui s'était fait enlever comme une belle princesse sous prétexte de recevoir le baptême et qui, après s'être gobergé aux frais des Goanais, était retourné à ses idoles. Il n'avait point respecté la division du pouvoir établie par François. Ses réformes inconsidérées avaient failli ruiner le collège de Sainte-Foi. Cependant il gardait des amis et des admirateurs ; ses prédications continuaient d'attirer la foule et de charmer l'Évêque. Pour tout dire, nous connaissons très mal l'histoire de ses erreurs. Ce que nous en savons ne semble pas justifier le châtiment que lui infligea son chef : relégation à Diu, tout au Nord ; puis exclusion de la Compagnie. Le malheureux ne s'expliqua jamais sur sa conduite, car, en 1553, il périt avec le bateau qui le ramenait. Sans doute, il avait pris de très haut les réprimandes de l'apôtre. Pour la première fois, François avait rencontré chez un de ses subordonnés l'irrespect, l'insolence, peut-être le sarcasme, en tout cas un terrible orgueil soulevé

contre lui. Gomez lui avait probablement dénié le droit de condamner et surtout de punir des erremens dont ses longues absences porteraient la responsabilité. François n'admettait pas que l'organisation qu'il avait improvisée afin de s'en aller plus vite au Japon fût la cause de l'insubordination des missionnaires et de leurs défaillances. Il trembla que l'esprit de Gomez ne les eût contaminés. Si l'on ne coupait pas court à ces habitudes d'indiscipline, c'en était fait de la Mission. L'apôtre céda le pas au Provincial.

Des chrétientés qu'il avait fondées ou rénovées, celle des Pêcheurs de perles était la seule qui prospérât. Les autres végétaient ou périclitaient. Il se montra très ferme et même assez cassant. Ses expulsions et ses menaces laissèrent aux jeunes missionnaires une impression d'inflexibilité redoutable. L'un d'eux écrira : « J'étais vraiment stupéfait en considérant quel désir il a de la gloire de Dieu et quel effet pénible produit en lui la vue des imperfections, si légères qu'elles soient, d'un de ses Frères; et j'étais non moins émerveillé de la patience et douceur dont il usait envers ceux du dehors, encore qu'ils fussent grands pécheurs... » Il est clair que les Pères de Goa furent un peu déconcertés par les rigueurs du Provincial et qu'ils envièrent plus d'une fois « ceux du dehors. »

Il avait choisi pour le remplacer pendant son voyage de Chine, qu'il préparait activement, Gaspard Barzée. La lettre où il l'appelait au Japon l'avait enfin touché; et, depuis trois mois, Barzée était revenu d'Ormuz à Goa. Il exultait déjà à l'idée de courir les mers et d'évangéliser les Japonais, quand François lui délégua ses pouvoirs, avec l'obligation de ne point quitter Goa d'ici trois ans, sous quelque prétexte que ce fût. Le séjour embrasé de cet Ormuz, où les délices des voluptueux consistaient à dormir dans des cuves remplies d'eau, et où il passait ses nuits entières à entendre des confessions, avait encore exalté son amour du Christ et son ambition de souffrir. Ses lettres nous entourent de flammes. On ne pouvait appréhender de lui qu'un zèle intraitable. A Ormuz, sur huit novices qu'il était parvenu à rassembler, cinq étaient morts d'austérités. Mais François ne semblait pas redouter un sort semblable pour ceux du collège de Sainte-Foi. Si, dans ses instructions secrètes, il lui recommande d'user de charité et non de rigueur, il insiste principalement sur la nécessité de réprimer ceux qui

ont trop bonne opinion d'eux-mêmes. On sent que l'image de Gomez le harcèle. C'est Gomez, c'est son esprit, c'est sa superbe qu'il veut à tout prix exorciser de la Compagnie. « Humiliez-vous. Ne perdez pas de vue un moment qu'il y a dans l'enfer beaucoup de prédicateurs qui eurent plus que vous la grâce de bien prêcher et dont les prédications firent plus de fruit que les vôtres : ils furent les instrumens de la conversion d'un grand nombre, mais, ce qui épouvante, pendant qu'un grand nombre, par eux, allaient au ciel, eux, les misérables, allaient en enfer... »

Quant aux autres missionnaires, il les rompait à l'obéissance et à l'humilité. Soyez humbles et encore plus humbles! Humiliez-vous en vous-même, intérieurement, devant Dieu; et que tous vos actes respirent l'humilité. L'humilité est par excellence la vertu chrétienne. Mais on éprouve, à l'entendre le répéter, la même oppression qu'en présence d'un homme qui, en s'efforçant d'assouplir le corps humain, risquerait d'en briser les membres. On se dit aussi qu'il peut être dangereux d'exiger en tout et partout les formes les plus pénibles de cette rude vertu ; l'orgueil ne trouvera-t-il pas le moyen de s'y loger et de s'y accroître même de toute l'incommodité qu'il y subira? Une vertu, au profit de laquelle on détruit ainsi l'équilibre de toutes les autres, ne finira-t-elle pas par en tenir lieu? Et l'on songe encore que, dans ses manifestations extérieures, elle met entre les hommes autant de distance que la fierté la plus hautaine.

Du reste, tant qu'il fut à Goa, on vécut autour de lui en grande ferveur. Il y avait un tel charme dans ce maître autoritaire, dont la sainteté ne faisait de doute pour personne, que ceux-là mêmes qui le craignirent gardèrent de son passage le souvenir d'un rayonnement. Ils étaient là, les yeux baissés, et c'était à qui supplierait Dieu dans le silence de son âme d'être celui que le Père emmènerait vers la Chine monstrueuse. Le jeune Texeira, qui devait un jour écrire sa vie, le contemplait à la dérobée et gravait dans sa mémoire cette belle figure amaigrie au front large, aux yeux noirs, aux regards souvent levés au ciel comme vers sa patrie et qui, bien qu'elle ne rît jamais, avait toujours l'air riant. On l'épiait ; on tâchait de surprendre ses extases au pied de l'autel : on crut le voir plusieurs fois soulevé dans l'air. Il recherchait la solitude. La nuit, il descendait au jardin, et, la soutane ouverte, offrait au léger souffle de la brise et à la lumière des étoiles son cœur brûlant d'amour.

Il dormait de moins en moins et parlait de plus en plus dans ses courts sommeils. Sa santé chancelait. Il ne pouvait rien manger sans d'intolérables souffrances. On ne nous dit pas que personne essaya de le retenir. Le Vice-Roi avait approuvé l'ambassade de Pereira. Et pourtant personne ne conservait l'espérance de le revoir ailleurs que dans la vallée de Josaphat. Et lui-même il n'espérait point revenir. Le 14 avril 1552, le soir du Jeudi-Saint, quand on eut très solennellement enfermé le corps de Notre-Seigneur, il partit sans pompe, sans cortège. Quelques Pères seulement le conduisirent au navire. Les autres demeurèrent près du Saint-Sacrement à prier pour lui.

Il n'emmenait que le Père Balthazar Gago, le Frère Alvaro Ferreira et un jeune interprète chinois. Il emportait des ornemens de brocart, du velours, de la soie, plusieurs dais et tapis de grand prix. De Cochin à Malaca, triste et dur voyage, agité par les tempêtes, assombri par les pressentimens. Malaca était la proie d'une épidémie et surtout d'un nouveau capitan, don Alvaro de Ataïde, quatrième fils de Vasco de Gama. Quelques années plus tard, ses malversations le firent ramener en Europe et condamner à une détention perpétuelle. Diogo Pereira, lui, avait tout préparé pour son ambassade. Son navire revenait des îles de la Sonde chargé de marchandises quand le capitan déclara qu'il ne souffrirait pas qu'un marchand partît en qualité d'ambassadeur. Il ne l'empêchait point d'envoyer ses marchandises en Chine; mais il lui interdisait d'y aller. Le titre conféré à Pereira avait excité contre lui des jalousies d'autant plus violentes que personne ne doutait qu'il en retirerait d'énormes bénéfices. On peut même s'étonner que le Vice-Roi ait si facilement accordé à un simple marchand l'honneur de représenter le roi de Portugal près du plus grand monarque de l'Asie. Don Alvaro, qui n'avait été ni consulté, ni prévenu, eût été excusable de lui présenter ses objections et d'attendre sa réponse. C'eût été tout au plus un retard de quatre mois. Mais rien n'excuse sa brutale grossièreté. Devant ses refus et ses injures, François se rappela qu'il était nonce apostolique et qu'une décrétale frappait d'excommunication ceux qui empêchent les nonces apostoliques d'exercer leur office. Quand on lui avait lu les Provisions du Vice-Roi, le capitan avait craché par terre et s'était écrié : « Voilà le cas que j'en fais ! » Il fit exactement le même cas de la décrétale. Ainsi, après dix ans de modestie et d'humilité, François,

qui avait tant recommandé et ordonné aux Pères le respect absolu des autorités religieuses et civiles, se trouvait obligé de brandir les foudres de l'excommunication sur la tête d'un capitan portugais. La ville de Malaca prit le parti de don Alvaro : elle avait trois ans à vivre sous ses lois. Et beaucoup de gens sans doute n'étaient point fâchés de voir mépriser un juste. Malaca lui devint bientôt inhabitable. On l'insultait dans les rues. Des gens, qui avaient participé de leurs deniers à l'expédition de Pereira, venaient lui reprocher leur ruine. Il se réfugia sur le *Santa Croce*. Il ne descendait plus à terre. Pereira n'eut pas un mot amer; il veilla au contraire à ce qu'on l'entourât de soins sur ce navire, le sien et le seul où il lui fût défendu de s'embarquer. Enfin, vers la mi-juillet, le *Santa Croce* appareilla avec un équipage choisi par don Alvaro. On raconte que, Francois étant retourné dans la ville pour dire adieu à ses amis, le vicaire lui conseilla d'aller saluer le capitan, afin qu'il n'y eût pas de scandale. Mais Francois refusa : « Don Alvaro, dit-il, ne me verra plus en cette vie. Je l'attends au tribunal de Dieu. » Il pria pour lui en passant devant l'église; puis il ôta ses chaussures, en secoua la poussière contre une borne et monta dans une barque. Ce furent là ses adieux à la terre portugaise.

Sur ce navire, où François voit autour de lui des visages hostiles, il n'a gardé à ses côtés que l'interprète chinois, son domestique Christophe le Malabar, et le Frère Ferreira. Il a dirigé le Père Balthazar vers le Japon, comme s'il ne voulait distraire, pour une entreprise qu'il sent désormais condamnée, aucune parcelle de cette énergie que réclament des œuvres déjà vivaces. Le voyage fut rapide. Les Portugais de San Choan s'empressèrent de mettre leurs huttes à la disposition du Père; et, sur sa prière, ils lui firent une chapelle de paille où il pourrait célébrer la messe et catéchiser les enfans et les esclaves. Puis il commença à se lier avec les marchands chinois qui l'écoutaient et lui répondaient selon son désir. Encore une fois il se laissait séduire aux espérances dont ils le flattaient avec l'air de gravité sarcastique si fréquent sur leurs faces lunaires. Ces honorables contrebandiers avouaient que la loi chrétienne leur paraissait valoir mieux que la leur. « Mais, ajoute François, leur sentiment ne vient peut-être que de leur amour des nouveautés. » A ce petit mot, on devine qu'il n'a

tout de même plus sa force d'illusion d'autrefois. Elle décline à mesure que décroît sa volonté de vivre.

Il en cherche parmi eux qui consentent à le mener jusqu'à Canton. Tous se dérobent. Introduire un Européen à Canton : c'est la mort pour le Chinois qui l'ose, et pour le Portugais les chaînes, la cangue, l'éternelle bastonnade dans une geôle immonde. On finit par en rencontrer un qui promit de tenter l'aventure, moyennant deux cents cruzados de poivre. Il le conduirait dans une petite embarcation où ne monteraient que ses fils et des serviteurs éprouvés; et il le déposerait un matin, avec son bagage, à la porte de la ville, devant ce dédale de sentines puantes et dorées. On lui dit de se méfier : le marchand le jetterait à la mer, ou, dès que les portes s'ouvriraient, des soldats le cueilleraient et le traîneraient en prison. « Mais, répondait François, que sont ces risques à côté du danger de perdre sa confiance en Dieu? »

Septembre, octobre passèrent : le Chinois ne revenait pas. Les bateaux portugais commencèrent à quitter San Choan. L'un d'eux emmena le Frère Alvaro Ferreira, congédié de la Compagnie. Nous ignorons la cause de cette dernière mesure de sévérité. Mais comme elle est impressionnante! De la mission des Indes, il ne restait près de François que ce Frère parti de Goa avec lui; et il le chasse. Sur cet îlot désert, le Provincial ne se préoccupe que de l'intérêt de la Compagnie. « Vous ne le recevrez pas au collège s'il vient à Goa. Parlez-lui à la porterie ou à l'église; et s'il veut être Frère chez les Frères de Saint-François ou de Saint-Dominique, aidez-le. Quant à le recevoir, je vous commande, en vertu de l'obéissance, de ne pas le faire. » Ce sont les derniers mots de sa dernière lettre à Barzée, du 13 novembre 1552. Pas une de ces lettres n'est adressée à Ignace ni aux Pères de Rome. De San Choan il n'a écrit qu'à Barzée, à Pereira et à Perez. D'une lettre à l'autre, ses chances d'entrer en Chine diminuent; mais ce qui ne diminue pas, c'est son ressentiment contre don Alvaro de Ataïde. Dès son escale de Singapour, il avait pressé l'évêque de Goa de notifier l'excommunication du capitan. Le 22 octobre, il ordonnait à Perez de quitter Malaca. Dans sa lettre du 13 novembre, il revient et insiste sur la nécessité d'excommunier au plus vite don Alvaro, afin que les Frères de la Compagnie ne soient plus exposés à de pareils empêchemens de la part des capitans. Mais, dès qu'il

écarte le souvenir de son misérable insulteur, l'ombre de Gomez lui réapparaît et le tourmente encore. Il en arrive même à se défier de Barzée. Résistera-t-il au démon de l'orgueil? Ne va-t-il pas croire, lui aussi, que François ne rentrera jamais plus à Goa? « Maître Gaspard, n'oubliez pas les avis que je vous laissai et ceux que je vous ai écrits depuis... Ne vous imaginez pas, *comme d'autres firent*, que je suis mort, car, si Dieu veut, je ne mourrai pas, bien qu'il y ait eu un temps où plus qu'à présent je désirai vivre. » Dernier soubresaut d'énergie, mais suivi du mélancolique aveu de sa dépression. Jamais il n'a été plus las.

Le nombre des bateaux dans la rade de San Choan décroissait de semaine en semaine. Il attendait toujours l'embarcation de son marchand chinois. Il attendait tout ce qu'elle lui apporterait de labeurs, de croix, de supplices et de martyre, avec le regard profond, la douceur triste et tendue des naufragés ou des vieux parens qui guettent l'apparition d'une voile, leur salut ou leur amour. Un matin, il demanda où était son hôte portugais : on lui dit qu'il était parti. Hormis le *Santa Croce*, tous les navires s'étaient éloignés. Subitement, il se sentit très mal, et il eut envie de regagner le bateau. Il n'y passa qu'une nuit où il grelotta la fièvre et souffrit du roulis. De grand matin, il revint au rivage, portant sous son bras une paire de chausses en drap qu'on lui avait données contre la bise. Un Portugais le prit dans sa cabane et lui dit : « Votre Révérence est très malade : il lui faut une saignée. » On le saigna : il s'évanouit. Le lendemain, seconde saignée, nouvel évanouissement. Antonio retourna au navire qui était à une lieue en mer, et le capitaine lui fit cadeau d'une poignée d'amandes. Ce fut le dernier présent du Portugal à son apôtre. Il n'y goûta pas. Son estomac ne pouvait plus rien absorber. Il parlait à haute voix, les yeux au ciel, le visage coloré de la même allégresse que jadis quand il prêchait aux pauvres pêcheurs de perles. Antonio reconnut sur ses lèvres la prière : *Tu autem meorum peccatorum et delictorum miserere*. Mais le mourant prononçait aussi des mots étranges, des mots que seuls les gens du pays basque auraient compris. A un certain moment, il se tourna vers Christophe ; il regarda la figure de ce domestique hindou dont la mort prochaine de son maître commençait à dénouer le masque obséquieux, et il lui dit : « Que tu me fais de peine ! » Quelques mois plus tard, le Malabar, qui s'était débauché, tombait frappé

d'un coup d'arquebuse. On était, les uns disent au 27 novembre, les autres au 2 décembre. Antonio seul le veilla, et toute la nuit les yeux de François demeurèrent attachés sur le crucifix. Au crépuscule, le jeune Chinois vit qu'il allait mourir; il lui mit dans la main un cierge qui s'éteignit, car le vent pénétrait sous la misérable paillote. Et sans effort, sans râle, son corps seul resta étendu sur le sol. Ainsi l'oiseau de feu des Moluques ne touche la terre qu'au moment où la vie l'abandonne.

On l'enterra l'après-midi dans un cercueil chinois. Il n'y avait que quatre personnes présentes : le Portugais qui l'avait recueilli, Antonio et deux mulâtres. Un de ces deux mulâtres proposa de répandre de la chaux dans le cercueil. On le décloua, on versa la chaux, puis on marqua de quelques pierres l'emplacement de la sépulture. Les Portugais du *Santa Croce* ne se dérangèrent point. Selon Pinto, l'un d'eux, quinze jours plus tard, écrivit à don Alvaro de Ataïde que le Père maître François de Xavier était mort, et sans faire aucun miracle. Pinto est toujours suspect. Je crois pourtant qu'il a bien rendu le sentiment des Portugais. Ils n'étaient point fâchés de la disparition d'un apôtre dont, au fond du cœur, ils redoutaient le pouvoir mystérieux. A l'impression de délivrance qu'ils éprouvaient s'ajoutait le soulagement de voir que sa mort, une pauvre et simple mort, n'avait été accompagnée d'aucun prodige, que le vent n'avait pas soufflé plus fort, que les flots n'avaient pas étrangement mugi et que le *Santa Croce* était resté à sa place. L'indifférence des élémens justifiait à leurs propres yeux l'insouciance affreuse où ils avaient laissé agoniser et s'éteindre un des plus magnifiques efforts de la nature humaine.

Cependant, ils n'osèrent pas revenir à Malaca sans les restes mortels de celui qui, même pour eux, était désormais un saint. Le 17 février 1553, au moment de lever l'ancre, le capitaine chargea un homme de confiance d'exhumer le corps et de s'assurer s'il était dans un état qui permît le voyage. Le cadavre intact n'exhalait d'autre odeur que celle de la chaux dont il était recouvert. L'homme coupa un morceau de chair qu'il rapporta au capitaine, et celui-ci, l'ayant flairé, loua Dieu et fit embarquer le cercueil.

Le voici encore une fois sur les mers, mais immobile et muet. Comme ils avaient déchiré son cœur, les hommes mutilèrent son cadavre. Chaque triomphe dont ils l'honorèrent fut

une nouvelle profanation. A Malaca, son ami Pereira, qu'on n'appelait plus que l'Ambassadeur, prépara une réception solennelle, où seuls le capitan et ses flatteurs ne parurent point. On commença par ouvrir son cercueil. Il semble qu'on ait besoin d'en retirer un corps qui ne soit point décomposé pour croire à la sainteté de cette grande âme. On le porta dans l'église de Notre-Dame du Mont dont les murs subsistent encore et dont une des pierres tombales recouvre les restes du second évêque du Japon. Là, on l'enterra selon l'usage, sans bière, enveloppé d'un linceul ; et les pilons des Cafres, qui tassèrent le sol, lui aplatirent le nez et lui enfoncèrent une pierre dans le côté gauche. Il y resta cinq mois. Le soir du 15 août, le Père Jean de Beira et Diogo Pereira le déterrèrent secrètement et le déposèrent dans un beau coffre garni de damas. Ils le gardèrent jusqu'au 11 décembre, où ils le confièrent à un navire fatigué qui faisait son dernier voyage de l'Inde. Et la pauvre chose, qui conservait sa forme, reprit la mer et retraversa ces flots où l'âme qu'elle avait logée avait tant de fois prié dans l'aurore et dans la nuit et dans les tempêtes. Elle toucha le rivage de Ceylan ; elle atterrit à Cochin. Enfin, elle entra au port de Goa. L'époque de l'année était la même que la dernière fois que François en était parti. La ville se précipita à sa rencontre. Le clergé lui-même faillit oublier la tristesse de la Semaine-Sainte et faire sonner toutes ses cloches. Le gouvernement, la noblesse, le peuple, contemplèrent, revêtu d'un surplis et d'une aube très riche, encore reconnaissable, mais rapetissé par la mort, l'homme que Dieu leur avait envoyé et qu'ils n'avaient jamais reçu avec de pareils transports. Des milliers d'hommes et de femmes lui baisèrent les pieds, ces pieds qui avaient tant foulé la terre ; mais, parmi ces baisers, il y en eut un qui fut une morsure, lui arracha un doigt et lui tira, dit-on, quelques gouttes de sang. L'évêque, mort trois mois plus tôt, ne vit pas ces grandes processions ni toutes ces lumières sous des nuages d'encens. Barzée, lui, condamné au séjour de Goa, s'était éteint comme une torche dans une chambre sans air : « Maître Gaspard, ne vous imaginez pas que je suis mort ! » Depuis huit mois Maître Gaspard savait à quoi s'en tenir.

Telle fut la vie de cet homme mort à l'âge de quarante-six ans. Nous ne nous flattons point d'avoir promené la lumière

dans tous les coins d'une existence si dramatique et si remplie. D'une façon générale, la volonté de François fut supérieure à son intelligence. Admirable, quand il se lance à l'assaut de l'inconnu, il l'est moins quand il organise. Au moment où il mourait, Ignace se décidait enfin, dans une lettre où il le rappelait en Europe, à formuler doucement et nettement ses réserves sur la conduite de son apostolat : « Il m'a paru bon que vous ayez envoyé en Chine Maître Gaspard et autres et, si vous y êtes allé vous-même, je tiendrai la chose pour bien faite, me persuadant que vous suivez en tout les conseils de la divine Sagesse. Et cependant mon jugement à moi est qu'il conviendrait mieux, pour le service de Dieu, que vous fussiez demeuré dans l'Inde après avoir dressé les autres à faire en Chine ce que vous vous proposiez d'y faire vous-même. Ainsi, vous exerceriez sur plusieurs points une action que, de votre personne, vous n'exerceriez que sur un seul. » C'est le véritable organisateur qui parle et qui dit tout en peu de mots. Il faut bien reconnaître que François n'a pas toujours été pour les jeunes Pères qui lui arrivaient du Portugal et de l'Italie le directeur que leur inexpérience attendait et qu'il n'a peut-être pas su les utiliser toujours au mieux des intérêts de la Mission. Obligé d'être à la fois celui qui découvre et celui qui dirige, il n'a vraiment rempli que la première de ces deux tâches, sans doute difficiles à concilier. Cela vient aussi de son tempérament nomade et de la sainte ambition dont il est dévoré. Un grand organisateur ne se tient pas constamment au premier plan. Lui, il absorbe tout ; il occupe à lui seul toute la scène ; ses collaborateurs s'effacent, disparaissent dans l'éclat dominateur de sa personnalité. Ses lettres, où il se raconte trop peu, ne nous disent rien ou presque rien de ceux qui l'accompagnent, qui travaillent avec lui, qui supportent en somme les mêmes peines que lui. On pensera qu'ils ne le valaient pas. Et qui donc valait Ignace de Loyola dans la Société de Jésus ? Pourtant ses compagnons et ses subordonnés ressortent en pleine lumière. François se remet à l'initiative des siens jusqu'au moment où il les arrête et les déplace. Il les abandonne pendant des périodes de deux ou trois années ; puis il revient avec le charme de l'aurore et des coups de foudre. Je voudrais pouvoir dire qu'il me semble aussi aimable qu'il est grand : je ne le puis pas. On a beau relire ses lettres, voyager en sa compagnie : on

ne parvient pas à le connaître entièrement. Sa simplicité modeste a des détours; sa douceur recouvre l'indomptable opiniâtreté des Xavier; sa prudence, d'incroyables témérités. Il se fatigue vite de la même tâche et ne se fatigue jamais d'en entreprendre de nouvelles. Il possède un rare esprit de finesse et réussit presque toujours dans les diplomaties familières; mais presque toujours il échoue dans les autres. Il n'est pas né pour les grands commandemens; mais, en certains cas, il vaut à lui seul une armée. C'est un féodal. Et il l'est jusque dans son amour profond, jaloux, exclusif de la Compagnie dont on peut dire qu'elle est son clan et bien davantage. Au milieu de l'ouragan, il se recommande à Dieu, et il ajoute : « Je ne manquai pas de prendre pour médiateurs tous les Saints, commençant par ceux qui, en cette vie, appartinrent à la sainte Compagnie de Jésus. » En 1548! Il devance Rome et les années.

N'importe : il est très grand parmi les Saints, ce qui signifie qu'en dehors même de l'ordre mystique il y avait en lui une grandeur qui, sur le plan simplement humain, se fût manifestée. Ignace de Loyola ne fit que capter au profit de l'Église et de la charité divine un génie qui s'ignorait encore, mais qui se fût précipité, un jour ou l'autre, vers les plus belles aventures. Il était de ceux qu'attirent invinciblement les faces mystérieuses de l'univers. La parole d'Ignace a sanctifié sa curiosité; et la croix de Jésus fut désormais sa seule boussole. La ténacité, l'endurance, l'audace heureuse, le charme, il réunit au plus haut degré ces qualités des grands explorateurs et des conquérans. Les plus célèbres d'entre eux, avec trois cents cavaliers, ont conquis des empires. Lui, seul ou accompagné de quelques pauvres piétons comme lui, il a fondé dans les pays les plus hostiles des œuvres dont la seule qui ait presque entièrement succombé a résisté cent ans. A coup sûr, ses espérances n'ont pas été réalisées; et la religion chrétienne n'a triomphé nulle part, pas plus dans l'Inde ou en Malaisie qu'au Japon. Mais, comme le combat continue, il nous est impossible de préjuger de l'avenir. Et ce n'est point à ces conséquences matérielles qu'il faut mesurer l'importance de son rôle. Il a créé un des mouvemens les plus considérables et les plus féconds des temps modernes. Il a rapproché les mondes. Il n'a pas inventé l'apostolat des Infidèles; mais, pour la première fois, il en a ébauché l'organisation; il en a fait une forme nor-

male, régulière, disciplinée de l'activité chrétienne. Il n'y a pas un seul missionnaire sur la planète qui ne soit plus ou moins son héritier ou son imitateur. Le pasteur anglo-saxon ou américain qui, en Chine ou en Syrie, consacre parfois une partie de ses loisirs à lui chicaner sa gloire ou à regretter qu'il ait trop aimé la Vierge et les Saints, lui doit le meilleur de son idéal et quelques traits essentiels de sa conception apostolique. Plus encore : son exemple est de ceux qui ont augmenté la confiance légitime que l'homme peut avoir dans ses propres forces alimentées par la foi et soutenues par la grâce. La nature est fière des victoires qu'il a remportées sur elle, et le dur traitement que ses mortifications lui ont imposé ajoute à la gloire de l'espèce humaine. Quelles pitoyables créatures nous serions et quelle triste famille si, dans la défense et la propagation des idées les plus désintéressées, des hommes comme lui ne relevaient notre honneur! Sa vie est de toutes ses œuvres la plus substantielle et la plus vivante. Il a continué et il continue d'agir dans les âmes. Il a été de tous les labeurs ingrats qu'ont poursuivis les missionnaires de Jésus-Christ au Canada, en Amérique, en Afrique, en Chine, et de toutes leurs souffrances et de tous leurs martyres. On retrouve son souvenir sur tous les chemins qui les ont conduits vers les supplices et dans toutes les solitudes où ils ont failli perdre cœur. Ils ont envié ses courses les plus périlleuses, ses tempêtes, ses joies amères, jusqu'à ses humiliations, jusqu'à l'isolement de son grabat funèbre, jusqu'à son agonie, loin de tous les siens, sous les yeux bridés d'un Chinois. Et ceux qui sont partis pour convertir les païens ont vu briller, au terme de leurs efforts, comme de pures récompenses, des choses dont la seule pensée fait frémir.

André Bellessort.

LE MARQUIS DE SÉGUR

Il y a huit ans, aux funérailles d'Émile Gebhart, le marquis de Ségur disait : « En l'espace de quelques semaines, l'impitoyable mort avait inscrit sur son visage ce signe mystérieux dont souvent, à l'avance, elle marque ses victimes et que ceux qui les portent sont, la plupart du temps, les seuls à ne pas voir... » Ce signe mystérieux de la mort prochaine, le marquis de Ségur, à la veille de mourir et le jour même de mourir, ne l'avait pas sur son visage ; et, mort, il n'avait pas sur son visage le signe de la mort : il semblait dormir. A-t-il deviné, lui, sans le dire et gardant pour sa seule et discrète pensée une telle rêverie, l'approche de la mort ? Ceux qui l'ont aimé ne le sauront pas. A peine, en examinant les souvenirs les plus récens qu'on ait de lui, croit-on distinguer, dans sa manière de vous quitter et dans le soin qu'il ne cachait pas de fixer à bientôt les nouvelles rencontres, l'indice de son avertissement : nous ne savons rien de la mort, et de ses préludes non plus ; ceux qui vont mourir ont parfois des silences tels que s'ils étaient affiliés déjà, en secret, à la silencieuse confrérie des morts.

Il est mort le 12 août, vers la fin de la journée. Il avait été malade quelques jours. Il ne l'était plus ; il était en convalescence. Il passa un peu de temps sur le seuil de sa maison, devant le beau jardin, les arbres, le ciel. Et il causait... Puis, quand il fut retourné dans sa chambre, au bout de cinq minutes il mourut en un instant. C'était à la campagne, au château de Villiers, près de Poissy. Et ses amis n'ont appris leur chagrin que le lendemain. « C'est ainsi qu'il quitta ce monde, sans

tapage, avec modestie, avec simplicité, à sa manière accoutumée, pareil à un homme bien élevé qui, sortant d'un salon avant la fin de la soirée, s'éloigne discrètement et sur la pointe des pieds. » Ces lignes qu'il écrivait ici même, le 15 novembre 1910, à propos d'Albert Vandal, je les copie à son intention : elles sont vraies et justes pour l'un et pour l'autre, qui tous deux partirent avant la fin de la soirée, sur la pointe des pieds; on n'a pas vu leur départ, mais on éprouve leur absence.

Le marquis de Ségur, né en 1853, était d'une famille qui « fait partie de l'histoire de France : » c'est le mot de Vandal, accueillant son ami à l'Académie française en 1908. Lui-même, Ségur, dans son premier volume, consacré au *Maréchal de Ségur*, ministre de la Guerre sous Louis XVI, a résumé le passé de sa race depuis le plus ancien de ses ancêtres qui ont eu un rôle célèbre, François de Ségur, seigneur de Sainte-Aulaye, compagnon d'Henri IV en sa jeunesse et plus tard chef du conseil royal. Ce sont ensuite de grands guerriers et diplomates, et gens de cour et gens d'église. C'est, après le maréchal de Ségur, son fils, le comte de Ségur, ambassadeur de Louis XVI et « ambassadeur de l'esprit français » à la cour de Russie ; et puis le général Philippe de Ségur, aide de camp de Napoléon et, dans ses mémoires fameux, poète épique de la Grande Armée. Le comte de Ségur, l'ancien ambassadeur et qui fut, pendant la durée de l'Empire, grand maître des cérémonies, avait un frère qui, dans les récits de l'époque, passe presque inaperçu et qui semble s'être plu à son destin modeste. Il était lié de vive tendresse au grand maître des cérémonies, mais quant à lui signait ses lettres volontiers : « Ségur sans cérémonies. » Je ne sais si, de tous ses ancêtres, le marquis de Ségur ne préférait pas celui-là, fier et doux et qui « traversa la vie d'un pas vif et léger, » celui-là qui avait pratiqué si joliment la vertu de simplicité. Lui aussi, le marquis de Ségur, a pratiqué cette vertu, avec une grâce exquise et naturelle. Mais Ségur sans cérémonies, un jour que le Premier Consul lui offrait un régiment, répondit : « Citoyen premier Consul, je porterai mon habit gris quand il s'agira du salut de la patrie; mais je ne porterai jamais l'habit de colonel du régiment que j'avais avant la Révolution. » La simplicité véritable n'est pas l'oubli, la négligence de ce qu'on doit à soi-même ou à sa

lignée : elle est signe de liberté, de noblesse ; elle implique une certitude et une évidence. Les deux Ségur sans cérémonies en donnaient la preuve et la donnaient persuasive. Puis, ce vicomte de Ségur, qui a le goût de l'ombre, et qui ne portera plus l'habit de colonel du régiment qu'il avait avant la Révolution, et qui servira dès que la patrie aura besoin de son service, l'honneur l'engage à faire une différence marquée entre la France et le régime de la France ; mais, sous le régime, il continue de voir la France. Son père, le maréchal de Ségur, n'avait pas émigré ; la Révolution l'emprisonna, lui confisqua ses biens, vendit à l'encan sa maison, ses meubles, ses livres et le trésor de fines éditions, de belles reliures, qu'il avait composé, les archives de sa famille, et le laissa dans la pauvreté.

Or, le matin du 18 brumaire, Philippe de Ségur, le petit-fils du maréchal, était à Paris. Adolescent rêveur, il se promenait et vit soudain s'ouvrir la porte du jardin des Tuileries. Un régiment sortit, le neuvième dragons, manteaux roulés, casque en tête, sabre en main et, sur les visages, l'air « qu'ont les soldats lorsqu'ils vont à l'ennemi. » Aussitôt, l'adolescent frissonne ; le « sang guerrier » qu'il a dans les veines bouillonne : Philippe de Ségur sent qu'il est soldat et, peu après, s'engage comme le dernier des hussards dans les volontaires de Bonaparte. Avant de rejoindre son régiment, il dut aller saluer son grand-père. Et le vieillard, d'abord, l'apostropha : « Vous venez de manquer à tous les souvenirs de vos ancêtres. Mais c'en est fait, songez-y bien. Vous voilà enrôlé dans l'armée républicaine : servez-y avec franchise et loyauté ! » L'enfant pleurait. Le vieillard, de la seule main qui lui restait, ayant perdu le bras gauche à la bataille de Lawfelt, saisit le hussard de Bonaparte, le tira vers lui et le serra sur son cœur. Le hussard de Bonaparte fut le général de Ségur. Le 22 vendémiaire an IX, peu de mois après la généreuse « frasque » de son petit-fils, le vieux maréchal apprit officiellement que, d'ordre du Premier Consul, il recevrait la solde que la République attribuait, pour leur retraite, aux généraux de division : six mille francs, de quoi sortir de pauvreté. Il demanda audience à Bonaparte, afin de lui porter ses remerciemens. Bonaparte le reçut aux Tuileries, alla au-devant de lui, l'accueillit avec déférence et, l'entretien fini, le mena jusqu'au perron du palais. Et, ici, la garde consulaire attendait, faisant

la haie; les tambours battirent aux champs et la troupe en armes rendit les honneurs jadis accordés au grade aboli de maréchal de France. Le vieux maréchal ne domptait pas son émoi. Il eut les yeux mouillés de larmes : la France continuait.

Albert Vandal, dans ce discours que je citais, loue les Ségur de vivre avec leur temps. « Jamais, dit-il, cette famille ne s'est enfermée dans le mausolée de ses souvenirs et de ses regrets. Si elle se retourne volontiers vers ces âges révolus où il lui est permis de puiser tant d'exemples, ce n'est pas pour s'y réfugier, c'est pour s'y retremper. Les problèmes contemporains, les idées qui s'agitent et se débattent ne la laissent nullement indifférente. Dans la vie publique, dans nos assemblées, plusieurs de ses membres ont montré que les convictions libérales peuvent s'allier au respect des institutions nécessaires. Famille à la fois traditionnelle et moderne, elle n'entend ni renier le passé, ni se détourner de l'avenir ; elle sait se renouveler en se perpétuant. » Renier le passé, le marquis de Ségur ne l'eût certes pas admis ; il n'entendait pas non plus se détourner du présent ni de l'avenir : et la solution d'une telle difficulté, poignante et cruelle par instans, je crois en effet qu'il l'avait cherchée où l'indique Albert Vandal, dans cette réunion du fidèle souvenir et de la libre espérance. Il l'avait cherchée : l'avait-il trouvée ? Du moins, il a donné à sa tentative sincère toute sa bonne volonté. Son père avait été conseiller d'État. Lui, à son tour, comme il comptait ne pas être de ceux qui boudent la France, qui boudent seulement la France nouvelle, il entra de même au Conseil d'État. Il n'y demeura pas longtemps. Cet épisode, si court fût-il, eut beaucoup d'importance dans sa vie. Il en parlait peu : il n'a jamais parlé de lui que très peu. Mais il connut alors Vandal ; et, dans la notice qu'il a consacrée à son ancien collègue et son ami, quelques aveux lui échappent. Il se rappelle avec plaisir ce milieu distingué, la collaboration très courtoise, et cordiale même, d'hommes très différens par les grades, les âges, les origines, — « les uns issus du régime impérial, les autres ne datant que de la république, » — et tous également dévoués à leur tâche. Et puis, qu'arriva-t-il? « Pour Vandal, comme pour beaucoup d'autres, ce fut un déchirement réel, le jour où l'odieuse politique vint rompre cette intimité, disperser ce groupement aux quatre vents du ciel. » Vandal, qui portait « un nom d'Empire, »

était désigné pour « la première charrette. » Il ne fut pas de la première, mais d'une autre. Un « garde des Sceaux vigilant » tourna les choses de façon que Vandal eût à s'en aller ; il s'en alla et ne fit pas claquer la porte derrière lui.

Cette anecdote, c'est la seule, il me semble, où, dans les écrits du marquis de Ségur et dans sa causerie, on pût sentir de l'amertume. Il s'impatiente, ici, à propos d'Albert Vandal et laisse deviner que pareillement il s'impatiente à propos de lui-même. Quitter le Conseil d'État, ce n'était, ni pour Vandal ni pour Ségur, un désastre ou l'échec d'une ambition déterminée. Ce fut, pour Ségur, très exactement ce noble dépit : on l'empêchait de servir! Tous les siens, sous divers régimes, avaient servi ; et lui-même se sentait aussi prêt que nul d'entre eux à servir, selon l'avis du maréchal à son petit-fils, « avec franchise et loyauté. » Je me rappelle la ferveur et l'ardeur de ses paroles, un jour qu'il me racontait les audiences du procès Bazaine et la réponse fameuse du duc d'Aumale à cet accusé qui bredouillait : « Il n'y avait plus d'Empire, plus rien... » — « Il y avait encore la France ! » Une telle réplique, Ségur en faisait une maxime : il y a toujours la France. Il avait voulu la servir, sans arrière-pensée, pour le seul honneur ou le simple devoir de servir. L'empêchement, ç'avait été « l'odieuse politique : » jamais il ne lui pardonna. La politique, au sens qu'a pris ce mot par le malheur des temps, le gouvernement de la cité devenu la querelle des citoyens, voilà l'unique objet de haine qu'on lui ait connu ; et, l'union sacrée, il n'est pas de ceux qui ont eu besoin d'une guerre pour y voir le salut des citoyens et de la cité.

Quand le présent vous a offensé, le passé vous est plus charmant. Le marquis de Ségur l'appelle « consolation du présent, refuge contre la tristesse ; » et les « paisibles rives du passé » le tentent ; le rêve du passé lui sert de « merveilleux alibi » pour échapper à des réalités urgentes, qui le froissent. Il n'était pas un homme d'autrefois. Spontanément, il n'allait point aux siècles révolus. Il était, de nature, un homme d'aujourd'hui, plus confiant que beaucoup d'autres, et qui même n'eût pas redouté l'imprudence, et qui soudain se détourne et soudain retourne au passé.

Il y a, au principe de toute vocation, comme au début de toute conversion, une crise de l'âme et de l'esprit. Et l'histoire

est une étude qui vous demandera toute votre pensée ; elle vous demande aussi des vœux sévères : on entre en histoire un peu comme en religion. Le sentiment qui vous a conduit d'abord vous accompagnera. Le sentiment qui a mené le marquis de Ségur à l'histoire est celui-là que j'indiquais, le désir d'aller ailleurs et d'y établir sa rêverie. C'est un sentiment analogue à celui qu'on observe parfois dans le cours des littératures et qui fait que poètes et conteurs vont au loin, jusqu'aux pays exotiques, chercher l'asile de leur songe. L'éloignement dans l'espace ou le temps, en quête d'un abri ! Du reste, j'avoue que nous avons un grand nombre d'historiens pour qui l'histoire est une besogne qu'ils accomplissent jour après jour, en sages ouvriers ou manœuvres. Pour d'autres, l'histoire est un sacerdoce : voire, certains en abusent et ne sont que des charlatans. Pour d'autres, elle est de la science : et l'on sait qu'ils ont la science revêche. Ah ! l'histoire est tout ce qu'on voudra, pourvu qu'elle soit quelque chose, et non pas seulement du néant pédantesque !... Une science ? Le marquis de Ségur ne dit pas non : « plutôt une science, » dit-il ; et, s'il atténue ainsi la rigueur du titre que tant d'historiens réclament pour l'objet de leur étude, ce n'est pas qu'il estime peu les nouvelles méthodes, mais il évite les dangers d'un vocabulaire présomptueux Il a considéré comme « l'un des mérites » du siècle précédent le « scrupuleux souci de l'exactitude historique. » Il s'est plu à ces revisions de jugemens que la critique moderne a opérées. Il a vanté nos érudits de contrôler sans complaisance les allégations des chroniqueurs, les témoignages des contemporains, et de pousser jusqu'à la manie peut-être l'incrédulité provisoire. Il se félicite de voir maintes vérités imposantes se discréditer et, par le soin des enquêteurs, tourner à n'être plus que des erreurs bien achalandées : toujours achalandées, car il ne compte pas qu'une dissertation savante ait facilement raison d'une légende populaire. Les méthodes des érudits, il les avait adoptées ; il en a fait l'emploi le meilleur et le plus attentif. Au surplus, ce n'est pas une sorcellerie ; ce n'est pas ce qu'on pourrait imaginer, et craindre, les méthodes : mais un ensemble de stratagèmes, de précautions, de l'habileté, du bon sens et du goût. Le marquis de Ségur allait aux sources d'information, visitait les archives, examinait tous les documens. Et il admettait que l'histoire fût, sans doute, « plutôt une science : » un

art aussi. Quant à utiliser l'histoire au gré des opinions qui lui étaient le plus agréables, comme font tels partisans, et charlatans trop souvent, c'est ce qu'il eût détesté : il accordait qu'on pût tirer de l'histoire des enseignemens, mais divers, et en général ceux qu'on attendait le moins. Il veillait à ne pas conclure d'avance; et quelquefois il préférait ne pas conclure ensuite. Et l'histoire ne lui était pas une besogne, mais bien ce divertissement que je donnais à entendre : un divertissement de l'esprit hors du temps où l'on est.

« Ceux qui aiment à respirer le parfum des choses d'autrefois... » Peu d'historiens méritent d'être ainsi désignés. Et presque tous revendiquent, pour leur austère congrégation, d'autres louanges, plus scientifiques. Il y a là, pourtant, le principal. Ceux qui aiment à respirer le parfum des choses d'autrefois sont bien zélés à une recherche qui les aguiche. Et ils ne manqueront ni d'adresse ni de patience. Et, connaisseurs, ils ne mêleront pas le parfum d'une époque et le parfum d'une autre : ils ne se contenteront pas d'un parfum frelaté. Puis, tout à leur plaisir, ils ne mêleront point à leur plaisir un autre intérêt; de sorte qu'ils seront plus désintéressés que personne : et c'est là une excellente condition pour écrire l'histoire et joliment et dignement. Si l'on a peur qu'ils arrangent la vérité à leur guise, et l'arrangent selon leur goût, selon leur concupiscence intellectuelle, on ignore tout de la vérité : l'on ignore qu'elle seule est savoureuse, pour les amis délicats et authentiques amateurs de l'histoire.

Le marquis de Ségur n'a résumé, d'une façon théorique, en nul de ses ouvrages, son idée de l'histoire ; mais, en tous ses ouvrages, il l'a rendue sensible. Parfois aussi une petite phrase est là, qui souligne l'intention. « Toute demeure où les siècles ont passé revêt un charme de tristesse, » dit-il au début d'un de ses livres où l'évocation des anciens jours est le plus parfaite, *La dernière des Condé*. Ces demeures des anciens jours, il les montre « périssables devant l'éternel rajeunissement de la nature » et, « au regard de nos brèves existences, » des symboles de durée. L'histoire est enfermée entre ces murailles plus solides que la vie et plus fragiles que le temps. Elle risque d'y mourir, de s'y dissoudre, de s'y évaporer ; il en faut recueillir les bribes, la cendre et l'odeur. Piété funèbre, et dont les rites sont de mélancolie et de curiosité !

Mélancolie et curiosité : ces deux mots, réunis en devise, pourraient servir d'épigraphe à une partie de l'œuvre qu'a laissée le marquis de Ségur, à ses recueils de récits et de portraits, aux *Gens d'autrefois*, aux *Silhouettes historiques*, aux *Vieux dossiers*, et à telles de ses grandes études où il a ranimé, autour de quelque héroïne, plusieurs années de vie française, *Julie de Lespinasse* ou *le Royaume de la rue Saint-Honoré*. Curiosité, certes, et méticuleuse, et qui n'épargne point les âmes, et qui va jusqu'aux replis des âmes, afin d'y surprendre le secret de toutes passions et de toutes faiblesses. Il n'est pas de petits billets cachés dans les tiroirs des vieux meubles et que semblent protéger la poussière, la moisissure du papier, le jaune pâli de l'écriture, où cette curiosité ne pressente un aveu et, par bonheur, ne l'aperçoive. Or, on dit : « Que n'accordez-vous aux morts le dernier privilège d'être morts, le repos? Ils ne sont pas à vous : ils ne sont plus qu'à l'éternité; ne les tracassez pas!... » Jules Lemaître répondait, ou à peu près : « Les morts sont beaucoup plus patiens que vous ne croyez, et plus indifférens!... » Lui, Ségur, s'il n'a pas formulé sa réponse, elle est implicitement contenue dans tous ses livres et dans leur indulgence. A mesure que lui devenaient plus familiers ses « gens d'autrefois, » il les aimait davantage; il les donnait à aimer davantage et ainsi n'avait pas desservi leur mémoire. Comprendre et pardonner vont ensemble ; et le pardon véritable est un prélude d'amitié. Puis il y a, dans le pardon, cette mélancolie de la faute avouée et son regret. Le regret : mot qui a deux sens et qui les réunit quelquefois et qui ajoute au repentir le chagrin de ce qui n'est plus. Une faute finie est regrettable doublement. Ainsi la mélancolie corrige, embellit la curiosité.

Les héroïnes du marquis de Ségur n'ont pas à se plaindre de lui. Des pécheresses, pour la plupart, et qui n'étaient pas heureuses. Il les a traitées avec tous les égards dus à leur malheur et, en outre, à leur beauté. La plus pure d'entre elles est la dernière des Condé, la princesse Louise-Adélaïde, en qui meurt une race guerrière. Un grand amour est l'aventure de sa vie : un amour qui n'a porté nulle atteinte à sa candeur et qui ne fut pour elle que souffrance. Elle devint sœur Marie-Joseph de la Miséricorde et mourut sans que son âme « eût révélé toute la beauté de ses chants. » A côté d'elle, Marie-Catherine de Brignole, princesse de Monaco, est d'un autre caractère. Son aven-

ture à elle, — eh bien! Mme de Grôlée, sœur de la marquise de Tencin, quand elle fut à l'article de la mort et eut à faire sa confession, dit seulement : « J'ai été jeune, j'ai été jolie; on me l'a dit, je l'ai cru; jugez du reste! » — voilà toute l'aventure de Marie-Catherine de Brignole, princesse de Monaco. Les aventures se ressemblent, malgré les hasards; et les hasards sont peu de chose : toute la différence vient des âmes. Il n'est pas deux âmes pareilles. Il faut donc aller jusqu'aux âmes, pour découvrir le roman. C'est où le peintre de ces jeunes femmes dépense un art exquis. Il avait observé, dans le passé, dans le présent aussi, ce malentendu : l'on ne se juge pas comme le monde vous juge. Complaisance? Peut-être. Complaisance de nous envers nous-mêmes; et la malice du monde! Complaisance; et il arrive que ce soit tout le contraire, si telles destinées, comme on le sait pour peu qu'on les ait regardées de près, se sont abîmées dans des remords que le monde n'exigeait pas. Non, le malentendu ne résulte pas uniquement de notre bienveillance égoïste. Mais le monde nous juge d'après nos actes, et même d'après ce qu'il voit de nos actes; et nous, « selon notre conscience. » Le monde est méchant? Il n'est pas toujours bon. D'ailleurs, ne le condamnons pas trop vite. Le monde nous juge d'après nos actes : « et c'est justice, » ajoute le marquis de Ségur. Nos actes ont une valeur significative et qu'on n'omet pas sans péril. La sévérité du monde, sa méchanceté même, sont, dans la société, des contraintes nécessaires. Une société se défend; et, comme elle n'est pas toute en âmes, elle n'a pas tant à examiner les âmes que leurs manifestations plus évidentes. Elle blâme et fait son métier. Son jugement n'est pas méprisable. Ni le nôtre!... Le nôtre a pour lui la fine connaissance que nous avons de nous-mêmes. Le nôtre tient compte, avec subtilité, des menues circonstances : il est mieux informé, plus intelligent. L'historien de Marie-Catherine de Brignole, princesse de Monaco, nous invite à ne pas nous tenir au jugement du monde, sur la mémoire de ces défuntes qui ont été jeunes, qui ont été jolies, à qui on l'a dit et qui l'ont cru : vous savez le reste. Il s'est approché d'elles; et il les a interrogées longuement, avec une curiosité passionnée, avec cette mélancolie de pitié qui attire la confidence. Il ne s'est pas éloigné d'elles avant d'avoir tout appris; et alors, quand il savait tout, il savait que les âmes valent mieux, presque toujours, que leurs vies.

D'Alembert, lorsque Julie de Lespinasse eut trépassé, lut imprudemment les liasses de lettres que son amie n'avait pas brûlées. L'amoureuse, et non amoureuse de lui, le chargeait par testament de classer avec discernement ses papiers, de restituer certaines correspondances, de détruire les autres. Il connut ainsi que, depuis des années, il avait cessé d'être « le premier objet du cœur de Julie. » Il ne put douter des amours de Julie et du marquis de Mora, des amours de Julie et du comte de Guibert. Et Julie avait conservé les lettres de Mora, les lettres de Guibert : elle n'avait conservé aucune lettre de lui. Une si brusque révélation d'indifférence le blessa. Pour le consoler, on lui disait qu'il aurait dû s'apercevoir plus tôt d'une indifférence bien visible; et il répondait en pleurant : « Oui, elle était changée; mais, moi, je ne l'étais pas! » Et il écrivait : « Tout est perdu pour moi, je n'ai plus qu'à mourir! » Et il croyait qu'il avait perdu, auprès de Julie, seize années de son existence. Il accusait l'ingrate; et il était ingrat lui-même, car il oubliait que, durant seize années, Julie avait été la joie, l'intérêt, la douceur de son existence. Le peintre de Julie ne la juge pas comme fit d'Alembert : « Pour nous, dit-il, qui, mieux instruits que lui sur son *ingrate et malheureuse* compagne, avons pu suivre jour par jour les phases de cette existence tourmentée et pénétrer profondément dans les replis de cette conscience, ne devons-nous pas accorder à l'héroïne de cette histoire l'indulgence qu'on ne refuse guère aux créatures humaines dont l'âme intime nous est connue et qu'il nous est loisible de juger d'après leurs sentimens plus que d'après leurs actes? Elle a gravement péché sans doute, mais elle a cruellement expié; et, si elle a beaucoup souffert, au moins a-t-elle beaucoup vécu. Peut-être ne faut-il ni la condamner ni la plaindre... » Il y a là un peu plus qu'un pardon... Et, Marie-Catherine de Brignole, si elle a fait parler d'elle, ce fut en mal. Les pamphlétaires de la Révolution la traînent dans la boue. Même, une « amie » écrit — et, il est vrai, ne signe pas : — « Madame de Monaco a soupé ici hier; il y avait quarante personnes. En vérité, je ne conçois pas comment elle ose se montrer dans le monde! » Sa liaison publique a été un long scandale, certainement. Le peintre de Marie-Catherine de Brignole nous supplie de ne pas oublier ses chagrins, son dévouement. Il l'appelle une « victime des hommes » et nous rappelle qu'elle

a été longtemps résignée, qu'elle ne s'est révoltée que « plus tard, » et que jamais elle n'a été malfaisante, et qu'elle a toujours été malheureuse. Il ajoute : « L'indulgence n'est-elle pas souvent la meilleure forme de la justice? »

Comme il avait, avec une précieuse finesse du cœur et de l'intelligence, le goût de ces tendres pardons au passé, le marquis de Ségur a choisi parfaitement l'époque où les occasions lui seraient le plus favorables. Ce fut le siècle où il semble que le péché n'eut guère moins d'excuse que de grâce, le dix-huitième. Époque étonnante, à la fois très avisée et très naïve, où les philosophes avaient la manie de régler l'avenir de l'espèce humaine, et où l'espèce humaine vécut au jour le jour avec un prodigieux génie d'imprévoyance; époque où la brutalité se prépare à sévir et où l'on vit plus délicatement que jamais; époque absurde et ravissante; et qui a, dans l'histoire, les plus terribles responsabilités, au point qu'on devrait la maudire, et qui, par tant d'attraits, est la plus aimable. Le marquis de Ségur l'a vue ainsi, désintéressée et frivole, égoïste et humanitaire, toute en contrastes, — séduisante surtout, — et qui « désarme le blâme et force le sourire. » On avait lu Rousseau; de sorte qu'on aimait la nature. On l'aimait assez bien : plus encore, on aimait une vie enfermée, factice, pareille à une œuvre d'art. Les plus charmantes femmes d'alors ne voyaient qu'un peu la lumière du jour; et on leur avait donné ce surnom : les Lampes. Il y avait aussi alors, en dépit des philosophes eudémonistes, une sagesse désespérée ou, si l'on veut, une déraison pleine de modestie : les gens ne prétendaient pas au bonheur, qui est une affaire immense et prétentieuse; mais ils se contentaient du plaisir. L'avant-veille de sa mort et quand elle n'avait plus qu'un souffle léger, Mme Geoffrin, si bonne, entendit qu'autour de son lit ses amis épiloguaient sur les devoirs d'ici-bas; elle sembla se réveiller de sa torpeur et dit : « Ajoutez le soin de procurer des plaisirs, chose dont on ne s'occupe pas assez! » D'Alembert vante cette remarque, la déclare vraie et profonde; il assure que Platon l'eût enviée à cette mourante.

Que cette époque, où l'on a tant parlé de la morale et de la vertu, n'ait pas été bien vertueuse et ait joué avec la morale très hardiment, le marquis de Ségur ne le nie pas. Mais il lui a trouvé des excuses, avec une bonté souriante. Il était content

de citer ces lignes de la vicomtesse de Noailles, femme impeccable et à qui son impeccabilité donnait le droit d'être indulgente : « Mon Dieu, qu'on est injuste pour ce temps-là! Que la société distinguée était généreuse, élevée, délicate! Que de solidité dans tous les liens! Que de respect pour la foi jurée dans les rapports les moins moraux! » La vicomtesse de Noailles, fille de la belle et malheureuse duchesse de Mouchy que Chateaubriand, dans le *Dernier Abencerage* a immortalisée sous le nom de Blanca et qu'il avait aimée en Espagne sous le nom de Dolorès quand il revenait de la Terre sainte, a écrit une *Vie de la princesse de Poix*, sa grand'mère; et c'est dans ce petit ouvrage qu'elle réclame en faveur d'un temps calomnié. « Que de respect pour la foi jurée, dans les rapports les moins moraux!... » On le voit, elle fait la part du feu. Le marquis de Ségur la faisait aussi. Quand, après dix années de folies, Mme du Deffand se sentit lasse de dévergondage, elle résolut de se ranger : « Elle s'engagea dans une liaison sérieuse. C'était le refuge habituel des femmes qui se déclaraient mûres pour une existence régulière, qui éprouvaient du goût pour la paix du foyer et qui souhaitaient, selon l'expression usitée, faire retour à la bienséance... » Elle se sépara de son mari, qu'elle avait assez ridiculisé pour le croire un peu ridicule; et son amant fut un magistrat qui, après une jeunesse orageuse, prétendait à une agréable respectabilité, un magistrat lettré, galant, le président Hénault. Et Julie de Lespinasse était la fille de la comtesse d'Albon, mais non la fille du comte d'Albon. Les deux époux, mal assortis, ne vivaient point ensemble. Mme d'Albon prit un amant : ce fut le comte de Vichy. Mais le comte de Vichy était un fort honnête homme. Et le marquis de Ségur a lu, dans un manuel de conscience écrit par une femme un peu avant la Révolution, ces lignes qu'il dit ingénues : « Madame a-t-elle un amant? On demande qui il est; la réputation d'une femme dépend de la réponse qu'on fera. Dans le siècle où nous vivons, ce n'est pas tant notre attachement qui nous déshonore que son objet. » Le marquis de Ségur avoue que la Régence et les années suivantes ont par trop manqué de tenue. Mais il ne veut pas que tout le siècle soit condamné. La seconde moitié du siècle a vu le libertinage passer de mode : et c'est bien quelque chose, que les « attachemens » succèdent aux « fantaisies. » Ces attachemens sont, pour ainsi dire, de nouveaux

mariages, et qu'on n'a pas contractés à la légère; de libres mariages, et auxquels on est plus volontiers fidèle, parce qu'on a choisi davantage. La morale y gagne peu; mais enfin la dignité de la vie en est sensiblement relevée : « cette irrégularité même comporte quelque vertu. » Peut-être faut-il attribuer à Jean-Jacques Rousseau et à Richardson, à la *Nouvelle Héloïse* et à *Clarisse Harlowe*, une influence de telle sorte... Les femmes lurent ces romans et y découvrirent, ô merveille! un trésor de vertu : « Dans les ruelles et dans les boudoirs, il sembla qu'un long frémissement secouât leur torpeur égoïste; elles s'éveillèrent, comme au souffle vif du matin. Leurs yeux s'ouvrirent; elles prirent conscience du mal obscur dont elles souffraient, le vide moral, le néant des plaisirs, la vanité d'une existence sans idéal; et le remède leur apparut dans le retour aux joies du cœur et à la vie sentimentale. Au fond de ces âmes desséchées se rouvrit la source des larmes; la flamme éteinte se ralluma, plus brillante après les ténèbres; et l'amour apparut comme un dieu nouveau, bienfaisant, d'autant plus adoré qu'il avait été plus méconnu... »

Mme du Deffand est une personne de la première moitié du siècle et qui n'avait pas reçu la révélation de la *Nouvelle Héloïse* et de *Clarisse Harlowe*. Le marquis de Ségur aimait à raconter, avec une tristesse gracieuse, une soirée que la spirituelle marquise, devenue vieille et aveugle, passe, dans le salon de Saint-Joseph, auprès de son vieil ami Pont de Veyle, amant d'autrefois et qui, depuis cinquante ans, lui rend visite chaque jour. Elle appelle : « Pont de Veyle? » et elle lui demande où il est. « Au coin de votre cheminée, madame. — Les pieds sur les chenets, comme on est chez ses amis? — Oui, madame... » Il y a un silence; puis elle se souvient tout haut : « Il faut convenir qu'il est peu de liaisons aussi anciennes que la nôtre... » Pont de Veyle y consent. « Cinquante ans! — Oui, cinquante ans passés... » Et, dans ce long intervalle, pas un nuage, pas même l'apparence d'une brouillerie!... Elle est enfoncée dans son grand fauteuil. Pont de Veyle, un peu allongé dans une bergère, admire également la sérénité de leur ciel. Et elle s'avise de tout expliquer : « Pont de Veyle, cela ne viendrait-il pas de ce qu'au fond nous avons toujours été indifférens l'un à l'autre? — Cela se pourrait bien, madame. » Leur soirée continue; et puis leur vie, quelques années encore... Cette petite anecdote, qui amuse

l'esprit, glace le cœur. La nièce de Mme du Deffand, sa nièce ou peu s'en faut, Julie de Lespinasse, elle, c'est un cœur qui brûle, et qui ne sait pas pourquoi il brûle, mais qui le sent. D'ailleurs, n'allons pas la considérer comme le type des amoureuses dans la seconde moitié du siècle : une passion telle que la sienne, à toute époque, est rare, est un accident, une catastrophe. Mais d'autres femmes de son temps ont aimé, avec moins de fureur, ont aimé pourtant et, jusqu'à la mort, n'ont fait que d'aimer. Peut-être, dit le marquis de Ségur, n'est-ce pas là, pour toute une existence, un idéal qui suffise à tous égards. Une faiblesse ? Entre les faiblesses des hommes et des femmes, répond-il, la plus excusable peut-être, sinon la plus anodine.

Pour avoir regardé tant d'âmes, le manège de leur amour et de leur chagrin, pour avoir vu naître et mourir tant de crédulités si tendres, l'historien de leurs passions, de leurs caprices, de leur duperie était venu à quelque désenchantement, qui ne lui ôtait pas sa curiosité, mais qui ajoutait à sa mélancolie amicale une autre mélancolie, celle de l'intelligence qui a perdu ses chimères. L'infidélité de ses héroïnes cesse de l'étonner : il l'avait devinée. Et les bizarres détours des imaginations éprises ne l'émerveillent plus : « il faudrait, dit-il furtivement, avoir peu vécu... » Il avait, dans son étude minutieuse, vécu toutes ces existences d'autrefois; l'expérience d'autrefois lui avait éclairé tout le tracas de la destinée humaine et, au sujet d'une grande douleur qui s'était consolée, il écrivait : « le sort de tous les sentimens humains... » Le sort de tous les sentimens humains : l'oubli; et, si l'oubli est la guérison de toutes les douleurs, il est la pire misère de notre sort, il est la mort dans notre vie. Le soin que le marquis de Ségur apportait à sa recherche, à sa trouvaille du passé indique en lui ce désir constant de résister contre l'oubli et la mort, cette volonté de leur prendre ce qui était sur le point de leur appartenir et ce qu'ils commençaient d'ensevelir déjà. Disputer quelques parcelles de vie ancienne à l'oubli et à la mort, c'est l'histoire.

Sa galerie de portraits ressemble à celle de La Tour. Dans les petites salles du musée de Saint-Quentin — que Dieu protège! — la Pompadour, la du Barry, Mme Favart, et Fel pire que jolie, Puvigné la danseuse, Marie-Josèphe de Saxe, la demoiselle Camargo, de jeunes filles naïves ou futées, de petites bourgeoises frivoles, dont on ne sait plus rien aujourd'hui, sinon que voici

le sourire de leurs lèvres et l'espièglerie de leurs traits; et Rousseau, d'Alembert, Chardin, des peintres, des écrivains, des princes, des rois, des abbés, des fermiers généraux : tout ce monde sourit, tous ces morts et toutes ces mortes. Et La Tour, leur peintre, sourit, avec politesse et aussi avec la tristesse de qui revient, non de l'Enfer comme Dante Alighieri, mais seulement qui revient de l'âme humaine. Les visages que le marquis de Ségur a peints sourient, quelques-uns parmi leurs larmes; et lui-même souriait, sans illusion.

Il a écrit : « L'âme humaine ne change guère. La mode, le préjugé, les habitudes de vie, la littérature, modifient l'apparence et l'enveloppe extérieure : le fond reste éternellement le même. Chaque siècle, semble-t-il, dans la balance de l'histoire, offre un total égal de vices et de vertus. » L'apparence et l'enveloppe, l'aspect momentané de l'âme, c'est ce qu'il a examiné avec une prédilection d'artiste, un peu lasse le jour qu'il apercevait, sous le costume varié, l'humanité sempiternelle et son total constant de vertus et de vices.

Le XVIIe siècle, qui a une réputation si bien établie de sagesse, il n'en a pas nié la sagesse; mais il en a distingué les singularités. Même, il concluait, une fois : « Le grand XVIIe siècle, si galant et si policé quand on le regarde à distance, était, dans la réalité, proche par certains côtés des mœurs brutales du Moyen Age : quelle foncière rudesse d'âme se dissimulait trop souvent sous la pompe fleurie et la grâce des belles révérences! » A l'appui de cette opinion, qui dérange les idées reçues, le marquis de Ségur nous présente un allié de Louis XIV, Christophe-Bernard de Galen, prince-évêque de Munster, reçu à la cour de France, et à qui le Roi très chrétien fait un accueil magnifique, jusqu'à le « régaler d'une croix en diamans d'un grand prix. » Or, ce Galen, c'est, comme il s'intitule, « le fléau de Munster, Zwolle, Deventer, Groningue et autres lieux; » c'est un barbare, c'est un diable. Il a bombardé sa ville diocésaine de Munster, avec une férocité incroyable, commandant lui-même son artillerie et visant de préférence les cloîtres et les hôpitaux. Il a inventé, pour la satisfaction de ses rancunes, des projectiles dénommés carcasses, ou bombes incendiaires. Il déclarait : « Il faut qu'un homme de guerre se fasse un plaisir du carnage, de l'effusion du sang, du gémissement

des blessés; quiconqne n'est pas de cette humeur n'a que de la mollesse! » Il dénigrait l'honneur et la justice comme « des chimères dont se repaissent les âmes infatuées de préjugés; » et il ne reconnaissait pour maîtres du monde que l'argent et le fer. Voilà un homme du grand siècle? Oui! seulement, c'est un Boche. Et Christophe-Bernard von Galen prouve que, même à l'époque où la civilisation de France adoucit l'Europe et l'embellit, un Boche reste sauvage.

Un XVIIe siècle assez tumultueux, animé, souvent exalté de rudes passions, et qui, sous de fortes disciplines, montre encore de la frénésie : une telle image a séduit plusieurs critiques et historiens. Une telle image serait facilement inexacte; et elle invite au paradoxe. Le marquis de Ségur ne l'a point adoptée; mais il en a gardé ce qu'elle contient de vérité, afin de ne céder pas plus qu'à elle à l'image contraire d'un Grand Siècle tout confit en raison noble et tout guindé. Les trois volumes qu'il a consacrés au vainqueur de Fleurus, de Steinkerque et Nerwinde, au tapissier de Notre-Dame, au continuateur de Condé, composent un admirable tableau d'histoire diligente et largement prise. La méthode est celle qu'il a suivie dans ses études précédentes : méticuleuse. Il a peint ce portrait d'homme et de héros de même que ses fins portraits de femmes tendres; mais avec une ampleur et avec une vigueur de touche, un éclat de couleur, une vivacité d'entrain qui conviennent à ce nouveau modèle. C'est encore une monographie; mais, autour de ce personnage qui est un maître d'événemens, toute la réalité contemporaine apparaît. François de Montmorency-Boutteville, maréchal duc de Luxembourg, ce « méchant bossu, » le plus malin des courtisans, le plus inquiétant des railleurs, l'esprit le plus aventureux, intelligence merveilleuse, caractère bizarre, impitoyablement égoïste et capable de pur dévouement, mêlant la petitesse et la grandeur, et qui, à la veille d'une bataille, examinait avec Racine le plan d'une tragédie : quel homme! Et sa vie, bien digne de son humeur : condamné à mort pour rébellion contre le Roi; bientôt, comblé par le Roi de toutes les faveurs; il remplace Turenne et remplace Condé; puis il est jeté à la Bastille avec des escrocs et des empoisonneurs; il sort de là, et monte dans la gloire plus haut que personne; il meurt en pleine apothéose. La vie du maréchal de Luxembourg est une extraordinaire

anecdote. Une anecdote, même extraordinaire, c'est ce qu'on appelle aujourd'hui « la petite histoire. » Mais, à mesure que la petite histoire se développe, — et le marquis de Ségur compte parmi nos écrivains qui ont le mieux contribué à son très utile succès, — l'on s'aperçoit qu'elle est, à n'en pas douter, l'histoire. Les détails précis remplacent les vagues discours; les faits incontestables remplacent les théories de hasard; et enfin, les hommes, vivans, agissans et efficaces, remplacent les fameuses « lois de l'histoire » ou la vaine « philosophie de l'histoire » qui n'était que du néant, mais emphatique. Avec son maréchal de Luxembourg, le marquis de Ségur a su ramener à la lumière une abondante série d'années. Sa minutie ne l'égare jamais : elle lui fournit ses matériaux; et il bâtit avec de la réalité. Il bâtit dans le style du temps. Peut-être n'a-t-on rien écrit de plus fidèlement « Louis XIV » que les dernières pages du *Tapissier de Notre-Dame*, où le vainqueur fait sa rentrée à Paris, se rend à Notre-Dame, tandis qu'un *Te Deum* célèbre la victoire de la Marsaille. Les drapeaux qu'il a pris à l'ennemi pendent des voûtes de la cathédrale; toute la nef est comme fleurie d'étendards. Chétif et de petite taille, il a traversé le parvis, la foule. Conti le voit et crie : « Place, place au tapissier de Notre-Dame! » La foule se sépare et forme deux haies; les chapeaux saluent : « et, parmi les acclamations, passe l'homme en qui s'incarnait alors la fortune du royaume de France. »

Après avoir ainsi décrit les plus belles heures de la monarchie, le marquis de Ségur en a étudié le déclin. Du *Tapissier de Notre-Dame* aux deux volumes qu'il a intitulés : *Au couchant de la monarchie*, l'intervalle du temps est moins grand que le contraste n'est pathétique. L'historien de la monarchie florissante et puis mourante n'a point abordé sans émoi cette malade auguste. Il revenait à son époque favorite; mais, comme naguère il en regardait les élégances, les alarmes privées, il en va examiner les souffrances publiques, les fautes et les malheurs irréparables. Il revenait au sujet qu'il avait déjà touché dans son premier ouvrage. Le maréchal de Ségur est ministre de Louis XVI au couchant de la monarchie. Or, quand le marquis de Ségur entreprenait d'écrire l'histoire de son ancêtre, il avouait un scrupule : écrire sur quelqu'un de sa famille, disait-il, vous expose « au fâcheux soupçon

d'aimer à parler de soi, sous une forme détournée; » il répondait que les descendans d'un homme qui a joué un rôle dans l'État sont mieux pourvus qu'un étranger ne le serait des documens et aussi des traditions. Il éprouvait un embarras de timidité à dérouler la généalogie de sa famille; mais il observait que les générations successives laissent les unes sur les autres une mystérieuse et vivace empreinte. Il ne disait pas, on peut dire pourtant, que l'arrière-petit-fils entendrait facilement l'aïeul. Et, en publiant *Au couchant de la monarchie*, il ne disait pas, on peut dire pourtant, que l'héritier d'une famille qui « fait partie de l'histoire de France » aurait une intelligence privilégiée des péripéties de cette histoire. Des conditions particulières où il se trouvait, ce qu'il a senti le plus vivement, c'est un devoir impérieux, le devoir d'impartialité. Son grand souci fut la justesse : « Relatant des faits qui sont encore bien près de nous, touchant à des passions qui ne sont pas encore éteintes, j'ai fait les plus sincères efforts pour oublier et mes idées et mes sympathies personnelles, pour me dégager de mon mieux des sentimens ou, si l'on veut, des préjugés héréditaires, pour ne servir d'autre intérêt que celui de la vérité, sans chercher à qui elle profite. » Ces efforts sincères ne lui ont guère coûté, je suppose : car il avait la pureté de l'esprit naturelle et habituelle. Mais le problème auquel il s'attaquait n'est pas de ceux qu'on résout sans peine : comment mourut la monarchie? et de quoi mourut-elle? les causes ne sont pas simples et distinctes. Un jeune prince, d'une excellente probité, qui a les meilleures intentions du monde; auprès de lui, certains ministres qui sont hommes de tête et hommes de bien; sur leur route, le Roi et ses ministres rencontrent des « pièges sournois, » des « obstacles perfides; » et les erreurs qu'ils ont pu commettre; et les malchances qu'ils ont eues; enfin le Destin, si cruel à « ceux dont il a résolu la perte : » voilà, en résumé, les élémens qu'a démêlés l'historien. La volonté des individus est déterminante; les volontés diverses des individus se contrarient. La volonté humaine n'est pas tout : il y a le hasard. Et le hasard, quelquefois, a un jeu si étrangement suivi qu'on est tenté de voir en lui la fatalité. En définitive, le marquis de Ségur a estimé que l'ancienne monarchie « n'avait pas su se rajeunir » et succomba, comme disait de soi Fontenelle en sa centième année : « Je meurs d'une impossibi-

lité de vivre ! » C'est là cette fatalité, ce Destin où il semble que des hasards collaborent, et qu'on appelle aussi la force des choses. Dira-t-on que l'historien condamne l'ancienne monarchie ? Pas du tout ! mais il croit qu'elle était condamnée. Il ne la condamne pas ; il lui rend hommage : qui a mieux vu que lui la grandeur qu'elle a donnée à la France, et qui a mieux vanté cette grandeur ?...

Peut-être aussi, dans ses conclusions, met-il plus de fatalité que son récit n'en découvre. Le lecteur de ses deux volumes, averti par lui des fautes et des faiblesses d'un chacun, se demande si fautes et faiblesses ne sont pas cette fatalité à laquelle tout a l'air d'aboutir. Faiblesses qui n'étaient pas inévitables, et les fautes non plus ! Peut-être conviendrait-il de ne pas croire que la Révolution fût voulue par le destin, fût nécessaire. A la volonté fléchissante de ceux qui avaient pour mission de résister s'opposa la volonté de ceux qui attaquaient. L'une triompha de l'autre ; mais a-t-on certainement raison de penser que l'autre était vaincue d'avance ?...

Elle a été vaincue. Et, le commencement de sa défaite, avec Turgot, Necker, le marquis de Ségur l'a mis sous nos yeux, comme il avait promis de le faire, si précisément que, même pour reviser le procès, on trouvera dans ses deux volumes les pièces et les argumens à plaider.

« L'esprit, le goût, les grâces aimables et légères, toutes choses que la Révolution commencée jugeait déjà superflues, en attendant que la Terreur les déclare criminelles et que les prisons républicaines leur servent de dernier refuge... » Ces dernières lignes du *Royaume de la rue Saint-Honoré* indiquent une esquisse, tracée de longtemps, et le projet de nouvelles peintures. Avec la série de ses conférences sur Marie-Antoinette, le marquis de Ségur s'acheminait à la crise et aux suprêmes infortunes de l'âme qu'il a étudiée, l'âme d'un temps qui a subi les calamités les plus effroyables. Il nous aurait montré dans la tempête cette âme de l'ancienne France, fine et fière et, jusqu'à la fin, gardant sa beauté, son agrément, son parfum.

Seulement, il est mort.

Sa nature charmante, les belles traditions de sa famille et la pensée habituelle de l'histoire lui formaient un personnage infiniment rare et exquis. « A vous bien considérer, vous êtes

un peu du XVIIIe siècle, disait Vandal ; vous en avez la politesse, la distinction et le sourire... » Il était un peu du XVIIIe siècle, et il était aussi de son époque. Lui, qui avait cru constater qu'en somme les siècles se valent et mêlent à leur façon des quantités à peu près constantes de bien et de mal, accordait à chacun d'eux sa mansuétude. Puis, entre le XVIIIe siècle et les années qui ont précédé la guerre, il avait discerné des analogies, quelques-unes effrayantes, beaucoup de légèreté sous la menace, une absurde sécurité, une audace de bravoure étourdie, un déraisonnable défi au Destin qui est le plus fort et qui est brutal. Tout cela, au XVIIIe siècle et au commencement du XXe, ne manque pas d'un air joli : mais tout cela était, une fois et l'autre, coupable. Le mot de Talleyrand, que, si l'on n'a pas vécu à la veille de la Révolution, l'on ignore la douceur de vivre, on le dirait de ces années d'avant la guerre. Sans doute, la douceur de vivre est-elle défendue : Ségur se le demandait. Avec chagrin, peut-être : et avec la volonté ferme du devoir. Il aimait la douceur de vivre ; mais il n'estimait, quant à la patrie, que la volonté de vivre.

Sa connaissance de l'histoire lui était un avertissement. Elle lui donnait de la pitié, de l'inquiétude. Il n'avait pas une intelligence tranquille, mais frissonnante. Son écriture, tremblée, nerveuse, trahissait son émoi ; son style attentif, uni, sage, révèle sa maîtrise d'énergie.

Il avait l'énergie en lui-même, agissante et cachée. Son effort ne se voyait pas. Tel était son art ; et telle sa courtoisie. Même dans son intimité, on savait peu sa rêverie. Il aimait l'amitié ; il en avait le soin très élégant. Il a écrit, de la charité : « A côté de la charité pure, qui prend sa source dans l'amour de Dieu ou de l'humanité, il en existe une autre, moins noble dans son origine, et pour ainsi dire instinctive, issue du malaise qu'éprouvent beaucoup d'entre nous au contact de la misère d'autrui... » Et il s'amusait à trouver là une sorte d'égoïsme. Il en trouvait aussi dans l'amitié, disait-il, et dans son amitié, qui était ravissante, — et qu'il excusait ainsi.

Sur les sentimens, il raffinait volontiers ; mais sans aller jusqu'à des subtilités qui embrouillent la sincérité franche. Il était, en amitié comme dans tous les sentimens, clair, loyal, sans arrière-soupçon ni caprice. On n'avait pas à craindre qu'il eût changé.

La causerie était son passe-temps. Il la voulait simple et confiante. Il en savait préparer l'atmosphère, et le climat le plus favorable. Il y entrait discrètement. Il y mettait une fantaisie ingénieuse, et de la vérité. Il y goûtait l'ironie, non le sarcasme, l'ironie et sa timidité si délicate. Et il y souriait; il ne désirait que d'y être gai : mais la gaieté n'est pas de tous les jours, à qui médite et songe aux destinées.

Il était aussi loin de l'optimisme que du désespoir. Il était loin des doctrines qui ne nuancent pas leurs affirmations. Il ne croyait pas la vie toute mauvaise ou bonne. Il vivait avec plaisir, et sans fureur d'allégresse. Il accueillait les heures aimables comme des aubaines. Et il a écrit : « De ce qu'on se soumet sagement aux nécessités de la vie, il ne s'ensuit pas à coup sûr qu'on se console ou qu'on oublie... »

La guerre lui a été une épreuve cruelle, et qu'il a endurée avec courage, mais difficilement. Elle ne l'a pas surpris. Il l'attendait; mais il la redoutait. Sensible, vite alarmé, il ne réagissait pas sur-le-champ contre les nouvelles qui, les unes, le torturaient et, les autres, l'enflammaient de rapide félicité. Il réagissait durement et se contraignait durement à n'être pas dupe de ses appréhensions ni de son enthousiasme. Il a passé ces deux années à la campagne. Il n'allait à Paris qu'un peu de temps, parfois : il avait peur d'y rencontrer ces dogmatistes qui vous accablent de leurs vaines certitudes, et vous chagrinent passionnément ou bien vous ménagent de la déception. Il travaillait; vers la fin de la journée, il prenait un livre, le choisissait et, dans un hôpital voisin, faisait une jolie lecture aux convalescens et aux infirmières.

Il a dit de Fontenelle, si uniquement consacré au soin de lui-même : « L'existence d'un homme ainsi fait ne pouvait manquer de durer au delà des limites ordinaires... » Il n'était point un homme ainsi fait : son existence en fut abrégée.

Ceux qui l'ont le plus aimé, le plus admiré, craignent encore de l'avoir méconnu.

André Beaunier.

LA
LUTTE POUR L'ADRIATIQUE

Lorsqu'on jette un regard, même superficiel et rapide, sur une carte de la mer Adriatique, un fait frappe l'attention tout d'abord. C'est le contraste profond qui distingue, dans leur structure physique, la côte occidentale italienne et le rivage oriental, celui de l'Istrie et de la Dalmatie autrichiennes, du Monténégro et de l'Albanie.

A l'Ouest, depuis le cap de Leuca jusqu'aux lagunes vénitiennes, la côte, si l'on fait abstraction de l'éperon du Monte-Gargano, est droite, basse, sablonneuse, sans échancrures, sans ports vraiment protégés. De Brindisi, à qui sa position sur le canal d'Otrante donne une importance stratégique, mais qui n'en demeure pas moins un port de second ou de troisième ordre, jusqu'à Venise, qui n'a retrouvé en ces dernières années que l'ombre de sa grandeur maritime passée, l'Italie n'a pas un abri où sa flotte de guerre puisse trouver une base d'opérations ou un refuge. Bari et Ancône sont des ports de commerce de valeur secondaire, Rimini une plage à la mode, Ravenne une ville continentale, qu'un canal étroit relie à l'avant-port insignifiant de Porto-Corsini. Et ainsi, tandis que l'histoire inspire à l'Italie l'ambition grandiose de la maîtrise de l'Adriatique, il semble que la nature lui ait presque refusé les moyens de la réaliser.

Regardez au contraire le rivage oriental. C'est une côte montagneuse, accidentée, découpée, où des fiords profonds pénètrent fort loin dans l'intérieur des terres, et en avant de laquelle l'archipel des îles dalmates tend, depuis le fond du

Quarnero jusqu'aux abords de Cattaro, comme un rideau et une protection. Des ports excellens, faciles à défendre, s'échelonnent tout le long du littoral. Sans parler de Trieste et de Fiume, qui sont essentiellement des ports de commerce, c'est, à la pointe méridionale de l'Istrie, au fond d'une baie admirable dont des collines toutes érissées de forts commandent l'entrée étroite, Pola, le grand arsenal de la marine autrichienne. Plus au Sud, c'est Sebenico, dont le port vaste et sûr se dissimule derrière des passes compliquées, défilé sinueux ouvert entre des falaises abruptes, et que la forteresse puissante de San Nicolo barre et défend du côté de la haute mer. Plus loin, c'est Cattaro, avec les replis de son vaste golfe formant, entre les montagnes à pic, comme trois lacs abrités et paisibles, que relient l'un à l'autre des passages si resserrés qu'à peine un navire semble pouvoir y trouver sa route. Et c'est enfin, sur le canal d'Otrante, la merveilleuse rade de Valona, l'un des ports les plus vastes et les plus sûrs qu'offre la Méditerranée.

Par là, celui qui détient le rivage oriental de l'Adriatique s'assure, pour la maîtrise de cette mer, un incontestable avantage stratégique. Sur l'étroit couloir qui s'en va de Venise au canal d'Otrante, Pola, Sebenico, Cattaro, Valona sont comme autant d'yeux ouverts, à la surveillance desquels rien ne peut échapper. De ces sûres bases d'opérations, qui lui fournissent des abris inexpugnables, de cet archipel dont les étroits passages semblent comme prédestinés à la guerre de surprise et d'embuscade, une marine entreprenante et hardie peut, presque à toute heure, fondre à l'improviste sur l'adversaire le plus vigilant. Pola domine tout le Nord de l'Adriatique et menace Venise. Cattaro, surtout depuis que son fiord profond n'est plus sous la menace des canons du Lovcen, apparaît à l'Autriche comme le Gibraltar de l'Adriatique. Et Valona enfin, que l'Italie occupe et que l'Autriche convoite, est davantage encore la véritable clef de cette mer. Placée à mi-chemin entre Trieste et la côte d'Afrique, entre Gibraltar et Port-Saïd, elle commande toutes les grandes routes méditerranéennes ; mais surtout elle ouvre ou ferme à son gré les communications entre l'Adriatique et le reste de la Méditerranée.

On voit pourquoi, dans la grande guerre actuelle, ce littoral oriental est l'enjeu nécessaire de la partie qui se joue pour la maîtrise de l'Adriatique, et on comprend comment, du contraste

physique qui distingue les deux rivages, sont nées, à toutes les époques de l'histoire et aujourd'hui plus que jamais, des ambitions rivales et des luttes ardentes, grosses de conséquences incalculables.

On sait quelles sont ces ambitions. Politiquement, l'Adriatique est aujourd'hui austro-hongroise pour une part, italienne pour une autre, et, pour une portion, monténégrine et albanaise, en droit, sinon en fait : depuis le mois de janvier 1916, en effet, les troupes autrichiennes occupent le Monténégro et elles ont progressé en Albanie jusqu'au delà de Durazzo et jusqu'aux approches de Valona. Par l'effet de ce partage de domination, la mer Adriatique a été, depuis près d'un demi-siècle, le champ clos où se heurtent les influences rivales, les ambitions contraires; elle l'est aujourd'hui plus âprement que jamais. Les uns aspirent à y maintenir leur ancienne suprématie et à l'accroître ; les autres visent à y établir, en évinçant des rivaux détestés, leur domination incontestée. Les uns poursuivent comme but l'établissement d'une prépondérance politique et militaire ; d'autres cherchent à s'y ouvrir des débouchés économiques nécessaires à leur existence. A côté de l'Autriche et de l'Italie qui s'affrontent, les Slaves du Sud font entendre leurs revendications; l'Albanie prétend à l'indépendance; la Grèce, la Bulgarie, à une part d'influence. Par là, la lutte pour l'Adriatique est, aussi bien pour la domination de la Méditerranée que pour celle de l'Orient balkanique, un des problèmes importans de l'heure présente. Que sont ces ambitions diverses et contraires? Sur quels titres se fondent-elles? Que réclament-elles et quelles réalisations peuvent-elles espérer? Entre tant d'adversaires, auquel ira vraisemblablement l'avantage et reviendra la prépondérance ? Autant de questions de portée essentielle, qu'il faut essayer d'expliquer brièvement.

I

L'Autriche est une nouvelle venue aux rivages de l'Adriatique : il y a un siècle à peine qu'elle a ramassé l'Istrie et la Dalmatie dans l'héritage de Venise. Le traité de Campo-Formio les lui donna en 1797 ; Napoléon en 1805 les lui reprit pour quelques brèves années; puis le Congrès de Vienne en 1815 les lui rendit, et depuis lors elle y règne. Pourtant, intruse et

comme dépaysée dans le monde méditerranéen, l'Autriche s'y contenta d'abord d'une place assez secondaire. On sait le mot de cet empereur d'Autriche qui, visitant la Dalmatie au lendemain de 1815, s'écriait avec un regret comique : « Quel dommage que ces Français ne soient pas restés quelques années de plus ! Ils ne nous auraient plus rien laissé à faire. » L'Autriche se préoccupa d'abord médiocrement de ce peu même qui restait à faire. Ses ambitions politiques s'orientaient alors vers l'Allemagne ; elle ne s'inquiéta guère de ces provinces lointaines et de l'influence que leur possesseur pouvait acquérir dans la Méditerranée. Puis, progressivement, elle prit conscience de leur importance, surtout à partir du jour où, en 1878, l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, faisant de la monarchie une puissance balkanique, ouvrit à ses ambitions et à ses rêves de vastes perspectives vers l'Orient. La maîtrise de l'Adriatique était un des élémens de cette grande politique orientale : l'Autriche, surtout en ces dernières années, n'épargna rien pour y assurer sa prépondérance.

Depuis assez longtemps déjà, elle avait, à la pointe de l'Istrie, établi à Pola un port de guerre et un important arsenal maritime, et elle entretenait dans les eaux de l'Adriatique une flotte, dont l'Italie avait en 1866 cruellement senti la supériorité dans les eaux de Lissa. En ces quinze dernières années, l'Autriche fit tout le nécessaire pour maintenir et accroître cette supériorité navale. Elle créa à Sebenico, à Cattaro, des bases maritimes fortement organisées et redoutables ; elle prépara dans les îles du littoral dalmate des installations militaires importantes ; pour augmenter la puissance de sa flotte, elle poussa activement ses constructions. Au mois d'août 1914, la marine autrichienne ne comptait pas moins de 85 unités, et le programme naval, présenté en 1913 aux Délégations, annonçait l'intention de doubler, en l'espace de peu d'années, cette force déjà plus que respectable. Tout cela se faisait d'ailleurs à petit bruit, avec une activité discrète et persistante, avec un soin attentif aussi et caractéristique de dépister les curiosités, dont j'ai recueilli, il y a peu d'années, quelques témoignages assez significatifs.

Au mois de septembre 1911, je voyageais sur le rivage oriental de l'Adriatique. Je n'y venais point pour la première fois, et toujours j'avais vu la bonne grâce courtoise de l'admi-

nistration autrichienne empressée à complaire aux touristes de passage et à laisser en particulier, dans ce pays tout plein de sites délicieux, libre carrière à l'infatigable et exigeante activité des photographes. Maintenant, les temps étaient changés. Assurément, nous trouvâmes à Pola l'accueil le plus obligeant. Mais les portes, jadis assez facilement entr'ouvertes, de l'arsenal, demeurèrent cette fois fort strictement closes. Et le départ nous réservait une surprise. Comme notre bateau, — un fort innocent yacht de plaisance peuplé de touristes non moins innocens, — quittait la rade de Pola, un torpilleur autrichien sortit à notre suite et, à notre étonnement profond (nous avions cru d'abord, dans notre modeste certitude d'être parfaitement inoffensifs, à une simple coïncidence de manœuvre), il nous accompagna fort consciencieusement à Abbazia et à Zara, prenant son mouillage tout près du nôtre et nous surveillant très ostensiblement. A Zara, un second torpilleur remplaça le premier et nous fit semblablement escorte jusqu'à Sebenico et à Spalato. Là, un troisième assura le service et nous convoya jusqu'à Raguse. A celui-là nous donnâmes au reste une émotion assez forte, en nous arrêtant un soir inopinément devant la petite île de Curzola, où peu de bateaux font escale, où les touristes ne descendent pour ainsi dire jamais : en quoi ils ont grand tort, car la petite ville est pittoresque et charmante à souhait, avec ses vieux remparts, sa haute cathédrale et ses rues étroites toutes bordées d'anciens palais vénitiens. Le torpilleur visiblement ne comprenait rien à cette idée singulière et, en bon dogue un peu inquiet, un peu embarrassé aussi du sot personnage qu'on lui faisait jouer, il tournait autour de nous inlassablement, se demandant quel noir dessein cachait ce mouillage impromptu. Et si nous n'avions, par bonne fortune, à Raguse, quitté momentanément l'Adriatique pour une courte excursion en Bosnie, je crois bien que la marine impériale et royale, — à qui je garde une reconnaissance extrême d'avoir voulu, je pense, très obligeamment assurer notre sécurité en des parages fort dangereux sans doute, — nous eût avec la même conscience escortés jusqu'à Cattaro et à Antivari.

A Sebenico, ce fut une autre aventure. Au moment où nous franchissions les passes, aucun photographe n'avait résisté à la tentation de fixer sur ses plaques l'imposante silhouette du fort San Nicolo. Malheureusement, l'officier qui y commandait

aperçut cette batterie d'appareils braquée sur sa citadelle, et il en fut très ému, si ému qu'il en référa tout aussitôt à Sebenico. Et notre bateau était à peine au mouillage que notre capitaine était mandé chez le commandant du port et invité impérativement à livrer tous les clichés où se profilerait l'image suspecte de la forteresse qui garde l'entrée de Sebenico. Il fallut obéir et livrer en holocauste quelques victimes. Je crois bien que plus d'une, pourtant, échappa au sacrifice, sans que d'ailleurs nous ayons par là compromis bien sérieusement, je pense, la sécurité de la monarchie.

Mais plus d'une fois, au cours du voyage, nos photographes se heurtèrent à des consignes aussi rigoureuses, et si on leur permit de photographier librement les monumens vénitiens de Trau, les ruines de Salone, ou les remparts surannés de Raguse, il fallut, en revanche, pour obtenir l'autorisation d'emporter les appareils en Bosnie, toute une petite négociation diplomatique, et il fut absolument interdit de les débarquer à Cattaro.

Ces menus incidens, qui font sourire, indiquent pourtant un état d'esprit. Pour que l'administration autrichienne jugeât nécessaires tant de précautions jusqu'alors inconnues, il fallait évidemment qu'elle tînt à ne pas laisser voir certaines organisations de date récente et d'importance appréciable, toute une préparation militaire que sa défiance craignait de laisser trop tôt découvrir.

En même temps qu'elle développait dans l'Adriatique sa puissance navale, l'Autriche s'appliquait à y conquérir la prépondérance économique. Ses grandes Compagnies de navigation, le Lloyd de Trieste, l'Ungaro-Croata de Fiume, envoyaient leurs navires dans les moindres ports du littoral et des îles dalmates, et au delà, le long des côtes albanaises, jusqu'à Corfou, et progressivement elles évinçaient la marine italienne de tout le rivage oriental de l'Adriatique. Pareillement, en Istrie et en Dalmatie, l'administration autrichienne faisait rude guerre à l'élément italien, qui, dans les villes surtout, tenait, par l'intelligence, la richesse, les souvenirs, plus que par le nombre, une place importante et qui semblait inquiétante. Contre cet élément réfractaire, fort habilement l'Autriche soutenait les revendications des Slaves, qui forment incontestablement la majorité de la population du pays. Et peu à peu, le vernis léger d'italianisme, que la longue domination de Venise

avait mis sur ces régions, craquait, s'écaillait, s'effaçait. Insensiblement, les municipalités italiennes disparaissaient des villes; le serbo-croate, exclusivement parlé dans les campagnes, devenait, par la grâce de l'Autriche, une des langues officielles de la province. Politique à courtes vues peut-être, en ce sens qu'elle élevait et fortifiait des rivaux redoutables pour l'avenir, mais dont l'effet immédiat et souhaité était d'abaisser l'influence italienne et de tenir en échec dans l'Adriatique l'adversaire qui paraissait le plus dangereux.

Au delà du territoire qu'elle possédait, l'Autriche s'efforçait d'assurer semblablement son influence tout le long du littoral adriatique. Sa diplomatie intriguait en Albanie, où les tribus catholiques du Nord entraient progressivement dans la clientèle autrichienne, grâce à une propagande fort habilement organisée. Les écoles confessionnelles, multipliées par les soins de l'Autriche, contribuaient à entretenir cette influence et accroissaient le prestige de la monarchie. L'annexion de la Bosnie-Herzégovine, en 1908, fortifiait d'autre part la prépondérance autrichienne dans toute la région adriatique. La Serbie se trouvait par là, au moins en apparence, écartée définitivement de ces rivages auxquels aspirait son ambition. Le Monténégro, faible et isolé, était à la merci de sa redoutable voisine. De plus en plus, en ces dernières années, l'Autriche apparaissait comme la puissance dominante sur tout le littoral oriental de l'Adriatique.

C'est qu'aussi bien, pour les deux empires de l'Europe centrale, l'Adriatique prenait une importance politique et économique chaque jour grandissante. Elle est l'un des chemins de cette grande et ambitieuse politique qui, depuis plus d'un quart de siècle, emporte le rêve germanique vers le monde oriental, vers les terres ensoleillées et radieuses que baigne la Méditerranée. Trieste et Fiume sont l'aboutissement naturel des grandes voies commerciales qui partent de Vienne, de Budapest, de Hambourg. Pour que nul obstacle n'interceptât à son débouché ce grand courant économique, il était indispensable que le couloir adriatique ne fût dominé par nulle autre puissance que l'Autriche, alliée fidèle de l'Allemagne, et qui, d'accord avec elle, travaille au mouvement d'expansion germanique vers les mers méridionales. Et c'est pourquoi l'Autriche a dressé tout son effort en face de l'influence italienne; c'est pour cela

qu'en 1913, à la Conférence de Londres, elle a imposé à l'Europe la création d'une Albanie autonome, afin que cette partie du rivage adriatique où est Valona ne devînt ni serbe ni italienne. C'est pour cela enfin qu'à côté de l'Autriche, l'Allemagne s'efforçait de s'introduire dans l'Adriatique, faisait de Pola le port d'attache, au moins provisoire, de la division navale que, depuis 1913, elle entretenait en Méditerranée, et, obscurément, préparait, dans cette Albanie alors gouvernée par un prince allemand, la réalisation plus ou moins prochaine de ses ambitieuses visées sur Valona.

On sait quel parti l'Autriche a tiré, dans la guerre actuelle, de ce long travail de préparation. Malgré les efforts des flottes alliées, elle n'a point jusqu'ici abdiqué la maîtrise de l'Adriatique et, de leur base navale de Cattaro, ses escadres ont tenté plus d'une entreprise audacieuse. On sait comment, dans ces derniers mois, les troupes autrichiennes ont emporté d'autre part, avec une facilité qui a surpris, la formidable position du Lovcen, dont la menace inutile avait si fâcheusement épargné Cattaro; comment, après le Monténégro, elles ont conquis sans grande difficulté l'Albanie tout entière, Scutari à l'intérieur, et sur la côte Saint-Jean de Medua, Alessio, Durazzo, bien accueillies, semble-t-il, par la majorité des tribus albanaises depuis longtemps inféodées à la monarchie. On sait enfin comment la menace autrichienne s'est étendue jusqu'à Valona. En sorte qu'on pouvait se demander si, en apparence du moins, le rêve adriatique de la monarchie n'était pas à la veille de se réaliser.

II

Mais avant d'être austro-hongroise, la côte orientale de l'Adriatique a été — et bien plus longtemps — italienne. Je n'entends point parler ici — encore qu'en Italie on en tire argument parfois — des monumens magnifiques dont Rome jadis couvrit ces rivages, de ces arènes de Pola, imposantes à l'égale du Colisée, qui dominent la rade de leur masse puissante, ou de ce palais de Dioclétien, résidence impériale et forteresse tout ensemble, assez vaste pour qu'une ville entière, Spalato, ait pu s'y abriter. Je ne parle point, — encore que ces souvenirs aient enflammé parfois les ambitions ita-

liennes, — des entreprises que, bien des fois, au cours du Moyen Age, les maîtres de l'Italie méridionale, les rois normands ou angevins des Deux-Siciles poursuivirent au delà du canal d'Otrante, aux rivages d'Épire ou d'Albanie. Une influence plus durable a fait, durant des siècles, de toute cette région une terre italienne : à chaque pas que l'on fait sur le littoral oriental de l'Adriatique, partout on retrouve l'empreinte puissante dont Venise a marqué ce pays.

Avec ses portes que couronne la fière image du lion de Saint-Marc, avec sa place des Seigneurs où la vieille tour de l'horloge fait face à la loggia bâtie par Sanmicheli, avec sa place des *Cinque pozzi* qui semble un *campo* vénitien, Zara évoque tout naturellement le souvenir de la ville des lagunes. Avec ses vieux remparts que renforce la masse puissante du château Camerlengo, ses portes que décore le lion de Venise, sa grande place, toute vénitienne d'aspect, que bordent des palais gothiques et une loggia aux colonnes de granit où trône, colossal, le lion dominateur et glorieux, avec sa grave cathédrale flanquée d'un haut campanile, Trau apparaît comme une petite Venise. Avec ses vieux cloîtres gothiques, son palais des recteurs, au portique imposant, à la cour élégante, avec ses fontaines compliquées et charmantes, sa place des Seigneurs et sa longue avenue du Stradone toute bordée d'habitations patriciennes, Raguse, dans son corselet de murailles et de tours, rappelle, à peine moins séduisante, la voisine puissante sur qui elle se modela. A Sebenico, le dôme gothique s'achève par les lignes courbes et la coupole chères à la Renaissance vénitienne; de Pola à Cattaro, et dans toutes les îles du littoral, à Arbe, à Lesina, à Curzola, des palais charmans aux fenêtres découpées en dentelle, des loggias majestueuses, de vieux remparts couronnés de tours rappellent les splendeurs de l'architecture de Venise. Et partout, à Knin comme à Klissa, au-dessus de la baie où dort Sebenico comme au bord du golfe délicieux où Trau sommeille, à l'entrée des bouches de Cattaro, et depuis Budua et Antivari jusqu'à Durazzo et à Santi-Quaranta, partout ce sont les ruines de citadelles puissantes, barrant les défilés, commandant les rades, par où jadis Venise assura sa puissance tout le long du littoral adriatique. Le lion de Saint-Marc, le fier lion dont on retrouve l'image dans toutes les mers du Levant, a mis ici aussi sa griffe dominatrice, et à chaque pas, au-dessus des portes des cités ou

sur les murailles des citadelles, il rappelle le glorieux souvenir de la ville qui se proclamait à juste titre la reine de l'Adriatique.

De bonne heure, Venise avait compris que la Dalmatie était la pièce la plus nécessaire de son empire et que sa possession était la condition indispensable de la domination maritime de la République. Sur la route de l'Orient, les ports du littoral adriatique étaient autant d'escales précieuses et sûres, autant d'étapes de la voie triomphale qui menait à la richesse et à la gloire. Aussi, dès l'aube du XIe siècle, Venise prit pied sur ces rivages, et tenacement, énergiquement, elle les défendit contre tous les compétiteurs, contre les Croates, contre les Hongrois, contre les Turcs. Progressivement elle occupa toute la côte, toutes les îles, Zara et Cattaro, Durazzo et Valona; et, aussi longtemps que dura la République, jalousement elle maintint la Dalmatie en sa puissance. L'Adriatique, aux yeux de Venise, n'était pas autre chose que « le golfe » vénitien; et chaque année, on le sait, le jour de l'Ascension, le doge célébrait en grande pompe le mariage symbolique de la cité avec la mer et, du haut du *Bucentaure*, solennellement il jetait dans les flots son anneau d'or, « en signe de véritable et perpétuelle domination. »

Sans doute, durant ces siècles où l'Adriatique fut une mer toute vénitienne, la République exploita la Dalmatie plus qu'elle ne l'administra. Elle y recruta des soldats admirables, ces Esclavons dont le souvenir vit aujourd'hui encore dans la ville des lagunes; elle y trouva des bois de construction pour ses flottes, des abris sûrs pour ses navires. Jamais elle ne s'inquiéta de développer la prospérité matérielle du pays. Égoïstement, elle gouverna la Dalmatie pour elle-même, soucieuse uniquement que la province fût tranquille et que l'impôt rentrât exactement. Mais elle n'en a pas moins, sur tout ce littoral, mis son empreinte toute-puissante; elle y a introduit et fait régner la langue et la culture italiennes; si bien qu'aujourd'hui encore le voyageur qui passe, oubliant tout ce que coûta au pays le gouvernement de la Seigneurie, n'admire que l'œuvre de puissance que la politique vénitienne y accomplit.

De ce passé glorieux l'Italie moderne n'a point perdu la mémoire : elle considère qu'il y a là un héritage qu'elle peut et doit légitimement réclamer. De même que pour les Vénitiens d'autrefois l'Adriatique était « le golfe, » ainsi pour les Italiens

d'aujourd'hui, elle est *mare nostro*, notre mer. Il n'est personne dans la péninsule qui ne tienne pour un dogme la nécessité de la prépondérance italienne dans l'Adriatique; et de ce sentiment profond, universel, on trouve un témoignage caractéristique dans l'émotion que souleva; il y a quelques années, l'admirable drame de d'Annunzio, *la Nave*. On sait comment le grand poète, avec une intensité de vision géniale, y avait peint les rudes débuts de la cité naissant dans la boue des lagunes, de la jeune Venise grandissant parmi la menace des eaux et la fureur des élémens déchaînés, et quelles glorieuses perspectives d'avenir il ouvrait à la ville qui met son espoir dans ses navires, symbole et gage de son salut, de sa destinée et de sa grandeur futures. « O peuple, dont les fleuves rongent la terre, écrivait le poète, écoutez sans terreur ce fracas, sans tremblement ni crainte de la mort. Mais tressaillez de joie, car Dieu vous donnera des jours tels qu'on n'en vit jamais, jours non de destruction, mais d'empire. » Et déjà, déployant ses voiles pour des navigations triomphales, le navire symbolique s'apprêtait à porter à travers le monde l'étendard et la gloire de la cité reine, « de la cité bâtie dans les lieux déserts, sans murs, sans portes, sans tombeaux, mais dont la force et les fondemens sont sur la mer. » Et comme pour mieux souligner ces revendications et ces espérances, — saluées en Italie d'un enthousiasme tel qu'il inquiéta en Autriche, — le poète, fièrement, avait dédié son drame au souvenir de ceux qui sont morts à Lissa.

On conçoit dès lors ce qu'ont été, surtout depuis le commencement de ce siècle, les ambitions, les rêves et la politique de l'Italie dans l'Adriatique. Son intérêt stratégique comme son intérêt économique lui commandaient de lutter contre l'Autriche, de rétablir par tous les moyens possibles son influence historique sur le littoral oriental.

C'est pour cela qu'âprement, en Istrie et en Dalmatie, elle soutenait l'italianisme menacé. C'est pour cela qu'elle s'efforçait de pénétrer au Monténégro, que l'alliance des deux dynasties ouvrait à son influence, et qu'elle y prenait, en particulier par la construction du chemin de fer d'Antivari au lac de Scutari, une place chaque jour plus importante. C'est pour cela qu'elle organisait en Albanie une propagande active, économique, financière et scolaire, fondant des banques, des jour-

naux, des écoles, des entreprises industrielles, se créant dans l'Albanie centrale et méridionale, grâce au concours d'Essad pacha, une clientèle capable de tenir en échec l'avance austro-hongroise. C'est pour cela enfin qu'en décembre 1914 l'Italie occupait Valona, avec une vaste zone tout à l'entour, et s'y installait d'une façon qui semblait bien devoir être définitive. Et déjà les journaux italiens déclaraient nettement : « Nous sommes à Valona et nous y resterons. »

Aux yeux de l'Italie entière, l'Autriche en Adriatique n'est qu'une usurpatrice, qui en doit être expulsée. Avant même que la guerre ne fût déclarée, un journal de Milan écrivait en février 1915 : « Nous voulons la fin de l'Autriche maritime. La mer aujourd'hui autrichienne est une mer italienne. Le débouché adriatique de la Hongrie est une usurpation. L'Adriatique est italienne et slave. Il n'y a pas de place pour des tiers gênans (1). » L'officieux *Giornale d'Italia* était plus net encore : « L'objet principal de l'Italie en Adriatique est de résoudre une bonne fois toutes les questions politico-stratégiques d'une mer qui se commande militairement de la côte orientale; et un tel problème ne se résout que d'une seule manière : en éliminant toute autre marine de guerre. » Et le même journal ajoutait : « En Adriatique, l'Autriche disparue, il ne peut y avoir ni un port, ni un sous-marin, ni une torpille, qui ne soit à l'Italie. »

III

Ainsi, à la possession de fait de l'Autriche, simple usurpation, l'Italie oppose les droits qu'elle tient de l'histoire, et les ambitions que lui dictent les nécessités stratégiques. Et rien ne paraît d'abord plus naturel et plus légitime que cet impérialisme italien. En Istrie, en Dalmatie, au moins dans les villes, on a l'impression d'être en pays pleinement italien, et il semble que sur tout le pourtour de la mer Adriatique, de Brindisi à Venise, de Venise à Trieste et à Fiume, de Fiume à Raguse et à Valona, une même langue, une même civilisation, règnent en maîtresses. Dans toutes les villes du littoral oriental, partout on comprend et on parle l'italien; et jusque sur les navires de guerre de la flotte autrichienne, dont les équipages se recrutent

(1) J'emprunte cette citation, ainsi que quelques autres, à l'intéressant petit livre de M. Ch. Vellay, *la Question de l'Adriatique*, Paris, 1915.

aux rivages d'Istrie et de Dalmatie, l'italien, il y a quelques années encore, était la langue usuelle et presque la langue du commandement.

Ce n'est là pourtant qu'une apparence trompeuse. Un autre élément ethnique, et autrement puissant, occupe en maître la côte orientale de l'Adriatique.

Vers le mois d'avril 1915, les journaux russes, avec un sens peut-être discutable de l'opportunité, mais avec une très exacte connaissance des faits, crurent bon de faire remarquer que les Slaves du Sud, Croates et Serbes, avaient, à la possession du littoral oriental de l'Adriatique, des droits incontestables ; et entre la presse de Rome et celle de Petrograd s'engagea à ce propos une polémique qui fut parfois sans aménité. On ne saurait nier pourtant que, pour une forte part, la thèse slave ne fût assez justifiée.

Bien des fois, au cours de l'histoire, les États slaves qui se constituèrent dans le Nord-Ouest de la péninsule balkanique étendirent avec succès jusqu'aux rivages de l'Adriatique leurs ambitions conquérantes. Les rois de Croatie du XIe siècle régnaient à Zara et à Spalato et ajoutaient à leur titre celui de rois de Dalmatie. La Grande-Serbie du XIVe siècle s'étendait du Danube à l'Adriatique et le tsar Étienne Douchan s'intitulait : « roi de Serbie, de Dioclée, de Zachlumie, de Zéta, d'Albanie et de la région maritime. » Un peu plus tard, Tvartko, ban de Bosnie, se proclamait semblablement « roi de Serbie, de Bosnie et du littoral » et conquérait la Bosnie et la Dalmatie. C'est qu'alors comme aujourd'hui, pour toutes les régions qui forment l'arrière-pays du rivage adriatique, une impérieuse nécessité existait de s'ouvrir un débouché vers la mer. Cernés dans leurs rudes montagnes par des voisins puissans, le Hongrois, le Bulgare, le Byzantin ou le Turc, ils devaient, s'ils voulaient vivre, conquérir la libre sortie sur l'Adriatique, qui seule pouvait assurer leur indépendance politique et économique. Et sans doute ces dominations slaves, plus éphémères que celles de Venise, ne laissèrent point dans la région du littoral des traces bien profondes. Mais, à côté de ces souvenirs lointains, les Slaves peuvent invoquer des argumens plus décisifs ; le principe des nationalités confirme et justifie les ambitions qu'ils pourraient fonder sur l'histoire.

Depuis que, il y a un peu plus d'un demi-siècle, le grand

mouvement de l'Illyrisme a rendu aux Slaves du Sud la conscience de leurs origines ethniques, progressivement, sur toute la côte orientale de l'Adriatique, l'élément slave a repris la première place. Sur les populations, croates et serbes, du littoral dalmate, la longue domination de Venise, les relations nécessairement établies entre les deux rivages de l'Adriatique avaient bien pu mettre une empreinte latine. Mais il suffit de sortir des villes, de pénétrer dans l'intérieur du pays, pour retrouver la réalité des choses. Ces paysans au type fortement accusé, bergers ou pêcheurs, vêtus de la veste soutachée aux manches flottantes, et coiffés du petit béret en feutre rouge, ces femmes aux costumes de couleurs voyantes, ornés de broderies éclatantes et de pièces de métal, sont de race purement slave; et la langue qu'ils parlent est le serbo-croate. Ne les interrogez point sur Zara ou Sebenico, sur Spalato ou Trau, sur Raguse ou Cattaro ; ces appellations italiennes, qui nous sont familières, pour eux n'ont point de sens ; ils ne connaissent que Zadar et Sibnik, Split et Trogir, Dubrovnik et Kotor. Ce n'est point aux Italiens, c'est à leurs frères de Croatie, à leurs frères de Bosnie, de Serbie, de Monténégro, que leurs affinités les unissent et que vont leurs sympathies; et forts de la force que donne le nombre, progressivement, de Fiume à Cattaro, et dans l'Istrie même, ils ont fait reculer la langue et l'influence italiennes.

Il fut un temps, qui n'est pas bien lointain, où dans la diète de Zara la majorité était italienne : elle a passé aux Slaves aujourd'hui. Il fut un temps, qui n'est pas bien lointain, où en Dalmatie toutes les municipalités étaient italiennes ; elles sont toutes slaves aujonrd'hui. J'ai connu, il y a moins d'un quart de siècle, une Dalmatie où les complimens officiels de bienvenue s'échangeaient exclusivement en italien; j'ai vu plus récemment les premiers magistrats des villes haranguer leurs hôtes français en serbo-croate, parce que, pour le principe, si je puis dire, il fallait que, représentans de cités slaves, nettement ils s'exprimassent en slave. Et si l'on regarde les chiffres officiels du plus récent recensement, celui de 1910, on constate en effet qu'en Dalmatie on comptait alors 613 000 Slaves contre 18 000 Italiens seulement, qu'en Istrie il y avait 225 000 Slaves contre 147 000 Italiens, et que Trieste luttait difficilement contre le flot slave envahisseur (119 000 Italiens contre 60 000 Slaves)

L'Autriche, qui souvent crut habile de soutenir l'élément slave et de favoriser ses revendications, ne voit point maintenant sans inquiétude ces progrès redoutables. Mais le fait est là. Sur le littoral oriental de l'Adriatique, la population est slave en grande majorité ; elle y domine presque sans rivale ; et ce fait, dans la lutte pour l'Adriatique, est gros de conséquences importantes.

Tout l'arrière-pays du littoral dalmate, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, est peuplé des mêmes élémens ethniques qui dominent sur la côte ; et des Serbes également habitent ce Monténégro qui, par Antivari et Dulcigno, péniblement s'est frayé un chemin jusqu'à l'Adriatique. Or, pour toutes ces populations slaves, de même que pour les royaumes slaves d'autrefois, c'est une nécessité de leur vie économique de s'ouvrir un débouché sur la mer. Entre ses frontières continentales, la Serbie étouffait, perpétuellement menacée par la tyrannie de sa puissante voisine. La Bosnie, naturellement orientée vers l'Adriatique, n'avait avec le littoral dalmate que des communications insuffisantes, la ligne de chemin de fer, partiellement à voie étroite, qui descend de Serajevo à Raguse. Il était inévitable que ces pays slaves cherchassent une issue vers cette mer dont leur race peuplait les rivages.

A ces ambitions, d'abord purement économiques, l'Autriche s'est opposée de toutes ses forces. Elle a refusé à la diète de Zara l'union de la Dalmatie et de la Croatie ; elle a orienté, par le système de ses chemins de fer, la Bosnie vers la Hongrie ; elle a fait obstacle, du mieux qu'elle a pu, à la construction d'une ligne allant du Danube à l'Adriatique ; elle a obligé la Serbie en 1913 à évacuer Durazzo, et, pour anéantir ses espérances adriatiques, elle a obtenu de la Conférence de Londres la création du royaume d'Albanie. Sans doute, les traités de 1913 avaient promis au royaume serbe une étroite fenêtre ouverte sur la mer, un port de commerce au bout d'un étroit couloir. Les événemens n'ont point laissé à ces médiocres espérances le temps même de se réaliser.

Aussi, maintenant, les ambitions slaves sur l'Adriatique sont-elles devenues plus hautes, et non plus seulement économiques, mais politiques. On rêve d'un grand empire slave, qui réunirait tous les rameaux divers de la race yougo-slave, Slovènes de Carniole, Serbo-Croates de Croatie et de Dalmatie,

Serbes de Bosnie et d'Herzégovine, du Monténégro et de la Serbie actuelle. De ce grand État ferait partie nécessairement le rivage oriental de l'Adriatique, avec l'archipel dalmate tout entier. Dès le mois d'octobre 1914, un journal de Belgrade auquel l'officieuse *Samouprava* donnait, en le reproduisant, une valeur toute particulière, écrivait : « La Dalmatie n'est pas italienne; elle est serbo-croate géologiquement, historiquement et ethnologiquement. Si l'Italie veut partager fraternellement avec la Serbie la mer Adriatique, sur la rive orientale de laquelle habitent 700 000 Slaves contre 18 000 Italiens, la Serbie en sera heureuse et ne manquera pas de cultiver ce que l'antique civilisation italienne aura laissé en héritage. Mais elle ne consentira pas à ce que ce pays slave passe de la domination autrichienne à une autre domination, celle de l'Italie. » Et dans un manifeste yougo-slave récent, on lit que « la Dalmatie est le grand lien territorial unissant les pays yougo-slaves au point de vue géographique et économique. »

Ainsi, aux ambitions italiennes s'opposent nettement les revendications slaves et il semble assez malaisé de concilier les deux thèses contraires. D'une part, on invoque des motifs stratégiques et des droits historiques; de l'autre, on met en avant la juste satisfaction des aspirations nationales. Les deux partis s'accordent pour éliminer l'Autriche de l'Adriatique; ils se disputent avec une égale âpreté, dès qu'il s'agit de savoir à qui sera dévolu son héritage. Et entre ces prétentions rivales, il est difficile de trouver un terrain d'entente satisfaisant.

IV

Faut-il parler d'autres ambitions encore, qui visent à occuper une partie plus ou moins étendue du rivage oriental de l'Adriatique? La Grèce, qui a profité de la guerre européenne et de l'anarchie albanaise pour occuper, en octobre 1914, sans qu'aucune des grandes puissances ait protesté, l'Épire septentrionale, a rêvé parfois d'ajouter à son territoire le Sud de l'Albanie, toute cette vaste région peuplée en majorité de Grecs, où la langue et la civilisation helléniques ont des racines profondes, et qui va jusqu'à Bérat et même jusqu'à Valona. Elle se souvient qu'avant la guerre balkanique de 1912 un arrangement conclu avec la Serbie portait sa frontière jusqu'au cours du

Skoumbi, lui assurant toute l'Albanie méridionale. Et elle a eu beau depuis lors, sous la pression des circonstances, renoncer à une partie de ses espérances ; elle n'en a pas moins vu avec quelque déplaisir l'occupation par l'Italie de cette porte de l'Adriatique et du petit ilot de Sasseno, à l'entrée de la rade de Valona, qui lui appartenait depuis 1864 et qu'elle avait, en mai 1914, dû abandonner à l'Albanie. L'occupation de Corfou par les Alliés, malgré son caractère tout provisoire, n'a point diminué ces inquiétudes, et le débarquement dans l'île de quelques élémens de gendarmerie italienne a soulevé à Athènes de violentes protestations. Entre les ambitions albanaises de l'Italie et la zone d'influence à laquelle prétend la Grèce, il y a antinomie évidente; et les rapports entre Rome et Athènes ont été, en ces derniers mois, plus d'une fois empreints d'une aigre et significative défiance.

Il faut signaler, au moins pour mémoire, les revendications de la Bulgarie qui, dans son âpre désir de prendre dans les Balkans la place de la Serbie, aurait volontiers ajouté aux débouchés qu'elle possède sur la Mer-Noire et la mer Égée une sortie sur l'Adriatique. Le gouvernement bulgare, dans ses déclarations officielles, s'est montré fort réservé sur le sort futur de l'Albanie. Pourtant, et pour les raisons que chacun devine, il ne semble point que ce soit là, dans le problème, un élément d'importance essentielle.

Ainsi, dans la mer Adriatique, entre l'Autriche, l'Italie, la Serbie, — et accessoirement la Grèce et la Bulgarie, — une lutte ardente est engagée pour la prépondérance actuelle et future. Et par là on peut prévoir que, dans les débats de la paix future, la question de l'Adriatique tiendra une grande place.

Comment, entre tant de prétentions contraires, un accord parviendra-t-il à s'établir? Bien imprudent, à l'heure actuelle, qui le voudrait prophétiser. On peut toutefois tenir pour probable que, dans la dislocation vraisemblable de la monarchie austro-hongroise, le littoral oriental de l'Adriatique échappera à ses maîtres et que, l'Autriche étant ainsi éliminée, une transaction se trouvera nécessairement pour satisfaire l'Italie et la Serbie qui se disputent l'héritage autrichien. D'ores et déjà diverses solutions ont été entrevues. Pour calmer les inquiétudes que donne-

rait à l'Italie une puissance trop accrue des Slaves, la Russie a proposé, vers le mois d'avril 1915, la création de deux États distincts sur le rivage oriental de l'Adriatique (1) : au Nord, la Croatie, dont le territoire irait de l'extrémité de l'Istrie jusqu'à l'embouchure de la Narenta, au Sud la Serbie, augmentée de la Bosnie-Herzégovine et du reste de la côte jusqu'au Sud de Durazzo; Trieste, Pola et l'Istrie revenaient, dans ce système, naturellement à l'Italie. A ces offres transactionnelles l'Italie a opposé de plus larges revendications : elle n'a pas réclamé seulement les trois meilleurs ports de l'Adriatique du Nord, Trieste, Pola et Fiume; elle demande en outre toute la Dalmatie centrale, de la Zermagna à la Narenta, sur une longueur de près de 500 kilomètres, avec les ports de Zara, Sebenico, Spalato, et toutes les îles de Fiume à Cattaro. La Croatie, dans cette combinaison, ne recevrait plus qu'un rivage à peu près inutilisable; la Serbie, mieux traitée, aurait Raguse, Cattaro et les ports albanais, Valona toutefois restant à l'Italie. Et sans doute l'Italie a toujours protesté de ses sentimens d'amitié à l'égard de la Serbie, de son désir de lui ménager les débouchés maritimes dont elle a besoin. L'opposition des deux thèses contraires demeure pourtant assez forte pour que l'entente poursuivie ne se réalise pas sans quelques difficultés.

On peut se demander à la vérité si l'Italie aurait un bien grand intérêt à s'incorporer, au mépris du principe des nationalités, un million et demi environ de Slaves, et d'autre part si la situation prépondérante qu'elle réclame dans l'Adriatique se trouverait bien sérieusement menacée parce que la Serbie posséderait une portion plus étendue du littoral dalmate. Il semble bien par ailleurs qu'à l'heure actuelle, entre l'Italie et la Serbie, momentanément vaincue, mais que les Alliés ont pris l'engagement de rétablir dans son indépendance et sa souveraineté, les relations soient devenues plus faciles, plus cordiales. L'Italie a pris sa part de l'admirable effort qui a sauvé l'armée serbe; et l'accueil que trouvait récemment à Rome le prince Alexandre de Serbie a paru le témoignage éclatant des sympathies réciproques des deux pays. Mais surtout les déclarations faites par M. Pachitch, au cours de sa visite à Petrograd, ont semblé ouvrir la voie à une solution amiable du problème. Tout en insis-

(1) Les indications qui suivent sont empruntées au livre déjà cité de M. Ch Vellay.

tant sur la nécessité pour la Serbie d'obtenir un débouché sur l'Adriatique et sur le droit qu'elle a de posséder une partie du littoral de cette mer, le premier ministre serbe ajoutait ces paroles rassurantes, que la presse italienne a enregistrées avec une vive satisfaction : « La Serbie ne prétend nullement jouer le rôle de puissance navale ni posséder une flotte de guerre. Elle reconnaît volontiers à l'Italie la maîtrise de la mer Adriatique. » Dans ces conditions, aucune contestation sérieuse ne saurait plus mettre aux prises les deux puissances. L'Italie ne fait nulle objection au désir qu'a la Serbie d'obtenir les débouchés économiques indispensables à son existence; et, s'il en faut croire M. Pachitch, tous les Alliés sont d'accord pour lui en reconnaître le droit et lui en assurer la possession. Il apparaît donc bien que, malgré l'âpreté apportée parfois à la défense des intérêts opposés et rivaux, la lutte pour l'Adriatique peut et doit aboutir à une transaction. Et il semble certain que cette transaction, en écartant l'Autriche, saura, par un heureux accommodement, ménager des droits également respectables et qui ne sont point, malgré tout, inconciliables.

CHARLES DIEHL.

VUES PROPHÉTIQUES
D'EDGAR QUINET
SUR L'ALLEMAGNE

Il s'est passé en France, dans la première moitié du XIXe siècle, un phénomène qui n'a point d'analogue dans le reste de notre histoire. L'élite intellectuelle de la nation, — poètes, savans, philosophes, — s'est éprise pour un autre peuple, pour ses mœurs, pour sa littérature, pour sa science, d'un enthousiasme ou, pour mieux dire, d'une frénésie d'admiration extraordinaire. Jamais l'Italie de la Renaissance, l'Espagne au début du XVIIe siècle, l'Angleterre au XVIIIe n'égarèrent à ce point les esprits. Il n'est pas exagéré de dire qu'il y eut, pendant plus de trente ans, une sorte d'abdication de notre génie national. La France renia ce qui avait fait son influence, sa gloire dans le monde, ce pur trésor de notre race : le XVIIe siècle. Elle s'humilia, proclama la supériorité de l'Allemagne.

Nous connaissions, d'ailleurs, très mal cette littérature que nous prétendions imiter ; nous connaissions ce peuple plus mal encore. Nous nous faisions de sa candeur, de sa bonhomie, de son prétendu manque de sens pratique, une image poétique et très fausse ; et cependant, dès cette époque, ce peuple était en marche vers l'unité, vers la conquête du monde. C'est que nous le voyions non pas en lui-même, mais en nous : il était la création de notre pensée, de nos vagues aspirations, de nos rêves. L'Allemagne fut vraiment le songe de la France.

Seule, dans cet égarement général, une voix s'éleva et

dénonça le péril. Comme toute la génération romantique, cet homme avait subi l'étrange fascination de l'Allemagne : il l'aima d'un amour profond, avec tout son esprit et tout son cœur. Mais un jour ses yeux s'ouvrirent : il s'éveilla de son rêve, il vit l'Allemagne. Il vit l'ambition conquérante de ce peuple prétendu de songe-creux et de poètes, son sens du réel, sa ténacité opiniâtre ; il vit sa marche rapide vers l'unité nationale et, par delà l'unité, vers la domination universelle. Inlassablement, ce peuple tendait vers ce double but : l'écrasement définitif de la France et de la civilisation française, le triomphe de l'Allemagne et de la culture allemande.

C'est l'honneur d'Edgar Quinet d'avoir prédit à une époque où personne en France ne le soupçonnait, — de 1830 à 1848, — ce menaçant avenir. Avec une sûreté prophétique, il a compris le sens du grand duel engagé entre deux peuples, entre deux civilisations et deux races. Qui peut mieux lui rendre hommage que nous, acteurs et spectateurs du dénouement tragique de ce duel séculaire ? Maintenant encore, ces pages peuvent éclairer notre conscience.

I

La première influence qui s'exerça sur l'esprit de Quinet enfant et adolescent fut celle de Mme de Staël : l'Allemagne lui apparut d'abord, comme à tous ceux de sa génération, à travers son livre. Il faut lire dans l'*Histoire de mes idées*, dans ses *Lettres* à sa mère ce qu'il dit de cette femme illustre, l'idolâtrie qu'elle lui inspirait, l'impression de « harpe éolienne » que ce style faisait sur ses nerfs, avant même qu'il en comprît le langage. Cette langue était nouvelle, inconnue alors : c'était la « langue de la liberté. »

Ce n'est pas ici le lieu de relever les erreurs de ce grand livre *De l'Allemagne*. Son tort le plus grave était de perpétuer une antique légende que, d'ailleurs, Mme de Staël n'avait pas créée et qui remonte à la fin du XVIIIe siècle : celle d'un peuple d'hyperboréens, antique et modeste, bon et vertueux, menant une existence pastorale dans un lointain pays, perdu dans les brumes. Cette légende, les guerres de la Révolution et de l'Empire n'avaient pu complètement la détruire. C'est en vain qu'un Charles de Villers, qu'un Benjamin Constant avaient

essayé de faire mieux connaître les deux nations l'une à l'autre; si quelques lettrés avaient profité de leurs efforts, le grand public, au fond, en était resté à la légende. Qu'on lise le journal de l'Allemand Reichardt, qui voyageait en France sous le Consulat, le *Journal intime* et la *Correspondance* de Benjamin Constant, et l'on verra de cette ignorance des exemples vraiment prodigieux.

L'opposition à l'Empire et au despotisme de l'Empire avait encore renforcé cette vieille légende, et l'Allemagne apparaissait à beaucoup de Français de très bonne foi comme une sorte d'asile de la pensée et de la liberté. Si l'on joint à cela qu'en effet l'Allemagne de la fin du XVIIIe siècle et du commencement du XIXe, l'Allemagne de Kant, de Fichte, de Gœthe et de Schiller, était incontestablement la nation qui possédait alors les plus grands penseurs et les plus grands poètes, si l'on est pénétré de cette idée que, derrière l'Allemagne, c'est la pensée persécutée, c'est la poésie, c'est l'enthousiasme, c'est-à-dire les plus nobles facultés de l'âme que Mme de Staël entend glorifier, on comprendra alors l'effet extraordinaire qu'un tel livre dut produire, vers la vingtième année, sur l'imagination romantique d'un Quinet ou d'un Michelet. Ils ne se demandèrent pas un instant si cette Allemagne-là avait jamais existé, si du moins c'était là toute l'Allemagne, celle des politiques comme celle des poètes, si, depuis 1810, cette Allemagne n'avait pas évolué à grands pas. Ils négligèrent 1813 et 1815, Leipzig et Waterloo : la légende triompha de la réalité.

Telle fut la première influence qui s'exerça sur l'esprit du jeune Quinet. Mais à celle-là il en faut joindre une seconde, toute-puissante sur sa génération, je veux dire celle de Victor Cousin.

Ceux qui s'imaginent, à ce nom, certain personnage officiel, ridicule et falot, s'épuisant à faire vivre dans une apparente harmonie la religion, le pouvoir et la philosophie, n'ont aucune idée du rôle prestigieux que Victor Cousin a joué dans les premières années de la Restauration. Il fut, pour cette jeunesse ardente, un guide et un dieu. Nul homme n'a suscité de plus violens enthousiasmes, de vocations plus décidées. Que l'on se représente ce jeune maître de vingt-cinq ans (1), à peine plus

(1) Il était né en 1792.

âgé que ses disciples, ce visage pâle émergeant de la longue chevelure, ces yeux « flamboyans » de prophète ; qu'on entende cette voix souple, chantante, vibrante, dont il jouait en virtuose incomparable, avec de feintes hésitations, des repentirs, des silences, donnant en pleine chaire à son auditoire le spectacle toujours émouvant d'une pensée qui se cherche et sort enfin, brillante, des ténèbres intérieures : alors on aura la juste notion du pouvoir étrange, fascinateur que, dès novembre 1815, dans une des modestes salles du vieux collège du Plessis, il exerçait sur la jeunesse. Au fond, ce que nous cherchons dans un maître, c'est nous-mêmes. Ce que ces jeunes hommes saluaient avec ivresse dans Cousin, c'étaient tous les rêves généreux qui leur gonflaient le cœur : l'enthousiasme pour la pensée longtemps proscrite, pour la vérité, pour la science, pour la liberté. Une soif inextinguible de savoir, un besoin de croire et d'admirer brûlait leur sang, mouillait leurs yeux de larmes. Tels étaient les disciples ; tel fut le maître qui les entraîna à sa suite vers la terre promise, vers l'oasis délicieuse où, après une longue marche dans les sables arides, ils pourraient enfin aspirer à longs traits la Science, la Poésie et le Bonheur.

Cette oasis, c'était l'Allemagne. Comment le jeune Cousin la connaissait-il ?

Suppléant, dès novembre 1815, de Royer-Collard à la Faculté des Lettres, chargé de cours à l'École Normale, il avait commencé par enseigner la philosophie de Kant, mais sans la connaître autrement que par le livre de Villers et par la traduction latine. Quant aux autres philosophes allemands, il n'en avait qu'une idée très superficielle, par les ouvrages de Gérando, d'Ancillon et par le livre de Mme de Staël. C'est de celle-ci, vraiment, qu'il reçut l'étincelle. Il se fit présenter chez elle, rue Royale, dans l'hiver de 1816-1817, qui précéda sa mort ; il vit ce regard brillant de fièvre, ce visage que nous a peint Chateaubriand dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, pâle, amaigri, ravagé par la souffrance, mais où régnait encore l'intelligence souveraine. Cousin subit le choc, et il causa avec l'entourage, avec Guillaume Schlegel, ce pédant froid et compassé, mais renseigné merveilleusement sur toutes les choses d'Allemagne. Du coup, il prit un grand parti : il verrait de ses yeux ce pays merveilleux, patrie de la pensée et de la philosophie.

14 juillet 1817, il part. Voyage douloureux pour un cœur français. La France de l'Est offrait alors le même cruel spectacle que nous devions deux fois revoir. Dès la Ferté-sous-Jouarre, les Bavarois et les Prussiens; l'ennemi foulant notre sol; les habitans mornes, silencieux; la terreur et la violence. Aux relais de poste, on échange de rares paroles : « On nous laisse crever de faim, s'écrie un postillon, et si nous disons un mot, autant de pris, autant de fusillés. » Quel début pour un pèlerinage de paix et d'amour! Mais rien n'arrête notre voyageur. A Saarbrück, des habitans se pressent autour de la voiture : « Que dit-on en France? Pense-t-on à nous? *Nous avons le corps prussien et le cœur français.* » Cri d'angoisse, appel émouvant qui monte des profondeurs de la conscience humaine vers la France aimée, que l'on espère revoir un jour. Cousin poursuit sa route : il a une mission à accomplir. Il est entendu, d'ailleurs, qu'il y a deux Allemagnes : celle des hommes d'État et des gens de guerre, qui n'est pas la véritable; et l'autre, celle des penseurs et des poètes, qui n'a rien de commun avec la première : profonde erreur, qui s'est, hélas! perpétuée jusqu'à nous.

Enfin, Victor Cousin a franchi le Rhin : il respire; le voici en Allemagne. Nous ne le suivrons pas dans son voyage à Francfort, à Berlin ou à Heidelberg, dans ses conversations avec Frédéric Schlegel, Schleiermacher, Ancillon ou Gœthe. Notons simplement que sa grande découverte, dans ce premier voyage, fut Hegel, auquel il fit en France la fortune que l'on sait. Dans un second, en 1818, ce fut Schelling, qui devint son principal inspirateur. Mais de ce double voyage, qui devait avoir pour la pensée française des conséquences si importantes, il est nécessaire de dégager les conclusions qui s'imposent.

La première, c'est la conquête intellectuelle de la France par l'Allemagne. Ce qui n'était, chez Mme de Staël, que vague et nébuleux enthousiasme se précise, devient admiration pour la science allemande, pour la méthode allemande : première ébauche d'un culte qui devait durer près d'un siècle et dont Cousin célèbre avec pompe les mystères. L'Allemagne comprit tout le parti qu'elle pouvait tirer de ce nouvel apôtre : « Je fus accueilli au delà du Rhin *comme l'espérance,* » a dit Cousin. Faisons la part de l'énorme vanité du philosophe; ce mot, du moins, a le mérite de montrer excellemment le service que les

penseurs de l'Allemagne attendaient de la France, qu'ils ont toujours attendu d'elle : il s'agissait de mettre la clarté française, l'incomparable puissance de rayonnement du génie et de la langue de la France au service de la pensée allemande. Personnellement, ces philosophes d'outre-Rhin tenaient Cousin en médiocre estime : « Sa philosophie est bonne tout au plus, disait l'un d'eux, le métaphysicien Daub, pour amuser un dimanche un pensionnat de demoiselles. » Mais quoi ! Cousin était Français ; il se déclarait l'humble admirateur de l'Allemagne ; il brûlait d'en répandre la doctrine ; on lui savait gré de ses intentions et on lui pardonnait son peu de génie. Ces illustres penseurs n'ignoraient pas ce qui leur manquait et ce qu'ils enviaient à la France. « La France, disait Hegel, a assez fait pour la philosophie en lui donnant Descartes. » Ce n'était pas, ajoute Cousin, qu'il se reconnût inférieur à notre grand philosophe ; mais il admirait, il enviait le talent que lui, Hegel, n'avait pas et que possédait l'auteur du *Discours de la Méthode*, de « rendre claires les idées les plus obscures. » Filtrer, clarifier les idées allemandes, les passer à travers ce merveilleux tamis qu'est la langue française, les propager, fût-ce un peu dénaturées, à travers le monde pour la plus grande gloire de l'Allemagne, voilà ce qu'on attendait de la vieille nation, de qui la civilisation n'avait plus rien à espérer, mais qui pouvait, du moins, servir sa jeune rivale.

Cette sorte d'abdication du génie français est, — on ne saurait se lasser de le redire, — le phénomène le plus extraordinaire de la première moitié du XIXe siècle. Cousin en fut inconsciemment l'initiateur ; mais il a duré beaucoup plus que son influence. Longtemps encore, pendant près de cent ans, la France s'est faite la servante de l'Allemagne et de sa gloire. Par l'intermédiaire de ses historiens, de ses philosophes, de ses critiques, de ses savans, de ses poètes, elle a élevé à sa louange avec un absolu désintéressement le plus beau monument d'admiration que l'Allemagne ait connu à travers les âges.

Du moins, l'image que Victor Cousin nous présentait de l'Allemagne était-elle plus juste que celle qu'il trouvait accréditée avant lui ? Nullement. Son habileté et la raison de son succès fut qu'il sut extraire de Kant, de Fichte, de Jacobi ou de Hegel ce qu'il y avait de plus assimilable à l'âme française, c'est-à-dire ce qu'il y avait de plus superficiel dans l'œuvre de

ces penseurs. Il les accommoda au goût de l'époque, flatta les passions politiques et romantiques, montra dans Kant un précurseur de la liberté, entraîna le romantisme naissant dans les voies de l'Allemagne. Son fameux cours de 1818 à la Sorbonne, qu'il professa tout chaud encore de son premier voyage d'outre-Rhin, est un événement littéraire, d'où sont sorties la plupart des théories romantiques. Mais cette Allemagne idéaliste et rêveuse, enthousiaste du devoir et de la liberté, était en train de disparaître, et Cousin nous la montrait éternelle : il la voyait à travers la France de la Révolution, il ne la voyait jamais en elle-même. Pour ne prendre qu'un seul exemple, a-t-il pénétré ce qu'il y avait de profondément allemand dans la doctrine de ce Hegel, qu'il s'était donné pour mission de répandre en France? Ce despotisme fataliste, cette apologie du succès et de la force, si contraires à nos propres traditions? Le manque complet de sympathie, de charité « ou plutôt d'humanité de cette orgueilleuse science (1)? » Cette sorte de divinisation de l'Allemagne en général et de la Prusse en particulier, considérée comme la dernière et la plus complète incarnation de Dieu? Cette intolérance haineuse, ce mépris de la France catholique, qui éclate dans ces paroles du vieil Hegel à Victor Cousin, à la vue de pauvres gens vendant des médailles sous le porche d'une cathédrale : « Voilà *votre* religion catholique et les spectacles qu'elle nous donne! Mourrai-je avant d'avoir vu tomber tout cela? » Mais à quoi bon multiplier les exemples? On eût fort étonné Cousin, en lui montrant que l'hégélianisme ramenait progressivement l'Allemagne à la barbarie, et qu'il ne prétendait à rien moins qu'à imposer cette barbarie au monde.

« Des ombres sans corps, » voilà ce que l'enthousiaste philosophe avait rapporté d'Allemagne, ce qu'il proposa et ce qu'il imposa par son éloquence à l'admiration des Français.

II

« Venez et aidez-moi à faire connaître l'Allemagne à la France! » C'est en ces termes pompeux que Victor Cousin s'adressait, en février 1827, au jeune homme de vingt-quatre ans à peine qu'était alors Edgar Quinet. Mais à une imagination très

(1) Edgar Quinet, *Fatalisme et indifférence*,

forte, à une âme sensible et ardente, le néophyte joignait un don d'observation, un sens du réel, et, pour tout dire, un esprit scientifique, qui dépassait de beaucoup la valeur du maître.

Edgar Quinet avait fait la connaissance de Cousin deux ans auparavant. Certain jour de mai 1823, le jeune étudiant, un manuscrit sous le bras, quittait sa modeste chambrette de la rue de la Sorbonne, pour aller frapper à l'appartement mystérieux où le maître en personne, toujours théâtral, drapé dans sa robe de chambre de ratine blanche, entr'ouvrait l'huis à ses disciples. Il y avait, ce jour-là, dans l'antre de la Sibylle, un jeune professeur d'allure correcte, tiré à quatre épingles, mais qui cachait sous cette enveloppe trompeuse une âme brûlante, débordante de science et de poésie : c'était Jules Michelet. Chacun de ces deux jeunes gens eût pu dire de l'autre ce que Montaigne dit de sa rencontre avec La Boétie : « Nous nous cherchions avant que de nous être vus. »

L'année précédente, en 1824, à vingt et un ans, Quinet avait fait une de ces découvertes intellectuelles qui transforment la vie, et qui, du sein des ténèbres, soudain, font jaillir la lumière : Herder lui avait été révélé. Tout de suite, il entreprit de traduire en français les *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*. Il ne savait « pas une syllabe d'allemand; » il l'apprit. En attendant, il lut Herder dans la traduction anglaise. Ce furent des heures inouïes d'ivresse, d'enthousiasme et d'extase. Transporté, il écrivit tout d'une traite, à la campagne, en octobre 1824, son *Introduction à la philosophie de l'histoire de l'humanité*. C'était l'œuvre qu'il apportait, qu'il allait lire à Cousin, toute brûlante de fièvre, mouillée de larmes d'allégresse : « Depuis l'âge où l'on commence à être ému par le génie et à souffrir par son cœur et par celui des autres, ce livre a été pour moi une source intarissable de consolations et de joie. Jamais, non, jamais, il ne m'est arrivé de le quitter, sans avoir une idée plus élevée de la mission de l'homme sur la terre; jamais, sans croire plus profondément au règne de la justice et de la raison; jamais sans me sentir plus dévoué à la liberté, à mon pays, et en tout plus capable d'une bonne action. Que de fois ne me suis-je pas écrié en déposant ce livre, le cœur tout ému de joie : « Voilà l'homme que je voudrais pour mon ami (1)! » Quel

(1) *Introduction à la philosophie de l'histoire de l'humanité.*

lyrisme! Et comme cette ardente jeunesse s'y révèle! Que l'on s'imagine la scène : le jeune lecteur, penché sur son manuscrit; le sensible, le nerveux, le frémissant Michelet, qui écoutait chanter une âme, sœur de la sienne; et le maître, drapé dans sa robe de blanc fantôme, le regard inspiré, l'air fatal, s'écriant : « Mon enfant, vous avez une étoile! Il faut vous ruiner pour l'atteindre! »

Cette scène, l'enthousiasme pour Herder, la traduction qu'en fit Quinet et qui parut seulement deux ans plus tard, en février 1827 (1), appellent deux réflexions. La première, c'est que Cousin, Michelet et Quinet persistaient à prendre pour l'Allemagne moderne ce qui était l'Allemagne du passé. Herder était mort en 1803, l'année où naissait Quinet; son grand ouvrage, *Ideen zur Philosophie der Geschichte der Menschheit*, avait paru à Riga de 1784 à 1791. L'idée maîtresse de Herder était de replacer l'homme dans le cadre de la nature, de représenter toutes les formes de l'être comme des manifestations de Dieu, de montrer la solidarité qui unit les générations actuelles aux innombrables générations du passé. « Je m'arrêtais, dit Quinet, pour écouter au fond de mon âme le sourd retentissement des siècles passés. » Nulle influence plus forte, pas même celle de Vico, n'a agi sur Michelet. Mais enfin, il eût fallu se contenter de rendre hommage au génie de Herder sans conclure de ce génie à celui de l'Allemagne moderne. C'est ce que ne firent, à aucun degré, ces historiens et ces philosophes; cette Allemagne idéaliste, morte, ou en train de mourir, ils la prirent pour l'Allemagne vivante, et suivant la formule saisissante d'Edgar Quinet, revenu plus tard de son erreur, « en fait de systèmes, ils n'adoptèrent que des morts. »

Une seconde remarque, que nous avons déjà faite à propos de Cousin, c'est que cette Allemagne, à laquelle les Michelet et les Quinet prodiguaient leur amour, ils la voyaient non pas en elle-même, mais en eux : elle était la projection de leur âme. La science n'était pas pour eux seulement ce désir insatiable de savoir, naturel à l'homme; c'était tout à la fois l'amour de la liberté, le besoin de la justice, l'élan vers l'idéal, un flot tumul-

(1) *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, par Herder, ouvrage traduit de l'allemand, précédé d'une introduction par Edgar Quinet. — A Paris et Strasbourg, chez Levrault, 2 volumes, 1827. Avec cette dédicace à Victor Cousin : « Faible hommage de respect pour son caractère et de reconnaissance pour son amitié. »

tueux de sentimens et d'idées qui débordait de la France de la Révolution et de la France du XVIIIe siècle ; c'était aussi l'amour de la France, et, par delà la France, de l'humanité tout entière. De là cet état de « révélation, » pour ainsi dire, et de délire religieux, qui saisit le jeune Quinet à la lecture de Herder ou Michelet parlant des *Antiquités du droit allemand* de Jacob Grimm, de la « bonne, » la « douce, » la « débonnaire Allemagne, » si confiante en l'homme, si respectueuse de la femme, et de sa « poésie juridique, fugitive mélodie, ici légère et gazouillante comme l'alouette qui monte au ciel, là retentissante, lointaine, comme un chant sur l'eau du Rhin! » Ce lyrisme débordant et si peu scientifique n'était, au fond, chez ces nobles penseurs, que l'expression du rêve généreux qui gonflait leur âme : l'Allemagne était la création de leur amour. Cependant, Quinet continue, en 1825 et 1826, sa traduction des *Idées* de Herder. Il a appris, il sait l'allemand, supériorité évidente qu'il a sur Cousin, qui ne le sait pas, et sur Michelet, qui ne le sait guère. Il veut voir l'Allemagne « de ses yeux, » écrit-il à sa mère, non pas, comme Cousin, en une excursion rapide, mais dans sa vie, dans ses mœurs; et puis, il souffre trop en France. Nous touchons là une des causes profondes de cet engouement de la jeunesse libérale des dernières années de la Restauration pour l'Allemagne. Elle étouffe en France ; elle va chercher en Allemagne la poésie, la science, la paix, l'oubli. La liberté semblait morte : on avait pleuré aux funérailles du général Foy, comme à ses funérailles. De Heidelberg, le 12 mai 1827, Quinet écrira à Michelet, son ami le plus cher : « Le spectacle de la France est si amer pour mon cœur! » Et Michelet lui répond avec sagesse : « C'est que vous ne voyez que le mouvement politique. » Combien en est-il parmi nous qui ont ressenti la même angoisse, à qui on eût pu faire la même réponse? Cette France dont Quinet se plaignait, c'était la France des Trois Glorieuses, qui bientôt allait faire éclater ses plus nobles enthousiasmes pour l'art, la poésie, la science et la liberté « au grand éclair du soleil de Juillet. »

Donc, Quinet s'achemine vers l'Allemagne. En octobre 1826, il est à Strasbourg, où sa traduction des *Idées* s'imprime. En décembre, il part pour Heidelberg. Avec quel « enivrement (1), »

(1) Tous ces détails sont tirés de sa correspondance, en particulier avec sa mère.

quelle extase mystique il pénètre dans la vallée du Neckar, il aperçoit « ces montagnes agrestes et solitaires! » Des patriarches de la science, à la chevelure de neige, Schlosser, Kreutzer, lui tendent les bras du seuil de leurs demeures : tel Jacob fut jadis accueilli par Laban. Des bois sombres, des torrens, de claires fontaines et, partout, de frais visages de jeunes filles! Gœthe, Schiller, Jean-Paul, la *Louise* de Voss, *Hermann et Dorothée* revivent sous ses yeux. Paix! Paix! Délivrance! Délivrance! Ces mots reviennent sans cesse dans ses lettres. « Tout vous invite à penser, tout m'apaise malgré moi, » écrit-il à sa mère; et encore : « Ne te sens-tu pas heureuse de la vie forte qui est dans mon cœur? » L'amour, comme un grand lys, monta, fleurit dans cette âme. En décembre 1827, Edgar Quinet faisait la connaissance de Minna Moré, une Allemande; il l'aima. Deux ans plus tard, en 1830, il se fiançait avec elle. Il semblait conquis à l'Allemagne. Et pourtant, de cet amour, de ces fiançailles devait naître la crise qui dessilla ses yeux; il s'éveilla : le rêve fit place à la réalité.

Mais, à cette heure, la crise n'est pas venue. Quinet, à l'égard de l'Allemagne, en est à l'amour. Il est bon qu'il ait commence ainsi. Pour connaître, il faut aimer d'abord; la froide raison ensuite, l'expérience corrigent l'élan irréfléchi de la sympathie. Donc, il a aimé la vieille Allemagne, sa candeur, sa bonhomie, ses mœurs simples et rustiques, — la vieille Allemagne qui s'enfuyait très vite dans les ténèbres du passé. Sans doute, elle n'avait jamais été complètement l'Éden primitif, l'O'Tahiti mystérieuse qu'on avait cru en France; mais enfin, il eût été bien étrange que cette Allemagne-là fut une simple création du génie de ses poètes et que la poésie ne se fût en rien inspirée de la réalité. Elle apaisa, elle rafraîchit l'âme brûlante et romantique du jeune Quinet. Il l'aima pour sa poésie; il l'aima aussi pour sa science. La Science! C'est elle qu'il était allé chercher en Allemagne, c'était pour elle que, à la voix de Cousin, il était sur les bords du Neckar, « en sentinelle perdue. » L'indépendance philosophique et religieuse n'existait pas en France à cette époque. Le premier, timidement encore, Cousin avait tenté de délivrer la philosophie de l'exégèse théologique; mais qu'était-ce que la philosophie de Cousin à côté du génie indépendant et puissant de l'Allemagne? Ce génie, seul, pouvait satisfaire cette « aveugle fureur de vérité, » qui emportait ces

jeunes esprits sur les nobles routes de la pensée et du savoir. Ce qu'ils tentaient de faire, c'était de « ramener en France des sentimens qui semblaient éteints, réveiller les rapports de l'homme à la famille, de la famille à la nation, de la nation à la cité humaine (1). » La pauvre science officielle de la Restauration était impuissante à retrouver les sources de la vie ; alors, on allait les chercher en Allemagne. On allait lui demander les moyens de refaire une France plus belle, plus noble, plus généreuse, plus éprise de vérité et de justice : car, au fond, ce que ces jeunes hommes aimaient dans l'Allemagne, c'était toujours la France.

Aussi quel hymne de reconnaissance monte sans cesse, des lèvres d'un Quinet, d'un Michelet, à cette époque ! « L'Allemagne m'a changé et fortifié, » écrit Quinet, en mai 1827 ; « *notre* Heidelberg, » écrit-il à Michelet, qui est venu l'y rejoindre en août 1828. « J'ai laissé là quelque chose de moi, » répond Michelet (décembre 1828). Mais alors que, depuis longtemps, Quinet s'est arraché à cet amour, Michelet y persévérera toute sa vie ; bien des années après, en 1848, il ne pourra sans verser des larmes de joie voir flotter au Panthéon le drapeau du Saint-Empire, de sa « chère Allemagne, » et, plus tard, repassant dans son journal les étapes de son existence, il écrit ces paroles brûlantes, où revit l'adoration de sa jeunesse : « *Mon* Allemagne. Force scientifique qui m'a fait seule pousser à fond les questions. Pain des forts. M'a posé sur Kant. Beethoven, foi nouvelle. Héroïsé, agrandi par Beethoven. *Mon* Luther, *mon* Grimm, Herder que Quinet traduisait au moment où je traduisais Vico. »

Mais Quinet eut toujours, et même à l'époque qui nous occupe, une connaissance plus exacte et plus profonde de l'Allemagne et de l'évolution, qui déjà se manifestait en elle. Dès le 7 mai 1827, quatre mois après son arrivée à Heidelberg, il écrivait à Michelet ces paroles prophétiques : « L'Allemagne est aujourd'hui fortement appliquée aux sciences expérimentales dont, en effet, elle avait grand besoin. Elle y absorbe presque tout son génie. Cela ne durera pas toujours, et quand elle reviendra par son mouvement naturel à la spéculation, *on verra tout ce que peut produire dans les races germaniques*

(1) *Edgar Quinet avant l'exil*, p. 118.

l'accord de l'idéal et du réel. » Ce jeune homme au clair regard observe, juge; l'enthousiasme chez lui ne va jamais jusqu'à l'esclavage. Cette même année 1827, il écrit à son ami, en parlant des doctrines allemandes : « Je vis au milieu d'elles, je les aime, mais non pas jusqu'à m'en faire l'esclave, ainsi que je le vois dans les moindres grimoires qui m'arrivent ici de France. » Et il remarque que, dans un milieu germanique la langue française s'altère, que l'allemand est « hostile aux idiomes de race latine. » Sa désillusion lui viendra en partie de sa connaissance parfaite de la langue, des idées, des mœurs, mieux encore, du sentiment intime de la race.

III

Ce fut en 1831, à son troisième voyage.

A deux reprises déjà, Quinet avait séjourné en Allemagne, à Heidelberg et à Grünstadt, où habitait sa fiancée : deux ans d'abord, en 1827 et 1828, puis quelques mois, à son retour de Grèce, d'avril à août 1830. Il revient à Paris après la Révolution; il retourne à Heidelberg et à Grünstadt, en septembre 1831. Dans quel état d'esprit? Les événemens de France ont un tel retentissement dans son âme, ils se mêlent si étroitement aux impressions d'Allemagne, que l'on peut dire avec vérité que de ce contact a jailli la lumière.

Il souffre. Il souffre, comme tant de généreux esprits, d'une tristesse profonde. La Révolution de 1830 avait fait naître de si belles espérances! La déception était si amère! On avait cru au triomphe de la liberté, de la justice, à la revision des traités de 1815, à la cessation du long effacement de la France, à la renaissance du rôle moral glorieux qu'elle avait joué à travers le monde. Quelle réalité répondait à cette noble attente? Un gouvernement dénué de tout idéal, se méfiant de la nation, timide à l'extérieur jusqu'à la faiblesse : l'émeute lui cachait le monde. Rien ne peut décrire l'angoisse, l'abattement des âmes à la nouvelle des événemens de Pologne, au spectacle de l'inaction de la France. Quinet étouffe à Paris; il veut partir, il part : « Sans vous, Paris me dégoûterait, » écrit-il à Michelet. « Je suis si dégoûté de ces journaux que j'ai besoin d'aller respirer quelque temps un autre air. » Quel cri de douleur il poussera, en apprenant à Grünstadt, en septembre 1831, l'agonie de

la Pologne, la chute de Varsovie! « La France a bu le sang de la Pologne! » Cri injuste, sans doute : mais pour lui, comme pour tant d'autres, c'était la honte, l'humiliation suprême de la France; il la vit, dans un éclair, impuissante, abaissée devant le monde; et il vit avec terreur une nation voisine, jeune, ardente, toute prête à relever l'épée de la France, à recueillir l'héritage glorieux qu'elle laissait tomber en décadence.

C'est dans cet état d'inexprimable souffrance qu'il part, à la fin d'août, pour Heidelberg. Il a pour oublier, — du moins, il l'espère, — l'Allemagne, sa « chère Allemagne, » et l'amour. Mais ce qui l'attendait, c'étaient de nouvelles douleurs.

L'Allemagne n'était plus ce doux pays de pastorale, où, jeune étudiant, il promenait, quatre ans auparavant, ses illusions et ses rêves. « Les choses ont très changé depuis que nous avons quitté ce pays, » écrit-il en octobre à Michelet. L'Allemagne n'avait plus les regards tournés vers la France; les populations des bords du Rhin qui, à l'époque du voyage de Cousin, attendaient, espéraient les Français, déçues par la politique du nouveau gouvernement, ne comptaient plus sur la réunion de la rive gauche à la France. Déjà elles se ralliaient à la puissance ambitieuse qui, du fond de son lointain Brandebourg, avec une patience, une ténacité inlassable, travaillait à grouper autour d'elle toutes les forces germaniques. Par crainte de la propagande révolutionnaire, les ennemis de la liberté exploitaient les déceptions de ces provinces : l'abandon, la cordialité, l'amour de la France, avaient fait place à la froideur, à la méfiance.

Première déception pour Quinet. Mais le coup le plus douloureux lui vint de la famille de sa fiancée. Il avait jadis uni en elle son amour de la France et de l'Allemagne : le père de Minna Moré, cet honnête tabellion de village, n'avait-il pas été l'ami de Rewbell et de Desaix? N'était-il pas, de cœur, resté Français? Mais, en septembre 1831, Edgar Quinet rencontra, au foyer de celle que déjà il considérait comme sa femme, trois personnages nouveaux, trois beaux-frères tudesques, hostiles à la France, l'un surtout qui, après quelques mois de mariage, avait perdu sa jeune femme, et qui avait pris, par ses tendances piétistes et son étroit fanatisme, la plus grande influence sur Minna et ses sœurs. Détestant la France et les Français, il avait fini par persuader à la pauvre Minna qu'une

nature française, passionnée comme celle de Quinet, ne pouvait trouver le bonheur auprès d'une nature allemande, religieuse et mystique. Sa prédication incessante porta ses fruits. A la fin d'octobre 1831, Minna rendait à son fiancé sa parole (1).

Au fond, nos plus grandes découvertes morales sont le résultat de nos crises intérieures; c'est à cette occasion que nous soulevons le voile qui cache à nos yeux la réalité. Ce fut, pour Quinet, une heure d' « agonie. » Il vit cette Allemagne, qu'il avait tant aimée; il vit ce qu'il avait ignoré d'elle : son mysticisme, son orgueil, le mépris, la haine de la France. Sans doute, il ne s'agissait, en apparence, que d'un incident banal : un mariage rompu. Mais il n'existe pas, pour un esprit supérieur, d'événement vulgaire. Derrière le piétiste beau-frère, Quinet aperçut toute la jeune Allemagne, infatuée d'elle, persuadée de sa supériorité sur la France ; et il vit ce qu'il n'avait pas vu jusqu'alors, ce que personne n'avait vu : le fossé infranchissable entre deux peuples, entre deux âmes : « Mais toi, pays d'Allemagne, va, je dirai sans mentir comme tu m'as rendu mon amour pour toi en fiel, en noires insomnies, en douloureuses journées. T'en souviens-tu seulement, quand je gisais sur le bord de ton chemin, évanoui dans ma douleur? Au fond de ta science, ah! que la nuit alors était noire (2)! » L'histoire de Quinet, c'est l'histoire de la France.

Désormais, le charme est rompu : il voit, il sait. Mais il a un devoir : il veut prévenir la France.

Ce fut dans ces jours de détresse, quand tout sombrait en lui, et l'espoir et l'amour, la foi dans une France plus grande et plus belle, protectrice du droit et de la liberté, la foi dans l'Allemagne, sa seconde patrie, la foi dans la femme que son cœur avait choisie; ce fut alors, au mois d'octobre 1831, que tout d'une traite il écrivit à Grünstadt sa célèbre brochure, « avec son sang et ses larmes. »

Rien de plus émouvant que sa correspondance avec Michelet, à la fin de 1831. En octobre, il lui annonce sa brochure « sur les rapports politiques de la France et de l'Allemagne. » « Vous recevrez au premier jour le manuscrit. » Michelet le reçoit.

(1) Elle revint à lui plus tard; Edgar Quinet épousa Minna Moré en décembre 1834. Ce mariage, le séjour prolongé qu'il fit avec sa femme à Bade, à Heidelberg, le firent pénétrer plus profondément encore dans la connaissance de l'Allemagne.

(2) Edgar Quinet, *Ahasverus*.

s'épouvante. Il y a des phrases qui lui donnent le vertige : « La France a bu le sang de la Pologne... Un homme va sortir de la Prusse ! » « Il ne faut pas faire, répond-il, des prédictions si précises. » Quinet est candidat à des fonctions universitaires : que pensera le gouvernement? Il faut qu'il adoucisse sa brochure. Mais Quinet s'obstine : « Je me suis fait de cette publication une affaire de conscience... Je crois faire l'œuvre d'un bon citoyen en ne déguisant rien de ce qui peut menacer notre pays... Mon ami, je vous respecte, je vous aime plus qu'un frère : croyez qu'il faut des raisons impérieuses pour me décider à vous résister. » Buloz accepte de publier l'article dans la *Revue des Deux Mondes* avec des coupures. Soit! Mais il faut que la brochure paraisse : « Il faut qu'elle soit imprimée telle quelle! Il faut que ma pensée ait un organe. Faites-moi donc imprimer, quoi qu'il arrive. » Michelet est malade d'inquiétude : « Mon ami, lui écrit-il, votre brochure est violente et terrible! Elle m'a ôté le rire pour dix ans. » Il supplie Quinet de supprimer trois alinéas. Quinet s'indigne de ces retards : « C'est ma foi, répond-il ; je puis dire aussi que c'est mon sang. » Enfin, en dépit de ses « sages amis, qui trouvent ces pages trop téméraires, » l'article paraît le 1er janvier 1832, dans la *Revue*, avec les coupures (1); la brochure, publiée chez Paulin, rétablira les passages supprimés. Quinet respire. En mai 1832, il part pour l'Italie, il va chercher la paix et l'oubli.

Mais sa tâche n'est pas finie. Inlassablement, pendant dix ans, de 1832 à 1842, dans une série d'articles admirables, parus ici même, sur *l'Allemagne et la Révolution*, sur *l'Art en Allemagne*, sur *Henri Heine*, sur *la Teutomanie*, dans des poésies comme les *Bords du Rhin* ou comme *Le Rhin*, cette belle réponse à *la Marseillaise de la Paix* de Lamartine, dans des brochures d'une éloquence enflammée comme « *1815-1840*, » il n'a cessé de prédire l'avenir. Il a recommencé en 1867, après Sadowa (2). Que ne l'avons-nous écouté ? Mais « les peuples, comme les individus, ne veulent pas qu'on les avertisse trop tôt ; il leur plaît de vivre au jour le jour. Malheur à qui leur montre d'avance le péril, où il leur plaît de tomber ! »

Revenons du moins en arrière ; écoutons cette voix prophé-

(1) Titre : *De l'Allemagne et de la Révolution — Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1832.

(2) *France et Allemagne*, 1867.

tique, et disons avec elle : « Comprendre un événement, c'est le dominer, c'est vaincre la fortune. »

IV

Le grand mérite d'Edgar Quinet, c'est d'avoir compris du premier jour, dès son premier article, l'idée qui domine tout le débat entre la France et l'Allemagne : c'est l'avenir de la civilisation.

La France, dit-il, a une mission civilisatrise : elle a « l'instinct de la civilisation. » C'est cet instinct qui fait la grandeur de son histoire, comme le sentiment de l'art en Italie, comme la science en Allemagne. Renoncer à cet instinct, pour elle c'est mourir. C'est justement la raison du procès que Quinet et l'élite de sa génération avec lui font au gouvernement de Juillet : ce gouvernement semble abdiquer sa mission civilisatrice, s'enfermer dans ses frontières et s'interdire tout regard au dehors. Rapidement, c'est pour la France la déchéance et la mort. Inutile de se leurrer de cette idée, commune à tant de Français, que l'initiative de la civilisation est la « propriété inaliénable de la France. » A chaque révolution du genre humain, cette initiative « aspire à se dégager du sein des vieilles races. » Elle a passé de la Grèce à Rome, de Rome à Byzance, puis en Italie, en Espagne, puis en France ; et maintenant une « race d'hommes s'organise dans le Nord, » jeune, ambitieuse, qui monte à l'assaut et veut son tour.

On ne sait ce qu'il faut le plus admirer chez Quinet de ce sens de l'histoire, ou de l'intelligence, plus rare encore, des événemens contemporains. A ses yeux, ce n'est pas l'Empire qui a été vaincu en 1815 : c'est la France, c'est la Révolution, c'est la Liberté qui a succombé « dans les champs de Waterloo. » Il fait justice du sophisme qui, trop longtemps, avait trompé les hommes de sa génération. La France porte le poids de la défaite ; depuis ce temps, la « couronne de la civilisation » traîne par terre ; un peuple audacieux s'apprête à la ramasser pour la mettre sur sa tête. C'est une orientation nouvelle du monde qui se prépare, la « substitution de l'ère germanique à l'ère des peuples latins et catholiques relégués désormais sur un plan inférieur (1). »

(1) Cette formule est de 1867, dans *France et Allemagne;* mais l'idée ressort avec clarté déjà du premier article, celui de janvier 1832.

Mais à ce grand projet la France est l'obstacle : il faut achever de détruire la vieille nation, qui ne veut pas mourir. Que de fois on l'a crue expirante ! En 1792, quand les armées prussiennes envahissaient son territoire, pensant faire jusqu'à Paris une simple promenade militaire ; en 1814 et en 1815, après deux invasions, des défaites terribles, la prise de sa capitale. Et, toujours, cette prétendue morte sortait de son tombeau, se dressait sur ses pieds, étonnait le monde !

Maintenant l'occasion semblait favorable. Sous la Restauration, nous étions protégés « par l'ombre de l'Empire ; » l'Europe se souvenait de nos victoires. Mais aujourd'hui la France se faisait humble, modeste ; elle se désintéressait du mouvement du monde. « Il faut, écrit Edgar Quinet, avoir vécu à l'étranger pour consentir à ajouter ce qui me reste à dire. Chez nous, quoi qu'il arrive, *nous sentons battre le cœur du pays*, et s'il se tait aujourd'hui, nous pensons en nous-mêmes : « C'est pour demain. » Sous le pouvoir qui l'ignore, nous sentons une nation invisible, tant elle est près de terre. Mais au dehors, l'Europe qui nous mesure par l'action du pouvoir, après s'être exagéré son péril, s'exagère sa bonne fortune à elle. Il faut la voir chez elle se lever chaque matin, peuple et rois, pour regarder si la France n'est pas encore à terre, si ses provinces ne se sont pas détachées dans la nuit... La pression sociale de la France sur le reste de l'Europe ayant manqué tout d'un coup au monde politique, on s'y épuise au dehors en mille conjectures pour savoir comment ce grand pays a disparu et ce qui va se montrer à sa place. Ne craignez plus les haines : c'est un immense apitoiement sur une si étrange défaite. *On n'en demandait pas tant, tout cela n'était pas exigé; on aurait pardonné à moins;* car il faut bien que ceux qui le savent en avertissent tout haut ceux qui l'ignorent... Vous ne pouvez descendre dans la rue et secouer vos pieds à votre porte, sans que votre hôte ne dise à son voisin : « Or ça, c'est la poussière de la France (1). »

Ce mépris succédant à la crainte, cet « immense apitoiement » sur notre pays, cette joie à peine dissimulée, ces ambitions, ces espoirs, Quinet en avait été témoin en 1831, dans son dernier voyage au delà du Rhin ; on ne peut douter que ces pages, écrites en octobre, n'en soient l'écho. C'est l'Allemagne

(1) *De l'Allemagne et de la Révolution*, 1er janvier 1832.

dont il parle, c'est l'Allemagne qu'il désigne; une fois de plus, elle croyait la France morte : elle ne sentait pas *battre son cœur*. Et Quinet s'écriait, dans une révolte de son âme : « Eh! Messieurs, je vous le jure, mon pays n'est pas mort; il vit, n'en doutez pas! » Mais d'où lui venait ce sentiment du péril, qui menaçait la France et la civilisation française? Non pas seulement de son sens historique, ni de ses conversations d'outre-Rhin, mais de la connaissance profonde qu'il avait de l'Allemagne, de ses penseurs et de ses poètes.

De toutes les erreurs que l'on avait commises au sujet de l'Allemagne, la plus surprenante assurément était de croire tout le génie de ce peuple « noyé dans l'infini » de la pensée, sans jamais aspirer à l'action. Nous avions oublié le mot de Fichte : « L'action et la pensée d'une seule pièce forment un tout inséparable. » Nous qui avions vu, en France, à la fin du XVIIIe siècle, les idées se transformer en actes, la Révolution couronner l'œuvre de nos philosophes, nous nous imaginions naïvement qu'en Allemagne les choses pouvaient se passer de façon différente. C'est ce que Quinet remarquait dans son premier article, avec un esprit philosophique et un sens de la réalité très rares chez ses contemporains : « Nous qui sommes si bien faits, écrivait-il, pour savoir quelle puissance appartient aux idées, nous nous endormions sur ce mouvement d'intelligence et de génie, nous l'admirions naïvement, pensant qu'il ferait exception à tout ce que nous savons, et que jamais il n'aurait l'ambition de passer des consciences dans les volontés, des volontés dans les actions et de convoiter la puissance sociale et la force politique. Et voilà cependant que ces idées, qui devaient rester si insondables et si incorporelles, font comme toutes celles qui ont jusqu'à présent apparu dans le monde, et *qu'elles se soulèvent en face de nous comme le génie même d'une race d'hommes.* » On ne saurait mieux dire, ni montrer avec plus de force et de justesse la solidarité profonde qui unit l'Allemagne intellectuelle à l'Allemagne politique, et que ce ne sont pas deux pays différens, mais que ce sont deux formes d'un même génie, d'une même âme.

Mais, au temps même où il écrivait, c'est-à-dire en 1831, Quinet faisait remarquer que ces philosophes, tant admirés, étaient fort mal connus en France; que Victor Cousin n'avait guère fait que rassembler au hasard des idées contradictoires,

et qu'il y avait dans Kant, Fichte et Hegel tout autre chose que ce qu'il avait cru y voir. Il montrait qu'un profond abîme sépare la pensée allemande de la pensée française, et qu'on ne peut juger vraiment la portée exacte d'une philosophie que dans le pays où elle est née, où elle a jeté ses racines, où elle trouve dans le sol dont elle est indigène « ses correctifs et ses complémens nécessaires. » C'était indiquer admirablement les données d'un problème, qu'on n'avait pas soupçonné avant lui. Quant à l'étrange idée que les philosophes et les poètes de l'Allemagne s'étaient contentés d'écrire ou de chanter pour eux-mêmes et que jamais leurs idées ne s'étaient transformées en actes, Quinet répondait qu'ils avaient tout simplement révélé le peuple allemand à lui-même. C'est dans l'œuvre d'un Kant, d'un Schiller ou d'un Gœthe que ce peuple avait pris conscience de son génie et de ses destinées; c'était ce génie des lettres et des arts qui avait, pour la première fois à la fin du XVIIIe siècle, donné à l'Allemagne le sentiment de son unité nationale. Qu'est-ce qu'un grand philosophe, qu'est-ce qu'un grand poète, sinon l'homme dans lequel s'incarne le génie de la race? L'œuvre d'un Kant, inspirée de l'autorité de la conscience, du profond sentiment du devoir, n'était-elle pas allée au cœur de la vieille Allemagne? N'est-ce pas là, en partie, qu'elle avait puisé son renoncement à l'égoïsme, son dévouement à la patrie (1)? Et Schiller, pour ne prendre que cet exemple, le plus allemand de tous les poètes, n'avait-il pas exalté le sentiment religieux, le mysticisme de la race? L'art avait été vraiment, dans cette Allemagne morcelée de la fin du XVIIIe siècle, ce qu'il avait été jadis chez les Grecs : une force sociale, un lien politique; on se sentait « unis, inséparables dans un poème de Gœthe, dans un drame de Schiller (2). » C'est ainsi que s'étaient fondées dans les âmes les solides assises de l'unité allemande : les écrivains avaient préparé l'œuvre des politiques.

Mais l'aveuglement en France était tel, que l'on avait méconnu ce grand fait historique. Nos écrivains sous l'Empire invitaient l'Allemagne à secouer le joug intellectuel de la France! Il y avait longtemps que l'Allemagne avait secoué ce joug; et, par un phénomène contraire, c'était nous maintenant qui portions le

(1) Cf. Lévy-Bruhl, l'*Allemagne depuis Leibniz*, et notre ouvrage sur *Mme de Staël et Napoléon*.

(2) *De l'Allemagne et de la Révolution*.

joug de l'Allemagne. Nul, plus clairement que Quinet, n'a signalé l'une des conséquences, et la plus grave, de cette aveugle soumission. Le disciple et l'admirateur de Cousin, revenu de ses illusions, a osé dire, dès 1836, de la réforme philosophique prônée par le maître qu'elle avait peu à peu, sans que nous nous en doutions, « envahi et sapé nos propres traditions. » De la philosophie elle avait passé à la littérature. C'était un étrange spectacle que celui d'une nation, qui si longtemps avait été la première dans le domaine de la pensée, prenant une sorte de plaisir morbide à se dénigrer, à se rabaisser, à renier le glorieux héritage du XVIIe siècle, sa grandeur et sa force dans le monde. Elle faisait bon marché de cette vérité « de simple honnêteté historique, » qu'un Allemand devait lui rappeler plus tard : « Tout ce que l'Europe a connu de *noblesse*, — noblesse de la sensibilité, du goût, des mœurs, noblesse dans tous les sens élevés du mot, — tout cela est l'œuvre et la création propre de la France (1). » Cet oubli de la tradition, cette abdication du génie français, cette invasion des idées étrangères mal comprises, qui ressemblait si peu à la sympathie calme et raisonnée de l'esprit, devaient aboutir, si l'on n'y prenait garde, à cette conclusion logique : l'effacement de la France. Au profit de qui? sinon de la nation, de la race, dont nous nous proclamions humblement les disciples, qui ne pardonnait pas à la France l'admiration que jadis elle avait eue pour elle, et qui, dans l'infatuation de sa supériorité intellectuelle et morale, n'avait plus qu'une ambition, qu'un espoir : prendre sa place dans le monde?

C'est ainsi que le double effacement de la France, dans le domaine de la politique et dans le domaine de la pensée, amena Quinet à cette conclusion que ce qui était en péril, c'était son rôle civilisateur. Autant dire : son existence.

V

La France ignorait ce péril, le plus grand qu'elle eût couru depuis des siècles; elle ignorait le sourd travail qui s'accomplissait en Allemagne, la « pensée profonde, continue, nécessaire qui travaillait ce pays et le pénétrait en tous sens : » l'unité nationale.

(1) Nietzsche, *Par delà le Bien et le Mal.*

Cette pensée n'était pas nouvelle. Pour la première fois, à la fin du XVIIIe siècle, l'Allemagne avait pris conscience d'elle-même dans le génie de ses poètes et de ses philosophes. Mais après le génie des lettres, le second pouvoir qui avait achevé de rallier l'Allemagne, c'était Napoléon; « le lien que la poésie et la philosophie avaient préparé au fond des âmes, « il l'avait cimenté à sa manière par le sang et l'action, au grand jour de l'histoire. » Sa main puissante avait modelé le chaos germanique; elle avait condensé cette poussière d'électorats et de principautés ecclésiastiques, créé la Confédération du Rhin, supprimé cette lourde et antique machine, aux ressorts grinçans et rouillés, du Saint-Empire. Par ses généraux, ses préfets et ses rois, dans le royaume de Westphalie comme dans les grands-duchés de Berg et de Francfort, Napoléon avait fait connaître à l'Allemagne, un peu rudement parfois, les bienfaits de l'administration française, alors la première de l'Europe. Il lui avait révélé ce grand secret, qu'elle ne devait plus oublier : l'Organisation, s'appuyant sur la Force. Et il lui avait versé aussi ce breuvage enivrant : la Gloire. Il avait enrégimenté ses peuples dans sa Grande Armée; il avait entraîné dans les steppes de Russie Saxons, Wurtembergeois, Bavarois, Prussiens, avec les fils de la Révolution, avec les soldats de la France. Il avait forgé de sa main l'épée de l'Allemagne. Un jour, à Leipzig, cette épée s'était retournée contre lui, contre la France; elle l'avait vaincu en 1814, vaincu en 1815, à Waterloo. Depuis ces jours mémorables, l'Allemagne était ivre d'action, ivre de la joie « de s'être mêlée une fois au grand mouvement du monde. » Elle s'était éveillée définitivement de son sommeil léthargique, en se heurtant au « poitrail du cheval de l'Empereur. »

Alors que la France se l'imaginait absorbée dans son rêve poétique, elle marchait résolument vers la puissance. Il lui restait une troisième étape à accomplir. En ce moment même, sous les yeux de la France inattentive, elle faisait un pas gigantesque vers l'unité politique. Un obstacle empêchait la vie de circuler dans ce grand corps, maintenait une foule de petites nations impuissantes, opposées, rivales : c'étaient les douanes. Il fallait abaisser, d'État à État, ces barrières prohibitives, qui arrêtaient la plus grande Allemagne. Dès 1828, la Prusse avait conclu l'union avec la Hesse-Darmstadt; en 1833, elle y faisait entrer la Bavière et le Wurtemberg. Cette même année 1828,

les États du Centre formaient le Mitteldeutscher Handelsverein. Enfin, la dernière étape avait été franchie : le 1er janvier 1834, le Deutscher Zollverein, qui englobait presque tous les États allemands, était constitué; ceux qui restaient en dehors, comme le grand-duché de Bade et le duché de Nassau, devaient y adhérer peu d'années après.

Voilà le grand événement qui, chose à peine croyable, passait presque inaperçu en France à cette époque : l'unité commerciale préparait l'unité politique. Quinet, du moins, l'avait compris. Il avait senti le long frémissement de joie, qui avait couru à travers l'Allemagne, deviné les « longs espoirs et les vastes pensées. » « Depuis que cet événement important est consommé, écrivait-il, les Allemands sont convaincus qu'ils sont le peuple pratique par excellence, et qu'*il ne leur reste plus qu'à saisir la couronne universelle* (1). » C'était fini, et bien fini, de l'Allemagne idéaliste des poètes et des penseurs. « L'idéalisme se meurt, » avouait le vieux philosophe Daub, un ami de Quinet. Ou plutôt, cette terrible force d'idéalisme, l'Allemagne maintenant la dirigeait vers l'action (2). Elle avait « l'effroi de retomber dans la vie contemplative; » elle voulait sa part du pouvoir, de la richesse, des biens de ce monde. Évolution naturelle, qu'il eût été sage de prévoir. Et maintenant c'était une nouvelle Allemagne qui surgissait, qui effaçait l'ancienne : l'Allemagne de l'industrie et du commerce, des hommes d'affaires et des politiques, fière de son esprit pratique, marchant à la conquête du monde.

Cette Allemagne-là, qui donc la soupçonnait en France? Ce n'était pas assurément l'ami de Quinet, Michelet. L'année même qui suivit la conclusion du Zollverein, en 1835, s'adressant à son jeune auditoire de l'École normale, il s'exprimait en ces termes : « Comme Parceval, l'Allemagne aussi aspire à l'isolement, ou du moins elle souffre tout, *hormis qu'on trouble son repos et qu'on la dérange dans ses méditations* (3). » L'opinion de Michelet, c'était, hélas! celle de nos plus illustres penseurs, de nos plus grands poètes; c'était celle de la France.

Mais à cette œuvre de l'unité nationale il fallait un chef;

(1) *De la Teutomanie*, 15 décembre 1842.

(2) « Nous sommes devenus des idéalistes réalistes. » *Gazette de Lausanne*, du 6 mars 1916: lettre du pasteur D..., de Berlin.

(3) G. Monod, *Jules Michelet*.

à ces peuples qui se cherchaient il fallait un peuple qui se mît à leur tête, ambitieux, ardent, moins sentimental, dressé à l'usage de la force et de la ruse, sachant concilier le goût des spéculations infinies et le souci des intérêts matériels, — un peuple philosophe, guerrier et diplomate, qui donnât à l'Allemagne ce dont elle était le plus avide : l'action. Ce peuple, elle le chargeait de ses ambitions, de ses rancunes, de ses rapines, de ses ruses, de sa diplomatie, de sa violence, de sa gloire, « se réservant à elle l'honnête et obscure discipline des libertés intérieures (1). » Il avait combattu, ce peuple, le vieil ennemi héréditaire ; il l'avait vaincu à Rosbach, à Waterloo ; il portait « à sa ceinture les clefs de son territoire ; » il « gardait dans sa geôle la fortune de la France. » Ce peuple, c'était la Prusse. Il faut relire ces pages prophétiques, écrites en octobre 1831 ; il faut s'en pénétrer, il faut en faire notre pensée à nous, notre conviction intime, si nous voulons comprendre le sens des événemens contemporains et chasser de notre esprit de misérables sophismes. Non, la Prusse n'a pas corrompu l'Allemagne ; elle a seulement « compris les aspirations allemandes (2). » L'Allemagne tout entière, d'un grand élan, s'est tournée vers elle ; elle a mis de côté les vieilles rivalités, les antiques rancunes ; elle s'est donnée à la Prusse, parce que la Prusse pouvait lui donner le monde. Mais il fallait d'abord abattre la France. Le « long affront des traités de Westphalie » saignait encore au cœur de l'Allemagne. Une première fois, la Prusse avait lavé cet affront ; elle avait pris, en 1815, la province du Rhin, Cologne, Mayence, Trèves, constitué une « marche » contre la France. Elle était « loin de croire, pour sa part, que des frontières reconquises ne soient que des champs ajoutés à des champs ; » elle savait « qu'une cause entière et l'honneur d'un pays germent ou se flétrissent, selon son gré, avec l'herbe de ce sol. » Et maintenant, l'Allemagne, joyeuse, se rangeait derrière elle, la pressait d'achever son œuvre : elle la « *poussait lentement et par derrière au meurtre du vieux royaume de France* (3). »

Ainsi, dès 1831, dans un éclair de génie, Quinet avait vu l'inexorable avenir ; mieux que beaucoup de nos contemporains,

(1) *De l'Allemagne et de la Révolution.* — *Revue* du 1er janvier 1832.
(2) Ce mot est de Barthélemy Saint-Hilaire.
(3) *De l'Allemagne et de la Révolution.*

il avait vu l'acte prémédité, non d'une nation, non d'une dynastie, non d'une caste, mais de toute une race. Volontairement, cette race acceptait les rudes disciplines, les durs labeurs, que le peuple élu, que la Prusse exigerait d'elle : le prix était la conquête du monde. « Un homme va sortir de la Prusse ! » Ce cri d'alarme, qui effrayait la prudence d'historien de Michelet, Quinet à la prière de son ami l'avait effacé de sa brochure. Et cependant, il était né, cet homme, l'année de notre défaite, l'année de Waterloo (1), en pleine marche de Brandebourg, à Schœnhausen, d'une famille de hobereaux prussiens; il était, en 1832, à l'Université de Gœttingue, où il menait la vie grossière des étudians de son pays. Mais dans ce junker batailleur et débauché, qui se vantait plus tard de n'avoir, en dix-huit mois, suivi que deux heures de cours, vivait le terrible génie de la Prusse : Otto de Bismarck était l'élu du Destin. Tant il est vrai que les circonstances produisent infailliblement les hommes. C'est le grand mérite d'Edgar Quinet de l'avoir compris; et ce qu'on nomme son sens prophétique n'est peut-être qu'un sentiment plus intime des réalités et des grandes lois historiques qui nous gouvernent.

Si Quinet n'a jamais partagé l'illusion de ceux qui voient dans la Prusse la puissance corruptrice de la « candide Allemagne, » il ne pensait pas davantage que la démocratie allemande pût jamais s'opposer aux desseins ambitieux de la Prusse. Il savait que les mots analogues ont, de peuple à peuple, des sens très différens, et que la démocratie allemande, née d'hier, jeune, ardente, avide et, par-dessus tout, germanique, n'a rien de commun avec notre vieux socialisme français, issu du XVIIIe siècle et de la Révolution, épris de liberté et de justice, unissant dans un même amour la France et l'humanité tout entière. La démocratie prussienne s'entendait à merveille avec un despotisme intelligent, remuant, « fait à sa taille, » qui lui donnait ce qu'elle exigeait avant tout : l'action. Elle était elle-même conquérante, réclamait les provinces d'Alsace-Lorraine, se plaignait qu'on n'eût point, en 1815, « gardé le renard, quand on le tenait dans ses filets. » Au fond, cette démocratie avait le despotisme dans le sang : entre elle et le militarisme prussien, l'accord était facile. Edgar Quinet le résumait dans

1. En 1815.

cette formule, qui n'a rien perdu de son actualité : « Entre le peuple et le pouvoir, *il y a une entente secrète pour ajourner la liberté* (1). »

Ce mouvement irrésistible, qui emportait l'Allemagne dans les voies de son unité nationale, eût été, après tout, légitime, s'il n'eût revêtu une forme haineuse, agressive à l'égard des autres nations, en particulier de la France, et s'il n'eût visé ouvertement à la domination universelle. « L'Allemagne, par-dessus tout ; » telle était la pensée plus ou moins secrète de l'Allemagne, et cela bien avant que cette insolente formule fît le tour du monde Ce culte exclusif de l'Allemagne avait trouvé son expression dans une religion particulière, qui avait ses fidèles, ses rites et ses dogmes et qu'Edgar Quinet a parfaitement définie dans son article de la *Revue* du 15 décembre 1842 (2). C'est ce qu'il nomme la « Teutomanie, » et les symptômes de cette étrange maladie se retrouvent aujourd'hui dans le pangermanisme. On en jugera par cette rapide analyse.

Le premier caractère de cette maladie et celui qu'on trouve à la base, c'est une vanité démesurée, énorme, qui ne ressemble en rien au calme orgueil des Anglais ou des Castillans : vanité de parvenus et de derniers venus dans la civilisation, susceptibles, hargneux, irritables, et cela d'autant plus que, matériellement et spirituellement, ils ont porté longtemps le joug des nations voisines et qu'ils veulent en effacer jusqu'au souvenir : « Ces hommes, dès qu'on ne les admire pas les yeux fermés, sont tout prêts à croire que vous cédez à une conspiration ourdie contre eux : de là, ce ton de haine corrosive et ce *chant de vautour*, pour peu que vous mettiez de réserve dans votre enthousiasme (3). » L'Allemagne est infatuée de sa culture. De cette infatuation nous sommes un peu la cause : nous nous sommes prosternés devant le génie de l'Allemagne, et alors « l'encens imprévu a obscurci le front du penseur : l'ivresse a commencé. » Ces lignes sont de 1842. L'ivresse a duré plus d'un demi-siècle, elle dure encore. Mais, ce n'est plus seulement la France, c'est, après 1870, le monde entier qui a vécu à genoux devant l'Allemagne.

De cette vanité et de cette infatuation procède le second

(1) *De l'Allemagne et de la Révolution.*
(2) « *De la Teutomanie.* » — *Revue* du 15 decembre 1842.
(3) *De la Teutomanie.*

caractère. « On a cherché quelle grande pensée on portait en soi pour renouveler le monde : on a trouvé la *teutomanie*. » Entendez : la germanisation à outrance de l'univers. L'Allemagne, qui veut hériter de la France, est impuissante à recueillir cet héritage : elle redoute les idées de liberté, qui forment son plus clair trésor. Repliée sur elle-même, absorbée dans la contemplation de sa propre supériorité, elle est incapable de montrer « quelque noble initiative » désintéressée pour le reste de l'Europe. Son patriotisme rétréci, égoïste et farouche, ne pouvant s'élever jusqu'à l'idée d'humanité, a décidé de ramener l'humanité à lui-même par tous les moyens, science, commerce, industrie, sans en exclure la Force. Une telle idée est, d'ailleurs, conforme au mysticisme de la race élue de Dieu et à la croyance de tout bon Allemand; elle se résume en cette formule : « Dieu nous a appelés à civiliser le monde. »

Civiliser, soit ! Mais, en tout cas, pas par l'amour. Le caractère dominant de la teutomanie, c'était la haine : haine « corrosive » de tout ce qui n'était pas allemand, et surtout de la France. L'inintelligence à l'égard de ce pays allait en Allemagne jusqu'aux dernières limites. Y avait-il un seul de ces illustres penseurs, tant vantés, qui eût écrit sur notre XVIIe siècle une page juste et mesurée? Le père de la philosophie moderne, le grand Descartes, n'avait pas été jugé digne de figurer en effigie avec les autres philosophes sur les murs de l'Université de Bonn. Mais, en revanche, l'Allemagne n'avait pas encore pardonné à la France les traités de Westphalie, la dévastation du Palatinat sous Louis XIV, la cession des provinces d'Alsace et de Lorraine ! Mieux encore : un homme « distingué » d'outre-Rhin et « plein de modération, » à qui Edgar Quinet demandait ce que voulait l'Allemagne, lui répondait avec candeur : « Revenir au traité de Verdun entre les fils de Louis le Débonnaire. » Si cet homme « modéré » s'exprimait ainsi, qu'était-ce des autres? L'histoire n'est pas pour ce peuple, qui « rumine longtemps ses souvenirs, » l'étude impartiale de la vérité ; elle est l'arsenal où l'Allemand fourbit, sans se lasser, ses rancunes et ses haines.

Le plus curieux exemple qu'en cite Quinet est ce *Manuel de l'histoire universelle* du « très célèbre docteur Leo, » ancêtre de nos actuels pangermanistes. Dans un parallèle entre les deux races, celtique et germanique, l'auteur montrait l'une

toujours mue par un « instinct bestial » *(thierischen Triebes)*, l'autre par « l'impulsion d'une pensée sainte et sacrée » *(heiligen Verhältnisses, heiligen Gedanken)*. Le peuple français était un « peuple de singes » *(Affenvolk)*, Paris la « vieille maison de Satan » *(das alte Haus des Satans)*, la prise de la Bastille une « comédie, » Mme Roland une « caricature, » Necker un idiot, — qu'aurait dit Mme de Staël ? — Quant à Louis XVI, il avait été « justement supplicié par Dieu à cause de sa bêtise... » Sans doute, tous les lettrés d'outre-Rhin ne s'exprimaient pas à la façon du docteur-professeur Leo ; mais tous avaient, au fond, le mépris de la France. Le service éminent que les sots rendent à la vérité, est de dire ouvertement et crûment ce que d'autres, par pudeur ou par politique, cachent au fond de leur cœur. Y a-t-il donc si loin des appréciations de ce pédant germanophile au jugement que, en mai 1830, le vieil ennemi de la France, le baron de Stein, formulait en ces termes : « Je ne me fie pas au bon sens et à l'intelligence du peuple français ; car il est mobile, égoïste, vain, sans instruction et sans courage (1) ? » Il y avait beaucoup de barons de Stein en Allemagne.

La haine de la France ! Mais elle était partout. La presse, « ce grand levier de calomnies et de corruption (2), » bâillonnée par la censure pour tout le reste, avait déjà « liberté absolue de tout dire, inventer, imaginer sur la France. » Elle apprenait au peuple allemand que Ney avait été assassiné par le peuple français et que George Sand s'appelait de ce nom par sympathie pour le meurtrier de Kotzebue. La « teutomanie » avait un complément : la gallophagie. Quinet a tracé du gallophage un portrait qui n'a pas vieilli. Il le montre à l'école, à l'Université, en voyage, sur le sol de cette France, où il pénètre, soupçonneux et méfiant, jette « un regard sinistre sur les conducteurs de diligences, les estaminets et les institutions du royaume. » Ne vous fiez pas à sa politesse, trop affectée pour être sincère : « Au même instant, il vous lèche en français et vous écorche en allemand. » Ce personnage candide, sournois, bilieux, de modernes humoristes ne l'ont pas inventé : il est une des institutions de l'Allemagne moderne.

Ce qu'il y a de plus remarquable peut-être dans cette étude célèbre de la Teutomanie, c'est que cette maladie est décrite

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1835, article de Lerminier : *Au delà du Rhin*.
(2) Lettre de Quinet à Léon Faucher, de 1837.

sans passion et sans haine. Au contraire, l'auteur la déplore. Marié à une Allemande, ayant aimé lui-même l'Allemagne du plus sincère amour, il voit avec mélancolie cette rapide évolution de l'esprit national, cette déformation de tout un peuple « sage et laborieux, qui s'étonne presque autant que nous de tout ce qu'on lui fait dire. » La gallophagie n'était pas tant le fait de la nation allemande que celui de certains intellectuels; mais cette minorité ardente, disciplinée, répandue dans la presse, dans les Universités, obéissant à un mot d'ordre, favorisée du pouvoir, corrompait l'esprit public, creusait l'abîme entre la France et l'Allemagne. Il y avait là un danger pour la France, un danger pour la civilisation. Qui donc allait l'emporter, de l'amour ou de la haine? De cette Allemagne nouvelle, farouchement repliée sur elle-même dans l'admiration de sa force, ou du génie de la France vibrant de sympathie pour l'humanité tout entière? C'est tout plein de ces pensées qu'Edgar Quinet écrivait cette admirable invocation, qui exprime sa foi ardente dans les destinées de son pays : « Poursuis donc ta route, ô mon glorieux pays!... Tu n'emportes pas seulement des peuples, des corps, du sang, de l'or et des voix confondues, mais aussi tout un cortège d'idées, des arts, des cultes et des dieux inconnus, qui se hâtent sur tes pas, comme le cercle des heures sur les pas du matin. »

VI

Cependant, tandis que, de l'autre côté du Rhin, la haine creusait, toujours plus profond, le fossé entre les deux peuples, que faisait la France? Elle oubliait le vieux culte de la patrie, elle s'abandonnait à l'amour du genre humain. C'est à un moment grave de notre histoire, en 1840, quand, à propos de la question d'Orient, une coalition se formait contre la France, qu'Edgar Quinet dénonça le péril. Jamais il ne fut plus éloquent; jamais plus ardent patriotisme ne s'allia à plus de clairvoyance. Il trouva sur sa route l'illustre Lamartine, et le débat courtois, qui s'engagea entre ces deux nobles esprits, est l'un des plus émouvans et des plus instructifs qui sollicitent, maintenant encore, notre attention.

« La France devient la patrie des utopies (1). » C'était là

(1) « *1815-1840,* » Paulin, 1840.

l'autre danger. Le premier, c'était, on le sait, l'indifférence d'un gouvernement se méfiant de la nation, préoccupé avant tout de vivre, oublieux des traditions, qui faisaient à l'extérieur notre grandeur et notre force. Mais, à côté de ce gouvernement né de la liberté et qui craignait la liberté, il y avait un mouvement inquiétant d'idées qui emportait poètes, philosophes, penseurs, vers un idéal chimérique. Jamais les sectes philosophiques et sociales, qui prétendaient renouveler le monde, n'avaient pullulé en France comme sous le règne de Louis-Philippe. Mais toutes avaient un caractère commun : l'absence de sentimens nationaux. « *Au lieu de la France, toutes embrassent le genre humain.* » L'unité des peuples était, comme l'écrivait à la même époque le vieux Chateaubriand dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, la « folie du moment. » Divisés sur d'autres questions, Saint-Simoniens, Phalanstériens, Fouriéristes, Owénistes, Socialistes, Communistes, Unionistes, Égalitaires étaient d'accord sur ce point : la religion de l'humanité devait remplacer le culte de la patrie. Un généreux penseur, un poète, Lamartine, jetait sur ces théories l'éclat de son génie; il lançait l'anathème contre la guerre « ce grand suicide, — ce meurtre impie à mille bras (1) ; » il s'écriait :

Servons l'humanité, le siècle, la patrie ;
Vivre en tout, c'est vivre cent fois !

Trois ans après, l'Europe répondait à cet élan de fraternité et d'amour par la coalition.

Il importe de bien comprendre cet état des esprits, si l'on veut saisir le vrai caractère de l'intervention de Quinet. Au fond, les idées de Lamartine s'accordaient trop avec les sentimens les plus intimes de sa propre nature pour qu'il en méconnût la noblesse. Il admirait ce grand poète, comme il était admiré de lui. Mais il y avait en Quinet ce qui manquait à Lamartine : l'alliance, bien rare en un seul homme, de l'idéal et du réel. L'humanité, personne n'avait pour elle un culte plus sincère, une foi plus profonde en son avenir : le jeune traducteur des *Idées* de Herder n'avait pas renié la religion de sa jeunesse. Mais il aimait l'humanité dans la France, et ce qui met-

(1) *Recueillemens poétiques*, la pièce intitulée *Utopie*.

tait la France en péril lui semblait mettre en péril l'humanité tout entière.

La guerre, il la détestait : il avait vu, enfant, l'invasion et la défaite. Mais il pensait qu'il y a pour une nation un malheur plus grand encore : l'abandon de soi-même, le renoncement à ses destinées. Ce noble amour de la France et de l'humanité lui inspirait ces paroles enflammées, qui ont trouvé dans la France de nos jours un si puissant écho : « Savez-vous supporter, non pas l'ardeur du combat, mais la privation de vos biens, de vos jouissances accoutumées? Surtout les partis, les factions feront-ils trêve un moment, et ce vieux mot de patrie, que personne n'ose plus prononcer, parlera-t-il au cœur des hommes? Dans ce cas, après avoir invoqué votre droit, acceptez la guerre! *Sauvez la France! Sauvez l'avenir! Sauvez tout ce qui périt* (1) ! »

Ce fut la question du Rhin qui mit aux prises, l'année suivante, en 1841, Quinet et Lamartine. Déjà, en 1836, dans des vers trop peu connus (2), Quinet avait évoqué cette frontière du Rhin, qui longtemps avait été le rêve de la France et dont elle semblait maintenant détourner ses regards :

Oui, ces monts sont à nous, notre ombre les domine;
Oui, ces fleurs sont à nous, nous en gardons l'épine;
Oui, ces champs sont à nous, nos morts y sont couchés,
Peuple, rappelle-toi, debout sur ce rivage,
Ainsi qu'un vendangeur qui revient de l'ouvrage,
Quand tu lavais ton front parmi ces joncs penchés...

Mais si tu l'oubliais, le fleuve de ta gloire,
Peuple au long avenir, à la courte mémoire,
Au lieu des chalumeaux, une trompe d'airain,
La nuit, le jour, semblable à celle de l'archange,
Jusqu'à ta sourde oreille où tout s'efface et change,
Immense, porterait l'immense écho du Rhin!

Or, en 1841, un poète allemand médiocre, Nicolas Becker, publiait et dédiait à Lamartine un recueil de poésies, où il avait inséré un chant national, qui avait eu, l'hiver précédent, « un immense retentissement sur les bords du Rhin (3). » C'était la fameuse chanson du *Rhin allemand*. « Ils ne l'auront pas, le

(1) « *1815-1840.* »
(2) Cf. *Allemagne et Italie*, édition de 1839. La pièce est datée d'octobre 1836.
(3) Note de la rédaction de la *Revue* à la *Marseillaise de la Paix*, 1er juin 1841.

libre Rhin allemand, quoiqu'ils le demandent dans leurs cris comme des corbeaux avides... » Dédier ce chant de haine au poète de la fraternité et de l'amour, c'était, pour le moins, une inconséquence qui dut frapper le noble Lamartine. Il répondit par les vers les plus généreux, les plus imprudens aussi qui soient sortis de sa plume : ce fut la *Marseillaise de la Paix*.

On connaît ces vers éclos dans la solitude de Saint-Point et du petit cabinet voûté, où, à l'heure silencieuse du matin gris, avant le lever du jour, le poète écoute les bruits de son âme et le « murmure des forêts, qui viennent tinter et expirer sur ses vitres (1) : » hymne de paix et d'amour, qu'inspire la nature, où éclate tout l'idéalisme de la race, sa force d'illusion et de rêve, qui, dédaigneuse de la réalité, s'élance vers un radieux avenir :

Roule, libre et superbe entre tes larges rives,
Rhin, Nil de l'Occident, coupe des nations!
Et des peuples assis qui boivent tes eaux vives.
Emporte les défis et les ambitions!

Il ne tachera plus le cristal de ton onde,
Le sang rouge du Franc, le sang bleu du Germain...

Comment relire sans un malaise douloureux ces vers que, par deux fois, la réalité devait démentir de la façon la plus tragique? Et notre piété envers la patrie, qui suscite à cette heure tant de silencieux héroïsmes, souffre de cet appel :

Nations, mot pompeux pour dire barbarie,
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas?
Déchirez ces drapeaux; une autre voix vous crie :
« L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie;
La Fraternité n'en a pas! »

Mais il y a mieux à faire qu'à triompher du noble poète. C'est de chercher la cause de son erreur et des illusions, qui ne furent pas seulement les siennes, mais celles de son temps et de la France. La première, ce fut de continuer la vieille légende et de s'imaginer une Allemagne de fantaisie et de rêve, une nation de sages burgraves, loyaux, sincères, généreux et candides :

Vivent les nobles fils de la grave Allemagne!
Le sang-froid de leurs fronts couvre un foyer ardent;

(1) *Lettre à M. Léon Bruys d'Ouilly.*

Chevaliers tombés rois des mains de Charlemagne,
Leurs chefs sont les Nestors des conseils d'Occident.

Leur langue a les grands plis du manteau d'une reine,
La pensée y descend dans un vague profond;
Leur cœur sûr est semblable au puits de la sirène,
Où tout ce que l'on jette, amour, bienfait ou haine,
Ne remonte jamais du fond.

C'était toujours le songe de la France. Mais ce songe devenait, d'années en années, plus redoutable, parce qu'il s'accompagnait d'un autre : celui de la fraternité universelle des peuples. A mesure que l'esprit national s'affaiblissait en France, il grandissait en Allemagne : les temps étaient proches où il allait menacer l'Europe entière et cette civilisation même, dont la France était si fière et dont l'Allemagne supportait impatiemment le joug. Nous nous endormions dans l'amour, tandis qu'à nos côtés veillait la haine.

Quinet vit le danger. Il prit la plume, et, dans la *Revue* même où Lamartine venait de publier sa *Marseillaise de la Paix*, il répondit par d'autres vers. C'est la pièce intitulée *Le Rhin :* — « A M. de Lamartine (1). » Ces vers n'ont ni l'harmonie, ni la splendeur d'images de la poésie de Lamartine, est-il besoin d'en faire la remarque? Mais ils ont pour eux le sentiment de la réalité positive. Edgar Quinet connaissait l'Allemagne; il savait qu'elle ne comprendrait pas, qu'elle ne pouvait pas comprendre le langage d'un Lamartine, et que cette générosité passerait pour de la peur; il savait le « perpétuel malentendu » de deux âmes impénétrables l'une à l'autre :

Au premier coup de bec du vautour germanique,
Qui vient te disputer ta part d'onde et de ciel,
Tu prends trop tôt l'essor, roi du chant pacifique,
Noble cygne de France, à la langue de miel...

Ah, qu'ils vont triompher de ta blanche élégie!
Que l'écho de Leipzig rira de notre peur!
Déjà l'or de ton chant, transformé par l'orgie,
Dans l'air m'est renvoyé comme une balle au cœur!

Surtout il s'effrayait à bon droit de cette facilité à sacrifier la France, la vieille terre de France pour qui tant de généra-

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 juin 1841.

tions avaient lutté et souffert, à ne voir en elle qu'un souffle, qu'une âme perdue dans l'immense humanité, adoratrice de la Force. Qu'y gagnerait, en effet, l'humanité, si vraiment son culte n'existe que par la France et si, comme on le voit trop bien à l'heure présente, elle changeait sa tutelle généreuse et légère pour le plus lourd despotisme qui ait jamais écrasé la race humaine? L'esprit d'idéalisme, force, mais aussi faiblesse de la race, puissance de rayonnement et d'amour et, par instant, esprit d'utopie et d'erreur qui mène droit aux abîmes, tel est le péril qu'Edgar Quinet a clairement aperçu et qu'il n'a cessé de dénoncer. Et, s'il l'a dénoncé, c'est que, dans sa pensée, il opposait à cet idéalisme le terrible réalisme de l'Allemagne : là était le danger, — danger de mort pour la France. L'Allemagne était sortie de son nuage, et maintenant c'était la France qui s'enfonçait dans les brumes de l'imagination et du rêve. La démocratie française se ferait-elle cosmopolite? Et qu'arriverait-il en ce cas? La réponse, c'est encore Quinet qui nous la donne : « Comme elle serait la seule qui se détacherait du sol natal, elle serait immanquablement dupe de toutes les autres, et *principalement de la démocratie allemande*, qui, restée toute neuve, a conservé toutes les passions et toutes les ambitions à la fois, celles de classe et de race (1). »

On ne saurait mieux dire, ni poser plus clairement les données du problème. Derrière l'étiquette trompeuse des mots nul n'a mieux aperçu le long passé historique, la mentalité, la race, — l'abîme qui sépare les deux peuples.

VII

En 1867, après Sadowa, Edgar Quinet reprit la plume et dans une admirable brochure, *France et Allemagne*, il montre, non sans tristesse, ses prédictions réalisées et le péril grandissant. De cette brochure nous n'avons pas à nous occuper ici; nous avons voulu simplement analyser l'erreur romantique à l'égard de l'Allemagne et en rechercher les causes.

Grâce à des circonstances exceptionnelles, grâce aussi à la force de son esprit, Quinet a su échapper à cette erreur. Il a eu le sort de tant de prophètes : on ne l'a pas cru. Ses meilleurs

(1) *France et Allemagne*, 1867.

amis, Michelet lui-même, n'ont pas écouté sa voix. Pourquoi? On en peut discerner plusieurs causes : la légende illustrée par Mme de Staël, continuée par Cousin, l'exaltation romantique, si opposée à la vraie méthode scientifique, la croyance en la France invincible, l'affaiblissement du sentiment national, l'esprit d'utopie... Mais tout s'efface devant cette idée : on ne peut devancer l'œuvre du Temps; seul le Temps instruit les hommes. Heureux quand, au sortir d'un long rêve, ils trouvent en eux-mêmes, à l'heure du réveil, l'énergie nécessaire pour réparer l'erreur de tout un siècle!

Il est juste d'ajouter que nous, qui embrassons du regard l'histoire de ce siècle et qui souffrons cruellement de cette erreur, nous sommes frappés de certaines vérités, qui n'apparaissaient pas aux contemporains avec autant d'évidence. On peut même se demander comment Quinet en a eu connaissance. Il s'en est expliqué plus tard (1) : « Il y avait, dit-il, des *signes* dans le fond des choses. C'était comme une rumeur à voix basse, qui partait on ne sait d'où. Elle n'avait ni forme, ni consistance. C'étaient des conversations rares, des paroles interrompues, des enthousiasmes subits, qui jaillissaient et disparaissaient comme l'éclair. On pouvait les résumer dans ce mot : la *grandeur de l'Allemagne.* » Voilà tout son secret. Doué de sens plus délicats, connaissant la langue, marié en premières noces à une Allemande, placé à Heidelberg, à Grünstadt, à Bade, dans un poste d'écoute de première ligne, il a fait comme le soldat, comme le mineur qui, l'oreille collée contre la paroi, saisit les bruits furtifs, les pas, les coups sourds du pic, tout le lent cheminement de l'adversaire creusant la galerie souterraine, qu'il va bourrer d'explosifs.

Et alors, plein d'angoisse, il est remonté au grand jour, il a jeté le cri d'alarme.

PAUL GAUTIER.

1) *France et Allemagne*, 1867.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN LIVRE ANGLAIS SUR LA « DOCILITÉ » ALLEMANDE

The Nemesis of Docility, a Study of German Character, par Edmond Holmes, un vol. in-18, Londres, librairie Constable, 1916.

Une chose me paraît certaine : les Allemands n'ont pas de volonté individuelle ; l'initiative, l'autonomie morale sont aussi peu développées chez eux que les sens. Et le trait le plus caractéristique de l'âme allemande est le besoin d'obéir. Peut-être est-ce pour l'avoir trop senti que le grand Frédéric se disait « fatigué de régner sur une nation d'esclaves. »

En aucun autre pays l'esprit de passivité n'est porté aussi loin. Il avait naguère suffi aux journaux berlinois de prêter à la France des intentions belliqueuses pour animer de haine contre nous l'Allemagne tout entière. Pendant six mois, il n'y a pas eu un Allemand qui ne nous détestât ; et puis, après ces six mois, lorsque les journaux ont cessé d'affirmer que la France désirait la guerre, il n'y a pas eu un Allemand qui ne se reprît à nous estimer. Tout se fait ainsi avec un ensemble automatique. On m'a raconté notamment que les progrès du socialisme présentent, en Allemagne, le même caractère d'épidémie. A côté de villages où tous les ouvriers sont socialistes, vous en voyez d'autres voisins où pas un ne l'est. Mais il suffira qu'un seul ouvrier de ces villages se décide, un jour, à devenir socialiste pour que tous ses compagnons d'atelier le deviennent aussitôt.

C'est en ces termes qu'un rédacteur de la *Revue* essayait de définir, il y a tout juste un quart de siècle, ce que lui-même appelait déjà, dans un autre endroit, la « docilité » allemande (1). Après quoi il retrouvait des traces non moins manifestes de cette « docilité » dans

(1) *La Vie et les Mœurs dans l'Allemagne d'aujourd'hui*, dans la *Revue* du 15 mars 1891.

l'organisation, toute militaire, des *Vereins* ou « sociétés » d'étudians allemands, comme aussi dans les méthodes pédagogiques des divers professeurs d'outre-Rhin. « L'enseignement distribué dans les collèges et universités fait la part très petite à la personnalité des élèves. C'est un enseignement où le maître se charge seul de tout donner : l'élève reçoit les sujets dont il doit s'occuper, les procédés qu'il doit y employer, et l'indication impérieuse des moindres détails du chemin qu'il doit suivre. » Puis venait, dans le susdit article de 1891, un tableau des conséquences fâcheuses résultant, au point de vue intellectuel, d'un tel manque foncier d'« autonomie » intérieure. Et l'auteur de l'article continuait ainsi :

Au point de vue moral, d'autre part, il semble que le défaut de volonté et l'esprit de soumission aient été longtemps précieux pour l'Allemagne. L'inertie de la nature allemande l'a rendue tenace, et, sous l'influence des faits extérieurs, l'a portée à maintenir, durant des siècles, ses anciennes habitudes morales. Très longtemps les Allemands ont subi, suivant l'expression de Mme de Staël, « l'honorable nécessité de la justice. » Mais, malheureusement, ce bel état de choses était l'effet d'une habitude, et non d'un libre consentement réfléchi. Les Allemands restaient loyaux, sincères, faciles à contenter; mais ils ne l'étaient que sous le poids des circonstances qui les avaient entretenus dans la pratique de ces qualités. Le ressort moral intérieur, cette conscience autonome qui permet l'idée du mal et en empêche la réalisation, c'est un élément qui ne se trouve point, par nature, au fond de l'âme allemande... Et voici que, depuis vingt ans, un bouleversement radical s'est accompli dans les âmes d'outre-Rhin, détruisant à jamais ces habitudes morales que les siècles, jusque là, n'avaient pu altérer !...

Rien de saisissant comme la rapidité de cette démoralisation, se propageant à tous les degrés de la société allemande, et y procédant de la même façon « épidémique » que la conversion au socialisme des ouvriers d'une usine. Les choses inertes ne se meuvent pas d'elles-mêmes, mais, une fois en mouvement, elles ne s'arrêtent plus. Chaque jour, un pan de l'ancienne probité allemande se détache et tombe, pour être aussitôt remplacé par des sentimens, des idées, des manières d'agir tout contraires. Le même manque d'initiative, qui avait si longtemps sauvegardé les traditions morales de jadis, contribue aujourd'hui à l'effrayante vitesse de leur déchéance !

L'existence, au fond de toute âme allemande, de ce fort élément naturel de « docilité » m'avait été d'ailleurs, je m'en souviens, révélée pour la première fois bien avant même la date lointaine de cet article d'il y a vingt-cinq ans. C'était vers 1886, un certain après-midi de dimanche, au moment de la fermeture « dominicale » du musée de Berlin (d'où l'on avait coutume, ce jour-là, de chasser le public de

très bonne heure). La sortie des salles de peinture de ce musée se fait, — ou, en tout cas, se faisait alors, — par un de ces escaliers doubles dont les deux branches pareilles, partant d'un même palier au premier étage, se rejoignent sur une même plate-forme du rez-de-chaussée. J'ajouterai que, en ce temps-là du moins, aucune règle écrite ni aucune tradition n'était venue établir la moindre différence dans la destination des deux séries de marches, — par exemple pour affecter l'une d'elles à la descente, tandis que l'autre aurait été plus expressément réservée à la montée. L'esprit de réglementation allemand n'était pas encore allé aussi loin, dans ce musée, qu'il devait aller plus tard dans presque toutes les nouvelles galeries publiques d'outre-Rhin, et notamment dans cet incroyable Musée National de Munich où les visiteurs sont contraints de procéder à leur exploration suivant un ordre immuable, à tel point que, pour revoir une salle dont ils viennent de sortir, force leur est absolument de traverser, une fois de plus, le musée tout entier, — les gardiens de chacune des cinquante ou soixante salles ayant défense formelle de laisser jamais rentrer personne par celle des deux portes de la salle qui ne peut et ne doit servir qu'à la sortie ! A Berlin, vers 1886, aucune vexation de ce genre n'avait encore été inventée. Et cependant voici que, le dimanche en question, sur le coup de trois heures, m'étant hâté de descendre au rez-de-chaussée afin de pouvoir reprendre plus à loisir ma canne, — obligatoirement déposée au vestiaire, — j'ai eu la stupeur de constater qu'une foule immense s'écrasait sur l'une des moitiés du double escalier, laissant l'autre moitié complètement vide ! Le hasard avait voulu que le premier des visiteurs sortans, — moi-même, peut-être, — choisît les marches de droite, au lieu de celles de gauche ; et aussitôt tout le reste de ces Allemands s'étaient crus tenus de l'imiter, sans s'aviser de la possibilité, pour eux, de parvenir plus commodément au même endroit en se répartissant sur les deux côtés ! Si bien qu'il me suffit désormais de rencontrer l'une quelconque des manifestations innombrables de la « docilité » allemande pour qu'involontairement s'évoque devant mes yeux l'image de cette moitié d'escalier déserte du musée de Berlin, avec des centaines de badauds risquant de s'étouffer sur les marches d'en face.

Et toujours, depuis lors, l'expérience et la réflexion ont concouru à me faire apparaître plus énorme la part qu'il sied d'attribuer à cette « docilité » naturelle aussi bien dans l'« abêtissement » que dans la « démoralisation » de la race allemande. Depuis le début de la guerre

présente, en particulier, il n'y a pas eu une seule des « atrocités, » ni non plus une seule des grotesques et stupides erreurs, commises, quasiment tous les jours, par les sujets militaires ou civils de l'empereur Guillaume, où je n'aie eu nettement l'impression de retrouver, avant tout, l'effet d'un « manque total d'initiative et d'autonomie personnelles. » Combien de fois j'ai eu l'occasion de signaler, ici même, de semblables effets, — soit qu'il s'agît de la littérature ou de l'art des Allemands, de leur science, ou bien encore de la manière, parfaitement « épidémique, » dont une simple allusion du Kaiser au danger des « espions russes » les a tous transformés en une horde monstrueuse d'animaux féroces, s'acharnant à torturer des milliers inoffensifs de malades, de femmes, et d'enfans ! Et c'est dire que je me trouvais d'avance le mieux préparé du monde à partager l'opinion d'un éminent poète et philosophe anglais, M. Edmond Holmes, telle qu'il vient de nous l'exposer dans un très subtil et savant petit livre dont le titre équivaudrait, en français, à quelque chose comme : *La Rançon de la Docilité allemande.*

Le mot « docilité, » — nous apprend M. Holmes dans la préface de son livre, — n'est peut-être pas assez fort pour l'objet qu'il devra désigner ici. Mais, d'autre part, le mot « servilité, » qui était le seul autre terme dont je pusse me servir, se trouvait être sinon certes trop fort, du moins revêtu d'un sens trop étroit. Aussi demanderai-je simplement à mon lecteur de se rappeler que, par « docilité, » j'entends une disposition foncière à obéir n'ayant d'autres motifs qu'un amour naturel de l'obéissance; ou bien encore j'entends par « docilité » un besoin profond d'être commandé et de recevoir des ordres, une répugnance innée à se charger de toute responsabilité et à exercer toute initiative. Ainsi comprise, la « docilité, » quand elle se trouve être le trait caractéristique d'une race, peut devenir une force destructive infiniment puissante. Car une majorité « docile » implique l'existence d'une minorité dominatrice; sans compter que la majorité trop « docile » peut elle-même pousser la docilité au point de se faire, à son tour, tyrannique et dominatrice, par imitation de ses maîtres, qu'elle prend naturellement pour modèles. Et ainsi c'est chose possible, pour un peuple, d'être comme de l'argile entre les mains de chefs ambitieux et dénués de scrupules, et puis de se montrer, en même temps, agressif et plein d'arrogance et de vanité dans sa conduite à l'égard du reste du monde.

Le sens général du mot nous étant ainsi défini, M. Holmes n'a point de peine à prouver qu'une telle « docilité » est bien, aujourd'hui, l'un des « traits caractéristiques » de la race allemande :

Sans aucun doute possible, les Allemands sont le peuple le plus obéissant qui existe à la surface du globe. Dire d'eux qu'ils obéissent

exactement et sans hésiter aux ordres qu'ils reçoivent, cela est encore au-dessous de la réalité. En fait, ils ne se contentent pas d'obéir aux ordres, ils les attendent, les désirent, se sentent perdus quand ils en sont privés. Leurs âmes contiennent à demeure les deux vieilles questions du droit romain : « Cela est-il commandé ? » et : « Cela est-il permis ? » A chaque tournant de leur vie, ils rencontrent la formule d'avertissement : *Verboten*, et ils sont ravis de la rencontrer. Mais leur esprit naturel d'obéissance ne s'en tient pas là. Non seulement ils font ce qu'on leur commande de faire, et s'abstiennent de faire ce qu'on leur défend : ils pensent, en outre, ce qu'on leur ordonne de penser, croient ce qu'on leur ordonne de croire, disent ce qu'on leur ordonne de dire. Et cela même n'est pas encore tout. Si profonde est leur docilité native qu'ils vont jusqu'à sentir ce qu'on leur enjoint de sentir ! On leur enjoint d'avoir des sentimens patriotiques, et les voilà qui chantent avec enthousiasme *Deutschland über alles*. On leur dit de désirer la guerre ; et aussitôt les voilà tous qui brûlent d'une ardeur martiale ! On leur commande d'étouffer en soi leur humilité native, pour se regarder comme une race d'essence supérieure ; et, tout de suite, les voilà qui se vantent d'être autant de *Surhommes !* On leur fait signe d'avoir à haïr la France, la Russie, le Japon ; et, sur-le-champ, ils se mettent à haïr chacune de ces nations avec tout leur cœur. Enfin on leur suggère que c'est l'Angleterre qui est leur seul ennemi véritable ; et leur indignation unanime contre l'Angleterre s'épanche infatigablement, d'une année à l'autre, en un flot d'hymnes enflammés de fureur !

Avouerai-je à M. Holmes qu'il m'est impossible de le suivre, après cela, dans son ingénieuse explication des origines et des causes historiques de la « docilité » allemande ? Son explication prend pour point de départ les passages fameux où Tacite et maints autres historiens nous ont représenté les Germains comme possédant au plus haut degré « l'amour passionné de la liberté. » C'est donc, nous dit M. Holmes, que l'amour présent de la race allemande pour l'obéissance ne lui est point, proprement, naturel, et s'est substitué peu à peu chez elle, durant le cours des siècles, à un besoin d'indépendance exactement contraire. La substitution se serait accomplie, surtout, sous la longue influence du régime féodal. Et que si, plus tard, comme la France ou la Grande-Bretagne, l'Allemagne était devenue pour toujours une « nation unie, » l'unité lui aurait rendu son ancien goût natif de liberté. « Mais la persistance de l'esprit féodal a maintenu durant des siècles la division de l'Allemagne en une multitude de petits États, et dont chacun a été gouverné, tout au long des générations, par un prince qui combinait dans sa personne les exigences dominatrices d'un seigneur féodal et d'un chef de tribu. »

Voilà donc pourquoi les Allemands sont, aujourd'hui, « le peuple

le plus obéissant qui se puisse rencontrer à la surface du globe ! » Issus d'ancêtres qui dépassaient le reste des hommes en incapacité foncière d'obéir, ils ont laissé s'opérer en eux la révolution, « à coup sûr, la plus radicale qui jamais se soit produite dans l'âme d'une race, — voire dans celle d'un individu ; et cela, uniquement parce que leur nation est longtemps demeurée partagée en « une multitude de petits États ! » Comment ne pas soupçonner une telle hypothèse d'être à la fois trop « simpliste » et trop « théorique » pour répondre vraiment à la réalité? Et d'ailleurs comment ne pas être frappé de l'extrême fragilité du point de départ historique de l'explication? Cette prétendue « passion de liberté » que les historiens assignaient aux tribus de la Germanie, est-ce que maints observateurs plus récens ne se sont pas obstinés à vouloir la découvrir, de nos jours encore, dans toute âme allemande? N'est-ce pas Gœthe lui-même qui nous a dit que « le trait le plus caractéristique de sa race était le besoin naturel qu'éprouvait tout Allemand de marcher dans une voie différente de celle où marchait son voisin? » Que l'on imagine un historien du XXVe siècle mettant la main sur ce passage de Gœthe, et en déduisant que, jusqu'aux environs de 1830, les Allemands n'ont pas eu leurs pareils au monde pour « se distinguer l'un de l'autre aussi bien dans leurs sentimens que dans leurs façons d'agir? » La vérité est que les Germains du temps de Tacite peuvent fort bien s'être signalés par leur « désobéissance » à la loi romaine, et n'avoir pourtant montré là qu'un effet de leur « docilité » à quelque « mot d'ordre » leur venant d'ailleurs, et qui leur aura défendu d'obéir. Mais, en tout cas, il n'est guère probable qu'un changement aussi complet que celui-là se soit effectué, dans le cœur d'un peuple, sous la seule action des hasards politiques. Ou bien la « docilité » actuelle des Allemands a été amenée chez eux par des causes autrement profondes et efficaces que celles dont nous parle M. Edmond Holmes, ou bien encore cette « docilité » a toujours constitué l'un des élémens de leur caractère, — ainsi que semblerait l'indiquer sa présence jusque dans les plus vieux contes populaires d'outre-Rhin, où c'est chose étonnante combien de « platitude » se mêle à des trésors inépuisables de brutalité et de fourberie, pour former un type idéal déjà tout semblable au « Boche » d'aujourd'hui !

Mais, au contraire, combien je regrette de ne pouvoir pas reproduire tout au long les pages où M. Holmes examine les principaux aspects « actuels » de la « docilité » allemande, et toujours en s'atta-

chant à nous en faire mesurer la « rançon, » — c'est-à-dire le gros prix dont elle est payée, son contre-coup funeste sur les divers modes de la vie nationale ! Voici, par exemple, le rôle désastreux de la « docilité » dans la vie militaire de nos ennemis ! Non pas que ce rôle consiste dans l'extrême rigueur de la discipline, qui apparaît à l'auteur anglais une condition indispensable de la force et de la résistance d'une grande armée. Le seul tort de la « docilité » allemande est d'avoir fait prendre la discipline, qui n'était qu'un moyen, pour une « fin en soi, » de telle sorte qu'elle l'a rendue, tout ensemble, machinale et cruelle, absolument dépourvue de cet élément de « vie » familière qui permet à un soldat français, anglais, ou russe, de subir volontiers ou même d'aimer les liens l'unissant à ses chefs. Non seulement l'excès de docilité propre à la nature allemande a eu pour conséquence de creuser un abîme entre l'armée et la population civile : à l'intérieur même de l'armée, il a créé « deux sections entre lesquelles s'ouvre un fossé infranchissable, — la foule asservie des soldats et la caste arrogante, orgueilleuse, despotique, des officiers. »

M. Holmes nous rappelle, à ce propos, une lettre de lord Cromer au *Times* où nous découvrons un exemple curieux du sentiment de haine doublée de frayeur qu'inspire toujours et partout la discipline allemande. Pendant le séjour de lord Cromer en Égypte, l'Allemagne avait obtenu faculté d'enrôler deux ou trois centaines de Soudanais pour le service de ses colonies de l'Afrique Orientale. Quelques années plus tard, une compagnie anglaise, à son tour, sollicita la même faveur; si bien que lord Cromer délégua l'un de ses collaborateurs pour aller, d'abord, s'enquérir des dispositions des tribus soudanaises. « A son retour, il me dit que, si l'on stipulait bien nettement que les troupes à former seraient commandées par des officiers non-allemands, il n'y aurait pas la moindre difficulté à obtenir des recrues, mais que pas un seul homme ne voudrait, à aucun prix, servir dans une armée commandée par des Allemands. Le motif allégué était que bon nombre des indigènes engagés naguère par les Allemands étaient revenus en Égypte, et y avaient fait part de leurs impressions. Ces hommes avaient été fort bien payés et fort bien nourris ; mais ils s'étaient plaints amèrement de la manière, — intolérable pour eux, — dont ils avaient été traités par les officiers et sous-officiers allemands. »

« Docilité » dans la vie intellectuelle, où une obéissante équipe de professeurs et de journalistes se charge de penser pour la nation en-

tière. « Quand je désire une chose ou que je la vois à portée de ma main, disait autrefois le grand Frédéric, je commence invariablement par la prendre; et toujours je suis bien sûr de trouver ensuite des professeurs pour démontrer que j'en avais le droit. » Mais sur nul autre point, peut-être, la « rançon » de cette « docilité » nationale n'a été plus pesante. Car n'est-ce pas, d'abord, de cette oppression séculaire de la pensée allemande qu'est résulté par degrés, chez les générations nouvelles, le singulier état d' « anarchie » spirituelle qui leur a, pour ainsi dire, vidé l'âme et le cœur? Écoutons là-dessus M. Edmond Holmes :

Après la guerre de 1870, l'Allemagne tout entière est tombée sous la domination du caporal prussien; et, à mesure que s'est fait sentir l'influence déprimante de cette domination, l'ancienne activité de l'Allemagne sur les terrains de la littérature, de la musique, de la philosophie, et de l'art a commencé à s'éteindre. Prises dans l'ensemble, les quarante-cinq années écoulées depuis 1870 ont été, pour l'Allemagne, tristement stériles, sauf sur les terrains du commerce et de l'industrie... Mais les effets pernicieux de la servitude mentale du nouvel Empire n'ont pas été seulement d'ordre négatif. Lorsque les énergies spontanées de la nature humaine se trouvent retenues par un excès de discipline ou une trop longue habitude de docilité, au point de ne pouvoir pas s'épancher par les voies légitimes et normales, il est à craindre qu'elles se cherchent d'autres issues, et qu'enfin, après un patient travail souterrain, elles éclatent au dehors avec une violence explosive. Les orgies d'immoralité où se complaît la population dépravée de Berlin, les progrès toujours plus alarmans de la criminalité allemande, et toutes ces atrocités inutiles et odieuses qui ont déshonoré depuis deux ans l'armée allemande, tout cela n'est, en vérité, que des conséquences d'une telle réaction. Mais plus graves encore, peut-être, sont ses conséquences d'ordre intellectuel. Un critique allemand des plus considérables, le docteur Friedrich Paulsen, écrivait récemment que l'énorme popularité des paradoxes nietzschéens avait, à ses yeux, une cause toute pareille à celle d'où étaient nés ces paradoxes eux-mêmes. De part et d'autre, M. Paulsen voyait là des effets d'une profonde anarchie intellectuelle qui, à son tour, ne lui paraissait être qu'une « réaction contre un asservissement trop prolongé de la pensée nationale. »

Oui certes, c'est bien à la « docilité » allemande qu'il convient de rattacher, comme un de ses effets les plus désastreux, cette profonde indifférence intellectuelle et morale qui se traduit sous mille formes diverses dans la pensée et dans la conduite des dernières générations allemandes. Et comment ne pas reconnaître, aussi, un résultat du même besoin naturel d'obéir dans la prodigieuse incapacité psychologique de l'esprit allemand dont j'ai parlé ici à maintes reprises? Faute d'avoir jamais osé opérer librement, avec ses propres forces et

pour son propre compte, cet esprit est devenu irrémédiablement hors d'état de pénétrer dans l'âme d'autrui. Et de là tant d'erreurs, réduisant à rien tout le fruit de longues années de patience et de ruse! « Hélas! s'écriait naguère un journal berlinois, combien de nos calculs nous ont pitoyablement déçus! Nous avions admis, en toute certitude, que l'Inde anglaise se soulèverait dès le premier coup de feu tiré en Europe; et, en réalité, des milliers d'Indiens sont venus combattre contre nous avec les Anglais. Nous avions escompté que tout l'Empire britannique s'écroulerait; et voici que les colonies anglaises semblent plus étroitement reliées que jamais à la mère patrie! Nous avions prévu une révolte triomphante dans le Sud de l'Afrique; et l'essai de révolte a simplement abouti à un honteux échec. L'Irlande, sur laquelle nous comptions pour nous seconder, c'est elle qui a envoyé contre nous les meilleurs soldats de l'armée britannique. Nous tenions pour assuré que l'Angleterre, dégénérée, n'aurait ni le courage ni les moyens de se dresser contre nous; et nous voici amenés à découvrir en elle notre principal ennemi! Pareillement, avec toute l'abondance de nos informations, nous nous sommes trompés de fond en comble au sujet de la France et de la Russie. Nous avions pensé que la France était pervertie et divisée, tandis que nous rencontrons en elle un adversaire formidable! Nous avions cru que le peuple russe était trop irrité contre son gouvernement pour consentir à lutter sous ses ordres; et nous avions fondé tous nos plans sur l'espérance d'un effondrement très rapide de la Russie : mais voilà que, au lieu de ce que nous attendions, elle a mobilisé ses millions d'hommes à la fois vite et bien, et voilà que tout son peuple se montre débordant d'enthousiasme, et procède au combat avec une puissance écrasante! »

Le livre de M. Edmond Holmes nous rapporte encore d'autres aveux allemands, qui ne méritent par moins d'être retenus. Voici, par exemple, ce qu'écrivait dans son journal intime un réserviste prussien qui, dans la vie civile, avait pour métier d'enseigner le latin aux enfans d'un collège :

Le soldat allemand est totalement dépourvu de toute personnalité. Il n'est rien qu'une machine, et c'est d'ailleurs ce que l'on exige qu'il soit : dès qu'on l'abandonne à soi-même, il devient inerte et stupide comme une borne. Il n'a qu'une idée, qui consiste à vouloir manger et dormir. Avec cela, une brutalité bestiale qui ne peut être contenue que par la discipline la plus implacable.

Mais, pour satisfaisante que nous soit cette « confession » du réserviste prussien, je crois bien que je lui préfère encore, comme document « révélateur, » un extrait du plus grand journal de Munich, les *Neueste Nachrichten*, où l'auteur ne se lasse pas de vanter fièrement à ses compatriotes l' « admirable ingéniosité » d'un certain fusilier bavarois :

Ce fusilier, qui avait entassé des cadavres de soldats français pour s'en faire un abri, a constaté, tout d'un coup, que le mur ainsi dressé se trouvait être trop haut pour qu'il pût tirer par-dessus. Aussitôt le voilà qui appelle un prisonnier français, et qui l'oblige a se coucher devant lui, pour lui servir de « marchepied vivant. » Le Français proteste, en alléguant la grave blessure dont il est atteint. — Hé! que m'importe ta blessure? répond notre avisé compatriote. C'est nous qui sommes tes maîtres, à présent, et je te préviens que, si tu ne te hâtes pas de t'étendre devant moi pour que je monte sur toi, je t'écraserai les boyaux, par-dessus le marché! »

Je le demande en vérité : aujourd'hui encore, et pour blasés que nous devrions être sur des « révélations » comme celle-là, ne sommes-nous pas forcés d'éprouver une impression de profonde stupeur à constater que c'est une race soi disant « cultivée » qui se plaît au spectacle d'un tel trait de barbarie imbécile et féroce? Et que l'on ne se figure pas que l'admiration de ce genre de traits soit simplement le fait d'une partie, plus ou moins nombreuse, du public allemand! Il n'y a pas en Allemagne un seul journal qui n'ait offert à ses lecteurs l'équivalent de cette histoire de l' « ingénieux » fusilier bavarois. A tous les degrés et dans toutes les classes de la société d'outre-Rhin, les forfaits les plus monstrueux de la nouvelle stratégie allemande ont été accueillis d'une approbation unanime, comme si une terrible « épidémie » de bestialité s'était abattue, soudain, sur l'ancienne patrie de Mozart, d'Overbeck, et de Novalis! Et que l'on ne vienne pas, non plus, invoquer en faveur des Allemands d'aujourd'hui le souvenir de telles précieuses qualités de droiture ou d'obligeance amicale, rencontrées dans leur pays au cours des années précédentes! Plus puissante infiniment que ces vertus individuelles, l'invincible « docilité » allemande a vite fait de les balayer, dès le premier signal, pour leur substituer l'état d'âme que l'on sait. J'ai gardé dans l'oreille, pour ma part, l'écho du singulier accent de tristesse avec lequel un jeune hôtelier de Nuremberg, pendant l'été de 1913, me parlait de la possibilité d'une guerre prochaine entre l'Allemagne et la France. « Hélas! — me semblait-il lire dans la voix de l'hôtelier, — avec tous les motifs que j'ai d'aimer et d'admirer les Français, combien il

m'en coûtera d'avoir, dorénavant, à les détester! » Car la « docilité » patriotique de l'Allemand va plus loin encore que celle des trois Horaces, qui ne pensent plus qu'à tuer leurs parens et amis de la veille : non content de vouloir tuer l'ennemi qui lui est désigné, l'Allemand est tout prêt à oublier jusqu'au dernier vestige de la bonne opinion qu'il se faisait de lui, à reconnaître humblement qu'il se trompait en lui accordant son estime, ou bien peut-être, — se sentant soi-même tout changé, — à le croire devenu, de son côté, un autre homme que celui qu'il a connu jusqu'alors.

Entre maints exemples que nous présente M. Edmond Holmes de cette manière dont l'excès de « docilité » a brusquement détruit dans l'âme allemande tout élément de pitié ou de justice « humaines, » je ne résiste pas au désir de citer encore des fragmens d'une lettre écrite par un délégué de la Croix-Rouge anglaise qui a eu l'occasion d'assister, sur un point de la frontière russo-suédoise, à l'échange de plusieurs centaines de prisonniers russes contre un nombre pareil de prisonniers allemands :

Il me serait difficile de trouver des mots pour décrire l'horreur de la scène dont j'ai été témoin à Tornea. Tout le possible avait été fait pour entourer d'une atmosphère de fête le retour au pays des malheureux Russes. La jetée où débarquaient les bateaux était bordée de troupes russes. Un comité d'honneur se tenait au premier plan, chargé d'accueillir les prisonniers. Des bannières flottaient au vent. Une musique militaire jouait l'hymne national russe. Une foule énorme s'était rassemblée pour saluer joyeusement l'arrivée de ses compatriotes. Et puis ceux-ci sont arrivés; et jamais je n'oublierai ce lamentable spectacle!

Ces hommes qui sortaient péniblement des bateaux, c'est à peine s'ils conservaient encore l'aspect d'êtres humains. Ils venaient tout courbés, épuisés, abrutis. Pas un seul d'entre eux qui ne fût en haillons. Quelques-uns n'avaient pas de chemise; beaucoup n'avaient pas de chaussettes; et je ne crois pas qu'il se soit trouvé un seul d'entre eux dont les pieds fussent chaussés de souliers présentables. Les boiteux se soutenaient sur des béquilles qu'ils avaient dû se fabriquer avec des fragmens de couvercles de caisse. Les plus valides aidaient leurs compagnons à marcher : mais ceux-là mêmes étaient émaciés au dernier degré. Un bon nombre avaient perdu toute mémoire, et ne pouvaient plus prononcer leur nom.

Et ils s'avançaient lentement, faiblement, les yeux fixés à terre, sans un sourire, sans une main agitée ou une voix élevée en réponse aux clameurs affectueuses qui les accueillaient ; et lorsque la foule des spectateurs eut vu leur état, les clameurs se sont éteintes d'elles-mêmes, si bien que la lugubre procession a défilé dans un silence de mort. Je le déclare sans hésitation, et en pleine connaissance de cause : seul, un traitement d'une barbarie incroyable avait pu réduire ces hommes à la condition où

ils m'apparaissaient. J'ai d'ailleurs appris, le lendemain, que près d'un tiers des rapatriés rapportaient de prison une tuberculose désormais incurable.

Les autorités suédoises avaient invité mes deux compagnons et moi-même à voir, également, l'autre côté du tableau, de sorte que nous pûmes causer à notre aise avec les prisonniers allemands, à la descente du train qui les amenait. Nul moyen de décrire le contraste de leur état avec celui des Russes. Il n'y avait pas un seul de ces prisonniers allemands qui n'eût son uniforme complet, et d'excellens souliers. Tous les boiteux, sans exception, étaient pourvus de commodes béquilles. Et quelle apparence de bien-être physique, et quelle belle humeur chez tous ces Allemands! Et je songeais, tout en les regardant, que, si même l'Allemagne ne nous avait pas donné d'autre témoignage de la manière dont elle pratiquait la guerre, ce spectacle des prisonniers russes de Tornea aurait suffi á prouver que sa conduite, dans la guerre présente, était celle d'une race de bêtes sauvages, absolument dépourvue de la plus petite lueur de civilisation!

Une race entière ramenée à l'état sauvage, faute de posséder en soi ce « ressort moral intérieur qui permet l'idée du mal et en empêche la réalisation! » Il faut voir, dans le livre de M. Holmes, la peinture des plus récens progrès d'une « contagion » fatale de vice et de crime dont les débuts n'étaient déjà que trop faciles à observer il y a vingt-cinq ans. Dans un seul quartier de Berlin, le nombre des jeunes gens des deux sexes condamnés pour meurtre ou pour brigandage, nombre qui était de 58 en 1913, s'est élevé à 183 en 1914, et à 254 durant les dix premiers mois de 1915. « Ce sont là des chiffres vraiment effrayans, — reconnaît l'officieuse *Gazette de Cologne*, — et qui jettent une tache profonde sur notre culture allemande. » Semblablement, une circulaire ministérielle prussienne signale aux autorités provinciales l'accroissement continu du nombre des suicides parmi les jeunes gens. « Les cas de jeunes garçons d'environ seize ans s'étant donné la mort ont plus que doublé depuis le commencement de la guerre. » Telle est, dès aujourd'hui, la lourde « rançon de la docilité allemande! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les événemens d'ordre politique, et d'une portée historique, qui ont marqué la fin de la quinzaine précédente, et que nous n'avons pu qu'annoncer, en *post-scriptum*, dans notre dernière chronique, la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne, l'intervention de la Roumanie, ont d'abord, pendant quelques jours, relégué un peu dans l'ombre les opérations militaires, au milieu desquelles elles ont fait comme une coupure, entre une période de recueillement et une période de préparation. Puis ces opérations se sont ravivées, et, par une conséquence nécessaire des événemens diplomatiques eux-mêmes, un nouveau front s'est constitué, ou plutôt deux nouveaux fronts, l'un tourné vers le Nord, encerclant les Carpathes et les Alpes de Transylvanie, l'autre vers le Sud, sur le Danube inférieur.

Regardons premièrement le front occidental, front anglo-français, en Picardie, au Nord et au Sud de la Somme. C'est le dimanche 3 septembre qu'après une accalmie, troublée seulement par un bombardement intense et continu, il s'est réveillé en pleine activité de jour et de nuit. En soixante-douze heures, malgré le mauvais temps, qui gênait le tir de l'artillerie en voilant les objectifs, et la marche de l'infanterie en détrempant un sol déjà naturellement glissant, d'importans résultats ont été acquis. Nous avons arraché aux Allemands plusieurs villages qu'ils tenaient en servitude depuis deux ans, et porté ainsi à une trentaine le nombre des communes de cette région libérées enfin et rendues à la vie française. Plus de 7 000 prisonniers ont été faits à l'ennemi, à qui nous avons enlevé en outre 36 canons, dont 28 pièces lourdes, sans compter un très grand nombre de mitrailleuses et une très grande quantité de munitions ou d'approvisionnemens. Par leurs progrès les plus récens vers Ginchy et à l'Est de Guil-

lemont, dans le bois de Leuze, les troupes britanniques circonviennent du côté Nord-Ouest, — tandis que, par notre propre avance entre le Forest et Bouchavesnes, nous l'enserrons du côté du Sud, — ce bourg de Combles dont le commandement allemand, infatigable remueur de terre, a fait, paraît-il, une vraie forteresse. Simultanément nous avons prononcé et soutenu une offensive vigoureuse, sur une ligne d'une vingtaine de kilomètres, qui descend en diagonale de Cléry-sur-Somme, au Nord-Ouest de Péronne, jusqu'à Chilly, au Sud-Ouest de Chaulnes, en passant par ou près de Barleux, Belloy et Berny-en-Santerre, Deniécourt, Soyécourt, les alentours de Vermandovillers. A Ommiécourt-les-Cléry, emboîtent et s'articulent les deux moitiés de cette ligne, au Nord et au Sud de la Somme. De la fin de juin à la fin d'août, sur une longueur à peu près double, figurant fort exactement un arc, au sommet duquel, à Cléry, la rivière de Somme creuserait son encoche, c'est-à-dire sur une longueur d'une quarantaine de kilomètres, le terrain gagné peut mesurer en profondeur six à sept kilomètres par endroits, avec deux pointes où se rétrécissent et presque s'aiguisent ses extrémités; — soit une profondeur de quatre à cinq kilomètres en moyenne. Mais, si peu négligeables que soient, même pour leur valeur actuelle, réelle et positive, ces résultats matériels de l'action franco-britannique sur la Somme, les conséquences morales en sont plus considérables encore, et, quoi qu'elle nous ait dès maintenant donné, elle nous promet bien davantage.

Avant toute chose, elle affirme aux Allemands, d'une manière telle qu'ils ne doivent plus et ne puissent plus en douter, notre volonté d'exercer sur eux une pression lente, mais constante et croissante, qui ne cesserait d'aller en s'étendant à la fois et en se renforçant, en s'appesantissant : résolution que nous n'avons jamais cachée, que nous avons au contraire proclamée, mais à laquelle l'état-major impérial, infatué de ses méthodes de guerre au point de se persuader que personne n'en saurait inventer ni employer d'autres, s'est toujours refusé à croire. A présent, ses communiqués sont obligés de le reconnaître : « La grande bataille de la Somme continue. » Mais, pas plus tard que l'autre semaine, ils affirmaient qu'elle était finie, que l'offensive anglo-française était brisée, et que, sauf quelques profits locaux, au total insignifians, elle n'avait été pour nous, — c'était le mot en faveur, — qu'un *fiasco*, qui ne nous laissait que déception et découragement. Les critiques militaires, le général von Blume, le colonel Medicus, le major Moraht et leurs émules renchérissaient à qui mieux mieux. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, —

autant dire la Chancellerie, — dans son numéro du 27 août, parlait sans circonlocution d'un « échec coûteux et complet » à inscrire à notre passif. Du même sentiment quant au fond, la *Gazette de Cologne* se montrait, dans la forme, plus aigre et plus prolixe : « C'est, imprimait-elle, le destin immuable de l'Entente de ne pouvoir parvenir ni à s'emparer de l'initiative des opérations, ni à percer nos lignes. Elle a mis plusieurs mois à préparer des offensives qui, à peine déclenchées, ont été aussitôt arrêtées. Nos adversaires (Anglais et Français) se trouvent de nouveau réduits à la défensive... Ils ont simplement augmenté le chiffre de leurs pertes. La Russie et l'Angleterre ont sacrifié des armées entières. La France est arrivée à la limite de l'épuisement. Si bien, concluait avec certitude le journal rhénan, que l'intervention bruyamment annoncée d'un nouvel allié dans le camp de l'Entente ne s'est pas produite. » Cette prophétie est datée du 24 août; trois jours après, la décision de la Roumanie était signifiée à l'Autriche-Hongrie et au monde : l'intervention qui ne s'était pas produite se produisait, et, six jours après, les Russes d'une part, les Anglo-Français de l'autre, recommençaient à marteler le front oriental et le front occidental.

Mais, au surplus, la presse n'a pas été toute seule, en Allemagne, à ne point vouloir entendre et comprendre. « Nous avons passé la phase critique, » disait au correspondant spécial du *New-York Times*, le « commandant en chef des armées allemandes sur la Somme, » à peu près dans le même moment, vers le 25 août, avant qu'eût repris l'offensive des Alliés. Généreusement il consentait à nous accorder son estime : « J'admire l'opiniâtreté, l'endurance, la bravoure de l'infanterie française qui est excellente; l'artillerie française est parfaite. » Mais à cette admiration se mêlait autant de commisération. Toute cette vaillance se dépensait en pure perte, allait se buter contre un mur; ni directement, ni indirectement, elle ne pouvait nous conduire à rien. D'autres affectaient de nous plaindre : pauvre France ! que resterait-il de ses villes, de ses campagnes, et du peuple qui les habitait ? Car ces pharisiens avaient la naïve audace de nous reprocher de faire trop abondamment couler non seulement leur sang, mais le nôtre. Et s'il nous plaît, à nous, de les battre ? Ce qui se passe et sur la Somme et à Verdun, autour de Fleury et de Thiaumont, comme ce que Verdun et la Somme ont rendu possible, est la preuve que notre entêtement ne nous réussit pas si mal. Les neutres en jugent plus sainement que les Allemands les plus qualifiés. L'un d'eux écrit : « Il se peut que les Alliés disposent (ainsi qu'on le prétend,

qu'on le confesse ou qu'on l'invoque comme une excuse en Prusse) d'une supériorité numérique ; mais l'explication de leurs progrès ininterrompus réside dans la supériorité de leur matériel de guerre, artillerie, aviation, etc. C'est par là qu'ils ont pu s'assurer l'initiative de la lutte. » Et le même témoin insiste : « Si l'offensive des Alliés en Picardie n'avance pas à grands pas, elle use l'ennemi, elle le démoralise par une série de déroutes, elle fait échouer ses contre-attaques et occasionne la capture de milliers de prisonniers et de centaines de pièces de canon. Dans de telles conditions, il doit arriver un moment où les ouvrages fortifiés de l'ennemi cesseront d'exister et où ses réserves seront épuisées, ce qui permettra une rupture complète et décisive du front. » D'où l'enchaînement: pression, poussée, percée. Voilà pourquoi, en tout cas et, comme on dit, « quand le diable y serait, » — mais il y est déjà un peu moins, puisque la résistance allemande faiblit, — nous persévérerons.

Deuxièmement, le front italien : canonnades et petites actions, d'un bout à l'autre, du val Lagarina au val Sugana, sur les rivières, les plateaux et les montagnes, dans les Dolomites et les Alpes de Fassa, sur l'Isonzo et sur le Carso. A l'Est de Gorizia, de Tolmino à la mer, sur une longueur de 50 kilomètres, l'offensive serait reprise. En Albanie, les troupes de Vallona ont procédé à quelques reconnaissances et à quelques nettoyages de la côte ; mais le haut commandement a soin d'avertir que, dans son dessein, il s'agissait d'opérations de police plutôt que d'opérations de guerre. Il n'en enfle donc pas l'intention et ne désire pas qu'on les grossisse. Mais peut-être y a-t-il là tout de même une amorce. L'Épire est voisine.

En troisième lieu, parcourons rapidement l'immense front russe. Dans le premier secteur, le plus septentrional, de Riga à Vilna et au Niémen, rien d'essentiel n'est signalé. Au Sud de Baranovitchi, afin de disséminer, en les attirant ici et ailleurs, les forces de leurs adversaires que, plus bas, ils ont une peine infinie à contenir, les Allemands ont prononcé d'ardentes attaques, qui ont échoué. Mais c'est en Volhynie, dans la région de Vladimir-Volinsky et dans celle du Sereth supérieur, en Galicie, dans la région de Brzejany, de Halicz, dans la direction de Lemberg, que les combats ont été les plus acharnés, prenant de plus en plus l'allure d'une grande bataille, et tournant peu à peu en faveur des Russes qui ont fait et continuent de faire des milliers de prisonniers ; par quoi aussi le succès se dessine nettement en victoire. Tel est le travail de Sakharoff et de Tcherbatcheff contre Bœhm-Ermolli et Bothmer, cependant que, sur les Car-

pathes boisées, de crête en crête, de col en col, étirant en quelque façon l'aile gauche de son armée, Letchitsky donne la main à l'armée roumaine et soude au front unique des Alliés cette rallonge.

Mais les Roumains eux-mêmes n'ont pas perdu une minute. Leur déclaration de guerre ayant été remise à Vienne le dimanche 27 août à neuf heures du soir, leur premiers détachemens franchissaient dans la nuit la frontière roumaine, dont ils surprenaient le passage en maints endroits, et s'écoulaient vers la plaine encore éloignée comme des ruisseaux qui n'attendent que d'être réunis pour former un fleuve, mais qui, en suivant leur pente, ne peuvent manquer de se réunir. Il en coulait ainsi, par de minces filets, il en tombait subitement de tout le demi-cercle de montagnes qui, du Nord-Est au Sud-Ouest, enveloppe et semblait protéger la Transylvanie. En une ou deux étapes, ces avant-gardes roumaines, précédant le gros des troupes, se portaient à vingt ou trente kilomètres au delà, occupaient les stations, coupaient les voies ferrées, s'emparaient des villes, Brasso ou Cronstadt, Sibiu ou Hermannstadt, Orsova, sans que les Austro-Allemands, désemparés, aient fait un geste sérieux pour les écarter, et sans que la diversion des Germano-Bulgares sur le bas Danube ait rappelé ou retenu un bataillon. Les plus grosses difficultés pour entrer en Transylvanie se trouvaient surmontées et résolues du premier coup. Tranquillement, implacablement, l'armée d'Ivanoff se rassemble, tendant à la Roumanie l'autre main de l'énorme Russie. Tout l'Orient frémit; on entend non seulement de Sofia, mais de Constantinople et d'Athènes même, le pas des chevaux cosaques qui s'approchent.

Comment imaginer que, dans ce tumulte, Salonique serait capable de dormir ? Il a bien pu se produire une infiltration de Bulgares dans la Macédoine orientale, vers Sérès, vers Drama et jusqu'à Cavalla. Mais cette infiltration sournoise, hypocrite et traitresse, n'a jamais ressemblé à une invasion. Sur notre extrême aile gauche, que tiennent les Serbes, aux alentours du lac d'Ostrovo, la menace a été plus grave : le péril en est maintenant conjuré. Là aussi le front des armées décrit un demi-cercle, mais, par rapport au front roumain contre la Hongrie, un demi-cercle retourné. Et sans doute, à la différence de l'offensive roumaine sur la Transylvanie, une offensive ayant pour base Salonique paraît n'avoir que trois routes, par la vallée de la Strouma, par la vallée du Vardar et par la vallée de la Tcherna. Mais pourtant elle a trois routes. Ce sont des rivières ; et l'on dit que les rivières sont des chemins qui marchent; mais il ne faut point oublier que, surtout pour remonter, elles ne marchent pas toutes

seules. Soyons sûrs que nul ne l'oublie, et que la canonnade, tantôt intermittente et tantôt violente, qui tonne vers Doiran et la Strouma, et que vraisemblablement nous ne nous contentons pas de subir, est le signal d'un prochain départ. Par derrière, la mer est libre et laborieuse. Elle relie, par le va-et-vient des convois, le front oriental au front occidental. Il n'y a, dans le front unifié des nations de l'Entente, qu'une déchirure : celle qu'a faite la perfidie bulgare. C'est à l'armée venant de Salonique et à l'armée venant de la Dobroudja de la recoudre : le plus vite et le plus sûr sera le mieux pour la cause commune.

De l'entrée en scène de la Roumanie, décidée a Bucarest, quasi unanimement, dans un conseil de la Couronne où siégeaient, avec les ministres, les chefs de partis, et sur l'avis conforme du Roi, qui s'est dignement et noblement souvenu d'être le roi des Roumains avant d'être un Hohenzollern, la Hongrie d'abord, puis l'Autriche, puis l'Allemagne, ont éprouvé ou feint d'éprouver un profond étonnement avec une profonde indignation. Elle n'avait pourtant rien d'imprévu, encore bien moins d'improbable. La pensée qui nous est spontanément venue, quand, à la dernière heure de la quinzaine passée, nous en fûmes informés, c'est que « la force des choses était partout la plus forte, » et que « l'inévitable s'accomplissait. » Nous nous abusions seulement en ajoutant que ce fait plein de conséquences ne surprendrait ni nos ennemis ni nous. Il paraît qu'il les a surpris. Ils n'avaient donc pas réfléchi ; ils n'avaient donc pas regardé. La vérité est que, le jour du mois d'août 1914 où, un premier conseil de la Couronne ayant déclaré caduc l'engagement secret, l'espèce de pacte de famille, contracté, comme bon parent, par le roi Carol, la Roumanie avait proclamé sa neutralité, la Roumanie, ainsi que l'Italie, dont la position politique était toute pareille, avait mis le doigt dans l'engrenage de la force des choses, s'était abandonnée ou confiée à l'inévitable. Fatalement, la neutralité devait la mener à la guerre, ainsi qu'elle y menait fatalement l'Italie ; et fatalement, ainsi que l'Italie, sortie de la Triple Alliance, elle était jetée dans la Quadruple Entente. Leur position politique étant pareille, et pareilles leurs raisons, d'abord de se réserver et de se retirer, — la Triple Alliance allant contre son objet, dépouillant, reniant son caractère purement défensif, — ensuite d'agir, — les aspirations nationales à satisfaire, des *terre irredente* à réunir enfin à la patrie, — pareilles aussi devaient être l'attitude, l'évolution, la résolution des deux pays. Le gouvernement roumain l'a vu et l'a dit très clairement, dans le texte de la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie :

« L'alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie n'avait, selon la déclaration même des gouvernemens, qu'un caractère essentiellement conservateur et défensif. Son objet principal était de garantir les pays alliés contre toute attaque du dehors et de consolider l'état de choses créé par les traités antérieurs. C'est dans le désir d'accorder sa politique à ces tendances que la Roumanie se joignit à cette alliance... Au printemps de 1915, l'Italie était en guerre avec l'Autriche-Hongrie, et la Triple Alliance n'existait plus. Les raisons qui avaient déterminé l'adjonction de la Roumanie à ce système politique disparaissaient en même temps. » Entre l'Italie et la Roumanie, il y avait une solidarité tacite et latente; comme leurs positions étaient identiques, leurs résolutions étaient liées. La déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie dépendait, était fonction de la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie, et leur intervention armée, à toutes les deux, était la suite nécessaire, inévitable, répétons-le, de leur déclaration de neutralité. Les deux actes se commandaient, les deux mouvemens se combinaient, comme le premier pas et le second pas. Si l'on peut ne pas faire le premier, il est toujours très difficile et souvent impossible, lorsqu'on l'a fait, de ne pas faire le second, parce qu'on resterait sur un pied, posture éminemment incommode et instable. Dès lors que les résolutions, comme les prévisions mêmes, étaient liées, dictées, imposées par la force des choses, les hommes n'y pouvaient plus rien, ou n'y pouvaient que fort peu. « Vous auriez dû, disait-on hier au comte Tisza, tout faire pour changer le ministère roumain ! » Suprême erreur. Le ministère roumain eût-il été changé, M. Bratiano renvoyé, M. Carp et M. Marghiloman eussent-ils été appelés, MM. Filipesco et Take Jonesco exilés ou emprisonnés, que la résolution de la Roumanie, non plus que sa position, n'eût été changée, que la force des choses n'eût pas été brisée, ni l'inévitable, évité. De même en Italie : M. Giolitti en personne, une fois qu'il aurait eu dénoncé ou dénoué la Triple Alliance, rien qu'en déclarant la neutralité, n'aurait pas pu ne pas faire ce qu'ont fait M. Salandra et M. Sonnino; M. Boselli ne pouvait pas, M. Salandra lui-même n'eût pas pu ne pas achever ce qu'avait commencé M. Salandra. *Volentem fata ducunt, nolentem trahunt.* Les hommes peuvent bien conduire les petits évènemens, mais les grands les conduisent. Néanmoins, ils y ont leur part : leur habileté, ou leur chance, est alors de ne pas se mettre en travers des voies du Destin.

La déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie a porté sans retard toutes ses conséquences, que nous avions prédites

très grosses, et qui sont allées se propageant, s'élargissant comme des ondes. Au plus près, d'abord, en Hongrie. Panique dans le peuple, tumulte dans le Parlement, désarroi dans le gouvernement. Dès que les têtes de colonnes roumaines sont apparues, les populations non roumaines de la Transylvanie ont reflué vers le centre du pays, semant sur leur passage l'épouvante. De toutes parts a éclaté le concert des récriminations qui s'élèvent dans les jours sombres, où les plus exaltés crient à la trahison et les plus modérés parlent de négligence ou d'incapacité. Quand le comte Étienne Tisza, confiant encore en sa toute-puissance, et naguère obéi en dictateur, plus servi que suivi par la majorité, a voulu repousser les accusations, mêlées d'injures, il a été hué. On s'est rageusement lancé à l'assaut contre lui : tous ensemble, tous les chefs et tous les partis, en présence du sien terrorisé, paralysé : les Andrassy, les Apponyi, les Karolyi, les Rakowsky, les « constitutionnels, » l'ancien et le nouveau parti nationaliste, comme les « cléricaux » du parti du peuple. On expliquerait insuffisamment cette colère en n'y voyant que le dépit de n'avoir pas été associés au gouvernement, et le désir de renverser le ministère pour le remplacer. Que le comte Jules Andrassy, dont l'âme, comme la figure, est âpre, et le comte Albert Apponyi, dont on a dit que « cavalier brillant, il renversait tous les obstacles, excepté le dernier, » brûlent de se substituer l'un au baron Burian, ministre commun des Affaires étrangères à Vienne, l'autre au comte Tisza, président du Conseil des ministres à Budapest, nous l'ignorons, mais c'est possible. Toutefois, outre que l'héritage exigerait un bénéfice d'inventaire, les petites ambitions, dans cette crise tragique, sont gonflées et ont besoin d'être nourries par de grandes passions. Ce ne sont pas seulement les partis qui se ruent contre le gouvernement hongrois, c'est le peuple magyar torturé par l'angoisse. Le fait est hautement significatif pour quiconque a été à même de se convaincre que, dans cet assemblage hétérogène qu'est la double monarchie, ce peuple est le seul qui ait le sens de l'État, la conscience plénière, et exagérée même de sa continuité millénaire ; que la Hongrie est vraiment l'épine dorsale, la colonne vertébrale de cette monarchie partout ailleurs flasque et invertébrée ; que c'est donc à Budapest que les reins des Habsbourg, les reins de la coalition, peuvent être cassés.

Et c'est précisément par quoi la guerre, portée d'instinct par les Roumains dans les comitats de Transylvanie, qui, en tant que guerre « roumaine, » eût pu paraître une guerre « de sentiment, destinée à

flatter, en les symbolisant et à satisfaire, en les concrétant, les aspirations nationales, revêt, en tant que partie de la guerre européenne, en tant que guerre générale, toute l'importance d'une guerre « de calcul. » « Pour garder la Transylvanie qu'on veut nous voler, rugit M. Rakowsky, les Hongrois deviendront des tigres. » Ils n'auront pas grand'chose à faire, sinon pour la garder, du moins pour le devenir. Leurs alliés les aideront de tout ce qui leur reste de pouvoir, sentant bien qu'il y va en Transylvanie de beaucoup plus que la Transylvanie, ou que la Hongrie même, ou même que l'Autriche-Hongrie, qu'il n'y va de rien de moins que la victoire totale ou la défaite totale.

En apprenant la déclaration de guerre, qui mettait sur les bras colossaux, mais fatigués, de l'Empire, un dixième ennemi, l'Allemagne n'est revenue de la stupéfaction que par la fureur. Après l'avoir redoutée en 1915, et peut-être à deux ou trois reprises en 1916, lorsque M. Bratiano donnait un coup de balancier pour se retourner de notre côté, elle n'y croyait plus. Elle recevait de Sofia, et de Bucarest même, tant de renseignemens qui la rassuraient; elle avait là-bas tant d'agens, tant de missionnaires, tant de jeunes gens riches mis en sursis à la seule condition d'y prodiguer l'argent en des fêtes diurnes et nocturnes ; elle avait tant de capitaux en Roumanie ; elle était un si bon client et un si bon marchand ; et, par surcroît, elle y était un guerrier si admiré, un fournisseur d'armes si indispensable ! Tout le monde sait que, dans un péril subit, le premier mouvement, même de chrétiens médiocres, même d'incrédules, est souvent de se signer ; ainsi, devant ce supplément de danger, le premier geste de l'Allemagne a été, nos journaux l'ont finement et justement noté, un geste fétichiste. Le maréchal de Falkenhayn, chef d'état-major général, généralissime, s'est vu brusquement congédié, au profit de l'idole à la statue de bois ferré, le héros allemand Hindenburg, héros comme on ne l'est pas seulement dans les camps, mais dans le Walhalla. Hindenburg, c'est la moderne incarnation de l'immortel héros national, c'est Arminius. Tout au moins, c'est Blücher, comme son adjoint, Ludendorff, est Gneisenau. Le pédantisme allemand verse à plaisir dans la comparaison et l'hyperbole. Pour Blücher, qui ne fut jamais qu'un vieux reître, ce n'est pas mal jugé. Germains et Germanophiles, le Suédois Sven Hedin en un rang distingué, vantent en strophes alternées la taille du maréchal, sa grandeur, sa grosseur, l'épaisseur de ses sourcils et de ses moustaches, tout ce que son corps a de gigantesque ; et nous en tremblerions si nous ne songions que, le

plus souvent, le génie ne réclame pas tant de place pour se loger. Il n'en reste pas moins qu'Hindenburg est un rude soldat, qu'il est absurde de diviniser comme le fait cette crédulité allemande qui n'a point d'égale, et qui se multiplie par ses désillusions mêmes, s'il lui est permis d'en avoir, mais qu'il serait imprudent de dédaigner, puisque aussi bien un homme ne vaut jamais seulement ce qu'il vaut, mais ce qu'il vaut, plus ce que l'on croit qu'il vaut. Le nouveau chef d'état-major des Empires du Centre, pour inaugurer ses fonctions, voudra sans doute faire sentir la pesanteur de son poing. La prise à revers de la Roumanie, l'irruption dans la Dobroudja, l'affaire de Tourtoucaïa sur le Danube, l'occupation de Silistrie, tout cela a bien l'air d'être un plan très simple et un peu grossier d'Hindenburg, exécuté par Mackensen. Pensez à ce que deviendrait l'idole, si elle pouvait mettre hors de cause en deux semaines cette Roumanie qui a osé défier et inquiéter l'Allemagne. Mais l'idole demeurera de bois : les Russes arrivent, et l'armée de Salonique s'ébranle. En s'ébranlant, elle va faire ventouse; elle aspirera et retiendra les Bulgares, qui se sont lancés à la poursuite de leur rêve macédonien et maritime, et que la crainte d'être pris à revers, eux aussi, l'hésitation sur le parti qui leur procurerait le plus de bénéfice, avaient pendant quarante-huit heures laissés flottans sur la conduite à tenir envers la Roumanie. Mais l'égoïste, l'inexorable Allemagne ne lâche pas ses complices. Comme la mort elle-même, elle n'est jamais lasse de leur crier : « Marche! » La Turquie l'avait deviné, et, au contraire de la Bulgarie, elle a préféré s'assurer le mérite de l'empressement. Elle se prodigue; elle est sur le Stokhod, sur les Carpathes, sur le Danube, sur la Strouma, en tous lieux, sauf chez elle, où elle aurait à faire et où elle devrait être. Mais est-elle encore quelque part chez elle? Et, pour elle, en effet, n'est-il pas d'un intérêt vital de ne pas voir couper le chemin : Berlin, Vienne, Constantinople, qui, si fictif qu'il soit ou si incertain, est désormais le seul fil qui la rattache au monde.

A l'égard des nations neutres, l'intervention de la Roumanie dans le conflit n'a pas produit des effets moindres qu'entre les belligérans. La presse allemande, avec cette opiniâtre balourdise qui est sa marque, avait pris un tel soin de répéter que les Roumains courraient « au secours de la victoire, » que la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie a sonné dans tout l'univers comme le glas de l'invincibilité légendaire des Empires du Centre, comme un avertissement de leur défaite. La Grèce était trop aux écoutes pour ne pas entendre la cloche. Elle souffrait cruellement de son inaction, de son inertie, de

l'insolente mainmise des Allemands qui, pour l'éthique comme pour l'esthétique, sont bien les moins hellènes des hommes. Trop de cœurs saignaient encore; cette terre de Macédoine recouvrait les cadavres non seulement de trop de soldats tombés pour l'indépendance, mais de trop de victimes, femmes, filles, vieillards, enfans, martyrs de la férocité bulgare. A voir les bourreaux redescendre de la haute vallée de la Strouma, se glisser de Roupel vers Sérès, Drama, Cavalla, et, grâce à des complaisances criminelles, s'installer dans des forts construits pour les arrêter, la fibre patriotique s'est réveillée, l'honneur militaire s'est ressaisi. Un comité national s'est formé, qui n'avait de révolutionnaire que de suppléer dans son devoir le plus sacré, la défense du pays, le gouvernement défaillant. Des officiers, engourdis par les philtres que leur versaient les chefs, plus Allemands que Grecs, de leur état-major, un Dousmanis, un Metaxas, ont voulu s'y opposer, et l'on s'est, deux ou trois heures, quelque peu battu à la porte des casernes de Salonique. Mais la résistance a bientôt cessé, et l'excellence du motif, aux yeux même les plus prévenus ou les plus fermés, a justifié le *pronunciamiento*, qui ne se proposait d'autre but que de ne pas livrer à l'ennemi le sol de la patrie. Un colonel, déjà fameux par ses exploits, le colonel Christodoulos, a enlevé son régiment, ramassé tout ce qu'il a trouvé d'hommes, et s'est présenté devant Cavalla, dont il s'est fait restituer deux des forts, tandis que l'escadre anglo-française apprêtait ses obus pour faire évacuer le reste.

Dans le moment même où des régimens grecs, à Sérès et à Salonique, ne pouvaient réprimer leur colère ou leur dégoût, les Alliés, par une démarche énergique quoique tardive, obtenaient à Athènes le renvoi du général Dousmanis et du colonel Metaxas. Mais ce n'était pas assez : les mauvaises pratiques survivaient aux mauvais bergers. Tout à coup trente vaisseaux anglais et français se sont montrés devant le Pirée et, en un ordre magnifique, sont allés se ranger dans la rade de Salamine. L'appareil était imposant et donnait beaucoup de force à la note qu'étaient chargés de présenter les diplomates. Cette note exigeait, sous trois paragraphes, et pour le dire en un seul mot, que le gouvernement grec, secouant le joug germanique, redevînt grec et redevînt un gouvernement. Les télégraphes seraient remis aux Alliés, les corrupteurs étrangers expulsés, les espions mis hors d'état de nuire. M. Zaïmis a tout accepté. Là-dessus, les Allemands, gens délicats, tempêtent. L'Entente prend la Grèce à la gorge, se rit de sa souveraineté, supprime sa liberté même ! La situation est pourtant

bien claire. En droit, la France, la Grande-Bretagne et la Russie agissent conformément aux traités comme puissances protectrices de la Grèce. En fait, elles sont à Salonique parce qu'elles y ont été appelées par ce gouvernement et par ce roi qu'on les accuse d'opprimer. Si des troupes serbes, italiennes, portugaises peut-être, y sont avec elles, c'est un peu par la faute de la Grèce qui n'a pas rempli tous ses engagemens. Le front de Salonique est devenu un des fronts de la guerre européenne ; mais, par cela seul, il est évident qu'aucune action n'est dirigée ni aucune intention tournée contre la Grèce.

Nous ne voulons pas la traîner, malgré elle, à une guerre dont elle voit l'horreur et ne sent pas la nécessité. N'ayant rien demandé à de plus grands qu'elle, qui ont fait d'eux-mêmes ce qu'ils ont jugé de leur devoir ou de leur intérêt de faire, nous n'avons rien à lui demander. Et cependant si : il nous faut la sécurité pour notre armée de Salonique ; il nous la faut absolue, et il nous la faut à tout prix. Nous ne pouvons pas accepter même l'hypothèse d'être pris à revers, quand nous marcherons, comme les Roumains par les Bulgares, ni d'être frappés dans le dos, ne fût-ce qu'avec un journal, d'un coup de plume empoisonnée. Par-dessus la sécurité, il nous faut à tout prix le respect. En débarquant des marins, et au besoin en « embarquant » les coupables et les responsables, il faut que nous ne soyons ni injuriés, ni bafoués, ni dupés, ni bercés, ni bernés. Lorsqu'on a su que la Roumanie déclarait la guerre à l'Autriche, on a beaucoup loué l'idée de l'expédition de Salonique. On ne la louera jamais trop. On ne la louera jamais plus que nous, ici, qui l'avons soutenue parmi les premiers, bien qu'à la vérité nous lui souhaitions un autre développement. Mais une idée, en politique et à la guerre, ne vaut que par son exécution. Salonique, camp retranché où l'on s'enferme, conserve dans les Balkans toute sa valeur diplomatique. Salonique, base d'où l'on part, acquiert toute sa valeur militaire. La diplomatie a fini, mais la guerre n'est pas finie. L'armée de Salonique est un instrument. L'idée de Salonique était bonne ; elle deviendra excellente si l'idée fait rendre à l'instrument tout ce qu'il doit rendre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

UN ÉPISODE DE LA VICTOIRE DE VERDUN

LES DERNIERS JOURS DU FORT DE VAUX[1]

I

I. — LE FORT

Dans la grande escadre des forts qui défendent Verdun à distance, comme une flotte échelonnée sur la haute mer en avant d'un port, le fort de Vaux aurait droit au rang de croiseur. Plus moderne que Souville et Tavannes, forts à cavaliers et caponnières, moins vaste et moins armé que Douaumont, dont l'enceinte contient un monde de tourelles, de coupoles, de casemates, de casernes et de places d'armes, il enfonce mieux dans la terre ses murs arasés.

Bâti en maçonnerie vers 1880, il fut, après l'invention de l'obus-torpille (1885), reconstruit en béton, puis en béton armé et achevé seulement en 1911.

Au Nord de la grande route de Verdun à Metz, par Étain, il monte la garde devant la forteresse, face à Thionville. A l'extrémité d'un plateau qui s'encadre entre le massif de Douaumont

(1) *Copyright by* Henry Bordeaux, 1916.

et les bois mamelonnés de la Laufée et qui est séparé d'eux par d'étroits vallons, il semble sortir de l'embouchure d'un fleuve bordé de collines pour venir fendre de sa proue la plaine de la Woëvre. La mer de Woëvre bat ses pentes Nord-Est qui sont d'abord abruptes et font un angle mort, puis s'inclinent en pentes douces jusqu'au fossé que flanquent ses coffres.

Deux villages bâtis en longueur dans les fonds, Vaux-devant-Damloup au Nord, et Damloup au Sud, l'escortent comme des bateaux de commerce un haut navire de guerre.

Vaux-devant-Damloup commande l'entrée d'un vallon : c'est le ravin du Bazil qui longe un peu plus loin un étang précédé d'une digue, l'étang de Vaux. La route (de Verdun à Vaux) et la voie ferrée (de Fleury à Vaux) lui empruntent le passage. Le ravin du Bazil reçoit comme des affluens, du plateau qui porte le fort, le ravin des Fontaines qui coupe le bois de Vaux-Chapitre dans la direction de Souville, et, du massif de Douaumont, les ravins de la Caillette et de la Fausse-Côte qui traversent les bois de la Caillette et d'Hardaumont. Ce sont les tranchées naturelles, les voies d'accès qui, d'un mouvement de terrain, conduisent à un autre. Un sol ainsi boisé et accidenté est favorable à une guerre de surprises, de traquenards, d'embuscades, de coups de main, d'infiltration lente et perfide. Il se prête au flux et au reflux des combats à la grenade. Bois de la Caillette, bois d'Hardaumont, ravins de la Caillette, de la Fausse-Côte, du Bazil, retraites obscures, à demi sauvages, où le voyageur, l'été, aimait à s'égarer, mais aujourd'hui tirées de l'ombre et toutes resplendissantes d'une gloire sanglante : à leur sort est lié le destin du fort dont elles sont les ouvrages avancés.

II. — LE VOL DES CORBEAUX

Le 21 février 1916, à sept heures du matin, un obus tombe sur Verdun, proche la cathédrale. C'est le signal, et la plus grande bataille de la plus grande guerre commence.

Les observateurs sur avions ou ballons qui ont vu s'allumer le volcan ont déclaré qu'ils ne pouvaient pointer sur leur carte toutes les batteries en action. Les bois de Consenvoye, de Moirey, d'Hingry, de Grémilly, les forêts de Spincourt et de Mangiennes, les côtes de Romagne et de Mormont soufflaient de la flamme comme des milliers de dragons infernaux. Le

commandant d'une compagnie de chasseurs qui fut blessé au bois des Caures a témoigné : « La violence du feu avait été telle qu'en sortant de nos abris, nous ne reconnaissions plus le paysage auquel nous étions habitués depuis quatre mois. Il n'y avait presque plus d'arbres debout; la circulation était très difficile à cause des trous d'obus qui avaient bouleversé le sol. Les défenses accessoires étaient fort endommagées, mais il y avait un tel enchevêtrement de fils de fer et de branches cassées que le tout constituait encore un obstacle sérieux pour les assaillans. Les boyaux de communication n'existaient plus. Les tranchées avaient été fort touchées, mais étaient encore utilisables : elles furent aussitôt garnies. »

Elles furent aussitôt garnies : constatation qui place la volonté humaine au-dessus de toutes les puissances physiques déchaînées. Le haut commandement en a tiré cette formule : « Ce que l'artillerie réalise, c'est la diminution des moyens matériels de la défense et son usure morale, non pas sa destruction. »

Au-dessus du champ de bataille, dans les plaines de l'air les ondulations électriques projetées au loin vont s'inscrire en signes sur les récepteurs et portent aux quartiers généraux, aux nations, au monde entier, par la télégraphie sans fil, les nouvelles de la guerre. Elles se croisent comme des caravanes d'oiseaux migrateurs et se livrent de mystérieux combats.

L'Allemagne, le 26 février, lâche un premier corbeau, porteur de ce message :

« A l'Est de la Meuse, devant Sa Majesté l'Empereur et Roi qui était sur le front, nous avons obtenu des succès importans. Nos vaillantes troupes ont enlevé les hauteurs au Sud-Ouest de Louvemont, le village de Louvemont et la position fortifiée qui est plus à l'Est. Dans une vigoureuse poussée en avant, des régimens du Brandebourg sont arrivés jusqu'au village et au fort cuirassé de Douaumont, qu'ils ont enlevés d'assaut. Dans la Woëvre, la résistance ennemie a cédé sur tout le front dans la région de Marchéville (au Sud de la route nationale Paris-Metz). Nos troupes suivent l'ennemi de près dans sa retraite. »

Il n'y a pas eu d'assaut donné au fort de Douaumont, enlevé par surprise. Contre le village de Douaumont, tous les assauts allemands ont échoué. La Woëvre a été évacuée par manœuvre

stratégique et l'ennemi, méfiant, qui ne s'y est aventuré qu'avec crainte, dut s'arrêter devant Manheulles le 27 février et ne put entrer dans Fresnes que le 7 mars. Mais comme cela fait mieux dans un communiqué de représenter les braves Brandebourgeois escaladant sous la mitraille les glacis d'un fort, appliquant les échelles sur la contrescarpe, montant à l'assaut, franchissant les fossés, heureux de vaincre ou de mourir sous les yeux bienveillans de Sa Majesté l'Empereur et Roi, sans doute présent à la fête, une couronne sur la tête et un glaive d'or à la main !

Le second corbeau est plus audacieux. Il est lâché le 9 mars et il annonce au monde attentif la prise du fort de Vaux. C'est le pendant de Douaumont : un diptyque offert aux nations.

« A l'Est du fleuve (la Meuse), pour raccourcir les liaisons au Sud de Douaumont avec nos lignes de la Woëvre, le village, le fort cuirassé de Vaux, ainsi que les nombreuses fortifications voisines de l'adversaire, ont été, après une forte préparation d'artillerie, enlevés dans une brillante attaque de nuit des régimens de réserve de Posen, n°s 6 et 19, sous la direction du général de l'infanterie von Guretsky-Cornitz, commandant la 9e division de réserve... »

Comment le monde attentif oserait-il mettre en doute la véracité d'un radiogramme aussi étincelant et précis? On lui donne le jour et l'heure, les numéros des régimens, le nom et le titre du général qui a mené l'action. Ces détails ne s'inventent pas... Le fort de Vaux est-il pris? Comment ne le serait-il pas, puisque c'est le général Guretsky-Cornitz, commandant les régimens 6 et 19 de Posen, qui l'a pris? Évidemment : il y a d'une part le général avec ses deux régimens, et de l'autre, il y a le fort de Vaux. Dès lors, comment le fort de Vaux ne logerait-il pas ce général, et ses deux régimens avec lui? « Cette malle est-elle à nous? » demandait Robert-Macaire au fidèle Bertrand. Et il concluait aussitôt : « Elle doit être à nous. » « Le fort est-il à nous? se demande le Boche. — Il doit être à nous. » Et aussitôt il l'annonce.

Seulement, le fort n'est pas à lui. Il n'est pas à lui le 8 mars, et pas davantage le 9, et pas davantage le 10. Le général von Guretsky-Cornitz, commandant la 9e division de réserve, en est pour sa forte préparation d'artillerie, et pour sa brillante attaque de nuit. Le haut commandement allemand ne peut pourtant pas confesser au monde que le général von Guretsky-

Cornitz s'est moqué du monde. En hâte, le 10 mars, il lâche un troisième corbeau, avec ce billet sous son aile :

« Les Français ont fait de violentes contre-attaques sur notre nouveau front à l'Est et au Sud du village, ainsi que près du fort de Vaux. Au cours de ces actions, l'ennemi a réussi à reprendre pied dans le fort cuirassé lui-même. Partout ailleurs, les assaillans ont été repoussés avec de fortes pertes. »

Ainsi le tour est-il joué.

Mais le mensonge exige une continuité d'efforts dont les imposteurs les plus avisés sont rarement capables. Qui dit la vérité est le seul qui ne se coupe jamais. Trois mois plus tard, — mesurez ces trois mois plus tard : exactement quatre-vingt-huit jours, soit tout l'intervalle qui sépare de l'annonce du 9 mars la chute réelle du fort, le 7 juin au petit matin, quatre-vingt-huit jours de froid ou de chaud, de fatigue, de soif et de manque de sommeil, de bombardemens et d'assauts, — trois mois plus tard, le fort de Vaux est réellement pris. Le haut commandement allemand sait ce qu'il lui en coûte. Il annonce fièrement la nouvelle. Or, il oublie son radiogramme du 9 mars. Il dit : « Le fort cuirassé de Vaux est occupé par nous... » Il ne dit pas, il n'ose pas dire : « Le fort cuirassé de Vaux est réoccupé par nous... »

III. — LE CHEMIN (11 MARS)

Voici Verdun, pareil à une Florence du Nord au milieu de son cirque de collines. Après des jours de froid et de neige, si cruels à nos hommes dans les tranchées bouleversées et réduites à n'être plus que la jonction de trous d'obus, une douceur printanière est venue brusquement détendre les membres engourdis et la terre gelée. La surprise est si forte qu'elle fait courir sur les lèvres déshabituées ce nom charmant et bien inattendu de Florence. C'est l'heure du couchant : il baigne d'or et de mauve la ligne sinueuse des coteaux, il anime les eaux mornes de la Meuse débordée.

Au pied de la morose cathédrale, si différente de la gracieuse Sainte-Marie-des-Fleurs aux marbres colorés, on traverse un couloir sous des murs à demi démolis et l'on parvient à une terrasse qui donne sur toute la douleur de Verdun : maisons éventrées montrant leurs étages à nu et perdant leurs

meubles comme des bêtes leurs entrailles, façades écroulées, portes ouvrant sur le vide, pans de murailles déchiquetés et dentelés, surmontés souvent de hautes cheminées inutiles, et tout cela qui n'est plus qu'un tas informe de décombres fut la rue Mazel, le quartier le plus commerçant, le plus brillant, le plus vivant de Verdun, et du Verdun de la guerre autrement mouvementé, plaisant et gai, que le Verdun de la paix. Le bombardement a dégagé d'anciens remparts, datant sans doute du temps des princes-évêques, qui encerclent la ville haute et auxquels viennent s'appuyer les ruines de la nouvelle ville. Un chien errant qui, seul être vivant, erre dans les rues désertes, pousse de plaintifs aboiemens. Des obus tombent sur Jardin-Fontaine. Juste au-dessus de la ville, deux avions se poursuivent. On entend le tic tac de leurs mitrailleuses : l'Allemand regagne en hâte ses lignes...

J'habite une cellule blanchie à la chaux dans une caserne de Verdun. Plié dans une couverture, je dors sur un lit de camp, lorsque le commandant P... entre en coup de vent et, d'un jet de sa petite lampe électrique, me réveille en sursaut. Au début de la campagne, il m'avait offert une hospitalité plus luxueuse dans les caves de Berry-au-Bac. Les caves de Berry-au-Bac étaient encombrées de tapis, de fauteuils, de glaces, de bronzes d'art. On y mangeait dans de la vaisselle à fleurs, on y buvait dans de la cristallerie fine. Si les services étaient dépareillés, ils donnaient l'illusion de la profusion. On passait l'Aisne en bateau, par plaisir, car le pont n'était pas rompu. Parfois les balles vous accompagnaient comme un essaim d'abeilles et l'eau semblait prolonger leur plainte. Quand on descendait, pour se mettre à l'abri, dans ces fameuses caves voûtées, ornées comme des salons dont les miroirs doublaient la perspective, on s'épanouissait dans un bien-être inespéré.

— Voulez-vous aller au fort de Vaux? me demande à brûle-pourpoint le commandant. Occasion unique. Il faut trois officiers cette nuit, l'un au fort, l'autre au village de Vaux, le troisième à Damloup. Départ dans un quart d'heure.

J'avais exprimé le désir d'accomplir ce pèlerinage. Je suis servi à souhait : l'ordre est immédiat.

— Il est nécessaire, ajoute-t-il, de partir de nuit, afin d'explorer le terrain au petit jour.

Un quart d'heure après, nous montons en automobile, le

capitaine L... de l'état-major et moi. Nous prendrons au passage le capitaine H... à l'état-major de la division.

Nous suivons la route d'Étain, puis laissons la voiture pour gravir à pied une pente boisée et gagner le poste de commandement du divisionnaire. La région de la mort commence. Au bord du chemin que nous venons de quitter, s'enchevêtrent, se mêlent des débris de chariots, des sacs ouverts, des harnachemens souillés, des fusils et des corps gonflés de chevaux, jambes en l'air, intestins dehors. Dans le bois, les branches cassées obstruent parfois le passage, les pieds s'accrochent aux souches ou trébuchent dans les entonnoirs. Quand les obus écrasent le sol dans notre voisinage, une colonne de fumée noire tache, comme une poussière de suie, la nuit claire.

Car la nuit est toute claire. Entre les arbres, coule la lumière bleutée de la lune qui fait un jour adouci, délicat, pudique, comme si elle refusait de nous laisser approfondir les blessures de la terre.

Nous descendons maintenant dans un ravin par un sentier en lacets pareil à un sentier de montagne. La pente est forte et mieux vaut se hâter : l'endroit est repéré et copieusement arrosé sans répit. Un cadavre est là qu'il faut enjamber. Plus bas, devant le poste de commandement, un autre paraît dormir sous son casque. Une main pieuse a recouvert du casque le visage écrabouillé. Nous entrons dans le sol creusé. Après un couloir, où dorment, serrés, les agens de liaison, une pièce boisée, avec un siège et une table, et, dans le fond, un lit de fer. Le maître de céans, le général de B..., est penché sur sa carte. Il se redresse en nous voyant. Il est jeune, allègre, la parole nette, les yeux lucides. Un seul signe de fatigue : les poches qui se sont creusées sous les yeux. Combien en ai-je vu, en pleine action, de ces chefs qui, dominant l'épreuve physique et le risque, et portant sans faiblir le poids de toutes les vies confiées à leurs ordres, quand leurs aides les plus fidèles succombaient au sommeil ou à l'inquiétude, s'appliquaient tranquillement à l'étude d'un plan et réglaient minutieusement, sans les mauvais conseils de la hâte et de la fièvre, les moindres détails d'une opération !

Les Allemands sont au pied du fort de Vaux et même ils sont à mi-hauteur. Les pentes descendent tout d'abord sans hâte, devant le fort, pendant un espace de trois à quatre cents

mètres au plus, puis elles coulent brusquement jusqu'à la plaine de Woëvre. Cette descente rapide fait un angle droit que notre artillerie ne peut battre à cause de ses trajectoires. Les Allemands sont installés là. Il importe de les déloger. Quelle ligne suivent-ils au bas d'Hardaumont, sur le village et, plus à l'Est, aux abords de Damloup? Il faut avant d'agir la déterminer très exactement. On s'est battu ces jours derniers, on se bat encore, et la situation demeure quelque peu confuse. Notre caravane se coupera donc en trois; chacun de nous aura son objectif : Vaux, le fort et Damloup, chacun son guide.

Et je me souviens de ces conciliabules en montagne, avant d'entreprendre une ascension qui présentait telles ou telles difficultés : l'un prendrait tel sentier, l'autre tel couloir; attention, il y a un passage dangereux, il convient d'emporter un bout de corde. Après quoi, au petit jour, on se serre la main et l'on part chacun de son côté pour se retouver au rendez-vous.

Nous remontons la pente du ravin et nous voici dans un bois de plus en plus clairsemé. Oui, c'est bien le départ pour une ascension difficile. L'air est vif, les étoiles sont à peine visibles, tant la lune brille. Lorsque l'on gagne de l'altitude, la végétation se raréfie : les arbres se rabougrissent, quelques mélèzes tenaces, aux racines tordues, s'obstinent à croître, puis c'est la zone des arbustes étiolés et maigres, et enfin, plus rien que la terre nue. La même progression se retrouve ici : autour de moi, il y a bien des arbres, mais ils sont en morceaux, les branches brisées, les troncs meurtris, les racines sorties du sol crevé, et bientôt ce ne sont plus que de lamentables balais. Le sommet ne doit pas être loin, ou la région des glaces et de la désolation.

La montagne a pourtant l'incomparable avantage du silence. On s'habitue si vite au régulier murmure des torrens qui roulent dans les fonds, et même ce murmure fait comme une chanson intérieure qui accompagne la rêverie. Ici, l'on est obsédé par ce continuel sifflement aigu, menaçant, inquiétant qui précède l'éclatement des obus. Et parfois il faut s'arrêter, se coucher ou plonger dans un entonnoir, — on n'a que l'embarras du choix, — attendre pour laisser passer les rafales. Quand le barrage s'interrompt, on repart. La terre est percée comme une écumoire ; aux carrefours les cadavres, hommes ou chevaux, se multiplient. La lumière nocturne les recouvre d'un mystérieux suaire.

Arrêt à la carrière qui est le poste de commandement de la brigade. Là aussi, veille un chef qui achève de préparer l'opération ordonnée. Grand, très jeune d'aspect, le verbe haut, l'abord franc, on retrouve pareillement en lui cette race d'entraîneurs d'hommes qui sait unir la méthode à l'élan. Et quelle clarté ils ont tous dans leurs exposés et leurs prévisions! Quelle place occupe dans ces prévisions le souci des vies à ménager! Quelle franchise dans l'accent, quel art d'aller au but directement! Il n'y a plus ici ni flagornerie, ni vanité, ni désir de plaire. Une sorte d'élévation morale par le commandement s'est faite. Quand on connaît la question traitée, une simple conversation téléphonique est un modèle de précision de langage et de justesse de raisonnement.

Ainsi, d'un poste à l'autre, le dialogue se continue dans la nuit. On croirait visiter successivement des catacombes où le même office se célèbre, à la chétive clarté de la lampe du sanctuaire. Et l'on emporte une impression de respect religieux.

— Bonne chance! me souhaite le colonel en me reconduisant sur le pas de la porte. Je vais me reposer quelques heures.

Il est deux heures du matin.

Le plus mauvais passage reste à franchir : quinze à dix-huit cents mètres sur un plateau qui, de jour, est çà et là vaguement protégé contre les vues par des boqueteaux, — quels boqueteaux! — mais qui, la plupart du temps, est en plein découvert. Au clair de lune, nos silhouettes ne se profileront qu'à peine sur le chemin de crête; le retour, si nous repartons après le lever du soleil, sera un peu plus compliqué.

Nous marchons à la file indienne, le guide, le capitaine P... de l'état-major de la brigade, qui a voulu m'accompagner et moi. Les obus tombent comme grêle. La terre qu'ils ont remuée est devenue si friable qu'elle est pareille à de la cendre. Quinze à dix-huit cents mètres, c'est beaucoup plus long qu'on ne croit. On a le temps de presser chaque seconde de sa vie. A chaque instant, il faut franchir des corps jetés en travers. Tous les dix ou douze mètres, et bientôt tous les cinq ou six pas, nous sommes contraints d'enjamber un cadavre ou même des grappes de cadavres, les uns déchiquetés, les autres dans la position de la course, comme s'ils avaient été foudroyés en pleine action. La clarté de la lune atténue l'horreur de leurs blessures sans la voiler tout à fait. Beaucoup d'entre eux sont

de ces *coureurs* qui assurent les liaisons, portent les ordres, indiquent les itinéraires. Dans cette guerre, où toutes les qualités d'héroïsme rivalisent, il convient de rendre un spécial hommage à ces soldats qui, tandis que leurs camarades se terrent comme ils peuvent sous l'averse de fer, s'élancent à découvert, pour suppléer à la difficulté des signaux ou à la rupture des lignes téléphoniques. Par eux, les efforts se coordonnent, l'entente se réalise sur tous les points du front, la chaîne des unités se maintient. Si l'un tombe, un autre aussitôt le remplace. Ceux qui restent sont toujours dispos : ils offrent même leurs services avant que leur tour soit venu. Prêts aux plus généreuses missions, ils composent une garde mobile autour de leur chef et sont le prolongement, le rayonnement de sa pensée qui, par eux, dirige au loin les volontés et règle ou rectifie les dispositions de combat. Ceux qui sont tombés là, ou du moins quelques-uns d'entre-eux, semblent avoir pris dans la mort cette pose des antiques coureurs qui se transmettaient la torche sacrée. Est-ce la lune qui m'aide à voir ces blanches statues brisées? Retrouverai-je au grand jour cette vision marmoréenne? Le jour cru n'est pas favorable à la beauté de la mort.

Le soldat qui nous sert de guide marche bon train. Il donne le signal des arrêts, quand un obus tombe trop près de nous, ou quand la cadence des éclatemens indique un barrage systématique. Il ne choisit pas l'emplacement de ses haltes et nous fixe tout à coup le nez sur des cadavres, trop heureux si nous ne recevons pas au visage des éclaboussemens de chair morte écrasée à nouveau par l'effroyable pilon.

Mais pourquoi s'arrête-t il en ce moment? La cadence précisément semblait se ralentir. C'était le cas d'en profiter. Le voilà qui dépouille un mort. Il le soulève à demi et lui retire une à une les courroies qu'il avait en sautoir. Ainsi dégage-t-il quatre ou cinq bidons de deux litres qu'il débouche et flaire tour à tour, non sans inquiétude à cause des obus qui pourraient l'interrompre dans son opération. Sa figure s'éclaire : l'eau est potable. Celui qu'il a dépouillé avec tant de méthode portait un ravitaillement en eau, et l'eau, sur ce plateau desséché, est aussi précieuse qu'au désert. La source où l'on va puiser est au bas des pentes : on n'est pas sûr d'y arriver, ni d'en revenir. Au fort, tant de lèvres soupirent après les fraîches fontaines!

Le guide, ceinturé de ses courroies de bidon, reprend hâtivement sa course, nous entraînant comme un chevreuil une meute. A cette allure nous dépassons une caravane de porteurs chargés d'un lot de grenades, qui cheminent aussi vite que le leur permet leur charge, sous la pluie de fer. Rien n'arrive ici qu'à dos d'homme. Pauvres petits hommes dont le cœur est encore la plus grande puissance militaire ! C'est une guerre scientifique, a-t-on proclamé. La victoire est au matériel. Le matériel écrase et détruit tout. Et quand l'artillerie croit avoir tout détruit, la volonté humaine oppose encore des poitrines de chair : des hommes ont tout supporté, le feu, la faim, le froid, la soif, et surgissent du sol bouleversé. Aucune guerre n'aura donné de tels exemples de la supériorité humaine.

Le paysage est comme brûlé. Les laves d'un volcan, les secousses d'un tremblement de terre, tous les cataclysmes de la nature ne l'auraient pas davantage écorché. C'est un chaos sans nom, un cercle de l'Enfer de Dante. Je cherche dans ma mémoire des visions comparables : peut-être certaines solitudes alpestres dont les glaciers se sont retirés, où les moraines alternent avec les abîmes, et qui n'ont jamais entendu un chant d'oiseau ni subi un contact vivant. Les entonnoirs se touchent, s'ouvrent comme des cratères béans. Des branches coupées, des blocs roulés, des détritus de toutes sortes et des débris humains se mêlent. Une odeur sans nom monte du sol convulsé.

Voici que devant nous se dresse une muraille recouverte de terre. Elle porte des balafres et, par ses fissures, les pierres ont coulé dans le fossé. Mais, somme toute, elle a subi l'avalanche sans fléchir. La porte voûtée est aux trois quarts masquée par une masse de béton qu'a détachée un obus de 380 ou de 420. Dans l'intervalle libre nous nous glissons en hâte, car l'ouverture est spécialement battue par l'artillerie ennemie. Les cadavres, plus nombreux, l'attestent.

Quelle n'est pas ma surprise en trouvant l'intérieur du fort intact ! Il fut construit avec de solides matériaux, pour avoir résisté à un tel martelage ! L'escalier, les couloirs, les pièces sont encombrés. C'est un spectacle curieux qui grouille à la lumière des lampes électriques : dormeurs étendus dans toutes les poses, les uns couchés n'importe où, les autres repliés sur eux-mêmes pour tenir le moins de place possible, tous rebelles

aux bruits, refusant de se réveiller, goûtant cette détente ineffable du sommeil hors du risque ; corvées chargées se frayant difficilement un passage à travers la cohue ; hommes de garde redescendant ou remontant à leur poste ; blessés portant sur leurs plaies des bandages blancs ; sections groupées, isolés cherchant leur compagnie. On devine la cause de cet encombrement, auquel il faut porter remède. Le fort, sur son plateau, joue le rôle de ces refuges de montagne où les caravanes perdues viennent s'abriter contre la tempête. C'est le havre de salut : celui qui parvient à franchir la zone dangereuse respirera à l'aise sous l'arc des voûtes. Peu à peu le défilé s'ordonne, la cohue s'organise. La droite est réservée aux entrans, la gauche aux sortans. Voici l'ambulance, voici le poste, et voici le commandement.

Notre guide obtient à l'arrivée un joli succès. Son harnachement de bidons lui vaut d'être acclamé. La soif ici fait des ravages. La source la plus proche est au ravin des Fontaines, et le ravin est sans cesse criblé de mitraille. Cependant on risque sa peau pour aller boire. L'eau crée des mirages si douloureux ! Dans les sillons informes qui leur servent d'abris, les troupes, la bouche brûlée, attendent de l'eau avec fièvre : on en est réduit, parfois, à boire l'eau corrompue, l'eau pourrie qui stagne dans les trous d'obus. Qui dira jamais toutes les souffrances endurées pour Verdun et pour la France qui est derrière ?

Un soldat déjà vieux, un territorial sans doute, arrive avec des boules de pain sur le dos. Il s'affale, il souffle, il sue à grosses gouttes et sa face est toute blanche.

— Tu es seul ? interroge le sergent de garde. Où est le reste de la corvée ?

Il fait un geste vague. Le reste de la corvée n'a pas suivi, n'arrivera jamais. Cependant il faut chercher les approvisionnemens qu'elle apportait. Où les trouvera-t-on ? Loin d'ici ? Nouveau geste — de lassitude, d'indifférence, d'ignorance ? on ne peut deviner.

— Explique-toi, à la fin.

Le soldat pose sa charge, se redresse :

— J'y retourne, dit-il simplement.

Et il repasse le seuil, suivi de deux hommes désignés par le sergent.

Le commandant du fort me fait visiter son domaine, les casemates de Bourges, les observatoires dont l'un peut servir, la tourelle démunie de 75. Nous croisons le commandant du 3e bataillon de chasseurs, qui tient le secteur devant le fort jusqu'au village, et l'aumônier du bataillon, l'abbé C..., qui, sous le casque, avec ses traits patinés et sa barbe longue, ressèmble plus à un croisé qu'à un moine. Celui-ci arrive de la redoute voisine, petit ouvrage où il avait installé un poste de secours qu'il a dû déplacer.

— Hier, me dit-il, nos chasseurs y avaient ramené un prisonnier tout gémissant, qui ne cessait de répéter d'une voix lamentable : « *Vier Kinden! Vier Kinden!* » Et pour ceux qui n'entendaient pas l'allemand, il montrait de la main une succession de tailles échelonnées et comptait quatre sur ses doigts. Nos hommes l'installèrent à l'intérieur dans un coin de la redoute qui est très étroite, quand eux-mêmes, faute de place, restaient exposés sur la porte aux éclats d'obus.

Le commandant du fort me conduit sur les parapets qui, sans cesse écrasés, sont rétablis sans cesse.

— Attention ! Pour y aller, il faut traverser au plus vite une zone que bat une mitrailleuse ennemie.

Plus perfides que les sifflemens d'obus, les abeilles nous passent au-dessus de la tête ; mais lui-même ne se presse nullement. Là sont installés, dans la terre creusée tant bien que mal, les guetteurs et, sous des abris à peine plus résistans, nos mitrailleuses.

Le petit jour commence à poindre, effaçant la lune. A demi couché sur le parapet, je vois se lever la plus radieuse aurore de printemps. Elle réveille les plaines de la Woëvre dont elle illumine les ruisseaux et les mares. Voici le village de Vaux à gauche, et voici celui de Damloup à droite. Plus loin, cet important agglomérat de maisons détruites, n'est-ce pas Étain ? Leurs ruines blanches, au soleil levant, dessinent une dentelle de pierre, évoquent des cités d'Orient. Et voici les pentes sombres d'Hardaumont. Douaumont nous domine, Douaumont que l'ombre garde encore comme un mauvais génie.

Mieux que l'ennemi, la lumière gravit les pentes du fort. Elle est rapide et légère comme une messagère de bonne nouvelle. Souriante, elle me montre là, devant moi, à deux ou trois cents mètres à peine en avant de la contrescarpe, sur le

gazon qui descend, de nombreuses bosses verdâtres presque alignées. Ce sont les cadavres allemands, presque tout chauds encore, fauchés aux assauts du 9 mars. Ils sont tombés devant les fils de fer. On pourrait les dénombrer. Déjà le compte n'y est plus. Avec des crocs ou des cordes, leurs camarades, la nuit, les tirent à eux.

Le soleil s'est détaché de la bordure de la terre et monte vite à l'horizon. La matinée est d'une douceur exquise dont le contraste est étrange avec ces paysages tragiques. J'ai derrière moi un chaos et devant moi un charnier. Cependant une alouette chante en battant des ailes et remuant les pattes sans changer de place dans l'atmosphère rose. Je vois cette charmante petite chose vivante, qui vibre sans se déplacer en face de moi, comme si elle becquetait la lumière. Un guetteur lève la tête pour la chercher des yeux. Il la regarde un instant avec tendresse, puis reprend son observation. Les obus qui passent ne la dérangent point.

Que se passe-t-il donc là-bas, parmi les cadavres aux uniformes verts? L'un d'eux a fait un mouvement; il se glisse dans l'herbe comme une couleuvre. L'ennemi se sert des morts comme d'un bouclier et d'un trompe-l'œil et vient ainsi reconnaître le terrain. Un guetteur a surpris comme moi cette anormale résurrection. Il tire. Rien ne bouge. Nous avons dû nous tromper. Longtemps après, un peu plus bas qu'au point suspect, un corps bondit et, d'un saut brusque, disparaît à l'endroit où les pentes s'inclinent subitement davantage et font un angle mort.

Comme en montagne, je fais mon tour d'horizon et donne des noms aux vallons et aux collines. Douaumont, sur ma gauche, est la cime la plus haute (388 mètres) : il n'y a que Souville, en arrière, qui soutienne la comparaison. Il semble que la menace de Beaumont pèse sur tous les alentours. Je suis séparé de lui par les pentes boisées de Vaux-Chapitre, par le ravin du Bazil que je devine, et par les bois montant de la Caillette. Hardaumont se dresse comme une falaise au-dessus de la Woëvre. La Woëvre à perte de vue s'étend, coupée de boqueteaux, de villages, striée de routes. Au grand jour, je vois mieux sa misère que l'aurore, compatissante, dissimulait. Son sol inculte ressemble à un vaste marécage. Sur la droite, mes yeux rencontrent la tache noire du bois d'Herméville. La suite des Hauts de Meuse m'en cache une partie. C'est là, sur le village, contre ces pentes, contre Damloup, que l'ennemi s'est

brisé. Et le fort, sur son plateau, avec sa superstructure à demi écrasée, ses doubles murailles ébréchées, semble être la formidable carcasse d'un cuirassé qui flotte sur les eaux et que son équipage n'a pas quitté. La tempête a cru le foudroyer et il a vaincu la tempête.

Nous nous sommes longtemps attardés. Neuf heures du matin : le soleil est déjà haut. Le ciel est clair, les vues sont bonnes, l'observation facile, et les ballons boches nous regardent. Il est plus que temps de repartir. La traversée de la crête risque d'être malaisée. En effet, la sortie est difficile. Nous sommes aussitôt encadrés. L'existence tient à un fil. Les cadavres, maintenant indiscrets, exhibent de hideuses blessures. Quelques-uns seulement sont intacts : j'ai peine à retrouver les statues brisées du clair de lune. Et le sentiment de la mort revêt, dans une révolte de l'être, une horreur spéciale : celle d'être ainsi supprimé et volatilisé, celle de n'être même plus un mort, mais un amas anonyme, ou une poussière de chair. Cela, et aussi la pensée de n'être pas enterré.

Cette pensée n'est pas davantage venue d'elle-même. Nous avons franchi deux cadavres : un petit soldat tout jeune, imberbe, classe 1915 sans doute, recouvert d'un peu de terre, deux ou trois pelletées qui ne réussissaient pas à le cacher, et, tout près de lui, un brancardier désigné par son brassard de la Croix-Rouge, la tête fendue, tenant encore une bêche à la main. Le brancardier a été tué comme il essayait d'accomplir son pieux devoir funèbre. Ici, les morts doivent être abandonnés. Il faut laisser la mort ensevelir les morts. Une légende rapporte que les âmes de ceux qui n'ont pas été déposés en terre sainte errent dans l'espace sans jamais trouver de repos. Mais le sol de la patrie envahie est une terre sacrée. Qu'ils reposent en paix, ceux qui se sont couchés sur elle en la défendant ! Du rappel de l'Église : *Memento quia pulvis es*, qui accompagne la pose des cendres sur le front des fidèles, aurais-je imaginé jamais paraphrase plus éloquente ?

Une dernière caravane de ravitaillement nous croise. Elle n'a pas pu atteindre de nuit son but. Le jour, d'habitude, on ne va pas au fort.

— Allez-vous jusqu'au fort ?

— On essaiera.

— Bonne chance.

IV. — DE MARS A MAI

Qui dira, jour après jour, l'épopée du fort de Vaux? Périodiquement relevées, les troupes se succèdent avec la même endurance dans le même enfer. Saura-t-on jamais, dans cette guerre aux épisodes innombrables, tous les traits dignes d'être fixés? Que de morts il faudrait réveiller et interroger! Une foule anonyme a bâti, comme une cathédrale, les murs vivans de Verdun. Un corps, un nom qu'on cite feraient tort à ceux qui ne sont pas cités, s'ils n'étaient ici mentionnés parce qu'il faut revêtir de chair et d'os les exemples. Et d'avance, n'ayant pu tout savoir ni tout rassembler, je m'excuse de tant d'omissions involontaires.

Depuis qu'il a pris Douaumont dont il agite comme une cloche les syllabes sonores dans ses communiqués, l'ennemi, pour s'emparer de la ville, cherche à aborder la grande ligne de défense : Froideterre, Fleury, Souville. Vaux, fort et village, en est un des soutiens. Dès le 9 mars, il battait les pentes du fort et les abords du village. Il continue de les heurter de front et, dans le même temps, il essaie son habituelle manœuvre d'enveloppement, en débouchant d'une part dans le bois de la Caillette et, d'autre part, en débordant le village de Damloup.

Au Sud-Est du fort, Damloup est comme une pointe à l'extrémité d'une jetée entre deux ravins, le fond de la Horgne qui la sépare du fort, et le fond de la Gayette qui descend du bois de la Laufée. Au Nord-Ouest, le village de Vaux, dont la partie Est a été perdue, est bâti en bordure de la route de Dieppe, dans le ravin du Bazil, dont il commande l'entrée. A cent cinquante ou deux cents mètres en remontant le ravin, on trouve une digue, puis un petit lac : l'étang de Vaux. C'est là, je l'ai dit, qu'aboutit le ravin des Fontaines, appelé par nos hommes « le ravin de la mort, » qui traverse le bois de Vaux-Chapitre. L'ennemi assiège le village, mais il tente aussi de descendre dans le ravin du Bazil en progressant dans le bois de la Caillette. Dans cette région tourmentée, coupée de futaies, de taillis, d'étroits vallons, de gorges, se livrera une lutte obscure et opiniâtre qui se prolongera durant des semaines et même des mois.

L'ennemi, à la fin de mars, a ramené du front de la Woëvre

la CXXIe division. Il va utiliser contre Vaux ces troupes fraîches. Le 31 mars, après avoir effectué la veille une importante reconnaissance, il couvre d'obus le fort, le village et le ravin du Bazil. C'est le prélude de l'attaque. Les communications télé-

CARTE POUR LA DÉFENSE DU FORT DE VAUX

phoniques sont coupées et les liaisons se font par coureurs, la région accidentée ne permettant pas, sauf sur le plateau du fort, l'usage des signaux. Les *flammenwerfer* précèdent les trois vagues d'assaut, fortes chacune d'un bataillon, qui déferlent successivement sur le village. La première est foudroyée ; les deux autres, au prix de sanglans sacrifices, réus-

sissent à encercler les trois compagnies qui occupent encore la partie Ouest du village.

Le 2 avril, le 1er bataillon du 149e régiment (commandant Maganiose), qui occupe les abris du ravin des Fontaines, reçoit l'ordre de réoccuper le village de Vaux. Au petit jour, il se porte à la digue, où il se fractionne en trois groupes formés chacun d'une compagnie, la 4e en soutien. Une compagnie a pour objectif la rue principale ; une autre opérera plus au Nord, entre la voie ferrée et le ruisseau, en liaison avec le 31e bataillon de chasseurs ; la dernière, plus au Sud, par les jardins.

En quelques bonds, nos hommes ont atteint le village et se sont avancés jusqu'à l'église. Mais un barrage d'artillerie les isole et empêche les renforts de leur parvenir. Les agens de liaison qui réussissent à traverser ce barrage continu, apportent des nouvelles d'abord exaltantes, puis de plus en plus inquiétantes. Les assaillans ont été contre-attaqués et sont submergés sous les colonnes d'assaut. Sur la rive droite, dans les jardins, le lieutenant Vayssière qui commandait la compagnie a été tué, et ses hommes ont reflué. Dans le village on se bat corps à corps. Tous les officiers des trois groupemens sont tués, blessés ou capturés, et, parmi eux, le capitaine Toussaint qui commandait la 2e compagnie et qui, gravement frappé, encourageait encore ses hommes à ne pas se rendre. Des sous-officiers prennent leur place. L'ennemi flambe les maisons avec du pétrole. Le sergent Chef a rallié les survivans et, les groupant avec une section de mitrailleuses à la sortie du côté de l'étang, il s'est barricadé dans la dernière maison, a creusé une tranchée et arrêté l'ennemi. Au Nord, le sergent Chapelle tient de même jusqu'à la nuit avec quelques élémens. On travaille à deux : l'un fait un trou, tandis que son camarade tire. Les pertes allemandes sont considérables. Un soldat qui les a vues disait : « Il y en avait, chez eux, des allongés ! »

Si le village est perdu, sauf la dernière maison, le chemin de la digue est barré. Mais, sur le revers Nord du ravin, les Allemands ont réussi à se rapprocher de la voie ferrée.

Dès le lendemain, le 74e régiment reprend ces tranchées perdues de la Caillette et, continuant sa progression, il pousse ses postes d'écoute jusqu'à la crête du fameux Douaumont.

Comment énumérer tant de combats presque ininterrompus, et tant de prouesses? Le 11 avril, l'ennemi attaque par deux

divisions accolées sur un front de trois kilomètres du fort de Douaumont au fort de Vaux : il est repoussé. Le 15, nous l'attaquons (3 bataillons du 36e régiment et des élémens du 120e) entre le ravin de la Caillette et le ravin de la Fausse-Côte, et lui faisons près de 200 prisonniers. Le 19, reprise de l'attaque : la 81e brigade enlève un fortin rempli de cadavres et de blessés, fait 260 prisonniers, dont 9 officiers, 4 aspirans et 16 sous-officiers, et s'empare de mitrailleuses et de tout un matériel de lance-flammes. Vainement l'ennemi essaie de reprendre trois jours de suite l'offensive; il ne peut nous arracher les tranchées laborieusement conquises. Toute cette période d'avril nous est favorable dans la région de Vaux. Le général Nivelle, qui commande le secteur, a préconisé une défense active qui excite le moral des troupes et déjoue les intentions de l'adversaire. Satisfait du résultat obtenu sur les deux rives de la Meuse au cours des dernières opérations, le général Pétain, appelé le 30 avril par le général en chef à prendre le commandement du groupe des Armées du Centre, avant de remettre au général Nivelle le commandement de la 2e Armée, adresse aux troupes un ordre du jour où il dit :

« Une des plus grandes batailles que l'Histoire ait enregistrées se livre depuis plus de deux mois autour de Verdun. Grâce à tous, chefs et soldats, grâce au dévouement et à l'abnégation des hommes des divers services, un coup formidable a été porté à la puissance militaire allemande... »

Un but excitant et précis est visé au cours du mois de mai : la reprise du fort de Douaumont. Quel soufflet serait ainsi appliqué sur l'orgueil allemand! Douaumont, qui lui a fait emboucher la trompette épique; Douaumont, conquête trichée qu'il a badigeonnée de la gloire d'un assaut imaginaire; Douaumont reperdu, ce serait dans tout l'Empire un cri de surprise et de colère! Et le 22 mai, à midi, nos bonshommes rentrent dans le fort de Douaumont. Soldats de la division Mangin, bataillons des 36e, 129e, 74e et 54e régimens, vous vous souviendrez de cette heure et de cette date où vous avez égalé les plus audacieux conquérans!

Le fort de Vaux les suivit de ses observatoires et les vit pénétrer par la brèche du Sud. Il les aida de ses feux sur Hardaumont et la Caillette. Et ses murs qui sonnaient sous le

bombardement ennemi semblaient tressaillir de joie, comme bondissaient les collines d'Israël.

Du fort de Vaux à l'Étang, les défenses qui jalonnent les pentes de la colline sont reliées par trois redoutes ou retranchemens plus ou moins ruinés, R^1, R^2 et R^3 en style abrégé. Le capitaine Delvert qui, du 17 au 24 mai, occupe R^1 avec la 8e compagnie du 101e régiment, et qui le réoccupera du 31 mai au 5 juin, pendant la période critique, est un de ces officiers que la guerre a révélés à eux-mêmes en les retirant brusquement des carrières civiles dont ils étaient l'honneur. Normalien, agrégé d'histoire, homme d'étude et de réflexion, il est le contemporain, il était le camarade d'Émile Clermont, le romancier douloureux, délicat et subtil de *Laure* et d'*Amour promis*, qui, des spectacles de sang dont il avait l'instinctive horreur, sut tirer un enseignement favorable à son élévation intérieure avant d'être tué dans une tranchée. Sa génération était à ce carrefour de tous les chemins de la jeunesse qui nous a tour à tour, tous ou presque tous, vus hésitans : la guerre, en lui confiant des hommes, l'aura préparé à diriger les intelligences. Il porte la Légion d'honneur et la croix de guerre. De taille moyenne, le teint hâlé, les yeux pleins de feu brillant sous le lorgnon, la voix sourde et le geste éloquent, il a pris l'habitude du dédoublement préconisé par Stendhal et ses disciples. Il s'analyse dans le temps qu'il agit. Il se voit agissant sans être incommodé par la présence de ce perspicace témoin. Ainsi retient-il les faits dans leur précision et leur signification d'ensemble. Les fonds de toile ne lui échappent pas; il rétablit aisément le décor des épisodes qu'il brosse en peintre, à grands traits rapides et à couleurs chaudes. Des hommes comme celui-là seront, plus tard, d'admirables chroniqueurs. Plus d'une fois j'aurai recours aux notes qu'il m'a laissé consulter : il y faudrait ajouter l'accent à la fois concentré et ardent de ses commentaires.

Dans la nuit du 17 au 18 mai, le capitaine Delvert gagne avec sa compagnie le retranchement R^1 par le ravin des Fontaines. En route, le commandant du bataillon qu'il relève le reçoit dans sa cagna et lui passe les consignes.

C'est, écrit le capitaine, un homme grand, mince, d'une cinquantaine d'années, le visage glabre. Ce visage s'éclaire de deux beaux yeux d'intelligence et les lèvres se plissent d'un sourire d'ironie.

(En deux lignes voilà un portrait.) Il nous reçoit, continue-t-il, de façon charmante. La conversation s'engage avec notre chef de bataillon.

— Nous allons à la digue. Est-ce très marmité?

— Mon Dieu! répond avec beaucoup de flegme le commandant X... un de mes officiers a compté dans son secteur une moyenne de quatre obus par minute, pendant toute une journée.

— Et le chef de bataillon? Son poste de commandement?

— C'est assez solide, mais on n'en peut pas sortir. Il donne sur un ravin perpétuellement battu.

— Et d'où tombent ces obus?

— Du Nord, de l'Ouest, et de l'Est. Il n'y a que du Sud, que l'on n'en reçoive pas, sauf quand nos 155 tirent trop court... (un silence)... Et puis, vous savez, vous aurez des totos.

— Des totos?

— Oui! quoi! des poux! Tout le monde en a.

Nous sortons de la cagna et nous nous engageons dans le boyau qui mène au ravin des Fontaines. La désolation du paysage devient de plus en plus poignante. Les arbres, déjà, ne sont plus que des piquets. Pour comble, à certains endroits, — comme il a plu, — le boyau se change en canal : 40 à 50 centimètres d'eau. »

Et les obus commencent à pleuvoir. Sauf du Sud, en effet, il en vient de partout.

Le capitaine Delvert débarque enfin à son poste. Chaque jour, il dresse son bilan, comme l'officier de quart, sur un croiseur, fait le point. Voici ses journées du 18 au 24 mai. C'est le tableau de la vie qu'on mène dans la région de Vaux :

Journal du capitaine Delvert (18-24 mai).

« *Jeudi 18 mai.* — Ma tranchée de la voie ferrée domine le ravin de Vaux, lequel est troué comme une écumoire d'entonnoirs d'obus remplis d'eau.

En avant, cette ruine à 50 ou 80 mètres du village, c'est la « maison Ouest de Vaux » des communiqués. Le village n'est plus qu'un monceau de murs croulans sur lesquels s'écrasent nos 155. En face du poste de commandement est le fort de Vaux. Au Nord et à l'Est les tranchées boches l'entourent.

Rien ne saurait rendre la désolation de ce paysage. A cette heure (19 h.) il est enveloppé de la douce et chaude

lumière pourprée du couchant. Les croupes apparaissent dénudées, sans un brin d'herbe. Le bois Fumin est réduit à quelques piquets qui hérissent sa croupe, comme ce bois de « la main de Massiges » que les troupiers avaient surnommé « la Chenille. » Le sol a été tellement remué par les obus que la terre est devenue meuble comme du sable et que les trous d'obus y font maintenant des effets de dune.

Tout à coup, la canonnade qui s'était un peu calmée se déchaîne. Nous comptons en une minute 8 obus boches sifflant sur nos têtes. Sur la croupe de Vaux, pourprée par le couchant, les nuages noirs de nos 155 s'élèvent de tous côtés. C'est un concert infernal.

Le poste de commandement est un trou d'obus recouvert de quelques poutres et d'un peu de terre. Sous le sol, sont des cadavres, peut-être ceux que l'obus a enterrés. On couche là-dessus, — la tête appuyée sur le sac. Les hommes sont empilés dans des niches qui ne les protégeraient certes pas de la pluie.

Attendons!

Vendredi 19. — La canonnade ne cesse ni jour, ni nuit. On est assourdi, comme hébété.

Aujourd'hui, depuis dix-huit heures, les pentes de Vaux disparaissent sous nos obus. On les voit d'ici tomber juste sur les lignes blanches que font dans la terre les tranchées et les boyaux boches.

La nuit, sous les étoiles, de nos premières lignes au fond du ravin montent des fusées vertes : « Allongez le tir. Allongez le tir! » crient nos camarades.

Et d'autres appels s'élèvent de tous côtés.

Fusées rouges sur le plateau d'Hardaumont. « Nous sommes attaqués! Tirez! tirez! camarades! Barrez la route devant nos tranchées! »

Fusées rouges du fort de Vaux! Fusées rouges, là-bas, au loin, derrière Fumin. Que d'appels désespérés sur cette terre sombre!

Cependant que des lignes boches partent d'autres fusées. des fusées éclairantes, celles-là, qui jaillissent des ténèbres à tout instant pour veiller à ce qu'aucune pelletée de terre ne soit remuée par les victimes désignées à l'écrasement des obus.

Le sifflement des projectiles qui se croisent en tous sens au-dessus de nos têtes est tel qu'on se croirait au bord de la mer,

les oreilles bourdonnantes de la houle des flots soulevés. Le fracas des éclatemens ponctue la tempête de coups de foudre s'écrasant en un tonnerre continu.

Samedi 20 (23 heures). — Le lac sombre étend ses eaux mornes jusqu'aux trois croupes qui ferment l'horizon. La lune tend sur ce lointain comme un voile d'argent où les collines s'estompent en points plus sombres. Au pied de nos tranchées, elle verse sur le marais du ravin sa lumière mouvante ainsi qu'un îlot aveuglant parmi les frissons de l'eau.

A droite, sur la digue, une théorie d'ombres funèbres glisse en silence.

C'est la relève qui passe.

Sans heurt, d'un pas continu, elle monte vers le plateau d'Hardaumont, où s'écrasent nos obus, d'où sans cesse s'élèvent dans le ciel les gerbes blanches, rouges ou vertes, — feu d'artifice de ceux qui vont mourir.

Dimanche 21 mai. — Le beau temps continue. La canonnade aussi.

Minuit. Les Boches nous ont envoyé ce soir à la tombée de la nuit des gaz lacrymogènes. Désagréables au possible, ces gaz. Les yeux piquent : on pleure ; on suffoque ; la tête est lourde. Quel supplice !

La canonnade fait rage. Le 124e doit attaquer tout à l'heure sur les pentes de Vaux en avant de R1. Tout mon monde est à son poste de combat. La colline qui domine le fort de Vaux allonge sa ligne sombre sous le disque à demi rouge de la lune. Il vient se refléter au bas, immobile, dans les marais, au pied de nos tranchées. Une brume argentée enveloppe l'horizon, le fort, le ravin et le lointain profond où s'enfonce la Woëvre.

Auprès de moi, à droite et à gauche, je vois, au-dessus de la tranchée, étinceler sourdement, dans l'ombre, les casques des hommes. Je songe à la plate-forme d'Elseneur et aux sentinelles qui s'y relèvent dans la nuit. Les sentinelles, ici, ne se relèvent pas. Sous ces casques, deux yeux veillent, fouillent le ravin et le talus, le ballast de la voie ferrée. De tous côtés jaillit la flamme fauve des obus qui s'écrasent. Les éclats retombent en pluie bruyante dans les marais : d'autres viennent avec un ronflement de toupie se planter dans la tranchée.

La lutte obscure et sinistre continue.

A 1 h. 50, la canonnade devient plus intense. La fusillade,

les mitrailleuses crépitent. C'est dans la nuit un fracas confus que répète l'écho de la vallée. Les fusées rouges partent sans cesse des lignes allemandes. Sur le parapet, l'œil au guet, le fusil au poing, nous sommes les témoins, muets d'horreur, d'un combat mystérieux dont nous entendons le fracas sans voir les acteurs. Des fusées vertes jaillissent de nos tranchées : « Allongez le tir, » tandis qu'une mitrailleuse boche crépite à coups secs et précipités. La vallée s'emplit d'une vapeur opaque, faite de poussière et de fumée, et à travers laquelle on ne distingue plus rien.

Sur le plateau d'Hardaumont, le petit jour commence à poindre. Mais la lutte ne s'apaise point. Elle fait rage, de plus en plus violente, dans ce brouillard que rayent les fusées et d'où jaillissent sans cesse les flammes rouges des éclatemens. De tous côtés les balles sifflent autour de nous. Les petits de la classe 16, dont c'est le baptême du feu, se pelotonnent contre le parapet. Officiers et sous-officiers, le fusil à la main, nous les exhortons. Bientôt chacun fait son carton sur les Boches que l'on voit, — maintenant le jour est levé, — refluer le long des pentes de Vaux.

Lundi 22 mai. — Un culot de 130 est entré dans mon trou, a brisé la jambe de mon ordonnance et s'est aplati à côté de ma tête.

11 heures. — Contre-attaque allemande sur la tranchée que le 124e a prise ce matin. Des détachemens boches traversent les pentes. Nous les tirons; on les voit s'aplatir, puis reprendre le pas de course. En voici un qui reste allongé. Il a dû être touché. Ils sont arrivés à la tranchée. On se bat à la grenade. Un feu effroyable foudroie Fumin par où doivent arriver en renfort d'autres unités du 124e.

A notre gauche, Douaumont est repris depuis ce matin.

Mercredi 24 mai (1 heure du matin). — Cette fois, c'est bien l'enfer. Il fait une nuit d'encre. Le vallon semble un gouffre géant entouré de collines fantastiques, masses sombres de ténèbres aux contours indécis. Au fond du gouffre, les flaques d'eau du marais miroitent mystérieusement dans le noir. Des vapeurs sombres montent sans cesse avec un fracas effroyable; des lueurs rouges et blanches s'entre-croisent, faisant brusquement jaillir de l'ombre des montagnes de ténèbres qui paraissent un instant cerclées de lumière et rentrent aussitôt dans la nuit.

A travers l'air lourd, irrespirable de poussière et de fumée, ce ne sont que glissemens invisibles, sifflemens, rugissemens, craquemens effroyables d'où jaillissent des flammes, et cela inlassablement. Est-ce le crépuscule des Dieux ? Le *Götterdämmerung* qui hanta l'imagination grandiose de leur géant barbare ? La terre s'entr'ouvrant et l'effondrement dans un abîme de feu de ce monde sauvage dont la gueule monstrueuse a failli dévorer l'humanité ? — Non. — Ce n'est qu'un épisode de cette guerre : la contre-attaque allemande sur R[1]. Une ligne de communiqué, peut-être.

8 heures. — Les pentes de Vaux paraissent plus sinistres encore qu'auparavant. Le long de la tranchée allemande disputée, des corps raidis, en capote bleue, des casques, des traînées noires. Le sol par endroits semble brûlé. Un cadavre a été dépouillé de sa capote.

On voit ce dos nu au soleil... »

***

Chaque épisode de la bataille se relie à l'ensemble des opérations. L'attaque de Douaumont aura sa répercussion immédiate. La bataille même sur le front de Verdun est en fonction de la bataille unique qui se livre sur tous les fronts. Ainsi l'îlot assiégé de Vaux va-t-il fixer l'attention du monde entier.

Nos troupes n'ont pu se maintenir dans le fort de Douaumont, dont elles occupaient la superstructure et une partie des casemates. Le 24 mai, une contre-offensive allemande a réussi à envelopper et reprendre l'ouvrage. Dès lors, l'ennemi ne cesse plus d'attaquer. Il semble que l'audacieuse entreprise du 22 mai ait excité sa fureur comme une bande de toile rouge un taureau. Il a failli perdre Douaumont : un tel affront le détermine à se ruer contre Verdun avec une violence accrue. Il lance à l'assaut tout un corps nouveau, le Ier corps bavarois. Les 25, 26 et 27 mai, il fonce sur la ferme de Thiaumont, dans la direction de Froideterre. A partir du 31 mai, il oblique sur sa gauche et, se précipitant sur le fort de Vaux, il ne consentira plus à se laisser détourner de la proie qu'il convoite et qu'il croyait déjà tenir trois mois auparavant. Son plan sera de déborder le fort à l'Ouest par le ravin du Bazil et le ravin des Fontaines, et à l'Est par Damloup.

A la date du 31 mai, notre ligne remonte encore au delà du

ravin du Bazil pour contourner, dans le bois de la Caillette, le saillant d'Hardaumont qui nous appartient. Puis elle revient franchir le ravin sur la digue, passe devant les retranchemens R^3, R^2 et R^1, enveloppe le fort à deux cents mètres à peine de la contrescarpe, descend dans le fond de la Horgne pour s'allonger en pointe au village de Damloup et revenir en arrière dans le fond de la Gayette devant la Laufée.

Le saillant d'Hardaumont et le village de Damloup sont en flèche et leur défense est précaire. Les retranchemens sont bouleversés. Quelle barrière peut encore offrir le fort ?

V. — L'ÉTREINTE SE RESSERRE A L'OUEST (1er JUIN)

Dans quel état est-il, ce pauvre fort de Vaux qui, depuis le 21 février, depuis cent jours, reçoit sa ration quotidienne d'obus : dix mille en moyenne pour la région et de tous les calibres, mais principalement des plus gros, du 210, du 305 et jusqu'à du 380 ? Il doit être martelé, pilé, écrasé, concassé, nettoyé, pulvérisé ; inutilisable et inhabitable, peut-il être autre chose qu'un amas sans nom de pierre et de terre, de débris de toutes sortes changés en poussière ou en cendre ? Où l'artillerie de l'empereur Guillaume a convenablement travaillé, on assure qu'il ne reste rien.

De fait, l'aspect extérieur du fort est lamentable. Les superstructures sont tout à fait détruites, et le dessus n'est plus qu'un chaos. L'entrée par le Sud s'est écroulée et dès longtemps ne sert plus. Pour pénétrer à l'intérieur, on passe soit par le coffre double du Nord-Ouest, soit par le coffre simple du Nord-Est. Le coffre double est écrasé, mais une issue a été aménagée à l'usage des troupes qui se succèdent dans le secteur à l'Ouest du fort (courtine, tranchée de Besançon). La gaine qui le relie aux bâtimens est fissurée près de la descente dans le fossé et crevée près de la caserne. De même, le coffre simple Nord-Est a été percé vers l'extérieur et fournit un passage aux élémens qui tiennent les tranchées Est et Nord (tranchées du fort et de Belfort). Ces deux entrées, qui sont du côté du trapèze le plus rapproché de l'ennemi, favoriseront l'assaillant. C'est par là qu'il s'introduira. Mais peut-il s'attendre à une résistance dans une telle ruine ? La tourelle de 75 a beaucoup souffert : sa communication avec la caserne est obstruée. L'ensemble n'est

pas utilisable. Les deux observatoires cuirassés ont résisté, mais on ne peut y introduire des mitrailleuses. Le coffre simple du Sud-Ouest est en assez bon état : sa communication, qui avait été bouchée, a été rétablie : il n'a pas d'ouverture extérieure. La caserne enfin est fissurée, mais tient bon. Une garnison peut s'y abriter.

Le double réseau de fils de fer qui ceinturait le fort est en morceaux, ou enfoui dans les trous d'obus. On ne saurait compter sur la résistance des contrescarpes et des escarpes et du fossé qui les sépare; les murs ébréchés ont coulé, et le fossé, à demi comblé, n'est plus un obstacle.

Tel est ce tronçon de fort, ce moignon de défense que l'ennemi aborde. Le 9 mars, quand il l'assiégea, il rencontrait encore devant lui du fil de fer, des remparts, des parapets, des abris de mitrailleuses. Maintenant, s'il parvient à l'atteindre, — et il le touche presque, il n'en est pas à deux cents mètres, — il peut monter dessus sans acrobatie, et, pour entrer dedans, il trouve, béantes de son côté, les deux issues des coffres Nord. Maintenant il n'y a plus rien, en dehors des tranchées bouleversées qui sont en avant et sur les flancs, pour s'opposer à son envahissement. Plus rien que des hommes qui attendent la tempête, comme des marins résolus à ne pas abandonner leur vaisseau désemparé!

La garnison a pour chef le commandant Raynal, du 96e régiment d'infanterie, qui, blessé, n'a pas voulu attendre sa guérison pour reprendre du service. Né à Bordeaux, où son père était bottier, le 7 mars 1867, d'une famille originaire de Montauban, le futur défenseur de Vaux fait ses classes au lycée d'Angoulême, puis s'engage au 123e régiment le 15 mars 1885. Cinq ans plus tard, il entre à l'école de Saint-Maixent, en sort sous-lieutenant le 1er avril 1891 avec le n° 1 sur 328. Capitaine lorsque la guerre éclate, il est nommé chef de bataillon le 24 août 1914. Comment il a commandé son bataillon, une citation à l'ordre de l'armée le montre : « Commandant l'avant-garde de son régiment le 14 septembre 1914 et ayant pris le contact dès le matin à faible distance de l'ennemi fortement retranché, a immédiatement établi son bataillon sur les points d'appui et l'y a maintenu énergiquement sous le feu de l'infanterie, des mitrailleuses et de l'artillerie lourde allemandes. Blessé sérieusement dans l'après-midi, a conservé le commandement de son bataillon, se

tenant sur la première ligne pour y assurer la direction du combat, dans un terrain difficile et couvert, jusqu'à ce qu'une trop grande perte de sang l'obligeât à se retirer. » A Crouy, le 14 septembre, une balle de mitrailleuse lui a labouré la poitrine du côté gauche. Chevalier de la Légion d'honneur du 11 juillet 1900, il est promu officier le 11 janvier 1916 avec ce libellé : « Officier supérieur de haute valeur morale et militaire. Blessé grièvement le 14 septembre 1914, est revenu au front où il n'a cessé de rendre les meilleurs services; blessé à nouveau très grièvement le 3 octobre 1915, alors qu'il procédait avec sang-froid et méthode à la reconnaissance du secteur de son bataillon. » Il a reçu à Tahure, en Champagne, sa seconde blessure : un éclat d'obus à l'abdomen lui a brisé la crête de l'os iliaque avant de ressortir par le dos. Trop mal remis encore pour pouvoir assumer un commandement actif, il a demandé un poste où il y eût peu à bouger et beaucoup à risquer. « Vous commanderez un fort de Verdun. (Le commandant fait la grimace : il préfère le terrain découvert.) — Le fort le plus exposé. — Lequel? — Vaux évidemment. — Alors, va pour Vaux. » Et le voilà parti. Tel est l'homme à qui sont confiées les destinées du fort.

Sa troupe se compose d'une compagnie du 142e régiment, la 6e, sous les ordres du lieutenant Alirol, d'une compagnie de mitrailleurs du 142e (lieutenant Bazy), d'une trentaine d'artilleurs, d'une dizaine de soldats du génie, d'une vingtaine d'infirmiers, brancardiers et téléphonistes, d'une vingtaine de territoriaux pour les corvées. Au total, de 250 à 300 hommes. Mais c'est là le chiffre normal, réglementaire de la garnison. Tout de suite il s'augmentera d'une cinquantaine de mitrailleurs du 53e régiment, puis des blessés qu'on apportera au poste de secours, puis des élémens du 101e et du 142e régimens qui, protégeant le fort en avant et sur les flancs, reflueront à l'intérieur par les ouvertures des coffres sous la poussée ennemie. Dès le 2 juin, il s'enflera et, de 350, s'élèvera bientôt à plus de 600, ce qui aggravera les difficultés déjà si grandes de la défense. En effet, si les ravitaillemens en munitions, génie, service de santé, sont largement suffisans, les approvisionnemens en vivres ont été prévus pour une durée de quinze jours, mais pour une garnison de 250 hommes. Les citernes ont bien été remplies, mais les troupes du secteur qui l'ont su n'ont pas

manqué de considérer le fort comme un point d'eau, providentiellement aménagé contre la soif si terrible à supporter sur ces pentes arides et battues. Les commandans du fort ont eu sans cesse à lutter contre cette tendance : pendant le mois de mai, ils ont réussi néanmoins à créer une réserve. Cette réserve a été apportée par des hommes de corvée porteurs de bidons de deux litres : corvées héroïques et parfois tragiquement interrompues. Au 29 mai, elle s'élevait à peine à deux ou trois mille litres. La garnison normale, dès le début rationnée, aurait trouvé là des ressources pour une durée de dix ou douze jours, et même davantage. Elle sera débordée par les arrivans dès le premier jour. L'eau ne tardera pas à manquer et la soif sera la plus cruelle souffrance de la défense de Vaux.

Dès le 31 mai, le bombardement sur nos premières lignes de la Caillette et sur le ravin du Bazil, sur le bois de Vaux-Chapitre, le fort et toute la région de Vaux, sur Damloup et la Laufée, dépasse dans de telles proportions le pilonnage accoutumé, que l'on s'attend à une offensive. Sur quel point se déclenchera-t-elle? Sur l'ensemble de ce front, ou sur un étroit secteur? Fidèle à sa tactique qui est d'avancer successivement l'une et l'autre épaule, l'ennemi n'attaque qu'à l'Ouest du fort. Il limitera ses objectifs au saillant d'Hardaumont que nous tenons encore, à la lisière du bois de la Caillette, au ravin du Bazil où passe la voie ferrée, à l'étang et à la digue, enfin au bois Fumin, partie du bois de Vaux-Chapitre qui est à l'Est du ravin des Fontaines. S'il parvient au bois Fumin, il emportera aisément la série des retranchemens R^3, R^2 et R^1 qui défendent les pentes au-dessus de l'étang de Vaux jusque près du fort. S'il s'empare des retranchemens, le fort débordé tombera à son tour. Peut-être une journée lui suffira-t-elle pour opérer ce mouvement tournant qui lui livrera le fameux *fort cuirassé* dont la fausse conquête avait, le 9 mars, fait tressaillir d'orgueil l'Allemagne. En trois mois, ce malheureux fort a été réduit en poudre. N'importe : son nom est retentissant ; il ne doit y avoir à le prendre aucune difficulté : quels hommes s'enfermeraient dans un tel abri? Pour en finir, l'ennemi lance, entre le bois de la Caillette et le fort, la Ire division (moins le 3e grenadiers) ; devant le fort, la L^e^ division ; et, entre le fort et Damloup, une division combinée comprenant le 3e grenadiers de la Ire division, les 126e et 105e régimens du XVe corps. A l'importance des effectifs engagés,

— encore devra-t-il les renforcer, dès le 5 juin, avec la IIe brigade du corps alpin, — il montre tout le prix qu'il attache à cette proie déjà tant blessée!

Notre défense hors du fort est ainsi disposée : au saillant d'Hardaumont (bois de la Caillette) un bataillon du 24e régiment; de la digue au retranchement R1, le 1er bataillon (commandant Fralon) du 101e régiment; une compagnie à la digue; une compagnie, — la 3e, lieutenant Goutal, — à R3 et R2, un peloton à chaque redoute; — de R1 à l'Ouest du fort, le 2e bataillon (commandant Casabianca) du 101e; la 8e compagnie, capitaine Delvert, à R1, la 7e en crochet défensif devant et à gauche du fort.

La chaîne se continue par le 142e régiment (colonel Tahon) qui a fourni au fort sa garnison et qui occupe, devant et à l'Est, la tranchée de Belfort avec son 2e bataillon (commandant Chevassu) : les 7e et 8e compagnies dans la tranchée de Belfort, les deux autres en soutien au Sud-Est. Le 1er bataillon (commandant Mouly) occupe le village en flèche de Damloup avec trois compagnies, la 4e tenant en arrière la batterie de Damloup et la tranchée de Saales qui, de la batterie, rejoint le village. Enfin, le 3e bataillon (commandant Bouin) est chargé, plus à l'Est, du secteur de Dicourt et de l'ouvrage de la Laufée. Des relèves ou des renforts compléteront la défense.

Le 1er juin, à huit heures, l'ennemi, après son intense préparation d'artillerie, attaque ce saillant d'Hardaumont que nous tenons encore au Nord du ravin du Bazil où passent la voie ferrée et la route de Fleury à Vaux. De la redoute R1, sur les pentes du plateau qui porte le fort de Vaux, le capitaine Delvert est aux premières loges pour suivre l'action qui se déroule en face de lui, de l'autre côté du ravin. Il voit les fantassins allemands sortir comme des fourmis, quand on a frappé du pied une fourmilière. Les voici qui dévalent sur notre tranchée du saillant. Ils sautent dedans. La fumée blanche qui en sort indique qu'il s'y livre un combat à la grenade. Des essaims de capotes bleu clair essaient plus loin de regrimper les pentes du bois de la Caillette déjà inondées de soleil : ils refluent en désordre sur le ravin de la Fausse-Côte et redescendent vers l'étang. Les obus éclatent au milieu d'eux, mais presque personne ne tombe. Puis les Allemands, en colonne par un, se glissent le long de la voie ferrée. Nul doute : le saillant est perdu, et ils tiennent le ravin.

Ils continuent de défiler jusqu'au talus de la voie ferrée. En

nombre toujours grossissant, ils arrivent à la digue, ils la franchissent. Et ils abordent le bois Fumin et les retranchemens. Ces retranchemens ne sont plus guère que des trous d'obus reliés entre eux, sauf R^4 qui garde encore un air fortifié avec ses murs en ciment armé et son haut talus. A midi, R^2 et R^3 subissent l'assaut : leur résistance, enfin, arrête l'ennemi dont mitrailleuses et fusils fauchent les vagues. Toute « larve grise qui rampe sur les pentes de Fumin » est aussitôt repérée et fusillée. Tout de même, l'ennemi est venu bien près : on a pu lui prendre sur place un lieutenant, un aspirant et quatre soldats du 41e régiment d'infanterie. Il ne s'arrêtera pas si près du but, malgré ce sanglant échec. Un bataillon remplace le bataillon détruit. A deux heures de l'après-midi, nouvel assaut qui se prolonge avec des alternatives d'avance et de recul. La lutte est chaude dans les boyaux et les tranchées à demi comblées, à la grenade, à la baïonnette, corps à corps. Mais à trois heures, les deux retranchemens sont perdus. Ce qui s'est produit à la digue, personne n'est revenu le raconter. Ce qui s'est passé à R^2 et R^3 occupés par les deux pelotons, une carte postale du lieutenant Gouta qui les commandait, adressée d'un camp de prisonniers au colonel Lanusse, commandant le 101e régiment, est venue l'apprendre un mois plus tard.

J'ai rencontré le colonel Lanusse comme il venait de débarquer dans un cantonnement de repos, un petit village souriant au bord des vallons tourmentés de l'Argonne. Il sortait d'une période de tranchées : ayant posé sa vareuse à cause de la chaleur, il accordait un piano qu'il avait découvert chez un habitant. Cette bonne fortune est rare pour un amateur de musique. Une flûte, un violon, posés sur une table, attendaient les artistes, et aussi la partition d'un trio classique.

— Vous le voyez, me dit-il, *musica me juvat*.

Avec la même simplicité, il évoqua pour moi la terrible semaine où son régiment s'illustra. La carte du lieutenant Goutal l'a réjoui comme une marche guerrière, mais ne l'a pas étonné. Il était sûr que les choses avaient dû arriver ainsi. Et s'il appuya sur le rôle de tel ou tel de ses officiers, il se hâta de rendre justice aux autres. Sauf lui-même, il me cite tout son monde. Voici donc le témoignage du lieutenant Goutal qui, en quelques mots laconiques, résume la défense des R^2 et R^3 :

Blessé le 1er juin. Ai été ramassé par Allemands et emmené ici. Avons scrupuleusement exécuté ordre donné : « Ne pas reculer d'un pouce sous aucun prétexte. » C'est ainsi qu'isolés, tournés de toutes parts, nous avons succombé sous le nombre. Je suis tombé l'un des derniers, frappé en plein ventre par une balle tirée à dix mètres de distance. Le lieutenant Huret, le bras droit fracassé. Le sous-lieutenant Pasquier, blessé; l'adjudant Farjou, la main droite broyée et la cuisse gauche traversée par une balle ; l'aspirant Tocatens, cinq éclats d'obus dans le corps ; le sergent Lecocq, tué d'une balle en plein front. Le reste de la compagnie à l'avenant. Cette énumération, plus qu'aucun commentaire, vous dira comment nous avons compris notre devoir et satisfait l'honneur.

Je vous signale la vaillante conduite du lieutenant Huret, de l'aspirant Tocatens et notamment de l'adjudant Farjou, sur la poitrine duquel la médaille militaire serait bien placée.

Au cours de cette journée du 1er juin, les coureurs, presque tous volontaires, assurèrent les liaisons avec un dévouement inlassable. L'un d'eux arrive au poste de commandement du bois Fumin, franchissant, — par quelle chance! — un tir de barrage très serré.

— Tu aurais pu attendre quelques instans, lui dit paternellement le colonel.

Mais il montre l'enveloppe.

— Mon colonel, il y avait écrit : *Urgent*.

Deux autres sont envoyés du régiment au poste de la brigade. En route, l'un d'eux est tué par un 105 qui supprime avec lui le pli dont il était porteur. Son camarade retourne au poste du colonel, réclame une copie du pli et repart pour remplir sa mission.

Maîtres des deux retranchemens, les Allemands s'avancent dans le bois Fumin. Il leur faut maintenant forcer R1, la redoute la plus rapprochée du fort, et ils aborderont alors le fort par l'Ouest et même par le Sud. Notre surprise et sa hardiesse le lui livreront peut-être sans coup férir.

Cependant, le colonel du 101e, en bon chef d'orchestre, accorde ses dispositions de combat. Il place ses réserves en barrage dans le bois, cherche et trouve sa liaison au ravin des Fontaines et creuse la terre pour s'y mieux agripper. Toute la nuit suivante, il fera travailler sans relâche, profitant de l'indécision sur les lignes qui paralyse l'artillerie ennemie, pour se couvrir et organiser son front entre R1 et le ravin.

Car la redoute R1 est assiégée dès le soir du 1er juin. Deux

mitrailleuses qui battent les pentes calment l'audace ennemie : « Devant leur champ de tir, on voit des groupes de corps gris étendus sur la terre... » Dans nos tranchées, le spectacle est déjà tragique : « Partout, les pierres sont ponctuées de gouttelettes rouges. Par places, de larges mares de sang violet et gluant restent figées. Dans le boyau au milieu du passage, sur le parados, au grand soleil, des cadavres gisent, raidis dans leurs toiles de tente sanguinolentes... Partout, des amas de débris sans nom : boîtes de conserves vides, sacs éventrés, casques troués, fusils brisés, éclaboussés de sang. Au milieu d'un de ces horribles tas s'étale une chemise toute blanche et dégouttante de sang rouge. Une odeur insupportable empeste l'air. Pour comble, les Boches nous envoient quelques obus lacrymogènes qui achèvent de rendre l'air irrespirable. Et les lourds coups de marteau des obus ne cessent de frapper autour de nous. » Ce tableau est vu le soir du 1er juin par le capitaine Delvert qui commande la défense de R¹. R¹ va résister jusqu'au 8 inclus. R¹ ne sera pris que dans la nuit du 8 au 9. Comme un artiste ébauche une maquette avant de tailler dans le marbre la statue, la défense de la redoute est une image en raccourci de la défense du fort.

Cet épisode de la redoute, mieux vaut ne pas en couper le récit et le suivre d'un bout à l'autre en empiétant sur l'avenir. R¹, d'ailleurs, se bat isolément, ne sait pas ce qui se passe à sa droite, ni à sa gauche, ignore la vie ou la mort du fort dont il croit protéger un des flancs quand l'ennemi réussira à passer entre le retranchement et la contrescarpe. Celui qui a mené la résistance a, pour en être l'historien, une autorité particulière. Voici donc, en partie, les notes du capitaine Delvert, du 2 juin jusqu'au soir du 5 où il fut relevé :

Journal du capitaine Delvert (2-5 juin).

« *Vendredi 2 juin.* — Nuit d'angoisse perpétuellement alertée. Nous n'avons pas été ravitaillés hier. La soif surtout est pénible. Les biscuits sont recherchés... Un obus vient de faire glisser ma plume. Il n'est pas tombé loin. Il est entré dans le poste de commandement par la porte et a broyé mon sergent-fourrier, le pauvre petit C... Tout a été ébranlé. J'ai été couvert de terre. Et rien! Pas une égratignure.

. . . . . .

20 heures. — Les Boches d'en face sortent de leur tranchée. Ici, tout le monde est au créneau. J'ai fait distribuer à tous des grenades, car, à la distance où nous sommes, le fusil est impuissant.

Les voilà !

— En avant, les enfans ! Hardi !

S... coupe les ficelles et nous les expédions.

Les Boches nous répondent par des grenades à fusil, mais qui portent trop loin. Ceux qui sont sortis, surpris par notre accueil, regagnent Sarajevo en vitesse, — sauf ceux qui restent de place en place, parfois par groupes, étendus sur la plaine. De Sarajevo (la tranchée de Sarajevo, occupée par l'ennemi, est à 50 ou 60 mètres à peine de la redoute), on voit des ombres sortir précipitamment et se diriger vers l'arrière : sans doute la seconde vague qui se dérobe.

— Aux fusils, les enfans, feu de poursuite !

Ch... lance une fusée rouge ! Si nous avions un tir de 75 maintenant, ce serait parfait.

Tout à coup, des flammes fusent derrière nous, avec des torrens de fumée blanche et noire... Ce sont de véritables jets de flammes. Pas de doute ! Ils ont forcé à droite et nous lancent ici des liquides enflammés... Mais voilà que de l'incendie montent des flammes vertes et rouges. Je me rends compte : c'est mon dépôt de fusées qui flambe. A un pareil moment ! Heureusement que les Boches ont été soignés.

Les flammes montent et bouillonnent sans cesse, dans la nuit, au milieu des obus. A tout moment, une nouvelle fusée lance son jet de flammes. L'incendie gagne le poste de commandement d'où bientôt sortent deux langues de feu. Il nous faut d'abord sauver les grenades qui sont à proximité. Un sac de cartouches est resté dans le brasier, car on entend le crépitement. Le terrible est que les murs sont faits de sacs à terre et alimentent eux aussi le foyer. Et les obus, et les balles qui ne cessent de siffler !

Enfin ! Toutes les caisses de grenades sont déblayées. Le feu sur lequel tomba les pelletées de terre diminue d'intensité. Heureusement, les Boches ont été calmés par nos grenades. Il est vrai que maintenant il nous faut en aller chercher d'autres, si l'on veut résister à une autre attaque. On en a vidé près de vingt caisses.

22 heures. — Un homme arrive du poste de commandement du colonel avec cinq bidons d'eau, — dont un vide, — pour toute la compagnie. Ce sont des bidons de deux litres. Cela fait huit litres, — à peu près, — pour 50 hommes, 8 sergens, 3 officiers.

L'adjudant fait devant moi, avec une parfaite équité, la distribution de cette eau, qui sent le cadavre.

Samedi 3 juin. — Il y a près de soixante-douze heures que je n'ai pas dormi.

2 heures 30. — Les Boches attaquent à nouveau!

— Du calme, les enfans! Laissez-les bien sortir! On a besoin d'économiser la marchandise. A vingt-cinq pas! A mon commandement!

Feu!

Et allez donc!

Un craquement d'explosions bien ensemble! Bravo! Une fumée noire s'élève. On voit les groupes boches tournoyer, s'abattre. Un ou deux Boches se lèvent sur les genoux et s'esquivent en rampant. Un autre se laisse rouler dans la tranchée, tant il est pressé. Quelques-uns cependant progressent vers nous, pendant que leurs camarades restés dans la tranchée nous criblent de balles. Un s'avance même jusqu'au réseau brun à 3 mètres du parapet. D... l'écarte d'une grenade en pleine tête.

A 3 heures 30, ils en ont assez et rentrent dans leur trou. Il fait beau soleil. Une chanson me monte aux lèvres.

— Vous êtes gai, mon capitaine.

— Évidemment! D'ailleurs, quand le parti est pris!

A 6 heures, les brancardiers boches sortent pour ramasser leurs blessés. J'empêche de tirer dessus.

. . . . . .

Les Boches passent sans discontinuer la digue. Ils occupent R^2. Nous sommes menacés de tous côtés. La situation est vraiment terrible. Une angoisse indicible serre le cœur.

. . . . . .

Ce soir, préparation d'artillerie formidable de la part des Boches. Nous serons sûrement attaqués de nouveau. Je fais rétablir la plate-forme de mitrailleuses démolie dans la journée et mettre en batterie une des deux pièces qu'on a pu réparer.

Pour boire, comme il pleut, les hommes ont mis leurs quarts dehors, et établi des toiles de tente.

A 20 heures 30, ces messieurs d'en face sortent de Sarajevo.

Les poilus en sont joyeux. A 15 mètres, ils leur font un tel barrage à la grenade, appuyé par les mitrailleuses d'un tel feu, que les Boches n'insistent pas. L'attaque est arrêtée net.

A 22 heures, un officier paraît dans la cagna. Ce sont des renforts, quelques élémens des 124e et 298e régimens qui viennent coopérer à la défense. La petite garnison de R[1], très éprouvée, se trouve déjà très réduite.

Les obus se remettent à tomber. Impossible d'allumer une bougie dans le poste de commandement. Si peu de lumière que l'on voie du dehors, les marmites arrivent. Pour rédiger le rapport de vingt-quatre heures, je suis obligé de m'accroupir dans un coin, sous une couverture, et d'écrire par terre. Quant à reposer une seconde, il n'y faut pas songer. Le bombardement ne cesse pas une minute et, d'autre part, nous sommes si criblés de totos, que nous nous grattons comme si nous avions la gale.

Dimanche 4 juin. — « Ils ne sont pas vernis pour le R[1], les Boches ! » me jette en passant un de mes poilus.

J'étais à la redoute à organiser la liaison avec la gauche.

— Eh bien! hier vous avez eu chaud à cette heure-ci? me dit X...

— Oui! vous avez vu cette distribution de grenades.

Au même instant, pétarade significative : on se bat à la grenade. Je grimpe en vitesse l'étroite rampe qui me mène dans la tranchée et je gagne mon poste de combat. Il fait un temps magnifique. Les grenades claquent de toutes parts. Très beau le combat à la grenade : le bombardier, solidement campé derrière le parapet, lance sa grenade avec le beau geste du joueur de balle.

S..., accroupi près des caisses, coupe tranquillement les ficelles des cuillers et nous passe les grenades avec beaucoup de simplicité; une fumée noire, épaisse, s'élève dans le ciel, en avant de la tranchée.

A 4 heures, tout est fini. Encore quelques coups de fusil. Les derniers sanglots après la grosse émotion.

Il fait un soleil radieux qui rend plus poignante encore la désolation de ce ravin. Des blessés descendent couverts de sang. On ramène des tués, ce pauvre D..., entre autres, qui s'est dressé

sur la tranchée pour abattre un officier boche et a eu le crâne troué.

Dans le bout de tranchée qu'occupent des bombardiers de la 5e et 10 hommes du 124e, deux Boches sont entrés et ont été bousillés. Un prisonnier descend. Il a la face imberbe, les yeux hagards. Il lève ses mains sanglantes en criant : « Kamarade! » Nos hommes l'emmènent en courant au poste de secours.

J'y vais. Lugubre, le poste de secours. Dans une salle sombre, mal éclairée d'une bougie, des corps gémissans sont étendus. Ils me reconnaissent et m'appellent. L'un d'eux me demande depuis longtemps; il veut que je donne de ses nouvelles à son frère. Un autre me demande d'écrire à ses parens. Le pauvre caporal O..., qui porte la mort sur la figure, me fait des adieux qui me tirent des larmes. Et tous souffrent atrocement, car, altérés par la fièvre, ils n'ont pas une goutte d'eau à boire.

. . . . . .

18 heures. — Le bombardement recommence.

. . . . . .

Le brancardier L..., haletant, vient s'appuyer quelques instans au mur de mon poste de commandement. Sa bonne figure d'honnête brave homme est creusée; les yeux cerclés de bleu semblent sortir de la tête.

— Mon capitaine, je n'en puis plus. Nous ne restons plus que trois brancardiers : les autres sont tués ou blessés. Voilà trois jours que je n'ai pas mangé, que je n'ai pas bu une goutte d'eau.

On sent que ce corps frêle ne tient que par un miracle d'énergie. On parle toujours de héros, en voici un, et des plus authentiques.

L'effroyable canonnade dure toujours. Et pas de fusées vertes. D..., R... et moi, nous attendons, sous un bas hangar en planches couvertes de quelques sacs à terre l'obus qui nous écrasera. Les mines sont graves. On sent que tous sont serrés par l'angoisse.

20 heures. — Nous sommes relevés!

. . . . . .

23 heures. — Courrier du colonel : « En raison des circonstances, le 101e ne peut être relevé. »

Quelle déconvenue pour nos pauvres troupiers! Ils font

l'admiration du lieutenant X... Il y a de quoi, mais il ne m'en reste plus que 39.

Lundi 5 juin. — Je reposerais volontiers, mais les totos s'y opposent.

Le contre-ordre de relève fait que la compagnie n'aura pas encore d'eau aujourd'hui. Sitôt le contre-ordre reçu, j'ai envoyé une corvée d'eau. Elle n'est pas revenue. Elle a dû être prise par le jour. Elle sera restée à Tavannes ou au tunnel. Heureusement, il pleut. Les hommes vont étaler des toiles de tente et ils recueilleront l'eau. Une soif terrible dessèche la gorge. J'ai faim. Manger du singe avec du biscuit, va encore augmenter ma soif.

— Mon capitaine! voilà du café!

Ch... est devant moi, tenant des deux mains une gamelle fumante. C'est bien du café! Je n'en puis croire mes yeux.

— Mon capitaine, j'ai trouvé des tablettes de café; alors j'ai dit : voilà mon affaire! je vais faire du café. Si vous voulez accepter le premier quart?

Ah! les braves gens! Je suis ému à ne savoir que dire.

— Mais, mon ami! Et toi? Et tes camarades?

— Nous en avons d'autre.

— Mais, je ne puis, *ici*, accepter un quart! Une gorgée, je veux bien!

— Non, non, mon capitaine! C'est pour vous! Tiens, V..., passe donc des quarts; la gamelle, j'en ai besoin.

Je me laisse faire. Je mets précieusement le quart de côté. Il me permettra de manger un biscuit.

Quels braves gens! Quels braves gens!

17 heures. — L'ordre de relève est arrivé. Pourvu qu'il soit définitif!

Nous laisserons nos morts comme souvenir dans la tranchée. Leurs camarades les ont pieusement placés hors du passage. Je les reconnais. Voici C... et sa culotte de velours; A..., pauvre petit classe 16, et D... qui allonge sa main cireuse, cette main qui lançait si vaillamment la grenade; et P... et G... et L... et tant d'autres! Hélas! que de lugubres sentinelles nous abandonnons! Ils sont là, alignés sur le parados, roidis dans leur toile de tente ensanglantée, dégouttante de sang, — gardes solennels et farouches de ce coin de sol français qu'ils semblent, dans la mort, vouloir encore interdire à l'ennemi.

21 heures. — Relève... »

*
* *

Le bombardement ininterrompu, l'incendie dans le voisinage du dépôt de grenades, les assauts quotidiens, le manque de vivres, le manque d'eau, le manque de sommeil, l'odeur des cadavres et celle des obus asphyxians, l'esprit rongé par la mort comme le corps par la vermine, ces hommes ont tout enduré. Et parce qu'il y a du soleil, le capitaine sent une chanson lui venir aux lèvres :

— *Vous êtes gai, mon capitaine.*

— *Évidemment. D'ailleurs, quand le parti est pris!*

Tout est là. Un soldat qui passe jette dans un rire :

— *Ils ne sont pas vernis pour R¹, les Boches!*

Oui, tout est là : tenir à son poste et ne pas tenir à soi.

La 6e compagnie du 101e est relevée le 5 juin au soir par une compagnie du 298e, qui résistera trois jours encore, dans des conditions de plus en plus précaires, mais qui sera débordée dans la nuit du 8 au 9. L'ennemi a pu progresser sur la droite. La chute du fort, le 7 juin au petit matin, lui a donné un point d'appui.

Mais R¹, pendant tout le siège du fort, du 2 au 7 juin, a flotté comme une barque victorieuse des vagues au flanc du grand navire.

IV. — L'ÉTREINTE SE RESSERRE A L'EST (2 JUIN)

Le 2 juin, à 6 heures du matin, le colonel Tahon, commandant le 142e régiment, prend le commandement du secteur qui s'étend du fort de Vaux au fond de Dicourt au Sud-Est.

Le plateau qui porte le fort s'infléchit immédiatement à l'Est sur le fond de la Horgne. Le village de Damloup est bâti au bord de la Woëvre, au point de chute d'un promontoire qui sépare le ravin de la Horgne et le fond de la Gayette. Ce fond de la Gayette s'appuie à la hauteur boisée de la Laufée, laquelle est battue par le fond de Dicourt. Il n'est pas inutile de rappeler une fois encore cette configuration des lieux.

J'ai vu le colonel Tahon, un dimanche de juillet, au nouveau poste de commandement qu'il occupait alors dans l'Argonne. Ce poste se cachait dans un nid de verdure. L'air était embrasé, l'ombre même était chaude. Entre les branches, des insectes

bourdonnaient dans les intervalles de clarté. Çà et là, on rencontrait une sentinelle ou une corvée, troublant de leurs pas cette végétation de forêt vierge. Pas un coup de fusil; parfois, seulement, un obus passait, comme un intrus. Sans ce rappel, on aurait pu croire à cet arrêt de la vie que le promeneur remarque dans les campagnes le dimanche. Autrefois, ce coin de sol fut violemment disputé et arrosé de sang. Autrefois : y a-t-il donc si longtemps?

Dans la cagna soigneusement recouverte, il faisait une fraîcheur de cave assez appréciable. Un certain confort y régnait : des fauteuils, une table et, sur cette table, une photographie, des plans, des cartes. Le goût du *home* reprend si vite l'errant. L'abri banal qu'il faudra quitter demain devient en quelques instans et pour quelques instans un intérieur. Ce que le 142e a fait dans ces mémorables journées de juin, je l'ai su là, de la bouche de son chef, soucieux d'en parler avec équité et de contenir l'élan qui le portait à glorifier ses hommes; je l'ai su de la bouche de ces hommes qui étaient revenus de si loin. Si l'on n'a pas vu soi-même, il reste à interroger ceux qui ont vu.

Lorsqu'il vint occuper son poste le 2 juin, à 6 heures, une partie de ses troupes, mises à la disposition du précédent commandement, était déjà en ligne. Le 2e bataillon (commandant Chevassu) formait d'une compagnie (la 6e) la garnison du fort dont il tenait les abords au Nord et à l'Est avec les 7e, 8e et 5e. Le 1er bataillon occupait Damloup et la batterie de Damloup, le 3e (commandant Bouin), Dicourt et la Laufée. La nuit avait été très agitée. Le fort avait subi des assauts. De mauvais bruits couraient : le fort aurait été pris, on aurait aperçu des ombres sur le terre-plein. Les gaz d'innombrables obus asphyxians empoisonnaient encore l'atmosphère au lever du jour : dans les ravins, spécialement dans le fond de la Horgne, leurs nuages traînaient, pareils à ces buées qui montent le matin de la terre humide.

A 8 heures, un sergent accourt tout suant, essoufflé, effaré.

— Damloup est perdu. Les Boches arrivent.

Il faut prendre des mesures immédiates. Un tir de barrage est demandé à l'artillerie en avant et à l'Est de Damloup et dans le ravin de la Horgne, de façon à empêcher toute progres-

sion ennemie. Le bataillon Bouin est alerté, et l'une de ses compagnies (la 11e, capitaine Hutinet) rapprochée pour contre-attaquer immédiatement. La 4e compagnie (capitaine Cadet), qui a été détachée du bataillon de Damloup pour tenir la batterie, garnit la tranchée de Saales qui les relie afin de s'opposer à toute sortie des Allemands s'ils essaient de déboucher du village. Enfin des renforts sont réclamés à la brigade, qui met à la disposition du secteur le bataillon Pélissier, du 52e régiment.

Des coureurs qui ont pu s'échapper de Damloup viennent confirmer la nouvelle apportée par le sergent. A la faveur des épaisses et mortelles vapeurs produites par les obus asphyxians et qui stagnent dans le fond de la Horgne et de la Gayette, l'ennemi a pu pénétrer dans le village. Les guetteurs intoxiqués ou surpris ont insuffisamment donné l'alarme. On s'est battu dans les caves et dans les maisons, sous les jets des *flammenwerfer* et des grenades : défense difficile et tardive qui n'a pas sauvé Damloup. Et l'ennemi va certainement tenter d'avancer sur le promontoire.

La compagnie Hutinet le prévient. Il lui a fallu peu de temps pour gagner l'abri de combat et, par le boyau de la Bruche qui suit la jetée au bout de laquelle se trouve le village, marcher sur Damloup. Bien peu de temps, et comme cette troupe s'en vient hardiment à la rescousse, officiers et sous-officiers en tête! Bien peu de temps et l'ennemi a déjà organisé sa conquête.

Un officier de la compagnie qui est préposé à la défense de la batterie de Damloup, le sous-lieutenant Brieu, a suivi le combat et donne ces détails : « Nous voyons nos camarades partir tête baissée en bondissant de trou d'obus en trou d'obus. Mais les Allemands ont amené des mitrailleuses qui fauchent nos pauvres poilus, et leurs tirs de barrage achèvent de briser la contre-attaque. En quelques instans, la pauvre 11e est démolie et l'on nous ramène le capitaine Hutinet et deux sous-lieutenans grièvement blessés. Le restant de cette compagnie lutte encore, mais son effectif est des plus réduits et les débris viennent se réfugier près de nous. A ce moment, le colonel Tahon, mis au courant, nous donne l'ordre de tenir à tout prix la batterie et d'empêcher les Boches d'avancer. Le capitaine Cadet organise la position avec la 4e et les restans de la 11e ainsi qu'avec une section de mitrailleuses. Nous nous mettons au travail avec activité, car nous sentons que les Allemands vont

chercher à prendre la position importante que nous occupons. Toute la journée, nous sommes sur le qui-vive... »

La contre-attaque de la 11e compagnie du 142e a donc été arrêtée par les mitrailleuses installées à la sortie de Damloup, juchées sur les morceaux de toits épargnés par les bombardemens, dissimulées derrière les pans de murs. Faut-il la recommencer avec des effectifs plus importans? Le bataillon Pélissier du 52e est prêt à marcher : des grenades lui ont été distribuées. Mais les quelques heures qui se sont écoulées ont permis à l'ennemi de se mieux retrancher. Damloup, du côté Ouest, est plus aisé à défendre qu'à attaquer. Les ravins qui le flanquent sont jusqu'aux pentes Sud aux mains des Allemands, et le promontoire qui y conduit est étroit. En outre, des renforts ont été vus qui venaient de Dieppe, des travailleurs ont été signalés à l'artillerie sur les faces Ouest et Sud. Mieux vaut fortifier la batterie de Damloup, les pentes Sud du fond de la Gayette et du fond de la Horgne et profiter de la nuit pour organiser solidement cette nouvelle ligne qui peut tenir. Et l'on se met au travail, tandis que l'artillerie disperse sans cesse les rassemblemens ennemis et arrose le village perdu de Damloup. « Les hommes creusent et se mettent à l'abri. Le déluge de fer a recommencé et dure toute la nuit : c'est le vacarme assourdissant des explosions ininterrompues. » Le lendemain, au lever du jour, la situation s'est améliorée et de pied ferme nos hommes attendent les attaques.

Le bombardement qui les précède bouleverse les tranchées aménagées hâtivement, face à Damloup, et écrase la batterie. C'est le tocsin qui provoque l'incendie. Ce n'est qu'à 3 heures du soir que les Allemands montent à l'assaut. Ici, je recours à la relation du sous-lieutenant Brieu :

« Le 3, le jour se lève, trouvant chacun à son poste et dans une situation améliorée. Je pense rêveusement à ce que cette journée nous réserve et j'examine mes hommes. Ils sont certes très fatigués, cela se lit sur leur figure, mais on voit qu'ils sont décidés et qu'on peut compter sur eux. J'ai eu hier pas mal de tués et de blessés ; le nombre s'est accru la nuit et ce matin le bombardement me fait encore des victimes, dont mon pauvre ami le lieutenant Métayer, tué à son poste, d'une balle au ventre.

« Tout à coup, vers 15 heures, l'artillerie allemande qui fait rage depuis un moment allonge son tir et nous voyons des Boches qui s'avancent. Ils sont fauchés par nos balles de fusil et de mitrailleuses. Ils hésitent et s'arrêtent, et nous redoublons notre tir pendant que celui de nos mitrailleuses s'arrête. Je regarde et je vois au milieu de la poussière des ombres qui s'agitent. C'est le sergent Favier qui, sorti indemne, déterre sa pièce, la nettoie sous le feu de l'ennemi et, aidé de ses hommes, la met en place aussi tranquillement qu'à la manœuvre.

« Vers 17 heures, nous voyons, à notre grande surprise, une soixantaine de soldats français sortir des tranchées allemandes. Ils viennent sur nous. Ils ont des grenades et vont les lancer : « Feu ! ce sont les Boches. » J'ai à peine lancé ce cri que les feux de salve se succèdent rapidement et que ceux des Boches habillés en Français qui n'ont pas été atteints s'enfuient éperdus et regagnent leurs trous.

« Vers 19 heures, de deux côtés à la fois, du Nord et de l'Est, les Boches s'avancent sur la batterie; ils veulent nous encercler et prendre d'assaut la position confiée à notre garde. Mais nous tenons bon, l'artillerie exécute des tirs de barrage efficaces, le bataillon du 52e nous envoie des renforts et nous repoussons toutes les attaques. Des Boches tombent à moins de dix mètres de la batterie. Certes, les minutes sont angoissantes, mais nous devons tenir coûte que coûte; c'est l'ordre, et nous l'exécuterons. A 20 heures, nouvelle attaque, nouvelle défense de notre part. Enfin, nous pouvons respirer, enterrer nos morts, évacuer nos blessés, reconstituer nos positions et nous préparer à repousser de nouveaux assauts. Mais c'est la troisième nuit que nous ne dormons pas, trois nuits qui ajoutent leurs fatigues à tout ce que nous avons enduré précédemment. Mais qu'importe, personne ne songe à se reposer, car il faut garder le sol qui nous est confié... »

Les Allemands ont attaqué la position de la batterie de trois côtés : à l'Est, en débouchant du village de Damloup avec des uniformes français ; au Nord, face à la tranchée de Saales ; à l'Ouest, en montant du ravin de la Horgne. Tous leurs assauts ont échoué, mais ils sont parvenus jusqu'à dix mètres de la batterie. L'alerte a été chaude et rude le combat. Le bataillon Pélissier, du 52e, a fourni des renforts. Les feux des deux

bataillons Chevassu et Bouin, du 142e, l'un à gauche, l'autre à droite, l'un au-dessus du ravin de la Horgne, l'autre au-dessus du ravin de la Gayette, ont mitraillé l'ennemi. Les pertes de celui-ci ont été considérables. On a pu voir dans les fonds les taches des uniformes gris-vert se multiplier. L'ordre donné prescrivait de « résister sur place avec la dernière énergie et de maintenir nos positions. » Il a été fidèlement exécuté. Pourra-t-il l'être dans sa seconde partie, le lendemain?

Par suite des pertes et de l'état de fatigue des hommes, la situation est grave. L'ennemi continue à se grouper dans le ravin de la Horgne : notre artillerie tire sur ces rassemblemens qui se dispersent, mais se reforment. Et, sur la crête de Vaux, des sections allemandes apparaissent, que nos mitrailleuses prennent pour cible. Le fort est-il encore à nous ? C'est l'angoissante question qui se pose.

Une patrouille exécutée en avant de la batterie ramène deux prisonniers, à la pointe du jour : d'après les renseignemens qu'ils fournissent, cinq compagnies occuperaient Damloup; trois autres, sorties du village, seraient chargées d'attaquer la batterie. « Toute la journée du 4, note le sous-lieutenant Brieu, les Allemands nous bombardent violemment et, dans la soirée, ils nous attaquent brusquement encore. Notre fusillade les arrête. C'est à ce moment que le brave et cher capitaine Cadet tombe, frappé d'une balle au front, et, pendant que deux soldats emmènent le corps un peu en arrière, nous continuons de nous battre. Enfin, dans la soirée, nous sommes relevés. » Un tir efficace de notre artillerie sur Damloup, sur le ravin de la Horgne et en avant de la batterie disperse les forces ennemies, et la nuit se passe sans attaque. La relève, par un bataillon du 305e, s'accomplit sans pertes. Le 5 juin, nouveau bombardement et nouvel assaut parti de la Horgne et fauché avant même de déferler.

Il s'est passé à l'Est du fort de Vaux, le 2 juin et les jours suivans, ce qui s'est passé à l'Ouest, dès le 1er. L'ennemi, le 1er juin, s'est jeté sur le saillant d'Hardaumont, dont il s'est emparé. De là, il a pénétré dans les retranchemens R^3 et R^2, mais il a été barré au bois Fumin et devant R^1. Jusqu'à la nuit du 8 au 9 juin, R^1 résiste à toutes les attaques. De même, le 2 juin, les Allemands, profitant de leur préparation par les gaz, occupent Damloup; mais la batterie de Damloup leur

interdit le débouché du village. En vain se ruent-ils contre cette batterie, le 3 et le 4 juin, avec des forces sans cesse accrues : ils ne parviennent pas à y entrer. Plus heureuse encore que celle de R[1], sa défense se prolongera jusqu'au 2 juillet. Encore, le 2 juillet, l'ennemi en sera-t-il immédiatement chassé et n'y rentrera-t-il, pour y tenir, que le 10.

Ainsi le mouvement destiné à l'enveloppement du fort a-t-il été entravé à droite et à gauche par des défenses accessoires qui n'ont pu sauver le fort, mais qui, même après sa perte, ont ralenti la marche ennemie.

La belle défense de la batterie de Damloup a été soutenue par des unités réduites, n'ayant que leurs vivres de réserve, souffrant du manque d'eau et privées de tout repos, de tout sommeil. Il semblait que la brusque perte de Damloup rendît la position presque intenable. Mais y a-t-il une position intenable pour une troupe décidée ? Le fort de Vaux va nous révéler de nouvelles puissances d'endurance.

HENRY BORDEAUX.

(La dernière partie au prochain numéro.)

FRANCE ET ANGLETERRE

L'AVENIR

DE LEURS RELATIONS INTELLECTUELLES

Pendant les premiers mois de l'effroyable lutte qui est en train de déchirer l'Europe, l'attention des Alliés s'est, naturellement, concentrée tout entière sur les nécessités de la défense matérielle ; mais à mesure que nous avons vu s'équilibrer les forces entre le lâche envahisseur et ceux dont il s'était fermement attendu à faire ses victimes, nous avons compris de plus en plus clairement l'obligation, pour nous, d'envisager aussi les très graves aspects spirituels du conflit. L'un de ces aspects, tout au moins, nous apparaît dès maintenant avec une évidence absolue : nous constatons que nous allons être tenus, à l'avenir, de défendre contre l'intrusion germanique nos facultés intellectuelles non moins vigoureusement que nos rivages, et notre commerce et notre industrie. Après quoi l'on entend bien que l'heure est passée des reproches mutuels. Il nous serait dorénavant tout à fait inutile de réveiller les échos en nous criant aigrement, l'un à l'autre : « Je vous l'avais bien dit! » ou encore : « Comment se peut-il que vous n'ayez pas prévu? » Admettons plutôt, avec une humilité allégée de tous remords superflus, que, ni en Angleterre, ni en France, nous n'avons assez nettement discerné les défauts et le danger de la « culture » allemande; mais, cela admis, il n'en reste pas moins qu'un examen de ce que pourront être à l'avenir les relations intellectuelles de la France et de l'Angleterre ne saurait se dispenser de

prendre, comme point de départ, l'insidieuse influence passée de l'Allemagne sur notre pensée et notre art nationaux.

I

On n'a pas oublié de quelle façon les Allemands, dès le début de la guerre, ont tout fait pour nous révéler le vrai caractère de leur civilisation. Mais nul excès de barbarie dans la conduite de leur campagne, nul outrage aux lois de l'humanité, nulle profanation de monumens vénérables n'a eu de quoi ouvrir aussi largement nos yeux sur leur état profond de corruption intérieure que le fameux manifeste de leurs 93 « Intellectuels, » rédigé au mois d'octobre 1914. On a vu là les représentans principaux de chacun des ordres de la vie allemande, les premiers hommes d'État de l'Allemagne, l'élite de ses érudits, de ses théologiens, de ses légistes, et de ses savans, comme aussi de ses écrivains et de ses artistes, s'unissant pour approuver les pires horreurs d'un brigandage à peine croyable. Avec une unanimité servile et une faconde pleine d'impudence, la plus fine fleur de l'âme teutonne justifiait pleinement la destruction de Louvain, le massacre de milliers d'habitans civils de la Belgique, et toutes les autres « atrocités » de ces premières semaines dont le seul souvenir nous remplit d'horreur.

Je sais bien que, dans certains pays neutres, l'attitude de ces intellectuels a été, plus tard, excusée sous le prétexte d'une contrainte que leur auraient imposée les autorités de la Wilhelmstrasse, et qui leur aurait rendu impossible de se refuser à signer le susdit manifeste.

Cette théorie, qui a trouvé accueil, notamment, en Suède et dans divers milieux suisses, s'appuyait sur les déclarations d'un ou deux professeurs allemands, émises par ceux-ci dans des lettres privées, et reconnaissant que, s'ils avaient signé le document, c'est qu'ils y avaient été contraints, sans avoir même eu la possibilité de le lire. Mais il est étrange que les apologistes de ces professeurs ne sentent pas qu'un tel aveu, loin de justifier leurs protégés, les fait apparaître dans une servilité pour le moins aussi méprisable que celle qui nous les montrait approbateurs volontaires des crimes allemands. Et combien, avec tout cela, c'est chose plus probable de supposer que, dans le premier excès de la fureur ressentie en présence de tant d'espoirs

déçus, l'Allemagne entière a décidément achevé de perdre toute modération de pensée, et tout équilibre d'esprit !

En tout cas, il sied d'affirmer dès l'abord que, quelles que doivent être les futures relations intellectuelles de la France et de l'Angleterre, ces relations ne pourront avoir rien de commun avec l'état d'esprit qui a fait naître le trop fameux manifeste des 93. Il nous est arrivé volontiers, au cours des années passées, de nous laisser éblouir par un système de formation mentale fondé sur un simple amas encyclopédique de faits. Plus d'une fois nous avons été tentés d'admettre la nouvelle doctrine allemande, suivant laquelle les faits posséderaient, en soi, une importance décisive, indépendamment de leur action sur le progrès général de notre pensée ou sur la conduite de notre vie morale. Mais il nous suffira désormais de nous rappeler les quatre-vingt-treize signataires du manifeste des intellectuels allemands pour comprendre qu'il est inutile de s'assimiler toute l'énorme provision de savoir dont se trouvent bourrés les *Dictionnaires de la Conversation* de Brockhaus ou de Meyer, si cela ne doit pas nous empêcher de demeurer des esclaves! Bien mieux : dans notre étude de ce que pourront être, après la guerre, les rapports intellectuels capables de profiter aux deux nations amies, il nous faudra commencer, avant tout, par une assurance réciproque garantissant que ni l'Angleterre, ni la France ne s'aviseront plus désormais de se chercher une direction du côté de l'Allemagne. Le professeur von Wilamowitz-Mœllendorf, — qui jadis, avec son orgueil de hobereau, ne cachait pas son mépris pour les efforts de ses confrères en philologie, d'origine plus humble, — ne trouve pas, à présent, de paroles assez dures pour blâmer l'Institut de France, qui, dit-il, « devra subir le poids des conséquences résultant pour lui de son refus de reprendre, après la guerre, ses anciennes relations intellectuelles avec l'Allemagne. » En réalité, j'imagine que l'Institut de France est prêt à assumer bravement cette responsabilité ; et je puis attester que sa courageuse attitude continuera toujours de rencontrer un très cordial appui, auprès du monde savant de la Grande-Bretagne.

Il est vrai que cette suppression plus ou moins totale des influences qui nous venaient d'Allemagne ne pourra manquer de créer, d'abord, certaines lacunes dans notre existence intellectuelle : mais ce sont précisément ces lacunes qui devront être

comblées par un développement continu de l'action réciproque de la France et de l'Angleterre. Aussi bien ai-je l'idée que tout se trouvait prêt, longtemps même avant le début de la guerre, pour permettre l'entier avènement d'une action de ce genre. Jamais, au cours des longs siècles où elles n'ont cessé d'accumuler leurs précieuses réserves de force matérielle et morale, jamais nos deux nations ne s'étaient encore senties rapprochées par un lien aussi étroit de sympathie mutuelle. De telle sorte qu'il s'agit simplement pour nous, aujourd'hui, de rechercher par quels moyens leur collaboration spirituelle pourra s'exercer avec le plus de fruit, en tenant compte des qualités et ressources spéciales de chacun des deux partenaires. Car si la sympathie politique entre la France et la Grande-Bretagne est, dès maintenant, aussi complète que possible, il s'en faut que l'union intellectuelle entre les deux peuples ait atteint le même degré d'heureuse plénitude; et aussi convient-il que nous tâchions à nous placer, vis-à-vis les uns des autres, dans une position qui permette à nos forces spirituelles respectives de continuer à se plaire et à se stimuler réciproquement, alors même que se sera calmée l'exaltation résultant, aujourd'hui, d'une lutte commune contre un commun adversaire.

II

Le choix d'une telle position impliquera, naturellement, un certain nombre de concessions d'une part et de l'autre. Mais à cela, aussi, les circonstances nous ont déjà utilement préparés. On se souvient que, vers la fin du XIXe siècle, l'idée d'une littérature universelle avait envahi les esprits même les plus conservateurs. On se plaisait à penser que, tôt ou tard, les progrès du « cosmopolitisme » effaceraient, chez les diverses nations, toute trace de leurs anciennes particularités distinctives, pour y substituer certains modes de pensée et d'expression qui, désormais, se retrouveraient à la fois chez les écrivains des quatre coins du monde. Le quart de siècle qui s'est écoulé depuis 1890 nous a guéris, entre autres illusions, de celle qui naguère nous faisait regarder comme possible et désirable une telle unité littéraire universelle. Comme l'avaient justement admis autrefois nos pères, nous avons reconnu, à notre tour, que la personnalité constituait l'attribut essentiel d'une littéra-

ture, et que cette personnalité avait pour condition indispensable le maintien d'une forte couleur nationale. Si bien que non seulement nous nous accordons de nouveau pour rejeter l'idée d'une « littérature européenne, » mais qu'en outre nous sentons l'obligation, pour les écrivains français et anglais, de demeurer fidèles à leurs caractères nationaux respectifs, au moment même de leurs plus actifs échanges intellectuels. Il n'y a rien qui, pour mon compte, m'inquiéterait plus que le projet d'une littérature « franco-anglaise ; » et, plutôt que d'en encourager l'avènement, j'aimerais mieux revenir à la notion rétrograde d'un « protectionnisme » contre les idées. Mais un peu de prudence suffira pour rendre inutiles toutes précautions de ce genre. La seule chose qu'il nous faille éviter est la possibilité, pour l'une des deux nations amies, de tendre à dominer la pensée de l'autre. La détestable erreur de l'Allemagne, qui considère comme son devoir d'imposer à d'autres races son type particulier de culture, entraîne fatalement à sa suite les conséquences les plus désastreuses ; et l'on ne saurait trop veiller à écarter jusqu'au semblant d'une tyrannie aussi monstrueuse. « La plus grande chose du monde, disait Montaigne, c'est de savoir être soi. » Les relations intellectuelles de deux nations justement orgueilleuses de leur passé devront toujours, avant tout, s'appuyer sur une reconnaissance entière du droit de chacune de ces nations à conserver sa libre individualité.

C'est dire que rien ne serait, selon moi, aussi funeste au développement de nos deux littératures que l'emploi, même entre la France et l'Angleterre seules, d'une sorte d'*esperanto* ou de *volapük* spirituel. Mais il n'en reste pas moins que, dans le domaine particulier du langage, la France m'apparaît capable d'exercer, sur les autres nations, une influence des plus bienfaisantes. Si l'on jette un regard en arrière sur notre littérature anglaise des cinquante dernières années, il est impossible de ne pas être frappé de tout ce que les plus soigneux, et en même temps les plus foncièrement « anglais, » de nos écrivains ont dû à l'admirable niveau de perfection littéraire où s'est élevée la langue française. Chez Matthew Arnold l'adaptation de la phrase aux sujets traités, chez Stevenson l'aisance et la limpidité du discours, chez Pater la richesse et la solidité de la forme témoignent de l'habitude qu'avaient

ces auteurs d'étudier, — sans la moindre imitation, mais avec une appréciation intelligente et cordiale, — l'œuvre des écrivains français de leur temps. Je pourrais citer, également, telles tendances au mauvais goût et à l'ornementation excessive qui se sont trouvées heureusement arrêtées, dans notre littérature d'il y a vingt ans, par l'admiration de la simple et sereine clarté de Renan. Et, pour parler d'un passé plus récent, c'est chose indéniable que l'étude du style de certains critiques ou « essayistes » français a corrigé l'emphase ou le maniérisme alambiqué qui menaçaient fâcheusement d'envahir notre jeune école de critique littéraire.

Aussi bien est-il un peu de tradition chez nous, en Angleterre, d'estimer que les Français poussent à un degré extrême le souci de bien écrire. N'est-ce pas déjà saint Hilaire de Poitiers qui, au dire de ses biographes, plaçait résolument le mauvais style au nombre des péchés ? Croyance que nous nous attendons à retrouver, aujourd'hui encore, chez tout Français ; et comment ne profiterais-je pas de cette occasion pour rappeler cette opinion anglaise à tels écrivains français que je vois se complaire dans l'obscurité et la confusion? Comment ne les avertirais-je pas que d'ici, des bords de la Tamise, nous les considérons avec une tristesse mêlée de méfiance ? Le fait est qu'il y a là un exemple typique de la réalité et de l'importance de ce que l'on serait tenté d'appeler des responsabilités internationales. Un auteur français qui néglige de bien écrire, ou qui s'avise d'introduire dans son style des attributs contraires au génie de sa langue, commet un véritable péché, à la face du monde, contre le bon renom séculaire de sa race. Le défunt Stéphane Mallarmé a été mon ami pendant bien des années, et personne ne peut avoir admiré plus que moi la beauté de son caractère, comme aussi l'exquise délicatesse de son âme de poète : mais une bonne partie de son œuvre en prose et en vers constitue, tout au plus, une expérience accidentelle, un phénomène littéraire isolé et sans lendemain. Ou plutôt, je suis prêt à supposer que, pour certains jeunes talens français, l'art de Mallarmé a été un stimulant précieux ; mais en Angleterre, sa célébrité et la part d'engouement artificiel qui s'y est ajoutée ont eu incontestablement des effets désastreux. Cet homme excellent et ce poète de race s'est trouvé devenir, bien inconsciemment, chez nous, l'ancêtre d'une famille bâtarde de poétaillons.

Pareillement il ne m'appartient pas de mentionner les noms de tels de nos auteurs anglais d'à présent ou d'hier dont les violences ou les excentricités d'expression me semblent avoir fâcheusement fasciné quelques-uns de leurs confrères français. Mais il me semble hors de doute que, dans l'un et l'autre cas, une connaissance plus étendue de la littérature « d'en face, » et une appréciation plus juste de ses vraies « valeurs, » auraient suffi pour empêcher ces erreurs regrettables.

III

D'une façon générale, au reste, il n'est point douteux que l'une des difficultés principales, pour l'établissement d'une pleine harmonie de pensée entre les classes intellectuelles des deux nations consiste dans le manque d'une sérieuse connaissance réciproque des deux littératures. L'esprit d'un Anglais cultivé est inévitablement nourri de la lecture, plus ou moins approfondie, de Dryden et de Swift, de Milton et de De Quincey; et de la même manière un Français, sans avoir besoin pour cela d'être un érudit, se fait une conception nettement définie de l'essence et des caractères principaux de l'œuvre de Racine ou de Chateaubriand. Il sait l'ordre historique, et, pour ainsi dire, l'ordre « absolu » des noms de tous les maîtres passés de sa littérature; il sait, du moins en gros, ce qu'ils représentent, et se rend compte des divers champs de leur influence. Mais le moyen d'espérer que demain, fût-ce avec la meilleure volonté du monde, tout Anglais cultivé se pénétrera de l'agrément propre de *Bérénice* ou des *Martyrs*, ou bien que, de son côté, chaque Français instruit aura chance de se familiariser avec la grâce majestueuse du *Samson Agonistes* de notre Milton? Certes, je n'ignore pas que, dans les deux pays, des hommes se rencontrent qui ont pénétré merveilleusement la littérature du pays voisin, et que, par exemple, les travaux biographiques et critiques consacrés de nos jours par tels professeurs français à l'étude de nos écrivains anglais ont atteint un degré bien remarquable de précision et de profondeur. Mais on entend bien que c'est là une autre question. Pour juger des relations intellectuelles réciproques de deux peuples, force nous est de nous placer à un point de vue dépassant de beaucoup les limites d'un groupe restreint de savans plus ou moins professionnels. Et

quant à ce qui est des masses cultivées d'Angleterre ou de France, j'affirme qu'il serait téméraire d'espérer que ces masses consentent soudain à doubler le fardeau de leur bagage intellectuel, en joignant à l'étude de leur littérature nationale celle encore de la littérature d'une autre nation.

Il est vrai que, de part et d'autre, et d'ailleurs à mon très vif regret, le xxe siècle risque fort d'amener une diminution considérable de l'importance attribuée jusqu'ici, dans la formation spirituelle des classes cultivées, à l'étude rétrospective de nos littératures nationales. Il est à craindre que, après s'être déjà émancipés de la discipline du latin et du grec, les jeunes gens français et anglais demandent qu'on les délivre encore de la discipline de leurs classiques nationaux. En Angleterre, du moins, nous avons vu dès maintenant se produire des symptômes d'un mouvement de ce genre; et je ne serais pas étonné qu'en France même, où la tradition demeure cependant plus vivante, quelque chose d'approchant arrivât tôt ou tard. Ce serait, à mon avis, tout à fait regrettable.

Toujours est-il que, dans le développement des relations intellectuelles entre les deux pays, il sied de compter beaucoup plus sur les progrès de notre ancienne sympathie mutuelle que sur un étalage doctoral de faits et de dates. Pour maintenir entre nous le contact spirituel, il ne sera besoin que du lien, tout élastique, de cette sympathie. Mais aussi ne saura-t-on trop s'employer au renforcement de cette dernière, et d'autant plus qu'il s'en faut bien qu'une simple entente politique suffise pour déterminer, par soi-même, les moindres rudimens d'une entente intellectuelle. C'est ainsi que l'heureux accord franco-anglais établi déjà, en 1837, par Guizot et Aberdeen, et ratifié encore par la mémorable visite de la reine Victoria à Louis-Philippe n'a eu, en Angleterre, aucune espèce de répercussion littéraire, encore bien qu'il coïncidât avec un puissant réveil de la littérature française. Vainement chercherait-on, dans toute la critique anglaise du temps, ne fût-ce qu'une mention des grands noms de Balzac et de Victor Hugo, de George Sand et de Lamartine, qui se trouvaient alors, comme on sait, parvenus au plus haut point de leur activité créatrice. Tout au plus arrivait-il parfois qu'un critique anglais citât, en passant, Augustin Thierry, parce que celui-là s'était occupé de la conquête de

l'Angleterre et des origines de notre royauté. L'existence littéraire de Guizot, de Tocqueville, et, dans une certaine mesure, de Michelet, n'était pas non plus tout à fait ignorée : mais ceux-là mêmes n'étaient connus chez nous qu'en raison de qualités, pour ainsi dire, opposées au véritable courant du génie français. Pour tout ce qui relevait du monde de l'imagination, l'indifférence était complète dans la critique anglaise, et la France a traversé longuement les phases successives de sa révolution romantique sans que jamais cette critique de chez nous eût même fait mine de s'en apercevoir.

Cette hostile attitude se trouve reflétée, — d'une façon assez humiliante pour notre vanité insulaire, — dans une nombreuse série d'articles écrits par notre grand romancier Thackeray pendant son séjour à Paris, en 1833 et au cours des années suivantes. Les chefs-d'œuvre du roman français que produisaient, à cette date, Balzac et George Sand ne rencontraient, chez le futur auteur de *la Foire aux Vanités*, qu'un profond mépris, et tout fondé sur des motifs moraux du puritanisme le plus étroit. Thackeray présente à ses lecteurs les romanciers français comme des fabricans de livres immoraux et irréligieux. A quoi il convient d'ajouter, pour son excuse, qu'il était très jeune encore lorsqu'il exprimait ces jugemens saugrenus, et que, plus tard, il s'est abstenu de les réimprimer. Mais le fait n'en constitue pas moins un exemple significatif. Voici un jeune homme appelé à devenir l'un des plus originaux et des plus pénétrans analystes de son temps : il arrive à Paris entre la publication d'*Indiana* et celle de *Jocelyn*, et voici que, malgré un séjour prolongé en France, ce jeune Anglais demeure tout à fait incapable de percevoir qu'il existe, dans la prose et la poésie françaises, un mouvement tout au moins très profond, et d'une très grande portée artistique! Chose qui, du reste, ne prouve nullement chez Thackeray une dose exceptionnelle d'incompréhension ou de malveillance : notre compatriote s'est simplement placé au point de vue admis par presque tous les Anglais cultivés de sa génération. L'Angleterre d'alors consentait bien à soutenir Louis-Philippe : elle refusait obstinément d'avoir rien à faire avec un Balzac ou un Musset.

Le fait est que, pendant presque tout le cours du XIXe siècle, l'ensemble de nos relations intellectuelles franco-anglaises s'est fâcheusement ressenti de l'espèce de barrière établie entre les

deux nations, dès le début de ce siècle, par les hasards de la politique. Accoutumées pendant le règne de Napoléon à une séparation matérielle et morale presque complète, les deux nations ont longtemps continué à s'ignorer l'une l'autre, ou plutôt à entretenir, chacune sur le compte de l'autre, les conceptions les plus erronées. Le Français a persisté à tenir les Anglais pour un peuple de ténébreux hypocrites ; l'Anglais s'est entêté à regarder les Français comme une race incrédule et sans mœurs. Derrière le voile de ces préventions, qui n'ont fini par se dissiper qu'au bout de cent ans, les vertus de chacun des deux pays sont demeurées cachées au pays voisin ; et c'est seulement aujourd'hui que, pour la première fois depuis la grande Révolution Française, les esprits et les cœurs de France et d'Angleterre se rencontrent sans qu'un désastreux rideau de brume les empêche de se voir mutuellement dans leur réalité. Encore ne suis-je pas tout à fait certain que, même aujourd'hui, dans quelques-unes des classes les plus arriérées de notre société cultivée d'Angleterre, toute trace ait disparu du très vieux préjugé qui voulait que les livres français fussent, à peu près invariablement, déplaisans et « choquans » pour l'âme anglo-saxonne. Les livres français « à couverture jaune, » en particulier, ont eu bien de la peine à franchir le mur de suspicion qui en interdisait l'accès au delà de la Manche. Je me souviens par exemple de la sévère réprimande infligée, voilà trente ans, à un imprudent jeune étudiant d'Oxford pour avoir introduit, dans une respectable maison anglaise, un de ces volumes « à couverture jaune, » et cela bien que le volume incriminé se trouvât être, simplement, une édition populaire des *Pensées* de Pascal !

IV

Mais si même quelques vestiges subsistent encore, çà et là, de ces ridicules préventions de jadis, il est sûr que le grand courant de sympathie qui est en train de pousser l'Angleterre dans les bras de la France aura très vite fait de les effacer. Oui, il sied que tout le monde en France soit fermement assuré de la disparition toute prochaine, et définitive, de cette funeste barrière d'erreurs et de préjugés qui, durant le cours entier du XIXe siècle, a rendu difficile à nos pères de s'initier aux

habitudes françaises de penser. Au contraire, même, je ne craindrai pas d'affirmer qu'il existe dorénavant, parmi nous, une tendance très marquée à estimer que tout ce qui se dit et s'écrit en France doit être, à la fois, éminemment sage et d'un art raffiné. Peu s'en faut qu'après avoir trop longtemps injustement déprécié les choses françaises, nous ne courions, à présent, le risque d'accepter, avec une indulgence trop dénuée de critique, tout ce qui nous arrive revêtu de la marque de Paris. Opinion d'ailleurs bien touchante, à la regarder comme une sorte de « réparation » des méfiances anciennes ; mais elle n'en crée pas moins, pour la France, un certain surcroît de responsabilité ; et j'avoue que, pour ma part, précisément du fait de ma vieille affection pour votre pays, je ne serais pas sans m'inquiéter de découvrir chez nous cette nouvelle manière de voir, également favorable ou indulgente pour tout ce que vous produisez, si je n'avais pas fermement l'espoir que ceux qui, chez vous, ont charge de diriger le mouvement de la littérature nationale s'attacheront à ne pas décevoir la confiance ingénue de notre public envers elle.

Sans compter que la France se doit à elle-même de ne pas encourager, voire d'empêcher par tous les moyens, l'exportation de livres qui risquent de nuire à son bon renom. Il ne m'appartient pas d'élever la moindre protestation contre cette « belle liberté française, » qui est assurément l'une des choses les plus nobles du monde. Mais sans parler de maints produits qui, par leur intention et leur contenu, se trouvent à jamais exclus des limites de la littérature, il est incontestable que la finesse délicate de la langue française vous permet de traiter maints sujets d'une manière qui, parfaitement légitime et acceptable sous cette forme particulière, devient aisément choquante dès qu'on essaie de transporter ces sujets dans une autre langue, ou même dès qu'ils s'adressent à des lecteurs étrangers, ignorans de la foule de nuances qui, aux yeux d'un Français, suffit pour leur enlever toute portée scandaleuse. C'est ainsi que, dans un salon, des personnes habituées à la société les unes des autres, et dûment pénétrées de l'existence entre elles d'un niveau commun de culture intellectuelle, s'entretiennent à leur aise sur un ton qu'elles abandonnent aussitôt, d'instinct, dès qu'un étranger est venu se mêler à la conversation. Et semblablement, notre grand humoriste Swift observe quelque part que tels

propos paraissent infiniment spirituels après le dîner, qui seraient plats et inconvenans si l'on s'avisait de les tenir à jeun, dans la matinée.

D'où je ne prétends point conclure que la France doive désormais se priver de toute liberté dans ses propos, et se comporter, dans sa vie littéraire, comme faisaient les convives de Swift pendant les heures de tranquillité un peu engourdie qui précédaient pour eux le réveil du dîner. Tout juste demanderais-je que, de temps à autre, les écrivains de chez vous se souvinssent de l'arrivée parmi eux de ces auditeurs étrangers qui obligent les hôtes d'un salon à modifier le ton de leur causerie. Un peu plus de réserve sur tel ou tel thème, à cela se borne tout le sacrifice que je me permettrais de leur conseiller. Et puis surtout je voudrais qu'une série de limites bien visibles rendissent plus facile, aux lecteurs anglais, de distinguer, parmi les productions françaises, celles qui relèvent de la littérature et celles qui trop souvent, jusqu'ici, en ont emprunté les dehors pour couvrir une marchandise de mauvais aloi.

J'ajouterai que les œuvres françaises qui risquent ainsi de n'être pas bien comprises hors de France relèvent toujours, plus ou moins, du genre du roman ; et, en vérité, nul effort ne saurait empêcher désormais le roman de jouer un rôle prépondérant dans les relations intellectuelles de nos deux pays. Malgré toutes les protestations des critiques ou des moralistes, c'est toujours par son roman que la France, en particulier, aura chance d'agir sur l'esprit anglais ; et tout porte à croire qu'une fortune semblable est réservée, en France, au roman anglais. Jusqu'à présent, toutefois, c'est un fait que quelques-uns de nos plus grands romanciers contemporains n'ont jamais pu réussir à traverser la Manche. Je veux parler surtout de trois hommes que les lettrés anglais s'accordent à considérer comme les maîtres les plus significatifs de notre roman au cours de ces trente dernières années, George Meredith, Henry James, et Thomas Hardy. Du consentement général de notre critique, ces trois hommes nous ont donné une œuvre exceptionnellement originale et forte, d'un style très personnel, de telle sorte que, sans hésiter, nous les mettons au niveau des plus grands romanciers français de notre temps. Mais en France, aucune des nombreuses tentatives qui, depuis un demi-

siècle, ont eu pour objet de faire connaître ces trois romanciers, — tentatives dont les premières et les plus importantes se sont produites justement dans cette *Revue*, — n'est parvenue à créer un véritable contact entre l'art d'un Meredith ou d'un Thomas Hardy et la masse, ou même l'élite, du public lecteur de romans. Je me rappelle ainsi que Henry James, qui, dans sa jeunesse, avait fait de fréquens séjours à Paris, et y avait été l'ami de Flaubert et de Zola, m'a bien souvent exprimé la gêne, — dépourvue, au reste, de tout ressentiment, — que lui causait l'indifférence absolue de ses compagnons parisiens à l'égard de ce qu'il produisait, ou essayait de produire, en littérature. Certes, James ne laissait point d'apprécier le privilège de pouvoir assister aux entretiens littéraires d'un Flaubert et d'un Maupassant : mais jamais un seul mot de l'un ou de l'autre de ses confrères et amis français n'a trahi, chez eux, la moindre curiosité de savoir ce que le conteur anglo-saxon écrivait en anglais, ou quelle attitude il adoptait, dans sa langue, à l'endroit des divers problèmes que soulevait alors la littérature d'imagination.

Aujourd'hui encore, comme je le disais, l'œuvre de ce subtil psychologue qu'a été Henry James, et celles aussi de ses deux grands émules, George Meredith et Thomas Hardy, attendent vainement que les éloges dont ils ont été comblés, ici et ailleurs, par les maîtres de la critique française réussissent à leur ouvrir l'accès familier du public. Et cependant il est sûr que, durant les dernières années, ce public français s'est remis à pratiquer très activement l'œuvre de quelques-uns de nos conteurs anglais. C'est avec un intérêt et une joie sincères que nous avons été témoins, notamment, de l'ardeur avec laquelle une foule de lecteurs français de toute catégorie se sont nourris des ingénieuses et divertissantes inventions de M. Wells, ou encore des vigoureux récits de M. Kipling. Mais il n'en reste pas moins, à mon sens, que la pénétration du roman anglais chez vous est très loin d'égaler celle du roman français en Angleterre. Il n'est presque pas de romancier français un peu notable aujourd'hui qui ne possède, chez nous, un groupe plus ou moins étendu de fidèles lecteurs : M. Paul Bourget comme M. André Gide, M. René Bazin tout de même que M. Marcel Prévost se sont acquis en Angleterre des partisans enthousiastes. (Et que l'on ne mesure pas la place tenue, chez nous, par ces

écrivains au nombre de leurs œuvres traduites en anglais! Tout Anglais ami des lettres est aujourd'hui en état de lire un texte français dans l'original, et se rend compte de l'avantage qu'il y a, pour lui, à se dispenser de l'intermédiaire, toujours fâcheux, d'une traduction.) Depuis la guerre, le très petit nombre de romans qui ont paru en France ont été lus et goûtés à Londres autant qu'à Paris. Pour m'en tenir à un seul exemple, la vogue du *Gaspard*, de M. René Benjamin, s'est rapidement propagée chez nous, et aucun livre anglais récent n'a servi plus volontiers de thème aux conversations des salons de Londres, en dépit d'une abondance de termes d'argot parisien qui faisait, de ce livre, une lecture particulièrement difficile pour les étrangers.

V

Voilà donc, en résumé, ce que nous pouvons prévoir dès maintenant de l'avenir des relations intellectuelles entre nos deux pays : vouloir aller plus loin dans nos prévisions serait nous exposer à trop de risques d'erreur, et d'autant plus nombreux que l'absence de tout précédent historique nous rend encore la tâche beaucoup plus difficile. Il y a bien eu, dans le passé, des alliances plus ou moins durables entre deux nations, des rapprochemens plus ou moins sincères et cordiaux en face d'un ennemi commun. Mais jamais, jusqu'ici, deux grandes Puissances n'ont marché ensemble vers un même objet d'un accord aussi profond et aussi spontané, sans être poussées aucunement par l'appât d'un profit matériel. L'ampleur de la lutte présente, le désintéressement des Alliés et la pureté de leurs intentions, la manière dont ils mêlent généreusement leurs efforts pour accomplir une œuvre de justice quasiment surhumaine, tout cela donne à l'Angleterre et à la France une grandeur morale qui ne saurait manquer d'affecter leurs relations réciproques de demain. Lorsque, donc, l'admirable effort des deux nations et de leurs alliées aura atteint son objet, et que de nouveau la paix régnera en Europe, très certainement les deux grandes nations occidentales se trouveront liées d'une union plus intime que jamais elles ne l'ont été auparavant. Nous verrons alors se produire une solidarité fondée à la fois sur la connaissance mutuelle, sur la sympathie, et sur l'impérissable souvenir de

communes épreuves. De plus en plus les tendances intellectuelles des deux pays se sentiront entraînées dans la même direction; et aucun esprit sérieux de chez nous ni de chez vous ne pourra se désintéresser de l'œuvre civilisatrice ainsi commencée la main dans la main.

C'est alors qu'il importera plus que jamais que nos classes intellectuelles, en Angleterre, examinent attentivement les qualités propres au goût et à l'esprit français, — et en considérant ces qualités, pour ainsi dire, tout au long de l'histoire, au lieu de n'envisager que les tentatives de récens novateurs. Les mouvemens nouveaux, en art et en littérature, sont souvent des manifestations isolées et individuelles : leur valeur dépend de la personnalité qui les a provoqués. Mais, pour que l'influence spirituelle d'un pays sur un autre ait chance d'être durable et d'être bienfaisante, cette influence doit toujours se fonder sur des attributs plus généraux. C'est par un procédé impersonnel et presque involontaire qu'une nation emprunte à une autre nation ce qu'elle estime d'instinct devoir lui être utile. Or, il n'est pas douteux que, lorsqu'on la regarde ainsi dans l'ensemble, du point de vue de l'étranger, la culture générale française se caractérise surtout par son besoin naturel d'élégance. Nulle autre part, dans la société et dans la littérature de l'Europe, la vie n'est vécue d'une allure aussi légère, et sans que, du reste, cette légèreté implique le moindre sacrifice aux dépens de la solidité ou de la profondeur; — une allure qui s'étend à tous les modes les plus divers de la pensée nationale, de telle façon qu'elle permet, par exemple, à l'auteur des *Provinciales* de prêcher l'amour de Dieu en des termes qui ont la grâce d'une scène de comédie et l'attrait délicat d'un roman mondain.

Et, pareillement, il faudra que la France nous enseigne à épurer notre littérature, en y introduisant plus d'ordre et de mesure. Aussi bien n'y a-t-il rien de plus séduisant, pour l'étranger studieux, que les vertus « classiques » de votre race dont vos oreilles, et vos yeux ne s'aperçoivent même plus, accoutumés qu'ils sont à les rencontrer toujours et de tous côtés. Nos classiques, à nous, ont de la richesse et de la force, et parfois aussi une splendeur incomparable. Au long de l'avenue des siècles, ils déploient leurs phrases comme des robes chargées de broderies d'or, s'imposant à notre admiration par

la hardiesse de leurs images et la robustesse de leur expression. Mais il leur arrive d'être lourds et obscurs, et trop souvent ils manquent de sobriété. Un commerce plus familier avec l'esprit français aura pour effet de nous enseigner bien utilement la valeur de la précision et de la logique, même dans les plus audacieuses envolées de l'imagination. Pour ceux de nos écrivains qui possèdent le don naturel de la couleur, en particulier, je ne conçois pas de leçons plus précieuses que celles qu'entraîne forcément à sa suite l'étude de la forme des maîtres classiques français.

En 1699, votre d'Aguesseau définissait ainsi ce que devait être, d'après lui, le rayonnement intellectuel et moral d'une individualité supérieure : l'objet le plus digne de celle-ci était, disait-il, d'amener l'homme qui en était revêtu à « être considéré par ses concitoyens comme leur guide, leur flambeau, leur génie et leur ange tutélaire ; en exerçant sur eux une magistrature privée, dans la pleine possession de cet empire naturel que la raison remet entre les mains de ceux que leur éloquence et leur capacité élèvent au-dessus des autres hommes. » Certes, un Français n'aurait jamais l'idée de se prévaloir de ces fières paroles pour décrire sa conception idéale des rapports intellectuels de son pays avec les autres nations ; mais il sied qu'un étranger, conscient de la mission qui incombe à la pensée française dans ses manifestations les plus hautes, reprenne hardiment ces paroles de d'Aguesseau pour les appliquer au rôle que cette pensée peut et doit jouer dans le monde. C'est vraiment comme vers « leur guide et leur flambeau » que les autres nations alliées tournent leurs regards vers la France, pendant cette crise profonde et décisive de leur destinée, — attendant d'elle l'influence salutaire de ses qualités natives d'ordre, de clarté, de souplesse, dans l'œuvre mémorable qui leur permettra de réédifier, sur des fondemens nouveaux, l'ancienne civilisation européenne.

EDMUND GOSSE.

TU N'ES PLUS RIEN

DERNIÈRE PARTIE (1)

On était à la fin d'octobre. La guerre, toujours violente et meurtrière, sur toute la ligne de combat que l'on appelait la bataille de l'Aisne, remontait plus terrible vers le Nord et reprenait, comme à ses débuts, en Belgique. L'angoisse générale, interrompue par le gigantesque refoulement de la Marne, reprenait à peine moins vive qu'aux premiers jours. Surville ne pouvait qu'être désert en cette saison, et lugubre, au bord de la mer. Le grand hôtel de Normandie était clos, les autres trop peu confortables et, d'ailleurs, pour s'isoler, ne pas entendre parler du matin au soir de la guerre, le mieux était de louer une petite villa. On conseilla à la jeune femme un pavillon, séparé de la rue par un cordon de peupliers jaunes, jouissant d'un étroit parterre gazonné où deux pergoles devaient, l'été, porter des buissons de roses. Pour le moment, ce logement était d'une accablante tristesse qu'accroissait alentour le silence de la ville morte. Odette trouva cela tout à fait convenable. A peine arrivée, elle fit un pèlerinage sous les fenêtres de l'appartement qu'elle avait occupé avec Jean à l'hôtel de Normandie; tout y était fermé et morne; un vent d'Ouest avec des nuages lourds montaient de la campagne vers la mer; l'ancien casino, si pimpant jadis, si gai, était tout clôturé de planches, une affiche de courses était encore apposée à l'entrée. Odette parcourut l'allée droite qui franchit la dune, entre les tennis

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

désertés, pour aller jusqu'à la plage s'abreuver d'une complète amertume.

Là, elle avait planté sa tente et vécu avec Jean un demi-mois de journées ensoleillées dans un total abandon du bien-être qui montait de la terre ou tombait du ciel radieux. Des enfans jouaient, des fox turbulens aboyaient pour se faire jeter un galet dans la mer. On ne quittait son doux repos que pour aller prendre son bain, nager côte à côte, faire une pleine eau, autre volupté.

La plage était aujourd'hui entièrement abandonnée, et semblait s'étendre, uniforme et grise, jusqu'au bout du monde. Odette s'assit à l'abri du vent, contre la falaise de sable que formait la dune, et jeta le nom chéri de Jean, que le souffle violent de l'Ouest emporta, comme un flocon d'écume, vers le Havre gris et lointain où l'on discernait une quantité de grands transports en rade. Dès son arrivée, le cocher de sa voiture lui avait signalé ces transports : c'étaient les troupes anglaises ; il y en avait une moyenne de cinquante à cinquante-cinq bateaux comme cela tous les jours. La guerre !... ici aussi, ici encore, à peine au sortir du train, lui était rappelée.

Néanmoins, des heures passaient, sans que personne, du moins, lui parlât. Le bruit monotone et continu de la mer la berçait; et cette mer, malgré la présence des transports de troupes, là-bas, avait l'air d'une grande chose étrangère à la tuerie humaine. Odette laissa ses yeux se reposer sur cette plaine immense, mouvante et triste, semblait-il, au delà de toute tristesse possible. Mais cette tristesse s'alliait à la sienne, et, en même temps, quelque chose d'énorme, de majestueux et de surhumain allait rejoindre au fond d'elle la conscience encore rudimentaire du sentiment des temps nouveaux. C'était angoissant, terrible et convenable. Elle fût demeurée là des heures, si le soir n'eût accentué jusqu'à l'horrible le désespoir traduit par ce paysage, et si la pluie ne se fût mise à tomber en averses cinglantes.

Odette reprit une des allées droites conduisant à la ville.

Aussitôt retournée de ce côté et malgré le vent et l'averse qui la fouettaient à la face, elle fut surprise de voir plusieurs bâtimens illuminés là où elle ne croyait trouver que les ténèbres d'une ville abandonnée. Comment ! c'était le Casino, qu'elle avait vu tout à l'heure entouré d'une clôture de planches,

et c'était le Cercle, et c'était le Grand Hôtel qu'elle voyait tout clignotans de lumière !... Elle côtoya ce dernier pour rentrer à son pavillon, et, à mesure qu'elle s'approchait, elle discernait tout un monde remuant; elle percevait une large et paisible rumeur de ruche dans ce trop grand monument qu'elle avait connu un bourdonnant caravansérail cosmopolite, de genre allemand. Des hommes à la tête bandée, au bras en écharpe, des hommes se mouvant à l'aide de béquilles; et les coiffes blanches et les croix rouges des infirmières : c'était un hôpital; le vent lui en apportait les relens, l'odeur de teinture d'iode et de soupirail. Elle approchait; elle passa au bas des fenêtres : ce n'était pas un spectacle si désolant qu'elle l'eût cru; les infirmières, quelques-unes jeunes, même jolies, avaient le sourire; si certains blessés étaient étendus, inertes, d'autres, assis sur leur lit, devisaient, s'interpellaient; un grand et innocent éclat de rire la stupéfia, en même temps qu'elle voyait, tout contre la vitre, en plein sous la lumière électrique, la pauvre face cireuse d'une espèce de Lazare au fond du tombeau. Elle sentait l'autre bâtiment en face, également bondé; elle vit, à la porte, un planton en uniforme, une croix-rouge et l'inscription sur toile blanche : « Hôpital auxiliaire... » Elle avait cru fuir ici la guerre : tout la rappelait. Le pavillon qu'elle avait choisi, avec sa pelouse verte, ses peupliers frissonnans, ses pergoles où l'on imaginait les bauksias fleuris, était situé derrière et non loin de ces vastes ambulances militaires. Dans le jour, elle ne verrait que des hommes venant de la guerre.

Elle rentra chez elle un peu troublée. Deux télégrammes l'y attendaient, qu'elle ouvrit avec nonchalance; aucune nouvelle ne pouvait sérieusement l'affecter. Tous les deux annonçaient la mort de jeunes hommes qu'elle connaissait intimement, d'anciens amis de son mari; l'un décédé à l'hôpital de Bourges, des suites de ses blessures, l'autre tué sur les bords de l'Yser.

Dès le lendemain, plusieurs lettres lui apportaient des détails sur cette double catastrophe. L'un de ces jeunes gens, aviateur, qu'elle se souvenait d'avoir vu chez elle, il n'y avait pas trois mois, avait livré un combat aérien à deux mille mètres d'altitude contre un appareil ennemi; désespérant de l'avoir à coups de mitrailleuse, il avait foncé sur lui, brûlé son hélice, mais vu se briser en deux son adversaire, en tombant à terre

avec lui. C'était un des premiers exploits de ce genre ; l'effet sur l'imagination était considérable. L'autre victime du jour, officier de carrière, ami de son mari aussi, malgré une épaule fracassée, un bras pendant, qu'il s'était fait lier au corps avec des roseaux, avait continué à commander sa compagnie pendant une heure et demie jusqu'à ce qu'un obus le dispersât en mille morceaux. S'il eût consenti à se laisser transporter à l'ambulance après sa blessure, il était sauf probablement. Tout le monde, dans l'entourage ami, était exalté par ces exemples d'héroïsme.

Odette frémit. L'héroïsme la touchait comme tout le monde ; mais ces beaux actes, ainsi que ces morts multipliées, couvraient le cas de son mari, l'écrasaient sous une jonchée de lauriers trop lourds, trop épais : la mort du lieutenant Jacquelin s'atténuait dans les mémoires ; une multitude d'autres morts faisaient plus de bruit que la sienne ; la guerre devenue de plus en plus difficile, de plus en plus atroce, semblait reléguer ses débuts en un temps presque aussi éloigné que l'époque de 1870. Les méthodes de guerre étaient devenues sauvages ; on entendait couramment parler de faits que l'imagination n'avait seulement pas conçus. Le lieutenant Jacquelin avait été tué aux premiers jours de la « guerre de position » qui semblait alors une monstruosité inédite ; mais l'accrochage des Allemands, la misère des tranchées sous les pluies d'automne, les premiers froids dans ces trous, la bataille quotidienne et sans éclat, la stagnation indéfinie sous un feu sans trêve, jour et nuit, c'était une autre guerre, et celle-ci seulement était la vraie. La ruée formidable de l'ennemi sur l'Yser, dont on était mieux informé que de l'invasion antérieure à la Marne, ramassait et accaparait toute l'attention des esprits. Odette ne perdait rien de tout cela ; et, bien qu'elle ne voulût mêler aucune idée de gloire à son deuil, l'idée de gloire pourtant, et l'idée de la grandeur d'une telle lutte s'infiltraient en son cerveau, malgré elle, par cette sorte de diminution que subissait le prestige de son héros, à elle. Jamais elle n'avait songé à tirer orgueil de ce qu'il avait fait ; elle était absorbée par une seule pensée : que son Jean, son amour, était mort. Or, froissée dans son amour-propre, elle se surprenait à se dire : « Il est mort noblement, il a eu une mort belle, *lui aussi!* » Seulement, le chœur universel semblait répondre : « Depuis lui, d'autres ont fait encore mieux ! »

Odette avait une petite formalité à accomplir dans la matinée. Elle devait voir sa propriétaire, qui habitait la maison voisine, pour signer son bail et payer une partie de la location, conformément aux conventions adoptées. Julienne revint de chez la propriétaire en disant que celle-ci n'était pas pressée, qu'elle était couchée, ne voulait voir personne : un de ses amis, disait-on, était prisonnier en Allemagne; elle l'imaginait martyrisé, dépecé par les « Boches, » et elle délirait.

Cette femme folle de douleur, pour un homme qui n'était en somme que prisonnier, plut à Odette sans qu'elle sût trop pourquoi, et le voisinage d'une femme délirante l'encouragea à se considérer relativement heureuse d'être là dans ce pavillon silencieux, écoutant bruire les feuilles jaunies des peupliers, sous l'automne lugubre.

Elle décida de ne pas sortir, afin de ne rien voir, de ne rien entendre, de ne rien apprendre. Pour un peu, elle eût envoyé à la poste demander qu'on ne lui fît pas parvenir sa correspondance ; mais elle espérait toujours naïvement qu'une lettre du Ministère lui permettrait d'aller sur la tombe de Jean. Elle s'enferma avec le souvenir de son mort, jalousement, rageusement.

Tout l'exaspérait, tout lui était odieux, tout conspirait à élever entre elle et le cher souvenir une barrière de cadavres sanglans, un écran opaque où figuraient à la fois les plus monstrueuses ignominies et des sentences d'une magnificence morale inconnue d'elle, dont l'éclat inaccoutumé l'aveuglait.

Trépignant, déchirant le mouchoir qu'elle avait sans cesse à la main, pour étancher ses larmes, elle se déclara à elle-même qu'elle ne voulait plus vivre que de *lui* et pour *lui*. Elle baisa la photographie qu'elle avait apportée de *lui*. Elle roula sur une chaise longue en s'enivrant du souvenir insatiable et torturant de *lui*. Un jour, des jours, une semaine, davantage peut-être, elle allait pouvoir ne vivre que de la pensée de *lui*. C'était bien simple : elle n'ouvrirait ni les lettres ni les dépêches reçues; tant pis si elle était en retard pour les condoléances, pour les félicitations !

Sa femme de chambre entra en coup de vent :

— Madame ! des blessés !... des blessés !... Il y en a ! il y en a !... dans des autos, sur des camions... Paraît qu'il y en a le double pour Surville, et le train en a emporté autant sur Houlgate et Cabourg !...

Et Julienne ouvrait les fenêtres ; le convoi de blessés passait devant la maison. Odette n'osa pas se refuser à voir le convoi.

Des autos ronflaient, les uns fermés, les autres laissant voir des hommes entassés, inertes, bandés, couverts de boue, une pauvre chair humaine agglutinée où toute vie individuelle, sinon toute vie, semblait disparue. Une charretée d'hommes, aucun homme ; une masse de boue sanguinolente où la souffrance qu'elle recouvrait devait presque être une souffrance commune. Puis venaient un camion, deux camions, trois camions. C'étaient de grands haquets sur lesquels étaient placés transversalement des brancards ; et sur ces brancards étaient étendus les blessés couchés : ceux dont les jambes étaient brisées, déjà amputées, ou meurtries de façon trop grave, ceux à qui des projectiles reçus dans le corps donnaient la fièvre ; ceux qui avaient le crâne entr'ouvert, sous un bandage de fortune. C'étaient des fusiliers marins, des fantassins, des Noirs, de longs et beaux Marocains à peau brune. Par l'excès de leur disgrâce, ceux-là étaient distincts les uns des autres, étalés, tout droits et rigides, comme des corps morts placés avec ordre, à distance égale, à la Morgue.

Les camions allant au pas, n'étant pas suspendus et charroyant les pires blessures, à chaque ralentissement, à chaque halte, à chaque reprise de marche, on distinguait de sourdes plaintes ; parfois, un cri d'Africain, aigu comme une voix d'enfant ou de femme, s'élevait, et des gens du pays pressés sur les trottoirs poussaient des soupirs et des « Ah !... » comme si on les eût torturés eux-mêmes.

Julienne, qui avait commencé par être bavarde, à présent était étranglée par les sanglots, et, les coudes à la barre d'appui, silencieusement, devant cette procession lamentable, elle pleurait. Odette s'était cachée à une autre fenêtre pour faire comme sa servante, ne pouvant ni s'arracher au spectacle, ni contenir l'émotion d'un cœur humain devant une telle misère humaine.

Puis, ayant refermé les fenêtres, les deux femmes se retrouvèrent face à face, et, les yeux trempés. Julienne dit :

— Vaut mieux être mort que vivant, par le temps qui court.

Jamais elles n'avaient eu une émotion analogue, à Paris, où l'on se croit bien plus près de la guerre à cause du nombre de

kilomètres qui vous séparent du front, ou bien parce qu'on entend des gens dits informés qui annoncent du matin au soir des nouvelles contradictoires. Là, dans ce coin paisible et écarté, elles venaient de toucher les débris mêmes de l'hécatombe. Les yeux seuls nous renseignent; auprès de leur témoignage, la parole est peu.

Julienne ne tint pas en place; elle courut derrière le convoi jusqu'à l'hôpital. Elle n'avait, de sa vie, rien vu de plus passionnant.

Elle dit, à son retour, qu'elle avait eu peine à reconnaître l'entrée du Grand-Hôtel, où elle avait été, quelques mois auparavant, porter des mots, de la part de Monsieur ou de Madame, à M. X... ou à M. Y..., qui étaient morts à présent, comme Monsieur.

Elle avait eu des renseignemens par la femme de chambre d'une maison voisine. Les malheureux blessés du matin venaient du Nord, d'une bataille épouvantable qui durait depuis des semaines.

— Il y en a qui causent, madame, il y en a qui ne disent rien; ils ont des yeux qui font pitié, comme les pauvres chiens malades qui vous jettent un coup d'œil honteux et préfèrent avoir l'air de dormir. On voyait de loin, disait-elle aussi, le chirurgien, à ce qu'il paraît, habillé de blanc, avec un bonnet comme un cuisinier, et les bras nus, qui les recevait à la porte, et les triait, et les envoyait en haut, en bas, à gauche, à droite, tiraillé par les infirmières, qui se les disputaient... Elles sont toutes en blanc, elles aussi, madame, avec une coiffe et une petite croix rouge : on dirait un couvent, tellement les gens ont l'air gai, malgré le malheur...

Mais Odette n'avait pas vu cette entrée; cela ne l'intéressait pas.

— Il y en avait un, dans le convoi, disait-elle, un couché, qui était si pâle, le pauvre garçon ! Il n'ira pas loin...

Elle s'était juré de ne pas sortir, de rester toute la journée, toute la semaine avec sa douleur. Aussitôt après le déjeuner, elle mit son chapeau et s'en alla rôder autour de l'hôpital.

Une haie vive séparait de la rue la grande cour où l'on voyait encore un massif circulaire garni de fleurs d'été flétries; en face, dans la villa où Julienne s'était informée, au-dessus d'une autre haie, des vignes vierges rougissaient sur des pergoles, dans un parterre charmant. Tout portait les restes d'un

temps de parure et de vie heureuse, et l'on sentait que ces ornemens étaient désormais surannés, dérisoires.

Par Julienne, Odette savait déjà l'affectation de chaque partie de l'énorme hôpital qu'on entendait bruire intérieurement, comme lorsqu'on passe auprès d'une ruche d'abeilles. Elle savait qu'à l'entresol, au premier tournant, étaient les typhiques, soignés par une sœur, qui, depuis douze ans, où qu'on l'envoyât, n'avait pas fait autre chose que de soigner les typhiques et aller dire une petite prière à l'église la plus proche. Elle savait où se trouvait l'escalier conduisant aux sous-sols. Elle savait qu'au coin du bâtiment, sur la mer, se trouvait la salle d'opérations, visible du dehors. Et, en effet, passant là, elle aperçut un groupe nombreux d'hommes et de femmes en blanc, les manches relevées, tous penchés sur quelque chose ou quelqu'un. Alors, elle s'enfuit du côté de la mer, un peu lâchement, et eut honte. En réalité, toute cette agglomération d'êtres souffrans l'attirait. C'était un sentiment nouveau pour elle, inconscient encore.

Elle regarda, de loin. A voir ce pays, ces villas, ces hôtels, le souvenir de l'été passé la torturait, et en même temps elle était comme arrachée au souvenir de l'été passé, à ses souvenirs à elle, par l'idée qui se dégageait du grand bâtiment de douleur. Au rez-de-chaussée, par les immenses baies vitrées, elle discernait un intense mouvement, un va-et-vient constant de coiffes blanches. On déshabillait, nettoyait et pansait les cent cinquante nouveaux arrivés du matin. Odette éprouvait maintenant une timidité à s'approcher de ce lieu auguste ; elle se jugeait une profane, là devant, elle oisive, une ombrelle à la main, préoccupée de son seul deuil personnel.

Un étrange état d'esprit la tenait immobile, n'osant ni avancer vers la mer, qui lui représentait l'âcre volupté de son chagrin, ni revenir vers le lieu de la douleur commune, dont l'attrait, tellement neuf, la stupéfiait.

A revenir vers l'hôpital, elle se donna comme prétexte qu'elle eût voulu revoir le pauvre garçon si pâle aperçu couché sur son brancard. L'avait-on ranimé ? Elle eût eu plaisir à le savoir. Mais comment faire ? Aussitôt rapprochée des baies vitrées, elle n'osa plus rien regarder : des hommes couchés et d'autres debout, aussi, la dévisageaient, nouvelle venue, jeune, et peut-être même jolie sous son deuil.

Elle rentra à la maison, désemparée, en se disant que Julienne saurait bien s'informer si le pauvre garçon, si pâle, était revenu ou non à la vie. Julienne ne parvint pas à faire identifier le garçon si pâle, mais, en un après-midi, elle connut tout ce qui concernait non seulement l'hôpital, mais les hôpitaux de la région, les noms des médecins-chefs, des médecins, des gestionnaires, des messieurs bénévolement employés et des dames infirmières.

Odette retint le nom d'une dame qu'elle avait connue, en août, à l'hôtel de Normandie, et qui soignait les blessés dans l'hôpital voisin, Mme de Calouas.

Puis elle se cloîtra de nouveau, méfiante à l'égard du singulier attrait exercé sur elle par la cité douloureuse. Elle s'adressait à la photographie de son Jean et lui disait :

— Je ne veux être qu'à toi, ne penser qu'à toi...

Elle relisait les livres qu'ils avaient lus ensemble. C'étaient, pour la plupart, des romans assez godiches, volontiers légers, voire un peu plus que cela, tels qu'en absorbaient, avant la guerre, les gens qui ne veulent pas s'oppresser le cerveau.

Mais ni la fausseté des situations, ni la turpitude des détails n'atteignaient aujourd'hui Odette, pas plus d'ailleurs qu'elles ne l'avaient atteinte, alors qu'elle lisait avec Jean; elle songeait seulement qu'elle avait lu cela avec Jean; elle revoyait Jean affalé sur un divan, sur un lit d'hôtel ou sur la plage; et, comme jadis, ce n'était pas le livre qui lui plaisait, mais la constatation que Jean était retenu près d'elle par ce livre. Ou bien elle se promenait dans son petit jardin, faisant quarante fois le tour de l'allée bordée de haies, jonchée par les feuilles d'or vieilli que les peupliers répandaient. Elle s'arrêtait quelquefois devant la porte à claire-voie donnant sur la rue déserte, et s'y amusait puérilement à compter le nombre de minutes que l'on pouvait demeurer là sans apercevoir un passant. Un jour, elle crut reconnaître Mme de Calouas qui filait à bicyclette, légère et d'un vol uni, comme une libellule; et elle eut le désir de la retrouver, non pour elle-même qui ne lui avait laissé qu'un souvenir très quelconque, mais pour lui parler de Jean.

Elle la guetta; vainement, d'ailleurs; elle s'autorisa même à sortir, dans l'espoir de rencontrer Mme de Calouas.

Ce fut le dimanche suivant, à la messe de onze heures, qu'Odette retrouva Mme de Calouas et lui parla.

— Comment! dit Mme de Calouas, vous ici! Mais à quel hôpital êtes-vous?

Odette crut que l'infirmière se trompait, hypnotisée par l'idée d'hôpital, et qu'elle voulait dire : « Où habitez-vous? »

— Je suis au pavillon Élisabeth.

— N'est-ce pas le nouveau poste auxiliaire ouvert pour les contagieux?

— C'est une toute petite villa, dit simplement Odette; elle me suffit, à moi seule.

— Mais que faites-vous là, grand Dieu?

— J'y suis venue, dit Odette, uniquement pour pleurer mon mari...

Mme de Calouas fit une figure où l'on voyait qu'elle ne comprenait absolument pas. Odette dit :

— Il a été tué en septembre, à la tête de sa compagnie, en débouchant du village...

— Oui, j'avais appris, dit Mme de Calouas.

— Mais, vous-même, vous portez le deuil?... dit Odette.

— Oh!... moi... j'ai perdu mon mari, deux frères, un oncle, un cousin...

Et elle fit de la main un geste qui signifiait : « On ne compte plus! » Elle ajouta, avant de quitter Odette :

— Venez donc me voir à l'hôpital de huit heures à midi et demi et de deux à quatre. De quatre à six, j'ai un autre service à la Croix-Rouge, là tout près : j'aurai beaucoup de choses à vous faire voir. Venez.

Odette hésita longtemps. Elle s'enferma de nouveau avec son souvenir bien-aimé. Si elle sortait, c'était précisément aux heures où elle savait Mme de Calouas à ses hôpitaux. Quand le vent de mer était trop violent, elle parcourait les rues désolées d'une ville d'été inhabitée, d'une ville de plaisir en temps de guerre. Ces rues se coupaient à angle droit, elles étaient presque toutes bordées de haies, un peu négligées cette année, par-dessus lesquelles on apercevait un jardin, l'affreuse cage métallique d'un tennis, une villa normande, et personne. Souvent, en toute sa promenade, elle ne rencontrait qu'un seul être, un homme gros, quasi impotent, chargé de balayer les feuilles mortes, besogne étrange par son apparence vaine et qui faisait penser déjà à la guerre présente, nouvelle, entre armées innombrables : il poussait devant lui la multitude des petits cadavres

roulans et dorés; il en faisait des tas que le vent défaisait à mesure, tandis que les arbres ébranlés semaient derrière lui une autre couche épaisse réclamant la même oscillation du balai, inlassablement.

Ou bien, marchant hardiment, Odette arpentait la longue terrasse et, une fois bien aguerrie contre le vent, poussait jusqu'à la mer : « O vent! emporte ma mémoire, emporte ma douleur, emporte-moi!... »

A de certaines heures, la plage était parcourue par les militaires en traitement. On les reconnaissait à leur bras en écharpe, à leurs béquilles, à leur tête bandée, très peu à leur costume dont ils ne conservaient que des loques; ils étaient habillés de vieux vestons de civils, de gilets de tricot, de pantalons sortis de toutes les armoires de Normandie. Les uns boitaient, les autres, affaiblis, traînaient en arrière; ceux qui avaient des jambes se lutinaient, couraient, jouaient, comme des enfans. Ils affectionnaient le bord de la mer où ils ramassaient des coquillages à manger, souvent peu frais, et qui les rendaient malades. Quelques-uns se retournaient vers la jeune femme et disaient un mot pittoresque et cru qui l'obligeait à sourire. Leur troupe était lamentable d'aspect et par leur habillement et par leurs pauvres membres; et presque chacun d'eux trouvait le moyen d'avoir l'air alerte.

Mais l'idée de la blessure était insupportable à Odette, non par une intolérance de sa nature, mais parce qu'elle rappelait trop son mari tombant ensanglanté. Elle était aussi un peu jalouse en voyant ces pauvres troupiers avec leurs bandages : il n'avait pas été pansé, lui, mais tué net. Elle était à la fois attirée vers eux et repoussée; car elle se disait : « L'un d'eux l'a peut-être connu, l'a peut-être vu tomber; il pourrait m'apprendre des détails, me dire ses derniers jours, sa dernière heure, sa dernière minute... Était-il beau? était-il confiant?... Appréhendait-il son sort?... » Et elle faiblissait à la pensée que l'un des hommes peut-être pourrait lui narrer quelque chose d'inattendu et d'effroyable.

La mer démontée, le ciel tumultueux, le vent, les côtes grises, les transports à l'horizon toujours, cette plage immense et déserte, ces minables débris de la guerre, et, elle-même, veuve inconsolée, implorant de la tempête qu'elle la soulevât et la détruisît dans ses tourbillons!... Le ressouvenir constant du

passé, l'image de ces mêmes lieux, supports naturels de tous les agrémens de la vie !... La mémoire de cette eau qui avait baigné son corps à *lui*, son corps à elle, et du soleil et du son des orchestres !... A ces contrastes, peu à peu son âme était modifiée. La solitude et la douleur scandaient à ses oreilles des hymnes inconnus. L'air agité contenait une saveur horrible, mais soulevait quelque chose de grand.

Elle ne le discernait pas encore, mais dans son être passaient des frissons dont la cause lui était inconnue.

Il fallut la menace de rencontrer le dimanche suivant, à la messe, Mme de Calouas, sans qu'elle eût été lui faire la visite promise, pour qu'Odette se décidât à franchir la porte de l'hôpital.

Elle y alla le samedi entre deux et quatre heures. Un planton avec des galons de caporal l'arrêta, comme si elle eût eu son sac à main garni de pastilles incendiaires, puis l'admit en entendant le nom de Mme de Calouas, et il fit signe à un « courrier » de conduire madame à la chambre 74. Odette resta longtemps devant la porte de la chambre 74 ; enfin, elle en vit sortir un médecin portant une boîte d'instrumens, puis Mme de Calouas qui lui dit :

— Ce n'est pas de chance, chère madame, et je vous prie de m'excuser : j'ai un de mes malades à qui l'on vient de faire une piqûre antitétanique... Mais le malheureux a un moment de repos et je suis à vous. Je vais seulement changer de blouse pour vous faire visiter les salles.

Elle fut rapidement habillée de nouveau et introduisit Odette dans une chambre voisine où une toute jeune infirmière et deux infirmiers militaires maintenaient à grand'peine un autre tétanique à l'état de crise. Mme de Calouas lui dit :

— Vous manquez d'entraînement, voyez cette petite qui le soigne : elle n'a pas vingt ans, c'est une jeune fille...

Puis on passa dans une autre pièce d'où s'exhalait une odeur pestilentielle :

— La gangrène gazeuse, dit Mme de Calouas. Avec des soins constans, une asepsie irréprochable, nous en avons sauvé un certain nombre...

Dans le long corridor, les infirmières allaient et venaient, presque toutes les jeunes glissant ou courant. Puis tout à coup le vide, l'inertie, le silence, un gémissement derrière une cloison. Elles virent monsieur le curé revêtu d'une aube,

entrant précipitamment dans une des chambres. On devait l'y attendre avec anxiété; et, dans le vent de sa marche, Mme de Calouas pénétra au même lieu; Odette la suivit.

Une chambre d'hôtel confortable, tapissée de papier aux couleurs fraîches, deux femmes tout en blanc, et, sur un lit propre et blanc, un grand jeune homme, dévêtu, presque aussi blanc que le lit. C'était un sous-lieutenant de chasseurs; il avait reçu un éclat d'obus dans le sinus, il était opéré du matin, mais une hémorragie s'était déclarée. Une source rouge et du blanc; une impression tout à fait nouvelle, un sentiment d'épouvante.

— Il faudrait tamponner, dit Mme de Calouas.

— Le docteur arrive, dit une des infirmières.

Deux infirmières étaient penchées sur le corps : l'une lui faisait une injection de sérum au ventre, l'autre une piqûre d'ipéca à la cuisse. Et le prêtre était, lui, aux pieds cadavériques, auxquels il faisait l'onction des saintes huiles. Le major arriva enfin et mit des tampons.

Mme de Calouas regardait cela comme l'un de ces cas normaux que l'on rencontre sur son chemin dans la visite d'une ambulance de cinq cents blessés; Odette tenait à peine debout. Elle dut demander à prendre l'air. Mme de Calouas sourit et dit :

— C'est la guerre, madame! Et nous ne sommes qu'un hôpital de l'arrière. Il ne pleut pas des marmites ici, et l'air est pur...

— C'est vrai, dit Odette; et si c'est la guerre, il faut s'aguerrir!

— Nous allons visiter les salles du bas, si vous voulez bien?

Ces salles étaient très vastes, mais non pas pleines à cette heure, car un assez grand nombre d'hommes étaient à la promenade.

— Ils se refont vite, si vous saviez! On voit la chair repousser...

— Et on les renvoie au feu? demanda Odette.

— Il le faut bien!

Certains malades, réunis à quatre, faisaient une manille sur un lit. D'autres, étendus, lisaient; d'autres dormaient; quelques-uns recevaient des visites. Il y en avait un, ses deux grandes

jambes nues, dont on refaisait le pansement. Un photographe opérait dans un coin, prenant des clichés d'un cas curieux : un homme avait eu l'épaule entière et l'omoplate pelées par le « vent » d'un obus. C'était, expliqua Mme de Calouas, il y a quinze jours, de la chair vive. Le chirurgien avait prélevé de la peau dans la région inférieure, et, tirant sur le tissu élastique il l'avait approché bord à bord et recousu avec l'épiderme restant de l'épaule. On voyait l'énorme couture ; cela avait l'air d'une jointure de cuir faite par un bourrelier. La peau était reprise ; l'homme, d'ici peu, remuerait son bras. Une des cures merveilleuses. On désignait l'homme en l'appelant « la greffe. »

Mais Odette, dont l'imagination n'était guère entrée en branle, jusqu'ici, ne voyait que le nombre de lits occupés par des hommes abîmés. Tant de lits! Tant de lits! Et des chairs en lambeaux! Et des trous dans la hanche, à mettre les deux poings! Et des membres arrachés! Et des crânes trépanés! Et des tétaniques! Et des misérables empestés par la gangrène! Et des typhiques! Et ce rouge torrent par où une âme d'homme s'échappait parmi tant de blancheur!...

Odette était plus morte que vive en quittant l'hôpital. Elle y avait eu tout le temps une question sur les lèvres : « Est-ce que je trouverais ici quelqu'un du ...e d'infanterie, ayant pu connaître mon mari? » Qu'est-ce qui l'avait empêchée de la formuler? Elle n'eût pas su le dire; mais elle n'avait même pas prononcé le nom de son mari. Un poids, d'une lourdeur inusitée, lui avait écrasé les épaules durant toute sa visite; elle se sentait accablée, anéantie par quelque énormité nouvelle. Le pire fut qu'une fois revenue chez elle, il lui fut impossible de s'agenouiller comme elle le faisait auparavant, dans la petite chapelle de sa douleur intime. Elle était gênée de pleurer son malheur, quand de si immenses malheurs l'environnaient et commençaient à l'obséder.

Julienne remarqua un certain changement en sa maîtresse, et lui demanda : « Qu'est-ce que Madame a donc vu? » Odette raconta en détails ce qu'elle avait vu. Ce n'était pas cela que connaissait Julienne, qui croyait tout connaître. Elle savait les on-dit, les rivalités, les jalousies, les à-côté de cette énorme entreprise de soulagement et de réfection de chair humaine. Odette dit :

— Ce n'est pas tout ça...

Et elle ajouta un mot qu'elle n'avait jamais prononcé, du moins avec la même intonation, avec le même cœur :

— C'est beau !...

Le soir, à six heures, au lieu d'aller errer dans les rues d'un trop vide ennui, elle alla, comme l'en avait priée Mme de Calouas, à une bénédiction à la chapelle de l'Orphelinat où était installée la Croix-Rouge. C'était une chapelle de couvent, réservée aux religieuses, le public n'étant admis que derrière une sorte de jubé en bois sculpté au travers duquel apparaissaient les sœurs bien rangées, les orphelines, l'autel, les lumières. Elle se trouva là, environnée de blessés valides, c'est-à-dire pouvant tant bien que mal se mouvoir d'un endroit à un autre. Ils avaient des têtes enveloppées de bandages, des bras en écharpe, des jambes raidies ou déformées, des béquilles. Les chants émurent Odette plus qu'elle ne l'eût pu croire ; et, tout à coup, les sanglots l'étranglèrent et elle pleura. Les hommes se retournaient vers cette jeune femme en deuil, qu'ils n'avaient pas pu ne point remarquer, et qui s'essuyait continuellement les yeux. Elle pleurait par un besoin naturel de pleurer ; elle pleurait Jean ; mais elle pleurait quelque chose qui dépassait Jean : elle pleurait la grande misère de toutes ces chairs en lambeaux, et, pour la première fois, elle se représentait que tous ces hommes à demi brisés venaient de lieux extraordinaires où la mort et les supplices étaient la chose la plus commune.

Mme de Calouas l'entendit et la vit pleurer. Elle savait d'Odette elle-même qu'elle était venue ici pour « pleurer » son mari ; elle lui dit, à la sortie :

— Ah ! vous l'aimiez donc bien ?

Et ce fut à ce mot qu'Odette comprit que, pour la première fois, sans qu'aucun spectacle particulièrement affreux la sollicitât, elle venait de commettre une sorte de trahison envers son deuil unique ; elle avait pleuré un deuil plus large, elle avait pris part à l'immense cataclysme auprès duquel une mort isolée n'est qu'un ciron vis-à-vis de l'infini. Elle en eut un peu de regret, un peu de honte, et en même temps elle se sentait réconfortée et comme étayée par quelque chose qu'on nomme un « je ne sais quoi. »

Ceci ne dura pas, d'ailleurs, et, aussitôt chez elle, elle fit amende honorable à Jean. Elle chassa toute autre idée que la

sienne ; elle maudit cet universel complot des événemens, des gens et des choses contre son douloureux et cher souvenir. Oui, tout se liguait pour l'arracher à une tombe qui, seule, la reliait à la vie... Sans cette tombe, et sans l'espoir de l'orner un jour et d'y aller s'agenouiller au milieu de couronnes et de fleurs, qu'est-ce qui lui importait ici-bas?... Que pouvait-elle contre les misères des autres, si pénibles et si innombrables qu'elles fussent? D'ailleurs, ces femmes, et Mme de Calouas entre autres, qui semblaient nier leurs propres deuils, ne lui inspiraient-elles pas un certain effroi répulsif?

Elle passa des heures d'insomnie à rouler de telles idées, à vouloir à tout prix se reprendre, s'appartenir en faisant abstraction du monde extérieur bouleversé. Et elle s'endormit en se jurant de n'appartenir jamais qu'à la mémoire de Jean.

Mais, le lendemain, dimanche, à l'issue de la messe, elle n'eut de cesse qu'elle n'eût rejoint Mme de Calouas. Et elle lui dit :

— Est-ce que je pourrais vous être utile en quelque chose, à l'hôpital?

Mme de Calouas lui répondit tranquillement :

— Je vous attendais. Je n'ai rien fait pour vous amener avant l'heure, mais je suis heureuse de votre détermination... Comment! si vous pouvez nous être utile! Je commence par vous prendre sous ma coupe, pour vous initier : vous m'aiderez ; cela vous va-t-il?

— Mais certainement... Je ne sais rien faire.

— Quand entrez-vous?

— Quand vous voudrez.

— Allons! je vous laisse votre dimanche... Ou plutôt, venez avec moi, que je vous fasse agréer par le médecin-chef et vous essaie une coiffe, une blouse provisoires. Et ce sera pour demain matin.

Odette vit le médecin-chef. C'était un major à quatre galons, célibataire, grisonnant, qui lui fit un accueil empressé, car elle était jeune femme et pouvait passer pour jolie. Elle essaya le costume d'infirmière que son amie lui prêtait en attendant qu'elle s'en fît faire un, et le lendemain, à huit heures, elle entra à l'hôpital, après avoir signé un engagement pour la durée de la guerre, un peu comme elle fût entrée en religion.

A cette heure-là, des femmes salariées épongeaient le sol

avec des torchons humides, et l'on entendait dans les salles, à droite et à gauche, le bruit des seaux à demi pleins d'eau, qu'on transportait en laissant retomber leur anse métallique sur leur flanc. L'air marin, par les vasistas ouverts, pourchassait l'odeur de chambrée. Les hommes valides allaient et venaient, des lavabos à leur lit. Certains d'entre eux aidaient à se laver, sur les couchettes, leurs camarades incapables des bras.

Odette alla à Mme de Calouas et passa d'abord devant les vingt lits à elle attribués, dont une douzaine étaient occupés par des blessés sérieux qui regardaient la nouvelle venue avec une fixité gênante. Mme de Calouas conduisit Odette à la salle de pansement au milieu de soixante hommes échangeant, au réveil, des propos de soldats qui la brusquaient ou l'amusaient, la laissaient surtout étonnée que toutes ces dames n'y prissent seulement pas garde. Mme de Calouas, en donnant des instructions à son élève, se mit en devoir de flamber des bocks, de dérouler et déchirer des pièces de coton, de vérifier les piles de compresses, les canules, les drains. Cette salle exhalait une odeur d'antiseptiques, balsamique et fade. Puis l'on revint à la grande salle, et Mme de Calouas désigna, par son nom et quelques indications sur son infirmité, chaque malade, puis la pria de laver tel et tel, de faire le lit d'un malheureux qui, d'un seul bras, n'y pouvait arriver.

— Prenez garde à ce que vous leur dites, lui souffla-t-elle à l'oreille. Songez que de vos premiers mots dépendra votre situation parmi eux.

Odette remarqua que les malades la regardaient sans la quitter un seul instant des yeux. Elle fut assez heureuse, et par ses premiers mots prononcés et grâce à la douceur avec laquelle elle débarbouilla deux ou trois impotens. Alors, instantanément, elle vit les figures changer. Ces yeux pleins d'angoisse, et qui font trembler les doigts d'une nouvelle venue, s'apprivoisèrent rapidement. Elle avait la main adroite et douce : sa figure était très avenante. Il y eut un pauvre homme qu'elle dut nettoyer d'un bout à l'autre comme un enfant nouveau-né, besogne dure pour une débutante. Quand elle l'eut remis en état et bordé dans ses draps propres, et comme elle allait passer à un autre, le malheureux lui dit :

— Madame, attendez!

Et elle le vit se retourner dans son lit avec peine, déborder

son drap bien tendu, allonger un bras douloureux et maladroit qui voulait à toute force atteindre au dos du lit la musette suspendue. Elle approcha elle-même le sac de toile à portée du blessé, et celui-ci hésitant, fourgonnant, tâtonnant parmi tout un fourbi où il y avait un couteau, des lettres, des restes de pain, atteignit deux photographies : c'étaient celles de sa femme et de ses deux tout jeunes enfans. Il voulait récompenser la nouvelle infirmière de ses soins; il faisait ce qu'il pouvait de mieux : il lui présentait sa petite famille.

Odette, émue, adressa un compliment sur sa femme et ses deux enfans au pauvre garçon, qui fut désormais pour elle un ami.

Mais Mme de Calouas venait annoncer l'arrivée des brancardiers pour conduire « la cuisse » au pansement. Odette suivit « la cuisse. » On chargea la nouvelle venue de couper le pansement. La débutante transpirait. Elle crut pouvoir accuser les ciseaux d'être défectueux, ce qui fit rire tous les initiés autour d'elle, sauf le patient qui la regardait avec une angoisse dont elle se sentait comme paralysée.

— Il faut apprendre à couper un pansement, dit Mme de Calouas, vous vous y ferez : c'est un coup de main...

Enfin l'acier parvint à mordre les compresses humides. Quand celles-ci s'écartèrent, la blessure apparut. C'était une fracture ouverte de la jambe. On nettoya. Le malade serrait les dents et, de temps en temps, un cri s'échappait de sa petite figure maigre et brune. Quand on le regardait, il avait le courage de sourire en disant! « Ça va très bien... »

Odette était plus malade que le blessé. Elle demanda encore, comme la veille, à prendre l'air; et, à la porte d'entrée, comme elle allait s'évanouir, le planton qui connaissait ces phénomènes, aidé d'un homme, la coucha tout de son long sur la dalle de marbre. Ce ne fut qu'un incident rapide. Elle rentra dans la salle, et, à l'imitation du blessé, dit : « Ça va très bien. » L'affairement ininterrompu lui fit oublier même l'incident. Une infirmière bienveillante l'entraîna dans une embrasure et lui fit prendre une goutte d'élixir. On emportait à ce moment à la salle d'opération un homme qui crânait en adressant à ses camarades le classique au revoir qui peut si bien être un adieu :

— Je vais faire ma partie de billard!...

— Tâche de gagner, mon vieux, lui répondait-on de toutes parts.

Et Odette assista, sans broncher, à « sa » première opération. Elle rentra chez elle à midi et demi, rompue, mais allégée et contente d'elle. Julienne lui dit :

— Madame est pâle ; Madame est de la couleur de l'abat-jour quand on voit la lampe allumée à l'intérieur...

Après son déjeuner, elle dormit lourdement une demi-heure ; puis elle retourna à l'hôpital. L'après-midi y était plus calme, au moins jusqu'à la contre-visite du major, avant le repas des hommes, à six heures. Elle fit plus ample connaissance avec ses malades ; elle les entendit parler de la guerre. Elle trouva l'occasion de dire : « Mon pauvre mari a été tué le 28 septembre. » Mais cela ne produisait pas grand effet, aucun de ces soldats n'ayant connu le lieutenant Jacquelin. Chacun d'eux racontait ce qu'il avait vu, et le reste ne semblait pas pour lui avoir une existence réelle. Elle en eut une petite déception, mais elle fut introduite, par des récits divers et touchans de choses vues, dans l'immense spectacle de cette guerre qu'elle voulait ignorer depuis que son mari était mort. Les batailles de l'Yser, la souffrance des combattans passant des jours et des jours dans l'eau glacée, les fantastiques ruées allemandes, les chiffres des morts sous ces cieux sinistres atteignaient et enfiévraient son imagination.

Pensant toujours à son mari, elle voyait son mari tout seul vis-à-vis de ces armées furieuses, et il en était écrasé... Lui, il était sorti, sabre au clair, de son petit village, à la tête de sa compagnie, par un beau jour d'été ; et il avait été tué net. En face des survivans de l'Yser, elle n'osait plus dire la circonstance, cependant belle, de la mort de son mari. Cette guerre allait s'élargissant, grandissant, hors des mesures prévues. Dans l'hôpital, on commençait à s'organiser pour l'hiver ; certains personnages prétendaient que, dans six mois, la guerre ne serait pas terminée ; d'autres disaient avec assurance : dix-huit mois ; mais ils étaient suspectés de semer la démoralisation. Paris était optimiste depuis le retour du Gouvernement. Cependant les Anglais installaient des campemens durables, comme pour être utilisés au moins trois années!... L'effarement, l'admiration, la confiance et l'état d'alarme s'implantaient concurremment dans les esprits, et Odette, entraînée dans le tourbillon général, commençait dès ce jour à être imprégnée, comme de la fade odeur d'hôpital, de cet irritant mélange.

Cependant, il lui sembla que ce n'était plus elle qui soutenait sa vie, mais bien l'ébranlement universel qui la portait et l'emportait, comme un cyclone, un toit de chaume arraché. Elle se laissa soulever et conduire par la vie d'hôpital. Celle-ci était à la fois atroce et presque gaie. Un lieu de douleur, l'évocation perpétuelle d'un horrible à peu près inconcevable par le cerveau humain ; mais aussi une réunion où dominait la jeunesse. Dans les regards des blessés couchés, regards qui prennent tant d'importance pour celle qui passe continuellement au pied des lits, brûlait une flamme, incommodante et attirante, l'incandescence d'un produit nouveau, inexplicable et qui captive. Par momens, on avait l'impression certaine de voir en eux des êtres qui revenaient de l'au-delà. Ils avaient vu ce que rien ne les avait préparés à voir, quelque chose qui les confondait dans leurs sens et dans leur jugement. Quelques-uns disaient : « C'est l'enfer. » D'autres, beaucoup plus simples, disaient seulement : « Il faut y être !... »

Certains, même, sans imagination, sans mémoire et tout entiers au moment présent, enfermaient en eux une inconsciente gravité qui contrastait avec leur nature puérile. D'une façon générale, une infirmière nouvelle, comme Odette, pouvait cependant constater :

— Mais les blessés ne sont pas tristes !...

— Parce que, lui répondait-on, ils sont tous heureux de n'être pas morts !

— Mais, quand ils repartent, objectait-elle, ils ont tant d'entrain !...

— C'est qu'ils s'excitent les uns les autres, et puis chacun d'eux a confiance que le mauvais coup n'est pas pour lui...

— Il y a autre chose aussi, disait Mme de Calouas : c'est que rien au monde n'est attrayant comme la mort, contre laquelle on se défend avec tant d'intrépidité. On lutte contre elle avec la dernière énergie, mais on court vers elle. Elle épouvante, mais elle cause aussi un enivrement bien singulier. Là où l'on sait qu'elle est, on se précipite comme les papillons du soir vers la lumière de la lampe qui les brûle. Ceux mêmes qui croient qu'elle anéantit tout de nous échangent cet anéantissement contre la minute d'augmentation de nous mêmes qu'elle semble procurer. La mort est plus forte que l'amour...

— Oh !...

— Ce n'est pas la mort qui a tant d'attrait, dit quelqu'un, c'est le risque. On aime à jouer, avant toute chose. L'idée de la mort dans un lit vous repousse, mais que ne quitterait-on pas pour la grande bataille d'où quelques-uns auront la chance de revenir? Et ceux-ci auront gagné.

— L'idée du devoir, dit Mme de Calouas, l'amour du pays, le sentiment que l'on se sacrifie à quelque chose de très supérieur à soi-même et de beaucoup plus grand que soi, voilà ce qui exalte et fait la mort joyeuse...

Ainsi les jours se succédèrent, sans atténuer pour Odette son chagrin particulier, mais en le voilant comme sous un drap de deuil qui couvrait tout ce qu'elle imaginait de la surface terrestre. Elle pensait à Jean continuellement, à propos de tout; mais elle n'avait pas le temps de paraître penser à lui, et parler de lui la gênait.

Elle menait une vie très active. L'hôpital ne désemplissait pas. Il arrivait qu'au moment où elle se mettait à table, toute seule, le soir, au pavillon Élisabeth, on sonnait à la porte, et c'était un de ces messieurs, employés bénévoles, qui passait, à bicyclette, avertir les infirmières qu'un convoi de cent vingt blessés était annoncé pour onze heures à la gare. Dès dix heures et demie, Odette, qui ne voulait pas s'endormir et qui ne savait que faire chez elle, était à l'hôpital, ayant déjà revêtu sa coiffe, son costume. Les plus zélées étaient là, et les plus paresseuses aussi, qui voyaient une occasion de se réunir, de bavarder. Le médecin-chef allait, venait; les médecins arrivaient un à un; le chirurgien, déjà en blanc, les manches retroussées à mi-bras, causait avec ces dames. Le téléphone retentissait : c'était le commissariat de police qui faisait dire que le train avait une heure de retard. Quelques-unes de ces dames en étaient désespérées; il y en avait que cela faisait rire. On attendait, et parfois le train, au lieu d'une heure de retard, en avait deux et trois. Mais la résignation était plus générale à mesure que les motifs s'accumulaient de s'exaspérer. Dans le grand hall où l'on était réuni, l'on s'asseyait sur n'importe quoi, ou l'on s'allongeait sur les brancards. Les papotages s'éteignaient comme les lumières. Des infirmières, jeunes, montant ou descendant sur la pointe des pieds les marches du grand escalier, semblaient d'angéliques apparitions diaphanes. A travers la cloison de planches improvisée, on

entendait les ronflemens des malades endormis. Tout à coup la sonnerie du téléphone secouait tout le monde ; le train, enfin, entrait en gare. On rallumait les lustres. Et, dix minutes après, les premiers autos bourdonnaient dans la cour. On ouvrait toutes grandes les portes, malgré le froid ; les brancardiers se précipitaient ; et, aussitôt, contrastant avec ce bond rapide, on voyait s'avancer avec lenteur et précaution, soutenus ou portés par des cinquantenaires robustes, les éclopés, sanglans, barbus, pareils à des Christs habillés de bleu, quelques-uns à demi nus, beaucoup ayant les pieds gelés.

Tout se taisait ; un religieux respect arrêtait les propos dans les gorges ; avec ces chairs meurtries, un peu de l'atmosphère des champs de bataille entrait et assainissait les âmes ; le lendemain, la familiarité renaîtrait, mais durant une heure de ces sombres nuits d'hiver, et pendant que le chirurgien, penché sur chaque victime, lui demandait presque tendrement : « Et toi, mon petit ?... » quelque chose d'auguste, une fumée de l'immense sacrifice humain pénétrait dans cet ancien et banal hall d'hôtel, et ceux et celles qui étaient là, malgré l'heure avancée de la nuit, le long temps de l'attente, la fatigue visible sur toutes les figures, se félicitaient d'y être. Odette se rappelait le premier convoi aperçu de ses fenêtres, qui l'avait tant émue, sans qu'elle connût alors ce qu'était la réalité cachée de ces misérables corps.

D'où venaient-ils ? D'Ypres, d'Arras, de Notre-Dame-de-Lorette. Et ces noms évoquaient tout ce qu'on savait par les journaux et par les on-dit... Quand Odette pensait à cela, avec quelle ardeur elle s'adonnait, quelles que fussent sa fatigue et l'heure de la nuit, au pénible dépouillement de ces corps enfouis dans trois, quatre ou cinq gilets de laine, à l'extraction de ces godillots, masses de glaise informes où une demi-douzaine de chaussettes étaient agglutinées en une seule écorce ! Odette, la brosse savonneuse à la main, refoulant son dégoût sous la pitié infinie et un amour anonyme, nouveau, presque mystique, pour ces créatures vouées à une douleur que l'humanité ne semble avoir ni connue ni prévue, travaillait, astiquait, épongeait, à genoux, comme une laveuse de profession ou une femme de ménage.

Des soins plus répugnans même ne la rebutaient encore pas. Mais par l'effort qu'elle devait donner, par le contraste de ce

qu'elle faisait et voyait avec ce que la vie lui avait précédemment offert, l'énormité de la catastrophe générale la pénétrait. « C'est donc si grand ? C'est donc si épouvantable ? » pensait-elle, et même : « Il y a donc quelque chose de si grand, de si épouvantable !... » En comparaison, sa vie passée qui n'avait semblé faite que pour elle, que pour son bonheur personnel, prenait à ses yeux un air un peu petit, un peu mesquin.

Odette, — qui eût cru, un an auparavant, que cela arriverait jamais ? — avait un penchant à suivre jusqu'au cimetière le convoi des soldats morts. Était-ce l'occasion d'une promenade au grand air, dans la campagne ? Non, elle l'avait fait, elle si frileuse, durant tout le noir hiver. Mais, avant toute chose, elle pensait qu'elle n'avait pas enterré son mari. Soumise, malgré tout, à l'habitude de rites séculaires, n'avoir pas suivi le corps de son mari dans un char funèbre, à sa dernière demeure, lui semblait un manquement à quelque ordre souverain. Hélas ! le corps de son mari n'avait été conduit dans aucun char ; nul ne l'avait suivi... Mais elle ne voulait pas se représenter avec précision ces détails trop cruels, et, accompagnant les soldats morts, elle croyait s'acquitter, dans une certaine mesure, d'un devoir essentiel non rendu à son cher mari. Puis, la cérémonie, à l'église, l'émouvait étrangement. Le mélange de l'appareil guerrier avec les chants et les paroles de douceur et de paix, la confrontation du tumulte des batailles avec les gestes hiératiques du prêtre et l'imploration du repos éternel pour une âme qui a connu à son apogée le chaos terrestre, ont quelque chose qui laisse stupéfaits l'esprit, les sens et le cœur, et exerce sur nous une séduction puissante et amère. La présence du drapeau dans l'église, surtout en face de la mort, rassemble l'image de nos deux destinées, celle d'en bas qui a sa suprême expression dans la vie nationale, et celle de l'au-delà où se résument nos plus hautes aspirations. Odette comprenait-elle cela ? Mais une chose est comprise à des degrés très divers, et la sentir à peine ou vaguement, c'est déjà la comprendre.

Dans les premiers mois de la guerre, à l'issue de ces cérémonies, le médecin-chef faisait, sur le parvis de l'église, un petit discours, philosophique ou familier, avec un mot d'adresse aux parens du mort, et la grandeur de la cérémonie religieuse, qui venait de finir, était augmentée et rendue plus sensible à

tous par la pauvreté de toute voix, fût-elle éloquente et juste, qui ne semblait plus tomber du plus haut, ou tout au moins descendre des voûtes sacrées.

L'âme ne recommençait à s'élargir et à planer que dans le petit chemin montueux, serpentant, qui conduisait sur le coteau, à la vieille ville. Des militaires blessés, boitillant, les pieds mal défendus contre le sol raboteux par des espadrilles, les uns manquant d'un bras et les autres d'un œil, suivaient le char des pauvres revêtu du drap tricolore, derrière les vieux parens ou la jeune femme en larmes; puis venaient des délégués de la municipalité, de l'hôpital, puis des bénévoles, des gens pieux et des oisifs. Les haies normandes verdoyaient, les fermes avec leur marmaille à la porte et leurs troupeaux beuglans sortaient de l'inertie où les avait tenues l'hiver; on entendait poser à terre les seaux de fer-blanc où l'on trait le lait; les pommiers dans les champs n'étaient qu'énormes bouquets de fleurs candides. Lorsque le cortège, ayant gravi la pente, inclinait vers la droite, tout à coup l'on apercevait à ses pieds la ville, ses hôtels, ses casinos transformés en ambulances à croix rouge flottante, ses clochers, ses longues plages blondes, la mer sans bornes, avec la ligne des transports anglais amenant, sans répit, depuis tant de mois, les troupes britanniques sur le sol de France. Par là, l'horizon se joignait à ce drap national qui recouvrait le corps du petit soldat au poumon crevé par une balle en Picardie. Il y avait en tout cela une poésie surprenante et nouvelle : l'immolation de l'homme à quelque chose qu'il comprend à peine, sa résignation, l'acte incommensurable auquel tous avaient l'air de participer : et, par contraste, le désinvolte renouveau, l'indifférence totale de la nature. Et tous pensaient unanimement à la fin de la guerre... C'est l'illusion que produit le printemps, la renaissance de tout ce qui vit, le besoin affamé de paix et de bonheur que crie sous le soleil revenu l'ensemble des plantes et des créatures. Ceux qui parlaient derrière le cercueil hochaient la tête; ils disaient : « Quel malheur! » Mais tous pensaient : « Ce sera, évidemment, bientôt fini... » On disait : « Mon Dieu, faites que ce soit le dernier!... » Hélas! on n'en était qu'au premier printemps de la guerre. Si une voix puissante, du haut du grand ciel embrasé, eût crié : « Au printemps de l'an prochain, vous en serez encore là!... et à l'été suivant, de même! et à

l'automne!... et... » toutes ces malheureuses gens se fussent effondrés. Ils cueillaient des fleurs le long du chemin en redescendant; les soldats s'arrêtaient dans les débits où on leur offrait du cidre, et tous revenaient à la fois émus et pleins d'espérance.

Le printemps s'écoula ainsi, puis l'été, puis l'automne. Odette, devenue infirmière éminente, se voyait participant à la grande action universelle. Elle lisait les journaux, allait à la poste lire les « communiqués. » A la belle saison, elle descendit quelquefois sur la plage où des gens nombreux étaient venus faire comme si la guerre n'existait pas. Des officiers blessés ou en convalescence l'animaient; les croix de guerre commençaient à s'étaler sur les poitrines, voire les médailles au ruban jaune et la Légion d'honneur. Le feu se faisait assez monotone sur le front français; on lisait dans les journaux la « retraite stratégique » des Russes. Des optimistes n'y voyaient « aucune importance; » les esprits chagrins s'assemblaient en levant les bras, faisant des yeux de poissons échoués sur la grève. Chaque jour, cependant, chacun apprenait une mort, sinon davantage; c'était le thème des conversations avec la longueur indéfinie des hostilités, l'absence totale de solution prévisible. Et une bonne humeur courageuse dominait tout le reste, chacun recevant quotidiennement la preuve qu'il y avait beaucoup plus malheureux que lui.

Odette ne parlait jamais de la mort de son mari, quoiqu'elle y pensât sans cesse. Elle n'avait trouvé ni un officier ni un soldat qui l'eût connu. La mort du lieutenant Jacquelin, si belle, au début de la guerre, c'était une disparition pareille à tant d'autres dans une chaîne d'événemens démesurés. Un homme tombait, un homme nouveau surgissait; presque tous les officiers de carrière étaient morts, et il y avait toujours des officiers. « Qu'est-ce qu'un homme? » lui dit un jour un simple « poilu » sur la plage.

Parler de son mari? Mais de quoi pouvait-on parler? Aux blessés, aux mutilés, aux trépanés qu'elle approchait, elle eût voulu dire sa compassion, son admiration, sa reconnaissance aussi; mais cela ne se faisait pas : ils étaient trop! Leur sort était devenu le sort commun...

La fin de septembre, octobre : les tempêtes; puis le nouvel hiver. Odette tint bon. Mais, au printemps suivant, elle se trouva harassée et partit pour Paris.

Alors battait son plein la gigantesque bataille de Verdun. Tous les esprits étaient bandés comme la corde d'un arc qui va décocher sa flèche. Depuis l'invasion à peine comprise par beaucoup, la France n'avait pas été si directement menacée. Un tonnerre inouï dans les annales du monde, trois ou quatre jours par semaine, à intervalles presque réglés, faisait entendre ses roulemens étourdissans et projetait des éclairs qui vous perçaient de part en part. Beaucoup, sans mot dire, sans avoir l'air de rien, étaient creusés d'anxiété, ravagés et s'écroulaient. La plupart entretenaient leur confiance imperturbable par le sentiment de l'admiration. Si loin que la mémoire de l'homme érudit se reportât en arrière, on n'avait vu pareils actes d'héroïsme, accomplis en si grand nombre et répétés avec une constance si extraordinaire. La conception de l'homme sur l'homme était changée dans l'univers. Le méprisant, le bas esprit qui avilit ou rabaisse toutes choses, et qui avait si longtemps régné, était vaincu pour une période au moins égale. L'homme prouvait qu'il était capable de se surpasser; le dévouement absolu à une idée noble devenait l'acte le plus ordinaire. Une idée, puissante, soutenait les esprits les plus anxieux : l'humanité est belle. Pour savoir cette vérité réconfortante, il fallait autrefois feuilleter des livres anciens; il n'était besoin aujourd'hui que de lire le premier journal venu; une carte-lettre non affranchie, venant d'un point du front inconnu, vous en apportait la preuve chez vous dans les termes les plus modestes, les plus dénués d'emphase. Et l'homme, avant tout, s'alimente de la grandeur de son espèce.

Odette trouva Paris très changé. Du monde, des automobiles, des femmes élégantes, des magasins animés, des thés, même des dîners; mais cependant la guerre partout présente et très sensible. Dans la rue, pas un mot qui ne se rapportât à elle, pas un mot dans les tramways, dans le métro ou dans les réunions. On pouvait se faufiler dans la foule, se glisser dans les véhicules publics, on n'entendait parler que de morts, de blessés, de prisonniers. Les cinémas rendaient la guerre vivante; les permissionnaires, soldats, officiers, Français, Anglais, Belges, Russes, Serbes, éclaircissaient de leurs uniformes le public des trottoirs, des terrasses de cafés, des restaurans, des jardins publics. Tous *en* revenaient, tous avaient vu, tous étaient non plus des soldats, mais des guerriers. Ils *y*

étaient avant-hier ; ils *y* retournaient demain ; entre temps ils jouissaient de la vie comme des rescapés, avec une hâte toute juvénile, mais avec la hantise de retourner au lieu suprême. Ils étaient de belle humeur ; ils courtisaient les femmes ou se laissaient envelopper par elles ; mais on eût dit qu'ils les tenaient pour moindres que jadis, — bien qu'en fait elles se fussent grandies, — attirés qu'ils étaient par une émotion d'autre envergure que celles qu'elles savent procurer. Au fond, l'homme rendu à sa nature et à sa virilité premières aime au delà de tout la chasse, les croisières périlleuses et les aventures incertaines d'où il revient plus fier ou ne revient pas. Au milieu de la foule ordinaire, adonnés momentanément aux mêmes occupations qu'elle, ces soldats formaient une élite d'hommes, presque une espèce, désignée pour un but supérieur à la commune destinée. En les frôlant, on avait l'impression de Virgile aux Enfers, conduit par le Poète qui lui désigne les ombres illustres, arrachées un moment aux abîmes. Les tristesses étaient immenses, oui, mais on ne pouvait faire un pas sans rencontrer quelque être qui vous donnât l'idée de grandeur.

Odette comprenait des choses qui n'effleuraient même pas autrefois son intelligence. Elle était entrée dans la tourmente ; elle se laissait étourdir par le grand vent ; elle en goûtait horriblement l'odeur et la secousse ; elle n'eût pas consenti à se mettre à l'abri. Elle ne pouvait presque plus songer à elle, plus à son bien-être, plus à son plaisir. Elle respirait plus large, et presque, eût-on pu dire, avec le poumon universel.

Elle trouva la bonne Rose Misson accablée : son mari, le chauffeur volontaire, était mort, victime d'un accident d'automobile. Il était mort soldat, mais non d'une balle ou d'un obus, et tout le monde disait : « Quelle bête de mort ! » Pierrot, le mari de Simone de Trans, avait survécu, lui, à ses affreuses blessures. Il était réformé, infirme, habillé en civil ; on oubliait déjà ce qui lui était arrivé. Un tel était ruiné, tel autre était enrichi. Que de conséquences diverses ! L'arrière était bouleversé comme les champs de bataille par les projectiles lourds. Odette remarquait à Paris, — comme elle avait connu, d'ailleurs, à Surville, — des états d'esprit bien étrangers au sien. C'était l'état d'esprit de celles qui n'avaient souffert que du contre-coup de la guerre, qui ne s'étaient pas plongées hardiment dans les vapeurs du Styx. Elle s'enorgueillissait d'avoir

approché de l'abîme dans la mesure où une femme le pouvait. Veuve de l'être le plus chéri, elle avait épousé le malheur anonyme, et de cet étrange et amer consolateur elle recevait un relatif réconfort. On lui savait peu gré du métier qu'elle avait pratiqué ou on l'en félicitait avec ironie, car il n'était plus à la mode. Sortant d'un salon, elle entendit chuchoter derrière elle : « Comme elle s'est vite consolée !... »

Et elle descendit l'escalier, pensive, mais non pas atteinte. Elle ne se sentait pas du tout consolée. Elle avait agrandi, magnifié sa douleur en participant à la douleur de tous ; et cela produisait en elle un effet nullement voulu, surprenant, paradoxal, inconnu, et qu'elle discernait malaisément. Mais, aux yeux des profanes, elle paraissait consolée...

De retour chez elle, et au milieu des portraits et reliques de son mari, elle s'interrogea encore. En vérité, elle aimait Jean tout autant que par le passé et elle le regrettait comme au moment de sa mort, et elle lui vouait un chagrin sans fin. Seulement, Jean, comme elle-même, — qui, auparavant, étaient tout, — avaient été emportés dans le cyclone qui tournoyait à la surface du globe; ils étaient deux grains de poussière indissolublement liés, mais qui avaient conscience du phénomène cosmique; et l'énormité du spectacle, sans les détruire chacun, les faisait rentrer dans la loi trop méconnue qui subordonne un être à sa société, à sa patrie, aux grands courans qui gouvernent le monde et qui, parfois, laissent entendre de haut à un homme, à une femme, à une famille, l'inexorable, dure, mais non moins féconde et même exaltante parole : *Tu n'es plus rien!*

René Boylesve.

LE SUICIDE BULGARE

AUTOUR D'UNE COURONNE

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1915

I

LE CONGRÈS DE BERLIN ET LA BULGARIE SOUS LE PRINCE ALEXANDRE

I

Voici tantôt quarante ans qu'à la suite de la guerre qu'avait entreprise la Russie pour arracher les pays balkaniques au joug musulman, le traité de San Stefano, imposé le 3 mars 1878 par les Russes victorieux aux Turcs vaincus et revisé depuis par le Congrès de Berlin, constituait la principauté de Bulgarie; il ciselait ainsi une couronne du plus grand prix. Elle était aussitôt convoitée par plusieurs princes, dépourvus d'apanage, quoique alliés à des maisons royales, et que leur naissance semblait rendre dignes de régner sur un peuple dont le passé glorieux, bien qu'interrompu par cinq siècles de servitude, légitimait les vastes espoirs qu'à peine délivré, il concevait en vue de l'avenir.

Depuis cette époque et sous le règne de deux souverains dont le second occupe encore le trône, la Bulgarie a beaucoup fait

parler d'elle. C'est comme portée par une longue suite d'événemens souvent dramatiques qu'au mépris de ses intérêts les plus évidens et sous l'influence de son roi, Ferdinand de Cobourg, elle a pris parti dans la guerre actuelle contre les alliés de qui elle n'avait reçu que des bienfaits.

Alors qu'en devenant le complice de Guillaume II et de François-Joseph, le monarque bulgare a assumé une part de leurs responsabilités et attiré sur sa tête le châtiment auquel ils sont voués, il m'a paru intéressant de convier les lecteurs de la *Revue*, ainsi que je l'ai déjà fait pour le prince de Bismarck, à une promenade à travers les événemens qui ont créé dans les Balkans la situation telle qu'elle existe aujourd'hui. Tel est l'objet de ce travail qui n'ambitionne autre chose que d'être une contribution à l'histoire définitive des origines et des causes de la guerre de 1914.

A la mi-décembre 1877, la guerre turco-russe touchait à sa fin; la capitulation de Plevna après une défense héroïque, la marche rapide des armées du Tsar vers Constantinople et la conquête foudroyante des Balkans par le général Gourko avaient acculé les Turcs à une situation désespérée. Le Sultan déclarait à l'Angleterre qu'il était prêt à demander la paix et le Cabinet de Londres s'empressait de transmettre cet avis à Saint-Pétersbourg, désireux de s'assurer de l'accueil qui serait fait par l'empereur Alexandre II à des ouvertures pacifiques.

Sans s'associer officiellement à cette démarche, la France déclarait que l'influence morale dont elle pouvait disposer officieusement était entièrement acquise à la cause de la paix; son ministre des Affaires étrangères, Waddington, chargeait le général Le Flô, notre ambassadeur en Russie, de parler dans ce sens au chancelier prince Gortchakof et de lui exprimer l'espoir que, pour arrêter l'effusion du sang et surtout pour prévenir les complications qu'amènerait un dissentiment plus grave avec l'Angleterre, le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne ferait rien qui pût froisser inutilement les susceptibilités anglaises.

Il tenait à Londres un langage analogue. « La même recommandation n'a pas moins d'opportunité à Londres, en ce qui concerne la Russie, écrivait-il au marquis d'Harcourt, et il importe, selon nous, essentiellement, que le gouvernement anglais évite soit dans l'attitude, soit dans le langage tout ce qui pourrait paraître de la hauteur ou de la défiance. »

En ces circonstances un armistice était conclu entre les belligérans, bientôt suivi de la signature des préliminaires de paix et du traité de San Stefano. L'Angleterre s'était montrée disposée « à laisser faire aux Russes tel acte militaire et telle négociation avec le Sultan qu'ils voudraient. » Mais elle protestait contre tout arrangement contraire aux traités antérieurs et nuisible aux intérêts européens. Le gouvernement austro-hongrois prenait la même attitude, et les deux gouvernemens invitaient la France à les imiter. La conclusion de cet accord, dans lequel entrait bientôt l'Italie, entraînait forcément la réunion d'une conférence ou d'un congrès auquel seraient soumises les stipulations du traité de San Stefano.

La Russie ne prétendait pas se soustraire à cet examen, mais les conditions qu'elle mettait à sa participation au congrès donnèrent lieu d'abord à des débats qui prirent parfois un caractère irritant.

Le 24 février, la situation était extrêmement tendue; les Anglais menaçaient de se résoudre à la guerre; leur flotte venait d'arriver devant Constantinople. On ne savait rien des négociations qui se poursuivaient entre Saint-Pétersbourg et Londres, et, de toutes parts, on sentait gronder la menace. A Pesth, les Magyars s'exprimaient en termes violens contre les Russes et leur excitation rejaillissait sur les Viennois, quelque effort que fissent l'empereur François-Joseph, l'archiduc Albert et le comte Andrassy pour apaiser les velléités belliqueuses. A Berlin, le prince de Bismarck ne dissimulait pas ses inquiétudes. Il entrevoyait la possibilité d'une guerre entre la Russie et l'Angleterre seule ou unie à l'Autriche; ses propos ne trahissaient rien de ses intentions futures, qui sans doute n'étaient pas encore arrêtées. Mais il était d'avis que l'Autriche ne devait pas s'engager dans une aventure.

— Je sais que, sans désirer cette guerre, la Russie ne la redoute pas, disait-il au comte de Saint-Vallier; elle n'a rien à craindre de l'Allemagne, qui ne voudrait pas tirer l'épée contre l'allié séculaire. Je suis donc convaincu que c'est l'Autriche qui devra céder et dès lors il ne faut pas l'encourager à la résistance.

L'empereur Guillaume renchérissait sur ces pronostics pessimistes et faisait part de ses craintes à l'ambassadeur de la République.

— Nous n'éviterons pas la guerre. L'Angleterre la veut, et

si elle ne rompt pas tout de suite, c'est qu'elle désire attendre que le printemps amène la fonte des glaces et lui permette de brûler les ports russes de la Baltique.

L'état de choses que nous rappelons se prolongea durant plusieurs semaines. Toutes les Puissances étaient d'avis que les difficultés pendantes ne pouvaient être résolues que dans un congrès. Mais on discutait aigrement sur les questions qui seraient soumises aux plénipotentiaires, si l'on parvenait à les réunir. Cependant, peu à peu les dispositions réciproques s'amélioraient. Le chancelier Gortchakof déclarait qu'il n'avait pas d'objection à faire « à la réunion d'une conférence qui reviserait les modifications introduites par le traité de San Stefano dans les traités antérieurs. » A la fin de mars, il envoyait à Berlin le général Ignatieff, diplomate habile et subtil, porteur d'une lettre du Tsar à Guillaume Ier, sollicitant son intervention en souvenir de l'antique alliance des trois empereurs. En quittant Berlin, Ignatieff se rendait à Vienne, chargé de désintéresser l'Autriche. Il en repartait peu satisfait du comte Andrassy, qui ne semblait pas plus satisfait de lui. Le ministre austro-hongrois disait railleusement :

— Avant de venir à Vienne, Ignatieff savait ce que l'Autriche ne veut pas; il sait maintenant ce qu'elle veut.

Mais, au commencement d'avril, il écrivait confidentiellement au prince de Bismarck et le priait d'accepter le rôle de médiateur entre le Cabinet de Saint-Pétersbourg et ceux de Londres et de Vienne. Le chancelier convoquait aussitôt successivement les ambassadeurs des grandes Puissances, leur faisait part de la proposition dont il était saisi; mais, tout en se montrant disposé à y répondre affirmativement, il déclarait qu'il n'interviendrait que si sa médiation était demandée par les gouvernemens et surtout par l'empereur de Russie. C'était un pas décisif dans la voie de l'apaisement. Le 26 mai, la réunion du Congrès à Berlin était assurée ; le chancelier l'annonçait officiellement. La date en était fixée au 13 juin ; il avait été convenu qu'il le présiderait. Il avait rédigé lui-même l'invitation adressée à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie, à la Russie et à la Turquie, d'accord avec le comte Schouvaloff, ambassadeur russe à Londres. A la demande de lord Salisbury, il y était dit « que la totalité du traité de San Stefano serait soumise aux décisions du

Congrès. » Constatons en passant que le Tsar, qui d'abord avait repoussé cette exigence qu'il jugeait inadmissible pour sa dignité et pour l'honneur de la Russie, s'était ensuite résigné à la subir et avait consenti à ce qu'elle figurât dans l'invitation.

Il était nécessaire d'évoquer ces souvenirs comme prologue au récit qui va suivre, parce que les événemens qu'on y rappelle et qui ont agité les pays balkaniques jusqu'à en faire le berceau de la guerre de 1914 ont été la conséquence des décisions imprévoyantes et contradictoires arrêtées au Congrès de Berlin.

Il convient aussi de rappeler qu'avant qu'il ne s'ouvrît, plusieurs des États qui devaient y siéger avaient déjà pris leurs précautions pour s'assurer des avantages. La France seule et peut-être l'Italie y arrivaient sans songer à en tirer quelque profit, tandis que l'Autriche en attendait des gains appréciables et ne le dissimulait pas. Voyant avec inquiétude le slavisme se réveiller dans les Balkans, elle cherchait le moyen d'en entraver les manifestations. Mais ne pouvant le faire efficacement qu'à la condition de résider au cœur du pays, elle avait résolu de s'emparer de la Bosnie et de l'Herzégovine, les deux provinces les plus proches de sa frontière, que le traité de San Stefano, tout en stipulant que la Turquie devrait y opérer des réformes, avait laissées au pouvoir du Sultan. Dès le mois d'avril, c'est-à-dire plusieurs semaines avant que la réunion du Congrès eût été résolue, le Cabinet austro-hongrois communiquait ses desseins aux grandes Puissances. Le comte Andrassy en faisait part le 17 mai au marquis de Vogüé, ambassadeur de France à Vienne. A l'en croire, l'Autriche ne voulait pas conquérir des provinces turques, mais elle devait faire cesser l'état de trouble qui régnait sur sa frontière :

— Si nous sommes ainsi amenés à prendre certaines précautions, disait-il, ce sera d'accord avec la Turquie et sans essayer de soustraire nos actes à l'examen de l'Europe.

En dépit de ces promesses, son parti était pris de se passer de l'adhésion de la Turquie, « d'empêcher l'extension exagérée de la Serbie et du Montenegro, » la jonction éventuelle de ces deux États, qui aurait à ses yeux pour conséquence l'absorption de la Bosnie et de l'Herzégovine dans un grand État slave et sans doute aussi de la Dalmatie.

— Si nous sommes placés entre la perte certaine de la Dalmatie et l'occupation de la Bosnie, déclarait-il, nous n'hésiterons pas.

— Même avant le Congrès? lui demandait l'ambassadeur.

— Même avant le Congrès. Certainement, je préférerais lui soumettre la question et lui en demander la solution. Mais si les circonstances l'exigent et que nous ne puissions différer sans compromettre nos intérêts vitaux, nous devrons prendre nos mesures. Du reste, nous ne ferons rien, je le répète, sans la sanction de l'Europe.

Ce qu'Andrassy ne disait pas, c'est qu'il rêvait d'étendre jusqu'à Salonique les frontières douanières de l'Empire austro-hongrois au moyen d'un Zollverein dans lequel entreraient la Bosnie et l'Herzégovine à titre de provinces autrichiennes, le Montenegro et la Serbie à titre d'États indépendans, et l'Albanie et la Macédoine à titre de provinces relevant plus ou moins de l'Empire ottoman ; ce serait au profit de l'Autriche la suppression de toute concurrence étrangère.

Mais le ministre austro-hongrois n'avouait pas cette partie de ses desseins; il s'appliquait uniquement à convaincre les Puissances que l'occupation des deux provinces qu'il convoitait était pour son pays une nécessité nationale.

— Je vous verrai sans défiance les occuper, lui avait répondu l'Angleterre; mais je ne ferai aucune démarche pour vous aider à obtenir le consentement de la Turquie.

— Même en des termes aussi réservés votre adhésion me suffit, répliquait Andrassy.

Il disait à la France :

— Je ne vous demande qu'une adhésion semblable à celle de la Grande-Bretagne.

Ainsi, peu à peu, il gagnait à sa cause tous les gouvernemens, sauf, bien entendu, la Sublime Porte. Elle se disait arrêtée par des scrupules religieux.

— Nous ne pouvons, d'après le Coran, consentir à perdre des provinces ni les donner, ni les abandonner ; nous ne pouvons y renoncer que si on nous les prend de force.

Mais l'Autriche était si bien décidée à passer outre que, sans attendre la réunion du Congrès et malgré l'opposition que ses projets rencontraient parmi ses sujets de Hongrie, elle mobilisait l'armée qui devait entrer dans les Balkans, et faisait voter par les Délégations les crédits que nécessitait l'entreprise, tout en laissant entendre qu'elle se contenterait d'occuper et d'administrer les provinces au nom du gouvernement turc, assertion

mensongère sous laquelle se cachait le parti déjà pris de procéder tôt ou tard à une annexion pure et simple des pays occupés lorsqu'on les aurait autrichiennisés. Sur ces divers projets, on négociait déjà avant la réunion de Berlin ; Bismarck y avait donné son assentiment et l'entente était complète lorsque, dans la séance du 28 juin, l'un des plénipotentiaires anglais, lord Salisbury, qui se faisait en cette circonstance l'avocat de l'Autriche, proposa de lui adjuger la Bosnie et l'Herzégovine. La proposition fut votée sans soulever d'autres protestations que celles des plénipotentiaires ottomans. Le chancelier y coupa court en déclarant que la mesure adoptée à l'unanimité par les grandes Puissances « n'était pas seulement l'exercice d'un droit, mais encore l'accomplissement d'un devoir, car il fallait prévenir dans les Balkans le retour des secousses périodiques qui avaient ébranlé l'Orient. »

Waddington s'était rallié par avance à cette opinion en disant :

— C'est une mesure de police européenne.

Le chancelier termina sa harangue par des paroles que le compte rendu officiel de la séance n'a pas reproduites dans leur dureté, mais que le comte de Mouÿ, secrétaire du Congrès et rédacteur des protocoles, nous a conservées dans ses attachans *Souvenirs diplomatiques* (1).

« L'Europe, déclara Bismarck, n'est pas réunie pour sauvegarder les positions géographiques de la Porte ; celle-ci ne peut, en acceptant les bénéfices de l'intervention des Cours, en répudier les désavantages et les mettre dans le cas d'aviser, en dehors d'elle, à leurs propres intérêts. L'accord des Puissances est irrévocable, et le Protocole reste ouvert pour recevoir l'adhésion de la Turquie. »

Quelques jours après la clôture du Congrès, une lettre écrite de Berlin appréciait son œuvre en ces termes :

« L'œuvre accomplie apparaît comme une transaction où, à part des exceptions honorables, les intérêts particuliers ont tenu plus de place que le sentiment de la solidarité européenne et le respect des principes ; elle a consacré au profit de quelques-uns le premier partage de la Turquie et assuré les positions prises en vue du second. »

(1) Un volume in-8°. Plon-Nourrit.

Comme pour confirmer ce jugement, la nouvelle se répandait que, par une convention particulière conclue avec la Porte, le Cabinet de Saint-James s'était fait attribuer le gouvernement de l'île de Chypre.

Ainsi, tandis que le Congrès de Berlin avait eu pour objet avoué de ne pas laisser les Russes porter atteinte aux stipulations du traité signé à Paris en 1856 et de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, les Puissances ne s'étaient pas fait faute d'arracher à cet empire quelques plumes de ses ailes, et surtout au profit de l'Autriche. Quant à la Russie, elle perdait plusieurs des avantages qu'elle devait à ses victoires; les conditions qu'elle avait imposées aux vaincus, afin de libérer les États balkaniques et de les rendre plus accessibles à sa propre influence, se trouvaient profondément modifiées à son détriment comme à celui des intérêts slaves, et notamment en ce qui touche la Bulgarie.

Le traité de San Stefano avait formé de tous les pays bulgares et de la Macédoine une seule province constituée en principauté autonome, tributaire de la Porte, avec un gouverneur chrétien et une milice nationale, étant entendu que le prince de Bulgarie serait élu par la population et confirmé par la Sublime-Porte avec l'assentiment des Puissances. Le traité de Berlin coupait la Bulgarie en deux. De celle du Nord, il formait une principauté sur les bases du traité de San Stefano, avec Sofia pour capitale. Mais celle du Sud, sous le nom de Roumélie orientale, restait au pouvoir du Sultan, dans des conditions d'autonomie administrative et avec un gouverneur général chrétien, désigné par lui, et la ville de Philippopoli comme siège du gouvernement. On lui laissait aussi la Macédoine, en exigeant de sa part l'engagement d'y procéder à des réformes. Grâce à ces concessions, on lui donnait une satisfaction relative, et ce qui, dans la pensée des plénipotentiaires austro-allemands, était autrement important, on entravait, par opposition à la Russie, les progrès du slavisme.

En s'associant à ces arrangemens, l'Angleterre suivait sa politique traditionnelle, cette politique dont elle devait reconnaître un jour les périls, et à laquelle elle renonça en 1904. Mais on ne saurait s'expliquer que la France s'y soit également associée, alors que trois années à peine s'étaient écoulées depuis la crise de 1875, et qu'elle ait paru oublier qu'elle avait alors reçu de la Russie un secours décisif, si l'on ne se rappelait que

la reine Victoria était intervenue aussi pour nous aider à conjurer le péril qui nous menaçait.

Ce qui est moins explicable, c'est que les auteurs de tant de combinaisons dépourvues de justice aient pu croire que les Bulgares de Roumélie se résigneraient à être séparés de leurs frères de race et à rester sous le joug musulman, alors que ceux-ci en étaient délivrés. L'imprévoyance des diplomates est ici éclatante. Par leurs décisions, ils préparaient la révolution qu'on vit éclater à Philippopoli, en septembre 1885, et qui détruisit en quelques heures l'édifice fragile si laborieusement construit par le Congrès de Berlin. N'empêche que, le 13 juillet, le prince de Bismarck, qui l'avait présidé, rendait hommage aux plénipotentiaires, au moment où ils allaient se séparer, pour l'œuvre qu'ils venaient d'accomplir. En terminant son allocution d'adieux, il leur disait :

« Je ne crains pas d'affirmer que le Congrès a bien mérité de l'Europe. S'il a été impossible de réaliser toutes les aspirations de l'opinion publique, l'Histoire, dans tous les cas, rendra justice à nos intentions, à notre œuvre, et les plénipotentiaires auront la conscience d'avoir, dans les limites du possible, rendu et assuré à l'Europe le grand bienfait de la paix si gravement menacée. J'ai le ferme espoir que l'entente de l'Europe, avec l'aide de Dieu, restera durable, et que les relations personnelles et cordiales qui, pendant nos travaux, se sont établies entre nous, affirmeront et consolideront les bons rapports entre nos gouvernemens. »

C'était se couvrir de fleurs à peu de frais.

Tandis qu'à Berlin le Congrès délibérait, les populations balkaniques attendaient anxieusement le résultat de ses travaux. Elles avaient applaudi avec enthousiasme aux victoires russes et à l'écrasement des Turcs. Cet enthousiasme s'était particulièrement manifesté lorsque les armées du Tsar étaient entrées à Sofia et à Philippopoli. La nouvelle de la signature du traité de San Stefano, salué comme l'aube de la délivrance, avait mis le comble à la joie publique. Mais, sur cette joie, l'intervention des grandes Puissances, tout à coup, jetait une ombre. En apprenant qu'elles prenaient fait et cause pour la Turquie et revendiquaient le droit de reviser le traité, les populations étaient retombées sous l'empire de leurs craintes et de leurs angoisses, à l'idée que les Turcs pouvaient revenir.

Ce fut bien pire quand on connut les décisions du Congrès de Berlin. En ce qui touche la Bulgarie, elles ne donnaient satisfaction à personne. La population arrachée au joug musulman se plaignait d'avoir été diminuée et séparée de frères ayant la même origine qu'elle et parlant la même langue, et ceux-ci s'irritaient d'être maintenus sous ce joug sans qu'il existât une bonne raison pour justifier le traitement dont ils étaient l'objet. Vainement les autorités russes qui occupaient encore le pays, sous la haute direction du prince Dondoukoff-Korsakoff, s'efforçaient de prêcher la résignation, déclaraient que le Tsar étant résolu à exécuter loyalement le traité de Berlin, il fallait se soumettre, les contrées sacrifiées ne renonçaient pas à leurs espérances. Le Turc restait pour elles l'ennemi séculaire auquel elles ne se soumettraient jamais volontairement.

Par la suite, cet état de choses s'aggravera, mais dès ce moment et tel qu'il existe, il maintient dans les cœurs des patriotes des ressentimens et des espérances qu'ils manifestent en toute occasion. Lorsque, au mois de mai 1879, le chrétien Aleko-Pacha, sujet ottoman, est nommé, par le Sultan, gouverneur de la Roumélie orientale, il est averti confidentiellement par les Russes qui vont lui céder la place que s'il se présente à Philippopoli, coiffé d'un fez, l'ordre sera troublé et que s'il veut ne pas provoquer une émeute, il doit se coiffer du kalpak bulgare. Il proteste, il déclare que cette exigence est attentatoire à la dignité de son souverain. Il faut une nouvelle insistance pour le convaincre de la nécessité de changer sa coiffure et finalement, comme par hasard, il découvre un kalpak dans ses bagages, ce qui lui vaut une réception enthousiaste. La situation n'en reste pas moins très grave par suite du ressentiment des Rouméliotes et de leurs fureurs; elle l'est à ce point que l'empereur Alexandre se croit obligé d'enfler la voix pour faire entendre qu'il ne transigera pas sur l'exécution du traité de Berlin. Il la veut complète et entière. Le général Vitalis, son envoyé à Philippopoli, le déclare durement, non sans regretter d'être obligé de morigéner les partisans de la Russie. « Ceux-là sont bien audacieux, dit-il, qui en Roumélie orientale veulent avoir une politique différente de celle de l'Empereur. Vous n'avez à contrecarrer ni à juger ses décisions. Le sang que ses troupes ont versé pour la cause des chrétiens lui donne le droit

d'exiger que vous vous soumettiez à ce qu'il a cru bon de faire pour la Roumélie. »

Sous l'impression de cette douche, le parti d'action se calma, au moins en apparence, mais il n'était pas résigné au sort qui lui était fait; il rongeait son frein et, cinq ans plus tard, à bout de patience, il le brisa.

Dans la Bulgarie proprement dite, les événemens suivaient leur cours, conformément au programme du traité de Berlin. Il était dit, dans ce traité, que le prince de Bulgarie serait élu librement par la population, après qu'une assemblée de notables, convoquée à Tirnovo, aurait élaboré le statut organique de la principauté, autrement dit : sa constitution. Cette assemblée s'était réunie le 22 février; elle avait voté à l'unanimité le projet de constitution présenté par le « Tsar libérateur; » le procès-verbal de la séance avait été signé par les agens étrangers, à l'exception du consul ottoman qui s'était retranché dans un refus silencieux.

Cette constitution pouvait se résumer comme suit : elle édictait la formation d'une assemblée unique, élue pour cinq ans au suffrage universel, les électeurs devant avoir vingt et un ans et les éligibles trente; elle établissait la responsabilité ministérielle, l'inviolabilité parlementaire, la publicité des séances, le droit d'initiative et le vote du budget. C'était, on le voit, une constitution ultra-moderne, démocratique au plus haut degré, difficilement applicable, semblait-il, dans un pays où les populations rurales longtemps asservies étaient étrangères à toute vie politique et où les citoyens allaient user pour la première fois du droit électoral qui leur était conféré. Ne pouvait-on craindre qu'elle suscitât des conflits, favorisât les intrigues des ambitieux et créât l'anarchie dans l'État? C'est ce qu'appréhendait le délégué russe, Dondoukoff. Il écrivait : « Je me crois maître de la situation, mais je ne le suis pas de l'avenir. »

Quelques jours plus tard et conformément à la décision prise par l'assemblée des notables, des élections avaient lieu pour former la grande Assemblée nationale qui devait élire le prince de Bulgarie. L'attrait d'une couronne avait suscité déjà plusieurs candidatures, et la liste où elles figuraient s'allongeait de jour en jour. A la veille du vote, elle ne comprenait pas moins de sept noms, encore que le Tsar eût déclaré qu'il n'y permettrait pas l'inscription d'un membre de sa famille directe

et que les grandes Puissances, en ce qui les concernait, eussent fait une déclaration identique. Mais entre ces noms, il n'en était que deux sur qui parussent devoir se porter les suffrages : celui du prince Waldemar, fils du roi de Danemark et frère du roi de Grèce, et celui du prince Alexandre de Battenberg, d'une branche collatérale de la maison régnante de Hesse-Darmstadt. On sait que le frère aîné de ce prince s'allia plus tard à la famille royale d'Angleterre par son mariage avec la princesse Béatrix, fille de la reine Victoria. Le candidat au trône de Bulgarie était lui-même neveu par alliance de l'impératrice de Russie. Aucun de ces éligibles n'avait été consulté et n'avait donné son agrément; mais tout portait à croire que celui qui serait élu ne refuserait pas la couronne. Néanmoins, et quoique leurs chances parussent égales, l'avantage, à y regarder de près, restait à Alexandre de Battenberg. Outre qu'il était ouvertement patronné par le Cabinet de Saint-Pétersbourg, il bénéficierait probablement du doute qui régnait quant à l'acceptation du rival qui lui était opposé. On craignait en effet que le roi de Danemark ne consentît pas à laisser son fils monter sur un trône où il serait le vassal de la Turquie, et l'on prévoyait que le prince Alexandre réunirait la majorité des suffrages.

II

Le 25 avril 1879, l'ambassadeur de Russie à Berlin offrait un bal au monde de la Cour et à l'élite sociale de la capitale. Parmi les invités, on distinguait un jeune homme de haute taille et de tournure aristocratique, revêtu de l'uniforme des gardes du corps et qui eût attiré l'attention, celle des femmes surtout, par l'impressionnante beauté de son visage et l'expression charmante de son regard, si le nom qu'il portait ne la lui eût assurée et si, ce soir-là, il n'y avait eu des raisons pour qu'elle se fixât sur lui avec une persistance particulière. C'était Alexandre de Battenberg. Il avait appris dans la journée, en même temps que la nouvelle s'en répandait dans Berlin, que la grande Assemblée, réunie à Tirnovo, l'avait élu, à l'unanimité et par acclamation, prince de Bulgarie.

Quoiqu'il atteignît à peine sa vingt-deuxième année, il pouvait déjà s'enorgueillir d'un brillant passé militaire. Officier dans l'armée allemande, la guerre russo-turque l'avait trouvé

lieutenant aux dragons hessois; ayant alors obtenu par l'entremise de sa tante l'impératrice de Russie de prendre rang pendant la durée de la guerre dans les troupes russes et attaché d'abord à l'état-major du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, puis à celui du prince Eugène de Leuchtenberg, il avait assisté à la plupart des grandes actions de cette campagne et s'y était distingué. Rentré en Allemagne après la guerre, il venait d'être nommé lieutenant aux gardes du corps de l'Empereur, lorsque à l'improviste l'élection de Tirnovo le jetait dans une carrière nouvelle et ouvrait à ses jeunes ambitions un avenir inespéré. Néanmoins, il semblait plus ému qu'entièrement heureux; ce n'est pas sans quelque embarras qu'il recevait les félicitations qui lui étaient prodiguées par les diplomates et par les gens de cour.

— Avant d'accepter, disait-il, je veux consulter mon père; je tiens aussi à m'assurer de l'adhésion verbale de l'empereur de Russie.

Autour de lui on s'étonnait de ses hésitations, on en suspectait, non sans ironie, la sincérité et on lui attribuait le dessein de se faire prier avant de donner son consentement. C'était le méconnaître et presque le calomnier. S'il hésitait, c'est que, grâce aux informations qu'il avait déjà recueillies sur l'état de l'âme bulgare, il pouvait mesurer l'étendue de la tâche qui s'offrait à lui, et craignait qu'elle ne fût au-dessus de ses capacités et de ses forces. On a raconté qu'à ce moment le prince de Bismarck se serait approché et, témoin de ses perplexités, lui aurait dit :

— Acceptez; vous pourrez au moins vous dire un jour que vous avez fait un beau rêve.

Quoique le chancelier aimât la raillerie et ne se fît pas faute de le prouver en la mêlant parfois à ses propos, nous doutons qu'il ait tenu au jeune prince un langage aussi peu diplomatique. C'eût été avouer qu'il n'avait aucune confiance dans la durée des arrangemens faits à Berlin relativement à la Bulgarie, et un tel aveu en ce moment eût été une imprudence qu'il était incapable de commettre.

Le prince Alexandre partait le lendemain pour Darmstadt où résidait son père. Nous ne savons qu'imparfaitement ce qui se passa entre eux, mais le peu que nous en savons nous montre le chef de famille particulièrement soucieux de ne pas laisser son fils courir une aventure dont l'issue pourrait lui être funeste. Ayant pris connaissance de la constitution votée à Tirnovo, il

l'avait trouvée incomplète, pleine de pièges et grosse de périls pour le prince chargé de l'appliquer. Usant de son autorité paternelle, il lui conseillait de refuser la couronne bulgare, si la constitution n'était pas profondément modifiée. Ses conseils revêtirent parfois un caractère si pressant, que le prince Alexandre disait plus tard :

— Mon père m'avait défendu d'accepter la dignité princière, si la constitution était maintenue ; que ne l'ai-je écouté!

Quelques jours après sa visite à la maison paternelle, il se présentait à Livadia où se trouvait alors l'empereur Alexandre II. Là, il entendit un tout autre langage; le souverain insista pour qu'il ne se refusât pas à ce qu'on attendait de lui.

— Acceptez cette couronne dans les conditions où elle vous est offerte; plus tard, on revisera la constitution, et ce sera d'autant plus facile qu'on en aura vu les inconvéniens.

Le jeune prince était arrivé à Livadia à peu près résolu à repousser les offres bulgares, mais, après son entrevue avec le Tsar, il considéra comme un devoir de ne pas persévérer dans son refus. Quoique inquiet de l'avenir et le cœur déchiré à la pensée de quitter sa famille et son pays, il consentit à régner. Il l'annonça lui-même à une députation de la grande Assemblée nationale bulgare qui, ne l'ayant pas trouvé à Darmstadt, était venue lui apporter à Livadia le résultat du vote. Il partit aussitôt pour la tournée diplomatique qu'il avait projetée; il était assuré d'être partout favorablement reçu, tous les gouvernemens ayant approuvé son élection.

Le 28 mai, après avoir passé par Vienne, il était à Berlin ; il en partait le lendemain pour Paris où il restait jusqu'au 4 juin, se rendait alors à Londres, terminait son voyage par une visite au Sultan son suzerain et enfin, dans l'après-midi du 8 juillet, il arrivait à Tirnovo, portant l'uniforme des généraux bulgares et ayant suffisamment appris la langue du pays pour répondre dans cette langue aux discours qui lui furent adressés.

Tout ce début de règne semble annoncer des jours heureux. La grâce personnelle du prince, l'accent pénétrant de sa parole, son visage qui trahit tout à la fois la droiture, l'intelligence et la bonté et enfin le prestige dont le pare aux yeux de ses sujets le patronage de la Russie, tels sont les dons et les avantages qui lui assurent les sympathies de la foule. Lorsque, à Tirnovo, après avoir assisté au *Te Deum* solennel, chanté pour célébrer

son avènement, il se rend à l'Assemblée afin de prêter le serment prescrit par la constitution ; lorsque le 13 juillet, il entre en grande pompe à Sofia, accueilli avec enthousiasme par l'armée et par le peuple sur qui il vient régner, il faudrait une expérience supérieure à la sienne pour prévoir qu'à de telles prémisses succéderont bientôt les incidens les plus douloureux et qu'après quelques années d'incessans efforts dont le bonheur de sa patrie d'adoption a été l'unique but, il abdiquera, découragé par leur inutilité, à l'heure même où une contre-révolution vient de le venger du traitement indigne que lui a fait subir une poignée de conspirateurs.

Pour se rendre compte de sa situation dans ce pays où tout était nouveau pour lui, il faut d'abord se rappeler le passé du peuple bulgare, passé de gloire et d'humiliation, de grandeur et de décadence, de domination et de servitude, au cours duquel ce peuple, dont l'existence dix fois séculaire a été plus souvent tragique qu'heureuse, s'était fait une âme défiante et rusée, belliqueuse et brutale, voire cruelle, et pour tout dire une âme de révolutionnaire et de conspirateur. Lorsque le Congrès de Berlin l'avait délivré partiellement de la tyrannie musulmane, il sortait d'une épreuve effroyable, ces massacres de 1876, que la Conférence de Constantinople avait en vain voulu arrêter et qui ne prirent fin que lorsque, la Russie étant accourue au secours des chrétiens, la Turquie dut s'avouer vaincue. Il portait, en outre, le lourd fardeau du long despotisme qui s'était exercé sur lui ; ses épaules en restaient encore toutes meurtries et son cœur entièrement endurci. Une nation qui a vécu longtemps privée de liberté, sans jamais cesser de nourrir l'espoir que la liberté lui sera rendue, est lente à comprendre, après l'avoir recouvrée, le prix et la nécessité de la discipline matérielle et morale, qui commande la soumission aux lois et dont aucun peuple ne peut se passer s'il veut prospérer. Avant d'être délivrés par la Russie, les patriotes bulgares n'avaient pas cessé de comploter, de prêcher secrètement la révolte contre leurs oppresseurs et de violer autant qu'ils le pouvaient la légalité qui leur était imposée et qu'ils considéraient comme une chaîne. Ils avaient pris ainsi des habitudes de désordre et de rébellion qui survivaient à la délivrance, rendaient difficile un prompt retour à une existence régulière et normale et les disposaient, lorsque la légalité les gènerait, à recourir à des

procédés révolutionnaires pour s'en débarrasser, chose facile dans un pays où la majeure partie de la population était restée dans l'ignorance de ce qui se passait en Europe et vivait à la remorque de quelques groupes de politiciens, divisés entre eux, dont elle subissait aveuglément les avis et les directions.

L'indiscipline des partis, voilà donc la première difficulté qu'allait voir se dresser devant lui le prince de Bulgarie. Sur celle-là s'en greffait une autre plus grave encore, résultant du régime parlementaire octroyé aux Bulgares par l'imprévoyance de leurs protecteurs et qui ouvrait une tribune aux ambitions et aux intrigues de personnages qui jusqu'à ce jour n'avaient guère pris la parole que dans des conciliabules secrets. A peine entrée dans la voie de la liberté, la Bulgarie souffrira de la multiplicité des factions et de leur rivalité. A l'exemple des pays où fonctionne ce régime, on voit se former dans celui-ci des groupemens dont les étiquettes plus ou moins trompeuses ne dissimulent qu'imparfaitement les ambitions personnelles et surgir des hommes obscurs, inconnus jusque là, qui, sans expérience de la vie publique, se croient néanmoins dignes de gouverner et poursuivront inlassablement la chasse au portefeuille. Tel est le spectacle qu'offrira la Bulgarie pendant le règne d'Alexandre de Battenberg et qui, dès le début, mettra en vedette quelques hommes, toujours les mêmes : Zancof, Karavélof, Grécof, Natchovitz, d'autres encore parmi lesquels prendra place ultérieurement le plus entreprenant et le plus habile de tous, Stamboulof.

C'est entre ces personnages, issus pour la plupart des plus humbles milieux sociaux, que le prince Alexandre sera contraint de recruter son personnel de gouvernement et avec leur aide que la Bulgarie fera son apprentissage du régime parlementaire, dénaturé et faussé, dont l'a dotée le Congrès de Berlin. Les renversemens de ministères et les dissolutions de Chambres ne se compteront plus ; conservateurs et libéraux se livreront, pour la conquête du pouvoir, des luttes acharnées, commettront les mêmes fautes, subiront les mêmes chutes, sans qu'on puisse signaler une amélioration ou des progrès dans la marche du gouvernement.

La situation se complique encore par suite du conflit qui s'engage entre les partisans de l'influence russe qui la défendent dans la personne de ses agens en souvenir des services rendus

à la Bulgarie par le Tsar libérateur, et ceux qui la redoutent comme attentatoire à l'indépendance bulgare. Nous touchons ici à la cause principale des agitations dont la Bulgarie a été le théâtre jusqu'au jour où, en 1896, Ferdinand de Cobourg, plus habile ou plus heureux que ne l'avait été Alexandre de Battenberg, se réconcilia avec le gouvernement russe, en des circonstances que relatera la suite de ce récit. Mais on n'en était pas encore là, au début du règne d'Alexandre, alors qu'on pouvait pressentir le malentendu qui allait naître, se développer et s'envenimer entre les protecteurs avides d'une gratitude que méritaient leurs bienfaits et les protégés qui ne voulaient pas en pousser le témoignage jusqu'à paraître abdiquer leur nationalité.

Nous devons passer sur ces épisodes dont il serait aussi peu intéressant qu'opportun de rappeler les péripéties déjà lointaines et les acteurs depuis longtemps voués à l'oubli. Ce qu'il faut seulement en retenir comme l'une des causes des malheurs du prince Alexandre, c'est qu'il se trouva bientôt placé entre ce qu'exigeait sa reconnaissance envers l'Empereur, à qui les Bulgares devaient la liberté et lui-même la couronne, et ce que lui commandait la nécessité de ne pas froisser leur patriotisme en se prêtant à l'influence russe sous toutes ses formes et dans tous ses effets.

D'abord, il naviguera assez habilement à travers ces écueils. Mais, alors qu'il règne depuis dix-huit mois à peine, le premier ministère qu'il a formé avec le concours des conservateurs, qui représentent l'élite, est l'objet d'attaques violentes de la part des libéraux, qui représentent le nombre, et, dans ce pays qu'on supposait devoir rester rebelle aux intrigues de couloirs et aux finasseries de la lutte pour le portefeuille, tout se passe comme dans les États rompus depuis longtemps aux mœurs parlementaires. L'opposition ne désarmant pas et battant en brèche le ministère, le prince fait appeler l'homme qui la dirige, le député Karavélof, et à qui elle obéit en quelque sorte automatiquement ; il le charge de former un nouveau Cabinet, en lui déclarant qu'il le laisse entièrement libre d'appeler au pouvoir qui bon lui semblera.

Autrefois étudiant à Moscou, Karavélof ne possède à aucun degré les qualités d'un homme de gouvernement. Un fonctionnaire de la Cour de Sofia qui l'a beaucoup connu nous le pré-

sente sous les traits « d'un agitateur sordide, haineux, détraqué par momens, ours mal léché aux traits amers, dont la tête ombragée d'une forêt de cheveux noirs longs et bouclés s'enfonce dans les épaules, type de politicien de brasserie, étranger à tout raffinement de vie (1)... » C'est aussi un tribun dont l'éloquence fougueuse entraîne les foules, non par des appels à leur cœur et à leur générosité, mais par des excitations véhémentes à la haine et au mépris de quiconque ne partage pas leurs convictions.

Devant un tel portrait, il est aisé de comprendre que le prince Alexandre ait eu quelque mérite à confier les affaires de son gouvernement à ce Rabagas dont la mentalité diffère tant de la sienne et que lui impose une majorité toujours prête à obéir aux intrigans, aux ambitieux et aux fauteurs de désordre. Mais il n'oublie pas qu'il est souverain constitutionnel et c'est avec une entière bonne foi, et même en souhaitant à son mandataire un prompt et brillant succès qu'il le convie à exercer le pouvoir. L'effort de Karavélof aboutit à un échec, faute d'hommes de valeur dans le parti avancé et aussi parce que ses égaux en influence et en talent se croient les mêmes droits que lui à la présidence ou veulent, dans un intérêt personnel, lui dicter des conditions inacceptables. Après vingt jours de négociations et de démarches, Karavélof est obligé d'avouer son impuissance, et, comme aucun autre que lui ne pourrait réussir là où il a échoué, la situation apparaît sans issue. La dissolution pourrait seule la dénouer. Mais un groupe important de la Chambre qui obéit à Stamboulof conteste au prince le droit de dissoudre. Le futur dictateur que l'Assemblée a validé, bien qu'il n'ait pas encore l'âge d'éligibilité, prend parti dans cette crise avec tant d'ardeur qu'Alexandre incline à reculer devant le conflit qui s'annonce par des votes attentatoires à ses droits et à ses attributions. Ne ferait-il pas mieux d'abdiquer et de fuir un pays où, à peine arrivé, il est déjà traité en ennemi par un groupe de politiciens qui veulent le contraindre à se soumettre ou à se démettre ? Il hésite cependant à recourir à cette mesure extrême non plus qu'à toute autre qui pourrait être interprétée comme un coup d'État. Il se rappelle que l'empereur de Russie lui a dit :

(1) E. Queillé, *Les Commencemens de l'indépendance bulgare*, Paris, Bloud.

— Prudence et patience.

Il suivra ce conseil; il dédaigne celui que lui donne l'Autriche, qui, toujours désireuse d'embrouiller les cartes dans les Balkans, le pousse à faire appel à l'Europe. Il se contentera d'user du droit de dissolution, malgré le parti qui le lui conteste, et, sa résolution définitivement arrêtée, il en fait part au représentant de la France.

— Je ne veux ni troubles ni coup d'État; je ne songe qu'à l'organisation de la principauté. Je ne veux pas entendre parler de la Roumélie orientale, et je désirerais même que l'Europe oubliât la Bulgarie. Je sais que la moindre commotion ici pourrait avoir un contre-coup en Europe et entraîner des complications très graves que je dois à tout prix éviter.

Décidé à conformer sa conduite à ses paroles et à ne recourir qu'à ses droits constitutionnels pour résoudre les difficultés que lui suscitait l'opposition, le prince Alexandre, lassé d'une crise ministérielle qui durait depuis un mois, prenait acte de l'impuissance de Karavélof et prononçait la dissolution du Sobranié. Une Chambre nouvelle était élue et se réunissait le 23 mars 1880. Il fallait bientôt reconnaître qu'elle ne valait pas mieux que la précédente. Les conservateurs y étaient en minorité et ne pouvaient espérer d'arriver au pouvoir. Quant aux libéraux, étant donné leur division en deux groupes, le plus modéré dirigé par l'ancien maître d'école Zancof, le plus avancé obéissant comme un seul homme à Karavélof, il était évident qu'ils n'arriveraient à former un gouvernement que s'ils faisaient trêve à leurs querelles. Lorsqu'ils s'en furent convaincus, ils se rapprochèrent. Grâce à leur entente, un Cabinet était enfin constitué sous la présidence de Zancof, avec Karavélof comme ministre des Finances. Voulant soustraire l'armée à l'influence des politiciens, le prince avait fait attribuer le portefeuille de la Guerre au général Ehrenroth, Finlandais de naissance venu de Saint-Pétersbourg avec les missions russes et qui, dès son arrivée, avait gagné sa confiance par la fermeté de sa parole, la sagesse de ses vues et les témoignages de son loyal dévouement.

Dans ce ministère, Karavélof devenait promptement le maître. Son autorité s'exerçait souverainement, comme celle d'un dictateur et au point, disait-on, de devenir un danger public. Le prince la subissait par amour de la paix. Impuis-

sant à réagir, il laissait dire et laissait faire, autant parce qu'il ne savait encore comment s'y prendre pour se délivrer du tyran que parce qu'il craignait d'échouer dans sa tentative.

Pendant ce temps, Karavélof semblait s'ingénier à lui prodiguer les témoignages de son hostilité ; il s'efforçait de l'exclure de toute participation aux affaires et ne perdait aucune occasion de rabaisser son prestige aux yeux des populations. D'autre part, il exigeait de ses collègues une soumission absolue à ses volontés. A l'exception du général Ehrenroth, tous courbaient la tête devant lui. Le général s'était donné pour but de l'empêcher de mettre la main sur l'armée et il y réussissait. Mais partout ailleurs, Karavélof était le maître :

« Les lois votées ne sont pas appliquées, écrivait-on. Karavélof révoque, emprisonne, met les gens en jugement et en toutes choses n'en fait qu'à sa volonté. Il va jusqu'à intercepter les pétitions et les télégrammes adressés au prince. »

Celui-ci gémissait d'être désarmé par la constitution à laquelle il avait prêté serment.

— Ce serment, déclarait-il à ses confidens, je veux le tenir et je le tiendrai. Mais je suis dans l'alternative de faire reviser la constitution ou d'abdiquer.

En attendant de prendre un parti, il décidait de voyager et disparaissait pour quelques semaines après avoir confié la lieutenance de la principauté non pas à Karavélof seul, mais au ministère tout entier. Il y comptait un homme dévoué à sa cause, Ehrenroth, qui s'était fait son défenseur et qui l'entretenait souvent de la nécessité de mettre un terme à son esclavage ; il savait que ce serviteur fidèle saurait protéger l'armée contre les intrigues du ministre des Finances.

Lorsqu'il rentra à Sofia, au bout de quelques semaines, la situation, loin de se modifier, était devenue plus intolérable encore. Mais alors, Ehrenroth intervenait et, secondé par Stoïlof, haut fonctionnaire ami du prince, il lui suggérait un projet qui, selon lui, devait délivrer le pays de la dictature du premier ministre. Ce projet consistait d'abord à exiger la démission du Cabinet tombé dans une complète impopularité et à le remplacer avec l'agrément des agens des Puissances par des conservateurs que le prince présenterait à la nation dans un manifeste. On convoquerait alors la grande Assemblée et, en attendant sa réunion, on procéderait, pour la lui soumettre, à une vaste

enquête sur l'état du pays. Enfin le prince lui demanderait la revision de la constitution et les pouvoirs nécessaires pour gouverner seul pendant sept ans. Si sa demande était repoussée, il abdiquerait. C'est à Sistowo que la grande Assemblée devait délibérer. Les auteurs du projet avaient choisi cette ville à dessein ; le prince y comptait de nombreux partisans et il serait possible d'y tenir à sa disposition un bateau à vapeur sur lequel, en cas d'échec, il pourrait quitter immédiatement la Bulgarie.

C'était, on le voit, un véritable coup d'État qu'Ehrenroth proposait à l'agrément du prince. Alexandre n'hésita pas à y donner son approbation, mais celle des Puissances et plus particulièrement de la Russie ne lui était pas moins nécessaire. Il se préparait à la solliciter, lorsque, le 15 mars 1881, on apprenait à Sofia que l'empereur Alexandre II venait de périr à Saint-Pétersbourg, assassiné par des nihilistes. Le prince convoquait aussitôt les ministres et ceux-ci décidaient son départ immédiat pour la Russie. Comme pendant son absence précédente, c'est le Conseil tout entier qui était investi de la lieutenance; il eût été plus dangereux que jamais de déléguer à Karavélof seul la plénitude du pouvoir; on n'ignorait pas ses relations avec les révolutionnaires russes et l'on savait aussi que le nihilisme comptait en Bulgarie de nombreux partisans, surtout parmi les Bulgares qui avaient reçu leur éducation dans les gymnases et les universités de l'Empire.

De retour au mois de mai, le prince rapportait de son voyage une adhésion formelle de la chancellerie impériale; il se félicitait en même temps d'avoir reçu du tsar Alexandre III un accueil plus bienveillant que celui auquel l'avait accoutumé en ces derniers temps Alexandre II.

— L'Empereur m'a semblé peu se soucier de la Bulgarie, disait-il au représentant de la France, et m'a laissé la liberté d'agir d'après mes propres inspirations. Pour lui, c'est ma personne qui représente le pays ; c'est à moi que sont liées l'existence et les destinées de la principauté. Il admet même, pour le cas où je devrais abdiquer, la dictature d'une commission formée des agens des grandes Puissances pour gouverner la Bulgarie. A Vienne et à Berlin où la situation du pays est exactement connue, j'ai trouvé des sentimens analogues. A Darmstadt, j'ai reçu de mon père le conseil de modifier légale-

ment l'état de choses existant. Je regrette de n'avoir pu aller en France et en Angleterre. Quelque désir que j'aie d'exposer ma situation à Paris et à Londres, je dois renoncer pour le moment à voyager en Europe afin de parcourir la Bulgarie et de préparer les populations à l'exécution de mes plans.

Ainsi, il revenait de son excursion à Pétersbourg, à Vienne et à Berlin, raffermi, rassuré et résolu d'aborder de front les obstacles que la passion des partis avait jusque là dressés sous ses pas. A ce moment déjà, ses intentions n'étaient plus un secret ; on en parlait parmi les hauts fonctionnaires, dans les consulats ; les journaux eux-mêmes y faisaient allusion. Zancof qui n'était plus ministre, Karavélof qui allait cesser de l'être, se préparaient aussitôt à faire échouer le plan dont l'adoption mettrait fin à l'anarchie créée par leur politique imprévoyante et désordonnée. Ils multipliaient les démarches auprès des agens des Puissances, sollicitaient leur intervention pour empêcher un coup d'État. Mais partout ils échouaient ; Zancof ayant écrit en Angleterre au ministre Gladstone, celui-ci répondait par une fin de non-recevoir. Karavélof et ses amis ayant envoyé une dépêche à Pétersbourg, l'agent russe en recevait une où il était dit : « Faites-leur savoir qu'il ne leur sera envoyé aucune réponse. »

Entre temps, le prince Alexandre, à la date du 9 mai, adressait aux Bulgares un message sensationnel, dans lequel il exposait le programme qu'il avait adopté et dont l'exécution était confiée à un nouveau ministère présidé par le général Ehrenroth. Il entreprenait ensuite ce voyage à travers la principauté, sur lequel il comptait pour accroître sa popularité et gagner ainsi la partie solennelle qu'il engageait. Cette tournée le conduisait en plusieurs étapes à Sistowo. Là, le 15 juillet, la grande Assemblée votait à l'unanimité les propositions qu'il lui avait soumises et qui faisaient de lui, avec l'agrément des Puissances, pour une durée de sept ans, le maître de la Bulgarie. Telle était du moins la perspective que le vote permettait d'entrevoir. Malheureusement, la coalition des politiciens ne désarmait pas et préparait, à travers des incidens tumultueux, l'avortement des patriotiques espoirs de ce prince, à qui n'a manqué pour être un souverain accompli qu'un peu plus d'habileté et d'énergie, qu'un peu plus de persévérance dans ses desseins. Pour les faire aboutir, il s'était entouré des agens de Russie,

amis sincères assurément, mais dangereux parce qu'ils ne comprenaient pas comme lui l'orientation qu'il convenait de donner à la politique bulgare.

Au mois de septembre 1883, il constate qu'ils menacent l'indépendance nationale et que lui-même, isolé et paralysé dans la puissance nominale qui lui est dévolue, n'a pas assez d'autorité pour défendre cette indépendance gravement menacée. Devant le péril qui grandit d'heure en heure, les partis, qui, la veille encore, semblaient prêts à en venir aux mains, se réconcilient et s'accordent pour exiger du gouvernement la restauration du régime parlementaire, considéré comme le seul instrument qui puisse garantir l'autonomie bulgare contre les périls qui montent autour d'elle. Il est fait droit à leur requête et, dans un geste généreux, le prince abandonne volontairement les pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été dévolus à Sistowo ; il n'en conserve rien et retombe ainsi au pouvoir des factions qui déchirent la Bulgarie, tandis que son retour à l'ancienne constitution le brouille irréparablement avec la Russie. Le gouvernement impérial rappelle les officiers russes engagés dans l'armée bulgare, ainsi que les personnages politiques qu'il avait mis au service de la principauté ; le prince Alexandre se trouve de nouveau à la merci des agitateurs.

Dès ce moment, son existence, déjà si remplie de cruelles épreuves, devient un véritable calvaire. On ne saurait être surpris qu'une fois de plus un amer découragement s'empare de lui, qu'il se désintéresse dans une certaine mesure des affaires de l'État et qu'il en laisse la direction à ses ministres.

Ses excursions à travers la principauté deviennent de plus en plus fréquentes. La distraction en est l'unique but ; tantôt c'est la chasse, tantôt des manœuvres militaires. Il lui arrive aussi de s'arrêter pour plusieurs jours dans quelque monastère, au sein des montagnes, et d'y chercher dans une solitude bienfaisante un repos réparateur. A Sofia, il ne reçoit que des intimes, les voyageurs de marque, les agens étrangers ; la vie de Cour, qui, dans son ménage de garçon, a toujours été dépourvue d'apparat, est maintenant entièrement suspendue.

Les témoins de cette existence sont tentés de croire qu'il songe à abdiquer ; il semble en effet que, dans la situation qui lui est faite, ce serait le parti le plus digne et le plus honorable. Toutefois, son attitude et son langage n'autorisent pas à penser

qu'il entrevoit ce dénouement, soit qu'un légitime orgueil le retienne à son poste et l'empêche de se dérober, soit que, malgré tout, il ne juge pas que la partie soit perdue pour lui.

A cette époque, un événement considérable, susceptible de transformer sa destinée s'est produit et a ranimé ses ambitions, en train de s'éteindre sous l'avalanche des déceptions qu'il a subies et subit encore. Se trouvant à la Cour d'Angleterre à laquelle son frère, le prince Henri de Battenberg, vient de s'allier par son mariage avec une fille de la Reine, il a rencontré une princesse, toute charmante dans la fleur de ses vingt ans, et de laquelle il s'est trouvé subitement rapproché par une sympathie visible et partagée; elle est la fille du Kronprinz Frédéric, le futur empereur d'Allemagne, et la petite-fille de la souveraine britannique.

Celle-ci ne tarde pas à s'apercevoir que ces jeunes gens sont attirés l'un vers l'autre, et possédée, comme beaucoup de vieilles grand'mères, de l'innocente manie de faire des mariages, elle met en avant le projet d'unir le prince Alexandre à la princesse Victoria. Elle écrit même à son ami l'empereur Guillaume Ier; elle intéresse à son désir l'impératrice Augusta, étant assurée déjà du consentement des parens de la princesse. Tout marcherait donc à souhait, si le prince de Bismarck ne s'appliquait aussitôt à détruire l'édifice encore fragile qu'essaie d'élever la reine d'Angleterre. Il invoque la raison d'État; il laisse entendre à son maître que le prince de Bulgarie court le risque d'être renversé et qu'il serait imprudent d'exposer une princesse prussienne à être expulsée un jour ou l'autre de Sofia.

L'Empereur se laisse convaincre et, craignant d'ailleurs que ce mariage ne le brouille avec la Russie, il refuse son consentement. Mais à Londres pas plus qu'à Berlin, on ne se décourage. Alexandre, en retournant dans sa principauté, emporte l'espérance que son désir étant partagé se réalisera. On sait qu'il ne devait pas se réaliser, mais ce fut en 1888 seulement que le prince en eut la certitude. L'adolescente dont il avait gagné le cœur lui était restée fidèle jusque là, quoiqu'il eût cessé de régner, et c'est alors seulement que la raison d'État prévalut. Mais, en 1885, le roman commençait à peine; le dénouement devait se faire encore longtemps attendre et sans doute l'espoir d'Alexandre entrait-il pour une part dans la volonté de ne pas abdiquer dont à cette date témoigne encore sa conduite.

Du reste, au même moment se préparait un événement qui allait retentir dans les Balkans comme un coup de foudre et apporter dans son existence, jusque là si tourmentée, une diversion assez puissante pour l'autoriser à croire que ses déceptions touchaient à leur terme et qu'une ère réparatrice s'ouvrait pour lui.

III

Quoique, pour ne pas altérer ses rapports déjà si troublés avec la Russie, le prince Alexandre se fût imposé comme règle de conduite d'éviter dans ses discours des allusions à l'éventualité d'une réunion prochaine de la Roumélie orientale à la principauté, la question lui était trop à cœur pour qu'il s'en désintéressât. Il l'avait toujours présente à l'esprit, convaincu que, le jour où elle serait résolue par la formation d'un grand État enclavant toutes les contrées bulgares, la perpétuité de son règne serait assurée : il pourrait alors se marier et fonder une dynastie. Jusque là, quand il parlait de la Roumélie, il devait mesurer ses paroles et dissimuler ses aspirations et ses espérances.

Il n'avait pu cependant empêcher que fréquemment des mouvemens se fussent dessinés dans les pays rouméliotes, en faveur de l'annexion et eussent revêtu parfois un caractère d'émeute ou même dégénéré en rixes sanglantes, comme pour rappeler à l'Europe qu'il existait une nation dont les arrêts du Congrès de Berlin prolongeaient l'esclavage. Il s'était toujours efforcé de modérer par ses conseils ces manifestations dont on s'irritait à Saint-Pétersbourg, mais qu'il n'aurait pu condamner ouvertement sans encourir de la part de son peuple un blâme qui eût peut-être abouti à l'impopularité. Toutefois, nul n'ignorait que l'annexion à la patrie bulgare des contrées restées sous le joug musulman, était pour lui, comme pour ses sujets chrétiens, une nécessité nationale. On savait qu'il brûlait de leur donner cette satisfaction patriotique et de se la donner à lui-même.

En attendant, cette cause ne cessait de recruter des adeptes. En Roumélie, leurs rangs se grossissaient sans relâche et les habitans des campagnes y figuraient pour une large part. Dans les villes, les boutiquiers, les petits rentiers, les professeurs, les avocats, les publicistes, l'armée elle-même, ne pensaient pas

autrement que les paysans, et si quelques-uns étaient d'avis qu'il fallait encore ajourner l'union par égard pour la Russie, tous s'accordaient pour reconnaître que l'ajournement devait être de courte durée.

Dans les garnisons de Roustchouk et de Philippopoli, l'opinion était dirigée par des officiers énergiques, résolus et violens, accoutumés à une politique d'intrigues et de complots et qui n'avaient pas toujours reculé devant le crime. Préparés à user de tous les moyens pour réaliser leurs vues, ils poussaient l'intolérance jusqu'à menacer des pires traitemens ceux de leurs camarades qui n'approuvaient pas leurs plans.

L'un d'entre eux, que ses exploits contre les Turcs avaient rendu populaire en Bulgarie, tenait dans sa main ces groupes d'énergumènes, toujours disposés à le suivre là où il lui plairait de les conduire. Jeune, actif, entreprenant, doué d'une force herculéenne, accoutumé à frayer avec la basse population des villes et des champs, il parlait son langage et possédait au plus haut degré l'art de la convaincre et de l'entraîner. Il se nommait Panitza et avait le grade de major. Nous le retrouverons plus tard, mêlé à des drames sombres, et victime lui-même des passions qu'il avait déchaînées. Contentons-nous de rappeler, en attendant, que ceux qui l'ont connu le représentent comme un condottière, un reître du Moyen Age, bon à tout, prêt à tout, véritable type d'aventurier et de provocateur de troubles, qui avait pris part à diverses émeutes et s'était fait un renom de cruauté qui le rendait redoutable. On n'exagérait pas en disant de Panitza que c'était un chef de brigands.

C'était aussi un politicien non dépourvu d'habileté ; il le prouva en constituant un comité révolutionnaire, qu'on vit fonctionner à Philippopoli pendant l'été de 1885 et qui eut bientôt fait de soumettre à ses directions toute la Roumélie, en exerçant un véritable terrorisme. C'est par les ordres de ce comité soumis à l'autorité de Panitza qu'une insurrection éclate à Philippopoli le 18 septembre, au lever du jour. Elle s'annonce d'abord par une invasion de la ville, où pénètrent à l'improviste quelques centaines de paysans, aux cris de : « Vive l'union ! Vivent les Bulgaries unies ! Vive le prince Alexandre ! » Aux envahisseurs se mêlent bientôt la garnison, ses officiers et les habitans. Panitza, aidé de quelques-uns de ses camarades, a vite fait de mettre de l'ordre dans ce désordre. En quelques

instans, est organisé un gouvernement local provisoire, qui proclame l'annexion à la Bulgarie et qui se hâte d'envoyer sa soumission à Sofia.

A cette heure matinale, le gouverneur turc était encore couché. Réveillé par les coups de feu, par les cloches des églises et par les clameurs de la rue, il se lève en toute hâte afin de s'enquérir de ce qui se passe. Mais avant d'avoir pu s'en rendre compte, il est arrêté, jeté dans sa voiture et conduit sous bonne escorte à la frontière, après avoir été préalablement averti qu'il ne lui sera fait aucun mal. En même temps, le major Nicolaïef et le capitaine Filof, que Panitza s'était adjoints, haranguaient les troupes et prenaient des mesures militaires pour résister aux Turcs, s'ils étaient tentés de s'opposer au grand mouvement national qui venait de s'accomplir.

On s'est maintes fois demandé si le prince Alexandre avait été complice de cette violation du traité de Berlin et de ce coup de force qui réduisait à néant les décisions des Puissances, les volontés de la Russie et la suzeraineté du Sultan. Il a toujours laissé entendre que l'événement ne l'a pas surpris, mais qu'il ne s'y attendait pas à la date où il s'est produit. Au surplus, la question est de peu d'importance, alors qu'on le voit se conduire comme s'il était préparé à l'agrandissement de la principauté. En recevant à Varna la nouvelle de la révolution rouméliote, il adresse une proclamation à ses nouveaux sujets; il leur annonce sa prochaine arrivée à Philippopoli, leur déclare que l'union est définitive et il signe : « Prince de la Bulgarie du Nord et du Sud. » C'est ainsi qu'en quelques heures, s'accomplit le coup de théâtre qui résout, contre la volonté des Puissances, une question pendante depuis sept ans et qu'elles redoutaient d'aborder. L'événement jette dans la stupéfaction les chancelleries européennes; surprises et déconcertées, elles avouent qu'elles ne l'avaient pas prévu et n'auraient pu croire qu'un tel défi leur serait porté. D'ailleurs, elles ne savaient que répondre et, tout au plus, paraissaient-elles disposées à reprocher au jeune prince d'avoir agi sans prévenir personne.

Le 25 août, les empereurs François-Joseph et Alexandre III s'étaient rencontrés en Moravie dans la résidence fastueuse du prince-archevêque d'Olmütz. Chacun des deux empereurs était accompagné de son fils et l'impératrice Élisabeth est venue saluer le monarque russe. Le prince de Bulgarie a été admis

dans cette auguste réunion : il s'est entretenu particulièrement avec l'empereur de Russie et il est resté muet quant à ses intentions sur la Roumélie orientale. A Franzesbade, ayant rencontré le premier ministre russe, le comte de Giers, il s'est tenu sur la même réserve; il a également gardé le silence envers l'empereur d'Autriche qui l'avait invité à assister aux grandes manœuvres de Bohême.

C'est surtout ce silence que la Russie ne lui pardonne pas, Les officiers et les fonctionnaires russes restés en Bulgarie sont rappelés et, dès ce moment, la rupture entre Pétersbourg et Sofia est définitive, bien que le prince Alexandre ait sollicité l'agrément du Tsar à la révolution et demandé son appui pour le cas où la Sublime-Porte voudrait s'opposer par la force à l'événement qui vient de s'accomplir. Mais la Turquie, puissance suzeraine, de qui toutes les Cours attendaient au moins une protestation, se tait malgré la violation de ce traité de Berlin qui la protège encore contre le dépouillement total dont elle est menacée.

La diplomatie est gémissante, elle déplore que personne n'intervienne pour faire respecter ce que le Congrès avait laissé debout. « Tout sera remis en question; déjà la Serbie ronge son frein et bientôt ce sera à qui voudra avoir un morceau de l'Empire ottoman. » On ne s'explique donc pas l'indolence de la Sublime-Porte et l'on se demande si cette attitude ne lui est pas conseillée par l'Angleterre qui, en fin de compte, ne semble pas trop défavorable à l'union bulgare. On se pose la même question au sujet de l'Autriche soupçonnée d'avoir approuvé d'avance l'événement par lequel les Balkans vont être de nouveau troublés, ce qui ne peut que favoriser sa politique et ses desseins. Quant à Bismarck, il ne paraît pas mécontent. Ce qui vient de se passer envenimera, pense-t-il, la rivalité de la Russie et de l'Autriche dans les pays slaves et de ce chef l'alliance austro-allemande sera fortifiée.

Le langage qu'il tient à cet égard au baron de Courcel, ambassadeur de France en Allemagne, est significatif.

— La Russie, dit-il, voit partir, au moment où elle s'y attend le moins, des torpilles et des mines qu'elle a posées elle-même. Peut-être le gouvernement russe fait-il la réflexion que s'il a trouvé la principauté bulgare insuffisamment docile à ses directions quand elle ne comprenait qu'une seule province, il a peu

de chances d'être plus satisfait de sa condescendance quand elle sera doublée par l'adjonction de la Roumélie orientale.

Il ne résulte pas de ces critiques que le chancelier d'Allemagne ait conçu le désir de s'opposer à l'agrandissement de la Bulgarie. Comme toutes les Puissances, et tout en boudant plus ou moins ouvertement l'extraordinaire audace du prince qui a osé braver l'Europe, il laisse entendre qu'il n'y a qu'à s'incliner. C'est la politique du laisser faire qui triomphe. L'annexion serait donc définitivement accomplie, si tout à coup n'entraient en scène la Serbie et son souverain, le roi Milan.

Impulsif, agité, mobile et parfois envieux, ce prince n'a pas toujours conduit et maintenu dans les voies de la prudence et de la sagesse le grand et noble pays qu'il gouverne. Il s'inquiète de l'agrandissement de l'État rival et prétend avoir droit à des compensations territoriales.

Cette prétention est encore une des conséquences du traité de Berlin. L'Autriche, maîtresse de la Bosnie-Herzégovine, et la Bulgarie, devenue plus vaste par l'adjonction de tous les pays bulgares, la Serbie se trouvait en quelque sorte encerclée de tous côtés; c'est l'unique excuse qu'on puisse invoquer en faveur de l'imprudente et injuste agression à laquelle recourt le roi Milan. Quelques jours après la proclamation d'Alexandre qui annonçait à l'Europe qu'il n'y avait plus de Roumélie orientale et qu'à sa place était constitué un grand État bulgare, l'armée serbe entrait en campagne avec le dessein d'occuper Sofia et les territoires que le roi Milan prétendait se faire attribuer.

C'était à la mi-novembre.

Le 24, cette armée franchissait la frontière, et après quelques actions relativement peu importantes, elle rencontrait devant la petite ville de Slivnitza, sur la route de Sofia, les troupes bulgares solidement fortifiées.

Il n'y a pas lieu d'évoquer ici les péripéties de cette campagne de quelques jours, durant laquelle le prince Alexandre témoigna de qualités militaires qui lui donnèrent la victoire à Slivnitza.

Le 25 novembre, alors qu'il marchait sur Belgrade, le roi Milan lui fit demander un armistice pour traiter de la paix.

— Je veux la signer dans sa capitale, répondit Alexandre.

Il continua son chemin.

Mais, le 27, il recevait à son quartier général la visite du

comte de Khevenhüller, ministre d'Autriche en Serbie, qui lui présentait une dépêche télégraphique envoyée de Vienne par le comte Kalnocky, chef du gouvernement austro-hongrois et ainsi conçue :

« Prévenez le prince Alexandre que, s'il refuse l'armistice qui lui est demandé et poursuit sa marche, il trouvera l'armée autrichienne sous les murs de Belgrade. »

On voit s'épanouir dans cet ultimatum la politique astucieuse de l'Autriche. Elle intervient en faveur de la nation serbe, bien qu'elle rêve déjà de l'anéantir, parce qu'elle ne veut pas laisser cet anéantissement se consommer au profit de la nation bulgare. Par un avertissement préalable donné au roi Milan, elle aurait pu empêcher cette guerre. Si elle n'est pas intervenue, c'est qu'elle espérait que les deux adversaires sortiraient de la conflagration également affaiblis. Mais quand elle voit la Serbie gravement menacée et la Bulgarie triomphante, elle élève la voix en faveur du vaincu, non par humanité, mais afin que le vainqueur ne puisse pas puiser dans la victoire plus de force et d'autorité sur les populations de la péninsule des Balkans, où elle entend dominer seule, afin de prévenir l'extension du slavisme, que protège la Russie.

Arrêté sur la route de Belgrade par le télégramme impératif de Kalnocky et hors d'état de résister à cette injonction comminatoire, Alexandre est contraint d'obéir, d'autant qu'à l'exemple de l'Autriche-Hongrie, les Puissances signataires du traité de Berlin se mettent en mouvement pour lui imposer la paix. Elle est signée le 3 mars 1886 à Bucarest, mais n'apporte aux Bulgares ni compensations en argent ou en territoires, ni profits d'aucune sorte. Le seul gain qu'ils en retirent, c'est que personne ne leur conteste plus la possession de la Roumélie, et que la Turquie elle-même consent à leur octroyer le gouvernement de la province annexée. Mais cette satisfaction accordée à l'orgueil national ne suffit pas aux ambitions et aux espérances de l'armée. Elle reproche au prince de n'avoir pas rendu suffisamment hommage à la valeur des soldats, d'avoir laissé sans récompense les plus valeureux de ses officiers, et peut-être, en effet, ne s'est-il pas assez préoccupé de payer leur vaillance. La presse se fait l'écho de ces reproches, et le prince, qu'au lendemain de la victoire, on couvrait de fleurs, est l'objet de critiques amères, dont la plupart sont sans fonde-

ment et lui arrivent parfois sous la forme de lettres anonymes.

Il n'avait jamais eu une grande confiance dans l'attachement du peuple; mais il se croyait sûr de l'armée, surtout depuis qu'il l'avait conduite à la victoire; aussi lorsque quelque avis mystérieux venait le mettre en garde contre les sentimens hostiles attribués à des officiers mécontens, en tenait-il peu de compte. N'empêche qu'après la conclusion de la paix boiteuse à laquelle il n'a pu se dérober, il sent naître autour de lui une sorte de malveillance, qui remplit son cœur d'amertume, surtout lorsqu'il est de la part de ses ministres ou de la Chambre l'objet de quelque procédé désobligeant, comme par exemple celui qui consiste à supprimer sans l'en avoir averti le crédit qui lui était alloué pour l'entretien de ses gardes du corps. Il constate ainsi avec un douloureux regret qu'il règne sur un peuple dont les sentimens ne sont pas d'accord avec les siens, qu'il est privé de toute initiative par la constitution, contrecarré dans tous ses plans par des ministres hostiles et abandonné par les Puissances. Son sort ne fut jamais moins enviable; il est las de cette couronne si lourde à porter. Cependant, il n'abdique pas, retenu peut-être par l'espoir du brillant mariage auquel il n'a pas cessé de penser et qui transformerait sa destinée, ou par la crainte d'apparaître à l'Europe comme un prince sans énergie et sans volonté.

Nous avons dit qu'à la suite de la paix de Bucarest, des officiers bulgares en grand nombre s'étaient offensés de n'avoir pas reçu les récompenses qu'ils avaient méritées. Parmi les mécontens, beaucoup s'étaient résignés à ce déni de justice et dans la plupart des régimens, la discipline n'avait pas été atteinte. Dans quelques autres, au contraire, la rébellion, quoique timide encore, s'annonçait en paroles ardentes, sans que toutefois le gouvernement s'en fût alarmé au point de craindre une sédition. C'est cependant une sédition qui se préparait.

Elle éclata dans la nuit du 20 au 21 août à Pernick, petite localité située dans la grande banlieue de Sofia. Un régiment, fort de deux bataillons et désigné sous le nom de régiment de Kustendil y tenait garnison. Quelques officiers appartenant à d'autres corps s'y présentent, la nuit venue, font appel à la solidarité de leurs camarades et les entraînent avec leurs troupes à marches forcées sur la capitale.

Aux portes de la ville, les insurgés se heurtent à un bataillon d'infanterie, qui d'abord veut les arrêter et qui se laisse ensuite désarmer. Le passage devenu libre, ils traversent la ville, précédés d'un détachement d'élèves de l'École militaire, cernent le palais et envahissent la chambre du prince Alexandre. Ils l'arrêtent dans son lit et, lui mettant une plume dans les mains en lui présentant une feuille de papier, ils le somment d'abdiquer.

Sans leur répondre autrement que par une protestation dédaigneuse contre le traitement dont il est l'objet, il trace d'une main ferme une seule ligne : « Dieu protège la Bulgarie! » Ce n'est pas une abdication, mais les insurgés, redoutant l'approche du jour qui sans doute mettrait fin à leur équipée, n'en demandent pas davantage. Le prince, à peine vêtu, est conduit en voiture au Ministère de la Guerre où il peut achever sa toilette et où son jeune frère, François-Joseph de Battenberg, qui était alors en villégiature à Sofia, vient le rejoindre. Quelques heures plus tard, les deux princes sont internés dans un couvent à quatre lieues de la capitale, où ils attendront de pouvoir sortir de la principauté.

Ils en sortent le 23, par le Danube, et arrivent le 24 à la frontière russe. Là, les conspirateurs veulent les livrer aux fonctionnaires impériaux, mais ceux-ci refusent de recevoir les prisonniers sans en avoir référé à Saint-Pétersbourg. La réponse arrive le 25. Elle porte l'ordre de remettre immédiatement le prince en liberté, mais de le diriger vers le territoire autrichien.

Il semble donc que c'en est fait de la couronne d'Alexandre et qu'il en est définitivement dépossédé. Mais à l'improviste lui arrive un défenseur. C'est Stamboulof. Le célèbre agitateur se jette impétueusement dans la bagarre, se déclare partisan de l'ordre et de la légalité représentés par le prince et, à la faveur de la révolution qu'il est parvenu à écraser, il inaugure le pouvoir dictatorial que nous allons le voir exercer pendant plusieurs années et jusque sous le règne de Ferdinand de Cobourg.

Ernest Daudet.

UN POÈTE SOLDAT AU « 1er ÉTRANGER »

HERNANDO DE BENGOECHEA

Je ne veux offrir à cette jeune tombe qu'un hommage ainsi qu'un bouquet; je ne veux que saluer avec une admiration pieuse et triste ce fier jeune homme au nom sonore et doux, comme ceux-là des héros de Shakspeare... car, lorsque, dans quelques semaines, paraîtront les vers, et les proses, et les lettres de guerre d'Hernando de Bengoechea; personne ne pourra lire sans une émotion grave et presque tragique cet adorable poème en prose qui s'intitule *Le Sourire de l'Ile-de-France*. Bien avant la guerre, il fut conçu, il fut écrit, ce poème tendre et prophétique ; le jeune homme épris de rythme et de beauté qui en mesurait les cadences harmonieuses ne connaissait pas encore les signes précurseurs de son destin. Mais déjà, à cette contrée qu'il choisit comme une femme bien-aimée, à ce pays qu'il chérit dans son cœur, il offre sa jeunesse, son ardeur, ses élans, ses espoirs. Il l'appelle : « O France, belle aux cheveux d'or, svelte, guerrière, toujours jeune, toujours vierge, la joie d'être aimée illumine ton doux visage... » Et plus loin : « On sait qu'elle vous bercera comme nulle autre. Oh! que sa douce beauté m'est chère! Je la regarde, je la regarde. M'aime-t-elle? Se donnera-t-elle à moi? Qu'importe? je l'aime, je me livre à elle. Elle est celle à qui l'on veut tout

donner, ce que l'on a et n'a pas, son orgueil, son rêve, sa vie, son sang... » Et plus loin encore : « Douce France... si tu mourais, que deviendrait la joie du monde?... » Et, pour défendre cette beauté, cette splendeur, cette grâce et cette joie, dès le jour où il la vit menacée, Hernando de Bengoechea s'engagea, et, pour la France qu'il aimait, il mourut, le 9 mai 1915, ayant accompli ses promesses, ayant donné « son orgueil, son rêve, sa vie, son sang... »

*
* *

Il était né à Paris le 3 mai 1889 ; sa mère était Andalouse de vieille race, et son père d'une ancienne famille colombienne d'origine basque qui, fixée en Nouvelle-Grenade dès 1785, comptait déjà parmi ses ancêtres des consquistadors, des navigateurs, des officiers de terre et de mer. L'arrière-grand-père d'Hernando, Miguel Diaz Granados, notable de la vieille ville de Santa-Marta, périt en février 1816 pour avoir été un de ceux-là qui, rêvant et voulant la liberté glorieuse, prirent une haute part à ce grand mouvement d'indépendance férocement réprimé par Ferdinand VII.

Une branche de la maison andalouse de Valenzuela, dont Hernando descendait par sa mère, s'était établie en Nouvelle-Grenade en 1721. Et c'est ainsi que, par le sang paternel et maternel, il descendait deux fois « de ces grands seigneurs de l'indépendance, » puisque son arrière-grand-père, Miguel de Valenzuela, fut également fusillé par ordre de Morillo pendant la Terreur bogotane.

Hernando de Bengoechea naquit donc en portant déjà, au fond de son cœur et dans l'inconscient de ses plus beaux atavismes, l'amour du droit et de la liberté.

A l'âge de douze ans, il quitta Paris avec sa famille pour Bogota. Ce long voyage, la révélation des tropiques, de leurs splendeurs végétales et lumineuses, laissèrent en lui des marques ineffaçables. Il gravit les Andes pour atteindre à un de leurs sommets, Bogota, nid d'aigles, situé à 3 600 mètres au-dessus du niveau de la mer, et riante, comme une fleur épanouie insoucieusement au bord des précipices azurés. Il traversa, pour atteindre l'aire enchantée et son climat égal et toujours printanier, les régions les plus brûlantes et les plus somptueuses de la nature d'Amérique. Dans ses poèmes, dans ses proses

ardentes et colorées, il jettera plus tard le souvenir éclatant de la patrie. Il la quitte à seize ans pour la France, y retourne l'année suivante et définitivement revient en France à l'âge de dix-huit ans. Par sa révélation merveilleuse, la patrie des ancêtres va-t-elle reconquérir ce cœur, cet esprit, cette âme? va-t-elle triompher de « la Belle aux cheveux d'or qui vous bercera comme nulle autre? » Non. Il garde un fervent amour à la terre maternelle; bien souvent, dans les lettres écrites du front à son frère, il parle d'elle et de ses destinées avec une inquiétude filiale; il voudrait aussi la servir et se dévouer pour elle. Mais la douce France reste la maîtresse chérie, élue entre toutes, la terre de beauté qui, dans ce jeune cœur, n'a point de rivale, même pas cette vaste nostalgie rapportée des Andes : le regret du soleil.

*
* *

La France au doux et clair parler, dont les harmonies sont d'une grâce si parfaite et si mesurée, séduit irrésistiblement certains enfans sortant, tout émerveillés encore, des splendeurs du berceau tropical. Vers la douce, la limpide, l'ombreuse, ils tendent leurs bras brûlans et tournent leurs jeunes regards tout éblouis par les ardens soleils. Aux fleurs de leur pays, les grandes fleurs si parfumées, et de pulpes si riches et de couleurs si radieuses, ils joignent les roses et les lys de la Touraine, les violettes du Valois, les iris et les marguerites de l'Ile-de-France, les bruyères de nos montagnes, les muguets de nos bois, les genêts de nos landes et toutes les naïves fleurettes dont nos jardins, nos champs et nos prairies se sont toujours enorgueillis et parés; puis, cette guirlande entremêlée de beautés diverses, c'est à la France que le jeune poète épris l'offre comme à la Dame de ses pensées. José-Maria de Heredia, jadis, l'élut ainsi pour sienne et à sa couronne éternelle attacha un des plus beaux et fiers fleurons. Mais sa mère était Française... Néanmoins, une sorte de parenté lumineuse n'unit-elle pas entre eux tous les fils du soleil qui vinrent faire hommage à la France de leurs dons les plus purs, de leurs richesses les plus rares? Tels, dans les images, on voit, aux pieds d'une reine souriante, les preux chevaliers à genoux répandre tous les trésors qu'ils ont conquis dans les pays étranges. Si Hernando de Bengoechea n'a pas eu le temps de

réaliser, pour le don total, toutes ses si belles promesses, il a versé tout son sang et en a signé la plus magnanime page de son livre.

A vingt et un ans, étant né à Paris, il lui fallut opter pour sa nationalité. Son esprit était trop chevaleresque et familial pour qu'il ne voulût pas conserver celle de toute sa race. Mais dès lors le jeune Colombien annonça sa résolution de s'engager au service de la France, au cas d'une guerre franco-allemande.

Élevé en grande partie par son frère aîné, le noble et beau poète de l'*Orgueilleuse Lyre*, fils d'un père trop tôt perdu, dont l'intelligence et le savoir étaient immenses et unis aux grandes qualités d'un cœur généreux, Hernando vécut toujours dans une atmosphère favorable à son épanouissement spirituel. Il avait fait ses études à Paris et à Bogota et, précocement doué pour l'art sous toutes ses formes, il s'essaya de bonne heure à la poésie, donna à la *Grande Revue*, à *Pan*, à *la Vie*, au *Mercure de France*, des proses et des vers remarquables par leur grâce sensible et singulière et leurs rythmes colorés; en même temps, à la *Revista de America*, importante revue Sud-américaine, il écrivait en espagnol la chronique musicale. Car il comprenait et aimait la musique avec une passion éclairée et consciente; le sens du rythme était en lui; nous le retrouvons dans le balancement de sa phrase et la structure de ses vers, dans un dessin inachevé, négligemment jeté sur une page, dans ses émotions en face de la danse. La danse d'Isadora Duncan lui inspira quelques-unes de ses plus nobles et parfaites pages. Toutes les manifestations de la beauté l'atteignent et l'enflamment. Il connaît aussi tous les jeunes et charmans enivremens de l'enthousiasme pour tout ce qui est beau; livres ou femmes, pour une ville, un jardin, un tableau, une fête. La *Mille et deuxième Nuit* où il décrit, avec une exacte poésie, un célèbre bal persan, est un exemple entre dix ou cent du don magique qu'il possédait de voir les choses telles qu'elles étaient, en même temps qu'il en savait dégager le sens mystérieux et presque allégorique, l'autre apparence, secrète et perceptible seulement à certaines ferveurs croyantes et subtiles.

Il voyage : Suisse, Belgique, Catalogne, Angleterre, Riviéra, Italie... De toutes ces contrées parcourues avec un curieux et intense amour, nous trouvons, dans son œuvre inachevée, des souvenirs précis et aussi des échos, des reflets, des rêves.

L'Italie surtout l'éblouit, l'enivre. Et plus tard, en même temps qu'il donnait, lui, sa vie à la France, un de ses jeunes parens, Italien par sa mère, mourait pour cette autre terre latine.

*
* *

J'ai regardé un jour avec émotion diverses photographies d'Hernando de Bengoechea que son frère si pieusement et profondément fidèle à sa mémoire, m'apporta. Le voici, enfant charmant, avec de grands yeux dans un si doux et beau visage ombragé de boucles... Hélas! combien de vivans aujourd'hui se penchent ainsi sur les images, devenues saintes, de leurs chers enfans qui ne sont plus!

Le voici jeune homme; les cheveux presque blonds ont foncé jusqu'au noir. Mais les yeux si grands, si rayonnans, sont restés aussi fiers et aussi purs. Voici une photographie en couleur et dans le costume persan qu'il portait à ce fameux bal qu'il décrivit ensuite. — Rien de frivole pourtant dans cette luxueuse apparence costumée et parée. L'attitude est si noble, le turban auréole un visage si précis et si viril, le regard est tellement énergique sous l'ombre de l'aigrette et de la soie, que c'est déjà un guerrier, quelque émir entre deux batailles, qui nous apparaît ainsi dans la transparence ténébreuse du verre magiquement coloré. Et voici une petite photographie, la dernière, un « kodak » d'amateur ami : celle-ci n'est-elle pas la plus touchante entre toutes? Rajeuni par l'uniforme de fantassin, svelte et mince malgré la capote lourde aux coins relevés, le visage rétréci par le képi enfoncé sur la tête aux cheveux rasés, les yeux gais, la bouche découvrant les dents si blanches, il rit, cet enfant qui va partir, d'un rire heureux, insouciant, puéril... Et cette image-là nous arrache des larmes.

*
* *

J'ai eu aussi, entre les mains, ses manuscrits : poèmes achevés, vers épars, poèmes en prose, notes et pensées mélangées, un petit acte, *le Vol du soir*, mystérieux et mélancolique comme le cœur même de la femme qui en est l'héroïne, doux battement qui s'élève et palpite, puis meurt découragé; un très beau et singulier ballet d'après Edgar Poë, le *Spectre de la Mort Rouge*, d'une frémissante et large horreur, et ses Lettres de soldat où

se révèle mieux encore que partout ailleurs, avec une franchise émouvante, cette belle âme de poète et de chevalier, cette âme admirable, toute faite de jeunesse, d'amour, d'honneur, d'héroïsme et d'harmonie.

Sa nature artistique offrait déjà de séduisans et originaux contrastes ; il possédait certainement et sûrement un grand et vrai don de poète. A travers les hésitations des premiers chants, les essais qui l'apparentent momentanément, comme tout jeune poète, à certains écrivains de prédilection, on voit sa vérité particulière se dégager et se former avec une grâce puissante. Il est, avant tout, harmonieux. La musique secrète et profonde nourrit ses moindres essais et circule à travers toute son œuvre, hélas! inachevée, comme une eau intarissable et pure. Ses vers sont d'un son riche et clair, sa prose est naturellement poétique et mélodique, sa phrase pourrait toujours se chanter. Il unit enfin deux qualités qui ne sont, je le crois, presque jamais jumelles et semblent, au contraire, s'exclure mutuellement : la richesse, l'éclat de la couleur, au sentiment et à la suggestion du mystère.

Une mélancolie tendrement charmeresse sourit et pleure dans ses poèmes ; une nostalgie sans fin les élargit secrètement ; le sentiment de l'amour y est toujours contenu avec une noblesse singulière ; et, même lorsqu'il essaie d'exprimer le plaisir, il reste hautain. Tour à tour, avec les sorcelleries de sa vision de poète, il décrit les pays où il a passé, et la rayonnante terre paternelle et les doux paysages français. Cette terre paternelle, où il n'est pas né et où il ne doit pas mourir, ne lui apparaît déjà plus que comme un beau voyage, le plus beau de tous, et je veux citer ici tout entier ce poème en prose d'une beauté si pénétrante, et où, malgré lui peut-être, l'auteur, cherchant le pays le plus lointain, le plus inaccessible et le plus rêvé, a incarné le sien dans la dame énigmatique qui donne à la fin du poème, avec son balancement et sa grâce, son rythme final, voluptueux et pourtant triste comme un renoncement et un adieu.

LE BEAU VOYAGE

A Pierre Sainte.

« Il est quelque part, en un pays que tu ne connais pas, une femme très calme et très belle qui rêve de toi, car elle t'aimerait.

« Bruges n'est plus, Venise est morte, les villes du Nord

souffrent dans les brumes tristes; les cités d'Europe sont tapageuses et vides d'amour. C'est vers les Antilles ou la lointaine Océanie qu'il faut partir.

« Frète en un vieux port quelque pompeuse frégate des siècles passés. Qu'on la martelle et qu'on la peigne, qu'on l'agence pour la mer! Sa coque luisante est remise à flot — apprêtée de la proue glorieuse à la poupe royale, comme pour rendre visite au Seigneur des couchans occidentaux. — Que ses poulies grincent, que ses agrès reprennent vie, que son armature frémisse, et qu'au chant de mariniers aux anciennes façons, l'on démarre, vers un beau roulis, dès l'aurore!

« Toutes voiles au vent : « Où pointons-nous le cap? te dira le capitaine, — un admirateur de M. de Bougainville. Par la brise qui nous mène, vous contenterez-vous des latitudes du mistral ou du sirocco? Descendrons-nous vers la ligne, au devant du simoun? Irons-nous dans les parages de l'alizé ou dans ceux du typhon? » Puis, comme un commerçant derrière son étalage de cartes maritimes, il continuerait : « Voyez, en dépit de courans, d'écueils et de zones, l'Atlantique ou l'Océan de votre désir s'offre à vous. Choisissez. Faut-il cingler vers la mer de corail ou bien vers la mer caraïbe? Vous allez préférer Singapour, peut-être, à Carthagène des Indes? Échangeriez-vous le golfe du Bengale pour celui du Mexique? » On penserait en écoutant ces offres aux aventuriers de Thulé, à la Chersonèse d'Or, aux trafiquans de jadis qui suivaient, pour aller à Cambaluc, la route de la soie qui traversait la Mongolie.

« Et le marin de poursuivre, en traçant à travers les détroits des chemins imaginaires : « L'Afrique, vous plairait-il de la prendre par bâbord? Richesse incomparable, voici d'un côté les Canaries, les îles du Cap Vert, la Côte d'Ivoire... de l'autre, les Somalis, Mozambique, le Natal. » — A vous d'élire, finirais-je, Zanzibar, Formose ou Curaçao, n'importe! Menez-moi où il y ait soleil, fruits bariolés et femmes languides.

« Dès lors, s'assoupir au bercement coloré de la navigation; aspirer l'air salin où circulent des senteurs d'étoupe et de victuailles, évocatrices des colonies; s'intéresser aux manœuvres, écouter les loups de mer, leurs légendes, sous l'ombre des lanternes, dans la fumée des pipes et des vins, — et rien de plus. Voir l'aurore. S'inquiéter d'astronomie, d'atmosphère, de boussoles, de sextans et de température.

« Qu'il fait bon, étendu mollement, les yeux levés! Douceur de suivre la mâture chargée de ses voiles blanches, qui oscille avec monotonie! Le ciel est bleu. Ce pavillon pourpre fait bien, là-haut. Le gréement craque avec lenteur. Un mousse s'agite dans les cordages. Celui-ci lave une barque, en chantant. Un groupe d'hommes, à l'abri du gaillard d'avant, raccommode la toile. Sur la dunette, le lieutenant prend la hauteur, en vue d'établir le point. Le courant aura sans doute été défavorable; j'en suis sûr : une dérivation de plusieurs milles nous empêchera d'atteindre à midi le méridien voulu. On entend la cloche des heures, et continue le calme rythmique et carré.

« La mer est majestueuse, chatoyante et triste. Sous la magie de son regard, que des cils radieux font splendide et lointaine, le sentiment nous étreint, balancé, de l'infini et de l'éternel. Tout ce qu'elle porte redevient digne, taciturne et mystique, invariablement, d'âge en âge, de ce qu'elle apparaît immuable et impénétrable autant que la mort. Cœur aux sombres palpitations! Royauté géante! L'homme subit les caprices de son empire. De ce visage de déesse dépendent le bonheur ou l'angoisse du visage humain, et si maint couchant héroïque vit des galères d'or chanter, par la voix de leurs étendards et de leurs salves, la victoire, — dans la nuit des tourmentes, en l'infini, quels naufrages!

« La mer distille une harmonie élyséenne aux modulations vagues et molles comme la voix des Néréides. Elle est incolore et diverse, impalpable et tangible, silencieuse et musicale. Avec sa folle chevelure elle s'amuse à tracer des losanges, des spirales, d'inextricables arabesques d'or. Plaisir de la voir s'incendier ou s'éteindre tour à tour ou simultanément, au gré des nuages, — de la contempler le matin, à midi, le soir, en ses jeux et métamorphoses, et même la nuit, quand elle passe drapée de gazes phosphorescentes, vertes et bleues!

« Les heures océaniques changent ainsi avec indolence et souplesse. Songe donc, ami, choyé par elles, à cette fine créole vers qui tu vogues.

« Vêtue de mousselines aériennes d'une acidité de citron, elle aussi navigue, sur le hamac envolé, à l'ombre dorée de la véranda. Elle est pâle de vivre entourée d'une nature aromatique et trop charnelle; l'avidité de la flore tropicale dévore tout l'air salubre. La rêveuse, sous ses paupières mi-closes, ne

semble dissimuler ni désir ni regret. La nuit de ses cheveux doit être fraîche et constellée de nombreux parfums. Ingénue par la nonchalance de son geste et pour la fraîcheur de sa bouche, on démêle en ses yeux de sombre agate une assurance impérieuse qui défie tout savoir. Ses bras traînant parmi les remous de l'air, sa main qui tient un éventail à plumes de paon, accepteraient toutes les caresses, mais n'en veulent aucune. De son regard à son geste, tout en elle est sensuel et lent, ainsi qu'il sied en ces voluptueux climats.

« Dehors, la polychromie des oiseaux rares s'ébat en centaines de cris étranges, insolites. Des papillons irisés doivent émerger de l'ombre avec l'allégresse des pierreries, vibrer et repartir. La moiteur des forêts proches insinue son odeur, changeante et tiède comme la pelure hâlée des mangues. Quels fruits tombés vont mûrir sur la dentelle des ombres, noirs de mouches ! Un mirage de lourdes ramures, où les faséoles oscillantes se froissent aux palmes aiguës, arrive dans les poussées d'air. Et pour tempérer le silence du soleil, on a donné libre cours aux mouvemens d'eaux grêles ou plus sonores.

« Mais, mon rêve, contiens-toi. La vie, sache-le, n'est guère que contradiction. Une pensée riche se heurte au mépris, un nuage couvre vite le ciel, un chant gai fait tôt d'être triste. Tes visions, laisse-les. Quel papillon nacré vaut, saisi, celui qui lutine sa compagne en plein ciel? Ne cherche ni le pays que tu désires, ni l'amitié ni l'amour que tu voudrais. Les femmes sont partout insouciantes, les jeunes gens présomptueux, sceptiques les sages et, pour visiter le monde, conviens-en, tu n'as songé qu'à l'idéal.

« En échange, ta fenêtre s'éclaire souvent d'un si bel azur ! »

*
* *

. . . . . .

Azur !... Ce mot infini termine cette belle page ou, plutôt, la laisse ouverte et comme béante sur je ne sais quoi d'illimité, sur le pays futur du suprême voyage... Et aussi sur un autre bel azur ! Sur celui qu'Hernando chérit entre tous ; l'azur doux et souvent voilé, l'azur pâle de ce ciel français qui lui est si cher, où le plus volontiers volent ses pensées et ses rêves, oiseaux tropicaux aux ailes brillantes, mais déjà acclimatés et charmés par la bienveillance de l'air limpide, de l'air frais et

suave qui rend si clair et si apaisé « le sourire de l'Ile-de-France... »

Oh ! il les chérit ces paysages de France ; pour les lignes de ceux-ci quels doux mots ! quelle amitié pour leurs beaux arbres ! Clairs de lune à travers les fraîches ramures noires, crépuscules sur les frémissans peupliers, avec quel frisson délicat dans ses vers ou ses phrases, il sait vous évoquer, vous peindre ! Dans les lettres aussi j'ai marqué à ce sujet maints passages dont je ne citerai que ces lignes :

« Je ne suis pas en Argonne comme vous semblez le croire, mais ce que j'ai devant les yeux, ce sont les collines de la Champagne, suave écran sur ce paysage d'estampe japonaise, et derrière mon dos, appuyé contre l'humide cahute où je dors, passe un canal situé à l'Est de Reims... »

Plus loin : « Il fait une journée superbe, le soleil rayonne sur les sapins et les bois dépouillés de feuilles. Les champs sont mauves et rosés. Il gèle ; mais le froid est si sec et le vent si rare qu'on en éprouve un véritable plaisir. » Et encore : « J'ai dit ce matin adieu à la lointaine silhouette de Notre-Dame de Reims que j'aurais voulu contribuer par l'offensive à délivrer des bombardemens des Vandales. Enfin j'ai tout de même la satisfaction de penser que nous avons tenu par ici pendant six mois. Oh ! je la connais cette terre de Champagne ! je m'y suis imprimé. Elle m'a été dure, mais charitable, puisqu'elle protégea mon sommeil et que j'en ressors avec le printemps et les moissons nouvelles plein de confiance et d'espoir ! »

Que ces lignes émeuvent ! Oh ! cette terre comme il la fait sienne ! comme il s'y blottit filialement avant qu'elle ne l'accepte et le prenne à jamais !

*
* *

Il faut reprendre ces lettres dès le début et les lire une à une religieusement. Elles contiennent à peu près toute la vie d'Hernando depuis son engagement au 1er Étranger jusqu'à sa mort, et l'on y sent souvent le battement même de son âme, cette âme si noble, si généreuse et presque si sainte dans sa beauté.

En août 1914, il s'engagea et fit partie de cet admirable bataillon C du 2e régiment de marche du 1er étranger où commanda quelque temps, — c'est-à-dire jusqu'à sa mort, — le lieute-

nant Max Doumic, si simplement héroïque! Ce bataillon tout entier mérita, le 9 mai 1915 en Artois, une citation spéciale à l'ordre du jour de l'armée, « en donnant dans cette journée un exemple incomparable du plus pur esprit de dévouement et de sacrifice. »

Hernando est d'abord pendant peu de temps à Bayonne avec son régiment. Plein d'un enthousiaste plaisir et d'une complète abnégation, déjà il écrit : « Je serai heureux de me battre pour une aussi belle cause que celle des grandes nations qui incarnent devant l'univers la justice et la loyauté... » A sa mère : « Si Dieu voulait que j'y reste, dites-vous que c'est aussi pour notre bien... ma confiance est très grande... » — et plus loin : « Nous aurons raison des iniquités allemandes. Songez que je puis contribuer à chasser les Barbares de France, à récupérer Anvers comme Miranda, à lier le colosse teuton qui prétendait asservir jusqu'à notre Amérique. »

« ...Je suis tranquille, très confiant et plein de fierté d'agir pour une aussi noble cause... Si je ne revenais pas, vous verriez tout de même mon régiment et mon drapeau derrière les clairons du triomphe et rapportant des trophées ennemis. De toute façon, je veux être digne de votre fierté... » Et encore et toujours . « Je suis heureux de prouver mon amour pour la France, mon berceau et ma patrie la plus chère. »

A travers cette noble joie, autour de ses nouveaux devoirs, l'artiste reste intact et à chaque instant reparaît : « L'archevêque nous a très noblement exhortés aujourd'hui au devoir militaire en quelques paroles senties et d'un tact admirable. C'était au cours d'une messe militaire où les soldats tchèques et polonais ont chanté leurs hymnes et leurs cantiques. Cela me rappelait *les Russes* et je croyais vivre quelque épisode de *Boris Godounow*... »

Et encore ces belles lignes :

« Leur catholicisme profond tranche un peu avec mes habitudes, mais je le respecte entièrement et m'y conforme en essence, attendu que rien ne peut nous préparer aujourd'hui mieux que lui à l'entrevision de l'au-delà, et qu'un soldat résolu doit partir avec le sacrifice de sa vie accepté. J'ai promis à toutes les femmes de ma famille d'être d'accord avec la religion et ainsi ferai-je. Le culte de Notre-Dame, de sainte Geneviève, de saint Louis, de Jeanne d'Arc, ne fait que continuer, il me semble, celui des Grecs inoubliables : saint Michel rappelle Persée... »

*
* *

Malgré son ardeur et son courage, il connaît, lorsqu'il est au front, certaines âpres tristesses; une surtout : « La Légion, c'est encore et toujours la Tour de Babel où l'on écorche d'abominable façon cette admirable langue que j'aime tant. » Ce cher langage de France! de quel amour il le chérit et avec quelle grave volupté il exprime avec ses mots les plus nobles de ses pensées :

« Je suis fatigué, non du travail matériel, mais de mon isolement dans un milieu qui n'est pas le mien, où même j'inspire une certaine envie ou une certaine compassion, où je suis presque une gêne. Cela, je te le dis sans dissimulation parce que j'ai la force de le supporter. Mais les jours me paraissent longs parfois... » Et bien vite, avec cette abnégation si haute qui est en lui, il constate sans regrets : « Quand je me suis engagé, j'avais parfaitement conscience qu'il me faudrait faire abstraction complète de ma personnalité et de ma personne... »

Parfois aussi les lumineux atavismes le tourmentent. D'abord le regret de la chaleur et de la clarté : « La nostalgie du soleil est un de nos sentimens les plus justes et les plus invétérés. A quel point je l'ai ressenti ici où, plus que quiconque du monde civilisé, je vis à même la nature. Je n'oublierai jamais la tristesse frigide des premières soirées de novembre passées ainsi : la disparition des dernières lueurs rouges de l'Occident, l'horreur des longues ténèbres. De même, les jours où le soleil se cache sont ici particulièrement moroses, alors que le moindre rayon nous remplit d'orgueil et de joie. Nous vaincrons dans le soleil caniculaire... »

Ensuite dans la rude monotonie journalière, il rêve de départ pour l'Orient, les Dardanelles... Le vieux sang des Conquistadors le brûle et l'agite : «... Partir à la conquête de l'Orient m'éblouit. La Méditerranée danse à mes yeux toute parée d'azur et d'or et Constantinople m'attire comme un étendard de soie dont je verrais chatoyer au vent les plis colorés... Il faut de ces mirages pour pouvoir persévérer dans la guerre... »

Il pense aussi à l'aviation qui l'a toujours particulièrement passionné. Un de ses plus jeunes et beaux poèmes fut écrit à la louange ailée de l'aéroplane. Mais à travers ces projets, ces aspirations, ces rêves, cette poésie qui toujours le projette en dehors

de l'instant présent, ce qui persiste, ce qui demeure inébranlable et pur, c'est son amour pour son devoir et pour le pays qu'il défend. « Je ne serais jamais satisfait si je ne m'acquittais de mon devoir jusqu'où il le faudra... » « Ceux qui offrent leur vie à la Patrie de gaieté de cœur n'ont pas besoin d'être plaints. »

***

Il connaît aussi de belles heures; l'âpre joie de l'action et de la vie rude, la camaraderie, le gai Noël, le joyeux jour de l'An dans la tranchée, le plaisir des lettres et des paquets familiaux, la tendresse et l'amour des siens qui l'environnent, malgré la séparation, l'arrivée d'un compatriote ami, et les beaux momens solitaires, de réflexions lucides, de songeries, de contemplations, de méditations et de pensées qui très vite redeviennent aussitôt en lui musicales. « J'achève ma journée en me rappelant aussi certains chants chargés de bonheur. Je m'abandonne à mes rêveries. Je suis à la fois content de vivre et la mort ne me fait pas peur... » « Je fais aussi quelquefois ce travail-là à la nuit, au-devant de nos tranchées (à un kilomètre des Boches tout de même, et cela aussi a son charme, celui du danger) car les réflecteurs vous cherchent et les balles vibrent de temps en temps comme une corde de guitare. »

Et ces lignes enthousiastes sur la « musique » du 75 :

« Quelle arme que ce merveilleux petit canon ! De la tranchée où nous sommes, nous l'entendons claquer à peu près de deux kilomètres en arrière et pourtant le coup semble tout proche. C'est un coup sec et métallique dont la vibration, répercutée par les bois, sonne comme une corde de harpe. Il domine tout de sa voix brève et pénétrante. C'est comme le coup de fouet du dompteur soumettant le fauve... » Et, dans une autre lettre : « On ne peut se lasser de sa détonation. Elle remplace les clairons caducs. C'est la France elle-même, notre orgueil et notre égide. Le 75 est un témoignage du génie français de la même nature qu'une phrase de Flaubert, un vers de Baudelaire, une perspective de Paris ou un passage de Franck. Il a la simplicité idéale, la finesse, la mesure, et la portée suprême... »

***

Pour Noël 1914, il eut la grande joie d'être versé, ainsi qu'il

le désirait passionnément, dans la section active de mitrailleuses. Et le 9 mai 1915, en Artois sous Arras, après l'enlèvement des Ouvrages Blancs situés près du village de la Targette, il tombait frappé d'une balle au cou, au premier jour de la grande offensive. Voici sa citation personnelle, d'autant plus glorieuse que son bataillon tout entier fut aussi cité à l'ordre de l'armée : « Tous les gradés et la plupart des servans de sa section de mitrailleuses étant tombés pendant la marche en avant, a continué à porter sa pièce à travers un terrain violemment battu par les feux d'infanterie et d'artillerie et a été mortellement frappé en mettant en batterie. »

*
* *

Ferveur joyeuse des jeunes âmes éprises de beauté jusqu'à la mort ! Leur force dépasse cette mort négligeable pour aller s'épanouir d'un coup dans une éternité qui, pour le poète, est le resplendissement d'un lyrisme sans fin ! Qu'elle est vivante et vibrante, la mort héroïque et parfaite du charmant poète Hernando !

Maintenant il repose dans cette terre qu'il a chérie, défendue et arrosée de son sang. Tu as accueilli, terre de France, cet enfant latin qui t'aimait d'amour. Sois-lui douce et sois-lui légère, car il t'a désirée comme une amante et vénérée comme une sainte ! Tous les plus beaux élans de ce jeune et valeureux cœur, tous les plus beaux rêves de son esprit, toutes les aspirations de son âme se sont résumés en toi, et pour toi. Quel est donc ton prestige, ô terre enchanteresse, pour que tant de héros, jalousant ceux qui sont nés de toi, aient voulu s'endormir dans ton sein pour devenir au moins tes fils dans la mort ? C'est qu'à ton front toujours clair, toujours jeune, brille l'honneur de cette beauté, qui, à elle seule, pour les plus nobles cœurs est une patrie. Tu l'incarnes, ô France, cette patrie d'héroïsme et d'amour pour laquelle battent ces nobles cœurs ; une fois de plus, sois orgueilleuse d'avoir fait palpiter celui-là, haut et fier entre tous, qui, épris de toutes les harmonies, sut se sacrifier et voulut mourir pour la grande harmonie française.

GÉRARD D'HOUVILLE.

L'IMPÔT

SUR LES

BÉNÉFICES DE GUERRE

Parmi les nombreuses révolutions fiscales qu'aura amenées la crise actuelle, il en est une qui s'est produite simultanément chez plusieurs des belligérans et aussi chez certains neutres et qui mérite d'être examinée; elle constitue une taxe d'une nature spéciale, une sorte de reprise exercée par l'État sur des revenus extraordinaires encaissés par un certain nombre de contribuables : nous voulons parler de l'impôt sur les bénéfices dus à la guerre. Celle-ci, a-t-on dit, a provoqué, en matière économique comme en d'autres domaines, des bouleversemens. Alors que beaucoup de familles voient leurs ressources diminuées, certains négocians et industriels ont réalisé des bénéfices considérables sur les fournitures qu'ils ont faites. Il a dès lors paru équitable de les soumettre à un impôt spécial. L'idée maîtresse d'une taxe de ce genre n'a rien de choquant, mais l'application équitable en est malaisée. Nous allons voir comment elle a été traduite dans la législation des divers pays qui l'ont adoptée.

Le véritable impôt de guerre est celui qui atteint des bénéfices dépassant ceux qui pouvaient être considérés comme normaux, c'est-à-dire qui représentaient la moyenne de ceux que le contribuable avait réalisés au cours d'une période déterminée avant le mois d'août 1914. Certaines législations, au lieu de rechercher directement le profit obtenu, ont trouvé plus simple de ne considérer que l'importance du patrimoine des citoyens à une date fixe, la fin de l'année actuelle par

exemple, et de les imposer dans le cas où ce chiffre accuserait une plus-value par rapport à une date antérieure. Dans un troisième système, on ne tient pas compte du passé, de l'époque qui précédait la guerre; on s'occupe uniquement de comparer le revenu avec le capital possédé et on taxe le revenu lorsqu'il dépasse un pourcentage fixé par la loi. Ici on peut arriver à taxer des revenus de guerre qui non seulement ne dépassent pas les revenus de paix, mais qui même leurs seraient inférieurs; c'est ce qui se présente dans l'hypothèse où le taux du pourcentage avant la guerre était supérieur à celui que la loi fixe comme point de départ de l'impôt.

I. — FRANCE

L'idée de l'impôt tel qu'il a été conçu en France séduit au premier abord. Elle flatte le sentiment d'égalité qui se retrouve toujours au fond de l'âme humaine, puisque le résultat de cette taxe spéciale doit être d'obtenir le versement dans les caisses publiques d'une partie des bénéfices réalisés par certains membres de la communauté, alors que beaucoup d'autres souffraient. La majeure partie de ces bénéfices provient directement ou indirectement de contrats faits avec l'État, et qui procurent aux fournisseurs des profits extraordinaires. Si tel est le cas, — et chacun sait qu'en mainte circonstance il en est bien ainsi, — cela prouve une fois de plus que l'État est un détestable commerçant, qu'il fait mal ses commandes, qu'il paie beaucoup trop cher. Nous ne méconnaissons pas les circonstances exceptionnelles au milieu desquelles la guerre a éclaté et qui expliquent en partie les fautes commises par l'Administration. Ce n'est pas le moment de rechercher les responsabilités; dans bien des cas, la nécessité d'agir vite a fait accepter des propositions qui, en temps normal, eussent été passées au crible d'une discussion plus serrée et d'un examen plus sévère. Mais il n'en est pas moins évident que l'impôt sur les bénéfices de guerre, dans la pensée de ses créateurs et surtout dans l'opinion populaire, constitue une sorte de reprise par l'État des avantages excessifs qu'il a eu le tort de consentir à un certain nombre de privilégiés.

L'un des inconvéniens de cette façon d'agir est de ne pas atteindre les profits réalisés par les étrangers sur des marchés conclus au dehors, ni sur des fournitures faites par des manufac-

tures situées sur territoire non français. Ne sont pas non plus atteintes les commissions touchées par les intermédiaires étrangers que la loi n'exempte pas, il est vrai, mais qui échappent à son application, s'ils ne résident pas en France.

Quoi qu'il en soit, nous sommes, depuis le 1er juillet 1916, en présence du texte d'une loi votée par le Sénat et la Chambre, et promulguée à l'*Officiel*, sous le titre de *Contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre*. Elle vise les bénéfices réalisés depuis le 1er août 1914 jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra celui de la cessation des hostilités : 1° par les personnes, non patentées, exception faite des agriculteurs vendant leur récolte à l'État, ayant passé des marchés, soit directement, soit comme sous-traitans, pour des fournitures destinées à l'État ou à une administration publique, et par toutes personnes ayant accompli un acte de commerce à titre accidentel ou en dehors de leur profession, en vue du même objet; 2° par les personnes, patentées ou non, ayant prêté leur concours pécuniaire ou leur entremise, moyennant rémunération, redevance ou commission, pour la conclusion d'un marché avec l'État ou une administration publique; 3° par les sociétés ou personnes passibles de la contribution des patentes, dont les bénéfices ont été en excédent sur le bénéfice normal; 4° par les exploitans d'entreprises assujetties à la redevance proportionnelle prévue par la loi minière de 1810. Les quatre catégories atteintes par la loi sont donc les fournisseurs, les intermédiaires et bailleurs de fonds, les patentés ordinaires, les exploitans de mines.

Le bénéfice normal auquel doivent être comparés celui qui sera réalisé pendant la période allant du 1er août 1914 au 31 décembre 1915 et celui de chacune des années suivantes, est la moyenne des produits nets réalisés au cours des trois exercices antérieurs au 1er août 1914. Le bénéfice normal sera toujours considéré comme ayant été d'au moins 5000 francs ou de 6 pour 100 des capitaux engagés dans les entreprises, tels qu'ils résultent d'actes, de livres de commerce régulièrement tenus ou d'autres preuves certaines. En ce qui concerne la période du 1er août 1914 au 31 décembre 1915, la comparaison avec le bénéfice normal est faite après avoir majoré celui-ci de cinq douzièmes, de façon à mettre en présence deux périodes égales, de dix-sept mois chacune.

Le produit net, pour le temps de guerre, est calculé en établissant le bilan de chaque entreprise, suivant les règles antérieures propres à cette entreprise, notamment en déduisant la réserve légale et celles qui sont habituellement consacrées à l'amortissement des bâtimens et du matériel. Sont en outre déduites du bénéfice supplémentaire : 1° les sommes destinées aux amortissemens supplémentaires nécessités soit par les dépréciations exceptionnelles du matériel résultant de la prolongation de la durée journalière du travail normal, soit par le fait d'installations ou de dépenses spéciales effectuées en vue de fournitures de guerre; 2° la somme représentant l'intérêt à 6 pour 100 des capitaux employés dans les entreprises situées en pays envahi ou sinistré et à l'amortissement habituel de ces entreprises.

En obligeant les contribuables à établir leur bilan suivant les règles appliquées par eux antérieurement, la loi les empêche de modifier leur comptabilité en vue d'une dissimulation.

L'impôt ne s'applique pas aux bénéfices obtenus dans des établissemens exploités à l'étranger par des sociétés ayant leur siège en France. Il n'eût pas été équitable de l'exiger, car les États dans lesquels sont situés ces établissemens, peuvent, eux aussi, percevoir un impôt de même nature. D'ailleurs, si on eût essayé d'étendre ainsi l'action de la loi, les sociétés auraient constitué en organismes indépendans leurs usines situées en dehors du territoire national.

Voyons maintenant comment l'impôt est assis.

Les fournisseurs et intermédiaires doivent produire, dans les deux mois qui suivent le soixantième jour après la promulgation de la loi, la déclaration du bénéfice exceptionnel par eux réalisé pendant la période du 1er août 1914 au 31 décembre 1915. La même déclaration est exigée d'eux à l'avenir, dans les trois mois qui suivront le 31 décembre de chaque année, aussi longtemps que la loi reste en vigueur.

Les patentés ou exploitans de mines ont la faculté de produire une déclaration indiquant : 1° le bénéfice net réalisé pendant la période à laquelle se rapporte l'imposition ; 2° le bénéfice normal; 3° l'excédent constituant le bénéfice supplémentaire; 4° les sommes déduites pour la réserve légale et les amortissemens habituels. Si le contribuable ne veut ou ne peut fournir les élémens nécessaires à la détermination du bénéfice normal,

il évaluera celui-ci à 30 fois le montant de sa patente. Il indiquera, s'il y a lieu, la somme à déduire du bénéfice supplémentaire du chef des pertes d'exploitation ou des amortissemens extraordinaires. Les déclarations sont soumises à l'examen d'une commission siégeant au chef-lieu du département et comprenant : le trésorier payeur général, le directeur des contributions directes et du cadastre, le directeur des contributions indirectes, le directeur de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

La Commission examine la déclaration. Si elle ne l'accepte pas, elle invite le contribuable à se faire entendre dans le délai d'un mois, au cours duquel il peut présenter ses observations par lettre recommandée. Ces formalités remplies, la commission fixe la base de la contribution : si l'intéressé maintient sa déclaration, le litige est porté devant une Commission supérieure.

La taxation d'office, pour les contribuables qui n'auront pas fourni de déclaration, sera établie par la Commission départementale : 1° pour les contribuables non patentés, à l'aide des élémens recueillis par les services publics et notamment par l'examen des marchés; 2° pour les assujettis à la redevance des mines, par la comparaison du produit net servant de base à cette redevance avec la moyenne du produit net des trois exercices antérieurs; 3° pour les sociétés qui publient des bilans, par la comparaison des trois bilans antérieurs avec celui de l'exercice imposable; 4° pour les patentés et les sociétés non soumises à la publication de leurs bilans, d'après les élémens dont dispose la Commission. Elle peut faire procéder par l'un ou l'autre des services financiers à des vérifications sur place, en présence des intéressés, ceux-ci dûment appelés.

Cette partie de la loi applique les principes établis en 1914 en matière d'impôt sur le revenu : il ne serait pas logique que le contribuable fût soumis à deux régimes différens pour l'évaluation du revenu qui sert de base dans les deux cas. Comment admettre, disait le rapporteur de la Commission sénatoriale, M. Aimond, que le même bénéfice soit évalué d'une autre manière, lorsqu'il s'agira d'inscrire la même personne sur les rôles de la contribution nouvelle? Car si tous les assujettis à l'impôt sur le revenu ne sont pas soumis à la contribution extraordinaire de guerre, tous ceux qui doivent cette dernière figureront sur les rôles de l'impôt sur le revenu de 1916.

Dans le délai d'un mois à partir du jour où elles ont reçu notification des chiffres arrêtés par l'Administration, les personnes ou sociétés taxées d'office peuvent contester sa décision. Dans le même délai, le contrôleur peut contester toute déclaration qu'il juge inexacte. Ces litiges sont portés devant une commission supérieure siégeant au ministère des Finances et comprenant un président de section du Conseil d'État, deux conseillers maîtres à la Cour des Comptes, deux inspecteurs des finances, le directeur général et un administrateur des contributions directes, six membres désignés par la réunion des présidens des Chambres de commerce. La Commission supérieure statuè sur mémoires : ses décisions sont rendues en dernier ressort.

L'impôt est de 50 pour 100 : il est calculé, pour les bénéfices exceptionnels réalisés par les intermédiaires et bailleurs de fonds, sur la totalité de ces bénéfices; pour les sociétés et les personnes patentées ou exploitans de même, à raison de 50 pour 100 de la portion du bénéfice qui excède 5000 francs.

La loi est plus sévère pour les intermédiaires et bailleurs de fonds que pour les commerçans et industriels. Elle oblige les premiers à une déclaration, qui n'est que facultative pour les seconds. Ceux-ci déduisent une somme de 5 000 francs de leur bénéfice imposable, tandis que les autres sont frappés pour la totalité. On a jugé que ceux qui sortent de leurs compétences ordinaires pour conclure des marchés sont moins intéressans que ceux qui, par profession, ont été amenés à faire des fournitures à l'État.

Telles sont les principales dispositions de la loi française, sur laquelle nous reviendrons après avoir examiné ce qui a été décidé sur la même matière dans un certain nombre d'autres pays, de manière à comparer la façon dont chacun d'eux a compris et appliqué la taxation des bénéfices de guerre.

II. — ANGLETERRE

L'impôt anglais a été voté en 1915. Il est institué par le chapitre III de la deuxième loi de finances de 1915 (*Finance Act*, n° 2). Il est appelé droit sur l'excédent de bénéfices (*Excess profits duty*). Il est appliqué pour la première fois en 1916. Il absorbe la moitié de l'excédent des profits réalisés par les commerçans

et industriels pendant la période de leurs comptes annuels, arrêtés à une date comprise entre le 4 août 1914 et le 1er juillet 1915. Cet excédent n'est taxé que s'il atteint 200 livres sterling (5 000 francs); il se calcule de la manière suivante : on prend la moyenne des deux plus forts des trois exercices précédens ; cette moyenne constitue l'étalon des bénéfices antérieurs à la guerre *(pre-war standard of profits)*. Si les comptes n'ont pas été arrêtés, et qu'une année ou davantage se soit écoulée sans qu'ils l'aient été, les commissaires du revenu intérieur détermineront la période qui devra être prise comme base. Si cette période est inférieure à un an, l'exemption de 200 livres sera réduite proportionnellement. Toutefois, s'il est prouvé que la moyenne des bénéfices des trois derniers exercices a été, par suite de la dépression commerciale anormale, inférieure d'au moins 25 pour 100 à celle des trois exercices antérieurs, le chiffre étalon se calculera en prenant les résultats de quatre des six dernières années. Prenons des exemples.

Primus arrête sa comptabilité au 30 septembre de chaque année. Il a gagné, pour les exercices clos le 30 septembre des années 1911, 1912, 1913 et 1914, respectivement 860, 940, 450 et 1 580 livres. Son bénéfice normal est fixé à $\frac{860 + 940}{2}$, c'est-à-dire 900 livres. Il a gagné, dans l'année close le 30 septembre 1914, qui sert à établir l'impôt, 1 580 livres sterling, c'est-à dire 680 livres de plus que l'étalon ; il paiera moitié de cet excédent, diminué au préalable de 200 livres, c'est-à-dire 240 livres.

Secundus arrête ses comptes le 30 juin. Il a gagné, pour les douze mois se terminant le 30 juin 1912, 1 020 livres ; pour les douze suivans, 0 ; pour les douze suivans, 980 ; et pour l'année s'arrêtant le 30 juin 1915, 2 020 livres. La base est 1 020 plus 980, soit 2 000 divisés par 2, c'est-à-dire 1 000 livres ; l'excédent de bénéfice est donc de 1 020 livres ; déduisant 200 livres, il en reste 820, sur lesquelles il doit à l'État la moitié, c'est-à-dire 410 livres.

S'il est prouvé que le bénéfice étalon d'avant-guerre a été inférieur à une somme représentant 6 pour 100 du capital de la société évalué à la clôture du dernier exercice clos avant le 5 août 1914, il sera admis que le profit étalon est un revenu de

6 pour 100 dudit capital. S'il s'agit d'une entreprise gérée par un particulier ou d'une société en nom collectif n'ayant pas réalisé un bénéfice d'au moins 7 pour 100, un revenu de 7 sera pris comme étalon. Il est même admis que ce pourcentage conventionnel *(statutory percentage)* pourra être élevé par les commissaires du revenu intérieur, devant lesquels un appel serait porté à cet effet.

La loi prend soin de définir le capital ; il consiste, d'après elle, dans les élémens d'actif acquis par voie d'achat, comptés au prix d'acquisition moins l'amortissement, en créances desquelles l'impôt sur le revenu est déduit, en élémens non payés en argent, évalués d'après l'estimation au jour où ils ont été ajoutés au capital. Les dettes et engagemens viennent en déduction de l'actif. La loi prend des précautions pour permettre une évaluation raisonnable du capital, et entre à ce sujet dans des détails minutieux. Elle admet des changemens provenant de modifications survenues entre les associés, du fait que, à cause de la guerre, les réparations usuelles auront été retardées, que des travaux exceptionnels entrepris à l'occasion de la guerre sont destinés à perdre leur valeur après la paix. Ces motifs pourront être admis par les commissaires du revenu intérieur, autorisés à s'écarter, dans ces divers cas, des règles posées par la loi pour l'estimation du capital. Le législateur a spécifié que les bénéfices mis en réserve devront être considérés comme faisant partie du capital. Lorsque le prix d'un élément d'actif a été acquitté autrement qu'en espèces, il sera établi d'après la valeur qu'avaient les objets remis en paiement à la date où ce paiement a été effectué. Des actions d'apport, qui ne représenteraient que la valeur d'un fonds de commerce, d'une clientèle, n'entreront pas en ligne de compte, si elles sont restées en la possession de celui qui les a reçues. Au contraire, les brevets seront considérés comme un élément d'actif.

Si le capital de l'entreprise a été augmenté durant la période considérée, on déduira du bénéfice une somme représentant l'intérêt légal *(statutory percentage)* sur cette augmentation, depuis l'époque à laquelle elle aura été réalisée. Inversement, si le capital a été diminué, le bénéfice sera augmenté d'un montant (art. 41) correspondant à l'intérêt sur la somme qui représente la diminution. Si un capital employé au cours des trois années antérieures à la guerre n'a commencé à être

rémunérateur qu'au cours de la période envisagée, l'intérêt légal sera ajouté aux bénéfices pris en considération.

Les règles établies pour calculer les bénéfices sont analogues à celles qui sont admises en matière d'impôt sur le revenu, sauf que les sommes payées pour intérêt, rentes, redevances et autres sur lesquelles l'impôt sur le revenu est perçu, peuvent être déduites du bénéfice. Le revenu des placemens n'est pas frappé, sauf dans le cas de sociétés dont l'objet principal est de faire des placemens, comme les compagnies d'assurances; les traitemens des directeurs et employés des entreprises ne pourront dépasser ceux qui étaient en vigueur avant la guerre.

Tout contribuable sujet à cette taxe doit faire une déclaration avant le 31 janvier 1916. Les commerces et industries *(trades and businesses)* atteints par la loi sont ceux qui sont exercés dans le Royaume-Uni et ceux qui sont exercés ailleurs par des personnes résidant dans le Royaume-Uni. Sont exemptées les exploitations agricoles dans le royaume, les charges et emplois, les professions dont les profits dépendent essentiellement des qualifications personnelles de ceux qui les exercent et pour lesquelles les dépenses de capital sont nulles ou insignifiantes. Les intermédiaires dont le métier consiste à percevoir des commissions sont frappés.

Certaines usines travaillant plus spécialement pour la défense nationale ont été placées sous la surveillance directe de l'État et portent le nom d'établissemens contrôlés. Elles ne conservent que le cinquième de la part de leurs bénéfices dépassant le montant antérieur : pour elles, l'impôt s'élève donc à 80 pour 100.

III. — ALLEMAGNE

Le législateur allemand a considéré l'augmentation du patrimoine comme devant former la base de l'impôt à percevoir. Il frappe la somme dont la fortune des particuliers s'est accrue dans la période triennale comprise entre le 1er janvier 1914 et le 31 décembre 1916. Il n'a pas besoin de poser de règles nouvelles pour l'assiette de cet impôt, parce que les renseignemens nécessaires seront fournis au fisc par les rôles de l'impôt sur la fortune *(Besitzsteuer)* établi par la loi du

3 juillet 1915. Dans l'augmentation de fortune imposable ne figure pas celle qui provient d'héritage, à moins que le défunt lui-même n'ait augmenté, avant sa mort, sa fortune au cours de la guerre. La loi énumère encore d'autres sources d'enrichissement qui ne sont pas frappées par elle, telles que les sommes touchées en vertu d'une donation, d'une assurance; elle donne au Conseil fédéral le pouvoir de décider quels transferts de fortune devront être exemptés. D'autre part, elle a cherché à atteindre les accroissemens que le contribuable aurait dissimulés, en les faisant, par exemple, passer sur la tête de ses enfans.

Le législateur pose en principe qu'il ne taxera pas seulement les bénéfices nés directement de la guerre, tels que ceux qu'obtiennent les fournisseurs des armées; il entend frapper les augmentations de fortune réalisées de toute autre manière. Il estime que les privilégiés qui ont vu leur capital s'accroître d'une façon quelconque doivent abandonner à la patrie une partie de cette plus-value, alors que tant d'autres ont subi des pertes.

La loi a frappé plus particulièrement les augmentations de patrimoine coïncidant avec une augmentation de revenu. Ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs, c'est exceptionnellement que, en temps de guerre, une fortune aura grossi autrement que par la capitalisation d'un excédent de revenu; il n'est guère à supposer que les élémens constitutifs antérieurs d'un patrimoine aient été l'objet d'une plus-value. L'inconvénient du système est de ne pas frapper l'augmentation de revenu qui aura été dépensée; mais il a l'avantage d'écarter les inégalités qui proviennent des différences de législation de l'impôt sur le revenu entre les États particuliers. Il tient compte du renchérissement de la vie, puisqu'il n'atteint que la portion de l'excédent du revenu qui a été capitalisée. Si le législateur n'avait considéré que le revenu, il aurait pu frapper injustement un contribuable qui, ayant avant la guerre subi cette diminution passagère de son revenu, aurait simplement retrouvé sa situation normale : cette erreur est évitée par la prise en considération du capital.

L'impôt, en ce qui concerne les sociétés, est assis sur les bénéfices supplémentaires qu'elles réalisent en temps de guerre. Dès le 24 décembre 1915, l'Allemagne, en prévision de l'établissement prochain d'un impôt sur les bénéfices de guerre,

avait enjoint aux sociétés par actions, en commandite, minières, de porter à une réserve spéciale à créer 50 pour 100 des bénéfices supplémentaires réalisés au cours d'un exercice de guerre. Sont considérés comme tels les trois exercices annuels dont le premier embrasse le mois d'août 1914. Le bénéfice supplémentaire résulte de la différence entre la moyenne des bénéfices antérieurs et les bénéfices réalisés au cours d'un exercice de guerre. La réserve spéciale doit être administrée séparément du reste de l'actif et placée en fonds de l'Empire ou d'un État confédéré. Elle n'est pas soumise à l'impôt : celui-ci ne peut, en aucun cas, lui être supérieur. Comme l'impôt frappe à la fois les particuliers et les sociétés, il y a superposition.

A la fortune calculée selon les prescriptions de la loi de 1913, on ajoutera le montant des acquisitions d'immeubles ou d'entreprises situés à l'étranger, ainsi que les sommes consacrées à l'acquisition de métaux précieux, de perles, de pierres précieuses, d'objets d'art, de bijoux, d'objets de luxe, toutes les fois que le prix de l'achat a atteint ou dépassé 1 000 *marks*.

La taxe n'est perçue que si l'augmentation de fortune a été d'au moins 3 000 *marks*. Les fortunes ne dépassant pas 6 000 *marks* ne tombent pas sous le coup de la loi. Celles qui ne dépassent pas 9 000 *marks* à la fin de la période envisagée ne sont imposables que si elles contiennent un accroissement supérieur à 6 000 *marks*.

Le taux d'imposition varie de 5 à 25 pour 100. Il est de 5 pour les premiers 2 000 *marks* d'accroissement, de 6 pour 100 pour les 3 000 suivans, de 8 pour les 50 000, de 10 pour les 100 000, de 15 pour les 300 000, de 20 pour les 500 000, et, à partir de cette limite, de 25 pour 100. Quelle que soit l'importance de l'accroissement, le taux de chaque tranche reste en vigueur : c'est ainsi que 600 000 *marks* paieront 13,63 et non 25 pour 100.

Pour le contribuable qui a vu son revenu augmenter, le taux sera doublé jusqu'à concurrence de la somme qui correspond à son revenu supplémentaire. Il commence à 10 et s'élève à 48,24 pour 100 quand l'augmentation de patrimoine atteint 10 millions de *marks*.

On considérera comme augmentation de revenu la différence entre le revenu du temps de paix et celui du temps de guerre, calculés selon les prescriptions de la loi.

Est considéré comme revenu de paix le revenu d'après lequel le contribuable a été imposé pour la dernière fois avant la guerre. Lorsqu'il n'y a pas eu de fixation administrative du revenu, le contribuable est taxé à raison du revenu le plus faible de la classe dans laquelle il a été inscrit.

Le contribuable dont le revenu imposable était inférieur à 10 000 *marks* sera considéré comme ayant eu un revenu de ce montant.

Est considéré comme revenu de guerre le revenu global d'après lequel le contribuable a été taxé lors de trois assiettes successives, postérieures à la dernière évaluation du temps de paix. Au chiffre du revenu ainsi obtenu seront ajoutés tous les produits d'une activité tendant au lucre réalisés par le contribuable entre le 1er août 1914 et le 31 décembre 1916, mais qui, d'après la législation en vigueur, ne sont pas considérés comme faisant partie du revenu imposable. Les bénéfices résultant de participations à des sociétés à responsabilité limitée n'entrent pas en ligne de compte, sauf dans le cas où le capital initial était d'un million de *marks*, ou davantage, et où il y avait plus de six associés. Les fortunes des époux doivent être additionnées, alors même que chacun d'eux acquitte séparément l'impôt sur le revenu.

Le contribuable qui cessera de résider en Allemagne avant le 1er janvier 1917 ne sera pas pour cela exempt du présent impôt.

La société qui possède plus de 5 pour 100 du capital d'une autre société pourra déduire de l'augmentation de ses propres bénéfices la part pour laquelle les titres de la seconde y ont contribué. Le taux de l'impôt varie avec l'augmentation de revenu : il est du dixième du bénéfice supplémentaire lorsque celui-ci représente 2 pour 100 sur le capital et les réserves, et s'élève jusqu'à 30 pour 100 de ce bénéfice, lorsque ce dernier est supérieur à 20 pour 100. Une surtaxe variant de 10 à 50 pour 100 s'ajoute à l'impôt dans le cas où les bénéfices dépassent 10 pour 100 : la majoration maxima est appliquée à partir d'un bénéfice de 30 pour 100.

Les sociétés étrangères sont taxées d'après les principes posés dans la loi du 24 décembre 1915; l'échelle va de 10 à 45 pour 100 des bénéfices de guerre, selon que ceux-ci s'élèvent de 50 000 à 2 millions de *marks*.

Le législateur ne s'est pas contenté d'imposer les fortunes

qui, au 31 décembre 1916, seront supérieures à ce qu'elles étaient trois ans auparavant. Il a considéré que celles qui n'avaient pas, dans cet intervalle, fléchi de plus d'un dixième, devaient également être mises à contribution, mais dans une mesure beaucoup plus faible. Le contribuable qui se trouve dans ce cas paiera 1 pour 100 de la somme qui, dans l'évaluation nouvelle, dépasse 90 pour 100 de l'ancienne. Ainsi, celui qui avait 360 000 *marks* en 1913 et qui n'en a plus que 340 000 en 1916, paiera 160 *marks*, parce que 90 pour 100 de 360 000 font 324 000 *marks*, soit 16 000 *marks* de moins que ce qu'il a encore.

IV. — ITALIE

L'impôt sur les bénéfices de guerre *(Imposto sui profitti dipendenti della guerra)* a été établi en Italie par un décret du 21 novembre 1915. Il frappe les nouveaux revenus obtenus par suite de la guerre européenne, durant la période qui s'étend du 1er août 1914 au 31 décembre 1915, par les commerçans, industriels et intermédiaires, ainsi que les revenus de même nature qui, durant cette même période, ont dépassé les revenus dits ordinaires et déterminés par le législateur. Il s'applique de même à l'année 1916 et au premier semestre de 1917.

Au début, les commerçans et industriels devaient payer le dixième du bénéfice compris entre 8 et 10 pour 100 du capital investi dans l'entreprise, 15 pour 100 du bénéfice entre 10 et 15 pour 100, 20 pour 100 du bénéfice entre 15 et 20 pour 100, et 30 pour 100 du bénéfice supérieur à 20 pour 100. Un décret d'août 1916 a majoré ces taux, qui s'élèvent maintenant jusqu'à 38 pour 100.

Les intermédiaires paient 5 pour 100 sur ce qui dépasse leur revenu ordinaire de 1 à 5 dixièmes; 10 pour 100 sur ce qui le dépasse de 5 à 10 dixièmes; 15 pour 100 sur ce qui va à 20 dixièmes; 20 pour 100 sur ce qui va à 30 dixièmes; et 30 pour 100 sur ce qui dépasse 30 dixièmes. Les excédens inférieurs à 2 500 lire sont exempts.

Viennent ensuite les contribuables soumis à l'impôt sur la richesse mobilière. La loi définit le revenu ordinaire : la moyenne de celui qui a servi de base à l'assiette de la taxe sur la richesse mobilière pour les années 1913 et 1914. Les revenus

des particuliers et sociétés qui n'étaient pas encore soumis à la taxe sur la richesse mobilière seront déterminés par ceux de contribuables de la même catégorie. En aucun cas, le revenu ordinaire ne peut être évalué à moins de 8 pour 100 du capital investi. On entend par capital investi celui qui résulte d'actes, livres de commerce et autres documens certains, antérieurs à la publication de la loi, ou celui qui est effectivement employé à produire le revenu.

Le nouveau revenu majoré par la guerre sera fixé par l'administration des impôts directs, qui se servira à cet effet des moyens mis à sa disposition par la loi de 1877, relative à la taxe sur la richesse mobilière. Elle admettra la déduction des amortissemens exceptionnels à appliquer aux installations faites en vue de fournitures de guerre. La déduction des commissions payées aux intermédiaires est autorisée, mais les négocians et industriels restent solidairement responsables de l'impôt dû par les intermédiaires.

Les particuliers, sociétés et corporations assujettis à l'impôt ont dû faire une déclaration au cours du mois de janvier 1916; ceux dont la déclaration aura été reconnue inférieure de plus d'un tiers à la somme fixée par l'administration paieront double droit.

Le décret primitif, dont nous venons de résumer les dispositions a été modifié par celui du lieutenant général du royaume qui est daté du 23 décembre 1915. Un règlement paru le 15 janvier 1916 donne des éclaircissemens au sujet des divers élémens sur lesquels s'appuie l'assiette du nouvel impôt : capital investi, revenu ordinaire, procédure et contentieux. Le règlement explique que la procédure instituée ne se substitue pas à celle qui détermine l'assiette de la taxe sur la richesse mobilière, mais qu'elle s'y ajoute. L'un des points les plus délicats est celui du capital investi. Pour les sociétés anonymes, il est constitué par le capital versé et les réserves; pour les autres entreprises, c'est le capital qui a été effectivement employé et qui sert à l'exploitation. Les dépenses faites en vue d'installations provoquées par la guerre peuvent être ajoutées au capital.

Les revenus ne sont soumis à l'impôt nouveau que s'ils dépassent 8 pour 100 du capital. L'excédent au delà de 8 pour 100 est donc frappé deux fois, par la taxe sur la richesse mobilière et par l'impôt nouveau.

Sont présumés bénéfices de guerre, jusqu'à preuve du contraire, ceux qui résultent d'une augmentation de la production ou du commerce, ou de l'élévation des prix survenue postérieurement au 1er août 1914. Les particuliers ont dû déclarer, avant le 15 février 1916, leurs revenus imposables pour la période qui s'étend du 1er août 1914 au 31 décembre 1915. Ils feront, avant le 15 février 1917, la déclaration correspondant à l'exercice 1916 et, avant le 15 août 1917, celle qui sera relativé au premier semestre 1917. Les sociétés, indépendamment de la publication de leurs bilans, doivent faire une déclaration. Si l'exercice social ne coïncide pas avec la période que couvre l'impôt, on calculera les bénéfices effectivement réalisés pendant ce laps de temps. Les déclarations indiqueront le capital investi, le revenu brut, la période envisagée, les échéances des contrats de fournitures faites à l'État ou à des administrations publiques, les frais, charges, amortissemens et provisions à déduire. Les intermédiaires énonceront les affaires conclues par eux, les noms et domiciles des commerçans et industriels avec qui ils ont traité, le montant des commissions perçues pour chaque organisation, les revenus mobiliers inscrits à leur nom en leur qualité d'intermédiaires.

L'esprit de la loi est de ne frapper que les augmentations de revenus dues à la guerre et non celles qui sont dues à d'autres causes. Mais l'impôt s'applique aux particuliers ou sociétés que des lois spéciales ont exemptés de l'impôt sur la richesse mobilière.

IV. — HOLLANDE. PAYS SCANDINAVES. ÉTATS-UNIS

La loi hollandaise impose toute augmentation de revenu survenue depuis le 1er août 1914, et considère que cette augmentation provient de l'état de guerre, à moins que le contraire ne soit prouvé. Sont soumises à l'impôt toutes personnes ou sociétés exerçant un métier ou une profession. L'impôt est dû annuellement sur tout revenu dépassant d'au moins 2000 florins (environ 5000 francs au change actuel) celui qui avait été encaissé pendant l'année expirée le 31 juillet 1914. Tout produit du capital formé d'un surplus de revenu sur lequel l'impôt aura été précédemment payé ne sera imposé que s'il dépasse 5 pour 100 dudit capital. Est exempte l'augmentation

de revenu provenant d'un dividende distribué par une société anonyme imposée pour l'année où ce dividende aura été gagné.

L'impôt est de 30 pour 100 de l'augmentation. Un sixième de l'impôt est versé à une caisse de secours destinée à venir en aide aux communes qui auront particulièrement souffert de la guerre.

En Danemark, une loi du 10 mars 1916 a créé pour deux années un impôt extraordinaire sur les personnes et les sociétés, qui s'ajoute aux taxes sur le revenu et sur le capital créées par la loi de 1912. Toute personne ou société résidant en Danemark et imposée sur un revenu annuel d'au moins 8000 couronnes, (12000 francs environ) doit acquitter, pour les deux exercices compris entre le 1er décembre 1914 et le 1er décembre 1916, un impôt extraordinaire sur les gains réalisés par elle au delà de la moyenne de ses revenus des trois années antérieures. Le taux de l'impôt est de 10 pour 100. On retranche de la masse des bénéfices imposables une part d'autant plus faible que la somme est plus forte. Pour les sociétés, l'impôt varie de 10 à 20 pour 100 de l'excédent des bénéfices à partir d'un revenu dépassant 8 pour 100 du capital-actions. Le maximum est perçu à partir d'un revenu représentant 20 pour 100 du capital.

En Suède, une ordonnance du 11 juin 1915 a organisé un impôt sur les bénéfices de guerre, frappant les assujettis à l'impôt sur le revenu et sur le capital, dans les cas suivans : lorsque le revenu annuel dépasse 10000 couronnes, lorsque le revenu de la société dépasse 5 pour 100 du capital ou le revenu des années 1913 et 1914. Le taux varie de 12 à 18 pour 100.

La Norvège a établi un impôt analogue. D'après une communication faite en juillet 1916 par le ministre des Finances au Parlement de Christiania, le produit de cet impôt pour l'exercice 1915-1916 n'a même pas donné la moitié de la somme attendue, 40 millions de couronnes au lieu de 90 millions prévus au budget.

Les Américains ont projeté d'imposer une taxe de 5 pour 100 aux fabricans d'explosifs sur leurs recettes ne dépassant pas 1 million de dollars et de 8 pour 100 sur ce qui dépasse cette somme. Les fabricans de cartouches, obus, armes de guerre paieraient également un impôt calculé sur leurs recettes brutes. Le taux serait de 2 pour 100 jusqu'à 250000 dollars et s'élèverait, par échelons, à 5 pour 100 sur ce qui dépasse un million. Les

fondeurs et raffineurs de cuivre paieraient de 1 à 3 pour 100, d'après une échelle graduée selon les recettes variant de 25 000 à 10 millions de dollars. D'après un autre projet, ce seraient les bénéfices nets qui seraient frappés : les usines de munitions paieraient 10 pour 100 de ces bénéfices et les usines livrant les matières employées à la fabrication de muitinons, 5 pour 100.

Les diverses législations que nous venons d'examiner, bien que tendant au même résultat, se distinguent les unes des autres par des caractères qu'il est intéressant de faire ressortir. En France comme en Angleterre, on frappe les bénéfices réalisés pendant la guerre, sans se préoccuper de rechercher si l'excédent des profits sur la période normale est dû ou non aux événemens actuels. Dans les deux pays, on admet que le capital a dû rapporter un revenu de 6 pour 100 qui est considéré comme normal. Les deux législations se sont préoccupées de poser des règles pour l'établissement des bilans : mais ces règles sont moins précises en France, où l'on se borne à autoriser la déduction des sommes destinées aux amortissemens supplémentaires. En Angleterre, de nombreux articles de la loi entrent dans des détails minutieux. La loi française parle du bénéfice « normal constitué par la moyenne des produits nets « réalisés au cours des trois exercices antérieurs au 1er août 1914, « et à partir d'un minimum déterminé par le revenu à « 6 pour 100 des capitaux engagés dans les entreprises. »

La loi italienne a supprimé, en ce qui concerne les commerçans et industriels, la comparaison avec le passé : elle frappe leurs bénéfices en raison du revenu qu'ils représentent par rapport au capital engagé. Le taux de 8 pour 100 est pris comme limite du revenu non imposable, quel qu'ait d'ailleurs été le revenu antérieur : à mesure que le pourcentage du bénéfice augmente, le taux de l'impôt devient plus fort. Ce n'est que pour les intermédiaires que les bénéfices réalisés sont rapprochés du revenu antérieur à la guerre et taxés d'après la proportion qui existe entre ces deux chiffres.

En Angleterre, on ne soumet à la taxe que les négocians et hommes d'affaires ; en France, on impose les patentés et les intermédiaires qui ont pris un intérêt quelconque dans des contrats de fournitures de guerre à l'État. La loi anglaise exempte expressément les agriculteurs, les fonctionnaires, les

professions libérales. La loi française, qui s'étend à tous les patentés, comprend donc certaines catégories de contribuables qui ne sont pas touchés par l'*excess profit tax*.

Le bénéfice normal est calculé en France d'après la moyenne des trois dernières années, tandis qu'en Angleterre le contribuable est autorisé à choisir les deux plus favorables et, parfois, à remonter jusqu'à la sixième année qui a précédé la guerre. La loi italienne frappe les bénéfices réalisés, par suite de la guerre européenne, par les commerçans, industriels et intermédiaires, ainsi que les revenus de même nature qui ont dépassé la normale. L'origine des revenus est ici visée d'une façon beaucoup plus précise que dans les lois française et anglaise.

En Allemagne, le point de vue est différent. C'est le capital et non le revenu qui est pris en considération. Partout où il y eu augmentation de capital, quelle qu'en ait été l'origine, l'impôt est dû : la non-diminution de capital dans une limite déterminée donne même ouverture à une certaine taxation. Cette conception s'est présentée d'autant plus naturellement à nos ennemis que, il n'y a pas longtemps, ils avaient établi un impôt sur l'accroissement de la fortune, dont l'assiette sert de base à celle de leur nouvel impôt baptisé *Kriegsgewinnsteuer*, littéralement : taxe du gain de guerre. Aux États-Unis, les diverses propositions étudiées par le Congrès de Washington tendent à imposer les bénéfices d'une catégorie limitée d'industriels, qui fabriquent des armes et des munitions.

Le prélèvement sur le revenu extraordinaire est de moitié en France et en Angleterre ; en Italie, il ne dépasse en aucun cas 38 pour 100. Quant à la taxe allemande, elle s'élève jusqu'à 25 pour 100 de l'augmentation du capital, et peut atteindre près de la moitié du revenu supplémentaire : mais elle s'applique, ne l'oublions pas, à une période triennale et ne frappe le revenu que s'il a été capitalisé.

Au point de vue du rendement de la taxe, le pays qui en attend le plus de ressources est l'Angleterre : pour l'année fiscale, du 1er avril 1916 au 31 mars 1917, le chancelier de l'Échiquier a évalué le produit de l'*excess profit tax* à 86 millions de livres, soit à 2400 millions de francs. En France, nous ignorons quel sera le chiffre encaissé de ce chef par le Trésor.

Pour les divers pays dont nous avons examiné la législation, l'idée était nouvelle : ni en France, ni en Italie, ni en Angle-

terre, ni ailleurs, on n'avait encore admis le principe d'une taxe spéciale sur un ordre de bénéfices déterminé. Les Allemands avaient ouvert la voie en imposant l'accroissement de la fortune constaté dans une période fixée ; les bénéfices exceptionnels récoltés pendant la guerre et grâce à la guerre viennent tout naturellement grossir le patrimoine de ceux qui les ont réalisés, jusqu'à concurrence tout au moins de la partie qui n'en a pas été dépensée. Dès lors, il n'était pas nécessaire d'envisager les sommes produites par ces bénéfices, indépendamment des autres causes d'accroissement du patrimoine ; il suffisait d'appliquer à l'ensemble de la plus-value le taux de guerre : c'est ce qu'a fait la loi de juin 1916.

Le caractère de ces diverses lois est d'être exceptionnelles. Il est possible toutefois que le principe de la taxation de la plus-value de la fortune, qui avait déjà fait son apparition en Angleterre dans le célèbre budget présenté par Lloyd George en 1907, soit appliqué dans des pays où il était inconnu jusqu'ici. Nous souhaitons que, s'il doit en être ainsi, l'expérience soit faite avec modération : le très grand danger des impôts de ce genre est de décourager l'esprit d'épargne. Ceux qui travaillent à constituer ou accroître un patrimoine cesseraient de lutter en vue d'atteindre ce but, le jour où ils verraient l'État réclamer une part grandissante du capital créé par leurs efforts. C'est la considération supérieure qu'il ne faut jamais perdre de vue lorsqu'on légifère dans ce domaine, où les erreurs d'une fiscalité aveugle pourraient avoir les conséquences les plus graves au point de vue de l'avenir de la fortune nationale et de la nation elle-même. Gardons-nous surtout d'une tendance à laquelle nous n'avons cédé que trop aisément et trop souvent : celle de copier servilement des législations étrangères, sans nous préoccuper des différences fondamentales qui séparent certains peuples du nôtre, — la mentalité allemande de la mentalité française.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LA LUTTE

POUR LA

PRÉSIDENCE AUX ÉTATS-UNIS

MŒURS ÉLECTORALES ET PROBLÈMES POLITIQUES

I. — A CHICAGO

De toutes les grandes villes américaines, Chicago, pour être la plus récente, n'en est pas la moins fière. D'autres, comme Boston, le sont de leur intelligence, de leur soin délicat des lettres et des arts ; d'autres, comme New-York, de leur population, de leur richesse, de l'importance sans cesse croissante d'un trafic solidement fondé sur les îles heureusement groupées de l'estuaire océanique d'un grand fleuve. Trop neuve pour qu'on y cherche le moindre souvenir d'histoire, trop marchande pour qu'on y saisisse à demeure le moindre vestige d'activité politique, même restreinte à son État, l'Illinois, dont elle n'est pas la capitale, trop rapidement élevée pour avoir pu l'être avec un goût raffiné, quoique plusieurs de ses constructions, surtout au bord du Lac, ne soient, ni les unes sans charme, entre leurs jardins, ni les autres, sur la grande chaussée du boulevard Michigan, sans une robuste beauté, Chicago s'enorgueillit surtout de son activité : activité à naître, activité à croître, activité à se relever des grands incendies qui l'ont périodiquement ravagée, activité à faire passer, de l'une à

l'autre de ses gares, où trente-trois lignes aboutissent, les échanges de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud ; activité, enfin, jusque dans la rapidité de la marche, le nombre et le mouvement de ses habitans, justifiant si bien ce mot légendaire de l'un d'eux : « J'ai deux fils ; l'un réside à Philadelphie, l'autre *vit* à Chicago. »

Voici le quartier des affaires, le *Loop*, qu'un chemin de fer aérien entoure d'une ceinture d'acier ; puis les rues qui cherchent le Lac ; enfin, la grande chaussée, dont les maisons inégalement géantes suivent, à perte de vue, sa rive plate et droite. Plus que jamais, en ce moment, Chicago s'anime. Sous les drapeaux et les bannières, qui, du haut en bas, décorent les gratte-ciel, sous les banderoles qui traversent les rues, la ville s'emplit de rumeur et s'encombre de mouvement. Mais c'est une rumeur de circonstance, un mouvement d'exception. Chicago, ville-carrefour, est en ce moment le lieu de rencontre, opportunément choisi pour un grand acte auquel toute la République américaine va participer. Acte électoral : la présence, en majorité, dans le flot qui roule des gares aux hôtels, de files d'hommes que rarement accompagnent des femmes, plus rarement encore des enfans, indique, disgracieusement, qu'il s'agit d'un vote. Mais en même temps acte national : chapeaux melons, chapeaux de paille, feutres mous et chapeaux de soie disent assez qu'ici toutes les classes se mêlent, tandis que, par les teintes variées des visages, des allures et des manières, se révèle aisément que toute l'Amérique est ici représentée. L'élégante orchidée du financier de Wall Street effleure, dans la cohue, à quelque boutonnière négligée, le rustique tournesol d'un citoyen du Kansas. De gigantesques noirs à l'allure solennelle s'arrêtent majestueusement pour donner lentement, à quelque puissant de la politique, la vigoureuse poignée de main qu'il tente vainement d'abréger d'un air contraint. Défiant la pluie, qui bientôt se met à battre, impitoyable, cinq mille femmes, ceintes d'écharpes d'un jaune flamboyant, en robes claires héroïquement trempées, défilent, impassibles, pendant deux heures, pour affirmer leur foi dans le développement, sans distinction de sexe, du suffrage.

Aux États-Unis, État fédéral, où la Chambre des Représentans est formée de députés élus par chacun des États, non par le peuple de l'Union, et le Sénat par les législatures particu-

lières de chacun d'eux, le vote pour la présidence de la République est le grand acte électoral national. Le 4 mars prochain, le président actuel, M. Woodrow Wilson, arrive à l'expiration de la quatrième année de ses pouvoirs. En novembre, les électeurs seront, dans tous les États de l'Union, appelés à désigner, au premier degré, ceux qui, au mandat impératif, voteront dans l'élection suprême. Pour éviter toute surprise, la coutume s'est, vers 1832, établie de désigner, dans une réunion préparatoire ou convention, le chef auquel la confiance du parti remet le soin de le conduire à la victoire : convention nationale, où chaque État envoie, quelle que soit l'importance du parti dans l'État, deux fois plus de délégués qu'il ne compte de représentans et de sénateurs au Congrès, en même temps que, par courtoisie, bien que sans voix dans l'élection présidentielle, un territoire comme l'Alaska, des colonies comme Porto-Rico et les Philippines, enfin le district fédéral de Colombie, y sont également représentés. Un millier de délégués titulaires (exactement 896), et autant de suppléans, sont présens ici, par un de ces développemens où la puissance créatrice de la coutume constitutionnelle affirme la persistance de sa vitalité : vitalité d'autant plus marquée que deux grands partis en même nombre, républicains et progressistes, vont tenir ici, le 7 juin, leurs assises, tandis que les démocrates, groupés autour du président Wilson, se réuniront pour arrêter leur liste électorale *(ticket)*, une semaine plus tard, le 14 juin, à Saint-Louis.

Cette coïncidence de deux conventions dans la même ville, surtout dans une ville si active, doit, tout naturellement, provoquer une animation plus grande, plus bruyante : le bruit, aux États-Unis, est, plus qu'ailleurs, l'accompagnement de l'élection. Pas d'activité politique, non seulement sans discours, mais encore sans parades, sans musique et sans cris. Mais, en dépit du nombre, du mouvement, de la variété du flot humain qui roule à travers la ville, ce n'est pas cette frénésie d'enthousiasme, cette ardeur de tumulte, de pavoisement et de musique, auxquelles l'œil et l'oreille sont habitués. Dans les hôtels, le *Blackstone*, le *Congress*, dont Chicago est si fière, la foule envahit les galeries, les célèbres « Allée des Paons, » trop encombrées pour que l'élégance y puisse, comme le nom l'indique, faire la roue, les salons d'or ou de cristal, où les *favorite sons*, célébrités locales, que leur

État pousse, sans espoir, à la présidence, jouissent de leur gloire d'une heure, tandis qu'aux étages supérieurs, par les ascenseurs rapides qui fonctionnent sans relâche, les grands chefs, les *bosses*, se rendent vers les régions plus hautes et plus paisibles où leur stratégie politique combine les plans d'action. Mais, du haut en bas, il y a plus d'inquiétude que d'enthousiasme et plus de crainte que d'espérance.

C'est l'effet du temps sans doute, le mauvais accueil d'un ciel triste et bas, aux nuages lourds et menaçans, qui ne tardent pas à crever sur la ville ; mais c'est aussi le sentiment profond de la gravité de l'heure. La mort de Kitchener, qui vient d'être annoncée, voile d'une ombre de mélancolie, dans plus d'une aristocratique villa du *Lake Shore*, la gracieuse figure d'une Américaine qui, l'ayant rencontré dans le monde, revoit son énergique silhouette, tandis que, dans toute la ville, il n'est personne qui ne s'émeuve de sa fin tragique, en évoquant, sous ses traits de légende, le populaire « K. of K. »

La pensée de l'Europe ne saurait être, en ce moment, absente. Les États-Unis sont à un tournant de leur politique sans précédent dans l'histoire. Étrangers à la guerre, dont ils désirent se préserver, mais cependant soucieux d'accomplir leur devoir, en aidant au maintien de la civilisation, de la justice et de l'humanité dans le monde, ils sont partagés entre le désir d'entrer dans une lutte qui se poursuit pour une cause qui leur est chère, et celui de rester en dehors d'un grand conflit, qui, jusque chez eux, se répercute en une menace de discorde civile entre les partisans que l'éveil de la race range du côté des puissances germaniques et ceux que toutes les voix, non pas seulement de la reconnaissance et de la sympathie, mais simplement de la raison, de la justice et de la clairvoyance politique, appellent d'emblée dans le camp des Alliés. *Fair play* et *humanity*, ces deux élémens essentiels de l'Américanisme, inclinent à la plus active des sympathies une Amérique que la désuète tradition de l'adresse d'adieu de Washington, jointe à la puissance utopique et résignée du pacifisme à tout prix, ont gardée jusqu'à présent de la guerre. Mais la grande république américaine peut-elle, sans abdiquer, non seulement vis-à-vis de sa conscience, mais vis-à-vis de son intérêt, se tenir à l'écart d'une lutte qui met en présence toutes les puissances de l'orgueil aristocratique d'une caste contre toutes les forces

d'une démocratie fidèle au respect du droit des peuples? Les États-Unis sont neutres. Mais cependant la guerre les invite, et, peu à peu, les attire. Et, tandis qu'elle les sollicite, ils s'en effrayent d'autant plus que, mosaïque de races non encore fondues, ils sentent que leur cohésion n'est pas ferme, que leur unité nationale est imparfaitement cimentée, la pleine assimilation de l'immigrant, parfois plus fidèle à sa race qu'à l'idéal auquel il a, par serment, au jour de sa naturalisation, donné sa foi, non encore atteinte. Ce n'est pas seulement dans le monde, c'est en Amérique même que l'idéal américain est menacé; ce n'est pas seulement dans son prestige extérieur, mais dans sa paix intérieure, que l'Amérique se sent touchée.

Pour faire face à la crise, elle ne peut compter sur son Congrès, dont une Chambre seule, le Sénat, représentant des États particuliers, participe à la direction de la politique extérieure, mais sur son président, dont les pouvoirs, plus étendus que ceux des Chambres, suivant le mot de John Quincy Adams, plus grands que ceux d'un roi, suivant la juste réflexion du secrétaire d'État Seward, sont tels que, du propre aveu du président Hayes, ils lui mettent, totalement, la nation dans la main. La Constitution américaine, dans toutes les grandes crises de l'Union, permet aux hommes qui ont le génie nécessaire de le déployer librement. Mais elle exige, en pareil cas, de tels hommes. En 1860, en 1864, aux grands jours où naquit le parti républicain, deux conventions, à l'étroit dans le vieux bâtiment, spécialement construit pour la circonstance, actuellement oublié, du *Wigwam*, trouvent à Chicago l'homme, qui, dans la circonstance critique de la Sécession, devait sauver l'Union. Celle qui demain va s'ouvrir au Colisée trouvera-t-elle un nouveau Lincoln?

Tandis que la pensée de Lincoln, tout autant que la nouvelle de la mort de Kitchener, évoque ainsi la crise, internationale et nationale, où la guerre européenne vient, en dépit de toutes les doctrines de Monroe, de précipiter les États-Unis, Chicago impose un autre souvenir aux délégués ici présens. Car c'est à Chicago qu'en 1912, en deux conventions, l'une républicaine, de juin, l'autre, progressiste, d'août, le parti républicain, jusqu'alors victorieusement uni contre les démocrates, s'est affaibli par la scission, au point de permettre à ses adversaires, malgré leur minorité, la victoire. Le président sortant,

W. Howard Taft, se représentait. L'ex-président Roosevelt s'était laissé porter contre lui. A la Convention républicaine, présidée par le sénateur Elihu Root, la validité des pouvoirs d'un certain nombre de délégués, favorables à Roosevelt, fut victorieusement contestée. Et Roosevelt, avec éclat, se retira, pour convoquer une convention spéciale, progressiste. Au lieu de n'être qu'une nuance dans le parti républicain, le *progressivism* devenait un parti distinct. Roosevelt eut, à l'élection présidentielle, 4 119 507 voix ; Taft, 3 484 956 voix ; et, avec un chiffre inférieur aux deux précédens réunis, mais supérieur au plus fort d'entre eux, le candidat démocrate, Woodrow Wilson, emporta la victoire. Rude leçon pour le parti, qui depuis n'a cessé de la méditer. Quand, dans la ménagerie politique, où la fantaisie du maître caricaturiste, Thomas Nast, avait, en 1873, introduit, pour symboliser les démocrates, l'âne, pour représenter les républicains, l'éléphant, tous deux s'étaient trouvés seuls en présence, les républicains avaient, sauf pendant huit années, sous deux présidences de Cleveland, occupé la magistrature suprême. Mais, depuis l'entrée en scène du Bull Moose, élan d'Amérique auquel le colonel Roosevelt, redevenu candidat, s'était, au plus fort de la lutte électorale, comparé lui-même, l'avenir s'était soudain assombri pour le parti. Sans doute, le pesant éléphant était-il trop prudent et trop lent. Mais le Bull Moose n'était-il pas trop ardent? En tout cas, il ne pouvait y avoir place pour l'un et pour l'autre en même temps, à moins de laisser indéfiniment l'âne se parer des dépouilles du lion. Plus de scission, et à cet effet, les deux conventions, républicaine et progressiste, convoquées successivement en 1912, se réunissent simultanément en 1916. Le « Grand Vieux Parti » garde le suprême espoir que les progressistes accepteront son choix ; que le Bull Moose regagnera sa forêt. Le Bull Moose n'entend y rentrer, cédant la place à l'éléphant, qu'en lui laissant Roosevelt pour cornac.

Pour dénouer la crise nationale, les délégués ont le sentiment qu'il faut d'abord dénouer la crise du parti. L'une s'ajoute à l'autre, et toutes deux se lient.

7 juin.

Les républicains se réunissent au Colisée, les progressistes à l'Auditorium.

A neuf heures et demie du matin, les portes du Colisée s'ouvrent. Dans le vaste hall, dont la nef géante dresse la puissante membrure de son armature métallique, un millier de délégués prennent place. Dans les galeries s'entasse, autour et au-dessus d'eux, une foule compacte. Sur une estrade, une table très simple. Derrière elle, accroché à la muraille, un portrait de Lincoln. Le fond de l'air est froid, les délégués anxieux, le public incertain, la foule silencieuse.

Après une longue attente, le président de la Commission républicaine, organe central du parti, M. Charles D. Hills, ouvre la séance, avec ce mot de Mac-Kinley : « Politique et patriotisme ne font qu'un. » Puis l'assistance entonne le cantique « America. » L'évêque presbytérien de Chicago dit la prière. La Convention se fait photographier au magnésium. Un secrétaire lit l'acte qui la convoque. Enfin, entre les cordons rouges qui, sur l'estrade, enserrent le fauteuil présidentiel, le gouverneur Harding s'avance. Grand, les épaules larges, la face glabre, il s'exprime lentement, mais avec facilité. D'une voix qui porte aux extrêmes confins de la vaste salle, il recommande l'oubli des luttes qui dans le passé, — le tout récent passé de 1912, — ont, — et dans cette même salle, — divisé le parti républicain. L'espérance d'une réconciliation passe sur l'assemblée. Mais n'est-ce pas, à bien peser les mots, plus un désir qu'une espérance? Que la réconciliation soit nécessaire, nul n'en doute. Mais est-elle possible? Et par quels moyens?

A ce problème il n'est qu'une solution : des deux côtés, s'entendre sur un même programme, puis sur un même nom.

Désireux de donner plus de mouvement, plus d'allant au parti républicain, attardé dans la béatitude du *standpattism*, les progressistes ont, en 1912, mis dans leur programme l'impôt fédéral sur le revenu, le vote des femmes, l'élection des sénateurs par chaque État, au suffrage universel direct, une législation protectrice du travail, bref « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, » Le Grand Vieux Parti *(Grand Old Party)*, plus modéré, plus lié aux puissances du capital et au maintien du *statu quo*, n'a pas la même ardeur de réforme. Mais, entre leur *plate-forme* et celle des progessistes, aucune différence fondamentale n'apparaît. En existerait-il une, elle serait promptement atténuée : la défaite de 1912 fut un avertissement, dont la leçon ne saurait être perdue. D'ailleurs, très

habilement, en un retentissant discours du 15 février 1916 à New-York, Elihu Root a orienté la plate-forme électorale vers l'attitude des États-Unis dans la guerre européenne, la défense du droit violé par l'invasion de la Belgique et le torpillage du *Lusitania*, la nécessité de substituer à une politique, « qui montre le poing d'abord, le doigt ensuite, » une attitude telle que la progression inverse produise son effet. La scission de 1912 s'était, en réalité, moins faite entre deux partis qu'entre deux ambitions, ou, pour mieux dire, entre une discipline qui imposait Taft, et un enthousiasme qui ne pouvait se détacher de Roosevelt. Du Colisée à l'Auditorium, des républicains aux progressistes, la distance n'est manifestement pas un éloignement d'idées, mais de personnes.

Qu'un même nom passe dans les deux assemblées, et la réconciliation, tant désirée, s'opère. Il suffirait, pour cela, au Grand Vieux Parti, d'accepter Roosevelt, aussi fort aux yeux des adversaires de l'Administration que le président actuel leur semble faible, aussi courageux que, pour eux, il est timide, aussi net et décidé qu'il leur paraît hésitant, aussi franc, aussi enthousiaste qu'il leur semble silencieux et froid. Les républicains lui savent gré d'avoir dit qu'il aurait protesté contre la violation de la neutralité belge, et croient que, par son attitude, il aurait, non seulement empêché le retour, mais prévenu l'accomplissement du torpillage du *Lusitania*. L'Amérique aime en lui l'alliance d'une énergie qui lui fait réclamer une plus grande marine, une plus ferme politique étrangère, et du pacifisme de bonne marque, essentiellement fondé sur le droit, qui lui permit, après une heureuse médiation dans la guerre russo-japonaise et l'initiative officieuse de la seconde Conférence de La Haye, de recevoir, à Christiania, le prix Nobel de la paix. Plus d'un craint, cependant, que, par son attitude trop nette, trop tranchée, son intempérance de parole, sa frénésie d'action, le sens que, fatalement, les Empires du Centre attacheraient à son élection, son choix ne fasse perdre trop promptement aux États-Unis le bénéfice d'une paix que, sans rien abdiquer de l'honneur ni de la dignité de la nation, les timides espèrent, malgré tout, garder. Plus d'un admirateur du « Colonel » applaudit à ses idées, à son programme, qui, pour l'exécution, redouterait son tempérament et sa manière. Surtout, sa scission de 1912, suivie de la défaite du parti, a créé trop de rancune, trop

d'amertume et de colère pour que les grands chefs, les *bosses*, accordent à son indiscipline ce que les progressistes réclament : l'apothéose de la rébellion.

Toutefois, pour écarter Roosevelt, le Grand Vieux Parti doit trouver un homme. Les *favorite sons*, Weeks, Burton et autres, ne comptent guère. Calme, froid, éloquent, organisateur de premier ordre et juriste de premier rang, ancien ministre de la Guerre du président Mac Kinley, ancien secrétaire d'État du président Roosevelt, l'avocat new-yorkais Elihu Root serait, à la magistrature suprême, en dépit de ses soixante-dix ans bien sonnés, la vivante et ferme expression du droit : les Alliés, qui savent la force de ses sympathies, l'Amérique latine, dont, en 1906, il sut, par la largeur de son esprit, gagner l'ombrageuse confiance, verraient dans son élection le gage d'une grande et haute politique, fondée sur la justice internationale. Mais sa réputation extérieure dépasse sa popularité dans les limites de l'Union. Des relations anciennes, d'avocat d'affaires, avec les *trusts*, ont, depuis longtemps, tourné contre lui le préjugé populaire. L'échec, l'été passé, de son projet de constitution de l'État de New-York a récemment affaibli sa situation locale. Enfin, à Chicago, son nom évoque trop vite le souvenir de la convention de 1912, au cours de laquelle il eut, comme président, à valider, au profit de Taft, un certain nombre de mandats contestés. Sa part dans les querelles intimes du parti fut trop grande pour qu'entre les progressistes et les républicains, la conciliation, sur son nom, s'opère.

Meilleure est la situation de M. Charles Evans Hughes. Ancien gouverneur de l'État de New-York, appelé par le président Taft, en 1910, à siéger parmi les neuf membres de la Cour suprême des États-Unis, que son rôle constitutionnel d'arbitre politique des États et des pouvoirs place au-dessus des partis, il était, avant 1912, heureusement sorti des agitations troublées de la politique, pour entrer dans la région sereine, impartiale, et surtout peu compromettante, de l'impassibilité judiciaire. Par la vigueur avec laquelle, en 1908, il a secondé la campagne du président Taft contre la candidature démocrate de William Jennings Bryan, il a donné la mesure de sa valeur comme orateur de combat et tacticien d'élection. Surtout, par la manière dont, depuis six mois, il garde, sur sa candidature, mise en avant par quelques admirateurs, qu'il n'approuve ni ne dés-

approuve, un silence impénétrablement figé dans la courtoisie du sourire, il donne l'impression d'une exceptionnelle maîtrise de soi, qui mettrait au service des idées de Roosevelt le sang-froid d'un Wilson. Ce qui plaît en Roosevelt, ce sont les idées; en Wilson, c'est la manière. En Hughes, pourrait s'opérer leur union. Le pays le sait et Roosevelt le craint. Ne lui prête-t-on pas ce mot : « Entre Hughes et Wilson, il n'y a que l'épaisseur d'une lame de rasoir.

Tandis qu'au Colisée la séance se lève dans l'incertitude sur le discours du président Harding, à l'Auditorium, vaste salle de concert occupée per les progressistes, le nom de Roosevelt est à peine prononcé qu'une manifestation d'enthousiasme aussi nette, aussi chaleureuse que l'attitude, au Colisée, restait incertaine, expectante et froide, se déchaîne soudain.

On crie, on hurle, on arrache des bannières, on brandit des drapeaux. En bras de chemise, les délégués bondissent du parterre à la scène et de la scène au parterre; ils se culbutent, se passent sur le corps, se précipitent vers la rue ou montent à l'escalade des galeries, tandis que les spectateurs en délire, étouffant de leurs clameurs l'orchestre, saluent à tue-tête, du refrain : « Nous voulons Teddy! » l'apparition processionnelle d'un millier d'oriflammes, où se lisent les cris de guerre du parti : « Le peuple veut Teddy. » « La sûreté d'abord : T. R. » « Pourquoi courir des risques? Nous savons ce que peut Roosevelt. » Et, pensant au Mexique : « Si Teddy avait été président, où serait Villa ? » « Roosevelt est fait pour commander, non pour marcher à la suite des autres. » Enfin, après une heure et demie d'un tumulte des plus américains, les grandes vagues de l'agitation s'apaisent; la foule épuisée, à bout de souffle, se rend, sinon à la raison, du moins à la fatigue, pendant que le président, reprenant à l'assemblée sa formule, conclut : « Les progressistes sont prêts à se rallier, si les républicains font choix d'un candidat fidèle aux principes progressistes. » Et, comme si la question de programme primait tout, alors qu'en réalité la scission des partis s'est faite sur une question de personne, il continue : « Le principe est plus grand que le parti; s'il le faut, les progressistes marcheront seuls. » Et, pour terminer : « Le pays, en ce moment, a besoin d'un homme; il veut un *leader* qu'il connaisse et qui sache parler en son nom, qui soit ferme dans les relations internationales,

et fasse que la défense des droits américains ne soit pas un vain mot... Il y a des millions de patriotes, hommes et femmes, qui, tournés en ce moment vers Chicago, prient Dieu que les deux partis s'unissent sur le nom d'un homme d'action. Cet homme, c'est Théodore Roosevelt. » Et, là-dessus, la manifestation recommence.

8 juin.

Républicains et progressistes ont entamé des négociations. Une commission s'est régulièrement formée pour un échange de vues entre les deux conventions jumelles. Grâce aux communications de parti à parti, les deux plates-formes, ou programmes, se rapprochent. Certaines questions sont de part et d'autre omises ou très légèrement indiquées. Sur le suffrage des femmes, par exemple, où le Grand Vieux Parti n'a pas la hardiesse des progressistes, il s'en tire par une adresse de formule. Quand, à quatre heures, le président Harding, au Colisée, en commence la lecture en ces termes : « Le parti républicain, réaffirmant sa foi dans le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, favorise, comme mesure de justice, le suffrage des femmes, » les suffragettes présentes se lèvent, et, s'emparant des chapeaux de leurs voisins, les brandissent, les jettent en signe de triomphe. Mais des éclats de rire tonitruans, coupés d'applaudissemens, accueillent promptement cette prudente et cruelle réserve : « Le parti reconnaît cependant à chaque État le droit de trancher la question. » Atténuant partout leur opposition sur les questions d'ordre intérieur, les deux programmes, qui se votent d'enthousiasme, l'un au Colisée, l'autre à l'Auditorium, se rapprochent au point de se confondre, dans leur critique de la politique extérieure du président.

« Nous affirmons, dit-on au Colisée, la ferme intention d'assurer la protection de tout citoyen américain dans tous les droits à lui reconnus par la constitution, les traités, le droit international, à l'intérieur et au dehors, sur terre et sur mer. Ces droits, que, en violation de la promesse expresse de leur parti à Baltimore en 1912, le Président démocrate et le Congrès démocrate n'ont pas réussi à défendre, nous entendons inflexiblement les maintenir. Nous désirons la paix, la paix de la justice et du droit; nous croyons au maintien d'une honnête et forte neutralité entre les belligérans dans la grande guerre

d'Europe. Nous entendons accomplir tous nos devoirs, mais réclamer aussi tous nos droits de neutres, sans crainte et sans faveur pour quiconque. Nous croyons que la paix et la neutralité, aussi bien que la dignité et l'influence des États-Unis, ne peuvent être sauvegardées par des expédiens de circonstance, une phraséologie, des prouesses de langage, ou des attitudes sans cesse changeantes dans un effort sans cesse renouvelé de s'assurer des groupes de voix différens. L'administration actuelle a détruit notre influence au dehors, en nous humiliant à nos propres yeux. Le parti républicain croit qu'une ferme, logique et courageuse politique étrangère, toujours maintenue par les présidens républicains, d'accord avec les traditions américaines, est le meilleur, sinon le seul moyen de nous conserver la paix, et de nous restituer la place qui, légitimement, est la nôtre parmi les nations. »

Conçues en termes plus énergiques que la déclaration du Colisée, celle de l'Auditorium a cependant, au fond, le même sens, quoique avec un caractère moins pacifiste que celle du Vieux Parti républicain : « Nous avons à fonder notre vie nationale. Nous avons en face de nous des élémens de force, de droit et de tort, d'extrême péril national. Le choix que nous allons faire sera irrévocable. La tradition de l'isolement a fini son temps. Les États-Unis sont actuellement une partie du système mondial de la civilisation. Nous devons, ou tomber, ou nous préparer à prendre notre part de la paix ou de la guerre, et à jouer notre rôle. Comme membres de la communauté internationale, nous devons assurer le respect des droits de nos citoyens de naissance ou par naturalisation, sur terre ou sur mer, sans égard à leur race, leurs croyances ou leur lieu de naissance, garder l'honneur de la nation et maintenir l'intégrité du droit international. Nous sommes les clés de voûte de la civilisation, Nous devons être assez forts pour nous défendre. » Sauf le ton, qui est plus net, plus ferme, n'est-ce pas le même programme ? et ne peut-on espérer, entre les deux partis, un choix unique des républicains et des progressistes, ou, plus exactement, un choix des républicains que les progressistes ratifient ?

Mais en dépit des efforts des chefs, malgré les conversations amicales, loyales et franches, des capitaines de la « Vieille Garde » avec le représentant de Roosevelt, le colonel Perkins, au quartier général des progressistes, la réunion des deux

fractions du parti, de l'éléphant et du Bull Moose, paraît de plus en plus hypothétique. Le puissant sénateur Penrose, de Philadelphie, qui dispose, par son action sur cinq États et quelques délégations éparses, de deux cent cinquante voix, hésite à les porter à Roosevelt, contre lequel les rancunes et les défiances n'ont pas désarmé. Il est de ceux qui ne votent qu'à bon escient, pour le succès. Cependant, malgré les conspirations des uns et les intrigues des autres, il ne semble pas régner, entre les deux partis, l'animosité d'il y a quatre ans. Et l'on garde encore, pour cette raison, quelque espoir. Les chefs républicains restent indécis. Ils craignent Roosevelt, et savent que ce serait folie de nommer, sans son approbation, un candidat secondaire. Aussi leurs espérances commencent-elles à se tourner vers le juge Hughes. Les progressistes, pensent-ils, n'oseront pas rejeter un homme que sa longue et irréprochable carrière au service de la cause publique rend presque invulnérable. Mais Roosevelt, au courant des progrès de la candidature de Hughes, tente, par une manœuvre brusque, d'accabler, à tout jamais, son adversaire.

Les fils téléphoniques privés qui réunissent Oyster Bay, que n'a pas quitté le colonel, à Chicago, s'échauffent. L'ancien sénateur du Maryland, M. William P. Jackson, vient de télégraphier à M. Roosevelt pour le presser de venir à Chicago. Roosevelt répond : il est prêt à venir si la convention républicaine l'appelle. Comme il sait bien que la convention républicaine ne l'appellera pas, comme il n'ignore pas que, grâce au silence absolu qu'il garde avec autant de correction que d'habileté, le juge Hughes a vu, dans les conversations de couloirs et les conciliabules d'hôtels, le nombre de ses partisans croître sans cesse, il fonce, avec ardeur, sur le rival dont la candidature lui barre la route. Profitant de ce que l'alliance allemande-américaine, s'emparant du silence du juge pour l'interpréter à sa guise, a déclaré qu'il est le seul candidat pour lequel elle puisse voter, le colonel insinue que le favori des républicains ne saurait donner au pays aucune garantie : « Les Allemands-Américains, télégraphie-t-il à M. Jackson, cherchent à terroriser la convention, pour faire élire en novembre un homme qui ne sera pas en réalité un président américain, mais le vice-roi d'un gouvernement étranger. A votre convention de le répudier expressément, en choisissant un homme d'une telle force, d'un

tel caractère, d'une si inébranlable conviction et d'une capacité si éprouvée que, s'il est élu, la nation reprenne la place qui est la sienne, redevenant fidèle à elle-même et à l'humanité. »

Qu'est-ce à dire, sinon en une double allusion, et dans les deux cas aussi transparente, d'abord : « Ne votez pas pour M. Hughes, » et ensuite : « Votez pour moi? » Mais l'excitation de la lutte peut conduire les candidats rivaux à l'injustice. En accusant, sans preuves, un homme dont le silence n'est même pas une manœuvre, mais la simple expression du respect que, magistrat, il doit à son siège, Roosevelt vient de frapper un adversaire qui, ne pouvant répondre, ne peut se défendre. Il n'a pas réussi à l'ébranler, car il n'a pas, même sous l'outrage de cette insinuation, forcé le juge à sortir de son absolu mutisme. Mais il s'est ébranlé lui-même : il est des armes qui, lorsqu'elles manquent leur but, se retournent contre celui qui les emploie.

9 juin.

L'heure des négociations dans la coulisse a passé. Le moment est venu d'en constater les résultats au grand jour.

Jamais le Colisée n'a vu, dans ses murs, foule aussi considérable. Les sièges sont pris d'assaut, les couloirs et les issues bondés à céder. Dehors, une multitude compacte attend, anxieuse. L'air est lourd ; l'impatience, l'incertitude, règnent sur l'assemblée.

Au nom de la commission, formée par l'esprit d'entente des chefs pour un essai de réconciliation entre les partis, le sénateur Smoot s'avance : « Notre conférence avec les progressistes, dit-il, a été franche, libre, très amicale. Le parti républicain et le parti progressiste défendent la même politique, combattent les mêmes combats, font face à un ennemi commun... Les progressistes ont recommandé le nom de Théodore Roosevelt. »

Autant dire que, sur le point essentiel, les entretiens n'ont pas abouti. Les républicains se décideront-ils à nommer Roosevelt? Pourront-ils s'unir, du moins, sur le nom d'un candidat assuré d'une majorité suffisante pour s'imposer, sinon aujourd'hui, du moins demain, aux progressistes, et, après-demain, à la nation? Le moment des présentations est venu. Le président appelle, suivant l'ordre alphabétique, les différens États, territoires et colonies, à désigner leurs candidats à la présidence. « Alabama! » clame d'une voix forte le *rollclerk*, et l'Alabama passe

parole, car il n'a pas de *favorite son*. « Alaska, » et l'Alaska laisse également passer son tour. « Arizona, » et, suivant un arrangement préalable entre les deux États, l'Arizona cède son rang à New-York. Mais New-York, riche en hommes, a deux candidats, pour lesquels, concurremment, le gouverneur de New-York, Whitman, s'avance, tandis que le président Butler, de l'université Columbia, se dresse également. Mais le mouvement du gouverneur avait été plus rapide. Il est sur l'estrade. D'une voix aiguë, monotone et mal assurée, il lit les petites notes qu'il tient à la main : « Nous sommes ici pour demander que le président de la minorité fasse place à un homme qui représente la souveraine volonté d'un grand peuple. » Répondant à l'insinuation de Roosevelt contre Hughes : « Notre parti, dit-il, est riche en hommes imbus du véritable esprit de l'américanisme. Nul d'entre eux ne peut réclamer une prépondérance de l'esprit américain dans son cœur. En 1908, le parti républicain s'est trouvé uni pour porter à la présidence un éminent homme d'État et magistrat, William Howard Taft. Dans la campagne qui assura au candidat républicain la présidence, un homme se distingua particulièrement ; il était alors gouverneur de New-York. C'était le juge Charles Evans Hughes. Nous voyons en lui l'homme de l'action, le champion du peuple, le fidèle serviteur de l'État, l'esprit profond qui a médité sur tous les grands problèmes qui intéressent la nation... Plus que tout autre, il peut rendre au parti la confiance du peuple. Plus que tout autre, il peut rendre au pays la prospérité, le bonheur et la paix dans l'honneur. Je ne parle pas pour un homme ou un candidat. Le grand État de New-York, par la bouche de son gouverneur, offre au parti et à la nation le plus noble et le meilleur de ses fils. Je recommande comme candidat républicain pour la présidence des États-Unis Charles Evans Hughes. »

Pendant ce discours, les applaudissemens avaient été fréquens, parfois même plus fréquens que ne l'eût souhaité l'orateur. La mention incidente de cet autre magistrat, l'ex-président Taft, détourne à son profit l'attention de l'assemblée. Des délégués se dressent sur leur siège, agitent des chapeaux, poussent de longs cris. Même, un homme à longs cheveux entame subitement une sorte de gigue frénétique, ponctuée de cris sauvages. Sur l'estrade, l'orateur en reste interdit. Après cinq longues minutes d'attente, il fait un dernier effort pour

achever sa lecture. Et, quand il a laissé tomber le nom attendu : « Charles Evans Hughes, » une nouvelle démonstration commence. Un délégué du Maine lance à tour de bras un symbolique éléphant de carton. A ce signal, des délégués se lèvent. Ils acclament Hughes. Leurs voix s'accompagnent d'une gesticulation frénétique. Les crécelles font rage. Des hommes qui paraissaient, un instant plus tôt, dignes et même vénérables, poussent maintenant des hurlemens de possédés. Des bannières se rangent. Autour des allées, qui partagent la grande salle, une procession commence. L'Orégon la mène. Le Michigan, le Mississipi, le Vermont suivent. Mais la délégation de New-York reste en grande partie sur ses sièges. La mise en train de la manifestation, organisée par les partisans du juge, ne provoque pas la réponse à laquelle ils s'attendaient. Unie contre Roosevelt, la majorité des délégués se réserve encore, tandis que les galeries gardent à leur tour le silence, — un vrai silence de juge à la Cour suprême.

Après vingt minutes d'une ovation plutôt laborieuse, le docteur Nicholas Murray Butler, chargé de présenter, pour le même État de New-York, un autre candidat, parvient à gagner l'estrade. Sa parole correcte, élégante, mais froide, retentit dans un impressionnant silence : « Dans cette grande circonstance de l'histoire du monde, » dit-il, « la République réclame les services de ses fils les plus dignes et les plus forts. » La convention commence à se lasser; il est près d'une heure. Un délégué, épuisé, s'endort sur son siège : « Ce n'est pas ici l'instant, crie, avec un regain de vigueur, le docteur Butler, de faire des complimens. Faut-il admettre que le meilleur des fils de la République soit trop digne pour être reconnu par un gouvernement populaire ? » Et après avoir brillamment exposé les titres de son candidat, au moment où, dans le ciel lourd, passe, sur le Colisée, un roulement de tonnerre, l'orateur laisse tomber le nom d'Elihu Root, ancien secrétaire d'État. Aussitôt les partisans de Root se chargent de prouver qne leur candidat n'est pas si vieux qu'il ne puisse susciter un enthousiasme juvénile. Une grande partie de la délégation de New-York est debout. D'autres se lèvent. Cris et crécelles reprennent. Le public s'en mêle. Dans la galerie supérieure, une femme, agitant, dans chaque main, un drapeau, pousse convulsivement, en faveur du candidat, des miaulemens de chat sauvage.

Puis l'ordre se rétablit. L'appel des États reprend, l'Arkansas cède son tour à l'Ohio. Le gouverneur Willis monte sur l'estrade, et, brandissant un petit éléphant à la houssière rouge : « Si New-York ne peut résoudre la question de savoir à qui l'éléphant appartiendra, l'Ohio vous porte une solution. » Et d'énumérer les titres de son candidat. Mais, quand, à la fin de son discours, il reprend l'éléphant et, le lançant en l'air, tente de déchaîner la grande tempête d'enthousiasme, il ne réussit qu'à obtenir une manifestation qui, moins ardente que les précédentes, n'a plus, malgré sa durée, qu'un caractère plutôt artificiel.

C'est plus tard que le grand mouvement se déclenchera.

Tour à tour, le sénateur Lodge, du Massachusetts, présentant son collègue, John W. Weeks, puis le représentant du Delaware, recommandant le colonel Dupont de Nemours, d'autres le général Wood, MM. Sherman. Fairbanks, Cummins, ont égrené, devant l'assemblée lassée, la monotone kyrielle des *favorite sons*, quand enfin, le sénateur Fall, du Nouveau-Mexique, aborde l'estrade. Caustique, il attaque l'administration : « Ayez soin, » continue-t-il, « de bien choisir votre chef, parce que de l'Exécutif dépend la direction des affaires extérieures. Les yeux de toutes les grandes nations en guerre sont tournés vers vous, l'attente de toutes les nations neutres dans le monde vous suit, espérant que vous pourrez obtenir la protection de leurs droits et des vôtres... Dans la vision des chefs de toutes les grandes nations en guerre, apparaît la colossale figure d'une virile Amérique. Au faîte de l'espérance de toute nation neutre vient le nom d'un grand Américain. Le passé de cet homme est aussi clair que le jour. Sa valeur est reconnue par toutes les nations du monde; elle est écrite dans les régions les plus éloignées du globe, et ses actes se sont, en caractères indélébiles, inscrits dans l'histoire d'Amérique. Insister serait inutile, parce qu'il est connu de chacun de vous. Je recommande à vos votes Théodore Roosevelt. »

A ces mots éclate le plus sauvage, le plus long et le plus spontané des mouvemens du jour. De nombreux délégués sont debout. Ils agitent des drapeaux, lancent en l'air leurs chapeaux, acclament « Teddy » avec enthousiasme. « Teddy n'est pas mort ! » crient ses partisans. Une imposante manifestation commence : le drapeau de la « Caroline du Nord, » saisi par les partisans de Roosevelt, est promené de long en large. Un vigou-

reux noir d'une délégation du Sud, crie : « C'est Teddy qu'il nous faut ! » De multiples voix reprennent le refrain ; on chante en chœur : « *We want Teddy! We want Teddy!* » (C'est Teddy qu'il nous faut ! Nous voulons Teddy!) Ce n'est plus une rumeur, c'est une tempête, c'est un cyclone. La plupart des délégués restent impassibles. Qu'importe? A défaut de leurs voix, c'est, dans les galeries, la voix du peuple qui, dominant les querelles de parti, exprime sa reconnaissance au premier des Américains. Et quarante minutes s'écoulent jusqu'à ce que la foule lasse, épuisée, accablée, vaincue, consente à prêter, dans l'indifférence la plus froide, une vague inattention aux médiocres orateurs qui viennent présenter encore à l'assemblée quelques pâles candidats.

... L'heure des votes est venue. Vers huit heures, on procède au premier scrutin. Deux tours successifs donnent des résultats confus. Au premier, Hughes est en tête, avec deux cent cinquante-trois voix, Roosevelt huitième avec soixante-sept. Au second tour, Roosevelt gagne douze voix, et Hughes soixante-quinze. Root, Burton, faiblissent graduellement. De plus en plus, les voix se désagrègent. Elles quittent les candidats secondaires pour venir à l'espoir du parti. Mais on remet au lendemain la suite du scrutin, pour permettre, entre les chefs, les derniers entretiens, entre les candidats, les dernières manœuvres.

Au Colisée, toute chance a, pour Roosevelt, désormais disparu. Mais à l'Auditorium, les fidèles du colonel ne le comprennent pas encore. Malgré leur impatience, ils attendent, pour le présenter, que les républicains l'aient choisi. L'écho de la grande manifestation de sympathie du Colisée trompe leur espérance. « Je connais, dit un délégué, bien des *favorite sons* qui donneraient un million de dollars pour une minute de cette acclamation. » Mais ce n'est qu'une illusion, où l'idolâtrie d'un grand homme attarde des partisans qui ne veulent tenir compte d'aucune des réalités, fût-ce celle, nette jusqu'à la brutalité, des chiffres, qui maintenant arrivent.

10 juin

Pendant la nuit, entre les républicains, la situation s'est éclaircie. Déjà Weeks a passé ses voix au juge. On attend, de Sherman, le même renoncement. A onze heures et demie, les délégués arrivent en groupes, causant tranquillement. A midi,

le coup de maillet d'usage frappe la table présidentielle. Le dénouement est proche. On s'entasse dans les galeries et les couloirs.

Le comité chargé de conférer avec les progressistes leur a dès maintenant suggéré le juge Hughes comme candidat commun à la présidence. Mais, d'Oyster Bay arrive un message : le colonel propose aux deux conventions le sénateur Lodge, du Massachusetts. Les délégués de cet État manifestent un enthousiasme modéré. Le troisième scrutin commence. Un à un les *favorite sons* disparaissent. Tour à tour les États viennent apporter au juge les votes de leur délégation. Parlant au nom des partisans de Roosevelt, un délégué du Colorado retire sa candidature. « *Amen*, » répond une voix des galeries. Weeks, Sherman, montent sur l'estrade pour s'effacer devant le candidat qui maintenant a toutes les préférences. L'appel du New Jersey révèle qu'il a déjà la majorité. Et le chiffre des voix monte toujours. Quelques minutes avant une heure, le greffier appelle, tout au bas de la liste, les Iles Philippines. Charles Evans Hughes vient d'être nommé. Seuls, sept délégués ont voté pour le sénateur Lodge, dernier espoir des partisans de Roosevelt.

Un délégué monte sur l'estrade et propose que la nomination de Hughes soit maintenant faite à l'unanimité. Le favori de Roosevelt, le sénateur Lodge, intervient en personne pour appuyer la motion. « Cette grande convention, déclare-t-il, a choisi pour candidat un homme fort, émérite, distingué, intègre, vraiment américain. Il doit recevoir le cordial appui, non seulement de tous les républicains, d'une extrémité du pays à l'autre, mais de tous ceux qui croient honnêtement qu'une nouvelle période de quatre années accordée à l'administration actuelle serait, pour les États-Unis, une calamité nationale. » Un formidable torrent d'enthousiasme accueille ses paroles, tandis que, par une écrasante majorité, les délégués, impatiens d'en finir, portent sur le ticket, comme vice-président, le sénateur Fairbanks.

A l'Auditorium, où la curiosité de tous se précipite, l'enthousiasme du début fait maintenant place à la plus triste des déceptions. A midi et demi, la convention progressiste avait nommé, par acclamation, son idole, quand survint, comme une trombe, ce message télégraphique : « Je vous suis très

reconnaissant, disait l'idole, de l'honneur que vous me conférez en me nommant président. Je ne puis accepter en ce moment. Je ne connais pas l'attitude du candidat républicain à l'égard des questions vitales du jour. Si vous désirez une décision immédiate, je décline la présentation. » Ce message mélancolique, presque désespéré, d'un pathétique poignant dans sa rude simplicité, jette sur l'assemblée un froid glacial. Après quatre journées de frénésie patriotique et d'enthousiasme de parti rarement égalés dans les conventions nationales, c'est maintenant une réaction lamentable. Roosevelt disparu, car ce message n'est que le prélude de sa disparition, c'est la déroute d'un parti qui ne s'était pas formé, comme il l'eût dû, pour faire avancer des idées, mais simplement, quatre ans plus tôt, pour suivre un homme.

II. — A SAINT-LOUIS

13-16 juin.

Deux jours à peine se sont écoulés depuis que, du lac Michigan, l'éléphant et le Bull Moose ont regagné la solitude de leurs vastes forêts, et déjà, sur les rives luxuriantes du « père des eaux, » se font entendre, faibles encore, les premiers braiemens de l'âne démocrate. Saint-Louis est en fête. Heureuse de voir rejaillir sur elle un peu de l'éclat des grands tournois de la politique, la cité du Missouri s'apprête à faire à ses hôtes un accueil digne d'elle.

Le cadran de la vaste horloge du City Hall est repeint à neuf. De grands panneaux électriques, aux ampoules fraîches, souhaitent en lettres flamboyantes, aux visiteurs obscurs ou célèbres, une resplendissante bienvenue. Le météorologiste officiel, après avoir, en bon démocrate, déversé sur Chicago le flot ininterrompu de sa pluvieuse rancune, vient d'annoncer le retour, tant attendu, du soleil. Dans une éblouissante floraison de bannières et d'oriflammes aux vives couleurs, c'est le débordement continu du patriotisme le plus criard. Sans interruption, les fanfares entonnent les notes vibrantes de la « Bannière Étoilée. » Sur leurs poitrines gonflées d'orgueil, délégués et visiteurs étalent, avec ostentation, des drapeaux grands comme des mouchoirs. Certains, pour manifester, d'une manière plus éclatante, leurs inébranlables convictions, ont revêtu

des chemises aux larges raies bleues, banches et rouges. D'autres, pour ressembler davantage au grand héros de la Révolution, et protester, sans doute, contre les favoris décoratifs du candidat républicain, se sont fait raser, sans pitié, barbe et moustache.

Mais l'angoissant problème qui se posait, la semaine passée, aux deux conventions républicaine et progressiste, à Chicago, ne se retrouve plus ici, dans un parti, qui, s'étant, il y a quatre ans, saisi du pouvoir, évite avec soin tout dissentiment, ou de personne, ou d'idées, qui risquerait de le lui faire perdre. Il y a quatre ans, à Baltimore, la convention démocrate s'était prononcée pour un terme unique, autrement dit pour la non-rééligibilité du président sortant : il n'en est plus question. Il n'y a pas un an qu'après le torpillage allemand du *Lusitania*, le pacifisme à tout prix de M. Bryan avait trouvé l'attitude du président Wilson trop belliqueuse, sa manière trop provocante et trop forte. Et la démission du secrétaire d'État avait, un moment, laissé l'impression qu'après avoir déjà trois fois accepté la candidature présidentielle du parti, Bryan, contre Wilson, la chercherait encore. Mais non. S'il est ici, ce n'est pas à titre de candidat dissident. Parmi les moindres illustrations qui l'entourent, son profil aux lignes vigoureusement-accusées se détache net et tranchant ; son œil d'aigle cherche dans la foule ses admirateurs d'autrefois. Il n'a pas perdu sa popularité. Les grands *bosses* n'ont pas oublié ses triomphes de jadis, à Chicago, en 1896, où seul, inconnu, mais plein d'ardeur et de fougue, il arrachait, en brandissant sa fameuse « Croix d'Or, » la nomination à ses rivaux déconcertés, ni à Kansas City, en 1900, où, réélu candidat par acclamation, il voyait sa popularité toujours grandissante balayer devant lui la multitude déroutée de ses adversaires. Fidèle au pacifisme à tout prix, à l'anti-alcoolisme absolu, champion de la paix et du « jus de groseille, » il est toujours redoutable. Mais il n'entend pas se faire redouter. Il était venu à Chicago, chez ses adversaires, en journaliste. C'est de même en journaliste qu'il est parmi les siens, à Saint-Louis.

Le président actuel n'aura pas de concurrent. Le choix, la semaine précédente, du juge Hughes, la retraite, déjà plus que probable, de Roosevelt, indiquent au parti démocrate, parti de minorité, qu'il doit jouer serré, se grouper autour du président sortant, en se ralliant à sa politique, plutôt que lui demander de rallier sa personne à son programme. Au mois de février

dernier, quand le président Wilson déclara nettement à son Congrès hésitant, que les navires marchands, même armés, ne devraient pas être torpillés, les vues du président n'étaient certainement pas conformes à celles des pacifistes à tout prix de sa majorité. Mais aucun d'eux ne prétend aujourd'hui demander à son candidat de rectifier sa politique conformément aux tendances d'esprit du parti. Les questions de programme deviennent accessoires. Comme à Chicago la convention progressiste, à Saint-Louis la convention démocrate s'apprête à manifester sa foi dans un homme.

Les républicains, à Chicago, venaient *rectifier* une situation déplorablement embrouillée. Les démocrates, à Saint-Louis, n'ont qu'à *ratifier* un état de choses existant. Délégués et chefs de parti s'abordent sourians. Ils tiennent leur candidat, sans trop se douter que ce candidat les tient plus encore qu'ils ne le tiennent. Et déjà l'on sent que la convention ne sera qu'une longue et monotone fête de parti. La vice-présidence seule pourrait se discuter. Et quelques *favorite sons* la brigueraient volontiers. Le gouverneur-major du Missouri, le plus célèbre danseur de tango de la région, a fait le sacrifice de son élégance : il affiche en bon démocrate, à l'exemple d'un Bryan, d'un Champ Clarck, un immense chapeau de feutre mou aux formes ecclésiastiques. Peines perdues : déjà le président Wilson a désigné son compagnon sur la liste électorale. Nul doute que Marschall, le vice-président actuel, ne soit nommé sans murmure. Et le dernier espoir d'incident s'évanouit. Il ne reste plus, aux amateurs d'émotions, qu'à mettre leur confiance dans les suffragettes, toujours généreuses en surprises.

Le premier jour de la convention, à dix heures, s'alignent, dans Golden Lane, sur le chemin du Colisée de Saint-Louis, trois mille femmes en robes blanches, ceintes de la traditionnelle écharpe jaune. Leurs ombrelles ouvertes dessinent de gracieux festons. Sur un perron, allégories vivantes, des groupes en robe grise représentent les États à suffrage partiel, en robe noire, mains chargées de fers, les États anti-suffragistes. L'appel muet de ces amazones, raidies dans une immobilité de statue, dure jusqu'à midi. Faisant bonne contenance, les délégués au visage glabre gagnent le Colisée, en essayant de sourire.

Dans la grande salle aux galeries symétriquement décorées des couleurs nationales, aux longues rangées de sièges uni-

formes, règne une chaleur suffocante. Silencieusement, délégués et spectateurs gagnent leurs places. On distribue, dans l'assistance, de la part du Texas, de petites balles de coton à la devise de cet État. Bryan, salué par une discrète ovation, gagne les rangs de la presse. Le révérend James W. Lee dit la prière d'usage. Dévotement, Bryan se renverse sur son siège, les yeux fermés, les lèvres convulsivement agitées. Et l'ancien gouverneur Glynn monte sur l'estrade.

« Messieurs, commence-t-il, le parti démocrate, assemblé dans cette convention, vient y remplir un devoir, non envers lui-même, mais envers la nation. Fier du rôle qu'il a joué dans l'histoire du pays, le parti de Jefferson et de Jackson se réunit dans cette salle, pour s'y consacrer, une fois de plus, à l'œuvre de préservation d'une république souveraine, libre et unie... Nous sommes entrés dans cette salle en démocrates; nous y délibérerons et nous y agirons en Américains. Nous, qui nous réunissons ici, défendons l'américanisme des pères qui ont bâti cette nation sur des bases si fortes et si puissantes qu'aucune tempête, aucun cataclysme n'a pu les ébranler.

« Nous défendons l'Américanisme qui, sous le charme magique et l'influence mystique des *Stars and Stripes*, convertit des hommes de tous pays en des hommes d'un seul, le nôtre, des hommes de tous drapeaux en des hommes d'un seul, le nôtre. Lorsque, dans un siècle, les générations futures contempleront cette grande assemblée d'aujourd'hui, lorsque nous, qui gardons aujourd'hui l'arche sainte du pacte américain, ne serons plus qu'un nom, plus qu'un souvenir, les principes que nous affirmons dans cette convention, les fins pour lesquelles nous luttons dans cette campagne, survivront dans la mémoire des Américains qui ne sont pas nés. » Malgré soi, devant ce flot d'éloquence imagée, on évoque la parole fameuse de Bonaparte devant les Pyramides. Et la fabuleuse rhétorique se poursuit. Décrivant la mission de l'Amérique, « il y a cent quarante ans, dit l'orateur, la virilité de l'Amérique était appelée à décider si ce pays formerait une nation. Il y a un siècle, les Américains étaient contraints de décider s'il continuerait à l'être. Aujourd'hui, la République se trouve en face d'une crise non moins importante que celles de 1776 et de 1860. Les Américains, aujourd'hui, doivent déterminer, une fois de plus, si leur pays peut préserver son idéal

national, s'il possède une âme nationale, s'il peut s'imposer comme une force puissante et indivisible; si les États-Unis, enfin, pour lesquels Washington a lutté et pour lesquels Lincoln est mort, conserveront leur place au rang des nations. »

Puis, défendant la politique de neutralité du président Wilson : « La neutralité, » dit-il, « est la politique qui a conservé en paix l'Amérique, pendant que l'Europe enfonçait les clous de la guerre dans les mains et les pieds de l'humanité sacrifiée... Pour avoir mis en vigueur cette politique de neutralité, George Washington a été hué par une foule de dix mille fanatiques qui menaçaient de l'arracher au siège présidentiel et d'entreprendre une nouvelle révolution. Pour avoir défendu cette même politique, Alexandre Hamilton a été presque lapidé; Jay brûlé en effigie, Jefferson appelé un poltron sans entrailles, Lincoln un couard. Cependant, aujourd'hui, tout le monde s'adresse à ces hommes pour y trouver l'exemple du véritable Américanisme. » Et, passant en revue les actes des divers présidens dans les momens de crise nationale : « Qu'a-t-il fait? » dit-il, levant la main dans un grand geste solennel. « Il nous a préservés de la guerre. » L'assemblée s'y laisse prendre. A chaque question de l'orateur : « Qu'a-t-il fait? » elle entonne en chœur, sans attendre la réponse : « Il nous a préservés de la guerre. » Et le discours de Glynn n'est plus qu'une longue défense, une défense d'une heure et demie, du pacifisme wilsonien. « Il semble, dit un mécontent, que l'Amérique, depuis Washington, n'ait fait que tendre la joue aux soufflets. » Au banc de la presse, Bryan se pâme. « Merveilleux, merveilleux, » murmure-t-il. « Et n'oubliez pas, dit, ironique, un délégué, tout au premier rang des banquettes, que cette politique a aussi l'approbation de William Jennings Bryan. » On rit, mais l'orateur poursuit impassible. Les éloges qu'il adresse au président en fonctions font pâlir le souvenir de Washington et de Lincoln. « La politique du président des États-Unis, dit-il, aura l'approbation des mères de famille de ce pays. » Il y a, dans l'assemblée, plus d'une mère de famille. Pas une n'acclame.

Alors, pendant que l'orateur, dans une péroraison brillante, s'apprête à prononcer, pour la dernière fois, le nom de Woodrow Wilson, un incident fâcheux vient arrêter la parole sur ses lèvres, et gâter la petite manifestation qui s'apprête en

l'honneur du président. Un âne en chair et en os, placé, par quelque malencontreuse facétie du destin, au fond de la salle, fait entendre un long braiement plaintif. Glynn, mécontent, fronce le sourcil. Il s'en faut de peu qu'une hilarité générale n'éclate. Mais un délégué du Texas s'empresse de ranimer l'enthousiasme. Escaladant l'estrade d'un bond, il y agite vigoureusement une bannière à l'effigie de Woodrow Wilson. Un fil spécial, qui, du fauteuil du président de la convention, communique avec l'orchestre, donne le signal d'un débordement sonore de patriotisme, entretenant, par ce procédé efficace, pendant vingt minutes, la démonstration qui, dans la salle, accueille le nom de l'hôte de la Maison-Blanche. Le ton est donné. Jusqu'à la fin, la convention, dans une atmosphère de sereine harmonie, au milieu des ovations passagères, des manifestations d'enthousiasme coutumières, chantera les louanges de l'homme auquel, comme au dernier mât de navire qui surnage dans la tempête, s'accroche le parti démocrate.

A la séance du lendemain, Ollie James, orateur puissant, déclarant, de sa voix de stentor, en quelques paroles lapidaires, la guerre au parti républicain, laisse tomber ces mots qui provoquent le délire de l'assemblée : « Il y a quatre ans, les sarcasmes de ses adversaires avaient lancé à la tête de Woodrow Wilson l'épithète de maître d'école. Sa classe alors se limitait aux murs du collège de Princeton. Aujourd'hui, elle s'est étendue jusqu'aux confins du monde ; il fait la leçon aux potentats, aux empereurs, au Kaiser. » Après avoir, au Club démocratique de Saint-Louis, affirmé sa foi inébranlable dans le pacifisme à outrance, Bryan lui-même, contraint par la clameur populaire de quitter dans une ovation générale le banc de la presse pour l'estrade, annonce, d'une voix vibrante, à la séance du soir, sa réconciliation avec le chef de l'État. « Chaque convention démocrate, dit-il, est comme une fête d'amour... J'ai eu, avec le président, des différends sur des questions de forme; mais je me joins au peuple américain pour applaudir celui qui veut épargner la guerre au pays. »

Puis c'est le juge Wescott qui, dans un enthousiasme indescriptible, laisse tomber, sur l'assemblée, le nom de Woodrow Wilson, déchaînant une manifestation de plus d'une demi-heure. Et enfin, bien avant dans la nuit, la convention, écrasée sous ces flots d'éloquence, réélit, à l'unanimité moins

une voix (1 092 contre une), « le savant, l'homme d'État, le financier, l'émancipateur, le pacificateur, le chef moral de la démocratie, Woodrow Wilson. »

Désormais, il ne reste plus qu'à répondre, dans une déclaration de principes, préliminaire de la campagne électorale de novembre, au programme du parti républicain. Après quelques incidens, malgré l'opposition des timides, effrayés de la vigueur avec laquelle le président Wilson a dénoncé les « citoyens à trait d'union, » la convention affirme, dans ses grandes lignes, les convictions du parti démocrate, d'une manière conforme aux vues de son chef. « Qu'est-ce qu'une convention cherche dans celui qu'elle va présenter au suffrage du pays? Un homme qui comprenne les conditions de son époque et les exigences de sa nation, qui ait l'autorité et l'initiative de faire accepter ses vues par le peuple et par le Congrès... Parfois, le pays a foi dans un parti, mais, plus souvent, il a foi dans un homme... Les membres de la Chambre et du Sénat sont les représentans de groupes locaux. Il n'y a pas de choix national, si ce n'est du président... C'est la raison pour laquelle le peuple préfère souvent choisir un homme plutôt qu'un parti... Il peut être à la fois le chef de son parti et le chef de la nation. Mais, *s'il est le chef de la nation, son parti peut difficilement lui résister.* »

Quand, en 1908, Woodrow Wilson, dans des conférences à l'Université Columbia, décrivait ainsi la situation du président des États-Unis dans son parti et dans la nation, prévoyait-il qu'un jour la vérification de la justesse de son point de vue se ferait sur sa propre histoire? Il n'était encore, suivant l'une de ses expressions d'alors, qu'un politique de lettres, « un homme qui, en raison de certaines qualités d'esprit, d'intuition et d'imagination, lit dans la politique comme dans un livre ouvert, mais qui a la sagesse de lire les pages des autres plutôt que d'y glisser son propre caractère. » Maintenant qu'il a perdu cette sagesse de publiciste, pour devenir un homme public, cette philosophie d'un politique de lettres pour devenir un lettré de la politique, le voici qui, vivant ses propres théories, s'impose à son parti par cela seul qu'il est, dans ce parti, le seul homme qui puisse, à l'heure présente, s'imposer au peuple.

III. — A OYSTER BAY

24 juin.

Tous les amis du président Roosevelt connaissent Sagamore Hill, simple retraite enfouie dans la verdure qui paraîtrait d'un sage prêt à vivre uniquement pour l'étude, si les trophées de chasse, qui disputent les murs aux livres, n'attestaient, dans une forte nature, des traces persistantes de fougue mal éteinte. Ici, quand il apprit le vote de la convention républicaine, dès le second tour de scrutin, un grand lutteur a su comprendre qu'il devait redevenir simple citoyen. *Out of politics*, ce mot, non d'amertume, ni de rancune, mais de résignation, courut alors sur le téléphone. Et, après le rejet de la candidature Lodge, impuissante à faire la conciliation, si le chef idolâtré des progressistes répondit à leur acclamation par un télégramme de refus sous condition, ce n'était plus que pour adoucir à ses fidèles l'amertume d'une renonciation qui devait leur paraître encore plus pénible qu'à lui-même. Depuis que le juge Hughes, démissionnaire, dans les trois heures qui suivirent sa présentation, a rompu le silence énigmatique que, contraint par sa situation de haut magistrat, il avait gardé jusqu'à ce jour, le premier des Américains a pu connaître peu à peu, dans son rival, qui n'était au fond qu'un émule, une ardeur semblable à la sienne, pour le « maintien ferme et inébranlable de tous les droits des citoyens américains sur terre et sur mer, » une même résolution à combattre le caractère « faible et oscillant » de l'administration actuelle, une même horreur de l'équivoque des citoyens à trait d'union, une même foi dans l'idéal.

De Sagamore Hill à l'hôtel Astor, de New-York, où, dans la ville fiévreuse, le juge démissionnaire vient de prendre son poste d'observation avant le combat, nulle parole directe ne s'est encore échangée ; mais des messagers sont venus : le général Léonard Wood, qui fut à Cuba l'organisateur et le chef du régiment des *roughs-riders*, levé par Roosevelt, Frank B. Kellogg, le « briseur » de trusts, qui soutint Roosevelt dans sa lutte contre les puissances de la finance, Alexandre P. Moore, son délégué à la convention républicaine de Chicago, d'autres encore. Entre les deux fractions républicaines, la Vieille Garde et les progressistes, l'union est imminente. Faisant violence à

l'indépendance foncière de son tempérament, dans l'intérêt supérieur de la nation, l'élu de l'Auditorium se retire devant celui du Colisée. Le « bull moose » impétueux cède à l'éléphant pesant, plus lourd, mais aussi plus solide, le terrain sur lequel l'aigle national laisse déjà planer ses ailes. Pardonnant généreusement aux rancunes qui n'ont pas désarmé, Roosevelt se retire de la lutte, non avec l'amertume orgueilleuse de l'amour-propre injustement blessé, mais avec les paroles de confiance qui marquent le désir d'entente, en vue d'une victoire commune : au-dessus des hommes, les idées ; au-dessus des partis, la nation. Pour la sauver du péril d'une politique sans énergie, Roosevelt accepte Hughes.

Par cette attitude, il coupe court aux manœuvres des Allemands-Américains, dont l'intrigue, exploitant le silence professionnel du juge, osait, pour le discréditer, le réclamer comme pro-allemand ; il calme l'inquiétude de ceux qui craignaient de trouver, dans Ch. Evans Hughes, à raison de sa froide prudence, une timidité d'actes, sinon de paroles, semblable à celle qu'en ses écrits énergiques l'adversaire le plus résolu du président Wilson a tant de fois dénoncée ; il enflamme, par une promesse mathématique de victoire, ceux qui, joignant les chiffres électoraux des deux partis autrefois divorcés, maintenant unis, calculent par une simple addition que les démocrates doivent essuyer la défaite, au lieu de surprendre, comme il y a quatre ans, la victoire.

Ni président, ni candidat, le premier des Américains de ce temps ne sera plus que lui-même. Il s'éloigne du gouvernement, et peut-être aussi du parti, dont, la scission ayant été son œuvre, il était juste que la reconstitution fût encore la sienne. Mais, plus il se détachera de l'exercice du pouvoir et de ses avenues immédiates, plus il prendra d'autorité, comme éducateur du peuple, interprète désintéressé du grand devoir national que sa parole et sa plume, aussi ardente, aussi pleine de réalité que des actes, ne cesseront, à l'avenir, comme dans le passé, de dégager du fonds traditionnel de l'idéalisme national.

Le parti progressiste aura vécu ; l'américanisme sera sauvé.

PIERRE DE LEYRAT.

LE FRONT ITALIEN

1915-1916

L'enthousiasme soulevé en Italie par la prise de Gorizia n'a pas peu contribué à déterminer le mouvement d'opinion publique qui a fini par entraîner le Gouvernement à déclarer la guerre à l'Allemagne. C'est un signe des temps. Cette déclaration de guerre a précédé de quelques heures l'intervention de la Roumanie. Les deux se complètent et marquent le tournant décisif de la guerre.

La bataille italienne avait gardé jusqu'ici un caractère spécial, elle restait isolée, non pas seulement parce qu'elle se déroulait sur un théâtre d'opérations entièrement constitué par les Alpes, mais surtout parce qu'elle se réduisait à la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Le front italien entre aujourd'hui dans le front unique, pour nous servir d'une expression peut-être trop absolue. Il obéit néanmoins aux directives générales, et il se prolonge déjà par les détachemens qui opèrent dans les Balkans. En attendant que des faits nouveaux se produisent, il n'est pas sans intérêt de jeter un regard sur ce front italien, tel qu'il s'est constitué depuis mai 1915, et d'apprécier comme elle le mérite la part que l'armée italienne a prise à l'œuvre d'ensemble.

Pour bien comprendre les opérations italiennes, il ne s'agit pas tant d'étudier la région de hautes montagnes où elles se sont poursuivies depuis quinze mois que de regarder sur la carte la frontière austro-italienne. Le tracé de cette frontière nous

explique toute la politique et toute la stratégie italiennes; l'irrédentisme se confond sur bien des points avec la défense même du pays, et les exigences de celle-ci doivent souvent dépasser les trop justes limites du territoire revendiqué.

Suivons cette frontière qui a été déterminée après la guerre de l'unité, en 1859 et en 1866. L'Autriche, vaincue, forcée d'abandonner ces riches contrées de la Lombardie et de la Vénétie, sur lesquelles sa tyrannie s'était appesantie si longtemps, a reculé sur les crêtes prochaines des Alpes, mais pas au delà; et elle a pu imposer au jeune royaume une délimitation aussi peu conforme aux limites naturelles qu'elle était favorable à des retours offensifs contre l'Italie. L'Autriche conservait le Trentin, qui est de langue italienne au moins jusqu'à Bolzen, une partie du Frioul avec l'Isonzo, et l'Istrie avec Trieste. Elle détenait à peu près partout les cols importans et les hautes vallées. Il est facile de voir qu'une offensive autrichienne, partant du Trentin ou du Frioul, n'avait qu'à descendre de courts défilés pour arriver dans les plaines lombardes et vénitiennes. Une offensive italienne, au contraire, est obligée de traverser toute la région des Alpes avant d'atteindre les objectifs stratégiques essentiels : Vienne et le Danube. On s'explique que la politique italienne ait revendiqué la régularisation de cette frontière au point de vue militaire autant que national, et que l'Autriche se soit refusée toujours à faire la moindre concession. L'entrée de l'Italie dans la Triple-Alliance ne lui a apporté aucun bénéfice à ce point de vue, et les Italiens sont trop fins pour ne pas s'être aperçus que la rouerie de Bismarck les avait dupés, et que la Triple-Alliance n'était qu'un moyen d'attacher l'Autriche et l'Italie à l'Allemagne en les tenant l'une par l'autre.

Quant à déterminer les véritables frontières, c'est une autre affaire Et la topographie des Alpes ne s'y prête pas facilement. Si l'on reconnaît assez bien que le Trentin, le Frioul et l'Istrie sont des territoires italiens, il serait difficile d'admettre que le Tyrol, la Carinthie, la Carniole ne soient pas des pays germaniques ou germanisés. Entre les deux zones, où est la limite? Il semble bien que le grand sillon longitudinal (1) du Pusterthal,

(1) Quand on regarde de près une carte des Alpes, il est facile de distinguer que les Alpes sont divisées en massifs très circonscrits par des vallées, tantôt parallèles à la crête principale *(sillons longitudinaux)*, tantôt perpendiculaires *(coupures transversales)*.

marqué par la Rienz, affluent de l'Adige, et par la Drave, affluent du Danube, sépare géographiquement les Alpes italiennes des Alpes autrichiennes ; mais un couloir, dans lequel passent une route et une voie ferrée importantes, constitue-t-il une frontière ? Il faudrait alors aller jusqu'à la crête des Tauern et de l'Oezthal, d'où l'on voit la vallée de l'Inn et les glacis bavarois.

CARTE DU FRONT ITALIEN

Du côté du Frioul, la limite est mieux indiquée par les crêtes des Alpes Juliennes et du Terglou. La condition essentielle serait de supprimer la forme semi-circulaire de la frontière austro-italienne, qui fait converger les routes d'invasions sur la Vénétie. Mais on voit que la politique et la géographie ne s'accordent pas toujours avec l'art miliaire. L'issue de la guerre déterminera une revision nécessaire, qui donnera tout au moins satisfaction aux aspirations que Mazzini exprimait déjà

avant 1866, et que Barzilaï a expressément confirmées dès 1890.

Mazzini précisait ainsi les limites indispensables à la sécurité de l'Italie : « Les Alpes Juliennes nous appartiennent comme les Alpes Carniques dont elles sont le prolongement ; le littoral istrien est la partie orientale du littoral vénitien. Le haut Frioul est nôtre. Par ses conditions ethnographiques, politiques, commerciales, l'Istrie est italienne, et elle nous est aussi nécessaire que les portes de la Dalmatie sont nécessaires aux Slaves méridionaux. Trieste nous revient de droit ainsi que la Postoïne ou Carsie.

« Le Trentin, quant à lui, est un territoire essentiellement italien, d'au delà Brunopoli à la ceinture des Alpes Rhétiques. Les eaux qui descendent de ces Alpes intérieures ou pré-Alpes se jettent d'un côté dans l'Adige, de l'autre dans l'Adda, l'Oglio et la Chiese, se mêlent toutes aux eaux du Pô et se jettent comme elles dans le golfe vénitien ; les oliviers, les orangers, les fruits du Midi, la température, toute la nature en opposition avec celle de la vallée de l'Inn, parle de l'Italie et rappelle la Xe Région italique d'Auguste. Et les traditions, les coutumes, sont italiennes, aussi bien que les relations économiques, et les voies naturelles de communication. »

En octobre 1890, Barzilaï rappelait à Crispi, le ministre inféodé à la Triple-Alliance, la nécessité impérieuse de modifier la situation stratégique en la combinant avec les justes revendications de l'Italie :

« Le Trentin est un grand coin qui, partant de la chaîne des Alpes, s'enfonce au cœur de la Lombardie et de la Vénétie. L'Autriche en a fait un immense camp retranché, base formidable d'opérations, abri sûr en cas de retraite, que six ou sept grandes voies stratégiques rendent particulièrement propres à l'attaque. Si la vallée du Pô est le bastion de l'Italie, le Trentin est la plus importante de ses fortifications. Un ennemi qui possède le Trentin a un pied sur nos glacis.

« A l'Est, pour trouver une ligne de défense, les Italiens sont forcés de se retirer au delà du Tagliamento, au delà de la Piave en abandonnant à l'ennemi la Vénétie presque tout entière. Et encore cette ligne, celle de l'Adige, présente des dangers sérieux, tant que l'Autriche nous menace par les débouchés du Trentin. La frontière fût-elle portée jusqu'à l'Isonzo, notre situation n'en serait pas améliorée, car, même en rassemblant sur ce fleuve le gros de nos forces, nous ne

saurions pouvoir résister, en pleine campagne, à l'assaut d'un ennemi qui a la possibilité de concentrer rapidement ses armées par les cols aisés des Alpes Juliennes, et d'utiliser les hauts plateaux de la rive gauche de l'Isonzo pour dissimuler ses mouvemens et épier les nôtres.

« Pour assurer la défense de l'Isonzo, il nous faut la possession des Alpes Juliennes, et il nous faut l'Istrie...

« L'importance de l'Istrie et des îles est encore plus grande au point de vue de la défense maritime du royaume. Sur tout le littoral de l'Adriatique nous n'avons comme ports militaires que Venise, Ancona et Brindisi, et aucun d'eux ne répond complètement aux exigences d'un grand port maritime. C'est de Tarente, base lointaine avec laquelle il est impossible de se tenir en rapport étroit, que notre flotte doit se mettre en route pour ses évolutions, tandis que l'Autriche a, à Pola et à Cattaro, des bases d'opérations formidables et qu'elle trouve des abris sûrs et faciles dans les ports assez vastes et les innombrables mouillages que lui offrent les côtes continentales et insulaires de l'Istrie, de la Croatie et la Dalmatie. »

Ces considérations sur la frontière austro-italienne nous ont paru indispensables pour établir la situation militaire. Elles indiquent pourquoi l'Italie fait la guerre et comment elle a dû conduire ses opérations. N'oublions pas que l'Italie est entrée dans la lutte de sa propre initiative, librement, quand elle s'est jugée prête à réaliser ses aspirations et à concourir en même temps à la grande cause qu'elle a estimée digne de son effort et de ses sacrifices. Mais elle a dû opérer seule sur son front, et, si les Alliés pouvaient l'aider dans une certaine mesure matériellement en lui fournissant des canons et des munitions, elle n'avait à attendre aucun secours d'armée. Le plan du haut commandement italien porte la marque de cette double préoccupation : prudence et économie dans l'emploi des forces mobilisées (1), hardiesse et ténacité dans l'offensive sur la frontière.

(1) L'armée italienne a mis en ligne les douze corps d'armée du temps de paix et des divisions de Milice mobile. Elle a dû mobiliser plus de deux millions d'hommes. Elle dispose encore de réserves considérables, puisque la population peut fournir quatre millions d'hommes. Les services de l'armée sont admirablement organisés. Des témoins autorisés revenant du front italien nous ont exprimé la surprise qu'ils ont éprouvée en constatant avec quelle régularité et quel luxe fonctionne ce que nous appelons l'*Arrière*. Les camions automobiles

*
* *

Aussitôt la déclaration de guerre, mai 1915, l'attaque est immédiate et générale.

Il importait en effet aux Italiens de se saisir de tous les passages et de tous les points dominans de la ligne frontière et d'interdire ainsi immédiatement aux Autrichiens tout essai d'offensive sur la Vénétie et la Lombardie. Cela leur était d'autant plus facile qu'il semblait que les Autrichiens eussent été surpris par la déclaration de guerre de l'Italie. Peut-être comptait-on à Vienne sur les manœuvres de la dernière heure du prince de Bülow et sur l'influence neutraliste de M. Giolitti. Mais, en réalité, la plus grande partie de l'armée autrichienne était engagée dans l'offensive formidable que l'État-major de Berlin déchaînait contre la Russie sur la Dounaïetz et sur la Narew. Le front italien était donc un front défensif, mais c'était un front de montagnes où la défensive paraît tout d'abord dominer l'offensive, surtout quand une fortification puissante aide l'obstacle naturel, déjà si redoutable par lui-même. Et les Autrichiens, prévoyant toujours, malgré l'alliance, une attaque italienne, n'avaient pas failli à rendre aussi inexpugnables que possible les territoires convoités. Le Trentin était devenu un vaste camp retranché. Des forts se dressaient à tous les passages importans. Et dans ces derniers temps, l'art nouveau des tranchées et des fils de fer barbelés avait rendu les montagnes encore plus dures à aborder.

« C'est, sur un front de 500 kilomètres, le siège de plusieurs centaines de forteresses, presque de chaque crête; chaque piton, chaque croupe, chaque rocher est une position fortifiée dont la valeur naturelle est décuplée (1). »

Il serait puéril de faire remarquer que la guerre de montagne diffère profondément de la guerre en plaine. Dans celle-ci, le terrain, plus ou moins accidenté, se prête au mouvement d'effectifs considérables dans toutes les directions; toutes les armes y ont leur emploi intensif. Les théoriciens de la stratégie

apportent les ravitaillemens de toute nature aux troupes, quelles que soient les altitudes et les difficultés. Et on saura plus tard que c'est grâce à l'arrière que la retraite du Trentin a pu être enrayée rapidement.

(1) *L'Italie en guerre*, par MM. Henri Charriaut et M.-L. Amici-Grossi, 1 vol. in-18; Flammarion.

et de la tactique classiques ont pu pousser le paradoxe jusqu'à faire abstraction du terrain et à n'y considérer que les routes et les cours d'eau, les mouvemens des troupes devant se dérouler comme en rase campagne. Dans les régions montagneuses et montueuses, le terrain devient un obstacle terrible aux opérations; il les gêne ou il les favorise, mais il reste prépondérant. Et cependant, il faut reconnaître que les conditions de la guerre de montagne se sont, elles aussi, modifiées. Les progrès de la locomotion ont permis d'y amener des effectifs considérables, de les approvisionner, et surtout de faire entrer en ligne du matériel d'artillerie lourde auquel les fortes pentes paraissaient interdites.

La guerre de montagne n'en a pas moins conservé son caractère spécial qu'il est opportun de rappeler pour comprendre les lenteurs et les difficultés de l'action italienne. Tout d'abord, une grande partie des régions montagneuses est inaccessible en toutes saisons : les opérations se concentrent dans les vallées et sur certains points topographiques élevés qui dominent les vallées et les cols. La possession des cols est le but tactique, le débouché dans les grandes vallées larges et basses, où se rencontrent les routes et les cultures, est le but stratégique; les deux se confondent constamment dans le développement des combats, et les combats restent le plus souvent localisés par vallées et par cols jusqu'au moment où la liaison des colonnes peut se faire dans ces sillons longitudinaux que nous indiquons plus haut, ou dans les plaines bordières de la montagne. Les colonnes restent par conséquent isolées pendant une durée plus ou moins longue, des détachemens alpins peuvent seuls les relier aux hautes altitudes.

Comme nous l'avons dit, l'obstacle naturel peut être puissamment renforcé par la fortification permanente ou temporaire, et il est extrêmement facile de barrer les routes. Les anciens traités d'art militaire attribuaient donc aux opérations de la guerre de montagne un caractère de lenteur, qui contrastait avec la rapidité de la guerre de mouvemens en rase campagne. Or, nous voyons aujourd'hui que la guerre en plaine s'attarde autant aux obstacles des tranchées, des fils de fer et des barrages d'explosifs, que la guerre de montagne aux obstacles du sol. Et l'on ne peut reprocher aux Italiens d'avoir si peu avancé dans les Alpes, quand on songe à l'immobilisa-

tion du front occidental et aux rudes efforts qu'exige l'attaque du front oriental. Le temps est lointain des manœuvres classiques de la guerre des Alpes, des fameuses navettes de Berwick, de Lecourbe, de Masséna, de Kuhn, qui permettaient, avec de faibles effectifs, de défendre de vastes secteurs. La voie ferrée a exercé une influence capitale sur les opérations de la montagne comme sur celles de la plaine. Et on est arrivé même à pousser le rail au plus haut des vallées et à hisser pour ainsi dire les grosses pièces sur des positions jadis inabordables (1). De plus, la portée des canons, en haussant les trajectoires au-dessus des crêtes, répand les obus explosifs sous des angles et à des distances imprévus. Et ainsi la guerrre de montagne prend de plus en plus les formes actuelles de la guerre de matériel et d'usure ; on ne peut même plus dire que les opérations sont arrêtées comme autrefois par l'hiver. Si les neiges obstruent alors les cols et si les plus hardis alpins ne peuvent tenter que des raids aventureux et périlleux, les obus partant des vallées vont chercher dans les vallées opposées les campemens, les réserves et les voies ferrées, et la bataille continue plus ou moins vive, plus ou moins meurtrière, suivant les secteurs.

*
* *

Les opérations italiennes ont donc commencé dès le 24 mai sur tout le pourtour de la frontière : nous voyons les alpins italiens, qui connaissent admirablement leurs secteurs, s'emparer de toutes les passes, depuis le Tonale jusqu'au front de l'Isonzo. Les armées sont concentrées très probablement entre Vérone et Udine. La voie ferrée qui rejoint Milan à Venise et à Udine marque le front d'attaque, en même temps que le front défensif, en cas d'offensive autrichienne. Le premier soin du généralissime italien est donc de couvrir cette première ligne, si importante, de communications, en jetant tout de suite ses avant-gardes et ses avant-postes le plus loin possible en avant de la frontière. C'est ainsi que les premiers communiqués annoncent des engagemens simultanés au Trentin, en Cadore, en Carnie et sur l'Isonzo.

Ces quatre dénominations, qui reparaîtront régulièrement aux bulletins de guerre, marquent en effet les quatre secteurs,

(1) Les soldats italiens ont été de merveilleux terrassiers ; ils ont ouvert autant de routes que de tranchées.

bases des actions réciproques des deux adversaires. La forme de la frontière en S renversée donne à ces secteurs une valeur militaire très différente, suivant qu'on se place du côté italien ou du côté autrichien. Mais on voit sur la carte qu'ils se tiennent de très près, au point qu'un plan d'offensive ou de défensive ne peut les séparer.

Le Trentin paraît, à première vue, le secteur le plus important. C'est la zone classique d'une offensive autrichienne. Comme Barzilaï l'indiquait en 1890, — et c'est l'avis de tous les critiques militaires, — il constitue une place d'armes saillante qui menace à la fois la Lombardie et la Vénétie. Toutes les hautes vallées appartiennent à l'Autriche ; à l'Ouest, la frontière court sur les hautes crêtes de l'Ortler et de l'Adamello. La haute vallée de la Chiese, connue sous le nom de Val de Giudicaria, ouvre la route de Trente à Milan par Brescia. A l'Est, la frontière suit la crête des Monts Lessini et coupe la vallée de la Brenta, ou Val Sugana, qui ouvre la route de Trente à Venise par Primolano et Bassano. Au centre, la route historique de l'Adige, aujourd'hui doublée par le chemin de fer du Brenner, descend de Trente (1) sur Vérone et Mantoue.

Ces trois directions principales se retrouvent dans toute l'histoire des guerres, en particulier dans les immortelles campagnes de Bonaparte, en 1796 et 1797. Mais on remarquera que les faisceaux de routes qui en dépendent divergent à l'Est et à l'Ouest de la route centrale de l'Adige ; le lac de Garde les sépare. L'offensive autrichienne doit donc choisir entre la descente en Lombardie ou en Vénétie. L'offensive italienne, au contraire, trouve des conditions en apparence plus favorables, puisque les colonnes d'attaque peuvent converger sur Trente et même déborder Trente au Nord par la route du Tonale (Val di Sole) sur Bolzen, et par la route des Dolomites et du Cadore au Nord de la Brenta. Seulement, Trente est un camp retranché formidable, qui permet aux réserves autrichiennes de se porter rapidement sur tous les points menacés.

Le secteur de Cadore, constitué par les Alpes Cadoriques, plus connues sous le nom d'Alpes Dolomitiques, forme, en sens inverse du Trentin, le saillant italien contre le Tyrol.

(1) Trente, au débouché des routes germaniques vers l'Italie, a joué un rôle très important. Le fameux Concile de Trente y réunit toute la chrétienté européenne.

Les Dolomites sont de magnifiques montagnes, aux sommets ruiniformes, aux grandes parois blanches teintées de rose, qui font l'admiration des touristes ; elles sont fort élevées et d'un abord difficile. Le mont Marmolata atteint 3360 mètres, et le mont Antelao, qui domine Pieve di Cadore, atteint 3320 mètres. Trois routes traversent le massif : la route de Bassano par Primièro passe au col Botto et descend dans la vallée de l'Avisio, tournant ainsi Trente par Neumarckt. La route de la Cortina d'Ampezzo est aussi célèbre que celle du Brenner. C'est la fameuse Strada d'Allemagna, route directe d'Allemagne à Venise par Bellune ; la route débouche à Toblach dans le grand sillon longitudinal ouvert par les deux vallées opposées de la Rienz (Pusterthal), affluent de l'Adige, et de la Drave, affluent du Danube. C'est par ce sillon que passe la grande voie ferrée, embranchée sur la ligne du Brenner, qui rejoint Trente à Vienne. On voit toute l'importance de Toblach (1); les Autrichiens, maîtres de la Cortina d'Ampezzo et du Monte-Croce, avaient fortifié puissamment cette région. Deux routes adjacentes encadrent la route de la Cortina : l'une part des sources de la Rienz par le San Angelo, l'autre part d'Innichen aux sources de la Drave par le col de Kreutzberg ; elles aboutissent toutes les deux dans la vallée de la Piave.

Le secteur de Carnie, ou Alpes Carniques, est un massif épais et confus d'où sortent au Sud les différens torrens qui alimentent le Tagliamento. La frontière suit la grande crête, mais entre elle et la Drave s'interposent la vallée et la chaîne du Gaïl. La grande route de Venise à Vienne par Tarvis coupe la frontière à Pontebba ; elle est doublée par un chemin de fer : Tarvis ouvre la route historique suivie par Bonaparte en 1797. Tolmezzo est le centre des diverses communications d'Italie en Carnie ; la principale est celle qui passe au col de Monte-Croce, traverse le Gaïl à Mauthen et aboutit à Ober-Draubourg sur la Drave.

Le secteur de l'Isonzo s'étend entre le col de Tarvis et la mer. L'Isonzo est un torrent fougueux qui descend du massif

(1) On avait pu croire que les Italiens prendraient Toblach pour premier objectif ; ils auraient ainsi coupé la voie ferrée ; mais on nous affirme que la gare de Toblach est sous le feu des canons italiens et que les trains n'y passent que la nuit. Il reste d'ailleurs aux Autrichiens la voie ferrée du Nord, du Semmering au Brenner.

du Terglou et coule en entier en territoire autrichien. Très resserré dans les gorges de sa vallée supérieure, forcé par les contreforts des Alpes Juliennes et du Terglou à décrire de larges boucles, il débouche dans la plaine à Gorizia. Par un de ses affluens supérieurs, il ouvre la route du col de Prédil qui aboutit à celle de Tarvis. Les Alpes Juliennes et le Terglou sont d'âpres montagnes calcaires, aux plateaux crayeux et dénudés; elles se prolongent au Sud par les Alpes de la Carniole et le Carso, qui sont moins élevées, mais qui ont le même caractère. Ces massifs confus et difficiles défendent les abords de Trieste et de Laibach; ils sont traversés par la voie ferrée de Gorizia à Klagenfurt et de Trieste à Laibach par Adelsberg. Gorizia est reliée à Trieste par deux voies ferrées. Toutes les routes aboutissent dans le grand couloir de la Save.

Cette courte description géographique, que précise notre croquis, était nécessaire pour faire comprendre les opérations qui se déroulent dans les Alpes austro-italiennes depuis 1915. Nous ne pouvons suivre dans le détail ces opérations, mais un historique rapide suffira à faire connaître à la fois leurs difficultés et les objectifs qu'ont poursuivis les Italiens.

*
* *

Dans la première semaine, les troupes italiennes attaquent partout, sans qu'on puisse déterminer encore le secteur sur lequel se portera l'effort principal. Dans le Trentin, les Alpins occupent le Tonale et s'avancent dans le val del Giudicaria; à l'Est du lac de Garde, ils s'emparent du Monte Baldo avec un superbe élan et de la petite ville d'Ala, d'où ils sont en face de Rovereto, dominant la ville du haut du Conizugna. L'attaque a été plus violente par le val Sugana. Les forts autrichiens avancés ont été détruits ou réduits au silence. Pourtant, du plateau des Sette Communi, les colonnes italiennes occupent Borgo, dans le val Sugana, et le mont Pasubio, à l'Est de Rovereto, et Premiero. En Cadore, le Cortina d'Ampezzo et le Monte-Croce sont enlevés; les progrès sont plus lents du côté de la Carnie; mais l'artillerie italienne bombarde le fort de Malborghetto qui défend la route de Tarvis. Du côté de l'Isonzo, les Italiens sont arrivés assez facilement aux abords de la rivière, ils l'ont franchie dans sa région inférieure et occupent Gradisca et Monfalcone. Les objectifs immédiats sont Gorizia, Plava et

Tolmino. Des combats sanglans ont lieu au Monte Nero, au Nord de Tolmino, et autour de Plava. A la fin de juin, les Italiens tiennent Plava et ont pu déboucher devant Gorizia. Mais les Autrichiens ont fait du Carso et des hauteurs qui dominent Gorizia des positions extrêmement fortes.

D'ailleurs, après les premiers succès dus à la surprise des adversaires et à l'impétuosité des alpins italiens, le commandement trouvait devant lui la puissante organisation défensive préparée par les Autrichiens. Les Autrichiens se ressaisissent et se livrent même à des contre-attaques qui prouvent l'entrée en ligne de forces importantes. Les forts de Rovereto et de Trente arrêtent l'avance italienne. C'est la guerre de siège qui commence. La bataille est générale, mais elle prend de plus en plus le caractère de la guerre de montagne. Il semble pourtant que le haut commandement italien ait choisi comme secteur principal le front de l'Isonzo. C'est sur Gorizia que se concentre l'attaque, mais elle se développe forcément sur toute la ligne de l'Isonzo, tout en prenant une âpreté particulière au Carso. Le Carso est en effet l'obstacle qui barre la route de Trieste, et l'on sent bien dès ce moment que Trieste est l'objectif des Italiens. La prise de Trieste n'est pas seulement une satisfaction donnée à l'irrédentisme, mais elle porterait un coup fatal à l'Autriche. Trieste est le grand port autrichien, le poumon par lequel respire l'Autriche. En même temps, l'Istrie, avec le grand port militaire de Pola, serait coupée de l'Autriche, à qui il ne resterait que le port hongrois de Fiume. Et il suffirait d'une avance des Italiens sur Laibach pour que toute l'Adriatique fût fermée aux Austro-Hongrois.

On comprend donc la portée qu'a prise cette bataille de l'Isonzo, car si elle vise d'abord Trieste, puis Laibach, elle ne peut négliger les routes de Tarvis et de Predil, l'objectif stratégique étant bien la possession du sillon de la Save et la maîtrise des routes de Vienne par Villach, Klagenfurt et Laibach. On pouvait même supposer en juin 1915 que les opérations italiennes seraient combinées dans un avenir prochain avec celles de l'armée serbe, restée intacte après ses victoires de décembre 1914. La retraite russe n'avait pas encore à cette époque pris les proportions désastreuses qui marquèrent la fin de l'été. Les Alliés continuaient leurs opérations militaires et diplomatiques aux Dardanelles et dans les Balkans. Il était

permis de prévoir que les États balkaniques joindraient leurs forces à celles des Alliés et qu'une stratégie décisive ouvrirait les routes de Vienne sur tout le pourtour de la plaine danubienne.

La bataille de l'Isonzo s'est donc poursuivie, et on peut dire qu'elle a absorbé la plus grande partie des forces italiennes mobilisées. L'attitude défensive prise par les Autrichiens sur l'ensemble du théâtre d'opérations, l'occupation de tous les débouchés du Trentin, du Cadore et de Carnie, autorisaient l'État-major italien à persévérer sur l'Isonzo. Mais l'hiver arriva sans que des résultats décisifs eussent été obtenus. Gorizia tenait toujours; la ville n'a été enlevée qu'après quatorze mois de combats épiques. On en trouve l'explication toute naturelle dans la force des positions attaquées. Le Carso a été le point d'arrêt; et même aujourd'hui, après que le passage de Gorizia a été forcé, le Carso forme encore l'obstacle sur la route de Trieste. Il importe donc de savoir ce qu'est le Carso.

Le plateau du Carso (Karst en allemand) est une célébrité géologique. « Le Karst, écrit Élisée Reclus, est un plateau unique en Europe par son chaos de pierres, par les inégalités bizarres de ses roches tendues. Çà et là se dressent des murs, des obélisques inégaux, des entassemens de blocs. C'est un entassement de ruines dans un effroyable désordre... Des gouffres s'ouvrent de toutes parts dans le désert pierreux et même sur les pentes des collines. Ces gouffres sont de toutes les formes et ont toutes les dimensions... Les Frioulans les désignent sous le nom d'*inglutidore*. Les eaux des pluies descendent dans les gouffres, s'amassent en mares temporaires, ou disparaissent par les fentes de la roche dans des cavernes souterraines... Les géologues attribuent les gouffres et fissures à d'immenses éruptions d'eaux minérales ayant désagrégé le calcaire. » Sur ce plateau à peu près désert, où quelques villages et cultures se dissimulent dans les creux profonds des anciens gouffres, un vent terrible règne en permanence, la Bora du Nord-Est. Il a une violence telle qu'il arrête parfois les trains et rend périlleuse la navigation de l'Adriatique au voisinage de la côte. Le plateau est dénudé, et le reboisement y est presque impossible. On comprend le parti que la défense autrichienne a tiré de ce plateau déjà hérissé de difficultés naturelles.

Les Italiens ont attaqué le Carso par le revers Sud-Ouest

entre Monfalcone et Gradisca. La flotte devait leur prêter son concours, mais il est probable qu'elle n'a pu s'approcher assez près sous la menace des sous-marins de Pola et des champs de mines qui doivent interdire le golfe de Trieste.

Le Carso s'avance entre Monfalcone et Gradisca par deux éperons rocheux, le Monte dei Sei Busi et le Monte San Michele. Doberdo et San Martino étaient les centres de la résistance autrichienne. A la fin de juillet 1915, les Italiens s'emparèrent des abords de ces positions après une lutte meurtrière qui dura plusieurs journées. Secondés par une admirable préparation d'artillerie, ils délogèrent les Autrichiens à la baïonnette et firent plusieurs milliers de prisonniers. Les contre-attaques autrichiennes échouèrent. On put croire que Gorizia allait tomber, mais les Italiens se trouvèrent devant de nouvelles positions aussi fortement organisées. D'autre part, ils n'avaient pu réussir à s'emparer du mont Sabotino sur la rive droite de l'Isonzo en face de Gorizia. La guerre de siège continua.

A partir du mois d'octobre, la bataille du Carso reprend son activité. C'est l'époque où les Austro-Allemands préparent l'attaque de la Serbie. La situation dans les Balkans s'est aggravée au détriment des Alliés; la Bulgarie a pris parti pour l'Allemagne, la Grèce garde une neutralité plutôt hostile à l'Entente. La Roumanie ne peut sortir de l'abstention que lui commandent les circonstances. L'entreprise des Dardanelles a définitivement échoué. Mais c'est aussi le moment où les Alliés comprennent enfin les fautes commises et, sous l'impulsion du gouvernement français, réalisent l'unité de vues et de direction pour l'action décisive. L'effort incomparable qui va mettre en œuvre toutes les forces nationales des nations alliées jaillit des revers mêmes de cette tragique fin d'été 1915. A défaut de Constantinople, les Alliés se décident à garder Salonique; ils arriveront trop tard pour empêcher l'écrasement de la Serbie, mais Salonique sauve l'avenir.

Il importait que les Italiens opérassent avant l'hiver une diversion assez puissante pour détourner une partie des forces autrichiennes dirigées contre la Serbie et le Montenegro. Ils reprennent l'offensive dans tous les secteurs. Malgré les neiges nouvelles, ils attaquent vivement autour du Trentin et sur la route de Toblach et tentent un nouvel assaut sur le Carso. Les Autrichiens ont reconnu que ces terribles combats de la fin

d'octobre leur ont coûté des pertes extrêmement élevées. Les communiqués des deux adversaires parlent de l'*enfer* de Doberdo. L'ardeur des troupes italiennes ne put cependant réussir à jeter assez loin leurs adversaires, et ils durent s'immobiliser à nouveau dans la guerre de tranchées.

Donc, à la fin de 1915, les opérations restaient stationnaires sur le front austro-italien. Les Italiens n'avaient rien perdu de leur avance sur la frontière, ils avaient même, au prix de grands efforts, gagné sur les crêtes et dans les vallées, sans tenir pourtant aucun des objectifs importans : Rovereto, Trente, Toblach, Tarvis, Tolmino, Gorizia, Trieste. Les combats se localisaient.

Cependant, les Italiens avaient occupé Durazzo et Vallona sur la côte d'Albanie et marquaient par là l'intérêt que prenait l'Italie aux événemens balkaniques. L'occupation de Vallona était le gage du concours éventuel de l'Italie à l'action de l'armée que les Alliés constituaient à Salonique. Elle le prouvait en aidant à recueillir et à reconstituer les débris de l'armée serbe. Mais elle ne put sauver le Montenegro et, en particulier, ces bouches de Cattaro, sur lesquelles aurait dû se concentrer dès le début l'intervention des flottes alliées.

L'hiver allait suspendre les opérations, mais il ne faudrait pas croire que les Italiens comme les Autrichiens restèrent inactifs pendant cette période. Les alpins italiens et autrichiens n'ont pas cessé de combattre à des altitudes invraisemblables, au milieu des glaciers et des neiges de l'Ortler, de l'Adamello, du Marmolata, du Cristallo, etc. On a raison de dire que ces combats seront un jour classiques, au même titre que les campagnes de Rohan dans la Valteline et de Lecourbe en Suisse. Certaines rencontres ont eu lieu en pleins glaciers. Le 20 septembre, dans l'Ortler, une colonne italienne montait un canon à plus de 3000 mètres et enlevait un pic à 3 400. Le col de Lana, situé à 2 400 mètres dans la région du Haut-Cordevole, encombrée de neiges épaisses, fut enlevé le 7 novembre après une préparation par l'artillerie; une contre-attaque autrichienne fut repoussée le 18 novembre, elle fut renouvelée également en février et eut le même sort. Sur le Carso et sur l'Isonzo, on peut dire que la bataille fut sans trêve tout l'hiver, par le canon principalement. Les Autrichiens essayèrent à plusieurs reprises de ressaisir les positions perdues.

Dès le printemps de 1916, les Italiens se préparaient à reprendre leur offensive sur Gorizia, lorsque se produisit l'offensive autrichienne du Trentin. Déjà, à la fin de mars, le commandement italien se rendait compte que les Autrichiens avaient reçu des renforts considérables et semblaient vouloir se départir de leur attitude défensive (1). Une vigoureuse attaque autrichienne s'était effectuée en Carnie autour du Monte-Croce (Plöcken-Pass). Le 20 mars, une opération était également tentée au Grafenberg, près de Gorizia. Ces combats se poursuivirent pendant le courant d'avril. Une artillerie autrichienne très puissante se révéla à l'entrée du val Sugana. Partout, le canon tonnait et les attaques se multipliaient de part et d'autre. A la fin d'avril, l'état-major italien fut informé que de nombreuses divisions autrichiennes se concentraient dans le Trentin. Dès le commencement de mai, la situation se précisait. Un violent bombardement avec des pièces de gros calibre battait tout le front italien depuis le lac de Garde jusqu'à la Brenta et les obus tombaient jusque sur la région des Sette Communi ; l'offensive se produisait le 15 mai avec une ampleur dépassant les prévisions.

Cette offensive autrichienne dérive du même ordre d'idées que l'attaque de Verdun. Elle est à la fois politique et militaire, elle vise à obtenir non seulement la dislocation du front italien, mais la rupture de l'union sacrée faite en Italie, depuis l'intervention, sur le principe de l'irrédentisme. Les conditions paraissent favorables. Les Autrichiens disposent de fortes réserves. Après l'attaque infructueuse de l'armée d'Ivanoff sur la Strypa, en décembre 1915, le front russe paraît avoir repris son immobilité. Les Impériaux sont maîtres des Balkans. Néanmoins, la grande attaque de Verdun n'a pas donné les résultats espérés : elle va être reprise et poursuivie avec acharnement. Un grand succès des Autrichiens sur les Italiens peut avoir pour conséquence, en coïncidant avec la prise de Verdun, de fortifier chez les neutres la conviction que l'Allemagne est invincible, et d'amener en même temps en Italie une réaction du parti neutraliste et une paix séparée (2). Combinaisons dignes d'ailleurs de la mentalité germanique ! mais qui trou-

(1) On sait que 18 divisions ont pris part à l'offensive du Trentin avec une artillerie formidable. 8 de ces divisions venaient de Galicie ou des Balkans.

(2) On a qualifié, en Autriche, l'offensive du Trentin d'expédition de châtiment.

vaient cependant quelque fondement dans le fait que le gouvernement italien, en ne déclarant pas la guerre à l'Allemagne, semblait avoir tenu compte de certaines influences germanophiles et réservé l'avenir. La mission du prince de Bülow se continuait à Lugano, et il n'était pas douteux que des intrigues se poursuivaient entre lui et ses amis italiens.

Au point de vue militaire, l'opération était bien conçue. Dans l'impossibilité de réaliser le plan complet (1) du général Conrad von Hetzendorff qui visait une offensive simultanée et enveloppante sur la Vénétie, l'état-major autrichien prenait naturellement le Trentin comme base d'une offensive limitée, dont l'objectif immédiat pouvait être de déboucher sur Vérone, Vicence et Padoue, et de couper ainsi l'armée de Vénétie de ses communications avec le pays. Sans même préjuger d'une action vers le Pô, qui aurait certainement demandé un effort plus puissant que celui que pouvait faire l'Autriche, le seul fait de détruire la voie ferrée de Vérone à Venise et de tenir toutes les hauteurs qui dominent la plaine aurait constitué pour les Autrichiens un succès très important et forcé les Italiens à remanier toute leur stratégie. Mais il est certain aussi qu'une telle offensive devait être menée assez rapidement pour que le commandement italien n'eût pas le temps de la riposte, et qu'elle fût suffisamment alimentée pour livrer en plaine, dans la région de Vicence, une bataille décisive. Les événemens ont montré que, malgré la brusquerie et la violence de l'attaque, le généralissime italien était en mesure d'y faire face et que les Autrichiens n'avaient ni assez de monde, ni assez de souffle pour aller au bout d'un pareil effort.

L'attaque autrichienne s'est produite entre l'Adige (val Lagarina) et la Brenta (val Sugana), en partant du front puissamment fortifié devant lequel les Italiens s'étaient arrêtés. Elle disposait de plusieurs routes convergeant sur le plateau célèbre des Sette Communi. Entouré à l'Est par la Brenta, à l'Ouest par le val d'Astico, ce plateau forme une forteresse naturelle qui paraissait inexpugnable. Il est traversé par le val profond d'Assa qui ouvre la seule route conduisant à Asiago, le centre le plus important. Asiago est à 1 000 mètres d'altitude ;

(1) Le général Conrad, chef d'état-major de l'armée, déclarait en 1908 et 1911 qu'il convenait d'anéantir l'Italie, dont la politique était, disait-il, déjà infidèle à la Triple-Alliance et prête à la guerre contre l'Autriche.

les crêtes au Sud dominent la plaine de 1 300 à 1 500 mètres. Le plateau peut être tourné à l'Ouest par la route de Rovereto et le val Posina, et par la route de Rovereto à Schio, grande route de Vicence par la Vallarsa et le col delle Fugazze. Le val Posina est encadré au Nord et au Sud par des hauteurs variant entre 1 200 et 1 500 mètres. Les Italiens occupaient en avant de la frontière le massif escarpé du Pasubio et le col Santo, entre la Vallarsa et le val Terragnolo, et les hauteurs de Zugna, entre la Vallarsa et l'Adige. Dans le val Sugana, ils s'étaient avancés entre Borgo et Levico.

L'offensive autrichienne a pris logiquement comme objectif le plateau des Sette Communi, attaquant à la fois par le val d'Assa, le val d'Astico et le val Posina, tandis qu'aux ailes, des colonnes importantes appuyaient le mouvement du centre en cherchant à déboucher d'une part par le val Sugana sur Primolano et Bassano, d'autre part par la Vallarsa et l'Adige sur Schio et Vicence. C'était en somme la manœuvre classique du centre appuyé par des attaques échelonnées aux ailes. La violence du premier choc fut telle que les Italiens durent évacuer, après une superbe résistance, les positions avancées du Pasubio, du Monte-Maggio, et de la haute vallée de l'Astico. De grandes masses d'infanterie se précipitèrent, sans se soucier des pertes, par le val Posina et le val d'Astico sur Arsiero et par le val d'Assa sur Asiago. Les Autrichiens, maîtres d'Arsiero et d'Asiago, firent un puissant effort pour progresser au delà, et leurs têtes de colonnes atteignirent presque la plaine au débouché d'Arsiero. Mais la résistance italienne fut invincible sur les cimes du Cogolo et du Cengio. En même temps, l'avance autrichienne était enrayée dans le val Sugana et dans la Vallarsa. En particulier dans cette dernière région, les assauts autrichiens se brisèrent contre le Cogni Zugna, le Parmesan et le Pasubio.

L'attaque autrichienne atteignit son paroxysme dans la deuxième quinzaine de juin, mais déjà l'insuccès aux deux ailes rendait infructueuses les attaques du centre sur le plateau des Sette Communi. La contre-offensive italienne ne tardait pas à se faire sentir. Il est probable que, déjà à ce moment, un certain nombre de divisions autrichiennes furent rappelées précipitamment pour aller renforcer les armées de Bukovine et de Galicie, écrasées par la brusque et impétueuse offensive de Broussiloff.

On comprend l'émotion que soulevèrent en Italie les succès

des Autrichiens au Trentin. Elle se répercuta dans le Parlement; M. Salandra dut se retirer. Mais la crise se dénoua autrement que l'avaient espéré les agens de l'Allemagne. Un ministère de Défense Nationale fut formé, et le résultat le plus clair fut une recrudescence des sentimens, interventionnistes qui allait amener l'Italie à déclarer la guerre à l'Allemagne. D'ailleurs, l'épreuve avait été courte, la résistance avait été héroïque. Le généralissime italien avait conservé sa maîtrise (1); il disposait de réserves considérables qu'il sut amener à temps sans rien enlever aux autres secteurs; il est probable qu'il aurait fait subir la revanche de Custozza aux troupes autrichiennes, si elles étaient descendues en plaine, épuisées et décimées par une longue série de combats. Depuis lors, les Italiens ont refoulé les Autrichiens sur les positions du début; ils sont revenus près de Rovereto. Et on peut dire aujourd'hui qu'il ne reste plus sur le plateau des Sette Communi que les traces de la lutte terrible qui s'y est déroulée pendant deux mois (2). Les Autrichiens n'abandonnent que lentement les cimes qu'ils avaient acquises si chèrement. L'état-major autrichien avait amené dans le Trentin ses divisions d'élite, en particulier les divisions hongroises. Les régimens tyroliens furent dignes de leur vieille réputation. La bataille du Trentin comptera dans les annales des deux armées, sans dépasser pourtant les batailles de l'Isonzo et du Carso.

Les journaux italiens ont donné de nombreux récits épisodiques sur l'héroïsme de leurs troupes. Nous n'en retiendrons qu'un, qui nous rappelle l'héroïsme d'un bataillon français à Torfou pendant les guerres de Vendée : « Un bataillon italien

(1) Le général Cadorna nous permettra de confondre dans le même hommage son chef d'état-major général, le général Porro.

(2) Les derniers bulletins nous montrent que les Italiens attaquent vigoureusement partout. Ils viennent de faire de très sensibles progrès dans les Dolomites, en prenant le mont Cauriol, qui domine la vallée de l'Avisio et tout le carrefour des routes permettant de passer du Trentin septentrional dans la région du Cadore. L'artillerie italienne bombarde la voie ferrée de Trente à Bolzano (Bolzen). L'avance des Italiens menace la route de l'Adige. Elle préoccupe assez sérieusement l'État-major autrichien pour qu'il ait ramené des troupes dans cette région, si sensible à cause du voisinage du Tyrol et de la voie ferrée du Brenner et du Pusterthal. Le généralissime Cadorna poursuit un plan de pression générale, ayant pour but d'atteindre avant l'hiver les principaux débouchés sur le sillon longitudinal Trente-Bolzano-Toblach-Tarvis. Il n'en continue pas moins l'enlèvement pied à pied du Carso, et il y a lieu d'espérer que les opérations d'automne ouvriront la route de Trieste.

fut chargé de protéger au Monte-Aralta la retraite d'un division. Le feu de l'artillerie autrichienne rendait la position intenable; le commandant du bataillon rendit compte à son général. Le général répondit : « Je ne puis que vous répéter : la résistance doit être faite *à outrance*. Je suis certain que votre patriotisme saura donner à cette parole le sens qu'elle comporte. » Le bataillon tint magnifiquement; sur 740 hommes, 170 revinrent; tous les autres étaient morts : leur sacrifice avait permis la retraite de la division. »

Tandis que se poursuivait la contre-offensive italienne sur la frontière du Trentin, la prise de Gorizia a montré soudain combien peu l'offensive autrichienne avait influencé le plan du généralissime italien. Dès la fin de juillet, en effet, l'attaque reprenait sur l'Isonzo et contre le Carso. Il fallait évidemment répondre par une victoire à l'impression qui s'était manifestée en Italie et dans le monde sur les échecs italiens du Trentin. Et l'on ne pouvait mieux choisir que Gorizia, la petite et charmante ville dont on attendait depuis si longtemps l'occupation. L'affaire du Trentin n'avait fait que retarder l'événement. La préparation était faite quand le général Cadorna revint à Gorizia, dès que ses préoccupations cessèrent du côté du Trentin. Il y a lieu, d'ailleurs, de croire que les opérations sur l'Isonzo rentraient dans le plan général des Alliés. Elles avaient du moins l'avantage de trouver un front certainement affaibli (1) puisque les Autrichiens étaient obligés de faire face à la fois au Trentin et en Bukovine.

De plus, il devient intéressant, au moment où s'ouvrent des opérations nouvelles dans les Balkans, d'arriver enfin à Trieste et même à Laibach. Le front italien fait partie désormais du front d'Orient. Que les Italiens agissent en Carniole, à Vallona ou à Salonique, ils concourent à la manœuvre stratégique qui doit à la longue libérer les Balkans et couper les Empires centraux de Constantinople, en attendant la marche sur Vienne. La prise de Gorizia n'est donc qu'un acte militaire préparatoire. La bataille doit se poursuivre, et elle demandera sans doute un

(1) Les divisions autrichiennes rappelées du Trentin étaient déjà en route pour la Galicie; il a fallu en arrêter une partie pour aller renforcer le front de l'Isonzo. Ainsi se manifestent les effets de la pression exercée par les Alliés sur tous les fronts. Et l'on voit combien les opérations italiennes et russes s'aident réciproquement.

effort prolongé. Le Carso tient encore, mais les Italiens pourront le contourner par la vallée du Vipacco, après qu'ils auront pris les hauteurs qui dominent Gorizia à l'Est : Monte Santo, San Gabriele, San Daniele, le plateau de Tarnova, etc.

Nous ne pouvons donner un récit détaillé de la prise de Gorizia. Une relation officielle vient d'être publiée par l'État-major italien. Il en ressort que cette bataille du Carso est une des plus terribles de la guerre ; la prise de Gorizia n'en est qu'un des plus glorieux épisodes. L'attaque fut admirablement préparée par une artillerie lourde sortant, paraît-il, en partie des usines françaises. La cause principale de la lenteur des progrès et même des échecs des Italiens avait été jusqu'ici l'insuffisance de leur artillerie lourde. Le 6 août, à sept heures du matin, l'action s'engagea par un bombardement intense de Plava à Monfalcone ; l'artillerie concentra ensuite son feu sur le Monte Sabotino et le Monte San Michele. Ces deux hauteurs furent enlevées à la suite d'une terrible attaque, qui dura deux jours. « Les régimens, dit un correspondant de guerre, montèrent à l'assaut avec une ardeur indescriptible. Depuis de longs mois ils avaient souffert, dans les tranchées du Carso, toutes les souffrances possibles ; ils avaient dû accepter cette lutte sournoise de terrassiers. Aujourd'hui ils prenaient leur revanche. » « Ce fut un superbe spectacle, dit la Relation officielle, de voir nos intrépides fantassins, dans un élan incomparable, monter à l'assaut de positions réputées imprenables. » Les Autrichiens résistèrent avec acharnement : ils avaient été surpris par l'impétuosité et la force de l'attaque, et le commandement fit des efforts inouïs auxquels l'État-major italien a rendu hommage.

Le 9 août, tout le plateau de San Martino à Doberdo, était conquis. Le 10, franchissant le Vallone profond qui coupe le Carso en deux parties, les Italiens s'emparaient d'Oppachiesella et le 12 du Nad Logem. Les Italiens se trouvèrent alors en face de la tête de pont de Gorizia devant laquelle l'ennemi avait accumulé les défenses et les mitrailleuses. Rien ne put arrêter les bersaglieri. Ils apercevaient les maisons de la ville cachées dans la verdure ; dans un élan fou, ils passèrent le fleuve à gué, et le 9 août, au lever du soleil, le drapeau italien flottait sur Gorizia : si les faubourgs sont à peu près détruits, la ville a peu souffert, et la vie a repris en dépit du bombardement qui continue.

Les héroïques soldats qui ont emporté Gorizia de haute lutte et qui poursuivent l'attaque du Carso sont commandés par le duc d'Aoste, Emmanuel-Philibert de Savoie, cousin du Roi. De la maison de Savoie sont toujours sortis des chefs de guerre remarquables. Le roi Victor-Emmanuel III laisse aux généraux qu'il a choisis l'honneur et le soin de diriger les opérations. Mais il est à leurs côtés, et vit au milieu de ses soldats, dont il partage les périls et les fatigues. On le voit partout ; sa présence exalte les troupes. Son action morale apporte au haut commandement le plus sûr appui. Roi-soldat, comme ses ancêtres, comme son glorieux grand-père, il n'a pas besoin de commander. Il est là, et la victoire marche avec son armée.

Toute étude militaire demande une conclusion. Il en est une qui ressort avec évidence de ces brèves appréciations sur nos amis Italiens : c'est notre fraternelle admiration pour leurs exploits. C'est aussi notre certitude qu'ils vaincront, comme nous, comme tous ceux qui livrent le grand combat du droit et de l'honneur, et que l'Italie sortira de la lutte, agrandie territorialement et moralement. Les paroles enflammées de d'Annunzio se vérifieront : « Heureux ceux qui reviendront avec la victoire, car ils verront le visage nouveau de Rome, la beauté triomphale de l'Italie ! »

Général Malleterre.

REVUE LITTÉRAIRE

CHRONIQUEURS DE LA GUERRE (1)

La littérature a voulu servir. Et, la jeunesse littéraire, on sait ce qu'elle a fait et fait encore, ce qu'elle a donné de dévouement, les pertes qu'elle a subies : on ne peut évaluer tout le génie qui est mort, on sait le courage qui se dépense. Comme la littérature est d'abord un jeu, sans doute ne se figurait-on pas que des littérateurs fussent tout prêts à une activité violente et rigoureuse ; mais on a vu, dans leur troupe soudain debout, tant de héros qu'en vérité le jeu d'écrire est donc une bonne et fière école pour les âmes, qui mènent les corps. Ces combattans ont recherché aussi une grâce, qui est l'ornement de leur énergie : ils montrent que, dans les tranchées, sous la perpétuelle menace, ils n'oublient pas leur amour et leur plaisir, la littérature. Ils écrivent ! Leurs livres se comptent par centaines et, — plusieurs chefs-d'œuvre dans une abondance un peu mêlée, — composent une étonnante histoire de la guerre.

A l'arrière pareillement, la littérature a servi. Elle a interrompu l'ancien amusement, qui n'était plus de saison : elle a consacré toute sa ferveur à l'unique pensée, la guerre. Romanciers, auteurs drama-

(1) Maurice Barrès, *L'Ame française et la guerre*, 4 volumes (Émile-Paul) ; — Henri Lavedan, *Les Grandes heures*, 2 volumes (Perrin) et *Dialogues de guerre* (Fayard) ; — Frédéric Masson, *A l'arrière* (Ollendorff) ; — Jean Richepin, *Proses de guerre* (Flammarion) ; — Maurice Maeterlinck, *Les débris de la guerre* (Fasquelle ; — Pierre Loti, *La hyène enragée* (Calmann-Lévy) ; — André Suarès, *Commentaires sur la guerre des Boches*, 4 volumes (Émile-Paul) ; — Marcel Boulenger, *Le cœur au loin* et *Sur un tambour* (Crès) ; — Charles Chenu, *De l'arrière à l'avant* (Plon) ; — Fernand Laudet, *Paris pendant la guerre* (Perrin).

tiques, poètes, amateurs des idées et des mots, sont devenus chroniqueurs de la guerre. Ce n'est pas, eux, l'histoire de la guerre qu'ils écrivent ; mais, au jour le jour, l'histoire de la tribulation française, et de la patience française : patience à laquelle ils ont aidé. Un Albert de Mun, durant les plus terribles semaines de la première année, a soutenu les espérances inquiètes avec une admirable générosité de son cœur à la torture et qui, dans la torture même, gardait sa charité vaillante ; lorsqu'il est mort, des milliers de Français redoutèrent leur désarroi. J'ai signalé son œuvre de guerre ici, l'an passé ; l'œuvre de guerre aussi de M. Barrès, qui continue son bel apostolat. *L'Union sacrée* était le premier tome de *l'Ame française et la guerre :* à *l'Union sacrée* s'ajoutent maintenant *les Saints de la France*, *la Croix de guerre* et *l'Amitié des tranchées ;* livres tout palpitans d'émoi, tout chauds de passion, tout clairs d'intelligence et de splendeur poétique, beaux livres et qu'on aime.

M. Henri Lavedan, s'il est l'auteur du *Vieux Marcheur* et du *Nouveau jeu*, — n'oublions pas *Servir*. Ce drame, si fort, si rude, ne datait pas de longtemps, lorsque la guerre a éclaté. Il contenait déjà le pressentiment de la guerre, à une époque où beaucoup de hâbleurs annonçaient que la guerre était une calamité d'un autre âge, abolie désormais, et où la quantité des imprudens se fiait à la menteuse promesse. Il y avait, dans *Servir*, un avertissement et, mieux qu'un avertissement, un conseil et, mieux encore, une indication du devoir, une préparation du caractère, un éveil de l'esprit. L'auteur du *Vieux Marcheur* et du *Nouveau jeu*, l'auteur de *Servir*, aujourd'hui l'auteur des *Grandes heures*, ce n'est pas un converti : dans le ravissant badinage de ses anciennes comédies, on a remarqué, dès autrefois, l'accent d'un moraliste, surtout sévère à ce qui endommage l'âme de notre pays. Patriote souvent alarmé : s'il ne prend pas le ton du prophète en courroux, c'est qu'il a le goût de procéder à la française ; mais il châtie bien. La qualité française de tous ses ouvrages leur donne un prix délicieux. Comment définir cette qualité ? On la sent aux pensées, qui sont bien de chez nous, qui sont de l'auteur et aussi du terroir ; on la sent aux phrases, à leur son, à leur ton, à leur sourire ; on la sent à ce que les phrases disent, et à ce qu'elles n'ont pas besoin de dire : car on s'entend à demi-mot, si l'on est *pays*, si l'on a vécu ensemble depuis quelques centaines d'années, subi les mêmes péripéties de gloire, de malheur et de gaieté. La guerre n'a pas surpris M. Henri Lavedan, elle ne l'a pas effrayé, elle ne l'a pas consterné : elle a exalté son attente. Les premières pages de sa chro-

nique sont fébriles, malgré la volonté de sagesse. Leur trouble s'apaise, le premier dimanche de la guerre, à l'église. *Ego sum, nolite timere;* ces quatre mots, gravés dans l'or du tabernacle, font l'apaisement : « Je suis là, ne craignez rien... J'ai près de moi Jeanne d'Arc et Turenne... Tout, dans les cieux, parle en faveur de vous. Confiance! Vous qui faites la guerre que vous ne vouliez pas, allez en paix dans la bataille. J'aiderai ! » Les jours passent ; puis les Français sont en Alsace : « J'ai épinglé au mur, en face de mon lit, le journal qui porte en lettres de triomphe ces mots prodigieux, *Les Français en Alsace!* Et je me nourris, sans me rassasier, de l'inscription flamboyante. Elle s'annexe à mon cœur. Elle coule en moi comme un vin qui désaltère. Elle arrose toute la contrée de mon âme... » Et, la sagesse : « Ne soyons pas éperdus de bonheur... » Les jours passent : notre offensive générale n'a pu percer les lignes allemandes ; voire, la poussée allemande nous oblige à nous replier; que dire et que songer? La sagesse est de croire : « Je crois au courage de nos soldats, à la science et au dévouement de nos chefs. Je crois à la force du droit, à la croisade des civilisés, à la France éternelle, impérissable et nécessaire. Je crois au prix de la douleur et au mérite des espoirs. Je crois à la confiance, au recueillement, au bon travail quotidien, à l'ordre, à la charité militante. Je crois au sang de la blessure et à l'eau du bénitier, au feu de l'artillerie et à la flamme du cierge, au grain du chapelet... Je crois à notre grand passé, à notre grand présent, à notre plus grand avenir. Je crois aux vivans de la patrie et je crois à ses morts. Je crois aux mains armées de fer et je crois aux mains jointes. Je crois en nous. Je crois en Dieu. Je crois, je crois. » Ce *credo*, si simple et immense, litanie de la confiance, acte de foi dans le moment où l'espoir même semblait difficile, sa poignante beauté lui vient d'être sorti d'un cœur qui endurait toute la souffrance de la patrie et d'avoir été l'unanime *credo* de la France, fidèle ou incrédule. Confiance et foi sont des sentimens analogues et que la croyance ou le souvenir ou l'habitude séculaire ont vite fait de réunir. « Mon cantique, ma litanie, mon *credo*, mon *alleluia*... » Cet *alleluia* est daté du 25 août 1914 : le sublime paradoxe de l'*alleluia* eut sa récompense, plus tard. Les *Grandes heures* sont religieuses, comme le titre qu'il a plu à M. Lavedan de leur donner. On y entend une cloche, qui tinte et qui « prend le cœur, » et qui appelle : « Pour quoi? Pour la prière. Quelle prière? Pour la prière des soldats... » Que de piété !... Mais oui, et justement cette piété où se tiennent ou bien retournent, comme à un refuge, des millions d'âmes françaises, qui n'ont pas

d'autre refuge et qui ont celui-là. Piété si naturelle et spontanée, si coutumière aussitôt, qu'elle ne gêne pas l'esprit, ne le guinde pas. Les *Grandes heures* ne sont jamais moroses, ne sont jamais accablées : tragiques, oui ; et puis sereines, délicatement pures et déjà toutes prêtes à devenir radieuses.

« La guerre s'impose à tous et partout... » C'est elle encore qui est le thème de ces charmans ouvrages que M. Lavedan a intitulés *Dialogues de guerre* et qui sont, après la fervente méditation des *Grandes heures*, un divertissement, mais toujours dominé par la pensée de la guerre, inévitable pensée et qu'on n'essaye pas d'éluder. Les personnages sont, une fois, des soldats blessés, zouaves, chasseurs à pied, lignards et un artilleur. Ils se promènent et, aux Invalides, sont venus voir des canons, des drapeaux. L'un des soldats est aveugle et, plus que tous les autres, curieux : il veut voir, lui, l'aveugle. Et, pour lui, voir, c'est, à présent, toucher, de ses mains qui ont acquis une subtile délicatesse ; toucher, et puis entendre ce qu'on a l'obligeance de lui conter : il voit de ses mains, et il voit de son imagination secourue par ses souvenirs. Un canon de 75, il le palpe, le caresse, le sent tiède. Et c'est le soleil qui a chauffé le métal. Puis, un drapeau pris aux Boches, l'aveugle ne le touche pas, à cause d'une vitre qui est dessus. Mais il s'approche ; il pose ses mains sur la vitre : « Raconte ; fais-moi voir... » On lui raconte le drapeau ; il le voit, en quelque sorte, et il est content. Les personnages des autres dialogues sont aussi des gens de l'arrière, de toute condition, de tout métier, non de toute opinion : car il n'y a qu'une opinion, qui naît de la commune souffrance et de l'attente pareille. L'auteur a inventé les incidens ; et il les a voulus petits, dans la formidable aventure, afin qu'on sentît comme la douleur est méticuleuse, afin qu'on sentît comme les résumés de l'histoire sont incomplets et grêles auprès de la douleur illimitée, infinie. L'auteur a inventé ses personnages ; ou plutôt il les a empruntés à la vie quotidienne ; et il les a tous inclinés vers de nouveaux sentimens, ceux que la guerre a le plus animés, tristesse et courage, résignation, pitié, dans le chagrin même une élégance d'énergie. Il leur a donné un langage simple et joli ; et il leur a donné cette naïveté, leur vérité : les grands malheurs découvrent les âmes, ne leur laissent nul déguisement. C'est ainsi que la guerre a changé les âmes. Et c'est ce que montre l'auteur des *Dialogues*, qui sont une chronique des âmes pendant la guerre : chronique merveilleuse de fine et douce et tendre intelligence.

Il y a plaisir à constater que nos écrivains, dans leur tâche impré-

vue, gardent leur manière, n'empruntent pas un instrument littéraire dont ils n'eussent pas l'usage et emploient le talent qu'ils avaient, suffisamment souple et riche. L'historien de Napoléon, le poète des Gueux, le philosophe de la Destinée, le peintre des pays étranges et de la belle Tahiti, nous les retrouvons, dans leurs chroniques de guerre, tels qu'ils nous ont enchantés : le bouleversement, qui a excité leur passion, leur verve ou leur génie, n'empêche pas que les voici tout prêts à servir, selon leurs velléités.

M. Frédéric Masson a recueilli ses chroniques de charité. Ce ne sont pas les seules qu'il ait écrites depuis deux ans. Les autres, il annonce le projet de les recueillir un jour : les autres, celles qui ont eu « l'heur de déplaire, » dit-il. Et il n'est point fâché, on le voit, de ce qu'elles déplaisent, à qui ? — à cette « faction » de gens que la guerre a férus d'un vif amour, et très subit, pour « la philosophie, la littérature, la culture, la musique allemandes : » ces gens, il ne les a point ménagés, mais il les a secoués et il n'a pas fini de les traiter, le mieux du monde, comme les amis de nos ennemis. On l'insulte : « Tant mieux, c'est que j'ai touché ! » Une prétendue impartialité, au profit des Boches, lui semble une gageure, et de mauvais aloi. Cette perversité l'impatiente. Il se fâche ; et il se fâche bien : sa colère a un bel accent. Nous aurons le livre de la colère : en attendant, nous avons le livre de la bonté. Dès le premier jour de la guerre, M. Frédéric Masson s'écriait : « Et les vieux ? » Il voyait toute la France mobilisée, toute la jeunesse à la besogne : il demandait pour les vieux, comme il dit, de l'ouvrage. Les vieux ? Qu'ils demeurent dans leur retraite : on leur enverra les nouvelles... Jamais de la vie ! Qu'on les emploie : ils ne sont pas si vieux ! Qu'on les emploie à compter les cartouches, les souliers, les couvertures, à distribuer les pantalons, à coudre les boutons, « n'importe quoi, pourvu qu'ils croient faire quelque chose ! » Le croire : M. Masson s'en fût-il contenté ? Mais il affirmait que, si le travail des vieux n'était pas indispensable, leur présence du moins serait bonne, afin qu'on sût, dehors et au dedans, « que toute la nation était debout, des vieillards aux enfans, qu'elle était résolue et qu'elle était prête. » Il insiste bientôt : pour conduire les automobiles, pour les bureaux, les vestiaires, pour battre les habits, les plier, les ranger, pour éplucher les légumes, pour faire la cuisine ou bien y aider, les vieux sont là ; — « oh ! n'écartons personne ! » — Il n'est pas toujours facile de trouver de l'ouvrage, et si l'on rechigne à quémander même l'occasion d'un dévouement. M. Masson ne dérangea personne. Il regarda autour de lui et vit

beaucoup de misère matérielle et morale, et décida d'y remédier dans la mesure de ses forces, plutôt sans consulter ses forces, mais son cœur seulement. Il a créé les œuvres qui s'appellent : *Pour les femmes*, *Assistance mutuelle des veuves de la guerre*, *Assistance aux dépôts d'éclopés;* il a sans relâche administré l'Hôpital de l'Institut. Et il raconte tout cela, dans son livre *A l'arrière*, avec la simple modestie d'un homme qui songe à ce qu'il fait, non point à lui, à l'efficacité de son entreprise, non point à l'entrepreneur : mais je crois qu'il est plus fier de ses œuvres de guerre que de sa grande épopée napoléonienne.

Tout au long de son livre, il organise la bienfaisance; il n'a pas de loisir; il n'a pas de repos; et, les flâneurs, il les rudoie ; les rêveurs, il les met en présence de la réalité, qui est exigeante. Il ne dit jamais que tout va bien ; mais il prétend que tout aille mieux. Il tarabuste le prochain : c'est qu'il s'agit des humbles, dont il a pitié. Le caractère de son livre, c'est la pitié ; c'est une émotion qu'il contient de façon qu'elle ne l'empêche pas d'accomplir son projet, une émotion qu'il ne réussit pas toujours à dissimuler et qui éclate quand il invoque ainsi la bonne volonté des femmes attristées : « En attendant qu'on vous appelle, mes sœurs, mes filles, voulez-vous écouter un homme qui n'a pas le bonheur de croire, mais qui sent en ce moment l'impérieuse, l'inéluctable voix des ancêtres ? Mes sœurs, allez dans vos églises et dans vos temples; priez ! Qu'une continuelle prière, qu'un chœur de vos voix concertées s'élève vers le Dieu auquel vous croyez !... » Et, un soir de brumaire, à la veillée de la fête des morts, il s'abandonne au chagrin de la France; il entend la plainte des hommes et des femmes, une plainte continue, qui parfois s'élève, et parfois s'abaisse, et que des sanglots ponctuent, puis un chant, le chant de la victoire prochaine et de la délivrance. Mais, le lendemain, il est à son poste de combat, contre l'indigence et la mélancolie. Son livre enseigne comment on se console en consolant, comment on se sauve de soi, comment le bien qu'on fait vous récompense : la charité n'est pas ingrate.

Les *Proses de guerre*, de M. Jean Richepin, sont d'une autre sorte. Non certes que la compassion n'y intervienne, la fraternité la meilleure et le désir d'alléger le fardeau de calamité. Mais premièrement, l'auteur de ces *Proses de guerre* se propose de tendre les énergies, de les dresser plus fortes, plus résistantes et de leur donner ce solide ressort, la haine. De la leur donner ? De l'exalter en elles : « la haine implacable, dont il faut nourrir sans trêve son vouloir tenace, entier, absolu, jusqu'au bout et à n'importe quel prix. » Il a écrit un « évan-

gile de la haine. » Il l'a relu : il en a senti la violence; il y a senti « le souffle tumultueux de la passion, et que le verbe voudrait s'achever en cri, et que le cri souffre de ne pouvoir s'achever en geste. » Or, il sait que, depuis des milliers d'années, l'humanité est en chemin vers quelque douceur, s'éloigne de la barbarie, et que la haine et la barbarie sont deux sœurs funestes, vieilles et qu'on a crues mourantes. La barbarie avait son repaire en Allemagne : et donc il faut « bouter hors de l'humanité » l'Allemagne. Après cela, plus de haine; avant cela, toute la haine. Si notre cœur, trop plein, dit Shakspeare, « du lait de l'humaine tendresse, » méconnaissait aujourd'hui son devoir de haine, la barbarie s'éterniserait, la haine aurait besoin de durer jusqu'à la fin du monde. Alors, vive la haine, pour que survive la tendresse humaine! Les chants de haine de M. Richepin, sous le nom de *Proses de guerre*, ce sont des poèmes d'un rythme impétueux, scandés fortement, et sans rime, non sans mesure : on leur battrait la mesure. Non sans refrains : les détours des phrases ramènent habilement les mots les plus marqués, les plus imagés ; puis les phrases repartent pour de nouvelles aventures d'idées, d'images et de mots. Étonnantes combinaisons verbales, d'une ingéniosité souveraine et d'une adresse qui n'arrête pas la prodigalité inventive. Aucune recherche : mais la trouvaille, et perpétuelle. C'est drôle, c'est bizarre, c'est amusant; — prouesses de vocabulaire et de syntaxe! mais le vocabulaire le plus franc, populaire et savant, d'une opulence et d'une variété extraordinaires, toujours exact ; et la syntaxe qui se joue, mais avec une sûreté parfaite ; — c'est amusant, terrible aussi de colère!... « S'il est possible qu'il fleurisse encore quelque part, dans l'âme française, une dernière fleur de pitié pour ces brutes, il faut l'en extirper comme une fleur de poison, et en faire de la cendre et du fumier, et planter à même ce terreau immonde, la fleur que nous ne connaissions point, la fleur que nous devons cultiver désormais, la sainte fleur de la haine... » Ainsi prélude l'un des poèmes ; puis il déroule son thème et, de tous les argumens de la haine, compose des strophes; et, comme une ballade bien menée, aboutit à cet envoi : « O âme française, âme gaie, généreuse, noble, âme de ce pays souriant que nos vieux poètes appelaient déjà, il y a mille ans, la douce France, l'heure est venue de ne plus être par trop la douce France et de laisser fleurir en toi la fleur de la haine, de la haine implacable, sans rémission, sans exception, justicière et vengeresse, de la haine qui va enfin devenir par toi la belle haine, la sainte haine, la haine ayant pour épanouissement suprême l'amour entre tous les enfans de

la terre, une fois Caïn exterminé! » Un autre poème est un air de chasse furieuse. Après la bataille de la Marne, quand la Bête se sauve, le poète sonne son hallali : « Taïaut! taïaut !... » Pour « affoler la fuite » de la Bête, il lui crie le « taïaut! taïaut! » et rêve de le lui crier jusqu'à cette bauge où elle se tapira, — quand ça? plus tard! — et sera « fouaillée par la nagaïka des Cosaques, » enfin « servie à la baïonnette par les Turcos, » sous les rires de l'univers. Formidable lyrisme de la haine; et, moquez-vous ! « je suis un pauvre vendangeur de mots, un vigneron du verbe, soûl du vin qu'il en fait, délirant des chimères qu'il rêve dans cette ivresse, et mettant toute sa gloire à en soûler les autres et à les voir délirer comme lui!... » Mais ce délire est une sagesse, quand toute la claire pensée du livre, et son refrain, comme je disais, le voici : *Delenda est;* la formule de Caton, M. Richepin l'a reprise et l'a mise dans le langage d'un grand poète français

M. Maeterlinck, la haine lui est toute neuve, et d'abord le gêne : « Pour la première fois, dans une œuvre qui, jusqu'à ce jour, n'avait maudit personne, on entendra des paroles de haine et de malédiction... » Et il a des scrupules : « porter atteinte au respect et à l'amour que nous devons à tous les hommes, » c'est un acte qu'il n'avait pas envie de commettre. Et il aimait l'Allemagne; il la croyait grande et généreuse. Il comptait, en Allemagne, des amis, lesquels maintenant, morts ou vivans, sont pour lui dans la tombe. Certains crimes anéantissent le passé, ferment l'avenir; et « en écartant la haine, j'aurais trahi l'amour ! » La guerre lui apparaît, parmi les malheurs de l'humanité, le plus révoltant, le seul révoltant, « puisqu'il est le seul qui tout entier tienne dans la main des hommes. » L'Allemagne a voulu ce malheur : elle est, pour cela, sans pardon. En face de l'Allemagne, la Belgique : elle a voulu l'honneur. Avec quelle tendresse d'admiration, M. Maeterlinck définit les hautes volontés de sa patrie ! Elle a eu à choisir dans cette alternative : ou bien le désastre matériel, ou bien le désastre moral; et, sans nulle hésitation, ce qu'elle a choisi, ce fut le martyre. Elle aurait pu invoquer sa faiblesse, l'inutilité de son sacrifice : « On ne vit qu'une chose, la parole donnée; il fallait mourir pour elle, et depuis ce jour-là, nous mourons ! » La haine, afin de ne pas trahir l'amour : à présent, la haine semble facile; mais plus tard? Après la victoire, les vaincus tâcheront de nous apitoyer, nous diront que l'Empereur et ses hobereaux les ont dupés, nous rappelleront l'aimable Germanie des tilleuls, des clairs de lune, des vieilles maisons quiètes et de la cordialité hospitalière ; ils nous prieront de ne pas confondre, avec le Prussien si mauvais, le

bon gros Bavarois, le tranquille habitant des provinces rhénanes, le Silésien, le Saxon. Eh bien ! ces gens se valent; et, l'aimable Germanie, a-t-elle existé? Si elle a existé, l'Allemagne qui la remplace, on l'a vue. Aujourd'hui, ces vérités sont claires. Le resteront-elles ? L'auteur des *Débris de la guerre* se méfie des sophismes qui obscurciront l'évidence; il se méfie de la douceur des races qui n'ont pas un vieil usage de la rancune; et il se méfie de lui-même. Donc, il se gourmande et, lui-même, s'avertit : « Prenons dès aujourd'hui nos résolutions implacables. Disons-nous, dès cette heure, que tout ce qu'on nous dira plus tard sera faux et tenons-nous à ce que nous décidons à présent dans la grande clarté de l'horreur. Il n'est pas vrai qu'il y ait, dans cet immense forfait, des innocens et des coupables ou des degrés dans l'attentat : tous ceux qui y prirent part se trouvent sur le même plan. Il n'y a pas d'Allemands du Nord plus ou moins carnassiers ou d'Allemands du Sud, plus ou moins attendrissans : il y a l'Allemand tout court qui, du Sud au Septentrion, s'est révélé une bête de proie que rejette la volonté de la planète... » Ces lignes sont datées du mois de septembre 1914. Et, à l'épilogue du livre, M. Maeterlinck pose encore le problème de la haine implacable : « Le poids de la haine est le plus lourd que l'homme puisse porter sur cette terre, et nous courberions sous le fardeau. Mais d'autre part nous ne voulons pas être, une fois de plus, les dupes et les victimes de la confiance et de l'amour ! » Ce livre de la guerre est pathétique : dans la mêlée, — car nulle métaphysique n'a élevé, n'a égaré hors de la mêlée ce patriote, — l'auteur de *La Sagesse et la Destinée* a composé ce livre, ce débat de conscience, cruelle péripétie de sa longue méditation, sereine hier, troublée affreusement ; et, au bout du compte, la solution du problème où est engagé l'avenir de toute pensée, le philosophe la confie aux soldats.

La Hyène enragée, livre de haine encore, est aussi un autre *Livre de la pitié et de la mort*. Un petit livre qui « s'est fait comme de lui-même, au hasard des choses vues, » au hasard des sentimens éprouvés. L'auteur craint qu'il ne soit trop « pâle : » eh ! la langue française, langue de beauté, « n'avait pas su prévoir les mots dont on pourrait avoir besoin un jour, au xxe siècle, pour désigner certaines abominations et certains monstres ! » Livre de la désolation : M. Pierre Loti, après avoir peint les pays les plus divers, ceux qu'illumine le soleil, ceux que le temps a dévastés, après avoir trouvé des couleurs et des nuances pour les plus divers tableaux de ce monde où il a diverti sa curiosité passionnée, doute de réussir à copier le nouveau spectacle.

Et voici un village : peu importe le nom du village ; un village sous le soleil. Passent, vont et viennent des Écossais, des cuirassiers français, des turcos, des zouaves et des Bédouins dont le salut relève le burnous. Passent, dans ce village du Nord de la France, des autobus de Londres. Et l'on entend la canonnade ; mais on s'apprête à déjeuner : « comment s'inquiéter, avec un si beau soleil, un si étonnant soleil d'octobre, et des roses sur les murs, et des dahlias dans les jardins à peine touchés par les gelées blanches ! » On dirait d'une fête, « improvisée aux environs de quelque tour de Babel. » Passent des jeunes filles, des petits enfans blonds qui vous apportent en cadeau les fruits qu'ils ont cueillis dans leur verger. Des religieuses font asseoir des blessés sur des caisses ; une bonne sœur qui a de jolis yeux sous sa cornette s'occupe d'un zouave aux deux bras bandés et le fera manger comme un bambin, puis le fera fumer, lui présentant aux lèvres la cigarette et lui contant on ne sait quelle histoire enfantine, dont ils rient tous les deux. Passent des prisonniers allemands, l'air bestial et sournois. Un vieux curé de chez nous fume sa pipe. Le canon tonne. Au moment où vous partez, une fillette, pour vous fleurir, se dépêche d'arracher dans son jardin une gerbe d'asters d'automne. Voilà, présentement, un village du Nord de la France. Le sensible écrivain qui a couru les cinq parties du monde, en quête de pittoresque et, autant dire, de dépaysement, et qui l'a trouvé dans les îles lointaines, et qui ensuite l'a trouvé au pays natal dont il avait perdu l'ancienne habitude, hésite devant le spectacle nouveau, qui tout d'abord semble une extravagance de l'imagination malade, et qui est la simple réalité, la raison même et l'ordre, la volonté, l'amitié en butte à la barbarie. Est-ce la France ? Plus que jamais ! La France plus française que jamais, il l'a peinte avec un art tremblant d'amour et d'émoi, et avec l'étonnement de la voir ainsi, avec la joie de la reconnaître bientôt sous un tel aspect. Les sentimens qui sont la poésie de toute son œuvre, le sentiment de la vie brève, le sentiment de la mort toujours là, le sentiment de la destruction lente ou brusque, le sentiment de la tendresse que demandent tous êtres et toutes choses proches de périr, le sentiment de l'espace et du temps, de l'absence et de l'oubli, thèmes de tristesse et de bonté, le spectacle nouveau les anime : la haine se joint à eux. Et reparaissent aussi les souvenirs. Dans une forêt, toute en souterrains peuplés de soldats, cavernes, taupinières à demi recouvertes de branches et de feuillages : « A l'île de Pâques, jadis, j'ai vu de telles architectures... » Deux petits enfans belges, des abandonnés, des réfugiés, qu'une bonne femme couche et endort : « Une fois, il y a

longtemps, dans la mer de Chine, pendant la guerre, deux petits oiseaux étourdis, deux minuscules petits oiseaux, moindres encore que nos roitelets, étaient arrivés, je ne sais comment, à bord de notre cuirassé... Ils dormirent sans la moindre crainte, comme très sûrs de notre pitié. Ces pauvres petits Belges, endormis côte à côte, m'ont fait penser aux deux oisillons perdus au milieu de la mer de Chine... » Les Allemands, les « sauvages à couenne rose », ont tiré des coups de canon sur Tahiti-la-Délicieuse : « J'avais tout à fait oublié certaine île enchantée qui, très loin, sur l'autre face de la terre, au milieu du grand Océan austral, dresse, dans les nuages attiédis de là-bas, ses montagnes tapissées de fougères et de fleurs... Ce nom de Tahiti me fait l'effet de désigner quelque éden chimérique... » A peine ose-t-il revoir en esprit « la mer bleue bordée de plages toutes blanches de corail, la voûte des palmes, et les Maoris au continuel rêve, le peuple enfant qui ne songe qu'à chanter et à se couronner de fleurs... » Il refuse le souvenir ; et ce n'est qu'un frisson furtif; ce n'est que du passé qu'il éconduit avec douceur, et un sourire qu'il efface...

Il y aurait d'autres belles et attachantes chroniques de la guerre à signaler. M. André Suarès publie une remarquable série de « Commentaires sur la guerre des Boches. » Quatre volumes ont paru : *Nous et eux, la Nation contre la race*, *C'est la guerre* et *Occident*. M. Suarès, le chroniqueur Caërdal, est assurément l'un des écrivains les plus originaux de l'époque, et de ceux qui n'essayent pas, qui ne désirent pas de joindre leur pensée à celle d'autrui. Son originalité puissante, il s'est plu à la préserver; même, il s'est amusé jadis à lui donner l'air un peu d'une citadelle revêche où son orgueil était content. Je ne vais pas dire que ses *Commentaires* sont moins originaux, certes; mais l'unanimité française, dans la prodigieuse aventure, l'a touché : il s'est plu à sortir de sa forteresse et, en quelque sorte, à fraterniser de bon cœur avec ses compatriotes, à partager leurs colères, leurs confiances, leurs volontés. Il n'a point épargné les Boches, ni leur Nietzsche. Il a bien marqué l'absolue antipathie des races ou des peuples : « Tout ce qui est le charme de la vie et la beauté de l'âme, tout ce qui fait l'homme et l'esprit de finesse, tout ce que la France entend par civilisation, qui est sa vertu la plus exquise, les Allemands l'appellent décadence. Et ils appellent culture tout ce qui fait pour nous leur barbarie. » Il a prouvé que la velléité populaire de la France est bonne; et il a prouvé que, dans l'épreuve de la France, le plus délicat des artistes et le penseur le plus jaloux de soi aime la certitude nationale. M. Marcel Boulenger intitule ses notes de chagrin *Le cœur au loin :*

« Qui n'a le cœur au loin, pendant la guerre?... Qu'aura été la Grande Guerre? Une époque où toutes les âmes sont parties. » C'est un départ aussi qu'il raconte, et sa maison qu'il a quittée : *Dulcia linquimus arva...* « J'ai mal à mon pays... » Son pays, c'est la France et, dans la France, le Valois, « la contrée de Nerval et de Rousseau, les promenoirs de La Bruyère et de Théophile, et Chaalis, et les déserts d'Ermenonville, et les blondes campagnes, et les ruisseaux flexibles du Valois... » Il a « une âme d'envahi ; » son récit, tout simple et d'une élégance discrète, c'est plus de peine qu'on n'en a sans que les larmes viennent aux yeux, larmes qu'il cache et qu'on devine, et qui appellent d'autres larmes. Un second volume de M. Boulenger, *Sur un tambour*, est un recueil d'essais où, parmi tant de pages frémissantes, on trouvera un beau portrait, et qu'on dirait d'école italienne, du colonel Peppino Garibaldi, un portrait du *quattrocento*. *De l'Arrière à l'Avant*, c'est le recueil de M. le bâtonnier Chenu, vif écrivain, grand avocat dans la chronique même et qui toujours plaide la meilleure cause : la cause de la France ; et avec une éloquence précise, une éloquence d'affaires et dont l'accent vient du cœur. M. Fernand Laudet n'a pas continué plus avant que le printemps de l'an dernier son *Paris pendant la guerre ;* et c'est dommage : ses « impressions » avaient une justesse bien souvent exquise, un charme de mélancolie brave, un tour aisé, de la grâce et de la force.

Voilà, en résumé, le service de guerre de nos chroniqueurs. Un bon service. Il s'agissait de maintenir, au milieu des tourmens de tout un pays, les idées et les sentimens les plus vrais et, pour ainsi dire, les plus toniques. Il s'agissait de donner aux vertus admirables que réclamait la guerre un attrait de beauté, de raison. Il s'agissait d'organiser la résistance des âmes et aussi leur activité charitable. Tout cela fut fait. Si les civils tiennent, la littérature les a secondés.

Ces œuvres du temps de la guerre, et qui pour le moins resteront comme un témoignage au grand honneur de la littérature, annoncent la littérature des lendemains de la guerre, l'annoncent mystérieusement encore ; on ne devine pas tous ses caractères : on sait que la guerre l'aura touchée. Il est impossible qu'après un tel émoi, dont les signes sont manifestes, elle ne garde pas longtemps, — et, puisque, d'effets en effets, les causes durent, il est impossible qu'elle ne garde pas à jamais le souvenir et la marque des années effroyables et sublimes.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE BRUIT DE LA BATAILLE (1)

II

LA DÉTONATION DES OBUS ET DES BALLES

C'est au cinéma que les Parisiens vont aujourd'hui recueillir l'écho et le reflet amortis de la bataille ; c'est lui qui aujourd'hui « verse quelque héroïsme au cœur des citadins. » Mais il ne faudrait pas se fier plus que de raison aux impressions qu'on en rapporte. Lorsque, par exemple, sur la toile blanche se projette soudain le petit nuage pommelé d'un obus lointain qui éclate, ou la légère fumée d'une pièce lançant son projectile, celui des musiciens de l'orchestre qui est spécialement préposé au sonore maniement de la grosse caisse déclenche simultanément et d'un coup formidable le « boum » qui est censé être celui de cet éclatement ou de ce coup de canon. Or ce faisant, l'artiste commet une grave erreur et il contribue à donner au public une fausse idée de ce qui se passe : si en effet l'obus éclate par exemple à un kilomètre de l'observateur, c'est seulement 3 secondes après l'avoir vu éclater qu'on entendra le fracas de l'éclatement, puisqu'il faut ce temps au son pour parcourir 1 kilomètre à sa vitesse dans l'air de 330 mètres environ, tandis que la lumière se propage d'une façon pratiquement instantanée (300 000 kilomètres à la seconde, près d'un million de fois plus vite que le son). Il s'ensuit qu'il existe continuellement une disjonction, une séparation, une sorte de décalage entre ce qu'on voit d'un coup de canon et ce qu'on en entend, et comme les distances auxquelles sont tirés et éclatent

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

les obus sont très variables par rapport à un observateur donné, il en résulte une sorte de dislocation très curieuse des impressions auditives et visuelles, et il arrive continuellement, par exemple, que lorsqu'on voit éclater successivement deux obus, c'est le dernier arrivé qu'on entend éclater d'abord.

Si on veut me permettre cette expression empruntée à l'hippologie, les sensations sonores et les visuelles causées par les coups de canon sont « désunies. » C'est précisément cette disparité des vitesses de propagation de la lumière et du son qui a permis jadis de mesurer la vitesse du son, et on n'a pas oublié l'expérience classique dans laquelle les membres du Bureau des Longitudes firent, l'autre siècle, cette détermination, en se divisant en deux groupes placés à Villejuif et à Montlhéry. A chacune des deux stations, on tirait des coups de canon à blanc et les observateurs placés à l'autre déterminaient au chronomètre le temps écoulé entre l'instant où on voyait la lueur de départ du coup (cela se passait la nuit) et celui où on l'entendait. Connaissant la distance exacte de Villejuif à Montlhéry on en déduisait facilement la distance parcourue par le son en une seconde, c'est-à-dire sa vitesse.

Inversement, connaissant le temps qui s'écoule entre l'instant où est vue une explosion quelconque et celui où on l'entend, on en déduit couramment la distance où elle s'est produite. C'est ainsi qu'en temps d'orage chacun de nous peut s'amuser à déterminer la distance qui nous sépare de la décharge électrique dont nous voyons d'abord l'éclair avant d'en entendre le coup de tonnerre. On s'est proposé de même de déterminer la distance des pièces d'artillerie, et les règlemens indiquent comment, connaissant l'instant où on voit la lueur d'un coup de canon et celui où on l'entend, on en déduit sa distance. C'est un moyen très simple et classique de repérer les canons éloignés; malheureusement, il n'est pas souvent applicable parce qu'on ne voit pas la lueur de la plupart des pièces, celles-ci étant soigneusement défilées en général. On a résolu cette difficulté dans la guerre actuelle par d'autres moyens dont ce n'est pas encore le moment de parler.

Mais, à vrai dire, et pour nous en tenir à la simple détermination des distances par l'intervalle entre la vision et l'audition d'un coup de canon, la méthode réglementaire n'est pas rigoureusement exacte, même avec les coups de canon à blanc, et pour la raison que voici : lorsqu'on tire une charge de poudre dans un canon, le son est produit comme je l'ai expliqué par l'expansion violente des gaz dégagés en

grande quantité par l'explosion de la poudre. Ces gaz sont projetés au dehors par la bouche du canon, avec une énergie très considérable puisque c'est elle qui suffit à envoyer les obus à des kilomètres de distance. Il s'ensuit qu'il se produit à la bouche du canon, même tirant à blanc, une sorte de *coup de vent* très fort. Puisque ce vent souffle dans la direction du coup et que, comme je l'ai déjà expliqué, la vitesse du son est accentuée par un vent favorable et diminuée par un vent contraire, il y a là une cause perturbatrice, et il est certain que la vitesse du son mesurée dans les expériences du Bureau des Longitudes à Villejuif et Montlhéry a dû être trouvée trop forte, et légèrement plus élevée qu'elle n'eût été dans un air parfaitement calme. C'est effectivement ce qui a été constaté depuis. A vrai dire d'ailleurs, le vent produit à la bouche du canon par les gaz de la poudre ne fait sentir son action que sur quelques mètres, et son influence sur la propagation du son est négligeable dès qu'on l'entend d'une certaine distance. Il n'y en a pas moins là une légère complication qui ne pouvait en toute rigueur être laissée de côté.

Lorsqu'on entend un coup de canon lointain sans qu'un indice optique quelconque, tel que la lueur ou la fumée, vous indique d'où il vient, il est très difficile d'avoir une idée exacte, même approximative, de sa direction. Tandis que le rayon lumineux grâce à sa faible longueur d'onde, d'où résulte sa faible diffraction autour des obstacles, est une chose nette, rectiligne et limitée, et qui nous indique, comme une flèche dardée sur la rétine, la direction du point d'émission, au contraire les ondes sonores, à cause de leur diffraction intense, ne donnent, comme nous l'avons vu, qu'une sensation très vague et très insuffisante de la direction. *A priori* pourtant, il semblerait qu'il dût en être autrement : la disposition des pavillons de nos oreilles est telle que l'une perçoit certes avec plus d'intensité que l'autre en général un son d'une direction quelconque, d'autant que l'interposition de la tête, qui sert d'écran, doit augmenter encore la différence, s'il s'agit par exemple d'un tir venant de droite ou de gauche. En outre, il y a environ une quinzaine de centimètres d'une oreille à l'autre ; il faut au son un demi-millième de seconde pour parcourir cette distance et lorsqu'il s'agit d'un son venant de droite ou de gauche, il doit y avoir une petite différence entre les instans des deux perceptions auriculaires qui doit contribuer à déterminer une orientation. De tout cela il résulte que c'est la perception latérale qui doit assurer le mieux cette détermination. C'est ce que nous savons tous inconsciemment lorsque nous « prêtons l'oreille, » ce qui

consiste précisément à se placer latéralement par rapport à un bruit.

Cette question est d'ailleurs d'une haute importance, notamment pour la navigation où l'on doit localiser les signaux acoustiques en temps de brume. Elle a fait en Angleterre l'objet de recherches systématiques qui ont conduit l'Amirauté britannique à la conclusion suivante : pour définir la direction d'où provient un son, la meilleure méthode est de se placer de façon à obtenir la perception latérale la plus nette possible, on tourne alors d'un angle droit et on a la direction cherchée en face de soi... ou derrière.

Mais cette méthode n'est applicable qu'aux sons continus et relativement durables comme ceux d'une sirène ou d'un sifflet. Avec un coup de canon qui est instantané, il ne saurait être question d'opérer de même, et en fait l'expérience prouve que les résultats obtenus à l'oreille sur l'orientation d'un coup de canon isolé sont généralement très incertains et erronés. La preuve en est dans les discordances énormes de plusieurs observateurs. Il semble qu'il soit impossible de définir avec certitude à moins de 30 degrés près à l'oreille la direction d'un coup de canon ; si élevé que soit ce chiffre, il correspond à l'avis des techniciens les plus éminens et notamment du général Nivelle, commandant l'armée de Verdun, qui, lorsque nous avions l'honneur de servir sous ses ordres, estimait à cette valeur l'incertitude possible dans de pareilles déterminations. Cette incertitude est donc telle que l'erreur commise sur un canon placé à une distance donnée pourrait conduire à le placer trop à droite ou à gauche de la vraie position, d'une quantité égale à sa distance de l'observateur. Rien ne montre mieux d'ailleurs l'incertitude énorme régnant dans ce domaine que les erreurs considérables qu'on commet lorsqu'on cherche du regard dans le ciel un avion dont on a entendu le bourdonnement. Quelquefois on commence par lui tourner exactement le dos.

***

Nous avons considéré jusqu'ici dans l'appréciation de l'origine d'un son uniquement les erreurs provenant de l'imperfection de nos sens. Nous allons examiner maintenant un autre phénomène fort curieux et tout différent, et qui fait que souvent, *même si nos sens et nos instrumens étaient assez parfaits pour définir exactement la direction d'où vient le son d'un coup de canon, cela ne nous donnerait nullement la direction où est le canon lui-même.* Il s'agit d'un phénomène fort subtil, mais d'une importance telle dans la guerre, où

il a souvent conduit les combattans à des erreurs ayant entraîné les conséquences les plus graves, que mes lecteurs me pardonneront, malgré l'aridité du sujet, de l'exposer avec quelques détails. Il n'est aucun effort qu'on ne doive s'imposer lorsqu'il s'agit d'avertir nos soldats d'une embûche qui leur est périlleuse, même si, comme c'est le cas, cette embûche est posée par la nature elle-même, et non par la volonté de l'ennemi.

Chose étonnante, ce phénomène d'illusion acoustique était jusqu'ici presque complètement ignoré des physiciens et beaucoup des traités de physique et d'acoustique les plus récens et les plus complets n'en font même point mention. En revanche, il n'avait point échappé aux balisticiens et aux spécialistes des armes à feu, et il avait été, déjà il y a près de trente ans, découvert, mis en évidence par eux. Cela prouve que la science pure a toujours à gagner à ne point perdre contact avec les sciences appliquées ; si celles-ci dérivent toujours d'elle comme le fleuve de la source, en revanche la réciproque est plus souvent vraie qu'on ne pense : « on a souvent besoin d'un plus petit que soi, » et les faits nouveaux apportés à la physique par le maniement des armes à feu, que nous allons examiner maintenant, en sont une fois de plus la preuve.

Ces faits se rapportent à ce que nous appellerons, pour simplifier, la fausse détonation des projectiles. Constatés déjà vers 1888 dans les expériences des capitaines français Journée et Sabouret et de l'Autrichien Mach, ils étaient connus des spécialistes surtout, grâce à une série d'articles du capitaine Hartmann parus dans la *Revue d'artillerie*, et à la remarquable brochure du capitaine Moch : *La poudre sans fumée et la tactique*, à laquelle j'ai déjà fait allusion.

Sans s'astreindre à un exposé rigoureusement scientifique dont la précision exigerait un appareil de formules rébarbatives dont la place n'est point ici, on peut, je crois, expliquer simplement de la façon suivante ce dont il s'agit.

Lorsqu'on étudie, dans les polygones et champs de tir, les armes (fusils ou canons) tirant des projectiles à grandes vitesses initiales, on constate souvent des écarts entre les distances de tir mesurées sur le terrain et celles déduites, par la méthode que nous avons indiquée, des temps que met le son pour arriver au but. On constate que ces écarts correspondent à une vitesse du son dans l'air très supérieure à 330 mètres par seconde et qu'ils sont, toutes choses égales d'ailleurs, d'autant plus grands que la vitesse initiale du projectile est elle-même plus grande. En particulier avec les balles du fusil modèle

1886, on réalise dans les expériences des vitesses initiales d'environ 700 mètres par seconde, et avec les obus de certains canons longs de marine récens la vitesse initiale atteint 1200 mètres par seconde. Ainsi, souvent dans les champs de tir d'infanterie, un observateur placé derrière la cible entend *simultanément* le bruit de la détonation et le choc de la balle contre la cible, lorsque le tireur n'est pas trop loin, et comme si le son se propageait avec la même vitesse que ses balles. Pour rendre compte des résultats ainsi obtenus, il faudrait admettre que le son a dans l'air des vitesses dépassant 4 et 500 mètres par seconde.

L'idée que la balle suffit à modifier assez l'air ambiant pour que le son de la détonation s'y propage avec une vitesse très supérieure à sa vitesse ordinaire heurterait à tel point toutes nos notions physiques qu'on ne s'y est pas arrêté un instant; on a d'autant mieux fait qu'on n'a pas tardé à constater, en se plaçant dans des conditions favorables, que, dans ces expériences, le son de la détonation de départ n'a pas cessé d'exister et continue à se propager classiquement à l'allure de 330 mètres à la seconde, et qu'on l'entend, quoique affaibli, un certain temps après la détonation à grande vitesse dont nous venons de parler, et qu'on a appelée le *claquement* du projectile.

Le départ des balles ou des obus à grandes vitesses initiales est donc signalé par deux détonations successives, l'une très vive et très sèche (d'où provient son nom imagé de claquement), et qui, tout en étant un son, se propage plus vite que le son dans l'air calme, l'autre affaiblie qui se propage suivant les lois ordinaires de l'acoustique. D'où provient cette détonation parallèle, et souvent prépondérante par son intensité, au point que la détonation du départ en avait paru éclipsée? Quelle est la nature de ce claquement? Quels sont ses fallacieux effets, dans le service d'exploration et de repérage, sur le champ de bataille? c'est ce que nous allons voir maintenant.

C'est Mach qui a élucidé exactement la nature du phénomène, aussi appelle-t-on souvent *ondes de Mach* les ondes sonores très particulières qui produisent le claquement du projectile. Une comparaison va faire comprendre sa nature : lorsqu'un vaisseau s'avance dans une mer calme, sa proue trace de part et d'autre de sa route, un long sillage double qu'on voit de très loin, qui est formé par deux lignes droites divergeant de part et d'autre du navire et qui se rejoignent à sa proue. Eh bien! l'onde de Mach est une onde analogue formée dans l'air par le choc très violent du projectile. En heurtant énergiquement les couches d'air calme qu'il rencontre, celui-ci y détermine une

condensation, une sorte de sillage pointu et divergent formant un cône dont la pointe du projectile occupe le sommet, et qu'il entraîne avec lui dans l'espace avec sa vitesse propre. Quand une barque se trouve à quelque distance à droite ou à gauche d'un navire en marche dans une mer calme, elle subit un léger clapotis au moment où elle est rencontrée par le sillage angulaire qui part de la proue du navire. De même, lorsque l'onde condensée conique, que le projectile à grande vitesse entraîne avec lui, rencontre l'oreille d'un observateur, celle-ci est frappée par un son (car une onde sonore n'est qu'une condensation suivie d'une raréfaction de l'air); elle entend le *claquement* de l'obus, et ce n'est qu'un moment après qu'elle entend le son de la détonation de départ qu'on avait faussement d'abord confondu avec ce claquement. L'expérience montre d'ailleurs que l'obus ou la balle ne produisent le *claquement* que lorsqu'ils ont une vitesse, dans l'air, supérieure à celle du son. Pourquoi? Une comparaison nous aidera à le comprendre : si une barque est presque immobile dans l'eau calme, les ondes circulaires qu'elle produit à la surface et qui sont analogues à celles que fait un caillou qu'on y jette, se propagent avec une certaine vitesse; si la barque se déplace très lentement, elle continue à produire des ondes circulaires centrées sur elle, et si on augmente peu à peu sa vitesse, on constate qu'elle ne commence à produire un double sillage rectiligne de part et d'autre de sa proue que lorsqu'elle avance plus vite que ces ondes circulaires. Ce phénomène est le même avec les projectiles, et c'est pourquoi ils ne créent l'onde de Mach que lorsque leur vitesse est supérieure à celle du son.

Un grand nombre de pièces, tous les mortiers, tous les canons courts, une bonne partie des obusiers, tous les canons de tranchée lancent leurs projectiles avec une vitesse initiale faible et inférieure à 330 mètres par seconde. Pour toutes ces bouches à feu, le phénomène du claquement n'existe pas et on n'entend qu'une seule détonation au départ du coup. Avec les canons longs à grande vitesse initiale, on peut, au contraire, en entendre deux, et il en résulte diverses conséquences curieuses.

***

Avant de les examiner, je voudrais montrer brièvement que le phénomène de l'onde de Mach, qu'on appelle aussi *onde de choc*, à cause qu'elle est produite par le choc des projectiles contre l'air, n'est pas seulement une hypothèse ingénieuse, mais bien une réalité dé-

montrée et sensible. La preuve que l'onde de choc existe bien réellement, c'est qu'on peut la voir, non pas à l'œil nu, mais grâce à la plaque photographique qui est, comme disait Janssen, la vraie rétine du savant. On y arrive en photographiant des balles à grande vitesse initiale au sortir même du fusil. Il est évident qu'on ne saurait songer à faire ces photographies par la méthode ordinaire, en ouvrant, puis en fermant un obturateur. En admettant en effet qu'on veuille obtenir des images un peu nettes, il faut que pendant la pose le déplacement de la balle ne soit pas de plus d'un cinquième de millimètre. Si, pendant ce parcours, il fallait couvrir et découvrir un objectif ayant seulement 1 centimètre d'ouverture, il faudrait donc que l'obturateur fût animé d'une vitesse cent fois plus grande que celle de la balle elle-même, c'est-à-dire de l'ordre de *70 kilomètres à la seconde.* Il est clair que c'est impossible. On a réussi néanmoins à photographier la balle en mouvement grâce à l'artifice suivant : en ouvrant la chambre photographique, on actionne une sonnerie qui donne au tireur le signal du départ : la balle au sortir de l'arme, passe entre deux fils métalliques entre lesquels elle forme un circuit électrique qui déclenche une vive étincelle, et c'est celle-ci qui projette instantanément l'image de la balle sur la plaque photographique. La durée de l'étincelle n'étant que d'un ou deux millionièmes de seconde, on obtient ainsi des clichés très nets. Sur ces clichés, on voit non seulement la balle, mais l'onde de choc qu'elle entraîne (car la condensation de l'air qu'elle produit réfracte un peu la lumière sur son bord et se traduit sur la plaque par une double ligne noire très nette). L'onde ainsi photographiée est d'une forme tout à fait analogue à celle du bourrelet liquide que forme contre les piles d'un pont un fleuve rapide. Elle est d'ailleurs due à une cause analogue. Ce dispositif a permis d'étudier en détail toutes les modalités de l'onde de Mach.

***

Le fait que les obus à très faible vitesse initiale ne produisent qu'une seule détonation qui se propage dans l'air à la vitesse de 330 mètres environ, permet d'être averti de l'arrivée de ces projectiles un certain temps avant qu'elle n'ait lieu. Le temps qui s'écoule entre l'instant où on entend le départ du coup et celui où il arrive, — supposé qu'il tombe près de l'observateur, — est d'autant plus grand que la pièce est plus éloignée et que la vitesse initiale est plus faible. Ainsi, pour prendre un exemple qui correspond à des conditions moyennes fréquemment réalisées, l'obus de 51 kilogrammes de l'ancien

obusier allemand de 15 centimètres lancé à la vitesse initiale de 245 mètres par seconde, lorsqu'il est tiré à 1 500 mètres de distance, arrive au point de chute environ 2 secondes après qu'on y a entendu le départ du coup. Lorsqu'il est tiré à 5 400 mètres, il arrive au but 27 secondes après qu'on y a entendu le départ.

On a donc largement le temps de s'abriter, dans un grand nombre de cas. On est d'ailleurs mis en garde non seulement par la détonation, du départ du projectile, mais aussi, lorsque la direction qu'il prend est dangereuse pour l'observateur, par le sifflement avertisseur qu'il fait dans l'air. Ce sifflement est dû au frottement dans l'atmosphère de l'obus qui est animé d'une rotation rapide, a une forme imparfaitement homogène et subit d'ailleurs sur sa trajectoire des mouvemens de balancement, de rotation périodiques; en outre, la cause principale du sifflement de l'obus paraît être qu'il rencontre dans l'air les discontinuités (condensations et dépressions) des ondes sonores de la détonation qui l'y ont précédé.

Dans la très curieuse et pénétrante étude qu'il a consacrée naguère ici même (1) à « l'esthétique des batailles » M. Robert de la Sizeranne a rappelé que « jadis à Sébastopol, chaque coup de l'ennemi était annoncé par le veilleur qui criait : « Mor-tier! » et tout le monde se jetait à terre, attendant que la bombe eût éclaté. » Le souvenir évoqué par M. de la Sizeranne est redevenu dans la guerre actuelle une réalité, et beaucoup d'hommes ont été sauvés des éclats mortels par le bruit précurseur de la détonation qui les avertit de s'abriter ou simplement de se coucher. Mais, à cette époque, les obus n'avaient jamais de vitesses moyennes supérieures à celle du son. Aussi la physionomie acoustique des batailles était bien moins complexe que maintenant.

Il n'en est en effet plus de même pour les canons à grandes vitesses initiales tirant aux distances moyennes. Les projectiles tirés par eux se propagent d'abord beaucoup plus vite que le son; il s'ensuit que lorsqu'on est près de leur point de chute, aucun bruit de détonation et non plus aucun sifflement ne nous a averti du danger. Aussi les soldats redoutent beaucoup plus que les projectiles des obusiers, ceux des canons longs qui arrivent, si j'ose dire, à l'improviste et sans crier gare.

Tout ce que nous venons de dire ne s'applique aux projectiles à grande vitesse initiale que dans la première partie de leur trajet où leur vitesse *moyenne* est supérieure à celle du son; mais cette

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1915.

vitesse moyenne diminue quand la portée augmente, puisque le projectile se ralentit peu à peu ; il arrive un moment où celui-ci tiré de très loin a une vitesse moindre que celle du son. A partir de cet instant les ondes sonores de la détonation de départ regagnent peu à peu leur retard sur l'onde de choc, et il arrive un moment, ou plutôt il se trouve un point de la trajectoire où elles la rattrapent; pour les portées supérieures à celle-là, l'obus, quelle que soit d'ailleurs la grandeur de sa vitesse initiale, est de nouveau précédé au point de chute par le bruit du coup de canon et par son sifflement avertisseur.

De tout cela résulte dans la nature, l'intensité et la succession des divers bruits produits par les coups des canons à grande ou à faible vitesse initiale une profonde diversité où seule une grande habitude, jointe à beaucoup de sens critique, permet de se reconnaître.

Quelques chiffres illustreront par un exemple ce qui précède : l'obus de notre 75 lancé à la vitesse initiale de 529 mètres va d'abord beaucoup plus vite que le son du coup de départ, et son claquement le précède d'une quantité qui augmente peu à peu jusqu'à valoir 1 seconde à 2200 mètres; à cet instant, la vitesse de l'obus est réduite à 330 mètres environ ; il s'ensuit qu'à partir de ce moment, le retard de l'onde ordinaire sur l'onde de choc diminue de nouveau jusqu'à ce qu'à 4700 mètres la première ait rejoint la seconde. Un observateur situé dans la direction de la trajectoire entendra donc 2 détonations successives, s'il est à moins de 4700 mètres environ de la pièce; au delà, il n'en entend plus qu'une. En outre, à partir de 2 200 mètres, il entend l'obus siffler, ce sifflement se plaçant entre les deux détonations qui l'encadrent. Au delà de 4700 mètres, le sifflement suit la seule détonation qui reste entendue.

Ces phènomènes ont des conséquences bien étranges : tout d'abord, au delà d'une certaine distance, la détonation du départ du coup est tellement affaiblie qu'on n'entend souvent que le seul claquement du projectile. Lorsque l'oreille reçoit l'onde de choc, elle tend naturellement à reporter l'origine de ce son à une direction perpendiculaire à celle du front de cette onde; or il est clair que cette direction diffère beaucoup de celle de la bouche à feu et qu'elle passe toujours très en avant de celle-ci, et d'une quantité d'autant plus grande que la vitesse initiale du projectile est plus forte. Autrement dit, la direction où l'on croit entendre le coup n'est nullement celle d'où il est parti. De là résultent fréquemment des illusions et des erreurs très dangereuses en campagne. Si on entend une détonation devant soi, rien ne prouve qu'elle provienne d'une bouche à feu située dans cette direction. On

ne peut même pas affirmer, comme l'ont fait par erreur des techniciens, que si on a réciproquement une batterie devant soi, c'est bien dans sa direction qu'on entendra la détonation, car ce n'est vrai que si la batterie tire vers l'observateur, mais nullement si elle tire à droite ou à gauche. Donc, dans le service d'exploration, on commettra souvent de graves erreurs, si on veut déduire la direction d'une pièce ou d'un fusil de celles d'où leurs détonations semblent provenir. Ainsi, si tout le long d'une tranchée on entend la détonation d'une balle tirée de la tranchée opposée, tous les observateurs entendront le son dans des directions erronées et d'ailleurs discordantes, sauf l'homme qui aura été directement visé.

Parmi les autres conséquences bizarres de ces phénomènes étranges, il est un fait que j'ai constaté, qui n'a, je crois, jamais été signalé, et que je voudrais rapporter ici, car il est étrangement paradoxal et paraîtrait incroyable s'il n'était élucidé par ce qui précède. Me trouvant sur le front de Lorraine, au bois de Mort-Mare, j'ai entendu plusieurs fois, tandis qu'une de nos batteries de 155 tirait à quelque distance derrière moi et par-dessus moi, le coup de canon un temps notable avant d'entendre le mot « feu » du chef de pièce qui l'avait manifestement précédé, puisque provoqué. C'est que le mot « feu » traversait l'espace à la vitesse du son et la détonation à la vitesse beaucoup plus grande du projectile, et lorsqu'elle arrivait à mon oreille, elle avait dépassé les ondes du mot « feu. »

*
* *

Il n'est pas jusqu'à certains phénomènes météorologiques et astronomiques sur lesquels le claquement des projectiles ne projette une lumière imprévue. Par exemple on a signalé souvent lors de la chute de quelque bolide que beaucoup d'observateurs répartis sur un nombre assez grand de kilomètres assuraient avoir entendu le bolide éclater avec un grand fracas exactement au-dessus de leurs têtes. Or le bolide ne pouvait avoir éclaté en même temps juste dans la verticale d'observateurs aussi éloignés les uns des autres ; il le pouvait d'autant moins que souvent on le retrouvait intact et nullement éclaté dans la terre meuble où il s'était enfoncé. Mais le bolide pénétrant dans notre atmosphère avec une vitesse très supérieure à celle du son y produisait une onde de Mach énergique, et c'est elle qui, venant frapper violemment les oreilles des observateurs, leur donnait l'illusion d'une formidable explosion au-dessus de leurs têtes.

Dans le même ordre d'idées, on peut rappeler les circonstances romanesques qui accompagnent le retour à la terre de l'obus lancé dans la lune par l'imagination de Jules Verne dans son livre *De la terre à la lune*. L'auteur nous dit que l'arrivée du projectile qui s'enfonce en bruissant dans la mer est précédé d'un intense sifflement venu des couches élevés de l'atmosphère. Pour une fois l'ingénieux romancier s'est trompé, car il est manifeste que le sifflement de son obus tombant en vertu de la gravité avec une vitesse très supérieure à celle du son n'a pu en aucune façon précéder le plongeon dans la mer de l'obus lui-même.

Pour en finir avec les bizarreries qui se rattachent au bruit que font dans l'air les projectiles, il est une remarque que nous avons souvent faite en entendant sur nos têtes le long sifflement des obus, ou tout près de notre oreille le « pftt » léger et gazouillant des balles Mauser. On remarque, surtout avec les balles, que ce sifflement commence par être très aigu, puis prend brusquement un timbre beaucoup plus grave avant de s'évanouir. De même fait le hululement des gros obus qui soudain baisse de ton dans le moment qu'ils passent au zénith. La raison en est simple. Pendant que le projectile se rapproche de l'oreille, la longueur des ondes sonores qu'il nous envoie est diminuée de sa vitesse: ces ondes sont donc plus courtes que si la balle ou l'obus était immobile, donc le son est plus aigu. Au contraire, lorsque la balle ou l'obus nous a dépassés et s'éloigne, leur vitesse s'ajoute à la longueur des ondes sonores qu'ils nous envoient, et le sifflement devient plus grave. C'est le même phénomène qui fait que, lorsqu'un express traverse une gare à toute vitesse en sifflant, les voyageurs placés sur le quai remarquent que le son du sifflet devient brusquement plus grave dès que la locomotive les a dépassés.

C'est encore le même phénomène qu'on utilise dans la spectroscopie astronomique pour déterminer la vitesse d'éloignement ou de rapprochement des étoiles par le déplacement de leurs raies spectrales.

Ainsi, bon gré, mal gré, par une sympathie que crée la physique, le reflet furtif des étoiles vient mêler sa nostalgique douceur jusqu'aux tumultueuses réalités de la bataille.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Durant toute cette quinzaine, dans le secteur anglais comme dans le secteur français du front occidental, au Nord et au Sud de la Somme, nos progrès ont continué. Au Nord, le 12 septembre, nos troupes ont attaqué sur une longueur de six kilomètres, à partir des environs de Combles, en descendant vers la rivière, et elles ont enlevé la première ligne des tranchées allemandes. Elles se sont emparées, en outre, de la cote 145, des bois Marrières, de tout le système de tranchées ennemies jusqu'à la route de Béthune à Péronne ; et, pour bien marquer leur victoire, elles ont fait d'un coup 1 500 prisonniers, auxquels plusieurs centaines d'autres se sont ajoutés par la suite. Quatre jours après, le 16 septembre, c'était le tour de l'armée anglaise. Elle attaquait vivement sur 10 kilomètres, prenait Martinpuich, Flers, Courcelette, le bois des Bouleaux, le bois des Foureaux, et faisait, de son côté, plus de 2 000 prisonniers. Cependant nous serrions de plus en plus près Bouchavesnes, une des avancées de Péronne, et nous l'occupions, tandis qu'au Sud, élargissant nos gains, nous chassions les Allemands des repaires qu'ils s'étaient creusés dans le vaste parc du château de Deniécourt. Leurs positions de Bapaume au Nord, de Péronne au centre, de Chaulnes et de Roye, plus au Sud et de plus loin, sont donc directement ou indirectement menacées ; hier, par la prise de Rancourt, par celle de Morval et de Lesbœufs, l'encerclement de Combles achevait de se dessiner ; dans la soirée, Combles même et Thiepval étaient pris, à leur tour. Comme à l'ordinaire, depuis que l'offensive de Picardie est commencée, tous les efforts de l'ennemi pour regagner le terrain perdu ont été vains ; toutes ses contre-attaques inutiles. Terrifié et presque pétrifié, au début, lorsque enfin il s'est ressaisi, ou plutôt lorsque, de sa main impitoyable, le commandement a eu redressé le soldat, il ne les a

point ménagées. Il n'a réussi qu'à se faire hacher, entassant les uns sur les autres ses morts qui sont morts pour rien. On assure que, de notre part, les sacrifices sont minimes, et que nos opérations nous coûtent en hommes aussi peu qu'il est possible, le travail de notre infanterie étant minutieusement préparé et parfaitement couvert par notre artillerie. Nos canons dominent, nos troupes dominent. Nous sommes portés par la supériorité même que, moralement et matériellement, nous sentons que nous avons acquise. Et puisque l'Allemagne a voulu que, dans cette tuerie, toutes les puissances de destruction fussent déchaînées, nous avons lâché sur elle de nouveaux monstres.

Sur le front italien, patiemment, infatigablement, par-dessus les obstacles qu'a entassés la nature adverse, au prix d'un héroïsme obscur et quotidien, les troupes royales ne cessent de réaliser, elles aussi, dans le val Arsa et le haut Posina, des progrès qui, comme les nôtres sur la Somme, paraissent petits tant qu'on les mesure un à un, mais dont le total sera sensible, et dont les conséquences ne sont pas toutes à l'échelle même de la carte. A l'Est de Gorizia et sur le Carso, du Nad-Logen jusqu'au rivage de la mer, vers Monfalcone, en bombardant le château de Duino et le chemin de fer, à Oppacchiasella, une offensive pleine de promesses semble concertée et entreprise : dès son départ, 2 000 prisonniers, un butin de guerre considérable, sont tombés en la possession de nos Alliés. Il pourrait se livrer, par là, une des batailles qui décideront, sur place, du sort de Trieste, et peut-être du sort de la monarchie austro-hongroise. Les accens de la proclamation que le duc d'Aoste vient d'adresser à son armée de l'Isonzo sont trop enflammés, trop lyriques, pour ne pas annoncer ou présager de grandes actions.

Sur le front russe, dans la région du Dniester, les Russes tiennent Halicz sous le feu multiplié de leurs grosses pièces. L'aile gauche de l'armée de Bothmer a été enfoncée. De même que chez nous, les contre-attaques allemandes où s'acharne l'énergie farouche d'Hindenburg échouent. Les divisions de Letchitsky, couronnant sommet par sommet les Carpathes, appuient la marche envahissante des Roumains en Transylvanie.

Dans ce secteur de Transylvanie, l'armée roumaine s'était portée et établie sur une ligne allant de Brasso, à l'Est, vers Sibiu, à l'Ouest, en passant au centre par Fogaras, sur l'Aluta, se confondant par conséquent avec le tracé même d'une des principales artères par où circule la vie en ces âpres contrées. Elle avait poussé devant elle des-

pointes dont quelques-unes avaient pénétré en profondeur à cinquante, à soixante et, dit-on, jusqu'à près de quatre-vingts kilomètres, dans l'intérieur du pays. Le spectacle des populations de *Szekely*, sicules ou sekles, et saxonnes, qui s'enfuyaient affolées à l'approche des Roumains, par un juste retour des choses, — et comme tant d'autres, ailleurs, avaient dû s'enfuir à l'approche des Impériaux, — l'extrême facilité avec laquelle l'armée roumaine avait pu faire ce bond, et, pour ainsi dire, sauter du haut des Alpes de Transylvanie au bord de la plaine hongroise, avaient plongé dans le désarroi l'âme magyare, pourtant froide et dure. On parlait de se retirer non plus déjà sur le Maros, mais sur la Tisza. Un réveil d'énergie, sans doute sur l'exhortation impérieuse, sur l'injonction d'Hindenburg, a tenté de relever plus loin la barrière. Autant qu'on puisse lire dans la concision, — et la contradiction, — des « communiqués, » la vague roumaine s'est provisoirement figée à Petroceny. Peut-être aussi le vent a-t-il soufflé et gonflé le flot d'un autre côté. Mais ce qui fait que la marée est la marée, c'est qu'elle revient.

Et puis, il y a la compensation. Dans la Dobroudja, la position des Roumains et de leurs adversaires était précisément inverse. C'étaient les hordes germano-bulgaro-turques qui menaçaient, avançaient, envahissaient. Tourtoukaï était tombée, — et quel bruit on avait fait, à Berlin et à Vienne, autour de sa chute! — Silistrie avait été évacuée : avec une complaisance qui n'exagérait que des trois quarts, on « contait, » plus qu'on ne les « comptait, » les milliers de prisonniers qui s'étaient laissé prendre, les douzaines de canons qu'on avait capturés, les divisions qu'on avait détruites, les régimens qui s'étaient rendus. Déshabitué depuis longtemps de ces joies, Guillaume II s'était empressé d'envoyer télégraphiquement à l'impératrice la moitié de son bonheur, qu'elle se chargerait de répandre en aumône au peuple allemand, afin que celui-ci, réconforté, le restituât en souscriptions au cinquième emprunt. « Victoire décisive ! » annonçait le Kaiser. « Désastre, débâcle, déroute, » insistait la presse, et elle écrasait, sons ses rouleaux à encre, un tiers de l'armée du roi Ferdinand, 150 000 Roumains ou Russes, beaucoup plus qu'il n'y en avait dans la Dobroudja. Mais, aujourd'hui, les journaux qui ont prolongé en écho et répété ce cri de triomphe sont bien embarrassés. Leurs rédacteurs, si inspirés qu'ils soient, suent sang et eau à expliquer qu'il y a des « victoires décisives » qui « ne sont pas » des victoires décisives ; et la victoire allemande de la Dobroudja paraît en être le type, l'exemplaire et le parangon même, puisque non seulement elle n'est pas

décisive, mais que ce n'a pas été une victoire, et que c'est finalement une défaite. Arrêtée sur une ligne de Tuzla à Rasova, en avant du chemin de fer de Constantza à Cernavoda, l'armée bulgaro-allemande, qui se croyait déjà partie pour Odessa, n'a remporté que tout l'opposé d'une victoire, décisive ou non. Elle a été si nettement battue, qu'elle a battu en retraite, ce qui, cette fois, est le signe certain d'une « défaite décisive. » Elle a eu beau exposer pour enseignes de grands tableaux où le nom de Mackensen était mis en vedette et faire ainsi sortir son « Dragon vert, » les Russes et les Roumains lui ont dit et prouvé en bons militaires, par le langage et les gestes appropriés, le peu de terreur qu'ils en éprouvaient. Le prestige de Mackensen a pâli dans ces cinq journées. Gageons que « le Prussien volant » va reprendre l'air, et qu'il ne se passera pas deux semaines avant que, pour réaccréditer le fétiche, on n'ait signalé sa présence en quelque autre partie du front!

Ne la signale-t-on pas déjà à Monastir? Car nous disions, le 15 septembre : « L'armée de Salonique s'ébranle. » Elle s'est ébranlée, vers son aile gauche du moins, d'un mouvement puissant et persévérant. Les Serbes, qui retrouvent toutes leurs forces en foulant le sol de la patrie, ont escaladé le Kaïmakcalan, d'où ils aperçoivent la terre promise, la terre qui leur fut volée et qu'ils brûlent de reconquérir. Les Russes et les Français sont entrés dans Florina, d'où les Bulgares refluent en désordre, et avec des pertes sanglantes, sur le chemin de Monastir, qui n'est qu'à une trentaine de kilomètres. Au delà de Monastir, c'est Prilep, c'est Negotin, ou c'est Vélès, c'est la ligne du Vardar, — et ce sont toutes les villes, amies ou ennemies, où elle mène. C'est le flanc droit des Germano-Bulgares tournés contre la Roumanie, et ce sont les derrières des Bulgaro-Germains tournés contre Salonique, qui appellent les coups et sur lesquels on est irrésistiblement invité à frapper. Au sommet de la courbe, sur la pente des monts Bélès, quelques avant-postes italiens, débordés par le nombre, ont été conduits à se replier. Aux environs de Doiran et de Gjevgeli, l'artillerie tonne. A l'Est, sur la rive gauche de la Strouma, qu'éclairent des reconnaissances anglaises, à Sérès, à Drama, ce serait l'opérette, et nous nous en amuserions, n'ayant rien du tout à y faire, si la trahison d'un général grec n'avait rendu les Bulgares maîtres de Cavalla, que de nouveau bombardent les escadres alliées. A Cavalla, le cercle de fer et de feu, qui, de la mer du Nord à l'Adriatique, et de la Baltique à la Mer-Noire, entoure l'Europe, se ferme sur la mer Égée.

Mais cette guerre prodigieuse où se trouve engagée plus de la moitié du genre humain, et dont les phases multiples se déroulent sur les terres de trois des cinq parties du monde, ne s'arrête pas à la mer. L'Europe est trop étroite pour elle. En Asie Mineure, l'Empire ottoman rompu donne encore des coups de reins et réagit par soubresauts. L'avance des Russes en est de temps en temps suspendue ou retardée, mais leur situation n'en est ni diminuée ni compromise. Le front du Caucase tient solidement. L'insurrection arabe crie dans les villes saintes, à la Mecque, à Médine, par la voix de tous ses muezzin, du haut de tous ses minarets, qu'il n'y a de Dieu que Dieu, que Guillaume II n'est pas son prophète, et que le padischah de Constantinople, ombre de l'Empereur, n'est plus que le Commandeur des mécréans. Sur le continent noir, les colonies allemandes ont disparu l'une après l'autre. La Grande-Bretagne et nous, avec l'aide de nos Alliés, nous avons, suivant le mot célèbre, « mangé l'artichaut feuille à feuille. » C'est aujourd'hui le tour de l'Afrique orientale, dont la capitale, Dar-es-Salam, vient de tomber sous les efforts combinés des Anglais, des Belges, des Portugais et des Boers, et qui n'a plus de ports pour se ravitailler. Si M. de Bethmann-Hollweg le désire, nous pouvons reprendre sa « carte de la guerre, » ou mieux la nôtre, qui est plus complète, et compter les milliers de kilomètres carrés. Ne compter que les siens, négliger tout ce qui n'est pas la Belgique et la Pologne, ce n'est pas du jeu, du terrible jeu qu'on nous a forcés à jouer ! Que les Allemands étalent, pour se leurrer eux-mêmes, ce qu'ils appellent « leurs gages ; » quand nous en serons là, nous abattrons les nôtres ; mais nous n'en sommes pas encore là. Tout va bien, mais ne va pas si vite. « Lent, dur, sûr : » il faut endurer pour durer ; durer pour aller jusqu'au bout ; aller jusqu'au bout pour ne pas avoir à recommencer dans dix ans, dans vingt ans, pour faire, — autant qu'il est permis à la fragilité des hommes, — du solide, du « définitif ; » de quoi respirer librement, vivre en une vraie paix un siècle ou un demi-siècle.

C'est vers cette unique pensée et cet objet unique que nous devons tous avoir l'esprit tendu. Ce qui se passe en Grèce ou ce qui ne s'y passe point ne saurait nous en distraire. Il y a, dans « la Grèce contemporaine, » deux ou trois théâtres au moins ; un à Salonique, avec succursales à Drama et à Cavalla, l'autre à Athènes. A Salonique, à Drama, à Cavalla, la troupe (sans équivoque sur le mot de troupe) est presque exclusivement composée de militaires. A Athènes, elle est recrutée parmi les gens de Cour, les hommes politiques, et tout

ce qui s'agite autour d'eux, des militaires aussi, mais d'autres, les créatures de l'ancien État-major, des Dousmanis, des Metaxas, les correspondans de l'Académie de Guerre de Berlin. A Salonique, il y a un Comité patriotique révolutionnaire qui s'agite, s'affiche et affiche, publie des proclamations, procède à des enrôlemens, nomme des chefs, défend contre l'étranger le territoire national, fait fonction et figure de gouvernement. A Athènes, il y a un gouvernement qualifié de ce titre, qui souffre et peut-être approuve, que des officiers livrent à l'étranger, — pour ne pas dire à l'ennemi, — ses forteresses, ses canons, ses fusils, ses munitions, ses provisions, et jusqu'à ses soldats, transportés ou déportés loin du danger et du devoir, plus loin encore de l'honneur, au fond de l'Allemagne. Où est le colonel Hadjopoulos ? Est-il allé habiter le logement que la reconnaissance prussienne lui préparait dans une petite ville, triste et glacée, de Silésie ? Est-ce tout le IVe corps d'armée, ou seulement la 5e division, est-ce 25 000 hommes ou 6000 seulement, à qui il a ordonné de déserter? Le gouvernement d'Athènes les a-t-il réclamés, et l'Empereur, s'il les tient, va-t-il les rendre à son beau-frère, certain qu'il n'en sera pas fait mauvais usage? Cependant, tandis qu'avec armes et bagages, le colonel Hadjopoulos passait la frontière bulgare et, ajoute-t-on, plusieurs autres, un héros des guerres balkaniques, indigné des besognes qu'on lui proposait, honteux de voir accueillir en libérateurs dans la Macédoine grecque ces mêmes bandits qui, trois années auparavant, l'avaient couverte de deuils et de ruines, pleurant de colère et saignant par toutes ses blessures profanées, le colonel Christodoulos, entraînait, lui aussi, ses régimens, et les menait de Sérès à Cavalla, puis à Thasos, non pour capituler, mais pour combattre. Et maintenant, de partout, à l'appel des Christodoulos et des Zymbrakakis, des volontaires se lèvent, qui sentent que la Grèce n'a plus rien à perdre et qu'elle a beaucoup à réparer. Mais pour qui et pour quoi se lèvent-ils ? Cette semaine, le roi Constantin, dans une harangue à l'antique, exaltait la discipline, félicitait les uns, stigmatisait les autres. La discipline? L'aveu serait grave, si le colonel Hadjopoulos était donné publiquement en exemple. Et quant au colonel Christodoulos, s'il était par là condamné, sans doute, au point de vue de la stricte discipline militaire, sa révolte fut un acte incorrect, mais dont la faute devant l'éternelle justice retombe en premier lieu sur ceux qui l'ont placé dans le cas douloureux de la commettre. En effet, lorsque ceux qui légalement commandent mettent leurs subordonnés dans l'obligation morale de désobéir, et lorsque ceux

qui doivent obéir n'ont, pour éviter de se souiller de la pire des forfaitures, d'autre ressource que de se soustraire au commandement, ou même de s'en emparer, on ne discerne plus nettement ce qui est louable et ce qui est blâmable; les notions se brouillent, les valeurs s'abolissent ou s'intervertissent. Alors, c'est l'état de dissolution, de décomposition, qui s'appelle dans le monde entier d'un nom grec : l'anarchie.

En Grèce, cet état d'anarchie ne se borne pas au militaire. Il y a, à Athènes, un gouvernement soi-disant constitutionnel, mais prenons-y garde : lui seul se croit un gouvernement, et il ne dit même plus qu'il est constitutionnel. Vainement le Roi a voulu par avance s'assurer dans l'histoire un rang distingué, et, par le numéro qu'il a revendiqué dans la série des Constantin, s'est inscrit à la suite des empereurs de Byzance. Personne ne peut oublier qu'il n'est que le deuxième roi de sa dynastie, et que cette dynastie n'est pas autochtone. Or il affecte un langage de monarque de droit divin, à la Louis le Grand ou à la Frédéric le Grand, sans songer que Louis XIV et Frédéric II, outre les raisons personnelles qu'ils avaient de se hausser à ce ton, quand ils parlaient de leur État comme se résumant en leur personne, s'autorisaient de ce fait que, pendant des siècles, leur État et leur maison avaient grandi ensemble et l'un par l'autre. Un roi ne représente, n'incarne, ne symbolise une nation que lorsqu'il est poussé, dans la lenteur du temps, des profondeurs de la nation : son arbre généalogique a besoin d'être porté et nourri par de longues racines. Mais le serment de fidélité que Constantin demandait ces jours-ci aux jeunes recrues helléniques n'eût pas été tourné d'une autre sorte, s'il eût été dicté à des Brandebourgeois ou à des Poméraniens par Guillaume II lui-même, « suprême seigneur de guerre. » Dans les circonstances présentes, ce n'est point pure fantaisie, accès subit de délire des grandeurs. Guillaume II disait aux siens : « Entre votre père et moi, c'est moi que vous devez choisir, et si je vous donne l'ordre de tirer sur votre père, cet ordre doit être exécuté. » De même, l'allocution de Constantin voudrait dire : « Entre moi et les autres, — ou l'Autre, — entre le prince et les prétendus représentans du peuple, c'est à moi que vous devez hommage et allégeance, car le peuple ne fait qu'un avec la personne du prince. » Et ce serait une thèse. Seulement, il n'est pas besoin, pour la démolir, de remonter au delà de 1860, et trois Puissances en sont témoins, les trois protectrices, les trois fondatrices du royaume de Grèce, les trois marraines, les trois garantes de la nouvelle famille royale : la France, la Grande-Bretagne et la Russie, parfaitement unies, aujourd'hui comme alors,

en leur volonté que le Roi soit constitutionnel ou ne soit pas.

Si le roi Constantin n'est pas ou n'est plus constitutionnel dans ses discours, dans ses allures, et comme dans ses manières, il ne l'est pas davantage, il l'est bien moins encore dans sa conduite politique. Ne pouvant se passer absolument de ministère, il n'accepte ou ne tolère que la plus petite quantité possible de Conseil des ministres, et surtout de président du Conseil des ministres : la camarilla, auprès de lui, remplace le Cabinet, ainsi que la flatterie travestit l'opinion et que la coterie masque la patrie. Il va de la sorte d'un Scouloudis à un Calogeropoulos par un Dimitracopoulos : M. Zaïmis, malgré sa modération, est encore trop fort et trop indépendant pour lui ; il tombe, d'un ministère dit d'affaires, à un ministère extra-parlementaire; après quoi, il ne reste rien. Parce qu'il ne veut pas faire la seule politique que le pays veuille suivre, avant le ministère extra-parlementaire, à la dernière marche qui précède le vide et l'abîme, il n'a déjà que des ministères anti-parlementaires, lesquels ne représentent même plus la majorité d'une Chambre qui ne représente que le tiers des électeurs. La nation n'est donc plus ni dans les Chambres, ni dans le gouvernement, elle n'est donc plus avec le Roi. Elle est, militairement, dans les corps de volontaires, qui s'organisent pour réparer les défaillances de l'armée régulière; politiquement, dans les comités de protestation, qui, de toutes les îles de l'Archipel et de presque toutes les provinces de la Grèce continentale, s'associent pour suppléer à la carence du gouvernement légal. Ainsi la nation est d'un côté, et le Roi de l'autre.

Ce sont choses de Grèce, nous voulons dire : Ce sont affaires des Grecs entre eux. Il paraît que, M. Dimitracopoulos ayant renoncé à former une compagnie d'hommes plus ou moins politiques que l'on eût décorée de l'étiquette de ministère, M. Calogeropoulos s'en est chargé et qu'il a réussi. Peut-être est-ce bien, et peut-être le contraire n'eût-il pas été plus mal ; au vrai, cela nous est indifférent. Nous ne connaissons pas plus M. Calogeropoulos que nous n'aurions connu M. Dimitracopoulos. Nous n'avons pas à les connaître. Nous ne faisons le jeu ni contre le roi Constantin, ni pour M. Venizelos, qui est de taille à le mener tout seul, et qui voit mieux que nous les limites de ce qu'il peut et de ce qu'il veut, qui sait pourquoi il part, avec qui, où il va. Pour nous, nous savons seulement que nous avons dans la Macédoine une armée dont la base est à Salonique ; que cette base doit être stable et sûre ; que notre armée ne doit avoir ni à se garder, ni même à regarder derrière elle. Et nous nous permettons de penser que, si quarante vaisseaux alliés croisent devant le Pirée,

ce n'est pas uniquement pour exiger l'expulsion de M. de Schenck ou réclamer le contrôle des télégraphes ; car M. de Schenck, en s'en allant, laisse son substitut, M. Streit, Grec, petit-fils de Bavarois, mais Grec, et le télégraphe n'est qu'un des instrumens de l'espionnage. Nous avons autre chose à montrer dans Athènes que les cols bleus de vingt-cinq de nos marins. Dès lors qu'on a certainement les moyens de sa politique, il faut avoir résolument la politique de ses moyens. Il faut se rappeler, surtout là-bas, qu'il y a une manière de résister qui est de paraître céder, et une manière de céder qui est de paraître obtenir. Le vieux précepte est toujours vrai : il ne faut pas menacer d'abord, et puis demander la permission.

Dans un article de *la Vita italiana*, qui promettait d'être fort intéressant, si l'on en juge par le peu que la censure romaine en a épargné, M. Colonna di Cesarò fait observer qu'une des erreurs de la Quadruple-Entente a été « de traiter avec les nations balkaniques, comme si elles eussent été de grandes Puissances occidentales. » Après deux ans passés de conversations, de négociations, l'Entente finirait-elle par découvrir que l'Orient n'est pas l'Occident ? C'est en grande partie la faute de la manie que nous avons de vouloir que nos institutions et nos idées s'imposent d'emblée et sans étapes à l'imitation de l'humanité tout entière, et, par exemple, de considérer faussement le régime parlementaire comme un fait si important, si caractéristique, à ce point fondamental et primordial à ce degré, que les Jeunes-Turcs, aussitôt qu'ils eurent fait la mine de l'adopter, semblèrent nous être devenus des frères. Pareillement les Bulgares, les rites de leur Sobranié, les redingotes et les chapeaux hauts-de-forme de leurs Radoslavoff ou de leurs Tontcheff. L'habit nous a caché l'âme. Nous nous sommes « fait le tableau » chimérique d'un Orient de notre xxe siècle. Combien nous l'eussions mieux compris, si nous avions repassé et revécu, avec lui, notre xvie, qu'il vit encore ! Une épithète nous a frappés, dans le débordement d'injures par lequel Hongrois et Bulgares ont accueilli l'intervention de la Roumanie. « Le principal coupable, s'écriait le *Budapesti Hirlàp* du 30 août, reste toujours Bratiano, *ce Machiavel au visage de Janus...* » C'est dommage que le second trait gâte le premier, en le surchargeant ; mais l'Orient est encore tout plein de visages de Machiavel ; et, en ce qui touche M. Jean Bratiano, nous ne le prenons pas en mauvaise part. Il a fait, en 1915 et en 1916, environné de périls, le personnage muet, énigmatique, mobile, insaisissable, inaccessible, insensible, qu'il fallait faire. Mais il n'y aurait pas à aller bien loin

dans les Balkans pour y retrouver d'autres personnages machiavéliques, un autre qui, quatre siècles auparavant, fut le modèle du Prince, très secret, mystérieux, double et fourbe, grand dissimulateur et grand simulateur, grand connaisseur de l'occasion. Espérons que, comme César Borgia, Ferdinand de Bulgarie aura tout prévu, « excepté qu'il serait à la mort lorsque son père mourrait ; » sans métaphore, que l'Allemagne en serait réduite à se défendre, et à défendre l'Autriche-Hongrie, lorsque la Roumanie attaquerait.

Derechef, le roi Constantin sacrifie à sa passion de l'interview. « La Grèce, aurait-il déclaré à un reporter de l'*Associated Press*, serait prête à s'unir aux Alliés dès qu'elle verrait dans cette décision des avantages certains et bien définis. » C'est, à coup sûr, et à bon droit, ne pas se poser, comme on dit, sur le terrain du sentiment : « les affaires sont les affaires, » et les Alliés n'en seront que plus à l'aise pour répondre. La Grèce voudrait voir, mais nous aussi. Elle voudrait « des avantages certains, et bien définis ; » nous aussi. Son intervention ne vaut plus pour nous ce qu'elle aurait valu il y a un an. Dans six mois, dans trois mois, elle vaudrait encore beaucoup moins qu'aujourd'hui, où déjà c'est une question de savoir ce qu'elle vaudrait, et si elle vaudrait quelque chose, dans l'état de son armée dispersée, désorganisée et, au témoignage de M. Venizelos, démoralisée, dans l'état du pays divisé sur lui-même, épuisé, déchiré. Peut-être, d'ailleurs, avons-nous dû, en face d'une Grèce hésitante, rétive jusqu'à être suspecte, prendre d'autres dispositions, et la liberté de nos résolutions n'est-elle plus entière. A présent que le problème de la guerre est résolu, ou du moins que la solution à intervenir, dans un délai qui reste inconnu, est connue, et que commencent à se poser les problèmes redoutables ou difficiles de la paix, peut-être notre avantage « le plus certain » est-il d'éviter pour demain les compétitions et les complications.

En tout cas, qu'on le sache bien, nous n'avons rien à offrir. Si on s'offre, nous examinerons, et la seule chose que nous demandions, la pleine sécurité de notre armée de Salonique, si on ne nous l'offre pas, nous l'exigerons. Ce n'est pas que nous craignions les Grecs, quand ils nous apportent des présens. Mais cet autre gentilhomme, Ferdinand de Bulgarie, avait déjà en poche son contrat avec l'Allemagne, qu'il nous caressait encore d'une langue dorée. Veillons, en attendant, à ce qu'une aventure comme celle du colonel Hadjopoulos à Cavalla ne puisse point se renouveler : ne dit-on pas qu'elle vient de se répéter au profit des Bulgares, qui auraient emmené chez eux, de Florina, toute

une compagnie grecque? Il serait piquant (mais l'on rirait de nous) que, la Grèce étant empêchée de se joindre en bloc aux empires du Centre, son armée pourtant trouvât le moyen de s'y joindre en détail. Lorsque le *Gœben* et le *Breslau* franchirent les détroits pour se faire Turcs, ce fut une faute énorme, ne les ayant pas arrêtés, de ne pas les suivre. N'y récidivons pas. Ne laissons pas les Hadjopoulos, avec des milliers d'hommes, avec un matériel de guerre qui vaut plusieurs centaines de millions, à l'heure où les réserves de nos ennemis en hommes et en matériel sont usées ou s'usent, franchir le Rhodope pour se faire Allemands. La Grèce, jure-t-elle, a réclamé ces fugitifs. Nous ne pouvons pas agir sur d'autres, mais nous devons agir énergiquement sur elle, pour qu'elle obtienne satisfaction.

L'entrée en guerre de la Roumanie a eu, comme il était à prévoir, des répercussions non seulement sur les belligérans, mais sur les neutres. En Suède, elle a donné lieu à une reprise « d'activisme » d'autant plus forte que la propagande allemande s'était ingéniée à faire croire que la Roumanie et la Suède lieraient partie, et naturellement du côté germanique. Naturellement aussi, la désillusion a engendré de la mauvaise humeur. C'est le moment où les Puissances de l'Entente ont fait remettre au gouvernement royal une note sur sa manière de pratiquer la neutralité; et sans doute cette note, à laquelle, en elle-même, il n'y a aucune critique à adresser, qui est parfaite de doctrine et de style, eût-elle été mieux venue ou plus tôt ou plus tard. Le gouvernement suédois, un peu piqué, et qui compte parmi ses membres au moins un juriste éminent, son président lui-même, M. de Hammarskjœld, a répliqué qu'il observait une neutralité irréprochable, et que, dès lors qu'il le faisait, il était le seul juge de la façon la plus convenable de le faire. Et sans doute encore le ton de la repartie était plutôt sec, mais la théorie, sous cet aspect aussi, se tenait. Il n'est pas contestable qu'il appartienne à la Suède, qui s'est déclarée neutre, de régler souverainement le mode par lequel elle prouve qu'elle l'est, pourvu toutefois que de ce mode il ne puisse résulter en fait qu'elle paraisse ne pas l'être. Sinon, il n'est pas contestable qu'il appartienne, par réciprocité, aux Puissances qui s'estiment lésées de représenter amicalement pourquoi ce mode ne les satisfait pas. En l'espèce, par suite des mesures que la Suède a prises, et sans que la correction de son attitude soit en cause, un courant de navigation a pu normalement s'établir entre les côtes suédoises de la Baltique, jusqu'au fond du golfe de Bothnie, et l'Allemagne, du Nord au Sud, tandis que, de l'Ouest à l'Est, des ports anglais

aux ports russes, le courant de la navigation est coupé; les engins mouillés dans la passe de Kogrund l'interceptent. On le voit donc : il n'y a pas de question de droit; encore bien moins de loyauté, de liberté ou de souveraineté; il n'y a qu'une question de fait. Les Allemands ne seraient plus les Allemands s'ils n'avaient essayé de jeter de l'huile sur le feu. Une fois de plus, ils y perdront leur souffle, qui devient court. La conférence des ministres danois, norvégiens et suédois, qui justement allait se réunir, a décidé de maintenir une neutralité scrupuleuse, de s'abstenir rigoureusement de toute intervention, de toute médiation, et de s'attacher à ce seul point que, de part et d'autre, il ne soit pas apporté au commerce légitime d'entraves trop gênantes ou de restrictions excessives. C'est fort sage, et l'on peut « causer. » Néanmoins on n'a pas souvenir que ces mêmes ministres aient protesté, lorsque l'Allemagne fit de la mer du Nord un champ de mines; et, lorsque les sous-marins de l'amiral de Tirpitz envoyèrent par le fond navires marchands, équipages, passagers, cargaison, courrier, il se peut que les États scandinaves aient murmuré quelques sévérités diplomatiques : mais c'eût été l'instant de restaurer une ancienne coutume de la race, et de pousser la clameur de haro.

En Espagne, des manifestations avaient été projetées pour la sauvegarde d'une neutralité dont personne, au dedans, ne songe à sortir, ni personne, au dehors, à faire sortir. A leur place, nous avons eu le discours de M. Maura, qui a surpris, intrigué, qui a provoqué tant de gloses et de commentaires. Même lu dans le texte, l'intention n'en est pas évidente. S'il est une chose certaine, c'est que l'illustre orateur a voulu poser les rapports de la politique espagnole avec celle de la France et celle de l'Angleterre, non dans la conjoncture où nous sommes, et qui passera, mais en leur fond permanent, traditionnel, séculaire. Ce n'est pas le propos d'un jour : il nous sera donné d'y revenir. En dire trop peu, dans la hâte d'une fin de chronique, serait risquer d'en dire trop.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

ET

LE PRINCE EUGÈNE

1804-1814

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE (1)

I

L'arrière-petit-fils du prince Eugène, le duc Georges Nicolaïevitch de Leuchtenberg, m'a confié les lettres que l'impératrice Joséphine adressa à son fils, depuis le jour où il fut nommé vice-roi d'Italie jusqu'au jour de l'abdication de Napoléon. Il m'a autorisé à publier ces lettres inédites; j'ai accepté, d'abord parce qu'aucune condition ne m'était imposée ; ensuite, parce qu'on y trouve sur les sentimens réciproques de la mère et du fils des indications nouvelles et précieuses.

Si la plupart des événemens de la vie de Joséphine paraissent connus à présent, et si l'on ne peut espérer rencontrer que des complémens d'information qui ne modifieront guère la construction générale, il y a lieu de revenir sur la façon dont Mme de Beauharnais a compris ses devoirs de mère et dont elle les a remplis. L'on connaît la grand'mère qu'elle fut ; ses lettres à la reine Hortense débordent de tendresse pour ses petits-fils.

(1) *Copyright by* Frédéric Masson, 1916.

Le témoignage que lui a rendu l'empereur Napoléon III témoigne de la reconnaissance émue qu'après soixante ans il en avait gardée; ses lettres au prince Eugène ne sont pas moins probantes: mais la mère fut fort différente de la grand'mère, et, selon qu'elle eut affaire à sa fille ou à son fils, la mère fut encore singulièrement inégale.

Assurément, elle pensait qu'elle aimait sa fille; elle la plaignait souvent d'avoir une mauvaise santé et, parfois, de ne point vivre en accord parfait avec son mari; mais Hortense était là d'abord pour lui servir. Elle a imaginé qu'il lui serait profitable que sa fille épousât Louis Bonaparte. Connaissait-elle son état physique? son état mental? Depuis six ans, elle le voyait habituellement et, des frères de son mari, c'était le seul qu'elle eût pu pénétrer, si elle s'y était arrêtée; mais elle n'a pas envisagé comment et pourquoi il ne pouvait faire que le plus détestable mari : il a suffi qu'elle crût utile de l'unir à sa fille pour qu'elle le poursuivît, l'acculât, l'amenât enfin, la corde au col, à un mariage où l'épouse était noyée dans les larmes. Et, de même, n'avait-elle pas fait de sa fille tantôt sa garde-malade, tantôt l'amuseuse de Bonaparte? Ne s'en débarrassait-elle point, pour peu qu'elle la trouvât gênante, en l'envoyant ici ou là, en la confiant à quelque amie créole, à Mme Campan, ou à Mme Tallien, ou à Mme de Crény, ou à Mme Renaudin, ou à bien d'autres? On ne saurait dire qu'elle s'en fût occupée, jusqu'au jour où elle pensa qu'Hortense pouvait faire un atout dans son jeu et où elle la tira de son écart.

C'est bien pis pour son fils, tant qu'il est petit. Il paraît ne lui être d'aucun souci : séparé d'elle durant sa première enfance, il traverse ensuite des pensions où elle est empêchée par ses plaisirs et ses affaires de l'aller voir; bientôt, ce ne sont plus des collèges, mais des camps qu'il habite, et elle trouve fort bon qu'il soit soldat à treize ans. Mais, quand Eugène est devenu un jeune homme, qu'il court sur dix-sept ans, il paraît mûr pour devenir, sinon un confident, au moins un Mentor. Elle le consulte et prend ses avis. La confession est à ce point un besoin de la femme qu'à défaut du prêtre qui lui manque, qu'elle dédaigne ou qu'elle croit haïr, elle prend une amie, sa femme de chambre, rarement son amant, et ici son fils. Cette façon, si étrange soit-elle, n'est point unique. La Révolution a rajeuni les mères en mûrissant les fils. Ceux-ci semblent bien

être, vis-à-vis de celles-là, les seuls qui n'aient point à faire échange de désirs. De plus, à cette fureur de plaisir qui entraîne les femmes, sorties par miracle des prisons, par miracle échappées à la guillotine, les femmes qui, n'ayant jamais été retenues par la morale religieuse, ne le sont plus même par la décence sociale, auxquelles le divorce apparaît justement comme un oiseux préliminaire de l'union libre, il semble que certains de ces jeunes gens opposent volontiers une forme d'esprit raisonnante, un étonnement indulgent et quelque peu dédaigneux. Cela n'est qu'en nuances, car, pour tout concilier, tout adoucir, tout rendre aisé, il y a, de la part de la femme, un extrême goût de plaire, de la part de l'homme une extraordinaire complaisance. Ainsi ne s'emporte-t-on pas et se garde-t-on des brutalités, même de paroles. D'ailleurs, certains actes qu'une morale plus stricte réprouve et condamne étaient alors sinon admis, au moins tolérés, au point qu'il ne paraissait point très surprenant qu'un fils y fît allusion, ne fût-ce que pour avertir sa mère et la mettre en garde.

De même arrive-t-il que, dans des querelles entre cette mère et son mari nouveau, celui-ci prenne pour arbitre le fils qu'elle eut d'un autre homme, qu'il le charge de lui faire entendre raison sur des objets tout à fait intimes, des fautes de conduite, des résolutions concernant leur communauté de vie ou leur séparation. Loin d'être unique, comme on pourrait le penser, ce cas s'est présenté ailleurs et l'on en pourrait donner pour preuves des correspondances authentiques échangées entre mère et fils bourgeois.

Il convenait d'indiquer cette nuance qui pourrait surprendre. Elle n'est point très accusée dans les lettres de Joséphine, bien qu'elle s'y rencontre ; elle est plus vive dans les quelques réponses que nous avons d'Eugène. Il prévient, mais c'est qu'il sait tout; il reprend, il conseille, il blâme, il corrige, et cela est tout à fait curieux. On lui prêterait volontiers sur cela un caractère de jeune raisonneur, — qu'il eût pu tenir d'ailleurs de son père Alexandre, — mais qui tromperait sur sa nature véritable : car, jusqu'à son mariage tout au moins, il fut un gai compagnon, et, si appliqué qu'il fût au métier militaire, il ne donnait sa part ni des imaginations plaisantes, ni des aventures amoureuses, ni des soupers en brise-pot. Sur la foi de sa mère, il faut se garder de le prendre pour un Grandisson qu'il n'était

pas. Plus tard, il fut uniquement aux mains de sa femme qu'il aimait, qu'il admirait et dont il était très orgueilleux, — avec une pointe de vanité. Aussi, pénétré de l'honneur qu'elle lui avait fait, suivait-il ses avis en toute chose et conformait-il sa vie à des désirs qu'elle n'avait pas même à exprimer.

Pour indiquer très sommairement quel il était, comme il avait pu s'instruire, s'éduquer, recevoir des idées et se former une conscience, une notice est nécessaire qui soit, autant que faire se peut, exacte et qui ne renferme que des faits authentiques. Cette notice d'ailleurs sera brève ; car sur des points on reste mal informé. Les lettres suivront, reliées seulement par le sommaire des faits, la plupart intimes, qui les motivent. Il faudra pourtant les situer dans le temps, et, sans entrer dans l'histoire politique ou militaire, y prendre une date ou un fait pour l'appliquer à la tête. De même pour des personnages de la famille Tascher ou Beauharnais, assez obscurs souvent pour qu'une indication soit utile. La plupart de ces lettres n'étaient datées que du quantième du mois. Le classement tel qu'il est présenté a été motivé par le texte; on le trouvera peut-être justifié. On ne saurait affirmer que toutes les lettres de Joséphine à son fils se trouvent ici sans exception. Quelques-unes ont passé sur des catalogues d'autographes dont on connaît l'analyse. Si l'on faisait un recueil complet ou un travail d'ensemble, on n'eût pas manqué de les relever, aussi bien que celles qui ont paru ici ou là, celles surtout qui se rapportent à la crise de 1813. Mais tel n'a point été le but poursuivi; il n'y a ici ni appréciation, ni polémique, une simple publication de textes.

I

ÉDUCATION D'UN PRINCE

Il y eut, à l'époque de la Révolution, des enfances si traversées par les événemens et les désastres qu'on se demande par quel prodige les petites âmes ont pu y résister. Au contraire, en sont-elles sorties trempées pour la vie et pourtant tendres et joyeuses. Rien ne peut plus les étonner, et tous les sentimens ensemble affluent dans ces cœurs que l'on eût crus desséchés par les souffrances précoces, par le repli sur soi-même, les larmes

silencieuses et solitaires. De même, quelles éducations ballottées et comment se pourrait-il que les jeunes gens en eussent retenu quelque notion d'histoire, quelque connaissance de la langue française, quelque habitude de l'orthographe ? A l'âge où des enfans, leurs camarades, entrent à peine dans les classes dites supérieures, eux sont soldats : tradition de l'ancienne France. De quatorze à quinze ans, le Roi régnant, un jeune gentilhomme était volontaire, cadet, page et se battait, — et se battait bien. N'importe : cette éducation à la diable, attrapée çà et là, interrompue par les cris de guerre, scandée par le canon, emportée par la charge, produit des fruits surprenans, et qui sont de durée. Telle lettre écrite par ces jeunes hommes figure dans l'histoire et y marque. Sans davantage de préparation, certaines pages, qui ne prétendaient point à être littéraires, prennent rang entre les classiques et méritent d'être proposées comme exemple : ainsi le livre de Fortuné de Brack.

Parmi les éducations ainsi cahotées, il n'en est guère qui se puisse comparer à celle d'Eugène-Rose de Beauharnais. Il était le fils de haut et puissant seigneur Alexandre-François-Marie vicomte de Beauharnais, capitaine au régiment de la Sarre et de haute et puissante dame Marie-Joseph-Rose de Tascher de la Pagerie, son épouse. Il naquit le 3 septembre 1781, rue Thévenot, dans l'hôtel qu'habitaient, avec son père et sa mère, son grand-père, haut et puissant seigneur, messire François, marquis de Beauharnais, baron de Bauville, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, chef d'escadre des armées navales, ancien gouverneur et lieutenant général pour le Roi de la Martinique et îles adjacentes, et la maîtresse de celui-ci : haute et puissante dame Marie-Euphémie-Désirée Tascher de la Pagerie, dame Renaudin. Pour assembler ces quatre personnages autour de ce berceau, il avait fallu une de ces comédies où l'argent joue le grand rôle et qui tournent si souvent au drame.

En voici les premiers actes. Cette dame Renaudin, tante de la jeune mère, avait connu à Fort-de-France, au temps où il y était gouverneur, le marquis de Beauharnais, et s'était introduite dans sa maison, — si bien qu'elle en était devenue l'unique arbitre; si bien qu'ayant précédé en France Beauharnais, destitué pour avoir mal défendu la Guadeloupe contre les Anglais, séparée avec scandale de son mari, en même temps que Beauharnais se séparait de sa femme, elle s'était

publiquement acoquinée avec l'ex-gouverneur, lequel se trouvait fort empêché, ses deux fils approchant de leur majorité, de leur rendre compte de la succession de leur grand'mère. Mme Renaudin eut alors une idée de génie : sur l'aîné des fils, elle n'avait plus de prise ; il était marié à une de ses cousines Beauharnais ; mais que ne pourrait-elle sur le second qui n'avait pas vingt ans, dont elle était la marraine, qu'elle avait presque élevé et dont elle s'était ménagé la confiance ? Il aspirait à s'émanciper et, s'il se portait dans une autre famille, il demanderait assurément ses comptes : ce qui serait grave.

Mme Renaudin avait laissé à la Martinique deux frères dont un avait des filles à peu près en âge d'être mariées. Une lettre du marquis de Beauharnais avertit M. de Tascher qu'on lui en demandait une, n'importe laquelle, et qu'il dût, tôt et vite, l'amener en France. Tout cela assurément enveloppé des formes voulues. Joseph de Tascher de la Pagerie ne pouvait guère s'attendre à cette fortune. Sans doute était-il d'ancienne noblesse percheronne, et mieux né que les Beauharnais ; sans doute, avait-il été admis page de la Dauphine, ce qui demandait les mêmes preuves que la Grande Écurie. Mais sa vie avait été fort dérangée et sa carrière des moins brillantes.

Rentré à la Martinique sans avoir profité des avantages qui lui étaient acquis, il s'était contenté de figurer comme sous-lieutenant à une compagnie franche de marine, puis comme lieutenant chez les canonniers gardes-côtes : s'étant marié à Rose Desvergers de Sanois, il s'était un peu remonté et avait fait valoir les terres que sa femme possédait aux Trois-Islets et à Sainte-Lucie, mais il dépensait à Fort-Royal plus qu'il n'en tirait. Le passage de Beauharnais au gouvernement eût pu lui être de secours, mais, tout au contraire, les circonstances en avaient fort déconsidéré la famille de Mme Renaudin. De l'opinion il n'y avait point à se soucier et il fallait voir les faits. Or, au départ du marquis, Mme Tascher la mère (née Boureau de la Chevalerie) avait accepté de garder le fils dont Mme de Beauharnais était accouchée avant son départ ; et elle l'avait tenu chez elle durant toute sa première enfance, et ce fils était justement le cadet, cet Alexandre dont Mme Renaudin était la marraine et auquel son père était bien embarrassé, venant ses dix-huit ans, de rendre les 291 559 livres 13 sols 10 deniers qu'il lui devait. Avec les 103 625 livres que réclamait le fils

aîné, c'était de quoi mettre le marquis dans la plus fâcheuse posture.

L'expédient du mariage était admirable, mais il fallait qu'il réussît. M. de Tascher y portait toute la bonne volonté désirable, mais sa fille Catherine-Désirée qui, en rapport d'âge avec Alexandre, eût été, pour l'extérieur, la plus désirable, mourut tout juste à ce moment. La dernière des filles, Manette, ne voulait point traverser la mer et opposait une résistance qu'on ne pouvait vaincre. Restait l'aînée, mais n'était-elle pas bien âgée pour le fiancé qu'on lui destinait? Elle était née en 1763, lui en 1760; mais elle n'était point jolie, au dire même de son père, elle avait « seulement une fort belle peau et de très beaux bras, » et elle mourait du désir de venir en France.

Pour le marquis et pour Mme Renaudin, ce qu'il fallait, c'était une fille de M. de Tascher : « Il nous faut une enfant à vous, » dit Mme Renaudin; et lâchant la grosse raison à qui sait l'entendre, M. de Beauharnais écrit à la fin : « Je pourrais mourir et alors les tuteurs de mon fils, mineur de quatre ans, qui soupire après cette alliance, voudraient peut-être s'y opposer et lui en proposer une autre. » Mme Renaudin sait bien que, si le mariage manquait, ce serait le désastre ; que pour peu que le jeune homme sortît de page, il apprendrait la sottise à laquelle on le pousse, d'épouser une fille presque de son âge, sans dot, sans héritage, sans famille ni entours, pas même jolie et point du tout au ton de la société. Pour une telle affaire, car il ne pouvait être question d'amour, il fallait qu'on lui eût noué un bandeau sur les yeux et qu'on l'y tînt ferme.

En effet! Mais de ce travail Joséphine est innocente et victime; seule Mme Renaudin mène le branle. Peut-être croit-elle en cela servir sa nièce, mais elle sert d'abord elle et le marquis.

De fait, la vie de ces deux êtres, Alexandre et Joséphine, a été gâtée par cette mauvaise action de la Renaudin; par ce « mariage forcé, » qui n'est point une comédie, et qui tourne au drame. Et aussi la vie des deux enfans qui naîtront de cette union : l'aîné au temps où l'on peut encore garder quelque illusion, la cadette au moment où tout est brisé et où les liens sont déjà rompus.

Il faut par quelques dates préciser les faits, indiquer le cours de ces existences et noter en particulier les allées et venues des uns et des autres.

Alexandre et Joséphine sont mariés le 13 décembre 1779 à Noisy-le-Grand où Mme Renaudin possède une maison de campagne. Un fils — Eugène-Rose — naît le 3 septembre 1781, rue Thévenot, dans l'hôtel du marquis, avec lequel on fait vie commune aux frais du mineur. Déjà le ménage marche assez mal — s'il a jamais marché. Alexandre mène la vie de château et, par lettres, avec une insoutenable pédanterie, inflige à sa jeune femme des compositions littéraires et des pensums. Eugène, selon l'usage, est placé en nourrice aux environs de Noisy et le père, à qui le séjour de Paris ne vaut rien, s'en va faire un grand voyage en Italie. A son retour, le marquis et ses femmes ont déménagé, s'en sont venus habiter rue Neuve Saint-Charles au prolongement de la rue de la Pépinière, entre la rue de Courcelles et le faubourg Saint-Honoré. Le bail est au nom du vicomte, mais d'habiter il n'a garde. Après un mois de répit, il aspire à passer à la Martinique avec l'espoir de faire campagne sous M. de Bouillé; M. de Bouillé ne veut point de lui, mais quelqu'un d'autre, une dame de Longpré qui le range à sa suite et, pour des raisons obscures, entreprend contre l'inoffensive Joséphine une guerre de calomnie perfide qui amène la séparation. Quand, en octobre 1783, Alexandre revient de la Martinique derrière cette femme, Joséphine est mère pour la seconde fois. Elle est accouchée, le 10 avril, de sa fille Hortense-Eugénie. Son mari s'est fait précéder de lettres insultantes; c'est par les pires injures qu'il annonce son arrivée. La séparation est inévitable : Joséphine se retire au couvent de Panthémont, laissant sa fille en nourrice à Noisy, chez la mère Rousseau, et son fils Eugène aux soins d'Euphémie, une femme de couleur que jadis M. de Tascher amena en France et qui restera inébranlablement fidèle à ses maîtres. Eugène habite avec elle l'appartement où son père l'a établi, rue Saint-Charles.

La famille de Beauharnais a pris platoniquement parti pour Joséphine, mais nul ne saurait empêcher alors la reddition de comptes qui constitue la défaite définitive et la ruine de Mme Renaudin : peu importe qu'ensuite Joséphine, par l'acte de séparation du 5 mars 1785, ait gain de cause sur tous les points, reçoive de son mari les plus formelles excuses et obtienne une pension à peu près suffisante pour elle et pour sa fille qui lui est laissée.

Quant à Eugène-Rose, il est dit par l'article III de l'acte de

séparation qu'il restera à son père, mais que celui-ci le laissera jusqu'à l'âge de cinq ans sous les yeux de sa mère dans l'appartement qu'il occupe à présent. Alexandre se chargera de tous les frais relatifs à son fils, lequel passera les étés avec sa mère à la campagne. Eugène demeure dans la même maison que sa mère, jusqu'au 3 septembre 1786. A partir de cette date, Euphémie habite sans doute un autre quartier, car on rencontre assez fréquemment des lettres que lui adresse Joséphine pour avoir des nouvelles de « son cher Eugène. » Ainsi passe l'hiver de 87. A l'été, Noisy étant vendu, Eugène vient à Fontainebleau chez son grand-père le marquis et chez son excellente tante Mme Renaudin, qui y sont récemment établis.

En juin 1788, au moment où Joséphine part pour les Iles avec sa fille Hortense, Eugène est placé dans l'institution la plus recherchée qui soit à Paris : *l'Institution de la jeune noblesse*, rue de Berry, « près le jardin Beaujon et la Porte Maillot. » Rien de plus cher : cent louis par an, sans compter le trousseau d'entrée et les arts d'agrément, mais on y rencontre ce qui est le mieux né, le plus élégant et le mieux en cour. On y fait des relations, et, paraît-il, les études, sous MM. Lemoine et Loiseau, ne sont pas mal soignées. Joséphine revient en France en octobre 1790, Eugène est en pension et, sauf aux vacances où il rejoint sa mère à Fontainebleau, il la voit peu. Beauharnais, député de la noblesse du bailliage de Blois, aux États Généraux, grâce au fermier général Lavoisier, s'est signalé tout de suite dans la minorité de son Ordre : il a été adopté par la Révolution et il multiplie les motions égalitaires. L'on sait comme il présida l'Assemblée constituante lors du voyage de Varennes. Puis, l'Assemblée se sépare et, Cincinnatus parlementaire, l'ex-dictateur rentre dans l'obscurité. Le 7 décembre 1791, la guerre étant imminente, il reçoit l'ordre de rejoindre la 21e division à laquelle il est attaché en qualité d'adjudant général (lieutenant-colonel). Il rejoint son poste en janvier 92. Eugène est toujours dans sa pension Loiseau. Après le 10 août, Joséphine, prise de peur pour ses enfans, les confie à son amie, la princesse de Hohenzollern, laquelle, quittant Paris, va se réfugier dans une terre de son frère le prince de Salm, à Saint-Martin-en-Artois, en attendant une occasion de passer en Angleterre. Beauharnais, qui est à Strasbourg, maréchal de camp et chef d'état-major de l'Armée du Rhin, dès qu'il

apprend cette escapade, expédie un courrier avec ordre de s'opposer à l'émigration de ses enfans et de lui ramener, à Strasbourg, Eugène qu'il place au collège (septembre 92).

Il y reste tout juste une année. Alexandre, obligé, dans les dix heures, de quitter l'armée qu'il avait commandée, l'a laissé au collège, qui bientôt va fermer. Le garçon rejoint à Croissy, le 28 septembre 1793, sa mère réfugiée dans cette campagne, près d'amis dévoués. Il est placé comme apprenti menuisier chez le père Cochard, agent national de la Commune, ce qui vaut à sa mère un certificat civique, et, étant réputé patriote, il reçoit, le 19 octobre, un sabre et un fusil.

Son civisme de douze ans et demi ne sauve pas ses parens. Le 25 mars 1794 (12 ventôse III), sur un arrêté du Comité de sûreté générale, Beauharnais est arrêté à la Ferté-Aurain où il s'est retiré; il est amené à Paris, écroué aux Carmes le 14 mars. Un mois plus tard, le 19 avril (30 germinal), le Comité de Salut public ordonne l'arrestation de Joséphine qui, le 2 floréal, rejoint son mari en prison. Les enfans sont restés avec leur gouvernante, la citoyenne Lannoy, qui s'emploie pour eux avec le plus grand dévouement, fait rédiger, écrire, porter des pétitions où « d'innocens enfans » réclament alternativement la liberté de leur père et de leur tendre mère. Alexandre est trop en vue pour qu'on l'oublie dans ces fournées, qui, en juillet 94, vident les prisons, comme, deux ans auparavant, avaient fait les massacres. Il est guillotiné, le 5 thermidor (23 juillet). Quatre jours plus tard, ce qui s'écroule sous l'irrésistible et muette poussée du peuple, ce n'est pas comme on a dit la tyrannie d'un homme, c'est le système d'une faction. Joséphine fut des premières mise en liberté, le 19 thermidor (6 août).

Enfermé aux Carmes, par la volonté de Saint-Just et sous la signature de Carnot, le général Hoche y a fait la connaissance de Joséphine. Mis en liberté le 17 thermidor (4 août), il reste quelques jours à Paris en liaison avec elle, avant d'aller prendre le commandement de l'armée des Côtes de Cherbourg. Il emmène Eugène le 15 fructidor (1er septembre 94). Joséphine le lui confie et « il s'habitue à le considérer comme son fils. » Voilà donc Eugène avec Hoche, faisant le petit officier d'état-major, de fructidor an II à fructidor an III (septembre 95) (il doit donc avoir été à Quiberon), peut-être à vendémiaire an IV

(octobre). A ce moment, Joséphine, qui a de nouvelles liaisons avec Barras, réclame son fils à Hoche qui le lui renvoie et elle le place à Saint-Germain-en-Laye, dans la pension, dite Collège irlandais, que vient d'ouvrir, en face de l'Institution nationale de Saint-Germain, tenue par Mme Campan, un sieur Patrice Mac Dermott, qui fut, dit-on, précepteur du jeune Campan.

Puis c'est Vendémiaire, la mitraillade du cul-de-sac Dauphin, la protestation étouffée, le général Buona-Parte promu général en chef de l'Armée de l'Intérieur, le désarmement des Parisiens, la visite, au Quartier général, d'Eugène réclamant le sabre de son père, l'accueil que lui fait Bonaparte, et le reste. Car de là, la prodigieuse fortune des Beauharnais, de tous les Beauharnais et de tous les Tascher, même ceux qui ont émigré.

Eugène est toujours chez Mac Dermott ou plutôt chez Mestro, son successeur. N'était que la chère maman vient bien rarement à Saint-Germain les voir, sa sœur et lui ; n'était qu'elle oublie d'envoyer les effets qu'il réclame et même l'argent de sa pension, tout irait bien, car, à Saint-Germain même, le marquis et Mme Renaudin, celle-ci à la fin épousée, sont toujours prêts à gâter les enfans. Eugène se développe en force et en agilité, tant que, dans une des fêtes civiques, il emporte le prix de la course à pied.

Bonaparte, comme beau-père, n'est point gênant : il est parti à la conquête de l'Italie, et, pour la première fois qu'il s'en mêle, il réussit assez. Dans chacune de ces lettres, écrites avec la lave brûlante, « que lance le volcan de son cœur, » dans chacune de ces lettres qui marquent d'un signe d'amour chaque station de la voie triomphale, il a, pour les enfans, un souvenir, une tendresse, quelque chose de paternel, car il a adopté toutes les affections de sa maîtresse, il les a réalisées telles que la nature eût dû les lui inspirer à elle, et il rêve de cette paternité. En même temps, il se fait presque le contemporain de ces enfans et se rangerait volontiers à être leur frère, sous la maternité tendre de Joséphine. Tout ce qui est sentiment vient de Rousseau et comment s'étonner de trouver cette nuance, qui rappelle au souvenir la pervenche des Charmettes?

Joséphine à la fin contrainte à partir pour triompher avec cet époux qui menace de planter là la victoire si sa maîtresse n'arrive pas, la vie pour les enfans est d'une dissipation qui ne doit guère aider à leurs études, ni à leur formation morale.

Pour correspondans, Joséphine leur a donné les deux Tallien, mari et femme, et Barras. Jérôme Bonaparte est venu rejoindre Eugène à la pension Mestro et Mme Tallien y a placé dans la même chambre le fils qu'elle eut du premier de ses innombrables lits, Théodore Devin de Fontenay, qui pour lors marche sur sept ans. Eugène est le grand aîné de la chambre, car il touche à quinze ans, mais Jérôme, qui n'en a que douze, mène, ou croit mener tout le monde, tranche et décrète. Le paradis est à Chaillot chez les Tallien. Seulement, parfois, il fait relâche. Monsieur et Madame ont eu dispute et vont se séparer; mais Barras intervient et se charge des reprises à ces déchirures conjugales. Plus souvent qu'il ne faudrait pour le cours des études, Barras fait prendre les enfans, pour une fête, un dîner, une promenade, simplement parce que cela le distrait et, dans ce rôle, il paraît bon homme. Hortense est de quantité de dîners, où des généraux venus d'Italie, des littérateurs, des diplomates la traitent comme une dame. Eugène paraît moins fait, quoique de deux ans plus âgé; mais c'est le cas des garçons. Quant à Jérôme, on lui donnerait une armée à conduire ou un royaume à gouverner, il ne s'en étonnerait pas plus que de la couronne de lauriers dont on le coiffe par procuration et des discours qu'on lui adresse comme s'il revenait d'Italie.

Tout de même, elle est conquise, cette Italie : Rome a été épargnée, mais c'est que Bonaparte n'a point voulu y entrer; l'Istrie, la Carinthie, la Carniole, la Styrie, tout cède au vainqueur; un pas de plus, il est à Vienne. De Mombello, où il se repose, jouit de son triomphe, organise la Cisalpine, il appelle Eugène qu'il se donne pour aide de camp (10 messidor V — 28 juin 1797); deux jours plus tard, il le fait nommer sous-lieutenant au 1er régiment de hussards. L'enfant n'a pas seize ans, mais il est des grâces d'état — même, surtout en république.

On le voit bien, car du sous-lieutenant Eugène, Bonaparte va tout à l'heure faire presque un ambassadeur, pour porter aux Sept-Iles le traité de Campo Formio. L'enfant trouve à Corfou M. de Corbigny, qui lui est le plus précieux des introducteurs, et il rentre par Naples et Rome; à Rome, où Joseph Bonaparte ambassadeur prépare la République romaine, il tombe en plein dans cette émeute que les commensaux de l'ambassade ont provoquée et où le général Duphot est tué. Il ne tint pas à Eugène qu'il partageât son sort; au moins rapporta-t-il son cadavre.

Rentré à Paris au plus tard à la fin de nivôse (février 1798), il passe quelques mois à jouir de sa nouvelle vie, à se faire gâter par sa mère et par sa sœur, à prendre une notion des manœuvres militaires, à se préparer aux expéditions que son beau-père va entreprendre. Où Bonaparte mènera-t-il son armée? Qu'importe aux dix-sept ans d'Eugène? En Égypte? va pour l'Égypte! Mais s'il y porte toute l'ardeur de son jeune courage, il est singulièrement affecté par ce qu'un hasard lui a fait entendre : dans un entretien que Bonaparte eut avec ses aides de camp, Junot et Julien, et avec son chef d'état-major, Berthier, il a été question de Joséphine, de ses imprudences avec le nommé Hippolyte Charles qu'elle a connu à Paris, en Italie, adjudant de Leclerc, et qui est devenu indispensable à sa vie. On a dit au général à peu près tout ce qu'il en est, et le fils a tout entendu : « Tu penses bien, maman, que je ne crois pas cela, mais ce qu'il y a de sûr, c'est que le général est très affecté. Cependant il redouble d'amabilité pour moi. Il semble, par ses actions, vouloir dire que les enfans ne sont pas responsables des fautes de leur mère. Mais ton fils se plaît à croire tout ce bavardage inventé par tes ennemis. Il ne t'en aime pas moins et n'en désire pas moins t'embrasser. » Et, en terminant, cette phrase : « Depuis six semaines, point de nouvelles, point de lettres de toi, de ma sœur, de personne. Il ne faut pas nous oublier, maman ; il faut penser à tes enfans. Adieu, crois que ton fils sacrifierait mille fois son bonheur au tien. » Ainsi, par une réticence qui pourrait être de style, Eugène se refuse à croire, mais il sait tout, et dans de tels détails qu'il ne saurait garder d'illusion. En a-t-il sur les autres personnages qui ont traversé la vie de sa mère : Hoche et Barras, par exemple? N'importe : celui-ci suffit; celui-ci qui est sans excuse, même d'un coup de cœur. Bien que renseigné, Eugène ne juge ni ne condamne. Il accepte ; il ne donne point aux actes physiques une portée ni une sanction morale. Ne voit-il pas, chez sa tante Renaudin-Beauharnais, une fille de son père, la nommée Adélaïde, dite Adèle, élevée à frais communs par sa tante et par Joséphine? Il n'a point pris ombrage, dans ce milieu où s'est écoulée son adolescence, de cette sensualité qui, sans mauvaise tenue, accorde les désirs, fût-ce pour un seul jour. Dans un temps revenu au paganisme, il semble que l'attrait physique excuse, justifie tout, même aux yeux des enfans.

Après avoir écrit cette lettre qui doit mettre Joséphine en éveil et qui ne parvint jamais, car elle fut prise en mer par les Anglais, Eugène continue son service simplement. Bonaparte, se tenant pour libéré de fidélité conjugale, a une fantaisie pour une petite femme, à minois et à tournure de modiste, qui est venue de Carcassonne en Égypte, costumée gentiment en chasseur à cheval, à la suite du mari, lieutenant au 22e, qu'elle vient d'épouser. La liaison établie entre Bonaparte et Bellilote, comme on appelle Mme Fourès, le général se montre partout avec elle : tantôt elle est à ses côtés dans la calèche, l'aide de camp de service trottant à la portière; tantôt elle caracole en habit de général, bicorne à plumes tricolores en tête, sur un cheval arabe dressé tout exprès. Eugène n'est point dispensé d'accompagner et de suivre. Cela fait un curieux pendant à ce qui se passe à Paris et à Malmaison.

En Syrie, où, promu lieutenant, il accompagne son général, il prend une part brillante aux opérations et est blessé à la tête devant Saint-Jean-d'Acre. Par chaque courrier, il donne des nouvelles à sa mère; il lui raconte la bataille du Mont-Thabor, il lui annonce la prise prochaine de la ville : « J'espère, écrit-il, que ma première lettre sera datée de la ville d'Acre : elle nous aura donné du mal, mais nous l'aurons, et sous peu. »

La retraite fut dure et, après Aboukir, qui avait cette fois sauvé l'armée, le général jugea indispensable sa rentrée en France : Eugène l'accompagna, et ce fut lui qui, de Fréjus, le 17 vendémiaire, à quatre heures du soir, avertit sa mère de la prochaine arrivée de Bonaparte. Son courrier n'a que deux heures d'avance sur le général, mais celui-ci muse en route, s'arrête à Aix, à Avignon, à Lyon, à Nevers; il arrive rue de la Victoire, le 24, à six heures du matin. Joséphine, partie à sa rencontre sur la route de Bourgogne, a dû pousser jusqu'à Lyon, et en revenir. Le général est décidé à la rupture; il s'enferme dans sa chambre. Hortense et Eugène, à genoux devant la porte, supplient pour leur mère. Bonaparte ne sut jamais résister aux larmes. Il cède.

Après Brumaire, c'est une carrière de prince du sang qui se dessine pour Eugène. Avant même que Bonaparte soit officiellement Premier Consul, le 1er nivôse (22 décembre 1799), il nomme Eugène capitaine : comme capitaine, Eugène charge à

Marengo, y est remarqué et la récompense ne se fait pas attendre. Un mois après, le 29 messidor (18 juillet 1800), il est, à dix-neuf ans, chef d'escadron, commandant les chasseurs à cheval de la Garde consulaire : quelle vie ! quelle fortune ! Tout s'empresse vers lui, si bien que, ne croyant plus à des cruelles, il se fait rabrouer par Mme Récamier. Il fait ménage avec Bessières, qui commande en chef la cavalerie de la Garde et qui le semonce à l'occasion ; mais, à la campagne, pour être plus libre, quoique à portée de Malmaison, il reçoit de son beau-père le pavillon de la Jonchère, acheté pour lui 40 000 livres métalliques. Il est comblé d'argent, comme il est comblé d'honneurs. Le 21 vendémiaire an XI (18 octobre 1802), il est promu, à vingt et un ans tout juste, colonel de ce régiment des Chasseurs de la Garde des Consuls, qui vaut une brigade et bientôt une division, qui est bien, au propre, la Garde à cheval, corps privilégié par sa solde, sa tenue, ses garnisons, son service, et qui passe de loin en faveur les grenadiers à cheval, seuls à mettre en parallèle. Il reçoit d'abord de son beau-père 30 000 francs de traitement annuel, puis, à la fin de 1803, 150 000 francs. Les gratifications sont de même force : en l'an XI, 50 000 francs le 1er frimaire (novembre 1802), 100 000 le 30 germinal (20 avril 1803). On rachète pour lui, moyennant 120 000 francs, de son oncle François de Beauharnais, la moitié indivise d'une habitation située à Saint-Domingue, dite Lacul. On achète pour lui, moyennant 194 975 francs, un hôtel situé rue de Lille, « entre une cour décorée de peupliers et un jardin planté à l'anglaise en arbres exotiques et indigènes et donnant en terrasse sur le quai Bonaparte ; » cet hôtel, que Germain Boffrand a construit en 1723, sur un terrain acheté de Jean de Bedé et de Guillaume du Villeroy, a passé tout de suite (en 1715) à Jean-Baptiste-Colbert de Torcy, l'illustre ministre, et des héritiers de celui-ci à Gabriel-Louis de Neufville-Villeroy, dont les ayans droit l'ont vendu à des marchands de biens. C'est un des plus beaux emplacemens qui soient à Paris, car la vue s'étend alors sur des jardins bordant le fleuve, sur les Tuileries se silhouettant entre les arbres de la terrasse du Bord de l'Eau ; de l'autre côté sur la place de la Concorde et ses palais, les Champs-Élysées et, au retour du fleuve, après l'allée des Veuves, la montagne de Chaillot. Mais où sont-ils, les correspondans du petit Beauhar-

nais : Tallien, Barras, la citoyenne Cabarrus? A la décoration et l'ameublement de l'hôtel, Eugène, secondé par l'architecte Bataille et par Calmelet, son intendant, dépense, assure-t-on, 1 800 000 francs : il en fera la plus belle et la plus élégante maison qui soit à Paris. On en peut encore juger, car les propriétaires ont eu le bon goût, depuis un siècle, de n'en rien distraire et de n'y rien ajouter.

Il ne manque pour Eugène qu'une femme; aussi chacun s'empresse à le marier : tantôt à une nièce de M. de Talleyrand, Mlle de Périgord, tantôt à Mlle de Rohan. Il eût pu entrer alors dans les intentions de Bonaparte d'allier les siens aux familles les plus grandes qu'il y eût en France, et cela eût pu être d'une politique soutenable; mais cela lui passa, et il ne trouva plus bientôt que, si bien nées fussent-elles, les filles de la noblesse française profitassent à ses desseins. Il ne poussa donc pas.

D'ailleurs, à l'Empire, il sembla quelque peu refroidi vis-à-vis d'Eugène. S'il avait pensé à une adoption, l'idée en a passé. On lui a donné ou il a pris quelque jalousie de ce joli garçon, qui a tout pour plaire et qui y réussit. Au lieu de l'élever dans la hiérarchie nouvelle, il le laisse au rang où il est, qui, étant celui de colonel, le met fort loin ; Eugène « se trouve relégué, par son rang et ses fonctions, dans le salon d'attente le plus éloigné des Appartemens. » On a compté qu'il marquerait un mécontentement dont on profiterait. « Il ferme la bouche à ses bons amis de cour, en leur disant qu'il se trouve bien partout où le devoir le place. » Comme s'il voulait l'éprouver, Napoléon lui fait offrir par Joséphine l'office de grand chambellan. Quelle situation c'eût été créer, et comment eût-on envisagé les rapports quotidiens? Eugène s'excuse sur ce que cet emploi ne convient ni à ses goûts, ni à son caractère, « sa vocation étant toute militaire. » Loin de lui en tenir rigueur, Napoléon paraît lui en savoir gré. Eugène veut rester dans le militaire, soit. Il ne recevra à la vérité qu'une dignité purement honorifique, qui n'est point un grade et qui ne comporte pas d'emploi : elle est de parade et de fantaisie, mais donne place parmi les dignitaires. C'est Eugène, le fils de l'Impératrice, qui, à Fontainebleau, le jour de l'arrivée de Pie VII, dîne avec le Souverain Pontife ; mais c'est le colonel général Beauharnais qui, seul avec les maréchaux d'Empire, est appelé, dans la

grande cérémonie de Notre-Dame, à porter un des honneurs de l'Empereur, l'anneau, — non point celui que Napoléon vient tout à l'heure d'échanger avec Joséphine, mais celui qui atteste l'indissoluble union de l'Empereur avec l'Empire. Et de cette fonction, comme de toutes celles qu'il reçoit, il s'acquitte avec une grâce infinie. Il faut avouer qu'entre les costumes qu'a dessinés Isabey le sien est un des plus seyans : il porte le dolman vert et la pelisse rouge brodés d'or, le pantalon et les bottes brodés de même, ainsi que la *saberdache*, et le fond du bonnet de poil d'ours. Le bon temps pour les brodeurs : 472 francs pour la saberdache et 272 pour le fond du colback!

Cela dispense-t-il le colonel des chasseurs de la Garde de quelque exercice ou manœuvre? point du tout, peut-être même au contraire. Tout à l'heure, il était à Pont-de-Brique avec son régiment et jamais la vie n'y fut plus active. « Tous les jours, écrit-il à Bessières, nous restons dix, douze et quatorze heures à cheval. » Il commande les escortes dans le voyage sur la rive gauche du Rhin, et comme il trime! « Nos détachemens, écrit-il, sont assez fatigués. Sur les deux cents hommes venus d'Ostende et de Dunkerque, il y en a trente-cinq malades... » « L'intention de l'Empereur est de faire des courses à cheval, parce que les chemins sont mauvais pour les voitures, sur Juliers, Gueldre, Vanloo et toute la rive du Rhin jusqu'à Cologne. » Nul n'a le droit d'être las; tout ce monde est jeune, enthousiaste, affolé d'ambition, constamment excité par des honneurs nouveaux. Ainsi Eugène sera-t-il membre de la Légion le 12 frimaire XII (4 décembre 1803), commandant le 25 prairial (14 juin 1804), général de brigade le 25 vendémiaire XIII (17 octobre 1804). L'unique emploi civil qu'il ait reçu jusqu'ici est celui de président du collège électoral de Loir-et-Cher : peu de chose.

L'Empereur est sur le point de partir pour l'Italie où toutes sortes d'affaires exigent sa présence. Eugène commandera les escortes de cavalerie et, étape par étape, conduira ses chasseurs, grenadiers, gendarmes, mamelucks, artilleurs, de Paris à Milan, par vent, pluie, neige et tempêtes. C'est de ces marches où l'on peut laisser la moitié de son monde et sa réputation. La commission peut sembler hors de proportion avec la dignité de colonel général et le reste. Mais Eugène, assure-t-on, n'a pas compris que, sur les terres impériales, la chasse est interdite et qu'il est dangereux même de ramasser le gibier qui s'offre et

qu'on ne sait pas poursuivi. Cela lui vaut un voyage d'hiver : les voyages forment la jeunesse.

A ce moment, Joséphine, quoique mariée par le grand aumônier, sacrée par le Pape et couronnée par l'Empereur, se croyait ou se trouvait menacée par une autre femme dans le cœur de Napoléon. Ce fut justement cette femme qui était la cause indirecte du départ d'Eugène. C'est pourquoi celui-ci écrit à Bessières (de Saint-Pierre-le-Moutier, le 7 pluviôse XIII), 27 janvier 1805 : « Quant à moi, mon cher ami, je voyage toujours gaiement, pensant souvent à Paris, non pas pour Paris, je te jure, mais je souffre quelquefois de mon incertitude sur l'état de mon excellente mère. Je ne sais plus aucune nouvelle d'elle. Je ne la crois pas malade, mais je redoute qu'elle soit inquiétée. Je serais heureux de savoir la maison tranquille et c'est à ce bonheur que je tiens le plus. »

Juste au moment où il rumine des idées noires, une révolution se produit aux Tuileries. D'abord, Napoléon, soit que sa fantaisie fût passée, soit plutôt qu'elle fût satisfaite, ne pensa plus à la dame qui avait manqué brouiller « la maison, » comme dit Eugène. Les Bonaparte, dans leur intempestive convoitise de l'hoirie fraternelle, refusèrent l'un après l'autre le trône de Lombardie, si l'hérédité en France ne leur était pas conservée et garantie. Il s'éleva des querelles d'une violence brutale autour de ce cercueil vide. Finalement, Napoléon ne trouva aucun de ses frères qui voulût de l'Italie, même pour son fils. Écœuré, il se rejeta aux Beauharnais, il pensa à ce garçon qu'il avait constamment trouvé obéissant, serviable et dévoué, qui, à présent, sur un ordre malencontreux, chevauchait sous la pluie et la neige. Il se le représenta aimable, doux, point gênant, tout à fait dans sa main. C'est ce qu'il lui fallait, et il n'aurait avec lui aucune des difficultés qu'il éprouvait dès maintenant, et si l'on peut dire, avant la lettre, avec ses frères : mais il fallait pour cela qu'il retirât Eugène du militaire où il l'avait confiné et qu'il lui donnât entrée dans le civil. Ce fut ce qu'il fit le 12 pluviôse (1er février) en le nommant grand dignitaire, archi-chancelier d'État de l'Empire, — emploi quelque peu falot, qui consistait en particulier à conserver le protocole de l'Empire, mais qui donnait la qualité de prince, le rang immédiatement inférieur aux princes français, l'entrée au Conseil privé, au Grand Conseil de la Légion d'honneur, au Sénat et au Conseil

d'État. On était cousin de l'Empereur. « Mon cousin, écrit l'Empereur à Eugène, ce changement n'apporte aucun obstacle à votre carrière militaire; votre titre est : le Prince Eugène, archichancelier d'État. Vous recevrez celui d'Altesse Sérénissime. Vous n'êtes plus colonel général des chasseurs. Vous restez général de brigade, commandant les chasseurs à cheval de ma Garde. »

Et, bien mieux que par le titre et la dignité, il habilite Eugène à n'importe quelle fonction par ce message au Sénat : « Au milieu des sollicitudes et des amertumes inséparables du haut rang où nous sommes placé, notre cœur a eu besoin de trouver des affections douces dans la tendresse et la consolante amitié de cet enfant de notre adoption. » Voilà un mot grave et qui porte. Eugène le reçoit à Lyon : « Tu connais ma nouvelle dignité, écrit-il à Bessières. Tu connais surtout le message du Sénat. Tu me connais surtout et tu dois aisément juger de tout ce que j'éprouve. C'est impossible à peindre. Je t'avouerai que, connaissant les bonnes intentions de l'Empereur à mon égard, j'osais m'attendre à quelque chose, mais à rien de si beau, de si flatteur pour moi. Je te jure que j'en suis confus. » Désormais les situations envoyées à Bessières concernant le « Détachement de cavalerie commandé par S. A. S. le prince Eugène » sont signées *le Prince Eugène* et malgré qu'avec Bessières il conserve le tutoiement et s'efforce à la familiarité, on trouve dans le ton quelque apprêt qui est nouveau, comme dans cette lettre du 29 pluviôse où il dit : « Je te prie d'être l'interprète de mes sentimens distingués pour ta respectable famille. » Il arrive péniblement à Lans-le-Bourg, ayant subi à Modane une tourmente qui a fait beaucoup souffrir hommes et chevaux. Un certain nombre ont failli périr par des éboulemens de terre ou de rochers. Puis, c'est le Mont-Cenis, « détestable depuis huit jours, » et qu'il faut passer coûte que coûte, car il n'y a plus de fourrages. Enfin on passe ; on est à Verceil où l'on fait séjour et d'où Eugène peut enfin répondre aux lettres de compliment qui lui arrivent par centaines. Dans la lettre qu'il adresse à Mme Campan, il dit en finissant : « Veuillez donc accorder au Prince Eugène votre amitié et à Eugène cette ancienne bienveillance dont le souvenir lui est si cher. »

Il arrive à Milan le 25 ventôse (16 mars). Sur huit cent quatre-vingt-dix hommes et chevaux, il n'a laissé en route

que trente-quatre hommes et trente-six chevaux. C'est peu, dit-il, et cela est vrai. Il tombe au milieu des bruits les plus contradictoires. Les Italiens disposent de tout avec une extraordinaire liberté, ils font des rois, des ducs, des gouverneurs, des colonels généraux et tout cela en faux. « Ce qu'il y a de bien sûr et ce que je puis t'assurer, écrit Eugène, c'est qu'en Italie, on désire beaucoup que ce soit l'Empereur qui conserve le titre de roi des Lombards et que celui de ses frères qu'il a l'intention de placer ne soit que vice-roi. Les gaillards, ajoute-t-il, ne sont pas dégoûtés. » Un mois plus tard, lorsque l'Empereur et l'Impératrice, en route pour Milan, sont déjà arrivés à Lyon (25 germinal XIII-15 avril), il écrit à Bessières : « Entre nous, ce pays-ci est très beau, mais l'esprit y est des plus mauvais; point d'enthousiasme, point d'attachement pour personne, et la plus cruelle aversion pour tout ce qui n'est pas italien. » Le lendemain, il écrit : « L'esprit public est bien mauvais dans cette chienne de ville ; » nul que lui ne semble moins penser que sa destinée va y être attachée, qu'il aura à tenir tête à ces peuples qu'indispose si fortement le caractère français et à s'y consacrer.

Dans le cortège du sacre de Milan, il marche, comme prince de l'Empire, au-devant de l'Empereur, à défaut des princes impériaux; dans la visite à Saint-Ambroise, il commande les troupes, sous les ordres du colonel général de service; il s'occupe avec Bessières à constituer la Garde italienne, parce qu'il commande les chasseurs; l'Empereur a bien pensé à lui conférer une souveraineté, mais c'eût été le duché de Parme. Et puis, d'autres pensées sont venues qui ont rompu tous les plans. Après Joseph et Louis, l'Empereur a pressenti Lucien pour la couronne de Lombardie; il le ferait roi, à condition que sa femme, Mme Jouberthou, consentît à n'être que duchesse de Parme, avec souveraineté pour elle et future succession pour ses enfans : Lucien veut tout ou rien. S'il est roi, sa femme doit être reine et son fils prince royal. Là-dessus, rupture.

Il faut pourtant quelqu'un pour tenir la place à Milan. Puisque aucun Bonaparte ne consent à l'accepter, l'Empereur prendra un Beauharnais et, le 18 prairial (7 juin), il rend sa décision publique, il nomme le prince Eugène vice-roi du royaume d'Italie « pour qu'il remplisse, conformément à ses décrets et instructions, les fonctions qu'il lui a attribuées, qu'il exerce

l'autorité qu'il lui a déléguée et qu'il jouisse des honneurs, rang et prérogatives qu'il a déterminés. »

Les fonctions de vice-roi, toutes de reflet et de représentation, assurent à Eugène, avec l'extérieur de la souveraineté, la jouissance des palais, le service de la Maison royale ; il travaille avec les ministres, préside le Conseil d'État, commande les troupes et les milices, correspond avec les agens diplomatiques; mais ce n'est là que l'extérieur. En fait, Napoléon s'est réservé, jusque dans l'extrême détail, l'exercice du pouvoir, et il n'en a rien abandonné ; seul, il statue sur tout objet qui présente un intérêt ou qui offre une utilité, et le vice-roi n'a qu'une fonction d'information et de transmission. Nulle promesse d'inamovibilité; il fait serment d'abandonner ses fonctions aussitôt que le Roi le lui ordonnera : il est donc révocable *ad nutum*, comme un préfet, et c'est le sort qui l'attend, s'il déplaît, si Joseph, ou Louis, ou Lucien se ravisent; et il n'aura gagné à cette élévation subite que de tomber de plus haut.

L'Empereur, à son départ de Milan, laisse à Eugène des instructions qui ajoutent un chapitre au *Prince* de Machiavel et par lesquelles se trouve formulée la philosophie de la souveraineté : pessimiste certes, mais si profondément observée qu'aucun des traits ne manque le but. Et après avoir rédigé ces pages (1) qui doivent fournir la doctrine générale à ce jeune homme de vingt-trois ans, lequel n'a jamais eu à s'occuper jusque là de législation, d'administration, de finances, ni de quoi que ce soit, hormis de se battre, il le jette dans le détail du gouvernement, et lui enjoint d'être soudain instruit de toutes choses : administration départementale, finances, frais de justice, dépenses des préfets, sbires, ponts et chaussées, cultes, budget, domaine, instruction publique, code Napoléon ; il doit tout savoir, tout connaître, tout deviner; il doit être au courant des impôts, des lois constitutionnelles, des formes d'administration, de l'armée, que dire? Tous les jours, une, deux, sept (19 juin), neuf lettres (20 juin) et quelles lettres! Qu'Eugène ne s'avise point d'empiéter sur ce que le Roi s'est réservé; un éclair et la foudre. Parfois, ce n'est pas assez qu'il fulmine. Par Maret, il fait écrire à Méjan, qu'il a donné à

(1) Elles ont été publiées pour la première fois, dans : *Bibliothèque choisie du Constitutionnel*, I. p. 61, et elles ont paru si extraordinaires de pensée audacieuse qu'on avait mis en doute leur authenticité. Voyez *Correspondance*, n° 8852.

Eugène comme mentor, des paroles d'une sévérité encore plus rude. D'ailleurs, tout y passe. A propos d'un projet de loi dont il craignait le rejet, Eugène a fait venir Salimbeni, le chef de l'opposition dans l'ancienne Consulta. « Votre discours à Salimbeni, écrit l'Empereur, n'est pas sensé, il faut être plus grave dans la magistrature. Il fallait le faire appeler par la police ou par le ministre de l'Intérieur et m'en rendre compte. Il y a dans votre conduite quelque chose de chevaleresque qui est de votre âge, mais non de votre place. J'ai commencé par destituer Salimbeni. Je connais mieux les Italiens que vous. Je protégerai ceux qui me professent de l'attachement, mais je ferai une sévère justice de ceux qui seraient d'une catégorie différente. »

Et c'est là, tant la réprimande tient au cœur d'Eugène, le sujet de la première lettre que lui écrit l'Impératrice depuis le retour d'Italie. Arrivée à Saint-Cloud le 29 messidor (18 juillet) avec Napoléon, elle est partie pour prendre les eaux à Plombières le 14 thermidor (2 août), en même temps que l'Empereur se rendait à Boulogne. De là elle écrit :

De Plombières, le 18 thermidor (an XIII, 6 août 1805).

« Non, mon cher Eugène, je ne t'oublie pas, car je suis sans cesse occupée de toi, de ce que tu fais, de tes plaisirs, mais surtout de tes peines et je t'assure que, lorsque j'apprends que tu éprouves quelque contrariété, j'en suis plus affectée que toi. L'Empereur m'a paru toujours content de toi ; il a seulement été un peu fâché de ce que tu avais fait venir un homme qui avait tenu des propos. Il dit, — et avec raison, — que tu aurais dû le faire tancer par le ministre de la Police et qu'il n'était pas de ta dignité de le faire venir chez toi. Mais il a dit que c'était d'un jeune homme et d'un jeune homme qui avait de l'honneur. Il serait curieux de savoir par qui il a su cela. Au reste, il connaît ton dévouement pour lui et ton attachement et il t'aime bien. Il n'en est pas de même de sa famille. Elle a vu avec le plus grand chagrin ta nomination. Murat fait toujours le courtisan. Sa femme a été malade. Il y paraît, car elle est bien changée. Elle a conservé cet air qu'elle appelle dignité (que je nomme, moi, composé) qui ne lui réussit pas du tout. Tout ce monde-là a bien tort de ne pas nous aimer. S'ils voulaient être bonnes gens, ils n'auraient pas de meilleurs amis que nous.

L'Empereur est toujours bien aimable pour moi. Je fais aussi tout ce qu'il dépend de moi pour faire tout ce qui lui est agréable. Plus de jalousie, mon cher Eugène, et ce que je te dis là est bien vrai. Aussi est-il plus heureux et moi plus heureuse. Je ne puis te rien dire sur les nouvelles politiques, c'est un mystère que l'Empereur ne laisse jamais pénétrer. Il est dans ce moment-ci à Boulogne. Tout ce que je sais, c'est qu'il attend depuis huit jours un courrier qui devait décider de son départ. Tu sais sans doute que le mariage du prince de Bade est rompu, ce qui donne de grandes espérances pour la personne que tu connais. J'ai vu son portrait. On n'est pas plus belle. Ta sœur se porte bien, ainsi que les enfans. J'avais avec moi à Saint-Cloud le second qui est bien beau. Louis est toujours dans le même état. Il me tarde bien, mon cher Eugène, d'être au milieu de l'hiver. C'est l'époque où tu m'as promis de venir me voir. Combien ta mère sera heureuse! Tu sauras, mon cher fils, que je gémis tous les jours d'être séparée de toi et que mes yeux sont toujours remplis de larmes, toutes les fois que je pense à toi ou qu'on me parle de toi. Si je ne t'ai point écrit depuis mon arrivée, j'ai été bien fatiguée et bien tourmentée par des visites. D'ailleurs, il n'y avait rien de nouveau; je t'écrirai maintenant toutes les semaines. Je suis convenue avec Lavallette de lui envoyer mes lettres. Adieu, mon bon Eugène, le plus tendre des fils. Ta mère t'embrasse de tout son cœur et t'aime à la folie.

« Mille choses aimables à Mme Litta et à Méjan. »

L'Impératrice dit : « L'Empereur est toujours bien aimable pour moi. » Et voici une lettre qui le prouve :

« J'ai voulu savoir comment on se portait à la Martinique. Je n'ai pas souvent de vos nouvelles. Vous oubliez vos amis. Ce n'est pas bien. Je ne savais pas que les eaux de Plombières eussent la vertu du fleuve Léthé. Il me semble que c'est en buvant les eaux de Plombières que vous disiez : « Ah! [ ] (1) si je meurs, qui est-ce qui l'aimera? » Il y a bien loin de là, n'est-ce pas? Tout finit. La beauté, l'esprit, le sentiment, le soleil (?) lui-même; mais ce qui n'aura pas de terme, c'est le bien que je veux, le bonheur d'en jouir et la bonté de ma José-

(1) Mot illisible.

phine. Je ne serais pas plus tendre. Fi! vous en faites des risées. Adieu, mon amie, j'ai fait hier attaquer la croisière anglaise ; tout a bien été.

« Nap. »

On a remarqué l'annonce de la rupture du mariage du prince de Bade. Le prince devait épouser la fille aînée du premier lit du roi de Bavière et cette allusion montre assez que Joséphine et son fils étaient également au courant de la mission confiée à M. de Thiard, chambellan de l'Empereur, qui parcourait les cours d'Allemagne en quête de princesses à faire épouser aux Napoléonides, en même temps que de jeunes princes à unir à des parentes ou des alliées de la famille. De cette mission matrimoniale devaient résulter trois mariages : du prince de Bade avec Stéphanie de Beauharnais, du prince Eugène avec Auguste de Bavière, du prince Jérôme Napoléon avec Catherine de Wurtemberg.

Et ces trois mariages furent heureux!

Malgré les promesses qu'elle a faites à son fils de lui écrire toutes les semaines, un mois presque entier se passe avant qu'elle écrive. Il faut qu'elle soit rentrée de Plombières, ce qui est le 13 fructidor (31 août). Elle va directement à Malmaison d'où elle écrit le 14 ou le 15 (1er ou 2 septembre). L'Empereur revient de Boulogne le 16 seulement. Mme Murat est allée l'y rejoindre. C'est le moment le plus actif de son intrigue et aussi de sa faveur, de sa lutte contre Joséphine et de ses prévenances pour Napoléon ; elle excelle à chercher les moyens de lui plaire et elle ne manque pas de s'en faire récompenser (1). Joséphine écrit (2) :

14 ou 15 (?) fructidor an XIII (1er ou 2 septembre 1805).

« J'ai vu avec grand plaisir, mon cher fils, M. Bataille (3). J'ai été bien heureuse de pouvoir causer avec détail de toi et de tout ce qui t'intéresse. Il te dira que le courtisan Murat et sa femme n'ont rien négligé auprès de l'Empereur *pendant mon absence* pour jouir encore d'avantages plus grands; ils ont bien tort,

(1) Je me permets de renvoyer ici à mon livre : *Napoléon et sa famille*, t. III, page 49.

(2) La lettre n'est pas datée, mais, à un jour près, on ne peut s'y tromper.

(3) Aide de camp de confiance du prince Eugène; Auguste Nicolas Bataille, baron de l'Empire sous le nom de Bataille de Tancarville, suivit son maître en Bavière et y devint maréchal de camp et chambellan du Roi.

car ma présence ne leur nuit en rien. Ils en ont une preuve assez forte donnée l'hiver dernier. Au surplus, ils font très bien, puisqu'ils obtiennent tout auprès de l'Empereur qui, cependant, finit par les apprécier. Murat vient de se faire nommer à un commandement. On dit que c'est sur les bords du Rhin. Sa femme, qui est arrivée de Boulogne et qui est venue me faire une visite ce matin, me parut triomphante, ayant, à ce qu'elle dit, obtenu de l'Empereur tout ce qu'elle désirait. Au surplus, mon cher Eugène, mon opinion est tellement arrêtée sur eux qu'ils ne peuvent plus être dangereux pour moi. Une seule crainte pourrait m'agiter : ce serait leurs intrigues contre mes enfans, si nous avions le malheur de perdre l'Empereur. Je pense, mon cher Eugène, que tu seras bien aise de savoir les nouvelles qu'on débite ici. Je ne te les donne pas comme certaines tant que je n'aurai pas vu l'Empereur. Je te les répète telles qu'elles m'ont été dites.

« Il paraît cependant certain que la guerre est déclarée avec l'Autriche. L'Empereur vient de faire filer en Alsace 150 000 hommes. Il y sera, à ce qu'on dit, à la fin du mois et les logemens sont préparés pour nos deux maisons. Masséna est parti ce matin pour l'Italie où sera le théâtre de la guerre. J'en suis tout effrayée pour toi, mon cher fils, et la tristesse profonde dont j'étais accablée en me séparant de toi et que je conserve était, je crois, un triste pressentiment de ces fâcheuses nouvelles. Écris-moi souvent, mon cher fils. J'en ai besoin plus que jamais dans ce moment-ci. D'ici quelques jours, si j'en apprends davantage, Mme de La Rochefoucauld te le mandera. On vient de m'assurer que la flotte de Brest était sortie hier pour se rendre en Irlande. Celle combinée est aussi sortie du Ferrol. On ignore sa destination, mais, ce qu'il y a de sûr, c'est que nous avons en mer, dans un petit espace, 56 vaisseaux de ligne, et que les flottes anglaises sont dispersées.

« Adieu, mon cher fils, mon cœur aurait bien des tendresses à te dire, mais je suis si pressée de t'embrasser comme je t'aime. Adieu, mon bon Eugène. C'est à regret que j'écris toujours ce vilain mot d'adieu. »

D'une autre main (Mme de La Rochefoucauld) (1) :

(1) Mme de La Rochefoucauld, née Pyvart de Chastulé, dame d'honneur de l'Impératrice, était très proche parente de la grand'mère d'Eugène et pour cela cousinait avec l'Impératrice.

« L'Impératrice me charge, mon cher Eugène, de joindre à cette lettre celle que lui a remise M. de Choiseul. Elle désire vivement que vous puissiez prendre son fils pour aide de camp et, dans le cas où vous ne le pourriez pas, de le placer sous-lieutenant dans un régiment italien (1). Elle y tient beaucoup. Ce jeune homme est un très bon sujet que l'Impératrice a pris sous sa protection, parce qu'il le mérite. »

A Malmaison, le 14 fructidor XIII (1er septembre).

« Le général Masséna part pour aller prendre le commandement de l'Armée d'Italie (2); il désire, mon cher Eugène, que je lui donne auprès de toi un mot de recommandation. Je sais qu'il n'en a pas besoin, mais je me rends avec plaisir à sa demande, connaissant son attachement pour toi et son dévouement pour l'Empereur. Ces deux raisons te suffisent pour lui rendre tous les services qui dépendent de toi et auxquels tu es toujours disposé. Joins-y de plus le désir que je t'exprime en sa faveur.

« Adieu, mon cher fils, je t'embrasse du plus tendre de mon cœur.

« JOSÉPHINE. »

La guerre est déclarée ; le 1er vendémiaire an XIV (25 septembre), l'Empereur s'est rendu au Sénat; il monte en voiture avec Joséphine le 2 (24) à cinq heures du matin; il arrive le 4 (26) à cinq heures du soir à Strasbourg, où Joséphine s'installe assez mal commodément. L'Empereur la quitte le 9. Il est le 10 à Ludwigsburg chez l'électeur de Wurtemberg. Le 15, Joséphine écrit :

De Strasbourg, ce 15 vendémiaire (an XIV, 7 octobre 1805).

« M. de Talleyrand va faire partir un courrier. J'en profite, mon cher Eugène, pour te dire que je t'aime et que je pense sans cesse à toi. De ton côté, sois tranquille et sans inquiétude

(1) Je ne vois de Choiseul rallié et en âge de servir que le fils du duc de Praslin, sénateur en 1800; lui-même sorti de l'École polytechnique en 1799 et plus tard chambellan de l'Empereur.

(2) Voir la lettre de l'Empereur du 15 fructidor (2 septembre).

et j'espère que tu seras content. Je suis seule depuis quelques jours. L'Empereur est sur la rive droite à la tête de l'armée, mais il me donne tous les jours de ses nouvelles. Sa dernière lettre que j'ai reçue hier est datée de Louisbourg. Il a été reçu par l'électeur de Wurtemberg avec autant de joie que d'empressement, et il y a assisté à une noce. Il me mande que tout est aussi bien qu'il pourrait le désirer, que les armées ont fait leur jonction, qu'elles sont en marche et que les opérations l'empêcheront de m'écrire de cinq à six jours. Je pense qu'il se passera bien des choses d'ici à ces cinq ou six jours, mais tout nous fait espérer que ces opérations seront heureuses.

« Il marche vers Nordlingen, lieu déjà célèbre, et que, peut-être, il rendra plus célèbre encore par quelque nouvelle victoire. Mais, malgré ma pleine confiance, ce n'est pas tout à fait sans quelque peine que je me livre à ces idées. Ce qui m'a causé une bien grande satisfaction, c'est une lettre à ton sujet que j'ai reçue du maréchal Masséna. Il se loue beaucoup de toi, de ton accueil, de ton empressement à prévenir les besoins de l'armée et des sujets du royaume d'Italie. Tu devines aisément quel plaisir m'ont fait les éloges qu'il te donne, et je suis bien sûre que plus tu auras occasion de te faire connaître, plus j'en aurai aussi d'entendre répéter tes louanges. Ma santé est très bonne. Je vais souvent me promener aux environs de la ville et je lis une autre partie de la journée. C'est ce que je puis faire de mieux loin de l'Empereur et loin de toi. J'ai reçu hier des nouvelles de ta sœur. Elle se porte très bien. Adieu, mon cher Eugène; adieu, le meilleur des fils. Donne-moi souvent de tes nouvelles et surtout, je te le répète, sois tranquille et sans aucune impatience.

« JOSÉPHINE.

« Dis mille choses aimables à Méjan et que ses lettres me font grand plaisir à recevoir. Rappelle-moi au souvenir de Mme Litta et des dames du Palais. Envoie-moi de la musique et une bonne chanteuse que j'attacherai à ma chambre. »

Trois jours plus tard, Joséphine annonce à son fils la victoire de Wertingen (16 vendémiaire, 8 octobre), mais elle ne dit point que c'est Murat qui l'a remportée.

A Strasbourg, ce 18 (vendémiaire) à neuf heures du soir (10 oct. 1805).

« Je suis au comble de la joie, mon cher Eugène ; un courrier de l'Empereur annonce quinze mille prisonniers, des drapeaux, des canons, etc. La relation que M. de Talleyrand te fait passer te donnera tous les détails de cette affaire. Je me borne, moi, à te faire part du bonheur que j'éprouve et à t'assurer que ta mère t'aime de tout son cœur. »

Puis ce sont les lettres de la campagne d'Ulm.

A Strasbourg, ce 28 (vendémiaire) (15 oct. 1805).

« Je t'embrasse, mon cher fils, et m'empresse de t'envoyer la copie d'une lettre que je reçois à l'instant de l'Empereur. La voici mot à mot (1) :

« Mon armée est entrée à Munich. L'ennemi est au delà de l'Inn d'un côté. L'autre armée, de 60 000 hommes, je la tiens bloquée sur l'Iller, entre Ulm et Memmingen. L'ennemi est battu, a perdu la tête, et tout m'annonce la plus heureuse campagne, la plus courte et la plus brillante qui ait été faite. Je pars dans l'instant pour Burgau sur l'Iller. Je me porte bien ; le temps est cependant affreux. Je change d'habit deux fois par jour, tant il pleut. Je t'aime et t'embrasse. »

A Strasbourg, le 30 vendémiaire (22 obtobre, à onze heures du soir).

« On m'annonce qu'un courrier part à l'instant pour l'Italie. J'en profite, mon cher Eugène, pour t'envoyer la copie d'une lettre que j'ai reçue ce matin de l'Empereur. Elle te fera, j'en suis sûre, autant de plaisir qu'à moi.

« Adieu, mon cher fils, je n'ai que le temps de t'embrasser et de t'assurer de ma tendresse,

« JOSÉPHINE.

« Tu devrais bien me donner des nouvelles de ce qui se passera en Italie. »

Copie d'une lettre de Sa Majesté l'Empereur et Roi, à Sa Majesté l'Impératrice.

« J'ai été, ma bonne Joséphine, plus fatigué qu'il ne le

(1) Cette lettre de l'Empereur est du 20 vendémiaire.

fallait. Huit jours, continuellement, l'eau sur le corps et les pieds froids m'ont fait un peu de mal, mais la journée d'aujourd'hui m'a reposé. J'ai rempli mon dessein ; j'ai détruit l'armée autrichienne par de fortes marches, j'ai fait 60 000 prisonniers, 120 pièces de canon, plus de 90 drapeaux et plus de 30 généraux. Je vais me porter sur les Russes, ils sont perdus. Je suis content de mon armée ; je n'ai perdu que quinze cents hommes dont les deux tiers faiblement blessés. Adieu, ma Joséphine, mille choses aimables partout. Le prince Charles vient couvrir Vienne ; je pense que Masséna doit être à cette heure à Vicence. Dès l'instant que je serai tranquille pour l'Italie, je ferai battre Eugène. Mille choses aimables à Hortense.

Signé : NAPOLÉON. »

D'Elchingen, 27 vendémiaire (19 octobre).

Près d'un mois se passe sans que Joséphine écrive à son fils ; mais c'est qu'elle a quantité de visites et de cérémonies : le *Te Deum* pour la prise d'Ulm, la réception de la députation du Tribunat, des bals, des concerts et des cercles à la Cour ; la réception des maires de Paris allant en députation près de l'Empereur ; les audiences (6 au 9 brumaire, 28 au 31 octobre), au prince électoral de Bavière ; audiences du matin, audiences du soir, et spectacle au Théâtre-Français ; puis c'est l'électeur de Bade, avec le prince héréditaire et le prince Louis, et les fêtes qu'on leur donne : dîner, cercle, concert, bal, bal qui se prolonge jusqu'à deux heures du matin, et puis le 20 (11 novembre), la représentation à l'opéra allemand où l'on joue le *Miroir d'Arcadie* du célèbre Kissmayer. Le lendemain, elle écrit :

A Strasbourg, ce 21 brumaire (12 novembre).

« Je vois, mon cher Eugène, par tes derniers bulletins, que l'Armée d'Italie se couvre aussi de gloire et que l'ennemi est en retraite. Tout va aussi bien que nous pouvions le désirer. De mon côté, je ne suis pas moins heureuse en voyant s'approcher le moment où je pourrai aller rejoindre l'Empereur. Je suis bien sûre qu'il me tiendra la promesse qu'il m'a faite et que je partirai le plus tôt qu'il sera possible. On dit que l'Électeur m'attend à Munich et qu'on prépare de belles fêtes pour moi. La

plus agréable sera de t'y voir. L'Empereur m'en a donné l'espérance dans une de ses lettres. Tu connais ma tendresse pour toi, mon cher fils, et tu dois sentir combien je serais heureuse de voir se réaliser cette espérance. J'ai reçu de M. de Talleyrand, il y a peu de jours, une lettre dont j'ai été enchantée. Il me mande que l'Empereur lui a dit en parlant de toi : *C'est étonnant les progrès que ce jeune homme fait tous les jours. Il est déjà plus capable de gouverner que Le Brun.* Comme M. de Talleyrand me parlait dans cette même lettre d'un mariage auquel il s'intéresse ainsi que toi et qu'il croit devoir se réaliser, je lui avais promis de brûler sa lettre et je lui ai tenu parole. Mais une phrase comme celle que je viens de te dire ne s'oublie pas et je puis bien dire qu'elle ne te gâtera pas, mais qu'elle te fera autant de plaisir qu'à moi. Adieu, mon cher fils, mon cher Eugène, je t'embrasse bien tendrement.

« J'ai vu ici le prince électoral de Bavière. Il m'a beaucoup parlé de toi, de l'attachement qu'il t'avait voué. Il m'a prié, lorsque je t'écrirai, de te dire combien il t'aimait et combien il était heureux d'avoir fait ta connaissance.

« Je reçois à l'instant une lettre de l'Empereur. Il était à Linz (1). Il me mande que, d'ici à cinq ou six jours, il se passerait bien des choses. Les avant-postes n'étaient qu'à dix lieues de Vienne. »

Le 25 brumaire (16 novembre), l'Empereur écrit de Vienne (2) : « J'écris à M. d'Harville pour que tu partes et que tu te rendes à Bade, de là à Stuttgart, et de là à Munich. Tu donneras, à Stuttgart, la corbeille à la princesse Paul (3). Il suffit qu'il y en ait pour quinze à vingt mille francs; le reste sera pour faire des présens, à Munich, aux filles de l'Électeur de Bavière. Tout ce que tu as su par Mme de Serent est définitivement arrangé. Porte de quoi faire des présens aux dames et

(1) Du 13 au 18 brumaire. Vienne est pris le 22. L'Empereur arrive à Schœnbrunn dans la nuit du 22 au 23.

(2) Omise dans la *Correspondance de Napoléon.*

(3) Au mariage de laquelle l'Empereur a assisté, à Ludwigsburg, le 13 vendémiaire : « J'ai assisté à une noce du fils de l'Électeur avec une nièce du Roi de Prusse. Je désire donner une corbeille de trente-six à quarante mille francs. Fais-la faire et envoie-la par un de mes chambellans à la nouvelle princesse quand ces chambellans viendront me rejoindre. Il faut que ce soit fait sur-le-champ. » (Omise dans la *Correspondance de Napoléon.*)

aux officiers qui seront de service près de toi. Sois honnête, mais reçois tous les hommages. On te doit tout et tu ne dois rien que par honnêteté... »

Joséphine, qui a été souffrante et n'a pu assister à la représentation qu'elle avait demandée du *Don Juan* de Mozart, quitte Strasbourg le 8 frimaire (29 novembre). Elle commence à travers l'Allemagne un voyage triomphal : des escortes de cavalerie se relayent pour lui faire honneur; elle est accompagnée d'écuyers de chaque cour; les princes vont au-devant d'elle; elle passe, en son carrosse à huit chevaux, sous des arcs de triomphe, devant des temples enfermant le buste de l'Empereur, devant des colonnes de cent pieds de haut sur qui on lit : *Josephinæ Galliarum Augustæ;* canon, cloches, spectacles, cercles, galas, concerts, visites. A qui fera-t-on croire que c'est ici, à Carlsruhe, que l'on hait le plus violemment l'Empereur? Après Carlsruhe, Stuttgart et un développement plus fastueux encore d'arcs de triomphe, d'autels égyptiens, de dîners dans la Salle Blanche, en face de l'orchestre, avec l'Impératrice et les princes sous un dais, deux tables de cent couverts à droite et à gauche, le service par les grands officiers, et le reste : puis opéra italien, feu d'artifice, que dire? Quand elle part, le 12 frimaire (3 décembre), à sept heures du matin, toute la famille électorale est réunie et l'Électrice a tous ses diamans!

FRÉDÉRIC MASSON.

(A suivre.)

UN ÉPISODE DE LA VICTOIRE DE VERDUN

LES DERNIERS JOURS DU FORT DE VAUX

II[2]

VII. — LA BATAILLE SUR LE FORT (2 JUIN)

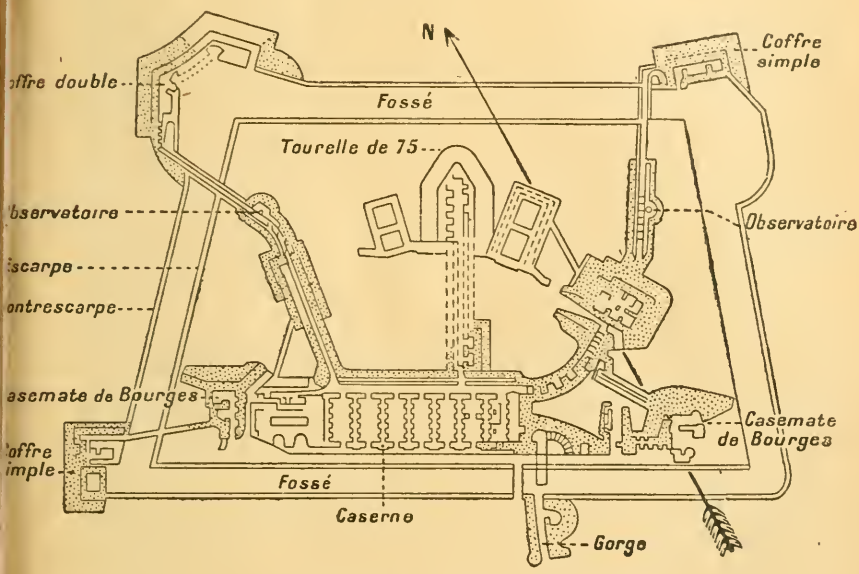
Ceux qui ont pu sortir du fort ont raconté le drame. Toutes les scènes qui se sont déroulées, soit à l'extérieur, soit à l'intérieur, et qui sont ici relatées ont été vues et vécues. Enfin, le fort lui-même a parlé. Jusqu'au moment suprême, jusqu'à l'agonie, il a communiqué avec le commandement par le moyen de ses pigeons et de ses signaux.

La journée du 1er juin a été chargée d'angoisse. La tempête a obliqué sur la gauche, mais l'air reste imprégné d'orage. Le ravin du Bazil a été perdu, la digue a été franchie, l'ennemi a pénétré dans le bois Fumin. Sur les trois retranchemens qui jalonnent les pentes entre l'étang et le fort, deux ont cédé. R^1 tient encore, mais suffira-t-il à contenir l'ennemi ? Entre R^1 et le fort, la tranchée de la Courtine et celle de Besançon qui aboutit par un contour au coffre double (N.-O.) à demi éventré, sont garnies par la 7e compagnie du 101e régiment. Devant le fort, la tranchée qui le protège et, plus à l'Est, la tranchée de

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.
(2) *Copyright by* Henry Bordeaux, 1916.

Belfort sont occupées par la 7e et la 8e compagnie du 142e régiment, dont la 5e est sur le plateau, en soutien. Ces troupes suffiront-elles à contenir les assauts? Ne seront-elles pas débordées à l'Ouest par le bois Fumin, à l'Est par Damloup et le fond de la Horgne sur quoi le bombardement fait rage?

La nuit est tout animée et tremblante des innombrables éclairs des batteries, des ascensions des fusées et de leur chute en étoiles. Plus sombres qu'elle, des colonnes de ténèbres mon-



PLAN DU FORT DE VAUX

tent des éclatemens. De l'observatoire, un homme de garde signale des mouvemens au bas des pentes. Personne ne dort, sauf quelques blessés à bout de forces. Le commandant Raynal, appuyé sur sa canne, fait le tour des couloirs. Il parle peu, il est préoccupé, mais son attitude énergique rassure. « Les officiers, dit un témoin, passaient sans cesse au milieu de nous; ils avaient leur calme habituel, mais nous sentions que l'heure était proche, car ils examinaient tous les détails. »

A 2 h. 15, avant le lever du jour, le tir ennemi s'allonge et les vagues, en demi-cercle, déferlent contre les défenseurs. Notre barrage a été tardif : elles ont pu se porter en avant sans être rompues, et les voici qui arrivent sur la tranchée du fort

qui leur fait face, sur la tranchée de Besançon à l'Ouest, sur la tranchée de Belfort à l'Est.

En face, elles se heurtent à la 7e compagnie du 142e régiment, qui les reçoit à coups de grenades. Le premier peloton résiste sur place et inflige à l'ennemi des pertes sévères. Le second, qui était en soutien, se précipite à la rescousse, et c'est une ruée formidable contre des forces plus nombreuses qu'il empêche de passer. Le capitaine Tabourot commande ce peloton de renfort, assisté de l'aspirant Buffet. Un des rescapés a fait de lui ce portrait : « Le capitaine Tabourot se battait comme un lion. Il nous dominait tous de sa haute taille, il donnait ses ordres d'une voix brève, il nous encourageait et nous plaçait. Puis il puisa lui-même dans le sac aux grenades et, se renversant un peu en arrière, il les lançait à plein bras, tranquillement, visant chaque fois. Alors, cela nous excitait, et nous faisions de la belle besogne. Quel dommage que ça n'ait pas duré ! »

L'héroïque troupe est tout à coup assaillie par derrière, entre la tranchée et le fort. A l'Ouest, en effet, la tranchée de Besançon, après avoir repoussé un premier assaut, a cédé. Sa petite garnison, débordée, s'est repliée vers le coffre double où se trouve l'une des deux entrées du fort. Déjà, il a fallu transporter à l'intérieur l'intrépide lieutenant Tournery, la tête traversée d'une balle, qui, mortellement frappé, mettra trois jours à mourir sans avouer ses tortures. Une troupe qui cesse d'être commandée cherche un abri pour se refaire. Celle-ci, décimée, rentre dans le fort par le coffre dont elle défend l'ouverture. L'ennemi a pu se glisser jusque devant la contrescarpe. Le fossé Nord lui est interdit par un canon-revolver placé dans le coffre double ; mais, le longeant, il a pris à revers le peloton du capitaine Tabourot.

Le capitaine est atteint par derrière d'une grenade qui lui brise les reins et lui déchiquette les deux jambes. « Domptant sa douleur, dit le témoin déjà cité, il ne laissa pas échapper une plainte, et je le vois encore passer devant nous, soutenu par deux de ses sergens. Il était pâle, mais il nous montrait l'ennemi. »

On le transporte à l'infirmerie. Le cortège pénètre à l'intérieur par la brèche du coffre simple Nord-Est. Le commandant Raynal vient le rejoindre immédiatement. L'entrevue des deux soldats est brève : aucune parole de consolation, aucune fausse

espérance. L'un se devine perdu ; l'autre l'estime trop pour recourir au mensonge. Un serrement de main, puis le commandant du fort se contente de dire :

— C'est très bien, mon ami.

Le capitaine pense à ses hommes :

— Mon commandant, si les Boches passent, ce n'est pas la faute de ma compagnie. Elle a fait tout au monde pour leur barrer le chemin.

Après ce témoignage, il ferme les yeux. Chacun a repris son poste. Le capitaine est seul avec un infirmier parmi les blessés qui se lamentent. Il réclame après un instant l'aspirant Buffet. Mais l'aspirant Buffet se bat avec le reste de la compagnie.

— Il faut le laisser, dit le mourant.

Un peu plus tard, l'aspirant Buffet vient de lui-même le rejoindre. Menacé d'être tourné, ce qui restait du peloton a dû se frayer un passage pour rentrer dans le fort.

— Approche, mon petit ; toi qui es de Dijon, si tu reviens de la guerre, tu diras à ma femme comment je suis mort.

En paix avec sa conscience de chef, l'homme s'est tourné vers son foyer. Ce furent ses dernières paroles. Désormais, jusqu'à la mort, qui tarde de quelques heures, il réserve toutes ses forces à ne pas accuser les horribles blessures auxquelles il ne pouvait survivre.

Déjà son nom court dans la nuit, porté par un pigeon qui s'est envolé du fort à trois heures du matin : *L'ennemi est autour de nous. Je rends hommage au brave capitaine Tabourot, très grièvement blessé (142e) ; nous tenons toujours.*

Quelques heures plus tard, un second pigeon annonce sa mort : *Capitaine Tabourot, du 142e, mort glorieusement blessure reçue en défendant la brèche Nord-Est. Demande pour lui Légion d'honneur.*

Ce n'est là qu'une partie du message : l'autre a trait aux opérations.

Cependant, les Allemands sont parvenus aux deux brèches ouvertes, l'une dans le coffre double Nord-Ouest et l'autre dans le coffre simple Nord-Est. Ils essaient d'en forcer le passage. A chaque entrée, c'est une lutte corps à corps. Sur la droite, ils sont tout d'abord repoussés. « Nos grenades, dit un des combattans, faisaient des vides dans leurs rangs ; mais des renforts arrivaient toujours. Leurs morts et leurs blessés formaient

des tas mouvans que venaient encore déchiqueter les éclats de nos projectiles. »

On se bat maintenant dans les gaines qui, des coffres, conduisent à l'intérieur. Le commandant Raynal fait installer des barrages de sacs à terre préparés à l'avance.

Au dehors, la bataille n'est pas moins violente. Le bataillon Chevassu, du 142e régiment, va se trouver dans une situation critique. L'ennemi, s'il est contenu à l'Ouest du fort par le retranchement R1 dont il ne peut s'emparer, a réussi à se glisser entre la courtine et le fort. Il arrive sur le côté Sud. D'autre part, Damloup a été pris à six ou sept heures du matin, et, par le ravin de la Horgne, des forces nouvelles montent à l'assaut. Le bataillon Chevassu, qui a deux compagnies dans le fort (la 6e et les débris de la 7e que commandait le capitaine Tabourot), a dans sa mission la défense du côté Est du fort : il se maintient, en effet, sur la tranchée de Belfort et sur la tranchée de Montbéliard où la lutte devient un corps à corps. Le sous-lieutenant Huguenin, attaqué par un soldat ennemi, le terrasse, le désarme et se bat avec le fusil de son adversaire. Les Allemands reculent, mais reviennent à la charge, l'après-midi, baïonnette au canon. Les hommes du 142e régiment, renforcés d'une compagnie du 53e, les reçoivent au cri de : *Vive la France!*

Cependant, le bataillon est menacé d'être tourné. Ses sections de mitrailleuses se déplacent, font face de trois côtés, en avant, du côté de Damloup à l'Est et, à l'Ouest, contre l'ennemi qui débouche au Sud du fort. Les chefs de pièces désignent posément les objectifs. Le sergent Narcisse, qui se tenait debout auprès de sa mitrailleuse, est tué d'une balle en plein front. C'était un brave qui avait reçu la médaille militaire à la bataille de Champagne. Le caporal Réveille le remplace et crie à ses hommes : « Ne vous faites pas de bile, je me charge de nettoyer les Boches! »

Les observateurs en ballon signalent au Nord du fort des troupes de plus en plus nombreuses qui se terrent dans nos anciennes tranchées pour éviter nos barrages et gagner du terrain pendant les intervalles. A midi, une quarantaine d'hommes sont vus sur le fort, la plupart tapis dans des trous. A quinze heures, le fort donne lui-même de ses nouvelles :

L'ennemi s'est emparé des coffres Nord-Est et Nord-Ouest. Je

poursuis la lutte dans les gaines. Nombreux réfugiés et blessés. Officiers font tout leur devoir et nous lutterons jusqu'au bout.

A sept heures du soir, les observateurs sur les postes de la redoute de Fleury signalent que des élémens d'infanterie en files de plusieurs compagnies montent du Nord au Sud, à la corne Nord-Ouest du fort de Vaux. Ils escaladent le fort et disparaissent à l'intérieur par le sommet. Pendant ce temps, d'autres groupes se glissent le long des tranchées entourant le fort.

Et à deux heures du matin, le 3 juin, le commandant Raynal envoie encore ce message optique :

Situation inchangée. L'ennemi travaille sur les dessus et autour de l'ouvrage. Faire battre le fort par petits calibres. L'ennemi occupe en nombre nos anciennes tranchées premières lignes et les a renforcées. Il semble avoir une tranchée armée de mitrailleuse face au Sud-Ouest, non loin du fossé de la gorge.

Cette mitrailleuse n'est pas dans le fossé de gorge, mais sur la superstructure même du fort où l'ennemi a réussi à la transporter et d'où il bat le côté Sud. Il est impossible de la déloger du terre-plein ; la tourelle de 75 est démolie, il n'existe pas de tourelle de mitrailleuses, et l'on a vainement essayé de passer des mousquetons par les fentes des observatoires ; mais ces armes trop longues n'ont pas pu servir à tuer les fantassins allemands qui n'en étaient qu'à quelques mètres.

La face Sud du fort a été sauvée par les 5e et 8e compagnies et la section de mitrailleuses du bataillon Chevassu (142e), renforcées le matin du 2 juin par la 11e compagnie du 53e régiment et le soir par un bataillon du même régiment. Ce bataillon devait contre-attaquer sans retard, mais il arrive à pied d'œuvre très éprouvé par les tirs de barrage subis en cours de route, et doit se borner à tenir le terrain, à reconstruire les tranchées détruites et à s'intercaler entre les sections réduites du 142e.

Donc, le 2 au soir, l'ennemi est dans les fossés Nord et Ouest. Contenu en partie à l'Est et au Sud, il est maître des deux coffres Nord et il essaie de progresser dans l'escalier. En outre, il a grimpé dessus et, là, il bat de ses feux de mitrailleuses le côté Sud. Toute sortie devient difficile, sinon impossible. Toute communication est coupée. Il ne reste que les pigeons et les signaux. La garnison est entassée dans les casernes. Elle peut accéder encore aux observatoires et au coffre simple Sud-Ouest qui n'a pas d'ouverture sur le dehors, où

l'on a pu installer une mitrailleuse pour battre le fossé Sud.

— *Nombreux réfugiés et blessés*, a signalé le commandant Raynal. C'est un danger presque égal à celui de l'extérieur. Le spectacle des mourans risque de démoraliser la garnison. Les ordres se transmettent plus lentement dans les couloirs encombrés. Enfin, s'il y a assez de viande de conserve et de biscuits pour tous, l'eau va manquer.

VIII. — LE FORT APPELLE

Roland dit : « Je sonnerai de l'olifant, et Charles, qui passe aux défilés, l'entendra. Je vous assure que les Francs rebrousseront chemin... »

Roland a mis l'olifant à sa bouche, Il l'applique bien et sonne de toute sa force. Les montagnes sont hautes et le son se prolonge. On en entendit l'écho à trente grandes lieues. Charles et tous ses compagnons l'entendent. Le Roi dit : « Nos gens ont bataillé... »

... Le comte Roland, à grand'peine, à grand effort et avec une grande douleur, sonne à son olifant. Le sang clair jaillit de sa bouche. Près de son front, sa tempe est rompue. Mais le son de son cor porte si loin ! Charles l'entend qui passe aux défilés ; Naimes l'entend... Et le Roi dit : « J'entends le cor de Roland. Il ne sonnerait pas s'il n'y avait bataille. »

... Le comte Roland a la bouche sanglante. Auprès de son front, les tempes sont rompues. Avec douleur et peine, il sonne l'olifant. Charles et ses Français l'entendent. Et le Roi dit : « Ce cor a longue haleine ! » Le duc Naimes répond : « C'est Roland qui est en peine. »

Les appels de l'olifant qui firent trembler les Pyrénées, il y a plus de dix siècles, sont-ils plus émouvans que les appels silencieux du fort de Vaux qui, par-dessus les lignes ennemies, communiquent au commandement les détails de son agonie et sa résolution de tenir?

Le 3 juin au matin, un pigeon au vol rapide arrive au colombier. En vain cherche-t-on sous son aile la dépêche dont il doit être porteur. Mal attachée, elle est tombée en route. L'oiseau a été lâché pour rien. Combien reste-t-il au fort de ses compagnons?

Le 4, vers midi, le colombier reçoit un pauvre pigeon blessé qui se traîne péniblement jusqu'au gîte. On le prend, on le caresse, vite on soulève ses plumes. Celui-ci n'a pas fait un voyage inutile. Voici la dépêche qu'il apporte :

Tenons toujours, mais nous subissons une attaque par les gaz et les fumées très dangereuses. Il y a urgence à nous dégager, faites-nous donner de suite communication optique par Souville qui ne répond pas à nos appels. C'est mon dernier pigeon.

Le dernier pigeon! Les fils téléphoniques sont dès longtemps coupés et les signaux ne fonctionnent pas. Le dernier pigeon : c'est le dernier trait d'union avec le fort. Le fort est maintenant isolé. Aucun battement d'aile ne portera plus ses paroles. Il restera muet si l'on ne parvient pas à rétablir la liaison optique. On ne saura plus rien de lui. Au colombier militaire, un soldat a posé sur sa main l'oiseau qui fut, comme un coureur, blessé en service commandé.

L'après-midi du 4 se passe sans que la correspondance soit rétablie. Il est impossible d'obtenir du fort un signal. Sans doute n'a-t-on pu repérer l'emplacement de son appareil. Mais le 5, à trois heures du matin, le poste de commandement de la division voit arriver deux hommes qui, tout simplement, sont sortis du fort. Ils appartiennent à la section de projecteurs. Alors, puisqu'il n'y avait plus de pigeons et puisque les signaux ne fonctionnaient pas, il fallait bien venir rétablir la communication. C'est l'évidence même.

— Le fort n'est donc pas encerclé?

— Ils sont dessus avec une mitrailleuse, mais, devant la sortie Sud, il n'y a personne.

— Cette sortie-là est bouchée.

— On saute d'une fenêtre dans le fossé.

D'autres ont essayé, mais n'ont pas réussi à s'échapper. Ceux-ci ne donnent pas beaucoup de détails. Ils en donneront plus tard. Pour le moment, ils sont trop préoccupés. Car ce sont des professionnels. Si l'on tiendra? La vie n'est pas drôle à l'intérieur à cause des liquides enflammés et à cause de la soif. Et puis, il y a trop de monde : plus de six cents hommes. Mais le moral est bon.

Là-dessus, ils vont essayer de correspondre.

A sept heures et demie, le fort de Vaux n'est plus seul. Il parle et on lui répond.

Le fort de Vaux renseigne le commandement sur la position de l'ennemi. Son message est plein d'espérance : *L'ennemi travaille à partie Ouest du fort à constituer fourneau pour faire sauter voûte. Tapez vite avec artillerie.*

Dix minutes plus tard, il insiste : *Où êtes-vous?* A huit heures, n'ayant pas reçu de réponse ou n'ayant pas pu la déchiffrer, il avoue son angoisse : *N'entendons pas votre artillerie. Sommes attaqués par gaz et liquides enflammés. Sommes à toute extrémité.*

A neuf heures, enfin, ce signal lui est transmis : *Courage, nous attaquerons bientôt.*

Le fort, tout le jour, attend. Quand la nuit est venue, il donne des signes d'impatience. Cette nuit qui tombe ne sera-t-elle pas la dernière, ne l'enveloppera-t-elle pas du suaire mortel? Le commencement du message qu'il adresse ne peut être compris : la suite est déjà pareille à une oraison funèbre, il y parle de ses défenseurs au passé :

... jour précédent. Il faut que je sois dégagé ce soir et que ravitaillement en eau me parvienne immédiatement; je crois toucher au bout de mes forces. La troupe, — hommes et gradés, — en toutes circonstances ont fait leur devoir jusqu'au bout.

N'est-ce pas l'adieu suprême? N'est-ce pas le râle de l'agonie qui commence? Et voici que, dans le bombardement formidable qui de part et d'autre couvre de fer et de feu la colline, un de nos postes de projecteurs saisit encore ces signaux fragmentaires :

... 53... blessés... aspire... de pertes. Vous interviendrez avant complet épuisement. Vive la France.

Pour la seconde fois, le poste de Souville répond au fort de Vaux : *Reçu votre message. Courage.*

*
* *

Du courage, ce tronçon de fort en trouvera-t-il encore après les trois jours qu'il vient de vivre? La tempête n'a pas cessé un seul instant d'ébranler le plateau. Elle se déchaîne à gauche sur le retranchement R[1] qui a l'audace de résister, à droite sur la batterie de Damloup qui tient le promontoire et balaie le fond de la Horgne et le débouché du village, sur les abords immédiats qui sont défendus à l'Ouest par la Courtine, à droite par les tranchées de Belfort et de Montbéliard. L'ennemi fait succéder les attaques d'ensemble aux attaques locales afin d'emporter d'un coup toute la position ou d'obtenir un fléchissement en un point où il se précipitera. Il y engouffre trois divisions qu'il devra même renforcer par une brigade du corps alpin. Il assiège

le fort de trois côtés, il est autour, il est dessus, il est dedans. Et, têtu, le fort refuse de se rendre. Isolé tout un jour, il ne se sent pas abandonné. Au dehors, il en est certain, on travaille pour lui. A l'intérieur, il multiplie les barrages et les barricades. Il défend marche à marche les escaliers et, pas à pas, les couloirs. Il supporte le canon, les mitrailleuses, les grenades, les flammes, la fumée, la soif, l'empoisonnement, la pourriture. Il ira jusqu'à la limite des forces humaines, celle qui recule encore lorsque l'on croit l'atteindre et qui dépasse l'attendu et le possible. Entre ses pierres resserrées, sous ses voûtes sonnantes, le douloureux sacrifice s'accomplira jusqu'au bout.

Un sous-lieutenant du 142e régiment, qui fait partie du bataillon Chevassu et se bat sur le plateau hors du fort, décrit à un camarade ces terribles journées : « Tout n'était que feu et poussière, et, dans cet enfer, quelques soldats aux aguets empêchaient les masses boches de passer. Leurs attaques se sont renouvelées tous les jours, tantôt frappant ici, tantôt frappant là; jamais nous ne leur avons cédé un pouce de terrain, tant qu'il y a eu un soldat pour le défendre. Je ne te dirai pas les souffrances que nous avons endurées. Pas d'eau, pas de ravitaillement : ceux qui ont voulu nous en apporter sont restés en route. Il n'y a que les munitions qui ne nous ont pas manqué. Nous sommes exténués, mais si heureux d'avoir fait notre devoir, d'avoir contribué à empêcher les Boches de prendre Verdun que leur Empereur leur avait promis et qu'ils n'auront jamais!... Il faudrait qu'ils passent sur nous et qu'ils marchent sur les cadavres de tous ceux que nous leur avons tués... Ils nous attaquaient de trois côtés à la fois, leur étreinte n'a pas pu nous saisir... »

Pendant la journée du 3 juin, l'ennemi veut exploiter la prise de Damloup et contourner le fort à l'Est. Des élémens du 142e et du 53e régimens le contiennent et même, passant à l'offensive, le contraignent à reculer.

A tous les échelons, armée, corps d'armée, division et brigade, le commandement soutient la lutte qui s'étend du bois Fumin au fond de la Gayette, alimente le combat, prépare des contre-attaques. Contre-attaque sur Damloup, dès la matinée du 2 juin, qui du moins dégage la batterie. Contre-attaque sur le fort dès le soir du 2, par un bataillon du 53e régiment qui doit traverser des barrages meurtriers et ne peut que renforcer

les troupes du secteur. Contre-attaque le 3 juin sur notre gauche pour reprendre la ligne des retranchemens et venir en aide à R[1], qui tient toujours. Et les observateurs en ballon ne cessent pas de signaler des colonnes ennemies gravissant les pentes et venant grossir le nombre des assaillans.

Certes, il faut se relier au fort : des camarades sont là, qui attendent leur délivrance : « Nous avons dans le fort des camarades français, téléphone l'armée, il faut les dégager et, tout d'abord, entrer en liaison avec eux. C'est le devoir de tous. Devoir sacré. » Le général Tatin, qui commande le secteur, dirigera lui-même l'opération.

Mais l'ennemi ne cesse pas d'attaquer, et il inonde son objectif d'une pluie de feu qui ne s'interrompt jamais. Le 298e régiment est rapproché. A deux heures du matin, le 4, une attaque est déclenchée sur le fort, par le Nord-Ouest et par le Sud-Est. Elle commence de progresser, puis elle est arrêtée par les mitrailleuses. Un avion, au petit jour, vole au-dessus du fort et descend si bas qu'il fait de l'ombre sur ce chaos. L'audacieux oiseau va-t-il se faire blesser comme le dernier pigeon? Il glisse parmi les obus et les balles comme une salamandre dans le feu et le voici qui se redresse et s'éloigne. Il a rempli sa mission : sur la superstructure du fort, il a repéré l'emplacement des mitrailleuses. Quelques instans plus tard, notre 75 et notre 155 C. démolissent toutes les installations ennemies établies sur la partie supérieure de l'ouvrage. A dix heures du matin, par temps clair, les avions constatent que les tranchées du fort sont complètement nivelées et que personne n'occupe le dessus du fort.

La nuit suivante, l'ennemi recommence sur la superstructure ses travaux et ses abris de mitrailleuses. Il condamne ainsi la sortie par le Sud. Il interdit le départ et les communications. Des reconnaissances, — dès qu'elles ont été proposées, le nombre des volontaires a été si grand qu'il a fallu faire un choix, — ont essayé de pénétrer dans le fort. Aucune n'a pu accomplir sa mission. En revanche, on a pu sortir. Deux signaleurs, nous le savons, ont franchi les lignes dans la soirée du 4 juin. Quelques heures plus tard, dans la nuit du 4 au 5, l'aspirant Buffet, deux sous-officiers et trois hommes de la 7e compagnie du 142e sortent à leur tour. Le problème est moins insoluble à la sortie qu'à l'entrée. Pour sortir, il faut se garer des mitrailleuses boches, mais pour entrer il faut, en outre, se garer des nôtres.

Le fort, pour ne pas être investi, doit garder le fossé Sud et les abords. Toute ombre qui s'approche est suspecte. La difficulté est de se faire reconnaître.

« Courage, nous attaquerons bientôt, » a transmis le signal. Et le commandement hâte les préparatifs d'une nouvelle attaque à effectifs plus nombreux. Elle ne pourra être déclenchée que le 6 juin, à deux heures du matin.

*
* *

Depuis le matin du 2 juin, le fort, comme un lion secoue sa crinière pleine de vermine, est rongé par le Boche qui est devant, de côté, dessus et même dedans, car il a plongé par les deux ouvertures des coffres et tâche à pénétrer dans le cœur de la place. Le commandant Raynal a mis de l'ordre dans la garnison dont les blessés et le reflux des élémens voisins ont trop augmenté le nombre. Elle ne devrait se composer que de la 6e compagnie du 142e, de sa compagnie de mitrailleuses et du génie du fort. Les 7e et 8e compagnies du 142e qui défendirent les coffres de droite l'ont renforcée de plus de cent fusils; la 7e compagnie du 101e, qui défendait les coffres de gauche, en a ramené une cinquantaine. Une compagnie de mitrailleuses du 53e est restée. Avec les blessés, cela fait un total de plus de six cents hommes. Six cents hommes qu'il faut abreuver quand la citerne se vide! Six cents hommes et parmi eux des blessés minés de fièvre qui réclament à boire! Cependant la garnison est subdivisée en relèves, guetteurs et fractions au repos, et les distributions de boîtes de conserves, de biscuits, de chocolat et même d'eau-de-vie sont faites régulièrement. La ration d'eau, qui était d'un litre le 31 mai, est réduite le 2 juin à trois quarts de litre. Elle va tomber à un quart et demi, puis à un quart à peine, et dans quelles conditions! Dès le 4 juin, une détermination s'imposera au commandant.

Donc, le matin du 2 juin, l'ennemi est aux coffres. Malgré ses pertes, il réussit à serrer de près les défenseurs qui battent en retraite. Le canon-revolver du coffre double a été mis hors d'usage par un obus. La mitrailleuse qui garde l'entrée est brisée par une grenade. La défense est refoulée à l'intérieur. Un barrage est immédiatement établi sous la brèche, mais du dehors les Allemands le dominent et l'accablent de grenades. Il faut reculer le barrage jusqu'au pied de l'escalier qui monte

à l'observatoire. Un autre est construit au sommet de l'escalier. Ce dernier tiendra jusqu'au 4. Même manœuvre au coffre simple qui est à l'angle Nord-Est : les barrages contiennent l'ennemi devant la grille du couloir, en face des cabinets d'aisance qui demeurent utilisables.

« Dans la demi-obscurité du fort, écrit un rescapé du 142e, la lutte continue. L'ennemi voulait nous exténuer en nous privant de sommeil et en nous prenant par la soif. L'atmosphère était lourde et empestée. A chaque instant, les barrages sautaient et la lutte à la grenade reprenait. Nous ne cédions pas. Mais toutes ces explosions échauffaient l'air; la fumée et l'odeur le rendaient presque irrespirable, et l'on se battait toujours. Nous avions installé des mitrailleuses, qui barraient les couloirs et qui faisaient du bon travail. C'est alors que les Allemands, ayant réussi à faire sauter un barrage, nous lancèrent des jets de flammes et des liquides enflammés. La chaleur et la surprise provoquèrent une minute d'hésitation. Mais le lieutenant Bazy qui était là avec sa mitrailleuse s'élança, et il fut si rapide qu'avant que nous soyons revenus de notre étonnement, il était debout au milieu du couloir et, tout seul, se battait contre les Boches à coups de grenades. Les flammes venaient jusqu'à ses souliers, il avait le bras gauche bandé, étant déjà blessé, mais peu lui importait : ne pouvant parler à cause de cette fumée noire et âcre, il nous donnait l'exemple. Aussi, débarrassés de notre stupeur, nous venons à tour de rôle nous placer à ses côtés. Enfin, les lance-flammes s'éteignirent. Nous avions réussi à arrêter l'attaque et commencions à remonter le barrage lorsque les Boches se mirent à envoyer des pétards qui nous projetèrent tous à terre avec les sacs sur le dos. J'ai bien pensé avoir les reins brisés et je n'ai eu que la force de mettre mon masque en sentant l'odeur des gaz. Un soldat m'a dégagé et porté à l'infirmerie pendant que la lutte reprenait. Les Allemands lançaient des gaz dont la masse lourde stagnait dans les couloirs. Malgré toutes leurs inventions diaboliques, leurs jets de flammes, leurs gaz, leurs pétards, ils n'avançaient pas. C'était superbe. Ils nous criaient en français : « Rendez-vous, sinon vous serez tous tués, » et nous répondions avec des grenades dans leurs figures... »

C'est le 4 juin vers midi que s'est produite cette attaque par liquides enflammés. Les Allemands les projetaient par la brèche

de la gaine Ouest. Une fumée « âcre et noire » remplit le fort. Pour respirer, la garnison doit déblinder les fenêtres de la caserne. Le feu arrive jusqu'au couloir des chambres. Quelques soldats sautent même dans le fossé pour reprendre haleine. Les mitrailleuses installées sur le fort ont été détruites le matin par notre artillerie. Le tir de barrage coupe les issues un peu plus au Sud. Tranquillement, ils regagnent l'intérieur, mais il faut refermer les fenêtres. L'ennemi balance des sacs de grenades à fusée retardée qu'il envoie dans les ouvertures et tente de faire sauter ainsi les plaques de blindage.

Cependant, il a progressé dans le coffre simple du Nord-Est. Il a fallu refluer de quelques mètres dans le couloir, mais en deçà des cabinets d'aisance. Les malades, les blessés doivent se soulager sur place. Les brancardiers ont profité de la destruction des mitrailleuses ennemies installées sur le fort pour sortir des cadavres dans le fossé Sud, pour nettoyer l'infirmerie de toutes les immondices. Dès la nuit suivante, ce travail leur deviendra impossible. Les morts devront demeurer avec les vivans. Une horreur sans nom envahit ces voûtes à demi obscures où, dans une atmosphère méphitique et épaisse, une garnison sans sommeil, angoissée et altérée, s'entasse et veut lutter encore.

Il a suffi d'un homme, le lieutenant Bazy, debout et dressé, comme un dieu dans la fumée, au milieu du couloir, le bras gauche en écharpe, le bras droit lançant des grenades, barrant la route à l'ennemi, pour conjurer l'attaque par les flammes. Il suffit du commandant, de quelques officiers et sous-officiers, de quelques soldats d'élite pour que subsistent, parmi ces souffrances, une seule pensée, un seul but : tenir.

Le fort est séparé du reste du monde, son dernier pigeon a été lâché la veille, et ses signaux ne sont pas transmis. Mais, la nuit venue, deux signaleurs bondissent dans le fossé : ils vont rétablir les communications.

Le lendemain, l'appel du fort est entendu.

IX. — LA SORTIE

Le 4 juin, la ration d'eau a été d'un quart. Un quart de litre pour des hommes qui se sont battus et se battent dans la fumée des grenades, des *flammenwerfer*, des gaz asphyxians! Un quart de litre pour des fiévreux qui s'agitent, au poste de

secours bondé, entre des mourans et des morts! Les plaintes montent, suppliantes, lamentables. Mais le silence se rétablit instantanément dès que paraît le commandant Raynal. Un quart, et rien de plus. Qui donc a réclamé davantage? Un quart, c'est déjà beaucoup. Les blessés eux-mêmes se résignent.

Le commandant a dénombré la garnison. Tout ce qui n'en fait pas régulièrement partie devra quitter le fort. A la faveur de la nuit, la sortie sera tentée, soit par le fossé Sud en sautant des fenêtres de la caserne, soit par le coffre Sud-Ouest qui n'appartient pas à l'ennemi.

L'ordre est formel. Ceux qui doivent partir essaient à la lumière du jour de mesurer les difficultés de l'entreprise : y a-t-il sur le fort des mitrailleuses et des guetteurs? Les tirs de barrage allemands, à quelle distance et dans quelle direction sont-ils déclenchés? La sortie est bien chanceuse, mais les Français ne doivent pas être bien loin.

A dix heures et demie du soir, les premiers qui sautent dans le fossé sont des volontaires : les deux signaleurs qui vont rétablir les communications. Le cœur battant, les camarades écoutent : le bruit de la chute, puis le silence, pas de coups de fusil, pas de fusée, le bombardement habituel, rien de plus. Ils n'ont pas été repérés.

Les détachemens du 101e et du 142e dont le départ est fixé, sont rassemblés.

— Allez, leur dit le commandant Raynal, et si vous échappez, dites quelles sont notre situation et notre résistance.

Les deux groupes saluent. C'est le moment de la sortie. Il est une heure et demie du matin et il semble que le marmitage soit en décroissance. L'aspirant Buffet commande le détachement du 142e. Il utilise une brèche découverte à la corne Sud-Ouest et descend le premier, suivi d'un coureur et du caporal-fourrier. La compagnie s'égaillera derrière eux en laissant des intervalles pour ne pas attirer l'attention. Un caillou a roulé et les guetteurs allemands, du haut du fort, mis en éveil, lancent des fusées et font feu. Presque aussitôt, leur artillerie exécute un effroyable tir de barrage aux abords immédiats du fort. L'aspirant a passé, suivi d'un petit groupe. Ils arrivent aux lignes françaises qui sont toutes proches. Le premier reçoit un coup de fusil qui le manque. Il se fait reconnaître, non sans peine. On s'explique, on s'embrasse, tandis que le bombardement fait

rage en arrière de la petite troupe. D'autres sont en route : qu'on prenne garde à ne pas les fusiller. On les attend ; mais, après une longue attente, il n'en arrive que deux ou trois. Le reste n'a pu traverser la pluie de fer.

Un soldat du 142e, blessé dans l'attaque par les flammes, raconte ainsi cette sortie : « Après les paroles du commandant, je saluai et me dirigeai vers la lucarne d'où il fallait sauter d'une hauteur de trois mètres. Je tâtais mes reins endoloris. Puis, sans réflexion, je me suis élancé. J'ai bien senti une vive douleur. J'ai entendu des coups de fusil dirigés sur moi et j'ai fait le mort, car les Boches veillaient encore. Je ne sais combien de temps je suis resté ainsi. Pourtant, au bout d'un grand moment, j'ai commencé à ramper sur le ventre à travers de nombreux cadavres. Doucement, glissant d'un cadavre à un autre, je suis arrivé à sortir du fossé et à franchir la ligne. Je pouvais à peine respirer sous le bombardement qui ne cessait pas, et enfin je réussis à atteindre, je ne sais comment, un poste de secours ; je ne me souviens plus de la fin, mais je me réveillai à une infirmerie... »

Le sortie n'a pas donné de grands résultats. Elle est à recommencer. Le 5 juin, au petit jour, nouvel essai, nouvel échec. Et la journée s'écoule, plus cruelle encore que les précédentes. La lutte aux barrages reprend avec les grenades, avec les flammes. L'eau ne se distribue plus que goutte à goutte. Des blessés réclament qu'on les achève. Il faut jeter de la chaux sur les morts qu'on ne peut pas emporter. Les maux sont plus lourds, mais l'espérance a jailli. Le fort n'est plus solitaire : les deux signaleurs, partis la veille au soir, ont réussi dans leur mission. Quand le fort parle, on l'entend et on lui répond : « Courage, nous attaquerons bientôt. » Les camarades n'oublient pas les défenseurs. Ils préparent leur délivrance. Une journée encore, et ils seront là. Une journée, que c'est long et dur ! Mais elle passera, comme les autres.

On ne peut pas rester aussi nombreux. Les contingens du 101e et du 142e qui ne sont pas nécessaires reçoivent de nouveau l'ordre de partir. Au cours de la nuit, plus de cent hommes réussissent à s'évader. Voici l'un d'eux, car il faut choisir. On ne peut citer tout le monde, et rien ne fait mieux comprendre de telles tragédies que de poser sa main sur une poitrine humaine pour en écouter les battemens.

Le brancardier Roger Vanier, du 101e régiment, a reçu la médaille militaire pour sa conduite au bois Sabot les 26, 27 et 28 février 1915 avec ce motif : « A fait preuve d'un dévouement et d'un courage héroïques. S'est dépensé pendant trois jours et trois nuits sans prendre de repos. Est allé à plusieurs reprises sous le feu de l'ennemi chercher des blessés entre les tranchées françaises et allemandes et les a ramenés. A fait en même temps l'identification de nombreux tués. A fait l'admiration du bataillon pour lequel il s'est ainsi dévoué. Était du service auxiliaire à la mobilisation et a demandé à partir. » Le général Joffre le décore en personne le 25 mars (1915) à Courtisols. A la bataille de Champagne, le 21 septembre, il est cité à l'ordre du corps d'armée : « Voyant quelques camarades hésiter à sortir de la tranchée pour l'attaque, enleva son brassard de la Croix-Rouge, monta sur le parapet en criant : « En avant ! » et fut alors blessé d'une balle à la jambe. » Il appartient à la classe 1916 : taille moyenne, plutôt délicat de santé, le teint brun, une ombre de moustache, la figure ouverte, ardente, comme échauffée par l'expression des yeux. « Dans le danger, me dit-il, je ne me connais plus : il faut que j'aille. » Et il va. Il est né d'une famille modeste à Montfort-l'Amaury. Un de ses frères, séminariste, caporal téléphoniste au 146e régiment, a été tué le 2 mars devant Douaumont : la jambe brisée par un obus, il a été transporté au ravin des Fontaines où il a expiré peu après. Son corps est resté là. Le brancardier du 101e, venu à son tour dans la région de Vaux, aurait pu se trouver face à face avec le cadavre quand il allait chercher de l'eau dans le ravin.

Qui donc a formé ces cœurs-là ? Vanier porte toujours sur lui une lettre de sa mère. La bonne femme de Montfort-l'Amaury lui écrit le 29 février d'une orthographe hésitante et d'un cœur résolu : «... Je sait que ton pauvre frère est à Verdun, c'est-à-dire à l'honneur, car, que c'est beau pour l'armée française de tenir là cette horde de sauvages ; comme il doit être heureux, notre loup, de voir la guerre hors des tranchées ! Oh, que c'est grand ! Je n'ai toujours rien de lui, mais il ne peut pas sans doute. J'ai toujours un grand espoir qu'il n'y arrivera rien. Et toi, mon trésor, tu dois avoir beaucoup à faire, soit bien prudent, mon chéri, mais de plus en plus courageux. Sauve tous ces malheureux blessés resté là dans la neige et le sang. Le mien bouillonne de rester là pendant qu'il y a tant

à faire là-bas à ramasser tous ses malheureux. Pourquoi ne pas vouloir de femme là où elle serait si nécessaire? Ah! oui, la place des mères, c'est de ramasser tous ces pauvres enfans et leur donner une bonne parole. Remplace les mères, toi, mon chéri, fait tout, même l'impossible, pour faire du bien, oui, beaucoup de bien. Je te voit, aller, courir, ramper à la recherche de tout ces blessés. Oui, je voudrais me faufiller là près de toi, mon petit, je sent que c'est là ma place près de vous. Courage, courage, je sait que c'est le début de la fin qui sera bien belle pour tout ceux qui auront combattu la juste cause... »

Ces mères françaises, ne sont-elles pas au front avec chacun de leurs enfans, saignant de toutes leurs blessures, mais les poussant en avant, vers le devoir, pour le pays?

Le brancardier Vanier est au fort depuis le 1er juin, desservant avec ses camarades le poste de secours, sous le commandement des admirables médecins Gaillard, Conte et Baramé. Il faut donc à tout prix dégager la garnison. La sortie du 4 au soir a échoué. Le 5 est une journée épuisante qui s'achève dans l'étonnement de résister encore. Que sera-t-il du lendemain? Mieux vaut ne pas l'attendre. Ce qui reste du 101e et des 7e et 8e compagnies du 142e va tenter de partir.

Vanier forme groupe avec les hommes du 101e. Ils sont au nombre de 34 et, parmi eux, il y a des blessés. La consigne est de quitter le fort à n'importe quel prix, sans s'occuper les uns des autres. Chacun a dans le jour repéré sa direction. Vanier, à dix heures et demie du soir, saute le premier dans le fossé, avec un camarade. Tous deux remontent la pente en rampant et les voilà courant à toutes jambes.

— Halte-là!

Ils s'arrêtent et se jettent dans un trou d'obus. Vanier a compris : *Wer da?* Il arme son revolver et dit à voix basse à son compagnon :

— Mon petit, ne viens pas avec moi. Je ne veux pas être prisonnier : je me ferai tuer.

— Mais c'est un Français, répond l'autre.

Ils s'approchent et se font reconnaître, A deux cents mètres du fort à peine, ils sont tombés sur un détachement du 298e. On les emmène à l'arrière, on leur fait boire du vin, — du vin! quand on n'a pas bu d'eau depuis trente-six heures! — on les interroge.

Sur les trente-quatre, cinq seulement ont manqué à l'appel.

Vanier va rejoindre son colonel au cantonnement de repos où il retrouve son régiment.

— Je te nomme caporal, lui dit le colonel qui l'embrasse.

Ainsi le brancardier Vanier a-t-il gagné ses galons de laine.

X. — QUELQU'UN EST RENTRÉ

L'aspirant Buffet, du 140e régiment, qui assistait le capitaine Tabourot mourant et qui est sorti du fort dans la nuit du 4 au 5 juin avec un détachement de sa compagnie, appartient, lui aussi, à la classe 1916. Il se destinait à l'enseignement quand la guerre l'a pris. Le futur instituteur est un petit homme frêle. Le visage qui porte une barbe courte est tout brûlé par des éclats de grenade et des jets de flammes. Quand il arrive au poste de commandement de la division, il a les yeux presque hagards et paraît être dans cet état d'agitation qui précède l'épuisement nerveux. Cependant, il donne sur les combats à l'intérieur du fort, sur les travaux allemands, sur les positions allemandes, des précisions et des déductions telles que le divisionnaire l'envoie au quartier général du secteur.

Là, il recommence son récit et ses explications. Le général l'écoute, l'observe, puis lui ordonne le repos. Le jeune homme, à bout de forces, se couche. Quelques heures plus tard, lavé, rasé, nourri, il apparaît déjà transformé.

De nouveau, le général le reçoit. Le temps presse : un cas grave va se poser. Une attaque est préparée pour dégager le fort. Elle sera déclenchée dans quelques heures. Le commandant Raynal peut contribuer à son succès. Qu'il signale, s'il le peut, la position des mitrailleuses ennemies sur le fort, qu'il dirige ainsi dans la nuit le tir de l'artillerie : il aidera à l'opération. Qu'il retienne, pendant qu'on travaillera ailleurs, l'ennemi dans les gaines des coffres. Mais comment parvenir jusqu'à lui ? A diverses reprises, des reconnaissances et des corvées d'eau ont essayé d'entrer en liaison avec lui, de le ravitailler. Elles n'ont pas pu franchir la gorge, arrêtées ou fauchées par les barrages allemands, ou, peut-être, par la mitrailleuse qu'il a fait lui-même placer pour garder le fossé du Sud. Celui qui connaîtrait les êtres du fort, ses tenans et ses aboutissans, pourrait peut-être remplir une mission aussi délicate. L'aspirant Buffet est seul à posséder cette supériorité.

— J'irai, dit le jeune homme qui ne laisse pas achever.

Le général, dont le fils unique a été tué, le regarde avec une complaisance et aussi une émotion paternelles :

— Ce n'est pas un ordre, mon ami, — pour un peu, il aurait dit : mon enfant. — Ce que je vous demande, c'est plus que le devoir. Sortir du fort est bien. Y rentrer, je ne vous le commande pas.

— J'irai, répète Buffet avec énergie.

— Naturellement, vous serez récompensé : la Légion d'honneur ou la médaille militaire.

— Oh ! non, déclare l'aspirant : j'irai pour rien.

Un officier d'état-major demande à l'accompagner.

— Je préfère être seul, objecte-t-il. A l'arrivée, ce sera plus facile. Et puis, je désire être complètement libre de mes mouvemens.

Le chef d'état-major lui remet les ordres. Il les lit, les relit, les fixe dans sa mémoire et rend la feuille : car il ne doit rien emporter.

La nuit vient, on le conduit en automobile aussi loin que les automobiles peuvent aller. Il serre la main de l'officier qui l'accompagne et, léger, il se jette dans l'ombre où bientôt sa silhouette se perd.

Il a été convenu que, s'il rentrait dans le fort, le projecteur terminerait ses prochains signaux par : *Vive la France.*

A onze heures et vingt minutes du soir, le message optique transmis du fort de Vaux, après un commencement que le bombardement n'a pas permis de saisir, transmet cette phrase : *Vous interviendrez avant complet épuisement : Vive la France.*

XI. — LES DERNIÈRES PAROLES

L'effort pour dégager Vaux n'a pas cessé un instant. Mais les attaques de l'ennemi et les nôtres se succèdent, se heurtent, se préviennent, s'annihilent les unes les autres. Aucun des deux adversaires ne parvient à progresser. L'ennemi ne peut déboucher de Damloup à droite et se brise contre la batterie. A gauche, il est barré dans le bois Fumin, et R[1] continue de lui tenir tête. La bataille se prolonge dans le fort enfermé, incendié et affamé où l'énergie de quelques hommes éternise la résistance. Mais nous ne pouvons reprendre l'ouvrage extérieur que gar-

nissent des mitrailleuses. Tout le plateau et ses pentes sont battus au point que la terre est pareille à de la cendre.

Dans la matinée du 6 juin, nous avons pu croire un instant que nous tenions à nouveau le fort tout entier et que la garnison était délivrée. Une attaque avait été montée qui devait se déclencher à deux heures. A quatre heures, un pionnier allemand du 27e régiment est amené tout effaré, les vêtemens en lambeaux, au poste de commandement de la division. Il a été trouvé dans nos lignes, sans armes, hagard et courant. Interrogé, il déclare s'être échappé du fort de Vaux lorsque les Français l'ont entouré.

L'attaque devait aborder le fort par ses trois faces : sur la face Ouest, une compagnie du 238e ; sur la gorge, une autre compagnie du même régiment et une section du génie, sous les ordres du commandant Mathieu ; enfin sur la face Est, deux compagnies du 321e sous les ordres du commandant Favre. Le signal devait être donné à deux heures du matin par un bouquet de fusées.

A droite, les deux compagnies du 321e, vigoureusement entraînées par leur chef, atteignirent en deux vagues le fossé de contrescarpe où elles furent accueillies par un barrage de grenades et de mitrailleuses. Décimés par le tir de ces mitrailleuses couronnant le parapet d'escarpe, les premiers grenadiers refluent. A leur tour, les deux vagues successivement déferlent. Mais ceux qui les conduisent sont presque immédiatement et presque tous atteints : le commandant Favre, tué d'une balle à la tête, le lieutenant Ray, le sous-lieutenant Rives gravement blessés, le sous-lieutenant Bellot blessé, mais ramené, le sous-lieutenant Morel tué, le sous-lieutenant Billaud tué, le sous-lieutenant Desfougères blessé, le lieutenant Ayme blessé. Une telle nomenclature, quel éloge ensemble et quel martyrologe d'un corps d'officiers! Privée de direction, une troupe hésite. Le capitaine adjudant-major Baume prend le commandement du bataillon, reforme les unités engagées, distribue les commandemens et se tient prêt à repousser une contre-attaque qui, devant l'attitude de ses hommes, n'ose pas sortir des tranchées. Les coureurs tiennent le régiment et la brigade au courant de la situation. Quels que soient les barrages, ils parcourent ce sol volcanique et les survivans remplacent les blessés ou les morts.

Plus à gauche, l'attaque du 238e sur la face Ouest et la

gorge a rencontré les mêmes obstacles. Elle a, quelques instans, encerclé le fort, mais n'a pas pu se maintenir. Un tir de notre artillerie sur la superstructure, pour y démolir les mitrailleuses ennemies, l'a gênée elle-même. Elle a dû, elle aussi, se rabattre sur les positions de départ.

Avec quelle angoisse, de l'intérieur du fort, les différentes phases de l'action ont été suivies! Sentir que les camarades approchent, qu'ils sont là, qu'ils apportent la délivrance, et puis qu'ils échouent au port, quels tressaillemens d'espérance et quelle déception! A six heures vingt minutes du matin, le 6 juin, ce message, brouillé à demi, est transmis du fort :

... sans avoir obtenu objectifs. Mitrailleuses ennemies au-dessus du fort : celles-ci auraient dû être battues par obus.

Où sont-elles, ces mystérieuses mitrailleuses que notre artillerie ne parvient pas à détruire? Dans quel angle embusquées? Sous quel abri? C'est là un compte rendu de la bataille telle que, du fort, on a pu l'observer. Quelques minutes plus tard, le fort, à nouveau, parle. Cette fois, il donne à ses paroles la majesté de l'honneur et la tristesse de l'agonie résignée.

Rouvrez la *Chanson de Roland*, aux versets où Roland, vainqueur, mais grièvement blessé, se traîne dans le val de Roncevaux à la recherche des pairs de France et ramène un à un leurs cadavres aux pieds de l'archevêque Turpin qui leur donnera la bénédiction suprême :

Roland s'en va. Seul il parcourt le champ de bataille, bat la vallée et bat les monts. Il trouve Gérin et son compagnon Gérier, il trouve Bérenger et Otton, il trouve Anséis et Samson, il trouve le vieux Gérard, comte de Roussillon. Il emporte les barons un à un, revient avec eux vers l'archevêque, et les dépose en rangs à ses genoux...

Roland retourne et va battre la plaine. Il a trouvé son ami Olivier, il l'a serré étroitement sur son cœur et, comme il peut, revient vers l'archevêque...

Le fort de Vaux, après l'insuccès de la dernière tentative de délivrance, ne sait plus combien d'heures ou de minutes il lui reste à vivre. Dans un message qui ressemble à un testament, le commandant rassemble les noms de ses vaillans compagnons d'armes, rend hommage à ses hommes et les offre au commandement. A six heures et demie, ses signaux transmettent ce message :

Je n'ai plus d'eau, malgré le rationnement des jours précédens. Il faut que je sois dégagé et qu'un ravitaillement en eau me parvienne immédiatement. Je crois toucher au bout de mes forces. Les troupes, — hommes et gradés, — en toutes circonstances, ont fait leur devoir jusqu'au bout.

Je cite : lieutenans de Roquette et Girard du 53e, Bazy, Albagnac du 142e, tous blessés; Alerol, Largues, aspirant Tuzel, adjudant Brune du 142e, lieutenans de Nizet et Rebattet, artilleurs, lieutenant Roy et aspirant Bévard du 2e génie, caporal Bonnin du 142e.

Pertes : 7 tués dont capitaine Tabourot du 142e et lieutenant Tournery du 101e. 76 blessés dont 4 officiers et les médecins auxiliaires Conte et Gaillard. Espère que vous interviendrez de nouveau énergiquement avant complet épuisement.

Le devoir du chef est rempli. Il n'a oublié que lui-même.

Puis le fort garde le silence. De toute la journée du 6, les postes optiques aux aguets n'enregistreront plus aucun message. Il se recueille pour braver toutes les souffrances accumulées : la bataille aux barrages, les grenades, et les flammes et les gaz et l'asphyxie, l'horreur des odeurs et des spectacles sans nom, et, par-dessus tout, la soif, la soif qui fait hurler comme les loups et qui arrache la langue et les lèvres.

Est-il mort, est-il vivant? Est-il pris, est-il libre encore? On ne sait plus. L'angoisse de savoir torture et excite toute l'armée. Elle se transmet à distance. Comme les signaux, elle va jusqu'au bout de la nation, elle va jusqu'au bout du monde. En vérité, la terre entière frissonne dans l'attente de ce qui se passe à Vaux. Et c'est le miracle de la résistance qui, seul, a provoqué ce grand frisson d'admiration et d'inquiétude.

Mais le fort n'est pas abandonné. Toute la sollicitude de l'armée est employée à son salut. Sans retard, une nouvelle offensive est montée. Un régiment de zouaves et un régiment d'infanterie coloniale, formés en brigade mixte, sont rapprochés de la région. Dès qu'une préparation méthodique le permettra, ils entreront en ligne.

Une volonté égale anime l'ennemi qui, stupéfait de cette prolongation de lutte, veut à tout prix venir à bout de la défense. A tout prix? De quel prix exorbitant il a déjà payé chaque mètre carré des pentes du plateau! Nos observatoires signalent que des fantassins allemands montent en colonnes de

compagnie à l'assaut du fort de Vaux. Il est sept heures et demie du soir. L'orage, encore une fois, se déchaîne. L'artillerie fait rage sur ce chaos.

Et le Grand Quartier Général, à huit heures et demie du soir, envoie au Quartier général de l'armée ce télégramme qui doit être transmis au fort par signaux optiques :

Le général commandant en chef adresse au commandant du fort de Vaux, au commandant de la garnison, ainsi qu'à leurs troupes, l'expression de sa satisfaction pour leur magnifique défense contre les assauts répétés de l'ennemi.

« JOFFRE. »

Dans les éclairs des batteries et des fusées, dans le fracas de la tempête dont tremble la colline, le message est transmis. Mais le fort ne répond pas. Des fusées rouges en gerbes sont aperçues au-dessus de lui. Est-il mort, est-il vivant? Est-il pris, est-il libre encore?

A neuf heures du soir, la voix du général en chef se fait encore entendre, dominant l'ouragan de fer et de feu :

Le commandant Raynal est fait commandeur de la Légion d'honneur.

Il faut faire l'impossible pour transmettre cet ordre. C'est le désir du général en chef. Vainement Vaux est appelé par des signaux multipliés : Vaux ne répond plus. Or, tout à coup, le 7 au petit jour, à trois heures cinquante du matin, voici que Vaux réveillé fait des appels. Les postes de signaleurs saisissent ces trois mots : *Ne quittez pas.*

« Ne quittez pas : » geste du mourant qui retient la main aimée. Et puis, plus rien. Le fort de Vaux ne parlera plus.

XII. — LE RÉCIT ALLEMAND

Le 7 juin à trois heures cinquante, le fort de Vaux respirait encore.

Un récit allemand de son agonie et de sa mort, sans doute tendancieux, mais qui, néanmoins, rend hommage à la défense, a été publié dans la *Breisgauer Zeitung* des 16, 17 et 18 juin. La première partie est datée du 4 juin, et la seconde du 7. Il est signé de l'un des correspondans de guerre admis au Grand Quartier général, Kurt von Reden, mais il est daté du

« Grand Quartier général des troupes d'attaque, » et il est aisé de deviner, à certains détails, qu'il a été revu, sinon rédigé, à l'état-major. Voici donc, dans son texte intégral, la version adverse :

Quartier général des troupes d'assaut, Nord-Est de Vaux.

4 juin.

« Le 2 juin, à 4 heures du matin, les quatre compagnies d'assaut étaient disposées en demi-cercle, à cent mètres environ autour du fort de Vaux; elles poussèrent d'un coup jusqu'au fossé même qui, large de dix mètres et profond de cinq mètres, entre ses murs abrupts de grosses pierres carrées, enferme tout l'ouvrage, en forme de trapèze irrégulier. A travers l'effroyable feu de barrage des Français, on n'avait pu traîner jusque sur la hauteur du fort qu'une partie du matériel : des lance-flammes, des grenades à main, des haches et des cisailles.

« Le fort, très puissamment construit, n'était plus capable, par suite du long bombardement des pièces lourdes, de défendre efficacement l'espace alentour; mais les abris-cavernes, creusés profondément dans le roc et couverts de béton armé, avaient résisté. Les coffres de flanquement des fossés n'étaient pas non plus hors de cause. Il s'agissait donc d'abord de rendre inoffensifs ses canons et ses mitrailleuses, qui, par leur feu enragé, rasant le fond du fossé, interdisaient de le franchir pour gagner l'intérieur du fort. Chacun des deux épaulemens antérieurs présentait une brèche ouverte, par l'effet de très lourds projectiles, dans les gigantesques blocs de béton qui les formaient. Le dommage était jusqu'à un certain point réparé par des sacs de sable; et, pour protéger la brèche, on avait placé là une mitrailleuse qui pouvait agir vers le glacis. Cependant, l'obstacle principal venait des canons des coffres, qui, de leurs étroites embrasures de béton, pouvaient balayer sans merci la courte étendue des fossés. L'accès de chacun des épaulemens était interdit par le feu d'un canon-revolver de 37 millimètres, d'un canon de 55 millimètres et de deux mitrailleuses. Pas un chat n'aurait pu passer.

« La mitrailleuse qui, sur la brèche même, gênait notre approche, fut d'abord réduite au silence par des grenades à main. Puis les pionniers rampèrent jusqu'au bord supérieur du

mur escarpé, au-dessus du coffre Ouest, disposèrent les lance-flammes et d'en haut, avec le secours d'un bras-coudé, en introduisirent les tuyaux dans les embrasures. Une flamme de deux mètres, accompagnée de fumée épaisse, chassa la garnison loin de ses canons.

« Alors trente pionniers environ, profitant des brèches ouvertes dans la maçonnerie, purent descendre dans le fossé et arriver de l'autre côté sur le couronnement du parapet principal, où, couchés, ils s'aménagèrent une sorte d'abri dans l'amoncellement des décombres. Cette petite troupe fut aussitôt coupée, les Français ayant remis en jeu les mitrailleuses qui lui interdisaient la retraite, dès que dans le coffre la fumée se fut dissipée. Dans l'énorme vacarme du feu de barrage allemand tombant à deux cents mètres derrière le fort, les cris ne pouvaient se faire entendre à vingt mètres. L'officier qui commandait dut faire, en agitant sa casquette, les signes du télégraphe Morse.

« A sept heures du matin, on réussit à prendre le second coffre, celui de l'Est, après que la garnison, par une brèche que les obus avaient ouverte, eut été accablée de grenades à main : trente hommes y furent pris, et les mitrailleuses, avec abondance de munitions, furent utilisées.

« Mais la fumée n'avait neutralisé l'autre coffre que de façon passagère; il fallait donc le prendre, n'importe comment. On remplit de grenades à main des sacs à terre, on les laissa glisser le long du mur jusque devant les embrasures, et on les fit alors exploser. Mais cela ne put se faire sans danger pour les braves pionniers, car les Français avaient posé une nouvelle mitrailleuse dans une porte non loin des embrasures et pouvaient ainsi tirer contre toute tête dépassant le bord supérieur du mur. Pourtant, vers dix-sept heures, les explosions réussirent, et l'on put ainsi pénétrer enfin dans le coffre qu'on avait attaqué le premier. La garnison, par un couloir profond passant sous le fond du fossé, s'était réfugiée dans l'intérieur du fort. L'opération avait été longue, car les explosifs ne pouvaient, à cause du tir de barrage des Français, être montés sur la pente que par petites quantités au prix d'extrêmes dangers. Du moins, pendant l'attente, les pionniers et les fantassins, qui ne travaillaient pas directement aux explosifs, creusèrent des tranchées en haut, sur le glacis, et plus à l'Ouest, à côté du fort; ils

occupèrent ces positions avec les mitrailleuses conquises contre une attaque possible venant du Sud-Ouest.

« Vers dix-neuf heures, on poussa plus avant vers la gorge du fort, après avoir franchi, derrière le premier parapet, le second fossé qui, sous le bombardement, était devenu une excavation large où gisaient d'énormes débris de béton. Les coupoles blindées situées dans le premier parapet, — un poste d'observation à chacun des deux épaulemens, une grande coupole au milieu, armée de deux canons, et un abri de mitrailleuse exhaussé et blindé, à l'épaulement de gauche, — étaient inutilisables et dépouillées de leur épais revêtement de béton; les tiges de fer de l'armature se dressaient de tous côtés comme les piquans d'un hérisson. De même la position d'infanterie placée plus haut sur le cavalier avait été complètement labourée par les obus allemands.

« Alors le commandant des pionniers voulut pénétrer dans l'ouvrage même, et cela par le même couloir souterrain qu'avait suivi la garnison du coffre enfumé. Un escalier descendait profondément, puis venait un court palier, puis un roide escalier montant jusqu'à une solide porte de chêne qui empêchait d'aller plus loin. Le lieutenant des pionniers Ruberg décida de faire sauter cette porte en y plaçant tout ce qu'il fallait de grenades à main et de mettre à profit la confusion qui s'ensuivrait pour donner l'assaut avec ses soldats. Pour n'être pas elle-même anéantie par l'explosion, il fallait que la troupe gagnât assez de temps pour pouvoir, la mèche une fois allumée, descendre l'escalier et remonter de l'autre côté, ce qui exigeait au moins un cordon brûlant vingt secondes. Le lieutenant Ruberg, à défaut de pétards explosifs, lia donc ensemble une douzaine de grenades; il les assujettissait contre la lourde porte, lorsqu'il entendit derrière celle-ci le chuchotement des Français et le petit crépitement significatif d'un cordon Bickford. Il n'avait donc plus le temps de la réflexion, car en une demi-minute au plus, la porte allait sauter du dedans, et les Français auraient dans ce cas la supériorité morale de l'assaut. Il fallait donc les devancer. Le lieutenant fit signe à ses hommes de se garer, tira le détonateur normal d'une des grenades à main, qui fonctionne en cinq secondes, et se jeta au bas de l'escalier pour n'être pas mis en pièces. Il était à mi-chemin quand se produisit une formidable explosion : la charge posée par les Français sautait

en même temps que l'autre, sous son action. La pression de l'air lança le lieutenant à quelques mètres plus loin, et il reçut dans le dos plusieurs éclats. Ses pionniers se jetèrent en avant dans le couloir, arrivèrent jusqu'à un croisement, mais furent alors reçus par deux mitrailleuses placées à angle droit environ à dix pas en arrière, si bien qu'il devint impossible de pousser plus loin. Il fallut patienter toute la nuit. Il y avait désormais *deux commandans du fort de Vaux, un commandant français sous terre, et, au-dessus de lui, un commandant allemand.* Les Français ne pouvaient nulle part sortir la tête sans recevoir aussitôt des balles ou des grenades; et les Allemands, provisoirement, ne pouvaient avancer. Une horrible odeur émanait de toutes les fissures ouvertes au plafond des casemates. Les cadavres de Français morts dans les combats précédens gisaient encore là-dessous; on ne pouvait ni les tirer au dehors, ni les ensevelir dans le roc épais et dur. Au cours de la nuit, une douzaine de Français essayèrent de se frayer une issue. Ils furent en partie tués, en partie faits prisonniers par les postes déjà installés au Sud-Ouest du fort.

« Le 3 juin, à cinq heures, un aviateur français vola au-dessus de l'ouvrage pour reconnaître exactement la situation. Il descendit très bas, peut-être à cent mètres, pour mieux voir, mais il volait avec de tels zigzags et si vite que la partie sensible, le cœur de l'avion, ne put être atteinte dans ces quelques secondes. Il échappa : et dix minutes plus tard, un effroyable feu d'obus s'abattit sur les tranchées de la gorge que nous occupions, en sorte qu'il fallut au plus vite se réfugier dans les casemates conquises.

« Aujourd'hui 4 juin, voici le quatrième jour que le fort est partagé entre les deux partis; les Français sont à l'intérieur comme des prisonniers rebelles, qui se défendent contre leurs surveillans. C'est une situation qui jamais, dans la guerre de forteresse, ne s'était à ce point prolongée.

« La conduite de la garnison française est admirable; mais encore plus admirable est l'héroïsme des compagnies allemandes qui, jour et nuit, sans un moment de sommeil, sans une goutte d'eau, presque sans nourriture, résistent au feu le plus terrible, et ne lâcheront pas prise jusqu'à ce que le dernier coin des souterrains de Vaux soit en notre possession.

« KURT VON REDEN. »

(Deuxième partie retardée dans sa transmission et amputée par la censure.)

Quartier général des troupes d'assaut, Nord-Est de Vaux.

7 juin.

« Cinq jours et cinq nuits le terrible combat a fait rage sans interruption à l'intérieur du fort de Vaux, jusqu'au moment où les restes de l'intrépide garnison, privés de leurs derniers moyens de résistance, se sont rendus au vainqueur.

« J'ai déjà écrit tout au long les combats des 2 et 3 juin; ils continuèrent les jours suivans avec une ténacité et un acharnement sans exemple. La situation était telle que, dans le fort, s'était formé, pour ainsi dire, un deuxième fort que les Français, au mépris de leur vie, défendirent jusqu'au bout.

« Après avoir fait sauter la lourde porte ouvrant sur le couloir qui conduisait du poste d'observation Ouest à la caserne de la gorge, les Allemands avancèrent pas à pas dans le couloir. Il était très sombre, large seulement de 90 centimètres, sur un mètre et demi de hauteur; les Français avaient dressé une barricade en sacs de terre sur deux mètres de profondeur, et installé derrière elle une mitrailleuse. Il fallut encore faire sauter la barricade, pour tomber sur une autre quelques mètres plus loin. Ainsi les Français furent repoussés pas à pas sur une longueur de 25 mètres.

« Près de la gorge, la cour de la caserne avait jadis formé une plate-forme de béton, épaisse de cinq mètres environ au-dessus des couloirs et des magasins souterrains; mais ce n'était plus qu'un vaste cratère bouleversé. Les obus lourds, dans ce cratère même, creusèrent encore une sorte d'entonnoir, au fond duquel, crevant la dernière voûte, une étroite ouverture pouvait donner accès vers l'intérieur de l'ouvrage. Les Français, jusqu'alors complètement protégés par en haut et complètement enfermés, furent en grand danger soudain d'être enfumés par cette ouverture. Mais le bombardement dont le fort était écrasé rendait pour nous l'observation presque impossible. Les Français furent les premiers à remarquer, de l'intérieur, que l'explosion avait défoncé complètement un plafond; ils occupèrent à l'instant le bord de l'entonnoir, le garnirent de sacs de terre, y installèrent une mitrailleuse; ils commandaient ainsi

une partie de ce paysage accidenté qu'était devenu le dessus du fort. Par suite, les communications des Allemands avec cette partie supérieure, libres auparavant, se trouvèrent passablement limitées; ils ne réussirent pas non plus à s'approcher suffisamment pour accabler de grenades le nouveau point d'appui.

« Chez les Français, se multipliaient les signes de faim et de soif. Quelques-uns réussirent, par le fossé de la gorge qui restait en leur possession, à s'échapper vers le bois de Montagne, devant le fort de Souville. Dans cette direction se trouvait la première ligne d'infanterie française. Par là aussi, le commandant du fort, quand il n'eut plus de pigeons voyageurs, envoya des hommes de liaison. Les communications téléphoniques souterraines étaient détruites par les obus lourds.

« La position de la garnison française ne cessa d'empirer les 5 et 6 juin; le nombre des morts et surtout des blessés s'accrut rapidement; enfin il ne resta plus pour les blessés mêmes que 50 litres d'eau. Les hommes non blessés, depuis deux jours, n'en avaient pas une goutte et, depuis le 5, n'avaient presque rien mangé. Cependant les Français continuaient à tirer du côté de la gorge, par les embrasures de la caserne et celles des fossés, sur tout but qui se présentait. La garnison allemande du fort de Vaux subit ainsi des pertes. Elle en subit d'autres, particulièrement sensibles, sous les feux de flanquement continuels, que le point d'appui d'infanterie, muni d'un canon de campagne, situé tout près, à l'Ouest, envoyait sur le fort. La batterie haute de Damloup procédait également, du Sud, à un bombardement fort gênant.

« Le 6 juin après-midi, la situation des Allemands devint extrêmement difficile. Les casemates qu'ils occupaient furent énergiquement et continûment arrosées, d'abord de projectiles à gaz, quelque temps plus tard, d'obus lourds. Les deux bombardemens ne devaient être que les avant-coureurs d'une contre-attaque de l'infanterie visant à la reprise de l'ouvrage par le Sud-Ouest. Mais cette attaque fut brisée par l'effet foudroyant du tir de barrage allemand, qui commença à la seconde même où elle se déclencha.

« Aujourd'hui, au petit matin, la garnison française s'est rendue par l'organe de son commandant. Les prisonniers qui commencent d'arriver ici sont la vivante image de la désolation.

« KURT VON REDEN. »

Ce texte, de rédaction convenable, appelle quelques brefs commentaires.

Le combat devant le fort le 2 juin est représenté comme détaché des combats livrés la veille sur le saillant d'Hardaumont, le bois Fumin et la ligne des retranchemens, et le même jour à Damloup, et sur la batterie de Damloup, quand il en fait partie intégrante. C'est la retraite des élémens placés à l'Ouest et à l'Est du fort et accablés sous le nombre qui permit à l'ennemi d'aborder les coffres.

Le nombre des canons et mitrailleuses préposés à la défense de ces coffres est doublé dans la version allemande.

Le fossé Nord n'étant plus battu devint pour l'ennemi une sorte de place d'armes.

La situation paradoxale d'un commandant du fort dessus et d'un commandant du fort dedans, l'un allemand, l'autre français, n'était pas nouvelle. Elle s'était déjà présentée, inversée, les 22, 23 et 24 mai au fort de Douaumont dont les troupes du général Mangin occupaient la superstructure et une partie des casemates.

C'est le 4 juin vers midi que les Allemands, par-dessus le barrage de sacs à terre, purent lancer des flammes et des gaz asphyxians.

La version allemande nous apprend un admirable détail de la résistance, ou plutôt complète le rapport d'un observateur d'artillerie signalant le 6 juin que la coupole blindée du fort était éventrée. Les assiégés ne sont pas seulement enfermés et enfumés. Voici que sur eux le plafond s'écroule. Une ouverture s'est produite dans la voûte qui les protège. Ils s'en aperçoivent les premiers, bouchent en partie la fissure avec des sacs à terre, mais réussissent à installer une mitrailleuse qui bat une partie de la superstructure et gêne considérablement la progression ennemie. Cette mitrailleuse est si heureusement manœuvrée qu'elle ne permet pas aux assaillans d'approcher et de paralyser son tir avec des grenades. Cet incident peut être fixé au 5 ou 6 juin, car le rapport de l'aspirant Buffet, qui résume la vie du fort jusqu'à la nuit du 4 au 5, ne le mentionne pas. Ainsi, jusqu'au dernier moment, l'ingéniosité et la vigueur des défenseurs ne se ralentissent pas.

Il n'y eut aucun projet de contre-offensive de notre part dans l'après-midi du 6 juin. Notre attaque du 6 à deux heures du

matin avait échoué de bien peu. Celle de la brigade mixte ne put avoir lieu que dans la matinée du 8. Le soir du 6 juin, c'est, au contraire, une violente attaque ennemie dans la région de Vaux qui échoua sous nos feux.

Enfin, est-il possible de comparer avec équité à la défense soutenue six jours dans les effroyables conditions que l'on sait, l'incontestable, mais combien plus explicable endurance des troupes d'assaut relevées, ravitaillées, abreuvées, ne serait-ce que par l'eau du ciel, — car la pluie tomba à diverses reprises, — et respirant un air qui n'était du moins pas contaminé et méphitique?

Le véritable vainqueur du fort doit être nommé et le récit allemand ne prend pas garde qu'il le cite quand il dit : « Les hommes non blessés, depuis deux jours, n'avaient plus une goutte d'eau. » Plus une goutte d'eau, dans les couloirs empoisonnés par la fumée des grenades et par les gaz asphyxians!

Le véritable vainqueur du fort s'appelle la Soif.

XIII. — LE DERNIER EFFORT

Les monts sont hauts, ténébreux et immenses, les vallées profondes, les torrens rapides. Devant et derrière l'armée, les trompettes sonnent, et toutes semblent répondre à l'olifant. L'Empereur chevauche avec colère, et les Français courroucés et tristes avec lui. Pas un qui ne pleure et ne se lamente, pas un qui ne prie Dieu de protéger Roland jusqu'à ce qu'ils arrivent ensemble sur le champ de bataille et qu'ils frappent avec lui courageusement. Mais à quoi bon? Tout cela est inutile; ils sont trop en retard pour arriver à temps...

Le 7 juin, sauf son émouvant message de trois heures cinquante, le fort ne répond plus aux appels optiques. Le communiqué allemand a annoncé sa prise; mais ne l'avait-il pas annoncée déjà le 9 mars? Le commandement ne se rendra qu'à l'évidence. Il lui faudra la certitude pour qu'il renonce à dégager la garnison. Certes, l'ouvrage écrasé n'est qu'un point du front et n'a plus de valeur par lui-même. Mais il abrite peut-être encore sous ses tenaces voûtes des Français.

Le général Nivelle, commandant la 2e armée, adresse le 7 cet ordre du jour au groupement chargé des opérations dans la région de Vaux :

« La brigade mixte placée sous les ordres du colonel Savy,

composée du 2e régiment de zouaves et du régiment colonial du Maroc, a reçu la plus belle mission que puisse envier une troupe française : celle d'aller au secours de compagnons d'armes qui font vaillamment leur devoir dans des circonstances tragiques.

« Choisis dans l'héroïque armée de Verdun parmi les plus dignes de la grandeur de cette mission, le 2e zouaves et le régiment colonial du Maroc, soutenus par une puissante artillerie, animés de la volonté inébranlable d'aller jusqu'au bout de leur tâche, aborderont l'ennemi avec leur magnifique élan accoutumé et ajouteront de nouveaux lauriers à ceux qui couvrent déjà leurs drapeaux.

« Le pays saura leur prouver sa reconnaissance.

« Bonne chance, camarades, et vive la France !

« R. Nivelle. »

Le 8 juin au petit jour, les zouaves et l'infanterie coloniale abordent en effet l'ennemi avec leur magnifique élan accoutumé. Cependant, l'espoir de secourir les défenseurs de Vaux est bien précaire. Bien des signes indiquent en effet qu'il est trop tard. Les observatoires ont remarqué des modifications dans l'aspect des voûtes : devant les salles 7 et 8, le pare-éclats en sacs à terre ou en pierre est presque complètement détruit.

Sous une tempête de feu, — car l'ennemi entend garder sa conquête, — nos fantassins progressent. Ils veulent aller jusqu'aux camarades. Ils iront.

Un obus pénètre dans un poste de commandement. L'appareil reste intact, mais le téléphoniste a les deux mains coupées par un éclat. Il tend ses moignons à son chef et s'excuse :

— Je ne peux plus téléphoner.

Comme l'attaque du 6 juin, l'attaque de la brigade mixte parvient à entourer le fort. Mais l'ennemi occupe la superstructure et ses mitrailleuses nous occasionnent de lourdes pertes. Des renforts lui arrivent sans cesse. Les chefs de l'expédition tombent l'un après l'autre, et parmi eux le commandant Gilbert et le commandant Henri Jérôme de Mouy, officier breveté de cavalerie qui, revenu du Maroc et affecté à un état-major d'armée, avait demandé à commander un bataillon de zouaves.

Une explosion, tout à coup, se produit dans le fort, et une épaisse fumée noire sort de la casemate 5.

Aucun être humain n'est plus vivant dans ce réduit.

XIV. — LA MOISSON FUTURE

Vaux est perdu momentanément, mais Vaux sera repris et la bataille de Verdun se gagne jour à jour. La bataille de Verdun, jour après jour, prend son sens. Le fantassin, qui ne connaît que ses camarades de tranchée, fait partie d'une immense armée répartie sur tous les fronts : sa sueur et son sang se mêleront dans l'histoire au sang et à la sueur de ses frères inconnus et lointains. Un coin de sol disputé, qui est considéré comme un but unique dans l'espace, n'est, en réalité, qu'un point du vaste front mouvant où se heurtent les deux forces du monde.

Cinq jours après la prise du fort, le 12 juin, le général en chef porte à la connaissance des troupes de Verdun les victoires russes en Bukovine et en Galicie dans cet ordre du jour :

LE PLAN MÛRI PAR LES CONSEILS DE LA COALITION EST MAINTENANT EN PLEINE EXÉCUTION.

SOLDATS DE VERDUN, C'EST A VOTRE HÉROÏQUE RÉSISTANCE QU'ON LE DOIT. C'EST ELLE QUI A ÉTÉ LA CONDITION INDISPENSABLE, C'EST SUR ELLE QUE REPOSENT NOS VICTOIRES PROCHAINES ; CAR C'EST ELLE QUI A CRÉÉ SUR L'ENSEMBLE DU THÉATRE DE LA GUERRE EUROPÉENNE UNE SITUATION DONT SORTIRA DEMAIN LE TRIOMPHE DÉFINITIF DE NOTRE CAUSE.

Maintenant l'ennemi contenu subira notre loi et notre manœuvre.

Le 9 et le 10 mars, l'ennemi gravit les pentes Nord du fort de Vaux. Il n'est plus qu'à deux ou trois cents mètres de la contrescarpe. Pour franchir ces deux ou trois cents mètres, il emploiera trois mois. Trois mois d'efforts surhumains, d'attaques incessantes, de dépense inimaginable de munitions, d'invraisemblables pertes de jeunes hommes, fleur de la nation. Trois mois, comme s'il n'avait que cela à faire !

Et, pendant ces trois mois, la coalition, tranquillement, achève d'élaborer, préparer et exécuter son plan. Verdun est son bouclier.

On se bat devant le fort, dessus et dedans, du 2 au 7 juin. Et le 4, la première offensive russe au Sud du Pripet se dé-

clenche. Elle contraint sans retard l'Autriche à abandonner sa propre offensive contre le Trentin.

On se bat devant Verdun depuis le 21 février ; on continue de s'y battre en juin et en juillet. L'offensive italienne sur le Trentin se déclenche le 25 juin, en attendant celle des premiers jours d'août sur l'Isonzo. L'offensive franco-anglaise sur la Somme se déclenche le 1er juillet, et l'offensive russe centrale le 2 juillet.

« Soldats de Verdun, c'est à votre héroïque résistance qu'on le doit... »

Dans *Guerre et Paix*, le prince Bagration, pendant la bataille, apprend de mauvaises nouvelles, mais sa tranquillité étonne et rassure les aides de camp qui les apportent. Il a dans l'avenir de la Russie une confiance inaltérable. Un échec momentané ne saurait diminuer en lui la certitude du triomphe final. « Rien qu'à le voir, ceux qui l'approchaient avec des figures décomposées sentaient le calme leur revenir... »

***

Pauvre fort de Vaux, réduit de poussière et de cendre, merveille de résistance, toi qui battais comme un cœur, le monde entier eut les yeux fixés sur toi pendant quelques jours. Le monde entier ne se trompait pas en t'attribuant cette importance que ton courage élargissait. Tu servais des plans que tu ne connaissais pas, et tu as aujourd'hui ta part dans toutes les opérations qui se déroulent et se dérouleront.

Les pays arrosés par la lave des volcans montrent, quand la lave a passé, une fertilité incomparable. Sur ton sol convulsé va croître une moisson de victoires, et de ta défense jaillira une source vive et inépuisable d'héroïsme français...

HENRY BORDEAUX.

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE...

PREMIÈRE PARTIE (1)

I

Quand elle sut que son neveu partait pour l'Alsace, la tante Emma fit avec onction :

— Pourvu qu'il soit prudent, là-bas... Son rôle n'est pas de souffler le feu.

Ses études universitaires achevées à Lausanne, en foi de quoi un vieux petit secrétaire lui avait délivré le parchemin d'usage, André Reymond s'appartenait. Jusqu'alors on lui avait dit : Faites ceci, et il l'avait fait ; lisez cela, et il l'avait lu ; traduisez ce passage, et vaille que vaille il l'avait traduit... Disparus, soudain, les hommes patentés qui apprennent à parler, à écrire, à penser. En face de soi, maintenant, la vie, qu'il faut franchir coûte que coûte.

Courir le monde ? Quand on est le chef de file de sept frères et sœurs, que le dernier-né est encore au berceau, que les parens, terrifiés par la cherté croissante des vivres, poussent résolument les plus âgés hors du nid, on n'a guère le choix des moyens. Comme il avait eu raison, M. Bohler, de chercher un précepteur pour ses enfans!... L'Alsace!... les cigognes, les houblonnières, les vieux en tricorne et gilet rouge, les femmes

(1) *Copyright by* Payot, 1916.

en coiffes à larges nœuds noirs... L'Alsace, terre tragique où des inconnus vous serrent la main en murmurant : Vive la France!... C'est ainsi du moins, la connaissant par des chansons larmoyantes, par des feuilletons dont les héros, tel Annibal, prêtaient d'horribles sermens, que Reymond la voyait. Son imagination prit feu. Accompagné par les vœux des siens, par les recommandations tempérées de la tante Emma, il quitta sa ville natale par une tiède matinée de septembre 1907.

Sous le hall de la gare de Bâle, la cohue cosmopolite, ceux qui courent, ceux qui s'affolent, la théorie des commissionnaires sanglés de courroies, ceux qui s'épongent affalés sur un banc, tous les types, toutes les langues, comme il arrive dans un corridor où chacun doit passer. Entrevus dans l'entre-bâillement d'une porte, des gens qui mangeaient avec un grand sérieux. La colossale réclame d'un chocolat dominait le tohu-bohu de ce retour de vacances. On y voyait, au pied des cimes violettes, sur un pâturage émaillé de fleurs, des vaches au pis gonflé, un berger d'opérette qui lançait son chant à la face du soleil. A ces vaches Reymond jeta un regard attendri. Après quoi, saisissant ses valises aux oreilles, il suivit le flot.

Dans la salle de la douane allemande, on parlait bas, maté par la morne discipline qui régnait en ce lieu. Vêtus de vert, sanglés, hautainement corrects, les gabelous se penchaient, palpaient, posaient de brèves questions, tout entiers à ces rites professionnels qui s'achèvent dans des hiéroglyphes tracés à la craie. Ailleurs les douaniers sont sceptiques, ou bonasses, ou galans. Ceux-là ont la gravité qui convient aux serviteurs de l'Empire. Ils en surveillent les portes, sentinelles avancées. *Kaiserliche Zollrevision... Kaiserlich!* c'est la raison sociale, le signe de ralliement, le mot mystique, le secret de la réussite... *Kaiserlich!... Kaiserlich* les postes, *Kaiserlich* les prisons, *Kaiserlich* les gendarmes, *Kaiserlich* les préfets. Et *Gott mit uns* sur la boucle des ceinturons. L'Empereur et Dieu. Les deux forces qui n'en font qu'une et qui s'affirment dès la frontière.

Reymond s'était fait petit. Sa voix sortait mal. Quand l'homme vêtu de vert se déclara satisfait, il disparut sans fierté dans le couloir où l'attendait, enfermé dans une sorte de cage, l'homme qui troue tristement le carton qu'on lui tend. Certes, il ne serait venu à l'idée de personne qu'on pût ici rire, siffler ou plaisanter. C'était impressionnant d'ordre, de décence lourde.

Sans secousse, le train glissait maintenant dans la plaine d'Alsace, parmi les champs de pommes de terre, les taillis, les coteaux plantés de vignes. Un bruit sourd disait les gares traversées. On voyait alors la casquette rouge du chef, l'homme du passage à niveau au port d'armes, le gendarme en casque à pointe. Et tous saluaient ce train qui fuyait.

— *Mulhausen!*

Descendu sur le quai, Reymond cherchait à s'orienter, quand un homme à la courte moustache hérissée lui toucha le bras :

— D'où venez-vous, monsieur?

— De Lausanne.

— Et vous êtes Suisse ?

— Parfaitement.

— Vous faites du service militaire?

— Oui.

— Infanterie?

— Oui.

— Le nom de votre chef de bataillon, s'il vous plaît?

— Apothéloz.

— Et vous allez?

— A Friedensbach.

— Merci. Le train part dans deux heures. C'est là-bas.

Le policier en civil s'éloigna laissant Reymond médusé par la promptitude de cet interrogatoire en forme au saut du wagon, par cette politesse menaçante, par ce regard gris d'acier qui fouillait jusqu'au fond des yeux.

« Sacré pays!... songeait le jeune homme. Tu en as eu du flair de t'engager pour deux ans!... Si on te soupçonne dès le premier jour, ça va être drôle! »

Assez impressionné, il s'enfonça dans Mulhouse, au hasard, enfilant une rue après l'autre, à l'affût d'un mot, d'un geste, d'une scène qui le rattacherait à l'Alsace rêvée. Les passans parlaient un patois guttural. Aux devantures des boutiques, des inscriptions allemandes. Aux carrefours, d'énormes policiers coiffés de l'inévitable casque à pointe.

Non loin d'une caserne, des soldats buvaient de la bière à la terrasse d'une *Wirtschaft*. Passait-il un officier serré dans sa longue redingote bleue, un sous-officier à la mâchoire carrée, ces hommes se dressaient dans un claquement des talons violemment réunis, le menton haut, le petit doigt allongé sur la

couture du pantalon, pétrifiés. Retombés sur leur siège, ils plongeaient à nouveau le nez dans leur chope, prêts à bondir au moindre bruit de sabre traînant sur la chaussée. Habitué qu'il était à une discipline tempérée de bonhomie, Reymond s'étonnait, cherchant sur ces rondes figures de soldats l'imperceptible sourire de celui qui n'est pas complètement dupe, une apparence de lassitude, n'y découvrant qu'une sorte d'ivresse d'obéissance, le respect superstitieux du galon.

Devant la grille de la caserne, allait et venait une sentinelle qui s'arrêtait, pirouettait, comptait ses pas, pirouettait encore et encore et toujours en automate remonté à fond. Dans la cour, sous les ordres d'un sous-officier qui semblait commander une brigade, tant il hurlait, une centaine de soldats frappaient le sol du pied avec un sérieux déconcertant, une sorte de fureur sacrée. La sentinelle ayant esquissé un geste, Reymond s'éloigna.

... De nouveau le train courait dans la plaine, parmi les landes où poussent genêts et bruyères, où gîtent lièvres et faisans. Les Vosges se rapprochaient... A l'étranglement d'une vallée, joliment groupée autour de sa cathédrale aux tuiles mordorées, une ville qu'on n'attend point : Thann. Et le gendarme est là qui observe... Puis la vallée, la rivière aux cailloux blancs, l'auberge près du pont voûté, les villages assis sur les prés, et, dans cette vallée, le petit train qui se faufile, qui s'amuse à siffler à cause de l'écho, qui se cache dans un tunnel pour rire, qu'acclament les lavandières à genoux devant leurs baquets, que huent les gamins que devancent les chiens jappeurs. Et là-haut, ce bleu des monts vosgiens, coupé par ce bleu plus profond des vallons orientés en tous sens, ce bleu translucide et pimpant posé sur les terres roses et les buissons jaunissans...

Chapeau à la main, très indimidés, les deux garçons s'approchaient. Ils pouvaient avoir quatorze et quinze ans; Jean, l'aîné, très grand, très mince, avec une tête d'oiseau, un joli regard où passait une tristesse d'adolescent élevé dans la solitude; le cadet, René, plus râblé, de bonnes joues rondes, un air un peu farce. Ils balbutiaient :

— Vous avez fait bon voyage, M'sieur?...

Déjà le cocher, un gros homme rubicond, avait chargé les bagages. Les chevaux s'élançaient, secouant leur crinière.

Devant une grille close, le cocher, dont les doigts sortaient

seuls de manches trop longues, claqua du fouet pour tirer le concierge de sa loge. L'homme accourut, prêt aux révérences. Un peu gênée de promener ses coussins au milieu de ce labeur, cahotant sur le mâchefer, la voiture traversa obliquement la cour de la filature qu'entouraient des constructions basses, symétriques, à toits pointus; derrière des vitrages, la brusque lueur d'un foyer qu'on avive, des torses nus; ailleurs, des crânes penchés sur des registres; partout le clapotement des courroies de transmission, le ronronnement des machines, une odeur d'huile, de sueur, et là-dessus un panache de fumée retombant lentement en une impalpable pluie noire. Ce fut enfin la maison de maître, avec sa façade très simple que déparait une marquise due à la virtuosité de quelque serrurier local.

Après les questions que l'on pose aux gens qui ont voyagé, on se mit à table. Visiblement, le bavardage déplaisait à M. Bohler. Le buste très droit, serré dans un veston boutonné jusqu'à la cravate, il se bornait à quelques phrases brèves, comme si le souci des affaires le pourchassait jusque dans le cercle de la famille. Devant ce front carré encadré de cheveux blancs taillés court, devant ces traits volontaires, nettement dessinés, ce clair regard de chef, ces gestes saccadés, on éprouvait de la crainte et du respect. Tout naturellement il faisait centre. En face de lui, Mme Bohler, blonde, mince, gaie avec une nuance de gravité qui donnait à son joli visage un charme extrême, très jeune à côté de ses grands fils auxquels elle parlait surtout par le sourire.

Pour se donner une contenance, Reymond contemplait les carafons où jouait la lumière de la lampe. Gêné par cet accueil sans paroles, il refusait systématiquement de se resservir malgré la muette insistance d'une vieille bonne qui inclinait les plats en respirant très fort dans son oreille. Et il se disait : « On se croirait dans la crypte d'une cathédrale... Est-ce que je leur déplais?... Je ne peux pourtant pas me mettre à raconter des histoires. La consigne est de se taire. »

— Quel superbe coucher de soleil nous avons eu ce soir! dit pourtant Mme Bohler. Le Drumont flambait.

Le jeune professeur ne connaissait pas encore le Drumont. René promit de le lui montrer, le lendemain, par la fenêtre de la salle d'études.

On passa au salon. Reymond s'effaça devant M. Bohler.

— Je vous en prie, vous êtes chez moi.

« Décidément, constata Reymond, nous ne coïncidons pas. »

Il se sentit très seul, très loin de tout ce qu'il aimait.

On s'assit. Un salon où l'on n'entre qu'exceptionnellement est triste comme un caveau de famille. Des statuettes se morfondent sur des consoles. Découragé, le discobole renonce à lancer son palet. Il y a des recoins où les candélabres ne jettent qu'une morne lueur. Aux parois, des tableaux peints à la manière ennuyeuse. Un violoncelle, près du piano ouvert, disait pourtant ici la vie.

Mme Bohler questionna Reymond. Avait-il des frères, des sœurs?... Sept!... Il y eut un moment de stupeur. Habitait-il au bord du Léman?...

A neuf heures, très exactement, M. Bohler eut un froncement des sourcils.

— Allons, les garçons...

Ils se pinçaient les mollets sur un coin du canapé. A ces paroles répétées chaque soir, ils se levèrent, embrassèrent leurs parens, serrèrent la main de leur professeur en lui souhaitant une bonne nuit et disparurent. Dans le corridor, il y eut des rires, des claques retentissantes.

— Si nous passions au fumoir?

Soudain, M. Bohler fut un nouvel homme. Il offrit un cigare. Lui-même, renversé dans un fauteuil, alluma sa pipe, s'entoura d'un nuage, eut un bon sourire, se mit à parler avec animation. Métamorphose que l'on observe chez ceux qu'une lourde responsabilité tient aux épaules. Ils ont des heures de détente d'autant plus jolies qu'elles sont plus rares.

Reymond apprendrait à les connaître, ces industriels des bourgs semés dans les vallons vosgiens, levés à six heures, chaque jour que Dieu fait, plus exacts au travail que le dernier des saute-ruisseau, sévères aux autres comme à eux-mêmes, pièce de la machine qu'ils ont montée, esclaves de cette machine. A midi, on s'échappe un instant. Et le soir, quand siffle la sirène, après que les ouvriers, dans un tapage de sabots, ont franchi la grille, on compulse les prix de la laine ou du coton, on dépouille le dernier courrier, on lit la supplique de l'homme renvoyé pour ivrognerie, on signe cent paperasses, âme de la grande entreprise dont vivent des centaines de familles.

Qu'ils se relâchent et tout grince. Une dernière lampe s'éteint, et c'est la leur. Les repas, un travail comme un autre qu'il

faut expédier lestement, sans balivernes. Et si l'on regarde par la fenêtre, en pliant sa serviette, on voit la cour où brillent les rails des decauvilles, les cheminées et les toits de l'usine qui ne se laisse jamais oublier. Le dimanche, pourtant, ils appellent leur chien. Guêtrés, vêtus couleur de broussailles, la pipe à la bouche, le fusil en bandoulière, ils prennent le chemin qui mène aux forêts. Par exemple, quand ils rentrent à la maison, ceux que le peuple, dans son patois, nomme les barons des cheminées, ils ne sont guère expansifs! Les fenêtres du bureau, déjà, font signe...

Les femmes sont souvent seules. Pendant que les époux traquent le lièvre ou jouent au cercle leur bridge aux enchères, les chevaux trottent sur la route qui déroule son ruban au fond de la vallée. Elles vont les unes chez les autres et, comme les bourgs sont assez distans pour que l'on se voie rarement, assez rapprochés pourtant pour que l'on voisine une fois la semaine, on a bien des choses à se conter autour d'une tasse de thé. On parle de la dernière pièce qu'on verra à Paris, au printemps, du roman qui commence dans la *Revue*. Pendant ce temps, au jardin, les enfans grimpent dans les arbres ou pataugent dans la vasque du jet d'eau.

Après quoi se déroule une lente semaine, au rythme éternel des machines. Alors, les mille travaux du ménage, le jour du grand nettoyage, le jour de la lessive, la confection des kougelhopfs, car l'Alsacienne, collaboratrice de sa cuisinière, ne craint pas la chaleur des fourneaux. Mais on s'occupe aussi des choses du bourg, de la crèche, de l'école maternelle, de l'infirmerie, de l'école ménagère, des vieilles qui toussent creux. On se met au piano en rentrant de tant de courses. Et les machines ronflent toujours...

Vie d'un charme austère, très simple, très réel, vie profonde où chacun, sans phrases, donne son effort quotidien. Et c'est ainsi qu'on élève la digue que l'ennemi ne peut percer.

C'est ce que M. Bohler, dans son parler bref, expliquait au professeur de ses fils.

— Nous comptons beaucoup sur vous... Moi, je suis un assez piètre père. Chose grave, je le sais. Pour messieurs les socialistes, c'est entendu, nous sommes des jouisseurs. En réalité, des esclaves. Il faut lutter, lutter sans cesse... La concurrence, la surproduction... Et l'Alsace est si excentrique, si loin des charbonnages, si loin des ports... Tant d'autres entraves!...

La situation politique... C'est une grosse partie... Il faut être là et toujours là... La famille en souffre... D'autre part, les fonctionnaires, les professeurs, nous ne pouvons, nous ne devons pas les voir; alors, c'est l'isolement. On s'enferme dans sa coquille. Il faut se suffire. L'instruction de nos fils, c'est un problème pour nous. Il y a bien des écoles officielles, bonnes, excellentes, même, à certains points de vue, mais on y tue l'individualité. Sans compter qu'on y nourrit les Alsaciens de mensonges... Vous le voyez, vous allez être un peu tout pour nos fils.

— Je ferai de mon mieux, répondit Reymond. Déjà ces garçons m'intéressent, René un scientifique, me semble-t-il, un sportif, Jean plus rêveur, plus littéraire.

Père et mère eurent un sourire attendri.

— Oh! fit Mme Bohler avec vivacité, René n'est encore qu'un enfant. Quatorze ans, à peine. Pour le moment, il s'adonne à l'acrobatie. Il ne parle que *matchs* et records. Il sait les noms de tous les boxeurs du monde. Mais il a du cœur. Le tout est de savoir le prendre, rondement... Jean réfléchit beaucoup. Il est musicien, un tantinet sentimental, philosophe...

— Et quoi encore ? interrompit M. Bohler. Deux enfans comme tant d'autres, pas méchans, pas trop bêtes, et dont il s'agit de faire des hommes.

— Si tu parlais à M. Reymond de ses autres élèves du mercredi et du samedi après-midi? En Alsace, monsieur, un professeur de français est un oiseau rare. On se l'arrache.

— C'est juste. Deux fois par semaine, vous serez à la tête d'une petite classe. Il ne faudra pas trop vous en vanter, parce que cela se passera en marge des règlemens scolaires. Nos maîtres redoutent en effet par-dessus tout la diffusion du français en Alsace. Le nombre des élèves autorisés à suivre un cours qui n'est pas donné en langue allemande est strictement limité. Il s'agira donc surtout de promenades en commun, si vous le voulez bien. Outre mes deux fils, vous aurez Émile Zumbach, André Berger et enfin Charles Weiss, mon filleul, le fils de mon fondé de pouvoirs... Vous verrez certainement une fois ou l'autre M. Weiss. Il vous apprendra à connaître et à aimer les Vosges. Un charmant homme, un peu dilettante, grand dénicheur de champignons, éleveur de poules et de lapins, pépiniériste, horticulteur, fabricant, tout au monde. Le boute-en-train de la vallée. Un optimiste né. Pourtant, il a eu un rude chagrin,

il y a deux ans : son fils aîné est mort à Munich pendant son service militaire.

— A Munich?

— Cela vous étonne? Il faut pourtant qu'il reste quelques Alsaciens en Alsace. Ceux qui peuvent tenir le coup sous la cravache sont dans le vrai. Moi, j'enverrai les deux miens en France, dans deux ans, mais ma femme est Française et moi-même je me suis battu en 70. Alors, il y a des choses qui sont impossibles.

Un roulement sur le gravier de la cour. Mme Bohler s'était levée.

— Ce n'est pas en un jour que l'on arrive à connaître la pauvre Alsace. Ailleurs, on se laisse vivre. Ici, rien n'est simple. Si l'on part, c'est l'exil. Et si l'on reste, c'est une souffrance chaque jour renouvelée... Mais je crois que la voiture vous attend. Vous logez donc à Friedensbach, à un quart d'heure d'ici, comme nous vous l'avons écrit, chez les vieux Schmoler, les parens de Mme Vogel, une veuve, et de Mlle Stéphanie Schmoler, tenancières du restaurant où vous prendrez vos repas. Ce sont de très braves gens. Vous y serez en compagnie : des chimistes, des employés de nos bureaux, quelques Allemands, je crois, des fonctionnaires aussi, mais ils ont une table pour eux.

Dans la nuit où s'effilait le clapotis de la rivière, la voiture roulait sur un chemin inconnu. Des chiens s'indignaient au fond des ténèbres. Puis tout rentrait dans un calme profond. Une femme écartait un rideau. Des persiennes baissées clignotaient aux murs noirs des maisons. On s'arrêta enfin en plein bourg, devant une maison très basse qui ressemblait, avec son toit aux ailes avançantes, à une honnête poule couveuse. On s'empressait, malgré l'heure tardive, Mlle Stéphanie qui tenait la lampe derrière laquelle ses pommettes brillaient comme des fruits mûrs, Mme Vogel, veuve très décorative dont le sourire professionnel creusait de chaque côté du menton des fossettes du plus réjouissant effet. On désignait une place au bout de la table déjà dressée pour le déjeuner du lendemain, on montait les bagages par l'escalier raide et bien ciré qui menait chez les parens.

Les vieux délicieux! tout roses, bienveillans, qui vous regardaient avec une dignité d'autrefois : lui, courtaud, barbu, chevelu comme un bonhomme Noël, la face invraisemblablement ronde où clignaient, sous des sourcils hérissés, de petits yeux lim-

pides; elle, coiffée d'un bonnet blanc aux brides sagement nouées à la pointe du menton, soumise, courbée, ridée à plaisir, toujours à trottiner on ne savait pourquoi. Et à chaque fois qu'il l'appelait, le plus souvent sans motif apparent : « Jacobine !... » elle répondait en écho : « Qu'est-ce qu'il y a, Joseph ?... » Et cela était dit en français, car c'est la noblesse des vieux de le parler encore à peu près, avec cet accent alsacien dont on peut affirmer que si les cieux et la terre passeront, lui ne passera point.

Joseph Schmoler recevait son hôte avec gravité.

— Vous serez bien tranquille, chez nous... Il n'y a que nous, des bons à rien, des vieux, nos deux filles et Jacob, un petit-fils de neuf ans, bien obéissant.

Jacobine ouvrait deux pièces qui sentaient le savon ; on voyait un poêle de faïence, de naïves gravures, tout un assortiment de coquilles marines, souvenir de quelque ancêtre voyageur, un lit haut sur jambes protégé par un ciel en cretonne imprimée.

On se retirait avec solennité, appelant sur l'hôte mille bénédictions...

Raymond ferma les yeux... Le Léman, les coteaux roux penchés sur les flots aimables, le munster bâlois avec son cloître pavé de tombes, le Rhin roulant sa masse verte, des casques à pointe, le salon des Bohler, Joseph et Jacobine, le petit bourg alsacien sous les étoiles...

*
* *

Qu'il est beau le jour des Morts, dans cette terre de douleur !... Ces morts parlent. Ils ont un souvenir, une pensée, une volonté à transmettre. Ailleurs, ils dorment. On vient les visiter, les fleurir, mais ils sont tout à leur sommeil formidable, étrangers aux vivans, si loin, si loin ! Comme on dit, ils sont dans l'autre monde.

En Alsace, on les sent, on les sait très près, parce que le fil de la tradition, brutalement tranché, il n'y a qu'eux pour le rattacher.

En ce jour de la Toussaint, dès le matin, les cloches de Friedensbach ont sonné, une seule, d'abord, voix qui pose une question, puis les trois, tantôt à toute volée, tantôt très bas, et c'est une causerie qui se poursuit au sommet du clocher, un mur-

mure que la brume de novembre enclôt dans son nid de pierre.

Garçons et filles, maris et femmes, vieilles et vieux, ils sont sortis de la maison, ils ont fermé la porte, mais non pas à clef, car de quoi se méfierait-on le jour des Morts?... L'église est pleine. On se tient debout dans les couloirs, sous le porche, là où pendent les cordes luisantes. Le vieux curé est dans la chaire. Il parle à ses ouailles dans ce patois rugueux, qui est le fruit de la race. Il n'est pas éloquent, le vieux curé, il est bien mieux que cela. Sans gestes, la tête un peu penchée sur une épaule, il communie avec les choses éternelles. C'est aux morts qu'il s'adresse, ou plutôt aux vivans que l'on ne voit plus aller par les rues du bourg, car il ne connaît que le peuple de Dieu, ceux qui vivent à Friedensbach et ceux qui vivent ailleurs, au mystérieux pays vers lequel chemine la caravane humaine. « Nous prions aussi pour ceux de nos ancêtres qui tombèrent sur les champs de bataille... » Le son grêle de la clochette. Grondement de l'orgue. *Absolve, Domine!*

Le cimetière est sur le dos de la première colline après laquelle viennent d'autres collines qni se nouent aux sommets. De nouveau des mains ont saisi les cordes et les cloches parlent. Derrière la croix et les bannières, la procession suit le chemin aux lacets montans. Tous portent des gerbes de chrysanthèmes qui se balancent au rythme de la marche. *Heilige Maria, bete für uns.*

Ils sont debout devant leurs tombes, que le curé bénit d'un geste large. Et quand les cloches de Friedensbach se taisent une minute, on entend toutes celles de la vallée, les grosses qui bourdonnent, les petites qui ont le timbre de l'espérance, isolées ou groupées par un souffle. C'est ici que se réveille le passé. *Ci-gît Jean Burger*, dit une pierre. *Ci-gît Pierre Schneeberg*, dit une autre pierre. Il est entendu que la langue des morts est le français. *Ci-gît...*, certificat de fidélité que le peuple se signe à lui-même. On ne ment pas aux morts.

Le curé s'est arrêté un peu plus longtemps devant la pierre où se lit : *Ci-gît Louis Schmid, mort à 98 ans, 1788-1886.* Schmid connut la Révolution, Napoléon le Grand qu'il servit, Louis XVIII, Charles X, la deuxième république, Napoléon III, la catastrophe. Il attendit encore seize ans, après quoi, rassasié de jours, il mourut, et on l'ensevelit dans cette terre, alors que les maîtres de l'heure emportent leurs morts de l'autre côté du

Rhin, ce qui prouve bien qu'ils ne sont pas d'ici... Or, ce sont les morts qui, du fond de leur silence, parlent au cœur du peuple. Leur poussière s'est mêlée à la poussière du sol, mais leurs œuvres sont vivantes, les églises qu'ils édifièrent, les maisons dont ils fermaient la porte, chaque soir, ces lettres qui sont dans le coffre du grenier, et tout ce que l'on ne voit pas, tout ce que l'on n'entend pas, tout ce qui prend son essor, et flotte, et baigne les âmes comme l'atmosphère baigne les corps. La voix des morts!

*
* *

Ce matin, comme gémissait la sirène de la fabrique, — la nuit a de la peine à capituler, les lampes dessinent encore leur rond clair sur la table des cuisines, — les ouvriers, sortis devant les portes, ont de gros rires terminés par des *Gottverdammi* convaincus. Une rumeur. On s'interpelle de la rue aux lucarnes. Des bras se tendent, Et de nouveau les rires. On dit :

— Sur le sapin, près du pont.

Déjà, à peine vêtus, les gamins galopent à travers prés. On ouvre les fenêtres. Des vieux en chemise de nuit, des vieilles avec leur maigre chevelure sur les épaules, tiennent la main en abat-jour devant les yeux.

— Le vois-tu?

— Pardi!... C'est bien lui.

C'est la dixième année. Et l'on n'a jamais découvert le coupable. Peu de jours après le départ des conscrits, au réveil, dominant tout le pays, flotte un drapeau bleu, blanc, rouge. Au paratonnerre de l'école, au balcon de la gendarmerie, l'an passé sur la tour en ruines, aujourd'hui au faîte du sapin géant, au delà de la rivière. Bleu, blanc, rouge, c'est lui, il n'y a pas de doute! Comme il claque au vent! Il y a de l'ironie dans son déroulement, dans les frissons qui l'animent, dans sa retombée, comme s'il renonçait à la lutte, suivie bientôt d'un sursaut qui le dresse, vibrant, gonflé, avec des tressaillemens, de petits sauts de côté, des contorsions de gaieté. Est-ce l'effet de ces trois couleurs, si pimpantes, association d'idées? Tout de suite on se sent le pied plus léger, la langue plus agile, l'esprit plus alerte.

Sur le chemin, tous les dix pas, les ouvriers se retournent pour le voir. Autour de l'arbre, les enfans se nouent en essaim, dansent, rient, puis se taisent, car voici venir le cortège des offi-

ciels : un douanier, les deux gendarmes, le garde champêtre qu'on a tiré de son lit et qui bâille. La cérémonie annuelle se déroule.

... De l'œil, la force armée mesure la hauteur. Le garde champêtre regarde le premier gendarme, qui regarde le second gendarme, qui regarde le douanier. Ces messieurs comparent leur corpulence. Un gamin de bonne volonté?... La bande s'envole vivement, même Ruprecht, le fils de l'huissier, un *Schwob* pur sang, même Adolf Schorrer, dont le père préside le *Kriegerverein*. Le scandale a trop duré. Le gendarme Taubenspeck se dépouille de son sabre, de son revolver, dépose son casque sur l'herbe. Il monte de branche en branche, — comme elles plient! — précautionneux, tâtant du pied, essoufflé, les yeux au ciel. Dans le sapin vert sombre, la masse vert clair de l'uniforme. Une branche, une autre encore. Mon Dieu, que c'est haut! Mais le sentiment du devoir mène à tout. Il est à la pointe de l'arbre, maintenant, le gendarme Taubenspeck; sa nuque brille; sa tête carrée se dessine sur le ciel pâle; une main se tend... Le drapeau oscille, hésite, pique dans le vide. Quand un drapeau a le diable au corps, il en fait des manières avant de rejoindre le sol!... C'est si léger, le blanc, le bleu, le rouge!... Il voyage dans les airs, descend, remonte, s'incurve, risque un *looping*, se rétablit, joue au papillon, batifole encore un peu, se pose enfin sur la prairie avec la grâce d'une feuille morte. La force armée se précipite, se saisit du délinquant, le plie, le replie, si bien que ce n'est plus qu'un paquet rouge qu'on fourre sous sa tunique : *Lieb Vaterland, mag ruhig sein!*

En voici pour un an. On ouvrira enquête sur enquête. On promettra vingt marks au délateur. Pour mater cette population frondeuse, on dressera procès-verbal sur procès-verbal : il y a tant de voitures sans lanterne, tant de bicyclistes qui roulent à toute allure, tant d'aubergistes qui ferment cinq minutes après l'heure!

Le *Lehrer* Kummel, l'instituteur allemand, déplora « cette stupide affaire. » Elle lui permit même de parler français durant toute la leçon de conversation allemande qu'il donnait à Reymond le jeudi soir. Et il disait :

— Il n'a d'importance... Gaminerie, rien d'autre... Nonobstant, on indispose l'Autorité (dans sa dévotion, il prononçait : Hautorité), on calomnie une population de souche foncièrement allemande. Vous dites souche, n'est-ce pas, dans ce cas?... On

excite les têtes chaudes, — vous dites, n'est-ce pas? — desquelles il y a toujours quelques-unes. C'est donc bête, et lâche, puisqu'il ne se déclare pas, le coupable. Vexée, l'Autorité refuse un crédit, décline une augmentation de traitement, et c'est la population honnête, loyale, fidèle, qui paie les pots cassés. Vous dites, n'est-ce pas?... Lâche et bête. Œuvre de *Vackes*... Le vrai Alsacien est navré d'une telle chose...

Le *Lehrer* Kummel fumait d'indignation.

*
* *

Un soir que Reymond avait été retenu à dîner chez les Bohler, on fit un peu de musique après le repas. Jean jouait du violoncelle, Charles Weiss du violon, Mme Bohler accompagnait au piano. Le joli tableau! Cette maman très blonde, rendue plus rose par la lumière tombée de l'abat-jour; Jean, les sourcils froncés, une ride au front, trop sentimental, peut-être, pour du Mozart; Charles, les cheveux dans les yeux, tout entier au dessin clair et délicat de l'œuvre. M. Bohler écoutait en fumant sa pipe, les mains jointes derrière la tête, en énergique qui s'abandonne un instant à une émotion. Après la note finale d'un trio de Schubert, il eut ce cri du cœur :

— Que c'est beau! Ces Allemands, la musique, c'est leur affaire. Mais pourquoi diable ne sont-ils pas restés de l'autre côté du Rhin?

Tout naturellement, on en vint à parler de l'Alsace. Reymond conta l'incident du drapeau.

— Nos maîtres sont là tout entiers, expliqua M. Bohler. En soi, ce n'est rien, mais si révélateur! Il y aurait une manière : abandonner ce drapeau à son sort, lui envoyer un salut ironique de la main, attendre que le vent l'emporte au diable. Mais non! On mobilise la gendarmerie, on donne à une bêtise les proportions d'un complot, on verbalise, on interroge les écoliers, on menace, on incite à la délation, on téléphone au *Kreisdirektor*, qui téléphone à Strasbourg... Nous le payons cher, ce drapeau!... Vraiment, ils ont beau nous appeler frères retrouvés, nous sommes d'une autre famille d'esprit. Coups de poing et coups d'épingle, voilà ce qu'on nous offre tout au long de l'année. C'est tout de même embêtant d'être serviteur dans sa maison, étranger dans son pays, traqué dans ses souvenirs, morigéné par des pédans!

— Kummel m'a dit à ce propos des choses magnifiques.

Reymond se repentit aussitôt d'avoir lâché ce nom.

— Kummel?... Ce Poméranien qui nous est arrivé avec sa fortune dans un mouchoir et qui empoisonne notre jeunesse? A qui ne le connaît pas il se donne pour Alsacien, sous prétexte qu'il nous suce depuis vingt-huit ans. Après quoi, — et ils sont des milliers et des milliers dans ce cas, — on nous prétend ralliés! Est-ce que les Français savent ça?... Poméranien à vingt carats, ce Kummel, dénonciateur patenté, pédagogue oblique, chef reconnu de la clique!... Il m'en a créé des ennuis, déjà! Si jamais vous avez l'inspecteur scolaire sur le dos, nous saurons à qui nous en prendre. Mais, à propos, depuis quand connaissez-vous ce Kummel?

Question redoutable. Reymond avoua qu'il en avait fait son professeur d'allemand, plaidant les circonstances atténuantes. Il y eut un froid.

— C'est dommage, vous auriez dû me consulter.

— Il m'est facile d'interrompre.

— Gardez-vous-en bien, crainte d'une vengeance. Vous avez commencé, il faut continuer. Je connais mon bonhomme. Jamais rien sur vos élèves et sur nous, cela va de soi. Sapristi, mettez-vous donc à notre place!

Une nuit de janvier, il neigea. Qui n'a pas vécu en Alsace, au village d'un vallon des Vosges, ne peut s'imaginer le charme d'un de ces réveils sous la neige. Sur tous les toits aux pentes multiples, sur le dos des cheminées, jusque sur le coq de la girouette, le manteau de l'hiver est déployé. Au faîte des barrières, un bourrelet; coiffant le bonhomme ventru de la fontaine, le nid vide de la cigogne, le Christ en croix du cimetière, un capuchon immaculé... Les sommets, les forêts, toutes ces collines qui meurent dans la plaine, tous ces vals qui se faufilent, ont revêtu leur robe de mariée où jouent des reflets roses, des reflets bleus, d'un bleu profond, presque noir. La gloire de la montagne!

Sous la neige, l'Alpe est effrayante de solitude glacée. On ne voit que du blanc jusqu'au fond des abîmes. Sévère muraille tendue du Nord au Sud, où se hérissent les noires hallebardes des sapins, tourmenté par la bise le Jura frissonne. Les Vosges, elles, demeurent avenantes, humaines, avec leurs cytises, leurs

bouleaux, leurs hêtres, leurs buissons de genêts, si bien que la neige s'amuse à faire du sapin un blanc fer de lance, du cytise un dôme, du bouleau une ogive, du buisson de genêt un hérisson poudré à frimas. Il y a aussi les couleurs de ces troncs alignés en profondeur, l'écorce ensoleillée des pins, verdâtre des cytises, blanchâtre des bouleaux, le feuillage roussi des hêtres; et tout autour, ce blanc bleuté de la neige sur quoi glisse le chant des cloches, car il y en a toujours une qui sonne au fond des jours alsaciens.

Leurs bonnets rouges tirés sur les oreilles, attelés au traîneau à deux places, les petits gars ont gravi la pente. Ces bonnets rouges, comme ils filent sur la piste tassée! L'air sec emporte au loin les cris.

Certain après-midi de dimanche, tout le monde s'en mêla : Fritz, l'apprenti du cordonnier, qui guidait à plat ventre; et Bader, et Schramm, et Spinner, et Becker, et Klipfel, tant d'autres, les gars et leurs promises, ces belles filles aux joues frottées de vermillon qui s'installent sans tant de manières sur les genoux qu'on leur offre. Mais on remarquait surtout Suzanne Weiss, la sœur d'un des élèves de Reymond, si exubérante, si rieuse, le teint si animé qu'elle brillait de vie sur la froideur de la neige, en églantine qui se serait trompée de saison.

... Mademoiselle Suzanne! En parlant d'elle, les voix prenaient des inflexions chantantes. Depuis qu'il la saluait, Reymond trouvait la vallée tout à fait charmante. Kraut lui-même, le veuf gratte-papier et sexagénaire, levait sur elle des yeux de chien assis derrière une porte fermée. Il n'y avait pas jusqu'à M. le juge Döring qui ne s'égarât régulièrement sous les fenêtres des Weiss, le torse sanglé dans une interminable redingote, la boutonnière fleurie de roses de Noël, la moustache retroussée dans les narines, une canne à pommeau d'argent au poing.

Jean et René, André Berger, Émile Zumbach, Charles Weiss, leurs sœurs, leurs cousines, s'en donnaient à cœur joie. Tout ce monde, dans un concert de Herr Je et de Jésus-Maria, par quoi les grosses filles assises sur les genoux des gars recommandaient leurs âmes à Dieu, dégringolait la pente jusqu'au pont où stationnaient ceux qui ne livrent pas leur dignité aux caprices d'un traîneau, les mamans emmitouflées, les papas

rhumatisans, les notables des fabriques et aussi, groupe solennel, Kraut, Kummel et M. le juge Döring.

Seul entre tous les notables, le père Weiss lugeait comme le premier bûcheron venu. Cet homme ne faisait rien comme les autres. Guêtré de bleu, son bonnet de fourrure si bien enfoncé qu'on ne distinguait guère de sa physionomie qu'une barbiche d'un blond de paille, dressant au-dessus de la foule ses épaules de géant, sa cravate d'artiste, il versait autour de lui la gaieté.

Cet Alsacien fils de ses œuvres se sentait entouré d'une affection respectueuse. Pas fier, le papa Weiss, et bon comme une tranche de kougelhopf! Il en payait des loyers en retard! Il en arrachait des pauvres diables aux griffes des agens d'affaires! Par la vertu de son exemple, par la verdeur de ses propos, cet homme maintenait les traditions. Un chef. Tout ce qui était savoureusement local, authentiquement alsacien, trouvait en Victor Weiss un ferme soutien. A un personnage haut placé qui lui rappelait un jour, aû cours d'une discussion, sa qualité de citoyen allemand, il avait répondu : « Pardon! je suis citoyen alsacien et sujet allemand. Ce n'est pas la même chose! » On citait volontiers cette réplique à Friedensbach.

Pour l'instant, assis sur son traîneau, pipe aux lèvres, Weiss dévalait, amarré à un autre traîneau où sa fille, ses deux fils, Reymond comme pilote, avaient pris place. Tout à l'ivresse de l'espace dévoré, ils se sentaient les puissances du blanc paysage. Catastrophe! Comme Kraut, Kummel et Döring traversaient la piste gelée, le veuf, dont les talons se dérobaient, s'agrippa aux bras de ses compagnons. On n'en vit pas davantage. Le traîneau dispersait le groupe en détresse. Permutation des valeurs humaines! Durant une seconde, le pédagogue fut debout sur la tête, l'échine rétrécie d'angoisse, les talons aux astres; M. le juge Döring tournait sur son séant en toupie bien lancée; quant à Kraut, la barbe à plat sur la neige, ses derniers cheveux hérissés, les dix doigts plantés dans la glace, il jetait aux échos des *Was!* demeurés sans réponse.

Un rire secoua la foule. S'étant levé, tâté du sternum à la rotule, Kraut répéta : « *Was!* » Debout, à son tour, Kummel secoua tristement la tête. L'offensive revenait à M. le juge Döring dont le front barré de veines violettes, les yeux de myope aux pupilles dilatées, les cicatrices soudain apparues dans la pâleur extrême du teint, annonçaient une fureur peu commune.

— Restez calme et parlez peu, dit Weiss à Reymond. Pour peu que le diapason s'élève, comptez sur moi.

Le juge s'approchait par une marche oblique. Les manans avaient ri. Il s'agissait de rétablir la dignité de la magistrature. Pourtant, devant Mlle Weiss qui le regardait avec un certain effroi, la fureur du juge se mua en galanterie. Claquant les talons, il s'inclina. Puis, en excellent français, avec une pointe d'accent :

— Vous n'avez pas eu de mal, au moins, mademoiselle?

— Et vous-même, monsieur? répondit la jeune fille avec une sollicitude feinte.

— Oh!... je vous prie, ricana le juge. Si vous n'avez rien, alors tout est bien.

— C'est la chose essentielle, appuya Kraut.

M. le juge s'était tourné vers Reymond. Il le toisait comme on toise un homme pour constater s'il est *satisfactionsfähig*. Alors, la voix officielle :

— Une question, monsieur. De votre part, cet accident est-il chose intentionnelle?

Reymond s'était redressé :

— Intentionnelle? Vous vous trouviez avec ces messieurs au milieu de la piste. Ce serait plutôt à moi à vous poser cette question...

Beau joueur, le juge s'inclina une seconde fois. Après quoi, pesant ses mots :

— Dans ce cas, c'est moi qui présente des excuses. Dans l'autre cas, la chose aurait eu des suites très graves. Il ne faut donc voir dans cet accident que le résultat d'un fâcheux concours de circonstances. C'est ce que je tenais à établir. Mademoiselle, messieurs, j'ai l'honneur...

Pour la troisième fois, les talons se rapprochèrent : pour la troisième fois, M. le juge s'inclina. Alignés au bord de la chaussée, les pieds en dedans, Kraut et Kummel répétèrent de leur mieux cette révérence protocolaire. Marchant au pas, très droits, les trois hommes s'éloignèrent.

Quand ils eurent disparu, M. Weiss eut un rire puissant. Ses deux mains, il les tendit à Reymond :

— Monsieur, vous souperez avec nous. Pas de cérémonies! Je vous dois une des grandes joies de ma vie, peut-être la plus grande. Ce Kraut qui embrassait convulsivement un glaçon, ce

Kummel d'aplomb sur le crâne, ce Döring transformé en derviche tourneur !... C'était tout à fait réconfortant.

— Très chic ! très chic !... criaient les élèves au comble de la joie.

Un bûcheron à la barbe de lichen s'était détaché de la foule. Lui aussi tendait la main à Reymond, expliquant des choses en alsacien.

— Qu'est-ce qu'il dit ?

— Il vous remercie. Vendredi, sur une dénonciation du forestier, le juge lui a flanqué cinquante marks d'amende. Alors, il vous remercie. Il appelle ça la revanche... Là-dessus, rentrons. Nous n'avons pas perdu notre journée.

*
* *

Ce n'est pas impunément qu'on attente, même involontairement, à l'équilibre de fonctionnaires impériaux.

La voix de René Bohler, ouatée par le ronflement des machines, célébrait la beauté de Calypso, quand la vieille bonne heurta à la porte de la salle d'études. Elle eut ces mots qui glacèrent professeur et élèves :

— Monsieur l'inspecteur...

Aussitôt il s'avança. On ne remarqua d'abord qu'une tête de vautour pensif, un corps très long, des pieds très larges. Reymond, Jean, René, respectueux, s'étaient levés, inclinés. Le professeur se présentait, présentait ses élèves en un allemand laborieux.

— Êtes-vous aussi le professeur d'allemand ? demanda M. l'inspecteur en français. Et il plissait son nez, ce qui infligeait à ses lunettes un singulier mouvement de va-et-vient, à ses joues plantées de poils courts et raides, un frémissement goulu.

— Non, monsieur.

— Alors, qui, je vous prie ?

— Une demoiselle.

— Ah !... Une demoiselle !... Pour le français, un professeur ; pour l'allemand, une demoiselle. Et son nom, je vous prie ?

— Mlle Wahler.

— D'où ?

— De Mulhouse.

— Ah ! cette demoiselle donne aussi, je le sais, des leçons de français en cette métropole de l'esprit qu'est Mulhouse... La double culture !... la grande idée alsacienne !... Nous, universi-

taires allemands, nous n'arrivons pas, même de loin, à effectuer le tour de notre culture germanique, mais Mlle Wahler, heureusement, s'assimile deux cultures... Je félicite cette demoiselle pour ses brillantes capacités.

Heureux d'avoir décoché tant de flèches d'ironie, M. l'inspecteur cessa de remuer le nez, éclaira ses yeux verts d'un sourire et s'assit. Après un rapide examen des objets qui l'entouraient, — oh! oh! la carte de la France, une statuette de Jeanne d'Arc, aux murailles de petits drapeaux tricolores, souvenir d'un quatorze juillet — lourdement affectueux, il revint à sa langue maternelle.

— Nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à un bref examen de géographie et d'histoire. C'est une pierre de touche. Je vois sur cette table les livres de M. Seignobos, de M. Gallouédec, d'autres encore de mes collègues de la Grande nation. Nul doute qu'ils ne disent des choses excellentes et très précises sur notre Alsace, par exemple, ou encore sur les colonies de l'Empire... Toi, mon ami, tu vas m'entretenir pendant quelques instans de notre Togoland. Parle, jeune homme, ton serviteur écoute.

Jean, par deux fois, ouvrit la bouche. Il en sortit un vague son.

— Bien, fit l'inspecteur avec un rire puissant. Et après? Jusqu'à présent, c'est exact.

— Le Togoland est une colonie allemande... une colonie allemande... très prospère... une belle colonie... située en Afrique.

— J'ai soudainement oublié le français, mon ami, veuille traduire en allemand.

Jean s'exécuta.

— Bien. J'ai presque compris. J'aimerais pourtant quelques détails complémentaires. Date de la conquête, villes principales, fleuves, situation, flore, faune, budget annuel, etc., etc , tant de choses!

— Il n'y a pas de grandes villes... Les fleuves sont à sec en été... Comme productions, du cacao, du café, du coton... Il y a des girafes, des éléphans...

Arquant les sourcils, Jean marqua que la source de ses connaissances était tarie.

L'inspecteur s'attrista.

— Quand on vit en Allemagne, mon ami, sous la protection de la force allemande, il convient de se montrer reconnaissant S'intéresser aux choses allemandes, à la flotte allemande, aux colonies allemandes, aux élémens de cette richesse allemande dont vous profitez largement en Alsace, est un devoir. En revanche, j'en suis sûr, tu sais par cœur les noms des quatre-vingt-six départemens français, des deux ou trois cents sous-préfectures, dont la plus importante a moins de vie intellectuelle et industrielle que Friedensbach... A l'autre, maintenant. Une question d'histoire : les noms et l'œuvre des six premiers électeurs du Brandebourg...

Courageux, René se jeta à l'eau.

— Albert l'Ours, Othon l'Oiseleur... Louis le Germanique... non, pas celui-là... et puis... et puis...

— Cela peut suffire.

Mais René prit l'offensive :

— Monsieur, je sais l'histoire d'Allemagne... la maison de Saxe, de Franconie, la querelle des Investitures... la Bulle d'Or...

L'inspecteur ferma ses yeux verts, secoua la tête.

— Mon ami, quand je demande les noms des six premiers électeurs du Brandebourg, je ne demande pas une conférence sur la Bulle d'Or. Les élèves allemands ont l'habitude de répondre à la question posée de la manière la plus précise, la plus absolue... Cela s'appelle la discipline d'esprit... Je me retire, monsieur le professeur !

On se regarda avec stupeur. Un désastre. Jean se précipitait sur un atlas, René sur le répertoire des souverains. Et l'un disait :

— C'est dégoûtant : me demander le Togoland, quand je sais les noms de toutes les principautés allemandes !

Et l'autre :

— Et moi, je sais les noms de tous les Habsbourg, des Hohenstauffen..., des masses d'autres choses... Et avec la Bulle d'Or je l'aurais épaté...

Reymond, lui, se taisait ; il voyait l'avenir en sombre. Il lui fallut de l'énergie, pour dire enfin :

— Revenons à Calypso, cela vaudra mieux...

Mis au courant, M. Bohler, en homme de bon sens, opina qu'il n'y avait qu'à attendre les événemens.

Ils vinrent sous les espèces d'une lettre comminatoire. L'inspecteur déplorait l'ignorance des inculpés « dans les

matières géographiques et historiques, pierre de touche d'une réaliste et solide instruction. De même, la connaissance de notre langue nationale laisse fortement à désirer. Pour l'acquisition des connaissances demandées par les programmes, il convient de s'adresser à un homme que sa profession met au courant des dits programmes et de leurs exigences. »

Tout en méditant les termes de cette lettre, M. Bohler frappait nerveusement la table d'un doigt.

— Il y a quelque machination, là derrière, un Kummel quelconque, un mouchard de cet acabit... On veut évidemment la tête de Mlle Wahler. Cette brave vieille fille apprend l'allemand à mes fils, mais surtout le français à des dizaines de potaches mulhousiens. Depuis trente ans, pour maintenir l'influence en Alsace, elle a plus fait que tous les discours. On en a assez. On veut l'affamer... Pour vous, monsieur Reymond, les choses pourront s'arranger. On n'insistera pas. La fabrique donne des subsides pour les écoles maternelles, les cours des apprentis, d'autres œuvres encore. Quand on a des armes en main, on est respecté... Mais où trouver un professeur d'allemand?

— Je n'en vois qu'un, répondit Mme Bohler. Nous serions au moins tranquilles.

— Et qui?

— Kummel lui-même. Quatre heures de leçons par semaine, ça arrondirait son traitement. Il se croirait appelé à germaniser nos fils. Dans cet espoir, il oublierait de nous dénoncer. Il nous servirait de paratonnerre.

— Non! A aucun prix je n'introduirai ce laquais chez moi. J'enverrai encore moins mes fils chez lui.

— Et dans ma chambre, monsieur? proposa Reymond. Il me serait facile d'assister aux leçons à titre d'auditeur.

— Ça, c'est une idée, c'est même une bonne idée. Quand on ne tient pas le couteau par le manche, il est inutile d'entrer en guerre ouverte. C'est entendu. Voulez-vous demander la chose de ma part au pédagogue?... Je préfère demeurer en dehors de ces pourparlers...

— Heureusement pour nous, fit Mme Bohler, qu'ils ne sont guère habiles, ces excellens germanisateurs. S'ils l'étaient, nous serions perdus. Vous imaginez-vous un inspecteur se mettant à causer avec les enfans, oubliant une minute qu'il est Allemand pour se révéler homme, tout simplement, leur racontant des

histoires sur le Togo, les félicitant de ce qu'ils savent au lieu de goguenarder. Mais non. Ils viennent en missionnaires. Ils nous apportent la culture, la science, les arts. A tout ils opposent la force allemande. Pas l'ombre de tact. Cet inspecteur sait évidemment, — ils savent tout, — que deux frères de mon mari ont été tués en 70. Or, aux neveux de ces morts, il parle naturellement de « notre Alsace. » Ces enfans, on les jette ainsi dans des colères folles! Mais ils ont l'esprit ainsi fait : le vainqueur, parce que vainqueur, même s'il campe dans la maison de sa victime, est irrésistible, paré de toutes les séductions. Son ironie : une grâce ajoutée à tant d'autres!

— Remercions Dieu de les avoir fabriqués de la sorte, acheva M. Bohler. Si à leur méthode d'organisation s'ajoutaient le tact, le respect de l'individualité, toute la gamme des jolis sentimens, il y a belle lurette que le monde serait leur chose.

*
* *

Après la neige, une pluie lourde, noire. Les chéneaux pleuraient. Des flaques, une boue collante. Un brouillard jaune traînait sur les sommets, rejoint par la fumée des usines. Sur la route, des parapluies, le cortège des ouvriers, le cou dans les épaules.

— Il pleut, disait l'un.

— Tant mieux, répondait l'autre; il n'en tombera jamais assez.

Devant la mairie, la gendarmerie, on s'agitait dans la nuit tombante. On distinguait des nuques épaisses, des bras levés. Cette pénombre, cette pluie tenace donnaient quelque chose de lugubre à ces apprêts silencieux. Un instant, les drapeaux fixés aux hampes flottèrent. Bien vite, alourdis de pluie, ils s'immobilisèrent, paquet inerte dont on ne voyait que le noir.

Et les cloches de la vallée sonnèrent. Elles sonnaient creux et terne. Que pouvaient-elles dire, ces pauvres cloches? N'ont-elles pas la voix que leur prêtent les hommes? Et Reymond fut angoissé pour tous les morts couchés sous les champs de bataille, angoissé pour les vivans enfermés dans leurs maisons. Cloches de Thann, de Mulhouse, de Sainte-Odile, de Strasbourg, de Metz, cloches des villages balancées jusque dans les hauts vals vosgiens pour dire que demain est la fête anniversaire du Vainqueur. Et c'était horriblement triste. Parce que le mensonge était au cœur des hommes contraints à tirer les cordes, cette joie des cloches se muait en un glas.

« Que dirais-tu, songeait Reymond assis dans un coin de sa chambre où l'obscurité régnait, si les cloches de Bâle, de Zurich, de Berne, de Genève, si les cloches de ta cathédrale de Lausanne, qui tant de fois sonnèrent les anniversaires de la patrie heureuse, proclamaient un soir la victoire de l'étranger?... Si des morts, par milliers, étaient couchés dans les cimetières, morts descendus au royaume des ombres pour le salut du pays? En vain! Le drapeau que tu aimes, il est enroulé. On l'a caché dans les greniers. Un autre flotte à sa place. Des bottes étrangères martèlent le pavé des rues. Les torches flambent. Des musiques, de leurs cuivres ronflans, imposent l'insolente joie de ceux qui viennent d'ailleurs et dont les griffes sont plantées jusqu'au cœur de la patrie. »

Des Vosges au Rhin, du Luxembourg à la Suisse, au pays de Kléber et de Rapp les cloches sonnèrent jusqu'à ce que l'épaisse nuit fut descendue sur les toits.

Le lendemain, il pleuvait encore. De bon matin, le gendarme Spörrmann fit son tour... Un drapeau au balcon de la mairie, un autre au balcon du juge, un autre chez Kraut, un autre chez Kummel, un autre chez le négociant Maus, un autre chez l'huissier, un autre chez le forestier, un autre encore chez le chef de gare. Au total, comme l'an passé, comme toujours depuis qu'il se souvient, en comptant le sien et celui du collègue Taubenspeck, dix drapeaux rouge-blanc-noir. Il en prend note, pour la statistique. Et neuf drapeaux rouge et blanc, chez le garde champêtre, chez le collègue de Kummel, aux façades des sept *Wirtschaften*. Ailleurs, c'est-à-dire partout, chez le curé, chez le bourgeois, chez l'ouvrier, on ne voit que les rideaux bien tirés. Dix-neuf drapeaux!... Le gendarme Spörrmann caresse un rêve. Il voudrait tant arriver à vingt! L'an prochain, sans doute, s'il est vrai que Karl sollicite patente d'aubergiste...

Les cheminées crachent leur fumée. Les machines ronronnent. La rivière court rapide sur ses cailloux blancs. C'est un jour comme tous les jours. Sauf à l'école. Les enfans, on les tient. De gré ou de force, ils avaleront ce que les autres refusent. Lâchés dans la forêt, ils ont cueilli houx, lierre et branchettes de sapin; tout à l'heure on fera, derrière le pupitre, une niche de verdure. Maintenant, rangés en cortège derrière le parapluie du *Lehrer* Kummel, qui est en redingote et en haut de forme, ils vont quérir à la mairie le buste en plâtre de l'Empereur avec

ce front bien dessiné, ces yeux sévères, cette bouche dure, cette moustache qu'accuse encore la poussière descendue depuis un an sur l'auguste effigie. Le buste est en place.

... Kummel se lève. Il parle de Dieu, de l'Empereur, de l'Empereur et de Dieu. Il parle des colonies. Il parle des huit millions de soldats allemands. Il parle de l'influence de l'Allemagne dans le monde, de tout ce qu'il lui reste à accomplir pour que ce monde soit purifié des péchés qui le rongent, pareils à une lèpre. Armé d'une baguette, il montre sur la carte, à travers les océans bleus, la route suivie par les paquebots allemands. Il montre, au Brésil, en République Argentine, au Nicaragua, en Chine, partout, cent jeunes Allemagnes en voie de formation. Dieu le veut! Avec une ferveur mystique, il dit la reconnaissance de l'Alsace, sa joie d'être au peuple-roi, l'encens qui fume sur les autels, monte jusqu'aux trônes de Dieu et de l'Empereur, de l'Empereur et de Dieu.

Les petits-fils de ceux qui moururent pour la France écoutent. Innocens, le plus grand ne dépasserait pas une botte de la tête, ils ouvrent la bouche pour mieux écouter. Et voilà que Kummel se tourne vers le buste devant lequel il s'incline avec dévotion. Et par trois fois, les bras au ciel, une lueur dans la pupille, frémissant des épaules au râble, il lance au plafond : « Hoch! hoch! hoch!... » La classe, qui trouve cela très drôle et qui aime le bruit, répète avec force : « Hoch! hoch! hoch!... » Sur un signe, les mômes se massent. Bonnet à la main, rangés en demi-cercle autour du buste, ils entonnent : *Deutschland, Deutschland über alles...*

C'est fini. Ils sortent, les mômes. Et comme ils sont leurs maîtres, maintenant, marquant le pas, jetant leurs bonnets en l'air, ils chantent à tue-tête :

Wenn der Kater nicht haarig ist
Fängt er keine Mause...

C'est plus spontané que le *Deutschland über alles!...*

Enveloppé dans un numéro de la *Strassburger Post*, le buste impérial est transporté par le *Lehrer* Kummel dans la grande salle du *Zum weissen Lamm*.

Peu après, le cortège quitte la gare, tous les fonctionnaires de Friedensbach, grossis des douaniers, forestiers, facteurs, gardes champêtres et gratte-papier des environs, grossis des

présidens, vice-présidens, secrétaires et trésoriers des *Kriegervereine* ou associations des guerriers : quarante et un hauts de forme, exactement, quarante et une redingotes, quarante et un parapluies aussi. Et Kraut, Kummel et Döring sont là, c'est entendu. Sur les poitrines, des médailles, de quoi décorer une division. Devant les redingotes, — *cedant togæ armis*, — ceux qui, à un titre quelconque, ont droit à un uniforme : officiers de réserve, officiers de réserve en retraite, conseillers intimes et très intimes, panaches, épaulettes, éperons, bottes, de l'or, des aiguillettes, des ventres sévèrement réprimés par le ceinturon bouclé au dernier cran. En tête du cortège, six musiciens prêtés par une chapelle régimentaire. Bref, la mobilisation des missionnaires de l'Idée nationale. Ces hommes sont beaux à force de conviction. Ils ont charge d'âmes. Ils sont les prêtres d'une religion. Le chef leur a dit : « Va!... » Et ils vont. Le souffle du scepticisme ne les effleure point. Sentinelles avancées du *Deutschtum* en un pays rebelle, ou plus exactement perverti par les influences étrangères, ils doivent imposer la Vérité. Faiblesse que les sentimens, perversion et maladie que le culte du souvenir!...

Vous riez, vous qui ne les avez pas vus. Vous haussez les épaules. Vous parlez de charge grotesque, de caricature indigne... Venez, vous dis-je, vous qui vivez paisiblement dans vos pays libres, écartez le rideau, regardez : sous la pluie, le balancement de ces quarante et une redingotes, ces sabres, ces casques, mais surtout ces fronts, ces mâchoires, ces moustaches à la croquemitaine, ces poings gantés, ces yeux furibonds dardés sur les façades vierges de pavois, et cette morgue des talons, ce dédain des épaules, cette infaillibilité des poitrines, cette doctrine qui suinte des crânes... : « Nous sommes les maîtres. Nous briserons la résistance. Dieu nous en donne le droit. L'Empereur nous en donne l'ordre. »

Ayant vu cette parade pangermaniste dans cette humble bourgade alsacienne, vous direz :

— C'est affligeant, mais rendez du moins hommage aux incontestables qualités de ces hommes.

— Oui, répond Victor Weiss, ils sont parfaits. Nous leur en voulons simplement de ce que depuis quarante ans ils sont assis sur nos cœurs. C'est lourd!

Quel banquet! Copieux et arrosé. Parfois un chœur puissant.

Après, des *hoch! hoch!*... Un orateur s'est levé. On ne voit que ses poings tendus, ses coups de mâchoire, son ventre affirmatif. Que dit-il?... Les *hoch!* reprennent avec une ferveur sauvage. Un nouveau chant. Maintenant ils rient, et comme ils ont entr'ouvert les fenêtres à cause de la fumée, ces rires, montés de l'estomac, tombent dans la rue vide. Le négociant Maus, un rallié celui-là, lève son verre plus haut que les autres. On le félicite. L'idée est en marche... *Deutschland, Deutschland über alles!*...

Si le gendarme Taubenspeck savait que, profitant de ce délire patriotique, des garnemens se sont emparés de son matou blanc, qu'ils lui ont peint la tête en bleu, la queue en rouge, qu'il trouvera donc, quand il regagnera son domicile au petit jour, un drapeau tricolore assis devant sa porte!... Mais le gendarme Taubenspeck ne sait pas. Il est bien trop occupé à soulever sa chope! Au reste, le matou tricolore est patient. Il attendra.

Le lendemain, quand le *Lehrer* Kummel ouvrit lui-même sa porte à Reymond, il avait encore les paupières gonflées, les traits tirés, le teint brouillé. Cela ne l'empêcha pas, du reste, quelques minutes plus tard, d'accrocher au vol l'expression « faire grise mine. »

— Très bon, très bon, ce gallicisme. Permettez que je le note.

Comme toujours, la leçon se prolongea en causerie. Kummel demandait des conseils.

— Fidèle à notre idéal de culture, je lis aussi, monsieur, les bons auteurs français. Là est une différence : les Français ne savent rien de nous ; nous savons tout d'eux. Il faut cela si l'on veut obtenir la victoire. J'ai étudié ces derniers mois un roman de Loti, un d'Anatole France, un de Bourget, un de Prévost, c'est-à-dire un livre-type de chacun, assez pour mon catalogue. C'est une littérature pour messieurs les artistes, les dernières fleurs à la minute où l'on va les cueillir. Quand on les a cueillies, c'est fini. Non, ce n'est pas une littérature pour l'énergie, pour le combat. Je la lis, nonobstant. La culture l'exige. Me conseillez-vous quelque autre auteur représentatif de la mentalité française ?

Reymond s'effara. Kummel, botté, lâché dans le jardin de France ! Il se ressaisit.

— Lisez donc les œuvres complètes de Stéphane Mallarmé.

C'est un peu difficile, la pensée en est parfois fuyante, mais avec un bon dictionnaire on arrive à tout.

— Merci. Je note. Mallarmé, deux *l*?... Merci. Une question : trouvez-vous mon accent bien mauvais?

— Mais non, mais non... Un peu dur, un peu guttural, mais l'articulation est bonne.

— Cela tient à l'excellence de nos méthodes. Dans nos séminaires d'instituteurs, nous apprenons intuitivement et phonétiquement. C'est la méthode allemande. Oui, messieurs les Français là aussi ont à puiser.

— Sans doute... Et votre banquet, c'était intéressant?

— Magnifique!... Le négociant, qui est un pur de l'Alsace, a tenu un discours remarquable. Comme tout homme qui réfléchit, il est venu pas à pas au point de vue allemand. Il a compris notre force irrésistible. Il a su jeter le sentiment derrière le dos, l'élégance latine, comme vous dites, et se rallier, avec armes et bagages, à notre culture. Nous sommes, n'est-ce pas? c'est incontestable, le peuple qui doit diriger, le peuple organisé en vue d'une conquête rationnelle, d'une mise en valeur normale du capital humain. Nos philosophes, nos savans, nos hommes d'État préparent la chose. Voyez : au XVIIe siècle, nous étions divisés, rêveurs, idéologues, et nous fûmes le champ de bataille de l'Europe. Plus tard, nous aimions les fleurs, le clair de lune, l'amour, les théories mystiques. Alors Napoléon s'est montré qui nous a mis le pied sur le ventre, sur le ventre, oui, monsieur!... Et il a eu raison, puisque nous étions faibles. L'Allemagne s'est recueillie. Elle a réfléchi. Elle a élaboré la doctrine. Bismarck, notre grand Bismarck, avec son grand balai, a poussé dans la rivière la pitié, les divagations (vous dites?) sur la liberté, l'égalité, la fraternité. Et nous avons battu l'Autriche, battu le Danemark, battu la France, en attendant les autres. Cette force que nous avons, porte son triomphe dans sa vérité. Elle dit, en effet : seul l'homme fort peut se réaliser. De la sorte, on fabrique l'humanité. Les forts commandent. Les faibles obéissent. Et tout marche enfin... C'est ce que nous avons proclamé avant-hier, au banquet anniversaire de Sa Majesté. Ou bien l'Alsace, dont nous avons poussé la barque sur le fleuve de la civilisation, devient un cheval de notre voiture impériale, ou bien elle refuse de tirer et elle crève misérablement. Du reste, cela nous

est égal. Nous sommes assez forts pour tenir sous notre poing des millions et des millions d'hommes incapables de comprendre notre idéal et notre vérité, qui est la vérité, c'est-à-dire l'exploitation scientifique des énergies humaines,

Reymond suivait ces paroles avec attention. Et il n'avait aucune envie de sourire de cet homme que sa folie patriotique rendait redoutable. Il ne posa qu'une question, insidieuse, il est vrai :

— Vous êtes Alsacien de naissance, monsieur Kummel?

Kummel jeta le masque :

— Non. Alsacien d'adoption. Voilà vingt-sept ans, bientôt vingt-huit, que je lutte dans cette province tellement déformée par les rêveries étrangères. J'ai adopté ce pays auquel je donne mes forces. Je suis donc Alsacien. Mais, naturellement, coule dans mes veines le véritable sang allemand, sans mélange. Je vous dis ces choses, à vous, parce que ressortissant à une nation de langue allemande, dans sa grosse majorité, donc susceptible de collaborer à l'œuvre.

Le maigre magister avait relevé la tête. Sa vérité, positivement, lui gonflait la poitrine. Le sujet étant provisoirement épuisé, Reymond lança d'une voix qu'il cherchait à rendre aussi naturelle que possible :

— A propos, monsieur Kummel, vous chargeriez-vous de donner des leçons d'allemand à mes deux élèves, les jeunes Bohler? Leur père m'a chargé de vous en parler. Quatre heures par semaine, pour commencer.

La face de Kummel s'éclaira de joie.

— Certainement!... Oui, certainement!... Ce sera un honneur et un plaisir pour moi que de pénétrer chez M. Bohler.

Reymond s'empressa de mettre les points sur les *i*.

— C'est que la salle d'études n'est pas libre. Si vous le voulez bien, ce serait chez moi.

— Ou chez moi?

— C'est un peu excentrique. Il y a d'autres raisons. Chez moi, si vous le voulez bien.

Kummel s'inclina.

— C'est une affaire qui est dans le sac. Vous dites, n'est-ce pas? Nous verrons à fixer la chose plus exactement... Je félicite M. Bohler. Une demoiselle ne peut enseigner des hommes, surtout dans notre langue, si virile. Celui-là seul est digne de

ce sacerdoce qui considère notre langue allemande comme l'expression de notre âme allemande.

Quand Reymond fut parti, à sa femme qui entrait suivie de la marmaille, Kummel dit :

— Femme, moi, ton époux, Konrad Kummel, je suis nommé professeur des jeunes Bohler. Nous forçons enfin les portes de la grande société alsacienne...

Et il bourra sa pipe avec un rire de la gorge.

Et toujours, ce tapage des sabots, ce cri de la sirène, ce labeur des hommes et des machines, au creux de la vallée. Du matin au soir on est penché sur le banc à broches, on suit la course des navettes, on renoue le fil rompu. L'usine entière, un instrument de précision dont les hommes, ces autres rouages, participent. Tout est affaire de calcul, de rendement. Qui consomme tant, doit produire tant. Sans se laisser piper par les mots, par les théories de bavards, on a l'œil sur les cours de la laine, du coton, on additionne des chiffres, on les compare à d'autres chiffres, on lance son télégramme.

Il y a donc cette vie de l'industrie, cet engrenage, cette lutte contre la matière qu'il faut acheter, transformer, exporter. Ailleurs, on ne connaît que cela. Ici, cette lutte s'aggrave de la lutte contre les hommes qui en veulent à vos habitudes, à vos traditions, à votre langue, à votre âme. Aussi ne peut-on jamais s'abandonner tout à fait, se détendre, pas plus au bureau que dans la rue, pas même dans le cercle de la famille où chacun apporte les échos de la bagarre, pas même à l'église où par ordre il faut prier pour l'usurpateur.

Pacifisme? Désarmement? L'ennemi est dans la place, un ennemi puissant et sournois. A moins d'abdiquer, de se suicider, on est contraint de vivre fortement, dangereusement. Chaque soir, — qu'arrivera-t-il demain? — c'est un peu la veillée des armes.

Solitude, recueillement. Parce que tant de machines tournent, un rappel constant aux choses pratiques. Parce que le pays étouffe, la lutte pour la vie jusque dans le silence; et parfois une fièvre qui s'insinue, de grands élans; on dit alors : « Non, ça ne peut pas durer... » Et cela dure pourtant. On se résigne. Il faut patienter encore, se taire.

Ceux qui grandissent dans ce milieu triste et robuste,

subissent la rude empreinte. Les jeunes, dont le sang coule rapide et chaud, s'étonnent et s'indignent. Qu'est-ce qu'on attend pour bouter l'intrus dehors? Et ils collectionnent les gravures où l'on voit les uniformes prohibés, ils ont un carnet où ils notent le nom des cuirassés, le nombre des canons, des dirigeables. Avec la superbe inconscience de leur âge, ils vont répétant : « Quand nous aurons repris l'Alsace... » Cependant, une année s'ajoute à une autre année, une expérience à une autre expérience, ils sentent à leur tour tout le poids du joug. Beaucoup, dans une révolte de leur corps et de leur cœur, se debattent furieusement devant la camisole de force dont on veut les revêtir; d'autres, avec une gravité précoce, s'enferment dans le silence, se préparent à la longue patience.

Ces traits du caractère alsacien, façonné par près de quarante ans d'annexion, Reymond les retrouvait dans ses élèves.

Émile Zumbach, quinze ans, était un taciturne, féru de chimie, de mathématiques. Au cours d'une promenade de deux heures, il lui arrivait de ne pas desserrer les dents. Nulle prétention à l'élégance. Dans le regard, une obstination, une réflexion lente, mais sûre de son objet. Ingénieur ou chimiste, il continuerait la lignée de ceux qui ont fait la fortune et la force de l'Alsace. Être et non paraître, agir et non parler.

En apparence différent, assez semblable, au fond, André Berger, beau garçon, ombrageux, raisonneur. Son mot favori : « Ce n'est pas prouvé. » Pour lui, l'antiquité, peuplée de nymphes, tissée de mythes, se prolongeait jusqu'à l'Exposition universelle de 1900. Alors commençait l'ère scientifique. Les fictions provoquaient son sourire... Racine? « De jolis mots; ça ne mène à rien. » Cette rudesse dans l'expression de sa pensée, ce sens de l'utile, mais aussi une magnifique droiture, faisaient de Berger un pur Alsacien. Son professeur lui dit un jour : « Vous vous moquez volontiers du sentiment. Attention! Au nom de quoi protestez-vous contre l'annexion? » Il avait eu cette réponse : « Quand on traite une affaire, il faut le consentement de tous ceux que cette affaire concerne. Est-ce que nous avons accepté l'annexion, nous les Alsaciens? Donc, ça ne compte pas, ça n'est pas loyal. La loyauté, ça n'est pas du sentiment! Le sentiment, c'est les pleurnicheries des jeunes filles, leurs albums à myosotis. » Par quoi, sans doute, Berger entendait exprimer que la loyauté est plus encore une question de

propreté intellectuelle qu'une qualité du cœur; que les sentimens trop extériorisés débilitent. Pudeur de garçon bien portant élevé à l'école allemande et qui croyait bon de lui emprunter une certaine dureté. Il se résumait en ces termes : « Ce n'est pas la littérature qui nous rendra l'Alsace. »

Très pareils l'un à l'autre, Charles Weiss et René Bohler, deux amis longtemps penchés sur le même alphabet, complices des mêmes niches, aujourd'hui séparés par leurs études, puisque l'un resterait en Alsace et que l'autre ferait carrière en France. Heureux de se retrouver deux fois par semaine, ils sifflaient les mêmes airs, couraient du même pas, saluaient les mêmes vieux, grimpaient aux mêmes arbres. Des naïfs, des turbulens, des gourmands. Et riant d'un rien, d'un geste, d'une grimace. Leurs branches favorites, la géographie, la géologie, tout ce qui donne des chiffres, des superficies, des ossemens grâce auxquels on détermine les époques. En herbe, l'Alsacien bon vivant. Et parfois jaillissant de cette apparente superficialité, un mot profond, une colère sacrée révélant le drame au cœur de cette joie, de cette santé.

Un soir, on rentrait de promenade; comme on longeait le cimetière de Moosch, René dit soudain à son ami :

— Je ne voudrais pas être là dedans, moi. Ils ne me verront pas quand on chassera les *Schwobs* d'Alsace.

Charles Weiss répondit :

— Chasser les *Schwobs?* Et si on est tué?... C'est nous qu'on ira au cimetière.

— Ça ne fait rien d'être tué, pourvu qu'avant on ait le temps de les voir filer.

— C'est vrai. Ça ne sera embêtant que pour ceux qui tomberont tout au commencement, avant qu'on puisse être sûr...

Propos de petits Alsaciens. Ils ont treize, quatorze ou quinze ans, une voix qui mue, les chaussettes rabattues sur le soulier, bon estomac, bon jarret, des farces plein leur sac et brusquement, sous le clair soleil, ils parlent de mourir pour leur province.

Tout à fait à part, Jean Bohler. Pour le comprendre, il fallait aller à sa mère, une Française cultivée, affinée, d'un tact exquis... Née en province, grandie à Paris, mariée en Alsace... Et tout soudainement le reploiement dans le devoir silencieux. Après les concerts, les conférences, les vives conversations de Paris, la vallée bien close, le patois des ouvriers, les cloches du

dimanche sonnant pour la grand'messe. Elle, protestante, ce qui l'isolait un peu plus encore. Alors, dans le temple de l'âme, une discrète floraison, de beaux livres lus et relus, décantés jusqu'à ce qu'on ne conserve plus que le souvenir de ce qu'ils portent en eux d'humain; des projets caressés au cours des lentes après-dînées, l'habitude d'un courage personnel, l'acceptation des choses qui vous sont contraires; le désir de répandre autour de soi cette chaleur du cœur grâce à laquelle le foyer, — on n'a que cela, — est vraiment un foyer.

Cette pensive richesse, cette chaude sensibilité, ce culte du travail, qui était la religion de M. Bohler, Jean les avait reçus en naissant. A quinze ans, il aimait à chercher le nœud des questions, attentif aux argumens, aux objections, ouvert à la complexité des problèmes. Respectueux, délicat, troublé jusqu'à la tristesse par le spectacle de l'injustice triomphante, il souffrirait dans la vie, se débattrait dans plus d'un réseau, heurterait de l'aile plus d'une barrière. Aux heures difficiles, la consolation il la demanderait à la musique, à ce monde du rêve sonore, des réalités immatérielles, de la beauté douloureuse, de l'apaisement divin... Passionné, timide comme il est naturel quand on n'a pas de sœur, peu d'amis, presque personne à qui parler en dehors de la famille, Jean se concentrait sur ses études. Que de fois, à la dérobée, Reymond avait observé son élève courbé sur un problème, sur une traduction, ce front si joliment dessiné, cette clarté des yeux, cette gravité précoce de l'expression, cette finesse des mains serrant les tempes comme pour amasser l'attention.

Ses élèves, Reymond les aimait tous, heureux de les voir s'affirmer dans leur diversité avec l'outrance de leur âge, mais il ne pouvait se défendre d'une sympathie particulière pour Jean Bohler, d'une si jolie couleur d'âme.

Le mercredi, le samedi après-midi, l'équipe se trouvait au complet. L'hiver, on s'entassait dans la petite salle d'études, mais sitôt les beaux jours revenus, escapades, chasse aux papillons et aux cristaux, discussions, bons rires jetés à la volée.

Certain mercredi du début de mars, la petite bande se mit en route. On touchait à ces premiers jours tièdes où les primevères sèment une clarté au flanc des talus. Près du lavoir, où des femmes à genoux tordaient le linge, des draps séchaient dans l'air très bleu. Des jardinets en gradins, des toits bruns

de Friedensbach; les vergers encore dépouillés; le trait jaune de la rivière grossie par la fonte des neiges; autour de la vallée, l'entourant de leurs bras d'azur, les monts et les collines que la fumée des feux allumés dans les champs rejoignait en colonnes joyeuses.

Sur la route, soudain, un balancement rythmé, des éclairs de sabres tirés, un hérissement de casques. Quelque bataillon en manœuvre.

— Filons! cria René. Le jardin de Hort, la porte est ouverte!

C'était un très vieux jardin, avec une charmille, du buis, un cormier fleuri. Le père Hort taillait sa haie. On entendait le bruit sec du sécateur. Devant l'invasion, l'homme eut un rire muet. A l'école, Kummel se démenait : il poussait les écoliers dehors, il les rangeait en ligne; petites mines où l'effarement le disputait à la curiosité. Le juge apparaissait, les gendarmes, au pas, sanglés dans leur tunique tendue à en crever, et Kraut, épanoui, la plume glissée derrière l'oreille.

— Le temps est à l'orage, les vers sortent, fit le père Hort sur son échelle.

Le bataillon approchait. Les cinq élèves de Reymond dissimulés derrière les taillis, les lavandières agenouillées qui courbaient la tête, semblaient l'image vivante de l'Alsace conquise... Un cri rauque : le choc net de mille fusils sur mille épaules. Un second cri : le bruit puissant des semelles broyant le sol, le vacarme splendide des cuivres, le titillement pointu des fifres, le chapeau chinois tout frémissant de clochettes, les coups sourds abattus avec une obsédante régularité sur la grosse caisse. Cravachée par les ordres, coulant avec la force d'un fleuve endigué, la masse numérotée, assouplie, matriculée, dressée. Devant cette cohésion, l'individu isolé vacillait, s'effaçait. Faces rondes, faces plates, toutes soumises, mentons durement accusés, rictus des lèvres contractées par l'effort, regards noyés dans l'obéissance, hachures des cous tendus vers une fatalité; et toujours, si mécaniquement alignés que la tête vous en tournait, ces quatre pieds bottés lancés en avant, ces quatre pieds bottés posés sur le sol, ces quatre bras balancés, ces quatre sacs en peau de vache, ces quatre fusils parallèles, ces quatre visages suggestionnés, ces quatre pointes des quatre casques; chez les chefs, une crispation des muscles, une élégance hau-

taine, l'épée tenue comme un principe, et tout cela roulant derrière les cris aigres des fifres, derrière le tam-tam de la grosse caisse, force formidable, un homme pareil à un autre homme, une section pareille à une autre section, une compagnie pareille à une autre compagnie : chacun physiquement pareil, mentalement pareil, chacun portant en soi la même attente de l'ordre, après quoi, comme foudroyé, on s'arrête, on repart.

Quand le tapage fut mort dans la distance, quand les derniers fusils se furent balancés au coin de la rue, un effroi discipliné flottait encore. On hochait la tête, maté.

Silencieusement, les promeneurs s'engagèrent sur le sentier qui gravit la montagne. Soudain, comme s'étant donné le mot, les cinq élèves éclatèrent... Autour d'eux, depuis qu'ils se souvenaient, plaintes et soupirs ; exilés auxquels on refusait le droit de venir embrasser un père, une mère, de suivre leur cercueil ; gens paisibles chassés dans les quarante-huit heures, sans motif ; d'autres contraints d'aller dormir à Bâle, toiérés du lever au coucher du soleil ; vies désorganisées, rancunes, haines.

— Aussi, proclamait René, quand ma cousine Marthe a épousé un Saxon, papa a dit : « Elle est morte maintenant. On n'en parle jamais. »

Et Charles Weiss :

— Papa, lui, dit que les pacifistes français sont des imbéciles parce qu'on ne jette pas son bâton quand le loup rôde autour de la maison.

Et Zumbach :

— Il faut réciter que « Charlemagne est un empereur allemand. »

— Il faut chanter : « Allemagne, ô ma patrie !... »

— Il faut dire que « l'Alsace souffrait sous le joug français... »

Et Jean Bohler :

— Et Kummel ! Le jour où vous étiez à Mulhouse, monsieur, il nous a raconté que la France était pourrie, qu'il n'y avait plus d'enfans, plus de religion, plus de morale, rien. Il a dit que tous ceux qui ont fait la Révolution étaient fous, qu'ils l'ont prouvé en se guillotinant les uns les autres ; que Dieu voulait le triomphe des nations saines et que ceux qui s'opposaient aux plans allemands étaient des niais ou des gens qui préféraient la débauche à la discipline.

— Et qu'avez-vous répondu ? demanda Reymond.

— Rien. Papa nous défend de répondre.

— Aussi, fit René, l'autre jour, pendant qu'il tournait la tête, je lui ai giclé six taches d'encre sur son pantalon gris.

Là-bas, sur le ruban de la route, longue colonne grise, le bataillon se déroulait. Et c'était impressionnant à vous serrer la gorge : dans ce paisible vallon alsacien, sur cette route où les pioupious à pantalon rouge chantaient il y a quarante ans : « As-tu vu la casquette, la casquette?... » ce bataillon prussien dont l'hymne montait jusqu'aux crêtes des monts : « Patrie, ne crains rien, nous veillons sur toi... »

— Monsieur, demanda soudain Jean Bohler qui avait des larmes au bord des cils, si vous étiez Alsacien, resteriez-vous? partiriez-vous?... Rester, c'est marcher avec eux... Partir, c'est abandonner pour toujours l'Alsace... Que feriez-vous?...

— Moi, je reste, opina Weiss. Celui qui part fait une place vide. On sait bien qui l'occupe.

Ils se chamaillaient. L'un criait :

— Ceux qui restent sont les plus chics, ils souffrent davantage.

— Non, ceux qui partent, puisqu'ils quittent tout.

— Ils sont lâches de partir...

— Lâches?... Répète-le!... Les lâches sont ceux qui se laissent insulter pendant deux ans dans les casernes sans répondre. A la longue, on se méprise!..

— Il faut rester!

— Il faut partir!

Jean Bohler, tenace, revint à sa question.

— Et vous, monsieur, vous partiriez?

Que répondre?... Le berger des chèvres jouait un air sur sa flûte. Dansant et criant, les petits sortaient de l'école. Une douceur printanière se posait sur les choses. Sur un sentier, cinq garçons de treize à quinze ans, et l'un crie : « Partir!... » l'autre : « Rester!... » Et il s'agit de la petite patrie... Oui, que répondre? Ému, Reymond ne put que dire :

— Mes amis, vous êtes tous de braves garçons.

BENJAMIN VALLOTTON.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA
CHIRURGIE DE GUERRE

Avant le cataclysme effrayant que l'ambition allemande a déchaîné sur le monde, nous ne connaissions pas la chirurgie de guerre. Dans une science aussi objective que la nôtre, on ne connaît bien que ce que l'on a vu. Et l'immense majorité d'entre nous, tous ceux au moins qui ne sont pas encore au seuil de la vieillesse, n'avaient pas vu la guerre. Nos maîtres et nos anciens nous avaient bien raconté ce qu'ils avaient vu, eux, de leurs propres yeux, en 1870. Mais la chirurgie civile était encore, précisément à cette époque, si lamentable et si meurtrière, que les désastres de la chirurgie militaire, qui n'en différait pas beaucoup, ne firent pas sur eux l'impression qu'ils produisent aujourd'hui sur nous. Et ces désastres étaient naturellement attribués aux conditions générales de l'exercice de la chirurgie à cette époque, beaucoup plus qu'aux difficultés particulières que la force des choses impose à la chirurgie de guerre.

Nous savions mal, également, ce qui s'était passé dans les guerres modernes. Les expéditions coloniales n'ont guère été instructives que pour les médecins. La Mandchourie était trop loin. La guerre qui s'y est déroulée a sans doute instruit les Russes et les Japonais. Elle ne nous a rien appris! Seule la guerre des Balkans, au cours de laquelle un certain nombre de jeunes chirurgiens français, dont quelques militaires, et surtout des internes de nos hôpitaux, ont été mettre leur science et leur dévouement au service des belligérans, a commencé à nous ouvrir les yeux. Ces jeunes gens, de retour parmi nous, nous avaient raconté tout ce qu'ils avaient vu. Ils connaissent

la chirurgie moderne, et lorsqu'ils ont vu reparaître, sur les blessés de la guerre des Balkans, les grandes infections qu'ils n'avaient jamais vues, ils en ont été épouvantés et ils nous l'ont dit, dans des conférences, dans des articles de journaux, dans des communications aux Sociétés savantes, dans des conversations surtout. Mais même après leurs récits et leurs descriptions, l'immense majorité d'entre nous ne se doutait pas de la réalité, parce que nous ne l'avions pas vue de nos propres yeux.

Nous connaissions surtout la chirurgie de guerre par les œuvres des chirurgiens des armées de la Révolution et de l'Empire. Cette époque grandiose et qui, cependant, aux yeux de l'Histoire impartiale, paraîtra presque petite auprès de celle que nous traversons, a suscité toute une pléiade de grands chirurgiens militaires, dont quelques-uns, comme Desgenettes, comme Percy, comme Larrey surtout, sont demeurés quasiment légendaires et font partie de la phalange héroïque des soldats immortels groupés autour de l'Empereur ! Ce sont eux, en grande partie, qui ont écrit l'histoire de ces redoutables complications des plaies qui emportaient tant de blessés dans les guerres anciennes, l'infection purulente, l'érysipèle, le tétanos, et nous comprenons, à la lumière de ce que nous voyons aujourd'hui, comment la plupart des blessures profondes, comment surtout les fractures ouvertes étaient si fréquemment suivies d'amputation. Nous comprenons pourquoi, sur un blessé comme Lannes, qui cependant, si nous en croyons Marbot, n'avait qu'une fracture de la rotule, Larrey, quelle que fût la douleur intime qu'il en dût ressentir devant un blessé tel que le maréchal, n'hésita pas devant l'amputation. Nous comprenons comment en un seul jour, à Austerlitz, — la bataille immortelle, qui ne fut qu'un combat auprès des actions formidables qui se déroulent aujourd'hui, — le même Larrey, infatigable, pratiqua lui-même un nombre invraisemblable de grandes amputations !

Et cependant, à cette époque, les résultats étaient meilleurs qu'en 1870. Jamais la chirurgie n'a été plus meurtrière et plus décourageante qu'à la veille du jour de sa rénovation ! Il y a eu, précisément au moment des grandes guerres du commencement du XIXe siècle, une véritable régression dans la pratique de la chirurgie. Vers cette époque, on abandonna les pansemens au vin aromatique et à diverses substances antiseptiques dont on usait empiriquement depuis le Moyen Age et on les remplaça

par les pansemens aux corps gras. Cette modification funeste eut les résultats les plus désastreux. Et peu à peu, à mesure que progressait la science chirurgicale sous l'impulsion d'hommes éminens au premier rang desquels se trouvait Dupuytren, les résultats pratiques de la chirurgie devenaient de plus en plus déplorables. La chirurgie civile, à l'heure même où les maîtres qui, sous l'influence des découvertes de Pasteur, allaient la transformer, étaient déjà dans toute la force de l'âge, était lamentable. C'est l'époque où l'on voyait l'ouverture d'un panaris se terminer par la mort. La chirurgie de guerre était pire encore, et je tiens d'un chirurgien qui, en 1870, était interne à la Pitié, que, pendant les jours tragiques du Siège et de la Commune, il ne vit guérir qu'un seul amputé, qu'un interne avait isolé, pour l'opérer, dans une sorte de grenier, sous les combles de l'hôpital! L'infection purulente exerçait d'effroyables ravages, et la chirurgie était devenue, à cette époque, si terrible et si meurtrière que, pendant les quelques années qui suivirent la guerre, les jeunes gens que leurs goûts et leurs aptitudes entraînaient vers cette science passionnante hésitaient à se lancer dans cette voie douloureuse, et que les candidats se faisaient rares aux concours qui décident des places cependant si enviées de chirurgiens dans les hôpitaux de Paris.

Voilà donc ce que nous savions sur la chirurgie de guerre. Mais depuis cette date funeste de 1870, de grands jours étaient venus. En France et en Angleterre, des hommes avaient surgi dont les découvertes changèrent la face des choses : de la chirurgie tragique d'autrefois, ils firent la science merveilleuse et bienfaisante que nous connaissons aujourd'hui. Pasteur vint révéler au monde les secrets de la vérité souveraine, et on ne dira jamais trop que la découverte par ce grand Français de la cause première des maladies virulentes, — et parmi elles des infections chirurgicales, — a été le plus grand bienfait dont un homme ait jamais doté l'humanité.

Quelque intéressans qu'aient été les essais incertains de Le Fort et d'Alphonse Guérin, c'est à Lister qu'il faut attribuer l'honneur impérissable d'avoir su appliquer à la chirurgie les découvertes de Pasteur. La création de la méthode antiseptique, qui est l'œuvre de ce grand Anglais, a transformé la chirurgie. Lucas-Championnière fut en France le premier à comprendre la

valeur de la méthode de Lister. C'est lui qui l'introduisit parmi nous, et c'est là un titre de gloire qui ne sera jamais prescrit.

Mais le dernier terme auquel devaient conduire, dans la pratique chirurgicale, les découvertes pastoriennes, est la méthode qui consiste à supprimer les causes d'infection au lieu de les combattre. C'est la méthode aseptique. Ce sera l'éternel honneur de Terrier d'en avoir peu à peu démontré la supériorité. C'est à ce Français, qui hier encore était parmi nous, que nous devons, dans la pratique de la chirurgie, la vérité définitive. Pasteur, Lister, Championnière, Terrier, voilà les quatre grands noms qui dominent l'histoire de la révolution chirurgicale contemporaine. Ce sont des fils de la France et de l'Angleterre qui ont, par la puissance de leur génie et le persistant effort de leur foi dans la vérité, répandu sur l'humanité tout entière les bienfaits incalculables de la chirurgie régénérée.

Les Allemands n'ont pris aucune part à cette révolution magnifique. Ils n'ont eu que l'ingéniosité d'exploiter ce que leurs ennemis d'aujourd'hui, ce que leurs vainqueurs de demain ont eu le génie de découvrir.

*
* *

Ce sont précisément les miracles auxquels nous a, depuis trente ans, accoutumés la chirurgie qui nous ont fait perdre de vue ce qui devait arriver lorsque les conditions où elle s'exerce habituellement ne seraient plus remplies.

La plupart d'entre nous n'avaient jamais vu ni la septicémie gazeuse, ni l'infection purulente, et de longues années se passaient souvent sans qu'on pût observer un cas de tétanos. Il nous semblait que les terribles complications qui faisaient le désespoir de la période prélistérienne avaient pour toujours disparu et qu'elles ne pourraient pas revenir, même en cas de guerre. Nous pensions, un peu ingénument, qu'il serait en tout cas facile d'en triompher, — et nous faisions de doux rêves sur l'innocuité des blessures par balles aseptiques, que les hautes températures auxquelles elles sont portées débarrassent effectivement de tout germe, et qui, lorsqu'elles sont tirées d'un peu loin et ne sont pas animées d'une trop grande vitesse, font très souvent, en effet, des blessures non infectées et qui guérissent en quelques jours avec la plus grande simplicité.

Des mesures, d'ailleurs excellentes, avaient été prises

par le service de santé. L'institution du pansement individuel aseptique, que chaque soldat porte sur lui, a rendu les plus grands services, et il n'est pas douteux que bien des plaies non infectées, presque toujours par balles qui, par suite de leur forme pointue et du poli de leur surface, traversent les vêtemens sans rien entraîner avec elles, ont été protégées contre l'infection par ce pansement appliqué immédiatement sur le champ de bataille par le blessé lui-même, par quelque brancardier ou par un de ses camarades. Les applications presque immédiates de teinture d'iode, au moment même de la mise en place du pansement individuel ont eu aussi, sans aucun doute, de bons effets.

Nous pensions donc que, d'une manière générale, les blessés devaient arriver à l'ambulance avant toute infection ou en proie à une infection très légère.

Hélas! nous n'avions pas compté sur les éclats d'obus et les débris de toute sorte qu'ils entraînent dans les tissus, et qui accompagnent aussi, bien que plus rarement, les balles elles-mêmes.

C'est de là que nous sont venus les plus terribles mécomptes. La forme même de cette guerre a donné une proportion inconnue jusqu'ici de blessures par éclats d'obus, projectiles d'artillerie ou grenades lancées à la main. Beaucoup de ces blessures sont terribles par leur étendue et les désordres immédiats qu'elles entraînent : mais, même lorsqu'elles paraissent légères et sont dues à des éclats de petit volume, la forme même de ces éclats, irréguliers et hérissés d'aspérités, fait qu'ils entraînent dans les tissus des corps étrangers de toute espèce et surtout des débris de vêtemens, qui provoquent, eux, les infections les plus rapides et les plus redoutables.

Aussi avons-nous été épouvantés, et je parle pour nous, chirurgiens de Paris, qui n'avions pas l'honneur d'être au premier rang et qui n'avions pas vu les blessés du mois d'août 1914, quand nous avons vu se déverser dans nos services le flot sanglant et douloureux des blessés de la Marne. Presque tous, il est vrai, étaient de grands blessés, apportés directement à Paris, dans des voitures d'ambulance, des champs de bataille voisins ou descendus des trains qui contournaient Paris parce qu'ils ne pouvaient aller plus loin sans risquer de mourir en route. Beaucoup, et en particulier les blessés de

Vareddes, avaient été abandonnés par les Allemands en retraite, et gisaient depuis plusieurs jours, souvent sans pansement, sur la paille sanglante des ambulances de fortune où on les avait entassés. Les uns mouraient en arrivant : les autres, en proie à la stupeur des grandes infections, avec des plaies putrides, où j'ai vu grouiller les vers décrits dans les livres anciens, succombaient quelques heures après, malgré les traitemens les plus énergiques. Le plus grand nombre, heureusement, guérirent, grâce à des opérations immédiates, débridemens étendus, drainages multiples, amputations larges, et toutes les opérations sanglantes, qui transformaient en véritables charniers nos salles d'opérations habituées à des œuvres moins brutales. C'est dans ces jours terribles, mais dont la date restera fixée à jamais dans la mémoire des hommes, car ce furent les jours de la victoire immortelle qui a sauvé le monde, c'est dans ces jours que nous avons revu les désastres de la septicémie foudroyante et les ravages du tétanos, que nous n'avons observés à Paris, depuis cette époque, qu'à de lointains intervalles, au moment des grandes actions de l'Artois et de la Champagne, toutes les fois, en un mot, que le grand nombre des blessés nécessite l'évacuation vers l'arrière de ceux auxquels l'encombrement empêche de donner à l'avant les soins indispensables.

Certes, il y a eu, aux jours sanglans et magnifiques de la Marne, un inévitable désarroi, dont on a voulu, bien à tort, rendre responsable le service de santé. Celui-ci a fait ce qu'il a pu. Il y a eu sur l'immense front qui s'étendait de Paris à Verdun, un nombre énorme de blessés. Quand il s'agit de la victoire, ceux qui ne sont plus que les déchets sanglans de la bataille passent après les élémens actifs qui marchent au combat ou sont nécessaires à son développement, après les troupes fraîches, après les munitions, après les vivres, après les chevaux eux-mêmes.

Et s'il faut s'étonner d'une chose, ce n'est pas que des malheureux aient pu rester entassés pendant de longues heures ou d'interminables journées sur la paille des granges ou des écoles, où on les avait apportés! c'est qu'on ait pu en débarrasser aussi rapidement, pour les envoyer au loin, les abords du front de bataille. Que pouvait faire, dans ces conditions, le service de santé, désorganisé par une retraite rapide, sans automobiles, sans trains sanitaires préparés d'avance, sans

aucune des mille ressources que nous lui voyons aujourd'hui ?

Mais la faute en incombe à ceux qui avaient, avant la guerre, la responsabilité de ce service. Depuis la guerre, depuis que les vices de cette organisation néfaste ont ouvert les yeux des plus aveugles, de grandes réformes ont été faites, de grandes transformations ont été accomplies par les hommes qui ont eu la lourde charge de diriger le service de santé. La perfection n'est pas de ce monde, mais nous avons le droit de dire que, grâce aux efforts de tous et à la rude école des premiers mois de la guerre, le service de santé fonctionne actuellement dans des conditions satisfaisantes, et qui le seraient plus encore, si on réduisait fortement les pouvoirs d'une paperasserie malfaisante.

*
* *

Le rôle du chirurgien commence avec la blessure, sur le champ de bataille même. Dans les premiers jours de la guerre, alors que les Allemands vaincus sur la Marne ne nous avaient pas encore imposé l'odieuse guerre souterraine qui les a momentanément sauvés, mais dont ils mourront, combien de blessés ont été secourus sous le feu même de l'ennemi ! Combien de médecins, combien de ces brancardiers héroïques, qui vont sans l'excitation du combat relever les blessés sous les balles et sous les obus, ont payé de leur vie l'accomplissement de leur devoir ! On ne dira jamais trop ce qu'il faut de fermeté d'âme et de véritable courage pour remplir dignement ce rôle en même temps obscur et magnifique. Et maintenant de quelle énergie physique et de quelle puissance morale ne doivent-ils pas faire preuve, pour transporter au loin, dans la boue glissante des boyaux tortueux, sous la mitraille incessante qui porte la mort avec elle, à travers mille obstacles sans cesse renouvelés, les blessés défaillans qui s'abandonnent et qui pèsent de tout leur poids ! Le poste de secours est loin parfois, et la route est semée d'obstacles ! Tous n'y parviennent pas, et la mort qui passe autour d'eux les couche bien souvent par terre et vient mêler leur sang au sang de leurs blessés.

C'est au poste de secours que se font en général le premier pansement et l'examen sérieux de la blessure. Jusque là, le pansement individuel, un tampon compressif, parfois même un garrot pour arrêter quelque hémorragie redoutable, un appareil de fortune fait avec un bâton quelconque, un fusil, une baïon-

nette pour immobiliser momentanément un membre fracturé, sont à peu près les seuls moyens pouvant être employés sur le lieu même où tombe le blessé. Souvent, plus souvent même peut-être, c'est sans aucun pansement qu'il arrive lui-même ou qu'il est transporté au poste de secours. Celui-ci, qui apparaît au blessé comme le lieu béni où il trouvera le salut, varie infiniment suivant les circonstances. Dans la guerre de mouvemens, une maison voisine de la ligne de feu, un pan de mur, un ravin abrité, des balles mais qui n'est pas toujours à l'abri des obus, tel est l'endroit où est installé le poste de secours, qui doit d'ailleurs pouvoir se déplacer et suivre au besoin les mouvemens des combattans. Dans ces installations rudimentaires, et souvent bouleversées par le feu de l'ennemi, les médecins font cependant quelquefois des prodiges. Arrêt d'hémorragies graves et qui seraient rapidement mortelles sans un secours immédiat, examen des blessures, nettoyage des plaies, pose d'appareils provisoires qui permettront au blessé d'être transporté à l'ambulance la plus proche, parfois éloignée de quelques kilomètres, piqûres d'éther, de caféïne, de sérum pour relever ceux qui défaillent, piqûres de morphine pour calmer ceux qui souffrent !

Avec la guerre actuelle, la fixité des fronts a permis d'installer, tout près de la ligne de feu, des postes de secours bien organisés, solides, et qui souvent, bien que sous le feu de l'ennemi, sont hors de ses atteintes. Abris défilés creusés au flanc des collines, ou profondément enfoncés sous terre, vastes caves aménagées avec soin, comme celles que j'ai pu voir dans les ruines de Nieuport, fortifiées par un bétonnage pouvant résister aux projectiles de gros calibre. Dans ces abris souterrains sont installés des brancards, des lits même. Une véritable salle d'opérations, bien éclairée, permet de faire des interventions de grande chirurgie, d'aller par exemple rechercher et suturer des plaies de l'intestin dès les premières heures de la blessure, et de sauver des soldats qu'une opération plus tardive eût infailliblement laissés mourir. Dès que leur état le permet, et que le feu de l'ennemi laisse quelque répit, le plus souvent au cours de la nuit suivante, ou parfois plusieurs jours après pour les blessés du crâne et de l'abdomen, ceux-ci sont transportés, autant que possible en automobile, à l'ambulance la plus voisine, où ils trouvent des ressources plus complètes, des lits

meilleurs, un personnel plus nombreux et le repos moral que donne l'éloignement du bruit du canon et de l'explosion des obus.

Aux postes de secours, sur le champ de bataille même, ou dans les abris des tranchées avancées, en même temps au péril et à l'honneur, sont les « médecins auxiliaires, » jeunes étudians ayant déjà quelque expérience et, parmi eux, beaucoup d'internes de nos hôpitaux, élite du corps médical. Ils entrent dans la vie par la porte sanglante et magnifique de la Grande Guerre. Beaucoup sont morts au champ d'honneur, mais ils ont vécu plus que nous! Leur vie a été plus grande que la nôtre, que celle au moins de ceux d'entre nous qui étions trop jeunes lors de la guerre des vaincus et qui sommes trop vieux aujourd'hui pour nous jeter dans la mêlée d'où nous sortirons victorieux.

Aux premières lignes aussi, aux ambulances toutes proches, marchant avec les régimens quand ils marchent, ou terrés avec eux sur le front immobile, sont les médecins directement attachés aux bataillons, aux régimens. Découvrons-nous devant eux! Avec les auxiliaires ce sont, dans cette guerre immense, les héros du corps médical. Ce sont, pour la plupart, d'humbles médecins de campagne, que la mobilisation a d'un seul coup élevés à la hauteur des plus grands devoirs. Et ce sont eux, ces médecins de campagne, qui bien souvent se montrent les plus dignes des fonctions redoutables qui leur sont confiées. Le médecin de campagne est toujours en guerre, avec les élémens, avec la fatigue, avec les surprises et les difficultés du métier. Loin de tout, loin des conseils de ses maîtres, loin des hôpitaux organisés et spécialisés, il doit tout faire et tout bien faire ; il doit connaître la médecine, et l'obstétrique, et la chirurgie ; il doit soigner les vieillards, les enfans et les femmes, improviser des appareils en cas d'accident grave, et se contenter le plus souvent des moyens de fortune que le hasard met dans sa main! Le bon médecin de campagne est un être admirable, exceptionnel, et que la rude pratique d'une vie laborieuse forme aux surprises et aux difficultés de la chirurgie de guerre, mieux que les titres, les galons et les parchemins!...

***

L'ambulance est la grande étape où le blessé, transporté du poste de secours, après un premier examen, un premier panse-

ment, parfois même une première opération, lorsque les conditions matérielles ont permis de la faire, va recevoir des soins plus complets et souvent, pour les blessés graves, trouver le repos nécessaire jusqu'au jour où une évacuation vers l'arrière sera devenue possible. Son installation varie infiniment, suivant les locaux, les ressources et l'esprit d'organisation de son chef. J'en ai vu dans des granges et dans des châteaux, sous des tentes ou dans de somptueux hôtels. Elles se sont d'ailleurs singulièrement perfectionnées depuis le début de la guerre, et leurs moyens d'action se sont multipliés. Les ambulances automobiles créées de toutes pièces par le docteur Marcille ont été un grand progrès et permettent d'amener rapidement près du front de combat une salle d'opérations avec des chirurgiens compétens qui peuvent y procéder à toutes les grandes opérations que rend possibles la chirurgie moderne. Des voitures radiologiques automobiles permettent aussi d'aller, d'ambulance en ambulance, déterminer les lésions osseuses ou le siège des projectiles. De grands efforts ont été faits dans ce sens depuis le début de la guerre, et la noble émulation de la bienfaisance privée a apporté au service de santé une aide efficace et généreuse.

C'est donc à l'ambulance que bien souvent les blessés recevront les premiers soins chirurgicaux sérieux, ceux d'où dépend leur vie ou tout au moins leur avenir. Dans ces blessures, après l'hémorragie, — qui peut tuer rapidement, mais qui en somme est assez rare, les hémorragies graves amenant la mort sur le champ de bataille même, — c'est l'infection sous toutes ses formes qui est la grande ennemie, et c'est contre elle qu'il faut lutter.

Le nettoyage minutieux des plaies et des blessures sera donc le travail fondamental du chirurgien d'ambulance. Dans les blessures du crâne, ce nettoyage nécessite souvent la trépanation, et, dans les fractures, il est suivi de l'immobilisation du membre dans une gouttière, dans un appareil plâtré ou dans un de ces nouveaux appareils d'une variété infinie, dus à l'ingéniosité de nombreux chirurgiens. Dans les plaies de l'abdomen, c'est également à l'ambulance que, dans les premières heures qui suivent la blessure, la laparotomie pourra être tentée. Elle a déjà sauvé beaucoup de blessés, mais elle ne peut être faite avec chances de succès que par un chirurgien expérimenté et dans des conditions d'assistance et d'installation particulièrement satisfaisantes.

C'est enfin de l'ambulance que partiront, emportés vers l'arrière par les trains sanitaires, tous les blessés en état de voyager qui laisseront la place à des blessés nouveaux.

L'ambulance de première ligne qui, dans la guerre actuelle, par la force des choses et en dépit de son nom, est devenue immobile, est, en somme, le centre chirurgical le plus actif et le plus mouvementé. Certains chefs d'ambulances ont parfois sans repos, pendant des jours et des nuits, opéré des malades par centaines, et, emportés par l'exaltation des grandes heures qu'ils vivaient, fourni un travail qui paraît au-dessus des forces humaines. Que de blessés leur doivent la vie! Mais, hélas! combien sont morts entre leurs bras que leurs efforts n'ont pu sauver!

Qu'elle est touchante et qu'elle est belle, la mort de ces héros obscurs, emportés par leur destinée dans le tourbillon de ce cataclysme géant et qui, sans bien comprendre toujours la grandeur de la cause pour laquelle ils meurent, marchent sans murmurer jusqu'au sacrifice suprême! Et rien, ni les ravages de l'incendie, ni les ruines des villages détruits par le fer et le feu, ni les bois hachés de mitraille, ni les cadavres gisant au hasard parmi l'herbe des champs, rien ne fait comprendre plus douloureusement les horreurs de la guerre et le crime de ceux qui l'ont déchaînée, que la face pâle et muette du pauvre soldat mort sur son lit d'ambulance!

La tombe collective des soldats tombés sur le champ de bataille, creusée sur le lieu de leur sacrifice, et qui parfois n'est que la tranchée même où ils ont vécu leurs dernières heures, a quelque chose d'auguste et de magnifique. Ils sont là, couchés dans la terre sanglante qu'ils ont défendue jusqu'à la mort! Il semble qu'ils n'aient pas voulu la quitter, et dans l'herbe des printemps futurs, dans les épis des moissons à venir, qui pousseront un jour sur cette terre fécondée par l'ouragan d'acier comme le sable du désert par une pluie d'orage, renaîtront pour la vie universelle les jeunes corps meurtris des soldats de la Grande Guerre. Gloire aux héros couchés dans la tombe anonyme! Mais le soldat qui meurt à l'ambulance n'est plus l'inconnu qui tombe au cours de la bataille. Il s'en ira dormir à côté de ses camarades, dans un coin de terre sacrée, où ceux qui l'ont aimé pourront venir un jour s'agenouiller pieuse-

ment devant une humble croix au nom presque effacé. Oh! quelle poésie sereine et douloureuse dans ces tombes sans nombre dont chaque petite croix blanche marque le sol où dort un pauvre enfant de France, qui partit pour la guerre avec l'espoir au cœur, et que nul ne reverra plus!

Tout le long de l'immense front semé de ruines, où les maisons ne sont plus que des monceaux de pierres, où les villes ne sont plus que d'informes débris croulans, où les arbres déchiquetés n'ont plus ni branches ni feuillages, où la terre elle-même est comme assassinée, tout renaîtra quelque jour, — et quand la paix sera depuis quelques années descendue sur le monde, quand les maisons se seront relevées, quand les églises enverront de nouveau dans la campagne qu'ébranle aujourd'hui le bruit du canon, le doux son de leurs cloches ressuscitées, quand la nature toujours renaissante aura de nouveau recouvert la terre de sa verdure et de ses fleurs, les traces de la guerre disparaîtront aux yeux des hommes. Il n'en restera que le souvenir éternel! Mais il en restera aussi, de loin en loin, couchés au flanc de la colline sous la lumière du soleil, ou perdus quelque part dans l'ombre du vallon solitaire, tous ces champs de repos, tous ces cimetières sacrés, où nul n'osera troubler le sommeil des soldats de la Grande Guerre, et où les fils de ceux qui sont morts pour la France viendront pendant longtemps encore jeter des palmes et des fleurs.

Si l'ambulance est le lieu funèbre où meurent bien des grands blessés que la chirurgie ne put pas guérir, elle est aussi l'endroit bienfaisant où le plus grand nombre d'entre eux trouveront les soins qui assureront leur salut.

C'est en effet des premiers soins donnés à l'ambulance que, pour le plus grand nombre des blessés, pour tous les blessés graves, pourrait-on dire, dépend la guérison ou la mort, et le rôle du chirurgien d'une ambulance active est véritablement grand.

La plupart des accidens graves sont dus presque exclusivement à l'infection des plaies. C'est donc par leur désinfection première et définitive que les blessés seront mis à l'abri de ces complications terribles, gangrènes gazeuses, phlegmons toxiques ou suppurations prolongées qui, lorsqu'elles ne les tuent pas, provoquent trop souvent le sacrifice d'un membre ou d'irré-

parables infirmités. Et l'on peut dire que c'est au premier nettoyage, au premier débridement, à la première désinfection d'une plaie qu'est lié le sort du blessé. Cette première opération, ce premier nettoyage de la plaie ne sauraient donc être faits avec trop de soins et de minutie. Il est d'ailleurs souvent fort difficile. Et c'est ici qu'un chirurgien de carrière sera véritablement à sa place.

Pour ces explorations de plaies souvent profondes et qui siègent bien souvent dans des régions dangereuses, il faut savoir tailler largement dans les chairs, il faut savoir se mouvoir avec assurance dans les régions des gros vaisseaux et des organes qui doivent être respectés. Ces interventions ne peuvent être faites correctement que par des hommes auxquels une science anatomique parfaite et la pratique quotidienne de la chirurgie a donné l'expérience nécessaire et la confiance en soi qu'autorise seul le sentiment de sa propre valeur.

Cette désinfection des plaies de guerre ne saurait être poussée trop loin. Il est d'ailleurs parfois impossible de la mener à bien d'une façon parfaite. Autant il est facile, soit par la radiographie, soit par la radioscopie, dont la plupart des ambulances militaires sont aujourd'hui dotées avec une abondance qu'on ne retrouve pas toujours dans les hôpitaux de l'arrière, autant il est facile de se rendre compte de la présence des corps étrangers métalliques et des projectiles de toute sorte dont l'extraction peut souvent être faite à l'ambulance même, autant il est difficile de dépister dans la plaie les débris de vêtemens et autres corps étrangers auxquels sont dus la presque totalité des accidens d'infection. Rien ne met sur la voie du siège de ces débris septiques qui peuvent être profondément enfoncés dans les parties molles, où rien, dans les premières heures, ne vient déceler leur présence, et cette particularité permet de comprendre le nombre des accidens d'infection tardive qui se développent autour de ces débris inaccessibles.

C'est à l'ambulance également que sera pratiquée chez presque tous les blessés l'injection de sérum antitétanique, qui a fait ses preuves, sur l'efficacité duquel on discutait avant la guerre, et sur laquelle on ne discute plus maintenant. Le tétanos est aujourd'hui très rare. Il n'est pas douteux que sa disparition presque complète soit due aux injections régulières faites aux ambulances du front. Et c'est là un service inappréciable rendu

par les hommes de laboratoire, service que ne sauraient reconnaître ni les titres ni les honneurs, vains hochets qui n'ont qu'un temps, et qui ne peut trouver sa vraie récompense que dans l'éternelle reconnaissance des hommes.

Cette lutte contre l'infection est souvent compliquée par les conditions mêmes de la blessure et par la nature de l'organe blessé. C'est ainsi que les plaies de l'abdomen, presque toujours acompagnées de lésions intestinales, qui entraînent fatalement les accidens les plus redoutables, les plaies du crâne si souvent compliquées de lésions du cerveau, les plaies des articulations et en particulier du genou, les fractures enfin, et les dominant toutes par sa gravité particulière et les difficultés de son traitement, la fracture de cuisse, entraînent des opérations délicates, laparotomies, trépanations, ouvertures articulaires, pose d'appareils souvent très difficiles à bien appliquer et pour lesquels certains chirurgiens de l'avant ont acquis une expérience et une habileté remarquables. Beaucoup de jeunes chirurgiens ont accompli aux ambulances une œuvre magnifique, depuis surtout que la force des choses, triomphant de la routine, du mauvais vouloir ou de l'incompréhension stupéfiante de certains chefs, indignes de la haute situation qu'ils occupent, les a mis à leur place.

*
* *

Les grands blessés, — blessés du crâne trépanés, blessés de l'abdomen, du genou, malheureux dont la cuisse est brisée et auxquels tout déplacement serait funeste, — sont conservés à l'ambulance le plus longtemps possible, suivant ses ressources et l'abondance des nouveaux blessés, jusqu'à ce qu'ils soient assez bien pour être acheminés vers l'arrière. Tous ceux au contraire qui semblent pouvoir supporter un voyage quelquefois bien long, — tous les blessés légers, — sont envoyés dans l'intérieur plus ou moins loin, suivant les circonstances et la gravité des blessures.

Et c'est alors le voyage dans ces trains sanitaires, inexistans pour ainsi dire au début de la guerre, et qui, tant bien que mal improvisés, ont été, au moment de la bataille de la Marne, d'une lamentable insuffisance. Il sont aujourd'hui, et depuis longtemps, grâce à d'intelligens efforts, organisés d'une façon aussi parfaite que possible, et emportent loin du front,

loin du bruit du canon, dans la tranquillité des villes de province, toutes les victimes meurtries qui trouveront dans les innombrables hôpitaux de l'arrière qui ont surgi dans la France entière, par les efforts combinés du service de santé et de la bienfaisance privée, les soins de tous les instans qu'exige leur état.

Sans doute ils ne trouveront pas tous des chirurgiens d'égal talent. Le nombre des hôpitaux où sont dispersés les innombrables blessés de la guerre est trop grand pour le nombre des hommes ayant l'expérience et l'habitude de la chirurgie. Comme dans toutes les branches de l'activité humaine, les hommes de talent sont rares, et il ne saurait y avoir partout de « grands chirurgiens, » ni même de bons chirurgiens. C'est une fatalité devant laquelle il faut s'incliner et le service de santé, après avoir corrigé les premières erreurs dont j'ai parlé plus haut, et s'être efforcé de confier les blessés à des hommes capables de les soigner, a créé des chirurgiens de secteur, qui ont sous leur surveillance toute une région et qui, au prix d'un travail parfois excessif, peuvent opérer eux-mêmes tous les grands blessés de leur zone ou diriger leur traitement. Ces chirurgiens chefs de secteur sont pour la plupart des chirurgiens qualifiés, venant des hôpitaux de Paris ou des grandes villes. Ils rendent d'inappréciables services.

Mais, il faut bien le dire, cette chirurgie de l'arrière, celle que font la plupart d'entre nous, n'est pas comparable à la chirurgie que nous connaissons tous et qui donne chaque jour des preuves nouvelles de sa puissance et de sa véritable beauté. Quand les blessés ne nous arrivent pas guéris, ou à peu près, ce qui est commun, ils présentent alors, à un degré plus ou moins marqué, ces accidens d'infection dont j'ai tant parlé jusqu'ici et qui donnent à cette chirurgie quotidienne un caractère particulièrement douloureux. C'est la chirurgie des fractures infectées, des plaies avec décollemens profonds et drainages étendus, des corps étrangers non extraits, des accidens de toute sorte dus aux blessures des nerfs, si rares dans les conditions ordinaires et si communes aujourd'hui, des mutilations de toute espèce, et en particulier des mutilations de la face, qui nécessitent des opérations autoplastiques souvent multiples pour redonner figure humaine à ces blessés malheureux entre tous; des fistules osseuses enfin, récidivant sans cesse, parfois inter-

minables, mettant à une rude épreuve le courage des blessés et la patience des chirurgiens, et qui nous permettent aujourd'hui de comprendre l'histoire de ces vieux soldats des guerres du premier Empire, que nous connaissions dans notre enfance — et qui, depuis soixante ans, voyaient de temps en temps se « rouvrir leur blessure. »

Beaucoup de ces hôpitaux de l'arrière sont d'une grande activité. Sans doute, ils ne connaissent pas les momens de travail intensif et épuisant des ambulances du front. Mais l'activité y est plus suivie, plus soutenue, plus régulière, et, depuis deux ans qu'il dure, le travail des chirurgiens de l'arrière, bien que se faisant loin du canon, donne à ceux qui l'ont accompli, — et dont beaucoup touchent à l'âge où l'on aspire au repos, — le sentiment d'avoir sauvé la vie à bien des blessés, d'avoir rendu à l'armée beaucoup des combattans dont elle a besoin, et d'avoir enfin, au cours du drame immense au milieu duquel nous vivons, rempli leur devoir jusqu'au bout.

Mais nous n'avons pas été seuls, et dans le pays entier nous avons trouvé une aide admirable dans toutes les femmes de France qui ont été s'asseoir au chevet des blessés, et qui, malgré la fatigue, malgré la lassitude qu'apporte fatalement la longue durée de la guerre, sont toujours là, le jour et la nuit, les unes accomplissant mille besognes obscures, les autres exécutant chaque jour pendant des heures les pansemens les plus pénibles, aidant aux opérations, passant leurs nuits auprès des opérés, veillant les mourans et ensevelissant les morts!

Que ferions-nous sans ces milliers et ces milliers de femmes de bonne volonté, souvent très instruites et connaissant merveilleusement ce qu'elles ont à faire, toujours compatissantes et toujours dévouées, religieuses ou laïques, travaillant pour l'amour du Christ ou la simple satisfaction du devoir accompli! Que ferions-nous sans elles, et si nous n'avions, pour nous aider dans l'immense travail que représentent les soins de centaines de milliers de blessés et de malades toujours renouvelés, que les infirmiers militaires, dont beaucoup certes sont courageux, dévoués et compétens, mais dont l'ensemble se ressent de l'incohérence qui a présidé à leur recrutement! On ne dira jamais assez, ni assez haut, ce que nous devons aux infirmières volontaires qui ont accompli une œuvre immense et qui auraient fait plus encore si les autorités militaires le leur avaient permis.

*
* *

Le temps passe vite, aux heures torrentielles où nous vivons. Mais ces heures sont bien remplies et l'aiguillon de la nécessité immédiate est un puissant éducateur. La chirurgie de guerre s'est vite adaptée aux fonctions nécessaires qu'elle ignorait avant la guerre, et d'immenses progrès ont été réalisés sous tous les rapports, aussi bien dans l'organisation générale que dans le matériel et les doctrines chirurgicales. Et puis l'expérience est venue, et beaucoup de médecins du front ou de l'arrière que leurs études antérieures et leurs occupations professionnelles ordinaires n'avaient pas particulièrement dirigés vers la chirurgie, sont devenus, par suite des nécessités de la guerre, des hommes de grande valeur et pour lesquels la désinfection des plaies de guerre ou le traitement des fractures n'a plus de secrets.

Il est certain que les blessés qui sont aujourd'hui évacués vers l'arrière nous parviennent dans des conditions infiniment meilleures que par le passé. Meilleures par la façon dont leurs blessures ont été traitées, explorées, drainées et nettoyées, par l'application souvent parfaite d'appareils compliqués, inconnus de tous au début de la guerre, par la conduite tenue dans les plaies du crâne, qui ont été nettoyées et au besoin trépanées, dans les plaies articulaires, souvent très graves, dans les plaies de l'abdomen, souvent opérées maintenant dans des conditions convenables et fréquemment suivies de guérison, par l'ensemble enfin des opérations immédiates qui se pratiquent sur le front et qui ont pour but de parer aux premiers accidens possibles, dont les plus fréquens et les plus redoutables sont les accidens d'infection.

Les méthodes d'évacuation se sont aussi transformées peu à peu, le nombre des automobiles s'est accru dans de grandes proportions. Un grand nombre circulent aujourd'hui entre la ligne de feu et les ambulances situées à quelque kilomètres en arrière. De nombreux trains sanitaires ont été aménagés dans des conditions satisfaisantes et souvent presque parfaites comme dispositions, ressources médicales, régularité de fonctionnement et rapidité. Le service des gares régulatrices et des hôpitaux d'évacuation s'est également perfectionné peu à peu et adapté au travail intensif qu'on leur demande bien souvent.

L'outillage chirurgical s'est aussi développé de la façon la plus heureuse : instrumens, installations radiographiques, salles d'opérations, dont beaucoup ont été fournies à l'armée par l'intelligente générosité de nombreux donateurs français et étrangers. L'instruction de plus en plus grande et l'éducation chirurgicale de plus en plus parfaite des infirmières de la Croix-Rouge, sont aussi pour beaucoup dans les résultats obtenus.

Il n'est pas jusqu'aux discussions dans les Sociétés scientifiques, au premier rang desquelles il faut mettre la Société de Chirurgie de Paris, qui n'aient eu leur action bienfaisante en fixant certains points de doctrine, très discutés ou mal élaborés avant la guerre, et qui, maintenant, sont acceptés de tous. Des réunions chirurgicales, des conférences ont également lieu aux armées, et ainsi se sont constitués de véritables foyers scientifiques, dont l'influence s'exerce sur les actes d'un grand nombre de chirurgiens.

Enfin, la création des chirurgiens de secteur, pour la plupart jeunes et pleins de talent, et qui étendent leur autorité scientifique et professionnelle sur toute une région, a rendu de très grands services. Un certain nombre d'entre eux, grâce à l'assistance d'un médecin radiographe devenu leur collaborateur immédiat, ont acquis une expérience et une habileté remarquables dans l'extraction des corps étrangers. La chirurgie du crâne et du cerveau, la chirurgie des fractures, la chirurgie des nerfs et des articulations, la chirurgie du poumon même ont donné lieu à de nombreux travaux d'où sont sortis des perfectionnemens certains qui se répandent de plus en plus parmi les chirurgiens du front comme parmi ceux de l'arrière, et dont bénéficient chaque jour les blessés innombrables qui donnent leur sang pour la France!

Je voudrais que cette étude où je me suis efforcé de donner une idée de la chirurgie de guerre, de ses émotions, de ses dangers et des difficultés qui l'entourent, laissât à ceux qui voudront bien la lire jusqu'au bout une impression de réconfort et d'espérance. Sans doute nous sommes tous douloureusement affectés par les trop nombreux mutilés que nous rencontrons chaque jour : amputés de bras et de jambe, blessés atteints d'ankyloses, de rétractions musculaires et tendineuses, de

paralysies, de fractures vicieusement consolidées, défigurés par des cicatrices affreuses, borgnes, aveugles, aveugles surtout, qui sont les pires victimes de l'affreuse hécatombe! Mais combien de blessés sont retournés au front, blessés légers, blessés graves souvent, guéris d'une façon parfaite et qui, il faut le dire bien haut, seraient presque tous morts s'ils n'avaient trouvé, quelque part sur leur route, celui qui les a guéris, et dont les soins souvent insignifians en apparence ont, dans des cas innombrables, même chez des blessés légers, barré la route à l'infection et à la mort.

Ceux-là se comptent peut-être par centaines de mille. Le service de santé, quelles qu'aient été, à son début, ses imperfections et ses fautes, a sauvé des armées entières, et à cette heure où les fautes ont été corrigées et où nous sentons venir la victoire, détournons nos yeux de ceux qui sont responsables de ces erreurs. Ce n'est pas en arrière, c'est en avant qu'il faut regarder aujourd'hui. Et quand l'heure sera venue du triomphe et de l'allégresse, quand les soldats de la Grande Guerre seront rentrés derrière nos drapeaux victorieux, sous les acclamations de la multitude, alors de grands jours se lèveront pour la France régénérée! Ce sera notre joie, ce sera notre orgueil pendant les jours qui nous restent à vivre que d'avoir, dans ces temps d'épreuves surhumaines, contribué de toutes nos forces à cette victoire éblouissante dont le brouillard de sang qui couvre l'horizon ne saurait nous cacher la marche irrésistible, et travaillé de toute notre âme à l'œuvre magnifique de la libération du monde.

J.-L. Faure.

L'ŒUVRE HUMANITAIRE

DE

S. M. LE ROI D'ESPAGNE

PRISONNIERS DE GUERRE. — RAPATRIÉS
VISITE DES CAMPS

Aux portes du Ministère, aux portes des agences de la Croix-Rouge, des pères, des mères, des épouses, attendent vainement. Ils sont en quête de nouvelles; on leur a dit que le soldat cherché était porté *disparu :* celui-ci depuis un an, celui-là depuis six mois, cet autre depuis la dernière offensive. Disparu! C'est la torture de savoir si l'enfant est mort ou grièvement blessé... Pourquoi ce long silence? dans quel hôpital, dans quel camp le retrouver? D'autres, tourmentés par la crainte des représailles, demandent ce qu'on a fait des vieux, des femmes, de la famille, restés dans les pays envahis... Ont-ils faim? Quel traitement l'ennemi leur fait-il subir? Comment obtenir qu'ils soient rapatriés?

Que répondre à ces gémissemens? Les recherches n'ont donné aucun résultat; nul ne peut dire si le soldat disparu est mort ou vivant. Et quelles nouvelles certaines donner de nos villes et de nos villages qui subissent l'invasion? Les lettres parviennent difficilement, et que peuvent-elles dire, lorsqu'elles doivent passer par les mains de l'ennemi?

La réponse est partout la même : attendez!

Mais il y a des cœurs que cette attente brise; des cœurs qui

veulent une certitude, et d'autres qui espèrent contre toute espérance. Ceux-là implorent le miracle, ou cherchent, sur terre, quelle puissance bienfaitrice pourra les aider à retrouver ce disparu qu'on ne veut pas pleurer comme un mort. Un nom vole, répété de bouche en bouche, c'est celui du roi d'Espagne. Partout on entend dire : — « Adressez-vous au roi Alphonse XIII : par lui, nous avons obtenu des nouvelles; par lui, des prisonniers qu'on allait fusiller ont été sauvés; par lui, des malades, de grands blessés ont obtenu d'être rapatriés; par lui encore, nous avons pu envoyer des secours. »

C'est ainsi que, par la voix populaire, j'appris quel usage généreux et charitable Sa Majesté le roi d'Espagne faisait de son pouvoir royal. La neutralité gardée par son gouvernement lui interdit de prendre parti dans cette guerre, mais elle ne lui interdit pas de se montrer humain, et ce roi, qui prend à charge les souffrances d'autrui, se dépense tous les jours, inlassablement, afin que la captivité des braves soit moins cruelle, et que la douleur des familles françaises soit adoucie par les nouvelles qu'il est heureux d'obtenir.

J'ai vu dans les bureaux du *Palacio real*, qu'on pourrait nommer en ce moment le temple de la Miséricorde, deux cent mille lettres, venues de France, de Belgique, d'Angleterre, qui adressent au Roi la même supplication. De cette foule anonyme surgissent de grands noms, celui de Me Théodor, le vénérable bâtonnier des avocats de Bruxelles; celui de Mme Carton de Wiart, de la comtesse de Belleville, de Mlle Thullier, de Nijinsky, le fameux danseur russe, du journaliste Jantchestizky, de ces professeurs tchèques sauvés de la mort ou de la captivité par l'intervention directe du Roi, qui bataille à coups de télégrammes, pour sauver ces existences, dépêche son ambassadeur, presse les négociations... Miss Cavel aurait été sauvée, comme ses deux compagnes, Mlle Thullier et la comtesse de Belleville, si les démarches, ordonnées par la pitié du Roi, avaient pu commencer plus tôt.

Chaque matin offre un nouveau combat; mais, le soir, le jeune Roi peut s'endormir doucement : comme l'empereur romain, il n'a pas perdu sa journée. C'est cette journée d'Alphonse XIII que je voudrais raconter, telle que je l'ai vu vivre pendant mon séjour à Madrid; mais d'abord, je veux évoquer la noble et chevaleresque figure de ce jeune souverain si populaire en France.

*
* *

Ce fut à Saint-Sébastien, dans les premiers jours du mois de mai 1916, que je vis le roi d'Espagne. Il faisait un bref séjour dans cette ville de prédilection, où la Cour vient avec lui passer l'été. J'arrivai au bord de la mer, sur la plage même, près de cette *Concha* que les reines ont mise à la mode, et devant moi surgit la forteresse, où le roi François expia Pavie. Souvenir lointain, ombre charmante et légère, vous venez à ma mémoire et disparaissez aux sons d'un orchestre en sourdine! Sont-ce les hautbois, les saquebutes et les luths de Fontainebleau, dans l'air mouillé d'averses d'un matin français? Non, mais telles que les vit Brantôme, ou presque, quand il arriva par exprès en Lorraine pour voir défiler les mousquetaires du duc d'Albe, les troupes espagnoles, qu'il crut composées de princes et de marquis, à cause de leur noblesse martiale. Ce sont les troupes qu'Alphonse XIII doit passer en revue. Le vieux Brantôme les eût reconnues, bien que la sobriété moderne en atténue l'éclatant costume; il les eût reconnues à ces étendards carrés que des capitaines de vingt ans portent sur l'épaule, et qui sont semblables à ceux des vieilles estampes et des anciens bas-reliefs. Un commandant caracole; son cheval hennit comme Babieça, et d'autres chevaux lui répondent dans le bruit de la mer: ce sont peut-être les chevaux de Thétis, qui s'ébrouèrent autour des vaisseaux de Charles-Quint.

Un coup de canon, le Roi paraît. Il marche à grandes enjambées, de ses minces et longues jambes de cavalier; le dolman rouge des hussards de la Princesse lui fait une taille de guêpe. Sa culotte havane bouffe hors de ses bottes jaunes. Il s'arrête brusquement pour saluer chaque étendard, qui couvre d'une soie éclatante la poitrine du porte-drapeau. Les soldats marchent vers le Roi, à son commandement mettent genou en terre, et, tête nue, s'inclinent. Moment plein de grandeur. Cette humilité des troupes devant le roi-soldat équivaut à un serment.

Derrière ces hommes agenouillés, ce n'était plus la mer que je voyais. C'était notre front sanglant... Arras, Soissons, Reims, Verdun, les héros étendus, qui firent à la France le serment sublime de mourir pour la sauver.

A quelque temps de là, je revis Sa Majesté Alphonse XIII, à Madrid, entouré de la pompe royale, lors de l'ouverture des

Cortès. On se serait cru à Versailles au temps de Louis XIV.

Madrid a une animation charmante; elle était ce jour-là dans toute la grâce du printemps; des acacias, des orangers en fleurs embaumaient les avenues; l'eau jaillissante des fontaines donnait de la fraîcheur aux places ensoleillées; les maisons, aux façades plates, ou gonflées d'innombrables *miradores*, se paraient d'une décoration fastueuse, lourdes tapisseries de la Renaissance tombant des fenêtres seigneuriales; écharpes aux couleurs nationales, rouges et jaunes, tendues le long des balcons; bannières de velours, aux armoiries brodées d'or et d'argent, accrochées au portail des édifices publics.

Dans les rues se pressait une foule joyeuse, plus riche d'hommes que de femmes, celles-ci jolies, mais portant sans coquetterie la mantille de tulle épinglée sous le menton. Cette foule allait, venait, affairée, de la *Puerta del Sol* à la *Calle de Alcala*, aux *Recoletos*, qui sont les Champs-Élysées de Madrid; là, sans vergogne, en ce jour de fête, les innombrables mendians, les marchands de billets de loterie, les marchands de cacahuètes, les camelots vous assaillent d'offres et de demandes. Pour fuir cette foule, veut-on traverser la place, sans le secours d'un agent, il faut couper une procession d'ânes, passer entre les tramways, se ranger pour n'être pas écrasé par ces monumentales voitures peintes de fleurettes sur un fond éclatant, qui font le service des abattoirs de la ville.

Mais les fifres sonnent la marche royale; des régimens s'avancent; la foule s'écarte, les carrosses vont passer.

Tous les uniformes d'autrefois, disparus de notre armée, sont demeurés en Espagne. Le régiment de la garde royale, qui fait la haie devant le palais des *Cortès*, porte le costume des gardes françaises, culotte blanche et plastron rouge; les hussards ont accroché à l'épaule la veste de Murat. Des casques de dragons sont ornés de chevelures blanches; sur des shakos frissonne le plumage d'une colombe. Quel amour des plumes, depuis les plumes de paon qui couronnent, à l'Armeria, les cimiers de Charles-Quint, jusqu'aux fabuleux panaches qui se balancent sur la tête des chevaux attelés aux carrosses du Roi !

Ces chevaux de parade avancent lentement, comme s'ils dansaient au son de cette musique ancienne, qui rappelle les airs charmans des ballets de Lulli. Je vois venir dans la *Calle* en pente, comme dans une vue d'optique, le pompeux défilé de

la cour d'Espagne. Les six chevaux, qui traînent chacun des carrosses, ont des harnais d'or, et sont tenus en main par des laquais aux habits de soie galonnés, aux bas écarlates; ils portent, comme autrefois, tricornes et perruques blanches, ainsi que les cochers qui resplendissent au milieu des draperies de leur siège.

Le carrosse est laqué d'or, d'azur, décoré de peintures ravissantes; une soie claire orne l'intérieur. Mais le carrosse est moins pompeux que les somptueuses bêtes qui le traînent à travers les rues de Madrid, sous leurs parures de femmes : longues boucles d'oreilles en passementerie de soie, qui frappent en cadence leur col lustré; panaches rouges, bleus, jaunes, blancs, piqués sur leurs têtes avec tant de grâce, que l'on songe à un vol d'oiseaux chimériques, oiseaux de contes de fées, qui se seraient posés pour un instant sur la crinière des chevaux du Roi.

Vingt carrosses se suivent, conduisant au palais des *Cortès* les grands d'Espagne, les Infantes, la reine mère et *los Reyes*. La reine Victoria descend, elle est très belle dans sa robe de cour; le Roi est en grand uniforme. Les yeux dévorent ce jeune couple, qui, à force de bonté, de bonne grâce, de simplicité, jusque dans cet apparat traditionnel, a su gagner presque tous les cœurs. Le Roi sourit, salue, tend la main, adresse la parole à ses amis, montre à chacun qu'il le reconnaît, s'il l'a déjà vu; s'informe, écoute, promet; son œil est partout; visiblement il cherche à lire sur les visages si son peuple est heureux.

Ce jour-là, à l'ouverture des *Cortès*, Sa Majesté prononça un grand discours qui contenait une phrase relative à la paix. Quelques mots détachés et télégraphiés par les agences eurent un retentissement inattendu. Ne disait-on pas, dans les commentaires de ce télégramme, que le Roi voulait hâter la paix entre les belligérans, et que ses paroles étaient une allusion directe à des démarches qui pouvaient être bientôt tentées?

Quelle erreur! Le vœu royal n'était que le vœu d'un cœur généreux qui s'afflige des souffrances longues et cruelles de la guerre, et souhaite que les bienfaits de la paix réparent au plus tôt les misères endurées par les nations.

Le Roi marqua quelque étonnement qu'en France même on eût pu se méprendre sur le sens de ses paroles; je le sais, puisque Sa Majesté voulut bien me le dire, quelques jours plus tard, durant l'audience qui me fut accordée.

— Je vous prie, madame, de dire, dans votre grande Revue, que les vœux que je fais pour la paix ne signifient point que je souhaite la paix à tout prix : ce serait une offense pour la France et j'aime beaucoup la France ! Mais mon devoir de souverain d'un pays neutre est de désirer que les douleurs qui frappent si cruellement d'autres peuples aient une fin.

Voilà les propres paroles du roi Alphonse XIII.

Autre chose est de rêver une Europe pacifiée, vouée au travail réparateur, autre chose de pousser les belligérans vers le dénouement du drame, avant le moment attendu et prévu par ceux qui conduisent l'action. Ses sentimens d'amitié profonde pour la France, le Roi ne les cache pas; il a du sang français dans les veines; il est le descendant direct de Louis XIV et s'en souvient, comme on le verra dans l'organisation de l'œuvre consacrée aux prisonniers. C'est pour moi un grand honneur et une joie très douce de me faire l'écho des paroles de Sa Majesté.

Notre ambassadeur à Madrid, sur ma demande, avait bien voulu solliciter pour moi une audience. Cette audience semblait difficile à obtenir ; le Roi, depuis la guerre, ne recevait plus les correspondans des grands journaux, n'accordait point d'interview. La *Revue des Deux Mondes*, très lue à la Cour de Madrid, triompha de toutes les difficultés, et un beau matin du printemps dernier, derrière un hallebardier, je pénétrai dans les salons de réception du *Palacio real*.

Ce palais est élégant comme un palais français du XVIIe siècle, et formidable dans ses assises et sa construction, comme le château que les Papes se sont bâti en Avignon. L'une des façades donne sur la place d'Orient, aux arbres africains ; l'autre façade domine un ravin plein de verdure, le *campo del Moro*, où jadis se donnèrent tournois et combats de *cañas*. Une cour d'honneur, aussi magnifique que celle de Versailles, sépare l'entrée du palais de la place d'Armes. Au moment où j'arrivais, la foule se précipitait dans cette cour, afin d'assister à la cérémonie militaire qu'on nomme *relève de la garde*.

Je devais à la courtoisie du comte de las Navas, le savant bibliothécaire du Roi, d'avoir pu visiter les trésors de la librairie royale, et les grands appartemens, qui sont pleins de magnificence. J'avais pu admirer à loisir ces salons somptueux, tendus de vieilles tapisseries des Flandres, ornés des plus beaux

Goya; la salle chinoise, avec le caprice de sa décoration de fleurs et de personnages se jouant sur les murs et jusqu'au plafond; la salle du trône, où deux lions dorés symbolisent la majesté du lieu. Mais alors, ces appartemens étaient vides. J'attendis le moment fixé pour mon audience dans le grand salon de la *camara*, où conversaient, à quelques pas de moi, les officiers de la maison royale. Un haut prélat de Madrid s'entretenait avec l'un des membres du gouvernement.

J'appris que je serais reçue toute seule ce matin-là... Seule! Je me voyais soudain en imagination entourée de femmes en robes noires, en voiles de deuil, en coiffes blanches, selon la mode de nos provinces de France; les unes étaient de petites bourgeoises aux visages pleins de tendresse, les autres avaient les traits fatigués, les mains rudes et piquées par l'aiguille; il y en avait parmi elles qui étaient des aïeules, d'autres des enfans; toutes mêlaient leurs soupirs aux miens, et leurs regards étaient pleins de reconnaissance. O femmes de mon pays, Françaises que la guerre a fait souffrir autant que la Vierge aux Sept Douleurs, vous me chuchotiez des mots qui remplissaient mes yeux de larmes, en me chargeant de porter jusqu'au pied du trône l'expression de votre reconnaissance!

Le Roi me reçut dans un salon de moire blanche, qui rappelle les petits appartemens de Versailles par le goût et la décoration. Sa Majesté me demanda gracieusement si j'étais satisfaite de mon voyage en Espagne; je lui répondis que j'étais bien heureuse de pouvoir étudier l'organisation de son œuvre, et le remercier de sa sollicitude pour nos soldats.

— Mais, Madame, dit le Roi, avec une vivacité toute française, que penserait-on de moi si je ne faisais pas ce que je fais pour vos vaillans soldats?... J'aime la France, et je n'oublie pas l'accueil que Paris m'a fait autrefois... Quoi! vous songez à cet attentat? — fit Sa Majesté, répondant à une parole de regret, — mais quel plus beau souvenir pour un soldat : avoir reçu le baptême du feu à la tête des cuirassiers français!

Est-il possible d'être plus simple, plus chevaleresque et plus charmant?

Le Roi a trente ans; on lui en donnerait à peine vingt-cinq. Il est grand, svelte, élégant, admirablement assoupli par tous ces sports qu'il a mis à la mode en Espagne. Son visage est d'une mobilité surprenante. Si ses traits rappellent ceux des princes

de la maison d'Autriche, la vivacité du regard, l'expression de la physionomie, le charme du sourire tendre et moqueur sont des biens de chez nous.

Les yeux sont bruns; tout à coup, ils pétillent, et tout à coup ils s'embrument. Ces yeux de jeune homme ne sont pas contraints à la prudente réserve imposée aux paroles d'un roi; dans leur muet langage, ils livrent une âme généreuse et tendre, une âme avide d'héroïsme et pleine de fraîcheur, de franchise impétueuse et de confiance! Avec quel feu Sa Majesté m'a dit :

— J'aime la France...

Il ne m'est pas permis d'en répéter davantage.

Faisant allusion aux prières qu'on lui adresse :

— J'ai admiré dans les lettres qu'on m'écrit de France l'abnégation des familles frappées par la guerre. Pas une plainte. Tout pour la patrie! Quelle noblesse de sentiment! Quel bonheur pour moi quand je puis répondre à ces lettres par l'annonce d'une bonne nouvelle!

Je sais que, sur l'ordre du Roi, on télégraphie aux familles françaises les nouvelles heureuses. Mais si la réponse arrivée de Berlin est mauvaise, pour atténuer la douleur qu'elle va causer, c'est au curé de la paroisse ou au maire de la commune que le Secrétaire particulier de Sa Majesté fait adresser la lettre :

« J'ai le regret de porter à votre connaissance que, d'après une lettre que je viens de recevoir de l'ambassadeur de Sa Majesté à Berlin, malgré les recherches minutieuses entreprises à l'ambassade d'Espagne et à la Croix-Rouge en vue d'obtenir des renseignemens au sujet de..., on a pu seulement constater qu'il est mort en offrant généreusement sa vie pour la Patrie.

« Je vous serais reconnaissant de vouloir bien transmettre avec tous les égards possibles cette triste nouvelle à..., et je vous prie en même temps, au nom du Roi, de lui faire parvenir l'expression de ses sentimens de condoléance très sincère et de sympathie, etc. »

N'est-ce pas comme un salut de l'épée que le roi-soldat adresse aux héros morts pour la défense de la Patrie?

Sa Majesté n'ignore pas que je connais dans tous ses détails l'œuvre qu'elle a créée à Madrid pour les prisonniers et les

rapatriés. Elle me dit son ardent désir de faire plus encore pour adoucir le sort de nos captifs, et de pouvoir étendre aux Russes, aux Portugais, les mêmes recherches, qui exigeraient l'extension de son œuvre jusqu'en Mésopotamie et en Afrique. Et Sa Majesté veut bien me parler de l'*après-guerre* et des problèmes nouveaux qui se poseront pour tous les peuples :

— Quelle sera la situation politique et économique de l'Europe en face du Nouveau Monde?... L'or, arraché par la guerre aux nations anciennes, déversé à flots sur de jeunes nations, n'amènera-t-il pas un déplacement de la fortune, dangereux pour l'avenir économique de l'Europe?... L'afflux de l'or en Amérique ne provoquera-t-il pas une émigration qui affaiblira les pays anciens?... Par quelle politique l'Europe pourra-t-elle se défendre contre ces dangers d'un autre ordre et rétablir l'équilibre économique que la guerre aura rompu?... Autant de questions qui vont dominer l'avenir, dicter des alliances nouvelles; questions qui touchent l'Espagne aussi bien que la France et les autres nations.

J'écoute, et à travers ces paroles si graves, j'entrevois le duel formidable qui mettra aux prises les Continens.

Mon audience est terminée. Ai-je su dire au Roi tout ce qu'un cœur de mère voudrait lui exprimer, avant de le quitter?...

*
* *

L'âme de l'Œuvre royale pour la recherche des disparus est don Emilio-Maria de Torrès, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire particulier de Sa Majesté. C'est dans les bureaux de son secrétariat, au *Palacio real*, qu'elle est installée; elle y fut si vite à l'étroit, qu'il devint nécessaire de lui consacrer quatre salons, puis huit, afin que les collaborateurs de plus en plus nombreux pussent travailler commodément. Au mois de mai 1916, l'œuvre du Roi, vieille d'une année, occupait, à Madrid, vingt-deux personnes qui commençaient leur journée le matin, à huit heures, et l'achevaient quelquefois bien avant dans la nuit.

On pourrait dire de don Emilio-Maria de Torrès que les fonctions que lui a confiées son souverain font de lui le ministre de la Miséricorde, en donnant à ce mot : *Merced*, tout ce qu'il implique, dans la langue espagnole, de charité, de

douceur, de patience et de mansuétude. A le voir si simple et si affable dans son beau cabinet de travail, on prendrait don Emilio-Maria de Torrès, moins pour un ministre d'État que pour un rêveur vivant dans le lointain refuge de ses livres et de ses songes. Il est de taille moyenne, blond : ses yeux clairs ont cette pureté mystique que les peintres espagnols ont mise dans le regard de leurs saints préférés. J'ai vu souvent ces yeux se voiler à la lecture des lettres déchirantes qui composent ce que « don Emilio » nomme lui-même tristement l'*anthologie de la douleur*.

Cette correspondance, dépouillée et classée par ses collaborateurs, est lue par lui, puis communiquée au Roi, qui s'informe tous les jours des demandes, des recherches, des réponses obtenues. Le secrétaire particulier de Sa Majesté s'est donné corps et âme à l'œuvre qu'il a organisée et qu'il dirige à Madrid avec tant de dévouement. Si, au petit jour, une fenêtre au *Palacio real* brille encore, n'en doutez pas, c'est lui qui travaille, et pour nos soldats !

Au moment où j'entrai, avec M. de Torrès, dans le premier salon, des employés, civils et anciens militaires, étaient fort occupés à timbrer un millier de lettres qui allaient partir. Sur certaines enveloppes les uns posaient le timbre *France*, ou *Belgique*, *Angleterre;* toutes portaient le sceau *franchise postale*, et le cachet du secrétariat particulier. La franchise postale est assez récente ; dans les premiers mois, les frais de correspondance, comme tous les frais de l'œuvre, d'ailleurs, étaient supportés par la cassette du Roi. Le nombre de lettres expédiées ainsi chaque jour est d'un millier; la proportion augmente après les grandes offensives. On en compta jusqu'à 1 300 à l'offensive de Champagne.

Celles de ces lettres qui contiennent les demandes de recherches adressées à l'ambassade d'Espagne à Berlin partent chaque jeudi par une valise diplomatique spéciale. Le retour de cette valise a lieu le mercredi suivant.

Dès qu'une demande de renseignemens arrive, elle est classée à l'aide d'un système de fiches très ingénieux ; les unes constituent les fiches des militaires, les autres celles des civils. Dans la catégorie des militaires, nouvelles subdivisions : *prisonniers, blessés, disparus*. Comme il s'agit d'armées de nationalités différentes, pour éviter toute confusion, le classement de

ces fiches, dans le meuble qui les contient, se fait à l'aide de couleurs diverses; on adopta en principe la couleur du livre diplomatique de chaque pays : *bleue* pour les Anglais, *verte* pour les Italiens, *orange* pour les Russes, *jaune* pour les Français et les Belges. Quant aux civils, voici les fiches des Français et des Belges restés en pays envahis; les fiches de ceux dont on est sans nouvelles, de ceux qui ont été déportés dans des camps de concentration. Grâce à un classement aussi méthodique, il est possible, en moins d'un quart d'heure, de trouver le renseignement que l'on désire, au milieu de ces 200 000 documens réunis depuis le début de la guerre.

Lorsque ces lettres de demandes ont été lues et classées, des dames, collaboratrices volontaires de l'Œuvre du Roi, comme la condesa de la Union, doña Julia O'Shea de Muro, doña Adriana Loder de Albeniz, doña Rosario de Torres y Gonzalès-Arno, — je voudrais pouvoir nommer toutes les charitables grandes dames, amies de nos prisonniers, — les Religieuses réparatrices, les Religieuses de l'Asuncion, remplissent les fiches à l'aide de renseignemens fournis par les familles des soldats.

La feuille qu'elles préparent est divisée en trois parties. La première contient le nom, le régiment, la compagnie, le grade et le matricule du soldat, ainsi que la date de sa blessure, ou de sa disparition, et le lieu du combat : elle reste à Madrid. La seconde partie, écrite en trois langues : française, anglaise, allemande, contient les mêmes renseignemens; celle-là est envoyée à Berlin avec la troisième partie, qui porte cette mention : *résultat des démarches;* c'est sur cette dernière feuille que figurera le renseignement obtenu par l'ambassade d'Espagne à Berlin, et renvoyé par elle au secrétariat particulier du Roi.

Cette réponse peut tarder six mois, si les recherches sont difficiles, ou bien arriver dans un délai de quelques semaines. On se souvient que ce fut assez rapidement qu'on apprit par l'Œuvre du Roi la mort du colonel Driant.

Afin que les familles sachent que les recherches sont commencées, don Emilio-Maria de Torrès leur fait adresser cette lettre formulaire, d'une si délicate rédaction :

« J'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre aimable lettre, que Sa Majesté le Roi, mon Auguste Maître, a daigné me charger d'écrire en son nom à son ambassadeur à

Berlin, le priant notamment de faire, auprès du Gouvernement Impérial, toutes les démarches possibles afin d'obtenir des nouvelles de. . . . . .

« Le Roi, dont les généreux sentimens s'emploient avec un si grand dévouement à soulager les angoisses des familles qui n'ont reçu depuis longtemps aucune nouvelle des leurs, forme les vœux les plus fervens pour que ses demandes aboutissent à un résultat favorable.

« Je vous prie, etc. »

Cette formule est réservée aux Français; celle qui est employée pour les autres nations est plus brève. La nuance des sentimens qui l'inspire est sensible.

La fiche classée, le questionnaire expédié, chaque lettre porte alors le numéro de sa fiche correspondante et la marque *e-a-e* qui signifie : les deux extrêmes sont prévenus. Ce travail minutieux, qui exige une grande attention afin d'éviter des erreurs douloureuses, est accompli sous les yeux de M. de Torrès, par des collaborateurs volontaires qui sont heureux de pouvoir témoigner aussi leurs sympathies à la France. Beaucoup d'entre eux appartiennent à la vieille noblesse espagnole. A Berlin, quarante personnes, à l'ambassade, s'occupent des recherches, et sont en relations constantes avec les Croix-Rouges d'Allemagne, les ministères de la Guerre et des Affaires étrangères.

On comprend la difficulté de ces recherches. S'il s'agit de blessés, il faut s'informer dans les hôpitaux du front; s'il s'agit de prisonniers, il faut s'adresser dans les différens camps ; croit-on tenir enfin une trace, soudain elle disparaît, le soldat a été évacué, peut-être même a-t-il été isolé dans une forteresse, par mesure de rigueur. Les jours, les semaines passent : on ne sait rien. Ceux qui attendent dans l'anxiété ne se doutent pas de l'obstination des recherches, de la minutie des questions que l'on pose, là-bas, afin d'éviter de cruelles confusions. Songez que le nom de Durand revient cent cinquante fois dans les fiches, souvent avec un même prénom, et qu'il faut être bien sûr de l'identité du soldat avant de donner aux familles une joie ou une douleur qui pourraient être fausses. La réponse arrive d'Allemagne ou d'Autriche. Si elle est bonne, comme je l'ai dit, le Roi, tout heureux, la fait télégraphier à la famille. Si elle est

mauvaise, on a vu par quelle formule émouvante Sa Majesté fait annoncer la mort qui, sur le bulletin allemand, est signifiée par ce seul mot : *todt*.

Que de lettres j'ai tenues dans mes mains, qui m'ont fait pleurer, car les larmes appellent les larmes, et ces messages d'angoisse en étaient imprégnés! Quelle torture de pauvres mères ont endurée avant d'oser écrire à un roi! Comment écrire à un souverain? Comment lui avouer son chagrin, toucher son cœur?

La plupart de ces lettres si touchantes sont écrites par de petites gens, qui se sont souvenus qu'autrefois les rois de France étaient nommés Pères du peuple. Ces rois n'étaient-ils pas les ancêtres d'Alphonse XIII? Paysans, ouvriers, cultivateurs, petits bourgeois, gens peu instruits, qui n'ont pas voulu d'intermédiaires entre le souverain et eux; ils ont écrit à leur façon, qui était la bonne, tantôt sur l'humble feuille de papier à un sou que vend l'épicier, tantôt sur des feuilles à en-tête commercial, sur un feuillet arraché au cahier de l'écolier; les mieux avertis des usages ont acheté le grand format et moulé l'écriture.

Les plus naïves de ces missives populaires sont naturellement les plus touchantes. J'en citerai quelques-unes, sans donner aucun nom, afin de révéler seulement ce trésor qu'est le cœur des humbles.

Qu'on ne croie pas que ces naïvetés d'expression fassent sourire le Roi, qui lit ces lettres et les garde. Il a été ému, autant que nous le sommes, de la sincérité des pauvres gens, touché de leur amour immense pour la France, de la délicatesse avec laquelle on l'implore ou le remercie. N'y a-t-il pas dans ces lettres d'actions de grâces ce parfum dont parle le poète persan? Le souvenir qu'en garde le jeune souverain en est tout embaumé.

Lettres au roi d'Espagne.

A Sa Majesté Alphonse XIII.

Bien modestes ouvriers, à la déclaration de guerre nous avions deux fils qui étaient notre joie; l'un, depuis dix mois, était au régiment; il est parti, heureux et fier de faire son devoir; il n'est jamais revenu. Il fut à Charleroi, à Guise, et fut blessé le 29 août 1914. Disparu depuis ce jour,

c'est la cruelle incertitude de son sort, l'attente si angoissante d'une nouvelle qui ne vient jamais. Le second n'avait pas vingt ans; à l'exemple de son frère, il signa un engagement volontaire de quatre ans. Dieu jusqu'ici l'a protégé. Aurions-nous eu davantage de fils, avec fierté nous les eussions vus partir pour défendre notre France; mais vivre depuis plus de dix-huit mois sans rien savoir, se demandant chaque jour si le suprême sacrifice est consommé, c'est une angoisse bien grande pour les mères.

Sa Gracieuse Majesté la Reine, en contemplant ses royals enfans, a, j'en suis convaincue, son cœur rempli de tristesse et de pitié pour toutes ces mères qui n'auront plus de fils. Toutes nos démarches ont été vaines jusqu'ici. Peut-être, par cette lettre, obtiendrons-nous quelque résultat.

Que Votre Majesté daigne recevoir le très humble et bien respectueux hommage d'une pauvre mère infiniment reconnaissante.

D'une autre mère française :

Je souffre atrocement de ne pas savoir ce qu'est devenu notre cher petit et préférerais, je crois, la certitude exacte de sa mort, d'avoir une tombe où pouvoir aller prier, que de vivre depuis si longtemps dans une si cruelle incertitude, qui vous consume à petit feu. C'est horrible, Monsieur, surtout que les deux frères de ce malheureux enfant sont déjà au champ d'honneur. Si notre dernier fils Charles est mort, nous n'avons plus de fils.

Une malheureuse mère qui a mis en vous son suprême espoir.

D'une épouse, dont l'écriture est toute tremblante, qui s'adresse au Roi comme à Notre-Seigneur :

Seigneur,

J'ai recours à votre bonté pour mon mari, disparu le 27 septembre 1915, devant Souchez...

Sa Majesté, recevez mes sentimens les plus respectueux.

Et cette lettre si touchante d'une petite fille, qui a réglé son papier blanc et écrit d'une grosse écriture écolière :

Monsieur, j'ai l'honneur de vous adresser cette lettre pour vous demander des nouvelles de mon frère. Nous sommes tous dans l'angoisse et ma mère est bien malade; elle ne peut pas se consoler. Seriez-vous assez bon pour me donner des nouvelles. Voici son adresse...

Je vous salue et vous remercie...

Encore cette autre :

Oh! grand petit roi que la France aime et vénère, que vous êtes bon de vous occuper des prisonniers et des disparus, les plus malheureux de tous peut-être, car ces sauvages ne sont pas humains pour les nôtres, comme

nous pour les leurs. Et que les mères comme moi vont vous bénir ! J'avais trois fils à la guerre, hélas ! il ne m'en reste peut-être plus qu'un. Le plus jeune a été tué à vingt-trois ans, lieutenant, aux Éparges, avec trois citations, la croix de guerre. L'aîné a disparu le 5 octobre 1914 près d'Arras.. Malgré nos recherches, nous n'avons plus eu aucune nouvelle.

Ah ! si aidé par votre secrétaire particulier que je bénis aussi, don Emilio de Torrès, vous pouviez nous renseigner sur le sort de notre pauvre enfant, comme nous vous bénirions !

Excusez-moi d'oser vous écrire, mais je vous vénère et vous bénis.

Une pauvre mère bien reconnaissante et respectueuse.

Une autre dit :

Si au moins je pouvais savoir qu'il vit, ce serait une grande satisfaction. Aussi je vous supplie.

C'est une épouse, une mère d'une fillette que son père ne connaît pas, qui se recommande à votré bon cœur. J'ai la plus grande confiance en Votre Majesté.

Agréez, Monsieur et Madame, mes meilleures salutations.

Une évacuée du Nord :

Monsieur Alphonse XIII,

Ayant vu plusieurs fois dans les journaux que vous pourrez donner des renseignemens aux parens d'après un effet de votre bonne volonté, je me présente à vous, avec les détails que je puis vous donner en espérant avoir une trace de quelque chose.

Lieutenant X..., disparu le 11 novembre 1914 à Lambaertzyde. Tous les rapatriés d'Allemagne qui étaient sous ses ordres et qui sont revenus comme grands blessés nous ont tous dit l'avoir vu grièvement atteint. Je voudrais bien aussi avoir des renseignemens sur le sort de mon frère, X... J'ai bien reçu l'avis de décès qui n'est pas officiel.

Je vous dirai qu'il y a un monsieur le capitaine qui dirige un régiment à Lempdes et qui a fait la demande au dépôt. Il a obtenu comme réponse que sa lettre restera classée...

Je serai si heureuse si vous pouviez me diminuer mes peines.

Et je vous en remercie mille fois à l'avance pour le bon cœur et le dérangement que vous prenez pour moi.

Recevez, monsieur Alphonse XIII, l'assurance de mes meilleurs sentimens.

Lorsqu'il est impossible de retrouver le disparu, — mort ou vif, — la lettre des parens est définitivement classée. Hélas ! j'ai vu dans un des salons du *Palacio real*, qui leur est consacré, 150 000 de ces lettres, qui représentent le mystère de 150 000 existences dont on ne saura peut-être jamais rien. Une armée entière tient dans ce petit espace, sous une croix entourée de

chêne et de laurier. Le Roi a voulu mettre le signe chrétien et le symbole de l'espérance au-dessus de ces lettres qui attestent que des hommes vécurent, furent aimés, et moururent obscurément pour sauver leur pays. *De la mort sortira la vie*, a écrit une main pieuse au fronton de ce douloureux reliquaire du patriotisme français.

Le service des nouvelles, concernant les blessés et les civils qui restèrent en pays envahi, est assez compliqué. Primitivement, l'Allemagne se refusait à tout renseignement, puis, la Croix-Rouge de Francfort étant intervenue, on put obtenir qu'au bas d'une carte postale, timbrée par le maire de la commune, les intéressés mettraient l'information essentielle : « Maman va bien, nous aussi. » — « Père est en voyage. » — « Nous manquons de ceci ou de cela. » — « Qu'importe ma souffrance? écrit un Lorrain, je donnerais tout pour mon pays. » — Et des baisers à n'en plus finir ; ils font le tour de la carte postale et se glissent jusque sous la signature du maire.

Depuis quelques semaines, on peut obtenir directement, par le Ministère, en France, ces nouvelles des exilés, que le roi d'Espagne fut le premier à pouvoir obtenir.

Le rapatriement des prisonniers civils n'est pas soumis à des conditions réglementées d'avance. Leur départ dépend de la volonté des autorités allemandes qui désignent, elles-mêmes, ceux qui pourront être rapatriés; si elles jugent qu'un Français ou qu'un Belge est dangereux, c'est-à-dire peut donner des indications précieuses à son pays, on le garde, on le surveille, et, s'il crée une agitation, on l'emprisonne. C'est un otage. Tel fut Nijinsky arrêté à Vienne, où il était venu retrouver sa femme sur le point d'être mère; sa libération ne lui fut accordée que sous l'engagement qu'il ne quitterait pas l'Amérique pendant la guerre.

Mme Carton de Wiart, dont le patriotisme agissant causait tant d'inquiétude aux Allemands, fut déportée et emprisonnée à Berlin. On voulut, en considération de son mari et de sa naissance, lui imposer un régime de faveur : elle s'y refusa et subit sa peine comme les autres détenus politiques. Le roi d'Espagne intervint, et ce fut sur les instances de Sa Majesté que la courageuse femme fut, après plusieurs mois de captivité, rendue à son époux et à ses enfans. Dans les mêmes conditions, une de nos compatriotes déclarée « dangereuse, » — le mot

signifie patriote, — fut sauvée d'une mort imminente par l'intervention du souverain. La plus émouvante libération fut celle de M. Theodor, le bâtonnier du Barreau de Bruxelles, emprisonné comme otage, sans respect pour sa vieillesse. J'ai lu la lettre émouvante des bâtonniers du Barreau de Paris, s'adressant au Roi pour lui demander de sauver ce grand citoyen qui n'avait commis d'autre crime que d'aimer sa patrie, et j'ai lu aussi, avec le regret de ne pouvoir la rendre publique, la noble lettre que M. Theodor, du lieu de sa terrible captivité, écrivait au Souverain, pour le remercier de sa généreuse intervention. La discrétion la plus absolue est de rigueur au *Palacio real*, ces lettres si belles ne seront jamais publiées. Je n'enfreindrai cette discrétion que pour citer, entre tous les télégrammes de gratitude, celui-ci d'un Français, arrivé le jour de l'anniversaire du Roi.

« Sa Majesté Alphonse XIII.

« A l'occasion de Son anniversaire, je prie Votre Majesté d'agréer les félicitations respectueuses et vœux sincères que je me permets de lui adresser en mon nom et au nom de ma famille, avec l'expression de la plus vive admiration et gratitude pour son action en faveur des prisonniers de guerre, dont nous venons d'avoir un récent témoignage personnel, qui nous touche au plus haut point. »

Le Roi répondit lui-même à ce télégramme :

« Merci pour votre félicitation ; bien heureux que mes démarches aient été satisfaisantes. »

On dit communément que l'exactitude est la politesse des Rois, mais il y a, pour ceux-ci comme pour les simples mortels, la politesse des hommes de cœur : en voilà bien, je crois, le gracieux témoignage.

***

Les services fraternels que l'Espagne rend à la France ne se bornent pas à cette intervention miséricordieuse. L'Espagne a charge des intérêts de la France et de la Belgique dans les Empires centraux et dans les pays envahis. La protection du Roi s'exerce sur la vie et les biens de nos compatriotes, sur les

prisonniers civils des camps de concentration, sur les prisonniers militaires internés dans les quatre cents camps d'Allemagne et d'Autriche.

Par les récits des soldats évadés, des grands blessés rapatriés, nous connaissons aujourd'hui, dans tous leurs détails, l'organisation des forteresses, casernes, baraquemens, où sont enfermés nos captifs. Nous savons que le régime varie d'un camp à l'autre, suivant l'humeur et l'éducation du chef qui en a le commandement. Nous savons aussi quelle vie effroyable fut celle des prisonniers, envoyés dans le camp de représailles de *Ohrdruff*, supprimé heureusement. Mais ce que nous ignorons trop, c'est que les mesures inspirées par un sentiment d'humanité envers le courage malheureux, c'est que l'adoucissement aux rigueurs de la captivité à *Holmunden*, à *Dusseldorff*, *Altengraben*, *Daberitz*, *Munster*, *Quedlimburg*, *Heidelberg*, etc., sont dus en grande partie à l'intervention énergique et constante de la Commission espagnole.

Cette Commission a son siège à Berlin; elle a pour président le comte del Cadagua, ministre plénipotentiaire, et se compose de dix membres, choisis parmi des attachés d'ambassade, des officiers et des médecins. Les travaux sont dirigés par S. E. M. Polo de Bernabe, ambassadeur d'Espagne à Berlin. Son rôle est de visiter et surveiller les camps de prisonniers français, s'assurer que l'alimentation est suffisante, l'hygiène observée, les précautions prises contre les épidémies; que les secours envoyés de France, les provisions, l'argent, sont bien remis aux destinataires. Y a-t-il des plaintes et des réclamations à recevoir, le délégué de la Commission espagnole est là; il entend sans témoin, — c'est son droit, — le prisonnier qui lui parle :

— Nous sommes mal nourris, dit celui-ci; nous n'aimons pas la saucisse qu'on nous donne; les morceaux de viande sont trop petits et rares; nous voudrions faire notre popote et vivre sur les paquets qu'on envoie de « chez nous. »

— Nous sommes mal couchés, dit un autre. Voyez cette paillasse, elle n'a pas été renouvelée depuis six mois; la paille n'est que poussière. Nous couchons directement sur le sol, ne pourrions-nous obtenir que la paillasse reposât sur un cadre?

— Nos couvertures sont insuffisantes. En hiver, on gèle, en été l'air est irrespirable; ne pourrait-on ventiler? Les mauvaises

odeurs empoisonnent les chambrées. — Les prix de la cantine sont bien chers, nous ne pouvons rien acheter!

Les malades ajoutent :

— Voyez l'infirmerie, les remèdes manquent; l'infirmier n'est pas souvent à son poste.

Etc., etc., etc.

Le délégué de la Commission, — c'est presque toujours un médecin, — regarde, écoute, contrôle et, notes en main, s'en va trouver le commandant du camp. Celui-ci reçoit les observations qui lui sont présentées, et reconnaît, s'il y a lieu, leur bien fondé. Dans le cas contraire, il réplique et se défend. Mais s'il a le cœur tant soit peu humain, bien que ses fonctions de geôlier lui interdisent d'écouter son cœur, il accorde les concessions qu'on lui demande avec tact et courtoisie et fait droit aux réclamations de nos soldats. On peut s'imaginer quel rôle difficile est celui de la Commission espagnole; ses membres appartiennent à un pays neutre et ne peuvent prendre parti dans la guerre, et pourtant leur rôle d'avocats des prisonniers français les force à défendre contre l'arbitraire, contre la cruauté inutile, les hommes désarmés que l'Espagne a pris sous sa protection. Quelle bonté, quel calme et quel don de persuasion il faut à ces missionnaires laïques!

Leur visite a toujours lieu à l'improviste. Elle se renouvelle chaque mois, ou plusieurs fois par mois, suivant l'importance des camps et le nombre de leurs détachemens. Cette visite est suivie d'un rapport détaillé, qui est adressé à l'ambassade d'Espagne à Berlin, puis communiqué au gouvernement français. Ces rapports arrivent à Paris plusieurs fois par semaine; en les lisant successivement, on se rend compte de l'effort de la Commission espagnole pour obtenir des améliorations dans le traitement des prisonniers. Certains camps ont obtenu une bibliothèque; on a permis aux artistes d'organiser un atelier de peinture, de sculpture, aux professeurs de créer des cours pour les soldats; ici, il y a une salle de gymnastique; là, un petit théâtre, où l'on joue du Courteline. Presque partout, une chapelle. Les cuisines sont généralement aux mains de nos « cuistots; » des boulangeries mécaniques ont permis d'avoir un pain meilleur; des baraquemens reçoivent les colis envoyés en grand nombre, — et jamais assez nombreux, — à nos prisonniers; car, en dépit des réclamations, le régime de la nourriture

ne s'améliore pas... et pour cause! Le pain, les conserves envoyés, sont pour nos soldats manne dans le désert!

Les vivres se faisant rares en Allemagne, les prix sont élevés; or, les prisonniers, par leur travail, gagnent en moyenne 30 pfennigs; bien rare est celui qui gagne 1 ou 2 marks dans les usines, les fabriques, les mines, les carrières, les fermes où l'on envoie les captifs en travail commandé.

Si le travail est refusé, c'est le cachot!

S'il y a manquement à la discipline, injure envers les gardiens du camp, ce sont les représailles qui aggravent les punitions.

Mais, pour se plaindre, un prisonnier français n'a pas besoin d'attendre la visite du délégué espagnol; il peut écrire directement à l'ambassade d'Espagne à Berlin, écrire en français. Sa lettre ne sera ni arrêtée, ni soumise à la quarantaine de rigueur. La Commission prévenue fait aussitôt une enquête.

Il est facile d'imaginer le travail écrasant confié à ces dix personnes, qui doivent tout voir, tout savoir, tout noter, et cela non pas seulement sur un point de l'Allemagne, mais dans tous les camps disséminés à travers les Empires austro-allemands!

S'il s'agit des représailles, — douloureuse question, — c'est l'ambassade seule qui a le pouvoir d'intervenir; c'est elle qui parle au nom de la France, demande l'arrêt de ces cruautés, ou menace de traitemens réciproques les prisonniers allemands. Cette vendetta, hélas! durera jusqu'au bout de la guerre, faisant d'innocentes victimes. Comment l'arrêter? Comment mettre un terme à la colère d'ennemis qui s'excitent contre des hommes sans défense? Comment faire entendre, dans cette furieuse mêlée des passions mauvaises, le langage de la raison et de la pitié?

La voix de l'ambassadeur d'Espagne à Berlin s'élève avec calme et fermeté; elle propose des gages, elle offre des garanties, cherche des équivalens pour obtenir une entente, et le Roi est heureux, quand son représentant a pu empêcher un nouveau martyre.

Parmi ces prisonniers, quelques-uns connaîtront la libération. J'ai dit quelles délivrances avaient été obtenues par S. M. Alphonse XIII. La libération des prisonniers se fait de façon pour ainsi dire automatique. C'est le gouvernement fran-

çais qui doit faire la demande : elle est présentée par l'Espagne. Une liste de prisonniers est dressée : n'a-t-on pas fait le catalogue des maladies et des blessures qui rendent un homme impropre au service militaire? Tuberculeux, cardiaques, amputés, soldats grièvement atteints, peuvent rentrer au pays. Une commission allemande les désigne. Une commission de médecins suisses choisit ensuite, parmi les blessés, ceux qui pourront être internés et demander aux vallées alpestres une guérison impossible en Allemagne.

Mais le rôle de la généreuse Espagne s'est épanoui surtout en Belgique, où son action, depuis l'envahissement, a été providentielle. Si la famine n'a pas décimé ce peuple captif, c'est grâce au *Comité national de secours d'alimentation*, placé sous le haut patronage du roi Alphonse XIII et du président Wilson. Des millions, recueillis dans le monde entier, servent à nourrir la Belgique affamée. Par des conventions passées entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ce Comité national a pu recevoir des navires chargés de vivres, destinés uniquement aux Belges; les Allemands se sont engagés à ne saisir ni toucher ces approvisionnemens.

Le prix énorme des frets, les difficultés du ravitaillement, la consommation considérable (la Belgique, en temps de paix, ne produisait que le cinquième de sa consommation), rendent la vie matérielle très chère et la misère fort grande. Le *Comité national de secours d'alimentation* pourvoit au plus nécessaire.

La légation d'Espagne à Bruxelles, par les soins du marquis de Villalobar (qui est aussi à la tête du Comité national), se charge de distribuer les secours d'argent que la France envoie à ses enfans restés dans les pays envahis. Des millions, chaque mois, sont répartis entre les œuvres d'assistance, soupes populaires, vestiaires, etc., familles dont les chefs se battent sur le front français, commerçans ruinés par le bombardement ou le pillage, pauvres d'autrefois sans ressources, pauvres d'aujourd'hui qui sont d'anciens riches et reçoivent discrètement de la mère patrie le secours qui leur permettra d'attendre le grand jour de la délivrance.

Notre sœur latine s'est faite notre avocate et notre comptable; elle a mis une telle noblesse, une telle prudence dans la protection des existences et des intérêts qui lui sont confiés, qu'elle a droit à l'affectueuse reconnaissance de la France et de

la Belgique; cette reconnaissance sera pour l'Espagne et son Roi le plus doux des remerciemens. Nous avons choisi, pour en envoyer l'expression au gouvernement espagnol, le moment où l'on vient d'apprendre que, grâce à ses démarches instantes, nos malheureux compatriotes de Lille, Roubaix et Tourcoing vont prochainement voir cesser les mesures odieuses que l'Allemagne avait prises contre eux, au mépris du plus élémentaire droit des gens.

Le 25 décembre 1915 eut lieu, dans un grand théâtre de Bruxelles, une cérémonie inattendue. Le marquis de Villalobar, ministre d'Espagne, avait eu la touchante idée d'offrir un arbre de Noël aux enfans dont les pères, Belges et Français, étaient à la guerre. Grâce à la générosité des commerçans et à leur solidarité entre eux, le bel arbre fut chargé de poupées, de polichinelles, de bonbons, de layettes, de vètemens chauds, de provisions de toutes sortes. Lorsque les portes du théâtre s'ouvrirent, six mille personnes entrèrent dans la salle.

La police allemande s'était effacée devant la police belge, qui veillait au bon ordre de cette foule de femmes et d'enfans.

Le marquis de Villalobar, considéré par les Belges comme un bienfaiteur, avait dit :

— Pas de manifestations, pas de cris, pas d'imprudences !

Chacun obéit. Les larmes qui coulèrent en cette soirée de Noël ne furent ni les larmes de la colère ni celles de la douleur, mais les larmes de l'espérance. L'arbre de feu, rallumé par les mains pieuses d'un jeune roi et de son ministre, dans son flamboiement apparaissait à cette foule en deuil comme le symbole sacré de la renaissance pour la famille, la cité, la patrie, de cette vie libre et impérissable, autant par le droit que par le sacrifice innombrable des vivans et des morts.

GABRIELLE RÉVAL.

LES
OPÉRATIONS DE DÉBARQUEMENT

C'est un vaste sujet que celui des « opérations combinées, « c'est-à-dire des opérations où des forces de terre et des forces de mer combinent leur action. Je ne me propose pas de le traiter ici. Le résumé même des conférences que j'ai faites autrefois à l'École supérieure de guerre serait encore trop long... Tenons-nous-en à quelques réflexions sur celles de ces opérations qui ont particulièrement pour objet le débarquement d'une armée sur le territoire de l'adversaire.

Une première observation s'impose : jamais on ne transporta par mer tant de troupes que dans le conflit actuel, *ni jamais sans doute en si grandes masses*. Le transport de l'armée serbe, par exemple, — soit 130000 hommes environ, — semble avoir été exécuté, non pas en une seule fois, certes, mais au moyen d'un nombre assez restreint de grands convois.

Or, avant cette guerre, presque personne ne voulait admettre que l'on osât risquer sur mer de gros effectifs. D'ailleurs, eût-on toléré la discussion d'entreprises aussi téméraires, que les stratèges en auraient démontré l'inutilité. S'il s'agissait d'envoyer une armée au secours d'un pays ami, à quoi bon? Elle arriverait trop tard, tant la marche de l'ennemi devait être foudroyante. Les opérations ne devaient-elles pas être terminées après une seule grande bataille où « la question serait définitivement réglée?... » Et, s'il s'agissait d'un grand débar-

quement en pays ennemi, on haussait les épaules. Le moins qui pût arriver à l'assaillant, c'était d'être rejeté à la mer.

L'admirable est que la doctrine, — car c'était une doctrine! — nous venait tout droit, il y a quelque vingt-cinq ans, de nos adversaires eux-mêmes et que nous l'acceptions de confiance, sans réfléchir qu'ils avaient alors, étant beaucoup plus faibles que nous sur la mer, tout intérêt à nous l'imposer. C'est ce qui explique la surprise des militaires, lorsque, dans cette guerre-ci, il y a quelques mois à peine, l'état-major allemand afficha la prétention d'opérer une descente en Angleterre : « C'est une feinte! s'écria-t-on. L'entreprise est contraire à tous les principes, et ce serait folie pure... »

Ce n'était point une feinte du tout, ni l'entreprise une folie, si les Allemands avaient réussi à s'emparer de Calais et du saillant que fait Gris-Nez du côté de la côte anglaise. Mais c'était fort difficile, — je crois l'avoir montré ici même (1), — parce que, si habilement que l'affaire dût être conduite, avec des procédés tout nouveaux et *appropriés*, remarquons bien cela, aux *circonstances locales*, la supériorité navale des Alliés aurait toujours fini par exercer son action décisive. Débarquée, peut-être, l'armée expéditionnaire allemande eût été, en tout cas, enfermée dans sa conquête.

Tant il y a que les Allemands, maîtres reconnus, — ils l'affirment au moins, — dans l'art difficile de la grande guerre, se révélaient à point nommé très partisans des opérations combinées et que rien ne leur apparaissait chimérique dans l'idée de jeter cent mille hommes sur la côte ennemie, de les pousser en avant, de les entretenir, ravitailler, renforcer d'une manière méthodique et continue.

Quel était donc leur secret et, en fait, pouvait-il y avoir là un secret autre que celui de ne se point embarrasser à l'avance des difficultés, de ne les point proclamer insolubles en vertu de raisonnemens abstraits, de les examiner froidement une par une dans chaque cas déterminé et de s'appliquer à les vaincre avec une intelligente ténacité ?

Étudions-les donc, en gros du moins, ces difficultés : mais faisons auparavant une observation d'une portée générale. Je viens d'écrire que c'était *pour chaque cas déterminé* qu'il conve-

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 mai 1916 *la Sortie de la flotte allemande*, p. 393 et suivantes.

nait d'examiner les obstacles qui s'opposent à la réussite d'une opération de ce genre. C'est ce que ne font malheureusement pas nos théoriciens. Ils condamnent en bloc ces opérations « parce que les effectifs transportés par mer sont insignifians, au regard de ceux des armées qui s'apprêtent à les recevoir; parce qu'en présence des nouveaux engins sous-marins, les transports de troupes sont trop dangereux; parce que l'organisation d'une base d'opérations satisfaisant aux besoins des armées modernes, sur le littoral ennemi, devient chose trop compliquée; parce que les premières troupes débarquées risquent trop d'être rejetées à la mer, les chemins de fer permettant au défenseur d'amener à pied d'œuvre des effectifs plus nourris que ceux que les vaisseaux peuvent « débiter » dans le même temps; enfin parce que, en supposant que la descente réussisse, l'armée débarquée ne pourra pas gagner dans le pays; elle sera, en effet, étreinte aussitôt par les organisations défensives de l'ennemi... »

Tout cela est fort bien. Ce sont de ces argumens abstraits, toujours séduisans pour les cerveaux français, mais dont la brièveté tranchante ne saurait satisfaire ceux qui réfléchissent sur la diversité des « cas d'espèce. » Que restera-t-il, par exemple, du premier, si j'observe qu'un effectif de 100 000 hommes, bien faible, en effet, au début d'une guerre européenne où l'on ne compte que par groupes d'armées dont chacune compte 120 ou 130 000 soldats, prendra une importance relative beaucoup plus grande à la fin de la lutte, lorsque le belligérant que l'on veut assaillir sur son propre sol aura déjà épuisé ses réserves et qu'il aura de la peine à alimenter ses fronts continentaux? Qu'en restera-t-il surtout, si j'ajoute que tel cas peut se présenter où les 100 000 hommes en question trouveront sur place le renfort d'une armée étrangère et qu'au demeurant, si l'on reste maître de la mer, si l'on a encore des contingens disponibles, rien n'empêche d'envoyer, au secours du premier, un deuxième échelon d'unités organisées et prêtes à combattre. Il n'y a point de raison pour que le second effort demandé à la marine ne réussisse pas comme le premier...

Les sous-marins? Mais ont-ils empêché le transport des armées alliées aux Dardanelles, puis en Macédoine; et l'armée serbe n'est-elle pas arrivée sans encombre à Salonique? Je ne dis rien du continuel va-et-vient du Pas de Calais, parce que, dans ce cas, la solution est vraiment facile du problème de la

protection des navires de charge contre les unités de plongée. Qui vous dit cependant qu'on n'en peut trouver d'analogue, s'il s'agit d'une traversée plus longue, et surtout que la grande opération de transport ne sera pas précédée d'opérations préliminaires ayant pour objet d'enfermer les sous-marins dans leurs bases principales? Tant que les submersibles n'auront pas trouvé le moyen de passer au travers des filets d'acier à grandes mailles, et celui de cueillir les mines automatiques aussi facilement qu'ils les sèment; aussi longtemps que les bâtimens légers de surface, aidés par les hydravions ou les dirigeables spéciaux, pourront leur donner efficacement la chasse dans des eaux côtières peu profondes; aussi longtemps enfin que, derrière cette première ligne de bloqueurs, on en pourra disposer une seconde composée de croiseurs de tonnages variés et une troisième où figureront des cuirassés relativement anciens, tandis que les « dreadnoughts » se tiendront au large, pour parer à tout événement, je ne crois pas qu'on ait le droit de douter du succès des mesures de protection organisées par de grandes marines, maîtresses de la mer...

Et qu'est-ce encore que cette doctrine de la supériorité de débit des chemins de fer, lorsque, dans tel cas que je sais, la descente peut s'effectuer sur un point que la voie ferrée ne dessert pas; lorsque, ici, la flotte tient cette voie sous son canon ou que, là, ses bâtimens à fond plat, canonnières, monitors ou autres, ses appareils aériens même, peuvent aller détruire aisément tels ponts ou tels bacs indispensables à l'afflux des renforts sur le point attaqué?

*
* *

Mais, n'en disons pas plus pour le moment. Il suffit d'avoir rappelé que la guerre nous met constamment en présence de faits positifs, d'une infinie variété d'aspects, qu'elle nous propose des problèmes à données précises, concrètes, et qu'on ne peut vraiment se contenter, pour résoudre ces problèmes, de l'application de formules creuses, qu'inspirent généralement des idées préconçues, des craintes chimériques, quand ce ne sont pas des antipathies irraisonnées.

C'est qu'il y a de tout cela, qu'on ne s'y trompe pas, dans l'impatience que traduisent les formules auxquelles je fais allu-

sion, dans la répugnance que témoignent en général les militaires pour les opérations d'outre-mer, et qui n'a d'égale que celle que manifestent instinctivement les marins quand on leur parle de transporter une armée.

Ne nous en inquiétons pas. Les uns et les autres ont suffisamment prouvé, dans cette guerre, qu'ils savaient vaincre des sentimens dont on trouve l'explication très naturelle d'une part dans l'appréhension causée par des périls d'un genre tout nouveau (1), de l'autre dans la lourdeur des responsabilités encourues.

Appliquons maintenant notre principe de la nécessité d'un examen particulier pour chaque cas bien défini, à l'étude d'une opération combinée qui s'imposera tôt ou tard comme l'acte terminal du grand drame qui se joue depuis vingt-six mois. Mais, précisément, — et c'est la première « difficulté, » — je ne saurais désigner cette opération d'une manière plus expresse sans inconvéniens majeurs pour l'intégrité de cet article. Je compte donc sur la sagacité des lecteurs de cette *Revue*, trop avertis pour ne me point entendre à demi-mot.

L'opération combinée dont il s'agit comporte plusieurs phases et tout d'abord ce que j'appellerai *la phase de préparation politique*.

Il faut en effet persuader nos Alliés, — après nous être persuadés nous-mêmes, — de l'urgence de fermer exactement le cercle d'acier qui enserre, aux trois quarts seulement, le corps puissant de l'Allemagne. Je ne veux point me montrer sévère au sujet de la conception fondamentale qui a fai préférer le blocus à distance des côtes de l'Allemagne au blocus rapproché, au blocus « effectif. » J'ai d'ailleurs la conviction que ce sont surtout les circonstances du début de la guerre qui sont responsables de l'orientation qui a été donnée ainsi à l'effort des Alliés sur le « quatrième front, » mais, sans revenir sur les considérations que j'exposais ici même,

(1) Je me souviens que, parlant à mes auditeurs de l'École de guerre du danger qui pouvait résulter, pour les transports, d'une attaque de torpilleurs (il n'était guère question alors de sous-marins), je sentis très bien que ce n'était point du tout la même chose, pour la plupart d'entre eux, de tomber sur un champ de bataille ou d'être noyé à la suite d'un coup de torpille. Voyez cependant comme sont morts courageusement et noblement les officiers du malheureux régiment que transportait la *Provence!*

il y a quelques mois (1), au sujet du « nouveau blocus, » je suis plus que jamais porté à croire que toutes les mesures prises par les Alliés, dans cet ordre d'idées, resteront inefficaces. L'Allemagne sera gênée, très gênée; elle souffrira beaucoup, ce n'est point douteux, mais elle ne sera pas réduite à merci par la seule vertu de la pression économique. On ne peut pas étrangler un homme qui porte autour du cou un collier rigide. Or c'est justement le cas de l'Allemagne : tant qu'elle aura son collier de Scandinaves, elle pourra s'alimenter et respirer. Et toutes les conventions commerciales, toutes les ententes officielles ou officieuses, conclues avec les gouvernemens aussi bien qu'avec des syndicats d'importateurs, n'y feront rien; pas plus que le rigoureux contrôle exercé sur les bâtimens neutres, sur la vraie destination de leurs cargaisons, sur le contenu de leurs colis-postaux et sur leurs courriers. Quand je dis « n'y feront rien, » j'entends rien de décisif, rien qui jette l'Allemagne à nos pieds, épuisée de privations, incapable de renouveler son matériel militaire.

En revanche, — et il y paraît maintenant, — la contrainte que les Alliés exercent sur la navigation des neutres et qu'adoucissent à peine les procédés courtois dont nous usons quand il y a lieu de retenir un paquebot dans nos ports pour vérifier sa cargaison, indispose contre nous l'opinion publique dans les trois royaumes du Nord, comme en Hollande, du reste. On peut en être péniblement surpris, mais il est impossible de se dissimuler que la récente Note des ministres scandinaves réunis à Christiania semblait mettre sur le même pied la gêne ainsi apportée aux transactions des neutres et les pertes de bâtimens et d'existences humaines qui résultent pour ces mêmes neutres des pratiques courantes de la guerre sous-marine allemande.

Étonnante mentalité, mais sur laquelle, dès le début du conflit, il n'y avait point d'illusion à se faire! L'Allemagne obtenait beaucoup plus par la terreur que les Alliés par la modération. A ceux-ci, dont on escomptait les honnêtes scrupules sur le respect de la neutralité des petites Puissances, on reprochait la rigueur relative de leurs recherches sur les « destinations fictives, » tandis qu'à ceux-là qui violaient à chaque instant toutes les prescriptions du droit international, pénétrant dans

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1916.

les eaux territoriales pour y faire des captures, survolant systématiquement avec leurs zeppelins les contrées neutres, mouillant des mines en pleine mer et sur les routes de navigation les plus fréquentées, coulant enfin, — et même sans avis préalable, — tout navire soupçonné d'avoir chargé pour la Grande-Bretagne, on osait à peine opposer de timides représentations !... Dans de telles conditions, l'on est conduit à envisager le blocus rapproché, effectif, avec toutes ses conséquences de l'ordre diplomatique et militaire, dans la Baltique aussi bien que dans la mer du Nord, comme le seul moyen d'obtenir des résultats qui nous rapprochent de la fin de la lutte.

D'autre part, et quel que soit l'optimisme, — très justifié en soi, — que l'on professe ici à l'endroit de l'issue de cette lutte, nous ne pourrions sans grande imprudence méconnaître, nous Français, que nous avons un intérêt tout particulier à ce que ce conflit aboutisse promptement à la solution que nous désirons : l'anéantissement de la puissance militaire de la Prusse, base essentielle de la puissance militaire allemande. Les raisons de ceci sont complexes, quelques-unes délicates. Je pourrais les résumer en disant que c'est la France qui, proportionnellement à ses ressources générales, a le plus « donné » et depuis plus longtemps dans cette guerre, et qu'il n'est capital quel qu'il soit, — humain, moral, matériel, — qui ne s'use par une continuelle dépense.

Et si l'on m'oppose que celui de nos ennemis s'use encore plus vite, je suis enchanté de le reconnaître, seulement j'observe qu'au moment où l'on discutera les conditions de la paix imposée par les Alliés, il serait fâcheux que la France s'assît à la table du Congrès avec un portefeuille sensiblement plus vide que celui de ses Alliés. Ceux de mes lecteurs qui ont lu l'histoire du Congrès de Vienne me comprendront si j'affirme qu'il faut se présenter à celui de 1918 avec des forces matérielles qui soient en mesure de donner un efficace appui à la force morale que la France s'est acquise depuis deux ans.

Que résulte-t-il de tout ceci ? C'est qu'il nous appartient de proposer à l'examen de nos Alliés, particulièrement à celui de l'Angleterre et de la Russie, toutes les questions que soulève l'idée d'une énergique et décisive action de l'Entente sur le quatrième front, l'idée de la prise de possession effective de la Baltique.

*
* *

Telle est la première phase, celle que j'ai appelée la phase de préparation politique.

Voyons la seconde, *la phase diplomatique.*

Que celle-ci soit importante et que les *difficultés* les plus sérieuses y attendent les gouvernemens de l'Entente, comment se le dissimuler, quand, d'un côté, on réfléchit aux inévitables modalités que comporte la poursuite de l'objectif que nous nous fixons, et que, de l'autre, on constate la résolution, très ferme, semble-t-il, et tout récemment encore proclamée par les Scandinaves, de ne se point laisser entraîner dans la grande guerre européenne?

Je ne crois pas cependant que l'on doive se laisser rebuter par des obstacles plus apparens que réels.

Laissons là les déclarations officielles qui ont été faites à Christiania. *Elles ne pouvaient pas ne pas être faites.* Et, sans douter le moins du monde de la sincérité des personnages à qui nous devons ces protestations d'amour pour la paix, nous gardons le droit de supposer que tels événemens peuvent se produire qui provoqueraient, ou seulement hâteraient une évolution de l'opinion publique, très forte dans ces pays, en faveur de la cause que nous défendons.

Sans aller plus loin, voici que le Parlement allemand semble, au moment où j'écris, vouloir imposer au chancelier de l'Empire, — et à l'empereur Guillaume lui-même, dont l'autorité personnelle décline sensiblement, — un retour immédiat aux pratiques les plus cruelles de la guerre sous-marine. Bien mieux, un parti puissant entend qu'on les aggrave, ces pratiques, et qu'on entreprenne une vraie guerre d'extermination.

Or, déjà, les neutres du Nord sont torpillés sans merci, canonnés, sabordés, quand ils vont en Angleterre ou quand ils en reviennent, ou seulement quand une partie de leur chargement paraît avoir pour destination définitive un port de la Grande-Bretagne. Là où les Alliés examinent à loisir, enquètent et, tout au plus, retiennent, les Allemands détruisent immédiatement, sans autre forme de procès. La seule différence avec ce qui se passait avant les indécises tractations germano-américaines du mois de mai dernier, c'est que, — pas toujours, mais

le plus souvent, — les équipages neutres sont épargnés et que leurs bâtimens ne sont coulés qu'après avertissement préalable. Désormais, il n'en sera plus ainsi, et nos ennemis comptent régner sur la mer déserte par la terreur qu'inspireront ces assassinats, dignes des exécutions sommaires de Visé, d'Hasselt, de Dinant, de Nomény, de Senlis. Du coup, l'Angleterre sera affamée en même temps que ses usines seront privées de leur nécessaire aliment...

Ne nous plaignons pas d'une telle erreur. Ne nous plaignons même pas trop, — encore qu'il soit pénible d'en venir là, — de l'adoption par nos adversaires de mesures qui, certainement, soulèveront enfin contre eux sinon tous les Scandinaves, du moins les Danois et les Norvégiens, ces derniers surtout, qui ont perdu déjà un tonnage considérable. Le remède viendra de l'excès du mal : « Ils en font trop, vraiment!... » s'écrie-t-on dans les ports du Nord, depuis plusieurs mois. — « Sus à la bête féroce ! » y criera-t-on bientôt avec nous, si nous savons exploiter ces circonstances favorables. En ce qui touche le Danemark, dont la situation géographique rend la neutralité plus particulièrement intéressante pour l'Allemagne, puisqu'il la couvre et ferme ses voies d'accès, on sait qu'à la suite de la singulière affaire des Antilles danoises (1), un mouvement d'opinion très vif et très net s'y est produit en faveur de l'*intégrité territoriale*, étant entendu que cette expression s'appliquait aussi à la partie du royaume détenue par la Prusse depuis cinquante ans, le Slesvig du Nord, dont la population est purement danoise. Nul doute qu'une diplomatie habile, soutenue par l'expression très précise des intentions réparatrices des gouvernemens alliés, ne se fasse écouter avec complaisance par un noble peuple, dont nous connaissons mieux que personne, nous Français, la chevaleresque fidélité, un peuple que les Allemands orgueilleux ont pu croire un moment courbé devant leur formidable puissance, mais qui se redresse peu à

(1) L'opinion publique, en Danemark, s'est montrée sévère à l'égard des négociations entamées avec le gouvernement américain par le ministère Brandès, à qui l'on a reproché une attitude peu digne d'une nation indépendante. Or ce ministère, — de couleur très foncée, au point de vue de la politique intérieure, — est, à tort ou à raison, considéré comme systématiquement « complaisant » pour l'Allemagne. Après une assez longue agitation sur la question de la vente des petites Antilles, on s'est mis d'accord pour soumettre l'affaire à un « referendum » populaire.

peu et dont le cœur se gonfle, plein des souvenirs de sa gloire passée.

Quant aux Suédois, c'est tout autre chose. On sait quelles furent, dès le début de la guerre, les sympathies avouées de tous les organismes dirigeans et des « intellectuels » du royaume, — je ne parle pas de l'armée, cela va sans dire, — pour la cause des Puissances centrales. Les moins gallophobes de ces germanophiles militans, désireux de nous expliquer les raisons profondes de leur attitude, ne marchandaient pas à prétendre que, pour les Suédois, la Finlande était une Alsace-Lorraine et qu'ils avaient donc pour les Russes les sentimens que nous professions nous-mêmes, depuis 1871, à l'endroit des détenteurs de Strasbourg et de Metz. C'était tout à fait l'*argumentum ad hominem*. J'eus l'occasion, un jour, de demander à l'un de ces amis de la France, — car qui n'est point, chez les neutres cultivés, ami de la France?... — ce qu'il pensait de la Prusse, qui a mis la main sur Rügen, Stralsund et la Poméranie suédoise depuis 1815, tandis que la Russie possède la Finlande depuis 1809. Il me parut que cette question l'embarrassait.

Quoi qu'il en soit, la pression allemande, dont le succès avait peut-être un peu diminué, au cours de cette année, s'est fait sentir plus vivement que jamais en Suède depuis la « défection » de la Roumanie, et il est visible que la diplomatie impériale serait heureuse de trouver dans le Nord une compensation à ses déboires dans le Sud. Je doute qu'elle ait jamais cette satisfaction, et il n'est pas certain que ce soit à l'instigation de l'Allemagne qu'ait été lancée dernièrement la note sur la passe de Kogrund, au sujet de laquelle les Alliés ont fait entendre à Stockholm de justes protestations.

Outre que tout espoir n'est pas perdu d'arriver dans cette affaire à une transaction satisfaisante, on peut, là encore, compter sur la maladresse de nos ennemis, qui excellent à gâter par la brutalité de leurs gestes l'effet de leurs paroles mielleuses et de leurs suggestions insinuantes. Les marins suédois nous affirment avec quelque complaisance que le premier bâtiment étranger qu'ils ont expulsé de la passe de Kogrund fut un sous-marin allemand. Il y a eu déjà, il y aura encore entre amis si intimes d'autres incidens et des froissemens plus graves. Cependant, il est clair que les Alliés doivent suivre ce qui se passe entre les deux rives de la Baltique méridionale

avec l'attention la plus soutenue. Nul ne peut oublier chez nous que la voie de communication des Alliés de l'Ouest et de la Russie emprunte nécessairement, l'hiver, le territoire et les rails de la Suède (1).

Un publiciste très écouté s'écriait dernièrement : « Il faut à tout prix rouvrir les détroits ottomans ou, si on ne le peut pas, donner à l'armée de Salonique les renforts qui lui sont nécessaires pour percer jusqu'à l'armée russo-roumaine. » Fort bien! mais il faut aussi rouvrir les détroits danois et que les flottes de l'Ouest donnent enfin la main à la flotte russe de la Baltique.

*
* *

Dans quelle mesure la *phase maritime* de l'opération mordra-t-elle sur la phase diplomatique, c'est ce que l'on me permettra de ne point examiner. Non point qu'il n'y ait là sujet d'importantes observations ; mais, justement, ces observations seraient d'un caractère trop précis, partant trop délicat.

Je rappellerai cependant, — puisqu'on me l'a déjà laissé dire, — qu'il doit y avoir, dans la phase maritime, certaines opérations *préliminaires* tout à fait essentielles. J'ai cité l'une de ces opérations, l'oblitération du canal maritime allemand. Ce canal est, en effet, établi de telle sorte qu'il est justiciable des entreprises des grands appareils aériens de bombardement que nous construisons enfin, aujourd'hui, et qui viennent de donner, à Essen, la mesure de ce qu'ils peuvent faire, à condition qu'on les emploie en masses et avec une rigoureuse méthode. Mais, aux escadrilles que l'on constituera pour cet objet, il faut une base bien organisée et assez rapprochée du but à atteindre. J'ai à peu près désigné cette base, qui n'est qu'à une centaine de kilo-

(1) Ce n'est un secret pour personne et, d'ailleurs, les quotidiens en ont parlé déjà, que, pendant trois mois au moins, de novembre à fin janvier de cette année, les Alliés seront encore tributaires de la Suède à cet égard. C'est que, la Mer Blanche étant fermée, les navires venant d'un port de la Grande-Bretagne ou de la France n'auront accès que dans le fjord de Kola, sur la côte mourmane (au Sud-Est de la Laponie norvégienne et du fjord de Varanger). Malheureusement, le chemin de fer Alexandrowsk-Kola-Petrograd ne sera terminé que vers le commencement de février au plus tôt. Dès lors, nous ne pouvons pas bénéficier pratiquement de l'avantage d'avoir la mer libre en face des quais d'Alexandrowsk, et il faut bien recourir au trajet Narvik (Norvège)-Lulea (Suède) Tornéa-Uléaborg, etc.

mètres du centre du canal, Rendsburg (1). Le coup de main qui mettra le point en question au pouvoir des Alliés aura d'abord pour effet d'obliger la flotte allemande à « sortir, » à livrer bataille, une deuxième bataille du Jutland, si tant est que, pour d'autres motifs, cet événement ne se soit point produit déjà. Il est bien clair, tout le monde est d'accord là-dessus, que l'on ne peut guère entreprendre d'opération combinée sans être absolument maître de la mer.

J'entends bien qu'il y a des exceptions à cette règle, exceptions dont la plus célèbre est l'expédition de 1798. Mais tout a changé à cet égard avec l'extraordinaire développement des moyens de communication, de découverte, de transmission des nouvelles. Remarquons en tout cas que si, par grand hasard, l'on pouvait encore, sans être maître de la mer, transporter une armée, on ne pourrait la ravitailler, la renforcer, la faire vivre. Donc, on se battra d'abord. Nous n'avons point de doute sur l'issue de l'affaire. Le combat du 31 mai n'a peut-être pas été décisif, mais on sait pourquoi et que des chances aussi favorables ne se présentent pas deux fois, pour le plus faible, d'échapper à la destruction.

On peut aisément prévoir une autre opération préliminaire que je désignerai sous l'expression générale de « forcement d'un détroit barré par des mines dont les lignes sont défendues par des batteries. »

Et nous voilà en présence de l'une des grandes difficultés que l'on oppose à l'entreprise qui nous occupe. Évidemment, le souvenir de l'échec des Dardanelles hante les esprits. Mais c'est ici que l'on voit à plein l'intérêt de « distinguer. » Le cas du détroit que je vise ne ressemble en rien à celui des Dardanelles. Là, point de terres élevées, ravinées, boisées, dominant de leurs batteries bien dissimulées un fleuve marin à courant rapide, coulant toujours dans le même sens et, donc, favorable à l'emploi des mines dérivantes, celles qui ont coulé le *Bouvet*, obligé le *Gaulois* à s'aller échouer, coulé aussi des cuirassés anglais (2). Point d'ouvrages permanens d'ailleurs et depuis longtemps

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1915, *les Iles du littoral allemand.*

(2) Il est bon de dire ici que les cuirassés ont, depuis cette fâcheuse journée du 18 mars 1915, reçu des *aménagemens protecteurs* d'une sérieuse efficacité.

pourvus de tous les perfectionnemens modernes, tourelles comprises. Par conséquent, point autre chose, comme opération tactique spéciale, que des dragages minutieux. Et l'on y est, en ce moment, beaucoup plus entendu qu'en février et mars 1915.

Il faut tout dire, cependant. Ce détroit ne débouche pas directement dans la mer qu'il nous importe d'occuper. Pour accéder à celle-ci, il faut, après avoir traversé une sorte de bassin au fond duquel se cache le port de guerre principal de l'ennemi, franchir un second passage dont la rive méridionale est allemande. On peut donc compter de ce côté-là sur une accumulation de moyens défensifs dont la valeur s'augmente du fait que la flotte assaillante devra, tout en détruisant ces organisations, « masquer » l'entrée du fjord auquel je viens de faire allusion et s'opposer à l'irruption de ce qui pourra rester de la flotte allemande, puisque aussi bien, c'est dans ce fjord que débouche le canal maritime. Mais n'oublions pas qu'à côté des dragueurs, nos flottes ont des mouilleurs de mines. Il est même assez curieux du constater que la torpille fixe automatique fut tout d'abord destinée à fermer les ports d'où pouvait sortir une force navale gênante, si bien qu'on les appelait « torpilles de blocus. » Ce serait tout à fait le cas de faire appel à ces engins.

D'autre part, s'il s'agit de lutter contre les batteries à terre disposées sur la rive Sud du deuxième détroit (1), batteries tout au ras de l'eau et que rien ne dissimule, nous avons aujourd'hui des monitors fortement armés et fortement défendus qui n'existaient pas lors du combat du 18 mars 1915. Ces bâtimens constituent-ils un bon parc de siège, un parc de siège *complet*, comprenant des mortiers ou obusiers courts? J'espère que oui. S'il en est autrement, il faut se hâter de combler cette lacune. L'attaque méthodique des ouvrages de côte exige l'emploi des feux courbes, ainsi que la mise en jeu de projectiles à parois minces, fortement chargés en explosifs. Depuis vingt-six mois que les vaisseaux tirent, ici ou là, sur les batteries, ces vérités ont dû être reconnues et les mesures nécessaires ont dû être prises.

En résumé, il n'est que de *vouloir* pour arriver en temps utile à cette balance des moyens d'action de la défense et de

(1) Ce détroit a 18 kilomètres de large et les unités de combat à grand tirant d'eau peuvent longer d'assez près la rive Nord.

l'attaque, à cet équilibre des forces matérielles que se chargera de rompre, au moment décisif, la force morale supérieure de l'un des deux adversaires.

Après ces indispensables préliminaires, la *phase maritime* comprend l'opération du transport de l'armée, opération compliquée, plus encore que difficile, et qui ne va pas sans de longs préparatifs.

Il faut d'abord se procurer les moyens de transport. Prenons pour base, s'agissant d'un court trajet, en somme, le chiffre de 1000 tonnes de déplacement par 300 hommes d'effectif, matériel afférent compris. Il nous faut donc 500000 tonnes pour une armée de 150000 hommes. 500000 tonnes, c'est un chiffre! Ce chiffre n'aurait rien d'effrayant, toutefois, puisque les Alliés, malgré les pertes qu'ils ont subies, disposent de plusieurs millions de tonnes, mais on se trouve immédiatement en présence d'une difficulté de l'ordre économique qu'il faudra s'appliquer à vaincre par des mesures prises longtemps avant la réquisition des navires reconnus nécessaires. Ces navires, en effet, ce sont ceux-là mêmes qui, quotidiennement, par leurs apports réguliers, alimentent les pays de l'Entente et entretiennent, soit leurs magasins, soit leurs usines de guerre. On sent que, pour éviter une crise très grave, il faudra prendre des mesures de précaution minutieuses, ne pas craindre d'*intensifier* les transports avant la période de préparation de l'expédition, ne pas craindre d'accumuler les stocks, — ce qui suppose l'organisation dans les ports de docks nouveaux, de moyens de levage, de quais utilisables, etc. Il ne faut pas craindre non plus de pousser très activement la construction des « cargos » et celle des remorqueurs, des allèges, des chalands, outillage flottant dont on aura le plus grand besoin pour la mise à terre de l'armée et dont on ne saurait priver les ports sans s'exposer à paralyser leur effort de chargement et de déchargement.

On voit, d'après ces considérations, qu'il ne saurait être question d'entamer l'expédition elle-même avant le printemps de 1917. Mais quoi! nous y serons bientôt.

Ce n'est d'ailleurs pas sur la flotte de charge seule qu'il convient de porter des soins attentifs. La flotte de guerre doit, elle aussi, s'adapter aux exigences fort complexes de son rôle dans l'opération du transport. J'ai eu l'occasion de dire sou-

vent, ici, qu'on n'aurait jamais assez de bâtimens légers. On l'a reconnu, et, pour combler des lacunes criantes, sur lesquelles on n'avait pas daigné jeter les yeux au beau temps où l'on ne pensait qu'à entasser dreadnoughts sur dreadnoughts, on a dû faire flèche de tout bois. J'ajoute qu'après un déplorable arrêt de quelques mois, on s'est remis à construire des unités légères, de plongée et de surface. Enfin on a pu faire, en bon lieu, de judicieux achats. Mais ce n'est pas de nous seulement qu'il s'agit, ni simplement de « destroyers » et de submersibles. Il convient que nos Alliés songent aux bâtimens fluviaux à fond plat, et cependant bien armés (1), qui seront peut-être appelés à flanquer une des ailes de l'armée le long d'un grand fleuve ou à maîtriser rapidement un *Haff* dont les transports devront remonter le chenal. C'est aussi important que de multiplier le nombre des contre-torpilleurs qui, vigilans « chiens de garde, » courront sur le flanc des colonnes de paquebots pour en écarter les sous-marins.

Et les appareils aériens, les hydravions, les dirigeables, peut-être, — qu'il n'est pas nécessaire de concevoir aussi gigantesques que les « super-zeppelins, » — et les navires spéciaux affectés à ces appareils; et les ravitailleurs de flottilles, les navires-ateliers, les citernes à eau et à pétrole, les charbonniers, etc.!...

Oui, tout cela est compliqué. Tout cela veut de la prévoyance, d'exacts calculs, de la volonté, de la persévérance. Mais osera-t-on dire qu'il y a là des « difficultés insurmontables » pour de grandes Puissances maritimes?

*
* *

Arrivons à la phase terminale, que nous désignons plus spécialement sous le nom de *phase militaire*, et comprenons-y le débarquement, l'organisation de la base, la marche en avant, l'entretien continu de l'armée par l'afflux régulier des renforts, des munitions, du matériel, des vivres.

(1) J'ai quelques raisons de douter que l'imagination des ingénieurs navals ait pu se donner libre carrière à ce sujet. En revanche, j'ai eu communication d'un plan de « radeau armé, » fort ingénieux et séduisant, mais qui a été dressé par... un architecte parisien. Je ne sais ce que ce plan a pu devenir. Je crois pouvoir affirmer que si les Anglais avaient eu sur le Chatt El Arab, le Tigre et l'Euphrate des engins de ce genre, ils auraient réussi à faire passer des vivres et des munitions aux assiégés de Kout El Amara.

Je ne m'étendrai pas sur l'opération du débarquement. On l'a vu, l'an dernier, réussir d'une manière remarquable dans les pires conditions, d'abord aux deux promontoires des Dardanelles, ensuite à Souvla. Il suffit de relire d'épiques récits qui, au demeurant, sont gravés dans toutes les mémoires, et que, peut-être, je commenterai plus tard en me plaçant au seul point de vue tactique. Pour rester sur le terrain de la stratégie, j'observerai seulement qu'il s'en faut bien qu'une descente en pays ennemi soit nécessairement un débarquement de vive force.

Je vais plus loin et je ne crains pas de dire que cette opération, si elle est bien conduite et si, *grâce à la mobilité de la flotte*, on réussit à tromper le défenseur sur le véritable point d'attaque, ne doit pas rencontrer de résistance sérieuse, au moins dans les premières vingt-quatre heures. Il n'y a pas de chemin de fer qui tienne. On sait d'ailleurs quelle est la difficulté de faire rebrousser chemin à des chapelets de convois engagés dans une direction que, brusquement, on découvre n'être point la bonne. Or, il se trouve que, réunie dans la baie de F..., au Sud d'une des capitales scandinaves, la flotte expéditionnaire menace à la fois plusieurs points du littoral allemand abordables et stratégiquement favorables à une grande descente. Ces points sont semés sur une assez grande longueur de côte. Les deux extrêmes, qui restent tous deux à 110 milles marins (200 kilomètres environ) du centre de la baie de F..., sont reliés par un chemin de fer côtier très tronçonné, d'un débit assez faible et où l'on n'a ménagé ni pentes ni courbes. La longueur totale de cette ligne dépasse 300 kilomètres et la durée du trajet atteindrait une quinzaine d'heures *dans des circonstances normales*. Sans que j'en dise davantage, sans que je fasse état de la possibilité de détruire, un peu à l'avance, avec des hydravions ou des aéroplanes, certains grands ouvrages d'art, on comprendra quelles facilités ces circonstances géographiques donnent à l'assaillant avisé pour prendre en défaut le défenseur. Celui-ci sera réduit, sur le vrai point d'attaque, à des élémens locaux de surveillance, car il n'aura certainement pas commis la faute de disséminer ses forces actives sur un littoral très étendu.

Je viens de parler de la baie de F... comme point de réunion éventuel de la flotte de transport et des diverses formations de navires de guerre chargées de la protection de celle-ci. En fait,

il s'agit d'une sorte de base intermédiaire, de *jalon de cette ligne d'opérations* qui, aussitôt l'armée débarquée, deviendra sa *ligne de communications*. Mais la vraie base de l'armée est au point même de la descente ou au port de commerce le plus proche, — il y en a de tout proches des plages de débarquement, dans les cas auxquels je viens de faire allusion, — dont on s'emparera aussitôt, comme Bonaparte, descendu à Aboukir, enleva immédiatement Alexandrie.

L'organisation de cette base, qui doit être en même temps le noyau d'un camp retranché inexpugnable, est un des facteurs essentiels du succès. Remarquons qu'avec un plan d'opérations bien étudié à loisir et prévoyant plusieurs points de descente, suivant les circonstances, on peut disposer presque tout à l'avance, wharfs, engins de levage, voies ferrées de diverses largeurs, wagons et wagonnets, magasins démontables, ambulances, parcs à charbons, réservoirs à pétrole, hangars d'aérostation, chaudières distillatoires, moteurs et transmissions, etc.

A cet égard, l'organisation des divisions et des services à l'arrière de la « force expéditionnaire » anglaise de 1914, pour le cas de descente en pays ennemi, était déjà remarquable. On ferait encore mieux aujourd'hui, après deux ans de guerre, après l'expérience des Dardanelles et même celle de Kout-el-Amara. Car rien n'instruit comme les échecs.

Je n'ai pas besoin de dire que s'il est essentiel de créer en toute hâte, à terre, le camp retranché qui subira les assauts du défenseur pendant la période critique de l'organisation de l'armée, il ne l'est pas moins d'assurer la sécurité de la portion de la flotte de transport qui doit toujours rester là, en cas de réembarquement forcé, tandis qu'une autre portion sera chargée de l'incessante navette entre l'armée expéditionnaire et nos ports. A cet égard, on peut compter sur les progrès que les marins ont faits depuis vingt-sept mois dans l'art difficile de « retrancher » une force navale obligée de rester au mouillage. Les sous-marins, leurs torpilles, leurs mines, fixes ou dérivantes, nous ont fait du mal. Mais ils nous ont beaucoup appris. J'ajoute que si l'on dispose d'un port et surtout d'un port de rivière à chenal étendu et profond, le problème de la protection des bâtimens sera singulièrement simplifié.

« Je crois bien que l'on pourra toujours débarquer, me disait le regretté général Millet, alors que, sous-directeur des études à l'École de guerre, il voulait bien me faire l'honneur de suivre mes conférences, mais le difficile sera de *déboucher*. » Évidemment. Si dérouté qu'il ait été par les feintes dont je parlais tout à l'heure, le défenseur ne tardera pas à se montrer sur le point où notre armée a pris terre. Est-il absolument certain que le *débit* de ses chemins de fer, dans les circonstances spéciales que l'on sait, dépassera celui des navires de charge? Nullement. Cela dépend des moyens de débarquement dont disposeront ceux-ci (1), de l'habileté des mesures prises, du développement de la plage de descente, de l'ordre, de la discipline des assaillans et de bien d'autres facteurs encore, les facteurs moraux entre autres, l'énergique volonté du commandement, l'ardeur de la troupe, enthousiasmée, on peut en être sûr d'avance, par cette offensive hardie qui foule enfin le sol de l'ennemi détesté...

Mais je consens que l'on ne puisse vaincre, immédiatement, du moins, la résistance des élémens de la défense; j'admets que l'adversaire, dont la détresse commence à se manifester au moment où nous sommes, ait réussi, non pas à amener devant l'envahisseur de la *chair à canon* (il en a; il en aura probablement jusqu'au bout), mais une véritable armée, constituée avec tous ses essentiels et délicats organismes, ce qui lui sera certainement difficile dans six mois; je veux bien aussi que, sur certains points, il soit possible à cet adversaire d'envelopper le camp retranché de l'armée expéditionnaire de lignes de circonvallation d'une force égale. Du moins, se présentera-t-il des cas, — je les pourrais citer, — où il ne pourra pas appuyer l'une de ses ailes à la mer et où il sera constamment débordé, menacé sur ses derrières par la flotte transportant un corps mobile, détruisant les chemins de fer, lançant des escadrilles d'avions sur toutes les routes, des canonnières, des « radeaux armés » dans tous les fjords et dans les eaux intérieures.

(1) Là encore, il faudrait *imaginer*, créer, faire du nouveau. Au demeurant, on y a déjà réussi et le marin, — ou le militaire, — qui a eu l'idée de faire de l'engin de transport un engin de débarquement en échouant au rivage des Dardanelles un paquebot à l'avant duquel on avait disposé portières et pont-levis, a certainement bien mérité des partisans des opérations combinées. Le succès du procédé fut, en effet, complet. Et il s'agissait de débarquer sous le feu des Turcs tirant pour ainsi dire à bout portant.

Comment s'opposer longtemps à la marche en avant d'une armée aussi bien flanquée, à moins que l'on ne soit en nombre très supérieur et supérieurement organisé ? Or, si l'on parle du nombre, réfléchit-on que, puisqu'il s'agit de fermer le cercle d'airain autour de l'Allemagne en occupant la Baltique, les Russes n'auront plus besoin de passer par Wladivostock pour venir nous joindre ? Encore ne parlé-je pas de certaine petite armée, — point « méprisable, » celle-là non plus, — qui pourrait bien se souvenir de la gloire acquise, il y a cent ans, auprès de nous, aussi bien que, lorsqu'elle combattit seule, en 1864, contre l'odieux spoliateur des faibles.

Et enfin, si cette expédition, dont on peut attendre les plus grands résultats, n'en avait pourtant pas d'autre que d'établir une armée alliée sur le sol allemand et d'y poursuivre les lentes mais sûres opérations de la guerre d'usure avec les moyens d'action dont nous disposons sur le front de la Somme, qui oserait dire que ce n'est point la peine de l'entreprendre ? S'il faut que, dans cette guerre barbare, des contrées entières soient dévastées, des villes brûlées, des villages rasés, des populations dispersées, n'est-il pas temps que tout cela se passe chez ceux qui ont inauguré ces méthodes de guerre et que les gens de Berlin, couchés à terre, entendent avec un frémissement d'angoisse les grondemens profonds de notre artillerie lourde ?

Contre-Amiral Degouy.

UNE GUERRE D'USURE DANS L'ANTIQUITÉ

LA DEUXIÈME GUERRE PUNIQUE[1]

L'histoire se recommence sans cesse. Tout est arrivé, depuis quatre mille ans qu'il y a des hommes, et qui luttent. A travers les âges lointains, la vie contemporaine éveille des échos passionnés. Partout les historiens reconnaissent les traits du passé, et jusque dans ce formidable cataclysme qu'un peuple de proie a déchaîné sur le monde. Déjà ils ont souligné des coïncidences frappantes et mis en lumière des rencontres suggestives. Ils ont surtout rappelé le souvenir de la longue guerre qui ensanglanta, il y a bientôt soixante ans, les États de l'Amérique septentrionale. Et, en effet, la guerre dite « de Sécession » peut passer pour le type de la guerre d'usure. Mais on découvrirait facilement d'autres termes de comparaison aussi significatifs, quoique plus lointains. Je suis surpris que personne n'ait encore évoqué à ce propos une des guerres les plus émouvantes et les mieux connues de l'antiquité, je veux dire la seconde guerre punique. Il y a là un chapitre d'histoire romaine que recommande à notre attention son

(1) Notre meilleure source a été l'*Histoire* de Polybe (liv. III, VII-XI, XIV-XV). Le témoignage de Tite-Live (liv. XXI-XXX) et, à plus forte raison, ceux de Diodore, Plutarque, Cornelius Nepos, Appien, Zonaras, etc., ne valent que comme appoint. Il existe sur la seconde guerre punique une abondante bibliographie de langue française, anglaise et italienne, depuis les *Commentaires sur l'Histoire de Polybe*, par le chevalier de Folard (1728), jusqu'à l'*Histoire de la Gaule*, de Jullian (I, 1908), et la *Cronologia Romana*, de Varese (1909). J'ai voulu interroger aussi les historiens allemands, moins pour leur mérite propre que pour la mentalité caractéristique dont ils témoignent parfois. Je citerai notamment la *Geschichte der Kriegskunst*, de Delbrück (I, 1900), et les *Antike Schlachtfelder*, de Kromayer et Veith (III, 1-2, 1912).

intérêt exceptionnel d'actualité. Les annalistes qui l'ont composé, — Tite-Live et surtout l'admirable Polybe, — semblent avoir écrit hier. Nous surprenons dans leurs récits un accent de vie, qui ne nous frappait pas naguère au même degré. Sans doute, l'expérience de l'heure présente nous rend-elle leur témoignage plus familier et plus humain. Elle le rend aussi plus instructif. Nous nous en apercevons, des événemens remontant à vingt-deux siècles en arrière peuvent expliquer des événemens d'aujourd'hui. Ils les illustrent ; ils les commentent ; ils en expriment le sens et en éclairent les perspectives d'avenir. Peut-être même autorisent-ils des conclusions pratiques. Le général allemand von Verdy du Vernois écrivait naguère, dans ses *Études stratégiques* (1), à propos des campagnes d'Hannibal : « Qu'on n'aille pas dire : Les traits caractéristiques de ces campagnes sont tellement à part qu'on ne doit pas compter qu'ils se répètent jamais. Sans doute, cela est vrai, si on les envisage en bloc, dans toute leur étendue ; mais cela ne l'est pas si on les envisage un à un. En étudiant les guerres comme nous le faisons ici, on cherche avant tout à expliquer les conceptions stratégiques en fonction d'objectifs définis. On ne doit en aucun cas s'attendre à observer une concordance intégrale entre deux guerres, qu'elles soient séparées par vingt ans ou par deux mille ans. Pareille concordance, si on la rencontrait, constituerait une exception. Mais l'explication relative à des épisodes particuliers, une fois qu'on se l'est assimilée au point de n'avoir plus à se remémorer les faits sur lesquels elle repose, fournit un des moyens auxiliaires les plus efficaces qui soient de préparer pour son compte des opérations de guerre futures... » Ainsi la seconde guerre punique offrait au technicien allemand des leçons d'art militaire encore applicables aujourd'hui. On peut se demander, en l'étudiant, si ces leçons ne viennent pas de porter leurs fruits.

*
* *

Remarquons d'abord la préméditation des agresseurs et la confiance de leurs adversaires.

La première guerre punique avait pris fin (en 241 avant Jésus-Christ) par la défaite et l'humiliation de Carthage. Or,

(1) *Studien über den Krieg*, III, 2, 1903, p. 36.

dès le lendemain du désastre, un grand chef carthaginois songeait à la revanche. Hamilcar Barca, en qui s'incarnait le génie guerrier de sa patrie, avait longtemps tenu les Romains en échec. Vaincu, il ne vit dans la paix qu'une trêve, et il consacra sa vie à préparer une offensive nouvelle. A ses projets il associa successivement son gendre Hasdrubal, et ses fils, Hannibal, Hasdrubal et Magon. Cette conspiration de toute une dynastie donna à l'entreprise son caractère propre et son unité. Parce que les Barcas voulurent la ruine de Rome, parce que leur haine coordonna, soutint, anima tous les épisodes du guet-apens, parce que leur personnalité impérieuse se mêla aux hasards des choses et leur imprima un sens, la seconde guerre punique apparaît, non comme un cataclysme désordonné, mais comme une œuvre d'art, non comme un conflit chaotique d'intérêts aveugles, mais comme un drame puissamment conçu et supérieurement monté. Du drame elle a l'harmonie, la logique, la terreur sacrée et la grande pitié ; et l'intérêt s'y surexcite de crise en crise jusqu'à la catastrophe finale.

Ce drame, — envisageons-le donc désormais comme tel, — comprend un prologue et quatre actes.

Le prologue, c'est la longue et patiente préparation dont je viens de parler. Fil à fil, dans l'ombre, la trame s'ourdit. Déjà, pendant la guerre « inexpiable » qu'il doit faire aux mercenaires révoltés, Hamilcar se ménage des alliances. Il cherche à s'attacher les Numides et donne en mariage sa fille (celle que Flaubert appelle Salammbô) à un de leurs chefs, Naravas. Au reste, cette politique matrimoniale est de tradition dans les grandes maisons de Carthage : plus tard, Hasdrubal Giscon gagnera le roi numide Syphax en lui faisant épouser la belle Sophonisbe. De pareilles alliances ne restent pas vaines. Ces filles de Carthage savent prendre de l'influence. Plus tard, Hannibal se trouvera bien d'avoir pour beau-frère un roitelet exotique...

L'Afrique pacifiée, Hamilcar se demande où atteindre Rome. Ce n'est pas sur mer : Carthage vient d'y succomber. Elle n'a plus de flotte. Pour reprendre l'empire de la Méditerranée, il faudrait faire un effort coûteux, difficile à dissimuler, et, partant, qui risquerait d'alarmer prématurément l'adversaire. Mieux vaut tenter la fortune sur terre, et par des voies plus détournées. Hamilcar médite d'organiser sur le continent une

base d'opérations d'où l'on puisse atteindre de pied ferme l'Italie, mais assez distante de ce pays pour échapper d'abord aux regards des Romains. A cet effet il se fait nommer chef suprême des forces puniques en Afrique et en Espagne. Il soumet sans peine la côte d'Afrique. Il pénètre dans la péninsule ibérique. Il y guerroie. Il y négocie. En neuf ans de luttes, il y fonde un vaste empire. Hamilcar mort, Hasdrubal élargit et consolide ses conquêtes. Il les organise. Il en exploite les richesses minières et agricoles. Il amasse un trésor de guerre. Il fonde des villes, au premier rang desquelles brille la superbe cité de Carthagène. Mais l'œuvre essentielle est la constitution d'une armée forte, disciplinée, bien équipée, bien encadrée. Les Barcas aiment leur armée et s'en occupent avec prédilection. Ils entraînent les soldats à des manœuvres et des combats incessans. Pour les commander, ils forment des états-majors jeunes, ardens, rompus à la technique du métier, possédant à fond l'art de reconnaître le terrain et de l'utiliser. Entre les officiers se distinguent par leur coup d'œil et leur « cran » les trois fils d'Hamilcar, ceux qu'il nomme ses « lionceaux, » Hannibal, Hasdrubal et Magon, dressés dès leurs primes années à mordre les ennemis de Carthage. On raconte qu'Hamilcar, avant de partir en Espagne, a conduit dans un temple son aîné, Hannibal, âgé de neuf ans, et lui a fait jurer de haïr les Romains jusqu'à la mort. Les dents devaient pousser au lionceau. Lion, il devait tenir son serment.

Cette préparation intensive dure seize années (236-220). Un effort aussi persévérant et aussi méthodique porte nécessairement ses fruits.

Tandis que des menaces s'amoncellent ainsi vers l'Occident, que fait Rome ? — Rien, ou peu de chose. Rome est assise dans sa force et dans sa gloire. Elle se tient pour inexpugnable. Elle n'imagine pas qu'on ose s'en prendre à elle. Aussi n'attache-t-elle d'abord aucune importance aux rumeurs qui viennent d'Espagne. Cependant, quand, malgré tout, les rumeurs se précisent, elle se décide, à tout hasard, à prendre des sûretés pour l'avenir. En 226, elle s'allie avec deux cités grecques de la côte espagnole : Sagonte (aujourd'hui Murviedro), et Emporiae (aujourd'hui Ampurias). En outre, elle interdit à Hasdrubal de pousser ses conquêtes au delà de l'Èbre. Hasdrubal négocie, promet tout ce qu'on veut, donne par traité des assurances for-

melles au Sénat romain, et celui-ci, nanti d'un beau chiffon de papier, se rendort dans la quiétude et la sérénité.

*
* *

Après le prologue que je viens d'esquisser, l'action s'engage en 218, lorsque apparaît au premier plan le héros qui, désormais, la dirige. Ce héros, on le sait, c'est Hannibal.

Hannibal! Nom prestigieux, qui évoque une figure dont le rayonnement nous éblouit encore! Arrêtons-nous un instant à la contempler. Il y en a peu qu'on ait si souvent déformées. La plupart des historiens ont mis à la décrire tant de parti pris! Ils l'ont enjolivée, édulcorée; ils ont pris le ton bénisseur; ils ont dépeint un héros sans tache, un chevalier, sinon même un saint : le Cid, sinon Polyeucte. Or, ce n'est pas cela du tout. Le portrait qu'ils tracent n'est pas ressemblant. Il n'est même pas intéressant. Combien, en réalité, elle est plus âpre, plus païenne et plus humaine, la vraie figure d'Hannibal, avec ses heurts violens d'ombres et de lumières!

Hannibal, né vers 247, a vingt-six ans au moment où il prend le commandement en chef. Imaginons, — en nous inspirant des suggestions éparses fournies par les auteurs grecs et latins, et d'un buste du musée de Naples, que je trouve expressif et que je regretterais de ne pas croire authentique, — imaginons, dis-je, un homme râblé et nerveux, au type de Sémite mâtiné d'Africain, érigeant sur une face osseuse et basanée un front tourmenté, avec des yeux impérieux, des lèvres épaisses, et une courte barbe laineuse. Physiquement, il est le premier soldat de son armée. Intellectuellement, c'est le cerveau le plus puissant et le plus complet. Toutes les choses de l'esprit lui sont familières. Il a des lettres. Il est érudit. Il a médité les leçons de l'histoire. Les guerres d'Alexandre et de Pyrrhus l'ont, paraît-il, retenu longtemps. A ses connaissances acquises, il joint de prodigieuses intuitions naturelles. Il comprend tout. Sur le terrain, il a ce coup d'œil topographique qui embrasse instantanément toutes les virtualités d'une position, et sans lequel il n'est pas de grand stratège. En face des hommes, il a cette divination psychologique qui scrute les consciences, met à nu les mobiles, anticipe sur les réactions futures, et sans laquelle il n'est pas de grand meneur de peuples. Ces dons font de lui, selon les occasions, un diplomate et un homme

d'État hors de pair. D'ailleurs, sa clairvoyance et son empire ne n'exercent pas seulement sur autrui. Ils s'exercent aussi sur lui même. Fait presque inouï, il voit clair dans tout ce qui le touche, et il ne perd jamais l'esprit critique. Aussi demeure-t-il pondéré dans les résolutions les plus radicales et prudent dans les extrêmes audaces.

L'intelligence n'est pas la qualité maîtresse de l'homme d'action. Souvent, le goût de l'analyse et le scrupule spéculatif paralysent la décision. Pour agir, il faut surtout l'imagination qui conçoit les objectifs, et la volonté qui les réalise. Hannibal, comme son père, a l'imagination aventureuse. Je rangerais ces Barcas parmi les grands poètes, si par poètes j'entendais, au sens étymologique du mot, les créateurs, ceux qui tissent de la vie sur la trame de leurs visions. Hannibal rêve de momens épiques, et il veut les vivre. Sa volonté s'exalte de tout l'enthousiasme de ses rêves. La volonté! voilà en effet son don essentiel. Non pas seulement la décision brusque, mais aussi la patience têtue. Aucune vicissitude ne relâche le ressort tendu de cette énergie. Dans chaque entreprise, il persévère jusqu'à la limite du possible. Il ne s'arrête que devant l'irréparable, qu'il accepte sans révolte ni démonstrations vaines. Ainsi, après le désastre du Métaure, cet opiniâtre n'esquisse même pas un geste de désespoir. « Je reconnais, se borne-t-il à dire, la chance de Carthage! » Mot de fataliste qui achève d'éclairer la pénombre de cette âme. Hannibal croit à la toute-puissance du Destin. C'est un joueur, comme Alexandre, comme César, comme Napoléon.

Mais, pas plus qu'eux, il n'est un saint. Sans doute nous ne devons pas croire sur parole les historiens romains, quand ils apprécient la valeur morale d'un ennemi. Mais, tout en faisant la plus large part aux exagérations possibles, confessons qu'il reste des coins troubles dans la conscience du chef carthaginois. Essayons, malgré tout, de le juger équitablement.

La dignité morale de l'action dépend de la générosité des mobiles et de la pureté des moyens. Les mobiles auxquels obéit Hannibal ont une valeur inégale : car, si l'on y discerne une passion noble et grave, le patriotisme, on y discerne aussi une passion moins désintéressée, l'ambition. Hannibal veut exalter sa patrie, et se grandir lui-même en l'exaltant. Les deux mobiles s'entremêlent jusqu'à se confondre, et composent un idéal équivoque dans lequel nous ne savons trop si c'est l'amour-

propre ou l'amour filial qui domine. Mais les moyens d'action surtout sont contestables. Hannibal les emploie, d'ailleurs, non point, comme l'affirment les Romains, parce qu'il est pervers, et aime le mal pour le mal, mais seulement parce qu'il les croit propres à servir ses fins, et à défaut de moyens plus purs. C'est de ce point de vue qu'on peut critiquer les appréciations qu'ont portées sur lui les Romains.

On a affirmé qu'Hannibal est vindicatif, cruel, féroce. Ce sont là de bien gros mots. En réalité, rien ne prouve qu'il goûte la souffrance d'autrui. Les traits qu'on cite s'expliquent aisément sans alléguer l'insensibilité ou le sadisme. Quand, contemplant le carnage de la Trebbia, il s'écrie : « Oh ! le beau spectacle ! » il parle moins en dilettante du meurtre qu'en soldat triomphant. Quand, dans la bataille, il place ses Numides derrière les Gaulois, pour massacrer ceux-ci, s'ils reculent, il le fait, non par méchanceté, mais pour assurer un peu rudement l'exercice d'une discipline nécessaire. S'il ordonne d'étouffer dans les bains les sénateurs de Nuceria, s'il précipite dans un puits les sénateurs d'Acerra, c'est pour maintenir, par un salutaire exemple, ses alliés dans le devoir. Encore ces derniers traits présentent-ils peu de garanties d'authenticité. Ce sont probablement des inventions tardives, tout comme le prétendu massacre des soldats italiens qui refusèrent de passer avec lui en Afrique. Il n'est pas certain qu'Hannibal soit cruel, mais il est certainement dur. Il répudie la sentimentalité. Ce surhomme devance Nietzsche : il ignore la pitié.

J'interprète de la même façon les autres griefs. On dit qu'il est cupide, avare ; on en fait une façon d'Harpagon ou de Shylock. Rien de moins juste. Harpagon et Shylock aiment l'argent pour lui-même. Hannibal n'y tient que comme à un instrument de victoire. Aussi sait-il être prodigue à l'occasion. En tout cas, ce n'est pas lui qui eût pleuré sur ses écus, comme le firent, après la défaite, les sénateurs de Carthage, lorsqu'ils payèrent le premier terme du tribut. Ce jour-là, il éclata de rire. « Vous avez supporté, leur dit-il, qu'on vous désarmât, qu'on brûlât vos vaisseaux, qu'on vous interdît la guerre... La honte publique ne vous a pas tiré un soupir, et aujourd'hui vous pleurez sur votre argent ! »

On dit qu'il est impie... On lui a su mauvais gré de s'être installé dans le temple de Junon Lacinienne. Mais il ne l'a

ni brûlé ni détruit. Cet impie respectait les temples. On dit qu'Hannibal est dissimulé, perfide, fourbe. Ici, je ne trouve guère à invoquer comme circonstance atténuante que le malheur des temps. Évidemment, Hannibal traite légèrement le droit des gens, et fait peu de cas des traités. Évidemment aussi, il pratique volontiers les trahisons, les délations, les mensonges. Il subventionne des insurrections chez ses adversaires. Il répand de fausses nouvelles. Il s'efforce d'étouffer le bruit des succès romains, ou d'en rabaisser la portée. Il fabrique des dépêches supposées, destinées à être interceptées. Il affuble ses soldats d'uniformes romains, et il les envoie porter, en latin, de faux ordres aux ennemis. Il pratique l'espionnage, non seulement par nécessité, mais encore par plaisir. Il entretient une armée d'informateurs, et se pique même de donner l'exemple. Du moins l'historien allemand Mommsen affirme, — sur la foi de quel témoignage, je l'ignore, — qu'il aime à se « camoufler » pour aller *incognito* aux renseignemens. Il l'en loue. Cette approbation a son prix. Mommsen écrivait près de vingt ans avant la guerre de 1870. Mais il était de ces élus chez qui se révélait déjà la vocation nationale.

Et voici enfin, à la charge d'Hannibal, des faiblesses, des phobies, des puérilités. On dit qu'il n'a pas, tout courageux qu'il soit, la bravoure élégante. Il ne s'expose qu'à bon escient, et abdique volontiers « l'honneur d'être une cible. » Polybe et Tite-Live racontent que, craignant les attentats des Cisalpins, il ne cesse de changer de costume, pour les dérouter. Cette prudence nous paraît sans lustre. Appien prétend, il est vrai, que ces travestissemens ont un autre but, et tendent uniquement à étonner les barbares et à leur jeter de la poudre aux yeux...

Résumons les traits moraux du personnage d'Hannibal. Ils évoquent un lutteur robuste et sans scrupules, qui ne se préoccupe ni de l'élégance des gestes, ni de la franchise de l'attitude, et ne mesure la valeur de l'action qu'à ses résultats.

*
* *

En 219, le Carthaginois estime que son heure est venue. Rome se débat alors dans d'inextricables embarras. Le feu est à l'Illyrie ; la Macédoine montre les dents ; la Cisalpine, mal pacifiée, semble prête à s'insurger. Hannibal veut exploiter cette

situation, et faire le bloc des ennemis de Rome. Comme l'Allemagne rêva naguère de déchaîner le panislamisme contre la France, l'Angleterre et la Russie, il rêve de provoquer un soulèvement tumultuaire de tous les Gaulois contre la Fédération Italique.

Il décide donc d'attaquer, et d'attaquer par surprise. Et, comme il craint que ses compatriotes n'osent pas prendre la responsabilité d'une rupture, il les place en face d'un fait accompli. Il cherche une querelle d'Allemand à Sagonte, l'alliée de Rome, et met le siège devant la ville. Sagonte se défend avec l'énergie du désespoir, mais finit par succomber après huit mois de siège. Rome, abasourdie par tant d'audace, ne sait que penser. Rome délibère; Rome se demande s'il ne faudrait pas secourir son alliée ; Rome envoie des ambassadeurs chargés de notes impressionnantes. Elle veut que Carthage désavoue Hannibal. Que dis-je? elle prétend se faire livrer ce vainqueur. Carthage, enhardie par le succès, résiste : c'est la guerre.

Au printemps de 218, Hannibal quitte Carthagène pour entrer en campagne. Polybe lui attribue 102 000 hommes, dont 12 000 cavaliers. Mais les critiques modernes réduisent ce chiffre à 35 ou 40 000 hommes, dont 8 000 cavaliers. Effectif évidemment modeste : mais Alexandre n'en avait même pas autant pour conquérir l'Asie! Ces troupes sont d'ailleurs excellentes. L'infanterie comprend, pour les deux tiers, des soldats d'Afrique, vieillis sous le harnois. La cavalerie se compose surtout de Numides. Hannibal emmène aussi 37 éléphans de combat. Ces massifs animaux, bardés de fer, constituent une redoutable arme de choc, plus encore par la terreur qu'ils inspirent que par le mal qu'ils font. Cette colossale artillerie lourde, dont les Romains sont dépourvus, assure aux Carthaginois un réel avantage moral. Les voies de l'expédition sont préparées à travers les pays neutres par un patient et obscur travail d'avant-guerre. Le terrain est reconnu, les itinéraires jalonnés, les passages repérés. Des hommes et des peuples, achetés d'avance, attendent l'armée punique en Catalogne et dans les Gaules. Sur les bords du Rhône, non loin de Valence, des magasins secrètement constitués regorgent de vivres, d'armes et d'équipemens. De l'autre côté des Alpes, les Cisalpins s'agitent, frémissans, et commencent à se soulever.

Parti au commencement de mai, Hannibal franchit l'Èbre,

bouscule les tribus qui essaient d'arrêter sa marche en Catalogne, traverse, au col du Pertus, les Pyrénées, et parvient, vers le 20 août, sur le Rhône, entre Beaucaire et Tarascon. Il va à son but sans hésitation, sans temps perdu. Le passage du Rhône le retient à peine, malgré de grandes difficultés matérielles, et l'hostilité des tribus riveraines.

Que fait Rome, tandis que se dessine l'attaque brusquée? Rome se dispose à conduire la guerre avec sa pondération habituelle. N'ayant pas d'armée permanente, elle doit, comme au début de chaque campagne, lever et former des légions, et équiper une flotte. Elle n'imagine pas un instant qu'on puisse lui disputer l'initiative des opérations et le choix du champ de bataille. Elle décide d'aller battre les Carthaginois chez eux. Elle confie pour cela 24000 hommes et 60 navires au consul P. Cornelius Scipion, pour déloger les Carthaginois d'Espagne, et à peu près autant d'hommes, avec 172 navires, au consul Tib. Sempronius Longus, pour les forcer dans leur repaire d'Afrique. Les deux expéditions se préparent, et partent sans hâte.

C'est au milieu de cette quiétude et de cette confiance qu'éclate comme un coup de foudre la nouvelle : Hannibal est en Gaule! Scipion, faisant escale à Marseille, apprend avec stupeur que son adversaire campe à quelques étapes de lui. Il est dérouté. Il ne sait quel parti prendre. Il débarque au grau du Grand Rhône, et envoie des éclaireurs chercher des renseignemens. A leur retour seulement, il se décide à prendre l'offensive. Mais, quand il parvient vers Tarascon, il n'y rencontre plus personne. Depuis trois jours, le dernier soldat carthaginois a décampé dans la direction du Nord.

Que faire après cette déconvenue? Scipion se tient pour satisfait d'avoir, comme il dit, mis Hannibal en fuite, et il rentre à Marseille l'oreille basse, se demandant comment couvrir désormais la Cisalpine. Grâce à sa flotte, il peut encore gagner de vitesse l'armée carthaginoise, atteindre le premier la vallée du Pô, et déconfire Hannibal au débouché des vallées alpestres. Ce plan logique ne le retient pas. Il s'arrête à une demi-mesure. Il envoie le gros de ses forces en Espagne, et revient lui-même à Pise avec une simple escorte. En même temps, il fait rappeler de Sicile son collègue Sempronius. Celui-ci se hâte de prendre le chemin du Nord avec ses légions.

Cependant Hannibal, débarrassé de Scipion, remonte la vallée du Rhône jusque vers Valence. Là il réapprovisionne et rééquipe ses troupes; puis, par un itinéraire que nous connaissons mal, il s'engage dans la montagne et franchit les Alpes. Il se heurte à des difficultés inouïes, qui lui coûtent beaucoup d'hommes et de matériel. Enfin, au début d'octobre, il atteint le Piémont, avec 20 000 fantassins hâves, déguenillés, aux allures de fauves, et 6 000 cavaliers à peu près démontés. Mais il se trouve à pied d'œuvre. Il a, selon le mot de Napoléon, « acquis son champ de bataille, le droit de combattre... » Il se hâte de mettre ses troupes au vert. Il les refait, physiquement et moralement, aux dépens du riche pays où il les a conduites. Un heureux coup de main lui donne la place de Turin. Alors seulement, il apprend que Scipion arrive à sa rencontre à Plaisance.

*
* *

Scipion avait fait toute diligence. Néanmoins il arrivait trop tard. Il lui avait fallu, puisqu'il avait expédié son armée en Espagne, en trouver une autre. Il avait donc rallié les légions qui opéraient contre les Cisalpins insurgés : ce qui avait laissé aux Carthaginois le temps de se reposer, de prendre Turin, et même de se renforcer de quelques contingens gaulois.

Scipion ne pouvait plus que disputer à Hannibal les passages du Pô supérieur, et tâcher d'enrayer l'insurrection gauloise. C'est dans cette intention qu'il occupait cette sorte de bastion montagneux dont le front est jalonné par la ligne Pavie-La-Stradella-Plaisance, et qui commande à la fois les routes de l'Italie péninsulaire et celles de la vallée inférieure du Pô. Il avait même voulu en déboucher, et pousser au delà du Pô et du Tessin. Mais, bousculé par les avant-gardes puniques, il avait dû se replier derrière la Trebbia, petit affluent du Pô.

C'est là que Sempronius le rejoint. Ce soldat impatient et présomptueux gâte bientôt la situation. Il se flatte de reprendre l'offensive, et se hasarde à attaquer les Carthaginois par delà la Trebbia, dans les conditions les plus désavantageuses. D'abord vainqueur au centre, il se trouve bientôt débordé sur les flancs, et l'on voit pour la première fois se réaliser dans toute son ampleur la manœuvre d'enveloppement, chère à Hannibal. On l'a remarqué en effet : tandis qu'Alexandre pratiquait volontiers

les attaques frontales, s'efforçant de rompre en son milieu la ligne adverse, Hannibal doit ses plus grands succès à des attaques débordantes sur les flancs. On n'ignore pas non plus que cette tactique enveloppante est celle qui a, de nos jours, les préférences de la doctrine allemande. A la Trebbia, l'enveloppement se consomme par l'intervention de réserves puniques sur les derrières des légions. Celles-ci essaient de refluer vers leur camp. Mais la rivière, grossie par l'averse, leur oppose un obstacle insurmontable. Telle est du moins la version que rapportent les historiens nationaux : les crues imprévues fournissent souvent des justifications opportunes aux généraux malheureux! Quoi qu'il en soit, c'est la débâcle. 30000 légionnaires restent sur le champ de bataille.

Sur cette scène de carnage s'achève le premier acte du drame. L'attaque brusquée a réussi. Le bassin du Pô tout entier est à la merci d'Hannibal. Les Gaulois, enthousiasmés, s'insurgent en masse.

***

Le deuxième acte du drame occupe la plus grande partie des deux années suivantes (217-216). Hannibal, prenant la Cisalpine pour base, va pénétrer dans l'Italie péninsulaire. Mais il ne vise pas encore à frapper le coup décisif. La résistance romaine ne sera brisée que lorsque Rome sera prise. Mais on n'enlève pas une place de cette importance par un coup de fortune. Napoléon l'a dit : « On ne prend pas une grande ville au collet. » Il faut préparer et mûrir l'entreprise. Il faut, notamment, disposer d'une base plus accessible que n'est la Cisalpine, et, surtout, d'une base communiquant facilement avec Carthage par la mer. Il faut aussi relâcher les forces sur lesquelles Rome s'appuie. La fédération italienne ne peut être rompue tant qu'elle reste unie. Hannibal espère y semer la défiance et la discorde, en détacher certains élémens, et mettre en conflit les intérêts de Rome et ceux de ses alliés. Aussi affecte-t-il toujours de séparer et d'opposer leurs causes. Il affirme à tout venant qu'il veut affranchir l'Italie. Dans les principales cités il se ménage des intelligences ; il travaille surtout la plèbe ouvrière pour la dresser contre la bourgeoisie, fidèle à Rome. Tel est donc le double objectif, militaire et politique, des campagnes de 217-216 : gagner une nouvelle base

dans l'Italie centrale ou méridionale, et diviser la Fédération italique. Ponr atteindre ce double objectif, Hannibal va déployer toutes les ressources de son merveilleux génie.

Ses adversaires ne voient pas aussi loin que lui. Même après le désastre de la Trebbia, la sérénité règne à Rome. Depuis longtemps, du reste, les gens renseignés colportent des racontars sur les difficultés inouïes qui assaillent Hannibal, et qui ne peuvent manquer de le paralyser. Les compétences affirment que son entreprise n'est pas viable. Le Sénat prépare selon ses us et coutumes la campagne qui va s'ouvrir. Le peuple élit comme consuls, pour 217, C. Flaminius et Cn. Servilius Geminus. On confie à chacun d'eux quelque vingt-cinq mille hommes pour défendre la péninsule : ce qu'ils font conformément aux traditions et aux règles. Servilius s'installe à Rimini, pour couvrir l'Ombrie et les passages de l'Apennin Ombrien. Flaminius prend position à Arezzo, pour surveiller les cols de l'Apennin Toscan. Tous deux savent bien, d'ailleurs, qu'Hannibal ne peut traverser autre part la montagne, les débouchés de l'Apennin Ligure étant théoriquement impraticables. Ils attendent de pied ferme le Carthaginois au premier moment où il peut apparaître, c'est-à-dire vers le mois de mai. Car ils savent bien aussi qu'on ne met pas une armée en marche avant la belle saison.

Malheureusement pour eux, Hannibal n'a rien d'un théoricien. Il se met en route à la première approche du printemps, c'est-à-dire au mois de mars; et il s'avise, par un défi aux règles les mieux établies, de prendre précisément les chemins qui ne sont pas gardés. Il franchit la montagne au col de la Cisa, au Nord de Pontremoli, et pénètre en Toscane par la vallée du Serchio. Il doit surmonter, il est vrai, des difficultés incroyables. L'Arno, grossi par la fonte des neiges et les pluies du printemps, a inondé la plaine. L'armée carthaginoise chemine quatre jours dans l'eau. Les hommes et les chevaux périssent. Hannibal lui-même perd un œil à la suite d'une ophtalmie. Mais, malgré tout, il passe, et il parvient à Florence, sans que Flaminius, qui surveille toujours les passages de l'Apennin, ait vent de rien. De là Hannibal continue vers le Sud-Est, dans la direction de Cortona et du lac Trasimène. Il menace ainsi l'Italie centrale, et les communications des consuls avec Rome. Mais il s'expose aussi, de la part de Flaminius, à une attaque

de flanc. En effet, le Romain croit son heure venue, et se lance tête baissée à sa poursuite...

La route qui mène de Cortona à Pérouse s'engage, au Nord-Est du lac Trasimène, dans un étroit défilé, long d'environ neuf kilomètres, resserré entre le lac et les hauteurs qui le bordent. C'est là qu'Hannibal, sachant Flaminius à ses trousses, s'arrête. Il garnit de troupes bien dissimulées les hauteurs, place sa cavalerie en embuscade dans une vallée latérale commandant le premier étranglement du défilé, et attend l'armée romaine. Flaminius, emporté par la poursuite, donne dans le coupe-gorge. Dès qu'il y est engagé, tout le long de la ligne, une attaque d'une extrême violence se déclenche, de haut en bas, sur les Romains surpris en ordre de marche. Ce n'est pas même une bataille. C'est un guet-apens et une boucherie. La plus grande partie de l'armée romaine est anéantie sans pouvoir prendre ses formations de combat, ni faire usage de ses armes. Le bilan de la bataille se traduit par les chiffres suivans : du côté romain, 15000 tués et autant de prisonniers; du côté carthaginois, seulement 1500 hommes hors de combat.

***

Cette fois, Rome commence à s'émouvoir. Le communiqué, qui ne contient que ces mots : « Nous avons perdu une grande bataille, » provoque une vive effervescence. La panique s'empare de la ville. Les trembleurs voient déjà Hannibal aux portes. A une situation si grave on apporte un remède exceptionnel. Comme faisaient les ancêtres aux jours de suprême danger, on décide de nommer un dictateur. On appelle à cette haute fonction un homme mûr, tranquille et taciturne, Q. Fabius Maximus Verrucosus, en lui adjoignant, comme général de la cavalerie, un homme plus jeune et plus ardent, M. Minucius Rufus. Fiévreusement, on forme deux légions nouvelles, qui, avec les troupes de Servilius, en grande partie intactes, serviront à Fabius à contenir Hannibal.

Celui-ci s'est gardé de marcher sur Rome. Fidèle au plan qu'il s'est tracé, il a opéré une conversion inattendue, et il a pénétré en Ombrie, puis dans le Picenum. Il met ces riches régions en coupe réglée et y refait son armée. Puis il redescend vers l'Italie méridionale, espérant détacher de Rome quelques villes alliées. C'est alors qu'il voit paraître sur son flanc, dans

la région de Luceria, l'armée romaine de Fabius. Cette armée reste en contact avec lui, mais lui refuse obstinément le combat. Son chef pratique en effet une stratégie toute nouvelle. « Il s'est dit qu'il a en face de lui de vieilles bandes rompues aux fatigues de la guerre, commandées par un général maintes fois déjà victorieux, mais à qui l'obligation de vaincre s'impose encore et toujours; que le succès continu est pour les envahisseurs une question de vie ou de mort; que la situation des Romains est tout autre; que le pays envahi dispose de ressources presque inépuisables; que, par suite, il ne doit point, lui dictateur, risquer une nouvelle bataille dont l'issue peut être aussi funeste que celle des journées de la Trebbia et de Trasimène. Fabius a donc pris la ferme résolution de ne rien livrer au hasard; de veiller constamment à la sûreté de ses troupes; de traîner la guerre en longueur; de ne point combattre Hannibal, mais de l'user avec le temps; de le harceler, de l'affamer (1)... » Hannibal, vaguement inquiet devant cette stratégie nouvelle, cherche à piquer Fabius au jeu, à le défier, à lui offrir de bonnes occasions de combattre. Fabius ne s'émeut pas, et se borne à suivre pas à pas les mouvemens de l'ennemi. Il temporise : d'où le surnom de Temporisateur (*Cunctator*) qui lui est resté. Enfin, après de longs circuits, Hannibal revient près de Luceria, chargé de butin, et s'installe, pour hiverner, dans un camp retranché construit à Gerunium (sans doute Dragonara). Fabius ne tarde pas à le rejoindre, et à établir son camp à quelque distance, toujours sans livrer bataille.

Malheureusement, il existe dans Rome des stratèges en chambre, sans mandat ni responsabilité, qui se mêlent de juger souverainement la conduite des opérations, et de faire la leçon aux généraux. C'est à ces mêmes hommes que devait s'en prendre plus tard Paul-Émile, le vainqueur de Pydna, dans une harangue rapportée par Tite-Live, et qui pourrait avoir été composée hier. « Trop souvent, disait Paul-Émile,... on fait état d'on-dit qui risquent d'affaiblir le moral. Il n'est pas de cercle, pas même, passez-moi le mot, de dîner, où ne surgissent des stratèges pour l'armée de Macédoine, qui savent où placer les camps, quelles positions occuper, quand et par quels passages entrer en Macédoine, où établir les magasins, par où, sur terre

(1) Hennebert, *Histoire d'Annibal*, III, p. 89.

ou sur mer, acheminer les convois, quand prendre l'offensive, et quand, plutôt, y renoncer. Non contens de décider de ce qu'il faut faire, ils s'en prennent au consul de tout ce qui s'est fait contrairement à leur plan : c'est comme une accusation en règle. Cela cause de grands embarras à ceux qui agissent... Je ne suis pas de ceux qui pensent que les généraux peuvent se passer de conseils. Au contraire, j'estime qu'il y a plus d'outrecuidance que de sagesse à vouloir tout mener avec ses seules lumières. Que demandé-je donc? Que les généraux consultent d'abord les experts, versés dans la science et dans la pratique militaires, puis les hommes qui participent sur place aux opérations, qui voient l'ennemi, les occasions, et qui, passagers pour ainsi dire du même bateau, prennent leur part des mêmes risques. Si donc il existe un homme qui se flatte de me donner, dans la guerre que j'entreprends, des avis utiles à la chose publique, cet homme ne doit pas priver l'État de son concours. Qu'il m'accompagne en Macédoine... Mais si cet homme ne veut pas marcher et préfère la tranquillité de l'arrière aux travaux de l'avant, qu'il renonce à jouer les pilotes en terre ferme... » — Ce sont des « pilotes en terre ferme » de cet acabit qui critiquent Fabius, déplorent ce qu'ils appellent son inertie et prônent les avantages de l'offensive à tout prix et à tout risque. Ils s'appuient sur le lieutenant de Fabius, Minucius. Cet arriviste suffisant et bavard ne cesse de clabauder en sous-main contre son chef, de le dénoncer à Rome, et de déclarer à qui veut l'entendre qu'il se comporterait, lui, de tout autre façon. Justement, en l'absence de Fabius, il remporte quelques avantages locaux. Il en a la tête tournée. Ses partisans grossissent ses succès et en accablent le Temporisateur. L'opinion s'émeut. Elle trouve que Fabius manque décidément de panache et réclame à grands cris de nouveaux bulletins de victoire. Finalement, chose qui ne s'était jamais vue, le peuple fait de Minucius un second dictateur. Fabius partage avec lui ses légions. Le résultat ne tarde guère. Minucius veut attaquer : il essuie le plus sanglant échec. Il serait complètement écrasé, si Fabius, en accourant, ne le sauvait du désastre.

*
* *

Cette leçon ne suffit pas à désabuser les fanatiques de l'offensive. Ils répètent qu'on n'a échoué que pour avoir pratiqué le

système des « petits paquets, » et qu'il suffit, pour réussir, d'avoir sur l'ennemi une supériorité numérique marquée. On finit par écouter ces allégations spécieuses. Le Sénat décide d'organiser, pour l'année 216, l'armée la plus nombreuse que Rome ait jamais possédée. On lève donc huit légions, portées chacune à l'effectif de 5000 hommes, avec les contingens alliés correspondans, soit en tout 90 000 hommes. Pour les commander, on ne s'en fie plus à Fabius, décidément démonétisé, et dont les pouvoirs touchent à leur terme. On nomme consuls pour 216 M. Æmilius Paullus (Paul-Émile, le père du grand général dont j'ai parlé tout à l'heure), et C. Terentius Varro (Varron). Le premier est un chef estimé, qui a fait ses preuves en Illyrie. Le second est un ami de Minucius, un ancien boucher devenu avocat, sans talens militaires, mais très apprécié de la populace pour ses allures flagorneuses. Car c'est un travers des Romains, de confier à des avocats de bonne volonté et de médiocre compétence la direction des choses militaires. Les deux consuls reçoivent mission formelle de tenter « un grand coup. »

Au début de l'été de 216, Hannibal a marché vers le Sud et a enlevé le château de Cannes. Paul-Émile et Varron accourent avec 80 000 fantassins et 6 000 cavaliers. Hannibal n'a pas plus de 40 000 fantassins et 10 000 cavaliers. Le choc a lieu le 2 août 216. On en sait l'issue. Les Romains, malgré leur supériorité numérique, sont encore enveloppés et taillés en pièces. Cinquante mille d'entre eux périssent, dix-neuf mille sont pris. Paul-Émile meurt en combattant. Varron s'enfuit en piteux équipage. C'est plus qu'une défaite, c'est un désastre; c'est plus qu'un désastre, c'est un anéantissement. Jamais vainqueur ne fut plus vainqueur qu'Hannibal ce jour-là.

Il semble que la guerre soit finie. Effectivement, à Rome et dans les villes alliées, quelques esprits faibles se laissent aller au désespoir. Mais, il faut le dire, c'est une minorité infime. L'imminence du danger retrempe tous les courages, et tend toutes les énergies. Les citoyens, calmes et graves, regardent l'adversité en face, et se préparent à affronter tous les dangers et à accomplir tous les devoirs. On rassemble les débris des légions. L'incapable Varron, accablé par les événemens, s'efface, cède son commandement à M. Valerius Laevinus, et est renvoyé dans le Picenum. On fait appel aussi à un chef éprouvé, Marcellus. On mobilise tous les hommes, même ceux

de la classe la plus jeune, celle qui n'a que dix-sept ans. Jour et nuit, pour remédier à la crise de l'armement, on fabrique des épées et des cuirasses. On met Rome en état de défense. Sur la proposition de Fabius, le Sénat prend des mesures pour rassurer la population, empêcher l'exode en masse, et faire régner le silence dans la ville. « Taisez-vous, méfiez-vous! » a dit à peu près Fabius. On fait venir, pour tenir garnison dans la place, 1 500... — j'allais écrire 1 500 fusiliers marins, — non! 1 500 soldats inscrits pour la flotte d'Ostie. Et, quand Hannibal veut engager des pourparlers, sous prétexte de restituer, moyennant rançon, les prisonniers romains, le Sénat refuse de recevoir ses ambassadeurs. Rome n'admet pas de suggestions obliques et louches, amollissant les esprits et les inclinant vers la paix. Rome ne veut la paix que par la victoire.

Cannes marque la fin du deuxième acte de notre drame. Le troisième va commencer. C'est l'acte de la crise, celui où la fortune commence à tourner. Cannes est pour Hannibal l'apogée du succès; mais c'est aussi le commencement de la chute. Certes, la victoire a d'énormes conséquences, matérielles et morales. Elle vaut aux Carthaginois quelques complicités : il y a toujours des idéalistes qui volent au secours des vainqueurs. Parmi ces neutres enfin éclairés sur leur vocation, citons Philippe, roi de Macédoine, — la Macédoine est marquée par le destin! — Hiéronyme, tyran de Syracuse, plusieurs cités de l'Apulie et du Bruttium, et surtout la reine de la Campanie, la riche ville de Capoue. Mais Capoue, qui n'est pas un port de mer, ne fournit pas la base navale désirée. Les grands ports du Sud, Naples, Thurii, Métaponte, Tarente, demeurent hostiles. Les communications d'Hannibal avec Carthage restent précaires, et, comme une armée romaine l'a coupé de sa base d'Espagne, son expédition se trouve « en l'air. » Un historien allemand, le professeur Delbrück, l'a dit fort judicieusement : « Qui veut mener la guerre en vue de jeter l'ennemi à genoux, doit être en état, après avoir recherché et battu la principale force ennemie en rase campagne, de poursuivre inlassablement la victoire, jusqu'au siège et à la prise de la capitale ennemie, et, enfin, si ce succès ne conduit pas encore à la paix, jusqu'à la *debellatio*. Pour cela, Hannibal était trop faible... » Rien de plus juste.

Dès lors, les Romains reprennent peu à peu le dessus Ils pratiquent méthodiquement la guerre dont Fabius a formulé

les préceptes, et ils arrivent à imposer leur méthode à leur terrible adversaire. Ils le « grignotent. » Ils font le vide autour de lui. Ils interceptent ses convois. Ils enlèvent ses détachemens. Ils évitent soigneusement la bataille. Là seulement où il n'est pas, ils risquent des opérations de grande envergure. C'est ainsi que Marcellus s'empare de Syracuse (en 212), et réduit, deux ans plus tard, la Sicile en province romaine. Dans le même temps, les Scipions conquièrent l'Espagne. Rome s'assure, dès 213, l'alliance de Syphax, roi des Numides, lui fournit des instructeurs pour réorganiser son armée, et porte ainsi à la cavalerie punique un coup dont elle ne se relèvera pas. Elle crée enfin à Philippe de Macédoine tant d'embarras qu'il se décide, en 205, à conclure la paix, — une paix « honorable. »

Mais que dire de la lutte en Italie pendant ce temps? Une lutte d'usure ne se raconte pas. Celle-ci a duré treize ans! Treize ans de combats incessans et sans éclat, ou treize années de maladie de langueur. Rien de brusque, de rapide, de décisif. Le brouillard au lieu de la tempête. L'intérêt se disperse entre une foule d'événemens dépourvus de relief. Les « communiqués, » s'il y en a eu, ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Le témoignage de Polybe nous manque précisément pour cette période. Mais ces communiqués, si nous les possédions, seraient ternes et monotones. Ils signaleraient des escarmouches médiocres, des coups de main aux succès divers, des élémens de retranchemens pris et repris. Ils nous dissimuleraient le développement intérieur des situations, et le changement d'équilibre des forces. Nous ignorerions ce qu'il se cache d'horreur, d'effort et de détresse derrière la mention d'une « nuit calme » ou d'une « situation inchangée. » Nous ne saurions jamais quel jour Hannibal a manqué d'or pour payer ses troupes, ni quel jour ses troupes ont manqué de pain...

Donc Hannibal est bloqué dans l'Italie méridionale. Il est bloqué... Entendons-nous. Il s'agite fébrilement, comme une bête aux abois, et malheur à qui le serre de trop près! Mais il est bloqué tout de même. En 212, grâce à une trahison, il s'empare de Tarente. Mais en 211, il ne peut empêcher Capoue de retomber aux mains des Romains, et, en 209, il reperd Tarente. Peu à peu il recule vers la Calabre.

En 207 seulement, son étoile reprend quelque éclat. Les

renforts qu'il attend désespérément vont peut-être lui parvenir. Son frère Hasdrubal lui amène d'Espagne une trentaine de mille hommes. La face de la guerre peut encore changer. Rome se reprend à trembler. Elle procède en hâte à de nouveaux armemens. Il faut empêcher à tout prix la jonction des deux frères. On lève deux armées consulaires, de 25000 hommes chacune. L'une, sous le commandement de M. Livius Salinator, doit arrêter Hasdrubal au débouché de la Cisalpine. L'autre, sous le commandement de C. Claudius Nero (Néron), doit contenir Hannibal dans le Sud de la péninsule. Néron, par une audacieuse manœuvre sur lignes intérieures, procure la victoire aux Romains. Tandis que son armée et celle d'Hannibal s'observent vers Canosa (sur l'Ofanto, en amont de Cannes), il prend avec lui, en grand secret, 7000 de ses meilleurs soldats, remonte à marches forcées vers le Nord, et va rejoindre son collègue, lui assurant la supériorité numérique sur Hasdrubal. La bataille se livre au passage du Métaure, en Ombrie. Les Carthaginois succombent, et Hannibal, quinze jours plus tard, apprend la ruine de ses espérances en voyant jeter à ses avant-postes une tête coupée qu'il reconnaît pour celle de son frère. Il comprend alors que les temps sont révolus. Il s'enfonce plus avant dans la Calabre, et s'obstine à y rester quatre ans encore, espérant toujours obtenir, non plus une grande victoire, mais une paix avantageuse pour son pays.

*
* *

Il ne me reste qu'à raconter le dernier acte du drame. C'est l'acte du dénouement, et du dénouement *par les armes*. Gardons-nous de toute illusion. L'usure est un moyen, ce n'est pas une fin. Car, si elle modifie peu à peu les conditions initiales d'équilibre des forces, elle n'annihile jamais totalement les forces de celui qui s'épuise le plus. Il ne suffit pas d'affamer la bête, il faut la forcer et la servir. La défensive n'aboutit qu'à des solutions ambiguës. L'offensive seule donne la décision.

Rome le sait. Elle va, après la longue attente, reprendre l'initiative des opérations. Elle va déplacer le théâtre de la lutte, libérer définitivement l'Italie, et écraser l'ennemi chez lui, en Afrique. L'honneur de porter ce coup suprême revient à un général nouveau, à P. Cornelius Scipion, qui méritera le surnom d'« Africain. » C'est le fils du premier adversaire

d'Hannibal : coïncidence suggestive, qui, en appelant le fils à venger les revers du père et à réparer ses erreurs, accentue encore cette impression de drame supérieurement conçu que suggère la deuxième guerre punique. Si le père avait toujours eu la fortune contre lui, le fils, en revanche, avait fixé les faveurs de l'inconstante déesse. Bien né, intelligent, courageux, aimable, il eut en outre le mérite d'arriver au bon moment. A vingt-quatre ans, personne n'osant solliciter le commandement de l'expédition d'Espagne, il le demanda et fut choisi d'enthousiasme. Il remporta les plus brillans succès, prit d'assaut Carthagène, et soumit tout le pays. A son retour, il proposa de conduire les légions en Afrique. Il brigua le consulat avec ce programme, et fut élu, quoique n'ayant pas l'âge. En 204, après avoir triomphé de toutes les oppositions, il débarqua près d'Utique. Carthage, terrifiée, lui opposa une armée improvisée, qu'il n'eut pas de peine à battre à deux reprises. Il détrôna le roi numide Syphax, infidèle à l'alliance romaine pour l'amour de Sophonisbe, et lui substitua Massinissa, qui devait lui fournir un concours précieux dans la bataille décisive.

Réduits à l'extrémité, les Carthaginois demandèrent un armistice, parlèrent de traiter, pour gagner du temps, et se hâtèrent de rappeler Hannibal. Celui-ci obéit sans hésiter. Il s'embarqua à Crotone. Quel fut alors son état d'âme ? Éprouva-t-il quelques rancœurs devant ce naufrage de ses dernières espérances ? On peut le conjecturer sans grand risque d'erreur. Mais les historiens ne fournissent aucune information valable sur ce point : car on ne peut attacher de créance aux commérages de Tite-Live et de Valère-Maxime ; ils prêtent au chef carthaginois d'invraisemblables et stériles fureurs. En réalité, cette âme profonde a gardé son secret. Lui parti, Rome respira. C'était la fin du cauchemar. C'était la délivance !

Lorsque Hannibal débarqua en Afrique, il avait encore 12000 de ses vétérans. Ils formèrent le noyau de son armée. Il y joignit 12000 mercenaires recrutés en Gaule, en Ligurie, en Mauritanie, et à peu près autant de miliciens puniques et libyens. Mais l'arme qui avait fait jadis sa force, la cavalerie, manquait. A peine disposait-il de 2000 Numides et de quelques escadrons carthaginois. Désormais la plupart des Numides servaient Rome.

En apprenant le débarquement d'Hannibal, Scipion s'est

dirigé vers l'Ouest, soumettant plusieurs villes de l'intérieur. Cette marche l'expose à se faire couper de la mer. Elle se justifie pourtant : le général romain tient à effectuer sa jonction avec Massinissa. Il y réussit. Il dispose alors de 29 000 fantassins et 7 000 cavaliers. Hannibal, avec sa promptitude ordinaire, a discerné l'imprudence de son adversaire, et, sans même prendre le temps d'organiser entièrement son armée, il s'est porté à sa rencontre. Après avoir séjourné à Zama, il l'atteint à Narragara (aujourd'hui Sidi Youssef, à la frontière de l'Algérie actuelle). C'est là que se produit le choc décisif. Le chef carthaginois, plus hardi que jamais, cherche à exploiter la supériorité de son infanterie en l'engageant par vagues d'assaut espacées. Par malheur, ses troupes se plient mal à cette tactique nouvelle qui les déconcerte, et elles laissent à la cavalerie romaine le temps d'enlever la victoire dans une charge irrésistible. Vingt mille Carthaginois périssent. Le reste est fait prisonnier ou s'enfuit. Les morts de la Trebbia, de Trasimène, de Cannes sont vengés. La bataille dite « de Zama » se place à la date du 19 octobre 202. La paix se négocie l'année suivante. Carthage abandonne toutes ses possessions hors d'Afrique, et descend au rang de tributaire de Rome.

*
* *

Ainsi s'achève ce drame qui a duré dix-sept ans (218-201). Il n'y a plus qu'à conclure, en résumant les causes des succès temporaires d'Hannibal, et du succès définitif de Rome.

Les succès d'Hannibal ont toujours provoqué autant de surprise que d'admiration. L'invasion d'un pays aussi fort et aussi riche en ressources que l'était alors l'Italie, par une poignée de soldats à peu près coupée de sa base d'opérations, était une entreprise d'une hardiesse inouïe, — un défi à toutes les règles! Et l'on reste confondu du génie de l'homme qui a presque gagné cette gageure. Mais, il faut le reconnaître, la qualité exceptionnelle d'un chef n'est jamais le seul facteur de la victoire. Hannibal lui-même eût échoué dès l'abord, si Rome n'avait pas prêté le flanc à son attaque. Sa fortune est faite surtout des défaillances adverses.

Quelles défaillances? On a déjà pu les discerner.

Il y a des défaillances tenant à une préparation insuffisante. Rome n'a pas voulu cette guerre; elle ne l'a pas prévue; elle ne

l'a pas préparée; elle n'a ni plans arrêtés, ni moyens appropriés. Contre un adversaire qui a tout médité et tout décidé d'avance, elle est réduite à improviser, à tâtonner, à « se débrouiller. »

Il y a des défaillances tenant à l'organisation militaire. Rome n'a pas d'armée professionnelle. Elle ne possède qu'une armée de citoyens, levée annuellement, aussi solide, à vrai dire, que pareille armée puisse être, mais dépourvue cependant d'élémens organiques stables, et obligée de se reconstituer intégralement au commencement de chaque printemps. Elle n'a pas de cadres constitués, pas d'états-majors permanens, pas de généraux ni d'officiers de carrière. Elle fait la guerre avec des miliciens à des soldats de métier.

Il y a des défaillances tenant au régime constitutionnel et aux divisions politiques que ce régime entretient. Le partage de l'autorité suprême entre deux consuls paralyse les initiatives. D'ailleurs le choix des chefs dépend de toutes sortes d'influences, et des moins avouables. Les assemblées obéissent à des passions mesquines, et ne veulent envisager le salut de la patrie que du point de vue électoral. Elles écoutent les bavards incompétens, qui professent ce qu'ils ignorent, et les mécontens éternels, qui exercent à tort et à travers leur critique corrosive. Elles confient la direction des armées à des financiers ou à des orateurs de réunion publique. Et toutes ces sottises profitent à un adversaire qui jouit d'une autorité absolue et incontestée, et qui la conserve indéfiniment. A Rome, c'est la dispersion et l'instabilité. Dans le camp carthaginois, c'est l'unité et la permanence.

Une dernière faiblesse tient enfin à la formation de cette fédération de républiques rurales qui gravite autour de Rome. Elle ne constitue pas une nation. « Les colonies et les municipes reliés étroitement à Rome n'occupent même pas moitié du territoire italique, et l'autre moitié appartient aux cités alliées, républiques aristocratiques pour la plupart, qui continuent à vivre d'une vie isolée et locale (1). » Somme toute, la lutte de l'Italie contre Hannibal ressemble à la lutte d'une coalition contre un adversaire unique. La coalition, si riche qu'elle soit en hommes et en ressources, tire rarement de ses avantages le meilleur parti.

Mais, malgré toutes ces causes de faiblesse, Rome ne peut

(1) Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, trad. Urbain Mengin, I, p. 21.

pas succomber. Il y a en elle un principe de force qui prime tout. Rome doit remporter la victoire, et elle la remporte, parce qu'elle dispose d'énergies morales et de richesses matérielles supérieures à celles de l'ennemi.

Au point de vue moral, il faut d'abord louer l'esprit militaire des Romains. Tous veulent servir. Les embusqués n'existent à peu près pas. L'opinion n'admet point, d'ailleurs, qu'on élude le devoir militaire, et elle réclame de sévères châtimens contre les rares réfractaires qui n'ont pas de cas de réforme ou de dispense à invoquer. Dans l'ensemble, la tenue des soldats impose l'admiration et le respect. Certes, étant hommes, ils n'échappent pas à tout reproche; mais les « poilus » romains ont du cœur. De leurs rangs surgissent sans cesse des héros, qui prodiguent les actes de froide bravoure et de chaud enthousiasme, les bons tours d'ingénieuse adresse, les traits de sublime folie. Entre eux, ces compagnons d'armes se comportent en frères. Paysans ou citadins, pauvres ou riches, vétérans ou conscrits, tous, quelle que soit leur origine, pratiquent la plus saine, la plus confiante camaraderie. Ils s'entr'aident. Ils se sentent les coudes. Nul d'entre eux ne doute du succès. Pas d'hésitations, de murmures, de regrets ou de défiances. Ils ont d'ailleurs sur leurs adversaires puniques, braves et résistans aussi, la supériorité de l'idéal. Tandis que les Libyens, les Espagnols, les Gaulois, les Numides d'Hannibal se battent par goût de l'aventure, par discipline, parce qu'ils subissent l'ascendant du chef, les Romains et leurs alliés se battent, en outre, et avant tout, pour leur patrie et leurs foyers. Aussi sont-ils résolus à vaincre ou à mourir.

L'esprit civique de Rome, surtout après Cannes, ne le cède pas à son esprit militaire. Il est fait de dignité, de gravité, d'abnégation et de persévérance. Ces qualités se retrouvent chez tous les citoyens. Ils n'ont qu'une volonté et qu'un cœur. La patrie en danger fait l' « l'union sacrée » autour d'elle; et l'on voit des ennemis mortels marcher la main dans la main. On discute parfois sur les moyens, jamais sur la nécessité de vaincre. Admirons sans réserve une constance qui ne se dément jamais, un esprit de sacrifice que rien ne rebute, une confiance qu'aucun revers ne saurait ébranler. Alors qu'Hannibal campe aux portes de Rome, on vend à l'encan le terrain qu'il occupe, sans que cette circonstance en fasse diminuer le prix! Rome sent qu'elle peut vaincre, et n'en abdique jamais la

volonté. Jamais elle n'envisage d'autre paix que celle qui consacrera son triomphe incontesté. Et elle est toujours décidée à payer cette paix-là le prix qu'il faudra. Aucun sacrifice ne lui semble trop lourd. Elle n'épargne ni sang ni argent. On voit, dans les batailles, ses magistrats et ses sénateurs faire, les premiers, bon marché de leur vie. On les voit aussi porter, les premiers, leur or à la banque nationale.

Admirons enfin le souci que marque Rome de se réformer, et d'apprendre tout ce qu'elle ignorait à l'origine. Elle répudie ses principes constitutionnels fondamentaux pour assurer l'unité du commandement. Elle fait subir à son armée des transformations qui la rapprochent de l'armée permanente et de l'armée de métier. Elle se met, pour ainsi dire, à l'école d'Hannibal. Elle organise des services de renseignemens et de propagande imités des siens. Elle s'assimile ses principes stratégiques, et jusqu'à son esprit de mobilité et d'audace. Le meilleur élève d'Hannibal, c'est Scipion l'Africain.

Appuyée sur un moral aussi élevé, la supériorité matérielle incontestable de Rome ne peut manquer, tôt ou tard, de lui valoir la victoire. Hannibal ne dispose que d'effectifs limités. Il ne semble pas qu'il ait jamais sous ses ordres plus d'une cinquantaine de mille hommes. Ces effectifs fondent vite, malgré tous les ménagemens possibles, et les moyens manquent de les renouveler. Rome, au contraire, d'après un recensement fait après la première guerre punique, peut lever sept cent mille fantassins et soixante-dix mille cavaliers. Sans doute elle ne peut pas armer, entraîner, encadrer tous ces hommes simultanément. Mais elle peut les appeler au fur et à mesure de ses besoins. Elle est assurée de ne jamais tarir les sources de son recrutement, et de maintenir toujours le niveau de ses effectifs. La guerre d'usure, qui éprouve cruellement Hannibal, n'a pas de prise sur elle.

Il en est du matériel économique comme du matériel humain. Rome dispose de ressources considérables, et elle les administre diligemment. Pour les approvisionnemens et les armes, elle possède des magasins régulièrement constitués, qui lui fournissent tout ce dont elle a besoin. Hannibal au contraire vit d'expédiens, au jour le jour, et aux dépens des pays occupés. Et, pour peu que les Romains réussissent à faire le vide autour de lui, son armée souffre de la famine.

Ce qui rend possible l'épuisement progressif d'Hannibal, c'est que Rome a la maîtrise de la mer. Voilà en effet le facteur décisif du succès. On ne peut user un adversaire qu'à condition d'avoir sur lui l'avantage des communications. Or la flotte carthaginoise se trouve très affaiblie depuis la première guerre punique, et ne parvient pas à retrouver son ancienne splendeur. La flotte romaine est incomparablement plus forte et plus active. Mouillés à Ostie, à Brindisi, à Cagliari, à Marsala, les croiseurs romains exercent une surveillance incessante sur les côtes d'Italie et d'Afrique. Hannibal communique difficilement et irrégulièrement avec la mère patrie. Il n'en peut tirer ni renforts ni matériel. Un Allemand, Heeren, l'a dit : « Si la République carthaginoise avait apporté dans ses armemens maritimes et l'entretien de sa flotte autant d'activité que son illustre général dans la guerre continentale, le sort de Rome eût peut-être été tout différent de ce qu'il fut. » On ne saurait mieux dire. Les compatriotes d'Heeren peuvent méditer avec fruit cette leçon.

Les faits que j'ai résumés se passent de commentaires. Tout ce que je pourrais ajouter en affaiblirait l'accent. Aujourd'hui, c'est l'héroïsme ambiant, c'est le courage du front, c'est la constance de l'arrière qui donnent leur signification profonde à ces évocations de temps très anciens. Quand nous lisons Polybe et Tite-Live, il nous suffit de lever les yeux du livre, et de regarder autour de nous, pour y découvrir une vertu qui dépasse la « vertu romaine » dans toute sa gravité et toute sa noblesse. Saluons avec une fierté chaque jour renouvelée cette vertu magnifique qui s'affirme dans les plaines de la Picardie comme elle s'est affirmée sous les murs de Verdun, et attendons, nous aussi, la récompense qui ne peut manquer à tant d'héroïsme.

PAUL HUVELIN.

MITRAILLEUSES ET FILS DE FER

La présente guerre, a-t-on dit, est une guerre de matériel : observation incomplète et caractéristique insuffisante, car le conflit gigantesque où s'affrontent les deux moitiés du vieux monde ne met pas en jeu seulement toutes les créations de l'industrie guerrière, toutes les ressources en matières et en hommes, toutes les richesses des nations belligérantes, mais encore toutes les forces morales des armées et des races : chez les combattans, lutte de résistance aux fatigues, aux efforts, aux sacrifices sanglans ; chez les peuples, lutte de patience aux épreuves, aux deuils, aux misères ; guerre d'usure, mais d'usure morale autant que matérielle, car les forces morales s'épuisent comme les forces physiques ; car les cœurs et les âmes s'usent au contact prolongé des souffrances, comme les canons au frottement répété des projectiles ; guerre où triomphera, suivant le principe posé par les Japonais, celui qui sera capable de tenir un quart d'heure de plus que l'adversaire, où le parti l'emportera qui aura poussé plus loin que l'autre l'esprit de sacrifice !

Mais si, pour déterminer la victoire, le facteur matériel n'entre pas seul en ligne de compte, il n'en joue pas moins un rôle considérable, grâce aux perfectionnemens incessans, et recherchés de part et d'autre avec une égale ardeur, dans l'art de tuer sous toutes ses formes, dans la science de détruire sous toutes ses faces.

Il en devait être ainsi, parce que la lutte s'est ouverte à une époque de merveilleux progrès scientifiques, parce que le terrible fléau a été préparé, voulu, déchaîné par une nation en

plein épanouissement industriel, ayant acquis dans ce domaine matériel une avance colossale, où toutes les inventions relatives à la guerre avaient été encouragées, adoptées, emmagasinées, militarisées, où la mobilisation industrielle s'était déclenchée à la même heure et avec le même automatisme que la mobilisation militaire.

La guerre a donc mis en œuvre une variété infinie d'outils de destruction, en même temps que, par un curieux anachronisme, elle ressuscitait de vieux engins d'un autre âge; et pourtant, l'infernale chimie allemande mise à part, l'invention définitive et éclatante qui révolutionnera l'art de tuer n'a pas encore fait son apparition. L'artillerie lourde et sa puissance étaient connues depuis longtemps; la torpille et la mine sous-marine avaient fait leurs preuves; on n'ignorait ni les dirigeables, ni la possibilité des bombardemens aériens.

Mais ce qui a été une des révélations de la guerre, c'est l'extraordinaire puissance d'un engin léger, protégé par un obstacle artificiel vulgaire; c'est l'accouplement d'une machine à tuer vertigineuse avec une défense accessoire tenace; c'est la multiplication de cette terrible faucheuse, jointe au développement indéfini d'un réseau de métal inextricable; c'est la combinaison redoutable : mitrailleuses et fils de fer!

Pourtant la mitrailleuse existait depuis longtemps comme arme de guerre, et elle n'était même pas une invention allemande; l'usage des réseaux de fils de fer n'était pas chose nouvelle, et pas davantage issue d'un cerveau germanique; mais de l'extraordinaire puissance d'un simple fossé jalonné de mitrailleuses, elles-mêmes défendues par un lacis de métal, la démonstration a été faite en une série de révélations sanglantes.

Qu'est-ce qu'une mitrailleuse? Un engin portatif que trois hommes suffisent à servir, qu'un grain de sable peut enrayer, dont un choc fausse le mécanisme. Qu'est-ce qu'un réseau de fils de fer, sinon une clôture rudimentaire, banale et grossière; mais protégez l'approche de l'une par une plantation de l'autre, créez une zone inextricable qui retiendra inexorablement une attaque sous des rafales meurtrières, accouplez la puissance destructive de l'arme à la résistance hargneuse de l'obstacle, et vous aurez constitué la plus redoutable des barrières propre à briser l'élan de la plus déterminée des offensives.

On a dénié à la race allemande tout génie inventif : il

faudrait peut-être faire exception pour tout ce qui touche au domaine de la guerre. Sans doute la France demeure la terre des imaginations créatrices, la grande semeuse des idées fécondes ; mais servi par son instinct de meurtre et son esprit de ruse, le cerveau germanique a réalisé des machineries que l'on dirait inspirées par le génie du mal : parmi celles-là, la combinaison mitrailleuses et fils de fer est l'une des plus infernales.

*
* *

On définit la mitrailleuse : une arme à feu à un seul canon, tirant à très grande vitesse la cartouche d'infanterie et à fonctionnement automatique, c'est-à-dire n'exigeant d'autre énergie qu'une partie de celle produite par la déflagration des gaz de la poudre à chaque coup tiré.

Appliqué à notre arme actuelle, le mot mitrailleuse est impropre ; son véritable nom serait fusil-machine, comme l'ont appelé les Allemands, *gewehrmachine* et les Anglais *machinegun*.

Le mot « mitraille, » fort ancien, s'appliquait aux morceaux de ferraille dont jadis on chargeait les canons. Outre un tir des plus irréguliers, il en résultait une usure considérable des engins de bronze. Pour y remédier, on eut l'idée, aussitôt l'apparition des pièces sur affûts roulans au XIVe siècle, d'accoler parallèlement plusieurs canons légers dits *traits à feu*. C'étaient les *ribaudequins* ou les *orgues*, ainsi nommés parce que leur aspect rappelait celui de tuyaux d'orgue assemblés ; mais, par suite de la difficulté d'une mise de feu simultanée, leur efficacité restait médiocre. Aussi au XVIe siècle Léonard de Vinci, l'universel génie qui a touché à toutes les sciences et à tous les arts, s'appliqua-t-il à chercher des engins mitrailleurs dont plusieurs dessins nous ont été conservés de sa main.

Vers la même époque, on vit apparaître les *boîtes à mitraille*, enveloppe cylindrique renfermant des débris de métal, qui ne s'ouvrait dans le tir qu'à sa sortie de la bouche du canon : on parait ainsi à la détérioration de l'âme de la pièce. Plus tard J.-B. de Gribauval, inspecteur général de l'Artillerie, perfectionna la boîte, en substituant des balles sphériques régulières aux morceaux de mitraille.

Mais l'idée d'une arme à plusieurs canons ne fut reprise que deux siècles plus tard, vers 1830 en Belgique, où un ancien

officier de la Grande Armée, Falschamp, imagina une *mitrailleuse*, composée de canons assemblés parallèlement en faisceau prismatique et se chargeant par la culasse avec un projectile détonant par percussion : son modèle le plus perfectionné, établi en 1857, avait l'aspect et le poids d'une pièce d'artillerie, et comportait cinquante canons d'un calibre approchant de celui du fusil, et tirant cent balles à la minute, jusqu'à 2000 mètres, portée considérable pour l'époque.

En Amérique, la guerre de Sécession amena la création de nouvelles mitrailleuses; la plus connue fut la Gatling, à six, huit ou dix canons. Une manivelle actionnée à la main assurait le fonctionnement. La vitesse de tir atteignait théoriquement 300 coups à la minute. Mais les résultats furent médiocres.

En France, dans les dernières années de l'Empire, apparut la mitrailleuse, système de Reffye; dite : *canon à balles*. Elle se composait d'un faisceau de vingt-cinq canons chargés au moyen d'un bloc chargeur approvisionné à vingt-cinq cartouches : celles-ci étaient frappées par vingt-cinq percuteurs que déclenchait la manœuvre d'un levier à main. La vitesse de tir atteignait 150 coups à la minute, et la portée des balles 2500 mètres. Attelés et servis par l'artillerie, ces engins avaient pour but de transporter à distance le tir à mitraille. En dépit des espoirs fondés sur elles, et de leur nom impressionnant, ces mitrailleuses ne causèrent que des déceptions.

A la même époque, la Bavière adoptait une arme analogue, connue sous le nom de mitrailleuse Feld, et dont une seule batterie de quatre pièces fit sans éclat la guerre de 1870.

Aucune de ces armes n'était automatique, puisqu'elles fonctionnaient par l'énergie humaine.

Quelques années après, les Anglais et les Russes adoptaient un modèle de mitrailleuse Gatling ; mais on trouvait l'engin trop lourd, et on en vint à désirer une arme plus légère, non attelée au moment du combat, apte à accompagner partout l'infanterie, et où le rôle des servans serait réduit au minimum. Ce fut la Maxim qui, la première, réalisa ces conditions : la mitrailleuse *automatique* était créée. Le premier type en fut établi par Hiram Maxim après une dépense de sept millions en études, contrats et expériences : un modèle pratique était réalisé dès 1882 et adopté aussitôt par l'armée anglaise, qui en fit l'essai dans ses expéditions coloniales.

*
* *

Chez nous, les principaux modèles actuellement en usage sont : la Saint-Étienne ou mitrailleuse 1907, la mitrailleuse de Puteaux, la Hotchkiss 1914. Disons un mot des caractéristiques de la Saint-Étienne.

Le principe moteur est un emprunt de gaz dans le canon par un trou de 4 mm. 8 ; ces gaz arrivant dans un cyclindre appelé *chambre à gaz* projettent vers l'avant un piston parallèlement au canon, puis s'échappent dans l'air par des ouvertures appropriées ; le piston en fin de course se trouve ramené en arrière par un ressort récupérateur. C'est ce mouvement de va-et-vient qui engendre automatiquement le fonctionnement complet de l'arme, savoir : ouverture et fermeture de la culasse avec extraction et éjection ; armé, percussion, détente ; alimentation. L'arme peut tirer soit à toute vitesse, en tir rapide, soit en tir réglé par un appareil spécial, qui permet toutes les cadences, depuis 10 jusqu'à 500 environ. L'alimentation se fait par bandes rigides en acier au nickel portant vingt-cinq cartouches.

Cette mitrailleuse ne comporte pas de manchon à eau comme sa rivale allemande ; aussi l'arme s'échauffe fortement en tir rapide : dans un tir intensif, le canon peut atteindre la température du rouge sombre, environ 800 degrés ; mais cet échauffement ne nuit en rien aux qualités balistiques de l'arme ; le canon, grâce à sa fabrication en acier spécial au manganèse, ne perd pas sa trempe, ou plutôt se retrempe à l'air en se refroidissant et se retrouve tel qu'il était avant le tir.

La pièce, posée sur un affût-trépied, peut se mettre en batterie dans deux positions : normale ou couchée. Dans la première, le tireur s'assied sur une sellette portée par la flèche ; dans la deuxième, il se couche sur le dos le long de la pièce.

Le problème du transport de la mitrailleuse est essentiel. Pour en faire une arme de l'infanterie apte à accompagner partout cette dernière, on a cherché à le résoudre au mieux. Dans les routes, les marches d'approche, les zones à grand défilement, les pièces et leur premier approvisionnement sont transportées soit sur bâts, soit sur voiturettes attelées. Sous le feu ou sous sa menace, les bâts ou voiturettes sont déchargés, et les élémens de pièce transportés à dos d'homme ou à la

main. Il faut procéder ensuite au remontage de l'arme pour sa mise en batterie.

Le débit ultra-rapide de projectiles est une des caractéristiques de la mitrailleuse. Suivant les modèles, la vitesse théorique varie de 4 à 700 coups à la minute. Mais ces vitesses énormes doivent s'entendre mesurées en plein fonctionnement d'une bande déjà engagée ; il faut en déduire le temps pour le passage d'une bande à l'autre.

Au total, lorsqu'une mitrailleuse débite 400 projectiles *dans* une minute, il semble que ceci soit un maximum : c'est d'ailleurs un mouvement *prestissimo*, qu'on peut essayer de se représenter par une cadence qui serait de sept battemens *à la seconde*. Au point de vue tactique, il n'y a pas d'intérêt à la dépasser, et un tir *sans arrêt* de plus d'une minute sur le même objectif est rarement justifié.

Théoriquement, l'arme reposant sur un appui fixe, toutes les balles devraient suivre la même trajectoire : en réalité, par suite des vibrations de la pièce et du jeu existant dans les organes de pointage, il n'en est pas ainsi : les balles décrivent chacune leur courbe, et l'ensemble de celles-ci constitue une *gerbe*, extrêmement serrée, mais très étroite, qu'on pourrait comparer à la nappe d'eau lancée par un tuyau d'arrosage. Dans le tir avec fauchage qui est le tir normal, on juxtapose sur tout le front de l'objectif un certain nombre de gerbes. Il en résulte qu'au point d'arrivée sur le sol, la densité des balles est terrible et on obtient un effet extraordinaire de destruction sur le personnel non abrité.

L'effet du tir de mitrailleuse sur les blindages, cuirassemens ou obstacles, est le même que celui du fusil. Sur les réseaux de fils de fer, on obtient un effet de destruction assez sérieux, mais très localisé, par un tir bloqué de quelques milliers de cartouches.

***

La mitrailleuse est en résumé un engin léger, semi-portatif, extrêmement meurtrier, au service duquel suffit un personnel restreint : elle permet donc une économie d'hommes sur un front donné, et c'est une des raisons de la faveur extraordinaire dont elle jouit dans l'armée allemande.

En position, l'arme est peu visible, et facile à dissimuler

complètement, : en revanche, elle se trahit elle-même par le son dès qu'elle entre en action : le bruit d'une fusillade même exaspérée ne peut jamais être confondu avec le claquement à cadence très rapide et régulière du terrible tac-tac. Bien plus, le crépitement sec, brutal, rageur et précipité de mitrailleuses en tir rapide arrive à dominer parfois le fracas des gros projectiles. Si l'on compare le calibre d'un fusil-machine 8 millimètres avec celui d'un simple obusier demi-lourd de 105 millimètres par exemple, le fait paraît surprenant, mais il a été constaté maintes fois.

Quoique d'un mécanisme compliqué, les mitrailleuses actuelles sont très robustes. Certains organes délicats peuvent se briser au cours d'un tir, mais comme on dispose de pièces de rechange, tout remplacement par une équipe exercée peut s'exécuter en quelques minutes : simple question de dressage du personnel.

*
* *

Étudions maintenant la mitrailleuse allemande.

Cette mitrailleuse, d'un modèle unique Maxim, se distingue par le système de refroidissement, le mode de transport, la vitesse de tir.

Le canon de l'arme est entouré sur toute sa longueur d'un manchon métallique rempli d'eau pour le refroidissement : au bout de 6 à 800 coups le liquide entre en ébullition, d'où un échappement de vapeur qui gêne le tireur et décélerait la présence de l'arme, s'il n'était dirigé soit vers la terre soit dans une caisse à eau. Au cours de la guerre de mouvement, et par une de ces ruses qu'ils affectionnent, les Allemands ont quelquefois utilisé cette particularité pour faire croire à la présence de mitrailleuses imaginaires, en produisant un dégagement de vapeurs par un feu d'herbes mouillées.

La Maxim utilise la bande-chargeur en toile souple garnie de 250 cartouches. La vitesse de tir est unique, environ 400 coups à la minute.

Le mode de transport diffère du nôtre en ce qu'il n'utilise pas d'animaux de bât : tout le matériel est sur voiture : la mitrailleuse toute montée repose sur un socle entrant à glissière soit sur un caisson, soit sur une automobile. Dans les voitures Mercédès allemandes fabriquées en temps de paix, on n'avait pu

s'expliquer le rôle de certains écrous fixés aux châssis : on a su depuis qu'ils étaient construits pour s'adapter à des Maxim.

Les compagnies de mitrailleuses comprennent, comme personnel monté, les officiers et les sous-officiers : en outre, les caissons attelés peuvent prendre le trot en emmenant les servans et laissant momentanément en arrière les pourvoyeurs. On aperçoit ainsi qu'une des préoccupations du commandement allemand a été d'engager très rapidement les mitrailleuses, et au besoin de leur faire devancer leur infanterie.

Dans la zone de feu, la mitrailleuse *toujours montée* sur son affût est transportée, soit par un seul homme sur ses épaules (poids 55 kilos), soit par deux hommes en civière, soit par les trois servans traînant à terre la machine, dont l'affût à avant recourbé, qui lui donne l'aspect d'un gros insecte, se prête à ce mode de progression, même en terrain difficile. Certaines mitrailleuses sont munies de chaînes pour le transport à bras; on en a tiré des conclusions un peu hâtives sur le mitrailleur rivé à sa pièce : la vérité est plus simple et moins dramatique.

Cependant, quelques exemples ont été constatés de cette manière brutale. Dans le bois de Fricourt enlevé par les Anglais lors de l'offensive combinée, un mitrailleur allemand fut retrouvé attaché à son engin par le pied et par la ceinture, mourant d'épuisement et de soif, étant complètement privé d'eau depuis trois jours. Et au fond d'un abri souterrain, dans la région de Gommecourt, les Tommies découvrirent le cadavre d'un servant rivé à sa pièce par une chaîne lui entourant le poignet.

La Maxim ne tire que dans une position, la position basse, à environ cinquante centimètres d'élévation, pour obtenir un tir fauchant au ras du sol.

A la mobilisation, les unités de mitrailleuses allemandes très nombreuses étaient complètement organisées, soit en compagnies de régiment, soit en compagnies de division. L'enseignement des guerres balkaniques, qui en France n'avait pas été suffisamment récolté, avait démontré que la présence des mitrailleuses au combat était pour l'infanterie non seulement une aide matérielle puissante, mais un appui moral considérable.

Aussi les Allemands entraient en campagne avec des milliers de fusils-machines. Cet engin de guerre convenait parfaitement à leur tempérament; une arme automatique répondait à leur amour immodéré du machinisme et au dressage mécanique

de leurs soldats; une arme meurtrière s'accordait avec leur instinct de destruction; enfin la mitrailleuse s'annonçait comme l'arme de la surprise et de la traîtrise, deux « spécialités » bien germaniques.

Au début de la guerre, le grand nombre des mitrailleuses fut un des élémens de la supériorité allemande. Ils excellaient à embusquer l'arme derrière un mur, une haie, ou dans une meule de paille truquée, en masquant l'orifice du canon pour dissimuler la flamme. Depuis, la multiplication de ces engins leur a permis de suppléer dans une certaine mesure à l'usure du matériel humain.

Le dénombrement du butin conquis par les armes alliées sur le front franco-anglais fait ressortir le chiffre moyen d'une mitrailleuse ennemie capturée pour cent prisonniers pendant les mois de juillet et d'août. Au cours des grandes actions offensives de septembre, cette proportion a plus que doublé : elle apparaît très considérable, si l'on tient compte de ce que chaque engin saisi en laisse présumer un ou plusieurs autres anéantis.

Le développement croissant du nombre des fusils-machines apparaît donc comme une caractéristique de la tactique défensive allemande, la ligne de ces engins constituant pour leurs tranchées une ossature aux élémens de plus en plus resserrés.

Quant à leur soldat mitrailleur, choisi avec soin et entraîné méthodiquement, on l'a instruit dès le début dans cette idée que son engin est irrésistible dans la défense; en outre, tout en lançant mécaniquement, scientifiquement la mort, il peut contempler le spectacle de son œuvre destructrice de vies humaines, ce qui flatte ses instincts héréditaires de meurtre. Il faut remarquer qu'aucun servant d'une autre arme ne jouit du même privilège; ni l'artilleur qui tire à longue portée, ni le bombardier aérien qui sème ses projectiles d'une grande hauteur, n'aperçoivent les effets de leur action : seul peut s'assimiler au mitrailleur l'équipage du sous-marin, qui lance une torpille portant au but, et assiste alors à l'agonie et à la mort de ses victimes.

Tous ces sentimens contribuent à donner aux mitrailleurs allemands, soldats d'élite, une mentalité et un orgueil particuliers. Ils font preuve au combat d'une réelle bravoure, et souvent d'un acharnement extraordinaire. Nombre d'entre eux ont fait le serment de se faire tuer plutôt que de se rendre, et

n'hésitent pas à massacrer impitoyablement les « kamarades » qui tentent de manquer à leur parole.

Lors de l'attaque anglaise sur Mametz, les mitrailleurs allemands se sont battus jusqu'à la dernière minute : leur tranchée enlevée, ils refusèrent de se rendre. En revanche, ces mêmes soldats avaient fait preuve d'autant de sauvagerie que de courage en déchaînant leur feu implacable pour achever de malheureux blessés se traînant sur le sol.

On a remarqué d'ailleurs que la bravoure, le sang-froid, l'audace et l'habileté des mitrailleurs allemands contrastaient avec la timidité et souvent la maladresse de leurs lanceurs de bombe. Les grenadiers français et anglais se montrent en général très supérieurs aux bombardiers teutons, sans doute parce que l'usage de la mitrailleuse convient surtout à des soldats-machines, celui des engins à main faisant appel au contraire à la valeur individuelle des combattans.

Mais il faut reconnaître que, comme mitrailleurs, les Allemands sont passés maîtres dans leur art brutal.

***

Comment s'emploient tactiquement ces armes terribles?

Au début de la guerre, au cours des opérations de mouvement, nous avions considéré les mitrailleuses comme une *réserve de feux;* aussi les sections étaient-elles maintenues loin en arrière et n'intervenaient-elles que tardivement, on ne les engageait qu'à regret et avec parcimonie. Nous avons vu que la conception allemande était tout autre.

Depuis, nous avons admis que les mitrailleuses doivent être regardées comme *couverture* de l'infanterie aux petites et aux moyennes distances; elles prolongent en quelque sorte l'action du canon, bien qu'agissant d'une manière très différente. Donc, pour aider la progression d'une attaque, il importe d'engager rapidement le plus possible de mitrailleuses.

Mais outre ces unités de couverture, d'autres doivent accompagner d'aussi près que possible les troupes d'assaut, et se tenir prêtes à garnir la première position conquise pour faciliter à l'infanterie une progression nouvelle. La place de ces mitrailleuses est très délicate à déterminer; bien qu'elles doivent entrer en action le plus tôt possible, il paraît très hasardeux de les faire marcher avec la première vague; elles semblent trouver leur

place la plus avantageuse derrière la deuxième ou la troisième.

Dans la défensive, les mitrailleuses ne doivent pas être toutes placées sur la première ligne, celle-ci étant trop exactement repérée par l'artillerie ennemie; il y a intérêt à les disposer en profondeur, et de préférence à chaque saillant, pour prendre de flanc les attaques. Les mitrailleuses des Allemands sont presque toujours en flanquement, ce qui est la meilleure façon de les utiliser, en augmentant la portion efficace de la gerbe. Leurs prisonniers parlent souvent de *mitrailleuses de position*, montées sur affûts fixes et indépendantes des mitrailleuses d'unités. Pendant longtemps, on a casematé les mitrailleuses dans des abris protégés : blockhaus, coupoles blindées, fortins; mais, actuellement, on a tendance de part et d'autre à n'installer les mitrailleuses qu'au moment du combat et sur le parapet même de la tranchée. En temps normal, l'engin demeure soigneusement abrité : en cas d'attaque, on sort la mitrailleuse. On évite ainsi la construction d'abris à relief forcément visible, donc repérable, et immanquablement détruit un jour ou l'autre, lorsque l'arme tire au travers d'un créneau, lequel offre en outre l'inconvénient de restreindre singulièrement le champ de tir. Lors du combat de la Ville-aux-Bois, le 25 avril dernier, et qui fut pour nos armes un succès local, nos soldats capturèrent plusieurs mitrailleuses allemandes, abritées sous terre à huit mètres de profondeur, et qu'un système de treuil avec câble et plan incliné permettait de descendre et de remonter.

En somme, les mitrailleuses sont le plus souvent *à éclipse*, et caractéristiques par leur insaisissabilité, elles ne se démasquent que par leur aboiement au moment d'une attaque, et à l'instant où l'assaillant croit mettre la main sur la position ennemie : de là leur effet de surprise.

Les premiers enseignemens de l'offensive sur la Somme ont montré que les Allemands appliquaient méthodiquement et avec une remarquable ingéniosité ce système. Cherchant à mettre leurs engins à l'abri des plus formidables bombardemens, ils y réussissent parfois grâce à la profondeur de leurs souterrains; dès que l'artillerie ennemie, allongeant son tir, entame les feux de barrage, les mitrailleurs remontent en hâte leurs fusils-machines et les installent à découvert sur ce qui reste du parapet.

Un sous-officier mitrailleur bavarois, capturé à la Boisselle

dans un abri de vingt hommes, a exposé la consigne reçue par lui : « Dès que l'attaque d'infanterie ennemie se déclenchera, mettre le feu aux mines toutes prêtes, puis remonter au jour, installer les mitrailleuses et résister à outrance. »

Pour parer aux effets d'écrasement formidables des gros projectiles explosifs, les Allemands, infatigables remueurs de terre et travailleurs acharnés, avaient construit dans toute la région des abris d'une extraordinaire solidité. Un nouveau type en avait été établi par le commandement; du modèle dit *Zwei gruppen*, aménagé pour deux groupes de neuf hommes chacun, avec murs et plafond renforcés, on accédait au fond par seize marches de vingt-quatre centimètres ou par des échelles : cette chambre souterraine servait d'abri à la mitrailleuse et à son équipe. Pour remonter la machine à l'air libre, le plus souvent au moyen d'un système de cordes et de poulies, il ne faut pas plus de quelques secondes à des mitrailleurs exercés.

On a vu même de ceux-ci, aussitôt l'explosion d'une mine, installer leur engin sur les bords de l'entonnoir; et d'autres, quand une première vague d'attaque a passé sur leur tête, cribler de leur feu ressuscité les derrières des lignes assaillantes. De tels effets de surprise se sont produits au détriment des fantassins anglais, aux abords des villages de Thiepval et de Serre, démontrant à nos braves alliés la nécessité du fameux « nettoyage de tranchées, » opération spéciale avec laquelle, en raison de leur traditionnel amour du *fair play*, ils ne s'étaient pas encore familiarisés.

Mais à mesure qu'il s'enfonçait plus profondément dans le sol, l'ennemi, pour remonter rapidement ses engins au jour, était amené à perfectionner les systèmes élévatoires. C'est ainsi que dans le château de Thiepval, considéré par ses défenseurs comme un réduit imprenable et qui n'en fut pas moins emporté d'assaut le 15 septembre par nos alliés britanniques, ceux-ci découvrirent avec étonnement une extraordinaire installation comprenant cinq ascenseurs, capables de faire surgir ou disparaître instantanément hommes et matériel. Cette machinerie explique comment les premières attaques furent longtemps tenues en échec, malgré des préparations d'artillerie formidables. A maintes reprises, les assaillans avaient essuyé les feux meurtriers de mitrailleuses allemandes apparaissant et s'éclipsant « à l'instar de Punch, au théâtre d'enfans, »

suivant l'expression d'un correspondant de guerre anglais.

Qu'il s'agisse d'attaquer des villages ou des retranchemens organisés, les mêmes dangers proviennent de ces mitrailleuses ennemies, *rescapées* soit par l'effet du hasard, soit grâce à leur protection spéciale. A Mametz, à Montauban, à Fricourt, des mitrailleuses, tirant par les soupiraux des caves ou les fenêtres des maisons, causèrent de terribles ravages dans les lignes britanniques.

L'organisation allemande du village de Pozières, — d'une contenance de 400 habitans, — et de ses abords ne comprenait pas moins de 200 mitrailleuses, dont 30 étaient demeurées intactes en dépit d'un tir de destruction de quarante-huit heures. La prise de cette position formidable fut un magnifique exploit réalisé par les Australiens, mais il fallut à ceux-ci, pour s'en rendre maîtres, quatre jours et quatre nuits de combats acharnés, corps à corps, pied à pied, — *hand to hand*, disent les Anglais. — A chaque tournant des méandres souterrains du village, on rencontrait des Maxims en embuscade qui déchaînaient leur feu dans un couloir de mort : il fallut les réduire une à une, en attaquant leurs équipes à la grenade.

En somme, démasquées à courte distance, actionnées en tir bloqué, rapide et flanquant, ces mitrailleuses insaisissables lancent des rafales d'une extrême puissance, qui ne laissent aucun être vivant debout dans l'intérieur de la gerbe et fauchent la troupe d'attaque avec une instantanéité terrible.

Au cours des récentes attaques de Ginchy, de Guillemont, de Courcelette par nos Alliés, comme à celles de Berny, de Vermandovillers, de Deniécourt par nos propres troupes, les plus redoutables obstacles furent ces nids de mitrailleuses, çà et là demeurées intactes, surgissant diaboliquement et servies par des combattans d'élite, dont l'extrême acharnement ne fit que rehausser la bravoure des assaillans et rendre le succès de ceux-ci plus éclatant. L'expérience des précédens combats avait démontré que seuls des partis de grenadiers résolus, se coulant dans les entonnoirs et les trous d'obus, pouvaient réduire ces mitrailleurs obstinés en les attaquant à coups de bombe. Mais l'opération demeurait difficile, précaire souvent, coûteuse toujours.

C'est alors que, pour écraser ces nids de guêpes quand l'artillerie n'a pu les détruire à distance, l'armée britannique inau-

gura ces étranges machines de guerre, surnommées *tanks*, dont l'apparition suscita une si vive curiosité. Officiellement appelées H. M. L. S. (His Majesty Land Ship), navires terriens de Sa Majesté, ces monstres présentaient l'aspect de gigantesques tortues, longues, basses, à carapace d'acier couleur poussière, aptes à progresser en terrain chaotique d'assaut, capables de renverser des murs d'un seul choc, de traverser des bois et des réseaux de fils de fer, de franchir les tranchées, de descendre et remonter les bords d'un entonnoir, et destinées spécialement à attaquer directement les mitrailleuses ennemies. On a vu de ces engins fantastiques *travaillant* à l'attaque du château de Thiepval, marcher sur des mitrailleuses en action, les écraser et en broyer les servans. On les a dépeints comme des bêtes apocalyptiques et formidables, invulnérables, irrésistibles, crachant la mort de toutes parts au moyen de fusils-machines et de canons légers, et semant la terreur dans les lignes ennemies : tels jadis les éléphans de Pyrrhus, à l'épreuve des glaives et des traits, jetant l'effroi dans les cohortes romaines.

C'est l'inauguration d'une tactique nouvelle, dont l'importance ira grandissant, le combat de la mitrailleuse protégée mobile contre la mitrailleuse fixe en action (1).

Ainsi dans la défensive les mitrailleuses travaillent de concert avec l'artillerie, mais chacune avec un objectif différent. Tandis que les premières se chargent d'arrêter les vagues d'assaillans, l'autre dirige en arrière de celles-ci ses fameux tirs de barrage qui, par un rideau de feux très dense, interdisent l'approche des réserves ou détruisent ces dernières.

Enfin, tandis que les obus, de par leurs effets d'éclatement, ont plutôt tendance à disperser les corps humains qu'à les entasser, les monceaux de cadavres dont il est fait mention au cours des grandes opérations sont principalement dus au tir

(1) La mise au point des *tanks* et leur application pratique est l'œuvre du lieutenant-colonel Swinton; leur développement est dû à un entreprenant homme d'affaires, le major Stern.

Il est curieux de remarquer qu'en vertu du monopole qu'ils prétendent s'arroger en matière de machinerie guerrière, les Allemands n'ont pas manqué de revendiquer cette invention comme issue d'un cerveau germanique. Le *Lokal Anzeiger* en faisait la déclaration « dans l'intérêt de la vérité historique ! »

Selon lui, un modèle de croiseur terrestre aurait été établi en 1913, par un ingénieur de Kœnigsberg, nommé Gœbal; et le H. M. L. S. n'en serait qu'une pâle imitation !

fauchant des mitrailleuses dans un couloir d'attaque. Le groupement serré d'hommes gisans dans certains secteurs étroits inscrit avec évidence sur le sol lui-même la marque tragique du travail destructeur des mitrailleuses.

Signalons enfin un emploi tactique nouveau de l'engin : celui de la mitrailleuse d'avion sur objectif d'infanterie. Un communiqué a mentionné l'exploit d'un aéroplane descendant à cent mètres au-dessus d'une ligne de fantassins allemands en retraite et lui décochant quelques rafales meurtrières. Quelques jours après, un avion britannique, planant à trois cents mètres, prenait d'enfilade sous le feu de sa machine Lewis une troupe abritée dans le fossé d'une route et y semait le désordre. Sans doute, il s'agit là d'un emploi exceptionnel de l'engin dans la tactique aérienne, mais dont l'occasion se retrouvera, dès que des objectifs favorables se représenteront à nos audacieux combattans de l'air aux aguets (1).

*
* *

Mais la défense ne se contente pas de rendre le terrain intenable en le maintenant sous la menace d'un feu destructeur ; elle sème le chemin à parcourir d'un obstacle redoutable et compliqué : les réseaux de fils de fer.

L'emploi d'une barrière artificielle à claire-voie pour entraver la marche de l'assaillant est aussi ancien que celui de la tranchée elle-même ; exemple, les chevaux de frise classiques utilisés dès le Moyen Age. Sitôt que la métallurgie moderne eut réalisé des progrès dans la branche de la tréfilerie, l'idée naquit d'appliquer à l'art de la guerre la résistance et la malléabilité du fil de fer tressé en grillage ou tendu en lacis : tout comme la mitrailleuse, le réseau fit son apparition au cours de la guerre de Sécession, où les généraux américains creusèrent beaucoup de retranchemens : on utilisait tout naturellement le fil de fer, dans un pays où il constituait la seule clôture d'immenses domaines d'élevage.

Plus tard, au cours de la guerre Sud-Africaine, les Boërs

(1) Un des maîtres de la stratégie germanique en chambre, le major Moraht, en faisant l'aveu non sans mélancolie :

« Quelques aviateurs anglais, écrivait-il dans le *Berliner Tageblatt*, ont combattu directement avec leurs mitrailleuses nos troupes en marche ou en position. »

couvrirent leurs tranchées par des réseaux établis à une centaine de mètres en avant du fossé, de manière à créer un glacis : les premiers élémens de fil de fer se reliaient à des pétards armés, et destinés à faire explosion si des éclaireurs ennemis venaient s'y heurter pendant la nuit.

Pendant la guerre russo-japonaise, l'usage des réseaux se multiplia, tant en Mandchourie que dans les opérations du siège de Port-Arthur. On y constata la grande résistance de l'obstacle aux effets des projectiles de l'artillerie, et on en conclut que celle-ci ne pouvait détruire les réseaux qu'avec une grande dépense d'obus et un tir parfaitement réglé. Mais la pauvreté de leurs approvisionnemens en munitions ne permit pas aux Japonais d'employer ce procédé coûteux : il leur fallut recourir à la cisaille à main. Au cours des travaux d'approche dirigés contre la colline 203, dont la cime et les pentes gazonnées constituaient la clef de Port-Arthur, les Japonais imaginèrent d'habiller en vert scarabée des hommes choisis comme volontaires, qui, en rampant avec de grandes précautions et se glissant dans les herbes, atteignaient le réseau ennemi et en sectionnaient les fils.

La valeur de cette défense accessoire ayant été ainsi mise en relief, l'enseignement fut aussitôt recueilli par les Allemands.

Or, un des principes de l'organisation germanique tant dans le domaine de la guerre que dans celui de son activité économique, — y compris le développement de la population, — c'est qu'une chose étant reconnue utile, on ne saurait trop en avoir : c'est le système du colossal. Aussi, pour défendre leurs territoires conquis, les Allemands ne se contentèrent pas de les entourer d'un gigantesque fossé ; ils en ont couvert de bout en bout les approches par un obstacle redoutable : les réseaux de fil de fer.

Qu'on imagine une vilaine plantation de piquets, hauts de soixante centimètres en moyenne, disposés en quinconce à quelques pas d'intervalle et reliés l'un à l'autre, de long en large et de bas en haut par un lacis de fils de fer simple ou barbelé, le tout le plus hérissé, le plus tortueux, le plus enchevêtré possible. Si l'on considère l'extrême ténacité ou résistance à l'effort d'un simple élément de fil tendu, on peut concevoir quelles entraves rencontrera la progression d'un être humain à travers ce filet monstrueux, dont les mailles aux pointes

rébarbatives se croisent et s'entre-croisent si bien qu'un chat ne saurait impunément s'y glisser.

Toutes les sortes et toutes les épaisseurs de fils de fer sont utilisées dans la guerre actuelle ; c'est ainsi que sur le front italien, l'accès de certains abris autrichiens creusés en caverne dans le roc était défendu par des fils de fer ayant l'épaisseur du petit doigt, et tendus entre des pieux constitués par des troncs d'arbre cimentés dans le sol. Autour de Pozières, dont nous avons signalé l'organisation formidable, on a recueilli des morceaux de fils tressés de cinq tiges aux pointes aiguës. Fils allemands et fils français sont d'ailleurs très semblables. Certaines maisons américaines fournissent indifféremment de la ronce artificielle à nous et à nos ennemis, selon les principes positifs du *business* d'outre-mer. En raison de l'énorme consommation qui en résulte, — le seul front occidental dépasse linéairement 800 kilomètres, — les prix des différentes variétés ont subi une hausse de 50 à 150 pour 100 ; cette élévation suit d'ailleurs celle de l'acier employé à sa fabrication ainsi que du zinc qui sert à la galvanisation. Le fil ordinaire et le zinc provenaient d'Allemagne, celle-ci ne risque donc pas d'en manquer ; chez nous et nos alliés, ce sont maintenant les mines de Broken Hill en Australie et les mines d'Amérique qui fournissent le métal nécessaire.

L'établissement d'un « réseau » régulier nécessite la plantation de poteaux bas qu'on enfonce dans le sol aussi solidement que possible ; les poteaux en bois étant facilement détruits par l'artillerie, on les remplace parfois par des piquets en fer, munis d'anneaux pour l'attache des fils. Cette mise en place méthodique ne peut se faire qu'à certaine distance de l'ennemi, car le bruit des maillets frappant sur la tête des pieux, malgré les tampons dont on les bâillonne, décèle fatalement l'opération à un ennemi vigilant, toujours aux aguets de l'œil et de l'oreille. Aussi, devant les premières lignes, l'installation se borne à celle d'un réseau de fortune, à cause de la nécessité d'y travailler la nuit et parfois sous le feu.

On fait alors usage soit de spirales à déroulement instantané (réseaux Brun), soit de « trébuchets » juxtaposés, et reliés entre eux : sortes de polyèdres confectionnés à l'arrière, dont quatre bâtons reliés entre eux par du fil forment les arêtes : le tout, portatif, se met aisément en place. Quand les tranchées

adverses se trouvent très rapprochées, les réseaux amis et ennemis arrivent au contact et ne forment plus qu'un enchevêtrement ininterrompu et indistinct. Toute troupe qui veut attaquer doit donc procéder au déblaiement de son propre système en même temps qu'à la destruction du réseau d'en face.

En arrière des premières lignes, les réseaux sont généralement renforcés, car on a pu les établir avec méthode, à loisir et à l'abri des vues, sinon des coups. Ceci explique que des attaques même menées avec une extrême vigueur se voient arrêtées après un premier succès, en se heurtant à des organisations de fils de fer très puissantes, et qui ont échappé partiellement aux effets de l'artillerie. Les réseaux établis à contrepente, protégés par la forme même du terrain, constituent un obstacle particulièrement sournois et dangereux, parce qu'ils demeurent invisibles aux assaillans jusqu'à l'instant où ces derniers les abordent.

Les Allemands ont de nombreux boyaux garnis de fil de fer sur leurs deux faces, pour parer à un encerclement et en permettre la défense dans deux directions opposées.

Enfin, dans certaines de leurs tranchées de la Somme, on a trouvé le sol couvert de traverses de chêne où s'entre-croisaient des fils de fer très épais pour parer à l'usure du bois.

On a fait remarquer que dans ce système, avec l'extraordinaire complication et enchevêtrement des tranchées, boyaux, sapes et cheminemens, qu'enserrent des ceintures d'obstacles, la garnison des retranchemens se trouve en quelque sorte prisonnière de sa propre fortification. La fuite est à peu près impossible, car le soldat reste invinciblement adhérent au sol de la tranchée, où tout mouvement de repli par des zigzags étroits ne se fait qu'homme par homme et avec une lenteur infinie. Le tout peut donc être défendu même par des troupes médiocres, et l'on conçoit qu'une telle organisation ait pu germer dans le cerveau d'une armée dont les meilleurs élémens avaient été anéantis au cours d'opérations en rase campagne.

Quoi qu'il en soit, les combinaisons multiples auxquelles se prêtent la souplesse et la résistance du fil de fer pour semer des embûches traîtresses sous les pas des assaillans sont mises en œuvre par les Allemands avec une étonnante habileté. Qu'il s'agisse de points d'appui naturels ou de retranchemens créés de toutes pièces, leurs pionniers excellent à en protéger les

abords par les enchevêtremens tortueux et hérissés des réseaux barbelés. Le bois des Trônes, que nos amis anglais ont emporté après quatre jours de lutte sanglante pied à pied et d'arbre en arbre, en présentait un exemple extraordinaire. On l'aurait dit mis en état de défense par des équipes de braconniers, tant sa surface entière, truquée et machinée, se révéla garnie de redoutables pièges à hommes *(man-trap)* semée de collets d'acier, et tendue de toiles d'araignée en fils de fer épais attachés aux troncs d'arbres et se compliquant de l'imbroglio des racines. Déjà, au cours de leur première avance victorieuse, les Anglais avaient constaté, non sans stupeur, que certaines tranchées de *vingtième ligne* elles-mêmes étaient défendues par des fils de fer, au milieu d'un fantastique enchevêtrement de boyaux et de sapes, aussi serré que les ramifications d'une étoile de givre.

On conçoit tout ce que le franchissement de si redoutables clôtures représente d'efforts, de dangers et de sacrifices.

***

Obstacle invincible à la marche de l'infanterie, les réseaux de fils de fer doivent donc être détruits préalablement à toute attaque. A tout le moins, il faut y créer des brèches ou y ménager des passages. On peut y réussir par des groupes d'hommes qui rampent vers le réseau et en coupent les fils à la cisaille, ou qui y déposent des chapelets de pétards qu'on fait ensuite exploser à distance : l'un et l'autre moyen extrêmement hasardeux sous le feu d'un ennemi très proche. Encore faut-il ajouter que, même sectionnés, les morceaux de fil de fer demeurent en place et constituent un obstacle sérieux, et non sans danger : on a vu la simple piqûre d'une pointe de ronce artificielle occasionner par infection de graves blessures.

Le tir d'une mitrailleuse bloquée, nous l'avons dit, peut pratiquer un déblaiement, mais seulement sur une brèche étroite.

On a également essayé de lancer de la tranchée de départ au moyen d'un canon porte-amarre un grappin fixé à un câble d'acier, que l'on ramène ensuite en arrière au moyen d'un treuil ; mais outre que celui-ci est souvent difficile à installer, il arrive que le treuil cède, ou que le câble casse, ou que le grappin, en ratissant les fils arrachés, ramène jusque sur le parapet de la tranchée une masse de métal agglutiné extrêmement serrée qui constitue un nouvel obstacle. Le système ne peut d'ailleurs

s'appliquer qu'à des réseaux à portée de la première ligne.

Ces différens procédés donnent des résultats médiocres. Le seul mode de destruction efficace des fils de fer réside dans l'emploi répété d'obus explosifs avec fusée sans retard, en tir parfaitement réglé. Les poteaux sont alors hachés, les débris de métal pulvérisés; le tout constitue un excellent travail de déblaiement, mais nécessite une grosse consommation de projectiles : considération qui aujourd'hui n'entre plus guère en ligne de compte. Cependant, si complètement qu'ait été fouillé le terrain battu par l'artillerie, il est rare que le front total d'une attaque se trouve débarrassé : aussi, avec les vagues qui suivent la première ligne d'assaillans marchent des hommes armés de cisailles, qui travaillent à sectionner les fils restés intacts. Pour cette opération de déblaiement, les fusiliers de l'armée britannique utilisent, en la fixant au bout du canon, une sorte de fourche à deux branches d'acier plat et à bords tranchans, suffisante pour couper et écarter les fils ordinaires.

Lors de leur offensive victorieuse sur l'Isonzo, les Italiens paraissent avoir inauguré un nouveau système en détruisant les fils de fer non plus par l'artillerie tirant de loin et sans voir, mais par un tir direct exécuté au moyen d'un engin nouveau à grande puissance, les bombardes.

En lançant à plusieurs centaines de mètres d'énormes projectiles chargés d'une grande quantité d'explosifs, cette artillerie de tranchée a produit des effets extraordinaires et dont les résultats ont dépassé toutes les prévisions. Contre la tête de pont de Gorizia et contre les défenses accessoires du Carso, quelques heures ont suffi aux bombardes pour déblayer complètement le terrain de tous les réseaux de fils de fer sur une large étendue. L'armée britannique se sert pareillement de grosses bombes sphériques, chargées à plusieurs kilos d'explosifs et vulgairement dénommées *plums-puddings*, qui, lancées par des mortiers d'accompagnement, sont avantageusement employées pour détruire par un tir plongeant les fils de fer établis à contre-pente.

L'électrification des réseaux a été essayée et même, dit-on, réalisée en certains points par les Allemands, grands amateurs d'applications électriques; mais on se heurte à de sérieuses difficultés pratiques à cause des points de contact presque inévitables des fils avec le sol qui amènent une déperdition de courant.

On conçoit qu'un système aussi traître, aussi perfide, constitue, avec la mitrailleuse, arme de la surprise, une combinaison sournoise où devait se complaire l'esprit de ruse et de meurtre qui caractérise la mentalité germanique. Il est tout à fait curieux de noter qu'on retrouve l'origine d'un tel assemblage dans le vieil engin du XIVe siècle, le *ribaudequin* déjà cité. Dans cette machine rudimentaire, en effet, le cadre en bois qui servait d'affût à la rangée de petits canons était protégé à la partie avant par un fer de lance aigu et tranchant : c'était donc là déjà une arme à mitraille et défendue par une pointe de fer.

*
* *

Tel est aujourd'hui l'emploi tactique des fils de fer; mais les Allemands ne s'en sont pas contentés; ils ont utilisé stratégiquement la puissance de l'obstacle, surtout sur le front russe où d'énormes espaces semés de piquets et de ronces artificielles leur ont permis des déplacemens de forces d'un point à l'autre de cet immense champ de bataille. Le développement des voies ferrées n'aurait pas suffi à leur faciliter ces mouvemens, s'ils n'avaient pu les exécuter sans aucun risque pour la portion du front dégarni de troupes : ici intervint le rôle stratégique des fils de fer dont voici un exemple. Dans la région de Varsovie, les armées russes et allemandes se sont fait face pendant des mois le long des petites rivières Bzara et Ravka, sur une ligne de soixante kilomètres dont la défense normale eût exigé de six à huit corps d'armée. Or, on a su depuis que la garde d'un tel espace avait été laissée à quelques milliers d'hommes, à intervalle de 8 à 10 kilomètres, munis d'une énorme quantité de mitrailleuses et protégés par d'immenses champs de réseaux barbelés, en maints endroits s'étendant sur une profondeur de six kilomètres et fixés à des piquets de six pieds de haut. On imagine aisément la résistance formidable d'une telle barrière.

Ainsi, en économisant des hommes sur certains points et en les remplaçant par du matériel, la couverture des mouvemens stratégiques par réseaux barbelés a permis aux Allemands, au cours de l'année 1915, d'obtenir en d'autres points, jugés par eux décisifs, la supériorité numérique, même sur les immenses armées russes.

*
* *

Mitrailleuses et fils de fer : machinerie et combinaison formidable qui s'oppose à la plus déterminée des offensives par le fer et par le feu ! Tant que les terribles engins ne sont pas muselés, tant que les réseaux ne sont pas bouleversés et détruits, toute attaque qui vient s'y heurter est vouée à un échec sanglant. Les vagues des assaillans se brisent en remous sur l'obstacle, et toute troupe aventurée dans les mailles du filet y demeure empêtrée, accrochée, happée, déchirée par les ronces inextricables et hargneuses. Si alors la mitrailleuse, jusque là muette, déclenche son terrible aboiement, c'est un des spectacles les plus tragiques de la guerre : celui d'une ligne d'hommes abattus en quelques secondes, littéralement fauchés comme par une grande lame meurtrière promenée au ras du sol (*mowed down*, disent les Anglais). Atteints aux jambes par le tir rasant déchaîné, les combattans sitôt tombés sont fusillés en plein corps, — de là les cadavres criblés de balles, — à moins qu'ils n'aient la chance de rencontrer dans leur chute un trou d'obus providentiel et sauveur ! L'artillerie, de son côté, exécute bien des tirs dits en fauchant; mais les obus explosifs contre le personnel agissent plutôt comme des coups terribles de haches innombrables. Leurs effets sont plus dramatiques, faisant voler têtes ou membres, pulvérisant ou déchiquetant les corps humains. Le travail de la mitrailleuse est, si l'on ose dire, plus propre et moins sanglant, mais non moins implacable et plus meurtrier peut-être.

Aussi il n'est pas un chef d'infanterie conducteur d'hommes dont le cœur ne se serre de la plus tragique angoisse, lorsque, voyant sa troupe se heurter à des réseaux intacts, il entend se déclencher le terrible tac tac de ces horloges de la mort, dont chaque battement, à une cadence de bête emportée, sonne le glas d'un être humain qui lui est cher !

Pourtant, les réseaux bouleversés, les fils de fer détruits, les mitrailleuses muselées, la tâche n'est pas terminée pour l'infanterie qui attaque. Sa marche rencontrera encore bien des difficultés dans un sol tourmenté, chaotique, à l'aspect extraordinaire de cataclysme ou de paysage lunaire semé de trous, de cratères et d'entonnoirs ; dans un terrain défoncé, crevassé, déchiqueté, hérissé et creusé comme les vagues de la mer,

jonché d'innommables débris de bois, d'acier, d'armes brisées, d'équipemens épars, de membres sanglans, — *disjecta membra*, — de cadavres crucifiés, dont certains demeurent accrochés aux ronces barbelées, sinistres épouvantails !

Terre d'une grandeur tragique et d'une sublime horreur que seul un Victor Hugo saurait décrire, terre maudite et terre admirable ; terre stérile et terre féconde en moisson d'héroïsme, témoin des plus hideuses visions et spectatrice des plus belles choses ; terre désolée et terre merveilleuse ; terre d'abandon neutralisée par la mort et pourtant férocement gardée de part et d'autre ; terre inhospitalière et déshéritée, — et cependant, par un extraordinaire paradoxe, plus âprement convoitée, plus furieusement disputée qu'une terre promise d'une richesse fabuleuse, car sur cette lande étroite, morne, bouleversée, sauvage, farouche et sanglante, se dispute aujourd'hui le sort du monde ; car dans ce champ clos de l'horreur, des millions d'hommes sont aux prises ; car sur ce sol de tourmente, de dévastation et de mort, se déverse nuit et jour tout ce que la science de tuer et l'art de détruire ont produit de plus terrible !

***

Ainsi l'un des élémens qui contribuent le plus à faire la guerre longue, les défensives acharnées, les offensives sanglantes, c'est cette combinaison mitrailleuses et fils de fer. Plus encore que l'artillerie lourde, c'est elle qui retarde, entrave ou paralyse les attaques les mieux préparées, les plus audacieusement conduites.

Mais si les Allemands nous ont devancés sous le rapport de cette machinerie, nous avons su aujourd'hui les rattraper. Nos mitrailleuses répondent du tac au tac à leurs fusils-machines, et nos mitrailleurs se montrent aussi braves, aussi adroits, aussi acharnés que les servans des Maxims allemandes.

Ce dont nos engins et nos hommes sont capables dans la défensive, l'épopée sublime de Verdun nous l'a redit pendant des mois. « Nos feux de mitrailleuses et nos tirs de barrage ont arrêté net toutes les attaques de l'ennemi qui a laissé sur place des monceaux de cadavres, » admirable et réconfortante monotonie de nos communiqués !

Une relation semi-officielle a mentionné récemment une section fameuse, celle de l'adjudant J..., glorieux anonyme.

Depuis le début de la campagne, ce brave sert les deux mêmes mitrailleuses, l'une baptisée la « Sans-Peur, » l'autre la « Terreur aux Boches, » qui ont fait leurs preuves en Belgique, à Sedan, à la Fère-Champenoise, devant Reims, à la Boisselle, à Hébuterne, à Tahure, enfin à Verdun, où enterrées par suite d'un effroyable *marmitage* de gros calibre, elles durent être abandonnées provisoirement par leur personnel. Mais celui-ci, à coups de grenades, reconquit leur emplacement, repoussa l'assaillant, déterra les pièces et les remit en action pour le plus grand dam des Boches.

Nos ennemis eux-mêmes ont rendu hommage tant à l'efficacité de nos machines qu'à la bravoure de leur personnel. Au mois de mars 1915, le Kaiser offrait une prime de 700 marks au soldat allemand qui s'emparerait d'une mitrailleuse française, montrant ainsi le prix qu'il attachait à cette capture. Et récemment, un correspondant de guerre des *Dernières Nouvelles* de Leipzig relatait un épisode émouvant de la grande bataille devant Verdun.

Deux bataillons allemands qui progressaient dans la partie occidentale du bois des Caures se trouvèrent arrêtés soudain devant la deuxième ligne de défense par un brave officier français qui, seul, enfermé dans un blockhaus avec une mitrailleuse, fit feu sans interruption sur les fantassins allemands. Comme ceux-ci, même avec leurs grenades à main, ne parvenaient pas à maîtriser ce combattant obstiné, il fallut recourir à un projecteur de flamme pour forcer le mitrailleur héroïque à arrêter son feu qui tenait en respect deux bataillons entiers. Quant aux mitrailleurs de nos braves alliés anglais, ils rivalisent avec les nôtres de hardiesse et de bravoure. On en peut citer pour exemple la conduite d'une équipe de Sud-Africains, servans de fusils-machines Lewis à l'attaque du bois Delville. Resté seul intact de tout le personnel, un mitrailleur continua son feu avec le plus grand calme jusqu'au moment où se produisit un enrayage : demeurant froid « comme un concombre, » dit un récit de cet exploit, il démonte partiellement l'arme, en réajuste le mécanisme, et la remet en action jusqu'à l'épuisement de la dernière cartouche : après quoi seulement, il se retire en emportant sa machine. Lors de la dernière phase de l'attaque sur ce bois fameux, au cours d'un combat acharné qui se livra, mitrailleuses contre mitrailleuses, les machines Lewis

anglaises consommèrent, en l'espace de douze heures, un total de 999.500 cartouches. Et le rapport trouvé sur un officier allemand capturé à Thiepval appréciait en ces termes les mitrailleurs britanniques : « L'infanterie britannique est d'une extraordinaire opiniâtreté dans la défense ; il est extrêmement difficile de déloger même les plus faibles fractions, une fois qu'elles ont pris pied avec leurs mitrailleuses dans le coin d'un bois ou dans un groupe de maisons. »

Enfin, si redoutables et si compliquées que soient les organisations défensives allemandes, nous avons appris, plus d'une fois, à les maîtriser et à les saisir. Déjà en 1915 les noms glorieux de Carency, de Notre-Dame-de-Lorette, du Labyrinthe, véritables repaires de mitrailleuses blottis dans des champs de fils de fer, sont là pour le démontrer. Il faut rappeler qu'un des grands chefs de l'offensive française sur la Somme, le général Fayolle, est précisément le vainqueur de Carency, ce village de l'Artois si scientifiquement mis en état de défense, et dont la prise réalisée en trois jours, par un encerclement méthodique qui passe pour un modèle, causa une si grande surprise à l'état-major allemand. Depuis lors et en particulier sous Verdun, notre infanterie a prouvé qu'elle savait affronter les rafales meurtrières et courir sus aux fusils-machines. Un glorieux épisode l'a démontré avec éclat, dont le héros fut un modeste officier de réserve, le lieutenant Le Picard, un des rares fantassins pour qui le commandement ait laissé fléchir l'implacable consigne de l'anonymat !

Il demande et obtient la permission de tenter la reprise d'une tranchée perdue, où les Allemands venaient d'installer une mitrailleuse. Pipe à la bouche et canne à la main, le lieutenant s'avance avec la plus magnifique bravoure. « En avant les gars, s'écrie-t-il ; et chargeons comme des mousquetaires ! » Au moment d'aborder la position, il tombe frappé à mort de six balles, mais ses hommes sautent sur les mitrailleurs ennemis et les exterminent : la tranchée perdue était reconquise. Sur la Somme, c'est avec le même élan irrésistible que notre infanterie et celle de nos alliés savent affronter les plus formidables machineries et s'en rendre maîtres. Dans la grosse agglomération de Combles, à la fois arsenal et forteresse, chaque maison constituait une redoute, chaque cave un guet-apens de mitrailleuses ; plusieurs sections de mitrailleurs d'élite

allemands y furent d'ailleurs cueillis dans leurs catacombes.

Quant au village de Thiepval, les pionniers wurtembergeois qui l'occupaient depuis deux ans et le baptisaient le *Wonder Work*, l'ouvrage merveilleux, l'avaient transformé en une forteresse souterraine, dont toutes les caves soigneusement renforcées se prolongeaient à travers le sol crayeux par des galeries rayonnantes, toutes enfilées par des mitrailleuses.

Thiepval et Combles ont succombé, comme étaient tombés Carency et Lorette, tous splendides faits d'armes, présages de succès plus décisifs encore.

Ainsi, au cours d'offensives partielles, mais magnifiquement victorieuses, nous avons retiré des enseignemens précieux pour les grandes opérations à venir. Sans doute, il nous en a coûté de lourds sacrifices, mais l'expérience, a dit un penseur, est un trophée composé de toutes les armes qui nous ont blessés! Nous savons aujourd'hui que la mise en œuvre prolongée, précise, implacable et complète des plus puissans moyens de destruction n'est pas de trop pour préparer la marche en avant de notre infanterie impatiente, pour détruire les fusils-machines et anéantir les fils de fer allemands. Soigneusement recueillis, longuement mûris, ces enseignemens sont aujourd'hui mis à profit au cours de nos opérations sur la Somme, où chacun de nos succès a été obtenu avec le minimum de pertes. C'est cette économie de sang français qui nous permet de poursuivre dans un long et patient effort les phases déjà victorieusement développées d'une bataille peut-être décisive.

Le jour venu enfin de la grande poussée, puisse notre poursuite ardente presser si vivement l'ennemi qu'il n'ait plus le temps de s'entourer de ces hideuses barrières; et gardons au cœur la ferme espérance que les réseaux de fer barbelés, dans un prochain avenir, ne nous servent plus qu'à construire une formidable clôture, pour y enfermer le monstre enchaîné, enfin réduit à l'impuissance!

HENRI CARRÉ.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN ROMAN DE GUERRE ALLEMAND INTERDIT EN ALLEMAGNE

Inferno, par Edward Stilgebauer, 1 vol. 8°, Bâle, librairie Frobenius, 1916.

Il y avait dans notre Lorraine française, avant le mois de septembre de l'année 1914, un tout petit village appelé Rosey. Peuplé d'à peine trois cents âmes, ce village n'en était pas moins une commune et une paroisse, avec un vieux curé nommé Jean Bonvisage et un maire, Pierre Bugnon, qui était en même temps tenancier du modeste *Café du Raisin*, l'unique cabaret de l'endroit. Après la destruction du fort de Troyon, pendant le second mois de la guerre, un bataillon prussien avait occupé Rosey; et aussi comprend-on aisément que les trois paysans réunis, au lendemain de cette occupation, dans la grande salle du *Café du Raisin*, se soient souvent interrompus de leur partie de piquet pour échanger leurs impressions, — d'ailleurs toutes pacifiques, — touchant les officiers ou soldats *boches* qui venaient de leur être imposés comme co-habitans. Pareillement, le cabaretier-maire et sa jeune nièce, Jeanne Loisir, jugeaient sans trop d'amertume apparente le petit nombre de *Boches* qu'ils avaient eu déjà l'occasion de servir, — encore que leur souci principal semblât être d'aller constamment remplir, dans leur cave, un broc de *cidre* que vidaient, non moins constamment, les trois joueurs de piquet. (Et le romancier allemand qui nous raconte cette histoire ne songe pas un moment à s'étonner de cette consommation habituelle de *cidre*

dans un cabaret de notre Lorraine ; mais il y a, comme on le verra bientôt, maintes autres choses infiniment plus étranges encore qui, elles aussi, paraîtront les plus naturelles du monde au même narrateur.)

Et puis les trois joueurs paient, — mais non pas volontiers, — les sept sous que leur demande le « père Bugnon » pour tous les brocs de cidre qu'ils lui ont vidés ; et voici qu'à la table qu'ils ont laissée libre s'installe, à présent, l'austère commandant du bataillon prussien ! Il commence par se faire servir un *quart de blanc* (probablement du vin) dont il offre un verre à son « ordonnance. » Et il cause familièrement avec le père Bugnon et sa jolie nièce, qui déjà se félicitent, tout bas, d'être « tombés » sur un officier *boche* aussi acceptable. Mais soudain le « client » se transforme en un justicier. Se défiant de sa propre connaissance de notre langue, qu'il parle cependant d'une façon plus que suffisante, le commandant von Berkersburg fait venir un sous-officier qui, lui, ne peut manquer de s'exprimer en français comme un Parisien de naissance, car « il a étudié pendant trois semestres à l'université de Grenoble ! » Par l'entremise de ce sous-officier polyglotte, le commandant fait lire au maire une » proclamation » dont il entend qu'elle soit collée sur les murs du village. Il y est dit que, « sous peine de mort, » les habitans de Rosey devront déposer à la mairie toutes les armes qu'ils peuvent posséder, et s'abstenir de sortir de chez eux dès la tombée de la nuit, et adopter une attitude bienveillante à l'égard des troupes de Sa Majesté Prussienne. De plus, le commandant apprend aux habitans de Rosey qu'il va enfermer dans l'église, en qualité d' « otages, » leur maire, leur curé, et le plus riche fermier de la commune.

Bientôt ces trois otages comparaissent « officiellement » devant le commandant, qui leur annonce qu'il les tuera tous les trois dès l'instant même où l'un quelconque de leurs concitoyens aura négligé, par exemple, d'avoir une attitude bienveillante à l'égard des troupes prussiennes. Le père Bugnon affirme qu'il a fait déposer déjà, dans une grange, toutes les armes que possédaient ses administrés. Et comme l'officier allemand lui demande, ainsi qu'au vieux curé et au troisième « otage, » de jurer que ce sont bien là « toutes » les armes que contenait le village de Rosey, les trois hommes s'empressent de le jurer solennellement, avec, tout au plus, une inquiétante lueur fugitive dans les yeux profondément creusés du vieux prêtre, — de telle sorte que le commandant se souvient d'avoir parfois rencontré, naguère, un regard analogue chez ces prêtres « fanatiques » d'Alsace

pour qui l'Allemand était moins encore l'oppresseur de leur peuple que l'odieux « hérétique » luthérien, « le mécréant dont la mort était agréable à leur Dieu. » Après quoi, les trois hommes sont conduits, les menottes aux mains, jusqu'à la vénérable église qui, malgré les protestations « fanatiques » du curé, devra sans doute leur servir de prison pour toute la durée ultérieure de la guerre.

Et voici maintenant que le commandant reste seul, dans la grande salle du *Café du Raisin*, avec l'un des capitaines de son bataillon, — un capitaine qui lui a, tout récemment, sauvé la vie, dans un combat où lui-même au contraire, ce commandant, avait tâché de toutes ses forces à le faire tuer par les balles françaises, parce qu'il avait découvert qu'il était amoureux de sa jeune femme. Les deux officiers causent à loisir, en face d'un nouveau *quart de blanc* que leur a servi, avant de disparaître, la jeune nièce du maire, lorsque soudain, par la fenêtre ouverte, un coup de feu vient frapper le capitaine Adolphe. Et ce coup de feu n'était qu'un signal : car aussitôt, de toutes les autres fenêtres du village, fusils et pistolets endommagent les *Boches* qui flânaient par les rues. Et voici également que, sur toutes les portes, apparaissent des femmes, — voire d'aimables jeunes filles, comme la nièce du maire, — qui lancent à la tête des *Boches* des pots de vitriol ! L'une de ces femmes est même sur le point d' « arroser » de ce terrible liquide le visage irrité du commandant, lorsque celui-ci parvient à la tuer d'un coup de revolver. Mais, au même instant, un vieux paysan lui enfonce dans le dos les dents pointues d'une fourche à fumier, dont l'une lui traverse la moëlle épinière, et va lui enlever, pour toujours, l'usage de ses jambes.

A défaut du commandant et du capitaine, c'est désormais un jeune lieutenant qui se trouve chargé de rétablir le bon ordre. Il se hâte, naturellement, de faire tuer tous les habitans de Rosey, depuis les trois « otages » jusqu'aux petits enfans : mais cela même ne suffit pas à satisfaire son sens inné de « justice rétributive. » Il décide que le village de Rosey doit dorénavant disparaître de la surface du globe ; et tout d'abord ses soldats, sur son ordre exprès, jettent à l'intérieur de chacune des maisons une ou deux de ces bombes incendiaires dont ils ont apporté avec soi une ample provision.

Le vent s'élève, un torrent d'étincelles traverse le cimetière, illuminant, au passage, la figure du lieutenant Schlosser. Mais celui-ci demeure immobile, les yeux obstinément fixés sur la vieille église, dont il voit sortir précipitamment une volée de pigeons, chassés tout à coup des nids

qu'ils s'étaient faits dans les fentes du toit. Les pauvres oiseaux s'enfuient, affolés, laissant là des petits qui bientôt vont tenter, à leur tour, d'échapper à la mort, et tomberont, déjà plus ou moins brûlés, aux pieds du lieutenant.

Est-ce que les dieux de la vengeance vont atteindre, aussi, les bêtes innocentes du village de Rosey? Cette pensée s'offre à l'esprit de Schlosser, mais trop tard, beaucoup trop tard!

— Vite, — crie-t-il, d'une voix angoissée, aux soldats qui passent, — que l'on ouvre les étables, que l'on détache les liens des chevaux et des vaches, que l'on mette en liberté les moutons et les porcs!

Mais les soldats ne l'entendent même pas. Excités par le démon de la mort, ils ne songent qu'à lancer ce qui leur reste de bombes incendiaires. Vainement l'officier voudrait, à présent, arrêter les génies infernaux qu'il a déchaînés. Il faut que tout périsse, dans le village condamné, et les femmes, et les enfans, et les vieillards et les infirmes, et jusqu'aux bêtes qui meurent brûlées vives, comme les jeunes pigeons arrachés de leurs nids, dans le toit de l'église! D'un côté, le fort de Troyon en flammes, de l'autre, cet incendie de Rosey! Voilà donc de quoi est faite la victoire allemande!

Le lieutenant Schlosser se couvre les yeux, de ses mains. Jamais plus ses yeux ne pourront supporter le renouvellement d'un semblable spectacle!

Et le jeune officier se demande ce qu'aurait pensé, en présence de ce spectacle, le commandant von Berkersburg, qui, peu de jours auparavant, s'était ouvert à lui d'opinions et de sentimens toujours soigneusement cachés jusqu'alors. Ne lui avait-il pas dit, entre autres choses, que le mot de « francs-tireurs » était simplement « une manière avilissante de désigner des héros prêts à mourir pour la liberté de leur peuple? » Sans compter que, d'ailleurs, les lecteurs du roman ne sont pas réduits à deviner, comme le lieutenant Schlosser, ce qu'aurait été la pensée secrète du défunt commandant. Car le fait est que celui-ci, tout à l'heure, dès le premier coup de feu tiré sur son compagnon dans la salle du café, avait déjà résolu d'anéantir le village tout entier. Et voici les réflexions qui s'étaient alors déroulées au profond de son âme :

« Oui, c'était bien là un assassinat lâchement consommé! C'était un manquement à la parole donnée, l'ignoble profanation d'un serment solennel... » Mais soudain, de nouveau, un sourire contracta les traits de l'officier. « Des sermens profanés, des paroles d'honneur données et non tenues, des conventions foulées aux pieds : comme si tout cela n'était pas chose courante, depuis le début de la guerre! Non, personne assurément ne pouvait parler de droits ni de devoirs, dans cette guerre dont on avait fait, dès le début, une simple lutte de la force brutale contre la force brutale! » Et le commandant se disait que, cela étant, son unique mission était, et pouvait être, de s'employer à venger la mort de son ami, sans s'inquiéter de savoir si ce qu'il allait faire était juste ou non!

Après quoi je n'ai pas besoin d'apprendre au lecteur français que, — malgré ce que j'en ai pu dire moi-même, en commençant, — le village lorrain de Rosey n'a jamais existé. Jamais les innombrables incendies allumés dans nos villages par les troupes allemandes n'ont été précédés, — et plus ou moins motivés, — par des agressions de « francs-tireurs » comme celle dont on vient de lire le récit. Sur ce point, le témoignage de nos commissions d'enquête françaises n'a même jamais soulevé l'ombre d'un démenti, dans la presse allemande. Mais on sait de quelle façon celle-ci, durant les premiers mois de la guerre, — avec une lâcheté dont le souvenir ne cessera point de nous scandaliser, — s'est plu à inventer sur notre compte (sauf, pour elle, à devoir les retirer dans la suite) des histoires du genre de celle des paysans de Rosey attaquant les Prussiens à coups de fusil ou bien à coups de fourche, — sans parler de la légende monstrueuse des pots de vitriol lancés à la face des mêmes Prussiens par les paysannes. Et voici que l'écho de ces bas mensonges se retrouve jusque dans le cœur d'un romancier allemand qui s'efforce de son mieux à connaître la vérité, et qui, même par-dessous les fables calomnieuses dont on l'a nourri, a cependant l'impression de quelque chose comme une tache de honte imprimée, désormais, sur l'honneur de sa race !

Non pas à coup sûr que M. Edward Stilgebauer, dans ce roman dont la lecture vient d'être strictement interdite par la censure allemande, non pas qu'il entende se placer « au-dessus de la mêlée, » et demeurer « impartial » entre la cause de sa patrie et celle des ennemis alliés contre elle ! A chaque page, l'auteur d'*Inferno* nous laisse sentir qu'il s'enorgueillit d'être un Allemand ; et aussi bien l'est-il à un degré incroyable, et par son tour de pensée et par ses procédés de style, de telle sorte que son roman pourrait nous servir de parfait modèle de l'idéal littéraire commun à tous les écrivains allemands de sa génération. Son objet principal n'est nullement de blâmer la conduite de l'Allemagne dans la guerre présente, mais bien de nous décrire l'horreur « infernale, » sinon peut-être de toute guerre en soi, au moins d'une certaine conception nouvelle de la guerre. Son livre est avant tout une thèse « pacifiste, » chose qui, déjà, suffirait pour nous expliquer l'interdiction du livre en pays allemand. Et pourtant je serais fort étonné qu'un lecteur désintéressé, un Suisse, par exemple, ou un Hollandais, n'emportât point de ce livre le souvenir d'avoir assisté à un réquisitoire contre l'Allemagne. Précisément parce qu'il aime et admire sa patrie, — toujours prêt à s'exalter d'un enthou-

siasme grandiloquent au seul contact des noms sacrés de Schiller ou de Gœthe, — M. Stilgebauer ne peut s'empêcher de reconnaître à quel point les actes récens de sa chère Allemagne ont différé de l'opinion qu'il se faisait d'elle. Vingt fois, notamment, il maudit les ambitions ou les convoitises, d'ordre tout « matériel, » qui ont « déchaîné » sur l'Europe le fléau de la guerre. Avec une indignation mêlée de douleur, il se rappelle les progrès de la pourriture morale de l'armée allemande, sous l'influence d'un besoin grossier de luxe et de richesse. « Il n'y avait pas pour nous de restaurans assez somptueux, — nous dit l'un de ces officiers qu'il prend volontiers pour ses porte-paroles, — pas de vins assez chers, pas de femmes assez *chic!* Et en avant les automobiles, et les grosses dots! Bref, une contagion qui se propageait partout, d'un régiment à l'autre. Et quoi d'étonnant à cela, alors que les barons de la finance et de l'industrie menaient le branle dans notre pays, et que Leurs Majestés Impériales n'avaient pas de plus grand plaisir que de s'attabler en public avec les boursiers de Hambourg ou de Francfort? »

Une des quatre grandes parties du roman est consacrée à la peinture des ravages produits par la guerre en Belgique. M. Stilgebauer, comme on l'a vu, n'a pas réussi à s'affranchir suffisamment de la « docilité » de ses compatriotes pour découvrir tout ce qu'avait d'insensé la légende des « francs-tireurs, » — imaginée jadis afin de justifier les « atrocités » allemandes. Mais non seulement il estime que l'Allemagne n'avait pas le droit de répondre aussi cruellement à la révolte de ces « francs-tireurs, » — dont il se rappelle qu'on l'a instruit naguère à les vénérer comme autant de « héros, » lorsqu'on lui a raconté, au collège, le soulèvement d'Andreas Hofer et des paysans tyroliens contre l'autorité française de Napoléon : plus d'une fois, en outre, sa croyance générale aux provocations de « francs-tireurs » belges ou lorrains hésite et faiblit devant tels cas particuliers, comme celui de la destruction de la ville et de l'université de Louvain. Des aveux officiels, « faits dans un moment de honte, » l'inclinent à supposer que la glorieuse et misérable cité belge a été vraiment une martyre innocente, victime d'une impulsion diabolique qui tout d'un coup, une certaine nuit, a transformé des milliers d'hommes « civilisés » en un troupeau de « loups des steppes, » ivres de carnage et assoiffés de sang.

Et semblablement, M. Stilgebauer ne cesse pas de déplorer la déchéance « intellectuelle » de l'armée allemande d'à-présent. Sous l'effet même de son patriotisme, il constate tristement à quel point il

s'en faut que les chefs de cette armée égalent le vieux Moltke et ses collaborateurs de 1870. Combien d'erreurs, trop manifestes pour qu'on puisse même songer à les dissimuler! Combien d'orgueilleuses promesses dès maintenant déçues ! « Avant que ces feuilles soient tombées des arbres, nous nous retrouverons tous, de nouveau, dans notre chère patrie allemande ! » C'était l'empereur Guillaume II qui parlait ainsi, aux premiers jours d'août 1914; et combien d'autres feuilles sont déjà tombées, depuis lors, sans que l'Empereur et ses soldats aient obtenu la victoire promise ! Encore tout cela serait-il peu de chose, si cette victoire avait chance d'être, un jour, obtenue : mais force est bien à M. Stilgebauer de constater et de nous laisser entendre que, sur aucun des « fronts » où combat l'Allemagne, l'effort militaire de celle-ci ni ses « atrocités, » la manière dont elle a sacrifié tout droit et tout honneur à son désir de vaincre, n'aboutiront pour elle au résultat dont elle se croyait sûre, il y a deux ans. Qu'on lise, par exemple, l'une des scènes les plus curieuses d'*Inferno*, — un dialogue échangé, aux environs du 5 août 1914, dans un cabaret de la Prusse Orientale :

En attendant l'arrivée du train qui doit amener la fille de son maître, Christian, le vieux cocher du baron, est venu s'asseoir dans un cabaret tout proche de la gare, où il s'est commandé un petit flacon d'eau-de-vie. Un groupe de paysans du village, occupés à parler politique dans un coin de la salle, l'ont invité respectueusement à prendre place au milieu d'eux.

Il y a là un très vieil homme à la bouche édentée. Agé maintenant de plus de quatre-vingts ans, il était encore tout enfant lorsqu'il a entendu son père, en des récits abondans et confus, raconter de quelle manière Napoléon et sa Grande Armée, au retour des champs de neige de la Russie, avaient traversé la Prusse Orientale. Tout le monde, aujourd'hui, l'écoute volontiers; et l'aristocratique Christian lui-même daigne lui accorder un moment d'attention.

— D'avoir affaire aux Russes, mes enfans, — dit le vieux, — c'est une chose très *compliquée* (*komplizirt*) *!*

— Allons, père Pierre, déclare Christian, il ne faut pas employer ici de ces mots étrangers! Rappelle-toi que, parmi ceux qui t'écoutent, quelques-uns risquent de ne pas comprendre le sens de ces mots!

— C'est mon père défunt qui nous a toujours dit cela, monsieur Christian! C'est lui qui nous a toujours répété que, d'avoir affaire aux Russes, c'était une chose très *compliquée!* Et mon père défunt devait bien savoir ce qui en était, car il les avait vus, ces pauvres diables, — des Bavarois, que c'était, et des Prussiens, — qui sont revenus de Russie en l'an douze avec Napoléon! Les malheureux se sont fourrés dans la cheminée, au point d'en être à demi brûlés, c'est mon défunt père qui l'a vu de ses yeux. Ils avaient eu si froid qu'ils en avaient oublié l'existence du feu!

— Qu'est-ce que tu nous racontes là, père Pierre?

— Aussi vrai que je vis, vous pouvez me croire! Oui, une chose très *compliquée*, voilà bien les mots de mon défunt père! Car il faut que vous sachiez que la Russie est cent fois grande comme la Prusse, — rien que la Russie d'Europe, car pour ce qui est de la Sibérie, personne encore n'en a mesuré l'étendue! Et lorsque arrive le mois de décembre, alors la Russie entière n'est plus que glace et que neige. Et des loups, ce qu'il y en a, là-bas, des troupeaux de loups qui, en l'an douze, ont mangé la moitié des soldats que n'avaient pas abattus les Cosaques! Et c'est pourquoi je vous répète encore, avec mon défunt père, que, d'avoir affaire aux Russes, c'est une chose très *compliquée*!

Le cocher Christian « se gratte derrière l'oreille; » mais bientôt il appuie l'un de ses doigts sur son nez épaté, et répond gravement :

— A ton tour de m'écouter un peu, père Pierre! Il est vrai que je n'ai pas eu un père qui ait assisté à la campagne de l'an douze : mais je puis bien t'affirmer qu'aujourd'hui les choses ne sont plus du tout comme alors! En premier lieu, vois-tu, nous ne sommes plus en l'an douze, mais bien en l'an 1914, — ce qui signifie que nous disposons à présent de moyens techniques tout différens de ceux dont disposait jadis Napoléon. Et puis, en second lieu...

Tous les paysans allongent le cou, pour mieux entendre; et l'hôte lui-même, sous son bonnet fourré, s'approche de la table, afin de ne pas perdre un seul mot des paroles d'un personnage aussi autorisé.

— Et puis, en second lieu, poursuit Christian, nous sommes en été, et non pas en hiver! Cela seul suffirait pour faire déjà une grande différence!

— Mais c'est que l'hiver arrive très tôt, en Russie! murmure le vieux Pierre.

Sur quoi Christian de rire à pleine gorge.

— Devine un peu, père Pierre, où seront nos jeunes gens, lorsque l'hiver arrivera? Oui, sais-tu où mon maître assure qu'ils seront, avant même qu'arrive l'hiver, nos jeunes gens d'Allenstein et de Gumbinnen?

— Ma foi, non! Et où donc seront-ils?

— A Pétersbourg, mon vieux père, occupés à patiner sur la Néva; et ces messieurs du grand État-Major siégeront au Palais d'Hiver, et dicteront les conditions de la paix. C'est mon maître, le baron, qui nous l'a encore dit hier soir! Et mon baron le sait bien : car il a un ami à Berlin, au ministère, où se trouve, déjà tout préparé, le plan de conquête de toute la Russie!

Les paysans ouvrent au large leurs bouches et leurs nez.

— Vous allez voir comme ça va rouler! reprend l'orateur, visiblement flatté de l'effet qu'il produit. Ça va être tout à fait comme en l'année soixante-dix. Wissembourg, Gravelotte, Sedan, Paris, et le reste! Mon maître a vu tout cela, tout comme le père défunt du vieux Pierre a vu l'an douze!

Mais le vieillard n'en persiste pas moins dans son opinion.

— Une chose *compliquée*, monsieur Christian. d'avoir affaire aux Russes...

Le moyen, en vérité, de se fâcher contre un vieillard de plus de quatre-vingts ans! Aussi Christian se contente-t-il de hausser les épaules; après quoi, il reprend, de son ton « supérieur : »

— Hé! vieux père, ignores-tu donc qu'en plus de nos chemins de fer nous avons des zeppelins...

— Ah! oui, ces machines qui volent en l'air! fait le vieillard, avec un sourire incrédule.

Cette fois, Christian est sur le point de perdre patience.

— Mais oui, des machines qui volent dans l'air, et avec lesquelles sn peut aisément transporter à Londres, par-dessus la mer, toute une grande armée!

— Que dites-vous là, monsieur Christian, toute une armée?

Enfin le cocher a triomphé des doutes du vieillard!

— Ah! reprend-il fièrement, c'est que le monde a changé, vois-tu, depuis l'an douze!

En cet instant, le cabaretier tourne les yeux vers l'horloge :

— Je crois bien, monsieur Christian, que je viens d'entendre signaler l'approche du train!

Le cocher se lève, paie son flacon d'eau-de-vie, et promène autour de soi un regard satisfait.

— Hé! oui, mes enfans, mettez-vous bien cela en tête : il n'en va plus pour nous, en 1914, comme pour Napoléon en 1812!

Mais voilà que l'octogénaire est revenu à son idée fixe! Voilà, que de nouveau, il répète à mi-voix, tout en rallumant sa pipe, qui s'était éteinte pendant l'entretien :

— N'importe, voyez-vous! moi, j'en reste toujours à ce que nous a dit cent fois mon défunt père : d'avoir affaire aux Russes, c'est une chose très *compliquée!*

Un réquisitoire contre l'Allemagne d'aujourd'hui, — et d'hier : c'est bien là ce que nous apparaît l'*Inferno* de M. Stilgebauer. A chaque instant, celui-ci nous laisse deviner qu'il est loin de partager l'attachement respectueux de l'énorme majorité de ses compatriotes pour la personne de l'empereur Guillaume, — considéré par lui comme le principal auteur responsable de la guerre, — et que surtout il ne saurait pardonner au Kaiser, non plus qu'à tout le groupe de ses ministres et de ses généraux, le crime d'avoir fait de cette guerre la chose « infernale » qu'ils en ont faite, « une simple lutte de la force brutale contre la force brutale. » Peu s'en faut même qu'il excuse, de la part des ennemis de son pays, les plus dures représailles contre les « atrocités » des troupes allemandes. « Le château du baron von Falkenstein est en flammes, — nous dit-il. — L'incendie est descendu sur lui avec toute la soudaineté d'un jugement de Dieu. Et le voici, ce vieux château prussien, le voici qui brûle, à son tour, comme ont

brûlé Liége et Namur, Malines et Louvain, comme ont brûlé Lille, Arras, Maubeuge, et Rosey ! »

De même encore M. Stilgebauer n'hésite pas à condamner, comme on l'a vu, l'atmosphère de mensonge où les gouvernans s'obstinent à maintenir l'opinion populaire allemande. Il proteste à plusieurs reprises contre les « consignes » imposées à un peuple dont il ne semble pas soupçonner à quel point sa profonde « docilité » naturelle lui rend à peu près indispensable de recevoir ainsi, du dehors, le programme complet de ses sentimens et de ses pensées. Il n'admet pas que, de par le seul fait de la guerre présente, tout Allemand soit strictement tenu de haïr l'Angleterre, « tandis qu'à l'égard de la France il lui est officiellement permis de tempérer sa haine d'une ombre de pitié. » Et enfin je pourrais citer maints traits significatifs attestant que l'auteur d'*Inferno* ne regarde nullement comme immérité le prochain échec de l'agression allemande. *Victoire, victoire!* s'écrient joyeusement des voix françaises et belges, dans l'un des derniers chapitres du roman, — après que toute la série des chapitres précédens nous a préparés à découvrir, dans cette « victoire » finale des ennemis de l'Allemagne, quelque chose comme un tragique et fatal « jugement de Dieu. »

Mais il se trouve que le « réquisitoire » dressé contre l'Allemagne par le romancier allemand dépasse encore, de beaucoup, la portée dont ce dernier l'a voulu revêtir. A côté des personnages que M. Stilgebauer a expressément chargés d'incarner tel ou tel aspect de la dégradation morale de sa race, il en est d'autres dont il a dessiné l'image avec une sympathie manifeste; et ceux-là mêmes, ah combien de « barbarie » ils contiennent en soi ! Écoutons, tout d'abord, ce rapide entretien d'un chirurgien militaire allemand et d'une « sœur » de la Croix-Rouge, dans l'hôpital où l'on vient d'apporter le commandant von Berkersburg :

— Allez voir un peu, ma sœur, ce qui se passe dans le lit numéro 18!

La sœur Ruth s'approche du lit numéro 18, et reste là, un moment, tout embarrassée. Dans ce lit agonise un jeune officier d'à peine vingt ans.

— Eh bien ! ma sœur, qu'est-ce qui vous prend ?

— C'est que je connais l'histoire de ce pauvre petit qui va mourir, monsieur le docteur ! Il était l'unique fils d'une mère qui ne vivait que pour lui...

— Hé ! ma bonne sœur, que voulez-vous? Un éclat d'obus dans la tête, et comme conséquence, une inflammation des méninges ! Que puis-je

faire à cela ? Mais vous, s'il vous plaît, finissez de pleurnicher comme vous le faites ! Des sœurs pleurnichantes, ce n'est pas ce qu'il me faut, je vous l'ai dit vingt fois ! Allons, aidez-moi au lieu de perdre votre temps !

Sans rien dire, la sœur Ruth obéit aux ordres du chirurgien. Elle enlève avec lui du lit numéro 18, pour le déposer sur le sol de la chambre, le corps inerte, mais encore chaud, du jeune lieutenant.

— Et à présent, ma sœur, amenez-moi ici le nouveau blessé !

— Dans ce même lit, monsieur le docteur ?

— Mais, tonnerre du ciel, ma sœur, l'inflammation des méninges n'est pas, que je sache, une maladie contagieuse ! Et nous devons nous estimer trop heureux de ce que le lit 18 soit devenu libre juste au bon moment ! Là ! Et puis vous lui donnerez trois cuillerées de limonade, s'il lui arrive de reprendre ses sens ! Allons, à tout à l'heure !

Objectera-t-on que cet aimable praticien n'est encore qu'un comparse ? Mais prenons maintenant les deux « héros » du roman, le commandant von Berkersburg et sa jeune femme ! Le commandant est un officier d'un superbe courage et d'une intelligence si exceptionnelle qu'il n'y a personne à qui l'auteur confie plus volontiers l'expression de ses propres idées sur les maux de la guerre. Et cependant ce type achevé du gentilhomme allemand, ayant découvert que son ami, le capitaine Adolphe, aime en secret la belle « commandante, » trouve tout naturel de l'envoyer à la mort avec tous les soldats de sa compagnie. Mieux encore : après plusieurs heures d'une résistance acharnée à l'assaut de nos troupes françaises, le capitaine fait dire au commandant qu'il ne lui reste plus qu'une demi-douzaine d'hommes, et demande s'il ne serait point temps de mettre en ligne une nouvelle compagnie, pour sauver, tout au moins, cette poignée de braves. Mais non, le commandant, furieux de voir son plus intime ami épargné par la mort, lui enjoint de sacrifier jusqu'à son dernier homme ! Pour se venger d'un rival dont il sait, d'ailleurs, qu'il s'est toujours conduit à son endroit en très loyal ami, ce chef militaire prussien, — qui nous est présenté par l'auteur comme l'un des plus nobles échantillons de sa caste ; — serait prêt à faire massacrer sans nul profit son bataillon entier et tout un régiment !

Du moins s'est-il toujours montré d'une déférence et d'une courtoisie irréprochables à l'égard de sa femme, qu'il a jadis tirée de la misère, et qui pas un instant, depuis lors, n'a cessé de lui devoir la satisfaction de ses moindres désirs. Il y a bien eu la susdite aventure du bois de Troyon, où le mari a voulu se délivrer de l'homme qu'il savait amoureux de sa femme : mais, en fait, celle-ci l'a toujours

ignorée, puisque le capitaine Adolphe est mort, comme on l'a vu, dans la salle commune du cabaret de Rosey, deux ou trois jours après la perte lamentable de sa compagnie. Sans compter que, cette fois, il s'agit bien d'une figure où, très certainement, le romancier s'est efforcé de réaliser tout son rêve idéal de haute et délicate perfection féminine. Or, croirait-on que cette sœur prétendue des Charlotte et des Marguerite, ce modèle de la femme allemande selon le cœur de M. Stilgebauer, lorsque son mari revient près d'elle misérablement infirme et mutilé, avec une fracture de la moelle épinière, non seulement se refuse à en prendre soin, mais ne daigne pas même lui accorder la faveur d'un regard? Une semaine s'écoule avant que le commandant soit admis à revoir une compagne qui lui a, naguère, expressément juré d'être désormais toute à lui, — en échange de la fortune et de l'honneur rendus par lui à ses parens, — et dont certes, à présent, l'abandon lui est plus douloureux que les pires souffrances de sa chair atrophiée. Et puis, quand enfin il obtient que sa femme s'approche de son lit, il l'entend lui déclarer qu'il n'est plus rien pour elle, — simplement parce qu'elle a résolu de livrer tout son cœur au souvenir chéri du capitaine Adolphe! Oui, et croirait-on que, dès le lendemain, Mme de Berkersburg s'en va soigner les blessés sur le « front » de Belgique, laissant derrière soi deux malades, son vieux père et son mari, que ce brusque départ ne manquera point de tuer? Tout cela raconté par l'auteur avec une admiration qui, d'abord, nous remplit d'un mélange de stupeur et d'effroi, — sauf pour nous à nous rappeler bientôt maintes autres œuvres allemandes d'il y a quelques années, où la même conception de l'amour et du devoir nous apparaissait, simplement, un jeu littéraire plus ou moins « nietzschéen, » tandis qu'au vrai c'était toute l'âme nouvelle d'une race déchue qui nous traduisait là sa triste pourriture (1)!

(1) Je dois ajouter que, tel qu'il est, le roman de M. Stilgebauer n'en constitue pas moins un acte de courage, — exposant désormais à la perte quasiment certaine de sa popularité un écrivain dont les récits précédens, et surtout une espèce de « confession » romanesque en quatre volumes, appelée *Gœtz Kraft*, lui avaient valu de s'élever au premier rang des conteurs allemands de ces années passées.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'occupation par les armées anglo-françaises des positions extrêmement fortes de l'ennemi à Thiepval et à Combles, que, la quinzaine dernière, nous n'avons pu qu'annoncer en grande hâte et sous la presse même, devait avoir, et elle aura, des conséquences que l'inclémence des élémens, — cette espèce d'hostilité des choses qui traverse souvent et contrarie les plus justes espoirs des hommes, — diffère, mais n'empêchera point. Quelque matin se lèvera, qui ne noiera pas dans la pluie et dans le brouillard l'ardeur impatiente de nos troupes. Alors les Allemands verront si, comme leurs journaux voudraient le leur faire croire, nous sommes las d'une offensive qui nous aurait coûté trop cher pour de trop minces résultats. En attendant, de proche en proche, nous élargissons nos gains et nous assurons notre avance : chaque embellie nous vaut un bond. Au surplus, que l'état-major prussien et les gazetiers qu'il inspire posent leur règle et leur compas : dans une guerre pareille à celle-ci, la victoire ne se mesurera pas au décimètre. Pour nous, nos départemens envahis ont consommé leur sacrifice ; prêts, s'il le faut, à reconquérir pied à pied le territoire violé, notre objectif principal est néanmoins d'user les Allemands et de les battre ; et nous savons qu'il importe relativement peu qu'ils soient usés une semaine plus tard ou battus une lieue plus loin. Un troisième hiver dans la boue des tranchées ne brisera pas plus la volonté française qu'un cinquantième ou un centième raid de zeppelins sur la banlieue de Londres ne brisera la volonté anglaise : ils les exciteront plutôt et les soutiendront par la contemplation du but le plus légitime que se puissent proposer des peuples : vivre, une ou deux générations, libres et laborieux, dans une paix certaine. Humble et honnête joie que, depuis la fondation de l'Empire allemand, et surtout depuis l'invention de la politique « mondiale, » l'Europe ne connaissait plus.

Sans négliger ce qui se fait ou se prépare ailleurs, on peut dire que, pour l'instant, l'intérêt militaire s'est reporté et concentré sur le nouveau théâtre de la guerre, où se développe le double front roumain, Transylvanie et Dobroudja. En Transylvanie, dans le secteur central, au-dessous de Sibiu (en magyar, Nagy Szeben, en allemand, Hermannstadt), une contre-attaque en masse de Falkenhayn a amené la retraite des détachemens roumains vers le col de la Tour Rouge, dont ils ont gardé les côtés, et d'où ils seront à portée de repartir pour une seconde poussée ou du moins une seconde pointe. Plus à l'Ouest, aussi, vers la passe de Vulkan, aux environs de Petroseny, nos alliés ont été refoulés ; et aussi vers Brasso. Ce sont, pour eux, des échecs qu'il n'y a pas lieu de nier ni de déguiser, mais des revers locaux et partiels, qu'il y a lieu encore moins, pour les Austro-Germano-Bulgaro-Turcs, d'exagérer et d'enfler en triomphe.

A l'arrivée précipitée des Sekles et des Saxons fuyant devant la vague roumaine, Budapest avait eu si peur, que maintenant elle exultait ; elle acclamait la vaillance allemande, la prévoyance allemande, l'organisation allemande, le génie allemand, le libérateur allemand, le sauveur allemand ; et elle dépouillait même toute réserve, toute retenue, toute pudeur patriotique. Dans cet hommage à l'Allemagne, peut-être y avait-il encore, par la force d'une vieille habitude, une fronde contre l'Autriche ; mais le fait est que la capitale hongroise pavoisait et illuminait en l'honneur du héros allemand. Le héros allemand laissait faire, se complaisait dans le bruit de son succès qui, contrairement aux lois de la physique, grossissait avec la distance. « La première armée roumaine a été cernée à Hermannstadt, par les Bavarois du général Krafft von Delmensingen, écrivaient, le 1er octobre, les *Münchner Neueste Nachrichten*, ou *Dernières Nouvelles de Munich*. Les pertes de l'ennemi en prisonniers, en matériel de toute espèce, sont extraordinairement élevées. »

Lorsque, pourtant, au lieu d'adverbes et d'adjectifs, on s'est vu obligé de donner des précisions et des chiffres, il s'est trouvé que ni la première armée roumaine, ni aucune autre, n'avait été « cernée, » et que ces pertes « extraordinairement » élevées en prisonniers n'étaient pas, par les Allemands eux-mêmes, évaluées à plus de 3 000 hommes. La victoire de Falkenhayn à Hermannstadt n'était pas, par conséquent, plus « décisive » que la victoire de Mackensen dans la Dobroudja; ce qui n'empêchait point de la carillonner ; mais les cloches ont sonné en vain, ou, dans tous les cas, trop tôt et trop haut. A la vérité, dans la confusion d'opérations en cours, qui ne sont pas

achevées, dont les divers temps se succèdent avec des alternatives de bon et de mauvais, et où ce qui se passe ici compense, efface, annule ce qui s'est passé là, on ne sait jamais bien pour qui les cloches sonnent.

Il reste acquis, les Allemands ont le droit d'en prendre acte, que, sur deux ou trois points de la frontière de Transylvanie, vers Hermannstadt et vers Petroseny, l'offensive roumaine a été provisoirement enrayée. Au premier choc, la corne Sud-Est de la Transylvanie magyarisée, le coin par lequel la Hongrie entrait, pour ainsi parler, dans la chair roumaine, étaient tombés ; le rêve séculaire, la réunion des frères séparés, se réalisait. Falkenhayn s'est jeté au travers. Il a successivement accroché les colonnes roumaines dispersées, en train d'exécuter un mouvement analogue à celui d'un éventail qui se referme, mais dont les branches sont encore écartées. Le front roumain, désormais défensif dans cette partie, s'appuie au Danube, vers Orsovo, à son confluent avec la Cerna, dont il remonte le cours jusqu'à Mehedia ; escalade les crêtes des Alpes, qu'il suit, encadrant les passes, jusqu'au défilé de Prédéal, d'ou l'on descend vers Brasso ; coupe les hautes vallées de l'Aluta et du Maros ; s'articule, plus ou moins solidement, vers Kelemen, à la gauche de l'armée russe de Letchitsky, que gênent des chutes de neige. Toute cette contrée est tourmentée, compliquée, embrouillée. Regardons la carte. Autour de la double courbe que décrivent les Carpathes et les Alpes de Transylvanie, dans les deux boucles de l'S renversée que dessine la frontière roumaine, l'œil du profane aperçoit seulement, à cette heure, comme un enchaînement de menaces. Les Roumains, que renforcent les Russes, menacent du Nord-Est les derrières de l'armée de Falkenhayn, qui menace au Sud les derrières des Roumains, qui menacent au Sud-Ouest les derrières des Bulgares et le flanc gauche de l'armée de Mackensen, opérant sur la rive droite du Danube. Tout le front de Transylvanie et de Dobroudja serait donc ainsi comme emporté dans un vaste mouvement enveloppant, sans que l'on puisse savoir, du moins nous qui ne sommes pas des stratèges, qui des deux adversaires finira par envelopper l'autre.

De là (l'explication nous est commode) les fluctuations de la bataille. Quand l'Empereur a télégraphié à l'Impératrice la « victoire décisive » de Mackensen dans la Dobroudja, il le croyait vraiment victorieux, et il y a eu sans doute une minute où il l'a été, mais ce n'était que le troisième ou le quatrième acte. Ayant enlevé Tourtoukaï et s'étant glissé dans Silistrie, enivré de ces exploits démesurément amplifiés, Mackensen avait assailli les Russo-Roumains, encore peu

en forces, et les avait contraints à reculer. C'est cette minute, — ô temps, suspends ton vol! — que Guillaume II a précipitamment saisie et saluée comme décisive. Mais, presque tout de suite, presque à la minute suivante, avant que l'encre de la dépêche fût séchée, les Roumains et les Russes revenaient à la charge; pour couvrir et pour dégager le chemin de fer de Constantza à Cernavoda, ils offraient le combat sur une ligne allant de la Mer-Noire au Danube, des environs de Tuzla aux environs de Rasova; et, le 20 septembre, Mackensen, à son tour, devait rompre jusqu'à une ligne que les communiqués déterminent imparfaitement, mais qui passe à une vingtaine de kilomètres au Sud de Cobadin. Du 20 septembre au 26, on se recueille. Le mardi 26, Mackensen se dit qu'il ne peut se dispenser d'être vainqueur, puisque l'Empereur s'est porté garant devant la nation et devant le monde qu'il l'était; c'est lui qui attaque, et il est battu. Son plan paraît avoir été de détacher du fleuve la droite roumaine et de la rejeter vers la mer. Mais nos alliés, ayant repris l'offensive sur tout le front, ont enfoncé son aile droite, à lui, et fait plier son centre, tandis que d'autres contingens roumains, qui avaient franchi le Danube entre Routschouk et Tourtoukaï, l'inquiétaient à la fois sur son flanc gauche et sur ses derrières.

Coup hardi, et peut-être aventureux, que ce passage du Danube. Maintenant que les troupes qui l'ont exécuté ont été rappelées et se sont retirées en sûreté sur l'autre rive, il est permis de l'avouer: de loin, les amis de la Roumanie l'admirèrent, mais ils en tremblèrent, dans l'incertitude où ils étaient sur l'importance des contingens ainsi exposés, qui ne pouvaient faire besogne utile que s'ils étaient assez nombreux, et qui, s'ils ne l'étaient pas, pouvaient courir à un désastre. L'un des meilleurs critiques militaires de l'Entente, le colonel Enrico Barone, se faisait l'interprète de ces craintes, et ce n'était pas pour les besoins de la cause, pour une excuse, après la retraite, c'était dans le *Giornale d'Italia* du 5 octobre : « Si la carte que j'ai sous les yeux ne me trompe pas, disait-il, la zone dans laquelle les Roumains auraient passé le Danube pour tomber sur le dos des Bulgaro-Allemands est à quatre bonnes journées de marche des positions que les Russo-Roumains occupent aujourd'hui dans la Dobroudja. » Et pour nous, si nous-mêmes nous ne nous trompons pas, cette simple constatation coupe court aux polémiques et fixe un point d'histoire : de ce premier passage du Danube, l'État-major roumain n'a jamais attendu autre chose que l'effet d'une « démonstration. » L'opération a commencé, continué, cessé, quand et comme

il l'a voulu Il en a pris, soutenu et conservé tant qu'il l'a voulu l'initiative, la direction, la maîtrise. Il a atteint son objectif, qui était de forcer Mackensen à se tourner et à se retourner, à regarder de côté et par-dessus l'épaule, tandis qu'il était déjà violemment frappé dans la poitrine et dans le flanc. Si bien qu'en somme, à faire le total des résultats dans la Transylvanie et dans la Dobroudja, le compte de Falkenhayn s'établit, — nous ne disons pas qu'il se solde, car ce n'est pas encore le moment de la liquidation, — à peu près comme celui de Mackensen : des succès, oui, mais pas de victoire, et surtout pas de victoire décisive ; nulle part le dernier mot n'est dit, ni dans un sens ni dans l'autre, ni pour les Allemands, Austro-Hongrois, Turcs et Bulgares, ni pour les Roumains et les Russes; nulle part le Destin n'a prononcé une sentence irrévocable ; tout est encore en question, et en balance, sinon en équilibre.

C'est parce que la partie n'est encore, et loin de là, ni gagnée ni perdue, parce que nous avons la ferme confiance qu'elle peut et qu'elle doit être gagnée par nos alliés, que, notant l'effort de Falkenhayn et de Krafft von Delmensingen vers la Tour Rouge, vers la passe de Vulkan, tout récemment, vers Fogaras et le cours supérieur de l'Aluta, nous répéterons ce que nous écrivions, il y a un mois, au lendemain de la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie et de la nomination de Hindenburg au poste, abandonné par Falkenhayn, de chef d'état-major général de l'armée allemande ; en fait, de généralissime des armées de la coalition : « Pensez à ce que deviendrait l'idole, si elle pouvait mettre hors de cause en quelques semaines cette Roumanie qui a osé jouer et braver l'Allemagne ! » Et pensez à ce que l'idole est prête à tenter pour demeurer une idole ou devenir un Dieu ! La trinité des fétiches germaniques, Hindenburg, Mackensen, Falkenhayn, va chercher en Transylvanie et dans la Dobroudja, au prix de sacrifices qui ne lui coûteront pas, une sanglante consécration.

L'enjeu en vaut la peine : il ne s'agit pas seulement, et même il ne s'agit pas d'abord, de la possession de la Transylvanie et de la Dobroudja; il s'agit de tenir ouverte aux Empires du Centre la route Berlin, Vienne, Budapest, Sofia, Constantinople ; de tenir fermée à l'Entente la route Odessa, Bucarest ou les Dardanelles, Salonique. C'est, en effet, du « décisif » qui s'élabore là-bas ; en cela, Guillaume II a vu juste, s'il a vu trop vite ; et il ne faut pas nous en effrayer, mais il faut le savoir, et il faut y parer. Nous l'avons voulu ; nous avons voulu que la guerre, élargie, étendue à tout le continent,

revînt ensuite à son origine, dans la péninsule des Balkans ; soit, mais il faut savoir que ce serait folie d'y risquer toute sa fortune et de n'y point employer toutes ses forces. Il n'est heureusement pas besoin de génie pour s'en persuader et ordonner en conséquence, il suffit d'une tête claire et volontaire. Nos forces, en leur ensemble, les forces de la Décuple Entente, ses moyens, ses ressources, dépassent assurément celles de la Quadruple Alliance. Elles sont plus grandes et elles sont plus fraîches. Nous n'en touchons, ni en quantité, ni en qualité, la limite. Pour avoir surpris quelques bataillons roumains dans Tourtoukaï, et fait, sous Hermannstadt, selon leurs propres bulletins, trois mille prisonniers, les Allemands, enragés à se duper au dedans pour « bluffer » au dehors, tirent des conclusions extravagantes : ils auraient capturé ou anéanti ou paralysé le quart de l'armée roumaine : avec deux zéros, les milliers se transforment en centaines de milliers. Quelle plaisanterie ! Mais nous demandons sérieusement : que fait l'Autriche, dans la défense de la Galicie et de la Transylvanie ? Où sont les armées autrichiennes ? Broussiloff s'était-il vanté, en parlant, pour son printemps et son été, non pas de 3 000, mais de 420 000 prisonniers, sans ajouter, dans sa modestie, que le chiffre était « extraordinairement » élevé ?

Admettons, sur la foi des meilleurs renseignemens, qu'il reste à l'Autriche-Hongrie, sur le front oriental de Russie et de Roumanie, quarante-quatre divisions d'infanterie, plus onze divisions de cavalerie. L'Allemagne aurait, sur ce même front, soixante-six divisions et demie, plus dix divisions de cavalerie, remaniées, il est vrai, suivant la recette de Hindenburg, c'est-à-dire formées chacune de trois régimens, au lieu de quatre, et il s'y serait joint, en outre, trois ou quatre divisions turques, plus ou moins régulières, où l'on trouvait jusqu'à des Arabes de Syrie. C'est autour de Kovel et de Vladimir-Volinsky que, tant de la part des Russes que de la part des Austro-Allemands, l'action s'est engagée et se propage depuis trois semaines. Hindenburg est trop l'homme de la stratégie des chemins de fer pour confier à d'autres, dont il n'est pas très sûr, la garde et la protection de ces nœuds de chemins de fer, qui lui donnent, au moins relativement, la liberté de sa manœuvre. Aussi Kovel est-il, pour les neuf dixièmes, tenu par des troupes allemandes ; de même Vladimir-Volinsky ; et de même Halicz. Une formidable artillerie de tout calibre a été, par substitution, accumulée dans le secteur septentrional, de Riga au Pripet, et l'on a pu, cette précaution prise, en le réduisant à une rigoureuse défensive, le drainer, le vider presque, pour garnir les

positions, plus disputées, au-dessous du Stockhod, où sont concentrés plus des deux tiers des effectifs dont disposent encore, sur le front russe, les Austro-Allemands. Dans ces conditions, on comprend que la lutte soit âpre, longue et dure; mais si Hindenburg y a enraciné ses Prussiens, Poméraniens et Brandebourgeois, Broussiloff et ses lieutenans, Tcherbatcheff, Kaledine, Sakharoff, y peuvent puiser à pleines mains dans l'immense réservoir des peuples de Russie. Ce qu'on nous a dit jusqu'ici de la tournure que prend l'affaire est de bon augure. Le pire ennemi, c'est la saison ; mais elle n'est pas plus favorable, et elle l'est moins encore, aux Allemands qu'aux Russes.

L'armée de Salonique, dès qu'elle s'est mise à marcher, a marché très bien. Elle n'a guère enregistré que des progrès. Les élémens nationaux qui composent cette troupe bigarrée, comme disent, avec dédain les Allemands, rivalisent d'endurance et d'entrain : l'amalgame se découvre excellent, à l'user. Sur la Strouma, à l'aile droite, les Anglais, d'étape en étape, se fraient un chemin vers Sérès et vers Demir-Hissar, en nettoyant les bords du lac Tachyno. Au centre, au sommet de l'arc, sur les monts Bélès, le contingent italien du général Petitti, qui s'était heurté, dans un pays très difficile, à de grosses unités bulgares, attaque et avance de nouveau. A l'aile gauche, les Serbes, dévalant du Kaïmakcalan, les Français et les Russes, partis de Florina, tiennent les massifs et s'alignent à la même hauteur, vers Kenali, qui est dans la plaine, à douze kilomètres de Monastir. Les Serbes sont rentrés en territoire serbe, et l'on n'a pas lu sans émotion le communiqué du charmant et héroïque prince Alexandre, annonçant le commencement de reconstitution de son royaume par la conquête de sept villages. Mais si ressusciter la Serbie martyre est, pour tous les alliés, une tâche sacrée, et la première des tâches, ce n'est pas la seule qu'ils aient à remplir, et même ils n'auront sûrement accompli celle-là que lorsqu'ils auront accompli l'autre, militairement et politiquement la principale, qui est de briser la résistance des Empires du Centre, qu'ils doivent réduire à merci. La région obscure qui s'étend ou plutôt s'étage à la gauche de notre aile gauche, en un entassement de rochers, en un dédale de lacs déchiquetés et de sinueux cours d'eau, était pleine de mystère ; on ne savait pas ce qui pouvait s'y cacher, ni quels petits, albanais ou bulgares, les aigles impériales, à une tête ou à deux têtes, y avaient pu pondre. Le débarquement des Italiens à Santi-Quaranta, l'occupation de Delvino et d'Argyrocastro, du port de Pagania, en face de Corfou, la domination des routes, fort rares en ce pays, — où il

n'y en a qu'une qui soit carrossable, — et qui justement se rattachent à Argyrocastro pour conduire de là par Tepeleni à Valona, d'une part, d'autre part, à la baie de Butrinto et à Janina, enfin vers la Macédoine, par Koritza et le lac de Prespa; l'ensemble de ces mesures bien combinées va concourir utilement à nous éclairer et nous garantir. Elles prouvent, par surcroît, que le Trentin, la Carnie et l'Isonzo n'absorbent pas toute la puissance, ni toute l'activité de nos voisins. Que des troupes royales aient posé le pied et planté leurs tentes en Épire, c'est l'aspect italien de l'opération. Mais elle a en même temps un aspect européen, qui est que, la jonction une fois faite par le lac de Prespa, sur l'autre rive duquel nous sommes établis, le front de Macédoine, lui aussi, s'appuiera à la mer, et qu'il n'y aura plus d'hiatus entre nos deux bases de Corfou et de Salonique. L'arc des alliés sera tendu de l'Adriatique à l'Égée.

Dans le grand bouleversement de l'Europe, il ne faut pas, — comme on y serait peut-être enclin, ne fût-ce que pour avoir une occasion de sourire, — faire à la Grèce plus de place qu'il ne lui en revient. Il ne faut pas que l'intermède détourne de la tragédie qui se poursuit et se déroule, implacable. La chronique du 1er octobre donnait des débuts de cet épisode une analyse fidèle. Elle n'était pas encore « tirée, » que nous apprenions et que nous signalions d'un mot le départ de M. Venizelos, qui venait de quitter Athènes, accompagné du chef le plus populaire de la marine hellénique, longtemps en faveur près du Roi, l'amiral Coundouriotis. Nous ne connaissions pas alors les circonstances de ce départ, qui furent amusantes, et dont la moins pittoresque n'est pas qu'il se serait organisé et exécuté, au milieu d'un souper joyeux, dans un cabaret de nuit du vieux Phalère, à l'enseigne de Platon. Nous ne savions pas davantage vers quelle destination ni dans quelle intention M. Venizelos était parti. Les uns indiquaient Salonique, les autres la Crète. A dire le vrai, l'appareil même dont l'éminent homme d'État avait entouré son départ était le signe qu'il ne se déplaçait pas tout simplement pour une villégiature, comme il avait jugé prudent de le faire plusieurs fois depuis deux ans dans les conjonctures difficiles.

C'est la Crète qu'il avait choisie, et ce choix aussi était un indice. La Crète, terre natale de M. Venizelos, est une terre de révolution, et les origines personnelles de M. Venizelos lui-même sont des origines révolutionnaires. Était-ce donc en révolutionnaire que l'ancien président du Conseil rentrait dans son île, acclamé tout le long du chemin, de la Sude à la Canée? Il en repoussait à l'avance l'accusation, par

des distinctions qui, nous le confessons, ne laissent pas que d'être un peu subtiles pour quiconque ne sent pas couler dans ses veines le sang d'Ulysse. Une révolution, peut-être, mais non pas une révolution contre le Roi; seulement une révolution pour la patrie. Espèce nouvelle : ceux qui passaient jusqu'ici pour avoir creusé le plus profondément la matière des conjurations n'en avaient discerné que de deux sortes : contre le prince ou contre la patrie; mais point, dans un cas comme celui de la Grèce, qui fussent pour la patrie sans être contre le prince. Quoi qu'il en soit, — et il n'en sera jamais qu'un jeu d'esprit, — comme c'est un principe supérieur « que la patrie se doit défendre ou avec ignominie ou avec gloire, et que de toute manière, elle est bien défendue, » M. Venizelos s'est résolu à prendre, sinon contre le Roi, du moins en face du Roi, une attitude, sinon de chef de révolution, du moins de chef de gouvernement. Il a cru qu'il en tirait le droit de son passé et de ses services; qu'il avait sur la Grèce, doublée par ses soins, le titre que l'auteur a sur son œuvre, et que son devoir était, l'ayant faite, de veiller à ce qu'elle ne fût pas détruite; ce qui constitue, après tout, une façon de légitimité. Mais ne pouvait-il, en outre, invoquer un prétexte, une raison de légalité positive? La seule Chambre légalement élue, dans le royaume de Grèce, était celle qui l'avait soutenu, lors de son dernier passage au pouvoir. Le seul ministère légal était le dernier qu'il avait présidé, et qui avait toujours eu la majorité dans la seule Chambre légalement élue. C'est par un véritable coup d'État que le Roi avait exigé la démission du Cabinet, prononcé la dissolution de la Chambre, fait procéder à des élections fictives et tronquées où n'avait participé qu'un tiers du corps électoral, imposé à cette ombre de Chambre un ministère-fantôme, et, du coup, avait transformé en monarchie absolue une monarchie qui n'avait de substance et d'existence que constitutionnelle.

Toutefois, laissons les motifs ou les griefs de M. Venizelos; quelque fondés qu'ils soient, ils ne lui auraient fourni que des argumens de forme. L'argument de fond est autrement fort, bien plus irréfutable, bien plus irrésistible : c'est un impératif catégorique; et c'est que, faute de gouvernement, « la vie de la nation ne peut pas être interrompue. » Si le gouvernement est défaillant, il faut qu'aussitôt un gouvernement renaisse, surgisse du sol ou du pavé, pour maintenir cette continuité de la vie nationale. Le terme où s'achève « l'anarchie spontanée » est « le gouvernement spontané. » M. Venizelos, de retour à la Canée, avait, sans perdre un jour, institué un

gouvernement exclusivement voué à l'œuvre de la vie nationale, un duumvirat, — lui-même et l'amiral Coundouriotis, — devenu plus tard, par l'accession du général Danglis, un triumvirat, type classique de ces régimes improvisés. Il a lancé des proclamations, provoqué et recueilli des adhésions, signé des nominations ; et il n'a eu, du reste, aucun effort à faire pour assurer les fonctions publiques, pas même à changer les fonctionnaires. Le Comité de Défense nationale de Salonique, représenté par deux de ses membres les plus influens, l'ancien préfet Périclès Argyropoulos et le général Zymbrakakis, s'est immédiatement rallié au gouvernement de M. Venizelos, qui prenait en charge l'honneur et le salut de la nation. Par petits groupes, les officiers, et les soldats par petits paquets, sont venus mettre à leur disposition leur volonté de chasser le Bulgare et ce qu'un état-major complice de l'ennemi leur avait laissé d'armes. La marine royale imite l'exemple de l'armée royale : un à un, ses navires passent à cette révolution qui ne veut être qu'une révolution pour la patrie. Et une à une les îles, on ne peut pas dire s'insurgent, mais doucement, paisiblement, se détachent. M. Venizelos est reçu partout, à Samos, à Chio, à Mytilène, à Salonique même, comme le père et le rédempteur de son peuple.

Sur les entrefaites, à Athènes, le pseudo-ministère Calogeropoulos, mis en quarantaine par l'Entente, donne sa démission, et le roi Constantin lui cherche des successeurs, qu'il a de la peine à décider. Pour nous, il nous serait difficile de dire qu'il y ait eu en Grèce une crise ministérielle, puisque, depuis la retraite de M. Zaïmis, nous nous étions refusés à reconnaître qu'il y eût un ministère. Eh quoi ! le roi Constantin n'aurait plus de ministère ? Il en avait déjà si peu ! Mais il en aura de moins en moins, tant qu'il ne se résignera pas à donner à la crise, qui est une crise de la conscience et de l'âme nationales, la seule solution qu'elle comporte. Il n'en a pas beaucoup plus, maintenant qu'il en a un, que ces jours passés, lorsqu'il n'en avait pas. En gros, la situation, à cette heure, est celle-ci : à Athènes, un roi qui peut avoir un ministère, mais n'a pas de gouvernement ; à la Canée ou à Salonique, un gouvernement qui n'a pas encore répudié la monarchie, mais qui n'a pas de roi. S'il n'y a pas d'antagonisme irréductible, ni sur les personnes, ni sur la forme même des institutions, il semble qu'il n'y aurait qu'à faire la combinaison, pour que le pays rentre dans sa voie et suive son étoile. Un Victor-Emmanuel ne se serait pas privé d'un Cavour, à la veille des grandes épreuves, et il avait trouvé le moyen de se servir même des témérités d'un Garibaldi.

Seulement, tout est là, il croyait aux destinées de la patrie, et le Piémont ne lui cachait pas l'Italie. Le roi Constantin ne voit au mur que le poing, ganté du gant à crispin, de son beau-frère. Quand il faudrait une résolution, il s'obstine en des expédiens. Après avoir promené sa lanterne parmi des hommes dont les noms ne nous révéleraient rien, il s'est finalement arrêté à la porte de son professeur d'histoire, M. Spiridion Lambros. Il y a du symbole dans ce choix, et de l'ironie dans ce symbole, M. Lambros enseignant justement, à l'Université d'Athènes, l'histoire de la Grèce antique. Et, puisque nous en sommes aux comparaisons étrangères, voici un souvenir qui sera bien à sa place. Lorsque, parlant comme chef du ministère-régence, au nom du roi don Alphonse XII, Canovas se présenta devant les premières Cortès de la Restauration : « Je viens, fit-il dire au Roi, continuer l'histoire d'Espagne. » Beau modèle pour la harangue inaugurale de M. Lambros, si le roi Constantin lui permettait de dire : « Je suis venu recommencer l'histoire grecque! »

Mais, sans manquer de respect à cet honnête homme, à cet excellent maître, nous n'en attendons pas tant, de lui ni de son élève; et, au surplus, c'est leur affaire. La nôtre, nous ne nous lasserons pas de le redire, est la sécurité de notre armée de Salonique. C'est tout ce que nous voulons de la Grèce, mais nous la voulons, et nous la recevrons de qui nous la donnera. Du roi, s'il y en a un, et de son ministère, s'il en a un qui ait une autorité suffisante; d'ailleurs, si c'est ailleurs qu'est le gouvernement. Nous n'avons pas connu M. Calogeropoulos, nous ne connaissons en M. Lambros que l'archéologue; mais toute l'Europe connaît M. Venizelos; et, de le connaître à le reconnaître, il n'y a que l'épaisseur d'une syllabe. Que les Grecs s'arrangent en famille, pour ce qui ne regarde qu'eux. Pour ce qui nous regarde, nous, et ce qui nous importe, nous le réglerons nous-mêmes avec qui se montrera capable de nous entendre et de nous répondre.

La preuve que, dans l'ensemble, les choses ne vont pas à la satisfaction de l'Allemagne, c'est qu'elle s'énerve, déraisonne et même délire de plus en plus. Tandis que M. de Bethmann-Hollweg se débat péniblement contre M. de Tirpitz, les ligues, les pangermanistes, les partisans quand même, à tout risque et à toute outrance, de la piraterie aérienne et sous-marine, l'amirauté se passe de son assentiment, et, au mépris de ses perplexités, — car le chancelier se juge digne d'être pendu s'il n'use pas de toutes les armes, et l'Angleterre l'a prévenu qu'il sera pendu s'il en use, — envoie ses U 53 et ses U 61 assassiner jusque sur les côtes américaines. Qu'en Méditer-

ranée, un croiseur auxiliaire, qui transporte des troupes, et qui, à double titre, est un navire de guerre, soit torpillé, c'est un fait douloureux, que nous déplorons amèrement, que nous voudrions qu'on rendît impossible par une vigilance incessante et la pleine domination de la mer, mais c'est un fait de guerre. Il n'en est pas ainsi pour les neuf navires de commerce, parmi lesquels plusieurs neutres, qui ont été coulés, en bordure, si ce n'est déjà dans la limite des eaux territoriales, et dont l'un, le *Stefano*, promenait d'innocens touristes. On nous assure que le président Wilson et le département d'État sont « grandement préoccupés de la situation dans les parages de Nantucket; » qu'ils « désirent savoir s'il y a des victimes, » surtout « quelque citoyen des États-Unis, » et si les bâtimens détruits avaient été, du moins, par une attention suprême, l'objet d'un avertissement préalable. Ils ont prescrit, sans nul délai, qu'une enquête sévère fût ouverte... Mais il n'est pas besoin de tant de recherches pour voir que l'audace criminelle des sous-marins allemands, formés peut-être en escadrilles, aboutit pratiquement au blocus des ports américains, où ils entrent comme chez eux, et d'où les bateaux de l'Union eux-mêmes, eux les premiers, n'osent plus sortir. Et il n'est pas besoin non plus de fouilles bien longues dans les archives pour retrouver un document qui disait : « A moins que le gouvernement impérial allemand renonce à ses méthodes de guerre contre les navires transportant des passagers ou des marchandises, le gouvernement américain n'aura pas d'autre alternative que de rompre complètement ses relations avec le gouvernement de l'Empire allemand. » L'Allemagne, alors, se soumit et jura. Celui-là aussi, cet engagement solennel, souffrira-t-on qu'il soit traité comme un simple « chiffon de papier? »

Par cet accès de fureur épileptique, il ne s'agit pas pour l'Allemagne de chauffer l'esprit public, en vue de son cinquième emprunt. Il est clos; et il n'a donné nominalement qu'une dizaine de milliards de marks; — un peu moins que le quatrième; — en réalité, trois milliards d'argent liquide. L'Empereur, qui en est arrivé à se méfier de sa propre popularité, l'avait pourtant placé « sous le signe » de Hindenburg. Le nôtre se place hautement sous le signe de la Victoire.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-CINQUIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre.

Pages.

LES MARAIS DE SAINT-GOND. — *LES PRÉLIMINAIRES DE LA BATAILLE.* — *LES JOURNÉES DES 6, 7, 8 ET 9 SEPTEMBRE.* — *L'AUBE DE LA VICTOIRE,* par M. CHARLES LE GOFFIC. 5

CHARLES PÉGUY ET SES PREMIERS « CAHIERS, » par M. ALEXANDRE MILLERAND. 51

PRISONNIERS FRANÇAIS EN SUISSE, par NOËLLE ROGER. 63

L'APPEL DU SOL, dernière partie, par M. ADRIEN BERTRAND. 87

CHEZ LES NEUTRES. — *ENQUÊTE EN HOLLANDE,* par M. MAURICE GANDOLPHE. 117

UNE CAMPAGNE COLONIALE. — *SUR LE CHEMIN DE BAGDAD,* par M. CHARLES STIÉNON. 148

LES FEMMES ET LA GUERRE. — *EN FRANCE.* — *CHEZ NOS ALLIÉS,* par Mlle LOUISE ZEYS. 175

REVUE LITTÉRAIRE. — *LES DÉBUTS DE VENISE DANS NOTRE LITTÉRATURE,* par M. ANDRÉ BEAUNIER. 205

REVUE SCIENTIFIQUE. — LE BRUIT DE LA BATAILLE. — I. *LE SON DE LA CANONNADE,* par M. CHARLES NORDMANN. 217

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 228

Livraison du 15 Septembre.

UNE HEURE SOLENNELLE DE L'HISTOIRE DE FRANCE : LA VICTOIRE DE LA MARNE. — *LA RUÉE ENNEMIE.* — *L'ORDRE D'ARRÊT.* — *LA BATAILLE.* — *LES RÉSULTATS IMMÉDIATS.* — *LES CONSÉQUENCES HISTORIQUES,* — avec une carte, — par M. LOUIS MADELIN. 241

TU N'ES PLUS RIEN, première partie, par M. RENÉ BOYLESVE. 288

VERS L'UNITÉ LATINE, par M. LOUIS BERTRAND. 314

L'APÔTRE DES INDES ET DU JAPON. — FRANÇOIS DE XAVIER. — V. *DU JAPON AU SEUIL DE LA CHINE,* par M. ANDRÉ BELLESSORT. 339

LE MARQUIS DE SÉGUR, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 382

LA LUTTE POUR L'ADRIATIQUE, par M. CHARLES DIEHL, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. 403

Pages.

VUES PROPHÉTIQUES D'EDGAR QUINET SUR L'ALLEMAGNE, par M. PAUL GAUTIER. 422

REVUES ÉTRANGÈRES. — *LA DOCILITÉ ALLEMANDE*, par M. T. DE WYZEWA. 457

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Octobre.

UN ÉPISODE DE LA VICTOIRE DE VERDUN : LES DERNIERS JOURS DU FORT DE VAUX. — I. *LE FORT*. — *LE VOL DES CORBEAUX*. — *LE CHEMIN*. — *DU 30 MARS AU 31 MAI*. — *L'ÉTREINTE SE RESSERRE*, — avec une carte, — par M. HENRY BORDEAUX 481

FRANCE ET ANGLETERRE. — *L'AVENIR DE LEURS RELATIONS INTELLECTUELLES*, par M. EDMUND GOSSE 526

TU N'ES PLUS RIEN, dernière partie, par M. RENÉ BOYLESVE. 542

LE SUICIDE BULGARE. — AUTOUR D'UNE COURONNE. — *NOTES ET SOUVENIRS, 1878-1915*. — I. *LE CONGRÈS DE BERLIN ET LA BULGARIE SOUS LE PRINCE ALEXANDRE*, par M. ERNEST DAUDET. 570

UN POÈTE SOLDAT AU « 1er ÉTRANGER » : HERNANDO DE BENGOECHEA, par GÉRARD D'HOUVILLE. 602

L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques 616

LA LUTTE POUR LA PRÉSIDENCE AUX ÉTATS-UNIS. — *MŒURS ÉLECTORALES ET PROBLÈMES POLITIQUES*, par M. PIERRE DE LEYRAT. 635

LE FRONT ITALIEN, — avec une carte, — par M. le Général MALLETERRE. 663

REVUE LITTÉRAIRE. — *CHRONIQUEURS DE LA GUERRE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 685

REVUE SCIENTIFIQUE. — LE BRUIT DE LA BATAILLE. — II. *LA DÉTONATION DES OBUS ET DES BALLES*, par M. CHARLES NORDMANN 697

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 709

Livraison du 15 Octobre.

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE ET LE PRINCE EUGÈNE (1804-1814), D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE. — I. *ÉDUCATION D'UN PRINCE*, par M. FRÉDÉRIC MASSON, de l'Académie française 721

UN ÉPISODE DE LA VICTOIRE DE VERDUN : LES DERNIERS JOURS DU FORT DE VAUX. — II. *LA BATAILLE SUR LE FORT (2 JUIN)*. — *LE FORT APPELLE*. — *LA SORTIE*. — *LES DERNIÈRES PAROLES*. — *LE RÉCIT ALLEMAND*. — *LA MOISSON FUTURE*, — avec un plan du Fort de Vaux, — par M. HENRY BORDEAUX. 752

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE..., première partie, par M. BENJAMIN VALLOTTON 787

LA CHIRURGIE DE GUERRE, par le Professeur J.-L. FAURE. 823

L'ŒUVRE HUMANITAIRE DE S. M. LE ROI D'ESPAGNE. — *PRISONNIERS DE GUERRE*. — *RAPATRIÉS*. — *VISITE DES CAMPS*, par Mme GABRIELLE RÉVAL 842

LES OPÉRATIONS DE DÉBARQUEMENT, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. . . . 864

UNE GUERRE D'USURE DANS L'ANTIQUITÉ. — *LA DEUXIÈME GUERRE PUNIQUE*, par M. PAUL HUVELIN 883

MITRAILLEUSES ET FILS DE FER, par M. le Capitaine HENRI CARRÉ. 909

REVUES ÉTRANGÈRES. — *UN ROMAN DE GUERRE ALLEMAND INTERDIT EN ALLEMAGNE*, par M. T. DE WYZEWA 935

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 947

Paris. — Typ. PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 33339.

AP
20
R5
per.6
t.35

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY